Dans la bouche de Fogo : la résilience à l'épreuve des résistances et jeux de pouvoir sur un territoire volcanique : une approche participative et audiovisuelle

Floriane Chouraqui

▶ **To cite this version:**

Floriane Chouraqui. Dans la bouche de Fogo : la résilience à l'épreuve des résistances et jeux de pouvoir sur un territoire volcanique : une approche participative et audiovisuelle. Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2018. Français. NNT : 2018TOU20025 . tel-03559893

HAL Id: tel-03559893
https://theses.hal.science/tel-03559893

Submitted on 7 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Fédérale
Toulouse Midi-Pyrénées

THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :

Université Toulouse 2 - Jean-Jaurès

Présentée et soutenue par :

Floriane Chouraqui

le 28 mai 2018

Titre :

DANS LA BOUCHE DE FOGO

La résilience à l'épreuve des résistances
et jeux de pouvoir sur un territoire volcanique

Une approche participative et audiovisuelle

École doctorale et discipline ou spécialité**:**

ED TESC : Géographie et aménagement

Unité de recherche :

LISST (Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires) - DR Dynamiques Rurales

Directeur/trice(s) de Thèse :

Bernard CHARLERY DE LA MASSELIÈRE

Pr. émerite de Géographie à l'université Toulouse 2 – Jean Jaurès, Lisst-Dynamiques Rurales - UMR CNRS 5193

Hélène GUÉTAT-BERNARD

Pr. de Sociologie à l'ENSFEA et à l'université de Toulouse 2 – Jean Jaurès, Lisst-Dynamiques Rurales - UMR CNRS 5193, en détachement à l'Institut Français de Pondicherry, Inde, UMIFRE 21/USR 3330 CNRS - MAE

Jury :

Béatrice COLLIGNON (rapporteur) - Pr. de Géographie, université Bordeaux-Montaigne, PASSAGES - UMR CNRS 5319

Franck LAVIGNE (rapporteur) - Pr. de Géographie, université Paris 1 Panthéon Sorbonne, LGP - UMR CNRS 8591

Michel LESOURD (président) - Pr. émérite de Géographie, université de Rouen, IDEES - UMR CNRS 6266

Pauline TEXIER (examinatrice) - MCF de Géographie, université Lyon 3 - Jean Moulin, EVS - UMR CNRS 5600

DANS LA BOUCHE DE FOGO

La résilience à l'épreuve des résistances et jeux de pouvoir sur un territoire volcanique

Une approche participative et audiovisuelle

Thèse de doctorat en géographie et aménagement préparée au sein de l'Université de Toulouse II – Jean-Jaurès et du Laboratoire LISST-Dynamiques Rurales

Capture d'écran du film *Fogo na Boca* (Chouraqui, 2015)

Présentée et soutenue par
Floriane CHOURAQUI

Dynamiques Rurales
LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE SOLIDARITÉS, SOCIÉTÉS, TERRITOIRES

Université de Toulouse

UNIVERSITÉ TOULOUSE Jean Jaurès

TESC ED 327
TEMPS, ESPACES, SOCIÉTÉS, CULTURES

Résumé : DANS LA BOUCHE DE FOGO - La résilience à l'épreuve des résistances et jeux de pouvoir sur un territoire volcanique - Une approche participative et audiovisuelle

À partir d'une enquête géographique audiovisuelle réalisée dans la caldera de Fogo, au Cap-Vert, cette thèse analyse les jeux de pouvoir entre et au sein des groupes d'acteurs autour du territoire de Chã das Caldeiras avant, pendant et après la catastrophe d'origine volcanique de 2014-2015.

Dans un contexte institutionnel international prônant la « résilience » comme stratégie de réduction des risques pour les populations locales, pourtant controversée dans la sphère scientifique, il s'agit de repenser les résistances individuelles et collectives des populations, fréquemment interprétées comme des réactions infondées ou impulsives, aggravant leur exposition face aux aléas. Au contraire, ces stratégies d'adaptation face aux mesures gouvernementales d'exclusion territoriale et de restriction d'accès aux ressources apparaissent comme une condition souvent incontournable de réduction de la vulnérabilité (multifactorielle et différentielle au sein de la population) et de reconstruction sociale, économique et matérielle des moyens d'existence.

L'enjeu est de comprendre, à travers le cas d'étude de la caldera de Fogo au Cap-Vert, la genèse des rivalités, influences et oppositions autour du contrôle du territoire. Celles-ci rendent caduque la classique opposition de « la » population face « au » gouvernement. Ces deux entités, loin d'être monolithiques, s'avèrent être traversées de contradictions internes, d'alliances de circonstance, traduisant les difficultés collectives à concilier réduction des risques de catastrophe, préservation d'un patrimoine « naturel » et culturel commun, et enjeux éthiques de développement socio-économique, eux-mêmes complexes s'ils doivent respecter « les » populations locales dans leur diversité.

Cette diversité s'inscrit dans une construction territorialisée des inégalités de vulnérabilité et des capacités dans le temps long des trajectoires et du quotidien, et se révèle dans les moments de rupture, que constituent les temps de la crise et de l'après-crise. Elle se tisse donc depuis le peuplement pionnier de la caldera, jusqu'à l'éruption de 2014-2015. La compréhension de cette complexité sociale, spatiale et temporelle, permettrait d'éviter les conflits d'intérêts entre populations et État, celui-ci devant, en toute légitimité, accompagner les dynamiques locales au lieu de céder aux pressions des résistances, dans un processus de résilience collective acceptant la dualité « ressources/menaces » des territoires.

La thèse s'articule autour de plusieurs films, réalisés comme productions scientifiques à part entière (DVD joint). Trois films documentaires et deux films participatifs constituent des dispositifs, supports matériels et lieux privilégiés pour explorer les différents types de relations, jeux de pouvoir et inégalités autour de la gestion de ce territoire.

Mots-clés : vulnérabilité/capacité ; moyens d'existence ; réduction des risques de catastrophe ; déplacement et relogement forcé ; résistance sociale et politique ; approche participative et audiovisuelle

Abstract: IN THE MOUTH OF FOGO - Resistances and power relationships proofing resilience on a volcanic territory - A participatory and audiovisual approach.

Based on an audio-visual geographical research conducted in the Fogo Caldera, in Cape Verde, this thesis analyses the power games between and within the groups of stakeholders around the territory of Chã das Caldeiras before, during and after the disaster linked with the 2014-2015 volcanic eruption.

Within an international institutional context advocating "resilience" as a Disaster Risk Reduction (DRR) strategy for local populations, yet controversial in the scientific sphere, the aim is to rethink the individual and collective resistances of the populations. These are often interpreted as unfounded or impulsive reactions, enhancing their exposure to hazards. Rather, these coping strategies facing governmental measures of territorial exclusion and restriction of access to resources appear as a frequent essential condition for reducing vulnerability (multifactorial and differential within the population) but also for rehabilitating social economic and material livelihoods.

The challenge is, through the case study of the Fogo caldera in Cape Verde, to understand the genesis of rivalries, influences and oppositions around the control of the territory. These invalidate the classic opposition of "the" population to "the" government. These two entities, far from being monolithic, prove to be crossed by internal contradictions, alliances of convenience, expressing the collective difficulties encountered in trying to reconcile disaster risk reduction, preservation of a common "natural" and cultural heritage, and ethical issues related to socio-economic development, themselves complex when they comes to respect local populations in their diversity.

This diversity is part of a territorialized construction of vulnerability and capacity inequalities in a long-term (trajectories) and daily pattern, and is showed at rupture times, during crisis and post-crisis periods. It is woven after the pioneer settlement of the caldera, until the 2014-2015 eruption. The understanding of this social, spatial and temporal complexity would allow to avoid conflicts of interest between the populations and the State, which should legitimately support the local dynamics, instead of yielding to the pressures of resistance, in a large and collective process of resilience, accepting the duality "resources vs threats" of the territories.

The PHD is articulated around several films, made as full-fledged scientific productions. Three documentary films and two participative films appear as devices, material supports and privileged places to explore the different types of relations, power games and inequalities around the management of this territory.

Key words: vulnerability/capacity ; livelihoods ; Disaster Risk Reduction ; forced displacement and resettlement ; social and political resistance ; participatory and audio-visual approach

Resumen: EN LA BOCA DE FOGO – Resiliencia a prueba de las resistencias y de los juegos de poder en un territorio volcánico - Un enfoque participativo y audiovisual

A partir de una investigación geográfica audiovisual realizada en la caldera de Fogo, Cabo-Verde, esta tesis analiza los juegos de poder entre y dentro de los grupos de actores que intervienen en el territorio de Chã das Caldeiras antes, durante y después del desastre provocado por la erupción volcánica de 2014-2015.

En un contexto institucional internacional preconizando la "resiliencia" como estrategia de reducción de los riesgos para las poblaciones locales, una idea polémica en el ámbito científico, se trata de repensar las resistencias individuales y colectivas de las poblaciones, con frecuencia interpretadas como reacciones infundadas o impulsivas, que agravan su exposición a los peligros. Por el contrario, estas estrategias de adaptación a las medidas gubernamentales de exclusión territorial y restricción de acceso a los recursos, a menudo aparecen como una condición ineludible para la reducción de la vulnerabilidad (multifactorial y diferencial en lo que se refiere a la población) y la reconstrucción social, económica y material de los medios de subsistencia.

El objetivo es, a través del caso de estudio de la caldera de Fogo en Cabo-Verde, comprender la génesis de las rivalidades, las influencias y las oposiciones en torno al control del territorio. Estas dejan obsoleta la oposición clásica de "la" población contra "el" gobierno. Dos entidades que, lejos de ser monolíticas, están atravesadas por contradicciones, por alianzas circunstanciales, que expresan las dificultades colectivas a la hora de conciliar la reducción de los riesgos de desastre, la preservación de un patrimonio "natural" y cultural común, y las implicaciones éticas del desarrollo socioeconómico, en sí mismas complejas, si tienen que respetar a "las" poblaciones locales en su diversidad.

Esta diversidad se inscribe en una construcción territorializada de las desigualdades de vulnerabilidad y de las capacidades a largo plazo de las trayectorias personales y de la vida cotidiana, la cual se revela en los momentos de ruptura, como por ejemplo en períodos de crisis y postcrisis. Se teje a partir del primer asentamiento de la caldera y hasta la erupción de 2014-2015. La comprensión de esta complejidad social, espacial y temporal permitiría evitar los conflictos de intereses entre las poblaciones y el Estado, y este último a la cabeza, de forma legítima, debería acompañar las dinámicas locales en lugar de ceder a las presiones de las resistencias, en un proceso de resiliencia colectiva que acepta la dualidad "recursos/amenazas" de los territorios.

La tesis se articula en torno a varias películas realizadas como producciones científicas de pleno derecho (DVD adjunto). Las tres películas documentales y las dos películas colaborativas constituyen dispositivos, soportes materiales y lugares privilegiados para explorar los diferentes tipos de relaciones, juegos de poder y desigualdades en torno a la gestión de este territorio.

Palabras clave: vulnerabilidad/capacidad; medios de subsistencia; reducción de riesgos de desastre; desplazamiento y reubicación forzada; resistencia social y política; enfoque participativo y audiovisual

Resumo: NA BOCA DO FOGO – Resiliência a prova das resistências e dos jogos de poder num território vulcânico – Uma abordagem participativa e audiovisual.

A partir dum investigação geográfica audiovisual realizada na caldeira da ilha do Fogo, em Cabo Verde, esta tese analisa os jogos de poder entre e dentro dos grupos de atores que intervienen no territorio de Chã das Caldeiras antes, durante e após a catástrofe de origem vulcânica de 2014-2015.

Num contexto internacional preconizando a "resiliência" como estratégia de redução dos riscos para as populações locais, uma ideia polémica no âmbito científico, trata-se de repensar as resistências individuais e colectivas das populações, com frequência interpretadas como reações infundadas o impulsivas que agravam a exposição aos perigos. Pelo contrário, essas estrategias de adaptação frente as medidas governamentais de exclusão territorial e de restrição do aceso aos recursos, aparecem como uma condição muitas vezes ineludível de redução da vulnerabilidade (multifactorial e diferencial entre a população) e de reconstrução social, económica e material dos meios de subsistência.

O objectivo é, através do caso de estúdio da caldeira do Fogo em Cabo Verde, compreender a génesis das rivalidades, das influências e as oposições à volta do controlo do território. Estas tornam caduca a clássica oposição de "a" população frente "ao" governo. Estas duas entidades, longe de ser monolíticas, são de facto atravessadas por contradições internas, de alianças de circunstância que traduzem as dificuldades colectivas para conciliar redução dos riscos de catástrofe, preservação dum património "natural" e cultural comum, e implicações éticas de desenvolvimento socioeconómico, elas próprias complexas se tiverem que respeitar "as" populações locais nas suas diversidades.

Esta diversidade inscreve-se numa construção territorializada das desigualdades de vulnerabilidade e as capacidades em longo prazo das trajetórias pessoais e do quotidiano, e revelam-se nos momentos de ruptura, que constituem os períodos de crise e pós-crise. Ela foi tecida portanto desde o povoamento pioneiro da caldeira, até a erupção de 2014-2015. A compreensão desta complexidade social, espacial e temporal permitiría evitar conflitos de interesses entre as populações e o Estado, este devendo, legitimamente, acompanhar as dinâmicas locais em lugar de ceder frente às pressões das resistências, num processo de resiliência colectiva, aceitando a dualidade "recursos/ameaças" dos territórios.

A tese articula-se à volta de vários filmes, realizados como produções inteiramente científicas (vide DVD anexo). Três filmes documentários e dois filmes participativos constituem os dispositivos, suportes materiais e meios privilegiados para explorar os diferentes tipos de relações, jogos de poder e desigualdades à volta da gestão deste território.

Palavras chave : vulnerabilidade/capacidade ; meios de subsistência ; redução dos riscos de catástrofe ; deslocação e realojamento forçado ; resistência social e política ; perspetiva participativa e audiovisual

REMERCIEMENTS

Pour les crabes dormeurs, la migration n'est pas un aller-retour. Ceux-ci se déplacent du rivage de l'enfance, vers la haute mer de la vie. Ce voyage de crabe dormeur, c'est celui des doctorants, qui s'éloignent des berges rassurantes pour s'aventurer vers les profondeurs inconnues de la thèse.

Moi, crabe-thésarde, j'ai quitté le rivage pollué de la Seine et me voilà à 4445 km plus au sud, loin de tout continent. Ne me demandez pas comment j'ai fait, mais grâce à qui.
Pendant ce périple qui m'éloignait toujours davantage de lieux familiers, il ne m'a pas toujours été facile d'avancer et je tiens à serrer la pince à tous ceux qui m'ont aidée à prendre le large, à m'aventurer et à me perdre afin de mieux parvenir à me retrouver : détours de l'expérience de la recherche qui rejoignent parfois celle de l'expérience de la vie.

Je veux remercier en premier lieu ceux qui m'ont fait l'honneur de lire, d'évaluer ce travail et de le « cadrer » aussi : mes directeurs Hélène Guétat-Bernard et Bernard Charlery de la Masselière, qui m'ont soutenue tout au long de mon parcours, ainsi que les rapporteurs de la thèse et les membres du jury : Béatrice Collignon, qui, lors de ma dernière année de licence à Paris 1 pendant le CPE nous avait montré qu'il y avait une autre géographie insoupçonnée, celle de l'espace domestique ou encore de l'espace public pour les femmes, à Franck Lavigne, grâce à qui j'ai découvert ce « *petit pays » « m'kre bo tcheu –petit petit, je l'aime beaucoup* », que chante Césaria Evora. Mais comment ne pas l'aimer, n'est-ce pas, Michel Lesourd ? Je suis très honorée d'avoir un vrai amoureux du Cabo-Verde dans mon jury, « *alguem ki ta conxe kuze ke papa ku leite*, *ki ta badja Talaia Baxu, pa kien mar é morada di sodade tambe* ». Et puis il y a aussi Pauline Texier, la fée marraine de cette thèse, la preuve que les fées – ces êtres aux pouvoirs surnaturels qui influencent le destin des êtres humains et des petits crabes – existent réellement.

Je remercie également les membres de l'équipe LISST-Dynamiques Rurales, en particulier Dominique Deligny, souriante et à l'écoute de tous. J'ai bénéficié des conseils avisés de Jean-Michel Cazenave, Anne Marie Granié et Jean-Pascal Fontorbes autour de la partie audiovisuelle de mon travail. Merci également de m'avoir permis de présenter certaines de mes productions audiovisuelles et de continuer à créer des lieux d'échanges pour les films en sciences humaines. J'ai réalisé, au fur et à mesure, la chance que j'avais de faire partie de cette équipe à l'énergie contagieuse.

Merci aussi au département de géographie de l'Université Toulouse II – Jean Jaurès, en particulier François Aussaguel de l'atelier de cartographie, pour les échanges que nous avons eus et ses conseils quant à l'utilisation des logiciels Illustrator et Philcarto.

Je suis mille fois reconnaissante envers les membres du projet de recherche MIA-VITA, en premier lieu à Franck Lavigne, qui m'a permis de m'initier à la recherche et de faire partie de la « *Cabo-Verde team »*, ainsi qu'à Anaïs Perrillat Collomb et Pauline Texier. Pauline, ton enthousiasme et ta créativité m'ont inspiré et m'ont guidé tout au long de la réalisation de cette thèse, sur le terrain, au quotidien et pour la vie. Sans toi, petite crabe que je suis, je n'aurais jamais parcouru autant de chemin, donc merci à toi et de tout cœur. Combien de projets sont nés à tes côtés depuis le tout premier terrain initiatique à Chã qui m'a fait découvrir la cartographie participative, les *focus group discussion* et la musique capverdienne, le *manecon* et le *queijo cabra*.

Mes plus vifs remerciements vont également à l'équipe de MAKAVOL, *muchissimas gracias a todos*, en particulier à Nemesio Pérez, Carmen Romero et Samara Diónis Delgado, pour ces belles rencontres amicales et professionnelles. J'ai pris tellement de joie à découvrir « les veines souterraines du volcan » en vous suivant lors de votre travail de monitorisation du volcan. Merci également pour votre accueil si généreux aux Canaries lors du colloque « El Hierro 2012 ».
Toujours aux Canaries, merci encore à Henry Gaudru qui m'a fait don d'un joli livre sur les volcans et pour les récits de voyage captivants qu'il m'a comptés.

Pour les relectures et les conseils concernant certains passages ou figures composant cette thèse, tous mes remerciements également à Annabelle Moatty, Julie Morin, Michel Antoine, Maylis Aste, pour vos commentaires malicieux et plein de justesse, et aussi à Caroline Sarrazin, Lisa Rolland et Annik Lemaignan, pour leur relecture sur les chapeaux de roues au moment de la dernière ligne droite.

Un immense merci à Carmen Alix, pour son aide précieuse sur le montage du dernier film de ma thèse, pour nos échanges passionnants sur le sens des mots, des sons et des images, et à tous ceux qui m'ont aidée de près ou de loin à faire des choix, parfois délicats, lors de la construction de cette histoire en son et image.

Je remercie particulièrement tous les habitants de Chã das Caldeiras pour m'avoir fait découvrir leur monde. Merci d'avoir accepté de m'offrir le récit d'épisodes de vos vies, de vos parcours et de m'avoir accueillie chez vous avec tant gentillesse et de bienveillance. Je pense à Lukinhas et Touf, qui m'ont accompagnée avec Pauline et Anaïs lors de nos premiers pas à Chã das Caldeiras. Je remercie toute la famille Teixeira pour m'avoir adoptée : Filipa, Antoninho, Paulo, Madjer et Mery, Zuleika, Tete, Tatiana, Vovo, et Naninha, ma famille capverdienne, avec vous je me sentais à la maison à Chã et à Praia. Fatima, Tuka, Winnie, Joakina, ma famille aussi, je ne vous remercierai jamais assez pour tout ce que vous avez fait pour moi. Je tiens aussi à remercier Tutu, Melissa et Dina, mes amies de Fogo qui ont facilité la réalisation des films participatifs et pour avoir essayé de m'apprendre à danser la *funana*. Merci à tous les copains d'Espagne et du Cap-Vert qui m'ont aidé dans les traductions, Lucas, Danilo, Camilo, Neus, Juan, Sergio et Christo. Merci aussi Yaping Lu pour son soutien et nos nombreux échanges sur la thèse et à Juan pour m'avoir aidé à dessiner le jeu de cartes « *Bo sta dreto ?* » et pour nos parties endiablées de backgammon. Un grand merci aux musiciens de Chã – Camilo, Ze, Alcindo, Antonio, Izandro, Ramiro et tous les autres – dont certains ont activement participé avec leurs chansons à construire mes films et avec qui j'ai eu la chance de vivre des soirées musicales mémorables. Merci aussi à Germano Centeio, Fausto Rosario et Danilo Montrond Fontes, les porte-paroles et grands amis de Chã das Caldeiras. Mes remerciements vont aussi à l'ensemble des employés du Parc Naturel de Fogo, tout particulièrement à Alexandre Nevsky et Herculano Dinis, et à tous les acteurs institutionnels capverdiens, Antonio Querido, Moises Tavares Borges, Helio Semedo, Arlindo Lima, Bruno Faria, Zuleica Ruiz, Aquileu Amado, ainsi qu'à tous ceux qui ont accepté de me rencontrer et de répondre à mes nombreuses questions.

À mon père, grand voyageur passionné de cinéma qui m'a communiqué si fortement le goût de l'ailleurs, à ma mère, pour sa relecture si soignée et précise, et pour avoir veillé sur moi. Vous m'avez toujours soutenue et encouragée dans mes choix de vie et de thèse, donc merci.
Merci aussi à tous mes amis, à Annie, la raviveuse d'énergie ainsi qu'à Lucrèce pour nos discussions de femmes enceintes (toi d'un bébé, moi d'une thèse) !
Merci infiniment à Charlie, *nha kretcheu*, qui a tenu bon dans le tourbillon de la thèse et de sa rédaction, et qui a renoncé aux soirées entre copains à la maison pour me permettre de finir ma thèse.

À tous les crustacés qui m'ont aidée à faire avancer ma petite barque de crabe et que je n'ai pas cités ici, je vous dis merci !

Et pour finir, je remercie spécialement Camilo Montrond Fontes, la plus belle voix de *Djar Fogo*, le *passadinho* de mes films et surtout mon si précieux ami. Camilo, tu as fait chanter cette thèse et c'est pour cette raison et avec toute ma gratitude, que je te la dédie.

AGRADECIMENTO

Pa carangexu dormidor, migração é ka ida i volta. Es ta bai di costa di juventud, pa alto di mar di bida.
Kel viaje di carangexu dormidor, é kel di dorotanti, ki ta sai di ribeira siguro pa aventurase profundidadi dixconicida di thesi.

Ami, como carangexu, m'dixa costa poluido di rio Seine i gosi m'sta 4445 km mas longe na sul, lunge di tudu continenti. Ka bo pregunta modi ki m'faze mas kien é ke juda.
Durante kel viaje longi ki leva longe di lugar familial, ka fue sempri facil pami pa continua, m'kre da um muzada pa tudu nhos ke juda nes caminada, na nhas aventuras ke m'perde pa juda enctra nha caminho : desvio di speriencia di investigação ki ta cuntra a veces ku sperienca di bida.

M'kre agradece em primer lugar kes ke lee, nota, encuandra tambe : mi director di thesi, Hélène Guetat-Bernard ku Bernard Charlery de la Masselière, ki judam nes caminhada, i tambe kes raportor i membro da jurdido : Béatrice Collignon, ki desde liencia na Paris 1 durante CPE mostra ki tenia um geografia inimagináveis, Franck Lavigne, gracia kien m'discobri kel « *petit pays* » « *m'kre bo tcheu –petit petit, je l'aime beaucoup* », ki Césaria Evora ta kanta. Mas ka tem manera di ka gusta del, ka sim, Michel Lesourd ? M'sta txeu orguliosadi tene alguem ke gusta di mas di Cabo-Verde na nha jurido, « *alguem ki ta conxe kuze ke papa ku leite*, *ki ta badja Talaia Baxu, pa kien mar é morada di sodade tambe* ». Tambe te Pauline Texier, a fada madrinha di kel thesi, a prova ki ada – kes ser ku poder surnatural ta influenca destino di ser humano i di carangexinho tambe – ta esisti di verdade.

M'ta agradece tambe membros di equipa LISST-Dynamiques Rurales, em particular Dominique Deligny, sempre ku suriso i ki ta eskuta kada um. M'beneficia di consedjo sperto di Jean-Michel Cazenave, Anne Marie Granié et Jean-Pascal Fontorbes en cuanto a pari audiovisual di nha trabadjo. Obrigado tambe di permiti presenta algum di nha filmi, i de continua a criar lugar di intercambios pa filmi em scienca humaina. M'odja, poco poco, oportunidade k'm tinia di faze parti di kel equipa ku energia contagiosa faito di investigador, ku doctoranti.

Obrigado tambe pa departemento de geografia di Universidade Toulouse II – Jean Jaurès, em particular François Aussaguel di taller di cartografia, pa intercambio ki du tinha i se consedjo em cuando a uso di programa Illustrator i Philcarto.

M'sta mil ves grato di membros di projeto MIA-VITA, en premer lugar Franck Lavigne, ki da oportunidadi di initia nha investigação i di faze parti da « *Cabo-Verde team* », ku Anaïs Perillat Colomb (Maria) i Pauline Texier (Bebe). Pauline, bo enerjia i bo creatividade inspiram i guiam tudu es tempo, na Fogo, na dia dia i pa bida. Sem bo, es carangexinho ke mi é, m'ka ta conseigia faze tudu kel camino, entom obrigado pa bo di fundo coração. Kanto projeto ki nace a bo lado desdi kel primer tereno initiatico na na Chã ki m'faze discobri cartografia participativa, « *focus group discussion* » i musica caboverdiana, manecon ku queijo cabra.

Nha mas sincero agradecimento pa equipo MAKAVOL, *muchissimas gracias a todos*, em particular pa Nemesio Pérez, Carmen Romero i Samara Diónis Delgado, pa kes encontro bonito amigavel i profesional. M'toma tanto praser discubrir « n'belha subterana di burkam » companhando nhos na nhos trabadjo di monitorisação di burkam. Obrigado igualmenti pa nhos hospitalidadi tam generoso na Canarias na congreso « El Hierro 2012 ».
Sempri na Canarias, obrigado tambe pa Henry Gaudru ki ma um libro bonito sobre burkam i pa se storia di viaje increible kel canta pami.

Pa leitura i conseijo sobri algum passaje ku figura di kel thesi, tudu nha agradecimento tambe pa Annabelle Moatty, Julie Morin, Maylis Aste i Michel Antoine, pa nhos comentario ingrasado cheio di inspiração. Tambe obrigado pa Caroline Sarrazin ku Lisa Rolland, pa nhos letura faci faci na recta final.

Um immenso obrigado pa Carmen Alix, pa se ajuda preciosa sobre montage di ultimo film di nha thesi, pa nos intercambio apaxonenti sobre palabra, sonido i imagem, i pa tudu kes ki juda di perto o lunge pa toma decisão, a veces dificil, na momento di construção di kel storia em sonido i imagem.

Muito obrigado pa tudu guenti di Chã das Caldeiras pa m'faze discubri nhos mundo. Obrigado di acepta i di dam episodio di nhos bida, di nhos caminhada i di nhos recebem na nhos casa ku tanto simpatia i amizade. Ami pensa a Lukinhas i Touf, ki acompanham ku Pauline i Anaïs na nos primero paso a Chã das Caldeiras. M'ta agradece tudu familia Teixeira pa adoptam. Filipa, Antoninho, Tete, Paulo, Madjer, Mery, Tatiana, Vovo et Naninha, nha familia caboverdiana, ku nhos m'ta xenti sempri na casa, à Chã ku Praia. Fatima, Tuka, Winnie, nha familia tambe, ka tem manera di agradece nhos di tudu ke bo faze pa mi. Tambe m'kre agrece nhas amigas Tutu, Melissa ku Dina, que facilita tcheu nha trabadjo i pa tenta xinam badja funana. Obrigado pa tudu amigos di Espagnha ku Cabo-Verde ki juda na tradução, Lucas, Danilo, Camilo, Neus, Juan, Sergio i Christo. Yaping Lu, obrigado pa bo ajuda i pa nos intercambio sobre a thesi, obrigado pa Juan pa juda disenha jogo di carta « *Bo sta dreto ?* » i pa nos partida endiablada di backgammon. Tcheu obrigado pa tudu tocador de Chã – Camilo, Ze, Alcindo, Antonio, Izandro, Ramiro i kes oto tambe – nhos participa ku nhos musica na construção di nha filme, y m'ka ta deskece nunka di sabura di kes noite musical ki du pasa djuntu.
M'kre agradece tambe Germano Centeio, Fausto Rosario i Danilo Montrond Fontes. Nha agradecimento ta bai tambe pa empregado di Parque Natural de Fogo, em particular pa Alexandre Nevsky i pa tudu atores instucionais di Cabo-Verde, Antonio Querido, Moises Tavares Borges, Helio Semedo, Arlindo Lima, Bruno Faria, Zuleica Ruiz, Aquileu Amado i Herculano Dionis, i tudus kes ki acepta encontra ku mi i responde pa nhas tcheu preguntas.

Pa nha pai, grandi viajador apaxonado di cinéma ki communika tam forti kel gusto pa terra lunge, pa nha mai, pa se letura tam cuiadada i precisa, i pa guida di mi. Sempri nhos acredita em mi na nha escodja di bida i di thesi, entom muito obrigada.
Obrigado tambe pa nhias amigos, pa Annie, radiante di energia, i tambe pa Lucrèce pa nos converso di mudje gravida (bo di um bebe, mi di um thesi) !
Obrigado infinalmenti pa Charlie, nha kretcheu, ki fika forti na tudu tempestado di thesi ku se redação, ki para festa ku amigos na casa pa dixam kaba nha thesi.

Pa tudu frutas di mar ki judam fazem vensa nha barquinho di caranguexo i ki mi menciona li, m'ta frabo obrigada !

I pa caba, m'kre agradece specialemente Camilo Montrond Fontes, a vos mas bonito di *Djar Fogo*, *passadinho* di nha filmi, nha broda. Camilo, bo faze canta kel thesi i é pa keli, ku tudu nha gratitud, ke mi ta dedicabo el.

PRÉFACE

La caldera immense et noire - géométrie cubiste - triangle vertigineux du Pico de Fogo qui semble cacher au plus profond de lui un secret au cœur de ses entrailles. Vient ensuite la Bordeira, muraille naturelle, qui protège et emprisonne à la fois, puis les creux et bosses de la caldera, là où le village fut construit voici près de cent ans. Un rien ou presque à l'échelle géologique.

Cette thèse est un travail centré sur une île, un village et un volcan. Le Pico de Fogo avec en son centre cette immense bouche élargie comme pour rétrécir le territoire pourtant minuscule de cette petite île de l'Atlantique. Et c'est là, dans cette bouche volcanique, que vivent des gens qui parlent, racontent, content, chantent parfois aussi leur volcan.

Cette thèse interroge ce lien des habitants avec leur volcan, leur « vivre avec ».

Volcan habité qui entretient avec ceux qui le côtoient un inégal dialogue, un échange en contrepoint qui souligne davantage l'humilité de notre condition.

Le volcan de Fogo s'adresse à nous, à partir du centre de la Terre soit du plus profond de la matière qui la constitue, en ce lieu invisible, cœur même de notre planète.

Fogo, bouche d'ombre et de lumière, indompté en lien avec l'intérieur de notre monde, et qui nous montre combien la nature a ce pouvoir de créer, mais aussi de dévaster.

Fogo, bouche d'ombre et de lumière qui fait jaillir les discours de toutes et tous, celles et ceux installés au pied du volcan, travaillant à la fois sous sa protection, sa menace, son courroux aussi.

« Dans la bouche de Fogo », c'est par elle que naissent et se structurent les paroles des habitants.

À la voix de ce volcan silencieux, mais qui gronde parfois, se mêlent les voix des habitants – l'étude de ce discours mêlé et la tentative de comprendre cette articulation géographique si complexe, si singulière, constituent le sujet de cette thèse.

SOMMAIRE

Introduction 18

PARTIE A : ANALYSER LES ENJEUX D'UN PARTAGE DU POUVOIR AUTOUR DE LA GESTION DES RESSOURCES ET DES RISQUES 40

CHAPITRE 1 - Fogo, un territoire volcanique insulaire, menacé et convoité
L'arène du dialogue 43

1.1. Fogo un milieu insulaire fragile et menaçant, mais apprivoisé en son cœur 45
1.1.1. Une ambivalence naturelle entre menaces et ressources 45
1.1.2. De la conquête du volcan à la création d'une île dans l'île 62
1.1.3. Chã das Caldeiras : entre désenclavement inachevé et émigration : s'adapter aux contraintes 76

1.2. Une « communauté » qui a su tirer parti des ressources volcaniques : un trésor convoité 88
1.2.1. Une agriculture florissante, vivrière et commerciale, avant la crise éruptive de 2014 -2015 88
1.2.2. L'essor du tourisme avant 2014-15 : nouvelles opportunités 95

1.3. Luttes de territoires et conflits dans la gestion des ressources et des risques 99
1.3.1. Quand la Caldera devient Parc Naturel : restrictions, conflits et approche participative naissante 99
1.3.2. Un dispositif de gestion de crise inscrit dans une approche restrictive et centrée sur le contrôle de l'aléa volcanique . . 106
1.3.3. La résistance locale aux efforts de régulation du développement 108

CHAPITRE 2 - Ne pas quitter son volcan
La résistance des populations aux projets d'exclusion territoriale 113

2.1. Comment protéger les habitants des territoires volcaniques ? Des cadres conceptuels et politiques en évolution 115
2.1.1. Un paradigme dit « aléa-centré » qui domine encore la gestion des risques 116
2.1.2. Le paradigme radical de vulnérabilité globale : l'émergence d'une autre façon d'envisager la réduction des risques de catastrophe 120
2.1.3. Une nouvelle approche de la réduction des risques par la résilience : quand capacités et participation riment avec autonomisation 135

2.2. Le diptyque « exclusion par le relogement » versus « résistances » au cœur des jeux de pouvoir sur les territoires volcaniques 145
2.2.1. Les politiques de relogement suite aux éruptions volcaniques : une solution inéluctable ? 145
2.2.2. Résistances des populations face aux déplacements et relogements forcés 150

2.3. Représenter les territoires volcaniques : les paradigmes font leur cinéma 159
2.3.1. Une majorité de films qui alimentent des représentations erronées 160
2.3.2. Un autre regard sur les espaces volcaniques actifs : de Stromboli à Ixcanul 166
2.3.3. Des films pour réduire la vulnérabilité des populations ? 171

PARTIE B : COMMENT DÉVOILER DES RÉALITÉS SOCIALES, DONNER LA PAROLE ET ACCOMPAGNER LES POPULATIONS LOCALES ? 174
Problématique, objectifs et choix méthodologiques associés

CHAPITRE 3 – Problématique, objectifs et justification
Une recherche engagée fondée sur une approche à la fois participative et audiovisuelle 176

3.1. Quelles leçons retenir de MIA-VITA ? 181
3.1.1. Des acquis pour mieux cibler le positionnement de la thèse 181
3.1.2. Regard critique sur les méthodes de recherche MIA-VITA 182

3.2. Problématique et objectifs de recherche : le schéma général 186
3.2.1. Interrogations et problématique 186
3.2.2. Objectifs généraux, spécifiques et approches choisies 187
3.2.3. Approche participative et recherche-action audiovisuelle 190

3.3. Atouts d'une approche participative et audiovisuelle 193
3.3.1. Ce que permet et nécessite l'approche participative 193
3.3.2. Ce qu'apporte l'approche audiovisuelle en géographie 196

3.4. La géographie en cinéma : histoire d'une idylle encore mal assumée 206
3.4.1. Géographie et cinéma : Deux moyens d'embrasser le monde 206
3.4.2. Frilosité et attirance des géographes français pour le cinéma 209

CHAPITRE 4 – Détails des méthodes et des outils. 211

4.1. Structure méthodologique globale de la thèse 215
4.1.1. Le schéma général 215
4.1.2. Le retroplanning 216

4.2. Phase 1 et 2 : comprendre les enjeux et jeux de pouvoir internes et externes 218
4.2.1. Outils d'investigations auprès des acteurs externes 218
4.2.2. Outils d'investigations auprès des acteurs internes à la communauté 230

4.3. Approche filmique transversale : le processus de fabrication du film de recherche 263
4.3.1. Le tournage : la caméra sur le terrain 263
4.3.2. Le montage, ou comment écrit-on un film en géographie ? 273

4.4. Partage et convergences des résultats de recherche et éventail des possibilités d'exploitation des résultats audiovisuels 281
4.4.1. Un processus de diffusion en plusieurs étapes : entre éthique, responsabilité morale et stratégie de ménagement des acteurs partenaires. 281
4.4.2. Analyse critique de la création d'un dialogue autour des films via des réunions-débats. 282
4.4.3. Diffusions de la recherche au grand public : un enjeu scientifique, sociétal et politique 292

CHAPITRE 5 – Posture réflexive sur la place de la chercheuse 295

5.1. Position et rôles du chercheur-réalisateur-accompagnateur 299
5.1.1. Présence et absence de la chercheuse dans ses productions scientifiques. 299
5.1.2. La multiplicité des rôles : de la recherche à l'action 300

5.2. Faire de la recherche en terrain lointain, complexe et sinistré : adaptation et engagement. 302
5.2.1. Stratégies de familiarisation avec les enquêtés et dons/contre-don en temps quotidien 302
5.2.2. L'éruption dans la thèse : tournant scientifique et rapport émotionnel. 308
5.2.3. L'engagement dans la recherche 313

5.3. La question éthique dans la réalisation de films de recherche. 318
5.3.1. Dans le film documentaire. 318
5.3.2. Dans le film participatif 324
5.3.3. Recréer la réalité, une utopie pour le documentaire comme pour le film participatif 324

PARTIE C : VIVRE DANS LA CALDERA D'UN VOLCAN À L'ÉPREUVE DE LA MISE EN DÉFEND DU TERRITOIRE 326
Stratégies d'adaptation et résilience vues à travers le prisme des jeux de pouvoir et du genre, avant, pendant et après l'éruption de 2014-2015

CHAPITRE 6 – Le temps long des héritages et des trajectoires
Comprendre les vulnérabilités et capacités adaptatives actuelles face à la menace volcanique 329

6.1. Une tradition de recolonisation post-éruptive à l'origine de solides capacités d'adaptation des habitants face aux chocs 334
6.1.1. Un scénario éruptif qui se répète 334
6.1.2 Causes économiques des dynamiques de retour et capacités adaptatives à se relever des crises 343

6.2. Atouts et revers des capacités héritées : « modus vivendi » et vulnérabilités socio-économiques 348
6.2.1. Savoirs et identité au péril d'un sentiment d'invincibilité et d'un risque minimisé 348
6.2.2. L'opportunité économique post-catastrophe : travers et limites 359
6.2.3. L'avatar de la force collective : un village irréductible réfractaire à l'autorité 369

6.3. Derrière le « collectif », des groupes sociaux à l'accès aux ressources inégalitaire et une marginalisation différentielle du pouvoir et de la participation 380
6.3.1. Des tensions socio-spatiales symptomatiques d'inégalités économiques 380
6.3.2. Inégalités de genre dans la vulnérabilité : les logiques féminines de contournement et leurs limites 398
6.3.3. Le difficile accès à la ressource politique : les enjeux et blocages / leviers de la participation. 418

CHAPITRE 7 – Temporalité de la crise
Un cas d'école d'autonomie et d'adaptation des populations face à l'ingérence institutionnelle. 439
7.1. Chronologie de la crise éruptive de 2014-2015 et impacts sur le territoire à court terme 443
7.1.1. Un récit douloureux : 77 jours d'une catastrophe pourtant sans perte humaine 445
7.1.2. Un instantané multiscalaire des impacts de la crise éruptive de 2014-2015. 457
7.2. Les causes d'un bilan lourd : synthèse des défaillances de la gestion de crise officielle 465
7.2.1. Avant la crise : une construction politique sur le long terme du risque lié aux éruptions 465
7.2.2. Pendant la crise : des réponses institutionnelles révélatrices de vulnérabilités organisationnelles, communicationnelles et stratégiques 481
7.3. Stratégies adaptatives informelles des populations sinistrées en réponse au défaut de gestion de crise et inégalités induites 515
7.3.2. La mobilité, une stratégie face à la précarité et aux défauts de gestion de crise 515
7.3.3. S'informer, diffuser l'information et mobiliser l'aide extérieure malgré les faiblesses de la communication officielle . . . 528

CHAPITRE 8 – Temporalité de l'après-crise
Une fenêtre d'observation sur la capacité de résilience en tant que processus sur le long terme 533
8 .1. Une stratégie de résilience, la résistance : résister pour se relever. 538
8.1.1. Chronologie de trois années d'un bras de fer socio-politique 538
8.1.2. Un retour spontané et non encadré à Chã das Caldeiras 541
8.1.3. Une épopée collective de reconquête territoriale 546
8.2. Les dessous de la résilience : précarité des résistants et aggravation des inégalités. 558
8.2.1. Le creusement des inégalités socio-économiques : qui sont les résilients ?. 558
8.2.2. Les « résilients » face à la précarité renforcée par des entraves politiques à la réinstallation 573
8.3. De la politique de relogement à l'autorisation de remonter, quelles stratégies politiques sous-jacentes ?. 588
8.3.1. Analyse critique des choix politiques adoptés avant les élections de 2016 589
8.3.2. Le sort de Chã das Caldeiras au cœur de la campagne électorale de 2016 596
8.3.3. Derrière l'amnésie apparente de l'Etat, une stratégie politique de récupération territoriale ? 602

Conclusion 616

Dessin de Leandro Z. Montrond,école primaire de Chã das Caldeiras, février 2012.

Introduction Générale

Loin, très loin des îles du Cap-Vert, sur l'île de Honshu, au Japon, du 14 au 18 mars 2015, les représentants de 187 États membres des Nations Unies sont réunis à Sendai, la plus grande ville de la région du Tohoku. L'heure est grave au moment de faire le bilan sur les défis posés par la réduction des risques de catastrophe lors du précédent cadre d'action de Hyogo, qui couvrait la période 2005-2015 :

« *Au cours des 10 années sur lesquelles portait le Cadre, des catastrophes ont cependant continué à faire de nombreuses victimes, compromettant le bien-être et la sécurité de personnes, de collectivités et de pays entiers. Plus de 700 000 personnes ont péri, plus de 1,4 million ont été blessées et environ 23 millions sont devenues sans-abri. Au total, plus de 1,5 milliard d'êtres humains ont été victimes de catastrophes d'une manière ou d'une autre, les femmes, les enfants et les personnes en situation de vulnérabilité ayant été les plus touchés. Les pertes économiques totales se sont chiffrées à plus de 1 300 milliards de dollars. Qui plus est, entre 2008 et 2012, 144 millions de personnes ont été déplacées du fait de catastrophes. Ces dernières, souvent exacerbées par les changements climatiques, ne cessent de croître en fréquence et en intensité et entravent les progrès réalisés sur le plan du développement durable* » (Cadre d'Action de Sendai, 2015, p.10).

C'est donc au tour du Cadre d'action de Sendai (CAS) de prendre le relais du Cadre d'action de Hyogo (CAH), qui malgré son nom enjôleur « *Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes* », ne semble pas avoir réduit le risque de catastrophe de manière significative. Pourtant, le CAH venait lui-même succéder à la Stratégie internationale de prévention des catastrophes de 1999 (SIPC), et à la « *Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr : directives pour la prévention des catastrophes naturelles, la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets* » (1994), et du Cadre international d'action pour la « *Décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles* » de 1989. C'est donc après bientôt 30 ans de directives internationales tentant de réduire les risques, les catastrophes identifiées à des phénomènes naturels, que le Cadre d'Action de Sendai vient reprendre le flambeau pour poursuivre les efforts, recherches et actions menées afin « *d'agir d'urgence pour atténuer les risques de catastrophe et accroître la résilience dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, d'intégrer, selon qu'il conviendrait, tant la réduction des risques de catastrophe que le renforcement de la résilience dans les politiques, plans, programmes et budgets à tous les niveaux et d'en tenir compte dans les cadres pertinents* » (Cadre d'Action de Sendai, 2015, p.9).

Au cœur de ce nouveau cadre international se trouve l'objectif clef de tenter de juguler le phénomène migratoire et les déplacements de populations exposées ou victimes de catastrophes (d'origine naturelle ou conflictuelle), car si la durabilité et l'adaptation des systèmes sont au centre de nombreuses stratégies de développement nationales et régionales, le monde n'est pas en train de devenir plus stable, plus pacifique, plus juste ou plus sûr. Bien au contraire, guerres, génocides, famines, persécutions ethniques ou religieuses et catastrophes liées à des phénomènes naturels et pour certaines exacerbées par le changement climatique, continuent à alimenter des vagues de personnes déplacées, qu'elles le soient en dehors de leur pays ou à l'intérieur de celui-ci. Dans ce second cas (qui va directement intéresser ce travail de recherche), on parle alors des personnes déplacées internes (en anglais, *Internally displaced persons* - IDPs). Celles-ci sont définies comme *« des personnes ou [des] groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu habituel de résidence, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'Homme*[1] *ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État* » (CICR – Comité International de la Croix Rouge, 1998).

Ainsi, alors que le terme de « personne déplacée » évoque majoritairement la figure du réfugié ayant traversé des frontières, voir des océans, rien qu'en 2016, c'est 31,1 millions de personnes, qui ont été déplacées à l'intérieur même de leur pays. Parmi celles-ci, 24,2 millions l'ont été en contexte de catastrophes et 6,9 millions suite à des conflits (conflits armés, violences généralisées, etc.) (*Global Report of IDMC*, 2016, p.9). Pour donner un ordre d'idée, ce chiffre correspond *« à peu près à l'équivalent d'une personne obligée de fuir chaque seconde* » (*Ibid*, p.9) Ces déplacements ont été enregistrés dans 125 pays et territoires différents, dont 118 pour les catastrophes (**figure I.1**).

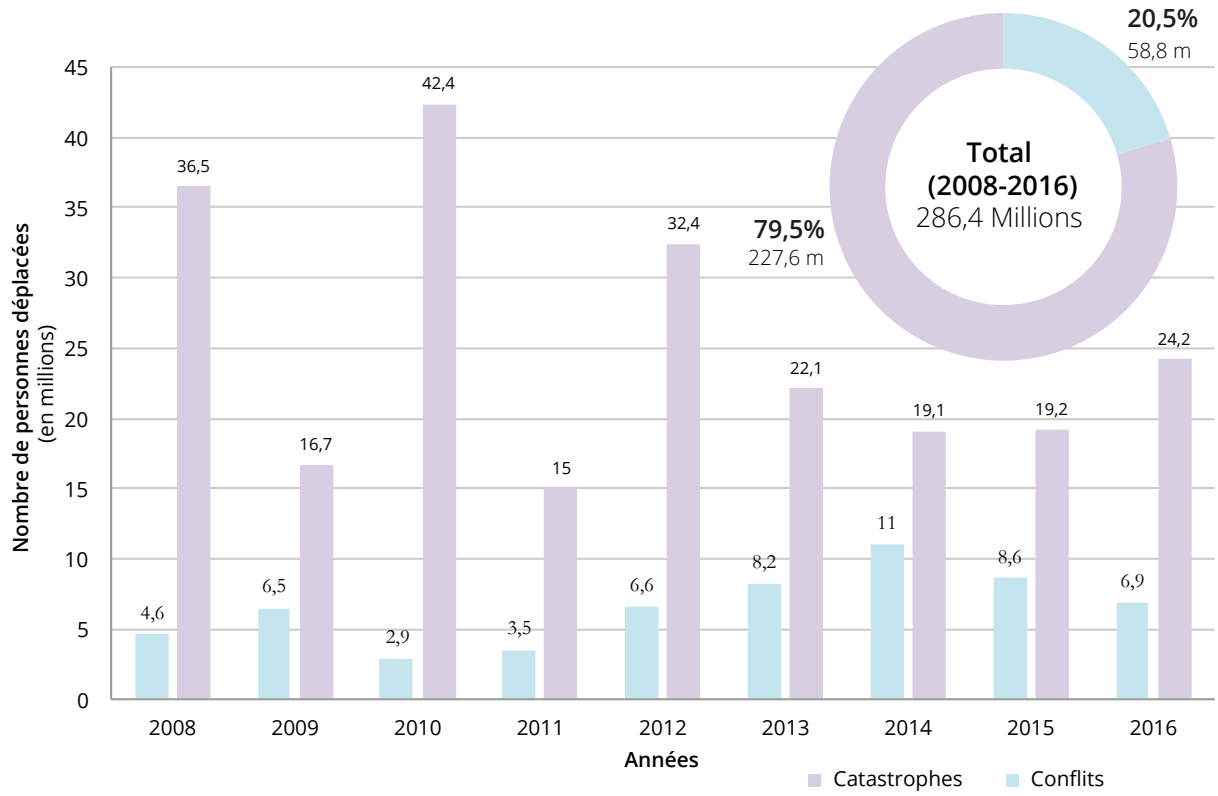


Figure I.1. Total des nouveaux déplacements internes par années entre 2008 et 2016 (source : modifié de Global Report of IDMC, 2016, p.9)

[1] Standards internationaux qui défendent et protègent *« la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables*" (préambule) *"sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation »* (Article 2) ((DUDH, 1948, p.1-2).

En effet, les catastrophes comptabilisent chaque année les plus grands nombres de nouveaux déplacements, même si l'on observe une tendance à la hausse des déplacements liés aux conflits sur la période appréhendée. Ainsi, on compte 227,6 millions de personnes déplacées au sein de leur pays respectif suite à des catastrophes entre 2008 et 2016. Ce nombre est d'autant plus impressionnant qu'il correspond uniquement aux nouveaux déplacements ayant eu lieu, le nombre total cumulé de déplacements internes en lien avec les catastrophes demeurant quant à lui inconnu (*Ibid*, p.10).

D'après ce même rapport, les tendances sont relativement stables, l'Asie du Sud et de l'Est demeurant les régions les plus touchées. Alors que la Chine, l'Inde et les Philippines affichent les chiffres absolus les plus élevés, les petits États insulaires apparaissent eux comme particulièrement affectés si l'on considère les données relatives par rapport à la population totale du pays. En effet, les petits États insulaires en développement (PEID, appelés aussi appelés aussi *Small Island Developing States* ou SIDS en anglais), qui comptent des populations relativement faibles, sont affectés de manière disproportionnée par les déplacements associés aux inondations, aux tempêtes, aux tremblements de terre et aux éruptions volcaniques, avec des niveaux bien supérieurs à la moyenne mondiale par rapport à l'importance de leur population. Par exemple, le cyclone Ian aux îles Tonga a causé le deuxième plus grand déplacement mondial en termes relatifs en 2014, avec seulement 5 300 personnes forcées de fuir leurs maisons, mais qui représentaient 5% de la population de l'île (*Global Estimates 2015*, IDMC, p.9).

Entre 2008 et 2016, les inondations et les cyclones sont responsables de la grande majorité des déplacements à l'échelle de la planète, suivis par les tremblements de terre, alors que les éruptions volcaniques ne sont à l'origine que d'un pourcentage relativement faible des déplacements de populations. Par exemple, en 2014, les éruptions volcaniques ne représentaient que 1% des déplacements avec 245 000 personnes, contre 8% pour les tremblements de terre (1,5 million), 43% pour les inondations (8,3 millions) et 48% pour les cyclones avec 9,1 millions de personnes déplacées (*Global Estimates 2015*, IDMC, p.21). Ainsi, les éruptions ont un poids relatif si faible par rapport aux autres types d'évènements, qu'elles sont souvent absentes des cartes et graphiques en lien avec les déplacements de populations suite à des catastrophes. Pourtant, si l'on regarde avec attention les données sur la période 2008-2016, on observe que 861 569 déplacements en lien avec des éruptions volcaniques ont été référencés (soit l'équivalent de la grande agglomération de Genève, capitale internationale) selon l'IDMC - *Internal Displacement Monitoring Center*) : les déplacements les plus massifs ont eu lieu en Indonésie en 2010 lors de l'éruption du Mérapi avec 360 557 déplacements, et en 2014 lors de l'éruption du volcan Kelud en 2014 avec 87 629 personnes déplacées, et en troisième position, celle du Mont Mayon aux Philippines avec environ 50 000 déplacés en 2009 puis de nouveau en 2014 (**figure I.2**).

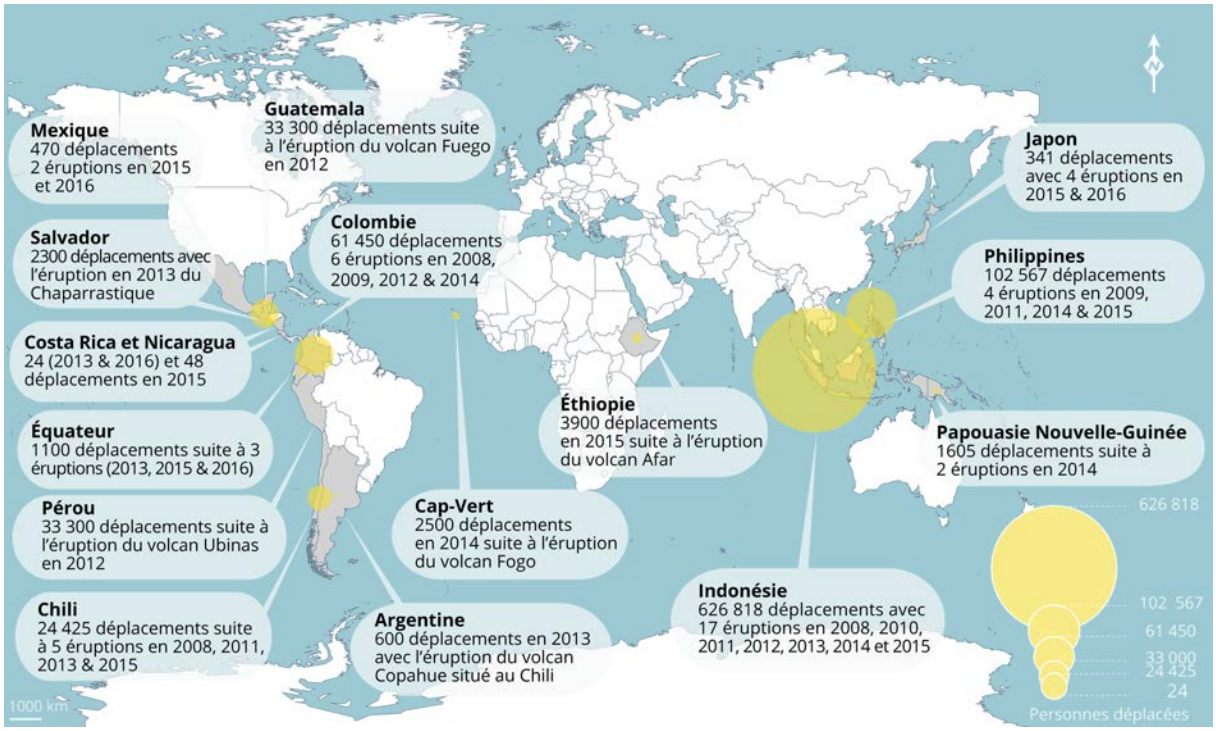


Figure I.2. Les déplacements en lien avec des éruptions volcaniques entre 2008 et 2016 (source : base de données IDMC 2008-2016, carte réalisée avec les logiciels Philcarto et Illustrator, Chouraqui, 2018).

Ces données sur les déplacements en lien avec des éruptions volcaniques (mais aussi les autres données sur les déplacements) doivent être cependant considérées avec prudence. En effet, comme le soulignent de nombreux rapports et articles scientifiques, l'ampleur réelle des mouvements de population est inconnue et sous-estimée, « *le nombre de réfugiés est beaucoup plus élevé que ce qui est comptabilisé dans les statistiques officielles* » (Cernea & Mc Dowell, 2000, p.109). Ces auteurs indiquent que pour les déplacements induits par des projets de développement (construction de barrages, etc.) et les catastrophes, la plupart des statistiques proviennent de divers organismes dispersés et fournissent au mieux des évaluations inexactes (*Ibid*). Le seul exemple des déplacés suite à l'éruption de Fogo en 2014, montre que ces chiffres peuvent être erronés. En effet, on sait de sources sûres (PNDA, 2015) que les chiffres exacts diffèrent de ceux de la base de données de l'IDMC[2]. Mais qu'ils soient exacts ou non, ils soulignent la nécessité d'accorder une attention accrue aux multiples enjeux relatifs aux déplacements, volontaires ou forcés, auxquels se trouvent confrontées les personnes affectées par des catastrophes ou des conflits. Parmi ces enjeux se trouve la question du déplacement et relogement forcé.

Doit-on hésiter à parler de déplacement forcé, quand il s'agit de protéger les personnes face aux risques de catastrophe ?

La réimplantation (ou relocalisation, ou relogement) de personnes déplacées, définie comme « *un processus consistant à reconstruire les logements, les biens et l'infrastructure publique d'une communauté dans un autre endroit* » (Glossaire OIM, 2014, p.16) constitue, dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes, une mesure relativement courante dans le panel de stratégies existantes. Le terme généralement utilisé pour

[2] L'IDMC propose le chiffre de 2500 déplacés, tandis que le rapport d'évaluation post-désastre du gouvernement du Cap-Vert (PNDA, 2015) estime à 1076 personnes le nombre de déplacés, même si les personnes affectées sont beaucoup plus nombreuses, en raison des retombées et pertes économiques liées à l'éruption.

désigner les personnes concernées par ces déplacements visant à protéger leur vie et leur santé est celui de « populations réfugiées[3]». Il s'agit d'un terme générique qui englobe l'ensemble des populations déplacées *« par les guerres, les conflits civils, les persécutions ethniques ou les famines et autres catastrophes naturelles »* (Cernea & Mc Dowell, 2000, p.2).

Ainsi, on distingue généralement les populations réfugiées d'un autre type de populations déplacées, celles qui doivent quitter leur territoire à la suite de projets de développement de grande envergure (Oliver-Smith, 2010). Dans ce second, on parle alors de déplacement forcé ou involontaire – en anglais *forced or involuntary displacement*. Cette distinction entre « réfugiés » et « déplacés forcés ou involontaires » semble discutable. Tout d'abord, il arrive fréquemment que les projets de relogement forcé aient « *des répercussions sur l'environnement et obligent des personnes à se déplacer à la suite d'altérations anthropiques de l'habitat naturel* » (Glossaire OIM, 2014, p.11). D'autre part, et c'est surtout cette question qui nous intéresse ici, il peut également arriver que les déplacements de populations réfugiées pour cause de désastre, se déroulent contre le gré de ces dernières. On peut dès lors discuter de la pertinence de cette distinction entre « réfugiés » et « déplacés involontaires », puisque, quel qu'en soit le déclencheur, le processus part d'une prise de décision étatique et se déroule par la contrainte. Ainsi, il apparaît intéressant de confronter cette première définition très fermée des déplacements forcés à une autre définition plus vaste selon laquelle le déplacement forcé est défini comme « *un transfert non librement consenti de personnes ou de groupes relevant de la juridiction d'un État, contraints de quitter leur lieu de résidence habituelle en application de la politique du gouvernement »* (Glossaire OIM, 2014, p.16). Cette variation sur le sens donné aux « déplacements forcés » en fonction des sources et des références n'est pas neutre, car ce problème de classification sous-tend la question essentielle du statut accordé aux personnes. En effet, en utilisant le terme de réfugié qui renvoie à l'idée que les personnes vont être déplacées vers un lieu où ils seront (et se sentiront) en sûreté, on masque complètement l'idée que ce déplacement peut être imposé aux personnes concernées, au nom de leur sécurité. L'idée que ces personnes vont trouver un « refuge », où ils seront à l'abri de la menace, prend le dessus sur la volonté, les aspirations des personnes affectées par les mesures d'éloignement dont elles sont l'objet. Réduire l'exposition au danger des populations locales devient ainsi l'argument de base, indiscutable qui, dans de nombreux cas à travers le monde, justifie que des espaces exposés à une menace soient interdits, et que les gens qui y vivaient ou y travaillaient soient déplacés et relogés, dans une idéologie centrée sur l'aléa et sur le contrôle physique de la menace, mettant de côté le caractère politique non démocratique de ces déplacements quand ceux-ci sont pensés et mis en place contre la volonté les populations concernées, omettant également de considérer le facteur économique lié aux pertes et ruptures occasionnées par ce déplacement.

De plus, si la définition des « déplacements forcés » du Glossaire de l'OIM ci-dessus, a l'intérêt de pouvoir inclure les personnes déplacées à la suite (ou en prévision) de catastrophes, est-ce qu'elle permet vraiment de saisir la complexité des mécanismes qui conduisent aux « déplacements forcés » ? En effet, il semble difficile de déterminer à partir de quand le choix de partir est réalisé de manière libre ou contrainte, rendant la frontière poreuse entre déplacement forcé et déplacement volontaire. Face à cette difficulté, les formes de résistance entreprises par les communautés servent de critère pour évaluer la nature volontaire ou involontaire du processus de déplacement considéré (Oliver-Smith, 2010, p.48). Même si l'idée de se saisir de la résistance pour mesurer le degré d'acceptation des déplacés est intéressante, elle doit être

[3] Au sein de cette catégorie, une distinction est souvent faite entre le déplacement induit par un conflit et le déplacement induit par un désastre. Le déplacement induit par un conflit est généralement considéré comme étant d'origine humaine, alors que le déplacement causé par les catastrophes est plus souvent défini comme ayant des causes naturelles. Or, dans la pratique, les limites entre ces deux types de déplacement peuvent être floues, étant donné que des conflits peuvent survenir en raison de tensions sur des ressources naturelles et que l'activité humaine peut avoir des conséquences directes ou indirectes sur les catastrophes naturelles.

relativisée. En effet, l'auteur précise bien que « *l'absence de résistance manifeste n'indique pas que le déplacement est volontaire »* (Oliver-Smith, 2010, p.51), et donne l'exemple des pays où les gouvernements sont de type autoritaire et violent, restreignant les possibilités de résistance, surtout pour des personnes affaiblies et vulnérables. D'autre part, les personnes peuvent parfaitement se dire ou se montrer favorables à leur déplacement, en apparence, pour pouvoir accepter des indemnisations pour la perte de leur maison ou de leurs terrains, tout en étant opposées au projet lui-même. C'est alors une contrainte économique qui les pousse à faire un compromis et à accepter (Oliver-Smith, 2010, p.31).

Les déplacements soulèvent de nombreuses questions sur le plan des droits humains

Dans la mesure où les directives de l'IASC (*International Accounting Standards Committee*) défendent que *« les droits de l'Homme ne cessent pas de s'appliquer quand survient un tremblement de terre, un ouragan ou un tsunami »* ou dans les temps suivants leur survenue, il semble donc essentiel de rappeler que « *parmi les populations affectées, les personnes qui sont obligées de quitter [de manière définitive ou temporaire] leur foyer ou leur lieu de résidence habituelle en raison de la catastrophe et qui, par conséquent, deviennent des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont les plus exposées* » (Les directives de IASC, 2011, p. 2), dans le sens d'être « *soumis aux effets redoutés et potentiels d'une source de danger »* (Beck, 2006).

Deux directives sont directement liées à la question du déplacement forcé en lien avec les catastrophes :

- La directive A.1.4 qui stipule que « *les personnes qui ne veulent pas partir ne doivent pas être évacuées contre leur gré sauf si l'évacuation forcée est : (a) prévue par la loi ; (b) absolument nécessaire au regard des circonstances pour répondre à des menaces sérieuses et imminentes sur leur vie ou sur leur santé, et que des mesures moins intrusives seraient insuffisantes pour enrayer la menace et (c) menée, dans la mesure du possible après information et consultation des personnes concernées* » (Les directives de IASC, 2011, p.16 et 17) ;
- La directive D.2.4 qui expose que « *l'interdiction permanente de retour sans le consentement des personnes et communautés affectées ne doit être envisagée et appliquée que si la zone où les personnes vivent ou veulent rentrer est en effet une zone ayant un niveau de risque élevé et persistant pour la vie et la sécurité, et qui ne peut pas être éliminé par les mesures d'adaptation et autres mesures de protection disponibles. Toute interdiction de ce type doit respecter l'ensemble des conditions suivantes : (a) Être établie par la loi; (b) Avoir pour seul objet de protéger la vie et la santé des personnes affectées ; (c) Les personnes affectées ont été informées du processus et des raisons de cette décision ; (d) Les personnes affectées ont été consultées pendant toutes les phases de la réinstallation, allant du choix du site de construction des logements, aux services proposés et à accès à des moyens d'existence, et ont pu participer à ces décisions et à leur application ; et (e) Les personnes affectées ont la possibilité de s'établir ailleurs dans le pays conformément aux conditions suivantes : (1) Les sites proposés ne sont pas exposés à des effets secondaires de la catastrophe et sont à l'abri de catastrophes récurrentes ; (2) Dans ces sites, les personnes affectées ont accès sans discrimination à des logements sûrs et culturellement adaptés, à l'eau, à des services essentiels de santé et à l'éducation, à des moyens d'existence et à des emplois et à des marchés »* (Les directives de IASC, 2011, p.50).

Comme le laissent supposer l'aspect vague de ces directives et l'absence de critères objectifs permettant d'évaluer chaque situation concrète, leur application concrète est tout sauf évidente et leur interprétation peut faire l'objet d'une instrumentalisation. Ainsi, même si les droits de l'Homme défendent sur le principe « *la liberté de circulation et le droit de choisir librement son lieu de résidence* » (Les directives de IASC, 2011, p.5), dans la mesure où il s'agit de protéger la vie et la santé des personnes, les pertes et traumatismes involontaires ou latéraux que peuvent éprouver ceux qui doivent partir de chez eux au nom de leur protection « *peuvent être considérés par les décideurs comme un risque ou un coût acceptable, qu'il y ait ou non des efforts qui soient faits pour l'atténuer* » (Oliver-Smith, 2010, p.10). Les droits de l'Homme permettent sur le

principe aux personnes déplacées de rentrer chez elles ou de s'établir ailleurs dans leur pays, en fonction de leur choix, mais « *la liberté de circulation (…) [n'étant] pas un droit absolu, dans certains cas exceptionnels, les évictions et réinstallations forcées sont autorisées* » (Les directives de IASC, 2011, p.5). On voit alors poindre deux problèmes majeurs : 1) celui de définir ce que l'on entend par « cas exceptionnels » et les critères concrêts et objectifs qui permettent d'en décider, et 2) celui de définir la ou les personnes légitimes pour évaluer et prendre la décision de ces évictions (Oliver-Smith, 2010, p.28) : s'agit-il de l'État ? Des instances internationales ? Des experts scientifiques ? Et les populations locales dans tout cela ? Ont-elles le droit de décider de leur sort ?

Les déplacements forcés : objectif annoncé, conséquences indirectes et zone grise

Les projets visant à déplacer les gens sont généralement conçus en fonction d'un objectif spécifique. Dans le domaine de la réduction des risques, l'objectif de la politique de réinstallation est, au moins en apparence, de faire en sorte que les niveaux d'exposition à l'aléa des personnes déplacées diminuent à la suite du relogement. Il peut s'agir de réduire l'exposition à la menace volcanique, aux tremblements de terre, tsunamis, inondations fluviales et cyclones tropicaux. Cette orientation centrée sur la menace peut conduire à minimiser d'autres aspects pourtant essentiels qui justifiaient l'installation dans les zones exposées, comme l'accès aux moyens d'existence, au bien-être ou encore la présence sur les territoires choisis pour le relogement d'autres risques moins « soudains », mais tout aussi destructeurs, comme la sécheresse ou la pauvreté (en éloignant les populations d'une source de revenus). Ainsi, les projets de relogement qui ont pour objet de protéger les personnes contre un aléa potentiel sont fondamentalement paradoxaux, dans la mesure où ils visent à réduire l'exposition des personnes face à un type d'aléa, tout en les exposant indirectement à d'autres menaces potentielles (De Wet, 2009, p.79).

La relation au lieu « *joue un rôle central dans la formation identitaire individuelle et collective, dans la manière dont le temps et l'histoire sont codés et contextualisés, et dans les relations interpersonnelles, communautaires et interculturelles* » (Oliver-Smith, 2010, p.10). D'après cet auteur, cette question de la relation au lieu ne se pose pas avec la même acuité en fonction du caractère volontaire ou non des déplacements. En effet, « monsieur tout le monde » peut être amené à se déplacer, à changer de résidence, de ville ou même de pays de manière temporaire ou définitive, dans un monde où « *notre mobilité accrue élargit le champ de nos expériences sociales et spatiales* » (Di Méo, 2004, p.344). Cependant, ces déplacements choisis ne sont pas les mêmes que ceux auxquels sont confrontées les personnes dont les dirigeants décrètent qu'elles doivent être relogées afin de réduire leur exposition à un aléa extrême. En effet, « *le déplacement et la réinstallation forcée nécessitent une réinvention de soi et de la communauté qui est bien plus profonde que ce à quoi nous sommes confrontés sous le rythme « normal » d'un changement social et culturel rapide* » (Oliver-Smith, 2010, p.3). Les déplacements forcés posent le problème central du déracinement des personnes ou des communautés, la nécessaire reconstruction d'un « chez-soi » n'étant pas synonyme d'un village ou d'une maison offerte en compensation de la perte occasionnée (Vinet *et al.*, dir. Lavigne & Paris, 2011, p.264). En effet, la réinstallation ou réimplantation implique de « *déraciner les gens d'environnements dans lesquels ont lieu la grande majorité de leurs activités significatives et sur lesquelles repose une grande partie de leur compréhension de la vie* » (Oliver-Smith, 2010, p.10). « *Ce type d'actions est peu recommandable (…) en raison de la violation potentielle des droits individuels et collectifs de la population déplacée, le principal risque identifié se référant à l'appauvrissement des personnes déplacées du fait de la détérioration de leurs relations avec la source de travail, aux biens, à la santé et à la perte généralisée d'accès aux services de base* » (Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005, p.56).

Dans sa forme la plus radicale, l'argument avancé par certains chercheurs engagés aux côtés des communautés résistantes est que les projets de réduction des risques par le déplacement de populations exposées, sont parfois essentiellement conçus pour renforcer le pouvoir de l'État ou favoriser des intérêts privés (par exemple la création d'hôtels ou de grands domaines agricoles). Au lieu de servir la protection des populations locales, les pratiques de relogement ne sont alors qu'un masque dont l'utilisation peut s'apparenter à une pratique manipulatoire visant à accaparer un territoire et ses ressources. Ainsi, dans le contexte du déplacement forcé des membres de la communauté de Yerbabuena (Mexique), les discours officiels sur la dangerosité de l'activité éruptive du volcan Fuego de Colima sont utilisés pour légitimer des décisions qui relèvent de calcul privé et politique (Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005). Dans le contexte jakartanais, en Indonésie, le gouvernement local invoque l'argument de la réduction des risques d'inondations (réduire la vulnérabilité et redonner à la rivière son espace d'expansion des crues) pour expulser les habitants des quartiers informels (*kampungs*) construits sur les berges des rivières, pour ensuite autoriser des permis de construire aux promoteurs privés qui vont investir ces berges, faire des profits et les bétonner, aggravant le phénomène de ruissellement et d'inondations, tandis que les populations expulsées ne se voient proposer aucune indemnisation ni solution de relogement socialement et économiquement acceptable et adaptée (Texier, 2009).
Plus courantes dans les politiques des pays en développement, les actions de déplacements forcés font partie des mesures ressenties par les communautés menacées comme « *des agressions du développement* » (Heijmans, 2001 ; Oliver-Smith, 2001). Cette logique d'éloignement basée sur l'injonction « loin de la menace, loin du risque », se traduit souvent par des expulsions sans indemnités ni solutions adaptées de relogement. Déplacer des personnes n'est pas anodin et exige une réflexion portant sur les « *risques d'appauvrissement et de dénuement* », « *les droits et les libertés des personnes déracinées* » et « *les moyens de reconstruction de leurs moyens de subsistance* » (Cernea & Mc Dowell, 2000, p.1). Parmi les membres de la communauté scientifique qui travaillent sur ce sujet (Davis 1978 ; Oliver-Smith, 1982 ; Quarantelli, 1984 ; Oliver-Smith, 1991 ; Blaikie *et al.,* 1994, Gaillard, 2002 ; Barenstein, 2008 ; Vinet *et al.,* dir. Lavigne & Paris, 2011 ; Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005), tous posent la même question : pourquoi les choses tournent-elles souvent mal dans les projets de réinstallation ? (De Wet, 2006).

Deux principales approches ont émergé pour expliquer ces échecs récurrents (De Wet, 2006, p.181 ; Oliver-Smith, 2010, p.26) :

- La première approche, optimiste, est celle des « *intrants inadéquats* » - en anglais « *the inadequate inputs »* (De Wet, 2006, p.181). Celle-ci, associée aux politiques de réinstallation de la Banque mondiale, considère que les échecs des projets de réinstallation découlent principalement des défauts en matière de cadres politiques et juridiques nationaux, du manque de volonté politique ou de financement, de l'absence de recherche préparatoire, de planification ou encore de suivi (De Wet, 2006, p.181 ; Oliver-Smith, 2010, p.25). D'après Christopher McDowell et Michael Cernea, ces défauts déterminent les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes déplacées. Ceux-ci ont ainsi identifié huit principaux types de risques induits par le déplacement : celui de se retrouver sans terre, au chômage, le risque de perte d'abris, de marginalisation, d'insécurité alimentaire, d'augmentation de la morbidité (et les problèmes de santé), le risque de perte d'accès aux biens communs et enfin celui de la désarticulation de la communauté (Cernea et Mc Dowell, 2000, p.20). Si cette approche est considérée comme optimiste par De Wet et Oliver-Smith (entre autres), c'est parce qu'elle « *postule que les risques et les dangers de la réinstallation peuvent être contrôlés et atténués par des politiques et des pratiques appropriées* » (Oliver-Smith, 2010, p.25). Ainsi, le message politique directeur de l'approche des « *intrants inadéquats »* est que « *le schéma de risque général inhérent au déplacement peut être contrôlé par une réponse politique qui mandate et finance la résolution intégrée du*

problème » (Cernea, 2004, p.30). Michael M. Cernea ajoute que la réalisation de cet effort exige non seulement des politiques saines, mais aussi des ressources adéquates qui doivent prendre en compte l'ensemble des risques évoqués ci-dessus.

- La seconde approche est celle de la « complexité inhérente » - en anglais, « *inherent complexity »* (De Wet, 2006, p.182). De nature plus pessimiste, cette deuxième approche définit le processus de déplacement et de réimplantation imposé des personnes comme prédisposé à l'échec. En effet, pour les auteurs qui la défendent, ce qui fait qu'une personne ou une communauté existe et trouve sa place, a quelque chose d'unique, d'imprévisible et d'irréductible, qui ne peut être réduit à mécanismes rationnels. Ils défendent qu'un projet administratif ne peut en aucun cas « *remplacer ce qui a été un processus historique une évolution communautaire par un processus administratif* » (Oliver-Smith, 2010, p.25). Cette approche met donc en avant le caractère intrinsèquement complexe de toute réinstallation, qui dépend de l'interaction et l'interdépendance entre plusieurs facteurs culturels, sociaux, environnementaux, économiques, institutionnels et politiques (De Wet, 2006, p.190). Dans cette perspective, la complexité de l'interaction entre ces facteurs est si grande, que les choses ne peuvent que se passer différemment que prévu dans un plan rationnel, mettant en avant la limite des compétences de l'État (Oliver-Smith, 2010, p.24). Les auteurs précisent qu'une approche de planification rationnelle est forcément inadaptée, quelle que soit la qualité de la prise de décision, de la planification, et peu importent le montant des financements alloués ou les bonnes intentions de départ (De Wet, 2006, p.190 ; De Wet, 2009, p.79 ; Oliver-Smith, 2010, p.24).

La participation, nouvelle approche censée tout résoudre ?

Cette vision pessimiste semble ainsi fermer la porte à toute recherche de solution en matière de relogement. Toutefois, ce discours pessimiste apporte aussi ses solutions. En effet, en mettant l'accent sur le caractère foncièrement incontrôlable de la relation des personnes avec le lieu, cette perspective souligne les limites du contrôle des autorités sur de tels projets, créant ainsi une fenêtre « *pour que les réinstallés puissent avoir un plus grand contrôle sur le processus* » (Oliver-Smith, 2010, p.26). Dans cette perspective, le défi devient donc de créer une « *politique soutenant une véritable approche participative et ouverte de la planification de la réinstallation et de la prise de décision* (Oliver-Smith, 2010, p.26, en référence à de Wet, 2006).

Approche de la « complexité inhérente » et approche des « intrants inadéquats » se rejoignent sur ce point et défendent toutes deux « *que la participation par la consultation des personnes potentiellement affectées est indispensable* » (Cernea & Mc Dowell, 2000, p.51, en référence à Bartolome *et al.,* 1999). Ainsi, il est couramment argumenté que la faible capacité institutionnelle des organismes d'État à planifier et à mettre en œuvre des actions efficaces et adaptées aux besoins des populations locales est directement liée au manque d'information, de communication et de participation des populations susceptibles d'être déplacées. Ce dialogue entre les planificateurs et les réinstallés présents ou futurs est décrit comme déterminant, à tous les stades du processus (Cernea & Mc Dowell, 2000, p.51).

Cette défense des approches participatives, non hiérarchiques, *bottom-up*, à échelle locale dans le domaine de la réinstallation des populations déplacées, fait partie d'une nouvelle mouvance bien plus large, apparue à la fin du 20ème siècle, appelée le post-modernisme. La post-modernité implique de se détacher des notions de modernisation et de modernité. C'est à la fois un retour aux formes pré-modernes, vernaculaires de savoir, à la fois la création de nouvelles formes de connaissance. Selon Michel Maffesoli,

il s'agit de « *la synergie de phénomènes archaïques et du développement technologique* » (Maffesoli, 1998). Ainsi, alors que la période moderne privilégiait les savoirs du monde développé au monde en développement, des experts scientifiques à ceux des populations, des hommes à ceux des femmes, le postmodernisme est « *au service de l'empowerment d'autres voix et cultures alternatives* » (Potter, 2008, p.49). Ainsi, aujourd'hui, les grandes directives internationales, dont le récent Cadre d'action de Sendai évoqué en début d'introduction, mettent au cœur des dispositifs de gestion des risques, des stratégies qui respectent et intègrent les protocoles communautaires et citoyens, reconnaissant la légitimité des populations dans les processus de prise de décisions et de gestion des risques et des ressources, la nécessité d'impliquer les personnes les plus vulnérables, et l'importance d'intégrer aux stratégies de réduction des risques de catastrophe les savoirs vernaculaires.

Toutefois, et même si ce changement conceptuel est largement défendu dans les discours internationaux et nationaux, on constate que « *la plupart des projets de relogement, jusqu'à une date relativement récente, ont été caractérisés par un mépris général à l'égard des populations déplacées* (Oliver-Smith, 2010, p.24). Dans les faits, le glissement général vers l'équité, la participation et le bien-être des personnes déplacées, censé accompagner une évolution des stratégies de gestion, est lent et inégal. La déclinaison de ces nouvelles manières de penser le territoire et ses acteurs ne se fait pas sans difficultés, et demeure un objectif à atteindre.

La résistance comme alternative à l'utopie de la participation ?

Cette reconnaissance de la nécessité d'accorder la parole aux personnes déplacées, qui le plus souvent, n'ont ni le pouvoir d'exprimer leurs objections, ni celui de récupérer leurs terres, est essentielle (Rodman, 1992, p. 648). À travers le monde, les individus, les communautés et leurs alliés qui luttent contre les déplacements et les réinstallations forcés sont de plus en plus nombreux à faire entendre leur voix (Oliver-Smith, 2010). Qu'il s'agisse de personnes déplacées à cause de la création d'un barrage, d'un parc naturel, du passage d'un ouragan ou de l'éruption d'un volcan, la résistance se définit comme « *un rejet d'une tentative de certains intérêts de transformer un environnement qui nécessite le déplacement de personnes* » (Oliver-Smith, 2010, p.120).

Si l'on applique la réflexion de Foucault[4] sur la résistance au domaine de la réinstallation forcée, il apparaît que tout projet de relogement non volontaire porte en lui un potentiel de résistance de la part des personnes visées, que cette résistance soit exprimée ou non. Ainsi, tout comme « *éliminer la population a longtemps été une stratégie très utilisée de conquête, de pacification et d'appropriation territoriale à travers l'histoire, la résistance sous une forme quelconque a également une longue histoire* » (Oliver-Smith, 2010, p.30). Dans cette perspective, il n'y a rien d'étonnant à ce que la résistance au relogement soit qualifiée de normale ou d'inévitable (Oliver-Smith, 2010, p.26, en référence à Cernea, 1988, p.15). En effet, l'État, dans la conceptualisation même de projets qui déplacent les communautés, exprime son pouvoir et son droit de l'exercer sur les personnes. Ces projets, qui menacent de déplacement les personnes, sont antinomiques du

[4] La question conceptuelle de savoir comment la résistance doit être définie ne va pas être abordée en détail ici, dans la mesure où elle est largement étudiée dans le **chapitre 2** de cette thèse. Simplement, on note que la manière d'envisager la « résistance » s'est complexifiée (Oliver-Smith, 2010, p.48). Il n'existe plus une mais des façons d'envisager et de définir la résistance. Ainsi, alors que la résistance a pendant longtemps été un concept sans ambiguïté, dans la mesure où une *« résistance était essentiellement une opposition organisée au pouvoir institutionnalisé »,* (Ortner, 1995, p.174) lui-même pensé comme fixe, elle a commencé à se complexifier sous l'influence de la pensée de Foucault (1976), qui s'est intéressé aux formes quotidiennes de résistance. Avec lui, la résistance est devenue une condition *sine qua non* de toute forme de pouvoir, lui-même n'étant plus limité au pouvoir institutionnel, mais traversant l'ensemble des relations sociales entre les individus ou les groupes d'acteurs.

besoin d'un « *environnement de confiance* » des êtres humains, dans la mesure où le besoin de sécurité et de protection, à la fois physique et psychologique, implique un environnement social, familial et professionnel stable et prévisible au quotidien (Giddens, 1990, cité dans Rodman, 1992, p.648). Ils sont donc, comme il va s'agir de le démontrer dans cette thèse, propices à la résistance, elle-même pouvant s'ancrer dans un temps bien plus long. Ainsi, le déplacement ne se joue pas qu'au moment où il a lieu, mais plane sur le quotidien des gens, sur leurs capacités à entreprendre, à investir, à se projeter dans l'avenir. En effet, les personnes qui se savent vouées à devoir partir, parce que l'État ne leur permettra jamais d'accéder à des conditions de vie dignes, investiront *a priori* moins, ou différemment, dans des projets durables. On peut supposer qu'ils mettront donc plutôt en place des stratégies de subsistance, traduisant leur perception d'une inscription territoriale non pérenne. Le besoin de sécurité essentiel dont parle Anthony Oliver-Smith, aide ainsi à comprendre que la question du déplacement, même si les personnes y résistent et ne partent finalement pas, vient imprégner leur esprit, leurs projets, leurs angoisses affectant alors leur mode de vie. L'idée même d'un hypothétique déplacement forcé peut ainsi influencer leur vulnérabilité, ne les poussant pas à rendre plus robustes leurs moyens d'existence. Il faut donc saisir l'enjeu du déplacement forcé, non pas seulement sous l'angle des conséquences directes pour ceux qui le subissent (en termes de rupture dans l'accès aux ressources au sens large), mais également sous l'angle des impacts indirects pour ceux qui restent et y résistent, et sous l'angle des origines politiques du processus de vulnérabilisation face aux risques.

Le positionnement de la thèse : étudier la construction socio-politique quotidienne de la vulnérabilité révélée par les jeux de pouvoir et les résistances sur le territoire

Aujourd'hui, si la participation constitue véritablement un thème de recherche important dans le domaine de la gestion des risques, la résistance politique et sociale aux déplacements forcés reste quant à elle relativement peu étudiée dans ce même champ. Pourtant, elle peut être vue comme la partie émergée de l'iceberg des analyses des causes profondes politiques et économiques de vulnérabilité, champ qui lui est au cœur des préoccupations scientifiques. En effet, les concepts de « vulnérabilité », de « capacité », « de stratégies d'adaptation et de subsistance » occupent aujourd'hui le devant de la scène scientifique, et influencent de ce fait les politiques publiques qui s'en inspirent. Ainsi, à notre connaissance, il n'existe qu'un nombre très limité de documents scientifiques portant exclusivement sur le rôle de la résistance aux mesures gouvernementales dans la réduction de la vulnérabilité des populations exposées. Par exemple, il a été particulièrement difficile de trouver des études approfondies sur des cas anciens et récents de projets de déplacement des populations vivant dans le périmètre d'un volcan actif. Ce constat est d'autant plus surprenant que le nombre de personnes déplacées en lien avec la prévention des risques de catastrophes ou la gestion de crise est particulièrement élevé et que la popularité de la notion de « résistance » dans les sciences sociales n'a guère besoin d'être démontrée (Oliver-Smith, 2010, p.50).

Le choix de cet élément transversal du déplacement et des résistances au cœur des jeux de pouvoir qui construisent la vulnérabilité, qui constitue le fil rouge de la thèse, n'a pas été immédiat. Il résulte d'un cheminement, d'un « déplacement » là aussi, correspondant à une adaptation du sujet aux « aléas » du terrain de recherche. En effet, le sujet de la thèse était initialement orienté sur les enjeux d'une gestion partagée des ressources sur un territoire volcanique. Il portait sur la participation citoyenne et sur les jeux d'acteurs autour des domaines de protection des hommes face aux risques et de protection de la nature face aux pressions du développement local. Mais l'éruption du volcan de Fogo en novembre 2014 est

venue bouleverser littéralement ce sujet initial[5], remettant au cœur de la problématique de la thèse la crise, la rupture, les résistances du territoire et des hommes qu'elle révèle[6]. Il est alors apparu comme central de mettre en perspective les questions de participation et de résistance, partant du principe, déjà étudié, qu'au sein d'un système politique dans lequel la participation de la population fait défaut, l'acceptation sociale des mesures décidées de manière unilatérale tend à être faible (Depraz, 2008). L'acceptation sociale faible peut entraîner une « participation inverse » - en anglais « *reverse participation* », c'est-à-dire des mouvements d'opposition actifs contre les programmes de développement ou toute autre mesure de protection (Oliver-Smith 1994, Dwivedi, 1997, cités dans Cernea et Mc Dowell, 2000, p.51). Cette thèse repose ainsi sur l'analyse des résistances au déplacement et au relogement de populations vivant dans des espaces exposés aux risques dits « naturels » d'origine volcanique[7]. La crise éruptive a été, à ce titre, un « coup de marqueur »[8], révélateur et amplificateur des résistances quotidiennes, mécanisme ou mode de vie en lien avec les capacités, s'étant construit sur le temps long des héritages socio-culturels. Elles s'observent ainsi dans le domaine de la gestion des ressources sur le territoire, domaine également traversé par des tentatives exogènes de restriction de l'usage des ressources et d'exclusion territoriale, au nom de la protection des hommes et de la nature.

Ce positionnement scientifique de la thèse est ainsi en lien étroit, conceptuellement, avec l'approche radicale de la gestion des risques, qui remet en cause depuis les années 70 l'approche dominante aléa-centrée et technocratique, en reconnaissant les causes profondes sociales, économiques et politiques de la vulnérabilité, et qui considère les catastrophes comme des révélateurs des dysfonctionnements de la société au quotidien (Gaillard *et al.*, 2008 ; Texier, 2009 ; Wisner *et al.*, 2012). Pourtant, la mise en tension proposée par cette recherche, le cœur conceptuel interrogé par l'apport de terrain, se situe au-delà d'une remise en question des mesures institutionnelles qui prônent, sans dispositif participatif, le déplacement forcé ou la sensibilisation aux risques pour réduire la vulnérabilité. Elle propose de questionner aussi l'engouement récent pour une nouvelle approche qui ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté scientifique, bien qu'elle soit au cœur du Cadre d'Action de Sendai : celle de la résilience[9] des populations. Celle-ci met l'accent, non plus sur les causes profondes politiques et responsabilités étatiques de la vulnérabilité, mais sur la construction des capacités d'adaptation de la société, poussant à l'extrême la recommandation internationale d'une nécessaire participation des populations locales, jusqu'à l'auto-organisation face aux risques. Approche beaucoup plus positive et incitant à l'action, à laquelle les acteurs institutionnels se montrent plus favorables (Rufat, 2011 ; Metzger & Peyroux, 2016 ; Quenault, 2015 ; Reghezza-Zitt & Rufat, 2015), elle comporte intrinsèquement néanmoins de possibles déviances et des risques sur les plans sociaux et politiques, qu'il s'agira d'évaluer en analysant comment elle se construit, ou

[5] On note que catastrophe vient d'ailleurs, ironiquement, du grec ancien, *katastrophê*, « renversement » ou « bouleversement ».

[6] Cette reconfiguration tardive du sujet explique en partie que la thèse embrasse de nombreux champs de recherche qu'elle tente de relier. Cela justifie d'éventuels manques bibliographiques ou fondements théoriques (notamment sur le genre), contrepartie du choix d'une approche empirique et une approche à micro échelle nécessitant un temps de terrain très long. Mais ce qui pourrait manquer en précision théorique, peut être compensé par l'approche systémique et interactive.

[7] Cette question est déjà très largement étudiée dans le domaine des projets de développement à grande échelle, mais fait encore relativement peu débat dans le domaine de la gestion des risques.

[8] Expression empruntée aux auteurs du paradigme radical qui fonde le cadre conceptuel de la thèse comme décrit en **chapitre 2**, et selon lequel les catastrophes apparaissent comme des événements qui prolongent et amplifient des situations d'urgence quotidienne pour les victimes, et révèlent les dysfonctionnements quotidiens tels des « coups de marqueurs » (Hewitt, 1983 ; Maskrey, 1989 ; Wisner, 1993 ; Gaillard *et al.*, 2008 ; Wisner *et al.*, 2012).

[9] Selon l'UNISDR, la résilience est « *la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposés à des aléas de résister à leurs effets, de les résorber, de s'y adapter, de se transformer en conséquence et de s'en relever rapidement et efficacement, notamment en préservant et en rétablissant les structures et fonctions essentielles au moyen de la gestion des risques* » (Terminologie UNISDR, 2009, p.27).

pas, par les résistances et à travers les jeux de pouvoir.

Ainsi, une réflexion critique sur le bien-fondé des projets de déplacement et de relogement des populations exposées aux menaces s'impose. Le questionnement est pluriel et va tenter d'articuler les problématiques d'accès aux moyens de subsistance, de légitimité des savoirs, de reconnaissance des droits de l'Homme, de participation (avec une approche à l'échelle des groupes sociaux et tenant compte du genre), de résistance sociale et politique et de construction des capacités de résilience héritées et actuelles, en analysant les jeux de pouvoir sur un territoire spécifique : celui de Fogo, au Cap-Vert.

Dans la bouche de Fogo : un volcanisme géologique mais aussi socio-politique

La question des déplacements forcés en milieu insulaire volcanique trouve un écho tout particulier au Cap-Vert. En effet, insularité et histoire migratoire composent l'identité de ce pays, ancienne colonie portugaise marquée par différentes vagues de déplacements forcés. L'esclavage, le travail forcé ainsi que les épisodes de sécheresse et les famines ont profondément marqué l'histoire de ce petit archipel, impliquant une relation particulière des habitants au lieu et à la question de l'exil. Les îles du Cap-Vert furent ainsi tour à tour peuplées puis dépeuplées, parfois de manière autoritaire.

Dans cet archipel volcanique, le village de Chã das Caldeiras, situé dans la caldera effondrée du volcan actif de Fogo, au pied du *Pico de Fogo*, point culminant de l'île éponyme (**figure I.3**), est à la fois exposé à la menace volcanique et implanté au cœur d'un parc naturel récemment mis en place. La succession de plusieurs éruptions volcaniques, avec trois évènements ayant directement touché ce village depuis sa création en 1917, et le statut de la terre dans cet espace – qui demeure officiellement la propriété de l'État en vertu de l'article 10 du Décret-loi n° 2/2007 – font du cas capverdien un exemple original pour analyser les enjeux autour des résistances aux déplacements forcés en lien avec la gestion des risques.

Figure I.3 : Photographie prise du cockpit d'un avion le 27 mai 2008 (source : Wikimedia Commons).

En effet, depuis l'éruption de Fogo du 23 novembre 2014, malgré la volonté étatique préexistante de mettre en place une gestion partagée au sein du Parc Naturel de Fogo, les stratégies institutionnelles ont cherché à exclure les locaux de leur territoire, sans prendre en compte les besoins, les savoirs et les revendications de ces derniers, qui de leur côté, ont majoritairement refusé de se soumettre aux mesures d'éloignement dont ils ont été l'objet. Cette opposition entre stratégies formelles et informelles, publiques et privées, internes et externes, a donné lieu à une évolution des stratégies autour de la gestion du territoire dans les pratiques des populations locales comme dans les procédures législatives.

Cette résistance des habitants au projet de relogement, qui prévoyait de déplacer les habitants dans une localité située en dehors de la caldera est ancrée dans le temps long. Autrement dit, la crise et l'après-crise fournissent un contexte pour que les résistances préexistantes, cachées ou latentes, apparaissent comme des formes de résistances actives (Oliver-Smith, 2010, p.50). En effet, déjà avant l'éruption, l'opposition des habitants aux mesures adoptées, leur manque de participation aux projets proposés par les pouvoirs publics et les difficultés de maîtrise du foncier constituaient des freins aux projets gouvernementaux de développement mis en place.

Le désenclavement de Chã das Caldeiras avec la création de la première route en 1975, le développement d'une agriculture florissante et l'ouverture au tourisme à la fin des années 1990 et la création du parc naturel de Fogo en 2003 furent suivies d'importantes ambitions de mises en valeur du territoire dont Chã das Caldeiras incarne bien les paradoxes. La forte croissance démographique et économique des dernières années n'a ainsi jamais permis de résoudre le manque d'infrastructures de base (accès à l'eau, à l'électricité, etc.) dont ont continuellement souffert ses habitants. Chã das Caldeiras est un territoire faisant face à un triple impératif :

- En tant que zone rurale enclavée restée pendant longtemps à l'écart du monde, elle est confrontée à une tentative de rattrapage de « légalisation » par les pouvoirs publics, passant par la régularisation progressive des statuts administratifs et fonciers ;
- En tant que zone de haut risque, les autorités entendent protéger les habitants de l'aléa volcanique ;
- En tant que Parc Naturel, les acteurs institutionnels entreprennent également de protéger les paysages volcaniques singuliers de la caldera, dans une logique de préservation de la géo et de la biodiversité, mais aussi d'exploitation touristique des ressources « naturelles ».

Ainsi, à l'heure où les instances internationales prônent la prévention des risques, la réduction des déplacements de population liés aux catastrophes, ainsi que la participation active des populations bénéficiaires des actions de réduction des risques de catastrophes, cette thèse propose de considérer les résistances actuelles à l'autorité étatique à Chã das Caldeiras, mises en perspective par rapport aux résistances anciennes, afin de mieux en cerner les enjeux. L'imbrication des résistances, dans différents domaines de gestion reliés entre eux, à différentes échelles temporelles et spatiales, se traduit par des jeux de pouvoir, des conflits qui peuvent parfois devenir « volcaniques », ancrés dans la bouche de Fogo.

Problématique

Les conflits et les jeux de pouvoir autour de cette question « habiter un territoire exposé à la menace volcanique » sont ainsi au centre de cette thèse, qui pose la question de la légitimité des savoirs et des pouvoirs en place sur un territoire, et sur le rôle que peut occuper la société civile sur la scène

décisionnelle et opérationnelle, depuis la passivité totale (absence de participation, qui ne veut pas dire acceptation) en passant par la participation active, jusqu'aux formes de résistances ouvertes, mais aussi cachées[10].

Cette analyse des rapports de force autour de la gestion d'un territoire habité exposé à la menace volcanique va permettre de mettre en lumière une série de problèmes, liés notamment aux différences de conceptions, de perceptions et d'intérêts entre les différents acteurs. On parle ici des divergences de savoirs (scientifiques et vernaculaires) et de savoir-faire entre les différents acteurs dans leurs façons d'appréhender les stratégies de gestion. De plus, les savoirs vernaculaires ne sont pas détenus à l'identique par tous et les sociétés locales sont traversées par des rivalités d'intérêts (comme les acteurs institutionnels et politiques).

En saisissant cette idée du « *rejet d'une tentative de certains intérêts de transformer un environnement qui nécessite le déplacement de personnes* » (Oliver-Smith, 2010, p.120) évoquée précédemment, la thèse se structure autour d'une problématique qui interroge directement comment : habiter dans la bouche d'un volcan permet de repenser la manière dont les territoires à risque sont produits, contestés, reconstruits, en particulier dans un contexte de résistance, dissimulée ou non, par rapport aux mesures politiques d'éviction territoriale (Scott, 2008, [1992]). Ce travail s'articule autour de trois principaux axes de questionnements :

1. Quels sont les effets locaux (impacts/implications/conséquences) en termes d'opportunités et de contraintes (pression) des stratégies institutionnelles de gestion des espaces protégés à risque sur le territoire et les habitants ?
2. Quelles sont les stratégies d'adaptation individuelles et collectives pour faire face aux contraintes et aux nouvelles opportunités de la gestion institutionnelle du territoire ? Les changements dans les pratiques témoignent-ils d'une réappropriation des directives exogènes par rapport aux menaces naturelles et à la préservation de la nature, d'une adaptation par des stratégies compensatoires ou d'une opposition par des pratiques de résistance ? Y a-t-il des différences entre les groupes sociaux en termes d'adaptation, de résilience et de résistance ? Quels éléments sociaux entrent en jeu pour expliquer ces différences et ces inégalités ?
3. Comment les acteurs internes et externes se perçoivent-ils mutuellement, en termes de capacités de gestion et de légitimité sur le territoire ? Comment se traduisent localement les divergences de perception et d'intérêt des acteurs du territoire externes et internes ? Comment sont vécus les conflits fonciers (dont les tentatives de délocalisations) par les acteurs internes ? Existe-t-il une instrumentalisation possible des objectifs de réduction du risque ou de protection de la biodiversité par les acteurs externes (institutionnels ou non institutionnels), qui expliqueraient cette volonté de déplacer les populations au détriment de leur développement, dans l'objectif de contrôle et de récupération d'un territoire convoité ?

[10] Comme Michel Foucault, James C. Scott va lui aussi développer une approche donnant un nouvel éclairage aux dynamiques sociales et culturelles de la domination et de la résistance, en particulier dans son livre « *La domination et les arts de la résistance »* (2008, [1992]). Dans ce livre, il analyse « *les nombreuses stratégies à travers lesquelles les groupes dominés parviennent à insinuer leur résistance »* et les formes à la fois élémentaires et élaborées de déguisement et de dissimulation politique (Scott, 2008, [1992], p.153). Pour ce faire, il distingue le discours du subordonné en présence du dominant « *étroitement conforme à l'ordre des choses tel que les dominants voudraient le voir paraître* », qu'il nomme « texte public », du « texte caché » qui caractérise « *le discours qui a lieu dans les coulisses, à l'abri du regard des puissants »* (Scott, 2008, [1992], p. 18 et 19).

Des objectifs fondamentaux et appliqués

Les objectifs scientifiques de la thèse sont détaillés en début du **chapitre 3**, on précise toutefois ici brièvement que la thèse vise à une analyse des rapports de pouvoir au niveau local, articulés à un niveau plus global, et des réponses apportées par les populations et les institutions face aux menaces volcaniques, avant, pendant et après l'éruption volcanique à Fogo de 2014-2015. La thèse cherche à comprendre plus précisément l'articulation entre résistance, résilience et vulnérabilité, notions au centre de l'enquête menée :

- Résistance et capacités à s'insurger, à réagir, à contrer ou à dépasser les mesures étatiques de gestion d'un territoire habité à risque, en particulier aux projets déplacements et de relogements forcés ;
- Résilience des individus et capacités à s'adapter aux risques, à « faire avec », à s'accommoder, et différence entre le « faire avec » contenu dans l'impératif « sois résilient » et le « ne pas faire ce qui est dit » de la résistance ;
- Vulnérabilité socio-économique des populations face au risque volcanique, mais aussi vulnérabilités institutionnelles, *« champ qui reste à ce jour largement inexploré, alors qu'il est fondamental à la compréhension des situations de crise »* (Morin 2012), et donne toute sa place à l'étude de l'articulation pouvoir/résistance, également peu étudiée jusqu'à ce jour dans le domaine des risques.

À travers cette exploration de la notion de résistance par rapport à deux termes - résilience et vulnérabilité - il s'agit d'établir et de renforcer les arguments théoriques qui expliquent comment et pourquoi les individus composant les populations locales ne sont pas égaux en termes de résistance, de résilience et vulnérabilité. Enfin, il est essentiel de dépasser les seuls aspects négatifs associés à la vulnérabilité afin de comprendre les processus déterminant les capacités, les savoirs et les savoir-faire face aux aléas naturels.

De manière plus appliquée, le recueil de données audiovisuelles ainsi que l'écriture et la diffusion des films tels que pratiqués dans le cadre de cette thèse, sont révélateurs de la volonté d'interroger les raisons structurelles de domination et d'aider à renforcer les capacités de dire, de voir, de montrer, afin de contribuer à l'émancipation collective et aux initiatives locales de revendications sociales, dans une logique « *d'empowerment* » telle que défendue par Hélène Guétat-Bernard et Nathalie Lapeyre (Guétat-Bernard & Lapeyre, 2017).

Ainsi, la thèse vise clairement à promouvoir l'intégration des initiatives locales de type *bottom-up* aux stratégies de gestion et la concertation entre acteurs, dans une volonté d'action porteuse de changements sociaux et politiques. Il ne s'agit pas d'affirmer, mais de tester l'hypothèse selon laquelle les films de recherche, en mettant en scène des membres de la communauté marginalisés de la scène politique puis en rendant publiques ces productions via différentes formes de diffusion, peuvent être le lieu d'émergence de mobilisations sociales.

Structure de la thèse

Afin d'atteindre ces objectifs, en rappelant toutefois les limites de l'étude, il s'agit ici de présenter la manière dont la thèse a été construite.

PARTIE A Chapitre 1 & 2

Par une description du contexte physique et humain, la partie A tissera les liens permettant de justifier le choix du terrain d'étude dans l'analyse des thématiques qui vont être présentées.

Chapitre 1 - Fogo, un territoire volcanique insulaire, menacé et convoité

L'arène du dialogue

Afin de mieux cerner le poids des héritages dans la conception des procédures les plus actuelles, nous proposons d'inscrire la question géographique du « vivre dans un espace volcanique actif » dans le temps long de l'histoire du peuplement de l'île de Fogo puis de sa caldera, depuis la création du village de Chã das Caldeiras au début du XX^{ème} siècle. Il s'agira ensuite de comparer le Chã das Caldeiras des origines, caractérisé par une absence totale de contrôle étatique sur le foncier avec le Chã das Caldeiras d'avant l'éruption de 2014-2015, marquée par une transformation radicale du statut foncier, en lien avec la nouvelle législation foncière depuis la création du parc naturel de Fogo en 2003 ainsi qu'avec la gestion du risque. D'une caldera qui était la propriété incontestée des habitants, on est passé à un territoire cadré, réglementé, sous contrainte, dans un contexte de forte croissance économique et de pression foncière accrue.

Chapitre 2 - Ne pas quitter son volcan

La résistance des populations aux projets d'exclusion territoriale visant à diminuer l'exposition à la menace volcanique

Ce chapitre permet de replacer notre étude dans un cadre épistémologique. Il retrace l'évolution conceptuelle globale qui encadre les stratégies de réduction des risques de catastrophes volcaniques, et s'intéresse en particulier aux projets de relogement des populations, qui ne peuvent être compris en dehors des rapports de force auxquels ils s'opposent. En effet, la thèse défend que la gestion des risques volcaniques et les concepts qui la définissent ne peuvent être maintenus à l'écart des réalités de « résistance » envers cette même gestion. L'orientation de la thèse par rapport à ce concept détermine son positionnement scientifique, stimulant un champ d'interrogation fertile autour de la question suivante : sur quelles bases peut-on imaginer une vision plus « juste » de la gestion des espaces volcaniques, qui donnent leur place aux personnes qui y vivent ?

Cette question de donner la parole aux gens, de les voir, de les entendre, dépasse le domaine scientifique. On retrouve cette tension au cœur même des représentations des territoires volcaniques au cinéma. Dans cette perspective, la dernière sous-partie du chapitre interroge les similitudes, rapprochements et interrogations entre cinéma et géographie, quant à la place donnée aux personnes dans leur relation au volcan avec lequel elles cohabitent.

PARTIE B Chapitre 3, 4 & 5

Pour répondre à ces objectifs de recherche appliquée, une méthodologie appropriée basée sur des outils opérationnels a été élaborée. Celle-ci se veut réutilisable à la fois pour des projets de recherche scientifique et par des organisations non gouvernementales et institutionnelles.

Chapitre 3 - Problématique, objectifs et justification d'une recherche engagée fondée sur une approche à la fois participative et audiovisuelle

Ce chapitre aborde l'approche méthodologique générale adoptée. Après avoir fait le point sur la genèse de la thèse, ce chapitre présente la problématique ainsi que les objectifs généraux et spécifiques de ce travail visant à analyser les jeux d'acteurs (enjeux, contraintes, discours), à promouvoir les savoirs et à faire reconnaître les besoins des acteurs sociaux marginalisés de la scène politique. Enfin, il s'agit d'expliciter le choix des approches participatives et audiovisuelles en tant qu'outils de recherche et modes de restitution en géographie.

Chapitre 4 - Détails des méthodes et outils

Ce chapitre a pour but de détailler les outils spécifiques adoptés dans le cadre de cette thèse. Il s'agit de présenter les différentes méthodes adoptées - qualitatives classiques et participatives - quantitatives et audiovisuelles. En effet, dans cette thèse le film occupe une place centrale, comme outil scientifique d'enquête, de diffusion, de restitution et de partage des savoirs. Il va donc s'agir de montrer comment, en plus de fournir des informations essentielles à la compréhension de la complexité des contextes locaux, l'approche audiovisuelle a également représenté une solution intéressante pour créer un dialogue autour des conflits d'usages. Par ailleurs, certains projets participatifs mis en place n'ayant pas abouti à des résultats concluants, il s'agit d'analyser les causes de ces « échecs », avec une attention particulière donnée aux biais induits par leur recherche-action sur le territoire.

Chapitre 5 - Posture réflexive sur la place de la chercheuse

Ce choix méthodologique n'est pas sans incidence, tant au niveau de la présence du chercheur sur le terrain que de l'écriture des résultats, et a donc mérité un intérêt réflexif tout particulier, comme il en est question dans ce chapitre. Celui-ci explore la position adoptée dans cette thèse face aux pratiques scientifiques. Il analyse dans un premier temps les questions liées à la mise en place d'une démarche de recherche et action, et l'utilisation de méthodes de recherche audiovisuelles et participatives, afin de mieux comprendre les atouts et les biais inhérents à ce positionnement pluriel. Ensuite, l'attention se porte sur la posture adoptée par rapport à ce terrain lointain, présentant des différences culturelles par rapport à celui de la chercheuse.

Il s'agit également d'aborder les questions soulevées par l'occurrence de l'éruption de volcan en 2014-2015, à un moment où l'objet de la thèse était déjà sur la voie d'être conclu : comment appréhender, partant d'un bouleversement aussi total, les problématiques nouvelles nées de l'évènement ? Et que faire alors de l'objet initial de la thèse ?

Face à ces questions, l'objectif est d'expliciter le parti adopté de revisiter l'enquête pourtant longue qui venait d'être d'accomplie, afin de donner une nouvelle lecture prenant en compte la catastrophe actuelle, dans son contexte historique, social et politique jusqu'à redessiner et à reconstruire l'objet même de la recherche. Ainsi, cette rencontre irréelle avec la réalité d'une catastrophe a été l'occasion de réaliser une

refonte de l'objet de la recherche et d'opérer une ouverture sur le rôle des émotions dans la manière de penser et de faire de la recherche.

PARTIE C Chapitre 6, 7 et 8

Dans cette partie, il s'agit d'exposer les résultats de l'enquête effectuée. Il est proposé d'inscrire la résistance des habitants de Chã das Caldeiras – d'abord aux mesures d'évacuation pendant l'éruption de 2014-2015, puis au projet de relogement forcé qui l'a suivie – dans le temps long de l'histoire du village. L'objectif est de mieux cerner le poids des trajectoires et des héritages dans les résistances les plus récentes. Ce sont les jeux de pouvoir autour du contrôle du territoire qui nous intéressent, aussi bien dans le temps long des trajectoires d'un territoire, à travers l'étude des pratiques quotidiennes de résistance, que dans les moments de rupture que constituent le temps de la crise et de l'après-crise ayant suivi l'éruption de Fogo de 2014-2015.

Chapitre 6 : Temporalité quotidienne - Vivre dans la caldera d'un volcan à l'épreuve de la mise en défend du territoire

Stratégies d'adaptation et résilience vues à travers le prisme des jeux de pouvoir et du genre, avant l'éruption de 2014-2015

Dans ce chapitre, il s'agit de présenter des éléments antérieurs à l'éruption de Fogo qui jouent un rôle fondamental dans la compréhension de la complexité des jeux de pouvoir autour de l'encadrement de la crise volcanique et de la gestion foncière de ce territoire après la catastrophe.
L'analyse met d'abord en lumière les constantes historiques, à la fois insulaires et locales, qui ont permis aux populations de faire face à la menace volcanique, de s'en protéger et de réduire leur vulnérabilité.
Dans un deuxième temps, cette analyse débouche sur les atouts et revers de ces capacités héritées par rapport à la construction territoriale, politique, sociale et économique quotidienne à Chã das Caldeiras.
Enfin, l'analyse change d'échelle et évoque les inégalités en termes d'accès aux ressources au sein de la communauté. La mise en évidence de ces différences révèle notamment la marginalisation économique, sociale et politique dont certains groupes sociaux font l'objet.
Cette analyse sur le temps long de l'histoire d'un village resté pendant longtemps enclavé, où la méfiance vis-à-vis des autorités a toujours été une constante, et où la croissance économique et la pression foncière impliquent un climat de tensions autour de l'accès aux ressources au sein de la communauté, permet ainsi de mieux comprendre les blocages à l'origine de la faible participation citoyenne à la scène politique et décisionnelle.

Chapitre 7 - Temporalité de la crise

Un cas d'école d'autonomie et d'adaptation des populations face à l'ingérence institutionnelle

Ce chapitre ouvre une réflexion sur les stratégies d'adaptation et de résistance adoptées par les populations par rapport aux mesures gouvernementales de gestion de crise pendant l'éruption de Fogo du 23 novembre 2014 au 7 février 2015. Après avoir présenté la chronologie de la crise et de ses impacts, le chapitre s'attache à étudier les dispositifs de gestion mis en place entre l'avant-dernière éruption de 1995 et celle de 2014-2015, ainsi que les pratiques et les mesures officielles des différents acteurs institutionnels pendant la crise. Ensuite, il s'agit d'identifier et d'analyser les stratégies adaptatives sociétales mises en place en réponse aux dysfonctionnements institutionnels. Une attention particulière est donnée aux causes profondes politiques (faiblesses organisationnelles et stratégiques) et à leurs répercussions sur les stratégies

adoptées par les habitants, ainsi que sur les dégâts, les pertes, les blocages à la reconstruction post-catastrophe, en particulier pour certains groupes sociaux. Pour conclure ce chapitre, une discussion est proposée autour de la pertinence du concept de résilience au regard du cas de Fogo, base d'une réflexion sur les solutions envisageables pour optimiser la gestion des crises volcaniques.

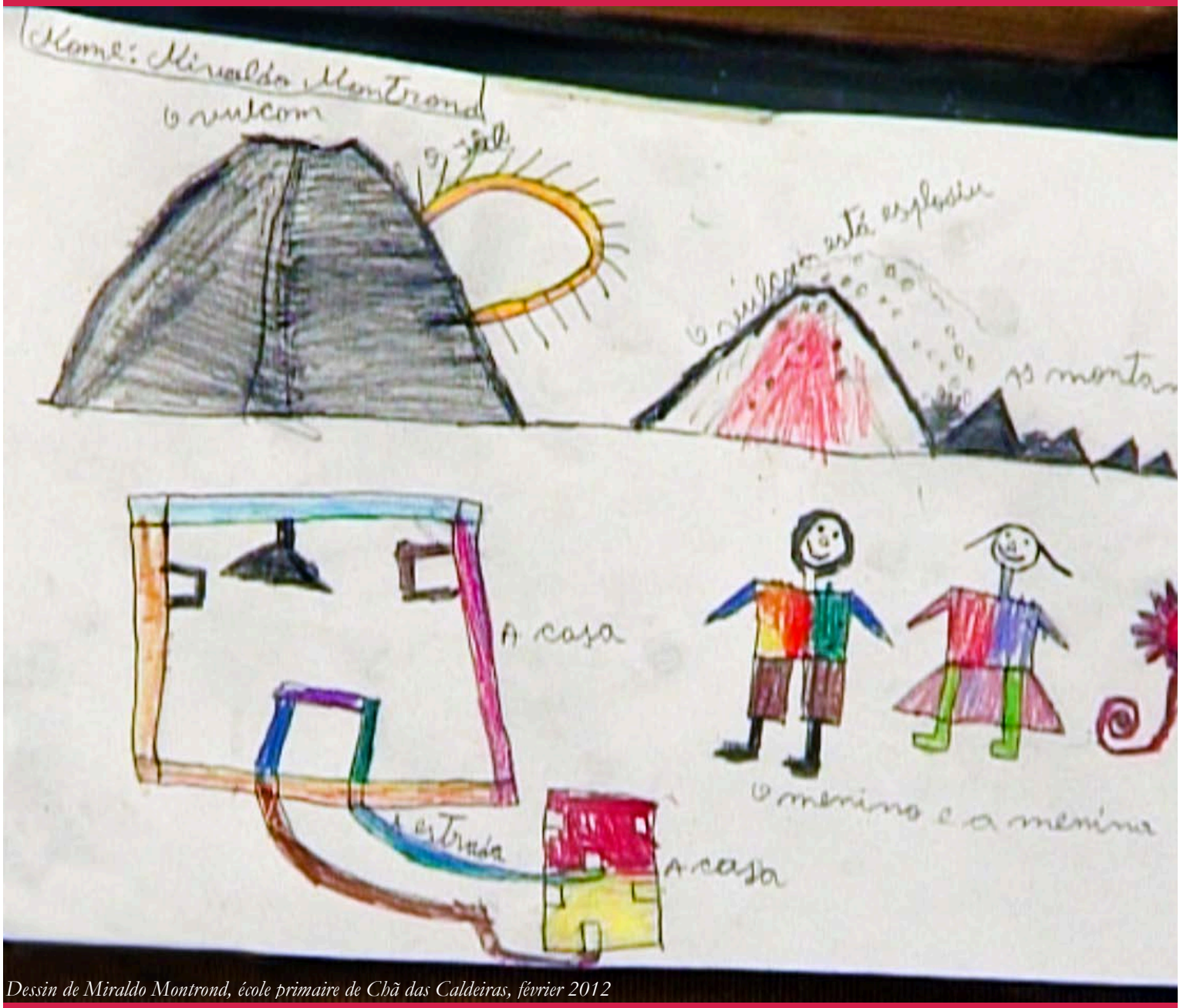
Chapitre 8 : Temporalité de l'après-crise

Une fenêtre d'observation sur la capacité de résilience en tant que processus sur le long terme

Ce dernier chapitre présente une analyse des trois années ayant suivi l'éruption. Il permet ainsi d'avoir une vue globale sur le renouvellement législatif opéré entre la toute fin de l'éruption, moment où le déplacement et le relogement définitif des habitants sont considérés comme les seuls moyens de réduire la menace volcanique - et la révision progressive du statut foncier de Chã das Caldeiras – aboutissant au Plan Détaillé de Chã das Caldeiras (PDCC) présenté en novembre 2017 lors d'une réunion publique dans cette même localité, qui doit permettre à l'État capverdien de recommencer à encadrer l'urbanisation de la zone.

Cette réorientation des stratégies officielles s'opère dans un contexte de reconstruction informelle du village de Chã das Caldeiras et donc de résistance dont il s'agit de dresser un état des lieux. Le deuxième temps de réflexion vise à souligner les inégalités en termes de capacités et à mettre en évidence les différents niveaux de vulnérabilité entre les individus, à travers l'étude de la diversité des situations observées au sein de la population. Enfin, dans un troisième temps, l'analyse porte sur la manière dont l'éruption a mis en branle les jeux entre acteurs et les conséquences en termes de réorganisation du pouvoir. Il s'agit de présenter les intrigues politiques pendant les élections législatives de 2016, puis de réaliser une étude du bras de fer opposant la communauté de Chã das Caldeiras et le gouvernement, dont les populations semblent sortir victorieuses.

Ce chapitre met en évidence les limites des projets de déplacements forcés, mais aussi les inégalités en termes de capacités et de vulnérabilités des habitants, dans la manière dont ceux-ci sont capables de se relever de la crise. En effet, alors que certains n'ont pas eu d'autres choix que d'accepter le relogement, d'autres sont revenus vivre dans la caldera, s'opposant ainsi aux mesures d'éviction étatiques. Plus en capacité de rebondir et de se relever de la crise, cette catégorie de sinistrés peut être qualifiée de « résistante », dans le sens où elle constitue une force de blocage face à la volonté de contrôle et de mise en valeur du territoire par les autorités. Par leur capacité à reconstruire sans l'aide de l'État, ces habitants ont notamment conduit les autorités à revoir leurs projets initiaux. La résistance différentielle des populations locales ainsi que le renouvellement des stratégies institutionnelles durant cette période de reconstruction post-catastrophe, constituent d'excellents révélateurs d'enjeux autour de la gestion des risques associés aux phénomènes volcaniques.



Dessin de Miraldo Montrond, école primaire de Chã das Caldeiras, février 2012

Partie

ANALYSER LES ENJEUX D'UN PARTAGE DU POUVOIR AUTOUR DE LA GESTION DES RESSOURCES ET DES RISQUES

Une thèse « comme il faut » se doit de débuter par du solide - des notions, des définitions, du théorique - poser le cadre conceptuel et scientifique pour développer ensuite le concret, le sensible, le particulier. Couronner cette démonstration par une méthodologie adaptée et déboucher sur les résultats. Pour être « bonne élève », il faudrait donc commencer par les concepts, comme c'est le cas dans la plupart des thèses, qui précisent d'abord le problème et les concepts théoriques de l'étude ; pour seulement ensuite confronter une ou plusieurs pistes dégagées par la littérature à un terrain d'étude spécifique. Alors que le terrain a pendant longtemps été mis au second plan, décrit comme un simple décor, ce qui est en jeu ici, c'est de retrouver des sciences proches du fait réel et du terrain, au plus proche des personnes. Cette géographie de l'empirisme, du terrain, des faits, des gens, il s'agit de l'assumer.

Pour cette raison, **le premier chapitre** ne va pas présenter des concepts, mais des faits, des récits et des pratiques (individuelles et collectives) qui font de la caldera de Fogo un espace approprié par ses habitants afin de révéler comment « *l'espace a été façonné, modelé à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiquement* » (Lefebvre, 2000 [1974], p.53.). La caldera de Fogo est au centre de la vie de ses habitants, dont le village a été à plusieurs reprises partiellement détruit par les éruptions du volcan de Fogo, mais qui, malgré la menace et les projets de relogement, s'opposent à quitter ce territoire. Dans ce premier chapitre comme dans le film *Na Boca de Fogo* (2011), réalisé avant la thèse, il s'agit de montrer les stratégies adoptées par cette communauté rurale face à différentes contraintes associant des éléments naturels et politiques avant l'éruption de 2014-2015. Cette analyse de modes d'adaptations internes est susceptible de nous aider à comprendre la résistance des habitants par rapport aux projets institutionnels venant s'opposer au développement local de ce territoire avant, pendant et après l'éruption de 2014-2015 (**partie C**).

Le deuxième chapitre va permettre d'expliciter le cadre théorique et les outils conceptuels choisis afin de penser les résistances des populations locales face aux politiques d'exclusion des territoires menacés par les risques volcaniques. Le concept de résistance, inséparable de celui du pouvoir (et inversement, comme le défend Foucault), invite ainsi à reconsidérer les stratégies en matière de réduction des risques de catastrophes auxquelles refusent parfois de se conformer les individus vivant dans des espaces dits « à haut risque ».

Enfin, précisons que la **dernière partie de ce deuxième chapitre** sera consacrée à l'analyse d'un corpus de films où des volcans entrent en activité, nous éclairant ainsi sur les représentations associées aux territoires volcaniques actifs, l'objectif étant de replacer les films produits dans le cadre de la thèse en perspective par rapport à ce corpus. En effet, comme le terrain n'est pas un décor, le film ou plutôt les films réalisés dans le cadre de cette thèse ne sont pas des reportages, mais une écriture qui propose un certain regard sur les territoires volcaniques habités, qu'il convient donc de situer.

Chapitre 1

Fogo, un territoire volcanique insulaire, menacé et convoité

L'arène du dialogue

« Fogo ê nha nome botismo,
Fogo est mon nom de baptême,
É Fogo laba burcan ;
Fogo c'est la lave du volcan,
É Fogo sangue na beia
Fogo c'est le sang dans mes veines,
Fogo amor na coraçan !
Fogo, amour dans le cœur ! »

Extrait du poème *Fogo* de Pedro Cardoso (cité Ribeiro, 1954)

Au Cap-Vert, sur l'île de Fogo, dans la municipalité rurale de Santa Catarina, dans le Parc Naturel de Fogo, la caldera de Fogo est le plus haut point habité du Cap-Vert. Il s'agit du village de Chã das Caldeiras, qui comptait près de mille habitants en 2014, et où s'est effectué l'essentiel de la monographie. Ce village à la particularité d'être aujourd'hui situé dans une triple enclave géographique : celle de la caldera de Fogo, celle du Parc naturel dont il fait partie, celle du vaste océan Atlantique. Pourtant, depuis une vingtaine d'années et jusqu'à l'éruption volcanique de 2014-2015, le village a connu d'importantes mutations socio-économiques. Ce milieu rural, protégé et volcanique, à la fois source d'opportunités et de menaces en raison de la présence de nombreuses ressources mais aussi de fortes contraintes, apparaît donc comme complexe.

Ce premier chapitre propose d'ouvrir la réflexion sur une première « lecture » de l'île-volcan de Fogo afin de montrer en quoi Chã das Caldeiras, village situé dans la caldera du volcan, à l'intérieur du Parc Naturel de Fogo, au beau milieu de l'océan, fait partie des exemples par excellence des zones habitées et protégées sensibles aux éruptions et aux risques volcaniques. Un espace « menaçant » et « menacé » donc, qui représente aussi un terrain particulièrement propice à l'analyse des jeux de pouvoir du fait d'une multiplicité d'acteurs aux enjeux prioritaires variés et opposés, une arène idéale de construction du dialogue ou des conflits, pour déboucher ensuite sur le cadre conceptuel de la thèse.

Dans un premier temps, il s'agit de présenter le cadre physique et la spécificité de l'environnement physique de cette île-volcan régulièrement frappée par des éruptions volcaniques et des épisodes de sécheresse. Après avoir abordé l'occurrence des catastrophes, on s'intéressera aux moteurs à l'origine de la colonisation progressive de cette île-volcan, l'une des plus actives de l'Atlantique Nord, jusqu'à l'ultime étape du peuplement de sa caldera, en analysant les conditions particulières de vie dans ce village, à la fois « au-dessus », « en dehors » et « au-dedans » (**chapitre 1.1**).
Dans un deuxième temps sera montrée la force de son développement économique récent et endogène (**chapitre 1.2**).
Enfin, dans un dernier temps, les différents types d'acteurs externes qui gèrent ce territoire seront présentés pour comprendre le contexte politique local et national en termes de stratégies et les conflits sous-jacents à l'étude (**chapitre 1.3**).

1.1. Fogo un milieu insulaire fragile et menaçant, mais apprivoisé en son cœur

Il existe une légende sur la formation du Cap-Vert. Elle raconte que Dieu, voyant qu'il lui restait quelques cailloux dans ses poches après la création de la Terre, les jeta dans la mer, ce qui donna naissance aux îles du Cap Vert. Dieu se serait donc en quelque sorte débarrassé du Cap-Vert, comme on jette des miettes de pain dur, des restes sans valeur. Cette légende, même si elle n'a rien en commun avec le déroulement géologique de la formation du Cap-Vert, a incontestablement le mérite de traduire la pauvreté physique de cet archipel montagneux, caillouteux et aride.

1.1.1. Une ambivalence naturelle entre menaces et ressources

◆ L'archipel du Cap-Vert : situation géographique

Les dix îles et treize îlots, à peine 4033,37 km² de terres émergées, des miettes de monde inutiles jetées au large des côtes sénégalaises ? Pourtant, le Cap-Vert fait partie de la Macaronésie, du grec « *makarón nesoi* » qui signifie « îles fortunées ». La Macaronésie forme une région biogéographique qui regroupe un ensemble d'archipels de l'océan Atlantique Nord, située à l'ouest des côtes africaines sahariennes et sahariennes. Elle s'étend de part et d'autre du tropique du Cancer (**figure 1.1**). De Corvo (Açores), la plus septentrionale, à Brava (Cap-Vert), la plus méridionale, toutes les îles macaronésiennes sont d'origine volcanique. Madère mis à part, il s'agit d'un volcanisme actif dit de point chaud[1], les dernières éruptions en date étant celles de l'île de Hierro (Canaries) en 2011 et de Fogo (Cap-Vert) en 2014-2015.

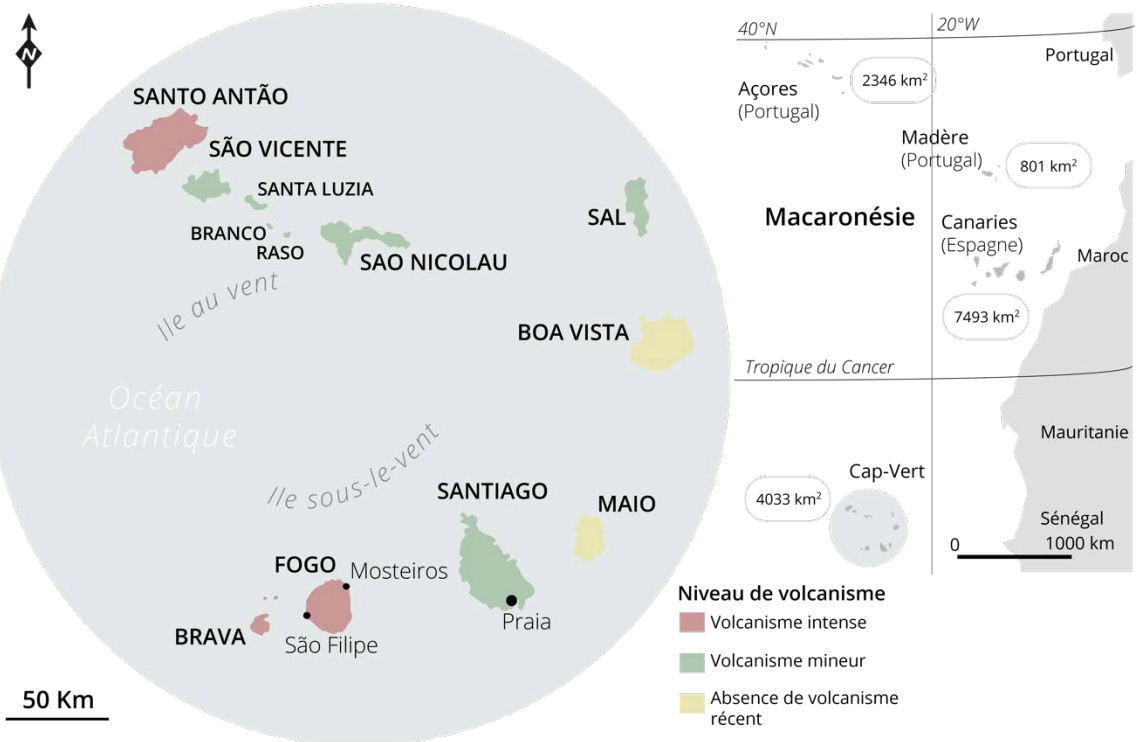


Figure 1.1. Carte du Cap-Vert : volcanisme et situation géographique (Chouraqui F., adaptée de Perez, 2015, d'après Day et al., 2010).

[1] Le volcanisme de point chaud est un volcanisme intra-plaque. Le point-chaud correspond à une accumulation de magma de l'asthénosphère, dont la remontée est due à un différentiel du matériel fondu par rapport au matériel encaissant. Ce matériel vient alors percer la lithosphère pour former un volcan. La plaque lithosphérique océanique se déplaçant (de 0,9 cm/an) au-dessus du point chaud fixe qui fonctionne sporadiquement, ce dernier construit un chaînon de volcans, les plus vieux volcans du chaînon se situant à l'extrémité la plus éloignée du point chaud.

Ce processus est à l'origine de la formation de l'archipel, et même si on ignore les détails de l'évolution géologique du Cap-Vert, on sait que les îles ont commencé à se former de l'est à l'ouest au début du Miocène (-23 millions d'années) (Perez-Torrado *et al.*, 2015, p.122). Mais contrairement à d'autres archipels océaniques formés à partir d'un volcanisme de point chaud, au Cap-Vert, « *il n'y a pas de progression claire de l'âge de l'activité éruptive avec emplacement géographique séparé et des éruptions ont eu lieu simultanément sur des îles différentes (Plesner et al., 2002)* » (Faria & Fonseca, 2014, p.1). La forme particulière de l'archipel en fer à cheval, qui s'ouvre vers l'ouest, avec les îles les plus anciennes à l'est, et les îles les plus récentes au nord-ouest et au sud-ouest, traduit cette apparition des îles suivant un double alignement, avec d'un côté le groupe de *Baralvento* (îles sous le vent) et de l'autre celui de *Sotavento* (îles au vent). Les îles orientales, les plus anciennes de l'archipel (Maio, Boa Vista et Sal), ont des niveaux de volcanisme faibles ou inexistants, et sont relativement plates et sablonneuses. De leurs côtés, les îles occidentales possèdent au contraire un relief escarpé et culminent à des altitudes élevées (Fogo : 2898 m ; Santo Antão : 1979 m ; Santiago : 1395m ; São Nicolau : 1340 m) et ont des niveaux de volcanisme plus importants.

En se basant sur les données géologiques et géochronologiques et en croisant les références (Holm *et al.*, 2005 ; Holm *et al.* , 2006 ; Duprat *et al.*, 2007), Faria & Fonseca indiquent que l'activité volcanique sur les îles tend à être intermittente, avec de longues périodes de repos séparant les phases éruptives et pouvant atteindre plusieurs millions d'années (Faria & Fonseca, 2014 p.1).

◆ Fogo, île-volcan, péril de l'Atlantique Nord dressant haut et fort sa stature

Cette partie présente le volcanisme de l'île de Fogo, en partant de son nom, jusqu'à son paysage marqué par la récurrence de ses éruptions, qu'il s'agira de caractériser.

❖ Un nom à l'image de son paysage

De par son nom, nul ne peut ignorer la nature volcanique de l'île de Fogo. Comme le volcan Fuego au Guatemala ou le volcan Gunung Api (montagne de feu en indonésien), le nom de Fogo (« feu » en portugais) fait directement référence à son activité.

La plus ancienne référence directe à l'activité de Fogo a été fournie par Valentim (ou Valantym) Fernandes, imprimeur-libraire, auteur, traducteur, historien et géographe dans sa description de la côte occidentale de l'Afrique (1506-1510) :

« *L'île de Fogo se trouve à l'ouest et à un quart sud-ouest de l'île de Santiago. Elle est appelée Fogo [feu], car en son centre se trouve, une montagne, plus haute qu'aucune autre sur ces îles, dont le feu est constamment visible. Le feu de cette montagne brûle toujours, il est visible à la vue. La montagne entre en ébullition à certains moments de l'année. Une grande quantité de roches magmatiques, de cendres et d'autres matériaux retombent alentour. En l'an 1500, une grande partie du volcan s'est écroulée, et ainsi le feu qui ne pouvait être vu de ce côté-là, est à présent apparent. Il jaillit une telle quantité de roches magmatiques et de cendres que toute l'île en fut recouverte, et au-delà. Cette île est appelée São-Filipe (Saint Philip) car elle a été découverte, en mai, en même temps que les îles de Maïo et Santiago. Cette île était inhabitée. Ici, pas de maison en pierre, en chaux ou en bois, seulement des maisons de pierres sèches sans mortier. L'élevage de chèvres est*

répandu sur cette île. L'eau qui s'y boit est rare et saumâtre. Le coton y pousse en abondance »[2] (Valentim Fernandes, cité dans Ribeiro, 1954.) Ce court extrait permet d'imaginer Fogo : l'image de l'île est inhospitalière, les terres sont décrites comme improductives, sauvages et hostiles, manquant d'eau. Fogo, à cette époque, est encore très peu peuplée, son peuplement n'ayant commencé qu'une quinzaine d'années auparavant.

Dans son témoignage, Fernandes parle déjà de l'île sous le nom de Fogo. Or, à sa « découverte » par le monde occidental au milieu du XV^{ème} siècle[3], l'île avait été baptisée São Filipe (première référence dans une lettre de la couronne portugaise). Cela signifie que dans les premiers temps de la découverte du Cap-Vert, le volcan de Fogo était probablement dans une phase de repos. Dans un document datant de 1503, elle est encore appelée São Filipe, et ne fut vraisemblablement renommée Fogo qu'à partir de 1512 ou 1515. Ce changement d'appellation dans les débuts du XVI^{ème} siècle semble indiquer qu'entre le moment de la découverte et celui de son second baptême, une éruption importante est survenue, en 1500 d'après Ribeiro, qui se réfère probablement au texte de Valentim Fernandes. La version populaire du baptême de l'île diffère de la version officielle. Elle est racontée par Antoninho Teixeira, doyen du village de Chã das Caldeiras, dans le premier film de recherche réalisé dans le cadre du programme MIA-VITA (Chouraqui, *Na Boca de Fogo*, 2011). Unissant le geste à la parole, il mime l'acte de braquer une longue-vue sur l'île, et explique que les premiers explorateurs, apercevant depuis leur navire le feu sortant du cratère du volcan, décidèrent de la nommer Fogo.

L'île-volcan se présente comme un stratovolcan de 476 km², soit la quatrième en taille. Il y a environ 120 000 ans, elle se présentait alors comme un volcan-bouclier qui culminait à 3 500 ou 4 000 m d'altitude, appelé Monte Amarello. Un volume de matériaux évalué au deux tiers de ce volcan a basculé dans la mer en direction de l'Est, à cause de l'instabilité du cône (rapport entre le poids et la pente du volcan). Cet écroulement de flanc du Fogo datant du Pléistocène (73 000 ans) a engendré un tsunami de plus de 270 m de *run-up*[4] dont des traces ont été retrouvées sur l'île de Santiago, située à 60 km à l'est de Fogo (Ramalho *et al.*, 2015). Sur Fogo, il en a résulté une vaste caldera de neuf kilomètres de diamètre en forme de fer à cheval, culminant à environ 1700 mètres d'altitude (**figure 1.2**). Cet escarpement abrupt appelé Bordeira, qui s'étend sur 20 km de long au nord, à l'ouest et au sud, surplombant de 800 à 1 000 m le fond de la caldera, s'ouvre vers l'est.
Depuis ce glissement de terrain, un nouvel édifice volcanique s'est formé à l'intérieur de la caldera : le *Pico do Fogo*, qui est le cône principal actif. C'est également le point culminant de l'île, situé à 2829 mètres au-dessus du niveau de la mer et environ 7000 mètres au-dessus du plancher océanique.

---

[2] *"A ilha do Fogo jaz a oeste e quarta de sudoeste da ilha de Santiago. E se chama de Fogo porque em meio dela ha huma serra mui alta mais que nenhuma outra ilha destas, na qual serra sempre arde fogo, que parece a olhos vistos. E em certos tempos de ano ferve. E as serras em derredor caem dentro e então sai huma grande quantidade de pedras pomes e cinzas e outras coisas. No ano de 1500 caiu grande pedaço da dita serra dentro, assim que o fogo agora parece também em hum lado da serra onde antes não parecia senão em cima. E então sa´ia tanto cisco e pedra pomes que acerca cobria toda a ilha e mais em derrador. Esta ilha se chama de S. Filipe por ser achada com as outras duas de Maio e Santiago no mesmo d´ia de Maio. Esta ilha hé povoada de gente. Aqui não há casa de pedra e cal nem de madeira, salvo de pedra em soso. Há nesta ilha grande criação de cabras. Agoas tem poucas e salobras de que a gente bebe. Nasce aqui muito algodão "* (Ribeiro, 1954).

[3] Il existe un doute sur la date exacte de la « découverte » des îles du Cap-Vert, soit par le vénitien Ca Da Mosto en 1456, soit par les portugais Diogo Gomes et Antonio de Noli en 1460. Mais ni l'un ni l'autre ne font « *mention de flammes ou de fumées visibles au sommet du mont Fogo, circonstances qui n'eurent pas manqué de frapper ces aventuriers* » (Sainte-Claire Deville, 1848, p. 102).

[4] Le *run-up* est un anglicisme qui désigne l'amplitude d'un tsunami à son contact avec la côte (déferlement), soit l'altitude maximale de la zone inondée.

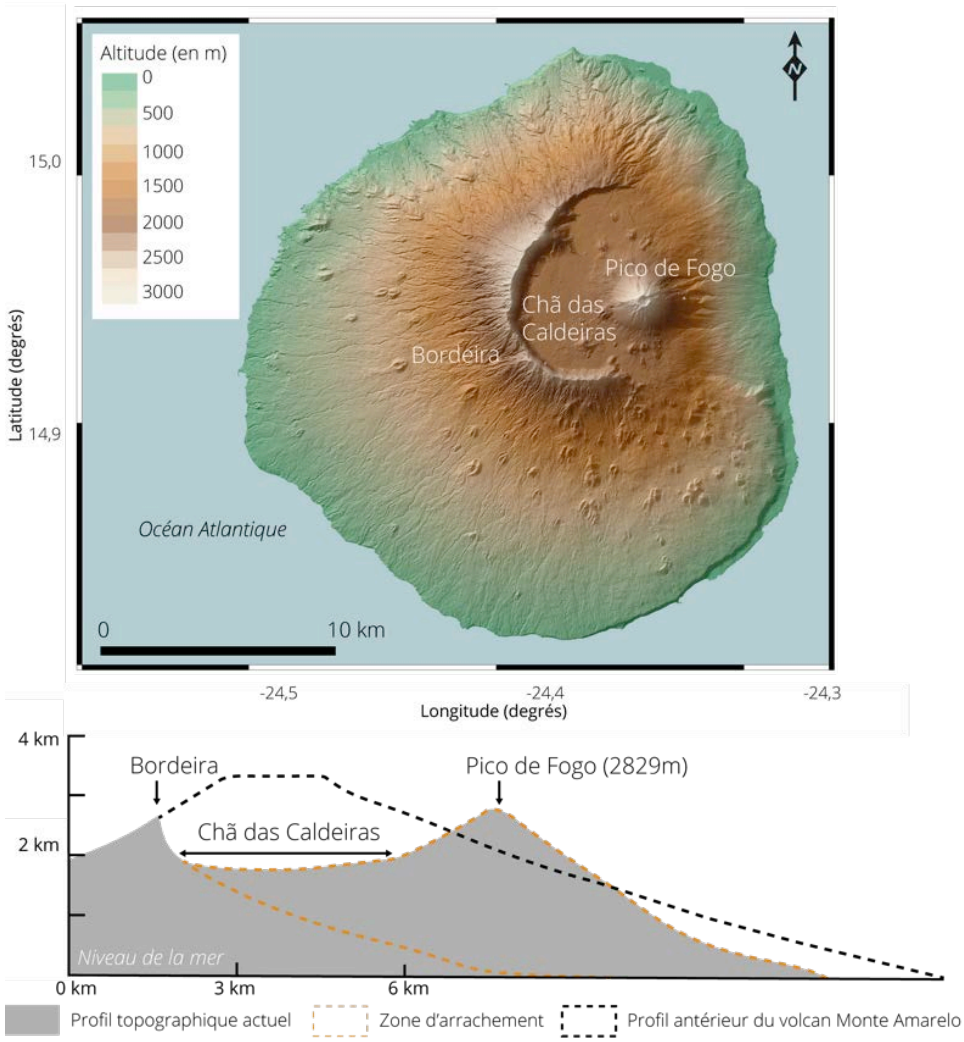


Figure 1.2. Morphologie de l'île de Fogo avec a) une carte en relief ombragée de l'île de Fogo - altitude issue du TanDEM-X DEM (source : Bagnardi et al., 2016, p.6268 et b) coupe schématique présentant l'évolution structurelle de l'île de Fogo (modifiée de Day et al., 1999 ; Day &Amelung, 2002).

L'activité volcanique est sans cesse palpable à Fogo. Le volcanisme actif fait partie intégrante de l'identité de l'île, de sa personnalité, de son visage, de sa beauté. Cette « île-volcan modèle » conique, de forme quasi circulaire n'a pas manqué de surprendre les premiers géologues à la découvrir : « *Lorsque, vers le milieu du canal qui sépare les îles de Santiago et Fogo, on découvre pour la première fois cette dernière île, on est en même temps frappé de la simplicité de ses formes et de la majestueuse élévation du Pic qui la couronne. (…) Vu du nord-est, le cône de Fogo a sa base au niveau même de la mer, et s'élève d'un seul jet, et presque par une pente continue, jusqu'à une hauteur de 3000 mètres. En approchant, on distingue derrière le cône une crête aiguë, dont le point culminant rivalise en hauteur avec lui et qui l'entoure comme un rempart demi-circulaire, détruit du côté qui regarde la mer ; analogie remarquable avec le massif du Vésuve qui saisit dès l'abord et qu'un examen plus approfondi ne fait que confirmer* » (Sainte-Claire Deville, 1848, p. 12). Pourtant, et comme ce fut le cas du Vésuve pendant l'antiquité jusqu'à son réveil en 76 après J-C., les phénomènes volcaniques n'étaient pas encore familiers des navigateurs portugais, à l'époque correspondant à la découverte du Cap-Vert, et ceux-ci n'avaient pas compris *la véritable nature volcanique de l'île* » (Ribeiro, 1954, p. 225). Cette « *véritable nature* » de Fogo est pourtant omniprésente dans le paysage qui porte les cicatrices des éruptions passées, des coulées de lave refroidies dévalant jusqu'à la mer, aux pentes hérissées de cônes éruptifs. Même le sable des plages, noir comme la lave, évoque l'activité du volcan (**figure 1.3**).

Figure 1.3. Traces du volcanisme à Fogo (photo 1 et 2- Chouraqui, 2014 et 2015 ; Photo 3 - Sanial, 2013).

L'endroit où la nature volcanique de l'île est la plus saisissante est sans doute la caldera du volcan. Il résulte des éruptions successives un paysage lunaire exceptionnel (**figure 1.4**) : des pentes topographiques abruptes issues de la *Bordeira* brune et du Pico drapé de scories noires, un fond de caldera tapissé de coulées de lave plus ou moins chaotiques de différentes couleurs, et les bouches béantes du Petit Pico et du cratère de 2014-15, rougeoyantes et soufrées. S.C. de Deville a aussi été saisi par ce paysage hors norme : « *On citerait difficilement un spectacle plus imposant que celui de ce vaste cratère de soulèvement, qui, par la perfection et la conservation de ses lignes, surpasse la plupart de ceux qu'on pourrait lui comparer ; je n'excepterai même pas le grand cirque de Ténériffe, dont certaines portions sont disloquées et ont disparu, et auquel sa double bouche centrale, le Teyde et Chahorra, enlève un peu de sa régularité. Ici, au contraire, la ligne de ceinture est presque continue sur plus de la moitié du pourtour* » (Sainte-Claire Deville, 1848, p. 96).

Figure 1.4. Le paysage lunaire de la caldera. (Texier, septembre 2010).

❖ Le volcan de Fogo et ses éruptions : un aléa récurrent

« *Volcan : nom qu'on donne aux montagnes qui vomiffent des flammes. C'est encore le nom du dieu des païens qui préfidoit au feu, qu'on appelle ordinairement Vulcain, en latin, Vulcanus.* »
(Moreri, 1732, p. 645)

Fogo est la seule île de l'archipel capverdien dont les éruptions historiques ont été rapportées avec un total de 27 éruptions, dont 11 à l'intérieur de la caldera. Ainsi, entre l'arrivée des premiers colons et la fin du XX^{ème} siècle, au minimum 26 éruptions ont été consignées : trois au XVI^{ème} siècle, dix au XVII^{ème} siècle, sept au XVIII^{ème} siècle, quatre au XIX^{ème} siècle et seulement deux au XX^{ème} siècle, en 1951 et avril 1995 respectivement (**figure 1.5**). Avec l'inclusion de la dernière éruption du 23 novembre 2014, le total des éruptions connues s'élève au nombre de 27.

La documentation autour de cette activité est incomplète et inexacte pour les trois premiers siècles. Les informations sur les éruptions de Fogo proviennent de descriptions issues de journaux de bord des navigateurs[5] (Ribeiro, 1954 : Sainte-Claire Deville, 1848). Ce déficit d'informations, souvent lacunaires, en particulier pour les éruptions les plus anciennes, empêche d'avoir une vision complète du phénomène volcanique à Fogo. Parfois plus imaginatives qu'objectives, le contenu des mémoires permet néanmoins de reconnaître certaines caractéristiques de l'activité éruptive. Par exemple, treize descriptions antérieures à 1785 décrivent le volcan comme étant constamment en éruption, dont celle du navigateur anglais George Fenner : « *dans cette île (de "Fuego"), est une montagne merveilleusement haute qui brûle continuellement, et les habitants racontaient qu'environ trois ans auparavant, l'île entière avait été comme brûlée par l'abondance de feu qui en sortit.* » (Sainte-Claire Deville, 1848, p. 103). Le caractère continu de l'activité volcanique a pu être exagéré par l'épouvante des habitants de l'archipel « *dont les auteurs se faisaient écho* » (Ribeiro, 1954). Néanmoins, l'analyse croisée des éruptions montre que celles-ci ne sont ni brèves, ni exceptionnelles, mais relativement fréquentes, même si leur périodicité est irrégulière, comme on peut le voir sur la frise chronologique (cf. **figure 1.5**).

De type effusif, le volcanisme de Fogo produit de nombreuses coulées de lave basaltique, souvent contenues dans la caldera, mais s'écoulant parfois en dehors vers l'est et le sud (**figure 1.7**). Jusqu'au milieu du XVIII^{ème} siècle, de nombreuses éruptions sommitales du Pico de Fogo ont été répertoriées (dont le croquis de l'éruption de 1785, cf. **figure 1.6**), mais depuis, les éruptions ont eu lieu à partir de fissures latérales sur les flancs du Pico et à l'intérieur de la caldera.

[5] Sainte-Claire Deville a été le premier à collecter les narrations de voyage réunissant une importante documentation sur les éruptions historiques de Fogo (Sainte-Claire Deville, 1848), qui font également l'objet d'une étude par Orlando Ribeiro. Avant l'éruption de 1785, il n'y a aucune observation directe sur le terrain, à par celle d'un dénommé Roberts, dont le récit d'une éruption survenue entre 1720 et 1725 (absence de date exacte) est qualifié de fantaisiste par Saint-Claire Delville et Orlando Ribeiro. Les autres écrits proviennent de témoins se trouvant la plupart du temps sur des embarcations navigant au large de l'île de Fogo ou en escale à Santiago, et leurs récits sont donc sont souvent imprécis et incomplets.

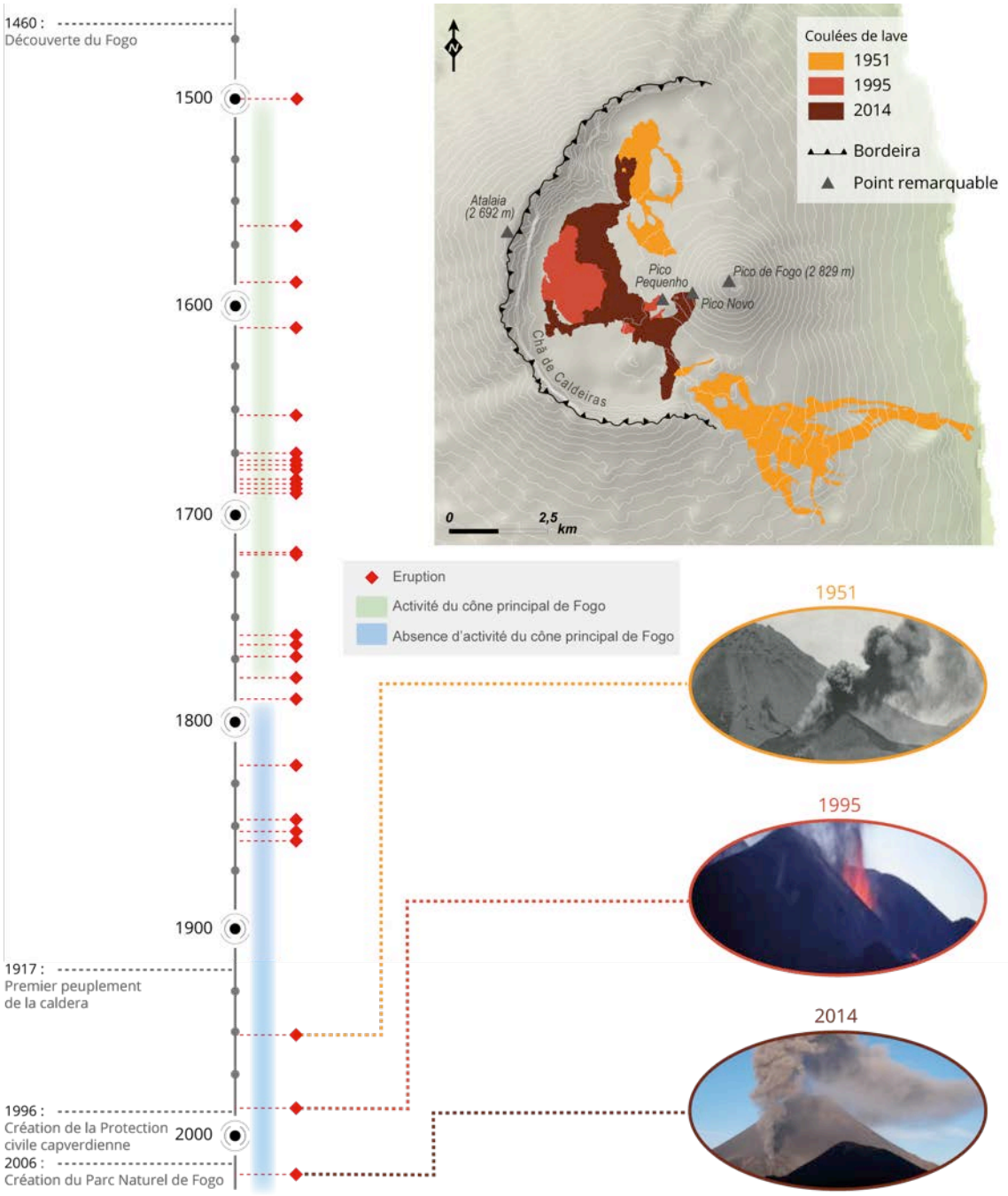


Figure 1.5. Repères géographiques et historiques autour du phénomène volcanique à Fogo[6] (réalisation et conception : Chouraqui, 2017 ; aide à la réalisation : Atelier de Cartographie - Département de Géographie - UT2J, 2017 ; sources : données SIG transmises par le Parc Naturel de Fogo ; Ribeiro, 1954).

Depuis sa découverte, et d'après les témoignages fragmentaires recueillis, le volcan de Fogo serait entré en éruption en moyenne tous les 20 ans, mais l'écart entre deux éruptions varie fortement (**figure 1.5**), entre un maximum de 10 éruptions au XVII^{ème} siècle, et un minimum de 2 éruptions au XX^{ème} siècle. On observe trois périodes principales de repos (la première dans les années 1500-1564, la seconde en 1604-1664 et la dernière en 1857-1951), et une période de très forte activité à la fin du XVII^{ème} siècle, avec 7 à 8 éruptions (incertitudes sur les éruptions de 1769 et/ou 1774) sur une durée de 35 ans

[6] Cette frise est à considérer avec réserve car comme l'indique Ribeiro, « *rien ne garantit que ces témoignages soient au complet* » (Ribeiro, 1954).

seulement. Les intervalles étant parfois très réduits entre les éruptions, il s'agit peut-être des mêmes évènements.

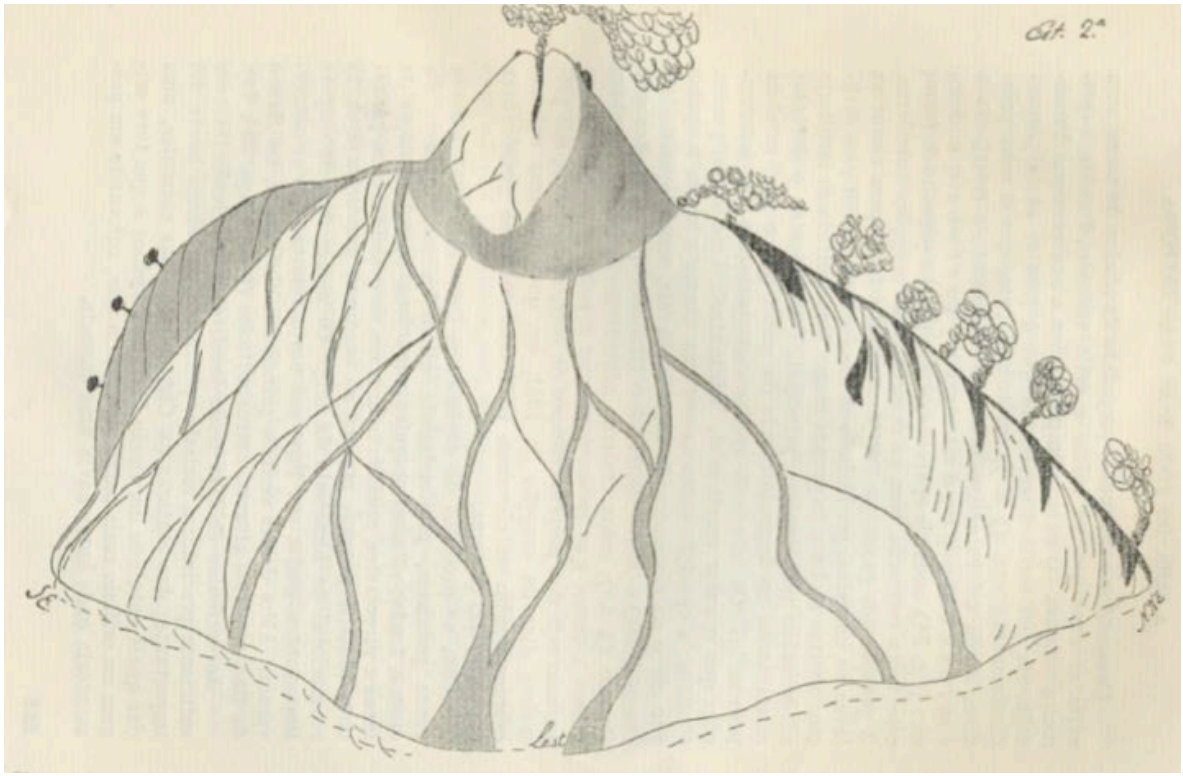


Figure 1.6. Profil de l'île de Fogo lors de l'éruption de 1785 réalisé par João da Silva Feijó (Ribeiro ; 1953 ; p.251).

La dernière éruption volcanique à Fogo a eu lieu entre la fin de l'année 2014 et le début de l'année 2015, soit 19 ans après celle de 1995, qui avait débuté 45 ans après la précédente de 1951 (cf. **chapitre 7**). Cette dernière éruption correspond aux descriptions des éruptions de 1785, 1799, 1847, 1951, 1995, toutes témoignant d'une activité globalement effusive et à faible indice d'explosivité, bien qu'explosive en début d'éruption, et parfois assortie de projections violentes. Celles-ci s'opposent aux portraits de 5 éruptions anciennes (1500, 1664, 1596, 1689, 1721-1725), qui mettent en avant le caractère explosif de celles-ci.

Le volcanisme de l'île génère ainsi principalement des éruptions volcaniques effusives provoquant :

A - Des coulées de lave, qui menacent de recouvrir ou d'incendier les zones exploitées (champs) et les habitations, mais sans réel danger pour les vies humaines : les habitants ont le temps de voir arriver la lave et peuvent évacuer à temps. L'aspect des laves est décrit avec précision pour plusieurs des éruptions (1785, 1847, 1951, 1995, 2014). À chaque fois, l'observateur différencie deux principaux types de coulées de lave. Tout d'abord, plus fréquentes, les laves de type « aa » à la superficie très irrégulière « *ressemblant à une éponge à cause de la libération des gaz* » (Ribeiro, 1954, p. 253), formées de blocs anguleux de plusieurs dimensions disposés de façon chaotique. Dans sa description de l'éruption de 1951, Ribeiro note que le front de lave « aa » forme un mur haut de plusieurs mètres de haut (3 à 6 mètres), ce qui a également été le cas lors des éruptions de 1995 et 2014. Deuxièmement, les laves de type « pahoehoe », plus fluides, lisses, formant des torsades ou encordées (**figure 1.7**). On retrouve la description de ce type de lave dans les éruptions de 1951, 1995 et 2014, mais aussi dans la description détaillée de l'éruption de 1785, que Feijó dépeint comme « *formant des grands bancs, des vagues*» (Ribeiro, 1954).

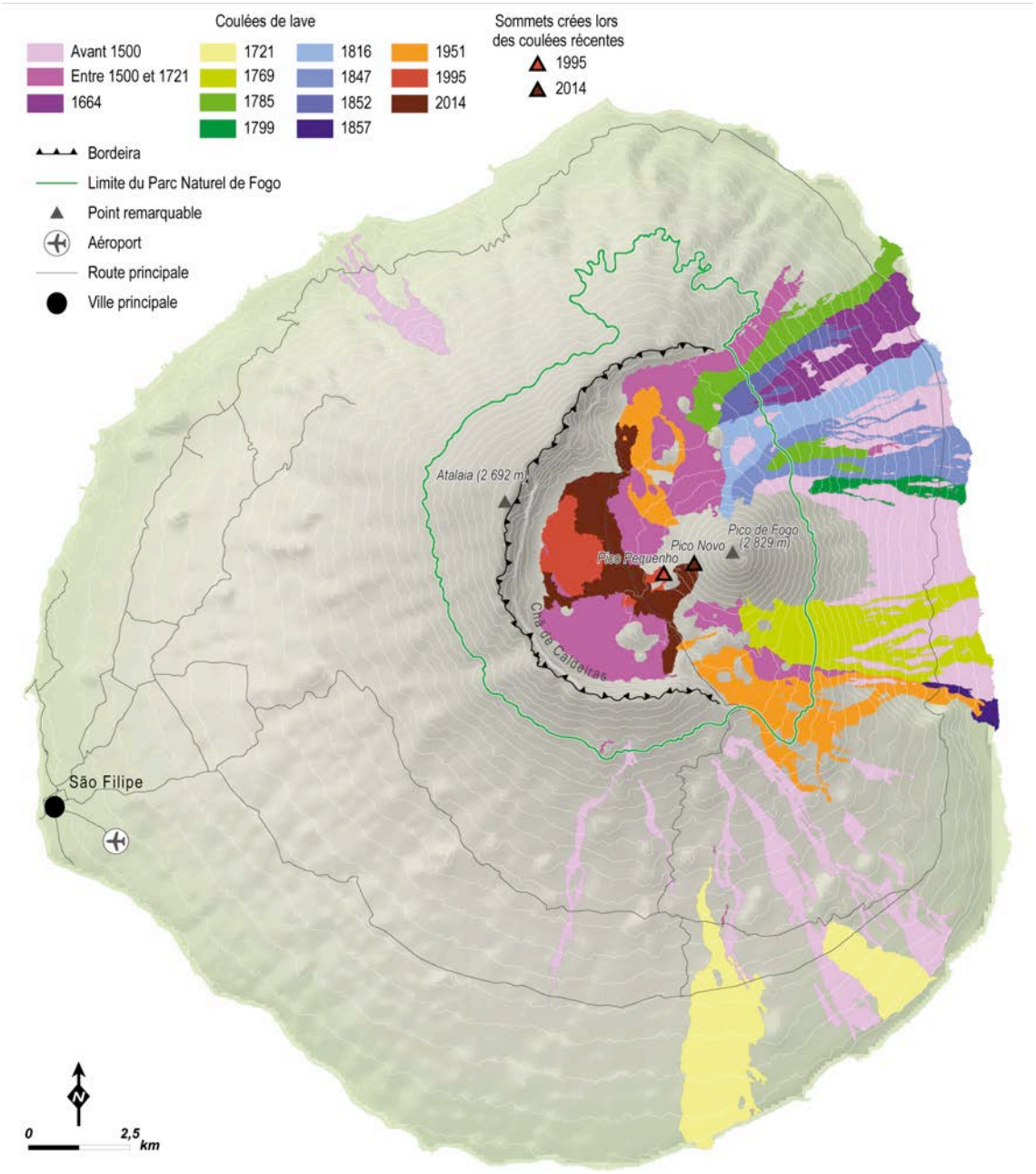


Figure 1.7. Carte géologique de la caldera de Fogo (réalisation : Atelier de Cartographie - Département de Géographie - Université Toulouse Jean Jaurès - 2017 ; sources : données SIG transmises par le Parc Naturel de Fogo ; Perez-Torrado et al., 2015).

B - Des retombées de cendres et de scories appelées téphras, qui ont pour conséquence principale de recouvrir le sol et ainsi d'asphyxier les cultures. Notons que les particules les plus fines, si elles sont inhalées, peuvent provoquer des gênes respiratoires, voire la mort en cas de densité trop importante.

Figure 1.8. Photographies de l'éruption de 2014-2015 (en haut à gauche Floriane Chouraqui ; en haut à droite, image satellite, en bas, vue de la colonne éruptive dominant l'île de Fogo depuis le bateau en provenance de Praia, Chouraqui, novembre 2014).

C - Des dégazages, qui sont un aléa parfois indétectable (inodore) donc très dangereux, qui peut contaminer les cultures, la mort du bétail et de la population.

D - l'aléa de chutes de blocs et glissements de terrain dans la caldera même, lié aux pentes fortes et à l'instabilité relative de la Bordeira, de même que les crues-éclair et coulées de débris en saison des pluies même si la caldera est relativement épargnée comparativement aux versants extérieurs tournés vers l'océan (**figure 1 .9**). De plus, même si des crues sont possibles, la zone est bien plus marquée par une pluviosité limitée provoquant parfois des sécheresses, qu'une abondance de précipitations et d'eaux de surface.

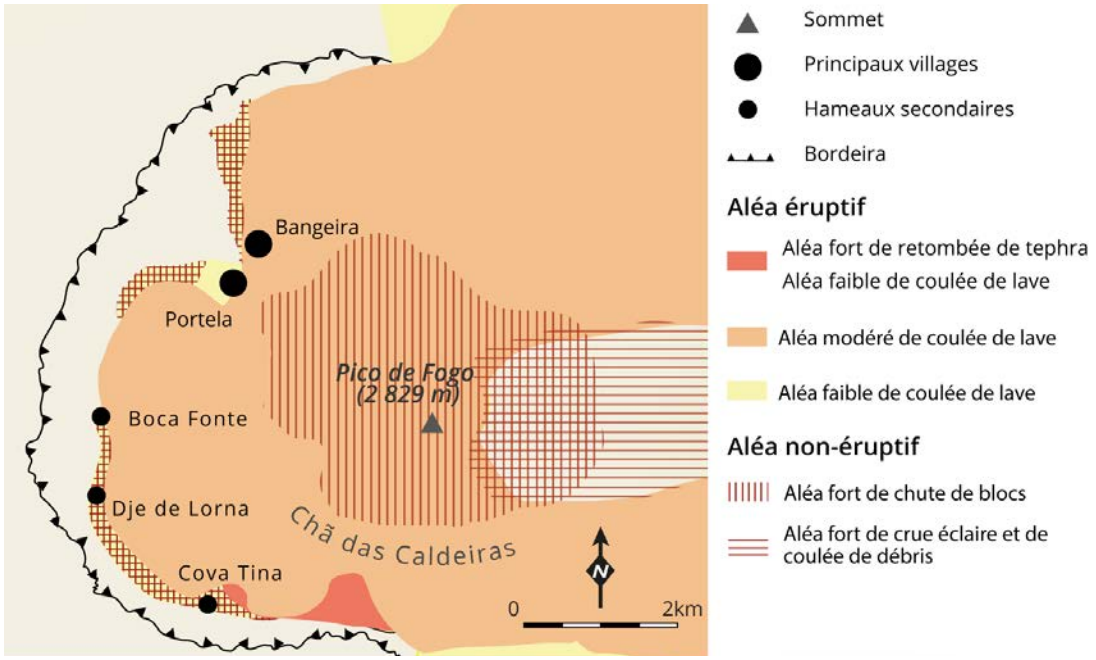


Figure 1.9. Carte des aléas pouvant survenir dans la caldera de Fogo (modifié de Day et Amelung, 2002).

◆ La pluie, « maîtresse volage » du Cap-Vert

❖ Le « risque sécheresse » au cœur de l'histoire, de l'identité et du développement de ces îles

« *Ici on n'est pas au Cap-Vert on est au Cap-Sec*[7] » plaisante Lukinhas. Nous sommes au mois d'août 2010, au sud de Fogo vers Achada Furna, où la couleur verte a disparu du paysage, avec une végétation clairsemée devenue entièrement jaune. Comme tous les ans vers le mois d'août, « *le sol des îles attend la visite de sa volage maîtresse la pluie pour offrir à ce cap atlantique le peu de vert que réclame son nom* » (Loude, dans Nobre Monteiro, 1998, p.7)

Volcan ou pas volcan, une chose est sûre : la vulnérabilité dominante, prioritaire au Cap-Vert (et donc à Fogo), aussi bien à l'échelle locale que nationale, c'est la faim et la famine associée à la sécheresse (Carreira, 1984 ; Rocha Nacimento, 2017, p.26). Pour les habitants de Fogo, et du reste de l'archipel, qu'ils habitent en ville ou à la campagne, mais aussi pour les émigrés, la problématique au centre des préoccupations n'est donc pas celle des éruptions volcaniques. En effet, le risque-éruption ne concerne (historiquement) que l'île de Fogo, là où le « risque-sécheresse » a été et constitue toujours une menace pour l'ensemble de l'archipel. Bruno Faria, employé de l'INMG (*Instituto Nacional de Meteorologia e Geofisica* – Institut National de Météorologie et Géophysique) en charge de la surveillance du volcan de Fogo est catégorique sur la question : « *la vraie menace, celle qui a toujours pesé sur les gens, sur le Cap-Vert, ce n'est pas le volcan, c'est l'eau* » (cf. entretien avec Bruno Faria, novembre 2013).

Depuis que l'archipel a été colonisé[8] et jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, le duo « sécheresses-famines » a régulièrement décimé les populations locales, avec plus de 25 épisodes de sécheresse entrainant des famines (s'accompagnant parfois d'épidémies), causant la mort de milliers de personnes, affectant des milliers de personnes (Carreira, 1983, p.15). Sur le graphique suivant qui porte uniquement sur la période 1840-1960 (**figure 1.10**), on distingue nettement trois principales périodes de chutes du nombre d'habitants qui s'expliquent principalement par le nombre important de décès dus aux famines : la

[7] *« Li du ka sta na Cabo-Verde, di sta na Cabo-Seco »* (conversation informelle avec Lucas Teixeira, dit Lukinhas, août 2010).
[8] Le premier épisode auquel il est fait référence a eu lieu entre 1579 et 1581.

première aux alentours de 1860/1880 ; la seconde entre 1910/ 1930 et la troisième entre 1940/1960. Uniquement au XXème siècle, on peut estimer à environ 82 523[9] le nombre de Capverdiens ayant trouvé la mort en raison d'une famine due à une sécheresse (Carreira, 1983). L'année 1940 a été particulièrement meurtrière avec environ 30 000 personnes décédées et presque tous les animaux sauvages et domestiques des îles, principalement en raison du manque de pluie et de nourriture.

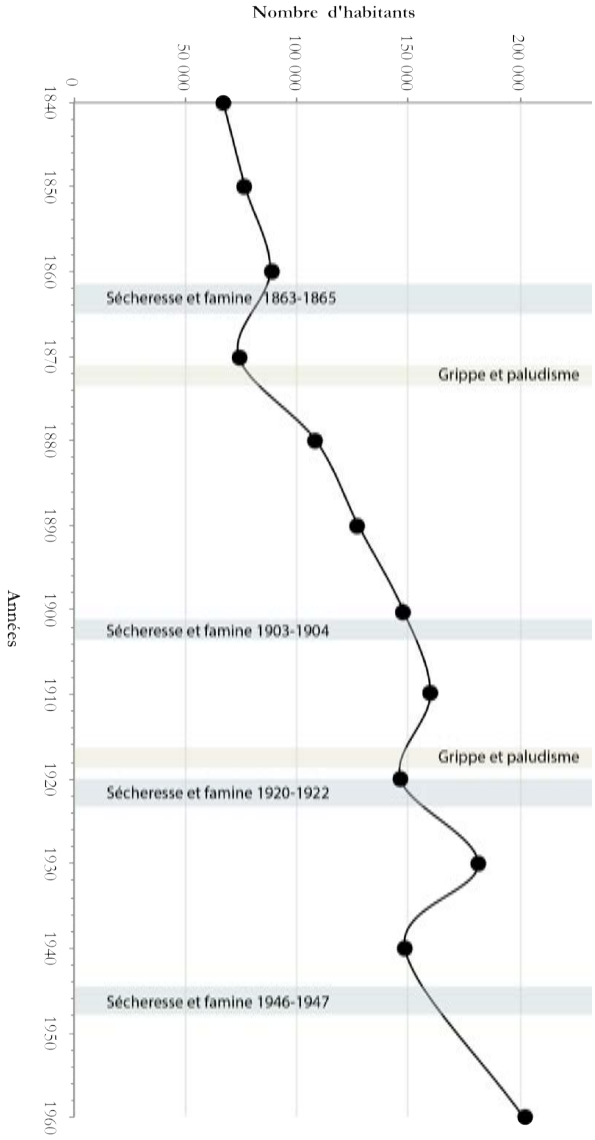


Figure 1.10. Evolution de la population capverdienne entre 1840 et 1960 (sources : données d'Andrade Silva, 1996, p.149 et 150 et Andrade Silva, 1973, p.42).

Ces sécheresses cycliques sont liées à la position géographique du Cap-Vert, dans la partie la plus septentrionale de la zone sahélienne. Le climat de l'archipel varie d'aride à semi-aride, tempéré par l'influence océanique, on parle donc de climat sahélien maritime. Celui-ci est caractérisé par une irrégularité extrême des précipitations inter-annuelles et intra-saisonnières, avec des périodes de sécheresse provoquées par la grande variabilité des précipitations annuelles (PNUD, 1999, p.9). Les températures moyennes sont stables toute l'année oscillant entre 20 et 26°C. C'est au moment le plus chaud de l'année, de fin juillet à octobre (26°C en moyenne), que se concentre la saison des pluies (mousson africaine), qui totalise en moyenne 200 à 300 mm par an. Cette moyenne doit être relativisée, car les précipitations sont loin d'être uniformes, avec une variabilité temporelle forte. Par exemple, à Fogo, l'année 2016 a connu des précipitations inférieures à la normale avec un total de 114 mm de précipitations sur l'année, dont 29 mm en août, 53 mm en septembre et 17mm en octobre (cf. site internet meteoblue weather).

Les précipitations présentent non seulement une grande variabilité entre les mois mais aussi entre les années : certaines sont marquées par une mousson tardive ou très faible qui entraîne des sécheresses, tandis que d'autres au contraire sont bien arrosées (**Annexe 1**). Les précipitations sont non seulement variables d'une année sur l'autre mais aussi dans l'espace. Les données recueillies à Santiago, Santo Antão et Fogo entre 1993 à 1998 montrent une grande variabilité des précipitions annuelles, avec un maximum de 1053,5 mm de pluie en 1996 à Passagem (île de Santo Antão) et un minimum de seulement 8 mm de pluie en 1994 à Patim (île de Fogo). Dans les zones arides ou semi-arides des îles, les précipitations moyennes annuelles sont parfois inférieures à 100 mm, comme pour Lagedos (île de Santo Antão) en 1993, 1994, 1005 et 1998 ou Patim (île de Fogo), sauf en 1997 et 1998.

La répartition des pluies au sein d'une saison présente également une grande irrégularité : sporadiques, irrégulières et à caractère torrentiel, elles expliquent le caractère intermittent du réseau hydrographique sur Fogo, qui n'est activé que lors des averses orageuses de forte intensité, pouvant

[9] Ce chiffre représente la somme du nombre de décès dus à la famine à différentes périodes selon les données recueillies par António Carreira avec 14 480 morts entre 1903 et 1904 ; 5192 entre 1919 et 1920 ; 17 575 en 1921 ; 24 463 entre 1941 et 1943 et enfin 20 813 décès entre 1947 et 1948. Au XXème siècle.

Figure 1.11. Une ribeira sèche à l'est de Fogo (Texier, 2011).

provoquer des crues-éclair. L'agressivité des pluies est d'autant plus grande que les pentes très accusées accélèrent le ruissellement et par conséquent l'érosion des sols et le ravinement des terrains (**figure 1.11**). Comme le souligne Januário Rocha Nascimento, « *les précipitations orageuses du régime sahélien combinées à la violence des écoulements torrentiels disparaissant rapidement en mer, particulièrement dans les îles montagneuses* » (Rocha Nacimento, 2017, p.24), participant ainsi à la rareté de la ressource. Le paysage de Fogo laisse deviner, par les entailles dans le sol volcanique meuble, l'ampleur des débits atteints en saison humide dans les « *ribeiras* »[10].

En dehors de celles-ci, les eaux de surface sont très limitées à Fogo : quelques rares sources (dont la principale a été bouchée lors de l'éruption de 1951 à cause d'un mouvement de faille), aucun lac, aucun ruisseau pérenne.

Les cycles fréquents de grandes sécheresses et de famines qui ont « flagellé » le Cap-Vert ont constitué un facteur structurant de l'économie et de la société de l'archipel. Ils expliquent largement l'ancienneté ainsi que l'importance du phénomène migratoire au Cap-Vert. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, avec selon les sources, 700 000 à 750 000 Capverdiens résidant à l'étranger (dont la majorité aux États-Unis) contre seulement 498 897 d'entre eux résidant au pays (Lesourd, dans Bret, 1989, p.269 ; Lesourd, 2005 ; recensement national, 2013 ; Rocha Nascimento, 2017, p.24). Enfin, ces famines ont eu un impact direct sur le foncier avec la vente de terres contre de la nourriture : « *est encore présente dans la mémoire de ceux qui vivaient déjà à la fin des années 40, la vente de bonnes fermes et de terres irriguées pour une bouchée de pain afin de pouvoir acheter de quoi nourrir la famille* » (Rocha Nascimento, 2017, p.364 et 365). Ces ventes anarchiques de terre au détriment des plus démunis, ont multiplié les « sans-terre » avec, *a posteriori*, des conséquences incalculables sur la vulnérabilité de ces « sans terre » et de leur descendance (Barbe, 2003, pp. 47-52 et 267-268).

L'omniprésence du « risque sécheresse » - historiquement associé à celui de famine - s'exprime notamment à travers les œuvres musicales, anciennes comme actuelles. Ainsi, « *la musique pousse au Cap-Vert partout où le maïs rechigne* » (Loude, dans 1998, p.7) et il existe un nombre impressionnant de chants cap-verdiens qui de manière directe ou indirecte - sont consacrés à l'eau celle de la mer ou des larmes, mais aussi et surtout celle de la pluie. L'arrivée de la pluie ou son absence, question essentielle pour tous les Capverdiens, constitue à ce titre une source intarissable d'inspiration pour les artistes. À titre d'exemple[11], on cite ici la chanson « *Fomi 47* » de Codé di Dona (groupe Simentera[12]) qui fait référence à la vague migratoire importante du début des années 60 suite à la famine de 1947. Elle commence sur ces paroles : « *C'était en 59, la pluie n'est pas tombée, j'étais sans espérance pour ma vie, j'ai signé pour partir à São-Tome* » « *Era na 59, Txuba skorregadu Dezanima'm nha bida, N'djobe santa pa'm ba Santomé* ».

[10] Le terme « *ribeira* », emprunté au portugais, sert à désigner une vallée creusée par un cours d'eau intermittent.
[11] La chanson « *Xuba dja bem* »[11] (en français, « La pluie est là ») composée et interprétée par Camilo Montrond Fontes (2013) parle quant à elle de l'arrivée de la pluie à Chã (un clip réalisé par la chercheuse est en ligne sur la plateforme Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=ok6J12nMajg).
[12] Cette chanson fait partie des « classiques » capverdiens que tout le monde connaît par cœur et a été interprétée par de nombreux artistes (Zeca Di Nha Reinalda, les groupes Simentera et Finaçon, entre autre).

❖ Une agriculture encore largement soumise à la variabilité temporelle et spatiale des précipitations

Du fait de l'aridité qui caractérise Fogo et l'ensemble des îles de l'archipel, « *le développement d'une activité agro-pastorale sédentaire a toujours été précaire »* (Lesourd, dans Bret, 1989, p.271). La production agricole est fragilisée à la fois par le manque de précipitations et par la double irrégularité des pluies. On observe ainsi :

- Une grande inégalité au niveau de la recharge des nappes phréatiques à cause des fluctuations interannuelles (d'où la politique des barrages menée à Santiago).
- Un développement des plantes soumis à l'irrégularité intra-saisonnière alors que la croissance des plantes exige de l'eau à des moments précis[13].

Récemment, même si on ne peut pas parler de sécheresse[14], la saison des pluies de l'année 2017 a été médiocre, provoquant des mauvaises récoltes et affectant de manière directe et indirecte environ 70 000 personnes, soit 13% de la population du pays (journaux en ligne Observador, 09 novembre 2017[15] et DN, 04 octobre 2017[16]). En effet les « *sequeiros* » qui *« occupent une place majeure dans l'espace et l'économie agricole de l'archipel* » (Rocha Nacimento, 2017, p.26) constituent un système d'agriculture pluviale, qui contrairement à l'agriculture irriguée, dépend entièrement des précipitations. Qu'il s'agisse de l'espace urbain ou rural, la ressource en eau est donc un enjeu crucial au Cap-Vert, et en particulier l'eau agricole, l'agriculture de type « *sequeiro* », la plus courante au Cap-Vert, étant particulièrement vulnérable aux variations climatiques (*Ibid*).

Cette rareté de l'eau est liée à la situation géographique du Cap-Vert qui se trouve dans une zone d'influence mixte (**figure 1.12**) :

- **Les Vents d'alizé du nord-est,** dominants au Cap-Vert, possèdent une teneur en humidité relativement faible mais non négligeable, et soufflent pendant la majeure partie de l'année. Cette humidité relative bénéficie surtout aux îles montagneuses (Santo Antão, São Nicolau, Santiago, Fogo et Brava) par rapport aux îles au relief peu marqué (Sal, Boa Vista, Maio).
- **L'Harmattan**, vent du Sahara chaud et sec (venant de l'est), qui souffle d'octobre à juin, est à l'origine de la saison sèche, qui s'étale sur 10 mois de l'année. Il augmente l'aridité à l'est des îles, particulièrement dans les îles orientales de l'archipel (Sal, Boa Vista, Maio).
- **La Mousson dite « atlantique »** en provenance de l'alizé issu de l'anticyclone de Sainte-Hélène dans l'Atlantique Sud, souffle du sud-sud-ouest. Ce vent chargé d'humidité apporte les pluies de la fin juillet à octobre, quand il n'est pas bloqué par la présence d'un front intertropical (FIT). Le régime pluviométrique est extrêmement variable, les précipitations dépendant de la remontée vers le Nord du FIT. Quand elles surviennent, ces pluies sont violentes et irrégulières d'une année à l'autre et se concentrent principalement sur les zones de relief.

[13] Par exemple, si les pluies appelées « pluies utiles » manquent au moment du semis ou de la fructification, la récolte est mauvaise.

[14] Concernant les derniers épisodes de sécheresse, ils auraient eu lieu entre 1968 et 1982 et auraient été durement ressentis par la population (Silva Andrade, p.148 ; Lesourd, dans Bret, 1989, p.271). Plus récemment, à deux reprises, en 2014 et en 2017, on sait que l'UE a accordé au Cap-Vert des aides d'urgence afin de surmonter les effets de ces sécheresses, mais la littérature scientifique manque pour analyser convenablement ces évènements récents.

[15] URL : https://observador.pt/2017/11/09/seca-em-cabo-verde-vai-afetar-70-mil-pessoas-governo-intensifica-medidas/

[16] URL : http://www.inforpress.publ.cv/retrospectivaambiente-mau-ano-agricola-volta-assolar-pais-ensombrando-perspectivas-dos-homens-do-campo/

Cette triple influence (voir encadré) et l'impact spatial des masses d'air par rapport au relief et à l'exposition des versants, nuancent la sécheresse générale de l'archipel. Elle est visible au niveau de la végétation :

- À l'échelle de l'archipel, les alizés de nord-est provoquent une opposition entre les îles Barlavento ou « au vent », plus arrosées et donc présentant une végétation plus diversifiée toute l'année et les îles Sotavento ou « sous le vent » plus sèches donc à couverture végétale plus restreinte.
- Le phénomène d'exposition se retrouve également à l'échelle d'une île : les versants « au vent » exposés par rapport aux flux humides (nord et nord-est) sont plus humides et donc plus verts que les versants sud et sud-ouest « sous le vent ». Ainsi, à Fogo, on observe un étagement et une opposition de versant (**figure 1.12**) entre d'une part la zone basse de l'île et le sud (Patim, Achada Furna, São Filipe) ; d'autre part la zone haute (la caldera) et le nord de l'île (Mosteiros, Monte Velha).
- L'altitude influence grandement le climat, comme à Fogo, où l'on observe que l'altitude conditionne les précipitations[17]. Si l'amplitude thermique annuelle est faible, le gradient thermique altitudinal joue également un rôle[18]. Il s'accompagne d'un gradient pluviométrique, se traduisant par un phénomène orographique : les reliefs imposent une ascendance des masses d'air qui se traduit par un refroidissement, par la condensation de la vapeur d'eau et donc par la création de nuages, apportant humidité et fraîcheur et parfois précipitations, permettant un développement des sols et de la végétation sur les versants au vent, principalement entre 600 et les 1700 mètres d'altitude, avec des précipitations déposées ou occultes[19].

Surimposé à la différenciation de versants et d'îles, il en résulte un étagement de la végétation qui varie selon la température, la pluviosité et l'exposition. Près de la mer, sur les îles plates et les îles sous le vent, la végétation est de type aride ou semi-aride, avec par exemple des plantes épineuses africaines telles que le *Zizyphus jujuba* (jujubier) ou le *Adansonia digitata* (baobab). En altitude, sur les versants au vent des îles montagneuses, on retrouve les plantes plus gourmandes en humidité (eucalyptus, yucca, figuier). Au final, on observe trois principaux types de plantes : celles propres aux îles macaronésiennes comme les plantes succulentes ou grasses (Ribeiro, 1951), mais aussi de plantes méditerranéennes, africaines et américaines. Ainsi, malgré un contexte climatique globalement ingrat, de nombreuses espèces végétales de plantes comestibles domestiques ont été introduites :

- Des espèces méditerranéennes telles que le raisin, les figues, les oranges, les melons, les haricots ;
- Des espèces africaines (mil, sorgho, café) ;
- Des espèces américaines (maïs, manioc, coton).

[17] En septembre, mois le plus pluvieux, les pluies atteignent des valeurs proches de 200 mm à Bangaeira, situé à plus de 1500 mètres d'altitude, au centre de Fogo, contre seulement 141 mm à Achada Furna (environ 1000 mètres d'altitude sur le versant sud) et 121 mm à São Filipe, situé sur la côte est de l'île (**figure 1.12**).

[18] Tandis que la zone basse des îles présente des températures toujours supérieures à 25°C, les zones supérieures à 1000m ont des températures plus fraîches oscillant autour de 19°C.

[19] La rosée, les gelées blanches et le givre font partie d'un même ensemble de précipitations par condensation. Elles sont difficilement mesurables mais peuvent jouer un rôle fondamental pour *« l'alimentation des réserves souterraines »* (Edwars et a., 20, p.1998) et par conséquent pour les cultures.

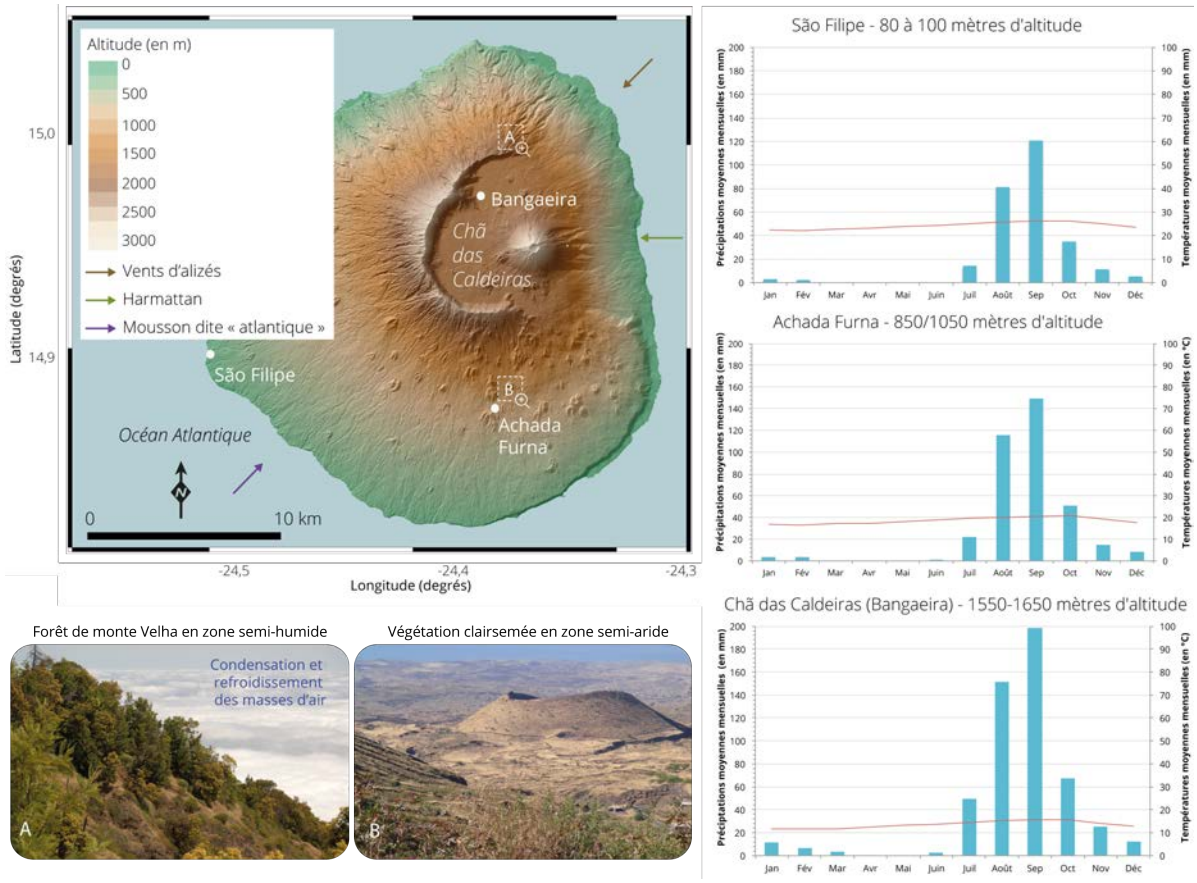


Figure 1.12. Opposition nord – sud de la végétation et variations climatiques sur l'île de Fogo (Chouraqui, 2017 ; photos : Chouraqui, 2011, 2010 ; sources : carte en relief ombragée de l'île de Fogo, Bagnardi et al., 2016 ; données climatiques sur São Filipe, Achada Furna, et Bangaeira issues du site en.climate-data.org, consulté le 05 janvier 2014).

Le territoire de l'île de Fogo est donc marqué à la fois par des menaces d'ordre volcanique et par la sécheresse, qui induit une fragilité du milieu écologique en lien avec le climat. Cette aridité conditionne la survie des populations qui se sont progressivement installées à Fogo et qui dépendent de ses ressources ; le duo élevage et agriculture ayant pendant longtemps constitué la base quasi exclusive de l'économie et l'activité locale principale. Face à tant d'hostilité naturelle, nous proposons de comprendre le processus qui a permis aux victimes du vent de l'Est – « *os Flagelados do Vento Leste* » (Manuel Lopes, 1960) - la progressive appropriation de ce territoire et quels en ont été les moteurs et les freins, en nous focalisant sur l'un des très rares endroits « hauts » des îles où l'on peut cultiver toute l'année, à savoir Chã das Caldeiras[20],. En effet, ce territoire tire son originalité de la récurrence des éruptions en son sein, mais il fait aussi partie des rares terroirs présentant une combinaison de facteurs tel que l'altitude, l'exposition des pentes et les précipitations occultes (rosée, condensation des brouillards, etc.) qui favorisent à la fois le développement de diverses plantes endémiques et celui de l'agriculture.

[20] On trouve des situations similaires à Santo Antão à Cova de Paúl, un cratère volcanique situé dans les zones les plus élevées (altitude supérieure à 1000 mètres) du Parc Naturel de Cova, Paúl et Ribeira da Torre (PNCPRT), reconnu comme l'un des écosystèmes agricoles les plus importants du Cap-Vert par l'UNESCO (cf. site internet de l'UNESCO), et dans tout le secteur voisin de Pico da Cruz (1585 m).

1.1.2. De la conquête du volcan à la création d'une île dans l'île

◆ Se rendre « maître » : peuplement des îles et esclavage

Aujourd'hui encore, on continue de parler de la « découverte » du Cap-Vert par les portugais au milieu du XVème siècle. Pourtant, l'archipel aurait été « découvert » bien avant, comme l'indique un ensemble de preuves historiques attestant le passage de populations issues du continent africain, des Grecs ainsi que des géographes arabes (Silva Andrade, 2008, p.32). Les guillemets concernant la « découverte » des îles sont donc de rigueur. Toutefois, de nombreux chercheurs, comme Luis de Albuquerque et Maria Amilia Madeira Santos, défendent que les indices sur une découverte antérieure à celle des portugais sont trop vagues (Albuquerque & Madeira Santo, 1991, p. 32). Ils ajoutent que même si des navigateurs ont visité les îles, il n'y a jamais eu de fixation humaine, s'appuyant sur des documents anciens, comme ce rapport écrit à la suite d'une des premières expéditions de repérage à Santiago, où il est dit que l'île de Santiago (comme par la suite pour les autres îles) était totalement inhabitée et comptait « *un grand nombre de colombes, qui se laissaient prendre dans les mains, ne sachant pas ce qu'était un homme* » (Albuquerque & Madeira Santo, 1991, p. 23 et 32). Encore une fois, le débat sur la présence de groupes humains avant la colonisation déchire les auteurs, et ils sont plusieurs à affirmer que certaines des îles, en particulier Santiago, n'étaient vraisemblablement pas entièrement « vides ». Or, au moment de la conquête, il est plus facile de s'autoproclamer maître d'un territoire si celui-ci est vierge et n'a jamais été exploré, ce qui peut expliquer le discours de l'époque[21]. Aujourd'hui, le refus d'admettre que la puissance portugaise n'a peut-être pas été la première à découvrir ce territoire peut être considéré comme une forme de néo-colonialisme, consistant à prétendre que les territoires autochtones sont « vides et « inexplorés » pour perpétuer une vision du monde reposant sur la suprématie de la civilisation européenne. Qu'il y ait eu découverte, redécouverte ou invasion, l'histoire officielle de l'archipel commence avec sa colonisation et s'il y a eu une période précoloniale ou des peuples autochtones au Cap-Vert, ceux-ci n'ont pas été en capacité de résister à l'installation orchestrée par les colons portugais (Silva Andrade, 2008, p.34).

À l'origine, le projet était de faire du Cap-Vert une colonie de peuplement uniquement constituée de colons blancs originaires d'Europe. Néanmoins, constatant la réserve des Portugais à venir s'installer au Cap-Vert, Alfonso V accorda aux habitants du Cap-Vert « *le droit perpétuel de commerce et de traite d'esclaves sur toutes les régions de Guinée* [à l'époque, du fleuve Sénégal au Sierra Leone] *à l'exception de la factorerie d'Arguin [l'île d'Arguin], dont l'exploitation était réservée à la Couronne* » (Silva Andrade, 2008, p.38). L'octroi de la Charte des privilèges du 12 juin 1466 marque le début de l'arrivée en masse d'esclaves depuis les côtes les plus proches d'Afrique de l'Ouest[22]. Le Cap-Vert sert alors de relais entre l'Afrique et l'Amérique pendant toute la période du commerce triangulaire, à la fois comme lieu d'escale et d'entrepôt de denrées et d'esclaves (Lesourd, 1995). Dès le début du XVIème siècle, l'approvisionnement de l'Amérique en esclaves africains était en effet *« la principale ressource commerciale des habitants de Santiago. (…) De Santiago partait chaque année, d'abord, en direction de l'île de Saint Domingue, puis vers d'autres ports de la « terre ferme », un nombre considérable d'esclaves originaires des fleuves Guinée* » (Madeira Santos, 1995, p. 18). En plus d'être destinés à la revente sur le marché américain, les esclaves étaient également exploités pour travailler dans les champs des colons blancs installés dans l'archipel. En effet, les cultures (coton, canne à sucre et oseille) se développent sur Santiago avant de se généraliser sur le reste de l'archipel, l'île de Fogo se spécialisant dans les cultures du coton puis de la vigne, qui vont décroître par la suite (Andrade, 1996).

[21] On trouve le même type de discours pour l'arrivée des colons européens en Amériques ou en Australie, prétendue *terra nullius*.

[22] António Carreira explique que « *le peu de blancs qu'y s'y trouvaient [au Cap-vert] dut recruter de la main d'œuvre sur le continent d'en face, parce qu'eux même ne résistaient pas suffisamment au climat pour cultiver les champs, faire paître le bétail et faire tout ce que la colonisation exigeait d'eux* » (Carreira, 1983, p.286-287, cité dans Silva Andrade, 2008, p.37-38).

Ce contexte colonial et esclavagiste a été à l'origine de contacts culturels fournissant les conditions pour la formation d'une société capverdienne basée sur le métissage (Albuquerque & Madeira Santo, 1991; Andrade, 1996 ; Madeira Santos *et al.*, 2007). Ainsi, en 1582, soit un peu plus de 50 ans après le début de la colonisation, Francisco de Andrade écrit qu'à Santiago, « *il doit y avoir dans ses huit paroisses 600 hommes blancs et mulâtres* [désignés sous le nom de "*pardos*"], *et 400 noirs libres et mariés qui ont leur domaine*, *5000 esclaves* … » (Andrade, 1967, p.75). Ces données révèlent clairement que dès les premiers temps de la colonisation du Cap-Vert, les relations sexuelles entre les maîtres et leurs esclaves constituaient une pratique courante qui s'explique en partie par le nombre restreint de femmes européennes, les colons venant souvent sans leur famille. En 1512, sur 162 habitants non esclaves recensés à Santiago, on ne comptait que quatre femmes blanches célibataires[23]. De plus, même si les colons blancs étaient accompagnés de leurs épouses, rien ne les empêchait d'avoir une ou plusieurs « *amasias* » de la terre (Lopes Filhoe, 2011, p130 ; Silva Andrade, 2008, p.46). Ainsi, comme l'explique João Lopes Filhoe (2011, p129), « *le processus et les stratégies pensées pour la fixation humaine sur les îles, leur exploitation économique et leur stabilisation sociale dans l'archipel du Cap-Vert ont conduit à une liaison entre l'homme blanc (maître) et la femme noire (esclave) qui a fait surgir le mulâtre* ».

Ce rapport de concubinage auquel les femmes noires ou métisses étaient soumises (qui étaient majoritairement des esclaves et n'avaient à ce titre aucun droit), a en partie déterminé la place et la fonction de la femme dans la société capverdienne (Silva Andrade, 2008, p.51). D'autre part, le métissage apparaissant comme un moyen de s'élever sur l'échelle sociale, les enfants issus des unions entre les hommes blancs et esclaves pouvant être libérés. Au XVI^{ème} siècle, les métis se sont vus accorder le droit de pratiquer le commerce et la traite des noirs (Silva Andrade, 2008, p.140). L'essor démographique de cette classe intermédiaire, n'avait pas manqué d'inquiéter la puissance coloniale portugaise qui a cherché à en limiter la portée, comme l'atteste une lettre royale datant du 29 octobre 1620 qui ordonne l'exil au Cap Vert « *des femmes* [européennes] *qui sont d'habitude exilées au Brésil, afin que la race des mulâtres puisse s'éteindre* » (Madeira Santos, 1995, p.256 ; Silva Andrade, 2008, p.46). Ce décret ne stoppe pas pour autant le développement de la population métisse. En 1731, elle est évaluée à 29,1% de la population totale, et représente déjà une importante minorité au sein de la société esclavagiste. Au cours du XVIII^{ème} siècle, le groupe augmente de manière significative, et en 1807, il représente 41,5% de la population capverdienne. Un siècle plus tard, en 1900, les métis sont majoritaires avec 64,2% de la population. En 1950, alors que les métis représentaient 69,6% de la population capverdienne, ils constituaient 97% de la population totale de l'île de Fogo (les noirs 2% et les blancs 1%), où le métissage a été particulièrement important (Gourou, 1958, p.18 ; Estevão, 1998, p. 193 ; Silva Andrade, 2008, p.52).

Une quinzaine d'années avant l'indépendance du Cap-Vert, les clivages sociaux et raciaux étaient toujours extrêmement forts à Fogo, comme le montre ce témoignage d'Arturo Cardoso, habitant de l'île, conseiller aux affaires culturelles de São Filipe : « L*a société de Fogo, jusque dans les années soixante, qu'est-ce que c'était ? Un parfait modèle colonial. Le blanc dans le "sobrado", au premier étage, de la demeure, le "mulato" au magasin du rez-de-chaussée, et le nègre dans le funco, la case dans les champs. Voilà ce que c'était, voilà comment était organisée la société de Fogo* » (Arturo Cardoso, habitant de Fogo, conseiller aux affaires culturelles de São Filipe, cité dans Trillard, 1996, p.68). Alors que dans le reste de l'archipel, les relations hiérarchiques socio-raciales étaient moins figées dès le XIX^{ème} siècle, la mentalité ségrégationniste a perduré à Fogo (et Brava) jusqu'à la fin de la période coloniale (Carreira, 1983 ; Meintel, 1984). À Fogo, la société était caractérisée

[23] Dans les premiers siècles de peuplement, parmi les femmes blanches, seules les célibataires était consignées, les femmes mariées ou veuves n'étant pas mentionnées (à moins d'être héritières de biens). Cette invisibilité des femmes blanches mariées est révélatrice de la position subalterne qu'elles occupaient dans la société insulaire coloniale (Madeira Santos, 1995, p.252 ; Gomes, 2009, p.76).

par une étanchéité totale entre les groupes d'individus sans qu'il y ait reconnaissance de la place grandissante occupée par les métis, pourtant largement majoritaires et dont certains avaient fait fortune aux États-Unis. Ainsi, jusqu'à très tardivement à Fogo, on ne mariait par ses filles avec les métis, même s'ils avaient de l'argent. Cette hiérarchisation forte se lit en particulier dans les inégalités foncières. Ainsi ; juste après l'indépendance à Fogo (Lesourd, 1995, p. 251), le pourcentage de « sans terre » dans cette île est de 36 % (recensement de 1978), ce qui en fait l'île ayant le taux de sans terre le plus élevé après Santiago (51 %)[24].
Ces chiffres traduisent une vulnérabilité d'une frange considérable de la population de Fogo, contrainte de louer ou de prendre la terre en métayage.

◆ Conquête d'une île volcan

Comme le souligne Elisa Silva Andrade, « *l'organisation de l'espace n'apparaît pas comme le résultat d'un processus spontané obéissant à une dynamique endogène. (…) L'organisation de l'espace démarre sous impulsion extérieure et à un moment donné de l'histoire de l'humanité : celui de l'accumulation primitive du capital. Ainsi dès le départ, l'organisation de l'espace capverdien sera une résultante de son utilisation spéculative* » (Silva Andrade, 2008, p.49).

Dans cette logique, le processus de peuplement de Fogo et de Santiago, les deux premières îles à avoir été colonisées[25] , repose sur le même modèle économique de plantation, basé sur l'exploitation de grands domaines fonciers fonctionnant grâce au travail d'une main-d'œuvre esclave. Cette occupation de l'archipel a commencé peu de temps après sa découverte, entre 1461 et 1462, avec l'établissement d'une première colonie sur l'île de Santiago à Riberia Grande (actuelle Cidade Velha). Avant le début du XV^{ème} siècle, Fogo devient la deuxième île de l'archipel à être colonisée, des témoignages datant de 1493 signalant l'existence d'une église à São Filipe (Baleno, dir. Albuquerque & Madeira Santo, 1991, p.143). Profitant de la faible distance entre les deux îles, séparées par seulement 50 km de mer, de grands propriétaires de Santiago, accompagnés de serviteurs blancs et d'esclaves, auraient décidé d'y introduire la culture du coton sous forme de grandes plantations (Silva Andrade, 2008, p.45).

Le processus de peuplement s'étale de la fin du XV^{ème} siècle avec le peuplement de São Filipe, situé en bord de mer, suivi par São Lourenço do Pico au XV^{ème} siècle, de Mosteiros au XVII^{ème} siècle, pour finir au XIX^{ème} siècle avec le peuplement de Santa Catarina (Nunes, 2015, p.45). Ce rappel des étapes de la conquête de l'île Fogo indique une différenciation importante de l'espace insulaire basé sur la dichotomie intérieur/extérieur, traduisant une organisation de l'espace tourné vers la mer et l'extérieur et non vers les hauteurs de l'île, dans un contexte de commerce international et d'ouverture. La présence du volcan actif de Fogo semble avoir joué un rôle dans cette structure territoriale de l'île. Ainsi, au XVI^{ème} siècle, la limite haute de la culture des terres se trouvait à 1000 mètres d'altitude, à une distance prudente du *Pico do Fogo* (Nascimento *et al.*, 2016, p.331). Le témoignage du Père Baltasar Barreira (1606) va dans le sens de cette hypothèse : « *La deuxième île après celle de Santiago, qui est visible de celle-ci, et celle de San Filipe, également connu sous le nom de Fogo, ainsi appelée pour son très haut sommet qui a, dans le passé, craché du feu. Il y a 5 ans, pendant de nombreux jours, il a produit de grandes quantités de cendres et de tremblements de terre, et tous les habitants de*

[24] Une poignée de grands propriétaires seulement jouissait de domaines de culture importants, tandis que 40 % des chefs de famille propriétaires disposaient en moyenne d'une exploitation de 1,94 ha uniquement en « *sequeiro* » donc sans irrigation (p. 252 et 253). Il a fallu attendre la politique gouvernementale du PAIGC/PAICV (en particulier de l'Indépendance au début des années 90) pour que le nombre de « sans terre » (ayant un statut de fermiers et/ou métayers) diminue (grâce à l'attribution de terres en « *posse útil* » par l'Etat).
[25] Pendant les deux premiers siècles de la colonisation, Fogo et Santiago étaient au cœur de la dynamique de mise en valeur du territoire, les autres îles de l'archipel étant à l'origine destinées à l'élevage (Madeira Santos, 2007, p.75 ; Silva Andrade, 2008, p.52).

l'île ont beaucoup souffert et se sont crus finis. Cette île a cette fournaise, que nous pouvons appeler enfer, parce que dans ses feux on entend souvent les démons parler, et certaines personnes sont attrapées. Pourtant, elle [l'île] *a ses avantages car il s'y produit beaucoup de coton et des vignes avec lesquelles on fait beaucoup de bon vin, et toutes sortes d'autres fruits y poussent en quantité. Cette abondance fait qu'on y trouve des hommes très riches avec beaucoup d'esclaves, avec lesquels ils travaillent la terre*[26] » (Pereira 2005, p. 32–33). Le volcan est donc resté isolé du reste du territoire où se sont concentrés les hommes pendant longtemps. Puis, les générations successives ont peu à peu colonisé les pentes abruptes du volcan, faisant remonter la limite des cultures de plus en plus haut.

◆ Transformer la bouche de l'enfer en bouche nourricière

❖ Les moteurs du peuplement de la caldera

Orlando Ribero explique que « *pendant longtemps, le Pico de Fogo est resté inaccessible, défendu par sa propre nature volcanique de la curiosité des habitants ou des visiteurs de l'île* » (Riberio, 1954, p.257). Il aurait pu ajouter : « et sa caldera », considérée pendant des siècles comme inadéquate au peuplement humain. Celle-ci, enserrée dans l'hémicycle de la Bordeira et gardée à l'est par le Pico de Fogo, constituait une véritable enclave par rapport au reste de l'île. La fréquence importante des éruptions dans son enceinte et la beauté inquiétante de son paysage avaient contribué à façonner une image effrayante et répulsive de ce territoire. Cet « enfer inutile » est pourtant devenu en moins d'un siècle « *le moteur du développement de l'île de Fogo et de la municipalité de Santa Catarina* » (Augusto Mendes, cité dans Nunes, 2015).

Ce n'est qu'à partir de 1914-1917[27], que le processus de peuplement de la caldera a débuté. Pendant des siècles, la caldera et le Pico do Fogo restent encore le territoire incontesté du volcan. Bien que les terres de la caldera soient particulièrement fertiles, elles sont restées en dehors des espaces habités et cultivés, avec un usage des ressources naturelles se limitant au pâturage du bétail ou à l'extraction de matériaux volcaniques à partir du XVIIIème siècle (Ribeiro, 1954).

Fausto Rosario (professeur au lycée de São Filipe et conseiller du Parc Naturel de Fogo) raconte un peu comme dans une fable : *« Jusqu'en 1917 Chã das Caldeiras était complètement vide. La majorité des personnes avait peur de vivre là-haut. Jusqu'au moment où deux fils d'Armand Mont-Rond, Manuel et Miguel, décidèrent de réaliser des semis dans cet endroit. Ayant pu constater lors de leurs allées et venues la fertilité et l'humidité du terrain dans la caldera, ils décidèrent d'y faire des semences, quelques cultures et un peu d'élevage. Et très vite, ils se sont rendu compte que les plantes avaient une vigueur extraordinaire. Les graines semées et les plantations poussèrent en dépit du peu de soins apportés et commencèrent à donner les premiers fruits. Après avoir observé le développement de ces graines, des plantes et la fertilité du sol, ils décidèrent de s'installer dans un endroit appelé Bangaeira et de créer la première maison à Chã, qui fut détruite par la lave en 1951* » (entretien avec Fausto Rosario, 2013).

Il s'agit de replacer cette conquête de la caldera dans le contexte historique de l'époque. On sait notamment qu'au début du XXème siècle, la pratique à outrance de l'agriculture et du pastoralisme,

[26] « *A segunda ilha depois desta de Santiago, que está a vista dela, é a de San Filipe e por outro nome a do Fogo, chamada assim por um pico mui alto que tem, o qual nos tempos passados lançava de si ordinariamente fogo, e haverá obra de cinco anos, lançou muitos dias com tão grandes sinzeiros e terramotos, que todos os moradores da ilha padeceram muito e se deram por acabados. Esta ilha ainda que tem em si esta fornalha, que podemos chamar de inferno, porque muitas vezes nestes incendios se ouvem falar neles os demónios, e são deles avexadas algumas pessoas, no mais leva vantagem as outras, porque nela se colhe muito algodão, e vinhas de que se faz muito e bom vinho, e dá todas as frutas que há nas outras mais perfeitas e em mais quantidade. A abundancia faz com que haja ali homens mui ricos e de muitos escravos, com que lavram a terra* » (Pereira 2005, p. 32–33).

[27] La date exacte du premier peuplement ne fait pas l'unanimité : tandis qu'Antoninho Teixeira et Fausto Rosario la situent en juin/août 1914, alors que Manuel Socorro Montrond et les auteurs Nunes (2015), Nacimento *et al.* (2016), évoquent les mois de juin/août 1917.

conjuguée à des épisodes de sécheresse, ont provoqué une série de famines au Cap-Vert (« *Fome grande* »). Dans ce contexte de crise, la possibilité de mettre en valeur des terres nouvelles, disponibles et arables, constituait une réelle opportunité, à laquelle venait s'ajouter l'existence dans la caldera de deux sources d'eau (bouchées depuis l'éruption de 1951).

En plus de la disponibilité des terres et de la présence d'eau en abondance à cette époque, la caldera de Fogo possède un ensemble de caractéristiques qui ont également dû participer à motiver cette installation :

- Premièrement, les terres sont très fertiles, comme le suggère le témoignage de Fausto Rosario sur les fils d'Armand Mont-Rond. En effet, l'originalité des sols de la caldera est liée à leur origine volcanique. Ils se composent essentiellement de matériaux pyroclastiques poreux, qui retiennent l'humidité, et de cendres, qui en augmentent la fertilité[28].
- Deuxièmement, le microclimat est un atout majeur de la zone, avec une saisonnalité différente du reste du Cap-Vert, alliant des températures plus fraiches et des pluies précoces. Ces conditions climatiques spécifiques (en particulier les précipitations occultes) permettent aux agriculteurs de pratiquer deux récoltes de haricots par an (aliment de base au Cap-Vert) et de cultiver des espèces comme le raisin, les grenades, les coings et les figues, inhabituelles pour le Cap-Vert situé en zone aride tropicale.
- Enfin, dans un contexte d'isolement important, la présence de plantes médicinales fait également partie des atouts de la zone. En effet, la caldera de Fogo est particulièrement riche en espèces endémiques, dont certaines sont utilisées à des fins médicinales (**figure 1.13**).[29]

Figure 1.13. Mostardinha (nom scientifique « Diplotaxis hirtaplante »), espèce endémique de l'île de Fogo et de Santiago (Sanial, juillet 2013).

[28] L'originalité de ces sols tient à leur formation du haut vers le bas, le volcan émettant des matériaux. Partout ailleurs dans le monde, quand les sols ne sont pas volcaniques, c'est le contraire : c'est la roche mère qui se dégrade avec l'effet de l'eau, des racines... du bas vers le haut. Cette spécificité change totalement le concept de fertilité et les propriétés du sol et son utilisation agricole. Comme le matériel volcanique se forme très rapidement, ces sols sont anamorphiques. De ce fait, ils sont particulièrement sensibles aux pratiques agricoles. Cette caractéristique est à double tranchant. Il est facile d'améliorer les sols, par l'utilisation du fumier par exemple. Mais ils peuvent aussi se dégrader très rapidement (en moins de deux générations).

[29] Au total, 600 espèces de plantes (dont 82 endémiques) ont été dénombrées au Cap-Vert. Parmi ces 82 espèces, 37 sont présentes sur l'île de Fogo. Parmi ces espèces, 5 existent uniquement à Fogo.

Par ailleurs, ce premier peuplement a sans doute également été encouragé par l'absence d'éruptions pendant toute la seconde moitié du XIX[ème] siècle (Nacimento *et al*, 2016 ; Santos, 2015). Toutefois, Orlando Ribeiro indique que le souvenir des éruptions antérieures ne s'était pas éteint. Selon l'auteur, « *les gens instruits de l'île savaient que le volcan inerte depuis 1857, pouvait, d'un moment à l'autre, manifester un renouveau d'activité* » (Ribeiro, 1954, p.268).

❖ Genèse d'une communauté

Bien que le conte Armand Mont-Rond[30], issu d'une famille de la noblesse française, soit souvent considéré comme le père fondateur du village, celui-ci n'a vraisemblablement rien à voir avec le peuplement de Chã, étant donné qu'il est mort le 12 juin 1900. Par contre, Miguel Montrond et Manuel da Cruz Montrond, ses fils, eux furent bien à l'origine de cette conquête tardive. Issus d'une famille aisée et tous deux originaires de Tinteira, ils possédaient des terres à Campana, ce qui explique pourquoi ils passaient régulièrement par Chã lors de leurs allers et retours entre Tinteira et Campana. Dans la foulée, d'autres propriétaires terriens, amis des deux frères, ont suivi leur exemple : « *Un peu plus tard dans la même année, un propriétaire de Cova Figueira, Manuel Francisco Fontes, appelé Nene Denti di Oro de Cova Figueira, et un autre homme de Relva, Domingos Fernandes, plus connu sous le nom de Dimingu Djtechi, ont rejoint les deux fils d'Armand Monrond. C'est eux qui ont formé le premier noyau humain[31] qui peu à peu, a augmenté avec des personnes venues des zones voisines ; Campanas, Estancia Roque, Relva, Achada Grande ; constituant la base de la population de Chã das Caldeiras* » » (entretien avec Fausto Rosario, 2013).

D'évidence, les pionniers de Chã appartenaient à la classe possédante de l'île de Fogo, et n'étaient en rien des « petites gens », comme l'atteste la photo de Manuel Francisco Fontes, Nene Denti di Oro, où celui-ci pose avec les signes distinctifs de la bourgeoisie (**figure 1.14**). Son nom « Nene aux dents d'or » symbolise son aisance, à une époque où cet attribut dentaire était exceptionnel à Fogo. D'après les descendants de Nene, celui-ci serait le fils ou le petit-fils d'un marchand d'esclave d'origine indienne.

Figure 1.14. Nene denti di Oro, l'un des 4 fondateurs du village de Chã das Caldeiras (source : Marta Fontes, surnommée Joakina, petite fille de Nene denti di Oro).

Nunes affirme que ce premier peuplement n'était pas pérenne mais saisonnier (Nunes, 2015, p.73), avec des circulations entre la caldera et les localités d'origine des quatre hommes cités, où ceux-ci possédaient

[30] A Fogo, on observe l'existence de plusieurs groupes de parenté, tels que les Barbosa, les Teixeira, mais le plus connu est celui des Montrond, descendants du français Armand de Fourcheut de Mont-Rond (1844-1900) dont le lignage compterait plus de 3000 individus répartis sur 3 continents (Afrique, Amérique du Nord, Europe). Voir le documentaire en deux parties sur ce personnage emblématique : Odjo Branco, une enquête au Cap-Vert (François Xavier Noulens, 2 x 52 minutes, 2011).

[31] D'autre personnes sont évoquées dans des sources écrites, comme par exemple Manuel dos Santos connu sous le nom de Djedje Santana, de Monte Grande, et Maria Andrade Veiga, surnommée Mamazinha, originaire de Relva (Nunes, 2015, p. 77-78). Toutefois, ces personnes n'étant mentionnées ni par Fausto Rosario, ni par les deux anciens du village consultés par la chercheuse (Manuel Socorro Montrond et Antoninho Teixeira), et en l'absence données complémentaires les concernant, le choix a été fait de ne pas les citer dans le corps du texte.

leurs familles et domaines fonciers respectifs. Ainsi, comme le fait remarquer Fausto Rosario, les premiers habitants de Chã das Caldeiras étaient majoritairement des hommes[32] qui laissaient leurs épouses dans les localités où se trouvait leur résidence principale.

Les fondateurs de Chã venaient vivre dans la caldera sur des durées et des fréquences plus ou moins importantes, et se faisaient accompagner par des femmes venant de Tintera, Rubera Dieu, Campana, etc. En effet, en plus de leurs épouses officielles, les propriétaires terriens de l'époque avaient coutume d'entretenir des relations extraconjugales avec d'autres femmes. Cette pratique provient de l'héritage colonial portugais, évoqué plus haut, l'habitude des colons d'avoir plusieurs « *maîtresses esclaves* » continuant à se perpétuer après l'abolition de l'esclavage suite au décret du 25 février 1869.

Selon Fausto Rosario, celles-ci étaient souvent des domestiques employées dans les maisons de ces propriétaires terriens, elles côtoyaient de près l'univers du « maître » où elles exerçaient les fonctions de nourrices, de cuisinières, qui touchent au domaine de l'intime. Par exemple, Txitxa, la mère d'Antoninho Teixeira (aussi connu sous le nom de Nho Ntonim Txitxa ou Brasa Txitxa) était chargée de s'occuper des enfants de Manuel da Cruz Montrond. Txitxa tomba enceinte de celui-ci, qui l'emmena par la suite à Chã ainsi que ses enfants, quand Antoninho avec quatre ans.

À l'origine de la communauté actuelle, on trouve donc quatre amis appartenant à la bourgeoisie terrienne de l'île de Fogo, ainsi que leurs femmes illégitimes et leurs enfants. Dans ce contexte, les hommes étaient libres d'avoir plusieurs compagnes, puisqu'aucune d'entre elles n'était l'épouse légitime. De plus, ces hommes n'étaient pas seulement leur compagnon ou le père de leurs enfants, mais aussi leur maître, ce qui explique sans doute pourquoi Socorro insiste pour dire qu'à cette époque, les femmes travaillaient plus que les hommes : « *S'occuper des champs, s'occuper des animaux, s'occuper des enfants, tout ça, c'était les mères* » (Socorro, juillet 2010).

- La vie dans la caldera au temps des pionniers

A quoi ressemblait la vie quotidienne dans la caldera de Fogo au temps des premiers arrivants ?

On peut réellement parler de la « prise de la caldera » par les premiers arrivants, puisque ce territoire marqué par l'activité volcanique a longtemps été perçu — et au niveau légal, le reste encore – comme une zone « à éviter ». Comme le suggère Fausto Rosario[33], cette première fixation humaine à Chã en 1917 rappelle le modèle du pionnier américain : « *Ils vivaient loin des autorités et donc loin de ce que l'on appelle les lois normales régissant la société, surtout en ce qui concerne la propriété de la terre. C'était à celui qui arrivait en premier. Ça rappelle un peu l'histoire de la conquête de l'Ouest américain »* (entretien avec Fausto Rosario, 2014). En effet, le peuplement dans la caldera a été marqué par un processus d'appropriation spatiale (exploration et distribution des terres) mais aussi technique (aménagement et modification du territoire pour le rendre adéquat à la fixation des activités et des hommes). Pendant cette première période d'occupation, les habitants ont développé un ensemble d'activités agricoles, en particulier l'élevage pratiqué de manière extensive. En juillet 2010, lors d'un entretien avec Verta d'Ana, ancienne du village,

[32] *Os primeiros habitantes de Chã-de-Caldeiras foram, na maioria homens. Esses homens ao optarem por fixar em Bangaeira deixaram suas esposas no local da primeira residência e por conseguinte resolveram envolver-se com outras mulheres criando, deste modo, amantes como também filhos fora da união de jure ou de facto. Hoje, passado quase um século nota-se ainda o comportamento polígamo em alguns homens de Chã-de-Caldeiras »* (Nunes, 2015)

[33] Alberto Nunes, le maire actuel de Santa Catarina, développe le même argument que Fausto Rosario dans son livre « *Chã das Caldeiras - Historia, cultura & potencialidades - 1912-2014* » (2015).

celle-ci raconte que quand elle était petite (elle est née dans les années 30), les animaux (chèvres, ânes, vaches) étaient plus nombreux à Chã que les humains. Fausto Rosario se montre admiratif : « *Personne ne leur a montré comment cultiver cette terre. Ils sont venus avec leurs savoirs et leurs pratiques traditionnels. Il existe donc un monde extraordinaire créé par les personnes de Chã autour de leur localité. Ils ont appris entre eux à respecter la nature, c'est-à-dire à n'utiliser que le strict minimum pour survivre ou pour en tirer profit* » (entretien avec Fausto Rosario, 2014).

Concernant cette utilisation parcimonieuse des ressources, il s'agit de rappeler qu'au début de ce peuplement, les ressources étaient présentes en abondance. Comme l'explique Verta d'Ana (cf. lors du même entretien réalisé en 2010), *« il suffisait « d'explorer la lave ». Aux endroits où poussaient la lorna et le tortolho*[34] *[plantes endémiques], il fallait arracher ces plantes, faire un trou, pour essayer de planter d'autres plantes [comestibles] à la place* ». Les pratiques agricoles des premiers habitants n'étaient donc pas particulièrement parcimonieuses, mais la pression sur l'environnement était mineure étant donné leur faible nombre. Ainsi, il leur était facile de se répartir ces ressources sans en remettre en cause la disponibilité, mais aussi sans créer de tensions au sein de la petite communauté. En effet, l'ensemble des témoignages indique que la vie dans la caldera était marquée par une grande solidarité et une absence de conflits entre les habitants, ce qui s'est traduit dans la manière de se répartir le territoire :

- Concernant l'espace résidentiel et domestique, les habitants se sont installés à proximité les uns des autres. Les deux frères Manuel da Cruz Montrond et Miguel Montrond ont choisi de vivre à Bangaeira, alors que Nene Denti di Oro et Dimingu Djtechi ont, eux, fait de choix de vivre à Portela. À l'époque, toute la population participait à la construction des maisons des uns et des autres, réalisées uniquement avec les ressources disponibles sur place. C'est ce qu'on appelle au Cap-Vert « *djunta mon* » (« joindre les mains » littéralement). Les repas se prenaient souvent de manière communautaire, parfois dans le même plat, comme l'évoque Socorro dans son entretien réalisé en juillet 2010.
- Concernant les terrains agricoles, les quatre amis se sont simplement répartis la caldera en quatre principaux blocs : toute la partie s'étalant de Boca Fonte à l'entrée de la caldera étant du domaine de Nene et Dimingu, et toute celle de Boca Fonte à Fernand Gomes de celui des deux fils Montrond. On retrouve des traces de cette répartition initiale des terrains dans la localisation actuelle des terrains agricoles, mais aussi des habitations. Par la suite, les descendants de Nene ont été à l'origine de la construction des premières maisons à Dje de Lorna (Nunes date ce premier peuplement de Dje de Lorna aux années 30, en même temps que Boca Fonte[35]). Là encore, l'entraide était courante entre les familles, et les gros travaux agricoles réunissaient souvent les habitants qui passaient d'un champ à l'autre, dans un système d'entraide et de solidarité intra-communautaire.

L'importante de cette entraide entre les habitants s'explique non seulement par les rapports amicaux entre les fondateurs, mais aussi par la distance et l'isolement du village par rapport au reste de l'île, qui ne manquent pas de marquer Orlando Ribeiro lors de sa visite au début des années 50. Il dénombre deux douzaines de maisons et parle d'une cinquantaine d'habitants à propos desquels il écrit : « *la population vit dans un grand isolement, enfermée dans l'hémicyclique formé par la Bordeira* » (Ribeiro, 1953, p.148). En effet, les lieux habités les plus proches de Chã se trouvaient dans les années 50 à 600 ou 700 m plus bas, à

[34] Ces deux plantes endémiques ont pour nom scientifique « *Artemisia gorgonum* » (en crioulo, *lorna* ou *losna*) et « *Euphorbia tuckeyana* » (en crioulo, *tortolho*).
[35] Il a fallu attendre 1995 pour que la famille de David Gomes Monteiro (Neves de Nene de Julia) s'installe à Cova Tina.

quelques heures de marche à pied ou à dos d'âne (pour se rendre à São Felipe, la capitale de l'île, il fallait trois jours de marche aller-retour), contribuant au développement autarcique de Chã. Cette période de fort isolement a perduré jusqu'aux années 70, comme en témoigne Danilo Fontes *:* « *Je suis né à la moitié de cette caldera, en 1974, à une époque où l'état du Cap-Vert n'existait même pas, pendant l'époque coloniale. A cette époque, les gens vivaient isolés de tout. C'est en empruntant les petits chemins des chèvres que les gens allaient chercher leurs marchandises. Elles n'étaient même pas achetées, mais troquées contre d'autres marchandises. Mon père Seti a été traité d'âne (burro), parce qu'il vivait à Chã »* (entretien avec Danilo Fontes, mars 2010).
En termes d'alimentation, le village était entièrement autonome. Comme évoqué précédemment, la fertilité des sols et le microclimat favorable ont permis aux habitants de développer une agriculture vivrière comprenant plusieurs types de cultures (voir la **figure 1.26**). Avec les chèvres (domestiques et sauvages), les vaches et les poules, la petite communauté possédait de quoi subvenir aux besoins en viande, œufs, lait, autres produits laitiers. Comme en témoignent les plats traditionnels du village[36], le riz et la farine de blé, produits issus de l'importation aujourd'hui très présents dans l'alimentation, étaient alors absents de la diète quotidienne. Ainsi, Pedrinho Monteiro raconte qu'avant la construction de la route en 1976, le riz était un plat de jour de fête, qu'il fallait obligatoirement aller le chercher à pied ou à dos d'âne, de mule ou de cheval jusqu'à São Filipe ou à Mosteiros.

Selon les témoignages de plusieurs personnes âgées du village (Antoninho, Vriato, Pedrinho, Socorro), la vie quotidienne à Chã das Caldeiras était particulièrement dure. Les seules rémunérations des habitants étaient issues de la vente de bois en ville, le plus souvent échangé contre d'autres produits (huile, sel, sucre). On peut donc dire que globalement, le village fonctionnait en autosuffisance économique, dans une organisation basée sur la récupération, l'entraide et la débrouille :

- Comme évoqué précédemment, les habitations étaient construites avec l'aide de la famille et de la communauté. Contrairement à aujourd'hui, elles étaient entièrement réalisées à partir de matériaux disponibles sur place (pierre volcanique et bouse de vache pour cimenter les pierres entre elles). Il s'agissait soit de maisons rectangulaires comme sur la **figure 1.15** (avec une cour intérieure appelée *quintal*), soit de maisons rondes appelées *funcos* [37] aux toits coniques originellement faits de tiges de maïs, de pailles et de bouts de tissus (aujourd'hui, ceux-ci sont en béton).
- Les ustensiles pour la cuisine étaient fabriqués à la main. Avec les *buli*, plantes potagères de la famille des cucurbitacées cultivées pour leurs fruits, ils réalisaient toute forme de récipients (gourdes, plat, verres) mais aussi des couverts. Pour cuire le pain au four à bois, les habitants récupéraient des bidons en fer, qu'ils découpaient et aplatissaient pour en faire des plaques de cuisson.
- Pour transporter l'eau, ils fabriquaient de grandes besaces appelées *barquinho* réalisées à partir de peaux d'animaux préparées afin de les rendre imperméables, ou encore des *cambradal*, chambres à air de roues de voiture.
- Pour s'éclairer, en plus des feux de bois, les habitants fabriquaient des lanternes avec des conserves, du tissu (comme mèche) et de la graisse animale.
- Pour se soigner, ils avaient recours à des *ramedi di terra*, remèdes médicinaux faits maison. Ceux-ci étaient réalisés à partir d'éléments les plus divers : feuilles séchées, écorces de fruit, graines, racines, sève d'arbuste, huiles végétales, sel, sucre, produits d'origine animale et minérale (soufre

[36] Les plats traditionnels sont à base de haricots, de maïs, de manioc, de patate douce, de viande et de produits laitiers (*djagacida, subida, bataguinha, chorizo de animal, xeren, rolon, papa ku leite*, etc.).
[37] Les *funcos* sont des habitations traditionnelles propres à l'île de Fogo, que l'on trouve surtout à Chã das Caldeiras.

et *scontra*[38] issu du cratère du *Pico do Fogo*). Ces remèdes étaient administrés sous forme de tisane ou d'infusion, cataplasme, bain, fumigation. Pour donner quelques exemples, la *lorna*[39] était utilisée pour guérir la grippe et réduire la toux (infusion et bains), mais aussi pour lutter contre les moustiques (fumigation). L'huile de ricin était administrée contre la constipation (effet laxatif), et la bouse de vache en cas d'hémorragies survenues lors d'un accouchement[40]. La peau de *babosa* (aloe vera) servait à soulager les crampes d'estomac et les maux gastriques (usage interne), tandis que sa pulpe était utilisée en usage externe, en particulier par les femmes, pour embellir les cheveux. Le ricin, les œufs, le romarin, étaient également employés à des fins cosmétiques, en plus les femmes utilisaient des ustensiles de beauté « fait-maison » comme des bigoudis (*rolo cabelo*) confectionnés à partir de bouts de bambous ou de petites conserves en métal.

- Même les matelas étaient « fait-maison », à partir de grands sacs de haricots cousus entre eux puis remplis de cosses de haricot préalablement séchées, ou des feuilles également séchées recouvrant les épis de maïs.

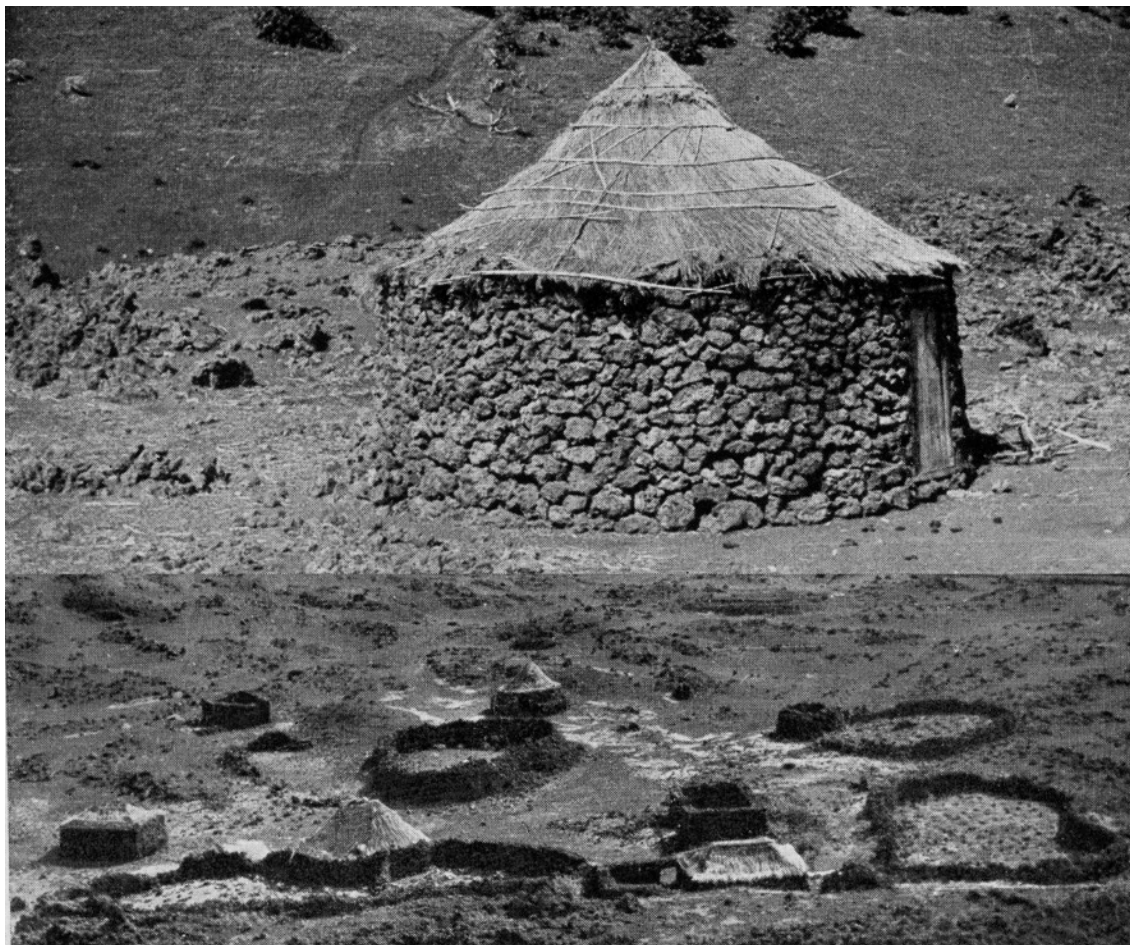


Figure 1.15. Des photos de Chã prises par Orlando Ribeiro dans les années 50 (source : Ribeiro, 1954).

[38] En capverdien, le mot *scontra* désigne des résidus blancs issus de l'activité volcanique (**figure 1.16**)

[39] Espèce endémique du Cap-Vert aussi connu sous le nom de *losna* (Fogo, Santo Antão, Santiago), nom scientifique : *Artemisia gorgonum.*

Figure 1.16. Scontra et soufre s'échappant du cratère du Pico de Fogo (Texier, 2011).

◆ **Des conquérants « au-dessus » ou « en dehors » des lois (géographiquement et socialement)**

Isolés de la société, les habitants se sont peu à peu approprié cet espace situé « au-dessus » et pour ainsi dire « en dehors » du reste de l'île, sans se déclarer auprès des autorités administratives. S'agissant d'un peuplement spontané, il n'y a pas eu d'accompagnement institutionnel ni de régulation de l'habitat ou de l'espace agricole. Ils ont ainsi vécu ignorants et ignorés des gouvernements - centraux et locaux, « *dans une ignorance presque totale des lois et des règles, ainsi que dans une inhabitude de payer les impôts* » (Nunes, 2015, p.86). L'année 1933 marque le premier rapport des habitants de la caldera avec la réalité politique et administrative, mais aussi leur premier conflit.

Tout d'abord, rappelons que le Cap-Vert faisait partie des colonies portugaises et que cette révolte a eu lieu un an à peine après la nomination au Conseil des ministres d'Oliviera Salazar (de 1932 à 1968), inspirateur et figure centrale du régime autoritaire portugais connu sous le nom d'*Estado Novo* (1933-1974). Le conflit a donc éclaté au moment où « *Salazar a institué un ensemble de mécanismes répressifs à travers lesquels ils contrôlaient les initiatives des populations* » (Nunes, 2015, p.85). Ce contexte historique et politique n'est pas anodin. Il faut s'imaginer un système colonial de type pyramidal, avec en haut de la pyramide, le Gouverneur du Cap-Vert[41], placé au sommet d'une hiérarchie administrative bureaucratique, au-dessous duquel se trouvaient les administrateurs des îles (l'administrateur de Fogo était alors Agnelo Adolfo Avelino Henrique) et tout en bas, les chefs de village (les *cabo chefe*), qui appartenaient aux communautés locales (pour Chã, il s'agissait de Semeano Montrond). Le gouverneur était chargé d'exécuter les exigences coloniales, basées sur des mesures répressives qui étaient imposées aux populations, obligées de se soumettre. Toute agitation anticoloniale était alors punie par les moyens les plus extrêmes, allant de la torture, à l'emprisonnement ou la déportation dans des camps de concentration, comme celui de Tarrafal créé en 1936 sur l'île de Santiago (Accornero, 2013).

Il semblerait que l'augmentation des activités agricoles et pastorales dans la caldera (en lien avec la

[41] Amadeu Gomes de Figueirado a gouverné le Cap-Vert entre 1931 et 1941.

croissance démographique du village) ont attiré l'attention de l'administrateur de Fogo. Afin de régulariser la pratique de l'élevage dans la caldera et d'augmenter la recette publique, celui-ci décida de faire payer une taxe à l'ensemble des éleveurs de bétail présent dans la caldera. La valeur de celle-ci était considérée comme très élevée, mais aussi injustifiée, les habitants n'ayant jusqu'alors pas eu à s'intéresser aux lois régissant l'île de Fogo et se considérant « au-dessus » ou « en dehors » de celles-ci. Le témoignage de Tito Montrond cité dans Nunes est particulièrement révélateur de cet état d'esprit, il explique que les habitants ne comprenaient pas pourquoi les éleveurs de chèvres devaient payer une taxe alors que les animaux, le fourrage, les enclos, les terrains où ils étaient construits n'étaient pas au gouvernement qui n'avait aidé en rien cet élevage (témoignage de Tito Montrond réalisé en 2007 par l'auteur, cité dans Nunes, 2015, p.88). Cette mesure a donc été mal accueillie par les habitants, y compris par leur *cabo-chefe*, Semeano Montrond, qui était pourtant censé se ranger du côté des autorités.

Plusieurs versions coexistent quant aux suites de ce premier conflit opposant les habitants de Chã à l'administration. Dans la version de Socorro, celui-ci explique que les habitants n'avaient pas payé la taxe sur les animaux parce que 3 jours de marche étaient nécessaires pour se rendre à São Filipe. Il raconte que trois hommes de l'administration sont arrivés à Chã pour prélever la taxe, en menaçant d'emmener les animaux à São Filipe. Le père de Socorro leur aurait répondu : « *Mes animaux sont à moi et mon enclos aussi. Si je vous laisse rentrer dedans pour partir avec mes bêtes, il ne me reste plus qu'à enlever mon pantalon et me mettre une robe de femme* » (entretien avec Socorro Montrond, juillet 2010). Devant le refus d'obtempérer, le gouvernement central fut prévenu et en conséquence, des militaires armés furent déployés pour faire prisonniers tous les hommes du village, qui furent tous emmenés à Santiago pour une durée de 6 mois.
Nunes lui, parle d'une déclaration de guerre des habitants envers l'administration, ce qui ne ressort pas du témoignage de Socorro, ni de celui de Fausto Rosario. D'autre part, d'après ces sources, si tous les hommes ont été faits prisonniers et emmenés à São Filipe où on peut les voir défiler dans la rue sous le regard des habitants de São Filipe (**figure 1.17**), seuls neuf d'entre eux ont été emmenés à Santiago (à São Gorge dos Orgãos), où ils ont exécuté des travaux forcés pendant 6 mois, tandis que les seize autres sont retournés au village après seulement trois jours passés à São Filipe.

Figure 1.17. Les habitants de Chã défilent dans les rues de São Filipe, escortés par des militaires à São Filipe (source : Facebook de Danilo Montrond Fontes, septembre 2017).

Quels que soient les détails de cet épisode, celui-ci présente une valeur exemplaire pour comprendre le rapport conflictuel des habitants de Chã à l'administration centrale ou locale, et plus largement les relations entre le peuple et l'Etat capverdien. En effet, ces résistances des habitants de la caldera Fogo ne sont pas des cas isolés, et s'insèrent dans une longue suite de révoltes :

- **De la conquête des îles jusqu'à l'abolition de l'esclavage**, les révoltes se sont notamment traduites par la fuite d'esclaves partant se réfugier dans les « hauts » et l'intérieur des îles, à l'instar des esclaves « marrons « ou « negmarrons » en Amérique, aux Antilles. Toutefois, au Cap-Vert, les révoltes de type « marronnage » ont été bien moins importantes, les propriétaires portugais ayant commencé plus tôt à affranchir massivement les esclaves[42].
- **De la fin de la période esclavagiste (1869) à la première République du Portugal,** on observe là encore des révoltes contre les grands propriétaires connus sous le nom de « *morgado* », véritables maîtres sur leurs terres, appelées les *« morgadio »* (Andrade, 1996 ; Rocha Nascimento, 2017, p.19). Il ne s'agissait pas de révoltes politiques à l'échelle de l'archipel ou d'une île entière, mais davantage de soulèvements locaux contre l'injustice ressentie, la violence policière et les abus des planteurs concernant le travail imposé (très lourd), ou encore les conditions des contrats de fermage (*renda*) imposés aux fermiers (*rendeiros*). Dans sa thèse, Eduardo Adilson Camilo Pereira (2010) évoque ainsi deux révoltes de « *rendeiros »* ayant eu lieu pendant cette période (en 1822 et 1841).
- **Après la création de la toute nouvelle République portugaise (1910)**, face à la mauvaise volonté manifeste des grands propriétaires et de l'administration des campagnes, à appliquer les nouvelles lois plus favorables aux paysans et travailleurs, la résistance contre l'injustice foncière s'est maintenue. Les paysans « *rendeiros* » et les micro-propriétaires et petits propriétaires (*conta própria*) ont continué à lutter contre les abus conjoints de la police et des « *morgadio*s » contre les ouvriers agricoles journaliers et les « *rendeiros* ».

Eduardo Adilson Camilo Pereira accorde beaucoup d'importance à « l'esprit de révolte » des habitants de Santiago et au rôle de la « culture populaire et religieuse » de cette île (Pereira, 2010, p.24, p.300 et 303). L'auteur insiste notamment sur « l*e pouvoir symbolique des manifestations culturelles comme le batuk [aussi appelé « batuco »] ou la tabanka [ou « tabanca »] pour gagner l'adhésion des rendeiros* » (Pereira, 2010, p.80). D'après lui, ces manifestations apportent une légitimité et servent de « modèle » pour déclencher les révoltes : révolte économique et foncière contre l'appropriation des terres, mais révolte aussi contre un ordre social perçu comme racialement injuste (branco/mestiço/negro), et pas seulement (Semedo & Turano, 1997).

Ces observations font écho aux propos d'Amílcar Cabral[43] qui explique « *qu'il y a toujours eu de la résistance à cette force coloniale. Si la force coloniale agit d'une certaine manière, il y a toujours eu une force contraire qui nous est propre, et qui a souvent pris d'autres formes : résistance passive, mensonges, tirer son chapeau, donner du « oui monsieur », utiliser toutes les astuces possibles et imaginables pour berner* les *« tugas* » [terme dépréciatif utilisé pour désigner les Portugais]. *Parce que nous ne pouvions pas les affronter face à face, nous avons dû les duper[44] »* (Cabral, 1978, p.

[42] En lien avec le déclin économique de l'archipel, provoquant une diminution des revenus matériels et financiers des colons, les rendant incapables de nourrir les esclaves.

[43] Amílcar Lopes da Costa Cabral (1924-1973), héros de l'indépendance ces deux États colonisés par le Portugal, meurt assassiné en janvier 1973. Il est le fondateur du PAIGC, Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, devenu, après scission avec le parti de Guinée Bissau, le PAICV.

[44] «*Se a força colonial age duma forma, sempre houve uma força nossa, que agiu contra. Essa força contrária muitas vezes tomou outras formas: resistência passiva, mentiras, tirar o chapéu, "sim, senhor", utilizar todas as artimanhas possíveis e imaginárias, para enganar os tugas. Porque não podíamos enfrentá-los cara a cara, tínhamos que os enganar, (…) »* (Cabral, 1978, p. 121).

121). Si au Cap-Vert, les membres des groupes dominés et en particulier les « *rendeiros* » de Santiago ont gagné une certaine réputation de finesse et d'habilité dans l'expression de leur opposition (qualifiée de « ruse » et de « tromperie » par les groupes dominants), « *c'est probablement parce que leur vulnérabilité leur a rarement offert le luxe d'un affrontement direct* » (Scott, 2008, p.153). En effet, le système répressif particulièrement vigoureux a empêché tout discours directement politique (Pereira, 2010, p.80 à 82), ce pour quoi les individus se sont tournés vers des modes d'expression voilés, symboliques ou obliques (Scott, 2008, p.155). La violence des persécutions à l'encontre des rebelles (qui ont transgressé verbalement ou physiquement les règles instaurées) permet de comprendre les raisons pour lesquelles ces derniers avaient tout intérêt à « *porter un masque en présence du pouvoir* » (Scott, 2008, p.23). On saisit mieux dès lors, pourquoi « l'esprit de révolte » est décrit comme très minoritaire.

Pour survivre, les « *rendeiros* » devaient dissimuler leur colère en feignant la déférence et le consentement, ce déguisement des petites gens a souvent été associé par le pouvoir à de la « passivité » ou de la « soumission ». Il ne faut pas en conclure que les détenteurs du pouvoir étaient dupes, « *le jeu induit par les situations de domination engendre généralement un texte public étroitement conforme à l'ordre des choses telles que les dominants voudraient le voir apparaître* » ((Scott, 2008, p.18). Ainsi, faire passer le silence des dominés pour un manque d'initiative inhérent aux gens du peuple a toujours été présenté comme une justification du dirigisme fort du pouvoir politique, qui n'a donc d'autre choix que celui de « guider » le peuple, y compris dans la philosophie et le comportement du PAIGC/PAICV dans la période ayant suivi l'indépendance.

En effet, que l'État soit basé sur le modèle colonial, communiste ou libéral, on observe des relations difficiles entre le pouvoir et les populations. Les nouvelles formes de pouvoir, celles qui ont succédé à la « force coloniale » dont parle Amílcar Cabral, ont, elles aussi, rencontré des résistances au sein des populations locales. C'est particulièrement vrai à Fogo et Brava, où les grands propriétaires ont voulu garder la structure d'essence raciste ségrégationniste à composante raciale jusqu'à la fin de la période coloniale.

Pour conclure, on souligne ici la prégnance toujours actuelle des hiérarchies sociales au Cap-Vert et à Fogo-Brava en particulier, comme héritage historique, notamment de la période esclavagiste (Carreira, 1983, Meintel, 1984). Des références littéraires témoignent aussi de ces questions sociales, comme le roman « *Ilhéu de contenda* » d'Henrique de Teixeira de Sousa (1978). Cette hiérarchisation repose sur des rapports entre dominants et dominés qui se caractérisent à la fois par une « obsession » du pouvoir politique (tant colonial que celui de l'Etat souverain actuel) de tout contrôler, et à la fois, par une résistance.

Ainsi, même si historiquement les mécontentements et l'indignation des membres des classes dominées ont le plus souvent été cachés, le concept de « résistance » apparaît comme parfaitement justifié pour qualifier les actes et les discours visant à faire valoir leurs droits sur le territoire. Les révoltes paysannes peu politisées ou les manifestations culturelles opaques et en apparence déconnectées des revendications économiques, sociales et politiques sont bien des formes de résistance. Elles sont indissociables de la forte directivité « par le haut » des dominants. Les initiatives individuelles et collectives « par le bas » - comme l'installation des trois pionniers en 1917 à Chã das Caldeiras - mais aussi, comme il va en être question dans la suite du texte, les diverses initiatives de cette communauté jusqu'à l'actuel retour informel après la crise éruptive de 2014-2015, sont autant de résistances effectivement opposées aux discours et aux pouvoirs dominants.

1.1.3. Chã das Caldeiras : entre désenclavement inachevé et émigration : s'adapter aux contraintes

L'histoire de Chã das Caldeiras s'inscrit dans une triple insularité : celle du village par rapport à l'île de Fogo ; celle de l'île par rapport au Cap-Vert ; celle du Cap-Vert par rapport à « l'Ailleurs ». Au cours du temps, cette insularité en poupée russe a eu tendance à s'atténuer, et la caldera a peu à peu perdu en insularité, se connectant de plus en plus au reste du monde[45]. Ce phénomène, assez récent, cache cependant des permanences en termes d'isolement social et culturel, mais aussi politique, qu'il s'agit maintenant de révéler.

◆ Une ouverture accrue sur l'extérieur en plusieurs étapes

Pendant plusieurs décennies et jusqu'à l'aube du désenclavement du village, vivre dans la caldera était considéré comme vivre de manière primitive, barbare, sauvage. En effet, dans une société convaincue de la suprématie de la culture portugaise, le mode de vie de cette communauté ne pouvait être jugé que comme inférieur et non civilisé, en ce qu'il se trouvait à l'opposé du modèle culturel portugais, assimilé à la modernité et au raffinement.

Différentes dates marquent un désenclavement du mode de vie et des activités des habitants de Chã das Caldeiras :

- La construction de la première école en 1971-1972, qui donne accès à l'éducation élémentaire, a fait date dans le processus d'ouverture. En effet, jusqu'à cette date, les écoles les plus proches se trouvaient à Cova Figueria et Mosteiros (Nunes, 2015, p.93), et peu d'enfants étaient envoyés par leurs parents à l'école, ces derniers les faisant travailler très jeunes à leurs côtés. Cela explique pourquoi à Chã, on observe une opposition entre les habitants âgés qui n'ont pas pu apprendre à lire et écrire, et les générations post-1971, dont les enfants ont pu aller à l'école au village, puis poursuivre leur scolarisation jusqu'au lycée en ville, voire à l'Université à Praia, la capitale du Cap-Vert (île de Santiago) ou à l'étranger. Ainsi, Carla Myriam Teixeira, 35 ans, fille d'Antoninho Teixeira, 90 ans, analphabète, agriculteur à Chã, a été juge au Portugal pendant plusieurs années.
- La construction de la route a également désenclavé le village. L'unique route pavée qui mène à Chã n'a été achevée par le gouvernement colonial portugais qu'en 1974, soit juste avant l'indépendance du Cap-Vert (**figure 1.18**).
- Après plusieurs siècles de colonisation portugaise, l'indépendance du Cap-Vert du 5 juillet 1975, marque l'arrivée d'une nouvelle ère de liberté et d'ouverture pour l'archipel, comme le défend Antoninho Teixeira : « *Au temps des Portugais, on n'avait rien. Alors quand Amílcar Cabral*[46] *a libéré le Cap-Vert, on a enfin eu nos droits. On a mis nos enfants à l'école. Il y a l'école. Il y a l'église. Il y a la route qui vient depuis Achada Furna à Chã. Il y a tout ici la vie est douce* » (*Na Boca de Fogo*, 09:22:05 à 09:44:01). L'indépendance, c'est aussi, après des siècles d'endoctrinement pendant lequel les Capverdiens ont été amenés à voir leur culture comme dépassée ou inférieure par rapport au modèle portugais, l'affirmation de la « *caboverdianidade* », c'est-à-dire la reconnaissance et la valorisation

[45] Ainsi, au Cap-Vert, on trouve aujourd'hui des lieux plus enclavés, plus isolés encore que Chã, comme Carriçal sur l'île de São Nicolau, accessible uniquement par la mer. À Santo Antão, selon l'*Agência Cabo-Verdiana de Notícias* (26 avril 2018), plusieurs projets seraient en cours afin de désenclaver la vallée d'Alto Mira et le village Chã de Branquinho, inaccessible en voiture, ou encore le village isolé de Tarrafal de Monte Trigo (pour l'instant, celui-ci n'est relié au reste de l'île que par une piste de terre).

des influences culturelles propres à ce peuple. Cette affirmation identitaire est fondatrice de l'idéologie défendue par Amílcar Cabral pour qui « *la libération d'un peuple doit signifier la reconquête de la personnalité historique de ce peuple, le retour à son histoire à travers la destruction de la domination impérialiste* » (Cabral, 1978, p. 63). L'Indépendance, c'est aussi le début d'une réflexion sur la place de la femme dans la société capverdienne, basée sur l'idée que la libération du peuple passe aussi par la libération des femmes, celles-ci ayant non pas un mais *«deux colonialismes à vaincre : celui des Portugais et celui des hommes » (Cabral, 1978, p. 152).*

Figure 1.18. Route reliant Chã au reste de l'île (Sanial, juillet 2013).

L'indépendance marque donc un bond en avant évident pour le Cap-Vert et donc, automatiquement, pour le village : en terme de droit, de reconnaissance sociale, pour les hommes comme pour les femmes. Toutefois, il s'agit ici de nuancer ce propos, dans la mesure où le pouvoir central postcolonial (comme le pouvoir colonial), a entretenu des rapports durs avec la population :

- Après son indépendance en 1975, le Cap-Vert a connu 15 ans de régime de parti unique. L'aspect positif de cette période est un développement économique et social significatif du pays. Néanmoins cette période a aussi été marquée par un dirigisme étatique sur l'ensemble des relations sociales et économiques. Par exemple, la réquisition et la nationalisation des hautes terres de Santo Antão dans le cadre de programmes de reforestation ont entraîné la spoliation de nombreux petits paysans, à l'origine de luttes paysannes (Lesourd, 1995).
- À partir des années 90, malgré des lois de décentralisation mises en place dès 1992 à 1996, le système politique capverdien demeure dirigiste et centralisateur. Avec l'avènement d'une démocratie pluraliste lors des premières élections législatives en janvier 1991 remportées par l'opposition (MpD), on assiste au passage d'une économie planifiée à une économie de marché, mais même si le système politique semble s'enraciner dans la démocratie, la voix du peuple face au pouvoir a toujours du mal à se faire entendre. D'après Michel Lesourd, le système politique est multipartiste, certes, mais il « méprise » fondamentalement le peuple, le considère comme ignare, incapable de se gouverner lui- même. Celui-ci résume sa pensée par : « on décide à Praia, et les autres n'ont qu'à se taire » (conversation informelle avec Michel Lesourd, 2018).

De plus, à l'échelle locale, d'après plusieurs témoignages, le grand isolement du village a réellement pris fin après 1995 (éruption). En effet, malgré la construction de la route qui vient d'être mentionnée, personne au village n'ayant de véhicule, la communication avec l'extérieur était encore très réduite pendant toute la période comprise entre le début des années 70 et le milieu des années 90. L'aspect de Bangaeira quelques années après l'indépendance du Cap-Vert ne doit pas être très éloigné de celui que le village avait dans les années 50 ou 60 (**figure 1.19**).

Figure 1.19. Bangaeira quelques années après l'indépendance même si la date exacte n'est pas précisée (source : n/d, auteur inconnu).

Camilo Montrond Fontes raconte avec émerveillement sa toute première arrivée à São Filipe suite à l'éruption volcanique. Âgé de 11 ou 12 ans, il n'a pas fermé l'œil de la nuit devant le spectacle de l'électricité et des lampadaires dans la rue, demandant à ses grands-parents s'il s'agissait d'un jour de fête. Cette expérience individuelle semble avoir été partagée par les autres enfants du village, comme le laisse supposer la chanson *Era 95* (en français, « c'était 1995 ») écrite par Alcindo João Pedro da Silva, qui explique qu'alors que les adultes étaient préoccupés pour leurs champs et leurs maisons, les enfants eux étaient ravis, *« tout contents parce qu'ils ne connaissaient pas la ville » (Na Boca de Fogo,* 15:41:12 à 15:46:00).

- **L'isolement persiste, sous l'égide de la débrouille et du collectif**

Entre 1995 et 2014-2015, le village a connu un vrai processus de désenclavement associé à un fort développement du bâti en lien avec une croissance démographique importante (**figure 1.20**), tout en conservant un fonctionnement en marge, en lien avec sa situation excentrée, au plus haut de l'île, mais aussi avec des restrictions de développement volontaires, émanant des autorités locales (voir le chapitre 1.3).

Figure 1.20. Le centre de ¨Portela depuis les pentes du Monte Amarello (Chouraqui, 2011).

Le village n'est plus extérieur au système territorial, comme il a pu l'être, notamment entre sa création et les années 70, mais il reste en marge de celui-ci, ce qui se traduit notamment par la rareté des services publics :

Tout d'abord, l'absence de réseau d'adduction d'eau limite les familles dans leur consommation à usage domestique et a fortiori agricole[47]. Face à la pénurie d'eau renforcée par la rareté des précipitations, la population a mis en place une stratégie assez efficace de récupération de l'eau de pluie, basée sur la construction de surfaces bétonnées en forme de bassin sur les pentes et piémont de la caldera, connectées à des citernes en pierre de lave, familiales plus que collectives[48]. Notons que cette pratique est généralisée au Cap-Vert, mis à part dans les centres urbains (n'incluant pas les périphéries pauvres) équipés d'un réseau d'adduction d'eau. Par ailleurs, et en particulier à Chã, les toits des maisons et particulièrement des *funcos* à la forme conique propice, multiplient les surfaces de collecte d'eau de pluie, ensuite emmagasinée dans des citernes. Au niveau des foyers, il existe des inégalités quant à l'accès à la construction de citernes (par manque de ressources financières), 15,5% des familles ne possédant pas de citerne (**figure 1.21**).

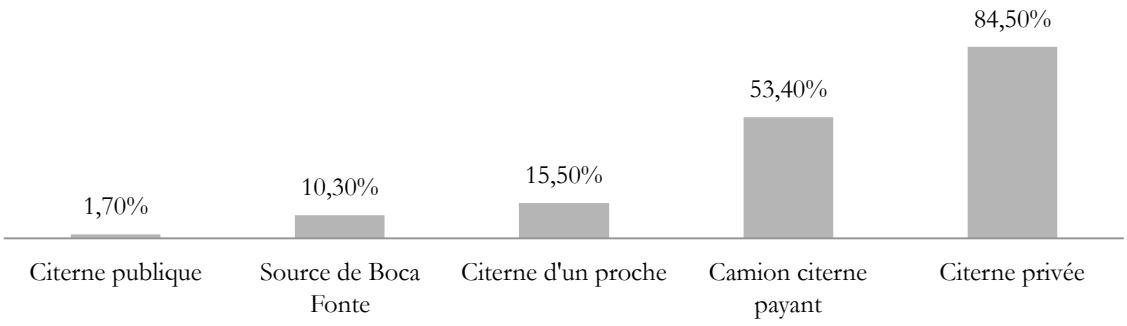


Figure 1.21. Accès à l'eau domestique par foyer (questionnaire MIA-VITA, 2011).

[47] Ces éléments représentent un surcroît de travail, tant au niveau de la durée des tâches domestiques que de l'effort à fournir, en particulier pour les femmes, comme il en sera question dans le **chapitre 6**.
[48] Par exemple, la seule citerne communautaire située à Portela servait surtout pour la production viticole de la coopérative.

C'est à la fin de la saison sèche (fin juin et juillet) que les familles sont confrontées à la pénurie d'eau une fois leur stock utilisé. Elles peuvent, si elles en ont les moyens, faire venir un camion-citerne (en partie subventionné par la municipalité) pour tenir jusqu'à l'arrivée des pluies (**figure 1.22**). Ces problèmes de gestion des ressources en eau sont courants au Cap-Vert, où « *une part importante de la population (45 %) n'a pas accès à l'eau potable à une distance raisonnable, ni à l'assainissement* » Januário Rocha Nacimento (2017, p.27).

Figure 1.22. Récupération de l'eau de pluie avec les toits des maisons et approvisionnement par camion-citerne (Chouraqui, 2011).

Par ailleurs, la quasi-absence de police, l'arrivée tardive de l'école primaire, l'ouverture par intermittence du centre de soins, qui n'a été construit qu'en 2013, localisé à Portela, font de Chã un village reculé « d'en haut », en marge de l'effervescence du monde « d'en bas ». Il existe bien quelques *lodjas*, bars-épiceries dans lesquels se vendent des produits de base, en plus de sodas et d'alcool. Ceux qui tiennent ces épiceries sont ceux qui ont suffisamment de ressources pour investir dans l'achat des produits dans les grandes surfaces en ville. Des vendeurs ambulants originaires du Sénégal viennent aussi vendre leurs marchandises au village, participant à l'approvisionnement. Ils proposent casseroles, élastiques pour les cheveux, cahiers, radios, teintures de chaussures, dentifrices et bonbons. Enfin certaines familles montent des stands le dimanche pour vendre des vêtements rapportés ou envoyés des États-Unis (voir paragraphe suivant sur la diaspora) et autres marchandises dont la qualité est préférée à celle des produits disponibles au Cap-Vert (vendus dans des magasins asiatiques en ville). Ils s'installent à Portela, dans la rue centrale, et discutent de la qualité du produit, de la santé d'un proche ou de l'arrivée de la pluie.

La mobilité quotidienne reste également difficile. Seule une minorité des habitants possède des véhicules privés (17% des foyers enquêtés en 2011 disent avoir une voiture, une moto ou un mini-bus). De rares transports en commun (*aluguer*) permettent de désenclaver la caldera et de relier le village à la mairie ou aux facilités présentes à São Felipe, à plus d'une heure de voiture : deux *aluguers* partent le matin pour São Felipe, et reviennent en début d'après-midi (**figure 1.23**).

Figure 1.23. L'un des aluguers assurant le transport collectif à Chã (Sanial, juillet 2013).

A l'isolement physique, matérialisé par la Bordeira, s'ajoute un isolement culturel en lien direct avec l'absence d'électricité : ici, ni journaux, ni télévision, ni ordinateur pour distraire et tenir les gens informés. Les téléphones portables sont relativement nombreux, mais les recharger s'avère problématique. On note l'utilisation de générateurs pour les familles les plus aisées, les autres ayant recours à la bougie. Mise à part la Bible, les livres sont pour ainsi dire absents du paysage culturel. Les communautés religieuses (Églises Adventiste du 7ème jour, Catholique et Nova Apostolica) jouent un rôle essentiel dans le village. Les églises, qui se font face à Portela, rythment les activités hebdomadaires et constituent des lieux centraux de sociabilité (y compris pour les femmes, qui sont souvent exclues des autres espaces publics de rencontre, comme il en sera question en chapitre 6).

Ce relatif isolement culturel, social et géographique du village explique sa physionomie rustique, et contribue au maintien d'un mode de vie rural, traditionnel et autarcique en lien avec la limitation des services publics, loin de São Filipe, la capitale de l'île, qui vit à l'heure de la modernité. Ainsi, le fait que le village soit situé à distance de l'agitation et du remue-ménage urbain, même s'il bénéficie de l'influence du désenclavement récent, modèle le quotidien et les pratiques collectives et participe à la construction d'une communauté en apparence soudée (ce qui n'empêche ou ne contrarie en rien la vitalité et les mutations constantes du territoire).

La vie collective s'organise ainsi autour des réseaux familiaux élargis qui s'appuient sur diverses ressources et sur les interactions entre les membres de la communauté, et se structure autour de divers espaces collectifs et ou de socialisation. Elle se déroule principalement à l'intérieur des maisons, dans les *kintals* (ou *quintals,* cours intérieure privée), mais aussi devant les maisons, où les membres des familles élargies s'installent souvent pendant de longues heures pour écosser les haricots. Les voisins qui passent par-là s'arrêtent pour saluer, et quand ils ont du temps, viennent discuter et se joindre à la tâche. En effet, cultiver les liens amicaux et familiaux est important dans les vies quotidiennes des habitants du village, avec des solidarités familiales sans cesse réactivées, qui structurent et régissent le quotidien. Ces liens interfamiliaux sont cruciaux en termes de vie sociale. En cas de coup dur (décès, conflit opposant un habitant aux acteurs externes à la communauté), la communauté joue un rôle de soutien moral et prend part à la douleur, aux désagréments et à la défense de celui qu'elle considère comme l'un des siens.

Le déficit important de produits nécessaires à la vie quotidienne favorise tous les systèmes possibles de débrouille et contribue à la construction du lien social et de l'entraide : on troque, on se prête, on échange, on prend beaucoup aussi. La limite entre la propriété individuelle et familiale est floue. Impossible de refuser ses chaussures toutes neuves à un cousin, sa radio à une tante, sa lampe de poche à son beau-frère. À travers ces liens circulent non seulement des denrées, mais des échanges sur les informations, les évènements, tout ce qui soutient le quotidien, tout ce qui fonde la vie dans l'espace de la caldera, s'étendant également à l'espace immense de la diaspora, au moyen d'un réseau relationnel très étendu, à l'image des familles.

- **Une construction sociale sous le signe de l'adaptation à la pénibilité**

  - Quitter l'île et nourrir la diaspora : migrer pour prospérer

Le phénomène migratoire des habitants de Chã est en lien avec les opportunités économiques réduites à Fogo et plus généralement au Cap-Vert, qui impliquent des mobilités fortes. Peuple de l'Atlantique, l'émigration apparaît comme une donnée structurelle, inhérente à la constitution de la société capverdienne, en lien avec les terribles sécheresses qui ont frappé l'archipel, comme mentionné précédemment. Les principaux foyers de l'émigration capverdienne se répartissent sur les quatre continents en bordure de cet océan (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Afrique et Europe), de préférence dans les villes portuaires plutôt que dans les capitales des pays d'accueil (J.Carling and L. Batalha, 2008, cités dans Lesourd, 2005). Les destinations choisies diffèrent d'une île à l'autre, avec une prédilection particulière des habitants de Fogo pour les États-Unis. Une plaisanterie sur le compte des habitants de Fogo (appelé *sampadjudu* par les habitants de Praia) illustre bien ce phénomène : « *si un sampadjudu n'est pas au Massachusetts, alors où est-il* ? » La réponse est : « *au cimetière* ». La chanson de Michel Montrond, « *É mi so ke fika li* » (2011), en français, « *il n'y a que moi qui suis resté ici* », se réfère également au départ massif des habitants de Fogo à l'étranger.

En conformité avec le reste de l'archipel, les structures familiales de Chã das Caldeiras sont donc marquées par ces dynamiques migratoires importantes en rapport avec le contexte global de contraintes et difficultés d'accès aux ressources (naturelles, foncières, économiques). Parmi les personnes enquêtées en 2011 (questionnaire MIA-VITA), 24,1% des habitants déclarent avoir déjà émigré et 60,3% possèdent un ou plusieurs membres de leur famille à l'étranger : 69% des migrants sont aux États-Unis, suivis par le Portugal avec 27,6% des migrants. Toutefois, cette émigration n'empêche pas une croissance démographique dans le village, comme en témoigne la **figure 1.24,** qui en montre l'évolution entre 1951 et 2014. On observe que Chã das Caldeiras possède une croissance démographique forte, avec seulement 71 habitants en 1951 contre 964 en 2014, répartis en 249 foyers, cette croissance a tendance à ralentir aux alentours de l'éruption de 1995.

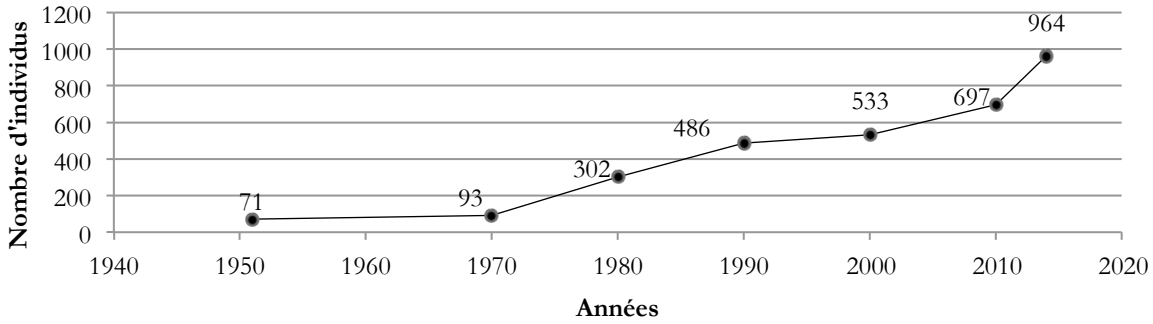


Figure 1.24. Croissance démographique forte du village à partir de plusieurs sources : Ribeiro, 1954 ; recensement de la mairie de Santa Catarina en 2010 ; Rapport officiel d'évaluation Post-désastre de l'éruption volcanique 2014-2015 du gouvernement du Cap-Vert – PNDA, 2015, p.24).

Ainsi, si on compare les évolutions respectives du nombre d'individus aux échelles nationales, régionales et locales entre 1990 et 2010, on observe alors que la population de Fogo augmente peu (elle passe de 33 902 habitants à 37 051 en 20 ans malgré un accroissement naturel important), mais que globalement, celle de Chã ne cesse d'augmenter. Au niveau du Cap-Vert également, la population augmente, mais de façon moins importante qu'à Chã, mis à part pour la période comprise entre 1990 et 2000 (seule période de relative stabilisation démographique du village). Cette croissance démographique du village est d'autant plus frappante qu'il a été le seul lieu de Fogo directement touché par l'éruption de 1995 (**figure 1.25**).

	1970	1980	1990	2000	2010	2014
Nombre d'individus						
Chã das Caldeiras	93	302	486	533	697	964
Fogo	29 412	30 978	33 902	37 421	37 051	36 068*
Cap-Vert	270 999	295 703	341 491	434 625	491 575	518 467*
Taux d'évolution (en %)						
Chã das Caldeiras	-	224,73	60,93	9,67	33,21	38,31
Fogo	-	5,32	9,44	10,38	-0,99	-2,65
Cap-Vert	-	9,12	15,48	27,27	13,10	5,47%

*Figure 1.25. Évolution de la population de Chã das Caldeiras par rapport à l'évolution locale et nationale entre 1970 et 2014 (source : Mairie de Santa Catarina, 2012 ; World Bank, données par pays ; * INE, projections démographiques 2010 – 2030 ; rapport officiel d'évaluation post-désastre de l'éruption volcanique 2014-2015 du gouvernement du Cap-Vert, 2015, p.24).*

L'influence déterminante de la diaspora sur la construction politique, économique et identitaire de l'archipel est étudiée par Michel Lesourd. Il explique que « *la contribution de la diaspora capverdienne au développement socio-économique est multiple et complexe : envois de fonds ou de produits à la famille ou la communauté (vêtements, nourriture, médicaments) ; les investissements financiers d'abord concentrés dans la construction civile ont peu à peu touché tous les secteurs, avec le développement de petites entreprises (bar-commerce type loja, secteur des transports pour les taxis et les bus collectifs, petite hôtellerie appelée « poussada »).* Il existe aussi des transferts sociaux non quantifiables à savoir *« les pratiques, les valeurs, les attitudes, les normes et le capital social (connaissances, expériences et compétences) »* (Tolentino *et al.,* 2008). De leur côté, les communautés émigrées sont prises dans un « *transnationalisme identitaire et culturel »* facilité par le développement des NTIC qui permettent « *aux migrants de maintenir et de développer des liens intenses à distance avec leur pays d'origine, tout en valorisant celui-ci et leur propre identité* » (Lesourd, 2005).

Avec un siècle et demi d'émigration, c'est toute l'histoire nationale, insulaire, familiale et individuelle qui est influencée par cette question du départ, inhérent à l'identité insulaire. Il est ainsi en partie à l'origine d'impacts sociaux importants, notamment l'existence de familles transnationales dont les membres vivent en partie ou la plupart du temps séparés, mais maintiennent une unité affective, émotionnelle, économique et une entraide suffisante pour se définir eux-mêmes comme formant une famille (Bryceson & Vourela 2002, p. 3-7). Ce phénomène migratoire important provoque pourtant au sein des familles des séparations sur de longues durées, voire définitives, ayant davantage touché les hommes que les femmes, même si cette proportion s'est aujourd'hui inversée. En effet, les données de l'INECV attestent de la féminisation des flux migratoires capverdiens : en 2010, sur un total de 18 897 individus, les femmes représentaient 54% de l'émigration internationale et 59% en 2015, cette fois pour 16 420 individus (*Instituto Nacional de Estatística - Cabo-Verde*, 2015, p.37).

- Multipartenariat hétérosexuel masculin exacerbé et polygynie marquée

Malgré la récente féminisation de l'émigration internationale au Cap-Vert, la femme demeure le noyau de la famille, comme le montre le nombre non négligeable de familles monoparentales, majoritairement dirigées par des femmes, en constante augmentation. En se basant sur des données statistiques de 2015, 55,9% des enfants mineurs vivaient sans la présence de leur père, 39,8% avec leurs deux parents et seulement 4,3% vivaient uniquement avec leur père (*Instituto National de Estatistica - Cabo-Verde*, 2015, p. 1). En effet, il est fréquent que les hommes aient plusieurs femmes[49] (sans forcément vivre avec), avec lesquelles ils ont plusieurs enfants, ce que Michel Lesourd désigne sous le nom de « polygamie de fait » de l'homme dans son livre « Le Cap-Vert aujourd'hui » (Lesourd, 2006, p.46-47).

Toutefois, même si cette tendance des hommes capverdiens à maintenir plusieurs foyers rappelle la polygamie (qui signifie « plusieurs mariages »), il semble plus juste de parler de polygynie (« plusieurs femmes »), la loi capverdienne interdisant aux hommes d'être mariés à plusieurs personnes. De fait, historiquement le multipartenariat hétérosexuel capverdien est toléré socialement, affiché publiquement, tout en étant dénoncé moralement et condamné par l'église (le christianisme est la principale religion[50]). Un autre élément qui distingue la polygynie de la polygamie tient au fait que les femmes qui partagent le même partenaire ne vivent pas sous le même toit (à quelques exceptions près) et que c'est clairement la femme, et non pas l'homme, qui est le pilier central du foyer.

« *Dans ce pays [où], pour avoir un statut, une femme doit être liée à un homme, père ou concubin* » (Lesourd, 2006, p.47), la polygynie apparaît comme « *un acte de violence psychologique contre les femmes* » (Gomes, 2009, p. 96). En effet, « *nombreuses sont celles qui, d'échec en échec dans la recherche d'un homme, se retrouvent mères d'enfants, souvent de pères différents* » (Lesourd, 2006, p.47). Elles sont donc fréquemment contraintes de vivre seules (le plus souvent avec un ou plusieurs enfants). D'autres encore préfèrent vivre seules qu'en couple, trop souvent synonyme d'être battue, en raison d'une violence masculine légitimée par la mentalité patriarcale.

Comme pour les Antilles, ce type d'organisation familiale est hérité du processus de « créolisation » qu'a connu le Cap-Vert depuis sa colonisation par les Portugais. Le multipartenariat actuel des hommes

[49] L'inverse, par contre, n'est pas accepté socialement, et ne doit pas être montré.

[50] Même si la plupart des habitants sont croyants et pratiquants, paradoxalement, les unions ne sont que rarement contractées officiellement par le mariage, ce qui peut être lié à la manière complexe dont la cellule familiale (le foyer) est structurée, à la fragilité des unions, voire éventuellement, à la distance physique et psychique avec ce qui relève de l'Etat et de l'officiel.

capverdiens est généralement attribué au fait que les « maîtres » pratiquaient la polygynie, manifestant ainsi leur pouvoir sur leurs esclaves et plus tard leurs servantes, comme il en a été question concernant les processus de peuplement du Cap-Vert et de la caldera. Il peut également être expliqué comme étant la persistance de pratiques polygames fréquentes en Afrique occidentale. Les commentaires et réflexions entendus lors de discussions informelles, reproduisent les mêmes discours stéréotypés sur les hommes que ceux que l'on peut entendre en Europe ou aux Antilles, véhiculant des représentations enfouies : « *ce serait dans la "nature" des hommes d'avoir besoin de rapports sexuels fréquents, donc avec plusieurs partenaires, et dans la nature des femmes de rester à domicile pour s'occuper des enfants. Une explication qui joue avec le mythe de l'hyperactivité sexuelle masculine et celui de l'instinct maternel* » (Mulot, 2000, p. 489).

Pour d'autres, ce phénomène serait « *avant tout le résultat de problèmes économiques dus à la précarité financière des pères* » (Mulot, 2000, p. 20), comme le défendent certains hommes du village : « *J'ai 50 ans et 11 fils. J'ai deux femmes que je fais vivre grâce à l'agriculture et l'élevage. Mes deux femmes, je ne les ai pas conquises grâce au pouvoir. Parce que les hommes qui ont du pouvoir, ce sont les hommes qui ont de l'argent, qui sont beaux, aventuriers, grâce à ce pouvoir, ils peuvent avoir 2 ou 3 femmes. Nous, nos femmes, on les a eues grâce à la misère et au froid. C'est pour ça qu'on a plusieurs femmes. Pour nous aider sur le terrain. D'ailleurs, si je n'avais pas ces deux femmes, aucun de mes enfants ne serait au lycée. Sans aide de la mairie, du gouvernement, de personne. Donc mes femmes je les oriente dans la vie, et on se débrouille* » (témoignage d'Amadeu Viera Fontes surnommé Tuka, dans le film *Fika na Casa*, 12:42:06 à 13:39:23). Pourtant, le multipartenariat des hommes, en soi, ne constitue pas un moyen de pourvoir aux besoins des familles (au contraire, puisqu'il induit souvent une multiplication des enfants, et le plus souvent des foyers, donc des dépenses). De plus, il masque les autres types d'organisations familiales corolaires, comme les femmes vivant seules avec leurs enfants, ou les femmes vivant chez leurs parents (ou chez leur mère) avec leurs enfants, qui font parte du même phénomène, et sont des foyers clairement plus vulnérables économiquement.

Enfin, le multipartenariat peut aussi en partie s'expliquer par la diaspora des hommes [51], traditionnellement plus nombreux à quitter leurs foyers, souvent définitivement, que les femmes. Les femmes restées derrière se retrouvent seules sans pouvoir nécessairement se remarier et acceptent donc de vivre en couple informel avec des hommes en ménage, par ailleurs.

La question importante n'est pourtant pas vraiment celle de l'origine de ce phénomène : ni la précarité, ni une soi-disant « nature » insatiable des hommes ou encore l'esclavage, ne peuvent être retenus en tant que tels comme critères explicatifs du multipartenariat des hommes capverdiens ou des hommes de Chã. La question pertinente est davantage de voir comment ce système familial influencé par un passé colonial marqué par l'esclavage peut être vu, au niveau local, comme l'une des stratégies d'adaptation à un territoire marqué par de fortes contraintes en termes d'isolement, et ce sur plusieurs générations. Il s'agit donc de reprendre et valider l'argumentaire de Tuka, en faisant le pendant avec le point de vue de femmes du village, et en dépassant la simple question économique, dans la mesure où la pénibilité de la vie à Chã est liée au contexte historique, géographique et politique spécifique du village.

Par ailleurs, si la polygynie est ordinaire au Cap-Vert, elle est particulièrement courante à Chã das

[51] On note que le livre « *Amours pragmatiques. Familles, migrations et sexualité au Cap-Vert aujourd'hui* » (Laurent, 2018) apporte une analyse approfondie des stratégies et comportements des femmes, des familles et des pères en relation avec l'émigration et la sécurisation matérielle des enfants. L'auteur propose les notions nouvelles de *« famille machi-matricentrée »* et de *« famille à distance »,* ainsi que *« d'alliances confinées et à visites »,* et de *« déliaison de la sexualité et de l'alliance »* à propos des relations homme-femme.

Caldeiras[52]. Selon les statistiques du PNF, on compte en moyenne 6 personnes par foyer, certaines cellules familiales pouvant contenir plus de 20 personnes. En lien avec cette circulation des hommes entre les foyers, les femmes sont souvent les chefs de la famille : 27,6% des foyers interrogés sont des femmes seules avec des enfants à charge (cf. questionnaire réalisé dans le cadre du programme de recherche Européen MIA-VITA, mars-avril 2011). Les enfants sont en général nombreux dans chaque famille, avec une moyenne de 4,55 enfants par foyer[53] (source : questionnaire réalisé en 2014 dans le cadre de la thèse).

Ces données quantitatives, basées sur une logique occidentale de la famille, doivent être analysées avec précaution. En effet, elles sont en partie biaisées par le fonctionnement familial polygynique qui complexifie la structure des foyers et les généalogies locales. Il s'agit donc de les remettre en question, et de s'intéresser à la manière dont les foyers entretiennent des réseaux de parenté étendus, qui ne rentrent pas dans les lignes des données officielles. Partant de ce contexte social spécifique, l'objectif est de comprendre les formes d'organisation sociale et la manière dont elles interagissent avec l'analyse des formes d'adaptation, de résistance aux milieux et aux contraintes politiques.

Par exemple, un homme et une femme peuvent être en couple dans une maison, mais vivre en interdépendance avec le foyer voisin de la deuxième femme, et celui de la grand-mère, élargissant la famille au-delà du simple noyau parents-enfants. Ce fonctionnement repose sur une grande solidarité familiale (qui relève des capacités), dans laquelle les femmes tiennent le rôle de pilier, aussi bien les grands-mères (*vovo*), que les tantes (*tia*), les cousines (*prima*), que les marraines (*madrinha*). Il arrive souvent que les enfants soient élevés par leur grand-mère, comme Camilo Montrond Fontes, qui dit : *« moi j'ai deux mères, ma grand-mère et ma mère »* - « *mi tem dos mai, nha vovo ku nha mai* ». Depuis ses quatre ans, Camilo a vécu la plupart du temps chez sa grand-mère, avec l'une de ses sœurs, et avec ses oncles et ses tantes quand ceux-ci étaient encore enfants. En effet, dans ce système, la circulation des enfants participe à renforcer les liens entre les différentes branches de la famille. La structure familiale du foyer monoparental de Miria (agricultrice, 48 ans), est représentative de ce phénomène. Miria a 9 enfants, dont le plus jeune a 8 ans et l'ainée 27 ans. Ses deux filles plus âgées vivent chez elle avec leurs deux enfants de 2 et 3 ans. Elle apparaît ainsi comme la colonne vertébrale de la famille autour de laquelle s'organise la vie du foyer. Cette circulation familiale fait donc partie intégrante des stratégies de moyens d'existence, qui impliquent que les individus sont capables d'améliorer leur sécurité et leur bien-être en accumulant et en investissant dans les différents types de ressources. Elle facilite notamment l'accès aux études supérieures, à un emploi, etc.

Fausto Rosario et Maria Goncalves (directrice de l'OMCV - *Organização das Mulheres de Cabo Verde*, en français, Organisation des Femmes du Cap-Vert) à Fogo) indiquent que les relations hommes/femmes et entre les familles à Chã diffèrent de celles du reste de Fogo et du Cap-Vert : « *il y a moins de rivalité entre les femmes, la polygynie est plus fréquente, et il y a une complicité forte entre les familles … au fond ils sont tous parents les uns des autres* » (Fausto Rosario, novembre 2013). Ainsi, la polygynie présente à Chã est non seulement présentée comme plus fréquente, mais aussi, ne provoquerait pas ou moins, semble-t-il de conflits ou de jalousie féminine. En effet, dans plusieurs foyers du village, les compagnes d'un même homme vivent sous le même toit, ce qui n'est pas courant au Cap-Vert. Cette absence de rivalité entre les femmes de Chã serait liée à la proximité généalogique. En effet, celle-ci joue un rôle fédérateur entre les familles du

[53] On note que ce nombre moyen d'enfants par femme est supérieur à la moyenne nationale, qui est passé de 3,98 en 2000, à 2,26 en 2016 (recensement capverdien 2000 et site internet http://populationsdumonde.com/fiches-pays/cap-vert).

village, toutes issues des pionniers des origines. Elle est au fondement de leur sentiment d'appartenance, de leur quotidien et de l'organisation de l'espace dans la caldera. Faire partie d'une des trois familles initiales est synonyme de fierté - « *je suis un fils Montrond, de la famille Montrond, de France* » - « *mi é fidjo Montrond, di familia Montrond, de Franca* » - mais occasionne aussi une certaine gêne, en lien avec des cas de consanguinité d'enfants nés d'union entre cousins, ou entre un neveu et sa tante.

Est-ce pour autant que cette apparente stratégie d'adaptation à la pénibilité des tâches quotidiennes est une solution permettant à tous de s'en sortir mieux face à l'adversité ? On se trouve ici face à un paradoxe : malgré la reconnaissance de leur solidarité et en dépit de la reconnaissance sociale de leur importance dans la famille, on observe que les femmes ont plus de difficultés que les hommes du village à s'organiser de façon solidaire, à se mobiliser en tant que femmes, et à prendre la parole pour défendre publiquement leurs positions et leurs droits. Cette question des inégalités d'accès aux ressources est reprise et développée en **chapitre 6** de la thèse. De plus, si la littérature autour des questions de genre est sollicitée dans la thèse, celle-ci n'a aucune prétention en la matière. Cette approche est simplement mobilisée pour analyser des rapports de pouvoir à l'œuvre sur le terrain et l'impact différencié de la crise.

La construction sociale de cette « communauté » particulière, marquée tant par une croissance démographique forte que par des caractéristiques pouvant être interprétées comme des stratégies d'adaptation à la rudesse du milieu (système D, migration, polygynie), est à mettre en lien avec l'essor économique du village.

1.2. Une « communauté » qui a su tirer parti des ressources volcaniques : un trésor convoité

Bien que le volcan puisse être considéré comme une menace pour la communauté, l'ouverture et le développement agricole et touristique - qui ont caractérisé la période de dix-neuf années séparant les deux dernières éruptions de Fogo - découlent directement de la présence du volcan et de son activité. Ainsi, dans ce laps de temps relativement court, le volcan de Fogo a représenté une réelle opportunité économique, encourageant les investissements sur le territoire. Cette observation vient faire écho à la réflexion menée par Komorowski *et al.* (2015) qui soutiennent que le volcan constitue souvent « *une base de moyens de subsistance robustes, comme l'agriculture et le tourisme* » des petits territoires insulaires, également en lien avec le développement récent d'un tourisme spécialisé sur le volcanisme.

Assemblées les unes aux autres, agriculture, viticulture et tourisme, permettent de comprendre les bases du « système d'activités » sur lequel repose les moyens d'existence des individus qui vivent dans la bouche du volcan de Fogo. C'est donc dans cette perspective qu'il s'agit maintenant de les détailler, ces descriptions ayant pour rôle de montrer les atouts – hérités et récents – mobilisés par les habitants.

1.2.1. Une agriculture florissante, vivrière et commerciale, avant la crise éruptive de 2014 -2015

◆ Différents types de production et modes de productions

Bien qu'apparaissant au premier abord comme une menace, le volcan propose des atouts qui ont largement justifiés l'implantation des habitants dans la caldera. Les éruptions successives ont nourri la terre de cendres volcaniques et favorisé la fertilité, offrant un fort potentiel agricole qui a rendu possible l'implantation d'une population et sa croissance. Avant l'éruption de 2014-2015, l'agriculture constitue ainsi l'activité principale dans la caldera pour la grande majorité des familles. Le terrain volcanique[54] et le climat, sont les deux atouts majeurs de la zone pour l'agriculture, qui, rappelons-le, a été le facteur décisif d'arrivée des premiers habitants en 1917. À Fogo, l'agriculture continue à occuper une place prépondérante dans les activités et les ressources des îliens même s'il s'agit d'activités difficilement quantifiables et donc plus difficilement représentables au niveau des statistiques, surtout à l'échelle du pays[55]. C'est d'ailleurs à Chã qu'elle est la plus florissante (à l'exception des quelques villages du nord-est autour de Mosteiros, et contrairement aux villages du sud de l'île, davantage exposés à la sécheresse).

Comme souvent au Cap-Vert, l'agriculture à Chã n'est pas irriguée. Elle dépend donc fortement des apports en eau, qui sont à cette altitude plutôt favorables[56]. La saisonnalité, alliant des températures plus fraiches et des pluies précoces, permet d'avoir deux récoltes de maïs et de haricots par an ainsi qu'une grande diversité de cultures (haricots, manioc, légumes, figues, raisin, maïs, etc.), comme on peut le voir sur la **figure 1.26**. Les haricots de Chã en particulier sont appréciés dans tout Fogo et même exportés sur l'île voisine de Santiago. Il s'agit d'une agriculture traditionnelle, non motorisée et mixte : à la fois vivrière (chaque famille cultive pour sa propre consommation un petit lopin de terres) et marchande

[54] Matériel pyroclastique poreux qui retient l'humidité, cendres qui augmentent la fertilité.
[55] Si de nos jours, le secteur agricole capverdien dépend lourdement de ses importations (qui couvrent près de 90% des besoins en produits végétaux, en augmentation plus rapide que la production locale) et ne représente plus que 9,2% du PIB (CIA, 2009), ce recul ne doit pas être interprété comme une disparition des pratiques agricoles. Loin d'être négligeable, la production agricole nationale permet de couvrir environ 10% des besoins céréaliers et 30% des besoins en haricots (FAO, 2005).
[56] Les températures moins élevées limitent l'évaporation (en hiver, elles peuvent être inférieures à zéro), la condensation des nuages lorsqu'ils s'élèvent contre la Bordeira entraine des pluies « occultes » ainsi que parfois des précipitations courtes et intenses en dehors de la saison des pluies (qui commence souvent plus tôt).

(mais toutes les familles n'ont pas assez de terrain pour produire une quantité suffisante à la vente).

L'élevage[57], bien que moins présent que par le passé[58], complète encore souvent l'agriculture. Les habitants descendent régulièrement à São Felipe pour vendre la production familiale (fruits, légumes, figeons), tandis que les agriculteurs (hommes et femmes confondus) qui possèdent des vignes peuvent, au moment des vendanges fin juillet, vendre directement leur raisin à la coopérative ou aux « *lojas* » (épicerie-bar) de Chã, ou encore à São Felipe, et/ou le garder pour leur consommation personnelle.

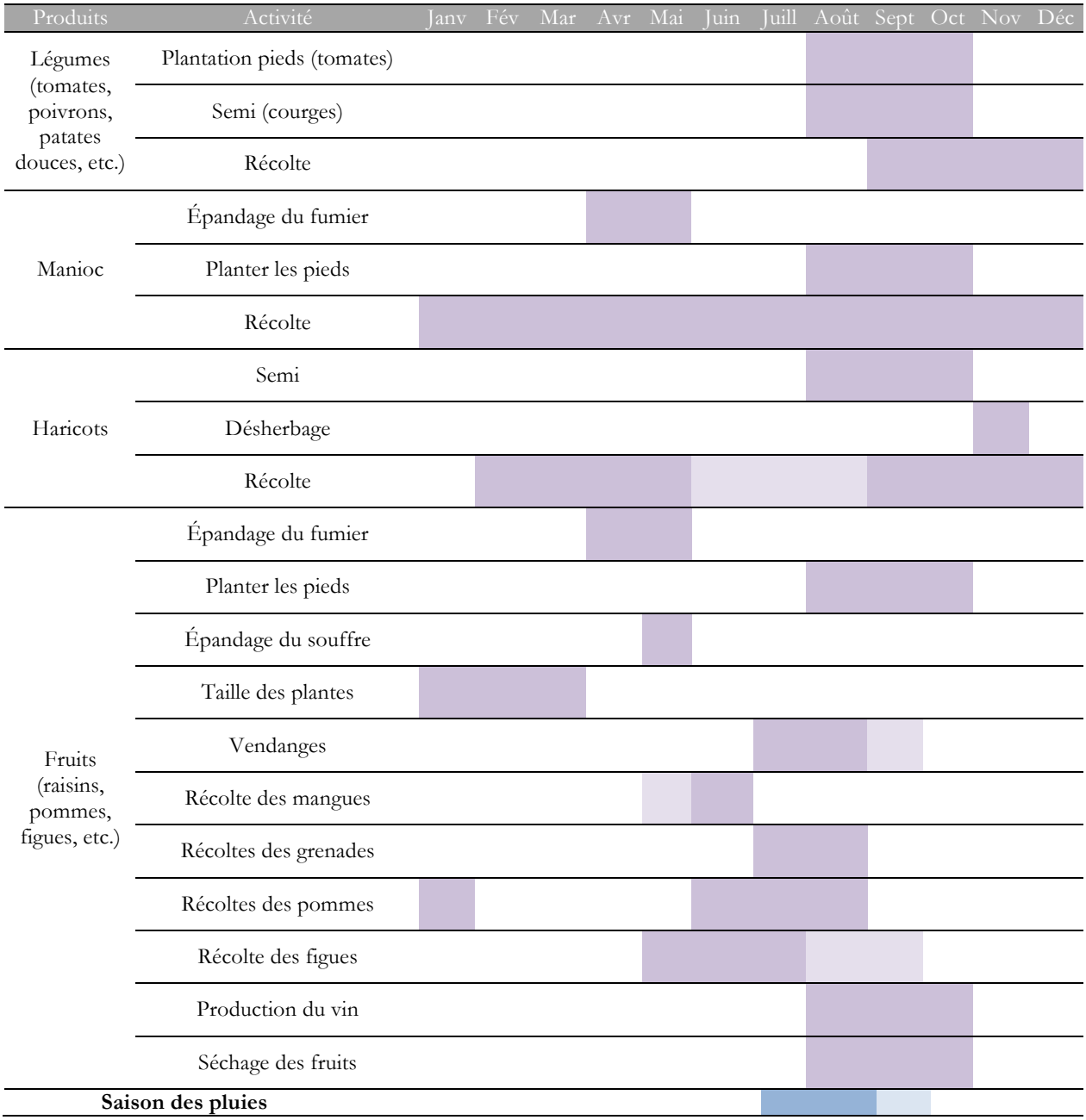


Figure 1.26. Saisonnalité du travail agricole à Chã (Chouraqui, 2017, modifié de PNDA, 2015).

[57] Principalement de chèvres, pour faire du fromage ou vendre les cabris, mais aussi parfois de vaches, cochons (seulement pour les familles non adventistes), lapins et surtout volailles.

[58] Cette baisse de l'activité pastorale est en lien direct avec les luttes de territoires et conflits dans la gestion des ressources et des risques (3ème sous-partie de chapitre), en particulier la création du Parc Naturel de Fogo au début du XXIème siècle. Les conséquences de ces luttes sont étudiées de manière approfondie en **chapitre 6** de la thèse.

◆ Héritage et mutation de la viticulture à Fogo

Le paysage de Chã das Caldeiras est modelé par la culture de la vigne, qui remonte les flancs du volcan, s'insinuant partout où la terre est disponible, sillonnant entre les coulées de lave stériles, contribuant à l'originalité de ce territoire, qui étonne le voyageur surpris de voir des vignes en Afrique subsaharienne de l'ouest.

Pourtant, son introduction au Cap-Vert remonte au XVI^{ème} siècle, où elle a été implantée par les Portugais, en particulier sur les îles de Santo Antão, Sao Nicolau, Santiago, Brava et également Fogo, où sa culture a eu le plus de succès. Si au départ, la vigne constituait une culture d'autoconsommation, principalement pour les résidents portugais, la production viticole s'est développée et a prospéré principalement à Santo Antão et Fogo. Au cours du XVII^{ème} siècle et au début du XVIII^{me} siècle, elle a été exportée, principalement vers la Guinée et le Brésil, même si elle n'a jamais connu un grand renom (Ribeiro, 1954 ; Fonseca, 1967). Au milieu du XVIII^{ème} siècle, pour éviter de concurrencer le vin provenant de la métropole portugaise, une mesure protectionniste a interdit l'exportation de vin de Fogo et a contraint à la destruction des pieds de vigne. Cependant, au début du XIX^{ème} siècle, des agriculteurs du Cap-Vert ont repris la culture de la vigne à partir des plantes restantes pour produire un vin rouge traditionnel baptisé « *Manecon* » (Ribeiro, 1960 ; Rodrigues & Fattori, 2008). Dès la première implantation des hommes en 1917, la vigne a été cultivée à Chã das Caldeiras, auréolée par le prestige du français Armand Mont-Rond, originaire du pays de la viticulture, l'histoire du vin de Chã a ainsi sa part de légende. Orlando Ribeiro a lui-même observé la présence de vignes à Chã, et évoque la fabrication d'un vin de maison, qu'il nomme « *vinho de casa* ». L'histoire de l'origine française contribue à la valeur symbolique de la culture du vin à Chã, considérée comme un héritage du « Casanova français », et vendu comme tel aux touristes.

Presque toutes les familles possèdent des vignes et se livre, au sein du foyer, à une fabrication artisanale du vin, le « *Manecon* », vin à la robe opaque, sucré ou âpre à la saveur minérale et atypique. Les savoirs et les techniques variant beaucoup d'une famille à l'autre, les vins ont des goûts très variés. Le sol, riche en soufre est particulièrement propice à cette culture.

Figure 1.27. Culture de la vigne à Chã (Sanial, juillet 2013).

La viticulture est en lien avec l'environnement volcanique de la caldera, la pouzzolane étant poreuse, elle permet de drainer les sols et de retenir l'humidité. La vigne pousse sans tuteur, et les grappes sont récoltées à même la pouzzolane (**figure 1.27**). Les techniques agricoles sont les mêmes que celles

employées pour les cultures vivrières, soit de grands trous remplis de fumier en prévision d'une nouvelle plantation. Cette culture est respectueuse de l'environnement, les agriculteurs n'utilisant que du purin pour enrichir la terre et du soufre, afin de prévenir les plants de certaines maladies.

Cette viticulture peut donc être considérée comme biologique (même si elle ne possède pas de label), les intrants étant trop gourmands en eau et peu nécessaires dans un contexte où le sol présente des caractéristiques propices à la viticulture. De plus, les vignerons peuvent se fournir en souffre directement dans le cratère du volcan. Ce sont souvent les enfants qui sont assignés à cette tâche : ils grimpent dans le cratère, y récupèrent des blocs de soufre qu'ils font ensuite brûler dans les champs. Toutefois cette pratique n'est pas la plus courante, d'autres viticulteurs achètent le soufre.
La production viticole constitue l'une des principales sources de revenus pour une grande partie des habitants du village. Les vendanges ont lieu de fin juin à fin juillet. Lorsqu'une parcelle est vendangée par une famille, d'autres membres du village peuvent venir aider et recevoir en échange un repas ou une petite rémunération (on retrouve ici le principe du *djunta mon*).

Une fois vendangée, en dehors de la vente de raisin de table (au village mais aussi à São Filipe), et de son exportation par bateaux (Praia notamment, sur l'île de Santiago, capitale du cap Vert), cette production de raisin sert à la fabrication de vin. Elle se divise alors en deux catégories, avec d'un côté, la partie du raisin qui servira à faire le vin traditionnel local de maison, et de l'autre, la partie du raisin qui sera vendue dans une coopérative pour produire le vin de Fogo destiné à la vente[59].

➔ *Le Manecon, vin des familles*

Les viticulteurs du village gardent souvent une partie de leur récolte afin de la vinifier à la maison (**figure 1.28**). Chaque vigneron possède ainsi sa propre technique, et la qualité des vins varie beaucoup d'une maison à l'autre. La viticulture à Chã est un savoir qui se partage entre les hommes et les femmes et se transmet de génération en génération, indépendamment du sexe des individus. Le vin produit porte le nom de *Manecon*, du nom d'un ancien du village, Manuel, qui était (selon l'histoire), en état constant d'ébriété. Il existe plusieurs sortes de *Manecon*, rouge ou blanc, sec ou doux, mais le *Manecon doz*, rouge et sucré, est de loin le plus connu. Les touristes à la recherche d'authenticité et de rusticité apprécient ce vin à la robe opaque, au goût fort et sucré. Le *Manecon* pouvait être acheté directement au producteur ou dans les bars du village, et chaque année, son prix augmentait au moment de « soudure », quand la nouvelle vinification n'est pas encore prête. Ce vin ne contient aucun conservateur (il ne peut pas être conservé longtemps), supporte mal les transports (surtout en avion), ce qui limite d'entrée de jeu sa commercialisation.

[59] Les agriculteurs du village distribuent leur raisin entre plusieurs coopératives viticoles : *l'Associação de Agricultores de Chã das Caldeiras* produit le vin de marque *Chã*, la coopérative d'Achada Grande produit le vin *Sodade* et l'*Associação de Solidariedade e Desenvolvimento* produit le vin *Maria Chaves* à Monte Barro. L'analyse porte ici uniquement sur la coopérative située à l'intérieur de la caldera, parce qu'elle est la plus importante en termes de production, mais aussi parce qu'elle est située dans la caldera (un nouvel édifice a été construit à Cova Tina après la toute dernière éruption).

Figure 1.28. Réalisation du manecon à Dje de Lorna (Chouraqui, août 2013).

Pour réaliser le *manecon*, la récolte a lieu de manière tardive, au moment où les raisins ont atteint un stade de pleine maturité et où certains sont déjà séchés par le soleil. La récolte a également lieu en famille. Par exemple pour telle famille, les hommes sont à la cueillette, les femmes au tri. On cueille tout, mais en priorité le pinot noir, le moscatel, et seulement un peu de raisin blanc (pour l'eau qu'il contient). Pendant que les hommes cueillent, les femmes sélectionnent le raisin en enlevant uniquement les grains touchés par la moisissure et les feuilles. Les grappes sont ensuite écrasées et équeutées dans un même temps par un écraseur-équeuteur à manivelle, prêté par un proche parent.

➔ *Le « Chã, vinho do Fogo », vin de Coopérative*

L'essor de la production viticole à Chã a vraiment commencé avec la mise en place de la coopérative, soutenue par une ONG italienne, COSPE (Coopération internationale à l'Éducation au Développement présente à Fogo depuis la fin des années 90). C'est pendant cette période que les agriculteurs ont tous commencé à arracher les plantes de ricins pour les remplacer par des vignes, opérant ainsi la première étape de la reconversion agricole dans la caldera. Le vin produit par la coopérative est très différent du *manecon*, sa fabrication étant basée sur un modèle exogène de vinification à l'italienne. Toutefois, l'initiative lancée par COSPE a bénéficié des savoirs et des savoir-faire locaux en termes de vino-viticulture ainsi que des moyens de production préexistants.

En effet, les habitants avaient déjà expérimenté une première tentative de modernisation dans les années 80 (à partir de 1984), avec la création d'une première coopérative viticole soutenue par la coopération allemande à Boca Fonte[60]. Le matériel de cette première coopérative détruite par la lave a été transporté

[60] Le projet allemand, ancré dans une idéologie socialiste visait à produire du vin en utilisant une technologie moderne. Dans un entretien réalisé en 2013, Franz Hegger (œnologue italien membre de l'ONG COSPE) précise que le vin était produit en très petite quantité et vendu sous la forme de bouteilles de 5 litres très peu cher et de qualité douteuse.[60] Franz Hegger explique que les acteurs associatifs allemands étaient en effet des spécialistes en matière de fruiticulture mais pas de viticulture.

à Bangaeira, où était située l'école maternelle, qui a provisoirement assuré les premières productions[61]. Ce n'est que par la suite que le système s'est modernisé avec l'achat d'une nouvelle machine de pressage, de nouvelles cuves, d'une machine d'étiquetage et d'embouteillage du vin.

Encore aujourd'hui, et malgré la récente destruction de la coopérative en 2014 par l'éruption volcanique (une partie du matériel a pu être sauvé et transféré à Cova Tina, où une « adega » provisoire en préfabriqué a été montée, avec des équipements permettant de produire cent mille litres en 2016, et cent soixante mille litres en 2017. La majeure partie du raisin récolté dans la caldera est donc vendue à cette coopérative, qui fabrique du vin (rouge, blanc, rosé et du vin liquoreux, le « passito »), des liqueurs et d'autres produits transformés à base de fruits locaux (**figure 1.29**). Le vin est vendu sous l'appellation contrôlée « *Chã, vinho do Fogo* », dans tout le Cap-Vert, mais principalement localement. La demande est telle que tous les ans, le vin produit par la coopérative est consommé dans l'année même de production. En 2010, la coopérative a ainsi produit 75 000 litres de vin à partir de la transformation de 126 tonnes de raisins. Depuis 2012, la coopérative a même commencé à exporter vers les États-Unis et le Portugal, activité qui n'avait jusqu'alors lieu que de manière informelle.

Figure 1.29. Ze Fontes vient d'apporter son raisin blanc à la coopérative à Portela où il va être pesé (Chouraqui, juillet 2013).

Cette réussite s'explique par un grand nombre de facteurs dont il est nécessaire de reconnaître la portée si on veut bien en saisir les forces et les limites. Franz Hegger remarque que le succès de cette approche coopérative ne peut pas être attribué à une cause en particulier, et dépend d'un ensemble de facteurs : *« Si cette histoire est celle d'un succès, c'est aussi parce que le vin est un produit très intéressant. Il se lie très bien avec le tourisme. Il n'y a pas d'autres vins ici au Cap-Vert. C'est un produit qui se conserve »* (entretien avec Franz Hegger, 2013). En effet, la notoriété nouvelle de Chã das Caldeiras s'appuie avant tout sur la présence du *Pico do Fogo*, qui domine le paysage, mais c'est le mélange entre le caractère volcanique, originel, et l'agriculture, notamment la vigne, donne toute son originalité au paysage (**figure 1.30**).

[61] Après l'éruption, l'école maternelle ne fonctionnait pas, tout comme l'école primaire, et n'ont été remises en fonction que par la suite, avant d'être finalement détruites par l'éruption de 2014-2015.

Figure 1.30. Un paysage volcanique viticole (Texier, 2010).

L'analyse suivante se base sur les différentes perceptions des acteurs sociaux impliqués afin d'identifier les facteurs que ceux-ci considèrent comme des forces et des faiblesses. Rareté, valeur ajoutée, propriété de conservation et absence de concurrence sont autant d'atouts du « vin de lave » (Lesourd, 2016, p.2), mais ce sont aussi des facteurs internes à la communauté dans un environnement économique et social spécifique qui ont rendu la collaboration avec COSPE fructueuse.

Pourtant, à la même époque à Fogo, l'ONG a également tenté de monter une coopérative avec les producteurs de café de Mosteiros, sans succès. COSPE était en effet venu à Fogo, non seulement pour aider les viticulteurs de Chã à s'organiser en association, mais aussi les producteurs de café de Mosteiros. Or, malgré une aide financière plus importante destinée aux producteurs de café, ce sont les viticulteurs de Chã das Caldeiras qui ont le mieux tiré profit de l'aide reçue (cf. entretien Franz Hegger, 2013). Ces deux groupes sociaux visés ont des conditions différentes d'organisation et d'intérêts favorisant plus ou moins l'adoption des principes d'une démarche coopérative :

- D'un côté, la culture du café à Fogo est détenue par de grands propriétaires ayant émigré aux États-Unis, qui payent des *guardas* (à la fois gardiens et chargés de l'entretien des plantations) afin de surveiller et de cultiver leurs terrains. Ces employés ne reçoivent aucun salaire, mais ils ont le droit de cultiver des lopins de terre appartenant à l'employeur. Pour Franz Hegger, ce système rappelle le système féodal européen, où les paysans ne possèdent pas de terre, mais uniquement une tenure (terrain cédé) appartenant au seigneur, en échange des corvées et des redevances perçues par ce dernier. Les *guardas* n'ont trouvé aucun intérêt à chercher à améliorer la production de café puisqu'ils ne reçoivent aucun bénéfice des ventes du café produit.

- De l'autre, au contraire, les viticulteurs de CDC ont tout de suite compris l'intérêt pour eux d'améliorer la qualité de la production et de vendre le raisin à la coopérative, à raison de 200 escudos le kilo, soit 1,77 euro. Il s'agit d'un très bon prix de vente par rapport aux autres fruits produits au Cap-Vert, mais aussi par rapport à d'autres pays comme la France, où le prix d'achat

moyen aux producteurs oscille entre 0,30 et 0,40 centimes d'euros (agreste, 2012). Il s'agit d'un prix fixe, qui est resté inchangé depuis, alors que la production, elle, a augmenté d'année en année, avec des journées où plus de 10 000 kilos de raisin arrivent par camion à la coopérative. Cette valorisation de la production par le maintien du prix de vente permettant d'assurer une croissance des rémunérations a directement profité aux viticulteurs, avec une augmentation du niveau de vie des membres.

La capacité des viticulteurs de Chã das Caldeiras à mener à bien une production viticole collective, qui s'est avérée supérieure à celle des agriculteurs de Mosteiros cultivant le café, n'a donc pas dépendu de la différence « intrinsèque » des produits agricoles cultivés. Le modèle coopératif de développement est particulier et sa réussite met à contribution un ensemble « d'ingrédients » regroupant des facteurs humains, sociaux et économiques liés aux structures historiques et culturelles qui influencent le désir d'engagement et d'investissement des partenaires, à la base de tout projet collectif. Dans le questionnaire MIA-VITA passé en 2011, les enquêtés, viticulteurs, soulignaient en effet plusieurs avantages de faire partie de cette coopérative et association (**figure 1.31**).

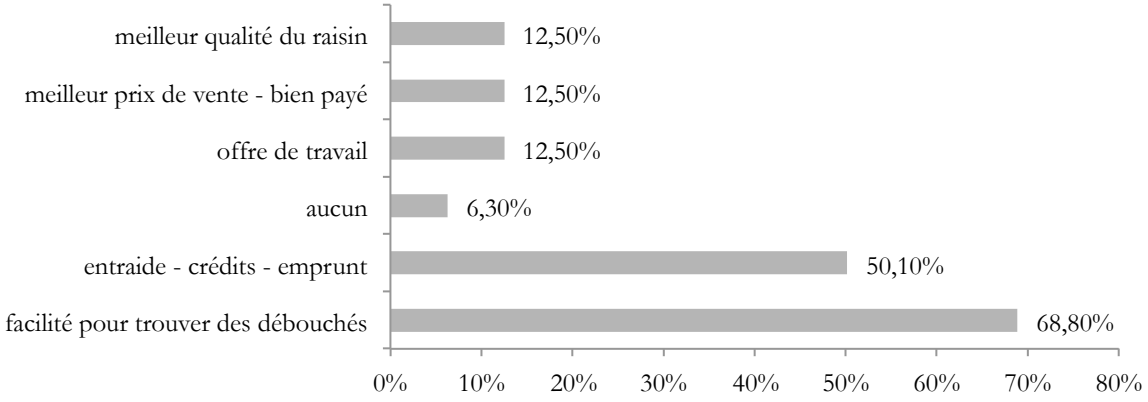


Figure 1.31. Les avantages à faire partie de la coopérative viticole de Chã (questionnaire réalisé en 2011 dans le cadre du programme MIA-VITA, graphique réalisé à partir des réponses de 26 membres de la coopérative viticole, sur un échantillon de population de 58 individus).

1.2.2. L'essor du tourisme avant 2014-15 : nouvelles opportunités

◆ Émergence d'un géo-tourisme et activités économiques associées

L'éruption de 1995 a non seulement attiré l'attention des ONG comme COSPE et celle des scientifiques (chercheurs, étudiants), de plus en plus nombreux à étudier ce petit village, mais aussi celle des touristes. En peu de temps, profitant d'une soudaine médiatisation nationale et internationale et du grand intérêt pour l'île de Fogo suscité par l'éruption, Chã das Caldeiras s'est fait connaître dans le monde entier en tant que destination touristique. Depuis cette date, l'agriculture n'est plus la seule activité dans la caldera, comme au Cap-Vert. En effet, à l'échelle nationale, le secteur du tourisme est actuellement en pleine croissance[62] avec un chiffre record de 650 000 touristes en 2016, contre 500 000 en 2015 (*Instituto Nacional de Estatística* - INE). Le secteur des services représente ainsi 72 % du PIB, majoritairement porté par le tourisme et les services financiers.

[62] On note cependant que le tourisme se concentre majoritairement dans les îles de Sal et Boa Vista, qui concentrent respectivement 46,2% et 29,3% des capacités d'accueil en 2016, contre seulement 2,1% pour Fogo (INE, rapport Estatísticas do Turismo – 2016, p.15).

Chã s'est ainsi converti en une étape-clef pour les voyagistes étrangers, mais également pour les migrants d'origine capverdienne de retour pour les vacances. Avant 2014-2015, des touristes venaient ainsi chaque jour visiter le village de Chã das Caldeiras, goûter les produits locaux (vin, fromage), réaliser l'ascension guidée du *Pico de* Fogo ou encore acheter un objet en pierre de lave, typique de l'artisanat local. Il s'agissait donc à la fois d'un « tourisme-éclair[63] » et d'un géotourisme pratiqué par des touristes venus seuls ou accompagnés de guides locaux, à la recherche du calme, de la bonne ambiance locale, dans le cadre d'un paysage volcanique grandiose et de sa flore endémique. Avant l'éruption de 2014-2015, Amarisa Lopes Pina, connue sous le nom de Marisa, était la propriétaire des deux principales pensions au village. Elle explique pourquoi selon elle, le tourisme à Chã est une réussite qui va dans le sens d'une valorisation du patrimoine naturel et culturel local : « *Les touristes qui viennent ici sont de bons touristes, ils ne nous demandent pas l'air conditionné avec la télévision dans les chambres. Ils ne viennent pas ici pour les hôtels 7 étoiles, avec piscines, comme à Bõa Vista ou Sal. Moi j'ai beaucoup de touristes qui disent "Non, moi je ne veux pas de ça !" Ici on a un bon, un très bon tourisme. Beaucoup de clients viennent ici pour faire des excursions, ils font le volcan, et petit à petit, ils font la via ferrata. Ils viennent pour la nature, pour la culture, pour les produits locaux. Ils aiment goûter le manecon, le fromage, l'artisanat, c'est ce qu'on a ici qu'ils viennent chercher*[64] » (entretien réalisé en novembre 2013).

Les différentes activités liées au tourisme (maisons d'hôtes, guides de montagne, artisanat, commerces) se sont ainsi ajoutées à l'agriculture et constituent le deuxième secteur d'activité du village. En plein essor, il n'est cependant que très rarement la seule ressource d'un foyer en raison de son instabilité.
Cette diversification économique occasionne des changements pour la communauté de Chã. Au niveau organisationnel, une association des guides touristiques de Chã das Caldeiras (AGTC- *Associação Guias Turísticas Chã Das Caldeiras*) pour faire valoir leurs droits et structurer leurs activités existe depuis 2012. L'AGTC est un organisme à but non lucratif qui rassemble la majorité des guides touristiques originaires de Chã das Caldeiras. À travers cette association, plusieurs guides ont pu participer à des activités de perfectionnement (cours pratiques, conférences et visites) susceptibles d'être utiles aux guides dans le cadre de leur fonction. Par ailleurs, un office d'information a été construit à Portela, créant un emploi à mi-temps. Le tourisme stimule aussi les ventes directes de produits agricoles locaux, à travers l'action de l'association des agriculteurs, qui organise des dégustations de vin à la coopérative.

Figure 1.32. Activités touristiques développées à Chã das Caldeiras : à gauche, quatre captures d'écran de rushs (Chouraqui, octobre et novembre 2013) ; à droite, photo du guide touristique Alder Montrond (Texier, juillet 2010).

Venus pour la journée de São Felipe ou de Sal[63]débarquent des bus une trentaine de touristes qui restaient une heure pour prendre quelques photos et boire un verre de vin puis aussitôt repartir.

[64] *« Turista ke ta bem li é bom turista, es ka ta bem jobe ar condicionadu ku televisão na cuarto. Es ka ta bem pa hotel di sete estrela ku picina, sima na Sal o Bõa Vista. Mi tem tcheu turista ke ta fra : « Não, mi ka kre kela ! » Li, kel turismo ke sta bem é bom turismo, tcheu bom turismo ! Tem tcheu clienti ke ta bem, ta faze excursão, es ta faze volcao, poco poco es ta faze via ferrata. Es ta bem li pa naturesa, pa cultura, pa proba kes produto de terra, kusa ke nos tem li kes ta bem busca ».*

Enfin, au-delà de retombées économiques directes, ce développement touristique a eu tendance à désenclaver la caldera et à ouvrir davantage la communauté de Chã vers l'extérieur : de nombreux guides du village ont appris l'anglais, l'allemand, le français ou l'espagnol. C'est principalement pour améliorer l'accès des touristes à la caldera qu'un tronçon de la route venant de São Felipe a été goudronné en 2010, facilitant du même coup la descente des *aluguers* (bus collectifs) vers la ville.

◆ L'image du volcan pour valoriser les produits locaux

Ainsi, le volcan est source de fierté, de créativité artistique, mais aussi économique au niveau local, insulaire et national. Qu'elles soient picturales ou musicales, ces différentes représentations sont autant de reflets des multiples appropriations dont le volcan est l'objet. En ce sens, les chants, mais aussi les images apparaissent comme un support privilégié pour analyser les différentes mises en ressources du volcan (Redon, 2015). L'image du volcan de Fogo est particulièrement utilisée pour les devantures de bar, les noms de boîtes de nuit, mais aussi pour les produits locaux, en particulier le vin (**figure 1.33**). L'image du volcan est utilisée à des fins marketing comme catalyseur économique, et permet de labelliser les productions agricoles et artisanales locales, constituant un argument de vente auprès des touristes nationaux et locaux. Il n'existe pas de label, mais l'image du volcan est gage d'un terroir, de la garantie du maintien des traditions de production ancestrale (patrimoine).

Cet usage économique de l'image du volcan permet de tirer le meilleur parti de ses ressources, y compris picturales, montrant de manière encore différente comment les habitants ont su se saisir de cette opportunité et faire d'un élément menaçant un atout pour renforcer leur robustesse économique. Cette construction d'une iconographie autour d'un élément fondateur du territoire fait écho aux questions de symboliques territoriales (Bonnemaison, 1981; Debarbieux, 1995), mais aussi à celles du lien entre produits et terroir. Ces éléments ne sont pas davantage problématisés ici, car ils ne sont pas au centre de la thèse. Ils n'en sont pas moins essentiels pour comprendre les jeux d'influence autour du territoire et de son volcan, et sont donc étudiés en tant que tels.

Figure 1.33. exemple de trois bouteilles de vin produites à Chã das Caldeiras, avec deux bouteilles de manecon à gauche et à droite, et une bouteille de « Chã » au centre (Chouraqui, 2013).

Tourisme volcanique, vin et produits locaux de qualité, l'image de Chã est devenue en peu de temps, celle de la prospérité. On est bien loin du Chã marginalisé d'avant l'éruption de 1995, et encore plus de la caldera inhabitée et inhospitalière d'avant 1917. Les habitants, qui ont su exploiter et valoriser le fort potentiel agricole et plus récemment touristique de la caldera, ont développé une relation ambivalente avec le volcan et se sont progressivement approprié ce milieu volcanique hostile.

Cet essor démographique et économique est à l'origine de pressions et de deux nécessités de protection : protéger la nature face au développement local, mais aussi protéger les hommes face au risque volcanique. Ainsi, pour répondre à ces enjeux, l'arrivée de nouveaux acteurs institutionnels depuis 1995, est venue remettre en cause la souveraineté des habitants de la caldera sur leur territoire, ravivant la question suivante : A qui appartient-il ?

Se considérant comme « *les seuls à avoir lutté afin d'en valoriser le potentiel économique* » (Nunes, 2015), revendiquant une quasi-autonomie, ils se sont souvent opposés aux pouvoirs publics, refusant d'obéir aux normes susceptibles de remettre en causes des bénéfices économiques durement acquis.

1.3. Luttes de territoires et conflits dans la gestion des ressources et des risques

Bien qu'isolé géographiquement, le village de Chã s'est vu mis sous la dépendance de plusieurs tutelles. En matière de gestion de ce territoire à forts enjeux qu'est la caldera, le Cap-Vert a mis en place des stratégies portées par des institutions à l'échelon national, insulaire (Fogo) et local (Municipalité de Santa Catarina), afin de répondre à ce double objectif : réduire le risque pour protéger la population et les biens face à la menace volcanique, et encadrer, réguler l'emprise humaine sur le milieu naturel pour le conserver.
Le Cap-Vert s'affirme sur la scène internationale comme adhérant aux grandes directives promues par les instances internationales, que ce soit en termes de développement, de protection de la nature ou de réduction des risques. Il fait partie des plateformes régionales d'Afrique de l'Ouest. Il s'agit ici de voir comment le pays s'est approprié les cadres internationaux et comment ceux-ci se traduisent localement à Fogo, les mesures induites et leurs impacts sur le développement local au sein de la caldera.

1.3.1. Quand la Caldera devient Parc Naturel : restrictions, conflits et approche participative naissante

- **Au niveau international et national, le Cap-Vert ratifie les grandes directives**

Concernant la gestion environnementale, et même si en réalité rien de concret n'est fait avant 1996, le Cap-Vert se préoccupe dès 1975 de l'environnement (sous la première République 1975-1990). Les premiers programmes gouvernementaux (de 1975 à 1990) se focalisent essentiellement sur des mesures de conservation (retenue des eaux de pluies, conservation des sols, reboisement, lutte contre la désertification).

La survenue de la 2ème République en 1991 (ouverture politique) va élargir les préoccupations environnementales à la dimension sociale (accent sur la sensibilisation et la formation du citoyen) et le développement local, pour aboutir à des objectifs de développement durable dès 1996.
Dès la Convention sur la Diversité Biologique à Rio en 1992, qui avait été ratifiée par le Cap-Vert, le besoin et l'obligation des différentes parties d'élaborer des plans d'action visant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et leur intégration dans les plans sectoriels, formant ensemble le Plan National de Développement (PND), avaient été établis. En mars 1996, le gouvernement fait pour la première fois une référence explicite à la biodiversité dans son programme, et fixe comme un des principaux objectifs politiques pour l'environnement, la réalisation d'un programme de protection de la biodiversité et des ressources génétiques.
Dans le PND de 1997-2000, le Cap-Vert planifiait une politique respectant les 3 grands principes de la Convention sur la biodiversité : la participation des populations, l'approche intégrée et le partenariat. Il y était affirmé que « *le concept de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité, dans le contexte d'un pays en voie de développement, est indissociable du concept de lutte contre la pauvreté et des solutions pour le développement durable* » *et que « tout doit être fait pour que les populations directement affectées soient impliquées et responsabilisées dans la définition et dans l'exécution des actions sur le terrain* ». Ce Plan National de Développement 1997-2000 présente ainsi comme ligne principale d'orientation « *le renforcement de la participation de la Société Civile, ayant pour base l'éducation et la formation environnementale* », voulant une « *société consciente du rôle et des défis liés à la biodiversité, convaincue de ses responsabilités auprès des générations futures et déterminée à utiliser les ressources de manière durable* ».

En 1999, le gouvernement met en place une Stratégie Nationale et un Plan d'Action sur le Biodiversité

(ENPA-DB) et en 2003, une loi définissant le régime juridique des Aires Protégées. Après un 2ème Plan d'action National pour l'environnement (PANAII) en 2004 et un Plan de conservation des espèces en voie d'extinction en 2008, le Cap-Vert ratifie, en septembre 2011 le Protocole de Nagoya.
Le 2ème plan (2004-2010) prévoyait une meilleure intégration de l'environnement dans les différents secteurs économiques à l'aide de 9 plans intersectoriels. Ainsi, la stratégie nationale s'inscrit dans le paradigme intégrateur.

Selon la Convention sur la Diversité Biologique (2010) « *les îles ne recouvrent que 3% de la surface du globe mais abritent néanmoins une quantité disproportionnée de biodiversité, et notamment des espèces endémiques.* » Or, toujours selon ce même rapport sur la biodiversité insulaire, les petits États insulaires en voie de développement, dont fait partie le Cap-Vert, comptent les taux d'érosion de la biodiversité les plus alarmants. La singularité des espèces endémiques et la géologie du Cap-Vert (en lien avec l'activité volcanique), ont donc contribué à attirer l'attention d'organisations dédiées à la protection et à la conservation de l'environnement :

- **Biodiversité terrestre.** Les habitats terrestres du pays font partie du royaume des Forêts du Macaronésie, sélectionnée par WWF parmi les 200 Ecorégions les plus essentielles à la conservation de la biodiversité mondiale. Enfin, tout l'archipel est considéré comme une zone importante pour la conservation des Oiseaux (« *Important Bird Area* » - IBA), avec 40 espèces d'oiseaux nidifiant au Cap Vert et 130 espèces qui, dans leur parcours migratoire, passent par le Cap Vert (Tosco, 2000).

- **Biodiversité marine.** Concernant les habitats marins, ils font également l'objet d'un fort taux d'endémisme. Une étude réalisée par WWF a identifié le Cap-Vert comme l'un des dix principaux hotspots de biodiversité de récif corallien du monde.

- **Richesse de la Caldera de Fogo en termes d'endémisme**. Au total, 600 espèces de plantes dont 82 endémiques ont été dénombrées au Cap-Vert. Parmi ces 82 espèces, 37 sont présentes dans l'île de Fogo. Parmi ces espèces, 5 existent uniquement à Fogo : *Fruncho*, *Mostardinha* (**figure 1.13**), *Sabão-de-feiticiera*, *Lingua-de-vaca* et *Cravo-Brabo,* ces deux dernières étant utilisées à des fins médicinales. La caldera de Fogo est particulièrement riche en espèces endémiques : elle rassemble 32 espèces endémiques capverdiennes, dont toutes celles spécifiques à Fogo.

À la suite de ces déclarations sur les aires protégées (modèle des aires protégées IUCN (2003) depuis Rio 92 dans le cadre du décret-loi N°3/2003), 3 projets sont ainsi mis en place, dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) :

- Projet *Areas Protegidas* (2003) : le gouvernement (ministère de l'Environnement et de l'Agriculture) souhaite instaurer un organisme autonome de gestion des aires protégées, favoriser la gestion participative des ressources dans les parcs, et améliorer la gestion raisonnée des ressources.
- Projet de conservation des zones marines et côtières
- Projet de protection des ressources naturelles de l'île de Fogo (dans le cadre de Natura 2000)

Trois plans de gestion sont élaborés pour les parcs Naturels de Serra Malagueta, Monte Gordo et Fogo. Des Plans de gestion sont en perspective de mise en place pour Santa Luzia, Maio, Santo Antão, São Vicente, Bõa Vista et Sal.

Ces plans répondent à trois objectifs opérationnels, conformément à la CDB :

- Conservation de la diversité biologique.
- Utilisation durable de la diversité biologique.
- Partage juste des bénéfices liés à l'utilisation des ressources génétiques.

Conformément aux grandes directives internationales, le Cap-Vert se dote ainsi d'une nouvelle vision de la biodiversité pour 2050 :

- Pour une Biodiversité valorisée, préservée, restaurée, afin de pouvoir être bien utilisée, dans le sens de services écosystémiques : « *entretenir des plantes saines qui peuvent fournir des bénéfices essentiels pour tous, aujourd'hui, et demain* » (cf séminaire *Areas Protegidas*, décembre 2011).
- Il s'agit donc de diminuer les pressions directes sur la biodiversité pour limiter les pertes et garantir la diversité génétique, pour combattre l'invasion des espèces exotiques, et restaurer les écosystèmes en dégradation. Pour cela, il s'agit de continuer à créer des Aires Protégées et d'en améliorer le système de gestion.

Les nouveaux objectifs au niveau institutionnel national visent à implémenter le protocole de Nagoya[65] et le nouveau plan stratégique 2011-2020 selon les Objectifs d'Aichi, et travailler sur les objectifs opérationnels du projet *Areas Protegidas*, piloté par plusieurs ministères dont celui de l'environnement et celui du développement rural, et réalisé en partenariat avec le programme régional de conservation marine et côtière pour l'Afrique de l'Ouest (PRCM) impliquant de multiples donateurs et parties prenantes.

◆ À Fogo : le dispositif de protection de la nature avant 2014-15

L'élevage de chèvres et la déforestation ont été largement dénoncés dans la littérature scientifique sur le Cap-Vert comme étant les principales causes de dégradation environnementale et de perte au niveau de la biodiversité des îles (Ribeiro, 1951 p.109 ; Spaak, 1990, interview avec Alexandre Nevsky, directeur du Parc Naturel de Fogo, mars 2011). La nécessité de protéger les ressources biologiques de Fogo face à la pression notamment agricole, s'est traduite par la création du Parc Naturel de Fogo (PNF) en 2003, sur la base du décret définissant le régime juridique des aires protégées du Cap-Vert. Situé dans la partie centrale de Fogo, le territoire occupé par le parc couvre une superficie de 8468.5 hectares, située à la confluence de trois communes (**figure 1.33**) : São Filipe (1861 ha: 22% du parc), Santa Catarina (4237 ha: 50% du parc) et Mosteiros (2370 ha: 28% du parc). Il compte vingt-deux communautés :

- Municipalité de São Filipe avec 13 communautés : Campanas de Cima; Monte Preto; Ribeira Filipe : Albarca, Zambujeira, Inhuco, Achada Fora, Cidreira, Miguel Gonçalves, Cutelo Capado, Monte Grande, Lacacã et Monte Largo;
- Municipalité de São Filipe Santa Catarina avec 4 communautés : Achada Furna, Cabeça Fundão, Chã das Caldeiras et Estância Roque ;
- Municipalité de Mosteiros avec 5 communautés : Cutelo Alto, Pai António, Feijoal, Ribeira Ilhéu et Atalaia.

Alors que vingt et une de ces communes se trouvent en zone tampon, une seule est située dans la zone protégée : Chã das Caldeiras. En effet, le Parc Naturel recouvre intégralement la caldeira de Fogo (**figure 1.34**). D'après le cadre juridique en vigueur, en particulier de l'article 10 du Décret-loi n ° 2/2007 et du

[65] Le Protocole de Nagoya est un accord international sur la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments. Adopté à Nagoya au Japon en octobre 2010, ce protocole doit permettre de régir l'accès et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Plan de Gestion du parc naturel du Fogo, à « *Chã das Caldeiras, la terre appartient à l'État* » (cf. Plan de Gestion du PNF, p.18). En effet, depuis les premiers temps du peuplement, les habitants n'ont jamais accédé à la propriété légale des terrains (ils n'ont donc jamais payé de taxe foncière) et ne sont donc pas devenus, juridiquement parlant, propriétaires de celles-ci. En plus des problèmes juridiques soulevés par cette situation, les implications sociales et économiques de son application sont évidentes dans un domaine où, comme on l'a vu précédemment, la plupart des terres de l'Etat étaient déjà utilisées et divisées en parcelles individuelles contrôlées et léguées par les chefs de ménage.

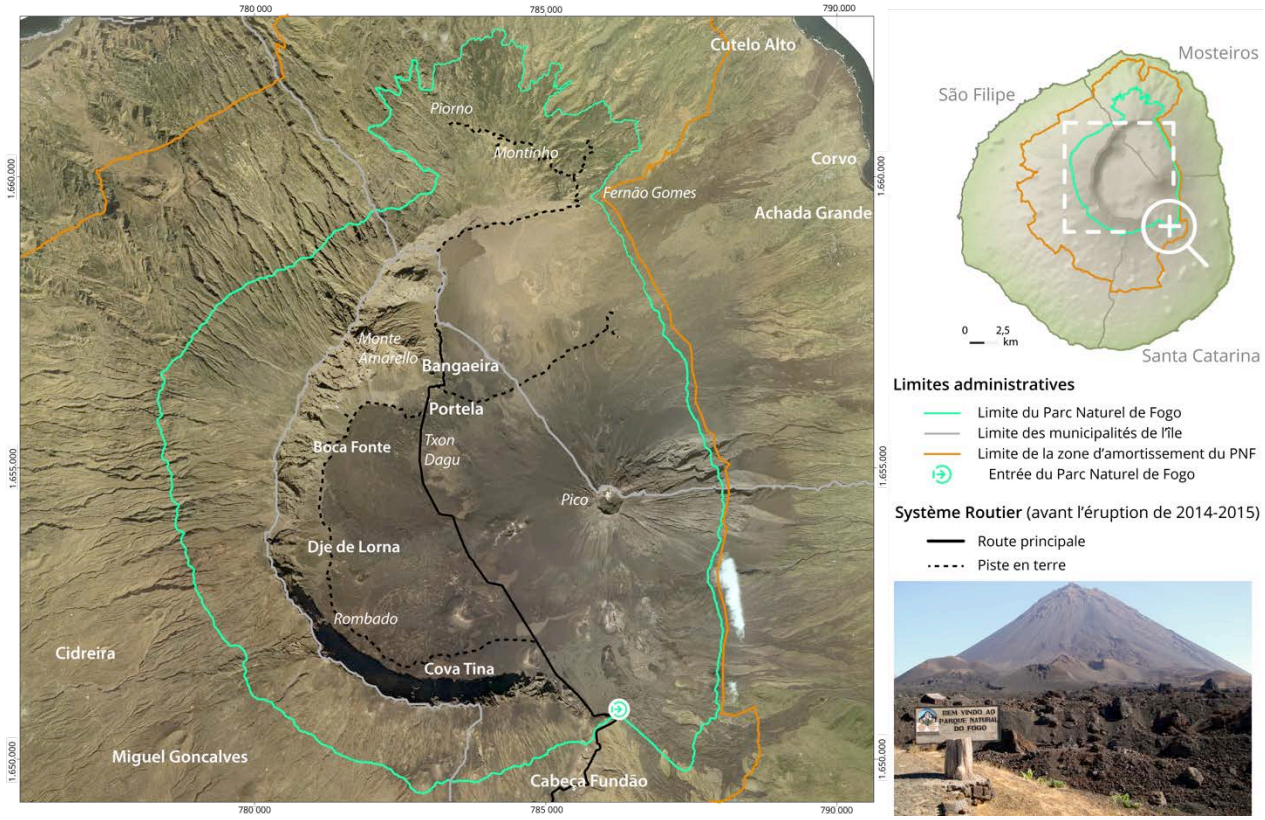


Figure 1.34. Situation géographique du Parc Naturel de Fogo à la confluence entre trois municipalités et principales zones habitées et lieux-dits, tracé de la route avant l'éruption volcanique de 2014-2015 (source : carte du Plano de Gestão do Parque Naturel do Fogo 2009, photographie satellitaire de 2003 ; photo de l'entrée de la caldera, MIA-VITA 2008).

- **Stratégies institutionnelles de gestion et leurs effets locaux en termes d'opportunités et de menaces**

Le Parc Naturel de Fogo (PNF), enfant des grandes directives internationales actuelles en matière de protection de la nature, a été pensé comme un outil de protection incluant l'intervention humaine, obéissant à une approche basée sur un usage limité et raisonné de la nature. En cohérence avec son idéologie post-moderne[66], il a pour mission *« d'harmoniser les besoins humains et les besoins de préservation de l'environnement, de garantir l'amélioration des conditions de vie de la population locale, d'une forme qui soit compatible avec la protection de la nature, en assurant la conservation de la flore et de la faune endémiques, des écosystèmes uniques, et la promotion du développement durable de la population résidente, contribuant ainsi à l'amélioration de leurs conditions de vie »* (Andrade, 2014, p. 5).

Pour mener à bien la politique du PNF, le Parc compte seulement trois membres permanents, dont son

[66] L'idéologie qui sous-tend la création du Parc est définitivement post-moderne, dans le sens où elle allie une tendance écocentrée (prise en compte des considérations sociales des populations autochtones, les espaces protégés sont pensés comme des territoires de vie multifonctionnels) au paradigme du développement durable (Depraz, 2008).

directeur Alexandre Nevsky, nommé en 2006. Herculano Dinis technicien chargé du suivi écologique et Alexandre Nevsky ont suivi une formation en environnement et en biologie, et João Andrade en sociologie[67]. Le Parc mobilise également une dizaine de gardes forestiers, dont deux seulement habitaient dans l'enceinte du Parc à Chã (cf. données datant de 2013). Chargés de surveiller le parc, ils effectuent quotidiennement des rondes pour s'assurer qu'il n'y a pas d'infractions au règlement.

Le PNF a donc pour double objectif de protéger et de développer. Il mène à la fois des actions classiques de protection de la nature, et des activités de développement qui protègent le territoire. Il a pour mission, en plus de limiter la dégradation du milieu (rôle environnemental), de favoriser une utilisation durable des ressources et de générer de nombreux emplois (tourisme, gardiens du PNF), afin de réduire la pauvreté (rôle économique et social). L'idéologie qui sous-tend la création du Parc est définitivement post-moderne, et allie une tendance écocentrée en matière de protection de la nature au paradigme durable de développement (cf**. chapitre 2**).

C'est pourquoi, comme l'a dit son directeur, le PNF a aussi pris part à des actions concernant l'agriculture et l'élevage (surtout les chèvres), l'agropastoralisme constituant une des activités économiques les plus importantes à Fogo, en particulier pour les communautés rurales. Le Parc Naturel de Fogo affirme et revendique le lien étroit entre la protection de la nature et l'agriculture, ce qui n'est pas le cas de tous les parcs naturels. Il rejoint le point de vue de Nathalie Galand, ingénieur en développement, pour laquelle l'agriculture, en agissant directement sur la terre, impacte directement le paysage et l'environnement et « *constitue la clé de voûte de la gestion des territoires des parcs* » (Galand, 2012).

Les actions du Parc peuvent ainsi être divisées en quatre catégories :

- Des actions de protection classique (restriction zonale de l'usage du sol, collecte et de préservation de semences de plantes endémiques).
- Des mesures de lutte contre la pauvreté (au sens large) : conservation des sols et de l'eau (construction de citernes pour les ménages pauvres, de réservoirs pour l'irrigation),
- Des mesures de développement agricole : l'amélioration du système agro-sylvo-pastoral (introduction de la chèvre des Canaries, construction de corrals),
- Des actions mixtes, aux répercussions multiples, dont la protection des hommes face au risque : l'ouverture des zones de production, permettant ainsi l'écoulement des produits, offrant une diversification des circuits touristiques et facilitant l'intervention de la protection civile en cas de catastrophe naturelle.

La sensibilisation de la population aux problématiques environnementales est considérée comme prioritaire par le Directeur de l'époque (Alexandre Nevsky), afin de garantir le succès et la pérennité des actions portées par le Parc. Dans ce sens, des actions de sensibilisation ont été menées (ou devaient l'être avant l'éruption de 2014-2015) :

- La construction d'un centre d'information dans la Caldera de Fogo, à l'entrée du village, afin d'être présent sur place, auprès des habitants et des touristes.
- La sensibilisation et la formation des agriculteurs et des éleveurs aux techniques agricoles, d'élevage, à la protection des végétaux, aux questions de nutrition, à la gestion des ressources en eau, à la comptabilité, au micro-crédit, aux techniques de traitement et de stockage des produits agricoles.

[67] En 2016, Herculano Dinis a été nommé directeur, succédant à Alexandre Nevsky, qui lui, a obtenu un poste haut placé au ministère de l'Environnement à Santiago.

- L'éducation et la formation du personnel local (guides, hôtels, restaurants) dans les domaines des langues, de la santé, de l'hygiène, des premiers soins et de l'artisanat.

L'entrée du Parc est gratuite et libre, mais le parc possède un règlement en termes d'occupation du sol et d'activités, qui restreint à certaines zones seulement l'habitat et l'exploitation agricole[68] (**figure 1.35**).

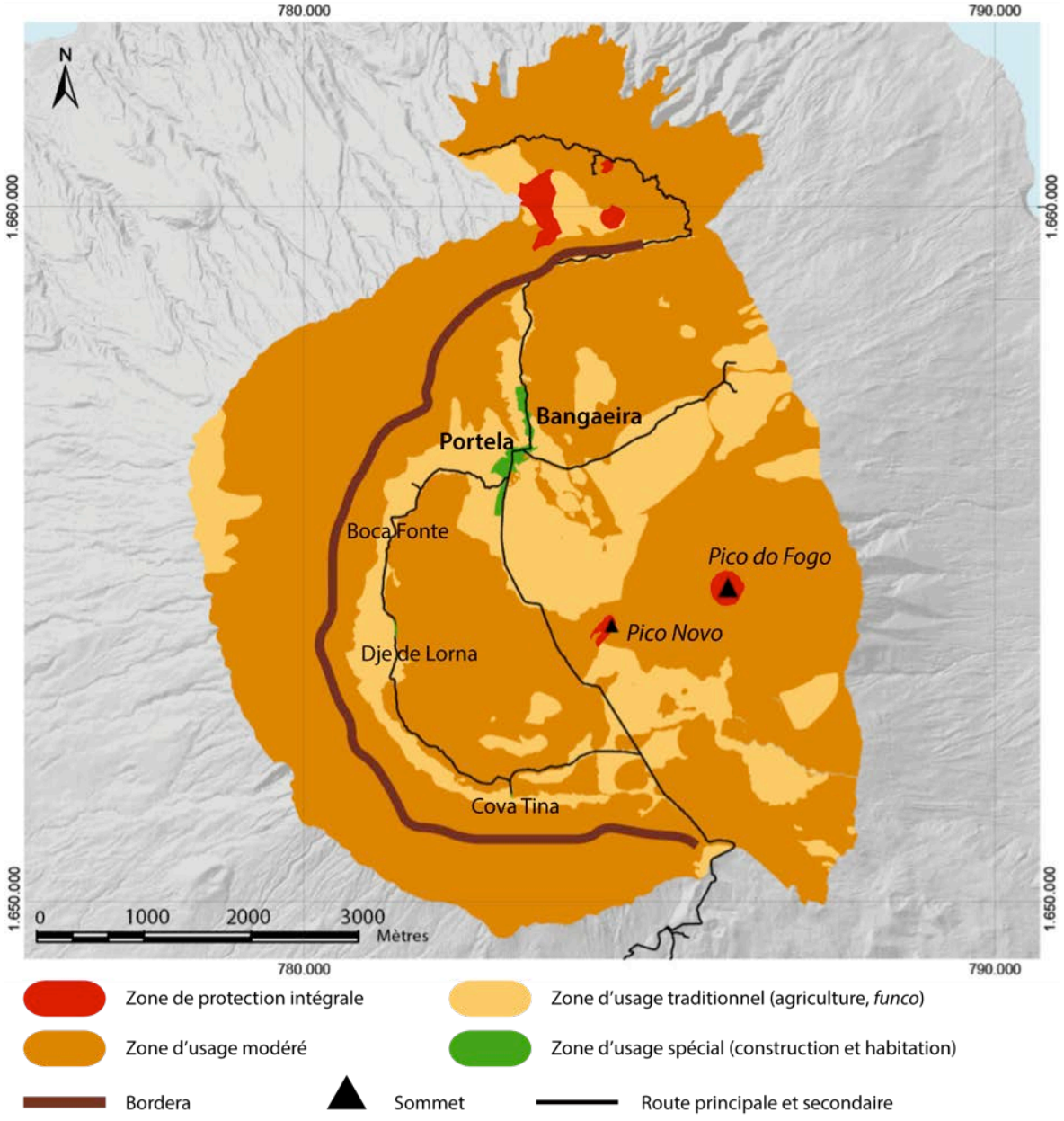


Figure 1.35. Limites du Parc et de ses zones à usage réglementé (source : PNF, 2009).

[68] Dans l'histoire récente du Cap-Vert, depuis son indépendance, on observe plusieurs cas semblables de confiscations de terre ou de restrictions des activités pastorales et agricoles. Qu'il s'agisse de la création du Parc Naturel de Serra Malagueta (île de Santiago) ou des plantations forestières autour du Pico da Cruz, de Pedra Rachada ou encore du secteur de Monte Tchota à Santo Antão, on retrouve le même schéma. Celui-ci est le suivant : d'un côté, des logiques étatiques visant à augmenter la couverture forestière (pour favoriser l'infiltration des eaux de pluie et diminuer l'érosion) ou simplement à promouvoir la conservation environnementale, de l'autre les logiques agricoles d'occupation du sol et d'accès aux ressources : mise en culture des sols, pastoralisme, collecte du bois pour la consommation familiale ou la production du « *grogú* » (ou « grogue »), le rhum artisanal capverdien (Murteira & Trigo de Abreu, 1991, p.12).

La totalité des zones habitées et exploitées de Chã se trouvant dans le Parc Naturel de Fogo, tout le village et sa population sont donc concernés par ces restrictions. Ainsi, les nouvelles dispositions réglementant le Parc Naturel de Fogo ont eu un impact important sur le développement et les activités locales, en raison 1) de fortes restrictions d'occupation du sol (certaines zones restent interdites à l'agriculture et à la construction), 2) de la limitation du développement des infrastructures, et 3) d'une rupture induite avec le modèle foncier préexistant fondé sur le partage et le transfert générationnel familial des terres. Toutes ces dispositions ont eu pour effet de restreindre les espaces d'habitat et d'exploitation agricole.

Pour toute opération d'aménagement, comme la construction d'un stade, d'une citerne, d'une maison, ou d'amélioration des infrastructures (route bétonnée, réseau électrique), il est devenu obligatoire d'obtenir l'approbation du Parc, dépendant elle-même du ministère de l'Environnement.

Si le Parc naturel a joué un rôle moteur dans l'essor touristique (il a déjà permis l'organisation d'une formation officielle de 6 mois pour un groupe de jeunes de Chã pour leur donner un diplôme de Guide officiel du Parc naturel), il a constitué plutôt une contrainte sérieuse pour l'agriculture et l'élevage, qui restent pourtant les activités principales à Chã, ce qui induit des conséquences lourdes pour le développement local et la vulnérabilité socio-économique des habitants :

- Il est devenu interdit de défricher de nouvelles terres dans l'enceinte du parc pour les cultiver, ce qui limite les possibilités de poursuivre le développement agricole.
- Il est défendu de laisser paître ses chèvres dans la caldera depuis la création du parc. Le coût du fourrage ou/et l'effort de travail que sa collecte suppose ont entrainé une diminution du nombre de chèvres et donc une baisse de la production de fromage dans le village. Loin de l'objectif fixé dans la Charte du Parc énoncée plus haut, il y a donc fragilisation de l'activité pastorale, qui était très lucrative.
- Les possibilités de modernisation et d'accès aux facilités publiques sont limitées : les habitants descendent régulièrement à São Felipe pour vendre leurs produits (fruits, légumes, figeons) et souffrent de la mauvaise qualité de la route pendant leur voyage. Or, l'unique voie qui relie Chã au reste de l'île est une route pavée en mauvais état. Celle-ci devait être goudronnée, mais le PNF s'y est opposé en invoquant le respect du « *paysage naturel* » propre à Chã das Caldeiras. En effet, pour toute opération d'amélioration des infrastructures (route, électricité), l'approbation du Parc (dépendant du ministère de l'Environnement et de l'Agriculture) est indispensable. Ce refus d'améliorer la route va également à l'encontre d'une bonne gestion du risque volcanique en ce qu'il constitue une difficulté supplémentaire pour l'évacuation du village en cas d'éruption volcanique.
- L'électricité est aussi facteur de conflit, entre la direction du Parc et les habitants qui en demandent l'accès, ce qui permettrait notamment une meilleure conservation des aliments grâce aux frigidaires (que certains habitants possèdent sans pouvoir les faire fonctionner). L'hésitation de la direction du Parc vient de la crainte d'une part que certaines espèces d'oiseaux nocturnes endémiques soient perturbées par un éclairage nocturne, et d'autre part qu'une pollution lumineuse aille à l'encontre du paysage céleste, élément important du tourisme « vert » qu'elle souhaite développer.

Toutefois, ces contraintes socio-économiques s'accompagnent aussi de potentialités fortes en termes de

développement économique et social. Le programme institutionnel *Areas Protegidas* prévoit entre autres de revoir la gestion des parcs vers un système davantage participatif en incluant les populations locales dans la protection de la biodiversité locale. Par exemple, dans le Parc de Serra Malaguete à Santiago, le directeur du parc João Mascareinhas a mis en place une Assemblée consultative impliquant les 9 communautés vivant dans le parc pour une gestion concertée du parc (plan, activités), qui se réunit 3 fois par an.

1.3.2. Un dispositif de gestion de crise inscrit dans une approche restrictive et centrée sur le contrôle de l'aléa volcanique

◆ Création et évolution du cadre institutionnel de gestion des risques au Cap-Vert

Dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes, le « Cadre d'Action de Hyogo pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes à l'horizon 2015 » a été ratifié par le Cap-Vert en 2005. Le Cap-Vert est aussi membre de la Plateforme Africaine, qui a un programme spécifique d'action pour mettre en œuvre « la stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophes (2006-2015) », et qui est pilotée par l'Union Africaine (*African Union*, ou AU) et l'UNISDR – AF (*United Nations International Strategy for Disaster Reduction – Africa*). Leur action se base sur une déclaration ministérielle africaine qui fait le lien entre la réduction des risques et les *Millenium Development Goal* (MDGs), qui s'est tenue à Nairobi au Kenya en avril 2010. Le Cap-Vert en revanche, ne possède pas de plate-forme nationale, et la gestion des risques est du ressort de la Protection Civile Nationale (voir chapitre 3.2.1.)
Le Service National de Protection Civile (SNPC) est la structure en charge de la gestion des risques au Cap-Vert depuis 1996[69]. Bien que le gouvernement ait déjà été en pleine réflexion à son sujet, le SNPC n'existait donc pas encore lors de la dernière éruption en 1995, qui a probablement précipité sa mise en place. Il est ensuite devenu opérationnel à partir de 1998, pour être officiellement promulgué par la loi du 19 avril 1999 (Lei N° 100/99). Il était dirigé par Alberto Fernandes jusqu'en décembre 2011, remplacé ensuite par Arlindo Lima.

Le SNPC possède quatre objectifs fondamentaux, à savoir : (1) prévenir les catastrophes ; (2) en atténuer les risques et en limiter les impacts ; (3) porter secours et assistance aux personnes en danger ; (4) contribuer à un retour à la normale dans les zones sinistrées.

Ces objectifs ont été travaillés par une commission spéciale à partir de 1992, composée du ministère des Infrastructures et des Transports, du ministère de la Santé, de l'État-Major des forces armées et de la Croix Rouge Capverdienne, chargés ensemble de :

- Définir le cadre règlementaire normatif du système de Protection Civile aux niveaux national et municipal, conformément au programme gouvernemental ;
- Faire l'inventaire des ressources humaines et matérielles disponibles dans le pays et hors du pays (diaspora)
- Faire l'inventaire et rechercher les moyens de financement possible ;
- Proposer un programme d'activités.

[69] C'est en 1991 que la nécessité de mettre en place un système de protection civile a été intégrée au programme du gouvernement, selon un processus qui a duré 9 ans.

Cette commission a notamment effectué des stages à l'étranger pour analyser les situations d'autres pays (Stage chez les sapeurs-pompiers de Paris en 1993 ; séminaire régional sur la gestion des catastrophes au Sahel, à Ouagadougou, Burkina Faso en 1994). Le changement de gouvernement fin 1995 a donné lieu à un nouveau programme qui fait suite au premier, pour mettre en place définitivement le Service National de la Protection Civile (SNPC), grâce à la création d'une commission nationale. Il s'est agi pour elle :

- De finaliser le cadre législatif ;
- D'établir un diagnostic des principaux risques et catastrophes présents au Cap-Vert ;
- D'élaborer un plan national de prévention des catastrophes (sensibilisation des responsables administratifs nationaux et locaux, des entreprises privées et de la population) ;
- D'élaborer un plan opérationnel de gestion des catastrophes en s'appuyant sur des partenariats avec les protections civiles d'autres pays de l'Ouest africain (plateforme régionale africaine) et une coopération avec l'ONU ;
- Créer des protections civiles municipales.

Les PC municipales s'avèrent être au final des commandements régionaux. Cinq commandements ont ainsi été instaurés officiellement depuis la loi d'octobre 2011 et sont devenus opérationnels fin 2012 :

- Praia à Santiago (gère aussi, au-delà de São Domingos et Cidade Velha, l'île de Maio) ;
- Santa Catarina à Santiago (gère 5 municipalités : Tarrafal, São Miguel, Santa Cruz, Picos, Orgõas) ;
- São Vicente (gère aussi les îles de Santo Antão et São Nicolau) ;
- Fogo (basée à Santa Catarina mais gère aussi les 2 autres municipalités de Fogo São Felipe et Mosteiros, plus l'île de Brava) ;
- Sal (gère aussi l'île de Bõa Vista).

◆ Des dispositifs de gestion des risques centrés sur la menace et sources de conflits avec les populations

❖ Une stratégie basée sur la délocalisation des populations locales

Suite à l'éruption de 1995, avant même la création du SNPC, la première mesure adoptée afin de réduire la vulnérabilité a été d'éloigner les habitants de la zone à risques afin de limiter l'exposition des populations locales au danger. Malgré l'opposition des réfugiés à ce projet de relogement en dehors de la caldera, des maisons ont ainsi été implantées dans deux villages, Achada Grande et Monte Grande, grâce à l'aide financière du gouvernement allemand. Néanmoins, cette tentative s'est soldée par un échec, les maisons ayant pour la plupart été abandonnées dans les années suivant l'éruption. En effet, privées d'alternatives économiques à l'agriculture florissante dans la caldera et de ressources au sens large, les populations sont retournées quelques mois plus tard dans la caldera. Inefficace, cette mesure a ainsi contribué à renforcer le conflit préexistant avec les autorités.

❖ Un volcan sous double surveillance : des problèmes de concertation sous-jacents

Depuis l'éruption de 1995, les efforts se sont concentrés sur la connaissance de l'aléa volcanique en vue d'équiper le volcan de Fogo et d'assurer la surveillance de son activité (sismicité, émissions de gaz, déformations du sol, etc.). Différents acteurs nationaux et internationaux ont été impliqués, avec l'intervention de deux programmes de recherche internationaux de grande ampleur, notamment entre

2007 et 2013 : d'une part MIA-VITA[70] (Programme collaboratif européen de type 7ème PCRD), partenaire de l'INMG (*Instituto Nacional de Meteorologia e Geofisica* – Institut National de Météorologie et Géophysique), et de l'autre MAKAVOL[71] (Programme de Coopération Transnationale de l'Union Européenne Madère-Canaries-Azores ; MAC 2007-2013 - MAC/3/C161), partenaire du LEC (*Laboratório de Engenharia Civil* - Laboratoire d'Ingénierie Civile). Bénéficiant du soutien de ces deux programmes, le volcan de Fogo a été lourdement équipé avec deux dispositifs de surveillance parallèles :

- Un réseau de sismographes et d'extensiomètres, gérés par l'INMG (et soutenu par MIA-VITA)
- Un dispositif basé sur un protocole de mesures d'émissions de gaz effectuées mensuellement par l'observatoire local du volcan, les données étant exploitées et analysées par l'ITER (*Instituto Tecnológico e de Energias Renováveis* – Institut technologique et des énergies renouvelables), partenaire canarien du programme MAKAVOL, en lien avec l'UNICV (*Universidade de Cabo Verde* - Université du Cap-Vert) et le LEC.

Malgré ces efforts, un climat assez conflictuel règne entre les deux regroupements d'acteurs, et les rôles dans l'alerte et les responsabilités demeurent floues, les deux institutions capverdiennes ayant longtemps revendiqué les mêmes responsabilités sans les partager officiellement.

❖ La tentative via le programme européen MIA-VITA de combiner les savoirs locaux et scientifiques

Mise à part une cartographie participative en 3 dimensions (CP3D) créée dans le cadre du programme européen MIA-VITA en avril-mai 2011 en partenariat avec les habitants de Chã et certains acteurs institutionnels, peu d'efforts ont été faits afin de réduire la vulnérabilité de la population. Cette CP3D réalisée avait pour objectif de caractériser la vulnérabilité socio-économique et l'implication de la population dans la prise de décision en matière de réduction des risques volcaniques. Elle n'est pas parvenue à son but, malgré l'intérêt immédiat qu'elle a suscité au sein du village et du personnel de la Protection Civile Nationale. En effet, elle n'a été ni actualisée par la population, ni utilisée par les autorités. Pourtant, elle aurait pu être bien utile pour accompagner le processus de déclaration des droits de propriété et atténuer progressivement les conflits fonciers, l'un des objectifs de développement des autorités souhaitant réguler l'usage de la caldera.

1.3.3. La résistance locale aux efforts de régulation du développement

En matière de développement, le Cap-Vert a également signé en septembre 2000 la déclaration des ***MDGs*** (*Millenium Development Goals,* ou objectifs de développement pour le millénaire). Celle-ci est connectée au HFA (CAH en français), qui relie clairement réduction des risques et développement, et vise à lutter contre la pauvreté et la famine.

Si de nombreuses installations ont été réalisées dans le village depuis 1995 pour favoriser le développement (école, délégation, stade public), la posture stratégique récente de la mairie est avant tout la régulation de l'occupation du sol, qui jusqu'à récemment s'est déroulée de manière anarchique et spontanée.

[70] Le programme MIA-VITA, « *MItigate and Assess risk from Volcanic Impact on Terrain and human Activities* » visait à développer des outils et méthodes intégrés pour réduire les risques volcaniques.

[71] Le programme MAKAVOL portant sur la réduction du risque volcanique en Macaronésie est s'intitule : « *Fortalecimiento de las capacidades de I+D+I para contribuir a la reduccion del Riesgo Volcánico en la Macaronesia* ».

Au niveau de l'administration quotidienne, de l'encadrement du développement urbain et des infrastructures et de l'accès aux services, le village dépend de la municipalité de Santa Catarina[72]. La Mairie étant éloignée de Chã (2 heures minimum de route en transport en commun), la municipalité a construit des locaux à Portela, afin d'y accueillir une délégation, chargée de gérer les affaires locales et de faire le lien avec la population (paiement des taxes, déclarations, réclamations, démarches d'état civil, commandes de camions-citernes et organisation de réunions). L'employé de la délégation municipale avant l'éruption de 2014-2015 n'était pas natif du village, d'où des critiques de la part de certains habitants, qui pensaient qu'une personne du village serait davantage à même de défendre les intérêts de la population auprès de la Mairie (comme c'était le cas avec la précédente employée, Melissa Fernandes Teixeira, qui elle, était native de Chã).

En 2013, pour le maire de l'époque (entretien avec Aquileu Amado, 2013), Chã das Caldeiras fournissait les conditions nécessaires pour acquérir le rang de ville, à savoir une population supérieure à 800 habitants, une unité sanitaire de base, une crèche, une maternelle et une école primaire, deux églises deux hôtels et plusieurs pensions, une cave de production de vin dans la caldera (*Vinho do Fogo*)et deux en dehors (*Montinho* et *Saudade*), et enfin, une délégation municipale.
Dans cette perspective, dans le courant de l'été 2013, la mairie de Santa Catarina a tenté de mettre en place un plan d'urbanisation. Ce plan et sa stratégie de mise en place manquaient de clarté, puisqu'il était à la fois basé sur l'enregistrement volontaire des propriétés foncières informelles de la part des habitants et sur un dispositif mené par un bureau d'étude universitaire portugais, qui proposait de mettre en place un plan d'urbanisation dit « participatif ».
Or le processus participatif n'a pas été respecté :

- 80% des personnes interrogées n'ont pas participé à la première réunion, dont 35% parce qu'ils n'étaient pas informés.
- 80% des enquêtés n'ont pas lu le plan, 20% en partie seulement et 0% dans son intégralité.
- Personne n'a consulté ni émis d'avis sur le plan proposé lors de la période de consultation publique prévue.

Ainsi, dès le début du projet et jusqu'au stade de la restitution, cette participation, annoncée comme forte par les chercheurs étrangers ayant réalisé le plan, a été au final très réduite. En effet, le projet n'a réellement été dévoilé à la population qu'au moment de réunions de restitution, afin d'avoir l'approbation de celle-ci concernant les différentes mesures à venir, pour ensuite pouvoir « *soumettre le projet à l'Assemblée et permettre au gouvernement de réglementer la construction urbaine afin de créer les conditions d'un développement durable de la localité »* (extrait du discours du maire Aquileo Amado, réunion février 2013*)*. De plus, le type de réunion était inadapté à la réalité sociale et culturelle et à une possible participation, et a conduit à marginaliser ceux qui n'avaient pas les compétences de base pour adhérer à ce genre de participation (*PowerPoint* avec texte alors qu'une partie importante de la population ne sait pas lire, débat en portugais que beaucoup d'habitants maîtrisent mal) (**figure 1.36**). Par ailleurs, les habitants n'ont pas

[72] Comme São Lourenço dos Orgãos à Santiago, la municipalité de Santa Catarina do Fogo fait partie des dernières municipalités créées par le MpD dans une logique de décentralisation politique et institutionnelle (Lesourd, 1995). Pauvres, rurales et peu peuplées, ces « dernières nées » rencontrent des difficultés à conquérir une autonomie et une sécurité financière (cf. entretien avec le maire de Santa Catarina do Fogo, 2013). Ces municipalités ont une population, un pouvoir et un rayonnement très limités. L'Etat y demeure le vrai maître du jeu, situation qu'il a lui-même contribué à créer en cédant de manière démagogique (ou pour des raisons électoralistes) à la demande de création de petites entités décentralisées (Rocha Nascimento, 2017).

eu accès au plan d'urbanisme lors de la période de consultation à la délégation, en raison de la fermeture de la délégation de Chã pendant tout le temps légal devant permettre aux habitants de le consulter. Il s'est agi clairement d'un usage abusif du terme participatif, avec une vision du participatif limité à un partage unilatéral de l'information plus qu'à une réelle collaboration.

Ensuite, l'injonction à déclarer ses terrains dans le cadre d'un cadastre et d'un plan d'urbanisation n'a été ni efficace ni pédagogique : les habitants ont tardé à déclarer leurs biens, reculant aussi devant l'obligation de payer des taxes. On aurait pu penser au contraire que ce cadastre pouvait représenter une sécurisation des biens fonciers et une récupération plus facile, voire indemnisée en cas d'éruption, alors que cela n'a pas été du tout le cas en 2014-2015.

Au final, ces mesures annoncées comme bénéfiques ont été ressenties comme restrictives, et cette démarche s'est heurtée à la résistance des habitants, provoquant une crise de confiance aggravée entre population et municipalité. Le plan a été ressenti comme une instrumentalisation en écho aux restrictions imposées par le PNF, et il rappelait les anciens conflits des années 30/40 opposant les habitants au gouvernement colonial de l'époque[73]. Cette tentative pilotée par la mairie s'est heurtée d'une part à la méfiance envers un projet dit exogène de restructuration de l'usage du sol créé par des universitaires portugais et inadapté à leurs réalités, et d'autre part à la spéculation foncière liée au commerce informel des terrains qui ont pris de la valeur avec l'essor de la viticulture et la croissance démographique. En raison de cette faible prise en compte des besoins prioritaires locaux et des conflits fonciers, les mesures envisagées sont donc apparues inadaptées.

Figure 1.36. Réunion sur le plan d'urbanisation en février 2013 à Chã das Caldeiras (Chouraqui, 2013).

[73] Dans la caldera, les habitants du village ne sont pas légalement propriétaires des terrains. La propriété foncière est en fait réglementée par la création du Parc Naturel (zonage), les droits d'usage, le droit coutumier et la tradition orale.

Que ce soit en termes de gestion des risques, qui nécessiterait dans l'idéal l'élimination de tout risque et donc le déplacement de la population, ou en termes de protection de la nature avec les restrictions imposées par le Parc Naturel, ainsi que les limitations de l'urbanisation imposées par la Mairie, le développement local avant l'éruption de 2014-2015 était contraint et influencé.

Depuis la tentative échouée de relogement de 1995 et jusqu'à l'éruption de 2014-2015, le village a connu un essor sans précédent malgré les restrictions sur le développement local émanant principalement de deux institutions : Le Parc Naturel de Fogo créé en 2003, et la municipalité de Santa Catarina.

Le développement local, et en particulier les activités agricoles et **l'accès au foncier** ont été restreints par différents facteurs (**figure 1.37**) :

- La perte de terrains cultivés ou cultivables ensevelis par la coulée de lave de 1995,
- La croissance démographique, qui entraine une plus grande pression sur l'espace, et une diminution de la taille des parcelles (morcellement progressif des grands domaines familiaux initiaux),
- Les restrictions d'occupation du sol imposées par le Parc Naturel de Fogo, qui interdit l'usage de certaines zones de la caldera présentant des intérêts au niveau de la biodiversité ou de la géologie, empêchent le pâturage et l'usage de l'électricité entre autres.
- Le plan d'urbanisation en lien avec la réduction du risque, mis en place par la municipalité de Santa Catarina (interdisant de construire ou de cultiver dans certains espaces considérés comme dangereux (failles, pied du Pico de Fogo). Ainsi, comme l'indique Marie Augendre dans le livre « Habiter les territoires à risques » (dir. November & Viot, 2015, p.198) « *nul besoin que la catastrophe survienne vraiment pour que le risque transforme le territoire. L'idée d'une catastrophe à venir est aussi un levier efficacement mobilisateur, tant pour mettre en place un dispositif de précaution que pour servir d'autres intérêts* ».

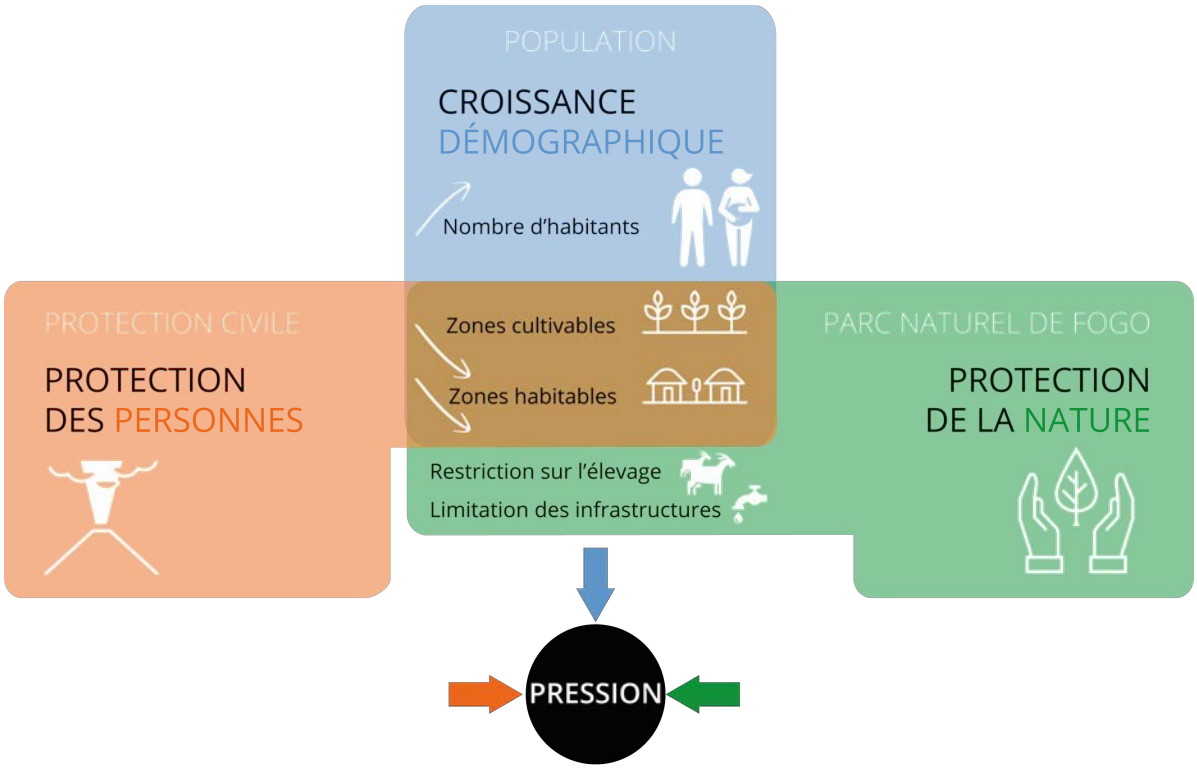


Figure 1.37. Un développement local sous pression (Chouraqui, 2012).

Globalement et malgré une certaine ambivalence concernant ces nouveaux modes de gestion (post-éruptif et après 2003), on observe une méfiance générale de la population à l'égard des politiques extérieures, et un manque de confiance quant à l'efficacité des actions menées, qui sont source de pressions pour la population. Les décisions prises par ces deux acteurs et la légitimité même de ces acteurs est remise en cause par les populations locales : « *Nous sommes les habitants de Chã das Caldeiras, et nous existons depuis bien plus longtemps que la Municipalité de Santa Catarina (2007), que le Parc Naturel (2003), et même que l'Etat du Cap-Vert (1976) »* (Pedro Danilo Fontes, mars 2012). La population considère que les intérêts défendus par ces nouveaux acteurs ne sont pas les leurs, voire que ceux-ci agissent non pas « *pour eux* » mais « *contre eux* », ce qu'on peut appeler « l'effet salami », c'est-à-dire la peur qu'il s'agisse d'un marché de dupes. D'après Nathalie Galand, cet écart entre le ressenti de la population et les décisions prises de l'extérieur (les gens de la ville, extérieurs au monde agricole) est le constat d'une insuffisance de communication entre les acteurs sociaux (Galand, 2012). Il existe ainsi des enjeux contradictoires quant à la gestion du territoire, opposant d'un côté le développement d'un tourisme « vert », dans un site protégé à haut risque, et de l'autre côté l'accès aux infrastructures modernes de base ou l'espace nécessaire au développement agricole pour la population.

Ainsi, Chã das Caldeiras est, à l'image de son volcan, marqué par une ambivalence, entre fortes potentialités et hautes menaces volcaniques et politiques. Territoire façonné, approprié, convoité, il constitue ainsi un terrain propice à l'analyse des jeux d'acteurs et du processus de partage des savoirs et des pouvoirs dans un contexte institutionnel complexe, mais en théorie favorable.

Chapitre 2

Ne pas quitter son volcan

La résistance des populations aux projets d'exclusion territoriale

Notre identité à nous, gens de Fogo, c'est le volcan, murmure-t-il encore.

Le volcan vit en nous, il nous souffle sa force, il est notre orgueil.

L'incandescence de sa lave qui bouillonne tout en bas sous nos pieds remonte dans nos veines.

Nous sommes les enfants du volcan, notre plus ancien aïeul.

Arturo Cardoso, habitant de Fogo, cité par Trillard, 1996,
dans « *Cabotage - À l'écoute du chant du Cap-Vert, 1993* ». p.67-68

« *Un volcan est une montagne avec une personnalité à la "Docteur Jekyll et M. Hyde"* » (Francis & Oppenheimer, 2003, p.1). Cette définition peu orthodoxe du mot « volcan » a le mérite de mettre l'accent sur l'ambivalence intrinsèque des territoires volcaniques actifs. Cette ambivalence est aussi soulignée par Susana Jenkins et Katharine Haynes : « *les hautes densités de population environnant de nombreuses régions actives sur le plan volcanique témoignent des bienfaits des éruptions volcaniques, telles que les terres fertiles pour l'agriculture, les zones d'altitude qui captent les précipitations pour les plaines environnantes, les agrégats pour la construction, l'énergie géothermique et même le tourisme associé aux volcans* » (Jenkins & Haynes, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.334). Et c'est encore elle qui nous intéresse ici.

Ainsi, au lieu de s'intéresser strictement aux volcans comme menaces volcaniques d'un côté et comme ressources de l'autre et chercher à tout prix à séparer Docteur Jekyll et M. Hyde, pourquoi ne pas se pencher sur les implications théoriques qui découlent du fait d'habiter des espaces volcaniques décrits comme dangereux. S'il existe des travaux sur les résistances aux déplacements forcés (Oliver-Smith, 2010), peu de recherches s'intéressent au cadre plus restreint de la résistance des populations aux déplacements forcés dans le but de réduire l'exposition des habitants aux menaces volcaniques. Tel est le choix conceptuel de cette thèse qui a à la fois guidé et été guidé par la recherche sur le terrain.

Dans un premier temps, il s'agit, dans cet état de l'art sur la question, de retracer les évolutions conceptuelles encadrant la gestion des risques, et de montrer les lignes de force et les limites des trois grands paradigmes en la matière. Il s'agit d'analyser les types de mesures de réduction des risques de catastrophe qui y sont prônés, ainsi que les conditions de la participation des populations définissant la place qu'elle peut, doit, ou pourrait occuper sur l'échiquier des jeux de pouvoir. Cela permet aussi de comprendre comment et pourquoi cette dualité « ressource/menace » des volcans est tiraillée entre ses deux pôles en fonction des acteurs qui la perçoivent et de leurs intérêts prioritaires.

Dans un deuxième temps, nous étudierons le diptyque « exclusion par le relogement / résistance », avec comme question de fond les enjeux actuels de la cohabitation avec les volcans : est-elle souhaitable, obligatoire ou doit-elle être évitée, via entre autres, des projets de relogement ? Cette réflexion aboutira à une tentative visant à qualifier la résistance par rapport à la résilience.

Enfin, on soulignera les analogies de cette problématique avec la place particulière donnée aux volcans et leurs activités dans les œuvres littéraires et cinématographiques, qui offrent d'autres regards sur le monde, d'autres fenêtres pour la géographie.

2.1. Comment protéger les habitants des territoires volcaniques ? Des cadres conceptuels et politiques en évolution

Au moment même où ces pages sont en train d'être écrites, dix-huit volcans sont en éruption[1].
Dans le même temps, à chaque seconde, 4,41 naissances ont lieu dans le monde soit 380 222 nouveau-nés par jour[2].

Tic, tac, tic, tac … Dans ce contexte de croissance démographique exponentielle et de ses corollaires - développement urbanistique, agricole et industriel - la « question de vivre avec les volcans » devient donc centrale pour toutes les nations[3], des Nords comme des Suds, et la relation entre populations, risques associés aux menaces volcaniques et développement prend une importance grandissante (Sigurdsson, 2000, p.2779 ; Jenkins, dir. Wisner *et al.* 2012, p.334).

Au XX^{ème} siècle, 5,5 millions de personnes ont été évacuées, blessées ou ont perdu leur maison en lien avec l'activité des volcans (Jenkins, dir. Wisner *et al.* 2012, en référence à Witham, 2005, p.334) : les éruptions constituaient donc déjà des risques majeurs pour les sociétés humaines.

Au XXI^{ème} siècle, avec 690 éruptions volcaniques répertoriées entre 2000 et 2017 (soit une moyenne d'une quarantaine d'éruptions par année[4]), le défi de réduire le risque volcanique est plus que jamais d'actualité. En 2015, on estime à 800 millions le nombre de personnes vivant à moins de 100 km d'un volcan pouvant potentiellement entrer en éruption (Loughlin *et al.*, 2015, p.2). Avec une population mondiale d'environ 7,3 milliards, c'est donc 10,96% de la population mondiale qui vit à proximité de volcans actifs ou potentiellement actifs.

Dans ce contexte, les décideurs aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux s'interrogent et se divisent sur la manière de réduire la vulnérabilité des populations qui vivent sur les volcans actifs. En effet, l'ambivalence entre les ressources apportées aux populations par les territoires volcaniques qu'elles habitent, et les menaces qu'ils occasionnent, implique une opposition dans les enjeux prioritaires de la gestion de ces territoires, à la fois économiques et sécuritaires. Il existe aujourd'hui différentes manières de considérer, comprendre et évaluer la vulnérabilité des sociétés face aux risques de catastrophes sur les territoires, et différentes manières de la réduire. Ces différentes approches s'inscrivent dans une évolution conceptuelle internationale importante au cours du 20ème et début du 21ème siècle. L'analyse de cette évolution dans la manière de concevoir et d'apporter des solutions opérationnelles face à cet enjeu majeur permet de dégager trois grands paradigmes conceptuels qui se sont succédé tout en continuant à se chevaucher (**figure 2.1**).

---

[1] Rapport hebdomadaire de l'activité volcanique du 07 au 13 février 2018 (*Smithsonian Institution* [en ligne]).
[2] Naissance dans le monde en temps réel issu du site internet Le Planetoscope [en ligne].
[3] On sait que 86 pays comptent des volcans actifs sur leur territoire, mais les menaces volcaniques ne s'arrêtent pas aux frontières des états. Ainsi, comme le souligne Franck Lavigne et Edouard De Bélizal, une éruption peut avoir un impact uniquement à l'échelle locale, mais elle est également susceptible de « s'inscrire dans une échelle plus vaste », régionale voire mondiale (Lavigne & De Belizal, 2010, p.1).
[4] Ces données concernent uniquement les volcans terrestres (au-dessus de la mer) et elles sont issues du *Global Volcanism Program* (GVP) de la *Smithsonian Institution*.

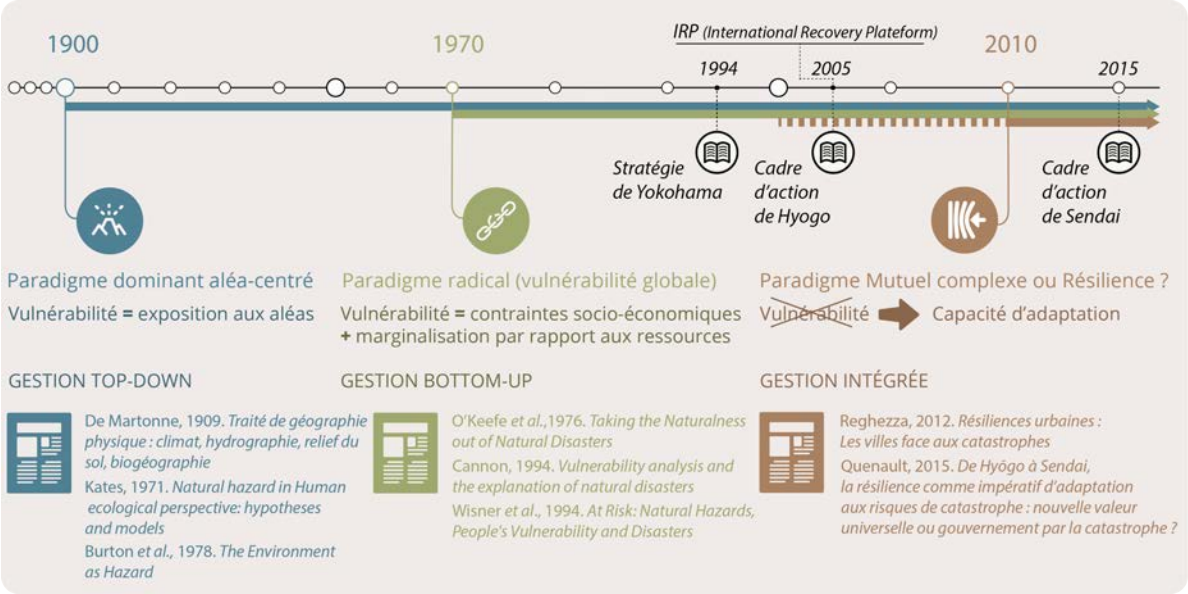


Figure 2.1. Frise chronologique simplifiée des différents paradigmes de la gestion des risques.

En effet, ce glissement général des paradigmes conceptuels dans le temps n'est pas net et sans retour ni chevauchement. Pour reprendre l'expression de Robert Potter *et al.* (2018, p.87), « *thinking about development tends to be evolutionary rather than revolutionary* ». Autrement dit, les nouvelles approches sont apparues sans pour autant éradiquer les anciennes. Les mentalités évoluent globalement, mais les grands paradigmes continuent à cohabiter au niveau opérationnel, dans les modes de gestion. Hettne (1995) parle d'une tendance générale des paradigmes en sciences humaines et sociales à se cumuler plutôt qu'à se remplacer. Ils témoignent d'acceptions différentes des mêmes notions et concepts issues des obstacles rencontrés dans leur traduction opérationnelle (Djament-Tran & Reghezza-Zitt, 2012 ; Quenault, 2014). Au contraire, dans les sciences dites « dures », les paradigmes se succèdent et sont inconciliables, puisqu'ils résultent d'une révolution scientifique rendant obsolète le paradigme précédent

Il est nécessaire ici de décrire de manière plus précise cette évolution, et de préciser le positionnement de cette thèse, en cohérence avec l'analyse de terrain effectuée.

2.1.1. Un paradigme dit « aléa-centré » qui domine encore la gestion des risques

- **Qu'est-ce qui justifie de se concentrer sur l'aléa volcanique ?**

Traditionnellement, et jusqu'aux années 70, les catastrophes et les risques étaient exclusivement considérés comme liés aux phénomènes naturels ou anthropiques menaçants, extrêmes en magnitude et rares dans le temps, et sans prise en compte du contexte quotidien dans lequel évolue la société (**figure 2.1** en bleu). Cette perception s'appuie, entre autres, sur le discours scientifique et médiatique qui met systématiquement en avant la dimension extraordinaire des aléas.

En effet, les éruptions volcaniques sont particulièrement spectaculaires, qu'elles soient de type explosif ou effusif. Une éruption volcanique désigne « *l'ensemble des phénomènes manifestant l'arrivée en surface du magma. Ce dernier est toujours riche en constituants volatils qui sont maintenus en solution par la forte pression régnant dans les profondeurs de la Terre. En s'approchant de la surface, la décompression provoque l'exsolution* (*la libération*) *des*

volatils et le magma se sépare en deux constituants les gaz et les laves[5] » (Gaudru, 2003, p. 49). La violence de cette séparation détermine deux principaux types de styles éruptifs, qui ont eux-mêmes un impact sur la durée des éruptions. Elles varient « *de quelques heures ou jours (dynamiques explosives), mais peuvent s'étendre sur plusieurs années, telles les dynamiques effusives ou explosions quotidiennes dans le cadre d'une activité strombolienne ou vulcanienne* » (Lavigne & De Belizal, 2010, p.1). On note que ces deux dynamismes sont souvent reliés dans la mesure où les « *dynamismes explosifs précèdent les dynamismes effusifs en libérant partiellement ou en totalité les gaz se trouvant initialement dans le magma* » (Gaudru, 2003, p. 49). D'autre part, « *des volcans qui présentent un comportement typiquement explosif ou effusif peuvent agir de façon anormale ou encore présenter toute la gamme des processus volcaniques au cours d'une seule éruption* » (Jenkins & Haynes, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.335).

Les dangers multiples et violents provoqués par les éruptions ont largement justifié cette approche dominante qui s'appuie sur les recherches en sciences de la Terre et en ingénierie, focalisant sur la compréhension des phénomènes et sur la recherche de moyens de prévision pour réduire l'incertitude de leur occurrence. En effet, plusieurs phénomènes, difficiles à prévoir et anticiper, peuvent se produire lors d'une éruption volcanique (coulées de lave, tremblements de terre, nuage de cendres, déferlantes pyroclastiques, balistiques, coulées de débris, tsunami, lahars[6]). Ils peuvent avoir lieu à différents endroits et à différents moments. De plus, « *à ces aléas s'en combinent d'autres, induits par l'éruption : avalanche de débris déclenchée par l'effondrement d'un pan du volcan, tsunami engendré par la déstabilisation du plancher océanique, feux de forêt allumés par la lave, etc.* » (Lavigne & De Belizal, 2010, p.2). Afin de rester bref et de se limiter aux types de phénomènes volcaniques en lien avec notre terrain d'étude, on se limite ici à l'analyse d'un seul aléa volcanique à savoir, les coulées de lave, sans doute l'élément volcanique le plus communément associé et identifié au volcanisme (Jenkins *et al.* 2017, p.1). Les coulées de lave sont généralement associées aux éruptions dites effusives et constituent une menace évidente pour l'activité humaine en raison de leur chaleur extrême et de leur capacité à brûler, écraser et ensevelir ce qui se trouve sur leur passage. Elles peuvent également provoquer des explosions au contact de liquide ou de gaz inflammables et entraîner des incendies détruisant la végétation. Selon Blong (1984, p.14-21), les coulées de lave peuvent avoir un impact sur (1) les humains et les animaux (morts et blessés), (2) les bâtiments, (3) les communications, (4) les services publics, (5) l'agriculture, l'habitat et la végétation, (6) les activités économiques, et (7) le tissu social.

Toutefois, la violence spectaculaire des éruptions de type effusif est à relativiser : les morts et les blessures directement causées par la lave sont rares dans la mesure où le danger peut habituellement être évité, en vertu de la capacité des personnes et des animaux à se déplacer (Jenkins, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.335). En effet, « *la plupart des coulées de lave avancent assez lentement pour permettre aux gens de se protéger, mais tout ce qui reste peut être endommagé ou détruit, et la terre couverte de lave est généralement rendue inhabitable et/ou improductive pendant des années, des décennies ou des siècles* ». (Sigurdsson, 2000, p.2730). Si la plupart des coulées de lave se déplacent assez lentement pour laisser le temps aux personnes menacées de partir, une exception est survenue lors de l'éruption du volcan Nyiragongo en 1977, avec l'écoulement d'un lac de lave sommital à partir de fissures qui se sont ouvertes sur le flanc du volcan. Les coulées de lave rapides et très fluides ont rapidement progressé vers des villages situés en contrebas, avec des vitesses maximales estimées à 100 km/h, ne laissant pas le temps aux habitants de fuir, provoquant le décès de 60 à 300 personnes (*Ibid.*, p.2747 ; Blong, 1984, p.18). D'autres exemples de coulées de lave se déplaçant

[5] D'autres auteurs différencient trois états et non deux, à savoir l'état solide (cendres, bombes, blocs), liquide (lave) et gazeux (SO_2, CO_2) (Lavigne & De Belizal, 2010, p.1).

[6] Les lahars (terme indonésien) sont des « coulées de boue issues de produits volcaniques déposés sur les flancs des volcans et remobilisés par les eaux de pluie » (Gaudru, 2003, p.85).

rapidement ont été observés lors de certaines éruptions du volcan Mauna Loa, à Hawaii, avec des vitesses atteignant 64 km/h pendant l'éruption de 1855 et 30 à 40 km/h en 1940 (Sigurdsson, 2000, p.2747 ; Blong, 1984, p.18). Plusieurs facteurs influent sur la vitesse d'avancée de la lave comme la température, la viscosité ou la topographie (Blong, 1984, p.18). On sait que la topographie joue un rôle primordial dans la vitesse d'avancée des laves (plus les pentes sont fortes, plus la vitesse d'écoulement augmente). À Fogo, pendant l'éruption de 2014-2015, un mince ruban de lave fluide a dévalé la pente reliant Portela à Bangaeira, avec une vitesse d'écoulement atteignant les 180 km/h (Worsley, 2015, cité dans Jenkins *et al.*, 2017, p.7).

Ainsi, il ne s'agit pas de minimiser l'importance des coulées de lave, qui même sans être à l'origine directe de pertes humaines, peuvent être particulièrement dévastatrices, comme lors des éruptions du Parícutin au Mexique de 1943 à 1952[7] ou celle du volcan Eldeff en 1973 qui a frappé l'île d'Heimaey en Islande.

De manière générale, Susana Jenkins et Katharine Haynes insistent sur l'idée qu'en plus « *de largement varier dans leur impact potentiel sur l'espace et dans le temps, les dommages et les conséquences des processus volcaniques sont extrêmement divers* » (Jenkins, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.336). Les conséquences peuvent être directes et immédiates avec la destruction violente des personnes, des moyens de subsistance, des infrastructures à travers l'explosion, l'enfouissement et l'exposition à des températures élevées (Jenkins, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.336). Mais les coulées de lave peuvent avoir des conséquences indirectes, comme « *des glissements de terrain causés par le poids croissant de la lave sur des pentes instables* » (Sigurdsson, 2000, p.2730). Elles ont également des conséquences « à long terme » qui peuvent parfois être dissimulées. « *Les impacts à plus long terme comprennent une réduction de la santé et du bien-être socio-économique des communautés touchées par une perte de revenus ou de moyens d'existence[8], une réinstallation temporaire et permanente ou une exposition prolongée aux gaz, aux cendres et à l'eau contaminée* » (Jenkins, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.336). Ainsi, dans les années ayant suivi l'éruption du Lakagígar en 1783-1784 en Islande, 9000 personnes sont décédées des suites indirectes de l'éruption, comme les famines et les épidémies. Ainsi, il est dit que « *bien que les coulées de lave aient couvert plus de 500 km² pendant une période de 8 mois, les pertes humaines (9000) n'ont pas été causées par la lave, mais par la famine et la maladie résultant de la perte de récoltes et de bétail* » (Sigurdsson, 2000, p.2736).

Face à l'aspect extraordinaire de ces évènements naturels, qui prime dans ce paradigme dominant aléa-centré, la vulnérabilité est envisagée en lien avec la menace considérée comme naturelle.

- **La vulnérabilité perçue par l'exposition à la menace justifiant l'exclusion territoriale**

Si, dans le cadre de ce paradigme dominant de l' « extrême », l'école de Chicago a introduit une prise en compte de la vulnérabilité, elle a continué dans la même logique aléa-centrée en mettant l'accent sur la perception de ces phénomènes et des risques associés (Kates, 1971 ; Burton *et al.*, 1978). Ainsi, selon cette approche, si la perception du risque est « bonne », le comportement des individus a toutes les chances d'être adapté. Au contraire, un comportement inadapté comme venir s'installer dans une zone à

[7] Lors de cette éruption qui a duré neuf ans, trois morts ont été déplorés non pas à cause des coulées de lave mais en raison des éclairs provoqués par le panache volcanique.
[8] Le terme « moyen d'existence » (en anglais « *livelihood* ») recouvre les ressources (*assets*, aussi traduit par atouts ou capitaux) mobilisées par les gens pour subvenir à leurs besoins de base quotidiens (nourriture, habitat, vêtements) ainsi que les moyens et capacités nécessaires pour accéder à ces ressources (sociales, humaines, économiques, physiques/matérielles, politiques, naturelles).

risque, est censé traduire une « mauvaise » perception du danger (Burton, 1972). Les éventuelles contraintes d'ordre socio-économique ou politique ne sont que vaguement évoquées (Texier, 2009).

Les stratégies de gestion qui en découlent s'intègrent dans une vision technocratique, et s'apparentent à une guerre contre des phénomènes « ennemis » en confiant au mains de l'armée et de la Protection Civile le soin de gérer les crises (Gilbert, 1995 ; Alexander, 2002 ; Morin, 2012). L'accent est mis sur les moyens de surveillance des volcans, sur les activités de monitorisation et d'amélioration dans l'évaluation des menaces pour optimiser les prévisions à court terme et développer des systèmes d'alerte précoce, en installant un matériel cher et sophistiqué, développant ainsi essentiellement des mesures structurelles de lutte contre l'aléa.

Par ailleurs, trois types de mesures sont prises pour réduire la vulnérabilité, vue sous le seul angle de l'aléa :

- Il s'agit tout d'abord de sensibiliser les populations par des campagnes d'information standard non adaptées aux réalités contextuelles locales, considérant les populations comme « non-sachantes » face aux experts scientifiques qui détiennent l'exclusivité des savoirs ;
- Puis de les déplacer loin de la source de danger (plans de maîtrise de l'occupation du sol, plans d'évacuation rigide). Des expulsions ou déplacements forcés des populations vulnérables ont alors cours, souvent musclées et sans proposition de relogement viable ;
- De mettre au point des plans de contingence pour faciliter les évacuations (gestion de crise) ;

Considérées comme des victimes impuissantes, aucun effort n'est fait pour inclure les populations dans les dispositifs décisionnels.

◆ **Des mesures de lutte contre l'aléa qui présentent des limites**

Cette approche possède des limites inhérentes à la capacité scientifique à collecter et à interpréter les données relatives aux phénomènes naturels étudiés, et donc à les monitoriser. En effet, face aux phénomènes associés à l'activité volcanique, et malgré les progrès techniques récents, il demeure extrêmement difficile de :

- Surveiller tous les volcans et savoir lesquels vont entrer en éruption et quand. En effet, déterminer l'état ou le potentiel éruptif d'un volcan apparaît comme complexe et « *il serait incorrect de supposer que les volcans n'ayant pas été actifs pendant l'Holocène sont incapables d'éruptions futures* » (Connor *et al.*, 2006, cité dans Lockwood & Hazlett, 2010, p.414). Ainsi, certains volcans pour lesquels aucune éruption historique n'avait été consignée se sont soudainement réveillés, et ont été à l'origine d'éruptions explosives catastrophiques particulièrement violentes comme celle du Mont Lamington en 1951 (Papouasie-Nouvelle-Guinée), d'El Chichón en 1982 (Mexique) et du Pinatubo en 1991 (île de Luçon, Philippines) (Sigurdsson, 2000, p. 2759). Dans le même sens, Clive Oppeiheimer et Peter Francis affirment que parmi les éruptions volcaniques, peu d'entre elles sont prévisibles et la plupart ne le sont pas (Francis & Oppenheimer, 2003, p. 417). Il apparaît donc dans ce contexte peu judicieux d'axer tous les efforts de réduction des risques sur la surveillance des volcans.

- Définir ce qu'est un volcan actif. Bien qu'universellement utilisé, le terme « actif » manque de précision et porte à confusion aussi bien au sein de la communauté scientifique que du grand public. En effet, un volcan peut être actif sans être en éruption, comme c'est d'ailleurs le plus

souvent le cas. Pourtant, dans le langage courant, un volcan est considéré comme actif parce qu'il est en éruption (Lockwood & Hazlett, 2010, p.414). Dire d'un volcan qu'il est « actif » ne donne que peu d'information, dans la mesure où l'on considère comme potentiellement actif n'importe quel volcan pour lequel il existe des preuves géologiques d'éruptions au cours des dix derniers millénaires[9] (Francis & Oppenheimer, 2003, p.17). Sur les 10 000 volcans recensés à la surface de la Terre, un recensement effectué par la *Smithsonian Institution*[10] fait état de 1511 volcans actifs. Ceux-ci sont indistinctement considérés comme actifs, alors que certains sont en constantes éruptions tandis que d'autres se contentent de fumer doucement ou de dormir profondément, simplement suspectés de pouvoir à nouveau entrer un jour en éruption. On dénombre plus de 550 volcans ayant eu des éruptions historiques qui sont à ce titre considérés comme les plus susceptibles d'exploser à nouveau. Enfin, pour la majorité des volcans du monde, on ignore encore en grande partie leur histoire.

Les avis sont partagés sur l'efficacité de telles approches. Si, dans les dernières décennies, le nombre de morts par éruption a diminué de manière significative, et si certains auteurs comme Loughlin *et al.* (2015), s'appuyant sur les travaux d'Auker *et al.* (2013), y voient une preuve que *« les dispositifs de réduction des risques fonctionnent dans une certaine mesure* » (Loughlin *et al.*, 2015, p.3), d'autres ne sont pas de cet avis et ne sont pas aussi positifs concernant les effets des mesures mises en place dans le cadre de ce premier paradigme : « *Sans aucun doute, il y aurait plus de vies perdues, de moyens de subsistance brisés et les pertes globales seraient plus élevées sans DRR. Mais comme je l'ai écrit en 1988 sur une approche de développement qui fut autrefois à la mode, axée sur les « besoins humains fondamentaux », peu de choses ont été accomplies, mise à part l'élimination de l'excès de mortalité, grâce à la politique sociale et économique néolibérale* » (en référence à Wisner, 1988, Wisner & Lavell, 2017, p. 3). De plus, ces systèmes d'alerte et de surveillance restent cantonnés dans les mains seules des experts scientifiques en lien avec les acteurs opérationnels, sans intégrer les habitants dans le dispositif d'alerte. Ces derniers s'inscrivent dans un autre cadre conceptuel qui considère la vulnérabilité sous un autre angle.

2.1.2. Le paradigme radical : une autre façon d'envisager la réduction des risques de catastrophe

Dans les années 70, l'approche dominante aléa-centrée a été remise en question (O'Keefe *et al.,* 1976 ; Waddell, 1977 ; Torry, 1979 ; Hewitt, 1983), au profit d'un nouveau paradigme dit « radical », ou qualifié plus tard de vulnérabilité globale (en vert dans la **figure 2.1**). En 1976, O'Keefe, Westgate et Wisner ont analysé les statistiques des catastrophes, dans leur article intitulé « *Taking the naturaleness out of natural disasters* », et ont mis en évidence d'une part l'augmentation des catastrophes et du nombre de victimes par catastrophe entre 1947 et 1970 et d'autre part, l'inégale répartition des pertes en vies humaines avec une prédominance dans les pays en développement (70 % des évènements catastrophiques et 97 % des décès recensés par le CRED ont concerné des états dont l'Indice de Développement Humain (IDH) est inférieur à 0,8). Ce constat souligne l'échec des politiques mises en place dans le cadre du paradigme dominant.

---

[9] On note que John P. Lockwood, Richard W. Hazlett donnent une définition encore plus floue. Pour ces auteurs, un « volcan actif » fait référence à « *un volcan qui a connu une éruption dans les temps humains et qui a le potentiel de recommencer à l'avenir* » (Lockwood & Hazlett, 2010, p.414).

[10] La *Smithsonian Institution* est une institution éducative et de recherche associée à 18 musées et un centre de recherche principalement, fondée et gérée par le gouvernement américain.

- **Reconnaître les causes profondes socio-économiques de la vulnérabilité**

Dans le cadre du paradigme radical de vulnérabilité globale, le risque n'est plus considéré comme relevant principalement d'un phénomène naturel. Trois éléments constitutifs du risque plaident en effet pour une remise en cause de la « naturalité » du risque :

- Tout d'abord, lors de certains phénomènes, comme les ouragans, les tempêtes, les crues ou les glissements de terrain, l'aléa peut être aggravé par les comportements sociétaux inadaptés, l'homme ayant donc une part de responsabilité dans l'ampleur du phénomène, à l'origine naturel. Qualifier un aléa lié à un phénomène physique de « naturel » peut ainsi être considéré comme incorrect (D'Ercole *et al.*, 1999). Ainsi, à Surabaya (Java Est en Indonésie), l'éruption de boues chaudes découle d'un forage industriel mal calculé.
- Ensuite, la vulnérabilité elle-même n'a aussi rien de naturel, si ce n'est la vulnérabilité environnementale (enjeux paysagers, biodiversité). Les éléments vulnérables exposés sont donc majoritairement anthropiques : la population, les biens individuels (bâtiment, biens matériels, agricole, etc.), collectifs (bâtiments publics), les moyens de production (commerces, véhicules, fabriques), les moyens de communication et les réseaux (routiers, téléphoniques, etc.), le patrimoine culturel (monuments, savoirs, savoir-faire).
- Enfin, cette société vulnérable, inscrite dans un territoire dont la protection est à envisager, implique que le risque peut être modifié par les mesures de gestion, qui peuvent soit le limiter, soit l'aggraver.

Pour les chercheurs qui défendent ce second paradigme axé sur la vulnérabilité globale, l'origine des catastrophes et de la vulnérabilité est considérée comme ancrée dans un ensemble de contraintes structurelles d'ordres social, culturel, religieux, économique et politique qui sont indépendantes des phénomènes naturels et qui pèsent sur le comportement des populations au quotidien (O'Keefe *et al.*, 1976 ; Hewitt, 1983 ; Chester, 1993 ; Blaikie *et al.,* 1994 ; Cannon, 1994 ; Wisner *et al.*, 2004). Ces auteurs soutiennent que les aléas peuvent être naturels, mais les **catastrophes**, elles, d'ordre social, ne le sont pas.

> Comme l'indique Jake Rom Cadag dans sa thèse, il y a beaucoup de définitions données au mot « **catastrophe** » (Cadag, 2013, p.35 à 39). Nous adoptons celle de Ben Wisner *et al.,* qui indiquent qu'une « *catastrophe se produit lorsqu'un nombre significatif de personnes vulnérables est confronté à un aléa et subit de graves dommages et/ou des perturbations de leur système de subsistance, de telle sorte que la récupération est peu probable sans aide extérieure* » (Wisner *et al.*, 2004, p.50). Selon ces auteurs, pour comprendre pourquoi des catastrophes se produisent, il est crucial de comprendre que ce ne sont pas seulement les évènements naturels qui les provoquent, mais qu'elles sont aussi le produit d'environnements sociaux, politiques et économiques (Wisner *et al.*, 2004, p.4). Ainsi, il ne faut pas chercher à voir les catastrophes comme dépendant exclusivement d'un phénomène naturel extrême, mais également chercher à définir les origines des faiblesses organisationnelles et structurelles. Elles découlent essentiellement d'une vulnérabilité quotidienne, dynamique aux multiples facteurs, et en conséquence non de causes immédiates ancrées dans le phénomène naturel extrême, qui ne fait que révéler les failles (mais aussi les points forts) de la société (Hewitt, 1983).

Les catastrophes sont des processus de long terme qui résultent de décisions humaines, des attitudes, des valeurs, des activités et de la culture qui affectent la **vulnérabilité** et la capacité de résilience (Kelman, 2006), elles sont ainsi reliées à la pauvreté et au développement (Cuny, 1983). Ce sont ainsi les conditions

de vie des populations et les difficultés quotidiennes induites par la société qui engendrent une catastrophe lors de l'occurrence d'un aléa naturel (Cannon, 1994).

> La **vulnérabilité** est définie, selon Kelman (2006) comme un ensemble (ou système) évolutif de caractéristiques d'un individu ou d'un groupe d'individus qui habitent un espace naturel, social ou économique, au sein duquel ils sont différenciés en individus ou groupes d'individus plus ou moins vulnérables, selon leur position variable dans la société et leur situation, qui influencent leur capacité d'anticiper (préparation), leur capacité de faire face à et à résister, leur capacité de se relever (résilience) des impacts d'un aléa (Cannon, 1994, Wisner *et al.*, 2004). Autrement dit, elle est bien considérée comme un processus, une construction de long terme, liée aux trajectoires des personnes, aux héritages sociaux et politiques. Elle est également multicritères (avec une interdépendance entre les aspects sociaux et politiques), nécessitant une approche systémique pour la comprendre. Elle nécessite de se placer à une échelle fine pour être analysée (individu ou groupe social). Ainsi, cette approche de la vulnérabilité, ancrée dans le paradigme radical, remet en cause une analyse à la seule échelle sociétale, et montre que la vulnérabilité est un concept dépassant très largement la seule exposition au danger (localisation des enjeux dans une zone exposée à un aléa), ou la seule perception des risques, et qu'elle ne peut être considérée sous le seul angle de l'endommagement et du coût (Léone *et al.*, 1995 ; Veyret, 2006).

La vulnérabilité est alors analysée comme un processus, une trajectoire, afin d'en identifier les causes profondes, qui sont liées à la marginalisation des victimes dans la société, qui s'opère à différents niveaux : mise à l'écart géographique (par exemple, habitats dans des zones potentiellement affectées par des aléas naturels ou technologiques), sociale (les victimes appartiennent souvent à des groupes minoritaires), économique (pauvreté et chômage) et politique, quand par exemple aucun porte-parole reconnu ne les défend auprès de ceux qui détiennent le pouvoir (Blaikie & Brookfield, 1986 ; Wisner, 1993 ; Wisner *et al.,* 2004 ; Gaillard, 2007 ; Gaillard *et al.*, 2008 ; Texier, 2009 ; Gaillard & Cadag, 2009 ; Wisner *et al.,* 2012).

Les travaux de recherche effectués au sein du paradigme radical ont permis de mieux comprendre les causes profondes et les liens de cause à effet, appelés « pressions dynamiques », selon le modèle « *Pressure and release* » de Wisner *et al.*, 2004) qui mènent aux conditions observables d'insécurité (**figure 2.2**).

Celles-ci sont liées avant tout à une marginalisation des personnes par rapport aux ressources, à des moyens d'existence fragiles, qui expliquent les comportements dangereux (exposition, refus d'évacuer par exemple) comme le résultat d'une mise en balance entre aléas volcaniques et d'autres aléas/contraintes du quotidien liés à la pauvreté, comme des stratégies d'adaptation face à leur précarité et à leur nécessité toute prioritaire de préserver leur accès aux ressources. Ainsi, selon cette approche, le choix d'habiter une zone exposée à un aléa volcanique n'est pas le résultat d'un défaut de perception du danger ou d'une méconnaissance des conséquences potentielles d'une éruption, mais un choix rationnel d'habiter là où les ressources économiques sont disponibles et accessibles. Il s'agit donc bien d'une stratégie d'adaptation (*coping strategy*), ici de subsistance (ou de survie), non durable, car elle correspond à la recherche d'un moindre mal qui résulte de cette mise en balance entre aléas volcaniques et aléas pauvretés, sans pour autant permettre une vie quotidienne sécurisée (Start et Johnson, 2004 ; Sanderson, 2008 ; Scoones, 2009 ; Texier, 2009).

Parmi ces causes profondes, de nombreux facteurs sont d'ordre politique : les choix politiques effectués, tels que la non-inclusion, l'éviction forcée, ou la non-facilitation d'accès aux ressources, ou l'abandon aux seules mains des populations survivantes d'une catastrophe, le soin de se relever économiquement, provoquent une marginalisation croissante de certains groupes sociaux, à l'origine de ces comportements. Les catastrophes révèlent à la fois les dysfonctionnements sociétaux quotidiens (dont les causes politiques de la vulnérabilité), et les inégalités dans les capacités à faire face et se relever après une crise. Risques et catastrophes sont ainsi des constructions sociopolitiques (Callens, 2002 ; November, 2006), sur un territoire qui renvoie à des systèmes de pouvoirs imbriqués en réseaux.

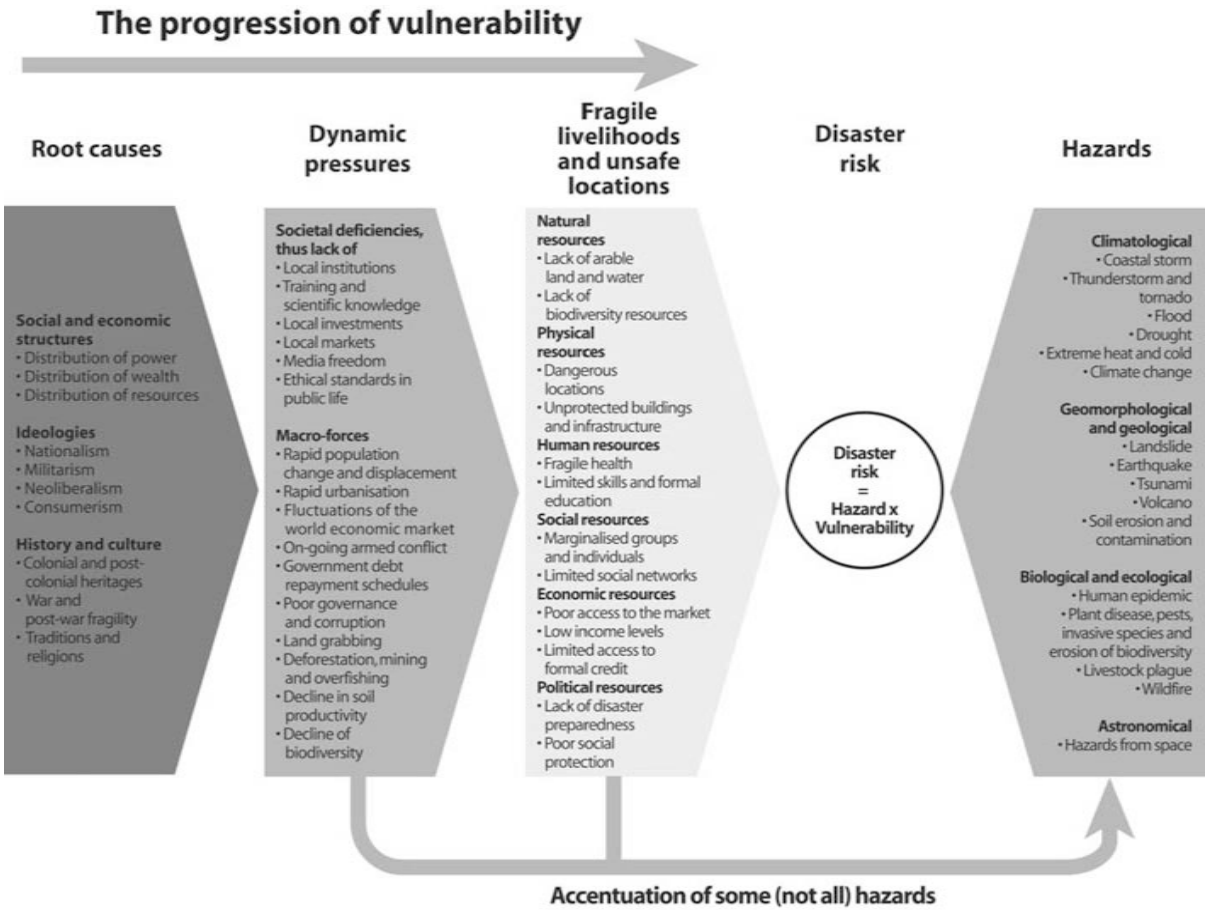


Figure 2.2. Pressure and Release Model (PAR) pour comprendre le processus de progression de la vulnérabilité (Wisner et al., 2012).

- **Des mesures visant au développement socio-économique des populations**

  - Soulager les contraintes et renforcer les capacités

Qualifiée de « paradigme radical », parce qu'il y a rupture conceptuelle avec l'ancien paradigme, l'objectif visé en matière de stratégies de réduction des risques est de s'attaquer aux causes profondes de ce que l'on veut modifier, à savoir la vulnérabilité globale des populations (Gaillard, 2007). Dans ce cadre, les politiques de gestion des risques et des catastrophes doivent alors considérer les systèmes sociaux et économiques qui engendrent la vulnérabilité (Cannon, 1994). Ce sont des mesures visant à un

accompagnement au développement économique au quotidien des populations, qui sont donc prônées, afin de permettre d'inverser le processus de marginalisation par rapport aux ressources, en facilitant leur accès. Ces mesures visent ainsi à soulager les contraintes sociales, politiques et économiques sur les populations, pour changer leur comportement. Elles doivent fournir aux personnes les plus vulnérables la possibilité de renforcer progressivement leurs moyens d'existence (*livelihoods*), concept au cœur de ce paradigme (Sanderson, 2008 ; Scoones, 2009).

Le niveau des moyens d'existence dépend de composantes internes aux populations concernées (forces, faiblesses) et de composantes externes (opportunités, menaces). Les vulnérabilités et les capacités peuvent alors être vues comme des propriétés internes avec une explication liée aux pressions ou opportunités externes. Les capacités incluent les ressources (environnementales, sociales, économiques, politiques, culturelles et institutionnelles) dont disposent les communautés pour faire face aux menaces et à leurs impacts (Davis *et al.*, 2004 ; Dekens, 2007). Elles sont classées en six catégories, selon la « roue des capacités » de Wisner *et al.* (2012, **figure 2.3**).

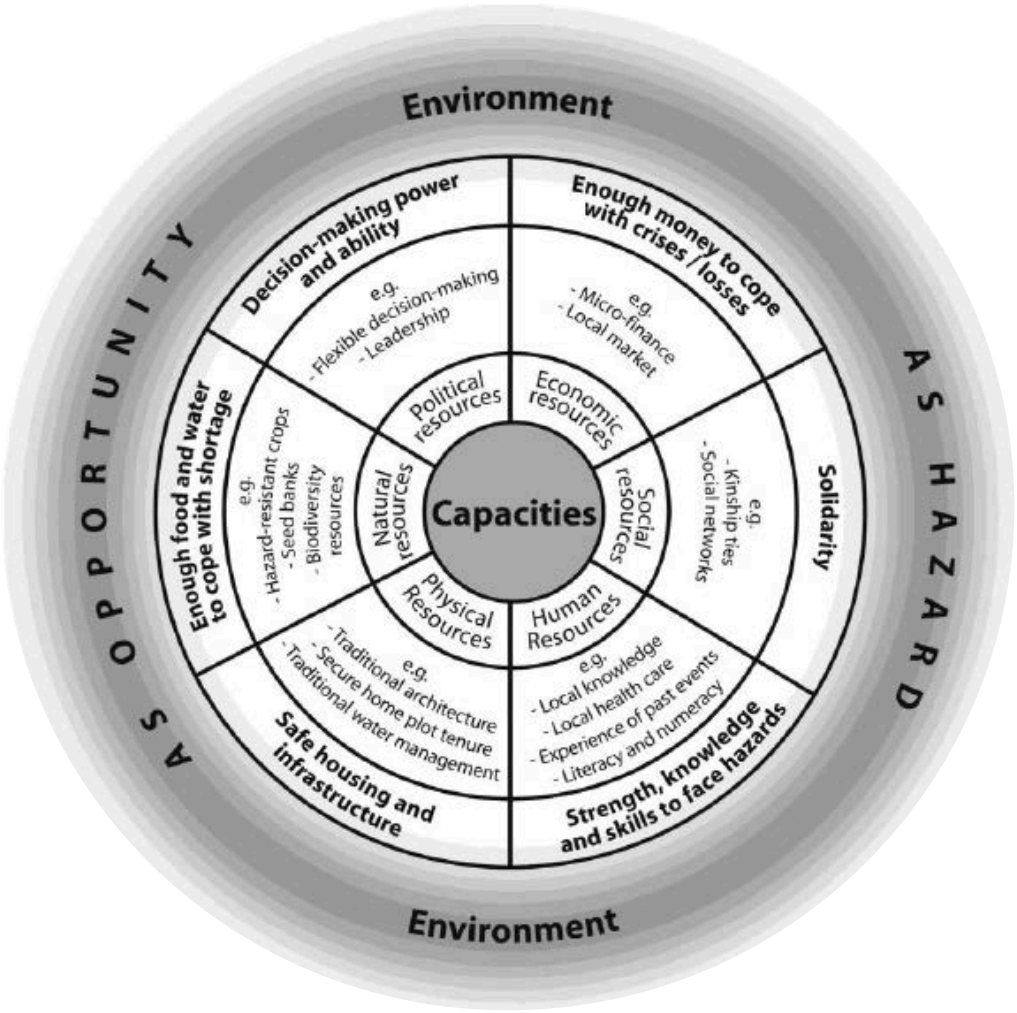


Figure 2.3. La Roue des capacités (Wisner et al., 2012).

Pour renforcer les moyens d'existence, il s'agit donc de faciliter la construction des capacités internes, tout en allégeant le poids des contraintes externes. Pourtant, Si Wisner *et al.* (2012) considèrent que les

capacités permettent aux populations de compenser les effets des vulnérabilités, Davis et al. (2004), estiment que vulnérabilités et capacités ne sont pas réciproques, car les capacités sont endogènes (elles permettent une auto-construction sans intervention extérieure), tandis que les vulnérabilités, elles, comportent des facteurs d'aggravation exogènes liés aux causes profondes politiques notamment, qui empêchent les populations d'agir elles-mêmes efficacement en autonomie sur la réduction de leurs propres vulnérabilités. Cela signifie que pour réduire efficacement la vulnérabilité, il ne suffit pas d'inciter les populations à renforcer seules leurs capacités à faire face pour compenser leur précarité socio-économique, mais il faut que les pouvoirs publics et les institutions qui détiennent le pouvoir et les moyens financiers et techniques prennent la responsabilité et les décisions qui permettront de lever les contraintes politiques et financières, comme par exemple fournir les droits d'accès à certaines ressources. Ainsi, il n'apparait pas pertinent ici de forcer les populations à partir d'une zone exposée aux aléas, si cette décision les coupe de ressources essentielles à leur existence (il s'agirait d'une mesure contre-productive les privant d'un droit d'accès), mais de leur donner les moyens économiques et politiques, soit pour qu'elles deviennent plus robustes au quotidien pour être en capacité de faire face à un évènement dommageable, soit pour qu'elles aient les moyens de partir d'elles-mêmes vers des zones sécurisées et adaptées à leurs besoins socio-économiques.

C'est ainsi en agissant sur les causes profondes de la vulnérabilité, qu'il est possible d'inverser le processus de progression de la vulnérabilité, en processus de progression de la sécurité, comme le montre le « *depressure and release model* » de Wisner *et al.*, 2012 (**Figure 2.4**).

Ce positionnement conceptuel fort traduit une volonté de la communauté internationale scientifique de maintenir une pression sur les acteurs qui détiennent le pouvoir aux différentes échelles d'action.

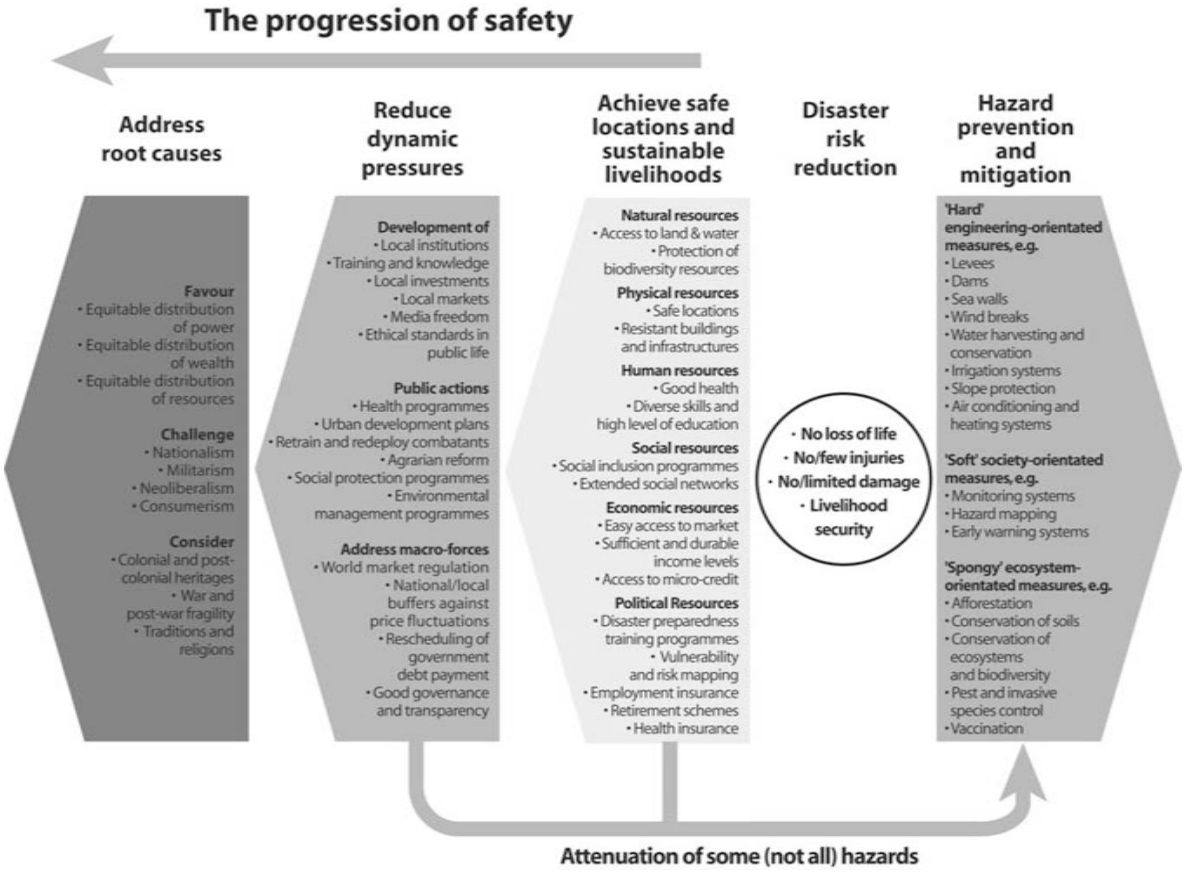


Figure 2.4. Depressure and Release Model pour entrer dans un processus de progression de la sécurité (Wisner et al., 2012).

L'objectif est de faire changer l'axe prioritaire de leurs décisions et de leurs pratiques, allant dans le sens de la reconnaissance de la nécessité de réduire le poids des contraintes structurelles sur les populations. Pour autant, un deuxième message important émane de ce paradigme : celui d'une importante reconnaissance des capacités et savoirs des populations qui justifient une démarche *bottom-up*.

❖ Encourager les démarches *bottom-up* et la participation des habitants

La participation des populations locales aux processus décisionnels et à la gestion des ressources et des risques apparaît comme l'une des recommandations opérationnelles émanant du paradigme radical. Elle est censée favoriser l'acceptation sociale de mesures qui correspondent au mieux aux priorités socio-économiques de ceux qui habitent les territoires exposés.

En effet, le principe de l'acceptation sociale repose sur la nécessaire interaction des acteurs avec les populations concernées, qui doit favoriser la prise en compte du jeu de contraintes contextuelles socio-économiques, politiques, culturelles qui pèsent sur les comportements au quotidien (Gaillard, 2007 ; Wisner *et al.*, 2003 ; Mercer *et al.*, 2008). Il s'agit donc de sortir du raisonnement scientifique et institutionnel menant à des mesures technocratiques qui caractérisent l'approche « dominante » aléa-centrée des risques et de focaliser sur la réduction de ces contraintes, par des gestions des risques intégrées au développement des populations concernées et par leur implication dans la recherche de solutions.

Différents arguments ont justifié une approche *bottom-up*. Tout d'abord, elle a été motivée par l'échec des politiques *top-down* affiliées au paradigme dominant aléa-centré, aboutissant à l'augmentation des impacts des catastrophes et à la marginalisation croissante des populations considérées comme dépendantes et victimes impuissantes. Le constat d'un décalage des réalités entre acteurs externes aux territoires (en lien avec un conditionnement propre à leur milieu) et populations, explique le choix de solutions de gestion qui apparaissent souvent inadaptées aux besoins réels ressentis par ces dernières. De surcroit, les bénéficiaires sont souvent ceux qui risquent le plus d'être tenus à l'écart du processus effectif de prise de décision.

Mais l'argument central est celui de la reconnaissance des savoirs vernaculaires, émanant de ceux qui vivent le territoire au quotidien et ont développé des savoirs dits « d'usage ». En effet, « *personne mieux que les communautés cibles des mesures, dont la survie est en jeu, ne peut comprendre les affaires locales, les contraintes et les opportunités, et évaluer ses propres vulnérabilités et capacités, ses propres besoins* » (Texier-Texieira *et al.*, 2014, p.310, en référence aux travaux de Chambers & Conway 1991, Chambers 1994, Kafle & Murshed 2006, Benson & Twigg 2007). Ce sont en effet les populations locales elles-mêmes, qui sont les premières concernées par la réduction des risques. De ce fait, les besoins des populations locales et leurs savoirs vernaculaires sont à prendre en considération, car ils légitiment l'accès à la scène décisionnelle. Il s'agit ainsi de sortir du schéma dans lequel seuls les savoirs officiels ou les savoirs d'experts, basés sur des données scientifiques "neutres et irréfutables", sont considérés comme fiables pour définir des politiques publiques de réduction et de prévention du risque, à l'inverse des compétences dites "profanes", jugées comme subjectives, particularistes et non-scientifiques (November & Viot, 2015). La reconnaissance des compétences des individus en termes d'analyse, de diagnostic et de planification ainsi que la pertinence des savoirs-locaux, permet de les faire passer du statut de victimes passives à celui de collaborateurs actifs. L'enjeu est donc de replacer les populations locales au cœur des réflexions et prises de décision,

relatives à la gestion des risques volcaniques, les acteurs institutionnels adoptant alors une posture d'écoute et d'échanges.

Ces savoirs peuvent ainsi être valorisés par leur implication à la base de la réduction des risques de catastrophe, qui devient alors « communautaire » et participative (on parle de *Community-based Disaster Risk Reduction*, ou CBDRR). Elle se définit comme un processus de gestion au sein duquel les personnes exposées jouent un rôle actif dans la réduction de leur propre vulnérabilité, l'accroissement et le renforcement de leurs capacités à faire face aux risques et catastrophes. Ces populations se trouvent au centre du processus décisionnel et participent à la mise en place des activités de réduction des risques.

La participation est un processus volontaire, c'est-à-dire une suite continue d'opérations ayant pour objectif de permettre aux ayants droit d'agir (influencer ou contrôler) sur le développement d'initiatives, la prise de décision et le contrôle de ressources (Saxena, 1998). Plus la collaboration entre les différents acteurs du territoire est forte, meilleure sera l'acceptation sociale des mesures, qui auront été prises de manière individuelle ou collective (**figure 2.5**). Mais cet idéal théorique recouvre un large éventail d'idéologies et de pratiques. On peut distinguer quatre principaux degrés théoriques de participation (Depraz, 2008) :

- Le partage de l'information, qui est le niveau le moins avancé : l'information est transmise dans une seule direction, des experts vers les représentants de la communauté ;
- La consultation, lorsque l'information est transmise dans les deux directions : entre le coordinateur du projet et les représentants des communautés ;
- La collaboration, quand il y a partage du contrôle de la prise de décision, dans le cadre d'une planification participative et de groupes de travail ;
- L'autonomisation, définie comme le transfert de la prise de décision et de la gestion des ressources à la communauté.

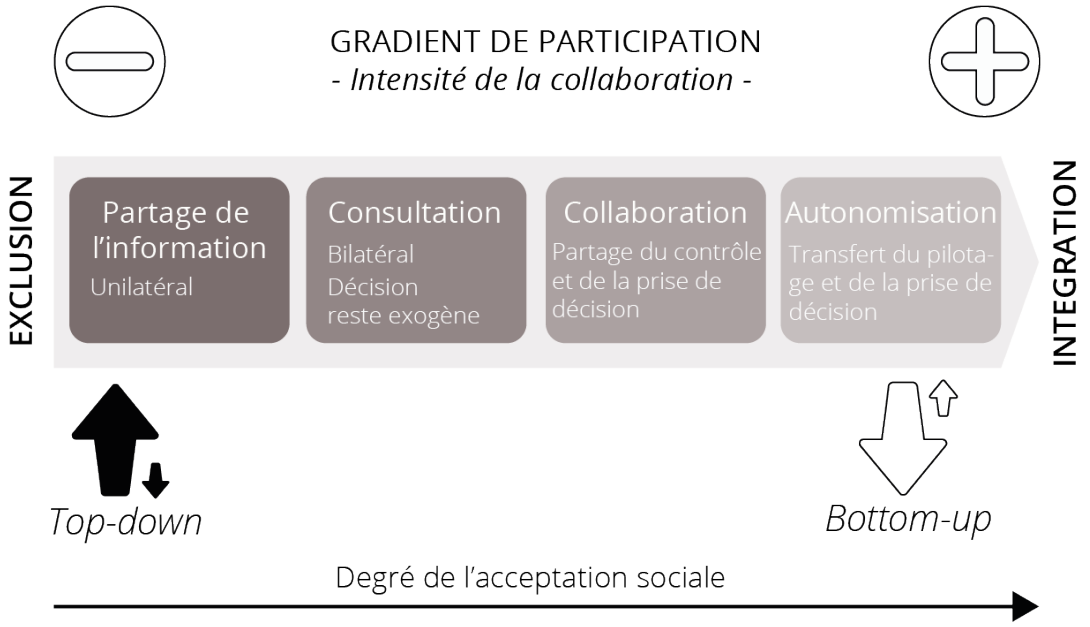


Figure 2.5. Interrelation entre processus participatif et acceptation sociale des mesures (modifié et inspiré de Depraz, 2008).

En théorie, l'approche participative doit permettre la reconnaissance des savoirs et savoir-faire locaux, émanant des habitants du territoire considérés comme des experts d'usage, et de leur compréhension des enjeux pour une recherche de solutions efficaces. Ainsi, elle vise (1) à mieux identifier les causes profondes socio-économiques de la vulnérabilité, (2) à intégrer les capacités des sociétés exposées et de reconnaître leurs savoirs et savoir-faire, pour (3) optimiser les stratégies de réduction des risques de catastrophe (RRC). Elle permet ainsi non seulement le renforcement des capacités et la réduction de la vulnérabilité dans une démarche *d'empowerment*[12] (qui peut se traduire par « renforcer ou acquérir du pouvoir »), mais aussi l'implication des populations dans les préoccupations globales collectives (Wisner *et al.*, 2004, p.27).

Pourtant, derrière la théorie, cette approche est fortement critiquée, car elle comporte des limites.

◆ Les limites et biais de l'approche participative

Les relations entre les autorités et les acteurs locaux sont souvent ancrées dans l'opposition d'intérêts divergents. En effet, s'opposent les priorités de développement économique des habitants, qui revendiquent plus ou moins activement leur maintien dans les zones exposées, aux priorités sécuritaires des acteurs de la gestion des risques qui souhaiteraient, à tort ou à raison réduire la vulnérabilité en déplaçant les populations ou en restreignant l'usage des ressources. Ainsi, ces relations se caractérisent le plus souvent par des conflits d'où sortent rarement gagnantes les revendications des plus faibles. Dans cette perspective, la recherche d'une véritable participation des populations locales est aujourd'hui un objectif majeur des politiques de prévention et de gestion des catastrophes. Pourtant, la participation est confrontée à des difficultés et des détracteurs.

❖ Des directives internationales floues à l'efficacité limitée

La participation des populations locales à la gestion des risques et des catastrophes a été initiée dans les pays du Sud par le biais d'ONG dans les années 80 (Benson *et al.*, 2001) pour ensuite être introduite avec succès dans les pays du Nord (Bajek *et al.*, 2008 ; Kelman & Karnes, 2007), mais elle reste encore très peu généralisée (Texier, 2009).

Les directives internationales qui encadrent la gestion des risques depuis les années 70 ont finalement suivi à retardement les avancées scientifiques et ce glissement paradigmatique. En effet, la participation des populations locales, en particulier des personnes marginalisées est, depuis 2005, au cœur des directives internationales, avec le *Cadre d'Action de Hyogo pour des nations et collectivités résilientes d'ici à l'horizon*

[12] Le concept d'*empowerment,* dont les origines remontent aux années 70 (Freire, 1974), a été au centre des discours féministes et radicaux des années 80 (Sen, Grown, 1987), pour être repris au milieu des années 90 « *dans les discours institutionnalisésnt sur les femmes et le développement* » (Calvès, 2009, p.740). Ce concept s'ancre dans une idéologie « *qui donne la priorité au point de vue des opprimés, afin que ces derniers puissent s'exprimer mais aussi acquérir le pouvoir de surmonter la domination dont ils font l'objet* » (Calvès, 2009, p.735, en référence à Wise, 2005), il est aujourd'hui fortement décrié au sein de la communauté de chercheurs (Guétat-Bernard, 2016). Les auteurs dénoncent en particulier l'instrumentalisation du concept et le flou sémantique qui l'entourent (Wong, 2003 ; Halfon, 2007, Cornwal, Brock, 2005) cités dans Calvès, 2009).

2015 (CAH). Le dernier et récent Cadre d'Action de Sendai[13] (2015-2030) a repris et accentué les mêmes recommandations à l'égard des nations qui l'ont ratifié. Il a marqué un tournant important en définissant des objectifs plus ambitieux que Hyogo. Il prône notamment l'inclusion des groupes les plus exposés, qui sont directement mentionnés comme ayant un rôle clé à jouer dans la RRC comme des participants actifs et non pas seulement des groupes passifs. Le texte mentionne aussi que les catastrophes et les pratiques à risques doivent être envisagées dans une perspective genrée, qui donne aux femmes un rôle de premier plan dans la prévention et la réponse à la menace, et qui valorise les personnes âgées comme intervenants principaux, du fait de leur expérience et de leurs connaissances.

Ces cadres appellent donc de manière insistante à la participation des populations locales, considérant que les mesures émanant des seules institutions comme des experts scientifiques ont montré de nombreuses limites. L'approche participative doit ainsi permettre de dépasser le caractère dirigiste de l'action publique, avec une rencontre « verticale » entre les mesures de réduction des risques et les dynamiques et revendications des populations locales vivant dans les territoires volcaniques. L'objectif des solutions recherchées est de passer de la simple consultation à la co-construction et à l'intégration des savoirs et des capacités, afin de rendre plus efficaces les actions en matière de réduction des risques volcaniques.

Pourtant, l'analyse des politiques de gestion dans ces domaines montre, dans de nombreux pays, que ces directives internationales ont été ratifiées et suivies théoriquement par les gouvernements, mais n'ont eu aucun impact local concret sur la participation des populations vulnérables exposées (Bankoff, 2003 ; Bendimerad *et al.*, 2008 ; Shaw *et al.*, 2009 ; Prasad *et al.*, 2009 ; Wisner & Pelling, 2009 ; Texier, 2009 ; Quenault, 2015). D'après ces auteurs, les directives n'ont pas eu d'application concrète au niveau local et les objectifs du cadre d'action de Sendai (CAS) n'ont pas été mis en œuvre explicitement et concrètement dans les différents pays du monde même si des efforts ont été réalisés grâce aux protocoles de plates-formes régionales. Les deux derniers cadres d'action en date semblent ainsi échouer :

- Concernant le cadre d'action de Hyogo (2005), les experts scientifiques qui analysent les avancées institutionnelles et l'application locale des grands principes de Hyogo, « *reconnaissent qu'il existe au niveau local des moyens qui restent inexploités et recommandent de trouver un juste équilibre entre les interventions du sommet vers la base et celles de la base vers le sommet* » (*Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction*, 2009, Texier, 2009, p.419).
- L'accord de Sendai, plus récent (2015), est lui aussi critiqué. Béatrice Quenault souligne ainsi que « *la faiblesse et le caractère non contraignant des engagements de Sendai ainsi que l'absence de synergie avec les autres processus multilatéraux relatifs à l'agenda politique post-2015, font que le CAS symbolise surtout une opportunité manquée* » (Quenault, 2015, p.2). Dans son rapport (communication personnelle), Mathilde Granet a relevé plusieurs points de critique de ce nouvel accord international de 2015, dont la question du financement, qui reste vague et évoque uniquement « *de renforcer sensiblement la coopération internationale pour les pays en développement grâce à un soutien adéquat et durable* ». En d'autres termes, les États n'ont pas pris la responsabilité de créer des fonds supplémentaires pour atteindre les objectifs de l'accord. L'accord de Sendai ne mentionne pas les personnes

[13] En mars 2015, cette 3ème Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes a eu lieu à Sendai, au Japon, afin de mettre en place l'agenda 2015-2030. Le *WCDRR* a réuni 6 500 délégués sur un total de 187 États, 25 chefs d'État et de gouvernement et 100 délégués ministériels, 42 organisations intergouvernementales, 236 organisations non gouvernementales, 38 agences des Nations Unies, et les 9 Majors groups de la société civile.

déplacées, et se contente simplement de noter que 144 millions de personnes ont fui leurs foyers au cours des 10 années précédentes. Même s'il encourage des politiques efficaces pour remédier à la situation de ces réfugiés du risque, il ne donne aucun détail sur le sujet.

Ainsi, l'approche participative n'apparaît pas encore comme une valeur cardinale des politiques en matière de réduction des risques et des catastrophes, comme c'est le cas dans les domaines de la protection de la nature[14] ou du développement local[15]. Même si les directives internationales conseillent d'intégrer les initiatives non institutionnelles *bottom-up* aux stratégies de gestion institutionnelles *top-down*, « *dans une meilleure articulation entre les différentes échelles territoriales* » (Texier, 2009, p.419), afin d'établir un lien plus efficace entre les populations locales et les mesures d'intervention qui leur sont destinées, ces directives manquent cruellement d'explicitation quant à leurs attendus. Elles apparaissent ainsi encore « *comme des "boîtes vides", trop vagues et dénuées de conseils méthodologiques d'adaptation pratique aux contraintes et contextes locaux* » (*Ibid.*). De plus, les institutions internationales n'ont que peu de marge de manœuvre pour parvenir à inciter efficacement les gouvernements à aller dans le sens d'une réduction efficace de la vulnérabilité et d'une gestion durable des ressources.

Aux niveaux nationaux et locaux, les acteurs institutionnels rencontrent des difficultés à mettre en place des projets participatifs dans les territoires exposés aux menaces volcaniques. Même si des efforts sont faits, les gouvernements locaux peinent à transformer leur politique de gestion des risques *top-down* pour laisser place aux initiatives locales, et à agir concrètement en faveur du développement des populations les plus démunies. Le constat est clair : les initiatives *bottom-up* restent isolées et il ne s'agit pour l'instant que de projets limités spatialement (Texier, 2009). Le système participatif est loin d'être appliqué localement systématiquement et l'intégration des échelles d'action, acceptée théoriquement, doit encore poursuivre dans la voie de l'application pratique, et chercher à améliorer la dialectique entre l'uniformité d'un référentiel global et la volonté d'une pluralité des pratiques locales. Pour le moment, ou jusqu'à très récemment et de manière limitée, il n'existe pas d'espace de dialogue, de confiance, ni d'outils pour parvenir à instaurer une confrontation et un partage entre acteurs institutionnels et non institutionnels, au niveau local et national, afin de trouver des solutions efficaces (Gaillard & Maceda, 2009 ; Texier, 2009). Ainsi, les deux mécanismes de gestion *top-down* et *bottom-up* peinent à devenir complémentaires. Une constante négociation politique et des conflits persistent, dans un jeu complexe d'acteurs et une diversité liée aux situations concrètes. Il résulte de ces difficultés de mise en œuvre de nombreuses controverses sur la pertinence de l'approche participative, qui comporte de nombreux pièges.

---

[14] La cogestion ou gestion communautaire, même si elle est critiquée, est davantage utilisée dans la gestion des espaces protégés, comme en Australie par exemple, où le gouvernement s'est engagé dans une implication réelle des populations aborigènes pour la gestion des parcs depuis les années 70. Au Zimbabwe également depuis les années 80, mais aussi dans d'autres pays se trouvant à différents stades d'expérimentation plus ou moins avancés (Indonésie, Bolivie, Tanzanie, Inde ou Costa Rica).

[15] Le modèle participatif de développement semble s'être imposé auprès des différents agents du développement (institutions internationales d'aide et de financement du développement, chercheurs, ONG, etc.). Ainsi, selon Chouveau (2006), en matière de développement rural, il est désormais acquis que « *les agriculteurs doivent participer à la définition des projets et la mise en œuvre de moyens adaptés à ces objectifs* ». Mais ce constat plutôt positif doit être nuancé, car le modèle de développement dominant demeure néanmoins de type néo-libéral. On observe ainsi des contradictions entre des discours en faveur d'une diminution des inégalités socio-économiques, d'une prise en compte de l'environnement, et une réalité tout autre. Ainsi, l'entreprise Total cherche à verdir son image dans ses campagnes publicitaires (Publicité Total Vision 2009), en présentant l'environnement comme faisant partie de ses priorités et en mettant en avant ses investissements dans les énergies renouvelables, alors qu'il s'agit de la 7ème compagnie pétrolière mondiale (239 293 millions de dollars de chiffre d'affaire en 2011).

❖ Pièges du participatif et instrumentalisation

La recherche d'une plus grande participation des populations à l'élaboration de mesures qui les concernent ne compte pas que des partisans, et les critiques à son égard sont nombreuses.

Au niveau de la réussite des objectifs de réduction des risques et des catastrophes d'origine volcanique, la gestion communautaire n'apparaît pas, pour certains, comme une solution pratique incontournable, mais comme nécessitant avant tout une initiative locale de la part des populations, un soutien institutionnel, des financements adéquats et aussi le temps nécessaire pour mener à bien le processus. Or tout cela ne va pas de soi.

Tout d'abord, les approches participatives mises en place, bien que rares, sont souvent des scènes participatives incitées et non spontanées. Autrement dit, il s'agit bien souvent d'acteurs externes aux territoires (chercheurs, ONG internationales ou parfois gouvernements) qui tentent de mettre en place une dynamique de co-construction avec les populations locales, sans que ces dernières aient exprimé le moindre besoin ni la moindre envie de participer. Le montage même du projet de territoire est exogène et la population locale n'est sollicitée qu'une fois les financements obtenus, et que tout est ficelé en matière d'objectifs et de méthodologie, sans place réelle pour l'adaptation aux besoins exprimés. La conséquence peut être l'échec de l'initiative, car les entrées et projets proposés, qui s'inscrivent dans des approches conceptuelles et des intérêts opérationnels éloignés des préoccupations quotidiennes des personnes, risquent de ne pas rencontrer leurs priorités, et ainsi de se heurter à leur désintérêt et au manque de participation effective.

Ensuite, la même logique de financement de projet avec des bailleurs de fonds internationaux pose question. En effet, ces derniers fixent non seulement les axes prioritaires d'éligibilité des projets quelle qu'en soit leur origine ou les acteurs qui les portent, de façon déconnectée des priorités locales, mais aussi les règles des projets en termes de déroulement et de durée, bien souvent limités à trois ans. Or ce temps du financement n'est que rarement compatible au temps des populations locales (et d'une participation effective). La faible disponibilité des participants, liée aux contraintes économiques locales fortes et au poids des activités domestiques dans les contextes en développement, limite fortement la faisabilité de tels projets, qui nécessiteront de fait un temps long de travail collectif, pour laisser émerger leurs idées, leurs besoins, permettre l'appropriation du projet, et accompagner un réel processus de changement social profond et durable des sociétés en les impliquant. La logique de projet financé, tout comme la logique de mandats électoraux si l'initiative vient du gouvernement local élu, qui fonctionne lui aussi sur le court terme, s'appuie sur un calendrier limité de 3 à 5 ans, qui impose l'obtention de résultats tangibles à court terme selon des critères quantitatifs. Ce calendrier exclut l'attente d'analyses approfondies et qualitatives pourtant nécessaires à une évaluation réelle, au bout d'une période qui peut aller de 5 à 20 ans (une génération). Lebel *et al.* (2006, p.8) insistent sur ce point : « *le processus de construction de la confiance prend du temps, au moins une décennie et parfois plusieurs* » et peut donc être trop lent et/ou trop coûteux.

Par ailleurs, le choix d'un processus de concertation ralentit les projets, également parce que ce processus se tisse et s'ancre sur des jeux de pouvoir préexistants, qui structurent mais aussi alourdissent les prises de décision. En effet, « communautaire » ne signifie pas pour autant « consensuel ». Les conflits d'intérêt, les tensions internes, les problèmes de corruption, les intérêts personnels exacerbés existent au sein de n'importe quelle société, rurale ou urbaine, pauvre ou riche, et rendent un consensus,

d'autant plus difficile à trouver que l'éventail d'acteurs sollicités est large et les échelles d'action nombreuses. Le découragement, la lassitude ou la déception des habitants auraient des conséquences fâcheuses, telles que la dévalorisation de leurs capacités et de leur légitimité à participer, ou leur désillusion et l'abandon de toute volonté à s'impliquer dans la vie politique locale. Les consensus finalement obtenus peuvent être aussi qualifiés de « mous ».

Dans le domaine du développement, mais la critique est transposable au domaine de la gestion des risques, Mohan et Stokke (2000) mettent en garde contre les dangers du localisme liés au participatif, qui véhicule une vision idéalisée des actions locales (« *local is beautiful* »). Comme c'est le cas pour la gestion des espaces protégés (Depraz, 2008), la pertinence d'un tel renversement de paradigme fait craindre qu'une intégration poussée à l'extrême (confiant de manière majoritaire la gestion aux populations locales) ne fasse qu'inverser le mythe du paradigme dominant : on passerait ainsi d'une vision des populations locales ignorantes des phénomènes naturels représentant des menaces, à une vision idéalisant désormais leur action et leur savoir considérés comme symbiotiques avec les écosystèmes (Mathews, 2005). La participation des populations ne doit pas faire perdre de vue l'objectif global, qui est de proposer une vision politique à long terme et des mesures visant, de manière indépendante des aléas, à réduire le poids des contraintes qui pèsent sur les populations. Or, bien souvent et de manière spontanée, les populations ne vont pas faire de propositions qui correspondent à un objectif collectif de long terme, mais à des intérêts particuliers et des logiques de court terme. En effet, les contraintes socio-économiques quotidiennes nombreuses les poussent à adopter des comportements non durables aggravant leur exposition à la menace ou leur vulnérabilité. Cette logique de stratégie d'adaptation à court terme, au quotidien, a pour seul but de faciliter leur accès aux ressources essentielles, et ne s'apparente pas nécessairement à une logique de développement durable respectueuse de l'environnement et en symbiose avec les écosystèmes. Purcell et Brown (2005) vont même jusqu'à remettre en cause l'ensemble de l'approche participative et locale, car selon eux, il n'y a pas de raison inhérente justifiant que les décisions prises à l'échelle locale soient plus justes ou plus efficientes. Ils mettent en avant la non-recevabilité des arguments proposés par le local, par la sphère politique et économique à macro-échelle. Chaque situation étant unique, avec son jeu d'acteurs propres sur le territoire, ses enjeux et conflits locaux, il semble essentiel d'asseoir un cadre légal et une forme de suivi efficace du processus participatif, avec l'imposition incontournable de règles collectives selon l'intérêt du plus grand nombre, avec une intervention de l'autorité légitime, qui elle seule peut garantir la pérennité des accords négociés (Rodary *et al.*, 2003).

Par ailleurs, la question de la définition du degré d'implication des populations locales est cruciale, car la gouvernance des ressources ou des risques présente des géométries variables et des degrés différents de participation, allant d'un mode de simple consultation jusqu'à des modes de gestion communautaires, en passant par une simple consultation ou par la concertation avant une prise de décision qui elle reste l'apanage des autorités (Rodary, 2001). À partir de quel degré peut-on réellement parler de gestion participative ?

Ces dernières décennies, l'approche participative a stimulé un engouement important malgré toutes les critiques qu'on lui oppose par ailleurs, et a motivé certains gouvernements locaux qui considèrent que le participatif peut être un argument électoral. Mais dénués d'outils de mise en œuvre du participatif, ces acteurs ont souvent annoncé une démarche participative, qu'elle soit sincère ou non, sans pour autant concrètement réussir à l'initier au-delà d'une simple consultation du public. Il faut donc veiller à ce que le *top-down* ne se déguise pas en participatif, tel un simulacre. L'engagement pour le participatif peut être sincère de la part des autorités ou des initiateurs de projets (experts scientifiques, ONG, etc.) mais il ne

l'est pas nécessairement. Le participatif peut ainsi être instrumentalisé à des fins politiques et masquer une stratégie *top-down* bien réelle. La participation n'est alors qu'une simple façade médiatique/de communication, sans volonté réelle ni action concrète. La logique de ces projets repose sur une illusion d'implication des populations. L'aide financière apportée pour mettre en place ce type de projet pose ici encore clairement problème : sous-tendue par des financements internationaux, la participation est décriée comme étant plus du domaine du discours (écriture des projets), que constituant l'action concrète (l'exécution des projets) qui, elle, n'a rien de participatif : le diagnostic participatif en est l'outil phare, « garantissant » dans la phase de préparation la prise en compte des besoins locaux.

Mais il faut remettre en question l'idée que cette approche permet d'inclure toutes les catégories sociales dans les prises de décision. Elle s'appuie sur l'illusion d'une gestion communautaire équitable, qui considère les populations locales comme « une communauté », à la dimension collective et solidaire, occultant une réalité tout autre, l'existence de multiples groupes sociaux qui ne partagent ni caractéristiques de vulnérabilité ni intérêts communs, et qui peuvent même être en rivalité, certains groupes étant plus à même de participer que d'autres en position de marginalité dans la société. Ce type de gestion, quelles que soient les bonnes intentions de départ, ne permet que rarement de garantir la prise en compte des besoins de tous. Les catégories sociales les moins bien défendues (femmes, jeunes, personnes âgées, minorités ethniques) se retrouvent souvent en marge de ces processus.

Ainsi, la mise en place d'une gestion communautaire ne concerne pas l'ensemble de la population, mais quelques personnes, considérées comme « volontaires ». Certains auteurs défendent d'ailleurs que « *le "leadership" est important pour favoriser une participation et une délibération efficace du public* », les compétences, idées et ressources d'un porte-parole aidant les populations locales à organiser et surmonter les barrières institutionnelles (Lebel *et al.,* 2006, p.8). Pourtant, presque inévitablement, ces leaders sont ceux qui ont déjà depuis longtemps le pouvoir localement au sein de la communauté, ou des capitaux sociaux, économiques ou politiques, sans garantie qu'ils endossent un rôle de représentant désintéressé défendant les plus opprimés : le passage à une gestion communautaire ne ferait alors que déplacer les inégalités vers d'autres formes d'oppression à moindre échelle (Depraz, 2008), malgré un plus grand respect formel de la démocratie du point de vue exogène des Etats et des institutions internationales. Le processus participatif serait donc un leurre, qui ne ferait que reproduire les inégalités préexistantes au sein de la société et confirmer la marginalisation des personnes les plus vulnérables.

- ❖ Qui participe ? Entre vouloir, pouvoir et être capable de participer

La question de qui participe est ainsi cruciale, pour éviter le biais essentiel de reproduction des inégalités préexistantes et tenter d'inclure toutes les catégories sociales, même celles qui paraissent les plus marginalisées du pouvoir. La participation de ces dernières apparait en effet tout aussi légitime, si l'on repart du principe qu'elles détiennent des savoirs d'usage liés à leur expérience du territoire. Or la participation des groupes sociaux et individus, bien que souhaitable et souhaitée, ne va cependant pas de soi, car elle est conditionnée par de nombreux facteurs, qui déterminent les capacités à prendre la parole et venir sur le devant de la scène politique.

Certaines sont d'ordre psychologique, et s'intègrent au cœur d'un moteur social et humain complexe lié au concept des capabilités selon l'approche développée par Amartya Sen (Sen, 1987 ; 1992 ; 1999). Cet auteur définit une « capabilité » comme étant « *un ensemble de vecteurs de fonctionnements, qui reflètent la liberté*

dont dispose actuellement la personne pour mener un type de vie ou un autre » (Sen, 1992). Elle désigne la possibilité qu'une personne peut avoir de choisir diverses combinaisons de fonctionnements : « *il s'agit d'une forme de liberté, c'est-à-dire de liberté substantielle de mettre en œuvre diverses combinaisons de fonctionnements* » (Sen, 1999, p.83). Dans cette perspective, la « capabilité de participation » reposerait donc sur deux ensembles d'éléments :

1) Sur un ensemble de modes de fonctionnements humains potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non (les opportunités, ou le champ des possibles). Les potentialités d'un individu sont fonction d'un processus long de construction de l'accès aux différentes ressources, et sont donc relatives au milieu social, environnemental et politique dans lequel il a grandi : il s'agit donc de prendre en compte les aménités et ressources présentes sur le territoire pour évaluer ce que Bourdeau-Lepage et Tovar (qui ont construit un indicateur de bien-être territorial en se basant sur l'approche capabiliste d'Amartya Sen : Bourdeau-Lepage & Tovar, 2011) nomment les *doings* et *beings* (ce que la personne a fait, possède, et peut devenir potentiellement en fonction de son histoire).

2) Sur la liberté de choix dont jouit l'individu, qui repose elle-même sur un ensemble de facteurs. Tout d'abord, le droit légal de décider ou l'autorisation à participer, l'envie/la volonté/la motivation de le faire. Celle-ci dépend entre autres de l'état psychologique des personnes et de la conscience de détenir des savoirs à partager et à valoriser, mais également de la confiance en soi et de certaines compétences de prise de parole en public. Tous ces éléments sont fortement conditionnés par la société. La trajectoire sociale, politique et économique des personnes est ainsi essentielle : le temps disponible, en lien avec la pénibilité du travail domestique ou professionnel, la maîtrise de la langue, le niveau d'étude, les expériences passées, influencent largement cette liberté de choix.

Ainsi, si la capabilité de réalisation dépend de l'information et de l'aptitude de l'individu à comprendre et à choisir entre les diverses possibilités dont il dispose (Sen, 1979), elle peut être fortement contrainte par des blocages psychologiques, sociétaux ou culturels. Convaincus soit qu'ils n'ont rien à dire, soit qu'ils ne savent pas parler ou qu'ils ne sont pas légitimes pour le faire, certains individus se trouvent enfermés dans une position subordonnée, les empêchant clairement de s'exprimer sur une scène participative. Réussir à faire participer à une scène politique ou un atelier participatif des personnes particulièrement marginalisées au sein de la société, nécessite donc de prêter attention à de nombreux éléments coordonnés les concernant : cela suppose donc, préalablement à toute tentative participative, de connaître les capabilités des participants les plus fragiles et exclus traditionnellement de la scène politique, afin de pouvoir éventuellement pallier un défaut de motivation, une incompréhension de l'utilité de l'exercice, souvent liés à une faible conscience d'avoir des savoirs à partager, ou tout autre blocage psychologique ou sociétal, par un travail de fond visant à « réparer » ces conditions préalables à la participation.

Les théories du bien-être[16] pourraient là-aussi être reprises dans le cadre de ce travail de recherche sur les personnes subissant des catastrophes, le bien-être ressenti et les facteurs de bien-être pensés comme prioritaires devant aussi être pris en compte si l'on souhaite répondre à leurs attentes sociales en termes de construction des moyens d'existence. Le bien-être peut aussi être un vecteur puissant d'action, d'investissement personnel et de confiance en soi, de partage et d'action collective, propice à la construction des capacités d'une population à faire face à des risques, ou à s'opposer aux politiques de relogement.

[16] Ces approches théoriques n'étant pas au cœur de la thèse, nous n'avons pas pu les développer, mais le lien entre bien-être et résilience est déjà au centre de travaux en cours (Bourdeau-Lepage & Texier, à venir).

Au-delà des formes spécifiques d'organisations politiques rattachées à cette démarche (gouvernance, etc.), la mise en œuvre de l'approche participative suppose ainsi la création d'outils *bottom-up* employés afin de développer des manières d'interagir et d'impliquer les populations locales, mêmes les catégories les plus marginalisées, dans les décisions qui les concernent, notamment, dans ce cas présent, pour réduire les risques liés à l'activité volcanique. Ces moyens doivent faciliter l'implication et l'expression, par les participants, de données détaillées sur un certain sujet, en utilisant leurs propres mots dans leur propre contexte et environnement (Chambers, 1994 ; Pain & Francis, 2003), et les inciter à prendre part à la dynamique décisionnelle sur le territoire.

De manière générale, la mise en place d'un processus participatif efficace nécessite :

- de préparer les individus à ce genre d'expérience afin de leur permettre d'acquérir les compétences (techniques de communication) et l'organisation collective nécessaire pour être force de proposition ;
- de créer des espaces d'écoute, d'échange pour permettre aux individus de partager leurs besoins et leurs attentes les plus proches de la réalité. Les réunions caractérisées par des méthodes classiques de présentation de la part des acteurs organisateurs ne sont donc pas adaptées ;
- d'évaluer les besoins réels des populations locales via des enquêtes préliminaires ouvertes, et non d'instrumentaliser ce système d'enquêtes dans l'objectif de valider des choix politiques en cherchant à détourner les populations des zones exposées par effet de sanctuarisation ;
- d'intégrer les autres acteurs institutionnels en lien avec la gestion du territoire, même s'ils ne travaillent pas directement sur le risque volcanique.

Le paradigme radical a ainsi tenté, dès les années 70, de remettre au cœur de la scène politique sur la gestion des risques, la réflexion sur les causes profondes politiques qui construisent la vulnérabilité, et sur les responsabilités étatiques dans ce processus, tout en incitant à mieux prendre en compte les besoins des groupes sociaux dans une approche plus *bottom-up*. Il a eu cependant bien du mal à s'imposer dans les directives internationales et dans les stratégies nationales et locales de réduction des risques, qui ont attendu 2005 pour s'en emparer. Cette frilosité est certainement liée au fait que ses auteurs avaient pour dessein de révéler les fortes responsabilités politiques dans les désastres, et de critiquer le paradigme dominant, réfuter l'écrasante responsabilité de la Nature et le défaut de perception des dangers de la part des personnes exposées. Ressenti comme accusateur, ne suscitant ni regard bienveillant ni enthousiasme des acteurs politiques institutionnels à ses recommandations, il a, dès le début des années 2000, été concurrencé par une nouvelle approche plus positive : celle de la résilience.

2.1.3. Une nouvelle approche de la réduction des risques par la résilience : quand capacités et participation riment avec autonomisation

◆ Un concept pluridisciplinaire et polysémique

Depuis les années 2000 (et de manière plus affirmée depuis 2010), on débat, au sein de la sphère scientifique et opérationnelle, sur l'existence d'une troisième approche (en marron dans la **figure 2.1**). Si elle existe, elle ne fait pas l'unanimité, et porte même selon les courants, deux noms différents :

- Le « **paradigme mutuel complexe** » (Cadag, 2013). Celui-ci met l'accent sur la nécessité de mutualiser les capacités des institutions *top-down* et des dynamiques *bottom-up* sociétales. Il se

place en continuité du paradigme radical, en en reprenant les termes essentiels, et vise une « réconciliation » des acteurs autour d'un partage de la gestion des risques sur les territoires. Il se positionne aussi assez clairement comme « ne prenant pas part au débat » sur une mouvance concurrente qui occupe vraiment le devant de la scène internationale.

- Le « **paradigme de la Résilience**[17] », qui se propose de mettre l'accent, non plus sur la vulnérabilité et ses causes profondes politiques, mais sur les capacités d'adaptation et de rebondissement après un choc.

La communauté scientifique s'interroge sur sa pertinence, sa portée opérationnelle et/ou heuristique, mais aussi ses déviances possibles : « *la résilience constitue-t-elle un tournant, un nouveau référentiel d'action, un nouveau paradigme dans la gestion des risques et des catastrophes, ou doit-on plutôt l'envisager comme un déplacement de focale ?* » (Reghezza-Zitt, 2012, p. 20).

Le terme de résilience n'est pourtant pas des années 2000. Il constitue un concept pluridisciplinaire et ancien (Cutter *et al.*, 2008 ; Hernandez, 2009 ; De Bruijne *et al.*, 2010, etc.). Enrichi de son transfert en sciences sociales, notamment en psychologie, en écologie, en économie puis au champ des risques, il est issu des sciences dures (cf. encadré).

> **En physique des matériaux,** la résilience désigne la capacité d'un matériau à emmagasiner de l'énergie cinétique et à se mouvoir élastiquement sous une charge sans se briser ou perdre sa forme (Gordon, 1978 ; Anaut, 2005/3).
>
> **En écologie,** la résilience écologique désigne « *la capacité des écosystèmes à absorber un choc (naturel ou humain) sans altération profonde, c'est-à-dire sans se modifier fondamentalement (l'écosystème pourrait en effet survivre au choc, mais voir par exemple sa productivité naturelle chuter de manière drastique ou certaines de ses fonctions se réduire ou disparaître)* » (Éloi, 2011).
>
> **En psychologie,** la résilience *« se révèle face à des stress importants et/ou cumulés, face à des traumatismes ou des contextes à valeur traumatique (…) Elle peut être considérée comme un processus dynamique impliquant l'adaptation positive dans le cadre d'une adversité significative* » (Anaut, 2005/3, p.1). Elle sert à caractériser un « processus qui fait *que, face à l'adversité, face au traumatisme ou face au stress, des individus, des familles, des groupes humains s'en sortent, ne présentent pas de troubles psychiques, continuent à vivre comme avant (ou presque) et peuvent même présenter un fonctionnement psychique meilleur qu'auparavant, grâce à ce qu'on désigne comme développement post-traumatique* » (Ionescu & Jourdan-Ionescu, 2010, p.401). Le « *socle de la résilience* » en psychologie s'est construit très tôt, dès les années 50, notamment avec John Bowlby et sa *« théorie de l'attachement* » (Anaut, 2005/3). Il aurait ainsi été « *le premier à insister sur le rôle de l'attachement dans la genèse de la résilience, qu'il a défini comme « ressort moral, qualité d'une personne qui ne se décourage pas, qui ne se laisse pas abattre* » (Michel, 2001/10, en référence à Bowlby, 1992). Les travaux de Boris Cyrulnik sur la résilience psychologique des enfants traumatisés ont également marqué la discipline (Cyrulnik, 1998).

Ces définitions issues de champs disciplinaires différents ne sont pas hermétiques. Elles communiquent entre elles, donnant le jour a « des définitions transversales (…) dans la mesure ou la résilience peut concerner non seulement un individu, mais aussi un groupe familial, ou encore une communauté sociale

[17] Nous emploierons le terme de résilience selon deux perspectives au cours de la thèse : (1) soit pour désigner le nom donné au paradigme apparu entre les années 2000 et 2010, il englobe alors toute une approche et correspond à un positionnement moral et politique. Il sera écrit avec un « R » majuscule. (2) Soit pour désigner le processus selon lequel les individus ou les sociétés construisent des capacités et des moyens d'existence robustes, sans référence conceptuelle au courant conceptuel de la « Résilience ». Il sera alors écrit sans majuscule.

» (Ibid., p.2). Ainsi, dans le champ de la socio-écologie, « la résilience socio-écologique peut également s'apprécier en considérant les liens directs entre dégradations environnementales et santé humaine » (Éloi, 2011). Dans cette perspective, la définition de la résilience la plus citée, mais aussi la plus utile pour cette thèse est la suivante : « *la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer bien, à continuer à se projeter dans l'avenir, en présence d'évènements déstabilisants, de conditions de vies difficiles, de traumatismes parfois sévères* » (*Ibid.*, d'après Manciaux *et al.*, 2001, p.17).

La notion de résilience circule ainsi entre les disciplines (emprunts, adaptation, hybridation, subversions), entre les langues et les cultures dans un contexte de mondialisation des savoirs (néologismes mal compris par les acteurs de terrain), entre le monde académique (théorie) et opérationnel (application, outils), entre les champs opérationnels (changement climatique, développement durable et peut-être aussi migrations), entre les échelles (internationales, locales) : l'appropriation de la notion et sa traduction multiple expliquent un grand flou autour de la résilience, qui apparaît comme un « fourre-tout » conceptuel (Reghezza-Zitt, 2013 ; Tisseron, 2009 ; Klein *et al.*, 2003 ; Rufat, 2011). Ce qui explique pourquoi les chercheurs français en géographie (Reghezza-Zitt, Provitolo, Rufat, Lhomme) s'interrogent d'une part sur sa pertinence en tant que concept, ou sur un effet de mode ou une opportunité lexicale, d'autre part sur son caractère opérationnel (solution miracle ou problème supplémentaire ?).

En **sciences humaines et dans le domaine de la gestion des risques,** même si c'est de manière plus récente qu'en psychologie, la résilience est de plus en plus utilisée, mais les définitions sont nombreuses. Elle est par exemple définie par l'UNISDR comme étant « l*a capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base ».* En commentaire, il est indiqué que *« la résilience de la communauté en ce qui concerne les risques potentiels des évènements est déterminée dans la mesure où la collectivité a les ressources nécessaires et est capable de s'organiser elle-même avant et pendant les périodes de besoin »* (Terminologie UNISDR, 2009, p.27).

À l'échelle internationale, les grandes directives actuelles proposant un cadre d'action pour réduire les risques de catastrophe se sont largement emparées de cette notion. Tandis que le Cadre d'Action de Hyogo pour des nations et collectivités résilientes d'ici l'horizon 2015 (CAH 2005-2015), avait intégré les idées du paradigme radical de vulnérabilité globale (reconnaître les capacités locales, faciliter les dynamiques *bottom-up* et reconnaître les facteurs socio-économiques et politiques sous-jacents aux catastrophes), le nouveau cadre de Sendai (Japon, mars 2015) s'est engouffré dans la notion de résilience. Il laisse donc apparaître un consensus international en faveur de la « Résilience » en tant que paradigme (Reghezza-Zitt & Rufat, 2015 ; Quenault, 2015). Elle est devenue « *le grand ami* » des institutions, en particulier de la Banque Mondiale (Bracke, 2016, p.52). Ainsi, la base de données de documents et de rapports publiés par la Banque mondiale compte 4488 documents évoquant la résilience entre 1990 et 2010[18], avec 146 documents avec « résilience » dans leur titre[19]. Ceux-ci s'appellent « *Promoting Disaster Resilient Cultural Heritage* » (2017), « *World Bank Resilience M&E: Good Practice Case Studies »* (2017), ou plus simplement « *Building Climate Resilience* » (2015). Dans le même sens, le *« FMI privilégie la résilience dans ses stratégies de gestion des catastrophes et de leurs conséquences (résilience aux catastrophes) et dans ses programmes axés sur*

[18] Dont 2260 entre 2000 et 2009, 2071 entre 2010 et 2018 et seulement 156 entre 1990 et 1999.
[19] Recherche en ligne effectuée le 9 avril 2018 sur le site https://openknowledge.worldbank.org, afin d'actualiser les données de Marc Neocleous qui en 2013, recensait 4000 documents évoquant la résilience, avec 80 documents avec « résilience » dans leur titre (Bracke, 2016, p.73, en référence à Neocleous, 2013).

le renforcement des capacités des systèmes financiers et des économies nationales ainsi que sur le développement du capital humain » (Bracke, 2016, p.52).

Contrairement à l'approche radicale, ce nouveau paradigme (s'il existe réellement), ne met pas l'accent sur la réduction des causes profondes socio-économiques de la vulnérabilité. Alors que propose-la Résilience, concrètement ?

Dans sa version « simple », la résilience suit le schéma suivant (**figure 2.6**) : Si un individu, une ville, un village ne meurt pas (ne disparaît pas sous les décombres), alors il/elle est résilient. Or, d'une part, ce principe normatif induit un jugement de valeur sur la « bonne » trajectoire à suivre : quelqu'un (et qui ?) va-t-il juger si oui ou non l'entité est résiliente ? D'autre part, pour certains types d'aléas ou d'évènements (c'est le cas pour le choc d'une éruption volcanique par exemple), les individus ne vont pas nécessairement risquer, immédiatement du moins, la mort, mais ne seront pas pour autant « résilients » face à ces chocs, qui vont induire des destructions économiques et sociales extrêmes, voire irrémédiables et définitives, si elles s'avèrent insurmontables.

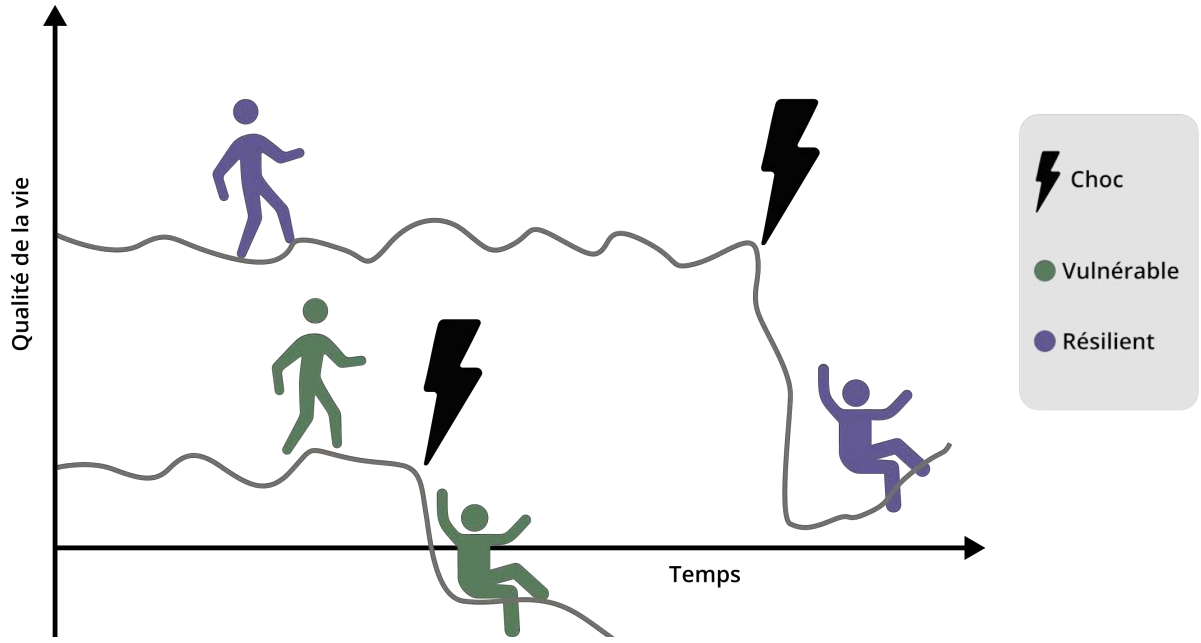


Figure 2.6. Résilience versus vulnérable (modifié et traduit de Rhegezza-Zitt, 2016).

La résilience fait référence à un arc-en-ciel de sens (Lhomme *et al.,* 2010), comme la capacité à se relever (*recover*), à se reconstruire, à revenir à la normale, à revenir à l'état antérieur (bond en arrière), à restaurer, se maintenir (continuité d'activité), absorber, s'adapter, faire face, résister, dépasser, etc..

Le DFID propose un cadre de la résilience (*Resilience framework*) proposant 4 scénarios de réaction d'un système suite à un bouleversement/choc (**Figure 2.7**).

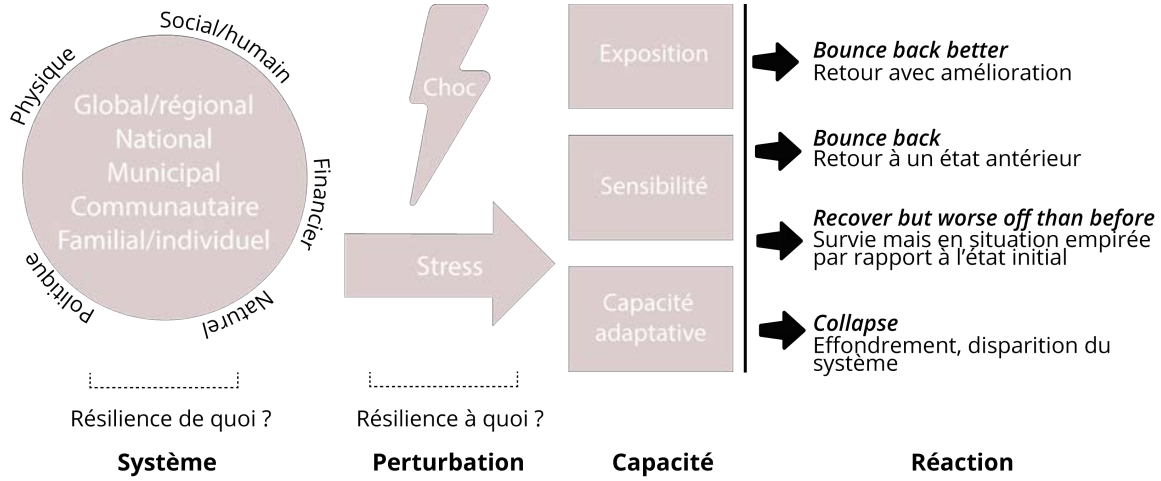


Figure 2.7. Resilience framework (modifié et traduit de DFID, 2011).

Les scénarios sont les suivants :

- « *Collapse* » : effondrement, disparition du système (mort) ;
- « *Recover but worse off than before* » : survie, mais en situation pire que l'état initial ;
- « *Bounce Back* » : retour à un état antérieur ;
- « *Bounce back better* » : retour avec amélioration ;

Cependant, il n'est pas précisé à quoi fait référence la résilience, ni quels seuils de pertes permettent de juger si le système est résilient ou pas. Ce cadre théorique reste donc extrêmement vague.

◆ **Deux approches possibles : rupture ou continuité ?**

Revenons au sens étymologique du terme résilience (**figure 2.8**). Il a deux significations, qui semblent avoir donné naissance à deux termes : l'un fait référence à un renoncement (resilio : résilier) ; l'autre resilire signifie « sauter en arrière » ou rebondir, « *bouncing back* » en anglais (Klein *et al.*, 2003 ; Platon & Johnston, 2006).

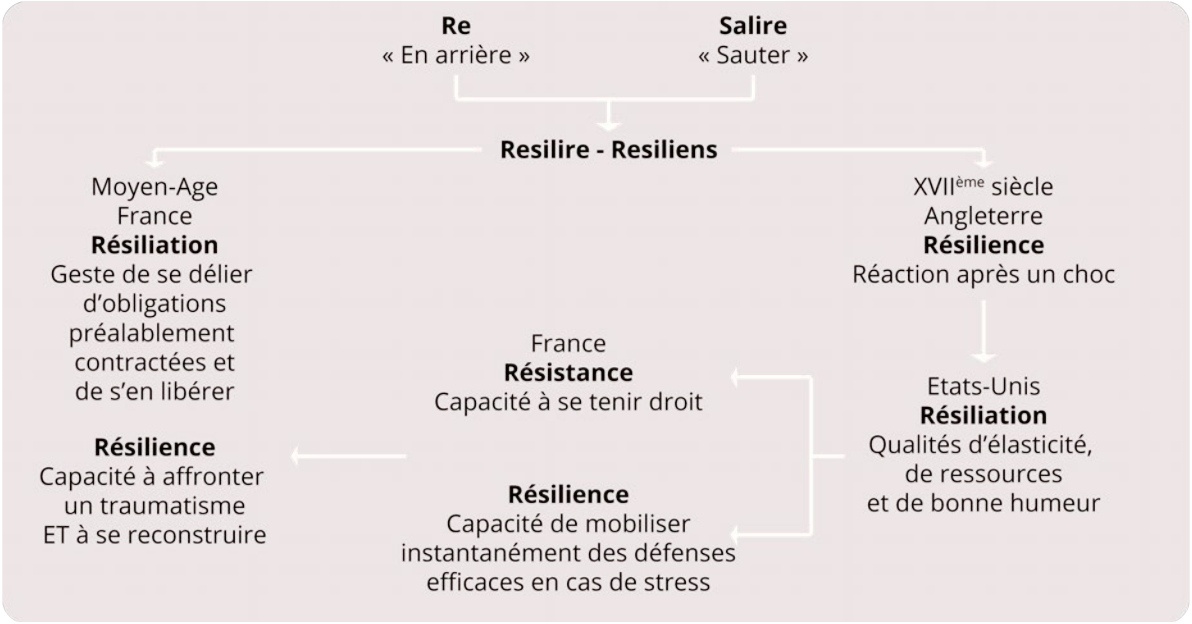


Figure 2.8. Origines étymologiques de la résilience (Rigaud, 2009).

Ainsi, en géographie des risques, c'est l'étymologie *resilire*, « sauter en arrière », qui fait globalement consensus. Cette dernière comporte cependant deux branches de sens, qui permettent de regrouper les définitions pour déterminer deux approches possibles de la résilience :

- La résilience pensée à partir du retour à l'équilibre, qu'il soit identique à l'état antérieur au choc ou nouveau ; elle cherche un maintien en l'état (capacité de résistance d'un enjeu, à maintenir son intégrité, en tant que capacité à se déformer sans se rompre, tel le roseau vs le chêne dans la fable de La Fontaine : en physique des matériaux, la ductilité s'oppose à la fragilité et correspond à la plus ou moins grande capacité d'un matériau à se déformer sans se rompre), ou un retour en arrière (capacité à se reconstruire (*ability to recover or rebuild*), idée formalisée à partir des années 70, le terme étant utilisé dans un sens métaphorique, Klein *et al.,* 2003 ; capacité à revenir (*return*) à un état qui peut être l'état antérieur, l'état d'équilibre, la normale, lorsqu'il est soumis à une perturbation) traduisant une idée de résistance (en tant qu'élasticité physique), de conservation (retour à l'identique), de stabilité.
- La résilience qui met en avant le renouvellement, la réorganisation, l'émergence de nouvelles trajectoires, défendant l'idée d'une évolution, d'un changement donc d'une flexibilité (capacité d'adaptation ; il suffit de changer pour faire face à un changement). Ce courant s'est construit progressivement, et de manière complexe, sur les travaux de Holling en écologie, qui ont suivi une évolution. Dans un premier temps, il associe résilience à persistance, en la définissant comme « *la mesure de la persistance d'un système et ses capacités à absorber des perturbations et à maintenir les mêmes relations entre les populations ou les différents états du système* » (Holling, 1973)[19]. Si un système (individu ou territoire), continue à fonctionner en ayant fait évoluer sa structure, on considèrera qu'il y a eu bifurcation. C'est ainsi que, dans un deuxième temps, Holling a révisé sa définition : « *la résilience correspond à la capacité d'un système à absorber des perturbations, avant que celui-ci ne soit forcé à changer sa structure* » (Holling, 1995). Cette deuxième définition a été reprise en sciences sociales par la « *resilience alliance* » et les concepts de cycles adaptatifs et de *panarchy*. Dans ces derniers, on ne considère plus le retour à l'équilibre, mais seulement les capacités adaptatives des systèmes, associant adaptation et résilience, ce qui équivaut à renier l'étymologie première du mot de « retour en arrière ».

Cette dichotomie rappelle celle induite par la notion de durabilité, opposant l'idée de durée (du patrimoine à léguer en l'état aux générations futures) à celle de soutenabilité (et d'adaptation). Cela correspond à deux visions et systèmes de valeurs différents, deux approches (**figure 2.9**). Dans la première, on cherchera à minimiser les impacts et à rendre les populations moins vulnérables par des mesures de mitigation (déplacements forcés, vaccination, protection) : le choix politique est fait selon une analyse coût-bénéfice. Elle rappelle fortement les principes de l'approche aléa-centrée dominante. Dans la seconde, on cherchera à maintenir le système « dans le changement » en le rendant plus rebondissant, favorisant la continuité d'activité, augmentant la vitesse de retour pour éviter la rupture (sans pour autant atténuer la crise). Le message est donc : « peu importe que vous soyez impacté, l'objectif c'est de continuer », qui traduit un choix politique de « faire avec » et de faire des choix sur ce que l'on accepte de perdre. Cette deuxième branche rejoint clairement les principes de l'approche radicale.

[19] « *Cependant, un système qui persiste en dépit d'une perturbation, en changeant presque totalement sa structure qualitative, peut être considéré comme n'étant plus résilient* » (Holling, 1995, cité dans Lhomme *et al.*, 2010).

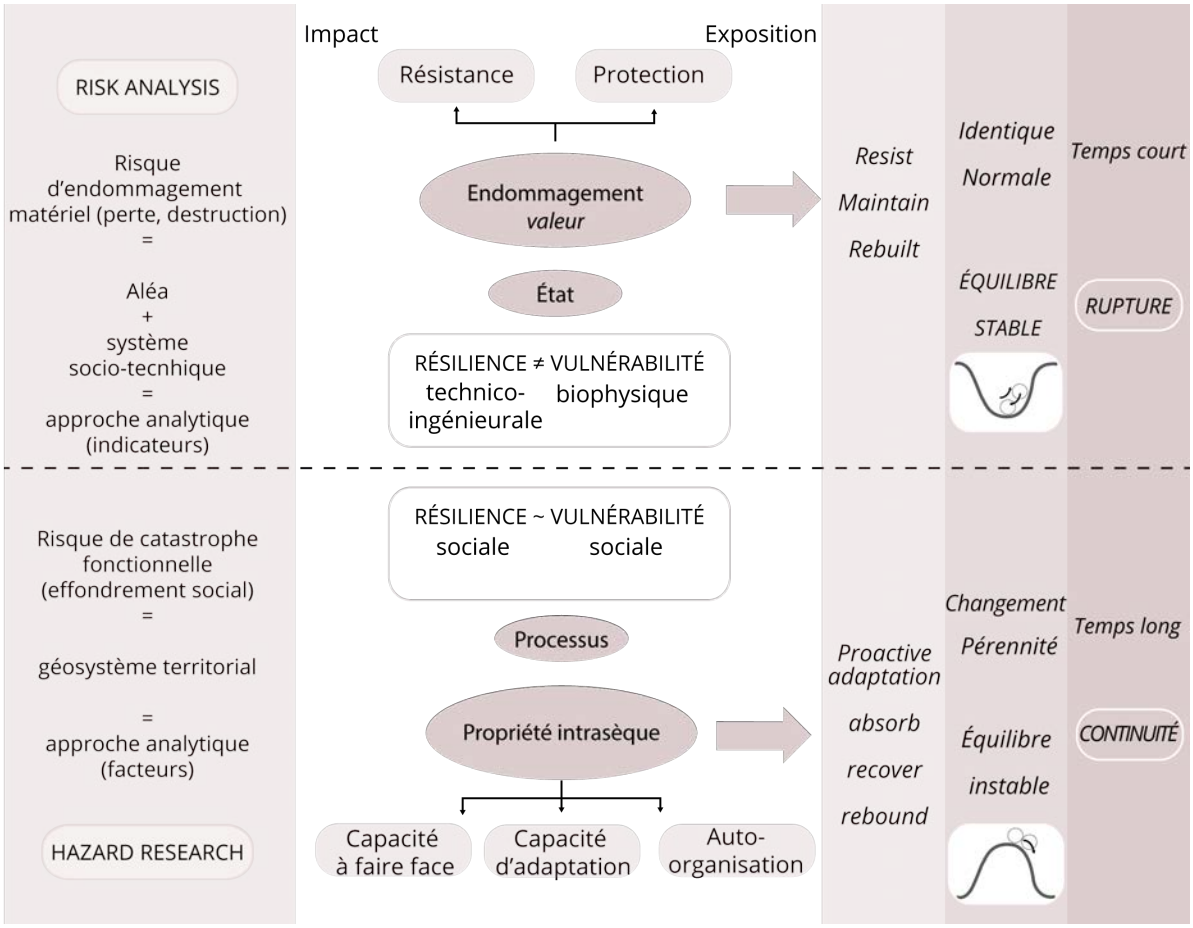


Figure 2.9. Les 2 approches de la résilience qui rappellent l'opposition des 2 paradigmes aléa-centré et vulnérabilité globale (source : repris de Reghezza-Zitt et al., 2015).

À l'issue de ce démêlage de sens qui sous-tendent l'approche Résilience, il s'agit de poser les préconisations opérationnelles concrètes de ce potentiel « nouveau » paradigme. Celles-ci visent surtout à renforcer les capacités des populations exposées, pour les rendre plus robustes et « élastiques » face au choc des catastrophes. Le cadre de Sendai n'apporte pas vraiment de nouvelles exigences par rapport à Hyogo, les recommandations sont sensiblement les mêmes, puisqu'il réaffirme l'importance du rôle de la Société Civile et de *l'empowerment*, la nécessité d'inclure les personnes vulnérables les plus exposées (femmes, personnes âgées, handicapés), l'importance d'une approche multisectorielle en liant la DRR au développement quotidien.

Même si elle n'a rien inventé (le paradigme de vulnérabilité globale prônait exactement la même idée depuis les années 70), elle véhicule une approche très positive de la réduction de la vulnérabilité par les constructions des capacités, qui est « vendeuse » tant auprès des acteurs institutionnels (en témoigne l'engouement récent pour le terme résilience et le nombre de projets portant ce nom) que des populations cibles elles-mêmes, qui ne se voient plus considérées comme des victimes impuissantes. Elle incite à l'action. Elle prône la reconstruction des capacités d'adaptation et des moyens d'existence, en passant par l'auto-organisation dans un esprit d'autonomisation.

◆ **Les limites et déviances politiques de l'approche**

Cependant, cette approche présente des limites et déviances. Loin de faire l'unanimité au sein de la communauté de chercheurs, elle est tout d'abord « *décriée comme un vide conceptuel, promue par d'autres comme l'approche parapluie ultime assurant faire mieux avec moins* » (Charlery, 2016). Certaines critiques laissent également entendre que le concept a été vidé de son sens, soit par méconnaissance, soit par utilitarisme, devenant un mot valise à la signification équivoque et flottante, comme les concepts de gouvernance ou de durabilité (Rufat, 2011). Un nombre croissant d'études a pour objet les problèmes multiples posés par cette approche (Reghezza-Zitt, 2012).

Parmi les principales critiques qui lui sont adressées, on l'accuse de déplacer les responsabilités des institutions aux individus sans leur donner les moyens de les assumer, selon une logique néodarwinienne reposant sur l'éloge des mieux adaptés, c'est-à-dire des plus forts et la stigmatisation des plus faibles (Quenault, 2015 ; Rufat, 2011). La Résilience véhiculerait des idées de compétition entre acteurs, apparentées au discours néolibéral, accentuant les inégalités sociales. À l'extrême des critiques, on trouve des scientifiques, plus rares, à défendre l'idée que derrière le terme positiviste de « résilience » serait donc tapi le spectre menaçant d'une sorte d'eugénisme social où il y aurait d'un côté les forts, « génétiquement » destinés à survivre, et de l'autre les faibles, voués à disparaître, porteurs de caractères défavorables à une société résiliente et endurcie (Ribault, 2016). Ainsi, si une attention particulière n'est pas portée sur le processus et les capabilités à y participer, elle peut être discriminante envers les plus faibles qui peuvent se retrouver en marge du processus.

Induisant de reconstruire « en mieux », en plus fort, la résilience est vue comme un impératif (Quenault, 2015), une injonction politique émanant du haut de la hiérarchie, rarement pensée et définie comme telle au niveau local. Selon plusieurs auteurs (Rufat, 2011 ; Reghezza-Zitt & Rufat, 2015 ; Metzger & Peyroux, 2016), l'instrumentalisation de cette notion favoriserait :

- Un désengagement possible des pouvoirs publics et une déresponsabilisation des acteurs économiques et politiques ;
- La culpabilisation « des gens ordinaires » obligés de devenir des « surhommes » responsables de leur propre protection (Ribault, 2016).

Ainsi, le concept de résilience, au cœur des politiques et programmes institutionnels actuels, serait utilisé afin de repenser en profondeur le rapport entre l'Etat et la société civile (Gilbert, 2013, p.76, cité dans Quenault, 2015, p.11) afin de soumettre « *les communautés et les groupes locaux à l'impératif d'une plus grande résilience, telle que définie par les experts externes et les décideurs* » (MacKinnon & Derickson, 2012, p. 261). La cogestion peut ainsi justifier un désengagement politique et financier, pourtant essentiel à la réussite d'entreprises communautaires, qui risquent de s'épuiser ou de rester à l'état de simples intentions. Ainsi, « *les citoyens sont maintenant systématiquement encouragés à ne plus compter sur l'État pour fournir des services et sont donc amenés à chercher de manière autonome, à développer et fournir des services pour eux-mêmes et leurs propres communautés* » (Bohm *et al.*, 2010, p.20). L'instrumentalisation de la résilience aurait notamment pour effet « *de conduire à une stigmatisation de ceux (territoires et populations les plus vulnérables et les plus démunies) qui échoueraient à se reconstruire ou à s'adapter* » (Quenault, 2015, p.11).

Par ailleurs, la résilience participerait à la soumission fataliste à une réalité marquée par des crises multiples et serait liée à une sorte déterminisme (Neocleous, 2013 ; Quenault, 2015 ; Ribault, 2016 ;

Bracke ; 2016), dans un monde perçu non seulement comme incertain, mais aussi comme menaçant, en lien avec les nombreuses crises internationales récentes, « *souvent qualifiées de "complexes"* » (Revet, 2009, p.41 ; Quenault, 2015, p.4). Ce fatalisme peut être envisagé comme faisant partie d'une instrumentalisation de la résilience au profit d'un discours néolibéraliste, la résilience et sa devise devenant alors : « *il n'y a pas d'alternative possible* » au modèle de développement construit. Ainsi, « *il est devenu plus facile d'imaginer la fin du monde - par un désastre écologique, un enfer terroriste, une maladie contagieuse meurtrière effaçant la race humaine, ou une combinaison fatale du tout - que la fin du capitalisme, y compris le néolibéralisme, en tant qu'économie politique* » (Bracke, 2016, p. 63).

Certaines déviances peuvent être particulièrement aigües. En référence au chapitre de l'ouvrage « *Volcanographie : une approche géographique des environnements et des risques volcaniques* » (Chouraqui *et al.*, dir. Lavigne *et al.*, à paraître), on parle alors de :

- **Résilience différentielle,** pour qualifier la marginalisation de certaines populations. L'adjectif « différentiel » permet de mettre en évidence l'augmentation de la vulnérabilité du plus grand nombre, voir l'accentuation de cette vulnérabilité. Il permet de s'interroger sur le phénomène de marginalisation croissante d'une partie de la population sinistrée qui peut s'accentuer pendant et après l'éruption, dans plusieurs cas : quand une partie des victimes est incapable de se relever de la crise ; quand la crise devient du permanent et du quotidien ; quand la crise continue après la catastrophe sans compromettre leurs capacités futures (Quarantelli et Dynes, 1972 ; Cuny, 1983 ; Wisner, 1993 ; Blaikie *et al.*, 1994).
- **Résilience toxique** (Hernandez, dir. Djament-Tran & Reghezza-Zitt, 2012) qui correspond à une injonction déplaçant les responsabilités des institutions aux individus sans leur donner les moyens de les assumer (Chouraqui *et al.*, dir. Lavigne *et al.* à paraître). C'est une forme de néodarwinisme, où seuls les plus forts s'en sortent. Son fonctionnement accentue les inégalités et justifie le désengagement. Les causes profondes des problèmes sont ignorées. Les tendances préexistantes sont renforcées, de même que les inégalités sociales. Lorsque la résilience devient toxique, la catastrophe n'est pas créatrice de nouveaux jeux de pouvoir, mais vient réactiver et renforcer les conflits préexistants à la catastrophe.
- **Résilience vulnérabilisante**, lorsque la résilience sur le court terme est créatrice de vulnérabilité sur le long terme. Un exemple en est le détournement d'économies qui avaient pour but de financer des stratégies de développement individuel à long terme, et qui doivent être employées pour financer le relèvement à court terme.

En défendant la participation des communautés locales et en la poussant à son paroxysme, en appelant à l'autonomie, l'auto-détermination et l'auto-organisation des populations par cette injonction à la résilience, les forces de domination récupèrent et s'alimentent de ces discours, qui, au lieu de les menacer, une fois digérés et vidés de leur dimension politique, les renforcent : le pouvoir se nourrit ainsi des résistances (Foucault, 1975, p.213 et 1994, p.181). C'est à travers cette prise de conscience des dangers de la récupération et de l'intégration de la participation sous le prisme des rapports de pouvoir que les critiques sur le concept de résilience, évoquées précédemment, méritent d'être réévaluées. S'il est vrai que l'appel à la participation des populations fait désormais partie des discours dominants, il masque la question des luttes entre les différents acteurs sociaux. Danny MacKinnon et Kate Driscoll Derickson soulignent ainsi que cette captation de la participation des populations locales par les acteurs politiques et économiques puissants, comme les Etats, dans le cadre d'une politique axée sur la résilience, les libère de façon discursive et idéologique de l'obligation de rendre compte des impacts de leurs pratiques et de leurs politiques (MacKinnon & Derickson, 2012, p. 261). Le discours dominant qui prône la résilience,

l'auto-organisation et la participation des populations locales passe sous silence les questions socio-politiques et les relations de pouvoir inégales qui traversent la société de part en part et qui provoquent de fortes inégalités en matière de vulnérabilité et de capacité à faire face. Ainsi, dans l'accord de Sendai, il a été décidé de supprimer les références aux conflits et aux territoires occupés comme facteurs sous-jacents de vulnérabilité, à cause notamment de la nature politique des conflits, qui dépassent le cadre des DRR (« *disaster risk reduction* »). Cela évacue symboliquement la question des responsabilités du politique dans la construction de la vulnérabilité, tout en omettant de préciser que les inégalités socio-économiques au sein de la société rendent la participation sélective et réservée à une partie seulement des populations.

Prenant part à ce débat scientifique en constante évolution, la thèse se positionne. Elle s'inscrit dans le cadre du paradigme radical, selon lequel les politiques de gestion des risques et des catastrophes ne peuvent se concentrer sur la seule prévention des aléas, au risque d'aboutir à une situation plus dangereuse encore. Considérer les systèmes sociaux et économiques qui engendrent la vulnérabilité est indispensable puisque c'est leur compréhension qui permet de déterminer le type d'intervention technique approprié (Cannon, 1994).

Considérant cependant que le dernier paradigme de Résilience est largement prôné actuellement par les grandes directives internationales, il s'agit de le prendre en considération et d'en tester la pertinence pour rester vigilant face à des déviances possibles. S'il n'invente rien, il peut cependant être instrumentalisé pour faire de la résilience une injonction pour les populations à « se débrouiller », exacerbant les inégalités déjà fortes au sein des sociétés, et n'empêchant pas les politiques d'exclusion territoriales aléa-centrées, qui sont toujours de mise. Sur les territoires volcaniques, il en résulte une situation explosive qui alimente les jeux de pouvoir, entre politique d'exclusion par le relogement, et résistances. Ce dernier terme est à définir, car il n'a été abordé jusque-là que sous l'angle de la définition de la résilience.

2.2. Le diptyque « exclusion par le relogement » vs « résistances » au cœur des jeux de pouvoir sur les territoires volcaniques

En Indonésie, en Colombie et dans de nombreux autres pays, des populations habitent et cohabitent elles aussi avec des volcans actifs. La menace et les impacts des éruptions incitent les gouvernements à déplacer et parfois reloger les populations locales en dehors des périmètres estimés à haut risque. Cette mesure constitue d'ailleurs l'une des mesures phares de réduction de la vulnérabilité qui s'inscrit dans le paradigme dominant aléa-centré et se concentre sur l'exposition à la menace. Alors que certains projets de relogement aboutissent, d'autres sont confrontés à des dynamiques de résistance des populations locales et de leurs alliés, défiant l'État et sa légitimité sur le territoire (Oliver-Smith, 2011). Ces jeux de pouvoir autour des territoires volcaniques sont au centre de ce travail de recherche et méritent d'être préalablement définis et explicités.

2.2.1. Les politiques de relogement suite aux éruptions volcaniques : une solution inéluctable ?

◆ L'abandon des territoires volcaniques dans l'histoire : impasse et bifurcations des sociétés

Depuis la nuit des temps, l'espèce humaine cohabite avec des volcans. Considérés avec un respect mêlé de crainte, les volcans ont souvent été identifiés à des divinités toutes-puissantes, des forces surnaturelles ou des esprits démoniaques. Encore de nos jours, dans de nombreuses cultures, les volcans restent entourés de nombreuses superstitions et de croyances[21].

Même si le nombre de morts en lien avec les éruptions volcaniques reste relativement modeste par rapport à d'autres types d'aléas naturels, plusieurs des plus grandes catastrophes humaines d'origine naturelle ont été provoquées par des éruptions volcaniques, et certaines ont influencé le cours de l'histoire et de la préhistoire (Francis & Oppenheimer, 2003, p.1). Depuis des décennies, des chercheurs tentent de déterminer si nous avons failli ne jamais exister à cause de l'éruption du volcan Toba (Indonésie), survenue il y a environ 73 000 ans, qui aurait fait passer les populations humaines préhistoriques à un cheveu de l'extinction, avec un hiver volcanique[22] mondial de plusieurs années (Williams, 2012 ; documentaire *Le mystérieux volcan du Moyen Âge* », Guérin, 2017). D'autres hivers volcaniques ont pu être observés plusieurs fois au cours de l'histoire. L'année 1816 a ainsi été surnommée « l'année sans été », à cause d'un temps anormalement froid qui a frappé l'Europe septentrionale, le nord-est des États-Unis et les provinces maritimes du Canada, avec des effets dévastateurs sur les récoltes agricoles, provoquant famines, épidémies, influençant également les migrations humaines. Or, on sait aujourd'hui que c'est l'éruption du volcan Tambora, situé sur l'île de Sumbawa, en Indonésie, qui est à l'origine de ces perturbations climatiques (Oppenheimer, 2003).

---

[21] À Hawaï, de nombreux habitants vouent un culte assidu à la déesse Pélé et des cérémonies sont organisées en son honneur. En Corée du Nord, le volcan Paektu, devenu le « Mont sacré de la Révolution » est au centre de la propagande du régime nord-coréen (cf. documentaire *Into the Inferno*, Herzog & Oppenheimer, 2016, 104'). Haut-lieu de pèlerinage, de nombreuses illustrations représentent les deux premiers leaders du pays à son sommet, et les militaires, étudiants et enfants lui dédient des chants. En Sicile, de nombreux rites religieux ont lieu lors d'éruptions de l'Etna, comme en juillet 2001, avec l'organisation d'une messe spéciale donnée à Belpasso afin de tenter de stopper l'avancée de la lave et d'épargner le village (Chester *et al.*, 2008, p.223).

[22] Un hiver volcanique est lié à l'éjection dans la stratosphère d'un grand volume de cendres et d'acide sulfurique, formant un écran opaque, qui empêche les rayons du soleil de passer et provoque une chute de la température terrestre.

L'histoire de l'humanité est jalonnée d'éruptions volcaniques aux conséquences culturelles et historiques de grande envergure :

Vers 1650 avant J-C, une éruption volcanique colossale a eu lieu à Santorin (Thera), une île proche de la Crète. Cette éruption serait à l'origine du mythe de l'Atlantide et aurait participé au déclin de la civilisation minoenne, connue pour être l'une des plus avancées de l'âge de bronze européen (Francis & Oppenheimer, 2003, p.53). La ville de Pompéi, détruite en même temps qu'Herculanum lors de l'éruption du Vésuve en l'an 79 après J.C, enfouie sous plusieurs mètres de cendres volcaniques, est restée oubliée jusqu'à sa redécouverte au XVIIème siècle. En 536, l'éruption du volcan l'Ilopango aurait provoqué un effondrement démographique à grande échelle, assortie d'une désarticulation profonde de la sphère économique et culturelle régionale, provoquant également des mouvements de migrations vers le nord, avec une zone dépeuplée s'entendant du sud du Guatemala à l'est du Salvador (Dull *et al.*, 2001). Cette éruption aurait eu des repercussions sur l'ensemble de la civilisation Maya, coïncidant avec la période appelée « Hiatus » qui se manifeste en particulier par un appauvrissement architectural. Toujours en Amérique, mais plus au nord, une éruption survenue il y a 1400 ans serait à l'origine de la migration de groupes de population qui auraient quitté le territoire Yukon qui correspond à l'actuel Parc National Wrangell-St. Elias, pour se rendre vers l'est du Canada et le nord de l'Alaska (Fast, 2008, p.131, en référence aux travaux de William Workman, 1974 et 1979). Les Athabascans du Canada et les Gwich'in du nord-ouest de l'Alaska seraient les descendants de ces populations, comme semble le confirmer l'analyse récente des traditions orales, avec des métaphores évoquant notamment des « montagnes avec des feux internes » ou encore un personnage central appelé *Ko'ehdan* – « l'Homme sans feu » (Fast, 2008, p.131 et 139).

Atlantide, Pompéi, Maya, Athabascan : ces cas d'éruptions ont en commun le départ des populations qui ont définitivement abandonné leurs territoires, ce qui pourrait être interprété comme une stratégie d'adaptation mettant fin à un cycle pour entrer dans un nouveau système fonctionnant sur un autre territoire (cf. cycles adaptatifs de Holling). Ces migrations de l'histoire liées à des éruptions volcaniques ont *a priori* été décidées de plein gré par les populations elles-mêmes, sans qu'il y ait aucune intervention d'acteurs les contraignant à partir. Pourtant, plus récemment au cours du 20ème siècle, avec l'émergence d'une prise de conscience des catastrophes et de la nécessité de protéger les personnes face aux risques, nombreux sont les exemples de départs incités ou forcés liés à la prégnance du danger éruptif. Ce glissement dans le contrôle de la prise de décision du départ peut être à l'origine de conflits et d'actes de résistance. Les questions qui se posent alors ne sauraient être « pourquoi ne pas simplement éviter les régions présentant un potentiel de volcanisme actif ? ». En effet, il semble plus judicieux de se demander « comment considérer les actes de résistance face à des décisions d'exclusion territoriale imposées ? », mais avant cela, « quelle(s) solution(s) existe(nt), autre(s) que celle de partir ? ».

◆ Emmener les gens vivre ailleurs : une solution moins évidente qu'il n'y paraît

Tout d'abord, même s'il s'agit d'une évidence, un premier point s'impose : il n'y a pas de territoire habité sans risque et inversement[23]. Ainsi, la solution du relogement n'est pas satisfaisante et réaliste à l'échelle mondiale, « *dans la mesure où environ les trois quarts de la surface de la Terre - au-dessus et au-dessous du niveau de la mer - sont composés de roches d'origine volcanique* » (Sigurdsson, 2000, p.2779). Déplacer l'ensemble des habitants vivant dans des zones exposées aux aléas volcaniques relève donc de la pure utopie, d'autant plus si l'on considère que d'autres types d'aléas existent et dans cette logique du « risque zéro », tous les aléas seraient à éviter et devraient susciter un déplacement. Partant de cette limite de base, il s'agit maintenant de comprendre pourquoi, malgré les échecs majoritaires des politiques de déplacement, cette solution demeure l'un des piliers de la gestion actuelle des risques de catastrophe.

Cette solution, via des politiques de délocalisation des habitants installés dans les zones considérées comme les plus dangereuses, est relativement courante. L'OIM parle alors de réinstallation (ou de relogement), défini comme « *la réimplantation et l'intégration de personnes (réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, etc.) dans une autre région géographique ou un autre environnement, habituellement dans un pays tiers. Contrairement à la réimplantation, la réinstallation peut concerner des personnes et pas nécessairement des communautés* » (Glossaire OIM, 2014, p.16). Le relogement diffère de l'évacuation, qui ne possède pas un caractère définitif et qualifie uniquement une *« action rapide de quitter un lieu pour fuir une menace imminente ou les conséquences immédiates d'une catastrophe et se réfugier en un lieu plus sûr. Ce mouvement est généralement caractérisé par un délai bref, de quelques heures à quelques semaines, dans lequel il faut mettre en œuvre des procédures d'urgence pour sauver des vies et réduire au minimum le risque de dommages »* (Glossaire OIM, 2014, p.12).

Les réinstallations (comme les évacuations) peuvent être de plusieurs types en fonction de qui détient le contrôle de la prise de décision du départ, et du degré de contrainte exercé (ici présentées par ordre croissant de contrainte) :

- Elles sont spontanées (endogènes), quand les *« personnes abandonnent [temporairement ou définitivement] un endroit en raison d'un risque réel ou perçu par leurs propres moyens (auto-évacuation) et sans (ou avant) de recevoir une recommandation ou un ordre officiel à cette fin »* (Glossaire OIM, 2014, p.12).
- Elles sont recommandées (exogènes), lorsqu' « *une recommandation d'évacuation officielle est adressée à une population à risque pour lui permettre de réagir rapidement et de décider en connaissance de cause de l'opportunité d'une évacuation et de son moment. Une recommandation d'évacuation peut précéder un ordre obligatoire si le niveau de la menace augmente de même que le risque lié à la mise à l'abri sur place. Comme dans le cas d'une évacuation obligatoire, on considère généralement que les autorités ont le devoir de faciliter l'évacuation en temps voulu et en toute sécurité de ceux qui ont besoin d'aide »* (Glossaire OIM, 2014, p.12).
- Elles peuvent ainsi devenir obligatoires (ou forcées), c'est-à-dire ordonnées et/ou exécutées par les autorités. Une réinstallation ou une évacuation forcée « *n'est pas considérée comme arbitraire ou*

[23] Cette affirmation doit être quelque peu nuancée. Un espace non habité mais sur lequel il y a un volcan actif, présente néanmoins un risque, non pas au niveau local mais global. Au vu de l'importance croissante du trafic aérien dans le monde, le panache éruptif d'un volcan peut perturber le trafic aérien si le volcan se situe sur un axe aérien fréquenté (Jenkins & Haynes, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.334), comme ce fut le cas en Europe lors de l'éruption d'un volcan islandais (Eyjafjöll) en 2010 (Lavigne & De Belizal, 2010, p.1). Une éruption de grande ampleur peut également perturber durablement le climat planétaire, comme ce fut le cas en 1816 avec l'éruption du Tambora en Indonésie.

illégale et par conséquent est donc permise si elle est effectuée conformément au droit, absolument nécessaire par rapport aux circonstances pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité physique des personnes affectées, permise par la situation d'urgence et menée en consultation avec les populations affectées » (Les directives de IASC, 2011, p.58, voir détail en **introduction de la thèse**).

- Par contre, quand elles ont lieu « *contre leur volonté et sans qu'une protection juridique ou autre appropriée ait été assurée, de personnes, de familles ou de communautés de leurs foyers ou des terres qu'elles occupent »* (CESCR, 1997, para.3), on parle alors d'éviction.

La réinstallation s'apparente aux procédures de cartographie réglementaire dans les pays dits développés (comme les Plans de Prévention des Risques, ou PPR, en France), mettant à jour les zones exposées et imposant la requalification des terrains en termes de constructibilité, donnant aux autorités le pouvoir de préemption moyennant indemnisation. Dans les pays dits « en développement », les processus de délocalisation se font souvent par la force, et peuvent avoir lieu sans indemnisation, en particulier quand les habitants ne bénéficient pas de reconnaissance légale sur leurs terrains ou leurs maisons. À la suite d'une catastrophe, il arrive notamment que le relogement soit imposé dans des villages éloignés et parfois loin des routes et moyens de transport (Oliver-Smith, 1991). Souvent, ces évictions ne sont pas envisagées comme inadmissibles si elles sont indemnisées, puisque sont admis des coûts sociaux inévitables pour la réduction des risques et l'établissement d'une zone tampon des aléas.

Toutefois, plusieurs auteurs mettent en garde contre le relogement des populations[24], indiquant qu'il s'agit de l'une *« des étapes les plus délicates du processus de reconstruction. Reloger les victimes de manière à les rendre moins vulnérables tout en maintenant les fondements culturels, sociaux, économiques et politiques des communautés concernées est en effet un challenge face auquel nombre de projets de reconstruction ont échoué »* (Vinet *et al.,* dans *Tsunarisque*, dir. Lavigne & Paris, 2011, p.263-264). Ces auteurs, s'appuyant sur les travaux de Davis (1978) et Oliver-Smith (1991), expliquent que *« le facteur d'échec le plus souvent mentionné dans la littérature est soit l'absence de coordination et de consultation entre le ou les organismes chargés de gérer le relogement (gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales) et les populations concernées, soit une approche trop technocratique des problèmes* » (*Ibid.,* p.264).

Une analyse de la littérature portant sur la relocalisation géographique post-catastrophe, décrite « *comme la pire des solutions* » (Vinet *et al.*, dir. Lavigne & Paris, 2011, p. 264) permet de dégager les principaux obstacles associés à ce type de projet :

- Les liens intimes entre les habitants et leur territoire, par nature, « difficilement transposables », sont nécessairement « coupés » par le projet de relogement (Vinet *et al.* , 2011, p.264, en référence aux travaux de Oliver-Smith, 1982 ; Davis, 1978 ; Quarantelli, 1984 ; Blaikie *et al.,* 1994, Gaillard, 2002 ; Chouraqui & Texier, 2016)
- Les contraintes structurelles, à la fois culturelles, sociales, économiques et politiques, qui pèsent parfois plus lourd que la menace volcanique, rare, conditionnant ainsi le choix de leur domicile (Cannon, 2000 ; Gaillard, 2006 ; Vinet *et al.*, dir. Lavigne & Paris, 2011 ; Chouraqui & Texier, 2016). Les conséquences de la relocalisation des sinistrés en termes d'opportunités économiques perdues sont déterminantes pour comprendre l'acceptation du risque par les habitants, le choix spontané de se maintenir sur le territoire exposé, ainsi que la présence de violences politiques

[24] On cite les références suivantes : Davis, 1978 ; Quarantelli, 1984 ; Oliver-Smith, 1991 ; Blaikie *et al.,* 1994 ; Cernea & Mc Dowell, 2000 ; Gaillard, 2002 ; Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005 ; Texier, 2009 ; Oliver-Smith, 2011 ; Directives de IASC, 2011, Vinet *et al.,* dir. Lavigne & Paris, 2011.

et/ou sociales éventuelles au moment des tentatives de relogement forcé, et ensuite dans les territoires de relogement proposés, sur lesquels les concurrences et conflits pour retrouver accès aux ressources sont importants.

- Dans le même sens, un trop fort éloignement (réel ou perçu) par rapport au lieu d'origine détermine en grande partie l'inadéquation de l'emplacement du lieu de relogement, en particulier quand celui-ci va de pair avec des moyens de transport limités et/ou trop coûteux pour se rendre du site de relogement à la zone sinistrée, particulièrement lorsque les relogés sont contraints de continuer à exploiter économiquement les ressources du territoire évacué (Oliver-Smith, 1991 ; Barenstein, 2008 ; Chouraqui & Texier, 2016). Ainsi, ce constat est renforcé pour les communautés rurales et agricoles, pour qui l'accès à leurs terrains agricoles constitue la principale (voire l'unique) source de revenus au quotidien (Chouraqui & Texier, 2016).

De manière secondaire, d'autres aspects sont également importants pour comprendre l'inadéquation d'une relocalisation géographique post-catastrophe (et donc les éventuelles résistances) :

- Les maisons de relogement peuvent également être socialement et culturellement inadaptées aux besoins des sinistrés et/ou de mauvaise qualité, incluant la valeur monétaire du bien foncier, de sa surface, le nombre de pièces, mais aussi la qualité des matériaux de construction, la fonctionnalité de la maison par rapport aux activités pratiquées (Barenstein, 2008, p.12 ; Chouraqui & Texier, 2016). L'absence de droit de propriété sur les maisons et/ou les terrains concédés aux sinistrés peut également constituer un frein à l'appropriation des maisons de relogement par les habitants.
- Les retards au niveau de la réalisation des projets doivent également être pointés pour comprendre la tendance des sinistrés à reconstruire par eux-mêmes et sans autorisation. Ces retards peuvent s'expliquer par la lenteur des procédures classiques d'appel d'offre, des problèmes de financements, avec des fonds pour la construction qui n'arrivent pas assez vite par rapport au rythme des travaux (Moatty, 2015 ; Chouraqui & Texier, 2016).
- Le manque d'infrastructure dans la zone de relogement, comparé avec de meilleures conditions présentes dans la zone sinistrée avant la survenue de l'aléa (routes, accès à l'eau, à l'électricité, au gaz ou aux égouts) peut également participer au rejet du projet de relogement par les sinistrés (Brown & Damery, 2002 ; Bosher, 2008).
- Un degré trop important d'exposition à la menace du nouveau logement (ou jugé comme tel) par rapport à celui caractérisant l'ancienne zone d'habitation peut aussi expliquer le rejet. Ce point permet notamment de réfléchir sur la manière dont les sinistrés perçoivent les mesures de protection et les efforts fournis par l'État afin de réduire leur exposition aux dangers (Bosher, 2008).

L'interdiction temporaire ou définitive de retourner s'installer dans leurs villages (post-évacuation), est une mesure souvent décrite comme « vigoureuse », mais que l'on peut aussi caractériser, dans certains cas, comme « violente » (Olivers-Smith, 2011). Elle peut notamment provoquer une plus grande marginalisation par rapport aux ressources, alors que l'éruption est déjà terminée et que des ressources intéressantes sont encore exploitables dans la zone sinistrée (Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005 ; Chouraqui & Texier, 2016, p.176). Ces interdictions peuvent notamment favoriser le creusement des inégalités, car les personnes les plus en capacité financière à se relever et reconstruire, peuvent braver l'interdit et accaparer des terres que les plus pauvres n'ont pas les moyens de réinvestir aussi vite (Chouraqui & Texier, 2016, p.172- 174). Ainsi, ces stratégies institutionnelles de relogement forcé

peuvent avoir tendance à renforcer la marginalisation des populations les plus vulnérables et apparaissent ainsi comme des choix politiques susceptibles de nourrir le processus de vulnérabilisation, au lieu de le désamorcer par des mesures favorisant l'accès aux ressources ailleurs que dans les zones exposées (*Ibid.*, p.176). De plus, ces mesures sont parfois soupçonnées par les habitants, mais aussi par les chercheurs de cacher une volonté de récupérer ces espaces afin de tirer profit de certaines ressources (Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005 ; Caicedo, 2013, p.87 ; Chouraqui & Texier, 2016, p.170).

Face à toutes ces conséquences néfastes pour les relogés, des phénomènes d'opposition de la part des populations locales sont observés. Ces actes vont être assimilés, dès à présent et pour les besoins de cette recherche, à des formes de « résistance » (Oliver-Smith, 2011).

2.2.2. Résistances des populations face aux déplacements et relogements forcés

Il s'agit maintenant d'analyser les résistances des populations aux projets de déplacement forcé visant à « protéger » les personnes de la menace volcanique. Dans ce domaine spécifique, on observe que même si de nombreux auteurs évoquent de manière secondaire les questions de relogement et de résistances des populations locales, à notre connaissance, rares sont ceux à en faire le cœur de leur étude. Oliver-Smith est l'un des seuls à proposer une analyse conceptuelle rigoureuse à ce sujet, mais ses analyses portent davantage sur les projets de relogement en lien avec des programmes de développement, et les relogements dans le domaine des risques ne sont pas au centre de ses travaux. Dans cette perspective, et en conformité avec les Directives de IASC (2011), il semble primordial de développer cet angle d'approche et de questionner le droit de l'État à déplacer et à réinstaller des populations au nom de leur protection.

- **Comprendre le rejet des projets de déplacement forcé en contexte volcanique**

La possibilité d'une « résistance » (concept qui va être défini ensuite) à quitter un territoire volcanique malgré l'injonction gouvernementale, est un phénomène couramment observé par les chercheurs. Cette résistance peut aller de réactions de refus vis-à-vis de simples évacuations, à des refus d'accéder à des solutions de relogement temporaire et/ou définitif. La non-acceptation des projets de relocalisation post-catastrophe par les bénéficiaires se traduit notamment par le retour ou la permanence des habitants dans l'espace sinistré.

Certaines de ces résistances sont anciennes. Par exemple, les habitants de l'île de Niuafo'ou, la plus septentrionale des îles Tonga (sud-ouest de l'océan Pacifique) ont été au centre d'un projet de relogement suite à l'éruption survenue en 1946 (Rogers, 1981, p.149-153 ; Blong 1984, p.146). Le gouvernement a ordonné l'évacuation totale des habitants (environ 1300 individus), qui ont tout d'abord été déplacés aux abords de la capitale Nuku'alofa (île Tongatapu). Après avoir été ballotés entre plusieurs sites de relogement, ceux-ci se sont finalement vu offrir des terres sur l'île de Eua, située à plusieurs centaines de kilomètres au Sud de Niuafo'ou et où la moitié des sinistrés a construit de nouveaux villages. Par ailleurs, des mesures visant à décourager les habitants de revenir à Niuafo'ou ont été adoptées. Elles ont pris la forme d'amendes ou de deux ans d'emprisonnement, ou de ces deux peines (Blong, 1984, p.146). Russel James Blong indique qu'entre deux et 30 des habitants de l'île ont préféré s'exposer aux peines encourues plutôt que d'abandonner leur île. Après des années de pression sur le gouvernement pour obtenir le droit de retourner vivre sur leur île, les habitants, dispersés entre plusieurs régions des îles Tonga, ont finalement obtenu gain de cause en 1958 et une partie des sinistrés est revenue vivre à Niuafo'ou (Rogers, 1981).

D'autres sont beaucoup plus récentes. Ainsi, en Colombie, une situation conflictuelle oppose les habitants du département de Nariño (municipalités de Pasto, Nariño et La Florida) aux autorités locales, régionales et nationales, concernant la mise en défend de leur territoire situé dans la zone d'influence du volcan Galeras. Ainsi, le rapport « *The World Bank : GFDRR* » indique qu'en 2011, plus de dix mille personnes vivaient en situation de haut risque (Campos, *et al.*, 2012, p.33, d'après les données issues de la Corporation OSSO, 2011, à partir d'informations du *Colombian Geological Survey*, 2011). Depuis 2005, en raison de l'augmentation de l'activité volcanique observée par le SGC (*Servicio Geológico Colombiano* – Service Géologique Colombien), les populations vivant à proximité de ce volcan sont confrontées à un processus de relocalisation territoriale. Cette tentative s'appuie sur un ensemble de mesures juridiques, en particulier sur un plan de maîtrise de l'occupation du sol avec la création d'une "ZAVA" (*Zona de Amenaza Volcánica Alta* - Zone de Haute Menace Volcanique). Ces tentatives du gouvernement pour reloger les populations vivant à proximité du volcan Galeras ont rencontré une opposition de la part des populations locales.

Ces résistances au relogement supposent un engagement fort des individus et un attachement à l'égard de leur territoire, en lien avec les ressources économiques qu'il leur procure. En effet, dans le cas du volcan Galeras, la vie des populations vivant dans les *corregimientos*[25] de Genoy et Mapachicho (département de Nariño) dépend entièrement de l'utilisation des ressources naturelles directement liées au territoire, comme l'agriculture, mais aussi la vannerie, avec une centaine de familles travaillant dans ce domaine (Caicedo, 2013, p.20). C'est aussi l'attachement identitaire et culturel de la communauté au territoire qui explique sa résistance à partir. Les populations vivant à proximité du volcan Galeras considèrent celui-ci comme « leur allié », « leur ami », comme l'indique cette citation issue d'un entretien réalisé en 2007 auprès de deux membres des communautés locales : « *Nous n'avons pas peur parce que nous cohabitons et vivons avec le volcan Galeras, c'est pourquoi aujourd'hui je sollicite le gouvernement, pour dire que mêmes morts, nous ne partirons pas d'ici. Pourquoi ? Parce que le volcan Galeras est l'un de nos amis, il est celui qui nous fait vivre, qui nous donne l'eau, et de là naît la vie pour nous*[26] *(…)* » (*Ibid.*, p. 104). De plus, les habitants de Genoy ont développé des croyances religieuses associées au volcan qu'ils perçoivent comme une puissance protectrice bienveillante : « *Pourquoi craindre notre Colline Tutélaire ? (…) Ses habitants disent : "regarde professeur, la petite Vierge est celle qui nous protège, Dieu est le père, le père volcan, il ne fait rien contre nous (…)* [27]» (citation de Crisóstomo Criollo, 2007, dans Caicedo, 2013, p.104).

Ces mouvements de résistance impliquent une remise en question de l'autorité étatique sur les territoires. La légitimité du pouvoir des autorités à décider de leur sort est bousculée, en lien avec un défaut d'expertise perçu par les populations. En effet, l'imprécision des systèmes de surveillance volcanique conjuguée à une organisation et une coordination technique et institutionnelle faible, peuvent alimenter le scepticisme des habitants, qui opposent alors leurs savoirs vernaculaires aux savoirs scientifiques, et remettent en cause la possibilité de souffrir du volcan (Caicedo, 2013, p.106 ; Chouraqui & Texier, 2016). L'extrait du discours d'un des *leaders* du mouvement de résistance donne un aperçu de la perception des populations locales : « *D'ici, ils ne vont pas nous faire partir parce que le volcan Galeras ne nous a*

[25] Divisions administratives colombiennes du même niveau que les municipalités mais dont le mode de gestion diffère.

[26] « Nosotros no nos da miedo porque nosotros convivimos y vivimos con el Volcán Galeras, por eso yo hoy alego con el Gobierno, aquí no salimos ni muertos, ¿Por qué?, porque el Volcán Galeras es un amigo mas de nosotros, él es quien nos ha mantenido, por el, por el agua que nos manda, nos nace la vida de ahí (…) » (Pianda, Onías y Criollo, Tulia, 2007).

[27] « *Por que temer o nosso Cerro Tutelar? (…) Dizem seus habitantes: "veja professora, a pequena Virgem é quem nos favorece, Deus é o pai, o pai vulcão, não faz nada para nós (…) ».*

jamais fait de mal, au contraire le volcan Galeras a fait preuve de bonté, il nous a donné la fertilité des terres, avec la cendre, ils savent que la cendre fertilise la terre, donc ils ont semé, dans cette connaissance populaire qui a été transmise de génération en génération[28] » (témoignage de Ramos, Albenis, 2007, cité dans Caicedo, 2013, p.106). En effet, aucune victime mortelle n'a été rapportée parmi les habitants de Nariño, « *ni dans la tradition orale, ni dans la tradition historique de cette communauté* » (Caicedo, 2013, p. 106).

Cette remise en cause de la légitimité de l'Etat à décider pour eux peut par ailleurs aboutir à « *la création de groupes de défense des droits de l'homme qui contestent l'idée que l'objectif national puisse continuer à être pris pour acquis* » (Oliver-Smith, 2010, p.28). Ces groupes de pression questionnent la légitimité des projets de relogement mis en place par les États et s'efforcent d'agir sur le pouvoir, en vue de promouvoir des aspects socio-économiques et humains qui sont souvent absents des approches technocratiques et managériales mises en place (Oliver-Smith, 2010, p.28, en référence à Colchester, 1999, p.13). La souveraineté de l'Etat sur le territoire national est ainsi remise en question par l'apparition d'acteurs de la société civile qui se revendiquent comme « libres de souveraineté ». Ainsi, « *de nombreux groupes autochtones se considèrent comme des peuples souverains dont les droits antérieurs sur leurs territoires les soustraient à la souveraineté de l'Etat, ou devraient du moins leur accorder un droit de veto sur les projets de développement sur leurs terres* » (*Ibid.,* p.13). Ainsi, dans le cas du volcan Galeras qui vient d'être évoqué, le « *Cabildo Indigena*[29] » de Genoy (municipalité de San Juan del Pasto) joue un rôle important dans le processus de résistance et souligne ainsi l'importance des ressources relationnelles et organisationnelles mobilisées par les populations locales pour juguler, voire renverser le rapport de force avec les autorités. La manifestation organisée en août 2006 aurait ainsi contraint le gouvernement à revoir sa politique et à envisager une « culture de coexistence » avec le volcan Galeras (Caicedo, 2013, p.106-107).

Par ailleurs, parmi ces mouvements de résistance, on note que certains ont eu recours aux médias afin de mobiliser l'opinion publique, comme les Kayapos (Amazonie brésilienne). Ceux-ci ont fait partie des premiers à mettre en avant leur statut de minorité et à s'organiser pour défendre leur identité culturelle et d'action politique concertée (*Ibid.*). Oliver-Smith explique que « *dans leur résistance aux incursions de la société brésilienne, les Kayapo ont fait de leur culture un enjeu politique. De plus, ils ont constaté que leur culture est importante pour les autres et ont découvert l'importance d'avoir un contrôle sur la façon dont leur culture est représentée. Ils reconnaissent que le contrôle du pouvoir de la représentation est un moyen de se donner de la valeur et de la signification dans la vision du monde plus large. (…) En plus des hordes de représentants des médias du monde extérieur, les vidéastes Kayapo ont également filmé les actes de la réunion à Altamira* » (*Ibid.*). L'anthropologiste Terry Turner, dont les nombreux films ethnographiques avec les Kayapos dans les 70 ont permis à ces derniers de se faire connaître sur la scène internationale, déclare ainsi que « *les Kayapo ne dépendent pas de la société extérieure pour contrôler leur propre représentation et leurs actions, mais possèdent une mesure complète et égale des moyens de contrôle sur l'image, avec tout ce que cela implique pour la capacité de définir la signification et la valeur des actes et des évènements dans le domaine de l'interaction interethnique* » (Turner, 1991, p.307, cité dans Oliver-Smith, 2014, p.119).

- **La pluridisciplinarité caractérise aussi la résistance**

---

[28] « *De aquí no nos sacan porque el Volcán Galeras nunca nos ha hecho daño, antes al contrario el Volcán Galeras nos ha dado bondades, la fertilidad de las tierras, con la ceniza, ellos saben que la ceniza abona los terrenos, entonces ellos han sembrado, en ese concepto del saber popular que ha sido transmitido de generación en generación* ».

[29] En Colombie, le terme « *Cabildo Indígenas* » désigne une entité publique spéciale, dont les membres font partie d'une communauté indigène, sont élus et reconnus par celle-ci. Ironiquement, cette structure qui constitue aujourd'hui « *le rempart de la résistance communautaire aux abus [qui] dans la république* » est pourtant héritée de l'ancienne « *institution coloniale de contrôle social et de soumission des peuples indigènes* » (Ceballos Rosero, 2016, p.329).

À la lueur des cas de figure concrets de résistance qui viennent d'être évoqués, il s'agit maintenant de discuter des aspects théoriques que soulève la résistance au relogement forcé autour de territoires volcaniques, et donc de présenter ce qu'on entend ici par résistance.

En effet, s'il est clair que la résistance « *inclut des activités, et que ces activités ont lieu en opposition par rapport à quelqu'un ou quelque chose* », (Hollander & Einwohner, 2004, p.537), la résistance - comme la résilience - est un concept pluridisciplinaire et polysémique. Le panel d'actions et de pratiques sociales couvert par la résistance est particulièrement ouvert et diversifié. Il désigne à la fois des actions individuelles, collectives et institutionnelles, dans des cadres politiques, familiaux ou professionnels (Hollander & Einwohner, 2004, p.534). La résistance couvre également différentes échelles, allant du local au global. Certains auteurs étudient les résistances politiques, alors que d'autres s'attachent à l'étude des résistances sociales ou identitaires (*Ibid.*).

La résistance est ainsi utilisée pour définir des phénomènes sans aucun rapport entre eux, et elle est convoquée par de nombreuses disciplines : anthropologie, sociologie, sciences politiques, histoire, *gender studies,* géographie, etc. Cette prolifération d'études scientifiques sur la résistance aboutit comme pour la résilience à créer un flou sémantique autour de cette notion. Ainsi, ces multiples appropriations de la résistance sous toutes ces formes sont à la fois stimulantes et fécondes, mais aussi problématiques, dans la mesure où *« différents auteurs qui utilisent le langage de la résistance, peuvent en fin de compte ne pas parler de la même chose »* (Holander & Einwohner, 2004, p.533-534). Parce qu'elle désigne aussi bien des luttes sociales et militantes (Dunezat & Galerand, 2014) que des modes capillaires (Weitz, 2001) ou encore les pratiques de vendeurs par rapport à leurs clients (Barbier, 2012/2), la résistance perd en substance et tend à se dissoudre. Ainsi, *la notion de « résistance » est à la fois une clameur récurrente des groupes mobilisés et une notion suffisamment spongieuse pour que toute pratique d'opposition ou de refus puisse se diluer dans la grammaire des résistances* (Dunezat & Galerand, 2014, p. 125).

Apparu en France au XIII[ème] siècle (1270), soit plusieurs siècles avant la résilience[30], le terme « résistance », serait à l'origine uniquement utilisé pour décrire « *une chose matérielle, le fait de s'opposer à l'action d'un agent extérieur et la capacité de conserver son intégrité sous l'effet des causes de destruction* » (dictionnaire historique de la langue française, 2010, p.1923).

Si la résistance commence à s'employer avec une valeur politique dès le début du XVI[ème] siècle et tout au long du XVII[ème] siècle, s'appliquant « *au fait de tenir tête à une autorité établie, à une limitation de sa liberté* », c'est sous la Révolution qu'il se déploie avec l'expression « droit de résistance à l'oppression » apparue en 1791 dans la Déclaration des Droits de l'Homme (*Ibid.*). Avec la Seconde Guerre Mondiale, la notion de résistance perd sa neutralité pour occuper le versant positif, légitime de la lutte. La Résistance, parée de valeurs positives, acquiert alors une majuscule et désigne « *une action menée par ceux qui s'opposèrent à l'occupation de leur pays, notamment en France et en Belgique* » (*Ibid.*).

Alors que la notion de pouvoir est courante, « *surtout dans la relation avec la tradition politique du pouvoir soutenue par Rousseau et Hobbes* » (Canavêz & Miranda, 2011/2, p. 153)– à l'exception de Karl Marx, le

[30] La première référence au terme « résilience » est en anglais et date de 1626. Elle est attribuée au philosophe Francis Bacon qui lui donne le sens de « rebondir », « se ressaisir » ou « se redresser » (dictionnaire historique de la langue française, 2010, p.1923).

concept de résistance reste pendant longtemps peu utilisé en sciences humaines et « *c'est surtout depuis les années soixante qu'un axe important de la recherche s'attache à l'étude des mouvements de résistance* » (Vandroy-Fraigneau, 2003, p.208). Avec Marx, la résistance est clairement conçue comme une opposition organisée à la domination, entendue comme une forme de pouvoir fixe. À partir de la fin des années 70, cette vision dualiste est profondément redéfinie par Michel Foucault. En effet, celui-ci développe une réflexion innovante sur l'articulation entre pouvoir et résistance affirmant « *que là où il y a pouvoir, il y a résistance*, *et que pourtant, ou plutôt par là même, celle-ci n'est jamais en position d'extériorité par rapport au pouvoir* » (Foucault, 1976, p.125-126). Avec cette phrase, Foucault ratifie l'impossibilité de réfléchir résistance et pouvoir de manière séparée. Alors que la scène de pouvoir a longtemps été pensée comme « *une relation binaire et globale entre les dominateurs et les dominés* » (Ortner, 1995, p. 174), celui-ci considère que le pouvoir « *n'est jamais entre les mains de certains, il n'est jamais approprié comme une richesse ou un bien. Le pouvoir fonctionne en réseau et sur ce réseau, non seulement les individus circulent, mais ils sont toujours en mesure de subir et aussi d'exercer le pouvoir ; ils ne sont jamais la cible inerte ou consentante du pouvoir, ils en sont toujours le relais* » (Foucault, 1994, p.180). Il « banalise » (sans péjoration) les rapports de force, et met l'accent sur les formes les plus communes de pouvoir et de résistance, qui traversent la société de part en part : au travail, dans la famille, les institutions, le couple, les bandes, etc.

Cette analyse des rapports de force sous le prisme de la résistance permet à Foucault de distinguer trois principales catégories de résistance, à savoir « *celles qui s'opposent aux forces de domination (ethniques, sociales, religieuses), celles qui dénoncent les formes d'exploitation qui séparent l'individu de son produit, et celles qui combattent tout ce qui relie l'individu à lui-même, assurant sa soumission aux autres (luttes contre l'assujettissement, contre les diverses formes de subjectivité et de soumission)* » (Foucault, 2001 [1982], cité dans Canavêz & Miranda, 2011/2, p.153).

De plus, Foucault considère que « *le pouvoir a besoin de la résistance comme d'une des conditions essentielles de son fonctionnement* » (Foucault, 1975, p.213). Autrement-dit, le pouvoir se nourrit des résistances qui viennent l'alimenter, le stimuler, en le forçant à trouver des réponses aux assauts qu'elles lui opposent : *« Les relations de pouvoir suscitent nécessairement, appellent à chaque instant, ouvrent la possibilité à une résistance et c'est parce qu'il y a possibilité de résistance et résistance réelle que le pouvoir de celui qui domine essaie de se maintenir »* (Foucault, 1994, p.181).

Les modes de résistance les plus analysés se réfèrent généralement aux mouvements sociaux ou à des contentieux politiques et impliquent souvent l'utilisation par les résistants de leur corps ou d'objets (les travaux de Jasper, 1997 et Mac Adam *et al.*, 2001, sont cités par Holander & Einwohner 2004, p.535). La « résistance » collective ou individuelle, internationale ou locale**,** correspond donc à des mouvements sociaux collectifs très visibles qui requièrent une coordination comme les grèves ou les révoltes. Pourtant, elle englobe également d'autres actes de résistance, qui n'ont peu ou pas besoin d'être organisés et ne demandent pas de coordination entre acteurs sociaux (en référence à Prasad & Prasad, 1988, Weitz, 2001, dans Hollander & Einwohner, 2004, p.536).

La résistance peut notamment se manifester par des actes de résistance discrets ou « subtils » tels les actes de sabotage, la calomnie ou le chapardage (Scott, 1990), comme il en sera question dans le **chapitre 6.3** de la thèse. James C. Scott (1985) a été l'un des premiers à travailler sur ces formes de résistance aussi appelées « résistances quotidiennes » (*every day forms of resistance*). Ces actes de résistance plus cachés, peuvent prendre une multitude de formes comme le fait de « *travailler lentement, de faire semblant d'être malade, de porter certains vêtements ou de voler son employeur* » (Scott, 1985 ; Carr, 1998 ; Prasad & Prasad, 1988 d'après Hollander et Einwohner, 2004). Parce qu'ils sont plus difficiles à appréhender comme tels, ces actes viennent questionner ce qui relève ou non de la résistance, estompant la limite

entre ce qui est ou n'est pas de ce domaine (Ortner, 1995, p. 174 ; Oliver-Smith, 2010, p. 33) ; Ainsi, certains résistants peuvent avoir tendance à dissimuler leur acte de résistance ou l'intention derrière cet acte. Pour donner un exemple, Pascal Barbier suggère que les vendeurs de grands magasins parisiens ont recours à des « textes cachés » (expression de James C. Scott), autrement dit, des « *propos, des gestes et des pratiques qui confirment, contredisent ou infléchissent, hors de la scène, ce qui transparaît dans le public* » (Scott, 2008, p.19, cité dans Barbier, 2012/2, p.47). Or, comme il le souligne, même si ces pratiques ou « textes cachés » échappent généralement aux clients ou aux supérieurs hiérarchiques des vendeurs, maintenant ainsi l'illusion de la toute-puissance du client, elles n'en sont pas moins réelles (*Ibid.*). Pour cet auteur, ce n'est pas parce que les actes résistants ne sont pas forcément reconnus comme tels ou visibles, ni même identifiés comme tels par les propres vendeurs que la résistance n'existe pas (Scott, 2008, p.19). Cette forme de résistance est ainsi **symbolique**. De nombreux auteurs ont décrit des résistances à travers la parole, des pratiques symboliques (Hollander & Einwohner, 2004, p.536, en référence aux travaux de Silva, 1997). Le fait de garder le silence ou au contraire, de le briser, peut ainsi être étudié comme tel (Pickering, 2000).

Retenons enfin que la résistance n'est pas, en tout cas pas uniquement, de nature politique et/ou sociale, mais peut aussi être identitaire (Hollander & Einwohner, 2004, p.537). D'ailleurs, la résistance sociale et politique est relativement mise de côté dans le domaine des déplacements liés aux risques dits « naturels ».

◆ La résistance : un acte menant à la résilience, ou contre la « Résilience » ?

❖ La résistance sociale et politique mise de côté dans les recherches sur la réduction des risques ?

Une question centrale et qui nous intéresse particulièrement ici est de comprendre le peu d'engouement pour le concept de résistance dans le domaine de la gestion des risques. Celle-ci, nous l'avons vu, donne lieu à différentes possibilités stratégiques d'envisager la réduction des risques, et donc à des conflits et des débats sur la pertinence des mesures, ce qui explique l'existence de résistances. En effet, ce qui provoque les cas de résistance présentés ci-dessus (en particulier le cas récent de Galeras, qui fait en de nombreux points écho à celui de Fogo), c'est ce positionnement dominant des autorités et leur choix d'exclure les populations. Ces cas ne sont pas isolés, puisque globalement dans le monde, les décisions continuent d'être prises sans consulter les populations, et que certaines stratégies mises en place pour réduire les risques de catastrophes liés à des phénomènes volcaniques sont encore aléa-centrées et *top-down*, s'intégrant ainsi parfaitement dans le paradigme dominant aléa-centré. Le pouvoir de décision et de gestion est ainsi souvent exclusivement détenu par les autorités institutionnelles, sans partage avec les populations locales, qui ne sont que rarement sondées ou intégrées (ou trop tard) au processus décisionnel. Il en résulte un ensemble de mesures qui vont dans le sens d'une pérennisation ou d'une aggravation de la vulnérabilité, montrant que celle-ci est bien construite politiquement (cf. November, 2001).

Ainsi, comment expliquer qu'alors qu'en sciences sociales, cette notion de résistance soit désormais au cœur de nombreuses études scientifiques touchant à une très grande diversité de comportements et de contextes, et qu'elle soit presque absente du champ disciplinaire de la géographie des risques, qui semble pourtant prédisposé à traiter de ces questions ?

Absente, presque, mais pas tout à fait. Il est intéressant de faire remarquer que le concept de résistance est intimement lié à celui de résilience, étudié ci-dessus, mais que dans ce cadre, il se cantonne le plus souvent à l'analyse des éléments physiques. En effet, on parle alors de résistance du bâti, reprenant les recherches menées initialement sur la résilience en tant que propriétés de résistance des matériaux. On parle également des capacités à faire face ou à « résister » à l'aléa. Or la thèse défend justement un positionnement scientifique sur l'analyse des résistances dans le processus de résilience : non pas face à l'aléa destructeur, mais face aux décisions politiques institutionnelles, qui peuvent s'avérer toxiques si elles sont analysées sous l'angle de l'approche radicale, car elles occultent (ou ne veulent pas voir) l'importance du rebond économique, aveuglées par leur vision aléa-centrée. La conception de résistance telle que discutée dans cette thèse est ainsi bien loin du registre de la gestion des risques qui la cantonne à la résistance à l'aléa.

La résistance n'est pas non plus complètement absente des travaux du paradigme radical de vulnérabilité globale et les traverse. Ces travaux rejoignent, dans leur conception de la résistance, les œuvres de Foucault, de Scott ou d'Oliver-Smith, qui nous intéressent particulièrement. Les critiques à l'encontre des politiques dominantes aléa-centrées en lien avec la société mondialisée dirigée par les enjeux macro-économiques, formulées par Wisner & Lavell (deux fervents défenseurs de l'approche radicale) vont en effet dans le même sens, puisqu'ils déclarent : « *Les auteurs de la première édition de At Risk en 1994 ont soutenu qu'aucun investissement n'était neutre en termes de risque (Blaikie et al., 1994 : 7; Blaikie et al., 1996 : 28 ; Wisner et al., 2004 : 33). Ils ont écrit alors, peut-être avec naïveté (Blaikie et al., 1994 : 7), que le premier groupe de leur public était " le groupe qui crée et maintient la condition vulnérable des autres. De tels groupes incluent les principaux propriétaires de ressources aux niveaux international, national et local... les entreprises agroalimentaires étrangères, les banquiers d'investissement, les entrepreneurs en génie civil et les spéculateurs fonciers. Dans certains cas, ils ne sont peut-être pas conscients des conséquences de leur décision pour la vulnérabilité des autres* » (Wisner & Lavell, 2017, p.13). Selon ces auteurs, un changement de paradigme est nécessaire, défendant que la *« Résistance à la création de risques de catastrophe (RDRC) doit être formellement et explicitement incluse dans la recherche, la politique et la pratique en complément de la RRC. Les parties prenantes des gouvernements nationaux aux municipalités, aux citoyens scientifiques et aux dénonciateurs doivent veiller et surveiller les investissements qui créent des risques de catastrophe, en faisant campagne pour modifier ou bloquer ces investissements »* (Wisner & Lavell, 2017, p.4). Wisner & Lavell sont donc attachés à développer une réflexion critique concernant les conditions pratiques et les enjeux politiques d'une résistance active face à l'emprise du pouvoir. En effet, ils précisent que « *la répartition, l'utilisation et la mauvaise utilisation du pouvoir se manifestent à différentes échelles spatio-temporelles et peuvent engendrer des risques de catastrophe. Les chercheurs doivent tenir compte des causes profondes situées à des endroits et des périodes de temps éloignés, ainsi que des pressions dynamiques qui traduisent les causes profondes en conditions dangereuses spécifiques et en moyens de subsistance fragiles »* (Wisner & Lavell, 2017, p. 4). Ils justifient cela en expliquant que les intérêts dominants, en raison de leurs actions, peuvent également avoir une influence sur l'exposition au risque et la vulnérabilité des habitants : « *le risque peut être construit non seulement en raison d'une augmentation de la vulnérabilité, mais également d'une modification de l'exposition et de la modification d'un risque primaire, (…) produisant essentiellement un évènement socio-naturel hybride »* (Wisner & Lavell, 2017, p. 8).

❖ La résistance, l'arme incontournable de la réduction de la vulnérabilité ?

Ainsi, si on peut souligner globalement une certaine résistance à se saisir de la « résistance » sociale et politique dans le domaine de la gestion des risques, celle-ci existe bien cependant. Elle fait référence, au sein du paradigme radical, à ce qui se dérobe, ce qui tient tête, ce qui s'oppose, ce qui peut donc compromettre ou renverser, en un mot ce qui ne se soumet pas à la gestion des risques. La résistance est ainsi « *un point important car, à proprement parler, un agriculteur qui décide consciemment de cultiver du côté d'un*

volcan actif le fait de façon intentionnelle avec un certain degré de conscience des risques. C'est là que la contribution nuancée des psychologues et des autres peut éclairer la décision et le comportement de ce fermier (Grothman et Reusswig, 2006 ; Gaillard et Texier, 2010, Wachinger et al, 2012). Cependant, quelle que soit sa motivation, ce fermier va personnellement vivre avec les conséquences de sa décision » (Wisner & Lavell, 2017, p. 13).

En ce sens, cette thèse se positionne donc au cœur du paradigme radical. Celui-ci défend une approche critique de la gestion des risques, et dénonce toute décision ou action qui aurait pour effet de renforcer la vulnérabilité et la marginalisation, même si ce positionnement a pour effet de forcer certains acteurs dominants à reconnaître leur propre responsabilité dans la construction de la vulnérabilité. Cette position académique est ainsi un véritable acte de résistance au pouvoir dominant.

Si les auteurs du paradigme radical ne semblent pas se positionner par les mots, au cœur du débat sur la pertinence de l'approche par la Résilience, qui occupe une place importante sur la scène internationale, ils le font implicitement en prônant la résistance à toute forme de pouvoir qui aggrave la vulnérabilité, comme un moyen pour la réduire.

Or, le nouveau paradigme de la Résilience peut être considéré comme une forme de pouvoir qui aggrave la vulnérabilité, puisqu'il est une injonction des dirigeants, à l'encontre des sociétés qui dit : « Soyez résilients, faites avec, débrouillez-vous puisque vous avez des savoirs et des capacités ». Autrement dit, cette injonction incite à l'auto-organisation face à l'adversité, précisant que c'est de la responsabilité de chacun de se débrouiller. Cela revient à un transfert de responsabilités, des Etats vers les populations, qui aboutit à une « loi de la jungle » : les plus vulnérables sont laissés à l'abandon en grande difficulté, ce qui favorise les plus forts, dans une dynamique éminemment néolibérale (Rufat, 2010 ; Bracke, 2016).

Ainsi, sans le dire explicitement, le paradigme radical incite à résister à la Résilience en tant que paradigme, qui ne permet pas la réduction efficace de la vulnérabilité. Ancré dans le modèle macro-économique néolibéral, le paradigme de la Résilience propose finalement les mêmes déviances que le paradigme dominant et ses mesures aléa-centrées, mais en plus dangereux. En effet, dans le paradigme dominant, le discours est clair et assumé ; avec la Résilience, sous des couverts de discours alléchant et positif incitant à l'action (« tout le monde peut s'en sortir »), il aboutit à la survie des plus forts au détriment des plus faibles. Sarah Bracke définit donc la Résilience comme l'équivalent, en pire ou en plus rusé, du paradigme dominant. Plus rusé, car en version édulcorée, positive, constituant ainsi un cheval de Troie du modèle néolibéral. Pour elle, il faut « *résister à la Résilience* », seule parade pour ne pas tomber dans l'illusion néolibérale (Bracke, 2016).

Au lieu de chercher à devenir résilient, à faire avec, à s'adapter au pire, il s'agirait de résister et de rejeter ce code moral (Bracke, 2016, p. 70). Il n'existe pas une mais des formes de résistance à la Résilience. Celle-ci peut être directe :

- Par des actes, comme quand un individu ou une communauté retourne habiter dans un territoire exposé à la menace volcanique. Cet acte peut être interprété comme une forme de résistance à la Résilience.
- Par la parole, comme dans l'affiche réalisée par l'Institut de Justice de Louisiane (*Louisiana Justice Institute*), placardée dans les rues de La Nouvelle-Orléans, souvent décrit comme « la » ville de la résilience, sur laquelle on peut lire : « *Arrête de m'appeler Résilient* » (Bracke, 2016, p. 71).

Elle peut aussi être plus discrète (Scott, 2009), en fonction des différents contextes géopolitiques et selon différentes positions occupées par les acteurs sociaux cherchant à y résister (Bracke, 2016, p. 71-72).

Ainsi, les chercheurs rattachés au paradigme radical, en ne se référant pas à la résilience dans leurs textes, par leur silence, font acte de résistance.

Ainsi, la résistance à la Résilience est bien un acte permettant de devenir plus robuste, puisqu'elle n'admet pas des mesures (aléa-centrées) qui aggraveraient la vulnérabilité socio-économique, et s'oppose à la mouvance de cette injonction internationale néo-libérale appelée Résilience, qui favorise le creusement des inégalités et légitime une déresponsabilisation de l'État. Dans cette perspective, on peut même envisager que la résistance au paradigme de la Résilience avec un grand « R » constituerait, *in fine*, la seule vraie manière d'être « résilient » pour les sociétés et les individus qui la composent (Neocleous, 2013 ; Bracke, 2016).

Afin de mettre en tension les paradigmes présentés, cette discussion va maintenant s'ouvrir sur un dialogue entre cinéma et géographie, afin de sonder les représentations des territoires volcaniques véhiculés par les films de fiction (Pleven, 2015 ; Rouiaï, 2016 et 2018). Comme la lave volcanique devenant roche, le film absorbe le temps, incluant celui-ci jusqu'à le figer et le pétrifier dans ses aspérités. L'air du temps reste piégé à l'intérieur, fait d'images, du regard et de l'idéologie du moment. Au même titre que la roche volcanique traduit de façon quasi photographique la dynamique éruptive passée, comme si la terre dans son moment volcanique, produisait un cliché d'elle-même, les films sont le reflet des imaginaires géographiques, et des idéologies qui les sous-tendent. Ces idéologies sont de natures différentes en fonction des conditions de leur formation, qui varie dans le temps, et des courants dans lesquels elles s'inscrivent.

2.3. Représenter les territoires volcaniques : les paradigmes font leur cinéma

> *« Au matin du départ, il mit sa planète bien en ordre. Il ramona soigneusement ses volcans en activité. Il possédait deux volcans en activité. Et c'était bien commode pour faire chauffer le petit déjeuner du matin. Il possédait aussi un volcan éteint. Mais, comme il disait, "On ne sait jamais !" Il ramona donc également le volcan éteint. S'ils sont bien ramonés, les volcans brûlent doucement et régulièrement, sans éruption. Les éruptions volcaniques sont comme des feux de cheminée. Évidemment sur notre terre nous sommes beaucoup trop petits pour ramoner nos volcans. C'est pourquoi ils nous causent des tas d'ennuis ».*
>
> Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*, 2013 [1943], p.34

Les éruptions volcaniques ont enflammé l'imagination de peintres, de poètes, de musiciens, d'auteurs de théâtre et ont investi le cinéma depuis ses origines[30] (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.121). Cette « *écriture moderne dont l'encre est la lumière* » (Jean Cocteau) apparaît comme le réceptacle privilégié pour explorer l'ambivalente fascination qu'exercent sur nous les volcans. De Walter R. Booth[31] (Angleterre - 1900) à Jayro Bustamante[32] (Guatemala - 2015), en passant par Roberto Rossellini[33] (Italie - 1950), Akira Kurosawa[34] (Japon - 1990), Alexandre Coffre[35] (France - 2013) et Paul W.S. Anderson[36] (États-Unis - 2014), tous ces réalisateurs ont en commun d'avoir mis un volcan ou l'une de ses éruptions au centre de l'intrigue de leur film.

Ici, notre étude se cantonne au cinéma de fiction, dans une tentative exploratoire[37] influencée par un champ de recherche qui s'intéresse « *aux imaginaires géographiques produits par le cinéma* », c'est-à-dire à *« décortiquer la nature des représentations géographiques diffusées par le septième art pour mieux en délimiter leur portée »* (Rouiaï, 2018). Dans cette perspective, il s'agit ici d'analyser les principales représentations que les films, dans leur diversité, véhiculent autour des territoires volcaniques. Un genre en particulier retient notre attention : celui du film-catastrophe (*disaster movie*) en plein développement depuis les années 90. Il s'agit de comprendre pourquoi et comment ce genre est devenu le « *récit d'apocalypse favori du public et des cinéastes eux-mêmes, qui se sont réappropriés un genre assez typiquement américain »* (De Baecque, 2013). Un premier temps

---

[30] En **Annexe 2**, une liste compile 87 œuvres réalisées entre 1767 et 2016, afin de donner un aperçu du foisonnement créatif autour des volcans et de leur activité.
[31] *The Last Days of Pompeii*, court métrage muet en noir et blanc, drame (Walter R. Booth, 1900).
[32] *Ixcanul (volcano),* long métrage en couleur, drame (Jayro Bustamante, 100', 2015).
[33] *Stromboli, terra di Dio*, long métrage en noir et blanc, drame (Roberto Rossellini, 107', 1950).
[34] *Dreams,* long métrage composé de 8 courts-métrages, drame (Akira Kurosawa, 119', 1990).
[35] *Eyjafjallajökull (Le volcan),* long métrage en couleur, comédie (Alexandre Coffre, 92', 2013)
[36] *Pompeii,* long métrage en couleur, péplum, (Paul W.S. Anderson, 105', 2014).
[37] Cette tentative d'expression d'idées est à approfondir, à travers des projets de recherches futurs avec Maylis Aste, doctorante en histoire à l'Université de Toulouse Jean-Jaurès, au sein du laboratoire « LISST-Dynamiques Rurales », dont la thèse porte sur l'évolution des représentations de la ruralité dans le cinéma français.

porte donc sur l'analyse des représentations cinématographiques *mainstream*[39] des catastrophes d'origine volcanique. Il s'agit d'en expliciter les principaux travers, au regard de l'approche radicale défendue dans cette thèse. Dans un deuxième temps, on propose une analyse croisée de deux exemples de fictions, qui s'écartent de cette vision dominante des territoires volcaniques, offrant un autre regard sur les territoires volcaniques et leurs habitants.

Si cette réflexion peut sembler annexe à la thèse, dans le sens où elle ne relève pas de la pratique du film sur le terrain, elle apparaît toutefois comme pertinente. En effet, elle permet d'interroger les représentations de référence sur les catastrophes volcaniques, celles qui façonnent les « imaginaires géographiques collectifs », alors même que très peu de personnes, dans le grand public, ont l'occasion d'y être confrontées dans la réalité. Elle permet également de mettre en perspective notre propre manière de donner à voir l'un de ces espaces dans le cadre des films réalisés dans cette thèse, venant questionner les représentations géographiques que cette thèse propose.

2.3.1. Une majorité de films qui alimentent des représentations erronées

- **Films catastrophes : de la lave, encore de la lave et des sociétés impuissantes**

Pour Antoine de Baecque, la profusion actuelle des films catastrophes (*disaster movies*), incarne un « *désir de violence qui habite l'Amérique* », une sorte de « *saisir d'effroi* » (De Baecque, 2013). Ce propos d'Antoine de Baecque entre en résonnance avec des considérations philosophiques universelles autour du sublime, ce sentiment de « *passion mêlée de terreur et de surprise* » ou encore de « *délicieuse horreur* » (Burke, 1998 [1757], p.76). Le sublime dans les films de catastrophe peut ainsi être lu à travers l'analyse de Kant : « *Des rochers audacieux suspendus dans l'air et comme menaçants, des nuages orageux se rassemblant au ciel au milieu des éclairs et du tonnerre, des volcans déchaînant toute leur puissance de destruction, des ouragans semant après eux la dévastation, l'immense océan soulevé par la tempête, la cataracte d'un grand fleuve, etc. ; ce sont là des choses qui réduisent à une insignifiante petitesse notre pouvoir de résistance, comparé avec de telles puissances. Mais l'aspect en est d'autant plus attrayant qu'il est plus terrible, pourvu que nous soyons en sûreté ; et nous nommons volontiers ces choses sublimes, parce qu'elles élèvent les forces de l'âme au-dessus de leur médiocrité ordinaire, et qu'elles nous font découvrir en nous-mêmes un pouvoir de résistance d'une tout autre espèce, qui nous donne le courage de nous mesurer avec la toute-puissance apparente de la nature* » (Kant, 1846, p. 168). Une phrase en particulier attire notre attention : « *Mais l'aspect en est d'autant plus attrayant qu'il est plus terrible, pourvu que nous soyons en sûreté* ». Entre la terreur et le plaisir, la menace des éléments est décrite comme un objet de délectation aussi obsédant que troublant,

[39] On préfère parler de cinéma *mainstream* plutôt que de films commerciaux étant donné que tout film de fiction est commercial, s'agissant d'une industrie.

observation que l'on retrouve également dans les textes de Lucrèce[39] (1899), Pétrarque[40] (1886, pp. 76-77), et Schopenhauer[41] (1912 [1819], p.212).

Ces écrits éclairent étonnamment bien la manière dont le cinéma fonctionne sur le spectateur « *en le mettant devant une scène à laquelle en fait il n'assiste pas* » (Staszak, 2014). Face aux images d'éruptions aux conséquences tragiques et dramatiques, celui-ci éprouve un sentiment ambigu et paradoxal : d'un côté, il compatit aux souffrances des victimes et, de l'autre, il ressent également une certaine jouissance. Le cinéma permet au spectateur médusé d'assister avec délice aux conséquences d'éruptions qui le terrifient autant qu'elles le subjuguent, et exalte en lui le sentiment d'être encore en vie. Assis confortablement dans son canapé, une salle de cinéma obscure ou un train Toulouse/Paris, tout en restant immobile, il se retrouve nez à nez avec le Pic de Dante[42] (volcan imaginaire censé se trouver dans l'État de Washington) ou le Krakatoa[43] (volcan indonésien bien réel), hypnotisé par les torrents de lave, les projections de magma incandescent, le tonnerre des explosions et les cris des victimes.

De nombreux films catastrophes ont pour vedette des volcans (réels ou imaginaires) en éruption. Ces productions rivalisent en effets spéciaux pour rendre plus prodigieuses les multiples manifestations de l'activité volcanique, poussant la représentation du sublime à son paroxysme. Le succès des volcans dans les films catastrophes à gros budgets s'explique sans mal : « *Eh bien, [les volcans] sont si distincts. Chacun a son propre caractère, ses propres marques distinctives. Et bien sûr, beaucoup d'entre eux sont inactifs. Quatre-vingt-dix pour cent environ sont dormants. Donc, c'était une fascination. Parce que ce qui se passe sous nous est si cru et si puissant. Ce genre de fascination, en fait, a attiré beaucoup de téléspectateurs. Lorsque vous voyez les flux de lave ou les éruptions, ce n'est qu'un évènement énorme. C'est très, très bon pour le cinéma* »[44] rappelle le réalisateur Weber Herzog[45]. Parce qu'ils inspirent des sentiments d'admiration et d'effroi, les volcans constituent donc une excellente recette qui mêle frisson, mystère, spectaculaire et scientifique, pour attirer et subjuguer le spectateur (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dir. Sigurdsson, 2000, p.3758) et *« à mesure qu'Hollywood produisait des films de plus en plus chers, il est devenu clair que des scènes de destruction à grande échelle (...) sont susceptibles d'attirer un public fiable de personnes prêtes à payer pour voir une catastrophe* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.122).

---

[39] « *Il est doux, quand la vaste mer est soulevée par les vents, d'assister du rivage à la détresse d'autrui ; non qu'on trouve si grand plaisir à regarder souffrir ; mais on se plaît à voir quels maux vous épargnent* » (Lucrèce, 1899).

[40] « *Pour toi, assis en toute sécurité sur le rivage, à l'abri des tempêtes, tu assisteras sans crainte au naufrage des autres, et silencieux tu entendras leurs cris de désespoir ; quelque digne de compassion que soit un pareil spectacle, tu te féliciteras d'être en sûreté en voyant le péril d'autrui. J'ai la certitude qu'alors tu banniras toute tristesse* » (Pétrarque [1304-1374], 1886, pp. 76-77)

[41] « *Plus forte encore est l'impression, lorsque la lutte des éléments déchaînés s'accomplit en grand sous nos yeux (…). C'est devant un pareil spectacle qu'un témoin intrépide constate le plus nettement la double nature de sa conscience : tandis qu'il se perçoit comme individu, comme phénomène éphémère de la volonté, susceptible de périr à la moindre violence des éléments, dépourvu de ressources contre la nature furieuse, sujet à toutes les dépendances, à tous les caprices du hasard, semblable à un néant fugitif devant des forces insurmontables, il a en même temps conscience de lui-même à titre de sujet connaissant, éternel et serein ; il sent qu'il est la condition de l'objet et par suite le support de ce monde tout entier, que le combat redoutable de la nature ne constitue que sa propre représentation et que lui-même demeure, absorbé dans la conception des Idées, libre et indépendant de tout vouloir et de toute misère. Telle est à son comble l'impression du sublime. Elle se produit ici à l'aspect d'un anéantissement qui menace l'individu, à la vue d'une force incomparablement supérieure qui le dépasse* » (Schopenhauer, 1912 [1819], p.212).

[42] *Dante's Peak* de (Roger Donaldson, 1997, 104'), film-catastrophe sur l'éruption d'un volcan fictif dans l'État de Washington aux États-Unis.

[43] *Krakatoa East of Java,* de Bernard L. Kowalski (1969, 131'), film-catastrophe sur l'éruption du Krakatoa de 1883.

[44] *« Well, [volcanoes] are so distinct. Each one has its own character, its own distinctive marks. And of course many of them are dormant. Ninety percent or so are dormant. So, it has been a fascination. Because what's going on under us is so raw, and so powerful. This kind of fascination, in fact, has attracted many of the viewers. When you see the lava flows or eruptions—it's just a huge event. It's very, very good for cinema. »*

[45] Wernez Herzog est le réalisateur des films *La Soufrière* (documentaire, 1977, 30') et *Into the Infierno* (documentaire, 2016, 104'), en réponse à un journaliste qui le questionne sur son rapport avec les volcans (Yeh, 2016).

En effet, quoi de plus *« terrifiant, sublime et impressionnant »* que les volcans « *et leurs éruptions [qui] représentent la destruction ultime. Il est donc naturel qu'ils [les volcans] aient été fréquemment utilisés dans la littérature et le cinéma, à la fois comme métaphore et comme intrigue* » (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dans Sigurdsson, 2000, p. 3758). On peut également ajouter que si les éruptions volcaniques sont autant représentées, c'est parce qu'elles touchent directement à quelque chose « *de notre histoire et de notre préhistoire* », en lien avec la longue cohabitation de l'Humanité avec les phénomènes volcaniques (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.121). Ainsi, même si certains films mettent en scène des volcans imaginaires, les films où des volcans entrent en éruption sont souvent basés (ou fortement influencés) par des éruptions historiques (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dans Sigurdsson, 2000, p. 3759). L'éruption du Vésuve en 79 après J.C apparaît comme l'un des grands thèmes des films historiques sur l'Antiquité, et n'a cessé d'inspirer le cinéma, de ses origines jusqu'à nos jours. L'histoire de cette éruption revient de façon particulièrement récurrente, avec une vingtaine d'adaptations cinématographiques (**figure2.10**), empruntées au roman « *Les Derniers jours de Pompéi »* (Edward Bulwer-Lytton ; 1834), lui-même issu d'un opéra, qui serait lui-même inspiré d'une peinture[47] (**Annexe 2**).

Figure 2.10. Affiche des 7 adaptations dérivées du livre « Les derniers jours de Pompéi ».

Du cinéma italien des origines[48] au cinéma hollywoodien le plus récent, l'histoire de Pompéi a été réactualisée par des réalisateurs italiens, français et américains. Ce « *recyclage cinéphile* » autour de l'éruption de Pompéi, tend à reproduire sans cesse les mêmes images de catastrophe, mais « *en y accumulant toujours plus de violence* » (De Baecque, 2013). La dernière version recyclée de cette histoire est le Péplum[49] « *Pompéii »* (105') de Paul W.S. Anderson[50] (**figure 2.10**). Dans ce film d'un budget estimé à 100 millions de dollars, et comme c'est souvent le cas dans ce type de productions hollywoodiennes, l'image, « *trop employée, (…) trop vue, même surchargée, (…) ne veut plus rien dire* » (*Ibid.*). Le volcan n'a pas de réelle épaisseur

[47] De même, le célèbre livre de Jules Verne «*Voyage au Centre de la Terre* » (1864) a été adapté au cinéma dans quatre films (*Journey to the Center of the Earth* de Henry Levin en 1959 ; « *Viaje al centro de la Tierra »* de Juan Piquer Simón en 1976 ; *Journey with Jules Verne : Journey to the Center of the Earth* d'Eric Brevig en 2008 et enfin, en 2012, *Journey 2: The Mysterious Island* de Brad Peyton). Un téléfilm, *Journey to the Center of the Earth* a également été réalisé par de William Dear en 1993.

[48] Les réalisateurs de l'âge d'or du cinéma italien qui ont été les premiers à s'emparer de ce récit dans plusieurs films muets en noir et blanc, comme Luigi Maggi et Arturo Ambrosio (1908), ont été au centre du processus d'innovation cinématographique de l'époque.

[49] Genre cinématographique revenu en grâce avec le succès public et critique de Gladiator de Ridley Scott.

[50] Réalisateur britannique connu pour ses grosses productions hollywoodiennes comme *Alien vs Predator* ou la saga des *Resident Evil.*

symbolique, il est là uniquement pour créer du spectaculaire et permet de mettre une limite de temps au déroulement de l'histoire, jouant le rôle de « *time-lock* »[51]. En effet, le spectateur connaît déjà l'histoire de Pompéi, il est donc informé de l'issue probable, il attend, espère une issue à l'action, ce qui alimente la tension dramatique. Même si l'intrigue repose sur un fait historique, le scénario tourne le dos à la vraisemblance avec des aberrations par rapport au déroulement probable de l'éruption, proposant une vision réductrice et stéréotypée du phénomène volcanique et des réactions sociétales. Ainsi, ce n'est pas parce qu'un film a pour fondement une éruption réelle que l'intrigue va forcément être réaliste (et inversement). Au contraire, dans le film « *Dante's Peak* » de Roger Donaldson (1997, 104'), considéré comme « *le moins inexact des films catastrophes sur les volcans* », même si le volcan qui entre en éruption est inventé de toute pièce, le film « *décrit bien la décision difficile d'évacuer ou non une ville menacée - un dilemme souvent rencontré par les volcanologues et les fonctionnaires, mais peu connu du grand public* » (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dir. Sigurdsson, 2000, p.3759).

Ces représentations cinématographiques de l'activité éruptive ont trois principaux défauts. Tout d'abord, elles donnent une vision erronée des phénomènes volcaniques, ensuite, elles ignorent presque toujours les causes profondes des catastrophes (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.125) et enfin, elles alimentent une vision aléa-centrée, qui traduit le paradigme dominant. En effet, si la façon de représenter les volcans et leurs éruptions diffère considérablement d'un film-catastrophe à l'autre, la plupart se contentent d'utiliser « *la puissance et la fureur des volcans uniquement pour un effet dramatique, et (…) [qui] ne peuvent être considérées que comme des fantasmes* » (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dir. Sigurdsson, 2000, p.3759) et présentent les populations comme impuissantes face à la nature. Si certains films de catastrophe ne misent pas tout sur les effets spéciaux, la 3D, les explosions et bâtiments détruits, et tentent de représenter la question des crises éruptives dans leurs complexités sociales, politiques et historiques, ils sont clairement minoritaires. La plupart des œuvres cinématographiques dans lesquelles un volcan entre en éruption sont donc essentiellement destinées à divertir en créant un sentiment de peur jouissive « *en s'adressant à notre fascination primordiale pour le désastre* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.125).

◆ Une vision stéréotypée des territoires volcaniques

❖ Religion, croyances et clichés

Les films sur les volcans actifs sont aussi l'occasion pour les cinéastes d'aborder de grandes questions métaphysiques, notamment la question de la colère divine. Ces représentations sont directement issues d'une tradition judéo-chrétienne de la nature comme lieu de la gloire et de la colère divine. Elles révèlent ainsi une « *approche intellectuellement erronée des catastrophes dans le cinéma, [qui] ne se limite nullement aux productions hollywoodiennes. Les films européens connus*[52]*, dont les histoires tournent autour des catastrophes, ont également assimilé les catastrophes à la volonté de Dieu* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.126). Ainsi, nombreux sont les films où le volcan, dont la bouche s'ouvre vers les entrailles brûlantes de la terre, fait directement écho au mythe de l'Enfer. Dans le film de science-fiction « *Le seigneur des anneaux : le retour du roi* » (Peter Jackson, 2003, 200') pour détruire Sauron et son armée des ténèbres, il n'y a qu'une solution : jeter l'anneau dans le cratère du volcan Orodruin. Ce volcan, aussi appelé la Montagne du Destin, est

[51] On retrouve le même procédé dans de nombreux films. Pour donner un autre exemple, le réalisateur peut choisir de montrer la bombe au spectateur, qui sait donc que les personnages sont en danger et que leur temps est compté (contrairement à ces derniers).

[52] Les auteurs font notamment référence au film « Stromboli, Terra di Dio » du célèbre réalisateur Roberto Rossellini (1950), dont il va être question de manière plus détaillée plus loin dans le texte.

situé dans le royaume du Mordor qui fait partie de l'univers de fiction imaginé par l'écrivain J. R. R. Tolkien. Or, les « *points de convergence entre le Mordor de Tolkien et l'Enfer chrétien ont été à plusieurs reprises mis en avant par les critiques* » (Daval *et al.*, 2005, p.95). Une fois l'anneau jeté par Frodon et Sam, une méga-éruption se déclenche, tuant tous les méchants (justice divine) tandis qu'une partie du Mordor est détruit.

On trouve également des films traitant « *le thème des sacrifices humains pour apaiser les dieux du volcan* » (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dir. Sigurdsson, 2000, p.3813). Ces derniers ne véhiculent pas seulement des croyances religieuses erronées, mais aussi et surtout des représentations stéréotypées sur les peuples autochtones figurés. Ainsi, dans la comédie romantique « *Joe Versus the Volcano* »[53] (John Patrick Shanley, 1990, 102'), l'histoire se déroule en grande partie sur l'île (fictive) de Wapuni Woo, au milieu de l'océan Pacifique, habitée par une tribu qui pratique le sacrifice humain pour s'attirer les faveurs du volcan Big Woo. Le film offre une caricature extrême : les habitants de Wapuni Woo sont dépeints comme primitifs, passifs et soumis. Ils sont également obèses à force de boire un soda orange dont ils sont tous fanatiques, et dont les canettes vides leur servent de parures (**figure 2.11**). Enfin, ils sont peureux, puisqu'aucun d'eux n'est prêt à se sacrifier pour sauver son peuple. En poussant la caricature à son paroxysme, ce film en devient critique des visions stéréotypées très répandues dans les films de fiction (mais aussi dans les romans ou les bandes dessinées).

Figure 2.11. Capture d'écran issue du film « Joe Versus the Volcano » de John Patrick Shanley, 1990, 102 minutes.

❖ La figure du volcan dans le développement d'un cinéma de l'angoisse et de la culpabilité

Partant du constat que « *la Terre pourrait bien être en péril, mais que le pronostic pour le film-catastrophe n'a jamais été aussi bon* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.130), il s'agit ici d'interroger la place du volcan dans les représentations autour de l'apocalypse véhiculées par un cinéma de l'angoisse. Ce cinéma en pleine croissance se développe sur une vague de peur de la fin du monde et d'anéantissement de l'espèce

[53] Dans ce film, Tom Hanks joue le rôle d'un jeune homme hypocondriaque qui en apprenant qu'il va mourir, accepte l'offre que lui propose un milliardaire de se jeter dans le cratère d'un volcan. En effet, le milliardaire qui cherche à mettre la main sur les ressources de l'île, propose aux habitants de troquer la vie de Joe (Tom Hanks) contre l'accès à leurs ressources. Le Dieu du volcan sauvera Joe et Patricia, la fille du millionnaire. Celle-ci, prête à mourir par amour, se jette avec lui dans le cratère, mais, en sautant, une violente éruption les éjecte de l'île et les sauvent. À peine ont-ils atterri sains et saufs dans l'océan, qu'une éruption gigantesque détruit l'île et tue l'ensemble de ses habitants – tandis que les amoureux s'éloignent sur un miraculeux radeau de fortune.

humaine (Rouiaï, 2017). L'apparition de ce type de films, et l'engouement du public qui l'accompagne, est le symptôme d'une société angoissée, inquiète, qui prend conscience d'un équilibre fragile, d'une maîtrise toute relative de l'environnement par l'Homme et des effets de ses activités sur la planète. Donnant à voir une lecture pessimiste et inquiète de la pérennité de l'humanité, les films appartenant à cette nouvelle doctrine sont « *le reflet d'une lecture catastrophiste de l'action anthropique sur les milieux naturels* »[54] (Depraz & Héritier, 2009). Ils alimentent ainsi l'idée que le monde est fini « *dans tous les sens du terme - ranimant certaines formes de discours millénaristes* » (Tratnjek, 2011), rappelant le fatalisme des discours et des pratiques des institutions internationales chargées de réduire le risque de catastrophes (Quenault, 2015, p.4).

Dans ces films relativement récents, des catastrophes en tout genre, seules ou combinées, sont à l'origine de destructions à échelle planétaire. Alors même que l'action humaine n'a en principe pas d'effets sur leur activité (contrairement aux ouragans), les volcans font partie des aléas représentés. Ainsi, dans le film-catastrophe américain « *2012* » réalisé par Roland Emmerich en 2009, le Soleil (sans qu'on en sache la cause) se met à émettre plus de particules produites lors de la fusion des atomes légers dans son cœur, appelées « neutrinos ». Ces « neutrinos », au lieu de traverser la Terre sans encombre comme ils le font normalement, se métamorphosent et commencent à chauffer le cœur de la Terre. Le magma remonte alors violemment déclenchant des éruptions volcaniques gigantesques ainsi que des séismes et des tsunamis. Cette « *nouvelle ère de l'anxiété* » (Berger & Ben Wisner dir. Wisner *et al.*, 2012, p.125) est aussi une ère de la culpabilité. En effet, un nombre important de films dénoncent la responsabilité des sociétés humaines actuelles, prises dans l'engrenage du développement et de l'industrialisation. Dans *Le Mont Fuji en rouge* [55] (1990), le réalisateur japonais Akira Kurosawa partage ses angoisses sur la bombe atomique et les ravages du nucléaire. Le Mont Fuji en rouge est un « cauchemar sur l'avenir » (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dir. Sigurdsson, 2000, p.3815). Si le Mont Fuji est rouge, ce n'est pas parce qu'il est entré en éruption comme l'imagine le personnage principal au début du film. Celui-ci découvre que si le volcan rougeoie, c'est à cause de l'incendie de 6 réacteurs nucléaires : la catastrophe n'est donc pas d'origine naturelle, mais nucléaire. Pour Fabienne Duszynski, « Le Mont Fuji en rouge » « *est un rêve d'amateur de peinture* », dans le sens où « *la couleur informe l'invisible, elle donne forme à ce qui n'en a pas (la radioactivité, la contamination), elle est – dans son mouvement de dispersion et d'immixtion – le signe du mal qui se propage, son fantôme. (…) La technicolorisation du nuage radioactif est une idée magnifique, qui fait écho à l'œuvre récente d'un duo d'artistes, HeHe [Helen Evans et Heiko Hansen] mobilisé par les problématiques environnementales et énergétiques et par la volonté de sensibiliser l'opinion publique au problème des déchets* » (Duszynski, 2012, p. 48). Les mêmes angoisses reviennent dans *Les Démons Gémissants,* qui fait partie du même ensemble de court-métrage. Dans ce mauvais rêve qui fait clairement référence à l'Enfer, Akira Kurosawa nous transporte dans un monde dévasté par une guerre nucléaire, où des démons crient de douleur et de désespoir à cause des souffrances causées par leurs cornes. Or, ces démons sont des hommes qui ont survécu aux radiations et qui sont condamnés à souffrir éternellement à cause de leurs excès (ou plutôt ceux de notre société). Finalement, le héros doit s'enfuir, sous peine de devenir lui aussi un démon.

---

[54] Selon Samuel Depraz et Stéphan Héritier, cette idéologie trouve ses racines dans l'ouvrage de l'Américain G.P Marsh (1801-1882) « *Man and Nature* » (publié initialement en 1864) réédité sous le titre « *The Earth as Modified by Human Action »* (en 1874)**.** La question posée est de savoir jusqu'à où l'espèce humaine peut aller dans la dilapidation des ressources terrestres sans compromettre ses possibilités de développement et sa survie.

[55] Akira Kurosawa expose ces rêves-cauchemars dans un film composé de plusieurs courts-métrages rassemblés sous la forme d'un film *Dreams* (1990, 119').

Dans la plupart des œuvres cinématographiques de fiction montrant un volcan en éruption, celui-ci est presque automatiquement représenté comme une puissance destructrice monstrueuse et implacable. Ces représentations véhiculées par l'industrie cinématographique *meanstream* construisent l'image d'une nature sauvage, prédatrice, qui exclut l'espèce humaine de la nature et fait évoluer l'homme dans un milieu naturel indépendant de lui, qu'il tente de maîtriser grâce au progrès et à la science.

Ces représentations géographiques autour des volcans actifs – personnifiés, glorifiés et craints – issues d'une tradition occidentale fondée sur la dichotomie nature/culture, n'ont pas seulement servi de canevas pour le cinéma de fiction, mais ont aussi largement influencé le style d'un cinéma documentaire affublant la nature *« tantôt des ornements flatteurs de la terre-mère nourricière et prodigue, tantôt du masque grimaçant de marâtre saisie d'une rage destructrice aveugle »* que l'homme doit chercher à conquérir (Coudurier-Abaléa, 2006). On ne compte plus les fictions et les documentaires qui parlent de volcans en éruption, de tremblements de terre, de météorites géantes, de tornades et de tempêtes. Arte, principale chaîne de diffusion documentaire en France, est particulièrement friande de ce genre de documentaire, et propose notamment une série de documentaires intitulés « La Terre en colère », qui propose neuf épisodes (éruptions, inondations, etc.). Il s'agit de montrer une Nature déchaînée, contre laquelle l'Homme demeure totalement impuissant, et de comprendre pourquoi, grâce à l'analyse d'experts, de tels phénomènes se produisent.

2.3.2. Un autre regard sur les espaces volcaniques actifs : de Stromboli à Ixcanul

En parallèle, une autre façon de concevoir le rapport entre les sociétés humaines et les volcans se met en place. Les films qui vont être présentés ici proposent une autre manière d'aborder les territoires volcaniques habités, interrogeant les origines profondes des vulnérabilités des populations vivant à proximité des volcans, s'opposant à la vision classique dominante et galvaudée du film-catastrophe aux images aussi spectaculaires que vides de sens. Ces « autres films » sont autant d'autres regards, qui mettent en avant la diversité des relations des individus (hommes et femmes), entre eux et par rapport à l'environnement social, économique, culturel et politique dans lesquels ils s'insèrent.

Même si ces films n'ont pas le même succès et pouvoir de diffusion que certains des films *meanstream* présentés ci-dessus, ils peuvent néanmoins interpeller les spectateurs de par le monde, et participer à une remise en question des représentations erronées en matière de risques associés au phénomène volcanique. Par ailleurs, et dans la mesure où « *les images projetées* [ici sur les volcans actifs], « *sont captées par un public qui se les approprie* », on défend ici l'idée que le spectateur est *« actif dans sa création d'une géographie des territoires de l'ailleurs construite en grande partie par les images cinématographiques »* (Rouiaï, 2016, p.12, en référence à Thierry Jousse, 2005).

- **Des films réalistes qui veulent donner à voir les citoyens ordinaires**

Dans les années 50, les films du réalisateur Roberto Rosselini se démarquent fondamentalement des films hollywoodiens tournés à l'époque. En effet, le courant néoréaliste italien auquel appartient *« Stromboli*, *Terra di Dio »* (1949) promeut un cinéma de rébellion, allant à l'encontre du *« spectacle artificiel et l'hégémonie culturelle d'Hollywood en produisant des films présentant des histoires de pauvres et de travailleurs qui luttent pour survivre »* (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.126).

Le second, « *Ixcanul-Le volcan* » (Jayro Bustamante, 2015), s'inscrit dans le courant du cinéma latino-américain, courant qui repose et développe les techniques et les préoccupations des néoréalistes Italiens, avec des œuvres qui « *contestent la réalité de la domination impérialiste et plaident pour une réhabilitation des cultures et des identités réprimées* » (Sel, 16 | 2009 , p. 13). Le père fondateur Fernando Birri a lui aussi réalisé un film en lien avec une catastrophe dite « naturelle », *« Los Inundados* » (1962), décrit comme *« une observation comiquement sombre et astucieuse des dynamiques politiques de catastrophe en Amérique latine »* (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.127).

« Stromboli », réalisé en 1949, dans une Italie en ruine après la défaite fasciste, sur l'île volcanique italienne de Stromboli, est considéré par certains comme le plus important film se rapportant à un volcan (Sigurdsson & Lopes-Gautier, dir. Sigurdsson, 2000, p.3759). « *Ixcanul* » est un film récent (2015) qui se déroule dans le Guatemala rural actuel, sur les pentes du volcan Pacaya situé au sud du Guatemala. Pourtant, à travers le parallèle entre ces deux films séparés par 66 ans d'histoire et tournés à plus de 10 000 km de distance, un point nodal existe. En effet, chacun à leur manière, ces films donnent la parole aux gens qui vivent sur des volcans, et permettent de mettre en lumière des injustices sociales et des vulnérabilités construites au quotidien. Dépassant l'opposition fiction/réalité, les œuvres de Rossellini et de Bustamante proposent toutes deux une analyse de la construction des contraintes et des vulnérabilités au quotidien, et frappent par la force de leur apport documentaire.

Ainsi, avec « *Stromboli* », le spectateur découvre la vie de ce village de pêcheurs, qui semble saisie dans toute son authenticité : par exemple, la scène de la pêche au thon, intervient dans la fiction comme un interlude documentaire, tranchant avec le reste du film. Le moment de l'évacuation des habitants est lui aussi particulièrement authentique et constitue *« un rare moment dans l'histoire du cinéma* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.127). Avec « *Ixcanul* », ce ne sont pas les thons que l'on tue à coup de harpons, mais le cochon que l'on égorge pour l'offrir aux invités lors du repas de « fiançailles ». On découvre la dureté du travail agricole et domestique des femmes ainsi que le « boui-boui » où se retrouvent les hommes le soir pour dépenser leurs maigres paies en alcool, alimentant ainsi une spirale d'endettement[56].

Un autre point commun capital unissant Rossellini et Bustamante, tout comme l'ensemble des réalisateurs néoréalistes et ceux du cinéma latino-américain, est qu'ils travaillent rarement avec des acteurs professionnels. Pour ces réalisateurs originaires d'Amérique Latine, le choix de faire participer des citoyens ordinaires, des travailleurs et des personnes appartenant à des ethnies minoritaires fait partie de leur engagement militant. En effet, ceux-ci considèrent « *le cinéma comme un outil de changement social* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.126 et 128), les œuvres étant « *destinées à être poursuivies et achevées par l'action des nouveaux spectateurs latino-américains* » (Sel, 16 | 2009 , p. 13). Ainsi, le réalisateur Jayro Bustamante a fait le choix de recruter ses comédiens parmi des troupes de théâtre de rue et des membres de la communauté Maya. Pour le film « *Stromboli* », afin que tous les acteurs incarnent à l'écran des personnages dont la vie fasse écho à leur propre existence, Rossellini a fait appel à des acteurs non-professionnels originaires de l'île. Par contraste, il a choisi Ingrid Bergman, actrice hollywoodienne par excellence alors au sommet de sa gloire pour interpréter le rôle de Karen. Ainsi, de la même manière, l'actrice comme son personnage se sont retrouvés immergés dans un monde qui leur est totalement

[56] En effet, l'homme qui tient le bar n'est autre que le contremaître de la plantation. Dans un article de Carine Chavarochette, on apprend qu'il s'agit de pratiques courantes au Guatemala, où *« la mono-exportation agricole repose en effet sur la possibilité de disposer de grandes étendues de terres, peu chères et de bonne qualité, ainsi que sur une main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci, via la pratique de l'endettement systématique qui attache les paysans à la terre qu'ils travaillent pour le compte d'un grand propriétaire. Or c'est principalement sur une partie de la population « maya » que ce système économique a longtemps reposé et repose encore aujourd'hui dans une moindre mesure »* (Chavarochette, 2013, p. 134).

étranger : celui des travailleurs, des gens du peuple, des pêcheurs. Dans le film, l'incompréhension mutuelle entre ces deux mondes est totale.

◆ **Aborder les problèmes d'inégalités sociales et genrées au quotidien**

Ces deux films proposent une lecture critique des jeux de pouvoir et des inégalités sociales, spatiales, économiques, politiques. Cette lecture peut être vue comme genrée, dans le sens où ces deux films abordent les questions de la subordination des femmes dans la société, et celle de leur accès différentiel à la mobilité (Guétat-Bernard, 2007).

Rossellini dénonce la force des préjugés tenaces, indéracinables, adoptés par les protagonistes sous l'influence de leur milieu, de leur éducation et de l'époque. Pour Bustamante, l'objectif est clairement de dénoncer un ensemble d'injustices sociales : « *J'ai voulu que ce film montre la réalité d'une femme maya au Guatemala, un pays où le racisme et le machisme sont très forts. Quand vous êtes une femme indienne, célibataire et pauvre, vous avez quatre raisons d'avoir une vie très difficile. Je suis parti de ce constat et d'une histoire vraie qui a inspiré le personnage de María, l'héroïne du film qui souffre de multiples discriminations, car elle est autochtone, femme et célibataire. L'indigène est tout en bas et la femme indigène est encore plus bas et si elle est célibataire, pire encore.* » (Interview de Jayro Bustamante pour Télérama, 21 novembre 2015 [en ligne]).

En effet, si le contexte historique, social, politique et géographique diffère, « *Stromboli* » et « *Ixcanul* », parlent de la lutte d'une femme pour échapper à des mondes étouffants qui les empêchent d'exister. Séparées par leurs époques, leurs origines sociales, leurs inscriptions dans la communauté où elles vivent et leurs expériences du monde, Karen et María n'en sont pas moins intimement liées par leur statut de prisonnières, prises au piège de deux mondes qu'elles rejettent, marqués par la violence des relations hommes/femmes. Dans *« Stromboli »,* la violence est physique : Karen se fait battre par son mari qui pense qu'elle l'a trompée. Dans « *Ixcanul* », María (María Mercedes Coroy), une jeune fille Maya (ethnie minoritaire du Guatemala), doit être mariée de force au contremaitre de la plantation où elle travaille avec ses parents. Le réalisateur se sert de la métaphore d'une truie et d'un cochon obligés de s'accoupler (on leur donne à boire du rhum pour les exciter), de la même manière que María se retrouve forcée d'épouser Ignacio, le contremaitre de la plantation locale, afin d'améliorer la sécurité financière de sa famille (Abad, 2017, p.6). Reproduisant l'exemple des cochons, María va également boire du rhum pour coucher avec Pepe, espérant que celui-ci l'emmènera aux États-Unis.

En parallèle de ces relations de domination mises en lumière selon un positionnement s'apparentant au paradigme radical car donnant à voir les personnes les plus marginalisées (les femmes, les minorités ethniques, le monde rural, les pays du Sud), on observe une solidarité importante unissant la mère et sa fille. Entre elles existe une complicité, une entente et une douceur qui les aident à surmonter les difficultés (à travers des gestes, des conseils, des paroles apaisantes). Ainsi, selon le réalisateur, *« les cultures machistes entraînent toujours la formation d'un matriarcat. Les femmes [au Guatemala] sont très fortes et elles ont beaucoup de pouvoir, mais à l'intérieur d'un espace très limité. Cette force des femmes est gaspillée dans la société guatémaltèque, car on leur laisse très peu d'opportunités »* (interview de Jayro Bustamante pour Télérama, 21 novembre 2015, [en ligne]). Il ajoute : « *J'ai été très heureux aussi que des femmes me félicitent parce que je n'avais pas simplement montré l'héroïne de mon film comme une victime, mais comme une femme qui a des désirs, une sexualité »* (Interview de Jayro Bustamante pour Télérama, 21 novembre 2015, [en ligne]).

◆ **Bien plus qu'un simple aléa, le « volcanique » s'incarne dans tous les aspects des films**

Les représentations de volcan que dressent les films de Rossellini et Bustamante se détachent du portrait véhiculé par la grande majorité des films catastrophes, aux images sans cesse recyclées, où le volcan est uniquement là pour « saisir d'effroi » le spectateur (De Baecque, 2013). Si les volcans occupent une place centrale dans ces deux films, comme en témoignent leurs titres respectifs[56], la question de l'aléa volcanique s'efface presque totalement au profit d'un autre regard sur les territoires volcaniques, révélateur des multiples facettes de ces derniers.

❖ Émancipation religieuse et volcanisme social

Si la question du religieux est présente dans ces deux films, elle n'est pas abordée de manière réductrice, simpliste, mais dans toute sa complexité, en particulier dans « *Ixcanul* ».

Volcan et religion sont étroitement liés dans ces deux films :

- Dans le film « *Stromboli* », il y a clairement des résonances d'une vision mystique et catholique du désastre comme conséquence de la faiblesse humaine et de l'échec moral, mettant en cause la volonté divine (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.127). Ainsi, dans la scène finale, arrivée sur les hauteurs du Stromboli, la jeune femme s'adresse directement à Dieu en regardant le volcan : « *Dieu, mon Dieu, aide moi ! Donne-moi la force, la compréhension et le courage ! Dieu ! Dieu miséricordieux ! Dieu ! Dieu ! Dieu !* ». Ainsi, dans *« Stromboli* », Rossellini utilise également le volcan comme une métaphore, mais au lieu de faire un parallèle entre volcanisme géologique et volcanisme social, celui-ci fait du volcan « *une entité mystique et impénétrable, une extension de Dieu lui-même* », ce qui peut être vu comme un défaut du film dans le sens où celui-ci véhicule des croyances mystiques sur l'origine sur le volcanisme (*Ibid.*, p.126).
- Dans « *Ixcanul* », la religion est également un élément central, mais il y a une remise en question constante des croyances qui n'existe pas dans Stromboli. La première remise en question vient de María elle-même. Ainsi, quand elle accompagne sa mère pour prier et déposer des offrandes pour le volcan[57], celle-ci ne le fait qu'à reculons, son attitude exprimant clairement son incrédulité. La deuxième personne à remettre en question les croyances religieuses est la mère de María. En effet, quand María se porte volontaire pour chasser les serpents, en conformité avec une croyance locale selon laquelle les femmes enceintes ont ce pouvoir, sa mère tente de s'y opposer à plusieurs reprises. Voyant qu'elle ne peut pas dissuader sa fille, elle lui chuchote à l'oreille : « *c'est la vibration de tes pas, c'est ça qui va les faire fuir* » mais elle est coupée par une voix d'homme : « *si tu as la foi, avance* ». María commence à marcher pieds nus au milieu du champ infesté de serpents, et presque aussitôt, un serpent la pique à la cheville. Le « guide spirituel » dit à la mère de María de prier et d'implorer Dieu avec lui pour la sauver, mais celle-ci lui répond : « *Arrête tes prières ! Au lieu de prier, tu ferais mieux d'aspirer le venin !* » (*Ixcanul*, 2015, 01:05 :45).

[56] Le volcan Stromboli a donné son nom au film de Rossellini et celui de Bustamante s'appelle « *Ixcanul* », qui signifie « volcan » en maya cakchiquel, ce qui se traduit par « *la force à l'intérieur de la montagne qui bout et cherche comment sortir*[56] » (interview du réalisateur Jayro Bustamante pour le journal DW, 07 février 2015).

[57] On observe que les croyances de la mère de Marie sont mi-païennes mi-chrétiennes : « Au nom du Père, du fils et du Saint Esprit. Merci aux Esprits pour toutes vos bénédictions. Bénédictions pour ma fille. (…) Terre, vent, eau volcan, bénis ma fille avec un bon mariage » (Ixcanul, 2015, 01:02:08).

Un autre élément important à souligner est la manière dont les deux réalisateurs donnent à voir l'activité volcanique, d'autant plus que les volcans autour desquels se déroulent ces deux films sont tous deux entrés en éruption pendant leurs tournages respectifs. Alors que Rossellini a fait le choix de se saisir de l'occasion pour incorporer l'éruption au film, modifiant le scénario initial, Bustamante qui avait également tourné des images, a finalement préféré ne pas les utiliser dans son film. En effet, il explique que même si les scènes étaient très belles, donner à voir l'éruption allait à l'encontre du discours défendu : « *Pour moi, la situation de la femme maya est celle d'un volcan qui s'éveille, qu'on sent trembler, mais qui n'est pas encore en activité. Les droits de l'Homme sont la dernière chose qui importe dans un pays comme le Guatemala. Et ceux de la femme maya arrivent encore après* » (Interview de Jayro Bustamante pour Télérama, 21 novembre 2015 [en ligne]). Ce dernier film se sert du volcanisme géologique comme métaphore du volcanisme social et émotionnel, qui habite son héroïne, positionnement éminemment radical, car refoulant l'aléa naturel au second plan, mis en balance par rapport aux aléas sociétaux. Le volcan sert de toile de fond ou de métaphore pour illustrer le volcan d'injustice qui bouillonne en María. Pour le réalisateur, il ne s'agit pas de montrer le volcan en éruption mais de faire un « *parallèle qu'on peut dire poétique entre le volcan et la femme* » *(Ibid.)*. Ce dernier aspect intéresse particulièrement cette thèse, qui fait aussi un parallèle entre le volcanisme au sens propre et le volcanisme symbolique (socio-politique) à Fogo.

❖ La problématique de l'enclavement comme facteur de vulnérabilité

Si les métaphores religieuses et sociales de volcan sont des éléments récurrents dans ces films, les questions spatiales sont également présentes tant sur le plan physique que symbolique. La figure du volcan devient un outil qui matérialise des enjeux de mobilité au sein d'un monde globalisé en même temps que structuré par des frontières. Le volcan n'est pas seulement une divinité à qui l'on réserve prières et offrandes, il a aussi le rôle de frontière de l'autre côté duquel se trouve la liberté :

- Dans « *Stromboli* », Karen (Ingrid Bergman) a épousé Antonio, un pêcheur italien d'origine modeste originaire de Stromboli uniquement pour échapper à un camp de prisonniers. Mais au lieu de la liberté espérée, dès son arrivée, le sentiment de solitude et la sensation d'être prise au piège envahissent Karen, « *convaincue d'appartenir à une classe sociale supérieure aux simples, modestes et religieux habitants de l'île* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.,* 2012, p.126). Le spectateur observe l'incompréhension fondamentale, profonde, qui sépare Karen de son mari et des habitants de Stromboli. Elle est prisonnière de cette île, de cet environnement hostile, où se dressent à la fois la barrière de la langue, des préjugés et la violence de son mari.
- Comme Karen, María aspire à un autre destin et rêve de s'échapper vers l'Amérique. Son visage fermé, résigné, sa passivité, tout en elle traduit le mépris pour cette terre, pour cette vie, ainsi que pour les coutumes que sa mère tente de lui faire adopter. Chez elle, l'opposition passe par le silence. Pendant les 6 premières minutes du film, celle-ci ne prononce que deux phrases : la première étant « *ils ne veulent pas le faire* » (00:03:23) pour parler des cochons que sa mère cherche à faire se reproduire ; et la seconde « *emmène-moi avec toi* » (00:06:34) quand elle s'adresse à Pepe, un jeune homme avec qui elle travaille et qui lui fait miroiter de l'emmener aux États-Unis. Pour María également, la question linguistique est problématique, puisqu'elle ne parle pas espagnol mais seulement quiché (à l'instar de ses parents)[58].

[58] Le quiché fait partie des quatre langues les plus parlées au Guatemala après l'espagnol avec le mam, le cakchiquel et le kekchi (Chavarochette, 2013, p.145).

Ainsi, pour échapper au Stromboli, Karen doit d'abord le franchir afin d'atteindre l'autre versant de l'île, où elle pourra prendre un ferry et quitter l'île. Dans « *Ixcanul* », le volcan est la limite qui sépare le monde connu de María - cet univers qui sent « le café et le volcan » - de l'Amérique. Quand elle demande à Pepe, le jeune homme avec qui elle espère s'enfuir, ce qu'il y a de l'autre côté du volcan, celui-ci répond : « *derrière le volcan il y a les États-Unis, enfin entre les deux il y a le Mexique* ». Au contraire, pour la mère de María, le volcan n'est pas tant une frontière qu'un rempart contre l'extérieur, car quand celle-ci pose la même question à sa mère, la réponse courte est sans appel. De l'autre côté du volcan, il n'y a que le « froid ».

Chacune à leur manière, Karen et María cherchent à plusieurs reprises à s'échapper : quand Karen se marie à Antonio pour échapper au camp, María elle se sert de Pepe pour s'enfuir, mais le jeune homme part finalement sans elle. Alors que Karen gravit les pentes du volcan Stromboli, María s'enfuit mais à peine a-t-elle rejoint la route goudronnée qui mène vers la ville, qu'elle est aussitôt découverte et ramenée chez elle par Ignacio. A la fin du film de Rossellini, on ne sait pas si Karen va réussir ou non à quitter l'île. Par contre, dans « *Ixcanul* », le réalisateur ne laisse aucune place au doute : María est condamnée à rester prisonnière. Ainsi, dans la toute dernière scène du film, sa mère coiffe et prépare sa fille en vue d'un nouveau mariage. María silencieuse et passive, le visage fermé, se laisse faire en silence. À quelques détails près, c'est exactement la même scène que la scène d'ouverture. Ces séquences fonctionnent en miroir, María se trouvant exactement au même point, au départ et à la fin du film, accentuant ainsi par le montage l'impression de boucle fermée : tous les efforts de María pour résister et faire entendre sa volonté n'ont servi à rien (Abad, 2017, p. 10).

Ces films soulèvent donc la question de l'enclavement des personnes vulnérables qui vivent sur les volcans. Dans des situations de précarité et de dépendance aux hommes, la mobilité et la liberté de ces deux femmes sont contraintes, et comprises comme des facteurs de vulnérabilité.

2.3.3. Des films pour réduire la vulnérabilité des populations ?

Les films comme « *Stromboli* » ou « *Ixcanul* » peuvent-ils être à l'origine d'actions concrètes allant dans le sens d'une réduction de la vulnérabilité des populations exposées aux menaces volcaniques ?

Comme le disent Gregory Berger et Ben Wisner, « *si de tels films conduisent à une réduction authentique de la vulnérabilité aux catastrophes, alors 100 ans d'Armageddon en celluloïd n'auront pas été vains* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.130). Néanmoins, ces auteurs estiment que dans Stromboli, la critique sociale a échoué dans la mesure où elle « *ne s'étend pas à une déconstruction des institutions et du comportement humain ayant placé les villageois de Stromboli en danger* » (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.,* 2012, p.127). Alors que « *Stromboli* » ne permet pas une analyse des causes profondes à l'origine de la vulnérabilité des habitants de l'île, « *Ixcanul* » montre bien comment le manque d'accès aux ressources et aux moyens de protection joue un rôle déterminant sur la vulnérabilité de María et de sa famille. Ouvriers agricoles dans une plantation de café, ce travail mal payé, physique, est néanmoins vital puisqu'ils n'ont pas de terres. Ils ne sont pas non plus propriétaires de la maison où ils vivent dans un isolement important, sans accès à l'eau potable ni à l'électricité. L'absence de moyens de subsistance durables de cette famille apparaît dans toute sa gravité au moment où, à cause de la grossesse de María, promise à Ignacio, les parents perdent leur maison et leur travail. La vie de cette famille est caractérisée par la pauvreté, la discrimination et l'impuissance. Cette impuissance éclate dans la scène de l'hôpital où María est transportée entre la vie et

la mort suite à la morsure d'un serpent. La mère de María, éperdue, demande de l'aide à tout le monde, mais personne ne lui porte attention, pas seulement parce qu'elle parle en quiché et non en espagnol, mais aussi parce qu'elle est indigène.

De manière frappante, ce film fait écho à la thèse doctorale de Jake Cadag (2013) qui soutient que *« les victimes de catastrophes sont marginalisées géographiquement parce qu'elles vivent dans des lieux dangereux, socialement parce qu'elles sont membres de groupes minoritaires, économiquement parce qu'elles sont pauvres, et politiquement parce que leur voix est ignorée par ceux qui détiennent le pouvoir politique »* (Cadag, 2013, p.58, en référence aux travaux de Gaillard *et al.*, 2008a). La déconstruction des causes profondes humaines, politiques et historiques des vulnérabilités de cette famille est implacable, précise, et montre bien la complexité d'une situation « *à une époque où les peuples autochtones du Guatemala continuent à souffrir de pauvreté et d'inégalité, de racisme et de marginalisation, avec des espaces limités pour la participation politique, 20 ans après signature des Accords de paix* » (Córdova, 2017, p.115, cité dans Abad, 2017, p.6). Il considère que le film véhicule des vérités crues sur l'impact de la colonisation et des programmes néolibéraux sur les communautés autochtones, insistant sur l'importance que ces vérités soient dites par des acteurs non-professionnels (*Ibid.*). On peut également noter que le film de Jayro Bustamante, comme « *la plupart des films réfléchis traitant de catastrophes* », vient d'un pays dit du Sud ou des Suds (Berger & Wisner, dir. Wisner *et al.*, 2012, p.127).

Toutefois, le réalisateur ne présente pas le même niveau d'optimisme. Malgré les réunions et des nombreuses rencontres suscitées au sein d'un milieu militant, ainsi que des efforts pour diffuser le film auprès des populations vivant dans des villages isolés comme celui de María, le réalisateur considère que son « *film et les gens qui aident les Mayas ne sont malheureusement que de petits îlots dans un océan d'indifférence* » (Interview de Jayro Bustamante pour Télérama, 21 novembre 2015, [en ligne]). Quand la journaliste lui demande s'il pense que son film aidera à donner de la visibilité aux injustices sociales dont souffre son héroïne, symbole des minorités ethniques du Guatemala, celui-ci répond espérer que *« les gens [n'appartenant pas à ces minorités] commencent peut-être à valoriser les communautés mayas qu'ils côtoient s'ils réalisent qu'on les valorise à l'étranger* » (interview de Jayro Bustamante par le journal DW, 07 février 2015).

Les films « *Ixcanul* » et « *Stromboli* » se démarquent des représentations issues du cinéma *mainstream* de fiction sur des volcans, qui montrent surtout le côté extrême de la nature et oublient les habitants ou les présentent uniquement dans un rapport dual et réducteur courage/épouvante face aux risques volcaniques. En termes de discours, ils viennent ainsi rejoindre des films réalisés par des géographes, qui proposent également de sortir de ces schémas galvaudés. Un certain nombre de chercheurs travaillant sur des territoires volcaniques ont en effet recours à l'outil audiovisuel afin de récolter et de produire des données géographiques[59].

Qu'il s'agisse de fictions ou de films documentaires, ces productions contribuent ainsi à façonner une autre représentation des territoires volcaniques, qui met l'accent sur :

- Le temps du quotidien, avec une réflexion sur le long terme et pas uniquement sur le temps de la crise ;
- L'espace vécu comme territoire habité, approprié, transformé, ne se limitant pas à un cône volcanique ;

[59] Parmi ceux-ci, plusieurs ont travaillé en binôme : Marie Chenet et Florian Geyer avec les documentaires « Mérapi, d'un monde à l'autre » (2017), « Gens de la Soufrière » (2014) ; François Flohic et Florian Geyer avec « La culture du risque » (2012) ; Lucinda Aïssani et Céline Kopp avec « Misti es-tu là ? » (2012).

- La société, c'est-à-dire la somme des savoirs, pratiques, productions et représentations des populations par rapport à leur espace de vie.

Les mutations conceptuelles dans la manière d'appréhender le rapport de l'homme avec la nature dans le cinéma ne sont pas seulement liées au contenu du film, mais aussi à la manière qu'a le spectateur d'appréhender celui-ci. Or, un film acquiert une tout autre valeur selon le contexte (lieu, époque) où a lieu sa projection. De même qu'on peut retrouver presque au même endroit deux laves différentes, on peut jeter deux regards différents sur la même situation analysée à deux moments différents : le court-métrage « *Le Mont Fuji en rouge* », dont on rappelle qu'il date de 1990, ne résonne pas pareil après Fukushima, quand on pense à la menace invisible qui flotte encore sur ces territoires durablement contaminés.

L'écriture cinématographique est une écriture cinétique qui inclut le temps en l'absorbant et le transformant à partir des matières composites qui la constituent, rassemblées, mêlées entre elles, puis ordonnées, montées, obscurément d'abord, puis s'éclairant grâce à un jaillissement de lumière pour mille et un regards. Le cinéma renouvelle ainsi notre rapport avec le temps dans son articulation avec les lieux et les espaces. Il les balaye de son œil-objectif, guidé en cela par le regard du cinéaste qui enregistre et mémorise à jamais.

L'écran immense, tendu depuis la création de la cinématographie, la gigantesque toile où se projette le monde et son histoire a déjà pu encourager bien des chemins de découverte tant pour la géographie, la sociologie, l'anthropologie … et bien d'autres domaines de connaissance et de recherche.

À cheval entre l'écriture par le texte et par le cinéma, la thèse propose de s'intéresser aux rapports étroits entre horizontalité et verticalité du temps : le temps de l'évènement singulier, unique, ponctuant, un temps plus vaste, celui de l'histoire des hommes et des générations qui la composent, sans oublier le temps vertigineux de la planète Terre et de ces bouches, les volcans.

Considérer l'horizontalité et verticalité du temps pour travailler sur les résistances au déplacement forcé sur un territoire volcanique, c'est identifier (1) les facteurs qui les permettent ou empêchent dans le temps long des trajectoires. C'est aussi chercher à (2) à comprendre, dans l'instantané des mesures dissuasives face à une catastrophe, les bras de fer politiques et les recompositions des rapports de force sur le territoire.

Cette recherche, écrite et filmique, s'inscrit clairement au sein du paradigme conceptuel radical de vulnérabilité globale qui conduit également à penser les emboîtements d'échelles spatiales et temporelles (Chouraqui *et al.* dans Lavigne *et al.*, à paraître), depuis les capacités à anticiper les catastrophes (avant), en passant par les capacités à faire face (pendant) et celles à se relever (après).

Par ailleurs, et bien qu'étranger à ce paradigme, il sera fait référence au mot « résilience » tout au long du travail, non pas dans le sens du paradigme de la Résilience (avec un grand R), dont les dangers et déviances ont été montrés, mais dans le sens du processus de construction des capacités et moyens d'existence, dont la robustesse permet aux populations de mieux faire face et de se relever des conséquences d'une catastrophe.

Cette réflexion conceptuelle permet de dégager des éléments qui, dans le cadre de cette thèse, forgent un puissant outil d'analyse des relations de pouvoir avant, pendant et après l'éruption volcanique de 2014-2015. Ce cadre va nous servir pour mieux comprendre les rapports de force multiples qui se forment et se jouent autour de la gestion d'un territoire habité exposé à la menace volcanique.

Le cheminement de la rédaction de cette thèse a été guidé par des paroles, des chansons, des poèmes, des cris et des rires, mais aussi une éruption sortant de ce territoire, de cette bouche de volcan.

Pour cela, comme le montre le **chapitre 1**, la thèse s'est nourrie de l'histoire de cette île, de son volcan. À l'issue du **chapitre 2,** le duo résistance/participation nous intéresse ici particulièrement parce que ces deux concepts ont été au centre des politiques de réduction des risques et des menaces volcaniques - voulant inclure les populations vivant dans la caldera du volcan Fogo - contraignant leur présent et remettant en cause leur futur dans cet espace. Il y a en effet une certaine contradiction à vouloir faire participer les habitants en estimant qu'ils ne sont pas assez représentés, pas assez engagés, pas assez actifs en matière d'action publique, et à leur demander dans le même temps, dès qu'une situation d'éruption se présente, de se taire, de quitter leur territoire, d'accepter d'abandonner leur territoire, leurs champs, leur projet, leur réseau amical et familial, au nom de la menace volcanique dont tous savent pertinemment qu'elle n'est pas mortelle.

Dessin d'Andelsom, école primaire de Chã das Caldeiras, février 2012

Partie B

COMMENT DÉVOILER DES RÉALITÉS SOCIALES, DONNER LA PAROLE ET ACCOMPAGNER LES POPULATIONS LOCALES ?

Problématique, objectifs et choix méthodologiques associés

Une fois pointées ces contradictions entre appel à la participation et mise en œuvre de mesures visant à exclure les habitants de leur territoire, il va s'agir, dans les trois chapitres suivants de présenter la méthodologie mise en place, en particulier en lien avec l'outil « caméra » afin :

- D'analyser les discours et les actions dites « participatives » mises en œuvre par les acteurs publics capverdiens ;
- D'observer les postures des membres de la population locale par rapport à ces politiques, pour, *in fine*, analyser les conséquences de ces politiques en matière de réduction des risques volcaniques ;
- De tenter de rendre visibles (et audibles) les résistances, les capacités, les vulnérabilités et les attentes des personnes enquêtées.

Le **chapitre 3** permet de poser la problématique et les objectifs et de justifier l'approche participative et audiovisuelle ; le **chapitre 4** présente le détail des outils d'enquête mis en place. Enfin, une question se pose par rapport à l'expérience de la thèse (**chapitre 5**) : comment éviter les biais découlant de l'engagement du chercheur, de ses émotions, et des craintes qu'il peut susciter, mais surtout, faut-il parler de biais ?

Chapitre 3

Problématique, objectifs et justification

Une recherche engagée fondée sur une approche à la fois participative et audiovisuelle

Num tardinha na cambá di sol
Une fin d'après midi au soleil couchant
Mi t'andá na praia de Nantasket
Je marchais sur la plage de Nantasket[1]
Lembra'n praia di Furna
En me souvenant de la plage de Furna[2]
Sodade frontán'm tchorá
La nostalgie m'a assailli et j'ai pleuré

Mar é morada di sodade
La mer est la demeure de la nostalgie
El ta separá-no pa terra longe
Elle nous emmène vers la terre lointaine
El ta separá-no di nôs mãe, nôs amigo
Elle nous sépare de notre mère de nos amis
Sem certeza di torná encontrá
Sans savoir si on les reverra un jour

Extrait de « *Mar é morada de sodade* », chanson composée par Armando di Pina

[1] La plage de Nantasket se trouve au Massachusetts, aux Etats-Unis.
[2] Furna est le principal port de l'île de Brava, située à proximité de celle de Fogo.

Ce chapitre permet d'appréhender les origines et les fondements de la thèse, dans son élaboration en termes de problématique, d'objectifs et d'approche méthodologique. La première sous-partie présente un retour d'expérience sur le programme européen qui a précédé ce travail doctoral, et qui a mené à l'élaboration du sujet de thèse. La deuxième sous-partie qui en découle expose la problématique générale ainsi que les objectifs généraux et spécifiques de la thèse. Enfin, la troisième partie propose de justifier le choix des approches participative et audiovisuelle en tant qu'outils de recherche et modes de restitution en géographie.

3.1. Quelles leçons retenir de MIA-VITA ?

La thèse s'inscrit dans la continuité du programme MIA-VITA ("*MItigate and Assess risk from Volcanic Impact on Terrain and human Activities*"). Il s'agit d'un programme collaboratif européen de type 7ème PCRD, porté et coordonné par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières, France), qui a duré 48 mois, entre mars 2008 et février 2012. Trois missions ont été effectuées au Cap-Vert sur cette période, totalisant un terrain de 10 mois entre juin 2010 et janvier 2012. Cette expérience de recherche collaborative a préfiguré la problématique et les choix méthodologiques de la thèse. Le programme MIA-VITA avait notamment pour objectif de développer des outils et méthodes intégrés pour réduire les risques volcaniques. Le *WorkPackage* 5 visait en particulier à analyser la vulnérabilité socio-économique des populations vivant sur les volcans Fogo (Cap-Vert), Merapi (Indonésie), Kanlaon (Philippines) et Mont Cameroun (Cameroun) dans une approche comparative.

3.1.1. Des acquis pour mieux cibler le positionnement de la thèse

Concernant le cas de Fogo, le **programme MIA-VITA** a permis de mettre l'accent sur différents enjeux inhérents à une gestion intégrée des risques volcaniques. Les résultats ont été détaillés dans différentes publications scientifiques (Collectif, 2012 ; Texier-teixeira & al, 2013 ; Texier-Teixeira & al, 2014), qui permettront au lecteur de connaître les détails du programme. Le choix est fait ici de n'extraire que les pistes académiques et opérationnelles qui ont émergé du travail de recherche de terrain. Ces pistes s'articulent autour de plusieurs nécessités :

- La nécessité d'inclure la gestion du risque dans une analyse plus large de développement au quotidien, dans une approche systémique et multisectorielle des domaines de gestion (protection des hommes, de la nature, et développement local). Il s'agit d'étudier les liens profonds existant entre la vulnérabilité, les capacités à se préparer et faire face aux crises, et l'accès aux ressources locales (eau, foncier notamment). Cette recommandation émerge essentiellement du WP5, ancré dans le paradigme de vulnérabilité globale, tandis que le programme global MIA-VITA était davantage aléa-centré. Il a en effet été démontré que les causes profondes de vulnérabilité étaient liées à des facteurs structurels sociaux, économiques et politiques ancrés dans le quotidien et liés à l'accès aux ressources et aux moyens, biens matériels et sociaux et aux activités entreprises pour vivre (Chambers & Conway, 1991). À priori, la perception des risques volcaniques ne posait pas de question ; en revanche, les facteurs de vulnérabilité socio-économique prévalaient dans la compréhension du processus. Par ailleurs, les résultats ont montré que les populations avaient su développer des capacités solides d'adaptation à la rudesse du milieu, des stratégies de diversification des ressources économiques, dont certaines restaient cependant fragiles face à une éventuelle future éruption.
- La nécessité de valoriser, parmi les ressources essentielles, l'accès des habitants au pouvoir de participation dans la vie politique, et à la gestion même des ressources au sein de la caldera. Cet élément est apparu comme un levier essentiel pour garantir un accès équitable aux ressources et valoriser les savoirs et savoir-faire locaux. Il apparaît également comme un facteur d'acceptation sociale des mesures institutionnelles, jusqu'à présent faible en regard des conflits nombreux existant entre acteurs étatiques et populations locales. Il s'agirait donc de travailler à l'avenir à la reconnaissance d'une légitimité de prise de décision partagée entre acteurs externes et habitants, et de tenir compte des disparités et inégalités d'accès aux ressources au sein de la population locale.
- La nécessité d'envisager la méthodologie d'enquête à l'échelle infra-communautaire, en fonction

des différents groupes sociaux avec des distinctions essentielles de genre (il a en effet été observé que les femmes avaient tendance à ne pas participer aux réunions collectives et aux prises de décisions et restaient cantonnées à l'espace domestique).

- La nécessité de travailler en plus étroite collaboration avec les partenaires institutionnels qui détiennent le pouvoir d'initier et de maintenir un processus de concertation pour aller vers une gestion partagée des ressources.
- La nécessité de travailler sur les outils supports de la concertation, et de tenir compte davantage des spécificités locales (conflits intra-communautaires, disponibilités variables des différents groupes sociaux).
- Enfin, dans cette dernière perspective, la nécessité de poursuivre de futures activités de recherche participative, en vue d'une réflexion globale sur la faisabilité d'une gestion partagée des espaces protégés à risque, sur un calendrier plus long, pour garantir une appropriation du projet par les différents acteurs, et sa pérennité dans le temps.

3.1.2. Regard critique sur les méthodes de recherche MIA-VITA

La méthodologie globale suivie pour le WP5 reposait sur des entretiens qualitatifs auprès des acteurs de la gestion des risques, une campagne de questionnaires auprès des habitants de Chã das Caldeiras, la réalisation d'un film de recherche, des groupes de discussion et une cartographie participative en trois dimensions (CP3D) visant à « *mettre en place un plan de gestion des risques qui permette d'intégrer toute la complexité du fonctionnement du territoire de Fogo, et de favoriser la concertation de l'ensemble des acteurs aux différentes échelles, qu'ils soient internes au territoire en question ou externes* » (Texier-Teixeira *et al.*, 2014, p. 315). Les données obtenues ont permis la rédaction du premier chapitre de la thèse. Au-delà des résultats de recherche, cette première période à Fogo a permis un retour d'expérience sur les outils mis en place, leurs limites, tout en suggérant des pistes d'affinement des outils pour poursuivre la recherche engagée dans le cadre de cette thèse.

Voici quelques éléments critiques de ces méthodes.

1. La mise en place d'une **cartographie participative en 3 dimensions,** pour la gestion intégrée des risques volcaniques et des ressources locales, avait pour but de créer un dialogue entre les acteurs du territoire et les communautés locales, afin d'optimiser la préparation aux catastrophes en croisant les compétences et savoirs experts et vernaculaires, dans un contexte conflictuel. Pourtant, malgré la bonne volonté de l'équipe scientifique et les stratégies mises en place pour tenter de désamorcer le problème de communication entre les différents acteurs, la CP3D n'est pas parvenue à son but ultime : créer une vraie synergie et une mise à plat des données pour mettre en place une gestion participative des risques et des ressources, qui aurait dû correspondre à l'étape 6 de la **figure 3.1** ci-dessous (un film a été réalisé pour retracer le processus de construction de la CP3D (disponible sur YouTube [en ligne]).

En effet, plusieurs difficultés ont entravé l'aboutissement de ce processus participatif, qui n'a finalement pas abouti à un plan d'action validé par tous et efficace. La transformation de la CP3D en SIG permettant une gestion à distance par les acteurs institutionnels (Parc naturel, Protection Civile) n'a pas été réalisée. D'autre part, la CP3D dépend de la pérennisation d'un processus d'actualisation des données sur la vulnérabilité et les ressources locales, reposant sur la structuration d'une équipe locale responsable de ce suivi. Or les deux personnes pressenties pour réaliser cette tâche sur le long terme ont rapidement dû quitter le village et n'ont plus été en mesure ni d'actualiser la CP3D, ni de communiquer les données aux acteurs extérieurs, ni de permettre l'accès à la maquette qui est restée enfermée à la délégation

municipale au village. Personne n'a pris le relais, et au final, la maquette n'a plus été utilisée du tout, malgré la richesse des informations qui y figuraient et le potentiel pour s'en servir à d'autres fins que la gestion des risques (cadastre, réunions publiques, support d'information pour les touristes).

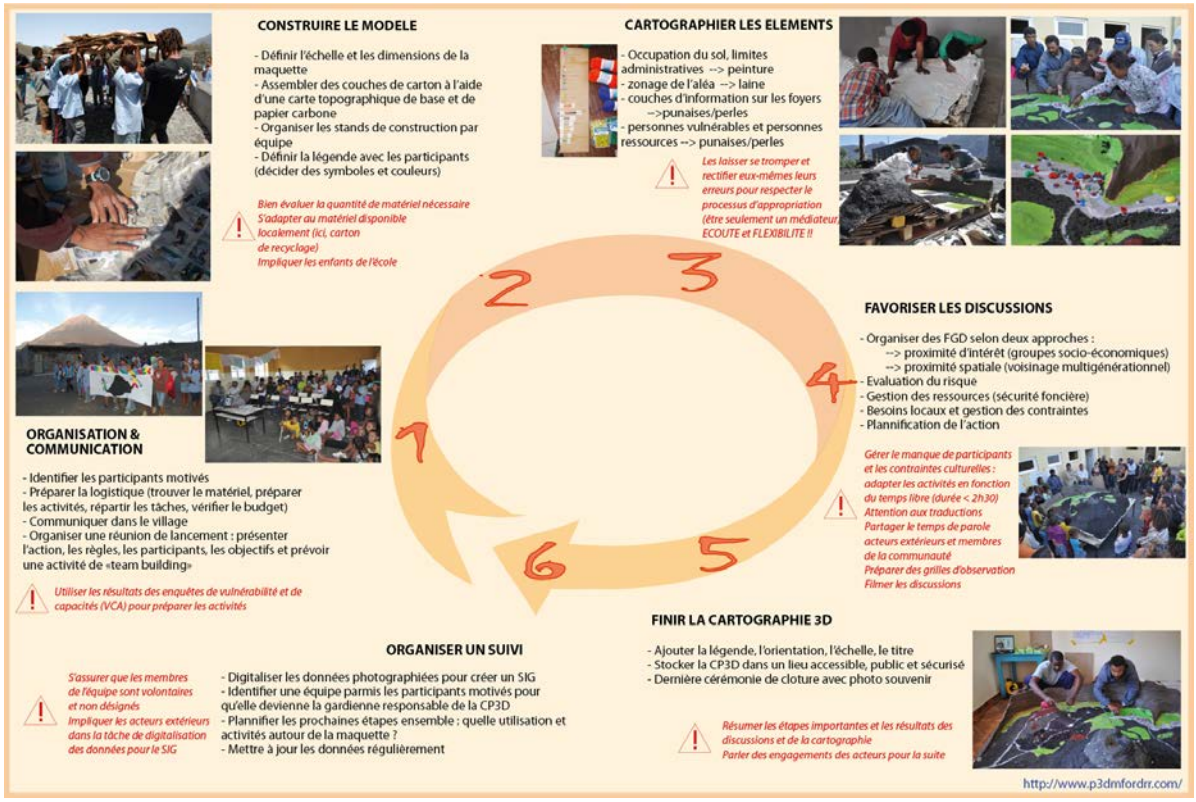


Figure 3.1. Les étapes de réalisation du projet de CP3D à Chã das Caldeiras (Texier, 2012).

L'analyse rétrospective et collective de l'expérience de la CP3D par l'équipe pluridisciplinaire de MIAVITA, a débouché sur l'élaboration de plusieurs publications (Collectif, 2012 ; Texier *et al.*, 2013 ; Texier-Teixeira *et al.*, 2014 et présentations orales), proposant une réflexion sur la faisabilité du processus participatif, les atouts et les biais de cette méthode, et sa remise en perspective dans un cadre plus large, national et international.

Les causes de l'échec de la démarche, liées à des blocages par rapport à la méthode notamment, ont ainsi pu être identifiées. Tout d'abord, le manque de temps et de financements complémentaires a entravé l'organisation de la phase de suivi. Cet investissement aurait été nécessaire pour former les acteurs et transférer les compétences en termes de SIG notamment. Par ailleurs, le manque d'implication des acteurs locaux, habitants y compris, dans le projet, trouve sa source dans différents facteurs importants à comprendre pour préparer le projet de thèse. Parmi ces facteurs, le climat sociopolitique de conflits sous-jacents entre acteurs officiels, ou entre les acteurs officiels et la communauté sur différents sujets (la déclaration d'activités illégales, le développement de l'élevage, la construction de citernes par exemple), a limité les possibilités de dialogue direct entre les protagonistes. Cela explique le choix de certains acteurs de ne pas participer à la CP3D, ou d'y participer sans accepter d'entrer au cœur des problèmes pour chercher des solutions concrètes. Notons également que la CP3D était une initiative exogène venant de l'équipe de chercheurs, ce qui a posé un problème d'appropriation du projet par la communauté. Le choix de centrer la CP3D sur la gestion du risque volcanique, est apparu au final, à la lueur des enquêtes, comme inadapté pour mobiliser les acteurs, car ce domaine était considéré comme secondaire du point de vue des habitants, qui le placent loin derrière le problème d'accès aux ressources (foncières

notamment), le problème social d'alcoolisme et de violence, et la question des maladies des cultures. Des leçons ont donc été tirées de cet échec relatif.

2. Le **film documentaire** a été utilisé comme un outil complémentaire au précédent, afin de désamorcer les conflits et d'enclencher ainsi le processus de concertation. Intitulé « Na Boca de Fogo » (Chouraqui, 2011), il a été réalisé dans le cadre du Master 2 Recherche « Géographie des pays émergents et en développement » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en partenariat avec l'IRD. Ce documentaire à vocation scientifique propose une analyse géographique des jeux d'acteurs et de pouvoir sur le territoire de Chã das Caldeiras. Dans ce film, on observe, autour des difficultés d'accès aux ressources (notamment en eau), l'accumulation des ressentiments et la montée de l'animosité des habitants de Chã envers les pouvoirs publics (le Parc naturel de Fogo et la mairie de Santa Catarina dont dépend Chã das Caldeiras). Cette colère éclate le vendredi 18 mars 2011 au moment où la municipalité vient détruire avec un bulldozer une citerne d'eau réalisée sans permis de construire par un habitant. L'affrontement oppose la police et une grande partie des villageois, pour qui la destruction d'un système de récupération d'eau de pluie sur lequel repose la survie des habitants prend une valeur symbolique toute particulière. Dans le film, à travers les paroles des habitants, on voit apparaître un parallèle entre la colère de la Terre lors de l'éruption de Fogo en 1995 (partie 2 du film) et celle des hommes (partie 3), parallèle qui va être davantage détaillée en **chapitre 6**.

Ce mode d'enquête et de diffusion des résultats de la recherche a été concluant en termes de collecte de discours, de diversité des points de vue, et de création de dialogue indirect lors de la diffusion du film auprès des acteurs et des habitants, qui ont pu réagir et débattre à son sujet. A l'issue de cette phase, le contexte culturel local apparaît extrêmement adapté à ce mode de récolte de données, favorisant même la prise de parole volontaire et spontanée des habitants, notamment pendant les crises. La population de Chã, dans sa grande majorité, s'est montrée très réceptive à l'outil audiovisuel pendant le tournage. Les habitants ont été particulièrement à l'aise devant la caméra. En revanche, il a été reproché à ce premier film d'avoir davantage donné la parole aux habitants qu'aux acteurs institutionnels, dont certains n'ont pas été entendus. Or, même si l'objectif de la recherche est en effet de valoriser et de favoriser la prise de parole par ceux qui d'habitude en sont privés, il est tout aussi essentiel d'avoir l'ensemble des points de vue afin de les confronter, ce qui, en conséquence, rend la participation des acteurs externes obligatoire. Cet argument a été utilisé afin de désamorcer la réticence de certains acteurs institutionnels frileux à l'idée d'être filmés, auxquels a été expliqué que leur témoignage était crucial pour défendre le point de vue de leur institution et contrer les éventuelles attaques.
Ainsi, l'intérêt de l'approche filmique en recherche apparaît évident, ces observations plaidant pour une orientation plus marquée vers l'outil filmique comme outil de recherche-action à part entière (méthode détaillée ci-après en **chapitre 4**).

Que ce soit en matière de fond (résultats et perspectives), ou de forme (méthodes), le programme MIA-VITA a été un premier pas précurseur propice à l'élaboration du projet de thèse. Le programme a permis à l'issue des 10 mois de mission, au-delà de l'acquisition d'une connaissance approfondie préalable du « terrain » (langue locale, situation socio-économique, conflits, etc.), une réflexion de fond à partir d'une base de données et d'informations très riche sur la gestion du risque volcanique, du développement local et de la protection de la nature, permettant d'affiner une problématique sérieuse et pertinente ancrée sur le territoire. De nombreux éléments de méthode inhérents à la création d'un dialogue entre les acteurs du territoire ont été discutés, afin d'y apporter des améliorations, permettant tout d'abord de formuler une problématique et de poser des objectifs pertinents, pour ensuite élaborer une méthodologie adaptée et justifiée, basée sur une approche globale participative et audiovisuelle.

3.2. Problématique et objectifs de recherche : le schéma général

3.2.1. Interrogations et problématique

Cette thèse s'est abreuvée des résultats de MIA-VITA, qui permettent d'entrer dans la complexité de la cohabitation sur ce territoire convoité d'enjeux découlant de la triple nécessité : développer, préserver la nature, protéger les hommes. À partir des jeux de pouvoir qui s'articulent aux différentes échelles, il s'agit de comprendre sur quelles perceptions, représentations ils reposent et, par conséquent, quelles réponses spécifiques et variées sont apportées par les acteurs du territoire.

Ces jeux de pouvoir ne sont pas seulement ceux des acteurs internes (populations habitant la caldera), qui s'approprient les ressources, vivent et construisent leurs moyens d'existence au quotidien, mais aussi ceux des différents acteurs externes institutionnels, qui détiennent la légitimité officielle du pouvoir de décision et de gestion de ces ressources. Les résistances sourdes, les oppositions dissimulées, les « textes cachés » (Scott, 2008) n'empêchent pas que le système fonctionne, avec ses failles, ses enjeux, ses évènements, ses forces et ses faiblesses, ses opportunités et ses menaces. C'est le temps du quotidien, qui puise dans les trajectoires, les héritages, les racines. Les comprendre permet donc d'expliquer les processus de renforcement des capacités ou de fragilisation, de retracer les causes profondes des conditions de vie et d'insécurité observables aujourd'hui (Wisner *et al.* 2004 ; 2012).

Mais qu'advient-il lorsque le volcan de Fogo se réveille ? La survenue d'une éruption est une réelle opportunité, pour observer en temps réel ce qu'une crise provoque dans le système (en l'occurrence à l'échelle insulaire). La catastrophe devient alors ce fameux « coup de marqueur » qui révèle les dysfonctionnements du quotidien, exacerbe les liens d'entraide, mais aussi les ressentiments et conflits sous-jacents, latents (Gaillard *et al.*, 2008). C'est aussi le moment où la résistance éclate (Oliver-Smith, 2010). Elle constitue donc un temps spécifique dans l'analyse des jeux de pouvoirs, et cristallise les incapacités à s'être préparé aux crises. En effet, elle révèle autant la fragilité des moyens d'existence, remettant en cause l'efficacité du processus de construction des capacités permettant de s'adapter à un milieu hostile, de rebondir face aux crises, que l'inadaptation des mesures institutionnelles face au risque volcanique. Les jeux de pouvoirs s'emballent, l'enjeu du partage de la scène décisionnelle et stratégique devient visible, palpable, les collaborations, mais aussi les concurrences se renforcent (ou disparaissent), révélant la robustesse des réseaux d'acteurs. Le temps de la crise permet donc de faire surgir à la surface ce qui se cache, ce qui dort, en profondeur, au temps du quotidien. Elle occasionne nécessairement des recompositions territoriales, sociales, économiques et politiques, qui posent la question de l'après-crise, du temps de la post-catastrophe et de la survie du système : fonctionne-t-il encore ? A-t-il survécu ? A-t-il évolué, c'est-à-dire changé de manière irréversible suite à une rupture ? Ou bien a-t-il fluctué, rebondi, élastique et « résilient » ? Dans ce cas, comment s'est-il adapté ?

À son tour, le temps de la post-catastrophe est révélateur des tensions liées aux rapports du pouvoir, et porteur d'une réflexion de fond sur la pertinence d'une lecture du territoire à travers le prisme de la résistance, avec une reconstruction informelle du village qui a commencé avant même la fin de l'éruption de 2014-2015, et qui est venue s'opposer frontalement à la logique d'exclusion territoriale défendue par le gouvernement du Cap-Vert. La question se pose : faut-il voir dans ces résistances une forme de résilience, synonyme de rebondissement, de reconstruction, de relèvement ? Est-ce que cette éruption constitue une fenêtre d'opportunité ? Ou bien si l'on gratte la couche superficielle, quelles inégalités trouvent-on ? Quels jeux de pouvoir se cristallisent dans la lave encore chaude ?

La combinaison d'aléas, tant volcaniques que politiques, fait du cas d'étude de Fogo un exemple original pour analyser les enjeux autour des résistances aux déplacements forcés en lien avec la gestion des risques. Ce territoire présente en effet tous les éléments qui en font un laboratoire privilégié pour analyser les formes de résistance face à toutes les mesures qui auraient pour conséquence d'aggraver la vulnérabilité, constituant des formes d'oppression et de domination. Comprendre les causes et formes de résistance ne peut qu'aider à la réduction des risques volcaniques. En effet, la compréhension des mécanismes de résistance des populations locales à l'encontre des projets extérieurs y compris ceux cherchant (ou prétendant) les inclure, apparaît comme cruciale, ces populations étant encore trop souvent considérées comme de simples victimes impuissantes devant « mettre en musique » une partition préétablie.

Structurée autour d'une épine dorsale réflexive qui est celle du déplacement des populations et des résistances au cœur des jeux de pouvoir qui construisent la vulnérabilité, cette recherche s'intéresse également à l'injonction internationale qui incite les gouvernements du monde à favoriser davantage la participation des populations, selon le code moral implicite : « soit résilient » (Bracke, 2016). Qu'en est-il précisément sur un territoire approprié, valorisé, convoité ou ni la menace volcanique, ni l'interdiction étatique de reconstruire, n'arrivent à empêcher les populations locales de revenir s'installer pour y vivre ? Comment les acteurs externes vont-ils appliquer cette injonction, la mettre en œuvre, l'accepter, alors même qu'une logique d'exclusion du territoire de la caldera est en cours, ignorant les besoins et savoirs locaux ? Comment réussir à faire émerger les savoirs qui légitiment un accès à la scène décisionnelle, concernant les groupes sociaux traditionnellement exclus de l'arène ? Selon la théorie d'Amartya Sen (1985) sur les capabilités, quel serait le dispositif capable de permettre aux plus marginalisés de prendre conscience de leur légitimité, et de reprendre confiance en eux pour revendiquer une place sur l'échiquier ?

Des réponses vont s'élaborer à partir de l'analyse des discours et positionnements d'acteurs qui jaillissent de la bouche de Fogo. Elles ne seront pas univoques. En effet, la société qui vit ce territoire est complexe, marquée par des inégalités et des rapports de genre spécifiques, notamment en matière de prise de décision au sein du foyer et dans le village. La thèse cherche à analyser ce système emboîté et son processus de dépassement de la crise, à l'échelle infra-communautaire, par groupes sociaux notamment, en fonction de la position des individus dans la société. Cette position varie en fonction du statut, de l'âge, du sexe et des activités pratiquées, autant de facteurs qui déterminent une grande diversité des situations socio-économiques, même au sein d'un village de seulement mille habitants. Les capacités à se relever de la crise, qui traduisent la robustesse[3] des moyens d'existence, leur flexibilité et leur adaptabilité au changement brutal, pourraient en effet s'avérer différentielles[4]. Les recompositions et mutations en matière de jeux de pouvoir, de stratégies mises en place pour faire face et se relever, doivent donc s'analyser à cette échelle fine.

---

[3] On se réfère ici à la notion de robustesse *« comme l'inverse de la vulnérabilité »* afin de *« désigner la capacité du système à préserver sa structure face aux perturbations »* (Gallopin, 2006, p.300). Gallopin souligne que ce concept est très débattu, et qu'il existe donc de nombreuses définitions de la robustesse *(voir Anderies et al., 2004, Jen, 2003)* dont celle de Tu (1994, p.160) qui fait référence à la robustesse *« comme synonyme de structurellement stable ».*

[4] Cette référence au caractère « différentiel » d'une capacité (ou d'une vulnérabilité) est ancrée dans le paradigme de la vulnérabilité globale (cf. **chapitre 2**) « *qui n'est pas entendue comme un état mais comme un processus, [et qui est décrit comme] simultanément multidimensionnelle et différentielle (elle varie suivant les espaces physiques et entre et au sein des groupes sociaux) ; dépendante des échelles spatio-temporelles (elle varie aussi dans le temps et dans l'espace) et des unités d'analyse retenues (individus, ménages, groupes ou communautés, régions, éléments ou systèmes, etc.)* » (Quenault, 2015, p.145).

3.2.2. Objectifs généraux, spécifiques et approches choisies

L'objectif général de la thèse est d'examiner comment s'est construite la résistance sociale, culturelle, identitaire, et *in fine*, politique, des habitants de la caldera de Fogo, avant, pendant et après l'éruption volcanique de 2014-2015. Par ailleurs, nous verrons que cette résistance peut être considérée comme incompatible avec les attendus de la participation, heurtant les projets participatifs, y compris ceux mis en place dans le cadre de cette thèse et de sa genèse.

La **figure 3.2** reprend la structuration des objectifs de recherche (en bleu) – action (en violet). Les objectifs spécifiques s'articulent ainsi autour de trois principaux axes de recherche :

Axe 1 – ANALYSER les conséquences des politiques en termes de réduction des risques volcaniques ainsi que les discours et les actions dites « participatives » mises en œuvre par les acteurs publics capverdiens.

En somme, la question qui se pose pour le gouvernement capverdien et ses partenaires « traditionnels » (experts scientifiques, protection civile, autorités locales, etc.) est de savoir comment et dans quelle mesure ils sont prêts à laisser des prérogatives aux habitants dans les prises de décisions concernant le territoire, à quel point ils sont disposés à supporter que les habitants de la caldera s'opposent à leur autorité, et quelles stratégies ceux-ci vont mettre en œuvre pour maintenir leur domination sur ce territoire. Gouvernement, Service de Protection Civile, Municipalité et autres acteurs officiels de la gestion des risques dits volcaniques sont-ils vraiment prêts à reconnaître comme légitimes les réclamations des habitants sur leur territoire, ou au contraire, ne valorisent-ils les actions des habitants que lorsque celles-ci sont conformes à leurs attentes et viennent combler leurs propres lacunes ?

Axe 2 – OBSERVER les postures des membres de la population par rapport à ces politiques et d'examiner comment s'était construite la résistance sociale, culturelle, identitaire et politique.

En identifiant les stratégies locales d'adaptation et de résistance face aux changements liés à la gestion institutionnelle des territoires en les mettant en perspective par rapport à l'accès aux ressources, l'objectif est d'analyser les conséquences de ces politiques en termes de réduction des risques volcaniques. La question pour les populations locales est aussi celle du pouvoir, à travers leurs actions de résistance, en observant la manière dont celles-ci s'opposent aux mesures qui contraignent leur accès aux ressources et bien-être dans la caldera. Jusqu'à quel point les habitants arrivent-ils à supporter le conflit avec les autorités ? Sont-ils prêts à accepter que les pouvoirs publics décident pour eux, interrogent leurs règles, leurs savoirs et leurs pratiques, et *in fine*, remettent entièrement en question leur droit sur le territoire ? Aussi, il est important ici de prendre la mesure de la nature des blocages que suscitent ces logiques de méfiance, voire de défiance de la part de nombre des habitants à l'égard des autorités. Leur participation à des projets publics remet-elle en cause leur autorité sur le territoire ou l'exclusivité du lien qu'ils ont développé avec la caldera et le volcan ?

Axe 3 – ACCOMPAGNER les initiatives locales de revendications sociales et la prise de parole des personnes marginalisées de la scène politique, en montrant ce qui se cache derrière la soi-disant « bonne » gestion du territoire et en révélant les causes profondes politiques et économiques de vulnérabilité.

L'objectif est de tenter de rendre visible (et audible) les capacités, les vulnérabilités et les attentes des

personnes enquêtées ainsi que de caractériser les enjeux territoriaux et économiques de la concertation et les blocages dans une approche critique du participatif.

En parallèle de ces questions sur le « pourquoi et à quel degré ? » (recherche en bleu), des questions portent sur le « comment faire pour » (bulles violettes), dans une volonté d'action porteuse de changements sociaux et politiques :

- **Axe 1 -** Comment optimiser l'acceptation sociale des mesures institutionnelles ?
- **Axe 2 -** Comment stimuler une valorisation de ces savoirs et savoir-faire détenus par les groupes sociaux marginalisés du pouvoir ?
- **Axe 3 -** Comment faire levier pour faire reconnaître les besoins et savoirs des acteurs sociaux marginalisés de la scène politique ?

Afin de répondre à l'ensemble de ces objectifs fondamentaux et appliqués, cette analyse se déroule sur les trois temps d'analyse : (1) le temps long des héritages et des trajectoires qui définissent celui du quotidien, (2) le temps de la crise, et (3) le temps de la post-catastrophe. Ces temporalités, explicitement articulées autour d'une crise éruptive, doivent apporter les données nécessaires pour faire émerger des réponses à des questions cruciales en matière de gestion des territoires volcaniques autour de la conciliation des enjeux inhérents à l'articulation, sur un même territoire, d'objectifs de développement, de gestion des espaces protégés et de protection face aux menaces volcaniques.

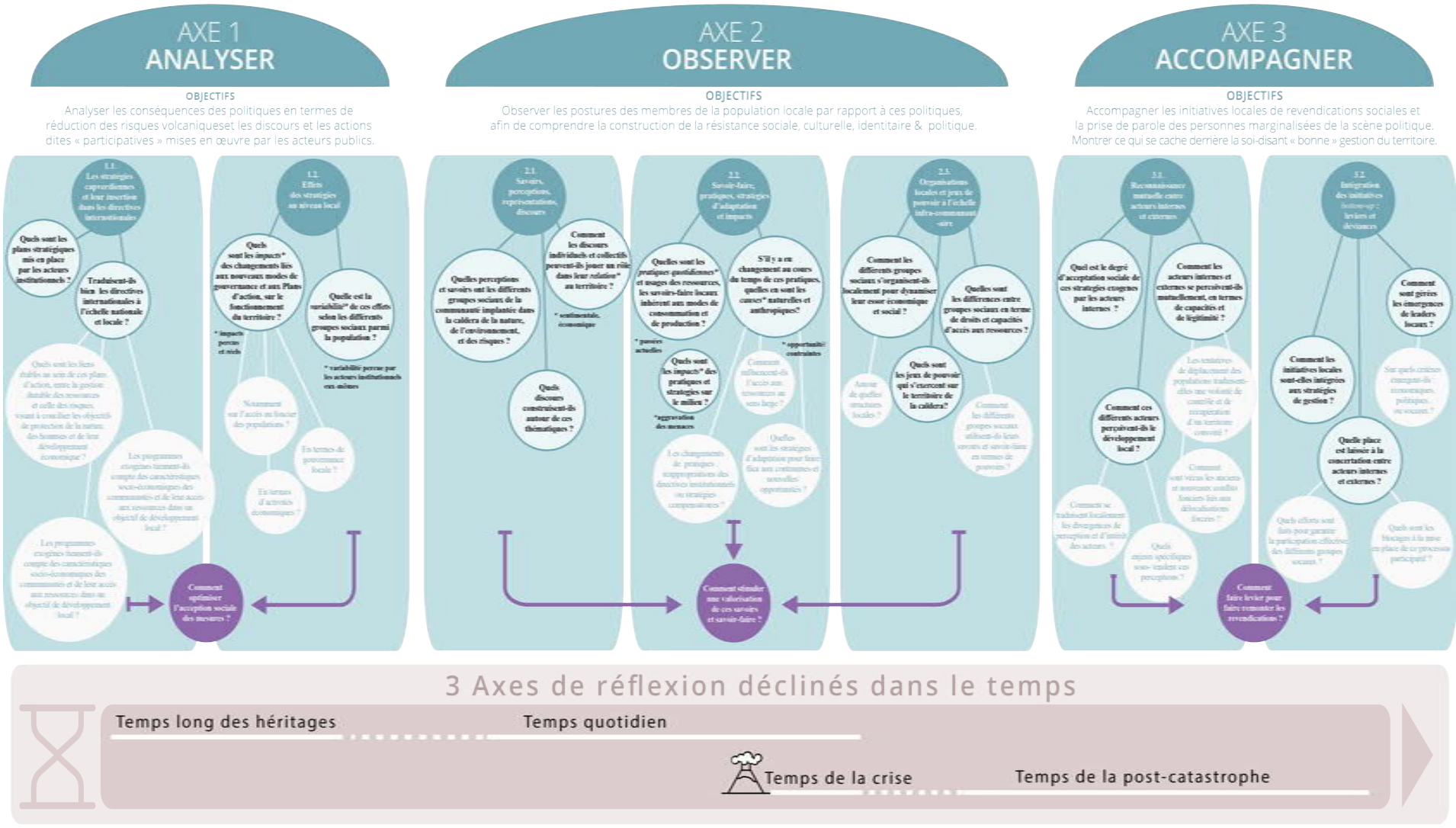


Figure 3.2. : Objectifs de recherche – action avec les méthodes et outils associés.

3.2.3. Approche participative et recherche-action audiovisuelle

Ces objectifs de recherche sont centrés sur une réflexion sur l'intégration des populations locales dans les prises de décision, la légitimité d'accès au pouvoir grâce aux savoirs détenus, les stratégies d'adaptation et capacités de résilience des populations exposées et l'articulation des stratégies institutionnelles et non institutionnelles. Il s'agit également de mettre en lumière les justifications et les apports, mais aussi les blocages et les limites de l'approche participative et les jeux d'acteurs dans la gestion des risques et des ressources, au quotidien, en temps de crise et en temps de réhabilitation post-catastrophe.

Au vu de ces objectifs, et des suites attendues après MIA-VITA, il est apparu nécessaire dans ce travail de thèse de positionner la méthodologie de recherche en adéquation avec les théories conceptuelles sous-tendant la réflexion. Dans le domaine des risques, rappelons que celles-ci incitent à sortir du raisonnement scientifique menant à des mesures technocratiques *top-down*, pour aller vers une gestion des risques intégrée et impliquant les populations concernées dans la recherche de solutions adaptées au contexte local et à leurs besoins, dont plus acceptables socialement. Les communautés doivent donc participer aux réflexions, à l'évaluation et à la réduction des risques, y compris à la définition des dangers, de la vulnérabilité et des capacités (Texier, 2009 ; Gaillard & al, 2010). Cela se justifie par de nombreux arguments : les communautés sont les premières à subir les interdictions en matière d'utilisation des ressources et sont aussi les premières à devoir répondre à l'urgence lorsqu'une catastrophe survient ; personne n'est plus concerné par la gestion durable du territoire et la réduction des risques que la communauté, dont la survie et le bien-être sont en jeu. Elles sont donc les plus à même de définir leurs besoins, elles possèdent des savoirs vernaculaires qui sont à prendre en considération ; leur implication à la base des projets de développement local et de gestion des risques en garantit la pérennité.

Le choix inévitable a donc été fait :

- D'aborder le sujet sous l'angle de **méthodes d'enquêtes participatives**, remettant au cœur de la construction des données et des connaissances, les usagers du territoire, cibles de la recherche, en les considérant comme experts d'usage.
- De pratiquer une **recherche-action**, assumée et performative, qui ne voile pas l'impact inévitable du chercheur sur son terrain de recherche, et de poursuivre les investigations **de forme audiovisuelle**, qui avaient déjà commencé à faire leurs preuves pendant MIA-VITA.

Au-delà du sujet, cette posture renvoie à une évolution de la recherche au niveau international (cf. **chapitre 2**) mais aussi national, avec une reconnaissance par les institutions de recherche (Premières Assises Sciences-Sociétés de Montpellier de juillet 2017, GDR PARCS du CNRS).

« Le participatif, par le participatif », c'est le parti pris de ce travail de thèse : être dans le choix des méthodes en cohérence avec son positionnement conceptuel. Défendre une approche de la gestion plus *bottom-up* selon l'approche radicale, qui reconnaît les savoirs locaux et défend leur prise en compte, est difficilement compatible avec l'adoption de seules méthodes d'enquête classiques, encore très présentes dans les dispositifs méthodologiques déployés ou enseignés. Ces méthodes impliquent, notamment lorsqu'elles sont quantitatives, que l'enquêté reste passif et entre dans des « cases » prédéfinies par le chercheur, correspondant donc davantage à son système de valeurs et mode de pensée.
La **figure 3.3** permet de représenter de façon graphique la structure de la thèse, construite comme un dialogue entre d'un côté, la recherche, en bleu, et de l'autre, l'action, en violet.

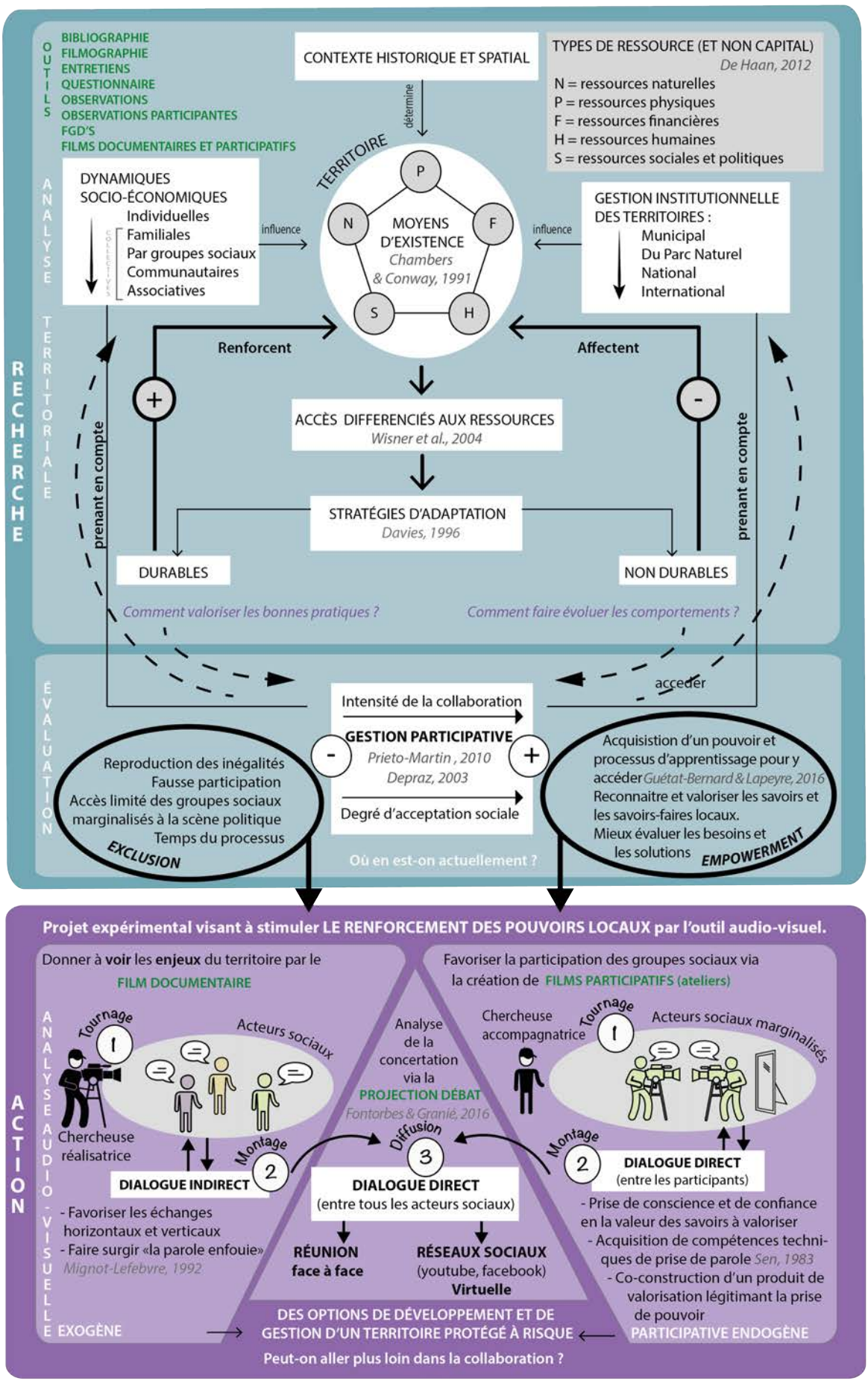


Figure 3.2. Organigramme général de la thèse au carrefour entre recherche et action.

Dans la partie RECHERCHE (en bleu), l'organigramme permet de visualiser la complexité de la gestion du territoire et la diversité des dynamiques et des interactions qui seront analysées dans les chapitres suivants (coopération, coordination, concurrence entre les acteurs). Il s'agit d'une tentative pour représenter le plus fidèlement possible la manière dont les principaux enjeux sur le territoire s'articulent entre eux.

Elle se compose de deux parties :

1. Une première partie d'analyse territoriale, afin de mettre en évidence les connexions entre les dynamiques différentes des acteurs sur le territoire. Il s'agit d'analyser la situation, en procédant à un diagnostic des ressources, des problèmes, des opportunités et des menaces qui confèrent à la communauté son profil de vulnérabilité et ses capacités. Les dynamiques sont classées par catégories avec d'un côté la gestion institutionnelle, et de l'autre, les dynamiques socio-économiques internes à la communauté. Les acteurs sont hiérarchisés (de l'échelon international à l'échelon local pour la gestion institutionnelle, et de l'échelon associatif et communautaire à l'échelon individuel pour les dynamiques internes). Cette partie se concentre sur la manière d'analyser comment les différentes dynamiques en présence influencent l'accès aux ressources, et comment les stratégies d'adaptation mises en place par les acteurs locaux renforcent ou affectent à leur tour les moyens d'existence. Ces stratégies d'adaptation sont divisées en deux sous-parties, avec d'un côté les stratégies durables et de l'autre les stratégies non durables. Deux questions relevant de la recherche-action sont alors posées : comment valoriser ces bonnes pratiques ? Comment faire évoluer les comportements qui sous-tendent les stratégies non durables ?
2. Une seconde partie propose d'évaluer la prise en compte des initiatives locales citoyennes dans la gestion institutionnelle du territoire. La question ici est celle de la participation, à savoir : qui prend les décisions et comment ces décisions sont-elles prises ? Il s'agit d'étudier les négociations politiques (conflits) et les jeux d'acteurs, tout en développant une approche critique des pratiques observées de participation sur le territoire par rapport au modèle théorique de Depraz (2008, voir **chapitre 2**).

Dans la partie ACTION (en violet), sont schématisés les principaux traits du projet expérimental mis en place pendant la thèse visant à stimuler le renforcement des pouvoirs locaux. L'objectif est de créer des outils de dialogue autour des enjeux territoriaux dans lequel le citoyen est considéré comme un expert d'usages participant à construire un savoir, individuellement ou collectivement. Le choix cinématographique se trouve au centre de la démarche, au niveau conceptuel, mais aussi pratique, avec l'élaboration d'une méthodologie filmique abordée sur trois axes :

1. La recherche filmique par le documentaire classique avec pour réalisateur le chercheur.
2. La recherche filmique participative qui donne les pleins pouvoirs aux acteurs sociaux en matière de réalisation et de montage.
3. La mise en place d'un dialogue entre les différents acteurs du territoire et l'analyse comparative et réflexive de ces deux productions par le chercheur (cf. 3).

Précisons que recherche filmique par documentaire et recherche filmique participative ne sont pas opposées, mais complémentaires. Il s'agit de deux manières différentes d'appréhender la réalité sociale, selon deux angles de vue différents, celui du chercheur, extérieur à la communauté, et ceux des « réalis-acteurs », intérieurs à celle-ci. Film participatif et film documentaire doivent donc être comparés afin d'analyser les différences entre les deux résultats obtenus et seront analysés plus en détail en fin de chapitre.

3.3. Atouts d'une approche participative et audiovisuelle

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie des approches participatives et audiovisuelles, mais d'en cibler les intérêts : les contraintes et limites de ces approches seront évoquées au fil du texte abordant les outils d'enquête en **chapitre 4**.

3.3.1. Ce que permet et nécessite l'approche participative

Au-delà de la production d'articles scientifiques, la recherche-action ou recherche participative (*Participatory research*), se caractérise par l'application immédiate et concrète des résultats obtenus. Dépassant la distinction entre recherche fondamentale et demandes sociales, entre le savant et le profane, la recherche-action se caractérise par un engagement assumé du chercheur, qui revendique son implication dans l'action, comme moyen de produire de la connaissance. Cette approche part du principe que le chercheur, s'il n'est pas impliqué, ne va pas produire une connaissance plus objective ou plus fiable. Au contraire, les fondateurs de la recherche-action défendent l'idée suivante : « *Des recherches qui ne produisent rien d'autre que des livres ne suffisent pas. Cela n'implique en aucune façon que la recherche nécessaire soit moins scientifique ni moins noble que ce qui serait demandé pour la science pure dans le champ des évènements sociaux. Je pense que c'est le contraire qui est vrai* » (Lewin, 1947).

Elle a pour objectif l'interaction des participants au diagnostic au sein d'un triptyque chercheur – communauté – acteurs extérieurs avec des bénéfices trilatéraux (**figure 3.4**) : elle permet à la communauté de renforcer ses capacités[5], elle donne aux acteurs extérieurs une plus grande efficacité, et apporte au chercheur des données et analyses nouvelles. Elle s'inscrit alors totalement dans la perspective du projet, puisqu'elle envisage des alternatives aux logiques d'application « par le haut » (*top-down*) qui dominent encore tant la gestion des risques et des catastrophes, des espaces protégés que celle du développement local, comme c'est encore fortement le cas au Cap-Vert.
Les techniques participatives mettent l'accent sur la production, par les participants, de données détaillées sur un sujet déterminé, en utilisant leurs propres mots dans leur propre contexte et environnement (Chambers, 1994 ; Pain et Francis 2003). Ces techniques *bottom-up* ont été employées pour compléter l'approche *top-down*, en développant des manières d'interagir et d'impliquer les populations locales dans les décisions qui les concernent (Mercer *et al.*, 2008 ; Comfort *et al.*, 1999).

[5] Cette question d'accompagner les personnes dans le sens de développer de nouvelles formes de sociabilité, de mettre à distance ou de sortir de certaines assignations, de s'émanciper via des projets participatifs fait écho aux réflexions d'Hélène Guétat-Bernard et Nathalie Lapeyre autour de la notion d'*empowerment*. Celles-ci parlent « *de 'petits pas' au sein des espaces de négociations qui s'ouvrent par le biais du processus d'empowerment* », dans une dynamique qui s'approche de l'approche participative défendue dans cette thèse (Guétat-Bernard & Nathalie Lapeyre, 2016, p.18).

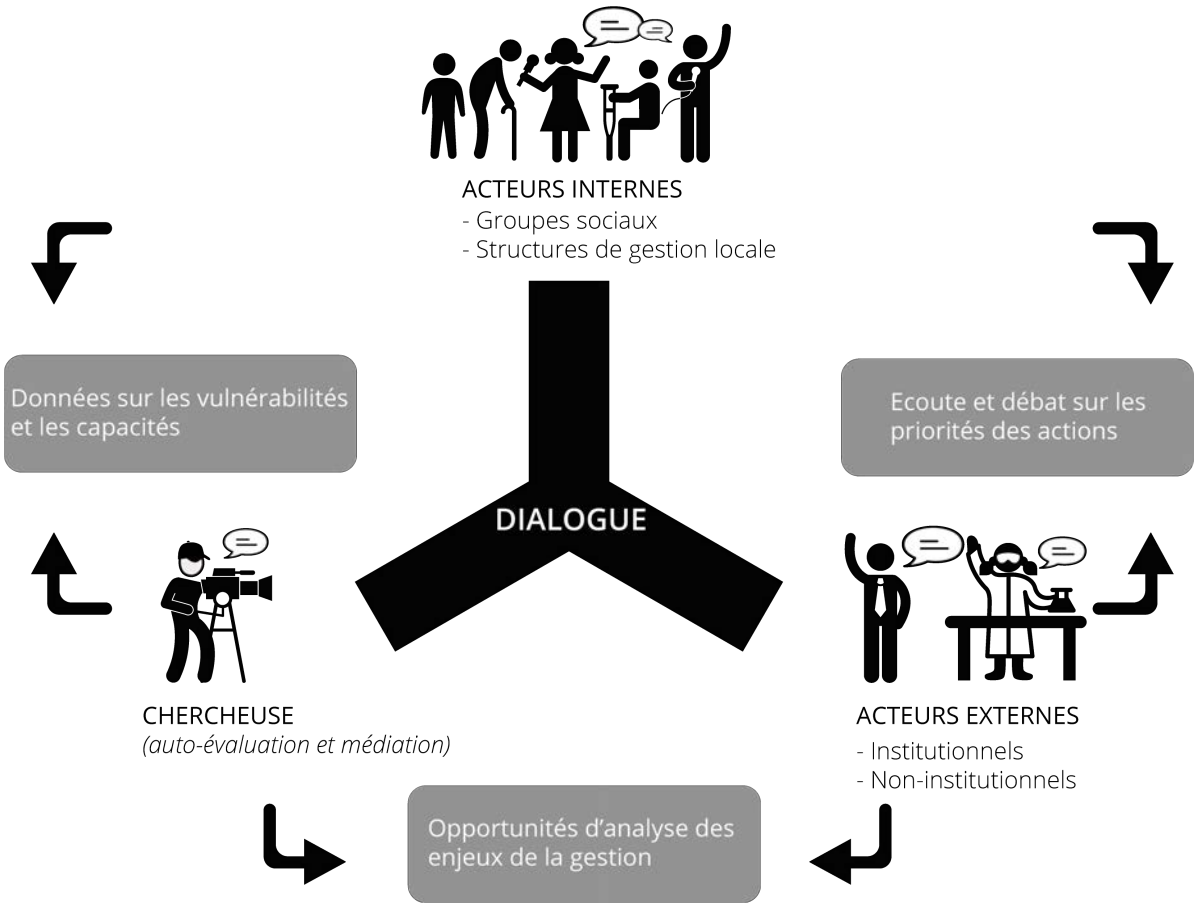


Figure 3.4. Le triptyque « chercheur-communauté-acteurs extérieurs » de la recherche-action et ses bénéfices trilatéraux.

Depuis plusieurs années, l'une des réponses soutenues par les instances internationales et par une partie de la communauté des chercheurs afin de révéler au grand jour les besoins prioritaires des communautés locales est d'utiliser une approche participative (Chambers, 1995). Contrairement à l'approche *top-down* qui ignore les besoins et les capacités des locaux, et dont l'inefficacité a été démontrée à de multiples occasions (Texier, 2009), le participatif vise à inclure les populations locales dans l'identification des problèmes et la recherche de solutions ainsi qu'à rendre visible les différences de priorités et d'intérêts au sein même des communautés, entre les différents groupes sociaux. Sur le terrain, les principes mêmes d'une approche de recherche participative induisent un travail collaboratif entre chercheur, communautés locales, acteurs institutionnels et les autres experts scientifiques travaillant sur le territoire. Au-delà des considérations en termes d'efficacité des actions menées en partenariat avec ceux-ci, l'approche participative pose nécessairement de nombreuses questions épistémologiques et méthodologiques.

Tout d'abord, cette participation des communautés « *trouve sa justification dans leur position centrale et dans la différence de vécu qui les sépare des observateurs censés définir les critères d'analyse* » (Texier ; 2009). En effet, personne mieux que ces populations, dans leur diversité, dont la survie et le bien-être sont directement concernés, ne peut comprendre les enjeux locaux et trouver des solutions adaptées au contexte (Chambers, 1995 ; Abarquez et Murshed, 2004). Ici, parler de populations ne sous-entend pas que « les populations » représentent un corps unique sans conflits, différences ou relations de pouvoir. Comme le souligne Olivier de Sardan, se servir de « populations » et « d'observateurs » est simplement « *une expression de pure commodité pour désigner des sous-ensembles nettement contrastés, dont il doit être clair qu'ils sont eux-*

mêmes non-homogènes » (Olivier De Sardan, 1993, p.11). Car ce qu'on cherche à souligner ici, c'est que l'analyse des contraintes et des opportunités territoriales auxquelles les populations locales sont quotidiennement confrontées diffère de l'analyse exogène du chercheur occidental. Quelle que soit la durée de sa présence, l'intensité de sa relation avec les personnes rencontrées ou, éventuellement, son activité et son investissement local, le chercheur ne se confond pas avec celui qu'il observe. Comme le soulignent Pierre Bourdieu ou Jean-Pierre Olivier de Sardan, il est conditionné par son milieu d'origine, dont il ne peut entièrement s'affranchir, peu importe l'énergie déployée à découvrir, à chercher à comprendre une société et un territoire dont il ne fait pas partie. En effet, « *la plupart des données sont produites [par le chercheur] à travers ses propres interactions avec les autres, à travers la mobilisation de sa propre subjectivité, à travers sa propre « mise en scène ». Ces données incorporent donc un « facteur personnel » non négligeable. Ce biais est inévitable : il ne doit être ni nié (attitude positiviste) ni exalté (attitude subjectiviste). Il ne peut qu'être contrôlé, parfois utilisé, parfois minimisé* » (de Sardan, 1995, p.22)[6].

De plus, être étranger au contexte local peut aussi constituer un biais au moment de « choisir » les partenaires du projet participatif et de constituer les groupes de travail. En effet, la co-construction du terrain avec les partenaires (les acteurs de terrain) de la recherche demande de porter une attention particulière à la compréhension et l'appréhension des tensions pouvant exister entre les groupes sociaux. Le programme MIA-VITA a ici constitué un atout, puisqu'il a permis d'identifier les acteurs du territoire, et a donc facilité la constitution de la méthodologie de la thèse et la prise en compte des rivalités/conflits au sein de l'arène[7] locale.

Enfin, élaborer un processus participatif nécessite de travailler sur la rencontre qui « *suppose qu'une mise en situation s'opère de part et d'autre dans l'échange, c'est-à-dire tant dans la manière de se présenter à l'autre, que de lui parler, le regarder* » (Granié & Guétat-Bernard, 2006, p.26). Se pose également la question de l'immersion, voir l'intégration au sein de la communauté, afin d'instaurer une situation de partenariat et de confiance avec les différents acteurs locaux. Ainsi, dans sa thèse, Jake Cadag cite Abarquez et Murshed (2004 : p.26) qui soutiennent qu'une « *relation de confiance, d'amitié et de rapport est la clé d'une participation appropriée.* » Une telle approche doit donc s'ancrer dans le temps long, ce qui est difficile en recherche, la plupart des programmes étant limités dans le temps, et les durées des missions de terrain étant également restreintes. Ici, le processus participatif mené dans le cadre de la thèse a bénéficié d'un terrain d'une durée totale d'un peu plus de 24 mois au Cap-Vert.

Dans la thèse, les outils d'enquête participatifs utilisés ont eu pour objectif de susciter auprès des communautés locales, des réactions pouvant déboucher sur des actions et des initiatives concrètes en matière de gestion durable à la croisée entre plusieurs domaines de gestion : du risque, de la nature et du développement. Or, ces trois domaines de gestion présentent tous des intérêts spécifiques pour le participatif et ont chacun développé leur propre approche en la matière (cf. **chapitre 2**).

---

[6] Ces questions autour de la subjectivité du chercheur et de réflexivité sont étudiées plus en détail en **chapitre 5.**

[7] Selon la définition de Jean-Pierre Olivier de Sardan de la notion « d'arène » renvoie au lieu « *où des groupes stratégiques hétérogènes s'affrontent, mus par des intérêts (matériels ou symboliques) plus ou moins compatibles* » (de Sardan, 1993, p.3).

3.3.2. Ce qu'apporte l'approche audiovisuelle en géographie

Cette partie traite de la place accordée à l'image et au son dans et pour la recherche en géographie. Qu'apportent-ils de plus que les supports habituels à l'étude des situations et des activités ? À quoi servent l'image et le son : à témoigner, observer, illustrer, décrire, montrer, analyser ? À quelle problématique nouvelle - d'ordre technique, méthodologique, théorique ou épistémologique - liée nous confrontent-ils ?

Il est indispensable de mieux expliciter l'usage de la caméra en géographie, c'est-à-dire de réfléchir sur ce que l'on filme, pourquoi on le filme et quelles en sont les implications ? La caméra n'est pas uniquement un outil ayant pour but d'illustrer et de confirmer les résultats obtenus à travers d'autres outils (questionnaires, interview, cartographie, SIG), mais bien un instrument à part entière ayant ses propres intentions, tant au niveau de l'approche sur le terrain qu'au niveau de la diffusion des résultats. Cet outil comporte en effet des potentialités et des contraintes par rapport à un terrain donné, ici, Chã das Caldeiras au Cap-Vert. C'est à partir d'une recherche sur ce terrain précis dont l'un des aboutissements fut la création de plusieurs films de recherche, qu'une réflexion concernant les potentialités et les contraintes liées à l'usage de l'image et du son en sciences sociales a été menée.

L'objectif ici est d'expliquer pourquoi le film s'est imposé dans la thèse, par rapport à l'objet d'étude et au questionnement. La réflexion permettra d'identifier ce que l'image et le son apportent aux supports habituels de la recherche en sciences humaines, et dans quelle mesure le choix d'un dispositif audiovisuel permet d'aborder les phénomènes de société et de rendre compte autrement qu'à travers l'écriture textuelle de la complexité des processus en jeu.

À ce stade de la réflexion, il est important de souligner que d'autres thèses en géographie ont déjà défendu une approche similaire, comme celle de Luc Federmeyer (1993), Juhane Dascon (2009), Yann Calberac (2010) et aussi Chloé Buire (2011), qui chacune à leur manière défendent l' « *usage de la vidéo comme outil de recherche sur le terrain et comme forme d'écriture permettant la diffusion d'un savoir géographique et non pas seulement "l'illustration" d'un propos qui lui serait extérieur* » (Buire, 2011, p.148). Ces thèses ont la particularité commune de présenter, en plus du rendu écrit classique, des documents audiovisuels : les films documentaires « *Karakash, the black jade river* » de Federmeyer, « *Les acteurs paysans du tourisme au Kilimandjaro* » de Dascon, « *Ce qui fait terrain. Fragments de recherches » de Calberac,* et enfin le DVD incluant seize séquences vidéos réalisées par Chloé Buire, sur la vie de quartier dans la ville du Cap en Afrique du Sud.

- **Le pouvoir de l'audiovisuel**

  - Un outil à part entière pour les sciences sociales

L'audiovisuel, loin d'occuper une place centrale en sciences sociales, est confiné à une position périphérique, voire marginale, par rapport à l'écrit. Comment expliquer cette réticence envers un outil de recherche aussi puissant, qui, comme le souligne La Rocca, « *rassemble les trois principes fondamentaux de l'analyse : la description, la recherche des contextes, l'interprétation* » (La Rocca, 2007, p. 34).

Le duo « image-son » souffre de ce que Diane Arnaud nomme la « *dépréciation ontologique du monde du visible par rapport au monde des idées* » (Blay, 2006, p. 535). Cette dévalorisation est issue de la tradition intellectuelle héritée de Platon, qui oppose l'image au réel, le sensible à l'intelligible et, de la même façon,

l'oral à l'écrit, le champ du visuel à celui de l'écriture, du divertissement à celui du savoir. L'écrit « *demeure omniprésent dans la mesure où il est communément considéré comme étant plus apte à conceptualiser et à conduire avec rigueur une réflexion* » (Louveau de la Guigneraye & Arlaud, 2007, p. 101). Anne-Marie Laulan parle de l'impérialisme de l'écrit, affirmant qu'il « *faudrait donc s'interroger pour savoir pourquoi l'image et l'imaginaire derrière elle ont été pendant si longtemps, tout au moins dans les sociétés occidentales, éclipsés par le privilège de l'écrit. Il faut aussi se demander pourquoi la possession et la pratique de l'écriture ont été pratiquement toujours associées à l'exercice du pouvoir* » (Laulan, 1978, p. 7).

L'image fixe ou animée, déconsidérée, voire jugée comme secondaire, a le plus souvent été reléguée au rang de simple illustration du texte afin d'éclairer et de confirmer les résultats obtenus à partir d'autres outils. Ainsi, « *la majorité des scientifiques en sciences humaines utilisent encore l'image, essentiellement et uniquement, à des fins d'illustration, sans interroger le contexte de sa production, la méthode de recueil des données visuelles, la place de la prise de vues dans les rapports observateur/terrain, les limites et les choix du cadrage photographique* » (Conord & Dole-Louveau de la Guigneraye, 2016). Xavier Browaeys arrive au même constat et déclare que « *Pas de films, peu de photographies et lorsque celles-ci sont présentes, leur fonction est de servir d'illustrations pour accompagner un raisonnement déjà construit. Elles ne jouent que rarement le rôle d'une donnée destinée à prendre une place à part entière dans la réflexion.* » (Browaeys, 1999).Jean-Pascal Fontorbes et Anne-Marie Granié précisent également que « *si le cinéma est désormais considéré comme un outil pédagogique, trop souvent, cependant, on lui assigne pour seule fonction de « faire voir » une réalité dont il reviendrait au texte de transmettre l'analyse* » (Fontorbes & Granié, 2016, p.5).

Pourtant, loin d'être uniquement anecdotique ou décoratif, l'audiovisuel constitue un instrument de recherche à part entière ayant ses propres intentions et sa propre finalité, tant au niveau de l'approche sur le terrain, de l'écriture des résultats que de leur diffusion. Au niveau de la manière d'écrire les résultats, il permet de sortir des règles et des codes classiques d'écriture. Pour citer Anne-Marie Laulan, et même si on peut aussi choisir de lire un livre par fragments, d'aller et venir dans le texte, celle-ci défend que « *l'espace du livre est un espace réglementé, délimité ; on lit un livre du commencement à la fin, de droite à gauche, du haut de la page au bas. Or, ces habitudes et ces contraintes de lecture ont fini par modeler et par régir aussi les contraintes de la pensée. Délimitation de l'espace et utilisation unidirectionnelle du temps, voilà donc comment se caractérise l'écrit* » (Laulan, 1978). Guy Chapouillé s'insurge de voir le film traité comme « *un paralytique qui ne peut jamais aller seul* », et doit nécessairement être « *accompagné d'un texte « respectable* » (Chapouillé, dans Fontorbes & Granié, 2016, p.12). Yann Calberac parle de véritable langage, avec « *ses contraintes et ses atouts, (…) au même titre que le texte, le poster, la carte* » (Calberac, 2010, p. 110), doté de ses propres capacités pour écrire sur le monde. Anne-Marie Granié et Jean-Pascal Fontorbes parlent « *du film et de la photographie comme de véritables écritures spécifiques (constructions intellectuelles) de la mise en forme des résultats de ma recherche sans aucune hiérarchisation par rapport aux écritures textuelles* » (Fontorbes & Granié, 2016, p.8). Reprenant cette idée de non-hiérarchisation, Guy Chapouilllé cite Gilles Deleuze, pour qui les auteurs de film peuvent être comparés à des penseurs, à la différence près « *qu'ils pensent, non pas avec des concepts mais avec des images mouvements et des images temps* » (Chapouillé, dans Fontorbes & Granié, 2016, p.12).

Dans cette perspective, on peut se demander pourquoi les films ne sont-ils pas classés au rang de publications scientifiques, au même titre que les textes, en suivant le même processus d'évaluation par un comité scientifique, qui déciderait de l'intérêt et de la valeur scientifique de la production ? La présente thèse propose de soutenir et de démontrer cette affirmation qui constitue l'un des piliers-enjeux de cette recherche.

❖ Les atouts socio-géographiques de la recherche par le film

La recherche par le film comme outil d'enquête possède trois principaux avantages (Petit & Colin, 2009) :

- **Sa qualité de « porte-voix »** : le film donne la parole aux acteurs sociaux (interview, chant, dialogue) et permet que les choses soient dites directement avec leurs mots, leur langue, leurs accents, leurs gestes. C'est cette idée qui a inspiré le titre du documentaire « *Na Boca de Fogo* », littéralement « Dans la bouche de Fogo ». En effet, celui-ci contient un double sens : c'est à la fois ce qui se passe dans la bouche, la caldeira du volcan Fogo, et ce qui sort de la bouche de ses habitants. Le film montre ainsi la singularité des intervenants et l'autonomie de leurs existences, à travers les variations d'intonation, le grain de la voix mais aussi les silences et les hésitations, l'apparition d'une ride sur le front, d'un sourire nostalgique, ou d'une ombre voilant un regard. Le film de recherche est un langage, de même que le cinéma (Metz, 1973). Constitué d'images et de sons, il laisse apparaître *« la complexité et les contradictions du réel tel qu'il est vécu par les citoyens, loin de la scène politique* […] *où l'absolue cohérence est de règle »* (Mignot-Lefebvre, 1991, p.5) ;

- **Son potentiel en termes de réduction d'asymétries sociales :** alors que « *la possession et pratique de l'écriture ont été pratiquement toujours associées à l'exercice du pouvoir »* (Laulan, 1978, p. 2), la mise en avant de personnes peu ou pas lettrées, marginalisées, favorise une prise de pouvoir indirecte et une réduction des inégalités en termes de représentation sociale, par une valorisation des capacités locales[8]. De plus, l'auto-confrontation, qui consiste à présenter aux personnes enquêtées des traces de leur comportement et à observer leurs commentaires, réactions, découlant de cette observation (Boubey, 2010), en donnant à voir de larges franges de leur vie et de leur travail, peut encourager une prise de conscience concrète de la richesse de leurs activités et de leurs savoir-faire. D'autre part, elle peut susciter une reconnaissance de compétences ou de besoins de la part des acteurs externes ou des groupes dominants ;

- **Sa capacité à créer un dialogue indirect** : l'œil du chercheur en sciences sociales s'exerce ici grâce à l'outil cinématographique. Celui-ci capture l'image et le son, sélectionne les actions et les discours, puis les classe et les assemble, afin de reconstituer un dialogue entre les différents acteurs. La confrontation des interviews des différents acteurs qui composent le film met en relief d'une part les consensus et les divergences des discours et, d'autre part, le jeu sous-jacent des acteurs (collaborations, conflits) qui les produisent. Il est intéressant de ne pas se limiter à une seule opinion et d'analyser le dialogue indirect ainsi créé entre la population, les pouvoirs publics et les scientifiques, tout en montrant les différentes approches, perceptions et corpus de connaissances concernant un même territoire.

De plus, le film possède un pouvoir réel en termes de restitution du travail, et donc une valeur éthique non négligeable (cf. **chapitre 5.2.3.** qui traite de l'engagement dans la recherche et aborde la question de la réciprocité). Tout d'abord, par la création d'un dialogue direct. La projection publique du film sur le terrain permet la création d'un débat ouvert, au cours duquel les acteurs sont amenés à partager leur point de vue et leurs sentiments sur les sujets abordés dans le film, ce que Jean-Pascal Fontorbes appelle « les aveux de réception » (Fontorbes, 2003). Ensuite, la restitution filmique pallie le défaut de restitution écrite sous la forme d'une production d'articles scientifiques. En effet, contrairement aux publications

[8] Soulignons toutefois que cet argument doit toutefois être nuancé car tout le monde n'a pas la même facilité pour se présenter, ni les mêmes autorisations sociales.

s'adressant à un public averti, le film est accessible à tous : (1) formidable outil de divulgation des résultats, il permet de valoriser la recherche dans un cercle bien plus large, des experts au grand public ; (2) accessible à la communauté, il constitue un juste retour envers ceux qui ont permis la recherche, un remerciement pour les efforts fournis. Elle rend, en effet, visibles les objectifs atteints par le chercheur et met en valeur la participation des acteurs qui a été indispensable à la recherche. De surcroît, elle est souvent source de plaisir, de rire et surtout de partage, ce qui permet de tisser et renforcer les liens entre le chercheur et les personnes enquêtées, de créer de l'échange, sous forme de don/contre don, que l'écriture textuelle ne permet pas (voir le **chapitre 5**). Cet argument rejoint la réflexion d'Hélène Guétat-Bernard et Nathalie Lapeyre, qui défendent une vision émancipatrice du « *processus* d'*empowerment qui passe par des moments collectifs et de partage, [et qui] peut aussi rejoindre les registres de la joie et du plaisir lors de moments d'échange »* (Guétat-Bernard & Lapeyre, 2016, p.16). La question ici, est celle de la reconnaissance qui se joue à la fois « *au sein du collectif et vis-à-vis de l'extérieur* » (*Ibid.*, p.13). Ainsi, comme le suggèrent ces auteurs en référence aux travaux d'Isabelle Guérin, ce qui se joue avec l'*empowerment* des individus (et donc avec leur participation), ce n'est pas uniquement la question de la redistribution (qu'il s'agisse de l'accès à la parole, à la terre, à la santé, à l'éducation, etc.) mais aussi celle de la reconnaissance.

Ainsi, pour que les savoirs scientifiques soient socialement efficaces, c'est-à-dire compris et utilisés par les populations, ceux-ci doivent s'articuler aux savoirs endogènes. Utiliser l'audiovisuel comme une donnée et comme un outil de médiation dans la recherche en sciences sociales, implique de partir du sens endogène des rapports Homme/Nature, Hommes/Femmes, Fixité/Mobilité, afin d'analyser les « *savoirs situés »* (Harding, 1987 ; Haraway, 2009, p. 323 ; Granié, 2005) basés sur la reconnaissance de la multiplicité des points de vue possibles[9]. Cette approche favorise le croisement d'informations au moment de l'enquête et l'appropriation par les populations des savoirs construits par la recherche. Cette clause éthique n'existe qu'à la condition que les chercheurs s'engagent dans une *« procédure de traduction – adaptation des langages – et de restitution [développée Michel Callon et Bruno Latour], et justifie le choix méthodologique filmique »* défendu par Hélène Guétat-Bernard lors du séminaire *« Sociétés, Images et Sons »* (Fontorbes, 2013).

- Une approche sensible du terrain grâce au film

> *Prêtez-moi les cœurs et les oreilles, car une parole entendue est perdue si elle n'est pas comprise avec le cœur.*
> *Il y a des gens qui ne comprennent pas ce qu'ils entendent et qui néanmoins l'approuvent.*
> *Ces gens-là n'ont que la perception du son, du moment que le cœur n'y comprend rien du tout.*
>
> *La parole vient aux oreilles, de la même façon que le vent qui vole, mais loin de s'y arrêter et d'y demeurer, elle s'en éloigne en très peu de temps, si le cœur n'est pas assez éveillé pour être préparé à la saisir ; car c'est lui seul qui peut la saisir à son passage, l'enfermer et la retenir. Les oreilles ne sont que le passage et le conduit par où la voix s'en vient au cœur et le cœur saisit à l'intérieur du corps la voix qui y entre par l'oreille.*
>
> *Ainsi, quiconque voudra me comprendre, doit me confier son cœur et ses oreilles, car je ne veux pas parler de rêve, ni de fable ni de mensonge, dont quantité d'autres vous ont régalés ; non, ce que je vous raconterai, je l'ai vu.*
>
> *Extrait de « Yvain le chevalier au lion » de Chrétien de Troyes, 1175*

[9] Cette question du point de vue, des savoirs situés est liée aux travaux de Michel Foucault et de Jacques Derrida, et reprise dans les travaux sur la post-modernité et la post-colonialité.

Si *« les mots manquent aux émotions »* (Victor Hugo, 1829, p. 158), les images peuvent quant à elles transmettre et dire l'ineffable. Ainsi, ce qu'offrent l'image et le son est porteur de « *possibilités scientifiques (…), d'inclure dans le champ de la science ce qui en avait été longtemps exclu, par exemple l'émotion en tant que traduction du sensible* » (Fontorbes & Granié, 2016, p.7). C'est aussi, selon Browaeys, une raison pour laquelle l'image inquiète : « *N'est-elle pas refoulée parce que c'est une matière qui déborde toujours les discours qui tentent de se l'approprier ? Elle sort du champ que tout chercheur essaye de délimiter. Quoiqu'il fasse l'image lui échappe. N'est-elle pas susceptible d'autres interprétations ? Elle questionne plus qu'elle n'explique. En ce cas elle expose donc elle devient subversive »* (Browaeys, 1999, p. 26).

Le film se présente comme la passerelle unissant son et image, mot et acte, un lieu spécial de connaissances pour les chercheurs en sciences sociales. Il n'y pas, d'un côté, les choses à dire et, de l'autre, les choses à voir : son et image se confondent pour créer du sens, pour façonner un langage inédit, qui *« laisse apparaître la fluidité, la circularité, les mouvements, les rythmes, les gestes, les émotions, les sensibilités »* (Guétat-Bernard, 2013). Et en ce sens, son et image sont utiles aux chercheurs qui ont justement ouvert leurs palettes de compréhension des liens société/espace en y faisant entrer le sensible. Par exemple, une parole ne peut pas être saisie dans sa globalité par une citation dans un texte, car l'individu exprime sa pensée par le corps, la gestuelle et l'intonation, qui sont vecteurs de sens, au même titre mais autrement que les mots prononcés. L'image est une manière de dire, de faire parler les émotions. Elles sont, pour citer François Laplantine (Laplantine, 2013), une invitation à percevoir les faits les plus minimes, ces « petits riens » essentiels qui recèlent des trésors de connaissances et à développer notre aptitude à les détecter. Il est question ici des images subtiles, voire imparfaites, qui échappent au sensationnel, au spectaculaire et sont pour certaines, capables, en faisant appel à notre sensibilité, « *de mettre l'imagination et l'intelligence au travail.* ». Laplantine qualifie ces images « d'images discrètes » en opposition aux images « chocs » indifférenciées, en rafale et parfaites caractéristiques du numérique. Barthes parle de la capacité d'une image à « poindre » celui qui la regarde, capacité qu'il qualifie de *Punctum* : « *piqûre, petit trou, petite tache, petite coupure – et aussi coup de dés. Le punctum d'une photo, c'est ce hasard qui, en elle, me point (mais aussi me meurtrit, me poigne) »* (Barthes, 1980, p. 49). Comme Laplantine, il défend que pour marquer l'esprit, pour le « titiller », l'image n'a pas besoin de tout dire, n'a pas besoin d'être choquante ou violente. Il différencie ainsi les images érotiques des images pornographiques : là où cette dernière va tout montrer, la première va interpeller et laisser le spectateur imaginer le reste (Barthes, 1980). Cette question d'un certain voyeurisme par l'image sera traitée de manière plus approfondie dans le **chapitre 7** de la thèse, en lien avec la couverture médiatique de l'éruption de Fogo.

Au même titre que les images, le son, les paroles, mais aussi les informations sonores les plus anodines constituent un discours vecteur de sens, d'émotions et d'informations. Ainsi, « *la chanson (…) cet élément simple et caractéristique, symbole d'un destin enfermé en quelques notes et en quelques mots, qui peut se promener dans tout un film, sifflotté, chantonné, entonné avec ou sans paroles »* tient une place centrale dans les films de recherche réalisés dans cette thèse (Chion, 1998, p.282). Dans *Na Boca de Fogo, Fika na Casa* ou *Fogo na Boca* , la musique n'est pas un simple recours poétique visant à rendre les films folkloriques ou plus attrayants, mais bien une intention discursive à part entière. Dans ces films, le fil des séquences se partage entre les discours récoltés lors des interviews, et des séquences purement musicales enregistrées sur place. Ces séquences, plus vivantes et plus expressives que les entretiens classiques, viennent rythmer et s'entrelacer avec les autres récits. Les discours chantés viennent ainsi faire écho aux discours parlés – le discours des uns complète, nuance, contredit parfois le point de vue des autres – et renforce le propos du chercheur.

Un des principaux enjeux de la présence de la musique dans les films tient à la place essentielle que celle-

ci occupe dans la vie des habitants du village, et plus généralement, dans la culture capverdienne. En effet, la relation entre les habitants et leur territoire, telle qu'elle se présente dans cette culture, se manifeste notamment dans la musique. Dans cette perspective, parce qu'elle occupe une place essentielle dans la vie quotidienne, la musique a permis de mieux comprendre la culture locale. Plus qu'un témoin des héritages culturels, elle est aussi un mode d'expression quotidienne à part entière et véhicule de nombreuses « traces » et « symptômes » des sentiments ambivalents vis-à-vis du volcan et de l'attachement douloureux d'un peuple à son territoire. Là où les outils classiques d'enquête (questionnaires, entretiens, etc.) ont parfois été insuffisants, là où même en vivant sur place, en apprenant la langue, en participant aux activités locales, des éléments ont échappé à la compréhension profonde des constructions et des représentations collectives, la musique a été un facteur-clé à même d'informer sur les perceptions locales et les imaginaires des populations autour du volcan. C'est lors des concerts dans les *lodja* du village, ou dans les *kintal*[10] des maisons, à la lueur de la bougie, que nous avons commencé à ressentir combien et comment le volcan occupe une place importante dans la culture locale[11]. À ce titre, cette réflexion rejoint l'affirmation de Michel Lesourd qui défend que *« la musique, au Cap-Vert, est certainement l'expression la plus populaire et en laquelle les Capverdiens se reconnaissent le mieux. Aisée à transporter, elle rassemble ceux de la diaspora. Elle est musique nationale. Si elle révèle, dans les mornas, des influences du fado portugais, elle est chanson d'amour et de « saudade » d'un peuple meurtri par une nature ingrate et contraint à une émigration »* (Lesourd, 1995, p. 108).

L'histoire de l'île, du village et de ses habitants est chantée par plusieurs chanteurs locaux, en particulier Camilo Montrond Fontes (**figure 3.5**). Celui-ci, à la fois poète, musicien et historien, est dépositaire de la culture orale, ce qui n'est pas sans rappeler la tradition des bardes du sud de la France médiévale ou celle toujours active des griots de l'Afrique de l'Ouest. À travers les chants qu'il compose ou qu'il interprète, on accède au vécu et au ressenti des habitants de Chã.

Figure 3.5. Séance de prise de son avec Camilo Montrond Fontes à Dje de Lorna (mars 2011)

Ces chansons sont une mine d'informations sur différents sujets : le volcan, le travail, l'amour, la famille,

[10] Cours intérieure typique des habitations capverdiennes.
[11] Pour saisir le sens des élans qui animent les phrases musicales et ressentir l'harmonie des musiques, il est conseillé d'écouter les chansons référencées dans le tableau présenté en **chapitre 6** (**figure 6.11**).

les origines, etc. La musique est associée à de nombreuses activités de la journée et évènements de la vie. Elle accompagne les hommes et les femmes dans les travaux domestiques ou aux champs. Elles ponctuent également les cérémonies, dont les funérailles, avec les pleurs chantés caractéristiques, les *xoro.* De la même manière que la musique est imprégnée de la vie locale, et que la vie locale est imprégnée de musique, cette dimension musicale colore le film de la sensibilité lyrique propre à la vie dans la caldera.

- **Écriture en images et en sons**

> « *La structuration de la thèse, les choix qui ont présidé à son écriture et le contrat de lecture à laquelle elle invite sont parties prenantes de la démonstration : dans cette perspective, l'écriture est à mettre sur le même plan que le terrain et les formes littéraires et cinématographiques sont souvent les plus adaptées pour rendre compte au plus juste du cheminement de la pensée.* » Yann Calberac, 2010

« *Depuis la préhistoire, l'image a précédé l'écriture et c'est à partir de l'image que les signes linguistiques ont été développés* » (Conord & Dole-Louveau de la Guigneraye, 2016, p. 25). Partant de ce fait, il semble intéressant de questionner la relation entre « le voir, le lire et l'entendre ».

Pour Calberac, les films « *posent la question de l'écriture filmique en géographie qui a déjà fait l'objet de multiples contributions qui ont mis en évidence les apports de ce médium au regard de ses contraintes, notamment techniques.* » Calberac mentionne les articles de Browaeys (1999) ; Collignon (2008) ; Hallair (2007a), auxquels on peut ajouter ceux de Laulan (Laulan, 1978), et la thèse de Juhane Dascon (2009) intitulée « *Les acteurs paysans du tourisme au Kilimandjaro, Écriture filmique & écriture textuelle comme mode de compréhension des dynamiques géographiques* ».

- Film versus écrit : Quel rapport à l'instant et au réel ?

Lors d'une réunion de suivi de thèse avec le comité de pilotage, temps précieux dans l'avancée du travail, une question s'est retrouvée propulsée au centre de la discussion. Il s'agissait de déterminer si l'écriture audiovisuelle avait le pouvoir de résoudre une vieille question, celle du rapport à l'instant. Autrement dit, est-ce que le film permet d'être dans l'instantané et d'accéder au discours brut ?

En effet, si le film est une construction, il donne une impression, une illusion d'immédiateté pour le spectateur. L'écriture scientifique conventionnelle à l'aide de signes graphiques place le lecteur dans une temporalité qui est en soi une distance, une non-présence de celui qui écrit, mais aussi de la personne enquêtée, là où le film permet au spectateur de « vivre » le terrain. Contrairement au texte écrit, l'écriture filmique ne demande pas au spectateur de le croire sur parole. L'écrivain peut feindre la réalité sans l'avoir vécue, mais pas celui qui filme. La technique même implique que ce qui est représenté a bien été présent. Le film comme l'image adhère à la réalité, la « cible » étant réelle (Barthes, 1989) ou pour le dire autrement, « *apparemment, tout ce que l'on voit sur l'image est vrai, réel, n'a pas été fabriqué* » (Laulan, 1978).

Mais à partir du moment où celle-ci est capturée, elle devient dissemblable des paysages et des personnes, qui continuent à vivre (Barthes, 1980). La citation de Barthes « *l'image ne peut pas tout* » (Barthes, 1980) résume à elle seule l'idée selon laquelle l'image ne peut pas prétendre se substituer à la réalité (Browaeys, 1999). Même si ce que le spectateur voit et entend a forcément existé devant la caméra, il s'agit d'un instantané du réel qui n'a duré qu'un instant, et qui se retrouve figé par le film, érigé en donnée scientifique (Laulan, 1978, p. 15).

Le film donne l'impression au spectateur qu'il peut voir et entendre par lui-même, là où les sons et les images auxquels il accède sont passés par un double filtre :

- Celui de l'objectif de la caméra au moment du tournage avec d'un côté ce qui est présent à l'écran et de l'autre ce qui est absent, occulté ((Laulan, 1978). Il y a ce que le chercheur choisit de capturer entrant dans le champ de la caméra, au contraire de ce qu'il choisit de ne pas capturer, qui se trouve dans le hors-champ.
- Celui du montage (ce que le chercheur choisit de montrer et l'ordre dans lequel il décide de le faire).

Il convient ici de citer Browaeys : « *Cadrer c'est le fondement même de la photo et du cinéma. Cadrer c'est choisir, c'est-à-dire admettre ce que l'on verra et entendra, et rejeter, hors champ, une large partie de la réalité spatio-temporelle qui environne l'opérateur.* » Celui-ci ajoute que « *proposer des images de la réalité observée c'est à la fois montrer et représenter c'est-à-dire déjà interpréter la réalité (…) L'image que l'on donne à voir se veut un miroir du réel, elle est toujours la trace d'un regard sans qu'il soit possible de démêler précisément la part de l'information de celle de l'interprétation.* » (Browaeys, 1999, p. 26). Il n'y a pas production de texte sans un stylo et une main pour l'écrire, mais il n'y a pas non plus d'image sans un regard et un appareil photo ou une caméra pour la saisir. Les images comme le texte reflètent, à priori, le point de vue de leur auteur (Browaeys, 1999 ; Calberac, 2010 ; Buire, 2011 ; Staszak, 2014 ; etc.). Il y a toujours construction (*Ibid.*). Par essence, écrire, filmer, ou prendre une photo, c'est proposer sa vision, sans oublier la captation sonore – car l'endroit où est placé le micro fait sens lui aussi. Mais une fois créés, le film ou l'image sont interprétables de façon plurivoque. Comme un texte écrit ?

Selon Jean-François Staskaz (en référence à Eco, 1979), « *un film, tout comme un texte littéraire, est une « œuvre ouverte » dont les multiples significations émergent avec et selon la participation active des spectateurs* » (Staszak, 2014). Il s'appuie sur la théorie de la coopération textuelle développée par Umberto Eco dans laquelle le lecteur est considéré comme une partie essentielle du processus de signification, capable de décoder les mondes possibles du récit, venant remplir les multiples blancs du texte. En effet, les films comme les livres ne contiennent pas de sens immanents et ne sont jamais totalement explicites. On convient que dans les deux cas, la lecture/le visionnage implique un tiers absent du moment de l'écriture/de la réalisation du film : là le lecteur, ici, le spectateur.

Il n'y a pas une, mais des lectures des images et des films. Les questions de classe, de genre, d'orientation sexuelle, de culture et d'appartenance ethnique influencent les interprétations des spectateurs, ainsi que la manière dont ceux-ci se perçoivent eux-mêmes (Staiger, 1992). Même si cette lecture est guidée par un commentaire écrit ou oral (par exemple une légende pour une photo ou une voix-off pour un film), la polysémie demeure.

Pour Xavier Browaeys, les images « *sont sujettes à une grande diversité d'interprétations au gré des regards qui les examinent* » (Browaeys, 1999). L'image étant « *grosse d'une charge incontrôlée* » (Browaeys, 1999), comment gérer les contradictions, les discordances de sens qu'elle véhicule ? C'est justement le caractère plurivoque des images qui en fait la richesse : « *ce jeu d'exposition aux multiples facettes offre au lecteur une liberté de jugement et d'interprétation fondée sur une richesse d'informations de diverses natures, et lui permet de confronter, dans une plus grande liberté d'esprit, son propre système d'intuition et de déduction à celui de l'auteur* » (Louveau de la Guigneraye & Arlaud, 2007). Pour rendre ce propos plus concret, il suffit de donner un exemple : celui d'un plan du film *Fogo na Boca*, dans lequel une femme porte sur sa tête la cuvette blanche d'un siège de toilette (**figure 3.6**). Elle marche seule, sur un chemin de terre qui contourne la lave d'où s'échappe gaz et vapeur d'eau en second plan. Pour Clive Oppenheimer, volcanologue et réalisateur, cette scène est la

plus puissante du film, celle qui est venue le « percer » pour reprendre l'idée du *punctum* de Barthes. Pour le dire autrement, cette image affecte en même temps qu'elle permet une compréhension sidérante, d'accéder au vécu d'une personne. Pendant les quelques secondes que dure le plan, on est « touché » par toute la force et la vulnérabilité de cette femme. Bien qu'elle soit de dos, on peut deviner, par son maintien, son corps, ses vêtements, qu'elle n'est plus jeune. On peut ressentir l'effort et la pénibilité physique qu'elle endure, toute l'énergie qu'elle met pour sauver son bien, et l'on comprend par là à quel point ce siège de toilette est précieux à ces yeux. Cette femme est prête à souffrir pour sauver ce bien-là, parce qu'il s'agit sûrement pour elle d'un objet de grande valeur. Pour l'acquérir, elle a dû bien probablement travailler dur dans les champs.

Et pourtant, en montrant la même image au colloque international à Praia en novembre 2015, avec un public essentiellement constitué d'experts scientifiques et d'institutionnels ayant travaillé sur l'éruption de Fogo, au moment de cette scène du film, les rires ont éclaté dans la salle. La différence entre ces réceptions et sensibilités montre qu'il n'y a pas une mais des interprétations possibles d'une même scène, et que le spectateur « monolithique » n'existe pas (Jost, 2016). Mais comment expliquer ce rire ? Il y a d'un côté le burlesque, incongru, de voir une femme coiffée d'un siège de toilette, objet trivial relevant de l'hygiène intime. L'action de cette femme rompt avec l'ordre normal des choses, créant ainsi un sentiment d'absurde. Il y a aussi, pour une personne appartenant à un pays européen ou à « l'élite » capverdienne, un décalage de perception entre l'importance que cette femme accorde à cet objet, et sa propre perception concernant celui-ci. Pour une personne avec un niveau de vie économique supérieur, un siège de toilette constitue un bien normal, usuel, courant, voire dégradant, car évoquant la saleté corporelle (Marche, 2003). Le rire peut être lié à de la gêne aussi (Pagnol, 1990 [1947]). S'opposent alors ici les lectures de l'audience (ce que les spectateurs ont tiré comme interprétations de la scène) et l'intention de la réalisatrice (ce que la réalisatrice désirait proposer comme significations dans son film). Cet exemple met l'accent sur la diversité d'interprétations en fonction des publics, l'imprévisibilité de la réception. L'actualisation sémantique d'une œuvre, quelle que soit sa nature, échappe à son auteur (Eco, 1979, p.232).

Figure 3.6. Une femme âgée et son siège de toilette (Chouraqui, novembre 2014).

❖ Par l'écrit ou sur l'écran : faut-il choisir ?

« L'écriture filmique » ouvre une dimension nouvelle à la recherche, permettant de faire parler autrement la réalité sociale étudiée. Elle permet de découvrir l'humain, le territoire, au travers d'une autre facette : les sens et le sensible. Elle constitue un véritable mode de connaissance, tout aussi pertinent que l'écriture classique, et permet d'abonder et d'enrichir la production scientifique à différents niveaux (comme expliqué plus haut).

Il ne s'agit pas d'opter soit pour l'audiovisuel, soit pour l'écrit. Tout comme la présence de graphiques, de schémas ou de photos dans la thèse permettent de dire, « *mieux, plus vite et plus clairement que ne le ferait le texte* » (Laulan, 1978, p. 14) et viennent s'articuler à celui-ci, contrairement à ce qu'écrit Laulan, ces moyens de figurer le réel ne viennent pas remplacer l'écrit. Pour le film et l'écriture, la question de l'articulation entre ces différentes écritures est plus complexe : comment créer des ponts entre ces deux types d'écriture aux formats différents ? L'évolution rapide des « *techniques numériques permet d'envisager de nouvelles modalités de restitution dans le croisement de différentes écritures* » (Louveau de la Guigneraye & Arlaud, 2007, p. 105). Dans un document Word, il est bien évidemment possible d'insérer des images fixes, mais aussi, en théorie, des fichiers audio/vidéos. Néanmoins, dans la pratique, l'insertion de vidéos n'est pas encore totalement au point. Par contre, avec un document numérique en pdf, il est tout à fait possible d'avoir recours à des liens grâce auxquels le lecteur peut accéder aux vidéos en ligne, comme c'est le cas dans cette thèse.

Comme l'indique Chapouillé « *le film seul, comme le texte seul, à toutes les qualités pour être autonome* » : il ne s'agit donc pas tellement d'une concurrence que d'une complémentarité ou d'une complicité entre ces deux écritures (Chapouillé, dans Fontorbes & Granié, 2016, p.12). Pour le dire autrement, ce n'est pas filmer au lieu d'écrire, c'est filmer et écrire, et y compris écrire sur le film. C'est un dialogue. Films et textes sont donc autonomes, mais ne sont pas isolés, et peuvent communiquer, s'alimenter l'un l'autre, donnant naissance à de nouvelles formes d'écritures, articulant le son, l'image et l'écrit (Louveau de la Guigneraye & Arlaud, 2007).

3.4. La géographie en cinéma : histoire d'une idylle encore mal assumée

Ce titre doit se lire de deux manières simultanées : tout d'abord il désigne la portée géographique propre ou spécifique au cinéma ; mais en même temps il indique que la géographie fait partie intégrante du cinéma. L'un et l'autre s'appartiennent de manière essentielle, ou, pour reprendre l'expression de Jacques Rancière, sont « *deux mises en forme du monde qui s'entr'appartiennent* » (Rancière, 2004, cité par Pleven, 2015, p.1). Au reste, il serait également possible de partir de l'énoncé inverse : « Le cinéma en géographie ». On constaterait alors que l'inversion révèle aussitôt une symétrie par rapport à la première : si le cinéma n'est pas concevable sans géographie, la géographie peut elle aussi être cinématographique.

Cette implication mutuelle doit être comprise comme une tension entre « deux écritures de l'espace » en sortant de la façon classique de lier cinéma et géographie en faisant « de l'un l'objet de l'autre » (Pleven, 2015, p.1, en référence à De Baecque, 2008, p.40). Autrement dit, à ne pas considérer la géographie comme objet du cinéma, ou à l'inverse, le cinéma comme objet de la géographie.
Sortir du rapport sujet/objet ne revient pas à prétendre une quelconque « *équivalence entre ces deux modalités d'écriture mais leurs articulations possibles* » (Pleven, 2015, p.2). Il s'agit ici d'examiner cette articulation du cinéma et de la géographie, et plus particulièrement de mieux comprendre comment la géographie s'est emparée du cinéma et en quoi cela forme et performe une ouverture pour la discipline.

3.4.1. Géographie et cinéma : Deux moyens d'embrasser le monde.

Selon Serge Daney[12], cinéma et carte de géographie partagent une promesse commune, une promesse de voyage, de déplacement de la personne vers un lieu autre que celui où elle réside (Daney, 1992), celle d'offrir « *l'expérience du voyage et de l'ailleurs* » (Staszak, 2014). Cette promesse oblige à questionner les objets qui animent aussi bien le cinéma que la géographie : lieux, espace, territoire, voyage, déplacement, dépaysement.

- **Géographie, fille du voyage et parente inavouée du tourisme ?**

Dans une perspective chronologique, c'est tout d'abord la relation entre géographie et voyage qui va être explorée. Ce lien n'est plus à prouver, la géographie étant « *dans la tradition occidentale (…) largement fille du voyage, des grandes et des petites découvertes, de l'exploration méthodique »* (Tissier, Lapouge, Lézy, & Lasseur, 2001). Dans sa thèse, Yann Calberac soutient que les récits de voyageurs ont « *alimenté à la fois les connaissances et l'imaginaire des géographes »* (Calberac, 2010, p. 43). Les plus grands voyageurs comme Soleyman, Marco Polo, Christophe Colomb, Vasco de Gama, Albuquerque, Magellan, Jacques Cartier, Byron, ont fait rêver des générations de géographes. « *D'autres, moins connus, ont pourtant profondément marqué l'histoire de la découverte géographique, comme Ibn Battûta, Cook, Humboldt, Caillié, Livingstone, Shackleton, ou encore, après la Première Guerre mondiale, Thesiger, Victor et Monod, par exemple »* (Lecoquierre, 2010).

Bruno Lecoquierre explique que le voyage constitue « *une activité fondamentalement géographique puisqu'elle se rapporte à la pratique physique et concrète de l'espace géographique par les hommes pour leur travail et leurs loisirs* » (Lecoquierre, 2010) et cite Roger Brunet qui consacre le voyage au rang de « sport naturel des

[12] «*J'ai le sentiment (…) d'avoir développé très lentement mon rapport avec les images, surtout le cinéma, sous les auspices d'une image plus importante que toutes les autres qui est la carte de géographie, qui est le petit Atlas Larousse* » (interview du critique de cinéma Serge Daney réalisée en 1992 par Regis Debray ; cf. vidéo disponible en ligne).

géographes » dans « Les mots de la géographie » (2005). Néanmoins, comme le souligne Jean-Louis Tissier, le géographe actuel a plus tendance à effacer les traces du voyage (Tissier & al, 2001). Un géographe ne part plus en voyage, il part en mission. Derrière cette distinction se cache :

- Un besoin de différenciation des pratiques géographiques par rapport aux pratiques touristiques auxquelles renvoie aujourd'hui le terme de voyage. En effet, si le voyage se trouve traditionnellement associé à l'exploration et à l'aventure, au courage, son imaginaire est menacé de l'intérieur par le développement du tourisme, qui constitue aujourd'hui la forme la plus courante du voyage (Lecoquierre, 2010 ; Urbain, 2002). La figure du touriste représente la forme péjorative du voyageur qui « *dépouille dans l'instant le voyageur de sa qualité principale : voyager. Sur ce point, le préjugé ordinaire est formel : le touriste ne voyage pas. Adepte des " circuits ", il ne fait que circuler. Cela suffit à faire de ce voyageur un mauvais voyageur : un nomade aux pieds plats* » (Urbain, 2002).

- Un besoin de reconnaissance scientifique de la discipline géographique, décriée dans les années 70-80 comme trop descriptive, pas assez analytique, et qui *« aspire à être une grande fille-modèle dans la famille des sciences sociales (…) tolère mal le voyageur qui traîne ses pataugas barbouillés d'empirisme »* (Tissier, Lapouge, Lézy, & Lasseur, 2001). Pas de voyage, mais des missions, pas de photos ou de films, mais des cartes et du SIG, des outils nobles (Browaeys, 1999). Là où le voyage est synonyme d'errance, de flânerie, la mission est, elle, déterminée, planifiée à l'avance.

- D'après l'hypothèse de Xavier Browaeys (1996), dans le même mouvement visant à donner du crédit à la discipline, les géographes se seraient dotés d'« *outils scientifiquement nobles* ». Ainsi, la télédétection ou le SIG, qui attestent de *« la capacité de la discipline à accueillir les innovations liées à la révolution électronique »* (Browaeys, 1999), sont des outils « pro » de spécialistes réservés à l'usage professionnel. Si la discipline géographique s'est montrée « hostile » à l'utilisation de l'audiovisuel, ce n'est donc pas en tant qu'innovation technologique, mais à cause de la connotation négative associée à son usage (Browaeys, 1996). Appareils photographiques et caméras sont des outils « communs » à l'usage très répandu, à la fois accessibles techniquement et financièrement. Ils sont devenus les « compagnons » indispensables des touristes. Suivre ce raisonnement revient à dire que les principaux freins à l'utilisation et à l'enseignement des techniques photographiques et filmiques ne sont donc pas d'ordre technique, mais psychologique (Hallair, 2007), ces outils n'étant pas considérés comme géographiques (Browaeys, 1999 ; Chenet, Simoes, & Laurent, 2011) : *« tout se passe comme si seuls les mots, les chiffres et les cartes étaient scientifiquement légitimes »* (Browaeys, 1999).

Tout comme le film et la photo devraient être reconnus comme des « *moyens privilégiés de la restitution du regard* » (Browaeys, 1999), la part aléatoire du voyage et les imprévus font partie de la recherche, tout comme l'implication subjective du chercheur est essentielle dans la manière de pratiquer et de restituer l'enquête (on rappelle ici que le **chapitre 5** aborde les questions de l'imprévu et de la subjectivité de manière détaillée). Cette citation d'Augustin Berque (1996) dans laquelle il revendique son expérience de voyage, vient plaider pour une réconciliation entre géographie et voyage : « *Le voyage est ainsi le moment où le géographe est humain sur la terre, moment à la fois de connaissance, c'est son métier, sa mission, et de conscience, de prise de terre... A-t-il une conscience différente de celle du commun des voyageurs ? Cela dépend un peu de sa conception de la géographie et de la part qu'y tient l'expérience.* »

◆ Découvrir le monde avec le cinéma

« Il m'est égal de lire que les sables des plages sont chauds, je veux que mes pieds nus le sentent. »
André Gide, Les Nourritures terrestres, 1897

Dès les premières années de sa naissance, le cinéma s'inscrit dans une « *culture visuelle qui est proche de celle de la géographie* » (Staszak, 2014). C'est un géographe, Jean Brunhes, qui est nommé à la direction scientifique du projet des Archives de la Planète. Entre 1909 et 1931, ce projet qui avait pour objectif d'explorer le monde pour saisir les différentes réalités culturelles a permis de rassembler une centaine d'heures de films, ainsi que 4 000 stéréoscopies et 72 000 autochromes dans une cinquantaine de pays.

La célèbre formule de Victor Hugo, « *lire c'est voyager* », peut être transposée au cinéma. En effet, voir un film, n'est-ce pas aussi voyager ? Ce détournement expose bien comment le voyage est à la base de l'expérience cinématographique et conduit à se poser la question de ce que l'on cherche dans un film. À travers le cinéma, le spectateur s'évade de la réalité, de l'ordinaire, son quotidien disparaît le temps du film, temps durant lequel il se laisse transporter dans un monde imaginaire. À partir du moment où il est captivé par le film, le spectateur se laisse alors guider dans un autre univers. Un autre monde, peuplé de cow-boys ou de zombies. Les romans comme les films – sont des voyages. Dans Madame Bovary, Gustave Flaubert raconte comment le personnage principal, Emma Bovary, cherche à s'évader de l'univers décevant de la campagne normande, en multipliant les lectures, les romans dépaysants ou romantiques, éloignés de son quotidien.

Par l'expérience de voyage qu'il propose, le cinéma ne permet pas seulement de s'évader, il permet aussi de découvrir de nouveaux horizons et de réfléchir à ce qui nous entoure. Pour Jean-François Staszac, *« l'expérience cinématographique est ainsi celle d'un déplacement, et c'est en ce sens une expérience géographique »* (Staszak, 2014). La découverte d'autres cultures, d'autres pays, l'ouverture à l'Ailleurs, à l'inconnu, sont autant d'éléments qui intéressent directement la géographie. C'est une dimension que l'on retrouve dans de nombreux films, le dépaysement constituant « *le ressort évident de certains genres cinématographiques comme le film d'aventure ou le western* » (Staszak, 2014). Dans les premiers films réalisés par les opérateurs Lumière, il y a de nombreux films de voyages – et les premiers travellings sont fait l'un sur une gondole à Venise et le second en Asie sur un pousse-pousse. Y compris au niveau technique, l'invention du cinéma permet la réalisation de prises de vues panoramiques, qui cherchent à donner, *in fine*, « *une conscience accrue de l'espace* » (Castro, 2011, p. 68), ce qui, d'après Teresa Castro, renvoie ainsi à la raison première de toute carte. Voir un film, c'est donc une porte ouverte à cette connaissance accrue, à cette compréhension du monde autre que le savoir savant, à la découverte des différences et des similitudes, à cette rencontre avec l'humanité : un voyage géographique. Nul besoin d'un film exotique pour permettre au spectateur d'enrichir ses connaissances et de se confronter à l'Autre. Voir des films en prise directe avec le monde connu, permet au spectateur de se rendre compte de la diversité des conditions et trajectoires de vie au sein de son territoire et de mieux comprendre sa propre société. C'est aussi sa propre vie que le spectateur peut placer en miroir et en interrogation dans des films qui lui parlent de problématiques proches des siennes. Cet apport du cinéma rejoint des préoccupations actuelles de géographes, qui s'intéressent aux questions d'inégalités sociales au sein des territoires et aux discours des populations sur leurs espaces de vie.

3.4.2. Frilosité et attirance des géographes français pour le cinéma

« La discipline qui a le plus vocation à décoder l'espace n'a-t-elle pas tendance dans ses recherches, à exorciser l'image ? »
Châtelain, 1989, p.6

Existe-t-il, comme l'indique Châtelain, une réticence propre à la géographie par rapport à l'utilisation de l'image ?

La réponse est oui, mais pas seulement. En effet, même si l'image occupe encore une place marginale en géographie, ce fut aussi le cas dans les autres disciplines des sciences humaines (Browaeys, 1999). Toutes ont pendant longtemps rejeté l'image, qu'elle soit fixe ou animée, comme « *porteuse d'une réputation d'illusion, de leurre et de mensonge face à la solide légitimité, sous contrôle, de l'écrit et du calcul* » (Browaeys, 1999). Seule l'ethnologie, depuis Jean Rouch, fait figure d'exception. Pour Hélène Guétat-Bernard, ce constat apparaît comme logique dans la mesure où la géographie comme la sociologie découvre depuis les années 1990 que le rapport à l'espace est marqué par des points de vue (Guétat-Bernard, 2007). La géographie n'est donc ni plus, ni moins effrayée que les autres, dans le sens où l'écriture audio-visuelle vient questionner la suprématie du texte écrit scientifique et le sens individuel du rapport à l'espace. Mais cette réserve de la géographie à se saisir de l'image semble frapper davantage que pour les autres disciplines. Deux principaux aspects sont mis en avant (Faugères, 1987 ; Browaeys, 1999 ; Hallair, 2007 ; Calberac, 2010 ; Chenet, 2011) :

- D'un côté, l'étonnement provoqué par le manque d'audace des géographes à s'emparer de cet outil d'expression est attribué en partie à la proximité élémentaire entre géographie et cinéma. Parce que le cinéma et la géographie sont si proches, la géographie aurait dû être la première des sciences humaines à promouvoir l'image. Mais n'est-ce pas justement cette « entr'appartenance » qui a alimenté la méfiance de la géographie envers le cinéma ? En effet, qu'est-ce qui distingue un film géographique d'un film qui ne l'est pas ? Cette mutualité ou réciprocité foncière pourrait en partie expliquer le besoin de la géographie de maintenir son indépendance par rapport au cinéma, et ainsi d'affirmer son existence propre et inaliénable, pour ne pas être confondue avec un art.

- De l'autre, l'image se trouve au cœur de la société[13] et, en tant que telle, est interrogée par plusieurs chercheurs. Plusieurs articles déplorent en effet le manque de place accordée au film comme outil de recherche et d'enseignement dans les cursus universitaires. Un peu comme si la géographie avait raté une opportunité par manque d'audace et de témérité devant cette « *terra incognita* » selon l'expression de Xavier Browaeys (Browaeys, 1999, p. 26).

Ainsi, même si les tentatives pour s'emparer de *« cet outil capable d'enregistrer les images en mouvement d'ici et d'ailleurs, et pourquoi pas, capable de faire entrer le terrain dans la salle de projection* » remontent au tout début du cinéma, elles ont été aussi exceptionnelles que sporadiques : on connaît aujourd'hui surtout l'œuvre de Jean Brunhes, cité précédemment, premier géographe à s'engager dans la voie du film avec les Archives

[13] « *La prolifération récente des écrans plonge nos sociétés dans un bain continuel d'images animées à fort effet de réel. Il s'agit moins d'un changement quantitatif que d'une mutation sociétale, voire ontologique. Ses dimensions spatiales ont été peu explorées, alors que c'est rien moins qu'une nouvelle géographie qui se met en place. Le monde, pour beaucoup, est devenu cinématographique* » (Staszak, 2014).

de la Planète d'Albert Kahn. On connaît moins celle d'autres précurseurs, comme Emmanuel Martonne dans les années 1930 (Simoes, 2012). Il faut attendre les années 50 avec la création du centre audiovisuel de l'ENS de Saint-Cloud pour que le flambeau soit repris, avec des expérimentations mêlant films pédagogiques, conception de maquette de films et films de recherche (Calberac, 2010, p. 53 ; Simoes, 2012, p.5). C'est à partir de cette même époque que « *des géographes français ont commencé à réaliser des films liés à leur terrain de recherche* » en particulier Claude Collin-Delavaud et Jean Malaurie (Simoes, 2012, p. 6).

Mais c'est à partir des années 60/70, moment où la discipline géographique cherche à se réinventer, que la réalisation de films géographiques prend son véritable essor (Lefort & Calberac, 2009). On assiste alors à la création de « films-laboratoires, » qui expérimentent les possibilités qu'offre le film comme outil d'enquête, d'expression, de production, de diffusion et de formation des savoirs géographiques (Calberac, 2010, p. 113 ; Simoes, 2012). À partir de cette période, le nombre de géographes « pionniers » augmente (Staszak, 2014). Sont cités les noms de Philippe Pinchemel, Jean-Louis Tissier, Claude Collin-Delavaud, Lucien Faugères, Luc Federmeyer, Jean-Loïc Portron, Olivier Archambault (Browaeys, 1999 ; Hallair, 2007). Ceux-ci ont participé de façon active à promouvoir l'audiovisuel en géographie, par la réalisation de films, d'articles sur la question et de structures dédiées au développement et à la diffusion d'une géographie audiovisuelle.

Si encore dans les années 90, il était dit que « *les géographes ont manqué, ou sont en train de manquer, la révolution de l'audiovisuel, en dépit des efforts de quelques-uns (...), ce qui dans un monde de l'image est grave* » (Delmasso, 1986, cité dans Faugères, 1987), aujourd'hui, le discours se veut plus positif. On trouve écrit par exemple que « *les géographes sont de plus en plus nombreux à réaliser des films documentaires et à les considérer comme de véritables documents de recherche* » (Chenet, Simoes, & Laurent, 2011, p. 1). Il existe une grande diversité des productions filmiques, mais aussi des recherches portant sur la portée géographique d'œuvres cinématographiques (Staszak, 2014). Trois principales postures ou « positions de recherche » (Pleven, 2015) sont observées :

1. Celle du « *géographe spectateur impliqué dans le partage du sens géographique d'un film.* » Les analyses des géographes concernent le plus souvent la portée géographique du cinéma, considéré dans sa capacité à rendre compte de l'organisation spatiale, de l'influence des sociétés sur l'espace et vice-versa, des rapports entre un territoire et ses habitants. Il peut être question (1) d'analyser un film : les représentations spatiales de la montagne et de la neige dans le film de Stanley Kubrick, *Shining* (Bourgeat, 2017), l'imaginaire géographique de la ville de Coruscant dans la saga *Star Wars* (Musset, 2005), la question des étapes de la migration et celle de l'image du migrant dans le film *Dheepan* (Goreau-Ponceaud & Veyret, 2016). Mais il peut aussi s'agir (2) d'étudier une problématique géographique à travers un corpus de films, ou alors de s'attacher à un ensemble de l'œuvre d'un réalisateur. Enfin (3), l'analyse peut aussi porter sur la géographie du cinéma, où l'on étudie alors le développement spatial de cette industrie, ses espaces de production et de consommation.

2. Celle du *« géographe passeur accompagnant l'écriture d'un récit filmique par ses élèves. »* Cette démarche permet à des étudiants en géographie de réaliser des films dans le cadre de leur cursus universitaire, afin d'acquérir les bases indispensables au maniement du langage audiovisuel, dans une formation alliant analyse et réalisation filmique (Browaeys, 1999 ; Hallair, 2007 ; Chenet, Simoes, & Laurent, 2011). Pour reprendre les mots de Béatrice Collignon, l'idée n'est pas de *« former des « pros » en cinéma documentaire, mais on est sûr de former de meilleurs géographes, parce qu'ils sont passés par un cursus de réalisation d'images* » (Béatrice Collignon, citée dans Fontorbes & Granié, 2016, p.82). Ainsi, le film documentaire *Na Boca de Fogo* réalisé dans le cadre du Master 2 Recherche « Géographie des pays émergents et en développement » de l'Université

Paris 1 Panthéon-Sorbonne n'est pas un film « pro », mais sa réalisation a joué un rôle moteur dans le désir de réaliser une thèse, et a également été l'un des outils de valorisation du programme MIA-VITA. Par ailleurs, cette réalisation audiovisuelle qui s'ajoute à un mémoire, n'apparaît pas sur le diplôme final et n'est donc pas bien valorisée (Marie Chenet, citée dans Fontorbes & Granié, 2016, p.76). Cette offre d'encadrement à la réalisation de documentaire scientifique à Paris 1, mise en place en 1996 à l'initiative « *de Xavier Browaeys et Paul Châtelain, deux grandes figures de la géographie passionnés de cinéma* » ((Marie Chenet, citée dans Fontorbes & Granié, 2016, p.75), existe toujours aujourd'hui. Après Béatrice Collignon, Bernard Surugue, c'est Marie Chenet, géographe et réalisatrice, qui encadre aujourd'hui cette formation. Il y a aussi :

- Le pôle « Image » de Paris 8 crée par Olivier Archambeau et Marie Chenet, qui propose des formations sous forme de projets tutorés (L1, L2, L3), de formation plus approfondie en L3. Il existe également un accompagnement à la réalisation de films et de mémoires dans le cadre des M1et M2 Pro et Recherche.

- À Caen, le géographe Benoît Raoulx coordonne des ateliers de « Création cinéma documentaire et recherches en sciences humaines » dans le cadre du programme FRESH, « Film et Recherche en Sciences Humaines, » qui s'appuie sur un partenariat entre la Maison de la Recherche en Sciences Humaines (MRSH) de l'Université de Caen Basse-Normandie, la Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne (MSHB, Rennes), la Maison de l'image Basse-Normandie (maintenant Normandie Images avec la fusion des deux régions), et le soutien d'institutions culturelles (DRAC, Région).Cette formation est offerte hors-diplôme et n'est pas réservée aux seuls géographes, son originalité étant de réunir des jeunes réalisateurs en voie de professionnalisation et des chercheurs en SHS.

- Depuis septembre 2016 à l'Université Bordeaux-Montaigne, plusieurs géographes, dont Béatrice Collignon, Marie Bodin et Chloé Buire, ont participé « *au montage d'un parcours « Images » dans un nouveau master de géographie intitulé Innovations Territoriales et expérimentations* » (Béatrice Collignon, citée dans Fontorbes & Granié, 2016, p.82). Enfin, en dehors des frontières françaises, l'Université de Genève a mis en place un cours intitulé « *Atelier de réalisation de films documentaires en géographie politique et culturelle* », animé en 2016/2017 par Juliet Fall, Clémence Lehec et Nicolas Senn en collaboration avec les *StudiosMédiasUnis*. Les films des étudiants sont mis en ligne directement sur le site de l'université.

3. Enfin, la dernière « position de chercheur » évoquée par Staszack (2014) est celle du « *géographe vidéaste engagé dans l'action de réalisation d'un film* » qui se sert de l'outil audiovisuel comme moyen d'expression et de valorisation de ses recherches (Pleven, 2015). Parmi ceux-ci, « *de plus en plus nombreux,* » (Chenet *et al.*, 2011, p. 2), il devient difficile de dresser une liste, celle proposée ici n'est pas exhaustive : Béatrice Collignon, Martine Tabeaud, Jean-Marie Théodat, Marie Chenet, Bernard Charlery de la Masselière, Hélène Guetat-Bernard, Juhane Dascon, Olivier Bories, Maurizio Memoli, Benoît Raoulx, Yann Calberac, Marie Redon, Chloé Buire. Cette augmentation du nombre de réalisateurs-géographes rend *« difficile de chercher à caractériser une production où les innovations sont nombreuses, mais où les permanences le sont tout autant »* (Simoes, 2012, p.7). De plus, cette caractérisation est d'autant plus complexe à réaliser qu'un seul et même géographe peut expérimenter et mélanger plusieurs genres cinématographiques, comme c'est le cas dans cette thèse, où les genres documentaires, fictions et participatifs s'entrecroisent et se chevauchent dans les différents films.

La démarche menée dans le cadre de cette thèse est celle qui correspond le mieux à cette dernière posture du « *géographe vidéaste engagé dans l'action* » (Staszack, 2014), puisqu'elle s'appuie sur la réalisation de plusieurs films de manière quasi autonome depuis MIA-VITA. Les données audiovisuelles ne sont pas vues comme un moyen d'illustrer la recherche ou de la rendre plus attrayante, mais constituent un moyen d'élargissement et d'approfondissement du champ d'investigation en sciences sociales, capable de produire des connaissances. L'intérêt majeur du film de recherche est de percevoir, d'analyser et de restituer différemment que le texte. Parce qu'il « *permet de saisir l'état d'un corps et l'état d'une pensée* » (Mauss, 1934), il peut même paraître autrement plus efficace et puissant par sa capacité à donner à voir et à entendre. Loin d'être illustratif, il est source d'informations supplémentaires, novatrices, ne serait-ce qu'en permettant au spectateur de voir et de savoir d'où l'on parle et qui parle.

Le film constitue une autre approche en sciences sociales aussi bien sur le terrain (récolte de données), qu'au moment de l'analyse (traitement) ou de la diffusion des résultats. À toutes ces étapes, son usage oblige le chercheur à s'ouvrir à de nouveaux champs de compétences, à acquérir des savoirs, des savoir-faire et à s'interroger sur l'utilisation de ces nouveaux savoirs en sciences humaines, mais aussi en dehors de la sphère scientifique. Car l'une des particularités du film de recherche est justement d'être accessible aux non-chercheurs. Il permet ainsi de « *rendre audible le discours scientifique sans renoncer aux exigences propres à une recherche de qualité* » (Comité de rédaction de Tracés, 2011), basé sur un raisonnement solide.

Cette approche audiovisuelle, mais aussi participative, apparait justifiée au regard des objectifs et de la problématique. Les atouts quelles présente pour traiter ce sujet ne doivent cependant pas occulter les écueils possibles et les limites méthodologiques dans l'acquisition, l'analyse et la diffusion des données. Il va maintenant s'agir d'expliciter le détail de la méthodologie croisant ces différentes approches, et en aborder les difficultés.

Chapitre 4

Détails des méthodes et des outils

A casinha da montanha é frisquinha é bonitinha
La petite maison dans la montagne est fraîche et mignonne
A casinha da montanha é frisquinha é bonitinha
La petite maison dans la montagne est fraîche et mignonne
Qui não falta é amizade
L'amitié n'y manque pas
Ou lado da casinha a um pé de tabarieira
À côté de la maison il y a un pied de tamarinier
Ah cherinho desse flor, a cherinho desse flor
Ah le parfum de ces fleurs, à la parfum de ces fleurs
É cherinho da motanha
C'est le parfum de la montagne

Extrait de « *Casinha da montanha* » composée par Ze Fontes

Des outils d'enquête spécifiques ont été utilisés pour comprendre les mécanismes complexes des jeux d'acteurs sur le territoire. Il s'agissait en particulier d'appréhender le fonctionnement socio-psychologique des membres de la communauté ciblée ainsi que les blocages limitant l'accès au pouvoir de certains acteurs sociaux. Ces outils s'inscrivent dans le cadre de la démarche audiovisuelle et participative détaillée dans le **chapitre 3**. Ils visent à promouvoir les savoirs et à faire reconnaître les besoins des acteurs sociaux marginalisés de la scène politique.

Le chapitre est structuré en quatre parties. La première est consacrée à la présentation de la structure méthodologique globale de la thèse. Les trois suivantes présentent en détail les outils qui ont été mobilisés, selon une logique croisant (1) les trois phases de l'organigramme méthodologique général (voir figure 4.1) et (2) le positionnement des acteurs, selon qu'ils sont externes (acteurs institutionnels en charge de la gestion du territoire) ou internes (membres de la communauté vivant à Chã das Caldeiras) : la deuxième partie du chapitre porte ainsi sur les méthodes utilisées en phase 1 et 2 de l'enquête de terrain afin de comprendre les enjeux et jeux de pouvoir des acteurs externes et internes ; la troisième partie est centrée sur l'approche audiovisuelle, transversale. Elle débouche sur la quatrième et dernière partie, centrée sur l'étape de partage et de convergences des résultats de recherche, notamment par la diffusion des films.

4.1. Structure méthodologique globale de la thèse

4.1.1. Le schéma général

La **figure 4.1** propose un organigramme méthodologique global, mettant en évidence l'articulation et la complémentarité des méthodes dans une dimension chronologique par phase. Les méthodes choisies peuvent être regroupées en deux catégories complémentaires, chacune déclinant différents outils, dont les données obtenues pourront être croisées pour assurer leur fiabilité :

1ère catégorie : méthode d'investigation classique croisant outils qualitatifs et quantitatifs :

- **Méthode qualitative**, afin d'obtenir des informations précises, développées et approfondies auprès des différents types d'acteurs internes (communauté, groupes sociaux, structures de gestion locale) et externes (acteurs institutionnels aux différentes échelles), au moyen d'entretiens semi-dirigés. Il s'agit de saisir les discours et de creuser la complexité des phénomènes sociaux.
- **Méthode quantitative** et **spatiale**, pour valider les informations obtenues de manière qualitative avec le support d'un questionnaire privilégiant des réponses courtes, mais en nombre suffisant pour assurer la représentativité et la pertinence des données par rapport à la population-mère et leur géolocalisation.

2ème catégorie : méthode d'investigation participative et recherche-action (notamment filmique) :

- **Outils d'enquête participatifs :** au-delà des observations participantes qui visent à vivre le quotidien des pratiques et les crises aux côtés des enquêtés, les groupes de discussion mettent l'accent sur la production de données détaillées par les participants, en utilisant leurs propres mots dans leur propre contexte et environnement (Chambers, 1994 ; Pain et Francis, 2003). Ils permettent d'obtenir des données collectivement construites, reproduisant les conditions sociétales de prises de décision.
- **Une recherche-action** menée à différents niveaux : (1) un travail collaboratif sous forme d'atelier-projets avec deux groupes sociaux identifiés comme ayant un accès limité à la gestion locale des ressources dans un objectif d'échange et de renforcement des capacités par le film participatif ; (2) la médiation de réunions de concertation ; (3) l'accompagnement d'un projet de résilience suite à l'éruption 2014-2015 pour favoriser la reprise économique des relogés de Chã ; (4) la réalisation d'un film documentaire, faisant figure de « porte-voix » (Petit & Colin, 2009), afin de produire un outil de dialogue direct pour la 3ème phase du projet.

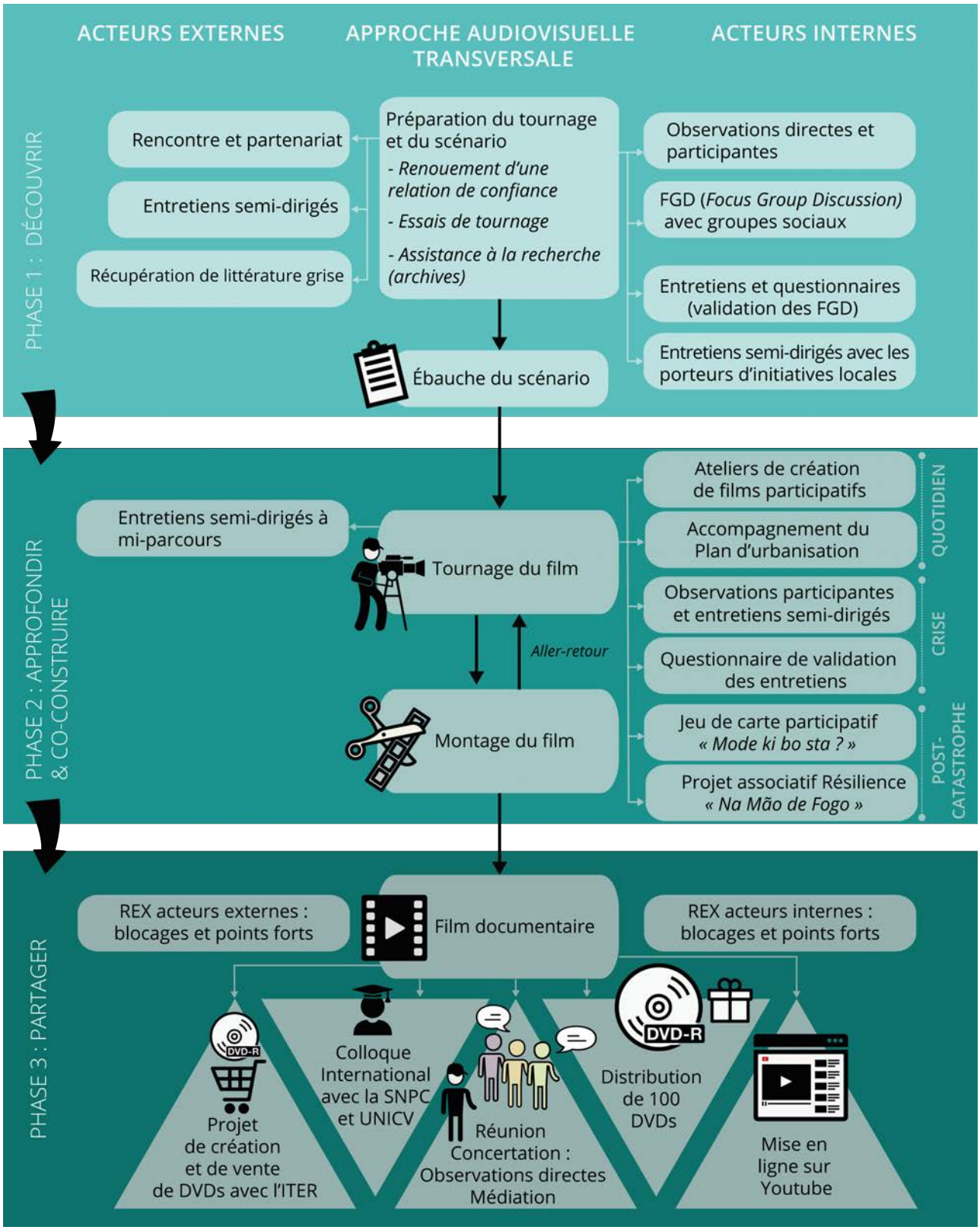


Figure 4.1. Organigramme méthodologique général et stratégies d'enquêtes en 3 phases.

4.1.2. Le rétroplanning

La thèse a suivi un calendrier sur cinq ans et neuf mois. Le tableau (**figure 4.2**) sur la page suivante présente la répartition des tâches dans le temps. Il est décrit de manière chronologique et détaillée en **Annexe 4.1**.

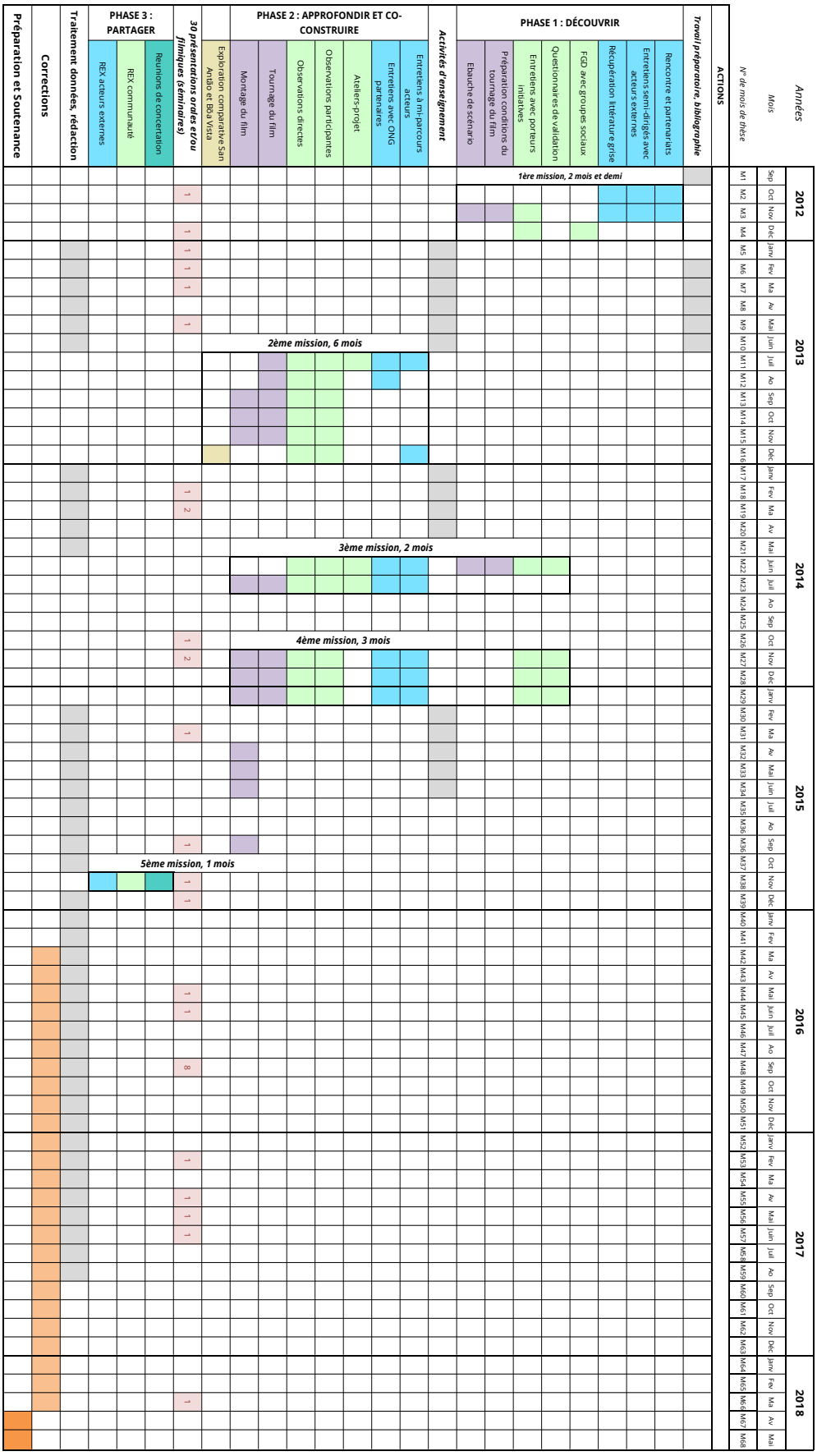


Figure 4.2. Calendrier du déroulement de la thèse.

4.2. Phase 1 et 2 : comprendre les enjeux et jeux de pouvoir internes et externes

Il s'agit ici de présenter les méthodes et outils qui ont été utilisés pour découvrir les enjeux et les jeux de pouvoir autour de la gestion des ressources, du risque volcanique, de la protection de la nature (phase 1), puis pour approfondir et co-construire des projets avec les acteurs externes et les acteurs internes au territoire (phase 2). La 1ère phase d'enquête s'est déroulée sur un total de 6 mois, répartis en 3 terrains (**figure 4.2**) :

- 2 mois et demi pendant la 1ère mission,
- 1 mois pendant la 3ème mission,
- 3 mois pendant la 4ème mission.

L'objectif était de préparer la phase 2 d'approfondissement et de co-construction, en établissant d'une part un contact et un partenariat avec les acteurs du territoire au moment de leur interview, et d'autre part en stimulant la volonté et la capacité d'action des habitants de Chã das Caldeiras s'appuyant sur différents outils complémentaires. Cette seconde phase s'est étalée sur onze mois de terrain, chevauchant la phase 1 pendant la 3ème et la 4ème missions (toujours la **figure 4.2**) :

- 6 mois pendant la 2ème mission,
- 2 mois pendant la 3ème mission,
- 3 mois pendant la 4ème mission.

4.2.1. Outils d'investigations auprès des acteurs externes

◆ Rencontre des acteurs institutionnels et entretiens semi-dirigés en phase 1

La rencontre (ou la reprise de contact après MIA-VITA) avec les acteurs institutionnels capverdiens et les responsables des dispositifs régionaux, voire internationaux, avait pour objectif (1) d'analyser les stratégies capverdiennes de gestion des espaces protégés à risque et leur insertion dans les directives internationales, et (2) de faire le lien entre l'idéologie, les stratégies sur place et les mesures concrètes et les éventuels blocages. La recherche d'informations qualitatives a justifié le choix de procéder par entretiens semi-dirigés.

❖ Désamorcer les craintes par rapport à l'approche audiovisuelle et construire les partenariats

Avant l'entretien, un DVD du film *Fogo na Boca* était donné, en mettant en avant les faiblesses du film. En effet, pour ne pas risquer de voir se fermer des portes, il fallait expliquer que ce film, qui inclut des passages de conflits directs opposant la population au pouvoir public, manquait d'un aspect institutionnel.

Ce fut l'occasion d'expliquer que ce premier film s'inscrivait dans une première prise de contact avec le terrain pendant le programme MIA-VITA, et que l'objectif pour la suite, dans le cadre d'une thèse en géographie, était de dépasser les conflits pour développer des partenariats entre les différents acteurs aux différentes échelles et de travailler sur l'acceptation sociale des mesures et la faisabilité d'un vrai dialogue autour de cette question. Comprendre les atouts et responsabilités de chaque acteur et d'identifier les contraintes, les blocages, les jeux d'acteurs sur le territoire habité de Chã das Caldeiras allait permettre de valoriser les forces des différents acteurs pour optimiser la gestion des ressources dans un contexte particulier de protection des hommes et de la nature. Cela nécessitait obligatoirement qu'ils jouent le jeu de participer aux prochains films de recherche.

La proposition d'un partenariat avec ces acteurs dans le cadre de la thèse s'est appuyée sur quatre arguments :

- Les grandes directives internationales, telles que le Cadre d'Action de Hyogo, les Objectifs d'Aichi, ou le Sommet de la terre à Rio+20, incitent les pays à développer un type de gestion novateur permettant de résoudre les conflits d'usage entre institutions et usagers des territoires, et de prôner la participation des populations locales.

- La gestion de la précédente éruption de 1995 a montré qu'il y avait eu un problème de coordination et d'acceptation sociale des mesures institutionnelles de relogement. D'après le rapport de l'ONU rédigé par Henry Gaudru, le conseiller scientifique de l'ONU, elle a été qualifiée de « difficile », les habitants de Chã das Caldeiras gardant en mémoire le manque de considération de leurs besoins primaires, dont ils ont été les victimes (atteinte aux droits fondamentaux).

- La gestion actuelle du PNF montre aussi des difficultés persistantes dans la mise en place des mesures de restriction de l'occupation du sol nécessaires à la protection de la nature, vécue par les habitants comme une atteinte à leur développement économique.

- Enfin, l'idée même d'entreprendre une thèse en pensant que celle-ci n'allait pas se faire dans un système d'échange, de partenariat, était inconcevable, en lien avec « ma » posture en tant que chercheuse. Ce dernier argument, et la manière d'aborder le rapport au terrain, sont analysés en **chapitre 5**.

Il est proposé aux acteurs d'être mobilisés à trois reprises au cours des terrains d'enquête :

Un premier rendez-vous (entretien de départ), pendant lequel sont posées une série de questions traitant de la protection des hommes, de la protection de la nature et du développement local à Chã das Caldeiras.

Un second rendez-vous (entretien à mi-parcours), où il s'agit de faire le chemin inverse, c'est-à-dire d'apporter des données issues des acteurs locaux et de la population, afin de ne pas rester sur une image figée et d'appréhender les évolutions.

Une ultime étape du travail (réunion-débat), lors de laquelle est organisée une rencontre multi-acteurs afin de travailler à partir des données filmées récoltées, pour aboutir à une charte commune, une boite à outils, un plan d'action.

Il est alors précisé aux acteurs que le film va être utilisé comme outil de médiation afin d'instaurer un dialogue entre la population et les acteurs institutionnels, et que cela implique d'être d'accord pour être filmé, et surtout partant pour jouer le jeu de la concertation (cf. projet pilote). En fonction de la réponse obtenue, il est alors proposé de filmer l'entretien.

Pour garantir la collaboration des participants, un M.O.U. (*Memory Of Understanding,* **figure 4.3**) a été préparé

avec chacun d'entre eux, stipulant les modalités de leur participation (financière et humaine). La validation des M.O.U. s'est faite lors de la 2ème phase, lors d'une seconde entrevue.

M.O.U. (MEMORANDUM OF UNDERSTANDING)

The purpose of this Memorandum of Understanding (here and after referred to as "M.O.U.") is to establish a partnership between …… and Floriane Chouraqui, PHD student in Toulouse 2 – Le Mirail, directed by Hélène Guetat Bernard (Pr), Bernard Charlery de La Masselière (Pr), and Pauline Teixeira (HDR), to enhance collaboration between the signatories.

This M.O.U. is not legally binding and does not now nor in the future create any contractual or pre-contractual obligations under any law or legal system. Nothing in this M.O.U. shall be construed as creating any liability, or obligations for any parties or as releasing any parties from their legal obligations.

GENERAL PRINCIPLES

This M.O.U. is about the analysis of the feasibility of a participative management of the volcanic protected area of Fogo, in Cape-Verde. It is based on the case study of Chã das Caldeiras village, which is situated both inside the Natural Park of Fogo, both inside the caldera of an active volcano.

COOPERATION INCLUDE

☐ Share of information

☐
☐
☐

☐ Human participation

☐ Meeting in Praia.
☐ Meeting in Chã das Caldeiras
☐

☐ Financial participation

☐
☐
☐

SIGNATORIES

Parties indicate their agreement to this M.O.U. by their signatures.
Each signatory may at any time terminate its participation in this M.O.U. by notification to the other signatories.
Endorsed in Praia, Cape-Verde, on .. /.. / 2012.

Figure 4.3. M.O.U. (Memory Of Understanding).

❖ Structuration des entretiens en phase 1 exploratoire

L'interview (filmée ou non), d'une heure environ, est ensuite menée en deux temps. Le premier temps concerne des questions sur l'organisation interne de l'organisme, son fonctionnement, ses programmes, sa stratégie d'action et sur son point de vue sur le déroulement de la dernière éruption de 95, la création du Parc Naturel de

Fogo et sur le participatif (**figure 4.4**). Les questions ont légèrement varié entre les acteurs de la gestion des risques, ceux de la protection de la nature ou du développement local administratif et politique. Seules sont présentées ici en exemple (**figure 4.5**) les questions posées aux acteurs institutionnels de la gestion des risques, le détail des questions posées aux autres acteurs peut être consulté en **annexe 4.2**.

1	Organisme : stratégies et programmes
2	Directives internationales
3	Développement durable (combiner protection de la nature, des hommes et développement local)
4	Partenariats
5	Gestion partagée
6	Perception du local
7	Impacts
8	Genre
9	Acteur : situation professionnelle et parcours

Figure 4.4. Les 9 grandes parties d'entretien avec les acteurs institutionnels (entretien de départ).

Thèmes abordés	Précisions pouvant faire l'objet de relances
ORGANISME : stratégies et programmes	Quelles sont les mesures concrètes sur le terrain particulier de Fogo face à la menace volcanique : · En matière de prévention ? · De gestion de crise ? · Quelles sont les difficultés liées à leur mise en place ?
DIRECTIVES INTERNATIONALES	Connaissez-vous le cadre d'action de Hyōgo ? Que pensez-vous de la pertinence de ces directives ? Pour vous, quelles sont les 2 directives les plus importantes issues de ce cadre d'action international ?
	Au Cap-Vert, où en est-on précisément sur l'implémentation de ces directives à l'échelle nationale ? À l'échelle locale ? Qu'est-ce qui a déjà été fait dans ce sens ? Qu'est-ce qu'il reste encore à faire ?
	Quelles sont les difficultés rencontrées pour faire évoluer le système capverdien vers ces directives ? L'application au local pose-t-elle un problème ?
	Avez-vous recours aux dispositifs d'aide internationale dans la mise en place des directives ? Lesquels et comment exactement ? (RV ? réunions ? délégués présents au Cap-Vert ?)
	Ces aides (plateformes régionales, boites à outils) sont-elles adaptées à vos besoins ? Avez-vous des suggestions pour améliorer l'encadrement de cette évolution ?
	Focus sur l'objectif « réduction des facteurs sous-jacents de vulnérabilité » : Que pensez-vous spécifiquement de cet axe-là de Hyogo ? Que cela signifie-t-il pour vous ?
	Hyogo est connecté aux MDGs (*Millenium Development Goals*) : comment le Cap-Vert tente-t-il de répondre à ces exigences ?
	Comment le système de gestion des risques capverdien essaye-t-il de réduire les contraintes socio-économiques quotidiennes, améliorer l'accès aux ressources des populations vulnérables ?
	Quelles sont les difficultés spécifiques ? Pourquoi ? Que peut-on faire pour faciliter la mise en place de mesures spécifiques ?
	Focus sur l'objectif « impliquer davantage les populations dans le processus de gestion (décisionnel et opérationnel) » : Que pensez-vous de cette directive ? Vous semble-et-elle justifiée ?
	Que fait le Cap-Vert pour tenter d'intégrer les populations dans le processus de gestion ?
	Que signifie pour vous *bottom-up* ?

	Actuellement, peut-on envisager un processus participatif dans la gestion des risques ?
PROTECTION DES HOMMES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL	Doit-on maintenir un développement agricole et touristique dans les zones exposées ?
	Si la réponse est oui, comment ? Si la réponse est non, pourquoi ?
PARTENARIATS	Relations entre votre organisme (le nommer) et les autres acteurs :
	Organigramme « perçu » (sociogramme) de leur réseau de partenaires : · Faire des flèches entre acteurs (y compris population, mais sans leur indiquer cet acteur, voire s'ils y pensent d'eux-mêmes), · Demander chaque fois s'il s'agit d'une relation de concurrence, de collaboration, de hiérarchie, de contrôle, d'aide.
	Concrètement, comment ces partenariats se traduisent-ils ?
	En termes de prévention / de gestion de crise : travaillez-vous en collaboration avec le parc naturel ? Comment ?
	Quels sont les avantages pour vous d'être partenaire avec eux ? Quelles sont les contraintes ?
	Est-ce que ce partenariat est selon vous efficace ?
GESTION PARTAGÉE	Qui prend actuellement les décisions en matière de gestion du risque volcanique ?
	Est-ce que la population locale participe à la prise de décision ?
	Est-ce qu'elle participe à la gestion opérationnelle ? · Si la réponse est oui : comment participe-t-elle concrètement ? · Si la réponse est non : pourquoi ?
	Relance : ce n'est pas le cas aujourd'hui. Pensez-vous que ce soit mieux comme ça ? Ou bien pensez-vous qu'idéalement, la population devrait prendre part davantage au processus décisionnel et opérationnel en matière de gestion des risques ? Pourquoi ?
	Considérez-vous « la population », ou bien considérez-vous qu'il existe au sein de la population, différents groupes sociaux ? Si oui lesquels ? Si non, pourquoi ?
	Si oui, pensez-vous que certains groupes soient plus vulnérables que d'autre face aux risques ? Lesquels et pourquoi ?
	Si oui, des efforts (et quelles méthodes) sont-ils faits pour garantir la participation des groupes sociaux les plus vulnérables dans ces processus ? Lesquels ? Cela est-il efficace ? Pourquoi ?
	Au final, quels sont les blocages/difficultés face à la mise en place de ce processus participatif ?
PERCEPTION DU LOCAL	Quelles sont les principales activités à Chã das Caldeiras ?
	Selon vous, la communauté vivant dans la caldera possède-t-elle des savoirs spécifiques par rapport au volcan ? Par rapport à la sécurité ? A-t-elle selon vous des compétences (savoir-faire) qu'il serait souhaitable de valoriser dans le système actuel de gestion des risques ?
	Actuellement, est-ce que les mesures concrètes de gestion des ressources prennent en compte ses savoirs et savoir-faire ? Comment ? Pourquoi ? Quels sont les avantages, puis les difficultés pour essayer d'intégrer ces compétences locales dans le système de gestion institutionnelle ?
	Quelles sont vos relations avec la population de Chã das Caldeiras ?
	Pensez-vous que globalement les mesures et les stratégies exogènes de gestion des risques volcaniques soient acceptées par la population de Chã das Caldeiras ?
	Dans le détail, quelles mesures sont mal acceptées ? Pourquoi ?
	Est-ce que l'acceptation des mesures par les populations locales est un facteur important pour vous ?
	Est-ce que vous avez une stratégie pour tenter une meilleure acceptabilité sociale de ces mesures ?
	A l'époque de la dernière éruption de 95, la tentative de relogement de la pop de Chã en dehors de la caldera n'a pas été couronnée de succès, puisque les gens ont pour beaucoup décidé de rentrer dans la caldera. Que pensez-vous de ce retour ?
	Quels ont été les enseignements tirés de cette expérience ?
	La délocalisation et le relogement des personnes exposées à un risque sont-ils encore aujourd'hui considérés comme inévitables en matière de prévention ?

	Autrement dit, pensez-vous que les objectifs de protection des hommes face aux risques volcaniques justifient toujours des déplacements de population à Chã das Caldeiras ?
	Y a-t- il eu une révision de la stratégie institutionnelle suite à cet évènement ? Laquelle ?
	Savez-vous quels ont été les ressentis des gens face au relogement ? Y a-t-il eu à l'époque des conflits entre la population et le gouvernement ?
	Peuvent-ils avoir un impact sur la faisabilité du processus participatif (rancœur, confiance) ? (adapter en fonction de la réponse aux questions sur les directives internationales)
	Le territoire de la caldera est un territoire riche en ressources et valorisable économiquement :
	Y a-t-il actuellement un projet de valorisation de la caldera (par exemple pour le développement macro-touristique ?
	En fonction de la réponse, relancer :
	Ce projet nécessiterait-il des délocalisations de personnes ? Pourquoi ?
	Que pensez-vous de ce projet ?
IMPACTS	Quels sont les impacts (en termes d'opportunités et de contraintes) liés à la protection de la population et celle de la nature sur le fonctionnement du territoire ?
	Vous venez de m'expliquer votre nouvelle stratégie de gestion des risques en termes de…… : Comment cela va-t-il se traduire concrètement localement, et quels peuvent être les conséquences de ces mesures sur : · L'accès à la terre pour la population locale ? · En termes de jeux de pouvoir ? · Sur les activités agricoles et touristiques ?
GENRE	Pensez-vous que les impacts des stratégies de protection des hommes face aux risques volcaniques ont des effets différents sur les hommes et sur les femmes ? Sur la vulnérabilité entre hommes et femmes, pourquoi/comment ? Sur la participation au processus de réduction des risques ?
	La question de la différenciation homme/femme vous semble-et-elle pertinente en matière de réduction des risques ? Est-ce que vous travaillez avec des organismes spécialisés sur la question de la valorisation de la participation et de la prise en compte des femmes (ISIEG, Institut Capverdien du lycée Domingus Ramos, OMCV, contact Idalina) ?
	Si réponse est non : est- ce que vous seriez intéressé par mettre en place des relations avec eux ?
ACTEUR : situation personnelle, parcours	Nom ? Âge ? Situation familiale ? D'où êtes-vous originaire ?
	De quelles filières êtes-vous issu ? (quel parcours ? études, expériences professionnelles jusqu'à votre emploi actuel)
	Quelles sont vos expériences professionnelles ?
	Avez-vous déjà travaillé dans des filières plus locales ? Lesquelles ? Quel était votre rôle/vos responsabilités ?

Figure 4.5. Guide d'entretien avec les acteurs institutionnels de la gestion du risque volcanique (entretien de départ)

Concernant la partie 4 du guide d'entretien sur les partenariats, celle-ci vise à définir les relations entre l'organisme de la personne enquêtée et les autres acteurs, à l'aide d'un « organigramme perçu » de leur réseau de partenaires. Au départ, il était prévu de donner à remplir un document avec une légende sur les acteurs et leurs relations (**figure 4.6**). Mais pour ne pas risquer d'influencer les enquêtés, aucune consigne n'a finalement été donnée, ni sur les acteurs à faire apparaître sur ce schéma, ni sur les liens possibles entre acteurs (hiérarchisation, etc.). Il s'agissait d'une simple feuille blanche portant le titre : « les relations de …… (*à remplir*) avec les autres acteurs » (**figure 4.7**).

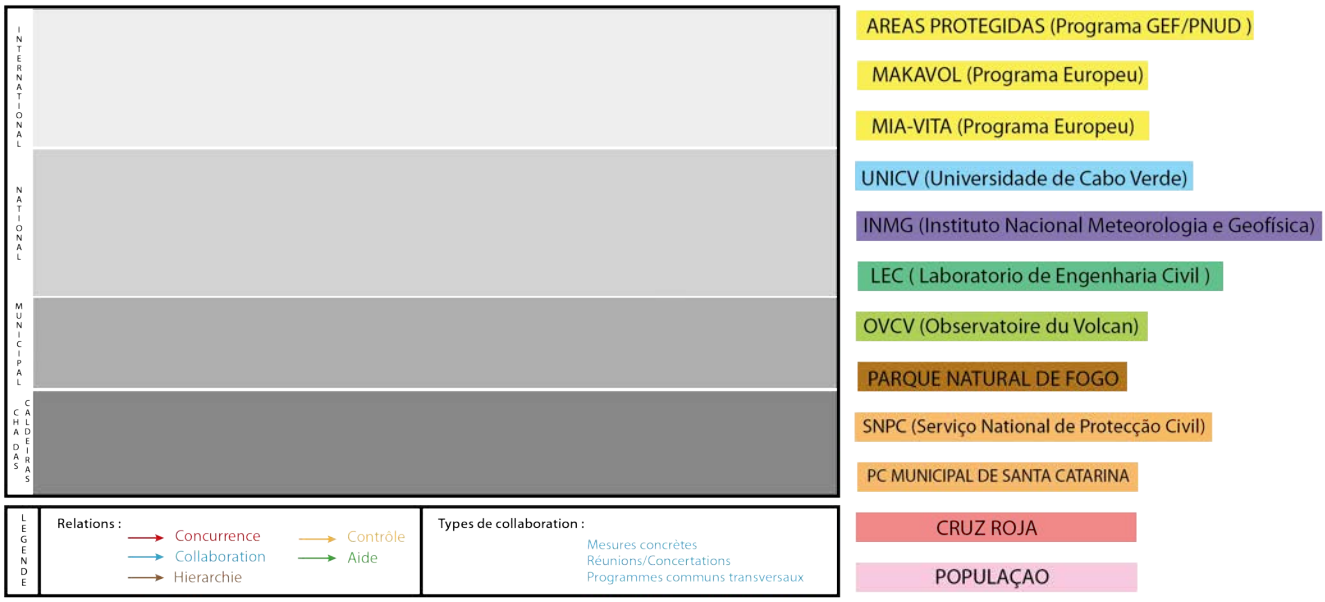


Figure 4.6. Organigramme perçu : premier jet qui aurait eu tendance à influencer les enquêtés.

Figure 4.7. Organigramme perçu : version définitive.

Le second temps de l'entretien permet de présenter l'action prévue sur le terrain, et en particulier la phase 3 de la thèse de réunion-concertation, pour laquelle leur soutien et leur participation est essentielle (proposition du MOU).

Au total dix entretiens semi-dirigés avec les acteurs institutionnels agissant à différentes échelles (internationale, nationale, insulaire, et communale), et issus des instances gouvernementales, institutions internationales et organismes scientifiques, ont été réalisés pour appréhender les modèles théoriques et les pratiques de gestion, et

identifier les points forts et difficultés d'application de leurs stratégies (**figure 4.8**). Notons que la participation au programme MIA-VITA a facilité l'organisation de nombreuses rencontres officielles en début de thèse.

Organisme	Statut	Nom de la personne enquêtée
PNUD	Spécialiste des questions environnementales au PNUD	Antonio QUERIDO
Ministère de l'Environnement	Directeur Général de l'Environnement	Moises TAVARES BORGES
PNF	Directeur du Parc Naturel de Fogo (PNF)	Alexandre NEVSKY
Service National de Protection Civile	Employé de la SNPC	Helio SEMEDO
SNPC	Président du Service National de Protection Civile (SNPC)	Arlindo LIMA
INMG	Employé de l'INMG	Bruno FARIA
Programme MAKAVOL	Employée du Laboratoire LEC	Zuleica Ruiz
	Programme européen MAKAVOL Directeur du programme et employé de l'ITER	Nemesio PEREZ
	Doctorante rattachée à l'ITER (Canaries) et membre du programme européen MAKAVOL	Samara DIONIS
Municipalité de Santa Catarina do Fogo	Maire de la communauté de communes (dont Chã das Caldeiras)	Aquileu AMADO

Figure 4.8. Les acteurs institutionnels et scientifiques interviewés par entretien.

Concernant la gestion du risque volcanique, les rencontres avec les acteurs capverdiens et internationaux ont eu lieu fin 2012. Elles ont été réalisées dans un climat de tension entre les différentes institutions et groupes de recherche. En effet, en octobre, un nouveau texte de loi stipulant de manière catégorique que la surveillance du volcan Fogo revenait exclusivement à l'INMG et non au LEC, a mis le feu aux poudres entre les institutions chargées de la garde du volcan Fogo[1]. En réponse, en novembre, le LEC, MAKAVOL et l'UNICV ont fait circuler une pétition en faveur de l'Observatoire du Volcan du Cap-Vert, dont voici un extrait : « (…) *Finally, we would like to highlight that any other action which does not involve or lead the combined efforts of the different Cape Verde Institutions currently working for the reduction of volcanic risk in Cape Verde thanks to several international cooperation projects developed during the last 15 years and co-financed by the European Union, Portugal, Spain, the Canary Islands Regional Government, and the Cabildo Insular de Tenerife, will tremendously jeopardize the actual national capacities and the realization of new international cooperation projects to help reduce volcanic risk in Cape Verde*[2]».

En tant que chercheur tenu par la nécessité de neutralité sur le terrain, il a fallu refuser de se positionner en ne signant pas la pétition en ligne, pour garantir la possibilité de travailler avec les différents acteurs chargés de la gestion du risque volcanique. Néanmoins, un texte en faveur du développement du dialogue et de la communication entre MIA-VITA et MAKAVOL (en français, espagnol et portugais) a été rédigé collectivement et envoyé par mail aux acteurs concernés. Il est disponible en version française en **annexe 4.3.**

[1] La question de la compétition et des luttes entre les différentes institutions capverdiennes chargées de la surveillance du volcan sera traitée dans le **chapitre 7**.

[2] Extrait de la pétition électronique délivrée à plus de 60 scientifiques par les responsables du Programme Européen MAKAVOL le 05/11/2012.

- **Retour à mi-parcours : phase 2**

Il est important de préciser que la phase 2 peut apparaître chaotique, car elle a été en chemin perturbée par la survenue de l'éruption volcanique de 2014-2015. Il est donc nécessaire de présenter les actions de terrain et outils mobilisés dans cette phase en suivant une logique chronologique avant, pendant et après la crise.

- Temporalité quotidienne

Dans le domaine de la protection de la nature, la création d'un partenariat avec les acteurs institutionnels impliqués dans le projet national *Areas Protegidas* (voir Chapitre 1) s'est avérée impossible. En effet, malgré des rencontres et entretiens menés avec plusieurs acteurs à Praia en phase 1 (Antonio Querido du PNUD et Moises Borges du Ministère de l'Environnement), il a été impossible de participer aux réunions du projet ni aux visites avec les partenaires du projet à Fogo. Le travail collaboratif dans ce domaine s'est en revanche bien développé avec les employés du Parc Naturel de Fogo, même si le retard pris dans la construction de la maison du PN à Chã a rendu plus difficile cette collaboration. Ainsi, au niveau local, plusieurs entretiens filmés et non filmés ont été réalisés avec le directeur du Parc Naturel de Fogo Alexandre Nevsky. Dans ces entretiens, celui-ci expose en détail sa conception en matière de protection de la nature et les différentes actions réalisées par le PNF, ainsi que les difficultés rencontrées. Avec le socio-économiste du PNF, João Andrade, un échange a également été mis en place. Celui-ci avait dirigé un questionnaire exhaustif réalisé dans les 23 communautés en lien avec le Parc Naturel de Fogo, dont 22 d'entre elles sont situées en zone tampon, contre seulement une, Chã das Caldeiras, dans l'enceinte du PNF. Mis à disposition, les résultats du questionnaire ont représenté une base intéressante de données quantitatives. En contrepartie, une partie de la méthodologie d'enquête participative mise au point pour analyser les ressources et difficultés des éleveurs de la caldera dans le cadre de la thèse, a été réutilisée par les employés du PNF, qui souhaitaient développer un outil participatif d'analyse (outil détaillé dans la partie 4.2.2.).

En matière de gestion du risque volcanique, les entretiens à mi-parcours ont d'abord semblé compromis par les tensions encore vives un an après entre les différentes équipes de recherche, et la distance manifeste de l'équipe du LEC-MAKAVOL (suite au refus de signer la pétition évoquée plus haut). Des entretiens à mi-parcours ont néanmoins été réalisés avec Bruno Faria (INMG) à Fogo et les membres de la SNPC lors de la 3ème mission.

- Temporalité de la crise

Pendant l'éruption, des entretiens auprès d'acteurs impliqués dans la gestion de crise ont été menés. L'objectif des entretiens menés était (1) de reconstituer le déroulement des évènements, (2) de distinguer l'implication et les relations de l'institution au sein du système d'acteurs et (3), de comprendre les enjeux politiques à l'origine des mesures d'urgence adoptées. Ces entretiens ont été menés en suivant le guide d'entretien ci-dessous (**figure 4.9**) élaboré à partir des guides d'entretien de Pauline Texier (sur la crise éruptive au Mérapi en 2006, cf. Texier & al, 2009) et celui de Julie Morin sur la crise éruptive à la Réunion en 2007 (Morin, 2012). En moyenne, les entretiens ont duré entre une heure et une heure trente. Quand l'interlocuteur en avait le temps, un second temps d'entretien non dirigé, non filmé donc plus informel, permettait de dialoguer plus librement afin d'accéder à une vision plus personnelle, que la version officielle. Pendant ces entretiens, il a fallu être particulièrement attentif à ne pas donner l'impression à l'interlocuteur d'être jugé ou critiqué, au risque de le faire fuir par peur ou par colère (Morin, 2012, p. 122 évoque à ce sujet les recommandations de Pearson et Mitroff, 1993 et MIAT, 2006a).

Thèmes abordés	Précisions pouvant faire l'objet de relances
Perception globale de l'évènement	Opinion sur la gestion dans sa globalité
	Satisfaction / insatisfaction vis-à-vis de la gestion « personnelle » des évènements
	Temps forts de l'évènement
	Points faibles / points forts de la gestion
Préparation à l'évènement	Risque connu / évènement envisagé ?
	Prévision satisfaisante ?
	Planification adaptée à l'évènement ? Incertitudes sur l'application de la planification ?
	Exercices et formations sur ce type d'évènement
Organisation de la réponse	Réponses apportées / moyens disponibles
	Difficultés rencontrées / éléments de surprise & réactions associées
	Propositions non retenues en cours de gestion et se révélant *a posteriori* adaptées
	Dysfonctionnements, causes et solutions
Relations avec les autres acteurs en interne et externe (y compris la population)	Jeux d'acteurs respectant les schémas théoriques ?
	Nature des relations (bonne coordination ? tensions ?)
	Points forts / points faibles et solutions
Communication interne et externe	Qualité globale de la communication interne et externe
	Lancement de l'alerte réussi ? Pertinence du message ?
	Information suffisante, régulière et de qualité ?
	Fiabilité de l'information / gestion des incertitudes
	Problèmes spécifiques de communication
Gestion de la post crise	Évaluation des dommages
	Mise en œuvre des procédures d'indemnisation
	Conduite d'un retour d'expérience ?
Éléments qui auraient permis d'améliorer la gestion	Synthèse des facteurs de blocage
	Propositions d'améliorations
	Réalisés / En cours / Programmés / Non programmées depuis les évènements ?
Comparatif entre les éruptions	Points communs ou divergents avec la gestion des crises antérieures

Figure 4.9. Guide d'entretien avec les acteurs institutionnels pendant la crise éruptive (novembre 2014 à janvier 2015).

Au total, huit entretiens semi-directifs filmés ont été menés auprès des acteurs institutionnels impliqués dans la gestion de la crise[3] (**figure 4.10**).

[3] Certains acteurs institutionnels, surchargés de travail, n'ont pas pu se libérer pour être interviewés au moment de la crise.

Organisme	Statut	Nom de la personne enquêtée
Service National de Protection Civile (SNPC)	Employé de la SNPC	Helio SEMEDO
Experts scientifiques	Volcanologue à l'Université du Cap-Vert (UNICV)	Sonia SILVA
	Membre du programme européen MAKAVOL Employé de l'ITER	Nemesio PEREZ
Rattaché aux scientifiques	Employé de l'OVCV et habitant du village de Chã das Caldeiras	Paulo TEIXEIRA
Police	Chef de la police de Fogo	Nuna (nom de famille inconnu)
Croix Rouge	Président de la Croix-Rouge capverdienne	Mario MORERO
	Disaster Manager (DM) de la Croix-Rouge capverdienne	Jose (nom de famille inconnu)
Mairie	Maire de Santa Catarina do Fogo	Aquileu AMADO

Figure 4.10. Les acteurs institutionnels consultés pendant l'éruption (novembre 2014 à janvier 2015).

Comme on peut le voir dans ce tableau, au moment de la crise, la relation avec les scientifiques rattachés au programme MAKAVOL a été réactivée. Ainsi, les 4ème et 5ème missions ont été marquées par des temps d'échange, d'entraide et de co-construction avec cette équipe, dans un dialogue interdisciplinaire enrichissant. Pendant l'éruption, c'est grâce à leur intervention que la chercheuse a été ajoutée sur la liste restreinte des scientifiques autorisés à se rendre dans la caldera. C'est aussi Nemesio Perez qui a accepté de témoigner sur des sujets polémiques liés à la gestion de la crise éruptive dans le film *Fogo na Boca*.

- ❖ Temporalité de la post-catastrophe

Enfin, des entretiens semi-dirigés ont été réalisés en phase post-éruptive auprès d'acteurs-clefs (**figure 4.11**), selon la grille d'entretien ci-après (**figure 4.12**). Ces entretiens avaient pour objectif d'obtenir des informations sur la manière dont les acteurs interrogés ont évalué le rôle joué par leur institution avant, pendant et après l'éruption de 2014-2015, leur perception de la gestion l'évènement, dans sa globalité, et par thème (préparation à l'évènement, organisation de la réponse, relation entre les acteurs, communication interne et externe, conditions de relogement temporel, gestion de l'aide, politique d'exclusion définitive du territoire).
Les entretiens ont été réalisés à partir d'une même grille et ont ensuite été intégralement retranscrits dans un tableau Excel afin de croiser les données.

Domaine de gestion	Statut et organisme	Nom de l'enquêté
Protection de la Nature	Ministère de l'environnement Directeur Général de l'environnement	Moises TAVARES BORGES
	Parc Naturel de Fogo Directeur du PNF	Alexandre NEVSKY
Gestion du risque volcanique	Institut National de Météorologie et de Géophysique (INMG) Employé de l'INMG	Bruno FARIA
Gestion politique et administrative du territoire	Maire de Santa Catarina do Fogo	Aquileu AMADO

Figure 4.11. Les acteurs institutionnels consultés après l'éruption de 2014-2015 (2015-2016).

Thèmes abordés	Précisions pouvant faire l'objet de relances
Perception globale	Pour vous, qu'est-ce qui fait la richesse (valeur) et le patrimoine de la caldera de Chã ?
	Pouvez-vous me raconter comment vous avez vécu cette éruption ?
	Quelle a été votre action concrète pendant l'évènement ?
	Après l'évènement ? (phase de réhabilitation)
	Sur une échelle de 0 à 10, comment qualifieriez-vous la qualité de la gestion de l'éruption de 2014 ? **0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10**
	Quels sont pour vous les points forts de la gestion capverdienne et locale ?
	Y a-t-il des points qui auraient pu être améliorés ?
	Lesquels ? Pourquoi ?
	Quel bilan pouvez-vous faire aujourd'hui, un an après le début de l'éruption en termes de pertes et de conséquences ?
Préparation à l'évènement	Comment et quand avez- vous pris connaissance de la possibilité d'un changement de l'activité du volcan?
	Pensez-vous que l'alerte a été donnée de manière satisfaisante ? Pourquoi ?
	Sinon, qu'est ce qui aurait dû être fait ?
	Saviez-vous s'il y avait un plan de gestion en cas d'éruption?
	Est-ce qu'un plan de gestion de l'éruption a été appliqué ?
	Ce plan de gestion de l'éruption était-il efficace ? Pourquoi ?
	Il y a eu un exercice d'évacuation organisé en 2007. Avez-vous entendu parler ou participé à cet évènement ?
	Pensez-vous que ces exercices ont été utiles ? Pourquoi ?
	Quels types d'exercice/formation vous sembleraient utiles ?
Organisation de la réponse	Que pensez-vous des réponses apportées par les forces de l'ordre et la PC lors de l'éruption ?
	Que pensez- vous des réponses apportées par la Croix Rouge lors de l'éruption ?
	Que pensez-vous des réponses apportées par la mairie de Santa Catarina lors de l'éruption ?
	Que pensez-vous des réponses apportées par la population lors de l'éruption ?
	Quelles ont été les principales difficultés rencontrées ? (ne pas préciser lesquelles pour voir les nuances entre acteurs)
	Après tout ce qu'on a évoqué, quel est le dysfonctionnement qui vous semble le plus important ?
	Quelle solution peut-on apporter ?
Relations avec les autres acteurs en interne et externe (y compris la population)	Y a-t-il eu, selon vous, des tensions/conflits entre les acteurs participant à la gestion de crise ?
	Que pensez-vous de la coordination entre les acteurs externes ?
	Que pensez-vous de la coordination entre les acteurs externes et la population ?
	Que pensez-vous de la coordination au sein de la population ?
	Quels sont les points forts / points faibles et solutions ?
Communication interne et externe	Que pensez-vous des informations divulguées au grand public par la télévision ?
	Que pensez-vous des informations divulguées au grand public par les médias sociaux type Facebook ?
	Quelle était selon vous l'information la plus proche de la réalité que vous avez vécue ?
Gestion de la crise (évacuation et premier secours)	Est-ce que l'évacuation a été faite de manière spontanée par la population seule ou de manière forcée par les autorités ou de manière collaborative entre population et autorités?
	Sur une échelle de 0 à 10, l'évacuation des personnes et des biens a-t-elle eu lieu de façon satisfaisante ? **0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10**
	Concernant l'évacuation des biens (mobilier, outils de travail, animaux), quelle était votre stratégie ?
	Pendant l'éruption, un grand nombre d'habitants ont continué à se rendre dans le village pour travailler dans les champs ou s'occuper des animaux, malgré le barrage policier. Qu'en pensez-vous ? Quelle a été votre stratégie à ce propos ?
	Une fois dans les camps de réfugiés, quelle a été l'aide d'urgence apportée ?

	Était-elle suffisante pour répondre aux besoins ? D'où venait-elle (locale ou étrangère) ?
	Comment a été gérée la distribution de l'aide pour ceux qui n'étaient pas dans les camps de réfugiés ?
Gestion de la post crise	Une fois l'éruption terminée, quelles ont été les actions de votre institution pour permettre aux sinistrés de retrouver une activité économique ?
	Que se passe-t-il pour les personnes qui n'ont pas de maisons de relogement de 95 ? Ont-elles droit à une nouvelle maison de relogement ? Où et quand ?
	Comment est gérée l'aide internationale pour les habitants ?
	Y a-t-il des problèmes de détournement ?
	Est-ce que les habitants participent aux décisions concernant leur futur en termes d'installation et d'activité ?
	Avec la baisse du tourisme, de l'agriculture et de l'élevage, quelles sont les activités alternatives possibles vers lesquelles la population peut se tourner aujourd'hui ?
	Faut-il interdire aux habitants de retourner s'installer au village ? Pourquoi ?
	Existe-t-il une vraie interdiction officielle ? (une loi) Quelles sont les mesures prises en cas d'infraction ?
	Comment rendre possible le maintien de l'agriculture et de l'élevage sans laisser les gens habiter au village ?
	Comment rendre possible le maintien du tourisme local sans laisser les gens habiter au village ?
	Quelle est votre vision du tourisme de demain dans la caldera ?
	Pensez-vous qu'il soit possible/nécessaire de maintenir l'activité viticole à Chã ? (production et transformation via coopérative) Si oui, comment ?
	Le Parc Naturel de Fogo existe-t-il toujours ? Quel est son avenir ?
Questions contextuelles	Institution et fonction :
	Nom :
	Prénom :

Figure 4.12. Guide d'entretien avec les acteurs institutionnels après l'éruption de 2014-2015 (2015-2016).

4.2.2. Outils d'investigations auprès des acteurs internes à la communauté

- **1ère phase : Immersion auprès des acteurs internes**

La phase d'immersion s'est étendue sur plusieurs mois et a été l'occasion de renouer avec mon terrain d'étude et ses habitants, de leur expliquer la raison de mon retour par rapport aux anciennes missions avec MIA-VITA. Après un repérage du terrain, une phase de prise de contact avec la population et d'observations générales passives, dans une démarche inductive visant à découvrir par l'observation ce qui organise les rapports sociaux, les pratiques et les représentations des acteurs du terrain étudiés, De Singly (1991) préconise en effet de « *préférer, comme source d'information, la conduite des individus, qui parle pour eux, à leur place* ». Par l'observation des pratiques, il s'est agi à la fois d'écouter et d'apprendre, en considérant les gens comme des dépositaires de savoirs et de savoir-faire (Chambers, 2008 p.74).
Dans cette même logique, il est apparu utile de prévoir des longues périodes de terrain. Les missions de terrain se sont étalées sur plusieurs mois avec un maximum de 6 mois consécutifs sur place au Cap-Vert, dont 5 mois à Fogo. Il s'agissait d'obtenir des précisions sur les intentions d'actions révélées par des discours parfois confus issus des questionnaires ou des entretiens.

- Observations directes et participantes : pratiques, utilisation et circulations des savoirs et savoir-faire traditionnels

Dans les premiers temps de terrain, l'enquête a porté sur les savoirs et sur l'utilisation de ces savoirs au quotidien par les habitants du village de Chã das Caldeiras. L'objectif était d'évaluer l'état de connaissances des

populations quant à l'utilisation traditionnelle des ressources naturelles et les modes de circulation de ces savoirs. Pour cela, une liste de ces savoirs traditionnels a été dressée à partir d'observations directes, participantes et d'entretiens. Cette liste inclut les savoirs suivants :

- Savoirs culinaires ;
- Savoirs médicinaux à base de plantes et de matériel volcanique (*scontra* et soufre) ;
- Savoirs liés aux outils de stockage et de transports des produits (en peau de chèvres et en calebasse) ;
- Savoirs liés à la fabrication de lumière d'éclairage (à partir de graisse animale et de pétrole) ;
- Savoirs liés à la fabrication d'ustensiles pour la maison et la cuisine ;
- Savoirs liés à la fabrication du fromage de chèvre ;
- Savoirs liés à la fabrication du vin local, le *Manecon*.

Dans la même perspective, il s'agissait de déterminer si l'âge, la durée d'installation au village (natif, installé depuis longtemps, nouvel arrivant), le genre et l'activité socio-économique, étaient des facteurs explicatifs du degré de connaissances acquises et de maîtrise des savoirs et des savoir-faire liées aux ressources naturelles.

En plus de l'observation classique, des observations participantes au sein de la vie locale ont été réalisées afin de mieux appréhender le contexte local. Cette méthode, issue de l'anthropologie, a été initiée par Bronislaw Malinowski au début du XXème siècle afin d'étudier des sociétés inconnues et exotiques, Malinowski s'étant immergé plusieurs années dans les sociétés mélanésiennes. Selon Platt (1983), le sens actuel de l'expression « observation participante » a été fixé vers la fin des années 1930. Plus précisément, cette technique de recherche consiste à étudier une société en partageant le mode de vie, en se faisant accepter par ses membres, en participant aux activités, afin de comprendre de l'intérieur les enjeux sociaux étudiés. Elle diffère de l'observation classique, dans laquelle l'observateur se borne à noter et/ou enregistrer ce qui se passe sans chercher à s'insérer ou à partager les activités de la société étudiée, et occupe donc une place en retrait.

En devenant partie prenante de la réalité sociale observée, le chercheur risque de manquer de recul et de perdre en objectivité. Néanmoins, si « *on ne peut pas nier la contradiction pratique : chacun sait combien il est difficile d'être à la fois pris dans le jeu et de l'observer* » (Bourdieu, 1978), les atouts de l'observation participante en termes de production de données sont toutefois indubitables. Avec cette méthode, le chercheur peut comprendre certains mécanismes difficilement décodables en situation d'extériorité et accéder ainsi à des informations inaccessibles au moyen d'autres méthodes. En effet, un mode observatoire passif des pratiques ne permet pas de comprendre ce qui pousse les habitants à les adopter.

Il existe plusieurs niveaux d'observation participante (OP). Dans le cas de cette thèse, il s'agit d'une forme d'OP externe, la chercheuse venant de l'extérieur et seulement pour un temps limité (celui de sa thèse) – et partielle, car elle a conservé ses propres activités et n'est pas restée en permanence dans le village.

Les observations participantes menées ont été particulièrement centrées sur l'analyse des réponses individuelles et collectives (à l'échelle des individus d'une part, et du village d'autre part), face à la gestion des ressources et face à la menace volcanique. L'objectif était de mieux comprendre les contraintes quotidiennes éventuelles, les gestes effectués, leur portée sur l'environnement, et les menaces subies. Différentes tâches quotidiennes des différents domaines d'activité ont été concernées, tels que :

- Les corvées d'eau (aller chercher l'eau à Boca Fonte en période de sécheresse, acheter de l'eau à des voisins et la porter dans des bidons de 25 L sur la tête, hisser des seaux remplis d'eau des citernes et apprendre le « truc » pour ne pas en renverser et remplir son seau en une fois, etc.) ;
- Les activités agricoles, en particulier la récolte et l'écossage des haricots ;

- Les activités liées à la viticulture et à la fabrication du vin dans plusieurs foyers, avec dans un premier temps, le travail des vendanges (couper les raisins, porter des petites quantités de raisin sur la tête), et dans un second temps, la fabrication du *manecon*, suivi par sa vente au village, au marché de São Filipe ;
- Les activités liées à l'élevage (traire et donner à manger aux chèvres, faire du fromage de chèvre et du beurre clarifié avec le lait de vache uniquement).

L'observation participante était centrée sur l'apprentissage des techniques et des pratiques locales : en effectuant avec lenteur et application ce que les habitants faisaient rapidement et sans même y penser. Il était ainsi fréquent de se retrouver au centre de l'attention, avec un public de femmes et surtout d'enfants regardant avec surprise et amusement la maladresse de l'étrangère, toute chose mettant à mal certains principes convenus de l'observation participante visant à ne pas se faire trop remarquer. D'autre part, en abandonnant son mode de vie habituel pour suivre les mêmes pratiques d'hygiène et d'usages domestiques (cuisine, lessive, courses, toilettes) que la famille d'accueil, en étant comme coupé du monde pendant plusieurs mois (isolement géographique et social en lien avec l'absence d'électricité au village), l'observation participante a été à l'origine « *d'un bouleversement des repères habituels et de l'identité sociale de l'enquêteur* » (Muller, 2007).

Au fil des mois, ces investigations ont également permis d'approfondir la compréhension des relations entre les acteurs sociaux, et d'évaluer l'importance du lien social et de l'entraide à différents niveaux (individu, famille, village), des codes relationnels, des hiérarchies et aussi des clivages au sein de la communauté, notamment en prenant part aux moments forts de la vie communautaire, comme les cérémonies hebdomadaires (messes) ou exceptionnelles (enterrements), les fêtes de village et évènements musicaux. Mais l'apprentissage s'est également poursuivi en participant aux petits moments collectifs, comme prendre les transports en commun : pendant les longues heures d'*aluguer*, les gens échangent histoires et potins, racontent les dernières nouvelles du village et de la ville, se remémorent des souvenirs partagés, ces moments se révélant être une source précieuse d'informations.

En choisissant de comprendre l'organisation sociale du village du point de vue des hommes et des femmes, la chercheuse a accepté, sans en appréhender les effets, de transgresser un ordre établi dans cette société : les hommes avec les hommes et les femmes avec les femmes. Si les uns communiquent avec les autres, c'est selon un code bien défini. Or, sans vraie réflexion préliminaire, la chercheuse n'a pas adopté les usages spécifiques aux femmes du village, et a pris le parti de participer aux activités des uns et des autres. Cette transgression des règles sociales a permis d'accéder à des points de vue transversaux et opposables, les perspectives qui affectent les activités collectives étant différentes selon les positions occupées. Néanmoins, cette manière de procéder est délicate dans sa mise en œuvre et n'a pas toujours été bien maîtrisée, comme expliqué dans le **chapitre 5**.

❖ Groupes de discussion (FGD) par groupes sociaux

Lors du projet MIA-VITA, un diagnostic territorial Risques et Ressources à Chã avait été effectué, à l'aide d'entretiens préliminaires avec 10 personnes ressources, mais aussi des groupes de discussion (*Focus Group Discussion*, ou FGD) centrés sur les capacités et vulnérabilités face au risque volcanique, et à l'aide d'une campagne de questionnaires sur l'accès aux ressources, afin de valider quantitativement les résultats des FGD.

En repartant de ces résultats, dix principaux groupes sociaux composant la société de Chã ont été identifiés :

- Les guides touristiques
- Les propriétaires de pension
- Les artisans
- Les agriculteurs / éleveurs

- Les jeunes femmes célibataires avec enfants
- Les femmes mûres de 35-60 ans
- Les jeunes sans-emploi
- Les hommes ayant plusieurs compagnes
- Les femmes dont le conjoint à plusieurs compagnes
- Les hommes/femmes dont la famille proche réside en dehors du Cap-Vert

Cette caractérisation a servi de base à l'élaboration et l'organisation de groupes de discussion complémentaires et centrés sur le sujet de thèse, c'est-à-dire l'impact des stratégies d'acteurs externes et internes sur le territoire, les pratiques passées et actuelles, la cause des changements dans les pratiques, la reconnaissance des savoirs et leur possible valorisation.

Deux FGD ont finalement été réalisés avec deux groupes sociaux homogènes :
Le premier FGD a réuni un groupe composé de 7 éleveurs de chèvres (**figure 4.13**) sélectionnés par rapport aux critères socio-économiques définissant le groupe et par rapport à leur disponibilité. Le FGD a duré 2 heures et s'est tenu à l'école primaire, un lieu central, neutre, et accessible à tous. L'activité proposée portait sur les stratégies d'adaptation des éleveurs du village par rapport aux changements et restrictions d'usage de la caldera liés à la création du PNF (**figure 4.14**).

N°	Nome de casa	Nome/Apelido	Edade
1	Mario de Irma	Mario Silva Montrond	25
2	Djodje	Jorge Lopes Barbosa	56
3	Tchikinho	Francisco Fernandes	42
4	Joakim	Luciano Joaquim Montrond	44
5	Tuka	Amadeu Viera Fontes	54
6	Hilario	Hilario Manuel Lopes Santos	62
7	Dimingo de Zita	Domingos Montrond	26

Figure 4.13. Tableau des participants au FGD sur l'élevage (décembre 2012).

<table>
<tr><th colspan="2">Activité avec les éleveurs
Avant/Après : Quels changements ? Quelles stratégies d'adaptation ?</th></tr>
<tr><td>Objectifs :

→ Identifier les impacts liés aux nouveaux modes de gestion et aux trois évènements marquants sur les activités et biens des femmes et des hommes (création de la coopérative en 1992, l'éruption en 1995, la création du Parc Naturel de Fogo en 2003).
→ Recueillir des informations qualitatives et spatiales, mais relatives et non absolues. Ce qui compte n'est pas la quantification exacte de leurs ressources, mais de savoir si leurs terrains/ressources ont augmenté ou diminué selon une comparaison avant/après chaque évènement.
Justification : une cartographie précise des terrains sur photo aérienne en groupe risque de faire ressortir les conflits fonciers ou d'activités entre les participants. Il faut donc éviter la confrontation directe et garder cette enquête pour le questionnaire individuel.</td><td>Matériel :
Flipchart, feutre, patafix, post-it

Préparation en amont :
- Logos et figurines des biens et des activités (maison, citerne, animaux, agriculture, tourisme, argent liquide)
- Un schéma temporel où figurent les évènements marquants</td></tr>
<tr><td colspan="2">Déroulement :
<u>1ère étape : La chronologie des biens et activités</u>
Chaque participant a une ligne sur le schéma chronologique. Il doit y placer ses biens (maison, citerne, loja, champs, animaux, argent liquide) et ses activités (agriculture, tourisme, commerce) avant et après chaque évènement (par</td></tr>
</table>

période). Il doit indiquer précisément :

- Le village d'implantation des maisons (intérieur de la caldera = en noir, sinon, en jaune).
- La taille relative des champs (variation taille du cercle).
- Les vignes et leur utilisation : il entoure sur le post-it soit le logo « usine » s'il vend son raisin à la coopérative, soit le logo « maison » s'il fait du *manecon* à la maison, soit les deux.
- La quantité approximative de bétail.
- La quantité relative d'argent liquide : celle-ci est représentée par des billets (copie d'escudos capverdiens), qui permet aux participants de simplement évaluer quand ils ont eu plus ou moins d'argent, sur une échelle relative de 1 à 5 billets.
- L'activité touristique qu'il pratique (artisan, guide, propriétaire de pension)

*La chercheuse montre l'exemple (***figure 4.15***) : « Avant la création de la coopérative j'avais une maison à Dje de Lorna, des vignes, cinq chèvres, pas mal de terrain mais peu d'argent => il colle une maison où il écrit « Dje de Lorna », un logo vigne sur lequel il entoure le symbole « maison », dessine un rond vert assez grand, colle seulement un billet de banque, et enfin, colle un logo chèvre où il écrit cinq. Puis grâce à la coopérative, j'ai gagné plus d'argent en y vendant mon raisin. Le chercheur recolle les mêmes étiquettes, mais cette fois, il entoure à la fois la maison et l'usine et rajoute un billet de banque. Et ainsi de suite »*

2ème étape : Discuter sur le résultat.

Il s'agit d'amener les participants à déterminer s'il y a une relation directe entre ces trois évènements et le changement de leurs activités ; et le type, la localisation et quantité de biens qu'ils possèdent.

- Est-ce que pour chacun des évènements, les impacts sont plutôt négatifs, positifs ou mitigés ?
- Ont-ils placé les acteurs « associatifs » type coopérative/association etc. ? Si non, pourquoi ?

La chercheuse note la discussion sur un flipchart

Figure 4.14. Tableau de l'activité organisée avec le groupe d'éleveurs (décembre 2012).

Figure 4.15. La chercheuse dans son rôle d'animatrice lors du FGD avec les éleveurs.

Seize personnes ont participé au second FGD formé d'un groupe de jeunes hommes à l'insertion économique difficile (figure 4.16.).

N°	Surnom	Nom/Prénom	Âge
1	Fefa	Félix Montrond Monteiro	24
2	Djak	Adimor Fontes Montrond	N/A
3	Djeisson	Antonio Lopes Montrond	21
4	Isildo	Isildo Gomes Monteiro	34
5	Nene	Carlos Barbosa dos Santos	17
6	Camilo	Camilo Montrond Fontes	31
7	Neemias	Neemias de Pina Vieira Fontes	ND
8	Marcio	Francisco Fernandes	ND
9	Jasson	Jasson Gomes dos Santos de Pina	ND
10	Miguel	Miguel Montrond	ND
11	João	João Santos	20
12	Arthur	Gorge Montrond Monteiro	ND
13	Andesan	Andesan Fernandis	ND
14	Leleku	Emanuel Santos	25
15	Mario	Mario Silva Montrond	26
16	Carmen	Carmen Montrond	31

Figure 4.16. Tableau des participants au FGD sur les savoirs et savoir-faire avec de jeunes hommes à l'insertion économique difficile (9 décembre 2012).

L'activité proposée portait sur leurs pratiques, les continuités et les changements (Figure 4.17). Celle-ci a permis de collecter les idées des participants concernant les activités culturelles. Le FGD a en effet abouti à la création d'un projet visant à développer les activités récréatives et culturelles à Chã das Caldeiras à travers des formations destinées aux jeunes notamment, afin de les accompagner dans la recherche d'un emploi (voir le document présentant le projet en portugais **annexe 4.4**). Également soutenu par la Mairie et le PNF, ce projet devait favoriser la transmission de connaissances et de savoirs entre les habitants de Chã das Caldeiras, dans une logique d'échange et de non-concurrence entre les individus. Ce projet présentait le triple objectif (1) de pérenniser les savoirs et les savoir-faire traditionnels, (2) favoriser l'accès à la culture et à l'ouverture sur le monde, (3) d'encourager un développement local collectif.

Activité avec les jeunes sans-emploi
Continuité et changements dans les pratiques

Objectifs :

→ Encourager la circulation et la valorisation des savoirs et savoir-faire traditionnels et promouvoir l'accès à la communication et la culture pour les jeunes en difficulté d'insertion professionnelle, à travers la mise en place de formations.

→ Créer un débat sur l'accès (ou le manque d'accès) aux activités culturelles et la perte (ou le maintien) des savoirs traditionnels.

→ Proposer aux acteurs institutionnels locaux de soutenir ce projet (appui matériel et financier) dont la proposition émane directement des habitants (ce sont eux qui proposent les activités et expriment le désir/besoin d'y participer).

Matériel :

- Un tableau
- Des craies de couleur

Déroulement :

1ère étape : Lister les savoirs et les savoir-faire

Chaque participant a la possibilité de dire quels savoirs il possède et quel savoir il souhaite transmettre. Il doit indiquer précisément :

- Les activités qu'il souhaite pratiquer
- Avec les autres participants, déterminer qui, selon eux, pourrait donner ce cours et à quel niveau (débutant, avancé)
- Le matériel nécessaire à cette activité
- L'heure et le jour où pourrait se tenir l'activité pour correspondre au mieux aux disponibilités de chacun

2ème étape : Discuter sur le résultat

Il s'agit d'amener les participants à déterminer pourquoi ils ont choisi ces activités plutôt que d'autres, en quoi elles

sont plus importantes pour eux personnellement et pour la collectivité.

- Est-ce que l'activité est importante pour tout le monde ? Si non, pourquoi ?
- Quels sont les avantages/inconvénients de choisir des personnes du village pour donner les cours ?

La chercheuse note la discussion sur un flipchart

Figure 4.17. Tableau de l'activité organisée avec le groupe de jeunes hommes à l'insertion économique difficile (décembre 2012).

Figure 4.18. Le moment de détente organisé à la fin du FGD pour remercier les participants (Chouraqui, 9 décembre 2012).

D'autres FGD devaient être organisés mais ont dû être annulés, les participants n'étant pas disponibles. Le principal obstacle tient à la difficulté de convoquer plusieurs personnes au même endroit à la même heure, alors que toutes vaquent à leurs occupations, touristiques, agricoles ou domestiques, avec des imprévus qui empêchent bien souvent de venir au rendez-vous à l'heure. Certaines stratégies ont été tentées pour surmonter cet obstacle : organiser les groupes en toute fin d'après-midi pour les agriculteurs et les guides (ce qui impose l'heure de fin à la tombée de la nuit à 19h, à cause de l'absence d'électricité) ; déplacer les activités chez les gens, prévoir des collations. Toutefois, une fois un FGD fixé, si la majorité des personnes ne vient pas, il est très difficile de proposer un nouveau rendez-vous.
Une seconde difficulté consiste à lancer la discussion entre des gens peu habitués à discuter ensemble de leurs problèmes et de leurs ressources, ou réticents à s'exprimer en présence d'une étrangère. Pour pallier cette dernière difficulté, les FGD se structuraient autour d'activités permettant de guider les discussions, avec quelques variations entre les deux groupes réalisés (voir détail des activités ci-dessus).

- ❖ Entretiens et questionnaire MIA-VITA pour approfondir et valider les FGD

Des entretiens ont permis d'approfondir certains aspects abordés collectivement dans les FGD, de manière individuelle tandis que le questionnaire a pour objectif de valider quantitativement et spatialement les résultats qualitatifs obtenus dans les FGD.

Ainsi, des enquêtes par entretiens plus poussés ont été réalisées auprès de cinq foyers pratiquant l'élevage de

chèvres et la fabrication de fromage à Chã das Caldeiras en plus des activités agricoles :

- Djodje et Muzinha (70 chèvres)
- Djozezinho, marié à Luisa et fils de Djodje et Muzinha (20 chèvres)
- Tuka, et ses deux femmes Winnie et Maria (8 chèvres et 4 chevreaux)
- Joakim, célibataire (12 chèvres)
- Manuela et son mari, (4 chèvres)

Lors de la 3ème mission de terrain, Djozezinho, accusé de laisser paître ses chèvres dans l'enceinte du PN et d'avoir un corral dans une zone où l'agriculture et l'élevage sont interdits, était en conflit avec le Parc Naturel. Son entretien et ceux du garde et du directeur du PNF sont cruciaux pour comprendre les divergences de points de vue et les difficultés de communication entre les différents acteurs.

Par ailleurs, dans le cadre du projet MIA-VITA, un questionnaire avait été réalisé. De nombreuses données ont été récoltées, mais seulement partiellement exploitées avant la thèse. Il a donc fallu récupérer ces données pour les traiter dans le détail et ainsi valider les résultats de FGD (encadré et **Annexe 4.5**).

Le questionnaire MIA-VITA avait pour objectif principal d'obtenir des données précises sur les différentes ressources des foyers de Chã, mais aussi sur les représentations et perceptions des risques volcaniques, les pratiques, usages et comportements face aux éruptions, et enfin quelques données démographiques et sociales sur la structure des foyers et la place des femmes (mais très sommaires). Il se structurait en 7 rubriques :

1. Informations préliminaires
2. Questions introductives sur le milieu de vie (origines, avantages et difficultés, hiérarchisation des menaces)
3. Ressources physiques et matérielles (habitat, accès à l'eau, l'électricité, toilettes, ressources agricoles, moyens de communication)
4. Ressources financières (activités, revenus, épargne, rémittences, aides sociales, budget)
5. Ressources sociales (associations, religion, entraide communautaire, santé)
6. Ressources naturelles et perception des risques (eau, volcan, stratégies d'adaptation, dommages, relogement, préparation)
7. Ressources politiques (vote, clientélisme, soutien politique, concertation, participation et améliorations possibles)

58 questionnaires ont été réalisés (40% des foyers enquêtés) et ont été localisés sur un fond de carte. Les répondants étaient considérés comme représentant de leur foyer. Pour chaque foyer avait été renseignée une fiche de structure du foyer, composée d'un dessin d'une maison à remplir par les habitants permanents du foyer (défini comme tel à partir du moment où la personne considérée y dort, y mange, et y partage ses revenus) accompagné d'un tableau des caractéristiques socio-économiques de chaque membre (âge, profession, revenu, niveau d'étude, handicap éventuel). Voir **Annexe 4.5** pour les détails des questions posées.

❖ Entretiens semi-dirigés avec les porteurs d'initiatives locales

La prise de contact avec les porteurs d'initiatives locales individuelles et/ou collectives, dans le domaine du tourisme et de l'environnement, a eu pour objectif d'analyser l'impact de ces initiatives locales sur l'environnement, sur le développement local (impulsion, modification des jeux de pouvoirs locaux) et l'intégration de ces initiatives dans les stratégies institutionnelles. À l'origine, six porteurs avaient été identifiés suite aux précédentes missions de terrain mais la liste a été complétée et modifiée sur le terrain (**figure 4.19**).

N°	Nom	Rôle dans la communauté
1	Mustafa	Professionnel des sports de varappe d'origine turque et marié à Marisa, née à Cha Projet d'écotourisme avec le Parc Naturel
2	Danilo	Ancien professeur d'école, artiste peintre engagé politiquement (communisme, socialisme), soucieux de la valorisation du patrimoine culturel de Chã
3	Lucinhas	Étudiant en écologie. Il a dressé en 2011 un inventaire des plantes présentes dans la caldeira de Fogo.
4	Marisa *	Femme émancipée, propriétaire de sa propre pension touristique « Chez Marisa », mariée à Mustafa.
5	Halcindo	Guide touristique (travaille en partenariat avec des agences de voyage étrangères), propriétaire d'une maison d'hôtes
6	David	Président de la coopérative viticole et musicien, fils de Ramiro (également musicien et propriétaire de la plus grande loja du village, qui accueille les touristes venus écouter de la musique)
7	Ramiro	Patron du principal bar touristique du village, proposant des concerts (musique traditionnelle) et la vente de produits locaux (vin, fromage, café).

*Figure 4.19. Les entretiens avec les porteurs d'initiatives à Chã ; * La surreprésentation des hommes au sein des porteurs d'initiatives témoigne de la prévalence des hommes quant à l'accès au pouvoir socio-économique au sein du village.*

Les entretiens, de type semi-dirigé, ont duré une heure environ, et ont été menés en deux temps (**figure 4.20**):

- Une première partie permettra d'évaluer l'évolution de la situation à Chã depuis 2011 en termes d'acteurs et de programmes en cours sur le territoire
- Une deuxième partie plus spécifique portera sur les projets personnels et collectifs des différents intéressés.

Évolution de la situation à Chã	**1**	Nouveaux projets, nouveaux acteurs à Chã das Caldeiras : état des lieux
	2	Qu'est-ce qui a changé depuis l'éruption de 1995 en matière de gestion des risques ?
	2	La stratégie de gestion des espaces protégés : la création du Parc Naturel de Fogo a-t-il changé la gestion et l'accès aux ressources naturelles locales ? Qu'en pensent-ils ?
	3	Leur opinion sur le participatif : pensent-ils que le participatif peut apporter quelque chose en matière de gestion des risques ? De protection de la nature ? De développement ? Quelles sont les difficultés de ce processus (quels blocages) ? Comment faire selon eux pour parvenir à mieux intégrer la population de Chã dans cette gestion ?
Projet personnel, objectifs, impacts, partenariats	**4**	Leur projet personnel : principe, objectifs social, économique et environnemental,
	5	Historique de leur projet : étape, atteinte des objectifs, prochaines échéances
	6	Impacts perçus du projet : Quels impacts de leur projet sur l'environnement naturel ? humain ? Ont-ils eu des critiques ? Des encouragements ?
	7	Comment le projet s'insère-t-il dans le développement du village ? Quels ont été et quels sont les blocages face à la mise en place de leur projet ? Pourquoi selon eux ? Que font-ils pour solutionner ces problèmes ? Quels partenariats avec les acteurs internes ont-ils établis ? Seraient-ils prêts à associer à leur projet les personnes de la communauté qui travaillent dans le même domaine ? Si non, pourquoi ? Si oui, comment ?
	8	Quels partenariats ont-ils établis avec les acteurs externes à la communauté ? Est-ce efficace ? Comment ce partenariat se concrétise-t-il ? Est-ce que des acteurs institutionnels ont fait appel à eux ? Souhaiteraient-ils davantage être intégrés dans la stratégie de gestion du Parc ? Des risques ? Pourquoi et comment ?

Figure 4.20. Grille d'entretien avec les porteurs de projet.

Les entretiens ont été traités de manière qualitative longitudinale (un à un) et transversale sous forme d'un tableau Excel, afin de comparer leurs réponses et identifier les points communs (contraintes, opportunités, partenariats) et les divergences et spécificités de chacun.

❖ Entretiens semi-dirigés complémentaires sur des thématiques précises

Au total, 30 entretiens semi-dirigés filmés ont été réalisés auprès d'habitants du village, dont 13 femmes et 17 hommes (**figure 4.21**). Les durées des entretiens ont varié entre 10 minutes à plus d'une heure. Parmi les enquêtés, on retrouve certains porteurs de projet. Portant sur des sujets variés, ils ont pu être classés en 9 thèmes :

- Le tourisme et la viticulture (qui comptabilisent chacun 9 entretiens auprès des habitants)
- Le tourisme (8 entretiens)
- L'éducation et le travail des enfants (7 entretiens chacun)
- Agriculture et l'élevage (6 entretiens chacun)
- Les relations hommes/femmes et l'*empowerment* (5 entretiens chacun)
- L'eau et l'électricité (4 entretiens)
- La Mairie et les cyclones (3 entretiens)
- La santé et le chômage (2 entretiens)
- Le relogement en 1995 et la menace volcanique (1 seul entretien avec Antoninho Teixeira)

Dans leur grande majorité, les entretiens n'ont pas directement traité de la gestion des risques volcaniques (ce sujet a été évoqué de manière directe uniquement lors d'un entretien). Fort de l'enseignement de MIA-VITA, qui a montré que les risques volcaniques n'étaient pas au centre des préoccupations des locaux, une entrée par les ressources (la ressource en eau, la ressource foncière, les ressources agricoles et touristiques) a été privilégiée.
La viticulture et l'élaboration du vin ont occupé une place importante dans l'enquête. Afin de mieux saisir la répartition du travail au cours de l'année, le partage des tâches au sein du foyer, les différences de pratiques en fonction des familles, un calendrier a été créé (**figure 4.22).**

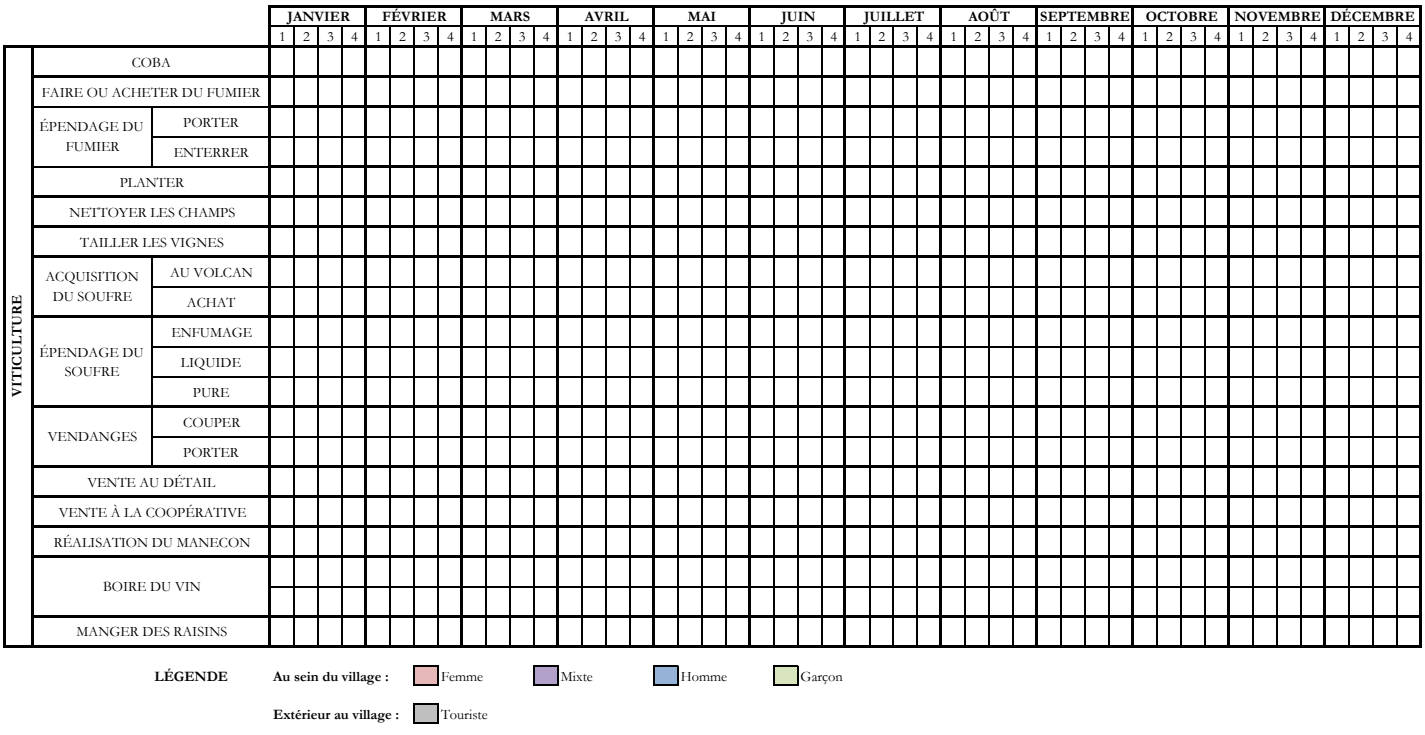


Figure 4.22. Calendrier de la viticulture à Chã par foyer.

En plus de ces entretiens auprès des habitants, quatre personnes hors de la communauté, mais investies dans le

développement du village à l'échelle très locale sans pouvoir être considérées comme gestionnaires, ont été interrogées :

- Fausto Rosario, philosophe et enseignant au collège-lycée de São Filipe et conseillé du Parc Naturel de Fogo
- Franz Hegger, qui travaille pour l'association COSPE (soutien à la coopérative viticole de CDC depuis 1996)
- Germano, un employé du Parc Naturel de Fogo, éleveur à Cabeza Fondo et poète
- Le directeur du collège lycée de Cova Figueira (où une grande partie des enfants du village vont au collège et au lycée)
- Maria Antonia Garcia, la directrice d'OMCV (Organisation des Femmes du Cap-Vert) à Fogo

Des touristes ont également accepté d'être interviewés pendant leur séjour à Chã :

- César, un touriste espagnol originaire des Canaries
- Domingo Teixeira, un touriste capverdien
- Un couple de touristes allemands (noms et prénoms inconnus)

Enfin, des dessins d'enfants ont été recueillis, pour évaluer leurs représentations de la famille et du territoire.
Le dessin possède en effet un atout important, celui de représenter : il peut aussi bien servir à se projeter dans l'irréel et l'imaginaire ou au contraire, servir à évoquer le réel. En géographie, on pense notamment aux cartes mentales. En sciences humaines, d'autres disciplines comme la psychologie, la sociologie, l'anthropologie ont aussi recours au dessin pour comprendre comment les acteurs comprennent et se représentent le monde. Parce qu'il fait partie du quotidien des enfants et constitue une pratique courante et familière, le dessin constitue un outil méthodologique privilégié pour enquêter auprès d'enfants du village.

Figure 4.21. Thèmes et personnes du village interrogées dans le cadre de la thèse

		Acteurs internes	Agriculture	Viticulture	Élevage	Tourisme	Chômage	Relogement	Menace volcanique	Éducation	Travail des enfants	Santé	Eau	Relations hommes femmes	Électricité	Cyclone	Mairie	Parc Naturel	Langue Créole	*Empowerment*
Habitants du villages	1	Camila Pina Dos Santos (25-30 ans) : agricultrice														1				
	2	Fatima Montrond (50-55 ans) : agricultrice	1	1						1	1	1	1	1				1		
	3	Muzinha : éleveuse et agricultrice (45-50 ans)			1													1		
	4	Olivia : infirmière (25-30 ans)										1								
	5	Marisa : propriétaire des 2 principales pensions du village (27 ans)				1					1			1	1					1
	6	Siza : propriétaire d'une boutique de souvenirs (20 ans)				1					1									1
	7	Tatiana : collégienne et agricultrice (11 ans)	1	1		1				1	1									
	8	Tutu : femme au foyer (26 ans)					1			1				1	1					
	9	Vovo : ancienne agricultrice responsable de Tatiana (80 ans)								1										
	10	Winnie (50 ans) : éleveuse et agricultrice	1		1									1						
	11	Mathilde : agricultrice (55-60 ans)		1																
	12	Manuela : propriétaire d'une épicerie																		
	13	Melissa : déléguée de la mairie de Santa Catarina (26 ans)																		
	14	Davide Montrond : président de la coopérative viticole (30-35 ans)		1																
	15	Djode : éleveur (50-55 ans)			1													1		
	16	Dulce (50-55 ans)		1																
	17	Cecilio : propriétaire d'une chambre d'hôte (35 ans)				1														
	18	Josezinho : éleveur de chèvre			1													1		
	19	Antoninho Teixeira : doyen (92 ans)				1		1	1											
	20	Camilo Montrond Fontes : agriculteur musicien (32 ans)	1	1						1	1		1	1	1	1	1	1	1	1
	21	Mano : maçon à CDC et Praia											1		1					
	22	Paulo : professeur à CDC								1	1								1	
	23	Pedrinho (70 ans)	1	1	1								1			1				
	24	Maduen : Directeur de l'école de CDC (49 ans)								1	1						1			
	25	Ramiro : patron du bar-épicerie-concert de CDC		1		1														
	26	Rosi : guide touristique				1														
	27	Mustafa : président de l'association des guides de CDC				1														
	28	Ze de Freta : agriculteur et musicien (40 ans)	1	1	1		1										1	1	1	1
	29	Tuka : 50 ans, éleveur et agriculteur																1		
	30	Frère de Siza artisan 23 ans				1												1		1
		TOTAL	**6**	**9**	**6**	**9**	**2**	**1**	**1**	**7**	**7**	**2**	**4**	**5**	**4**	**3**	**3**	**8**	**3**	**5**

Un cours de dessin auprès d'une classe de niveau CM2 a été organisé en partenariat avec Paulo, instituteur du village afin de travailler sur les représentations des enfants sur eux-mêmes et sur leurs parents, à travers un cours de dessin sur les thèmes du portrait et de l'autoportrait.
En introduction sont définis les mots « portrait[4] » et « autoportrait[5]», en expliquant la différence entre ces deux types de représentation. Les enfants devaient ensuite se dessiner eux-mêmes sur une feuille A4, à l'aide de peinture et de crayons de couleur. Ils devaient d'abord dessiner leur visage, puis dessiner le métier qu'ils voudraient faire plus tard (**figure 4.23**). Dans un troisième temps, il était demandé aux enfants de dessiner leurs parents, y compris si ceux-ci habitaient dans un autre pays.

Figure 4.23. Exemple d'autoportrait d'un enfant du village, Simão Montrond, qui veut devenir guide touristique (Chouraqui, 21 novembre 2012).

- **2ème phase : Approfondir et co-construire**

La 2ème phase s'inscrit dans la thématique de la co-construction des savoirs et des capacités par l'approche participative. Celle-ci se trouve au cœur du processus de recherche-action et comme le film documentaire, traduit « *le désir de certains chercheurs de travailler sur des modes plus horizontaux avec les populations* » (Raoulx, dans Fontorbes & Granié, 2016, p.68).

- Temporalité quotidienne : le film participatif au centre du processus de recherche engagée

Shaw et Robertson (1997) décrivent le film participatif en tant qu'activité utilisée de manière individuelle et collective « *pour développer leur confiance et leur estime de soi [en référence aux participants], pour les encourager à s'exprimer de manière créative, pour développer une prise de conscience critique et pour leur fournir un moyen de communiquer avec d'autres* » (Shaw & Robertson, 1997, p. 11) par-delà les barrières sociales, spatiales, scripturales et linguistiques (Snowden, 1984). Principalement utilisé avec des groupes défavorisés ou marginalisés, il présente, au-delà, de l'apport de données produites par le terrain à analyser, un potentiel intéressant en matière d'inclusion des groupes sociaux mis à l'écart, en situation d'exclusion politique et/ou économique et/ou sociale. Ce soutien volontaire à des acteurs que l'on juge marginalisés dans la gestion territoriale traduit une position engagée du chercheur qui essaie de leur trouver des espaces d'expression et de reconnaissance – donc de pouvoir –en leur donnant plus de prise sur le développement local. Cet

[4] Représentation d'une ou plusieurs personnes réelles ou fictives dans un dessin, une peinture, un texte, une musique, une sculpture.
[5] La personne qui dessine, qui prend la photo ou qui écrit parle d'elle-même.

engagement du chercheur est traité dans le **chapitre 5.2.3.** de la thèse.

De plus, ce type de film possède en partie les mêmes atouts que le film documentaire en termes de diffusion et de restitution des résultats de l'enquête, notamment auprès de populations ne partageant pas la même langue que le chercheur, mais aussi pour certains terrains présentant des taux élevés d'analphabétisme (comme c'est le cas à Chã das Caldeiras).

La réalisation de films avec des personnes enquêtées « *est apparue très tôt, au sein de projets de coopération et de recherche* » (Petit & Colin, 2009, p. 1). Parmi les projets pionniers, le hasard veut que le plus connu soit celui mené dans une île portant également le nom de Fogo, située en Terres Neuves, vers la fin des années 1960. Ce projet, appelé *Fogo Process*, a été réalisé par Colin Low et Donald Snowden, avec différentes communautés de pêcheurs en lutte contre le déclin de leur activité et la menace d'exil qui l'accompagne (Petit & Colin, 2009, p.1). Il a abouti à la création de 27 films, qui ont permis l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement canadien dans le sens de la préservation de leur activité et de la reconnaissance des droits des insulaires.

On retient aussi le projet de création vidéo mis en place par Terry Turner pour former des individus appartenant à la communauté Kayapó aux techniques cinématographiques, dans une démarche scientifique engagée pour la reconnaissance officielle par le gouvernement brésilien des droits des Kayapó sur leur territoire ancestral. Ceux-ci ont réalisé plusieurs documentaires sur leurs rituels, leurs cérémonies et des manifestations et des débats au Congrès brésilien sur la question de leurs droits (fin des années 80).

Dans la thèse, le principe des ateliers était de donner la parole à des personnes du village n'ayant pas toujours accès au pouvoir de représentation, dans une démarche d'*empowerment* et de valorisation des savoirs. L'objectif était de stimuler une réflexion commune sur leurs conditions, leurs contraintes, et les solutions pour se faire reconnaître au sein du système d'acteurs. Le processus devait être basé sur une succession de séances de groupe utilisant comme outil moteur le film participatif. L'objectif était d'amener les participants à créer ensemble et séparément, à prendre confiance en eux et préparer la phase 3 du projet (**figure 4.24**).

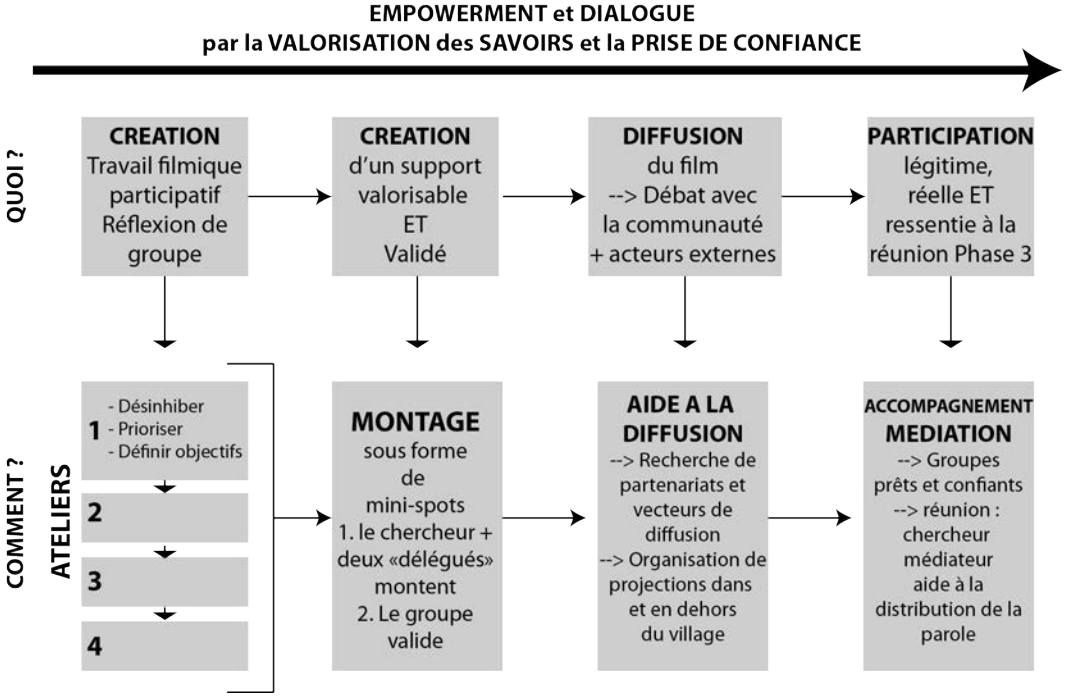


Figure 4.24. Principes des ateliers-projets.

- L'atelier de création de film(s) participatif(s) : difficultés, adaptations et échec final

A l'origine, deux groupes sociaux appartenant à la communauté de Chã avaient été pressentis pour monter des ateliers filmiques au village : le premier composé de jeunes femmes célibataires, le second avec des jeunes hommes à l'insertion économique difficile (voir FGD plus haut dans le texte). En effet, bien que représentant la génération montante devant nécessairement être impliquée dans la gestion partagée, l'enquête sur le terrain montrait que ces deux groupes rencontraient des difficultés à trouver leur place sur la scène de la concertation au sujet de la gestion des ressources sur le territoire. Il a été très difficile de constituer ces deux groupes autour d'un projet.

À cause de cette difficulté à trouver des personnes disponibles et prêtes à s'investir, mais aussi du retard dans l'ouverture du siège du Parc Naturel de Fogo (le siège n'a ouvert qu'en mars 2014 au lieu du début d'année 2013)[6], l'atelier de création de film participatif a dû être repoussé à la mission suivante, plus courte que la précédente. Au final, un seul atelier a été organisé avec des femmes du village dont certaines avaient déjà collaboré dans d'autres films précédents. Winnie, Fatima, Tutu avaient participé à l'élaboration de plusieurs mises en scène dans *Fika na Casa*. Cet atelier devait avoir lieu sur quatre séances à raison d'une séance par semaine pendant un mois (juillet 2014).

A ce moment du projet, les deux hypothèses étaient :
1- Il est plus facile d'impliquer des personnes ayant déjà montré de l'intérêt pour le projet de recherche filmique ;
2- Pour que les personnes marginalisées participent, il faut leur donner les outils leur permettant de construire leur confiance en elles.

L'atelier-projet s'est structuré en 4 étapes, soit 4 séances (**figure 4.25**).

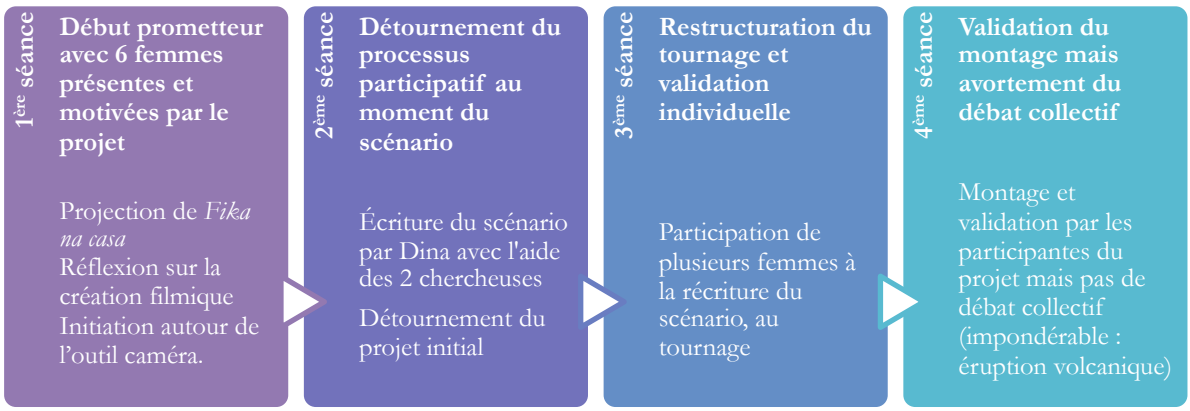


Figure 4.25. Les différentes étapes-séances du projet, de l'avortement du processus originel de collaboration et remaniement autour de la réalisation du film participatif Voz de Mudge (Voix de femmes).

Le premier atelier, planifié avec soin à l'avance (voir le planning de la séance 1, **figure 4.28**) a été une réussite : 6 femmes de 18 à 50 ans sont venues (**figure 4.26**).

[6] Il était en effet prévu de faire ces ateliers à la maison du Parc, car elle réunissait les conditions idéales pour travailler, et aucun autre lieu à Chã ne s'y prêtait.

Nom	Prénom	Surnom	Âge	Satisfaction sur l'atelier	Le point fort de l'atelier	Le point faible de l'atelier
Fernandes	Marisa	Kinha	18	Oui	Pouvoir donner son opinion	-
Santos Robeiro	Edna	Tutu	27	Oui	Pas d'homme	Il faudrait qu'il y ait plus de monde
Barbosa	Sazonira	Nira	N/A	Oui	Très bien	-
Santos de Pina Ribeiro	Eunice	Za	18	Oui	Pas d'homme	Ne pas parler de l'abandon scolaire
Montrond	Fatima	Fatima	50	Oui	-	-
Montrond	Marisa Jesus	Winnie	50	Normal	Ouverture	Un peu loin de chez elle

Figure 4.26. Liste des participantes à la première séance d'atelier de création filmique.

Dans un premier temps, les participantes ont regardé le film *Fika na Casa*[7], dont le contenu, présentant les inégalités hommes femmes et mettant en lumière la pénibilité des tâches domestiques féminines et les relations au sein du foyer, a été validé par le groupe. Cette projection a été l'occasion d'observer les réactions des femmes présentes, parfois sérieuses, parfois amusées, parfois gênées, comme au moment où Winnie (présente sur l'image **figure 4.27,** à gauche, en jupe blanche) déclare dans le film « *c'est nous les femmes qui allons chercher le fourrage, c'est les femmes qui font à manger, qui balayent, qui lavent le linge, qui s'occupent des animaux* » suivi d'une interview de Tuka, son mari, qui déclare : « *les femmes doivent suivre les ordres du mari, parce que c'est lui qui achète les jupes, les chaussures, qui construit les maisons, qui fait les travaux les plus durs.* »

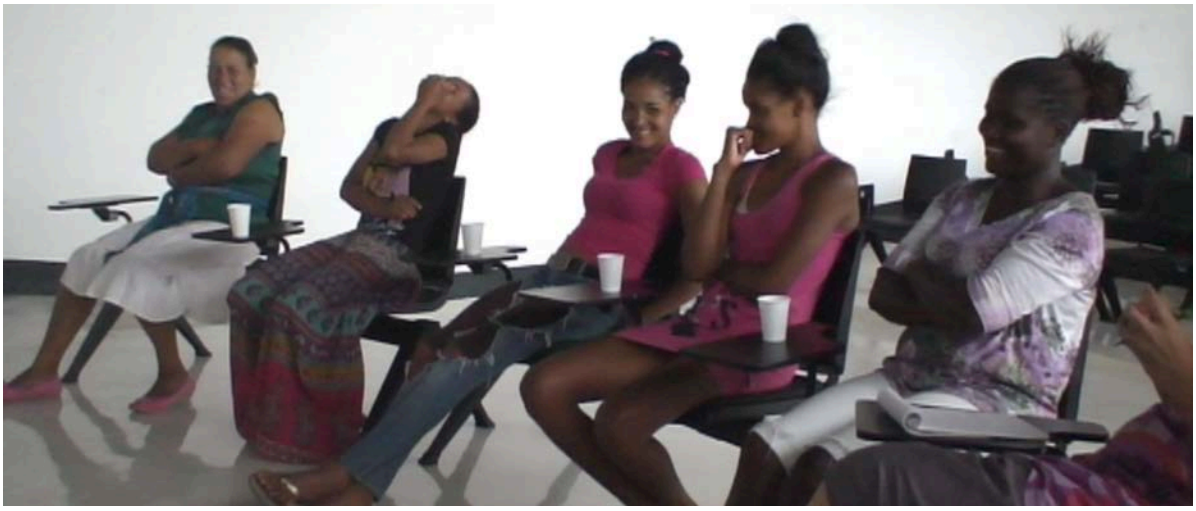


Figure 4.27. Les participantes pendant la projection du film Fika Na Casa.

Le deuxième temps de la première séance a permis de créer une réflexion autour de la forme et du contenu du film que les participantes souhaitaient réaliser. Celles-ci ont décidé de travailler sur le thème des inégalités hommes/femmes. Le principal danger concernant ce choix de thème était d'enfermer les femmes dans un rôle de victime et l'homme dans celui d'oppresseur, dans un discours manichéen simpliste contraire à l'objectif du projet (accompagner les femmes à prendre conscience qu'elles sont détentrices de savoirs valorisables). Or ce projet avait pour objectif de les accompagner dans une prise de confiance en elles et en leurs savoirs : cela supposait donc à la base de choisir un thème qui parle de ces savoirs et les valorise, et non pas qui dénonce une condition au risque de les enfermer dans une situation de victime.

Toutefois, le choix de ce thème n'a pas été contesté, l'idée même du projet étant de fournir un espace

[7] https://youtu.be/2SSkp-20lXA

d'expression aux participantes dans lequel celles-ci se sentent libres de se révéler, petit à petit, ces objectifs ne pouvant être atteints en début de projet, le rôle du chercheur devant se limiter au suivisme, attitude consistant à imiter sans esprit critique, afin de ne pas imposer sa propre vision.
Dans un troisième temps, on passe à la pratique avec l'apprentissage des techniques de base d'utilisation de la caméra avec deux activités mises au point à partir du guide *Insights into Participatory Video* (Lunch & Lunch, 2006), présentées dans les tableaux suivants (**figures 4.29 et 4.30**).

La fin de la séance a permis de faire le point et de planifier la suivante. Un questionnaire individuel a été distribué aux participantes. Une discussion s'est déroulée sur les comportements à adopter entre elles et avec la chercheuse accompagnatrice (ne pas être timide, se respecter, écouter les autres, accepter de faire des erreurs, être à l'heure). La séance suivante a été fixée et son contenu expliqué (story-board, filmer une première séquence).
La chercheuse a précisé : « *Si vous continuez les ateliers-projets, c'est pour vous investir, ne vous sentez surtout pas obligée ! Il n'y a rien d'obligatoire. On comprend très bien que ces ateliers prennent du temps. C'est un projet qui doit vous faire plaisir, vous rendre fière et pour lequel vous souhaitez vous engager. Imaginez : si vous jouez vraiment le jeu, dans un mois, vous aurez un film, le vôtre, un moyen d'exprimer votre point de vue. En tant que réalisatrices, vous serez libres de le diffuser où bon vous semble, chez vous, sur Internet, à des réunions. Le film sera à vous. Alors qui est partante ? »*

Néanmoins, malgré les réponses positives et la satisfaction globale des participantes concernant la première séance (**figure 4.26**), aucune d'entre elles ne s'est présentée au 2ème rendez-vous fixé.

Dès le début de la réunion, avoir une caméra branchée qui filme (mettre un réveil au bout de 55 minutes pour changer la cassette)

➔ *La batterie et la bande doivent être insérées avant le début de la première session. S'assurer que tout est prêt pour la première scène et ne pas discuter de technique avant de faire les premières mises en scène.*

	GROUPE 1	GROUPE 2
Ordre du jour	➨ Construction d'un climat de confiance et découverte ludique de l'outil caméra et de son pouvoir ➨ Créer une réflexion-débat sur des thématiques en lien avec la gestion des ressources et le territoire en se basant sur le visionnage de courts-métrages réalisés par le chercheur	
Objectifs	➨ Donner la parole différemment que lors des réunions classiques. ➨ Voir si les participants présents souhaitent s'impliquer dans la prise de décision concernant leur territoire	
ACTIVITÉS		
1er temps	**Projection du film en cours de montage *Fika na Casa*** ➨ Débat ➨ Validation du montage par les participantes	
2ème temps	**Réalisation des activités audiovisuelles n°1 et n°2** [voir détails par activité] Discussion sur la forme : « *La vidéo est un outil qui va vous permettre de parler de choses qui vous tiennent à cœur, de sujets sérieux qui comptent pour vous, mais aussi de vous amuser. La vidéo réalisée vous appartient, vous avez des droits d'auteur et d'acteur dessus, et chacun aura droit à sa copie sur DVD. Vous garderez donc pour vous une trace de votre travail et de cette production collective.* »	
3ème temps	**Bilan de la réunion et planification de la suivante** ➨ Faire passer la première partie du questionnaire individuel aux participants. ➨ Charte de participation : décider des comportements à adopter entre eux et avec la chercheuse accompagnatrice ➨ Convenir de la prochaine rencontre et en expliquer le contenu (story-board et qui filme les premières séquences) ➨ Être clair, sans agressivité : « *Si vous continuez les ateliers-projets, c'est pour vous investir, ne vous sentez surtout pas obligés ! Il n'y a rien d'obligatoire. On comprend très bien que ces ateliers prennent du temps. C'est un projet qui doit vous faire plaisir, vous rendre fiers et pour lequel vous souhaitez vous engager. Imaginez : si vous jouez vraiment le jeu, dans un mois, vous aurez un film, le vôtre, un moyen d'exprimer votre point de vue. En tant que réalisateurs/réalisatrices, vous serez libres de le diffuser où bon vous semble, chez vous, sur Internet, à des réunions. Le film sera à vous. Alors qui est partant/partante ?* »	

Figure 4.28. Planification de la première séance d'atelier avec les deux groupes initialement prévus.

Activité audiovisuelle participative n°1

ICE-BREAKING DE PRESENTATION

LES OBJECTIFS

- Se divertir
- Détendre l'atmosphère entre des personnes qui se connaissent déjà, et qu'il n'est donc pas utile de présenter
- Susciter et encourager la collaboration en impliquant tous les membres du groupe.

LE MATÉRIEL

Caméra vidéo, enceinte, micro, rallonge avec port XLR

LES APPRENTISSAGES

Premières manipulations d'une caméra.

LES ÉTAPES

Phase préparatoire

La caméra est chargée et rangée dans une sacoche avec le micro et le câble XLR de 10 mètres.

1ère étape : Prendre place

On va dehors avec la caméra et on forme un cercle debout. Il est souhaitable que toutes les personnes présentes participent à l'exercice. L'animateur y participe également.

2ème étape : Les présentations.

Présenter la caméra dans sa sacoche et demander à une participante de la déballer.

3ème étape : Apprendre les bases pour capturer les images

Enseigner les éléments suivants :

- comment tenir une caméra ;
- comment l'allumer et l'éteindre ;
- où se trouve le bouton d'enregistrement/pause.

Il est important que les personnes le fassent elles-mêmes. La chercheuse observe l'ensemble du groupe pour s'assurer que tout le monde est attentif.

4ème étape : Apprendre comment mettre la caméra sur un trépied

Demander à une personne (ici, Marisa - **photo A** de la **figure 4.31**) d'ouvrir la sacoche du trépied et de monter la caméra sur sa semelle pour insérer celle-ci sur le trépied. Pour l'aider, montrer comment faire en mimant. Expliquer que le trépied garantit une meilleure stabilité. Laisser Marisa régler la bulle du trépied pour assurer l'horizontalité du cadre.

5ème étape : Apprendre les bases pour la captation sonore

Expliquer au groupe que le son est capturé aussi bien que l'image. Demander une personne (n'importe laquelle, ici Tutu - **photo B** de la **figure 4.31**) de brancher le casque audio et d'écouter.

6ème étape : Apprendre que la caméra est fragile

Dire au groupe que les parties les plus fragiles d'une caméra sont la lentille et l'écran, expliquer qu'ils sont comme l'œil humain et peuvent être endommagés par les doigts et la saleté. Ainsi, il faut penser à fermer le système qui protège la lentille et fermer l'écran lorsque la caméra n'est pas utilisée.

7ème étape : Apprendre à cadrer

Demander à Tutu d'ouvrir l'écran de visée sur le côté et d'actionner le système qui protège la lentille.

Ensuite, lui dire d'essayer de faire un zoom avant puis arrière pour cadrer uniquement la tête et les épaules de la personne en face d'elle. Puis, une fois qu'elle a établi un contact visuel direct, elle doit demander à cette personne si elle est prête (**photo C** de la **figure 4.31**).

8ème étape : La première participante filme …

Ensuite, Tutu filme la personne située en face. Cette dernière dit son nom et une phrase ou deux, par exemple ce qui la passionne, ou une chose amusante ou même banale comme ce qu'elle a mangé au petit déjeuner.

9ème étape : … Et ainsi de suite

Après avoir filmé, Tutu passe la caméra à la personne qui est assise à côté d'elle (par exemple dans le sens des aiguilles d'une montre) et la personne qui a parlé passe le microphone à la personne située à côté d'elle - le processus est répété jusqu'à ce que tout le monde dans le cercle ait eu la possibilité de filmer et de parler, y compris l'animateur.

Au moment de confier la caméra à la personne suivante, le participant (plutôt que l'animateur) explique comment l'utiliser.

10ème étape : Apprendre à rembobiner et connecter la caméra

Quand tout le monde a filmé (y compris l'animateur), demander à une personne de rembobiner la bande, de connecter la caméra à des enceintes, puis d'appuyer sur le bouton lecture. Regarder puis féliciter le groupe.

Figure 4.29. Activité audiovisuelle n°1.

Activité audiovisuelle participative n°2

LE JEU DE LA DISPARITION

LES OBJECTIFS

- Se divertir
- Bâtir le groupe
- Apprendre comment enregistrer et pauser.

LE MATÉRIEL

Camera vidéo, ordinateur, trépied, cable firewire/caméra

LES APPRENTISSAGES

« *Les avantages du jeu de cache- cache : c'est un jeu amusant, il enseigne comment effectuer un enregistrement puis mettre sur pause ; il permet de s'assurer que tout le monde possède cette aptitude fondamentale. Il montre la magie de la vidéo, et sa capacité à manipuler le temps et à jouer avec la réalité ».*

LES ÉTAPES

Phase préparatoire

On décide ensemble du lieu de la prise de vue. La chercheuse explique le principe de l'activité : il faut se tenir silencieuses et immobiles comme des statues. Elle montre l'exemple et explique qu'on peut prendre des poses drôles.

1ère étape : Positionnement

Toutes les participantes se mettent en groupe comme si elles posaient pour une photo.

2ème étape : Prendre une pose

La chercheuse filme puis une des participantes sort du groupe

3ème étape : Filmer le groupe immobile

La chercheuse appuie sur le bouton et compte jusqu'à trois (enregistrement pendant trois secondes). Si la caméra ou le trépied bouge, même légèrement, le résultat sera raté. Il faut donc veiller à presser doucement le bouton d'enregistrement pour minimiser les secousses.

- La chercheuse demande à une personne de quitter le groupe - les autres ne doivent surtout pas bouger. Elle explique à la personne sortie du groupe comment faire.
- Celles qui sont sorties du groupe peuvent filmer à leur tour. Chacune peut enseigner à la suivante.
- Quand la dernière personne est sortie, on filme l'espace vide pendant cinq secondes.

Il est important que les personnes le fassent elles-mêmes. Le chercheur observe l'ensemble du groupe pour s'assurer que tout le monde est attentif.

4ème étape : Visionner

Ensuite, on visionne le film immédiatement. On le passe, on le rembobine, on le passe en accéléré (en avant et en arrière) pour faire rire le groupe. Il semble que les gens apparaissent et disparaissent comme par magie (**figure 4.31)**.

Figure 4.30. Activité audiovisuelle n°2.

Figure 4.31. Montage photographique sur les premières activités de formation à l'outil vidéo (Chouraqui, 2014).

Lors de la 2ème séance, seule Dina Alves s'est déplacée (elle n'était pas présente à la première séance). Cette jeune femme originaire de São Filipe habite à Chã depuis peu (le père de ses trois enfants est lui natif du village). Devenue masseuse professionnelle, elle est aussi poète (auteur d'un recueil de poèmes publié) et a suivi des études universitaires. Son profil diffère de celui la majorité des habitants du village, très peu d'entre eux ayant entrepris des études universitaires (même si dernièrement, on observe un changement pour les nouvelles générations). L'un de ses poèmes est construit comme une injonction à se libérer de la férule masculine et dénonce les préjugés attachés au « sexe faible » (voir le poème avec sa traduction en **annexe 4.6**). Cet atelier a permis d'écrire le scénario en suivant la structure narrative du poème, ce qui en soit est un succès en termes de production. Toutefois, en l'absence des autres participantes, et parce que Dina présente un profil différent du reste du groupe, le projet a été détourné de son objectif initial. Ce premier échec du processus participatif est lié au manque de temps et de disponibilité des participantes. Il faut également prendre en compte que l'idée n'est pas venue d'elles, qu'elles ne se projetaient pas particulièrement dans ce projet car elles n'en étaient pas à l'origine.

La 3ème étape du projet a dû être entièrement remaniée pour s'adapter aux disponibilités réduites des participantes. Il a tout d'abord fallu valider individuellement la proposition de Dina et la première ébauche de scénario, en incorporant les suggestions de chacune d'entre elles. Ce travail a été réalisé en se rendant au domicile de toutes les participantes pour les informer l'une l'autre des remarques/idées des autres membres du groupe. À cette occasion, elles ont également été consultées pour savoir à quelle équipe elles souhaitaient appartenir pour le tournage des 6 principales scènes (extrait du scénario technique, **figure**

4.32). De plus, étant donné leur manque de formation à l'outil caméra (seules les techniques de prise de vue et de prise de son basiques ayant été abordée lors de la première séance), c'est la chercheuse qui a dû être derrière la caméra et non les femmes du groupe, comme prévu initialement. Toutefois, au moment de filmer, elles étaient chargées de diriger le tournage par groupe de deux. Ainsi, même si elles ne tenaient pas directement la caméra entre leurs mains, elles pilotaient la mise en scène, dirigeaient les personnages, mais aussi la chercheuse et la caméra. Devenue simple technicienne, il fallait veiller à rester au plus près des consignes données par les participantes et à ne pas s'éloigner de leurs demandes et aspirations. À ce stade du projet, deux participantes (Dina et Tutu) se sont particulièrement investies et ont été présentes pendant la plupart des moments de tournage.

La réflexion menée par Colin et Petit permet de nuancer le sentiment d'échec dans la formation des participantes qui ne sont pas allées jusqu'à s'emparer de l'outil caméra. En effet, ceux-ci indiquent que la participation n'est jamais totale dans le sens où il y a toujours des interactions entre les participants et le chercheur. Ils précisent également que le « tout participatif » n'est pas une solution miracle dans le cadre des interventions de vidéo participative (Petit & Colin, 2009). Dans leur thèse, ils invalident l'hypothèse selon laquelle « *plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation – et notamment son appropriation et sa durabilité – est assurée* ». D'après eux, la réalisation conjointe du projet vidéo entre acteurs locaux et intervenants « *n'est pas nécessaire à toutes les étapes, et peut même parfois se révéler contre-productive* » (format obtenu peu adapté à la concertation, immobilisme du processus dû aux trop nombreuses collaborations, etc.). Dans notre cas, même si les participantes n'ont pas été aux commandes de la caméra ou du montage, leur implication aux différentes étapes du processus de création fait d'elles les co-réalisatrices du film produit.

1. Femme pleine de vie				
Poème	**Histoire**	**Acteur-actrice**	**Image**	**Équipe**
Musique de Camilo sans paroles	Une fille travaille dans les champs et ramasse des haricots. Elle est jeune, son corps est libre, plein de santé, ses vêtements sont neufs et joyeux.	La fille de Maria et Tuka	Dernière image : main de la fille avec joli bracelet	Tutu Dina
2. Femme fatiguée				
Poème	**Histoire**	**Acteur-actrice**	**Image**	**Équipe**
Femme, aujourd'hui comme tous les jours tu es fatiguée. *Tu es fatiguée de tant travailler.* *Même aujourd'hui qui est ton jour tu ne t'arrêtes pas.* *Arrête, arrête pour te reposer.* *Mais si tu t'arrêtes, que va-t-il se passer ?* *Que va-t-il se passer avec ces enfants dont tu fais des hommes ?*	Femme plus âgée récolte des haricots, elle a l'air fatiguée, elle est seule dans les champs. Elle porte les mêmes vêtements que la fille mais ils sont abimés	Winnie	Première image : main de la femme arrache un des haricots de la branche (même bracelet)	Tutu Dina
3. Femme et tendresse				
Poème	**Histoire**	**Acteur-actrice**	**Image**	**Équipe**
Oh femme, mère, amie, épouse. *Avec ta sueur et tes larmes* *Avec tes mains qu'ils disent fragiles. Fragiles ?* *Mais ce ne sont pas tes mains qui fabriquent la nourriture de ce peuple ? L'homme travaille avec la terre, il gagne de l'argent, il fait des terrasses, des routes, des maisons mais ce n'est pas toi, femme, qui élève les hommes ? Qu'est- ce que serait l'homme sans ton amour, sans ta tendresse de mère, d'amie, d'épouse ?*	Filipa fait à manger à son mari Elle couche son petit fils	Antoninho Fatima Verta	Gros plan : main de Filipa Plan général : Filipa borde son petit-fils, remet la couverture sur lui	Fatima Dina

Figure 4.32. Extrait du scénario technique co-écrit par Dina Alves, Pauline Texier et Floriane Chouraqui.

La 4ème étape consistait dans un premier temps à faire valider le montage du film par l'ensemble du groupe. Le nom du film a également été fixé : *Voz de Mudje* (Voix de Femmes, alors que le poème de Dina Alves portait le nom de « *Mudje* »). Le montage sous forme d'atelier-projet à heures fixes dans l'enceinte du PNF n'étant pas adapté, la solution trouvée a été la même que pendant le tournage, à savoir d'organiser des visites à domicile des participantes. La dernière version du montage était achevée au moment du retour de mission vers la France, et il ne restait plus qu'à faire la post-édition en France et consulter les directeurs de thèse sur le produit fini avant de projeter la version finale devant un public plus large en organisant une projection débat avec les membres de la communauté lors de la mission suivante. Cependant, l'éruption survenue seulement 3 mois après a mis un terme au projet. Le caractère prioritaire de la menace volcanique extrême a eu pour effet de reléguer la création du film (pour les participantes impliquées) et le thème abordé (pour les femmes comme pour la communauté) au second plan par rapport à la tragédie vécue. Toutefois, le film a été rendu disponible à la communauté via la création du DVD *Memoria de Chã* qui contient l'ensemble des films finalisés sur le village (voir l'analyse de la diffusion des films de recherche non-participatif en fin de chapitre, dans la sous-partie 4.4.2).

- Création du film de fiction *Mimiso* à partir du conte environnemental éponyme

L'idée de créer ce film (1ère étape, voir figure 4.33) est née de la rencontre avec Germano Fonseca Centeio, habitant de Cabeza Fondo (dernier village avant l'entrée dans le PNF), éleveur de chèvres, agriculteur et défenseur d'une conservation stricte de la nature qui travaille aussi comme employé du PNF et sert de relais entre les gardes du PNF et les supérieurs hiérarchiques. Germano est apparu comme une personne-ressource à l'interface entre les éleveurs et le parc et ce à différents niveaux :

- Il possède un important savoir traditionnel et scientifique sur les plantes endémiques, qui lui confère la reconnaissance et le respect des gestionnaires du PNF aussi bien que des locaux.
- Il valorise ses connaissances à travers son travail auprès du Parc Naturel (plantation d'espèces endémiques, animation de réunions auprès des agriculteurs et des éleveurs ainsi qu'auprès des enfants)

Il contribue à faire circuler les savoirs locaux via l'écriture, avec plusieurs poèmes (notamment deux poèmes sur l'éruption de 1995 et 2014-2015). Il est également l'auteur du conte environnemental, *Mimiso*, basé sur son histoire personnelle.[8] Déjà publié sous forme de bande dessinée, le conte a servi de base à l'élaboration du projet de film participatif organisé à Cabeza Fondo, et a été initié par Germano lui-même avec le soutien de la chercheuse, mais sans demande sociale exprimée de la part des habitants du village. Il ne s'agit cependant pas d'une scène participative incitée au même titre que l'expérience d'atelier *Voz di Mudje*, puisque la motivation première émanait de Germano qui fait partie de la population locale, et non d'une personne extérieure. On pourrait donc qualifier cette expérience de scène participative pseudo-spontanée.

[8] Histoire de *Mimiso* : Un petit garçon (Germano petit) originaire de Chã relogé à Cabeza Fondo se prend d'amitié pour un plant minuscule de *lingua de vaca* (plante endémique de Fogo), perdu au milieu de la *jora* (lapili). En effet, d'après le conte, cette petite plante était alors la seule survivante face au surpâturage occasionné par les chèvres. Le garçon va alors décider de protéger cette plante contre les attaques des chèvres, sans se soucier des moqueries des autres pasteurs.

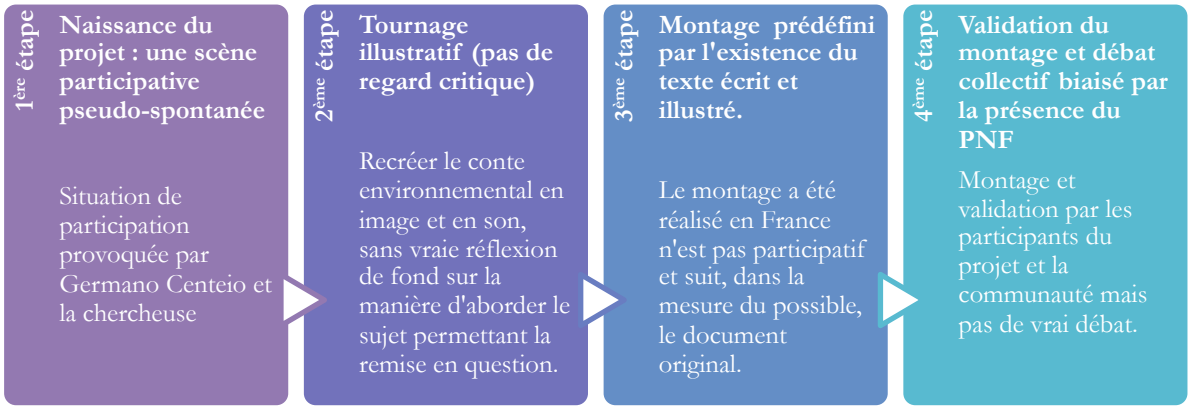


Figure 4.33. Réflexion sur la nature participative ou non du projet à travers l'analyse des différentes étapes de réalisation du film » Mimiso ».

Le tournage a eu lieu en une seule journée, le 9 novembre 2013, à la fois dans le village (école et rue principale) et sur la bordera (pour les séquences du film où Mané découvre puis s'occupe de *Mimiso* et pour la dernière séquence ou Germano lit son poème assis à côté de Mimiso devenu un énorme pied de *lingua de vaca*). Au total, le film compte 8 personnages principaux (**figure 4.34**) mais aussi des acteurs secondaires, en particulier des enfants de la classe de Mané.

Principaux personnages du film	Nom	Prénom
Mané, le petit garçon	Centeio	Olivio
Betinho, le frère de Mané	Centeio	Nicholas
Le grand-père de Mané	Dos Santos	Fernando (Antonio)
Le professeur de l'école	Freitas	Claudino
Jose, autre petit garçon en conflit avec Mané	Carlos Barbosa Andrade	Jose (Zezito)
Herculano, membre de l'association pour la préservation des espèces endémiques	Nunes Barbosa	Agostinho
Hanah, touriste travaille pour une revue d'éco-tourisme	Chouraqui	Floriane
Germano Fonseca Centeio dans son propre rôle (lecture d'un poème à la fin du film)		

Figure 4.34. Les principaux personnages du film Mimiso.

Globalement, le film reprend la structure narrative de la bande dessinée :
Au niveau de la forme, la principale force du film par rapport au livre est l'usage de la langue capverdienne, la version écrite étant en portugais. Toutefois, la version vidéo présente de nombreuses « fautes techniques » (maladresses dans le scénario et le jeu des acteurs amateurs, etc.). Toutefois, dans la mesure où elles n'empêchent pas la compréhension globale, ces maladresses ne sont pas nécessairement des « défauts ». Au contraire, cet aspect naïf de la forme fait écho à la morale très simple de ce conte : comme le petit garçon Mané, qui veille sur son ami Mimiso « *avec patience et tendresse* » (*Mimiso*, 2013, 09'08"), il faut prendre soin des plantes endémiques présentes à Fogo.

Au niveau du fond, la seule véritable variante est la scène finale avec Germano Fonseca, citée ci-dessus. Il n'y a pas eu de réflexion de fond sur la manière d'aborder le sujet avec les acteurs participant au projet. Ceux-ci ont eu tendance à suivre les directives de Germano Fonseca Centeio (leader du groupe et de la communauté de Cabeza Fondo). Mais le discours du film *Mimiso* est clairement moralisateur : il dénonce l'impact environnemental de l'élevage et présente les éleveurs comme une menace pour l'environnement

fragile de la bordera. Le film donne donc une vision faussée sur les comportements des éleveurs présentés comme ignorants et indifférents aux considérations environnementales (voir le **chapitre 6**). De surcroît, à vocation de sensibilisation des usagers du territoire à la protection de la nature, le positionnement du discours, dénonciateur, moralisateur peut paraître inadapté pour faire changer efficacement les comportements, car il stigmatise les éleveurs : ceux-ci peuvent alors se sentir mal à l'aise face au film en se sentant pris pour cibles, jugés et critiqués.

Le montage a été réalisé en France par la chercheuse, et il a ensuite été validé par Germano Fonseca Centeio lors de la mission suivante. Le film a ensuite été diffusé lors d'une projection débat à Cabeza Fondo afin de faire valider le film par la communauté et d'analyser les réactions. 40 personnes du village ont assisté à la projection (30 adultes et 10 enfants) en présence de 2 employés du Parc Naturel de Fogo (**figure 4.35**). Si le film a bien été validé collectivement, les discours ont été très consensuels. Cette absence de débat/critique peut s'expliquer par la présence des deux employés du PNF et mais aussi celle de Germano, qui est rattaché au PNF. Il ne s'agissait donc pas d'un espace sûr permettant aux membres de la communauté de s'exprimer librement. La chercheuse aurait donc dû prévoir un autre mode de diffusion, en réalisant une série d'entretiens individuels à Cabeza Fondo et à Chã das Caldeiras.

Figure 4.35. Projection-débat avec la population de Cabeza Fondo et deux employés du Parc Naturel (Chouraqui, 2013).

- Accompagnement d'un groupe pour comprendre et proposer des alternatives au plan d'urbanisation

Ce projet est né en réaction à la création d'un plan d'urbanisation qui s'annonçait « participatif » visant à encadrer et limiter le développement urbain à Chã, ainsi qu'à développer les infrastructures et l'accès à différents services (eau notamment). Ce plan a été commandé et validé en février 2014 par la municipalité de Santa Catarina, mais réalisé par le Groupe de recherche en Aménagement du Territoire et Planification Urbaine (GEOTPU), de la Faculté de Sciences et Technologie de l'Université Nova de Lisbonne. Annoncé par celle-ci comme une mesure bénéfique pour les habitants, elle a été ressentie comme une mesure restrictive, très arbitraire et non participative (voir chapitre 1 et 6).
Le schéma ci-dessous (**figure 4.36)** résume les 4 étapes qui ont constitué cette expérience d'accompagnement d'une dynamique contestataire émanant de la population (scène participative spontanée).

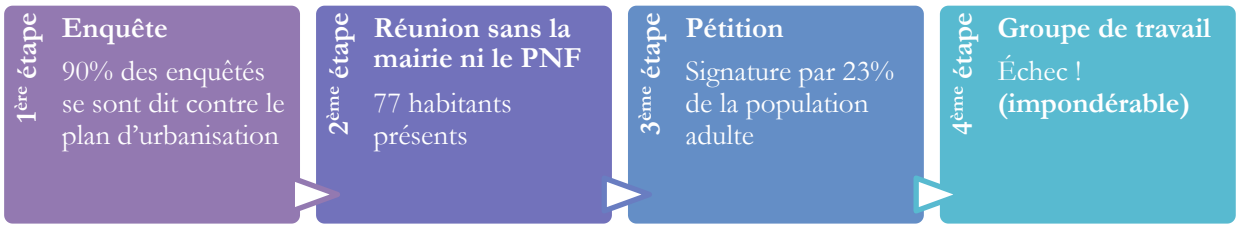


Figure 4.36. Les étapes d'accompagnement du projet d'un groupe issu de la communauté souhaitant mieux comprendre et proposer des alternatives au plan d'urbanisation.

La 1ère étape a consisté à mener une enquête auprès de la population à la fin des 90 jours d'ouverture légale du plan au public, permettant aux habitants de s'opposer s'ils le souhaitent à la mise en place du plan d'urbanisation ou à faire remonter leurs remarques, suggestions, revendications. Cette enquête a permis de révéler que pendant les 90 jours de consultation du plan, 80% des enquêtés n'avaient pas lu le plan, et ce pour plusieurs principales raisons :

- Le local de la mairie a été fermé pendant 2 mois pendant la période de consultation prévue, à cause de l'absence du délégué municipal qui détenait les clefs ; ce délai légal de consultation n'a donc pas été respecté dans la forme ;
- Le document écrit s'est avéré, à l'analyse, long et très flou, écrit en portugais, langue non maîtrisée à l'écrit par une partie importante des ménages, avec une population ayant un niveau moyen scolaire faible (le document compte 152 pages sans les annexes, il n'est donc pas présenté dans la thèse). Il était, même pour les personnes maîtrisant le portugais, extrêmement difficile à comprendre pour des non-spécialistes.

Dans une 2ème étape, 77 habitants se sont mobilisés pour participer à une « réunion d'urgence » sans la mairie ni le PNF, afin d'alerter les habitants de cette opération dangereuse pour leur droits, de discuter pour structurer une liste collective de revendications, en conformité avec les résultats de l'enquête, qui montre que 90% des enquêtés étaient contre le plan d'urbanisation.

La 3ème étape a abouti à la signature d'une pétition par 106 habitants, représentant leur foyer, soit 23% de la population de plus de 15 ans et près de la moitié des foyers. Il était demandé de reprendre le dialogue avec la mairie concernant le plan d'urbanisation.

La 4ème étape visait à organiser un groupe de travail pour analyser le plan d'urbanisation, mais il n'a pu avoir lieu. Plusieurs facteurs expliquent cet échec :

- Le manque de temps et de disponibilité des participants.
- La priorité du court terme sur le long terme : le caractère abstrait d'un projet à long terme empêche de le faire passer en priorité.
- La peur des représailles de la Mairie, en particulier la précarité des habitants les plus démunis (les jeunes, les sans terre, ceux qui sont en train de conclure une vente), qui les pousse à ne pas se lancer dans une bataille ouverte contre cette institution.

Concernant ce dernier point, la réalisation d'un film documentaire classique ne mettant pas ces personnes en danger (la responsabilité du film incombe à la chercheuse réalisatrice et non aux personnes interrogées) peut être vue comme une solution.

❖ Temporalité de la crise : Saisir les stratégies individuelles et collectives pour faire face à l'éruption

◆ Observation participante

L'observation participante a permis d'étudier les pratiques et attitudes des différents acteurs internes en temps de crise, dans le village sinistré et dans les différentes localités de relogement. Elle s'est accompagnée de questions « sur le vif » pour comprendre les fondements des pratiques observées. Elle consistait à partager les conditions de vie des sinistrés (dormir dehors à Chã ou dans les camps de relogement, marcher jusqu'au village, déjouer le barrage policier en se rendant de nuit dans la caldera). Il s'agissait aussi d'agir pour aider les personnes : soutenir les personnes en difficulté pour transporter leurs biens, porter secours aux personnes âgées restées seules, informer les réfugiés souhaitant se rendre dans la caldera sur l'évolution et l'intensité de l'éruption, ou encore permettre aux gens de passer le barrage policier situé à l'entrée de la caldera une fois que le nom de la chercheuse a été rajouté sur la liste des scientifiques autorisés à se rendre à Chã. Dans un même mouvement de solidarité, de nombreux résidents de l'île de Fogo sont venus aider les habitants au moment de l'éruption, l'évènement éruptif poussant chacun au dépassement, à l'entraide, et ce dans un but commun, minimiser les pertes des sinistrés. Dans une tentative de prise de distance avec sa propre participation et son implication émotionnelle, une réflexion est menée dans le chapitre 5.

◆ Entretiens filmés avec les acteurs locaux

Des membres de la population locale touchés par l'éruption ont également été interviewés sur la manière dont ils avaient vécu la crise, leurs stratégies adoptées (collectives et individuelles) et leur perception sur la gestion institutionnelle de la crise (évacuation, relogement, mesures d'éviction du territoire sur le long terme). Ces entretiens ont été croisés avec les entretiens des acteurs externes afin de déceler les points communs/décalages entre les discours concernant la perception de la gestion de la crise. L'entretien a été un outil privilégié afin d'obtenir des informations précises sur :

- L'expérience vécue (perception globale de l'évènement éruptif) ;
- Le type d'évacuation (déplacement à la demande des autorités ou spontané, difficultés rencontrées pour évacuer, retour ou non au village et raisons, difficultés rencontrées pour revenir) ;
- Les impacts sur la vie quotidienne et familiale, les activités économiques, les moyens d'existence ;
- Les dommages et pertes subis sur leurs maisons, leurs biens et animaux ;
- Les stratégies d'adaptation adoptées pour subvenir aux besoins de leur famille pendant et juste après la crise (diversification des activités, vente de biens et d'animaux, dépense des économies, retour au village pour travailler malgré l'interdiction étatique) ;
- La solidarité et l'entraide dont ils ont bénéficié ou non (membres de la famille, du village, de l'île, acteurs externes ou réseau de solidarité international avec la diaspora ou des amis étrangers) ;
- L'aide perçue ou non, demandée ou non ;
- Leur satisfaction ou insatisfaction concernant la gestion de l'alerte et de la crise en fonction de la catégorie d'acteurs (protection civile, mairie, Croix-Rouge, militaires, police, scientifiques) ;
- Leur satisfaction ou insatisfaction concernant la couverture médiatique de l'évènement par les médias nationaux et les réseaux sociaux (Facebook, Youtube) ;
- Les conséquences sanitaires et psychologiques ;
- Leurs projets futurs : départ du village définitif ou temporaire, résolution de développer de nouvelles activités (diversification), comment chacun envisage le retour à la normale ;
- Les points communs avec l'expérience de l'éruption de 1995 (et 1951 pour les plus âgés) ;
- Les idées et suggestions pour améliorer la gestion de crise.

Les réponses des acteurs internes ont été filmées et sous-titrées (donc traduites) sur le logiciel de montage *Final Cut Pro*, puis classées par thème abordé. Afin d'être validé quantitativement et dans un souci de rigueur scientifique, les entretiens ont également été croisés avec les résultats du questionnaire réalisé en 2011 qui portait sur les dernières crises volcaniques de 1951 et 1995 et celui réalisé pendant l'éruption, qui va maintenant être explicité.

- Questionnaire sur l'éruption

Ce questionnaire a été réalisé de décembre 2014 à janvier 2015, pendant l'éruption. Le triple objectif de ce questionnaire, dont le détail est disponible en **annexe 4.7** (13 pages au total) était (1) de déterminer les points communs et divergences entre les points de vue des gestionnaires et ceux des habitants du village, (2) de comprendre les pratiques et stratégies d'adaptation des individus (3) de les interroger sur leur opinion concernant la gestion institutionnelle de la crise.

L'échantillon enquêté a respecté une représentativité par rapport à une parité de genre, avec 64 femmes et 64 hommes enquêtés, pour un échantillon total de 128 individus (soit 13,27 % de la population totale). Des classes d'âge ont également été définies afin d'avoir l'échantillon le plus représentatif possible de la population-mère (**figure 4.37**). La sous-représentation des plus de 70 ans correspond à la démographie du village, qui compte très peu de personnes âgées. L'unique personne de plus de 70 ans enquêtée dans ce questionnaire est un homme de 82 ans.

Âge	**- de 20**	**De 20 à 30**	**De 30 à 40**	**De 40 à 50**	**De 50 à 60**	**De 60 à 70**	**70 et +**	**TOTAL**
Homme	3%	34%	25%	16%	17%	3%	2%	100% (64)
Femme	3%	38%	22%	17%	16%	5%	0%	100% (64)
TOTAL	3%	36%	23%	16%	16%	4%	1%	100% (128)

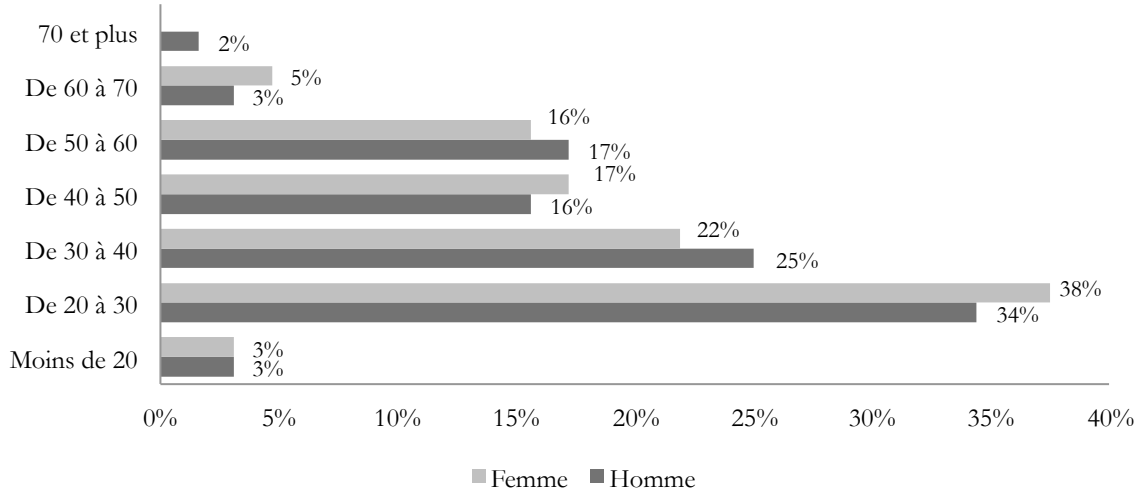


Figure 4.37. Répartition des enquêtés en fonction de l'âge et du sexe.

La population de Chã das Caldeiras ayant pour sa majorité évacué suite à l'éruption volcanique du 23 novembre 2014, le questionnaire a été réalisé dans différents villages de relogement. L'échantillon de population a été fixé à 28-30 personnes dans chacun des 4 principaux sites de relogement (**figure 4.38**), à savoir São Filipe (capital de l'île de Fogo), Monte Grande et Achada Furna (les deux villages de relogement de 1995) et Mosteiros (la seconde ville de l'île par la taille).

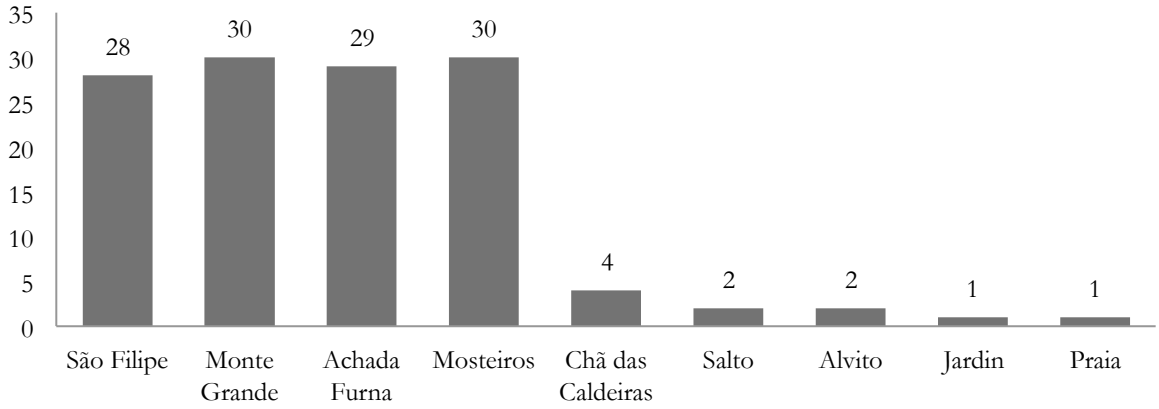


Figure 4.38. Répartition des enquêtés par localité pendant l'éruption.

Sur les 128 questionnaires, seuls 4 ont été réalisés à Chã (auprès de personnes ayant refusé d'évacuer). Les 124 autres questionnaires ont été menés hors de la zone sinistrée, et donc sans contrôle de la situation géographique exacte des personnes avant l'éruption. Néanmoins, en analysant la question « où viviez-vous avant l'éruption ? », on obtient une très bonne image de l'ancienne répartition de la population à Chã das Caldeiras. On retrouve ainsi les deux principaux noyaux de Portela et Bangaeira, le petit hameau de Dje de Lorna, et les familles isolées de Siada Carnero et Boca Fonte. Seul manque le hameau de Cova Tina, apparu à la suite de l'éruption de 1995. On y trouve la famille de David Gomes Montero[9] et celle de son fils Rosandro Monteiro (surnommé Kakuka). De par son poids numérique faible, il ne s'agit donc pas d'un biais pour l'enquête. Notons également que 8,6% des personnes enquêtées habitaient avant l'éruption soit complètement, soit en partie en dehors du village. Il s'agit de personnes natives du village, dont les ressources dépendaient soit entièrement, soit en partie de Chã das Caldeiras (commerce, tourisme, viticulture, etc.), mais qui vivent :

- À la fois à Chã das Caldeiras et à São Filipe ou Monte Grande.
- À l'étranger (France et Portugal). Il s'agit de deux personnes très attachées à leur village natal qui sont revenues au moment de l'éruption.
- À Praia, la capitale du Cap-Vert, située sur l'île de Santiago. La personne enquêtée vivant à Praia avait comme principale ressource le commerce de produits de Chã envoyés par sa famille.

❖ Temporalité post-catastrophe : évaluer la capacité de résilience des sinistrés de l'éruption

◆ État des lieux un an après l'éruption avec le jeu de cartes *« Bo sta dreto ?* »

Un jeu de cartes a été créé afin d'analyser la capacité individuelle et collective, subjective et objective ainsi que les capabilités à se relever après une éruption à l'échelle du foyer et du territoire de vie. Autrement dit, il s'agissait d'évaluer les capacités de résilience des personnes sinistrées et déplacées par l'éruption de 2014-2015, en faisant un état des lieux de leurs conditions de vie et de leur accès aux ressources fondamentales un an après l'évènement.

Le jeu inventé dans le cadre de la thèse s'intitule « *Bo sta dreto* ? ». « *Bo sta dreto* ? » est expression courante au Cap-Vert qui peut être traduite littéralement par « Tu vas bien ? ». Elle vise à s'enquérir de la santé

[9] Plus connu sous le nom de Neves, président de l'association des agriculteurs de Chã et responsable de la cave viticole.

morale et physique d'une personne que l'on connaît (utilisation du tutoiement), par simple politesse, mais aussi dans le cas où la personne à laquelle on s'adresse a des problèmes. Le jeu vise à aborder de façon ludique les conditions de vie (logement, travail, transport, éducation, santé, eau, électricité, etc.) et à déterminer les problèmes rencontrés dans la vie courante des sinistrés et les ressources (atouts) dont ils disposent pour rebondir suite à la crise.
Le jeu comporte 16 cartes (dont trois cartes vierges) qui présentent chacune une ressource, à savoir : activité économique (tourisme, élevage, agriculture) ; type de logement (confort, salubrité, entretien et sécurité de l'habitat) ; accès aux soins ; électricité ; accès à une alimentation variée ; accès à des commerces de proximité ; accès à une entraide familiale ou communautaire pour les personnes vulnérables (ou poids des personnes vulnérables pour les autres) ; accès aux transports/mobilité ; accès à l'eau ; accès à l'éducation/écoles ; accès à la sociabilité du village/possibilité d'échanger collectivement ; santé mentale ; accès aux moyens de communication. Chaque carte a été dessinée avec un motif simple et explicite, de sorte qu'aucun texte ne soit nécessaire pour la comprendre, ce afin d'éviter de mettre de côté les personnes ne sachant pas lire, nombreuses parmi la population-mère enquêtée.

Pour chaque répondant interrogé, le processus suivant en 3 étapes était respecté (**figures 4.39 et 4.40**) :

- Dans un premier temps, les personnes doivent répartir les cartes en deux catégories : celles pour lesquelles ils éprouvent des problèmes-faiblesses-vulnérabilités (du côté du post-it où figure le signe -) et de l'autre celles qui représentent plutôt pour eux leurs capacités-ressources-forces actuelles (du côté du post-it où figure le signe +) ; chacune des cartes est présentée par l'enquêteur pour être bien sûr que l'enquêté l'ait comprise. Si nécessaire l'enquêté peut choisir de dessiner une nouvelle carte (par exemple, la carte de la nostalgie du village a été rajoutée, sur laquelle la personne enquêtée a dessiné sa maison à Chã) ;
- Dans un second temps, afin de hiérarchiser les réponses et les pondérer, l'enquêté doit ordonner les cartes « forces » puis « faiblesses », de la plus importante à la moins importante, puis un poids leur est attribué en fonction de leur degré d'importance perçue (de 0 à 10). Plus la personne est satisfaite/insatisfaite, plus le nombre augmente. Les cartes pour lesquelles le chiffre 0 a été donné sont alors enlevées du jeu (elles sont neutres, donc sans influence sur le répondant).
- Enfin, dans un dernier temps, pour chaque carte de son jeu, il est demandé à l'enquêté s'il a le sentiment de pouvoir agir sur ce point pour l'améliorer (un bout de post-it est alors collé sur la carte), ce qui permet de voir comment il évalue par lui-même sa capacité d'action et de choix.

En parallèle, les remarques et commentaires donnés « sur le vif » par les enquêtés sont retranscrits.
Dix interlocuteurs ont été interrogés dans 3 localités de relogement (3 familles pour São Filipe et Achada Furna, 2 familles à Mosteiros) et à Chã das Caldeiras (2 familles), et les résultats ont été croisés via un tableau Excel (modèle présenté en **figure 4.41**).

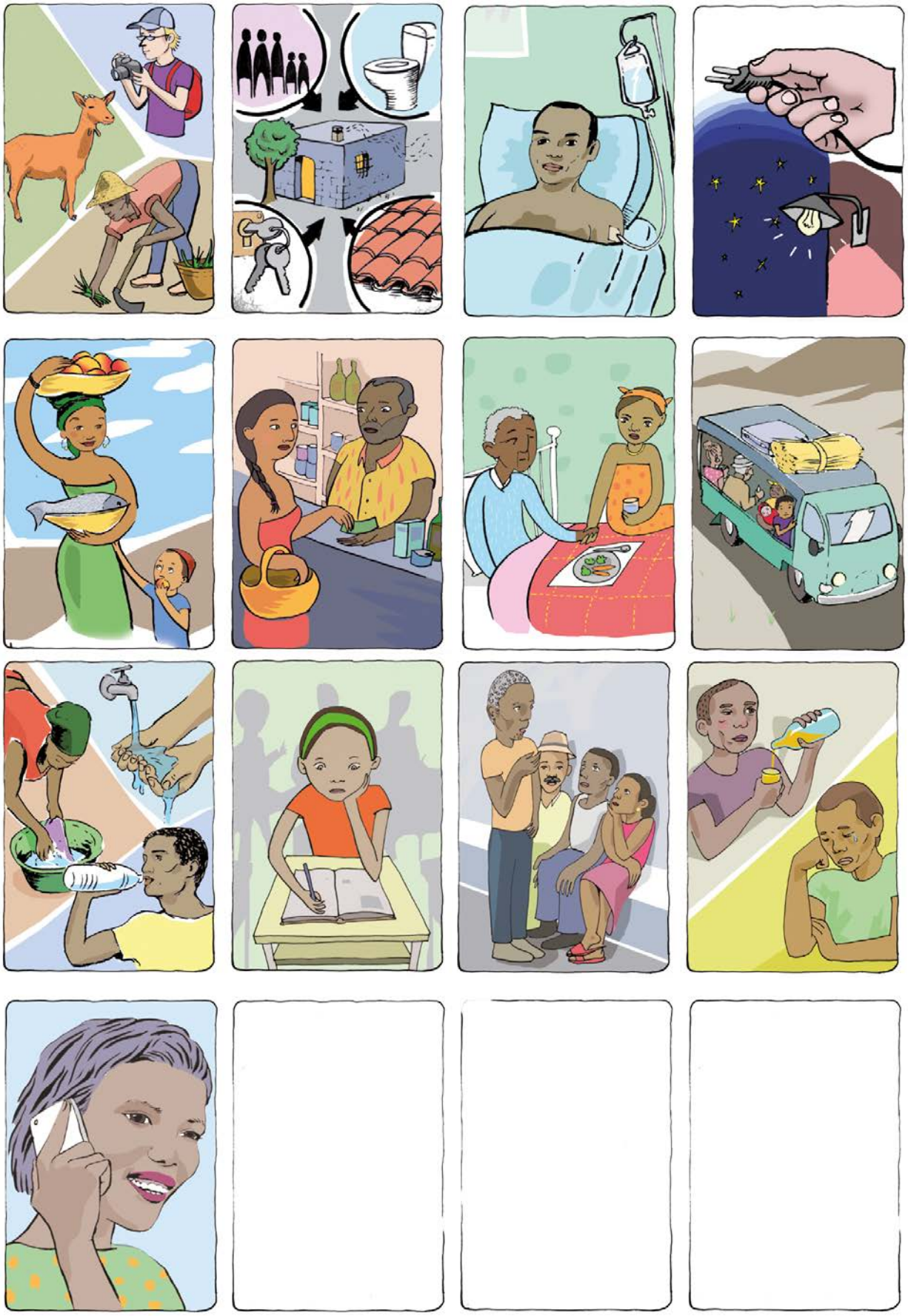


Figure 4.39. Jeu de cartes « Mode ke bo sta ? » (création : Floriane Chouraqui et Juan Cobos Seron, artiste espagnol).

Figure 4.40. Photographies prises pendant la réalisation du jeu auprès de plusieurs répondants (décembre 2015).

LOCALITÉ …… N°….

Nom : Prénom : Surnom :
Sexe : Métier :

Type de ressource								
Négatif (ressentie comme une faiblesse, un problème)								
Nombre de points attribués								
Capacité d'action ressentie								
Remarques								
Positif (ressentie comme une force, un atout, une capacité maîtrisée)								
Capacité d'action ressentie								
Nombre de points attribués								
Remarques								

Tableau 4.41. Tableau individuel vierge à remplir en fonction des résultats du jeu « Bo sta dreto ? ».

- Projet associatif d'accompagnement de la résilience des populations déplacées à Monte Grande

Na Mão de Fogo est un projet de développement qui répond à la nécessité de la grande majorité des habitants de Chã das Caldeiras de rebondir suite à la perte de leurs moyens de subsistance. Le projet, détaillé **en annexe 4.8,** a pour objectif de créer une dynamique permettant de générer des revenus pour

les relogés et de diversifier les sources de revenus. *Na Mão de Fogo* s'inscrit dans une approche de résilience sur le long terme permettant aux personnes d'être préparées à de potentiels évènements futurs liés à une éruption ou au changement climatique. La population de Monte Grande a été ciblée parce qu'elle paraissait être la plus sinistrée et celle qui a le plus de mal à rebondir suite à l'éruption (voir **chapitre 8**). Le projet consistait à accompagner un groupe de personnes mobilisées relogées à Monte Grande, sous forme de réunions de concertation, afin de les aider à monter leur association locale, *Tchanzin*. L'argent récolté en appui au projet a été donné en main propre à ceux qui ont décidé par eux-mêmes des actions à entreprendre pour se relever économiquement.

Ce projet porté par l'association loi 1901 - ATERRISK (Atelier, Territoire, Risques et Développement) (voir statut en **annexe 4.8**), a été mené de septembre 2015 à Mars 2016, par 5 étudiants de master 2 professionnel GRCT (Gestion des Risques dans les Collectivités Territoriales), encadré par Pauline Texier (Maître de Conférences en géographie à l'Université Lyon 3 Jean-Moulin), ainsi que Maryse Vercoutère, référente en gestion des risques de désastre et réchauffement climatique dans l'ONG ACF (Action Contre la Faim) jusqu'en 2016. La chercheuse a été impliquée dans ce projet comme personne ressource et personne-contact. Même si elle n'a pas participé à la mission de terrain d'un mois en Février 2016, elle a contribué à la recherche de financements, à la mise en réseau du projet avec les différents acteurs du territoire et au pilotage de l'équipe d'étudiants avec Pauline Texier.
Véritable expérience de recherche-action, les résultats et compétences de recherche ont été mis à disposition des participants, et le déroulement du projet a permis l'obtention de données inédites 1 an après l'éruption.

4.3. Approche filmique transversale : le processus de fabrication du film de recherche

La fabrication de films de recherche comme partie intégrante de la thèse interroge la manière de réaliser la recherche. Il s'agit ici de donner à voir les enjeux particuliers liés à l'utilisation de l'audiovisuel comme outil de captation, d'analyse, mais aussi de présentation et de restitution des résultats d'enquête par la chercheuse.
La fabrication du film de recherche suit le processus de recherche classique, qui peut être divisé en 3 étapes, à savoir l'approche sur le terrain (1), qui correspond au temps du tournage, celui de l'écriture des résultats, qui est l'étape du montage (2), et enfin, l'étape de leurs diffusions (3), qui passe par la projection d'un film. Cette présentation suit ces 3 phases afin de mettre en place une réflexion autour des potentialités et des contraintes de cet outil par rapport à un terrain donné, ici, Chã das Caldeiras.

4.3.1. Le tournage : la caméra sur le terrain

Au-delà des atouts réels que représente l'audiovisuel pour la recherche, il s'agit maintenant de montrer les enjeux liés à la découverte d'une situation avec une caméra. En quoi consiste cette utilisation de la caméra pendant l'enquête ? Pourquoi et comment "être pourvu d'une caméra" modifie-t-il la relation au terrain d'étude et aux personnes enquêtées ? Quelles sont les précautions à prendre ? Quelles sont les contraintes techniques liées à l'utilisation de la caméra ?

- **Schéma méthodologique global du tournage d'un documentaire**

Il s'agit ici de présenter le schéma méthodologique global afin de comprendre le processus de construction des films de recherche (non participatif) dans le cadre de cette recherche. Ce modèle est uniquement théorique, aucun des films réalisés n'ayant connu exactement le même processus de tournage.
Tout d'abord, ce schéma (**figure 4.42**) montre que le tournage n'est pas une action continue, linéaire, mais un processus complexe, qui se base à la fois sur l'attente d'opportunités (impondérables) et la mise en situation (ébauche de scénario qui conduit à prévoir des prises de vue). La couleur mauve utilisée pour le scénario sert à montrer la récurrence de sa présence dans l'élaboration du film. Il faut l'écrire, le manier et le remanier en permanence, à chaque étape du tournage et du montage.

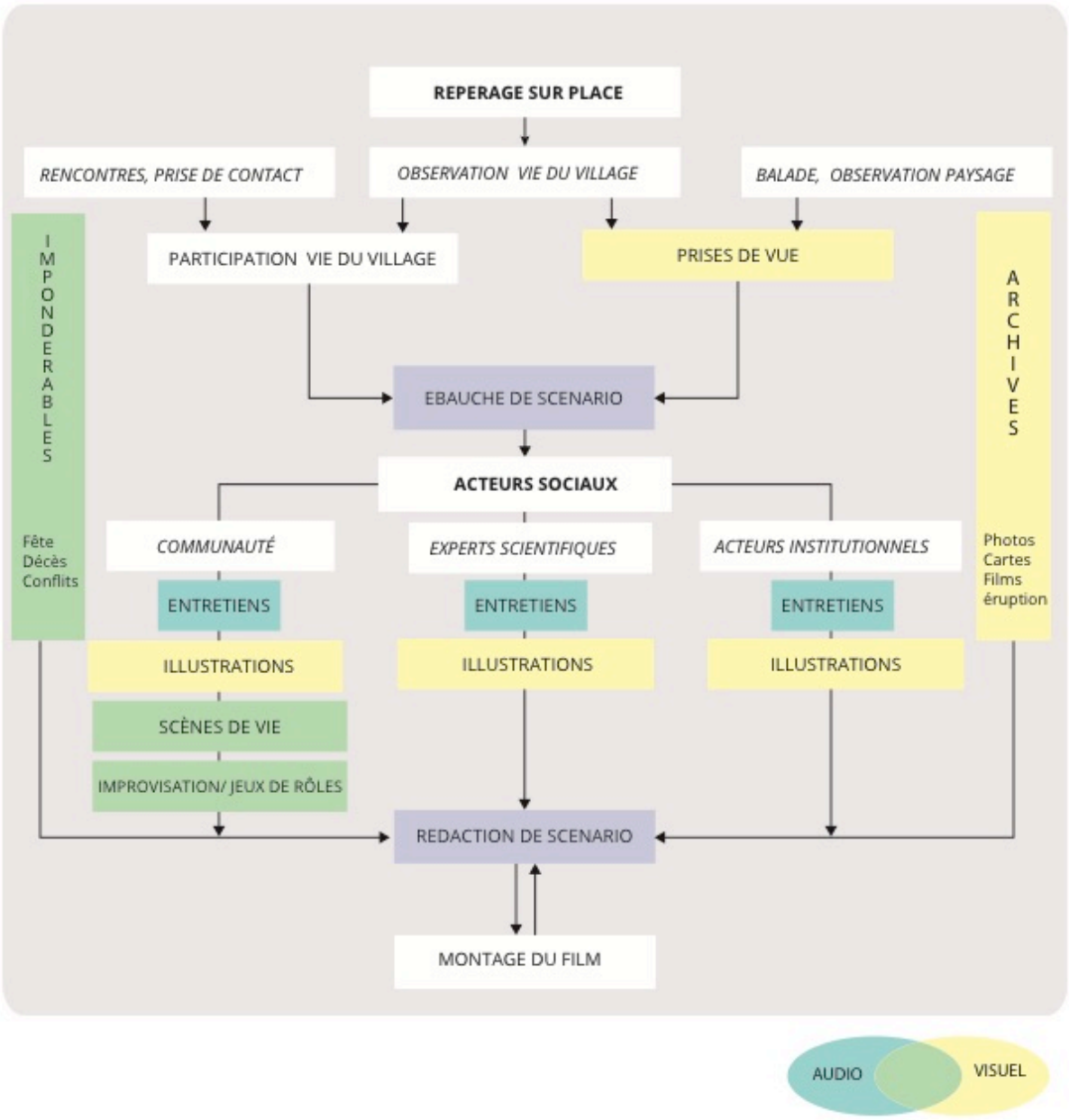


Figure 4.42. Organigramme méthodologique du tournage de film.

Ensuite, l'usage de couleurs met l'accent sur le fait que le tournage ne se limite pas à l'action de filmer. Celle-ci n'est que la partie apparente du travail, soit les cases colorées en jaune, en bleu et vert. Le bleu correspond aux informations filmées qui présentent un intérêt plus sonore (exemple : entretien avec un agriculteur). Celles en jaune sont davantage orientées vers l'image (exemple : agriculteur aux champs). Enfin les vertes sont mixtes, à la fois pertinentes en matière d'actions et de discours (exemple : agriculteur aux champs pioche le sol et parle du manque de pluie avec sa femme qui travaille avec lui). Les impondérables, mais aussi les scènes de vie et les mises en scène (improvisations, jeux de rôles) sont ainsi à double objectif. Toutefois, cette distinction – si elle aide à visualiser mentalement les différentes catégories d'informations – doit toutefois être considérée avec prudence. En effet, dans les entretiens, les grimaces, les mimiques, les gestes peuvent être fondamentaux, tout comme la prise de son au moment de filmer les travailleurs aux champs afin de rendre compte de l'ambiance sonore dans lequel ce travail s'inscrit.

Voici les différentes étapes du tournage, qui s'articulent entre elles :

Après un repérage du terrain, commence une phase soit de prise de contact avec la population si le terrain est inconnu, soit de reprise de contact et d'actualisation des relations. Pendant cette étape, la recherche passe également par la pratique d'observations générales passives et d'observations participantes au sein de la vie locale. C'est aussi pendant cette phase que les premières prises de vue sont réalisées, de manière parfois « *irréfléchie, quasi réflexe* », et permet au chercheur de « *se regarder regardant »,* (Baptiste Buob dans Fontorbes & Granié, 2016, p.45). Le visionnage de ces premiers plans ouvre une réflexion critique sur les choix des sujets, de cadrages, de personnages, et peut aboutir à un éventuel recadrage du champ d'observation.
Cette étape débouche sur l'ébauche d'un scénario qui permet de guider le programme des interviews avec les acteurs sociaux (communauté, experts scientifiques et acteurs institutionnels) et les scènes de vie.
Au moment de filmer, rien ne se passe jamais comme prévu devant la caméra. Certaines scènes fonctionnent, d'autres non, tandis que de nouvelles scènes imprévues (impondérables) tournées au gré des évènements, viennent modifier le scénario initial.
Enfin, la dernière étape avant le montage est celle de la rédaction du scénario en fonction des images filmées. Ces dernières sont choisies puis regroupées selon les scènes prévues dans l'ébauche, mais aussi en fonction des impondérables et images nées d'idées apparues en cours de tournage, tandis que sont éliminées certaines scènes prévues au départ, mais de mauvaise qualité (voir contraintes de tournage), entrainant au final une modification importante au niveau du scénario.

- **Comment filmer sa recherche ?**

Pour filmer, il suffit, en principe, d'appuyer sur un bouton pour commencer à enregistrer, et appuyer de nouveau sur le même bouton pour mettre fin à l'enregistrement. Un jeu d'enfant. Pourtant, les chercheurs sont unanimes : savoir filmer son terrain nécessite d'acquérir des connaissances.

En premier lieu, savoir filmer demande une maîtrise minimum de l'équipement audiovisuel utilisé, c'est-à-dire de savoir manier les différents outils nécessaires au tournage (caméra, micro, casque, trépied). Il ne s'agit pas d'exceller au niveau technique, mais simplement de s'assurer, que les plans filmés seront regardables et audibles, et ainsi minimiser les « pertes » au montage.

Au-delà de ce premier aspect purement technique, « *tourner des plans, c'est donner à voir et faire entendre un paysage, une scène, un objet à un moment précis* » (Chenet, Simoes, & Laurent, 2011), mais aussi des personnes. Or, filmer une personne repose sur un rapport social entretenu entre la personne qui filme et celle qui est filmée. En effet, si les séquences filmées sont des données brutes, elles sont néanmoins le reflet de cette relation avec les personnes filmées. Pour Christian Lallier, plus radical, « *savoir filmer n'implique pas de maîtriser une quelconque grammaire cinématographique, mais de savoir être là, au sens d'établir et de maintenir une relation sociale avec les personnes filmées, de construire une relation de face-à-face avec les personnes que l'on filme* » (Lallier, 2009, p. 26). Cette réflexion doit être nuancée en fonction de la recherche dans laquelle elle s'inscrit. La question du positionnement du chercheur par rapport au terrain étudié, de sa présence corporelle, de sa place, est ici centrale, comme il en est question en **chapitre 5**.

Figure 4.43 : Première scène filmée à Chã (Texier, 2010).

La première scène filmée a été réalisée à l'intérieur de la maison Teixeira, en journée. Comme on peut le voir sur la photo ci-dessus (**figure 4.43**), Filipa et Tatiana sont en train de trier le raisin avant de faire du vin dans des grands bidons en plastique au dernier plan de l'image. Les deux autres chercheuses, Anaïs Perillat Colomb et Pauline Texier, sont également présentes et prennent des notes sur des cahiers et participent au pilonnage du raisin (elles se trouvent hors-champ dans l'image ci-dessus). Elles connaissent déjà la famille et Filipa est une personne très ouverte, ce qui donne une atmosphère détendue. Après avoir demandé la permission de filmer, la caméra est installée.

Comme on peut le voir sur la photo, l'usage d'un trépied sur lequel est fixée la caméra permet de privilégier la stabilité et le respect de la ligne d'horizon. Il s'agit d'un choix, sachant que d'autres chercheurs-réalisateurs en sciences humaines, en particulier issus de la tradition de Jean-Rouch, préfèrent utiliser la caméra au poing ou à l'épaule, technique plus propice au mouvement de caméra et au changement de cadre. Pourtant, la technique privilégiée ici permet de transcrire l'idée de « mouvante réalité », au sens propre et figuré du terme : parce que les mouvements des objets et/ou des personnages se produisent devant la caméra, le mouvement est interne au cadre, il se passe dans l'image elle-même.

Par ailleurs, en regardant de plus près cette photo, on observe qu'une omission a été commise : en effet, l'absence de casque audio relié au caméscope empêche de contrôler le son en direct (ce qui permet

notamment de refaire une scène lorsque la captation sonore laisse à désirer à l'issue de la première prise).

Cette première expérience de prise de vue au village rencontra plusieurs obstacles. La première entrave était inscrite dans l'exiguïté des lieux. En effet, il était difficile de filmer les personnes du village sans filmer les chercheuses. Or, dès ce moment, il a été décidé que l'équipe scientifique présente ne devait pas figurer sur le film. Mises à part quelles scènes filmées pour garder un souvenir personnel, ou pour la réalisation d'un film spécifique sur les méthodes d'enquête participative (le film sur la CP3D), les membres de l'équipe devaient toujours rester dans le hors-champ. Pourtant, il aurait été intéressant par ailleurs de montrer le travail de recherche à Chã, montrant le quotidien des enquêtes en géographie, comme c'est le cas dans le film *Ce qui fait terrain* de Yann Calberac (2010, 52 minutes). Ce documentaire pose la question de ce qu'est le terrain et de la construction des savoirs géographique, à travers la découverte des pratiques de recherche de deux doctorantes en géographie en Argentine et au Vietnam. Portant également sur le travail de doctorants, mais cette fois en recherche fondamentale, le documentaire *Cherche toujours* de Mathias Théry et Etienne Chaillou (2008, 52 minutes) fait découvrir les pratiques scientifiques, mais surtout les passions des apprentis chercheurs pour les sujets étranges et poétiques.

La seconde entrave était celle du regard-caméra, décrit par Christian Lallier comme « *un interdit de l'observation documentaire* » (Lallier, 2009, p. 167). En effet, filmer des gens implique de les regarder à travers l'objectif, et expose à être regardé en retour. Lors de cette première prise de vue, Filipa regardait souvent la caméra, et il a fallu lui expliquer d'éviter de le faire. Lors de nombreuses scènes, ces regards-caméras ont perturbé le travail de prise de vue, au même titre que les personnes qui prennent automatiquement la pose face à la caméra, se figeant comme devant un appareil photo. Pourtant, au fil du tournage, cette question du regard-caméra est devenue moins préoccupante : d'une part parce que les gens se sont progressivement familiarisés avec la caméra, d'autre part parce qu'il a été décidé de se saisir de la force de certains de ces regards-caméras, et de les utiliser dans les films (**figure 4.44**.).

Figure 4.44. Capture d'écran du film Fogo na Boca (Chouraqui, décembre 2014).

La dernière entrave principale a été la langue. Au tout début du tournage, les questions étaient rédigées en espagnol ou en français, puis traduites avec Lucas Teixeira, alors interprète pour le programme MIA-

VITA. Il fallait alors écrire les traductions de manière phonétique, pour pouvoir poser les questions en capverdien au moment de l'interview. Le principal problème était de ne pas pouvoir comprendre instantanément les réponses des personnes aux questions posées, ce qui rendait difficile le dialogue direct. Ainsi, les propos tenus dans l'ensemble des entretiens filmés pendant la première mission ont été compris seulement une fois rentrée en France, au moment de la traduction. En visionnant les rushs, il était possible de revenir sur chaque mot, de décortiquer les phrases, et c'est sans doute ce travail qui a été le plus efficace pour apprendre le capverdien. Il a cependant fallu plusieurs missions pour acquérir une maîtrise de la langue suffisante, pas uniquement pour participer aux conversations quotidiennes mais véritablement comprendre les nuances dans les discours des personnes enquêtées.

Les thèmes évoqués dans les différents films se sont imposés au fur et à mesure de la découverte du territoire, dans les préoccupations quotidiennes exprimées par les habitants (le manque d'eau par exemple est un sujet qui anime maintes discussions, tout comme celui de la volonté de suprématie du Parc Naturel sur le territoire) ; dans les relations entre les différents acteurs du territoire et leur positionnement dont il s'agit de croiser les discours et les projets.

La question était de trouver le point de vue approprié pour traiter ces différents thèmes avec une caméra. Plusieurs procédés ont été utilisés :

- Saisir sur le vif des moments de la vie quotidienne en suivant des « personnages » dans leurs aventures quotidiennes, parfois plus que les discours. Ainsi, pour transmettre l'idée de rareté de la ressource en eau, dans le film *Na boca de Fogo*, Tatiana, une petite fille du village a été filmée en train de se laver les cheveux en utilisant une boite de conserve en guise de douche, ou encore en train de laver le linge dans une bassine ou de danser sur le toit de sa maison avec sa cousine, Zuleika, au moment de l'arrivée de la pluie tant attendue (voir l'extrait[10] du film en ligne).

- « Créer des personnages » récurrents, qui reviennent d'un film à l'autre, formant un fil rouge entre les différents récits. Ce lien entre les films apparaît particulièrement entre le premier film, *Na Boca de Fogo* (2011) et le dernier, *Fogo na Boca* (2015), qui sont conçus en diptyque, dont les sujets se regardent et se complètent l'un l'autre. Ainsi, la relation entretenue entre les deux films se joue à la fois sur les thèmes (là la menace volcanique au quotidien, ici la menace volcanique devenue réalité), et aussi sur le suivi de certains personnages. Verta raconte comment, après l'éruption de 95, elle a été obligée de partir à Monte Grande. Dans le dernier film suite à l'éruption, elle a été forcée de retourner à Monte Grande et dit ne plus jamais vouloir retourner vivre au village. On retrouve ainsi Vovo (grand-mère en capverdien) ou *Verta,* présente dès le début dans les deux films. Ce personnage central incarne la construction du souvenir et de la nostalgie, elle joue le rôle de l'héritière d'une mémoire commune. Pour le clin d'œil, elle a également été filmée pour le film *Fika na casa* (**figure 4.45**).

[10] https://youtu.be/6qXeAhcQ2oI

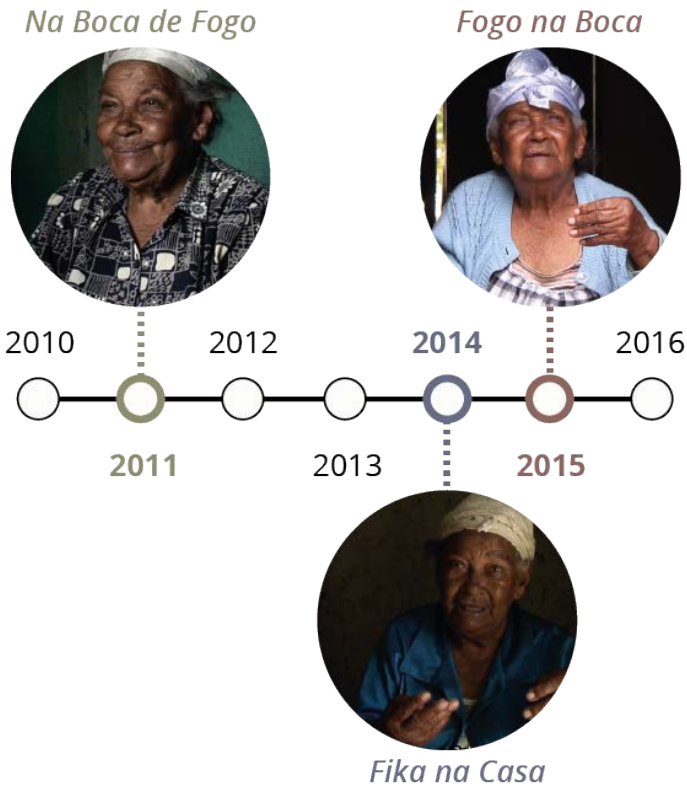


Figure 4.45. Verta dans trois des films réalisés à Chã.

- Utiliser un dispositif fictif de mise en scène. Ce procédé consiste à utiliser l'improvisation, par exemple en proposant aux acteurs de jouer leur propre rôle pour recréer une réaction difficile à saisir sur le vif. L'idée a été impulsée par Lucas Teixeira, 23 ans, habitant et guide à Chã das Caldeiras, qui a travaillé avec l'équipe du programme MIA-VITA comme interprète. Lucas, qui avait tendance à utiliser trop d'eau pour prendre sa douche quotidiennement, souvent critiqué par son père, a proposé d'appeler son père (Antoninho Teixeira, 89 ans, doyen du village) au moment d'aller prendre sa douche, certain de provoquer son mécontentement, afin que celui-ci puisse être filmé. Le « piège » a fonctionné, et bien que fabriquée, cette scène est représentative de la réalité quotidienne (extrait[11] disponible en ligne). L'intérêt de recourir à la fiction a ainsi été découvert de manière empirique, sur le terrain (cf. conférence de Maylis Aste et Floriane Chouraqui, Doctorales de la Ruralité, novembre 2015). Pour reprendre les propos de Maylis Aste, la pensée mise en acte est parfois plus parlante qu'une interview classique : *« On est moins dans la pensée construite, c'est plus vivant, il y a de l'émotion et de la spontanéité, ce qu'on perd avec un entretien. La mise en scène qui passe par la fiction permet d'aborder le réel autrement* » (Aste, 2015).

La fiction de type parodique a également été utilisée, ayant cette fois pour objectif d'accentuer et de parodier certains traits caractéristiques de la société. Par exemple, le film *Fika na Casa* cherche à faire ressortir les rapports de domination masculine très présents à Chã das Caldeiras mais aussi identifiables ailleurs au Cap-Vert. Il s'appuie sur la participation de certains acteurs locaux, qui adhèrent au message du film : Edina Ribeiro et Camilo ont ainsi parodié les rôles féminins et masculins dans le clip d'une chanson appelée *Mudge mas bonita*[12] (disponible sur YouTube avec les traductions en français) en français, « la plus belle des femmes ». Ici, il ne s'agissait pas de reconstituer, mais de grossir la réalité, afin de provoquer une

[11] https://youtu.be/Pf1vY9YwJE0
[12] https://www.youtube.com/watch?v=y94sMT2EouA

réaction émotionnelle chez le spectateur, mais aussi chez l'acteur. Utiliser la caricature devait permettre de rendre visible ce que masquait la vision sociale convenue dans un système patriarcal où la « *domination masculine est tellement ancrée dans nos inconscients que nous ne l'apercevons plus* » (Bourdieu, La domination masculine, 1998). L'objectif étant de développer une vision critique et de remettre en question des pratiques de domination socialement acceptées, basées sur une relation de dépendance et d'infantilisation des femmes vis-à-vis des hommes (Massart, 2005).

◆ L'observation participante au centre du tournage

L'investigation par l'image d'une réalité géographique et sociale consiste à introduire la caméra avec l'intention de donner à voir comment les gens vivent, travaillent, se divertissent. L'observation préalable ou simultanée au tournage d'un film devient participante quand la personne qui filme partage cette réalité, accomplit les mêmes actions et s'intègre à la communauté qu'elle étudie. Ce choix, explicité plus en détail dans le chapitre 5, se justifie par le fait que les personnes se confient davantage à la caméra si le réalisateur fait lui-même l'effort de s'intégrer à la communauté, en participant aux fêtes du village, aux mariages et aux enterrements (voir le **chapitre 5**).

Seule à la réalisation, au cadre et au son, le choix a été fait d'alterner les moments consacrés à aider et ceux employés à filmer. Cependant, un autre choix aurait été possible : filmer et aider dans le même laps de temps, ce qui aurait contraint à intégrer la présence du chercheur parmi les sujets du film. Cette démarche est encore celle du documentaire de Yann Calberac qui filme des chercheuses sur leur terrain. En effet, en tournant vers soi l'objectif de la caméra, la chercheuse s'expose alors, faisant d'elle un acteur du film. La seule tentative allant dans ce sens a été menée en août 2013, lors d'une prise de vue classique, qui consistait à filmer Camilo Montrond Fontes et son demi-frère, Felix Montrond Montero (surnommé Fefa). Camilo transportait 3 sacs de purin par brouette, soit un total de 150 kilos par trajet (**figure 4.46**) et son frère 100 kilos. Filmer cette scène ne comportait pas de défi majeur, mais pour les deux frères, épandre 92 sacs sur les 135 m² de terrain était particulièrement éprouvant physiquement. Afin de juger de la difficulté de la tâche, la doctorante a tenté de transporter une brouette contenant 3 sacs de purin, sans succès, faisant rire Camilo et Fefa. Camilo a alors dit à son frère : « *Quand les gens qui filment, qui prennent des photos, qui prennent la position comme ça, ou comme ça [il mime une personne en train de prendre des photos] tu penses que c'est fatigant ? Tu dirais que c'est plus dur que l'agriculture ? La blague ! Alors quoi, avoir un bon son, avoir une image claire, zoomer dans l'image, mais tout ça, c'est la caméra qui le fait ! [rire de Fefa] Qu'on vienne me dire que c'est plus dur que transporter des charges lourdes, sous le soleil, sous la pluie ? Alors là non, non non !* [13]» (conversation filmée le 07 août 2013 à Chã das Caldeiras). En affirmant que le travail de recherche (filmer, poser des questions et observer), était beaucoup moins dur que le leur, mettant le doigt sur l'une des contradictions « *d'un métier qui, d'une certaine façon, n'en est pas un* » (La Soudière, 1988). Bien loin d'une telle réflexivité sur sa pratique, la chercheuse a cherché à défendre son « métier », et a donc proposé à Camilo d'échanger leur rôle. Celui-ci devait filmer la doctorante en train de transporter les sacs (seulement 2 par brouette). Cette fois, c'est Camilo qui n'a pas réussi à faire fonctionner la caméra. S'il s'agissait d'un match, la conclusion serait : un partout.

[13] *« Pessoa ki ta filma si, ta tra foto, faze posição, faze si, faze si, bo ta pensa é cansado ? Bu ta kre fla é mas cansado ke agricultura ? Naoua ! Ago pamodi cuze, panha um sunido, panha um imagen mas claro, puxa imagen, mas keli é makina ki ta puxal ! (…) Ago pa bo fika ta transporta carga pesado dento sol, dento xuba, pa alguem bem fra bo trabadjo di filma mas cansado ki keli, ne ne ne ne ! »*

Figure 4.46. Camilo et Fefa transportant du purin pour un champ de pommes de terre (Chouraqui, août 2013).

- **L'utilisation de la caméra : quelles contraintes ? Quelles solutions ?**

L'usage de la caméra comprend une série de contraintes techniques qui restreignent son utilisation. Alors qu'un mémoire est un travail solitaire, « *un film est une œuvre collective* » (Staszak, 2014, p. 598), et le tournage est le plus souvent un travail d'équipe où chacun possède un rôle déterminé (réalisateur, caméraman, pigiste, journaliste, voire géographe, anthropologue).

Le tournage a été l'occasion d'apprendre, non sans difficultés, à jongler entre ces différents postes. Ainsi, certaines interviews importantes ont été gâchées par un réglage du son raté, une erreur de cadrage ou encore une mauvaise exposition par rapport à la lumière. Par ailleurs, pour reprendre la remarque de Camilo, « *filmer et poser des questions* » est moins éprouvant physiquement que porter 150 kg de purin, mais ce n'est pas une activité de tout repos. Se rendre en haut du Pico de Fogo avec un trépied et une caméra en se pressant pour dépasser les touristes et pouvoir les filmer pendant leur ascension est une véritable épreuve, tout comme parcourir un immense champ de lave *aa*[14] (quand on a le vertige) pour réaliser une interview cruciale, ou encore rester immobile pour filmer le volcan à 6h du matin en plein mois de décembre afin de profiter de la lumière de l'aube (**figure 4.47**). Pour un plan de moins de 10 secondes dans le film, combien d'efforts, d'heures passés en voiture (en panne), dans une tente (gelée) et enfin à proximité d'un cratère en éruption (ce qui étant donné la faible distance, n'est pas totalement sans danger), sans même savoir si ces images serviraient ou non ? Ces « souffrances » du terrain ne sont pas propres à l'utilisation de l'outil audiovisuel (Lefort, 2012). Ce thème : le terrain, même s'il est peu abordé, voire tabou, est survalorisé dans une construction fantasmée comme moment privilégié de la recherche (La Soudière, 1988, p.2 ; Calberac, 2010, p.21). On retrouve cette vision idéalisée du terrain dans les témoignages d'anciens doctorants du laboratoire Dynamiques Rurales (Aste & Chouraqui, 2014, 19 minutes). Pourtant, celui-ci peut aussi devenir une véritable épreuve, ce qui lui vaut d'être qualifié de « *cadeau empoisonné* » par Martin de la Soudière (1988).

[14] Terme issu de l'hawaïen signifiant « brûler », « feu », « colère » qui désigne un type de lave fluide, rugueuse et à blocs apparents s'écoulant généralement à haute température. Sa teneur relativement riche en silice lui confère une viscosité élevée, ce type de coulée se solidifie rapidement et prend ainsi un aspect croûté, acéré et coupant, constituant ainsi un terrain hérissé. Cette forme chaotique s'oppose à celle prise par les laves cordées.

Figure 4.47. Le « bonheur » du terrain (Camilo Montrond Fontes, 2015).

Par ailleurs, au-delà de ces considérations relatives aux conditions et pratiques de tournage, l'utilisation de matériels technologiques pose également des questions. Aujourd'hui, grâce aux avancées technologiques, la miniaturisation et la diminution du coût d'acquisition du matériel audiovisuel permettent de s'équiper plus facilement. La doctorante a ainsi pu acheter son propre matériel, qui représente toutefois un vrai investissement :

- Une caméra *Sony* HVR-A1E ;
- Des lots de cassettes mini-DV ;
- Un micro-cravate sans fil *Sennheiser* ;
- Un trépied ;
- Cinq disques durs fixes puis portables (capacité de 1 To ou 2To en fonction du film) qu'il a fallu renouveler, les disques durs supportant mal la chaleur de Fogo ainsi que les pannes électriques ;
- Un ordinateur Mac Book Pro Retina, suffisamment puissant pour travailler des vidéos filmées en HD, qui pèsent relativement lourd, compatible avec le logiciel Final Cut Pro (uniquement sur Mac)
- Un vidéoprojecteur (pour la projection des films au stade de validation du montage puis de restitution des films finalisés).

Cet équipement technologique énergivore, en particulier pour la caméra et l'ordinateur, comporte des contraintes techniques, obligeant à élaborer des stratégies d'adaptation, dans un contexte d'absence d'électricité à Chã das Caldeiras. Ainsi, l'une des principales contraintes quotidiennes au village a eu des répercussions directes sur les conditions de réalisation du film : l'impossibilité de recharger le matériel électronique indispensable au travail (batteries pour continuer à filmer, ordinateur pour décharger les vidéos et visionner les plans, téléphone portable pour prendre des rendez-vous), ou d'accéder à Internet. Les batteries de caméra, d'ordinateur et de téléphone, n'ont pu être rechargées que de manière occasionnelle auprès d'organismes locaux équipés en générateurs thermoélectriques ou en panneaux solaires. De plus, dès 18 heures, l'obscurité rendait impossible l'usage de la caméra. Filmer des scènes nocturnes a donc été une tâche difficile, produisant la plupart du temps des images sous-exposées, la lumière des bougies étant un éclairage insuffisant.
Enfin, la caméra est un matériel encombrant, qui gêne tant par son volume que par sa présence

intimidante. Ainsi, un changement au niveau du comportement des personnes filmées est survenu entre le premier terrain, où la caméra Sony (modèle HVR-Z1) pesait 2,5 kg et mesurait 36 cm de long, et les terrains suivants, où une nouvelle caméra a été utilisée, moins impressionnante, 1 kg pour 18 cm de long seulement. Plus discrète et d'apparence moins professionnelle, cette caméra est plus manipulable et se fait plus facilement « oublier » pour filmer le quotidien au sein d'un foyer, dans le village ou dans les champs (**figure 4.48**).

Figure 4.48. Tournage pendant les vendanges avec la famille Teixeira à Lantisco (Sanial, juillet 2013).

La méthode de prise de son, à savoir le type de microphone choisi, constitue un autre exemple parlant de l'influence de l'équipement utilisé sur la qualité des données recueillies. Ainsi, au moment de réaliser des interviews, pour avoir un son de qualité avec un microphone directionnel et un micro-cravate rattachés à la caméra, la caméra doit être la plus proche possible de la personne filmée, ce qui peut s'avérer oppressant. Il s'agit de trouver un équilibre entre les impératifs de fond et de forme, entre le contenu du discours et la qualité de la prise. Afin de libérer le sujet filmé du fil le reliant à la caméra et l'empêchant de se mouvoir à sa guise, un micro-cravate sans fil a été acheté. Ainsi, l'interview de Joakim Montrond, 38 ans, propriétaire de douze chèvres, a pu être réalisée pendant que celui-ci était en train de prélever du fourrage avec son neveu. Une fois l'interview finie, le micro-cravate a permis de saisir les conseils chuchotés à son neveu sur les plantes à couper et les endroits où les prélever, le son du souffle court de Joakim sous le poids du ballot de foin de 75 kilos qu'il portait sur le dos, et même les salutations échangées avec une agricultrice alors que le chercheur se trouvait à plus de trente mètres de la scène observée.

4.3.2. Le montage, ou comment écrit-on un film en géographie ?

L'œil du chercheur s'exerce aussi bien au moment du tournage, quand il s'agit de choisir quoi et quand filmer[15], qu'au moment du montage. Ainsi, malgré une apparence de vraisemblance, le *« film – mais ni plus ni moins que le texte – sélectionne des faits et les saisit sous un certain angle »* (Piault, 2011, p. 7). Il s'agit ici d'examiner en quoi cette construction par le montage ne constitue pas un biais, mais une condition à la construction du discours du chercheur.

◆ Du statut de réalisateur à celui de monteur

Les choix réfléchis ou spontanés, conscients et inconscients, de ce qui est filmé et de ce qui ne l'est pas sont chargés de sens. Dans cette perspective, les plans filmés lors du tournage portent déjà en eux-mêmes l'interprétation de la chercheuse-réalisatrice. Toutefois, c'est au moment du montage que ces images *« prennent leur sens les unes par rapport aux autres »* (Metz, 1964, p. 61), car cette étape opère alors comme une sorte d'écriture. Alors qu'un texte écrit se construit avec des mots, l'écriture filmique se *« compose de l'arrangement spatial et temporel d'éléments visuels et sonores »* (Metz, 1964, p. 40), c'est-à-dire de l'association entre une bande visuelle et une piste sonore, qui forme ce qu'Alexandre Astruc, cité par Christian Metz, nomme *« la pâte du monde »* (Metz, 1964, p. 60).

En articulant les plans filmés, le monteur ré-agence le temps, animant celui-ci selon son rythme, sa logique, sa fantaisie, fixant l'éphémère, permettant son retour et son infinie répétition : on perçoit ce qui échappe à l'œil nu ; on peut établir des liens, faire des recoupements, se livrer à des opérations de segmentation puis à des classements, des comparaisons.

Le réalisateur, celui qui a vécu l'expérience du tournage sur le terrain, qui connaît le village et ses habitants, voit dans les *rushs* bien plus que les images filmées. Il se remémore tout ce qui est situé dans le hors-champ. Visionner les vidéos fait ressurgir des lieux, des parfums, des goûts, des sentiments bons comme mauvais (voir le **chapitre 5.2.2** sur le rapport émotionnel au terrain). Il est donc parfois difficile de rester strictement objectif et de faire la part des choses sur des images que l'on a soi-même filmées. L'aide d'un monteur professionnel, ou même d'une personne extérieure, qui n'a pas connu le terrain, est essentielle. Le regard de cette personne est, selon l'expression de Jean Rouch, le *« second spectateur »* (Scheinfeigel, 2008, p. 135), qui ne voit, en l'occurrence, que ce qui est à l'écran, le premier étant le filmeur lui-même. Dans les films *Na Boca de Fogo* et *Fogo Na boca,* le montage a été effectué avec l'aide de monteurs professionnels – Jacob Lombardi en 2011 et Carmen Alix en 2015 – qui ont apporté leur compétence pour organiser les films : sans *a priori*, sans retenue, pour éliminer et sélectionner les plans.

◆ L'extraction d'une seule histoire à partir de données brutes hétérogènes

Le montage d'un film est un long processus dont les étapes successives méritent d'être détaillées (**figure 4.49**), afin d'en expliciter le cheminement réflexif. Il consiste à *« brasser »* des matériaux visuels et sonores afin de révéler le cœur de ce qui a été cherché pendant le tournage, le défi étant *« d'essayer de raconter une histoire avec cet outil merveilleux »* qu'est l'audiovisuel, comme le dit Jean Rouch dans une interview réalisée en 1967 extraite du film *L'Homme et les images* (Rohmer, 1967, 34 minutes).

[15] Qui « décide quoi et quand filmer » est un bien grand mot, comme expliqué à la fin du **chapitre 5**, dans la partie intitulée « Recréer la réalité, une utopie pour le documentaire comme pour le film participatif. »

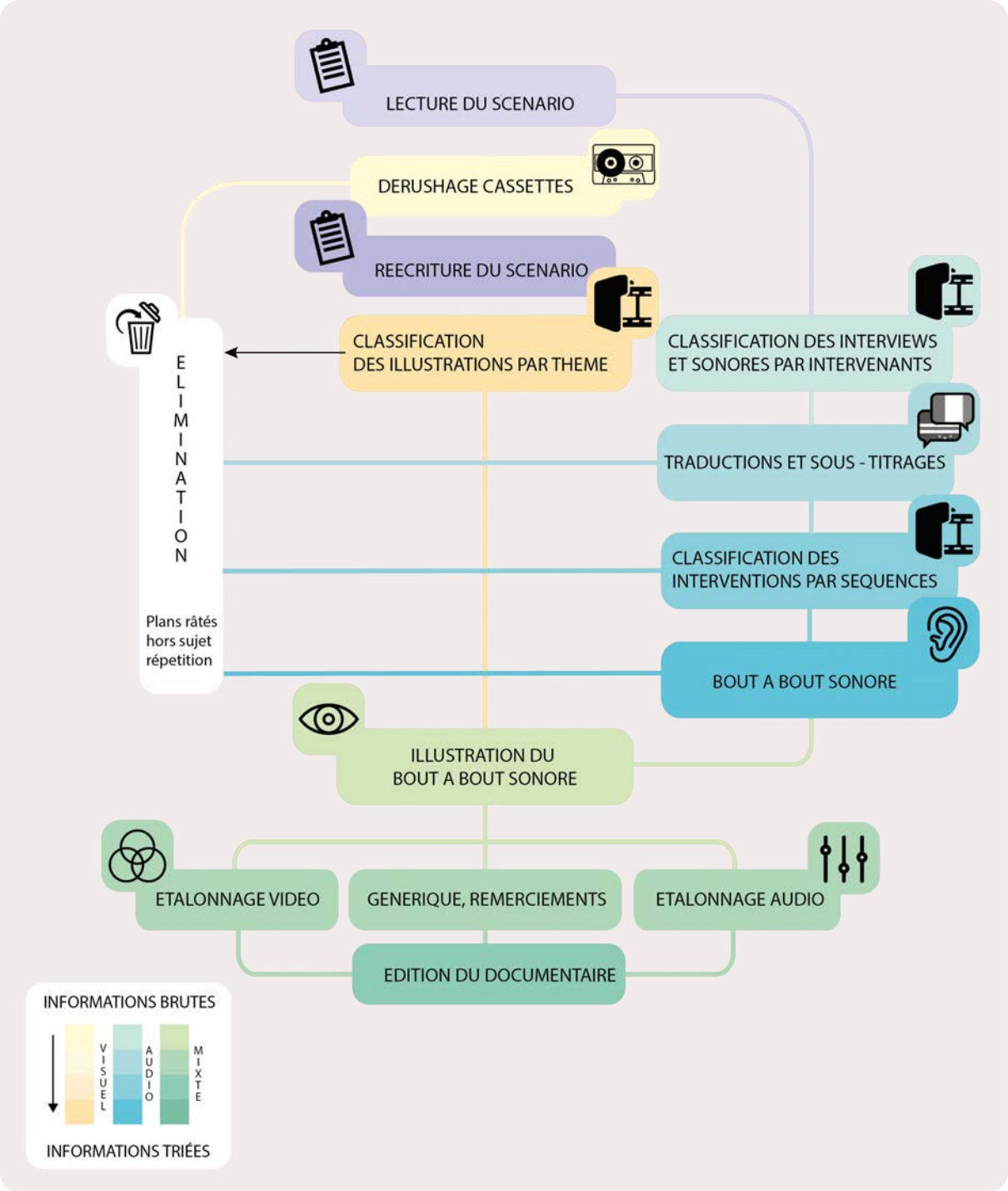


Figure 4.49. Organigramme du montage du film.

Globalement, le travail se découpe en 3 phases : *rush*, *derushage* et montage.
Dans un premier temps, il faut tout d'abord visionner l'ensemble des scènes filmées (ou *rushs*). On parle de 38 heures dans le cas du documentaire *Na Boca de Fogo*, 2h53 pour *Mimiso,* 5h50 heures pour *Voz de Mudge*, 36h10 pour *De Terra* (qui n'a pas été fini, mais dont une version non définitive est disponible sur demande), 15h15 pour *Fika na Casa* et 16 heures pour *Fogo na Boca*.

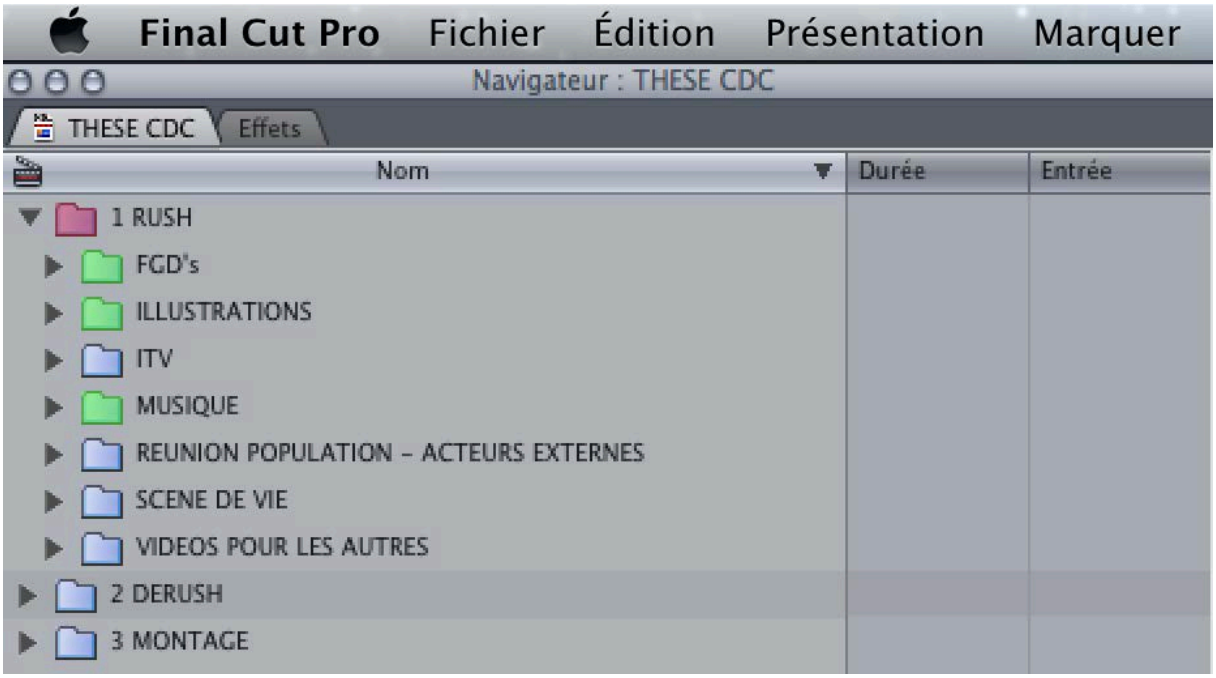


Figure 4.50. Tri des fichiers audiovisuels avec le logiciel Final Cut Pro.

Dans un second temps (*derush*), les fichiers sont classés en 7 groupes (**figure 4.50**) :

1. Les groupes de discussions (FGD) organisés par la doctorante ;
2. Les illustrations ;
3. Les entretiens (ITV) ;
4. La musique (enregistrée sur place) ;
5. Les réunions entre la population et des acteurs externes (Mairie, scientifiques) ;
6. Les scènes de vie ;
7. Des séquences réalisées afin d'être utilisées par d'autres acteurs. En effet, la caméra ne permet pas simplement de filmer mais aussi de justifier la présence du chercheur sur le terrain, d'autant plus quand les acteurs sociaux (institutionnels et non-institutionnels) expriment le désir d'acquérir les enregistrements réalisés. La vidéo rend possible une appropriation de ce matériel, or, cette prise de possession des savoirs est cruciale et se doit d'être comprise et analysée en lien avec les enjeux sociaux inhérents à la recherche (cf. **chapitre 5**).

Concernant les entretiens, ceux-ci sont de nouveau divisés par personnes interviewées. Les interviews sont traduites simultanément afin que leur contenu puisse être discuté avec le monteur. Au fur et à mesure, le scénario est redéfini, détaillé, en fonction de la pertinence des discours, des nouvelles connexions qui apparaissent entre les thèmes, et de l'abandon nécessaire − parfois douloureux − de certains sujets ou personnages.

Pour les 4 principaux films de recherche (non participatif), l'ensemble des discours correspondait chaque fois à de nombreuses heures d'interviews qu'il a fallu traduire. Pour donner un exemple, *Na Boca de Fogo* compte une dizaine d'heures d'interviews, et *Fogo na Boca* environ 7 heures. En moyenne, il faut compter une heure de travail pour transcrire et traduire quinze minutes d'interview. Ce temps varie selon le niveau de difficulté langagière, de l'élocution des protagonistes et du type de sujet abordé. Il s'agit d'un travail important et laborieux mais indispensable, puisqu'il rend audible chaque mot prononcé par les personnes interrogées et nuance précisément les discours. Revoir la scène de nombreuses fois permet de prendre conscience de certains détails (visuels et sonores) passés inaperçus au moment de l'interview.

Une fois la traduction effectuée, il faut procéder à l'étape de *l'ours*. L'ours est le bout-à-bout sonore des différentes interviews et de l'éventuelle narration (voix *off*) du film, qui doivent s'enchaîner de façon logique, intelligible et intéressante, le but étant de créer une histoire capable de captiver l'intérêt du spectateur. Pour réaliser cet ours, il faut reprendre les séquences du scénario une à une, et voir quel(s) discours correspond(ent) le mieux pour chacune d'entre elles, en se posant les questions suivantes : qui est plus légitime pour parler de tel ou tel sujet ? Qui l'aborde le plus clairement ? Qui s'exprime le mieux ? Qui apporte un point de vue nouveau ?

Contrairement aux autres films, dans le dernier film *Fogo na Boca*, les séquences de l'ours ont dans un 1er temps été travaillées séparément, pour ensuite être mises sur une seule et même *timeline*. Ce choix a été adopté pour faciliter le travail de montage au sein des séquences, mais aussi permettre de réfléchir à l'ordre entre les séquences, un peu comme dans un puzzle, en essayant de se mettre à la place du spectateur. De quelle information celui-ci a-t-il besoin en premier ? Comment faire comprendre les rebondissements dans l'évolution de l'éruption et transmettre cette sensation par la narration ?

Dans *Na Boca de Fogo*, l'accent est mis sur la manière dont les différents acteurs perçoivent, valorisent, transforment, aménagent et défendent leur propre territoire, qui est à la fois un espace à risques, un espace de vie et un espace protégé, dans un temps d'accalmie de l'activité volcanique. *Fogo na Boca*, se déroule en temps de crise et l'accent porte sur les pratiques et discours des différents acteurs en termes d'alerte et de préparation face à la menace, d'évacuation du village, de relogement et de retour dans le village d'origine. Le nombre des acteurs et les rebondissements complexifient la lecture du scénario et la trame des films documentaires (voir l'exemple de *Fogo na Boca*, **figure 4.51**). Cependant, ce choix se justifie par un souci de rigueur scientifique qui suppose le croisement des points de vue et des discours et leur confrontation :

- 16 personnages interviennent dans *Na Boca de Fogo*, avec 13 habitants au niveau local – le directeur du Parc Naturel au niveau insulaire, le directeur de la Protection civile au niveau national, un expert scientifique et un acteur associatif au niveau international, à savoir Carmen Romero, géographe espagnole faisant partie de l'équipe MAKAVOL, et Franz Hegger, œnologue, qui travaille pour l'association italienne COSPE en partenariat avec la coopérative agricole du village.
- 30 personnages interviennent dans *Fogo na Boca*, avec 20 personnes de la communauté, 7 gestionnaires – dont le maire de Santa Catarina, Helio Nemesio, employé de la Protection civile, le président et un employé de la Croix Rouge, ainsi que trois experts scientifiques (une volcanologue capverdienne et deux volcanologues canariens de l'équipe MAKAVOL). Deux personnes désignées comme « amis » de la communauté participent également, Fausto Rosario qui apparaît dans le film et Germano Rosario, qui n'apparaît pas dans le film, mais dont le poème sert de conclusion finale[16].

Afin d'offrir un espace d'expression à ceux qui, d'ordinaire n'ont pas accès à la scène publique et politique, dans les deux films, la parole a été donnée en priorité aux habitants. Dans le film *Na Boca de Fogo*, les discours (chants, interviews et dialogues) représentent 78 % du film, contre seulement 22 % pour les acteurs externes. Dans *Fogo na Boca*, ceux-ci représentent 58 % du temps total de discours pour 31 % pour les acteurs externes et 11% pour les « amis » de la communauté. Le but n'était pas de donner raison aux acteurs internes plutôt qu'aux acteurs externes, mais de valoriser les savoirs et les connaissances du

[16] L'enregistrement du poème avec Germano n'a pas pu être utilisé, celui-ci étant particulièrement ému au moment de la prise de vue et de son, ce qui a rendu la lecture du poème trop difficile.

territoire par ses habitants, afin de favoriser un partage du pouvoir en rendant *« accessibles à tous, les conditions de la coopération et de la critique »* (Comité de rédaction de *Tracés,* 2011, p. 16). Par ailleurs, afin de montrer la diversité des groupes sociaux composant le village, le choix a été fait de multiplier les acteurs locaux pour ne pas s'en tenir à un discours, à une situation. Ainsi, dans *Na Boca de Fogo*, sur les treize personnes filmées appartenant au village, six sont des femmes (de 10 à 83 ans), et sept sont des hommes (de 23 à 92 ans). Dans *Fogo na Boca,* sur les 20 habitants du village présents dans le film, 11 sont des femmes (de 13 à 86 ans), et 9 sont des hommes (de 34 à 57 ans).

Figure 4.51. Les acteurs sociaux intervenant dans le film Fogo na Boca.

- **Une autre utilisation du matériel audio-visuel [17] : archiver la recherche avec la caméra « bloc-notes »**

Au-delà des images filmées spécifiquement pour les films de recherche, l'utilisation de la caméra permet d'archiver le travail de terrain : *« Cela évite de prendre des notes dans certains cas. C'est un substitut du carnet de notes de plus en plus puisque les capacités de stockage sont quasi illimitées. Donc ça, c'est un outil effectivement maintenant absolument central de ma démarche* » (Raoulx Benoît, dans Fontorbes & Granié, 2016, p.65). Un peu comme le décrit Benoit Raoulx, la caméra a parfois été utilisée dans la thèse comme un « bloc-notes » magique sauvegardant aussi bien le son, que l'image et le mouvement. Il suffit de retourner dans les rushs, pour être inondé d'informations, de lieux, de noms, d'anecdotes, redécouvrir des personnages, des histoires. Mais justement, filmer ne peut pas totalement remplacer les notes de terrain, qui font le point sur ce qui a été vu et filmé, justement pour ne pas se retrouver « submergé » par un trop-plein d'informations.

De plus, en regardant ses rushs, le chercheur s'aperçoit que la caméra a enregistré des informations qu'il n'avait pas vues au moment de la capture (Raoulx Benoît, dans Fontorbes & Granié, 2016, p.65). Le matériel audiovisuel offre ainsi la « *possibilité de dépasser ce qu'il a pu voir et regarder à l'œil nu, d'entrer dans une observation plus fine de la réalité »* (Louveau de la Guigneraye & Arlaud, 2007, p. 102). Il lui permet de revivre à l'infini ce qui a été filmé à un moment donné : en appuyant sur lecture, on accède aux gestes, aux mouvements, aux mimiques, aux changements de postures et d'intonations. En appuyant sur pause, l'image animée peut être transformée en image fixe, afin d'être décryptée en profondeur, pour identifier « *des aspects du réel que la rapidité du mouvement de la vie lui avait tenu cachés* » (Louveau de la Guigneraye & Arlaud, 2007, p. 102). Sur le programme *Final Cut Pro* (mais aussi sur *QuickTime*), en appuyant sur rembobiner, on peut alors revenir sur ce qui n'a pas été vu à la première lecture. Le retour à l'image fixe à partir de la bande vidéo est un procédé qui permet de ne pas être submergé par le flot d'informations communiquées par l'image en mouvement (Louveau de la Guigneraye & Arlaud, 2007, p. 102)

- **Du dialogue indirect au dialogue direct**

Même s'il vise à donner la parole à tous, y compris aux personnes marginalisées du pouvoir et de la scène publique, le film « *n'est en fin de compte que la réappropriation par le chercheur de ce qui a été produit en collaboration avec les sujets filmés* » (Simoes, 2012), une construction dans laquelle il met en scène les acteurs et leurs discours. Pour le dire autrement, dans le film, les personnes s'expriment devant la caméra en présence de la chercheuse, ce qui n'est pas la même chose que défendre publiquement ni mettre en dialogue son point de vue de manière directe, en face-à-face avec les autres acteurs du territoire. Dans ce sens, le dialogue créé dans le film est indirect : c'est la chercheuse qui capture l'image et le son, organise et sélectionne les actions et les discours, puis les classe et les assemble, afin de faire dialoguer les différents acteurs présents dans le film. Ce dialogue indirect artificiel basé sur la confrontation des interviews met en relief d'une part les consensus et les divergences des discours et, d'autre part, le jeu sous-jacent des acteurs (collaborations, conflits) qui les produisent. Par exemple, dans *Fogo na Boca* (2015), le dialogue indirect créé entre la population, les pouvoirs publics et les scientifiques est révélateur de la multiplicité des approches, perceptions et corpus de connaissances concernant la gestion de la crise volcanique. Cette confrontation

[17] Des séquences ont également été réalisées afin d'être utilisées par d'autres acteurs dans une logique de don et de réciprocité, et font l'objet d'une analyse à part dans le **chapitre 5** (5.2.1. Stratégies de familiarisation avec les enquêtés et dons/contre-dons en temps quotidien).

fait apparaître les divergences dans les représentations et en matière de gestion locale en temps de crise. Cela met également en évidence les relations de concurrence, voire de conflit entre acteurs, qui peuvent en partie expliquer les difficultés de dialogue pour parvenir à des solutions consensuelles.

Pour passer du dialogue indirect au dialogue direct entre les acteurs sociaux, des projections publiques autour des films ont été organisées (**figure 4.52**). Celles-ci étaient censées constituer un espace favorable au partage et à l'échange de points de vue et de sentiments sur les sujets abordés, et devaient servir de base à la création d'un dialogue direct entre les différents acteurs du territoire. Le passage d'un type de dialogue à l'autre a été schématisé, et va maintenant être étudié de manière plus approfondie à travers l'analyse des différentes étapes et modes de diffusion des films de recherche.

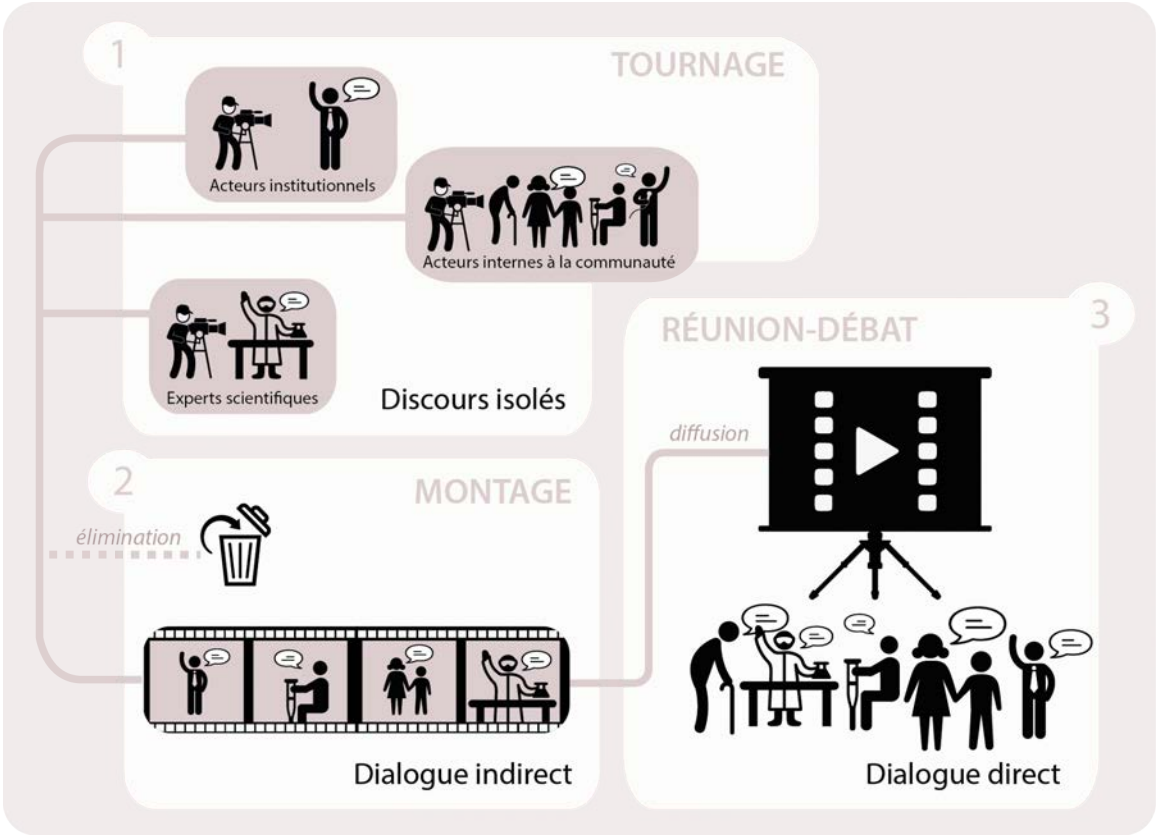


Figure 4.52. Le passage de la confrontation des discours isolés (dialogue indirect) au dialogue direct.

4.4. Partages et convergences des résultats de recherche et éventail des possibilités d'exploitation des résultats audiovisuels

En recherche, la diffusion du matériel audiovisuel produit se distingue d'une diffusion classique via un document écrit. Elle représente le moyen de restituer son travail de recherche à la population enquêtée mais aussi d'exposer ses résultats de recherche auprès d'un public bien plus large. De plus, elle offre la possibilité d'une appropriation de ce matériel par les différents acteurs institutionnels et non institutionnels. Or, cette prise de possession des savoirs est cruciale et se doit d'être comprise et analysée en lien avec des enjeux sociaux inhérents à la recherche.

4.4.1. Un processus de diffusion en plusieurs étapes : entre éthique, responsabilité morale et stratégie de ménagement des acteurs partenaires

La restitution des résultats par la projection d'un film scientifique pallie les défauts de la restitution écrite, en français, alors que la recherche a été menée dans un pays non francophone. Les documentaires de recherche *Na Boca de Fogo*, *Fika na Casa* et *Fogo na Boca*, presque intégralement en capverdien, sont accessibles à l'ensemble de la communauté et aux acteurs locaux ayant participé aux tournages. Cette démarche s'apparente à celle de Benoît Raoulx, qui voit lui aussi le film comme « *un moyen de retourner la connaissance construite vers la population partie prenante de la réalisation et différents publics. Cette démarche permettait ainsi de répondre à la volonté de concilier recherche et action dans la société, en phase avec la posture de géographie sociale* (Raoulx Benoît, dans Fontorbes & Granié, 2016, p.65). En effet, rendre le film accessible à la communauté et aux autres acteurs capverdiens et canariens ayant participé au tournage constitue non seulement un juste retour envers ceux qui ont permis la recherche, mais aussi l'un des objectifs de la thèse, ancrée dans une approche de recherche-action.

Le processus de diffusion épouse le modèle théorique à la base de cette expérience de recherche-action, basée sur une volonté de co-construction des savoirs : c'est seulement après avoir montré le film aux personnes filmées puis à la communauté afin de savoir si ceux-ci en validaient le contenu, que les films ont été diffusés lors de réunion-débat avec les institutionnels. En effet, l'un des principaux objectifs de la thèse était l'élaboration d'un outil de dialogue entre les différents acteurs. Dans cette perspective, la chercheuse se devait d'abord de montrer les films aux personnes filmées afin de discerner les éventuelles erreurs d'interprétation, les oublis ou les failles de narration. Même s'il était difficile de réunir l'ensemble des personnes ayant participé au tournage pour discuter collectivement, les films ont pu être montrés de manière informelle, individuellement, ou à des petits groupes (amis, famille), avant d'être montrés à la communauté sous forme de projections publiques, auxquelles les personnages du film étaient souvent présents.

D'autre part, en raison de certains éléments très polémiques présents dans les films, ceux-ci n'ont été montrés à certains acteurs institutionnels qu'au moment de la toute dernière mission, après avoir été validés depuis longtemps déjà par la communauté. En effet, il était préférable de différer le moment de leur diffusion, afin de ne pas se mettre à dos certains acteurs institutionnels qui risquaient de ne pas apprécier la manière dont les films les représentaient, le danger étant de ne plus pouvoir réaliser d'entretiens avec eux et de ne pas pouvoir les inviter aux réunions-débats. Il était donc plus judicieux d'attendre la toute fin de la thèse afin de ne pas compromettre la réalisation de l'étape finale du processus de recherche, à savoir la création d'une réunion-débat finale avec l'ensemble des acteurs pour favoriser

une recherche commune de solutions. Ainsi, le film *Na Boca de Fogo*, a été diffusé auprès de la population de Chã das Caldeiras et des employés du Parc Naturel de Fogo dès 2011, mais n'a pas été montré avant décembre 2015 au maire de Santa Catarina. En effet, Deolinda Teixeira, employée de la municipalité de Santa Catarina et originaire de Chã, a vu le film, et a déconseillé sa diffusion auprès du maire.

4.4.2. Analyse critique de la création d'un dialogue autour des films via des réunions-débats

La recherche avec et par le film suppose de s'intéresser non seulement au contenu des produits filmiques, aux modes et conditions de réalisation, mais aussi à la façon dont les films sont reçus par les personnes qui ont été directement ou indirectement l'objet de la recherche. L'analyse de la réception des films de recherche par les deux principaux publics (interne et externe à la communauté) s'est avérée être un moyen d'étudier et de comparer les multiples réactions provoquées, mais aussi comment les spectateurs, leurs émotions, leurs sentiments, leur compréhension des films ont pu changer au fil du temps.

Au-delà d'une approche purement méthodologique, il s'agit de montrer en quoi choisir le film comme mode de diffusion de la recherche – notamment parce qu'il peut être le lieu d'émergence de mobilisations sociales – peut permettre de traduire l'engagement du chercheur. En créant des films mettant en scène des personnages, membres de la communauté marginalisés de la scène politique par les pouvoirs publics, puis en les rendant publics via différentes formes de diffusion, la chercheuse a fait le choix d'accompagner les initiatives locales de revendications sociales.

- **Réactions des populations locales face aux films : du divertissement à la réflexion en passant par l'émotion**

  - Na Boca de Fogo

Na Boca de Fogo[18] a été projeté pour la toute première fois en décembre 2011. Les deux séances de projection organisées ont permis de rassembler un total de 110 personnes, soit environ 1/10ème de la population du village, ce qui constitue en soi une réussite dans le sens où cette participation importante témoigne de l'intérêt pour le travail de recherche. Mais de toute évidence, les personnes étaient là pour se divertir, pas pour débattre : les gens étaient heureux, en particulier certaines personnes interviewées mises en valeur par le fait d'avoir été choisies pour témoigner à l'écran. Globalement, la plupart des gens plaisantaient, pointaient du doigt les personnages qu'ils reconnaissaient, s'amusaient de voir des membres du village à l'écran. La dernière partie du film, qui montre une situation de conflit violent opposant les villageois à la mairie, a elle aussi suscité les rires. Les gens étaient contents de se voir ou de voir leurs proches, et ont exprimé de vive voix leur gratitude et leur contentement sur le film.

Contrairement à ce qui avait été espéré, il n'y a pas eu de vraie discussion entre les spectateurs sur leur compréhension du film et personne n'a cherché à mettre au jour les différences de discours et conflits entre acteurs ou à confronter son interprétation à celle des autres. L'objectif de cette projection, à savoir favoriser le débat et l'échange n'a donc pas été atteint, en partie parce que le débat n'a pas été animé de façon suffisante, le manque de réactions et d'échanges critiques ayant pris de court l'équipe de recherche. D'autre part, l'évènement passé avait été « oublié » ou mis de côté, l'énervement était retombé, s'était tassé. Les réactions à chaud des habitants face à la destruction de la citerne de Danilo sont donc apparues comme démesurées, exagérées. Les deux témoignages féminins suivants ont été l'objet des moqueries de l'audience, la première pour son caractère délirant, exalté, mystique, et la seconde pour l'arrogance de celle

[18] https://youtu.be/9nLL6g4GM0k

qui parle (une femme âgée, analphabète, agricultrice, qui ose menacer physiquement le maire de Santa Catarina) :

« *Le volcan s'éveille tout le monde claque dans les mains ! Que celui qui n'entend pas le vacarme, qui n'entend pas la fête, qu'il sente les secousses que donne le volcan ! Il vient ! Dieu est la justice ! La justice est dans la terre et Dieu détient la justice !* » (29:32:05 à 29:47:10).

« Même le volcan, quand il est entré en éruption, il n'a pas agi comme ça ! Il n'était pas comme ça ! Il n'était pas comme ça ! Il n'était pas comme ça ! Le maire nous aide peut-être beaucoup ici, mais moi, je suis toujours aussi pauvre ! Moi je veux rien avoir à faire avec lui ! Mais s'il était là ! S'il était là, c'est moi, une femme, qui l'aurait frappé ! Moi, une femme, qui l'aurait frappé ! » (30:34:21 à 30:57:00).

La seconde projection a eu lieu quatre ans plus tard, en décembre 2015, soit un an après l'éruption de Fogo, avec trois séances, l'une à São Filipe, la seconde à Portela, et la troisième à Mosteiros (en présence du maire de Mosteiros), pour un total d'environ 60 personnes.

Les réactions des spectateurs lors de ce second temps de projection ont été très éloignées de celles observées en 2011. Plus de blagues ou de plaisanteries, les visages étaient concentrés, sérieux, émus de revoir des lieux disparus. Au sujet des deux exemples ci-dessus qui avaient suscité l'hilarité générale, en 2015, plusieurs personnes du public hochent la tête avec conviction et on entend des « elle avait raison » « elle l'avait prédit ».

Cette reconnaissance collective après-coup de la valeur des discours de ces deux habitantes par la collectivité montre bien comment la trajectoire du film dans l'espace public se trouve liée à l'évènement éruptif, qui a touché l'ensemble des villageois. Elle ne doit pas être interprétée comme une erreur de compréhension qu'il faudrait corriger. Au contraire, ce changement de regard permet de voir comment des évènements indépendants et postérieurs au film peuvent influencer la perception du film par les habitants. L'éruption volcanique récente fait que le film est mis au service d'arguments politiques nouveaux, qui n'existaient pas au moment de la première diffusion, provoquant un changement de statut du film qui devient un référent culturel au centre d'enjeux politiques actuels, en lien avec les stratégies d'acteurs. Ce décalage entre les réactions avant et après la catastrophe conduit à réfléchir sur la construction d'une référence partagée, dans un processus d'appropriation, de réinterprétation, de réactivation, de remodelage et d'instrumentalisation du sens donné au produit audiovisuel. La réception ne se fait pas d'un bloc, au contraire, elle s'ancre dans une dynamique en constante évolution.

- *Fika na casa*

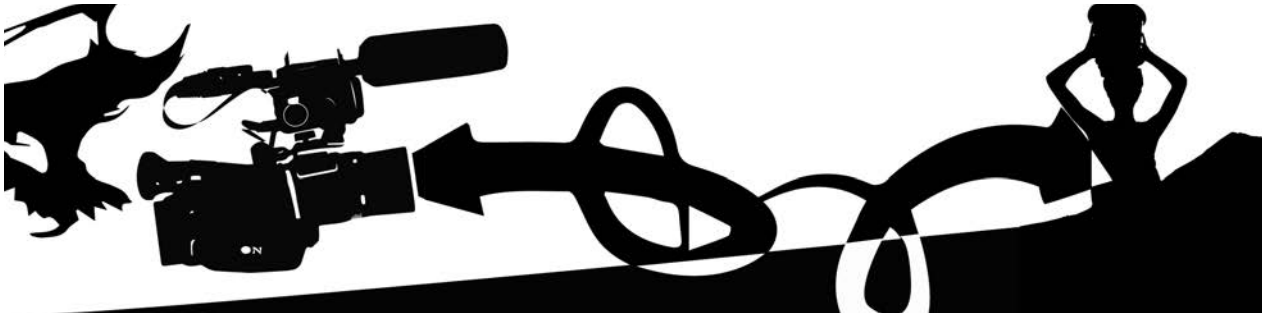
La 1ère version de *Fika na casa* a été projetée publiquement à Chã das Caldeiras au siège du PNF en août 2014. La projection avait été annoncée via des affiches devant les écoles, l'église et les principales boutiques du village (**figure 4.53**), mais le siège n'étant pas situé au centre de Portela, seules une trentaine de personnes se sont déplacées pour assister à la projection, dont un membre du PNF et quatre touristes (**figure 4.54**). Un questionnaire a été distribué pour essayer de recueillir le point de vue des personnes présentes (voir **figure 4.55**). Une 2ème projection informelle du film définitif a eu lieu à Monte Grande en décembre 2015, auprès d'une audience réduite (environ 15 personnes).

Contrairement à la projection de *Na Boca de Fogo* en 2011, très peu de personnes sont venues voir le film. Ce manque de participation s'explique en partie par le mauvais choix du lieu de projection, trop éloigné du centre du village. Comme pour *Na Boca de Fogo*, lors de la projection de *Fika na Casa*, les personnes ayant été actrices du film se sont senties gratifiées, y compris Tuka, malgré son discours misogyne qui ne le met pas nécessairement en valeur.

Encore une fois, il a été difficile de créer un vrai débat, malgré l'engouement pour le film, validé par le questionnaire qui montre que le film est considéré soit comme bon, soit comme excellent par l'ensemble du public. Surtout toujours d'après les réponses données au questionnaire, les gens pensent que ce film peut améliorer les relations entre les personnes (100% des répondants), aider à régler des conflits au sein de la communauté (100% des répondants), et aider à sensibiliser les personnes aux problèmes présentés dans le film (100% des répondants). Au niveau de la portée du film, la majorité pense qu'il doit être montré au niveau national (70% des réponses), y compris aux dirigeants du pays (10%), contre seulement 20% des enquêtés qui pensent que le public du film doit être avant tout local. Toutefois, les personnes voient le film avant tout comme un souvenir (50%), tandis que seules 30% des personnes le voient comme un outil permettant d'avoir plus de pouvoir, et 20% comme un outil de divertissement. L'absence de capacité à examiner à plusieurs les différentes problématiques évoquées dans le film en a été d'autant plus frustrante.

Figure 4.53. Affiche de la projection du film « Fika na Casa » à Chã das Caldeiras (Chouraqui, août 2014).

Figure 4.54. Faible participation à la projection du film « Fika na Casa » au siège du PNF à Chã (Chouraqui, août 2014).



QUESTIONNAIRE
- FIKA NA CASA -

Nom et prénom: ……..……..
Surnom : ……..……..
Age : ……..……..
Travail : ……..……..

Avez-vous participé à la création du film ? ☐ **Oui** ☐ **Non**

Si oui, comment ? ☐ **Acteur** ☐ **Conseil/idées** ☐ **Réalisation**

Avez-vous des idées pour améliorer ce film ?

Quelle est votre opinion sur le résultat présenté ?
☐ **Super** ☐ **Bon** ☐ **Moyen** ☐ **Mauvais**

Pour vous, quelle serait l'utilité de ce film ?
☐ **Divertissement** ☐ **Souvenir** ☐ **Outil de revendication**

Qu'est-ce que vous trouvez le plus important dans ce film ?

Ce film peut-il aider pour améliorer les relations entre les personnes ? ☐**Oui** ☐ **Non**

Ce film peut-il aider à résoudre des conflits dans le village ? ☐ **Oui** ☐ **Non**

A qui ce film doit-il être montré ?
☐ **Population de Chã** ☐ **Population du Cap-Vert** ☐ **Acteurs institutionnels**

Ce film peut servir à sensibiliser les gens par rapport à quels types de problème ?

Dans le futur, voulez-vous une copie de ce film ? ☐ **Oui** ☐ **Non**

Figure 4.55. Grille du questionnaire distribué au public lors de la projection du film Fika na Casa.

❖ *Fogo na Boca*

Fogo na Boca est le dernier film réalisé, mais aussi celui qui a été le plus projeté. En effet, alors que l'éruption de Fogo n'était pas encore finie, la toute première version du film était déjà diffusée publiquement lors d'une réunion organisée par les habitants du village à Achada Furna. À cette occasion, une cinquantaine de personnes étaient présentes. Celui-ci devait également être projeté dans le camp de relogement de Mosteiros, suite à la demande de sinistrés partis dès le début de l'éruption, qui voulaient voir les images de leur village. Mais cette projection a été interdite par les bénévoles de la Croix-Rouge, qui ont considéré que voir ces images de destruction pouvaient traumatiser les personnes.

Lors de cette première projection en plein cœur de la crise volcanique, certains spectateurs sont sortis de ce film extrêmement bouleversés, et ne pouvaient pas réagir autrement qu'en exprimant le choc émotionnel qu'ils venaient de subir. La chercheuse qui aurait dû lancer d'elle-même un débat ou une discussion en proposant certaines thématiques, était elle-même dans un état émotionnel peu propice à l'exercice prenant de l'animation de débat. Bien qu'ayant elle-même tournée et montée le film, la chercheuse a été bouleversée, submergée par l'émotion à la vue des réactions des membres du village, ce qui l'a mise en difficulté pour animer le débat.

La version finale du film a été diffusée lors de la dernière mission de terrain fin 2015, en suivant les trois phases suivantes :

- Premièrement, la diffusion du film auprès de la population de Chã das Caldeiras, à Fogo. Étant donné l'éclatement de la population dans plusieurs villages de l'île suite à l'éruption, il a fallu organiser plusieurs diffusions dans les deux principales localités de relogement (Achada Furna, Monte Grande) et à Chã das Caldeiras, le village touché par l'éruption, encore très sinistré, ce qui n'a pas empêché d'acheminer et d'installer une salle de projection improvisée à l'air libre avec l'aide de Cecilio Montrond (**figures 4.56 et 4.57**).

- Dans un second temps, deux projections officielles, avec invitation des acteurs institutionnels locaux voir nationaux, ont été organisées à Mosteiros et São Filipe. Cette projection publique du film était une incitation pour les acteurs sociaux à débattre de leurs sentiments et de leurs opinions concernant les sujets abordés dans le film. La plus importante devait être celle de São Filipe, et des affiches avaient été placées sur les bus en direction de Chã et Achada Furna, la porte du marché central de São Filipe, et celle du bar de Ramiro à Achada Furna. Sur l'affiche (en **annexe 4.9**), on pouvait lire : *« Tous les gens de Chã sont invités le 27 novembre, à 10 heures du matin, au Musée de São Filipe, pour assister à la projection de films sur la vie à Chã das Caldeiras, avant et pendant l'éruption. Les membres de la municipalité, du Parc Naturel, de la Protection Civile, de la Croix-Rouge, la Police sont aussi invités pour créer du débat et du dialogue* ». En se servant de la base de données du questionnaire réalisé en 2014, une centaine de messages téléphoniques ont également été envoyés pour inviter les personnes de manière individuelle. Pourtant, très peu de personnes se sont déplacées à cette projection, avec seulement une dizaine de personnes du village, et très peu d'institutionnels (personne de la Police, de la Mairie de Santa Catarina, ni de la Protection Civile).

Figure 4.56. Le dispositif de projection à Chã das Caldeiras (décembre 2015).

Figure 4.57. Quatre projections avec la communauté, la première photo en haut à gauche a été prise à Monte Grande, les trois autres à Achada Furna (Chouraqui, novembre 2015).

Un an après l'éruption, les réactions des gens avaient déjà évolué : le premier stade du choc et de l'émotion épidermique était dépassé, ce qui a permis d'échanger sur des questions de fond. Des personnes de l'audience qui n'avaient pas été filmées ont souhaité témoigner de ce qu'elles avaient vécu au moment de la crise afin de partager leur expérience. Leur témoignage a permis de développer certains points précis du film mais aussi d'ouvrir à des thématiques plus larges ou encore d'actualiser les informations données. Toutefois, bien que ces rencontres aient été plus propices à la réflexion et au débat, plusieurs difficultés ont de nouveau surgi :

- Les habitants n'étant pas habitués ou formés à prendre position à partir d'un film, il était encore globalement difficile de susciter leurs réactions et leurs questions, malgré les relances prévues ;
- Certaines personnes ont eu tendance à s'étaler et à monopoliser la parole, il aurait fallu les arrêter (avec politesse, mais fermement, ce qui n'a pas été fait) pour laisser la place à d'autres questions ou réactions.

❖ Le DVD *Memoria de Chã* et la mise en mémoire du territoire

En plus de la restitution sous forme de projections-débats, des DVD regroupant l'ensemble des productions filmiques sur le village ont été distribués aux habitants. Au total, une centaine de DVD ont ainsi pu être répartis entre les habitants, à raison d'un film par foyer. Ces DVD ont été produits précisément pour « faire mémoire » d'où leur intitulé : *Memoria de Chã* (**figure 4.58**).

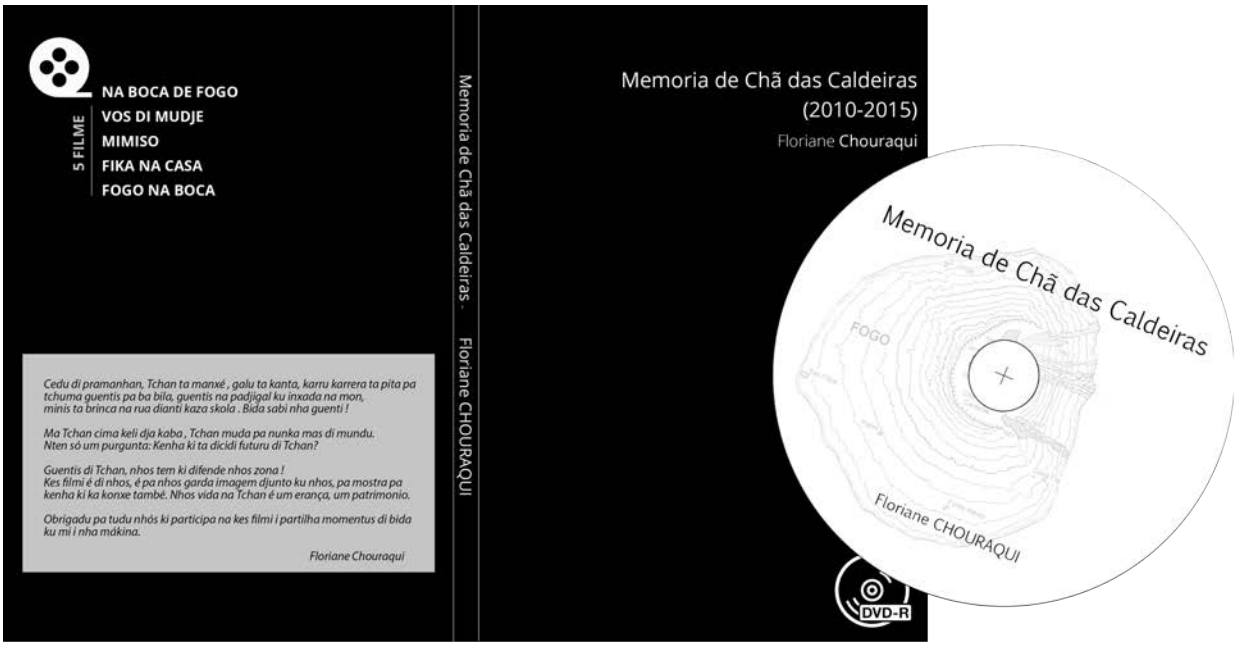


Figure 4.58. Maquette de la pochette du DVD « Memoria de Chã » (Traduction : « Tôt le matin, Chã se réveille, un coq chante, l'aluger klaxonne pour appeler les gens à partir à la ville, les gens partent aux champs la bêche à la main, les enfants jouent dans la rue devant l'école. Quelle vie agréable mes amis ! Mais Chã, comme ça, a disparu, Chã a changé pour toujours. Une question subsiste : qui va décider du futur de Chã ? Habitants de Chã, vous devez défendre votre territoire ! Ce film est à vous, pour que vous gardiez avec vous des images, pour montrer aussi à ceux qui ne connaissent pas. Votre vie à Chã est un héritage, un patrimoine. Merci à tous ceux qui ont participé à ces films et qui ont partagé des moments de vie avec moi et la caméra ».

En effet, les films de recherche apparaissent comme des dispositifs, supports matériels et lieux privilégiés de « mise en mémoire » individuelle et collective des hommes et des femmes du village, de leurs vies avant l'éruption, de leurs histoires, des crises passées auxquelles ils ont été confrontés. Ce projet traduit une

volonté d'aider à transmettre le patrimoine social et culturel du village, similaire aux propos de Germano Fonseca dans son poème (cf. film *Fogo na Boca*, de 36 :33 :18 à 36 :45 :10) : « *Si on perd Chã, Fogo n'a plus d'histoire. Si on perd Chã, le roi perd sa couronne. Perdus dans le monde, resteront dans l'histoire, seuls ceux qui l'ont connu pour venir en parler.* » Les films permettent aux membres de la communauté de garder une trace de leurs passés ensevelis sous la lave, des lieux familiers à jamais effacés de la carte.

Les films de recherche se trouvent ainsi mobilisés dans les pratiques de mise en mémoire de l'histoire et du territoire, accompagnant ainsi la dynamique de revendication sociale des habitants concernant leur appartenance, leur droit et leur savoir sur le territoire.

Les films abordent les questions de mémoire et donc un rapport au passé, à l'histoire, au territoire disparu, en même temps qu'ils articulent ce passé et cette histoire au présent, au « nouveau » Chã, dans une interaction temporelle et spatiale.

- **Réception des films *Na Boca de Fogo* et *Fogo na Boca* par les acteurs externes**

Ici, il n'est question que des films *Fogo na Boca* et *Na Boca de Fogo*. Ceux-ci ont été montrés, mais aussi donnés (DVD, fichier numérique) aux principaux acteurs externes impliqués dans la gestion du territoire. Au niveau de la réception des films, on observe des différences en fonctions des acteurs :

D'un côté, au niveau des **réactions de la Mairie de Santa Catarina**, déjà en 2011, Deolinda Teixeira, employée de la Mairie indique que la dernière partie de *Na Boca de Fogo* met en accusation le maire, Aquileu Amado. D'après elle, il n'y a pas de vrai dialogue et le film donne le « beau rôle » à la population, sans donner au maire une place pour se défendre, et ce même si dans son témoignage, Antoninho Teixeira, doyen du village, prend parti pour la mairie en pointant du doigt le caractère illégal de la construction de Danilo Fontes. D'autre part, au moment du conflit, la mairie n'aurait jamais accordé une interview, souhaitant plutôt étouffer l'affaire, car les tensions étaient trop fortes. Il faut également indiquer que le maire n'a pas assisté à la projection débat finale organisée en 2015, à laquelle il avait pourtant été invité. Ayant eu la possibilité de visionner le film avant en DVD, son silence (absence de réaction communiquée de sa part à l'égard du film), et le fait qu'il n'ait envoyé aucun délégué municipal participer à la projection afin de défendre son point de vue devant les habitants et d'instaurer un dialogue, indique un manque d'intérêt par rapport au processus de recherche proposé, mais aussi éventuellement une crainte de se confronter à la critique formulée à l'encontre des stratégies mises en place par son institution, aussi bien au niveau de la gestion avant (*Na Boca de Fogo*) que pendant la crise éruptive de 2014-2015 (*Fogo na Boca*). Par ailleurs, Aquileu Amado n'a jamais montré qu'il voulait initier un processus participatif, avec une seule tentative de mise en place d'un dispositif « participatif » avec le plan d'urbanisation (cf. **chapitre 1**), qui n'avait de participatif que le titre puisqu'au final aucune concertation n'a eu lieu. L'approche technocratique et top-down dominante de la gestion du territoire par la mairie ne présageait pas son implication importante dans cette tentative de créer du dialogue entre acteurs.

Au niveau des réactions de la Protection Civile, on observe une sensibilité apparemment supérieure à celle de la Mairie concernant la démarche de recherche mise en place. Celle-ci s'est traduite par une plus grande participation au projet, avec une collaboration ancienne mise en place dans le cadre du programme MIA-VITA, qui avait financé la venue d'Helio Semedo pendant la création de la CP3D en 2011 (voir début du **chapitre 3**). De plus, même si les films *Na Boca de Fogo* et *Fogo na Boca* montrent aussi des points négatifs de la gestion des crises volcaniques par la Protection Civile, celle-ci semble plus ouverte à la remise en question. En effet, pendant son interview sur le terrain en pleine éruption, Helio Semedo est

l'un des seuls acteurs institutionnels qui a remis en cause la manière dont son institution gérait la crise. Tout d'abord, il reconnaît que la population connaît mieux le terrain que les acteurs externes : *« Il y a eu des conflits entre les autorités et la population, surtout en ce qui concerne l'évacuation. Les gens pensent qu'ils peuvent évacuer seuls. Ils pensent mieux connaître Chã que nous, les autorités, et qu'ils savent quand partir et où se diriger. Ça c'est une situation qui doit être contrôlée. Même si la population connaît mieux le terrain que nous, notre responsabilité est de maintenir la sécurité pendant toutes les opérations."* (15:43:12 à 16:18:10) Mais surtout, il critique le plan de gestion de crise qui dépend directement de son institution : *« En ce qui concerne le plan d'urgence, ce plan est obsolète. Il date d'il y a 12 ans. Donc presque toutes les décisions prises n'ont pas été basées sur ce plan. De nombreux contacts au sein des institutions n'existent plus. Dans ce plan, comme les informations datent de 12 ou 11 ans, elles ne peuvent pas nous servir pour prendre des mesures.* » (17:20 :00 à 17:24 :02). Cette critique des stratégies de sa propre institution est révélatrice d'une pensée réflexive absente des témoignages des acteurs de la Mairie de Santa Catarina, de la Croix-Rouge ou de la Police. Toutefois, même s'il reconnait l'inadaptation des certaines mesures mises en place par son institution, au moment de la diffusion du film *Fogo na Boca* sur YouTube en mars 2017, il fait part de sa critique sur le film dans le questionnaire en ligne : « *Je trouve que ce sont surtout les aspects négatifs qui ont été montrés dans le film, la souffrance des personnes de Chã, et pas tellement un message positif basé sur des informations concrètes comme par exemple : le bon accueil des personnes déplacées, dans les différents centres de relogement, le fait qu'aucun enfant ne se soit retrouvé sans accès à l'éducation, qu'il n'y a eu aucune perte humaine, etc.*[19] » (réponse à la question du questionnaire en ligne [20]: « Qu'avez-vous trouvé de plus important dans ce film ? »). De plus, au moment de sa projection au colloque international à Praia en novembre 2015, un autre employé de la Protection Civile a lui aussi été dérangé par *Fogo na Boca*, allant jusqu'à sortir de la salle pendant sa projection.

Cette réticence et susceptibilité des acteurs institutionnels externes est compréhensible, le film mettant en lumière des critiques fortes à l'égard de leurs stratégies et de leurs prises de décision pendant la crise. Images et sons à l'appui, les films ont fonctionné comme un miroir (dérangeant), tendu aux acteurs institutionnels impliqués dans la gestion du territoire : « *vous pensez et vous dites être et faire ça* » mais en fait « *vous êtes ça* » et « *vous faites ça* ». Pour donner un exemple concret, le message global destiné aux acteurs institutionnels par le biais du film *Fogo na Boca* peut être résumé ainsi : « *vous pensez que l'aide apportée pendant la crise est venue diminuer l'exposition des personnes et sauver des vies, alors que vos décisions ont en fait affaibli certaines personnes du village, et qu'il n'y avait pas réellement de danger de mort* ». Certains acteurs externes ont trouvé que ce miroir avait tendance à forcer un peu le trait, dans une approche critique non constructive.

Les experts scientifiques ont pu prendre connaissance des films de recherche lors du colloque international organisé à Praia en novembre 2015 à l'Université du Cap-Vert (UniCV), intitulé : « *Fogo eruption International Conference, Environmental Management for the Prevention of Natural Disasters in the Municipalities of Macaronesia* », auquel a participé le LEC, les chercheurs canariens de l'ITER du projet MAKAVOL, la Protection Civile, les délégations municipales de Fogo, . Le simple fait d'avoir été invitée à projeter les deux films *Na Boca de Fogo* et *Fogo na Boca* pendant l'évènement scientifique atteste de l'intérêt d'une partie de la communauté scientifique pour ce travail de recherche en sciences sociales selon une approche socio-économique. D'ailleurs, l'approche sensible a elle aussi eu sa place, au-delà des films, dans ce colloque à majorité composée de scientifiques appartenant aux sciences dites « dures », sous forme de déclamation de poèmes sur les volcans. Un temps important du colloque a été accordé à la diffusion des

[19] En capverdien *: « Ami n´atxa ma foi mostrado mas aspeto negativos, de sofrimento de pessoas de chã de que mensagem positivo basado na informações concreto como por exemplo: bom acolhimento de deslocados na kes vários centros de acolhimento, nenhum criança ka fika sem acesso a ensino, ka houve nenhum perda de vidas humanas, etc. »*

[20] https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfpPVA7_4NTeFuKJ3uMZJ3HmfK_qbBN05coCY-NCZuvRIDKWA/viewform?c=0&w=1

films et aux débats, avec au total plus de deux heures d'intervention, permettant ainsi de sensibiliser les acteurs externes et les experts scientifiques caractérisés par une vision aléa-centrée, focalisée sur la surveillance de l'activité volcanique, l'alerte, et les évacuations. De plus, aucun habitant du village n'ayant été invité à prendre la parole, ces deux films ont été les seuls lieux-moments du colloque où la voix et les mots des personnes du village ont pu être directement entendus. Malgré quelques réactions un peu particulières pendant la projection (rires provoqués par la scène de la femme âgée portant un siège de toilette, cf. **chapitre 3**, sous partie « Film versus écrit : Quel rapport à l'instant et au réel ? »), c'est avant tout une prise de conscience des difficultés rencontrées par la population et des revendications citoyennes, qui a pu être observée lors du débat suite aux deux projections. Nemesio Perez (ITER-MAKAVOL) animait la discussion : il a insisté sur l'idée qu'il ne fallait pas chercher à défendre à tout prix les choix de gestion de la crise de 2014-2015, mais au contraire, reconnaître les erreurs stratégiques des différents acteurs, aussi bien au niveau des institutionnels, que des scientifiques, mais aussi des habitants, afin d'améliorer la gestion future du risque volcanique au Cap-Vert pour les crises futures. D'autres chercheurs ont indiqué que grâce au film, ils avaient pu remettre en cause certaines de leurs certitudes initiales sur la qualité de la gestion de crise, dont s'étaient félicités certains acteurs.
L'intérêt du travail de recherche a donc été reconnu au sein du milieu scientifique et a permis de créer une réflexion commune et pluridisciplinaire avec les scientifiques locaux travaillant également sur l'éruption de Fogo. Plusieurs scientifiques présents ont ainsi proposé de créer un texte de recommandations scientifiques pour améliorer la gestion de crise en tenant compte des éléments présentés dans le film. Même si cette idée ne s'est finalement pas concrétisée, le fait que les experts scientifiques issus des sciences dures (volcanologues, géologues, sismologues) s'intéressent à la problématique sociale a crédibilisé cette approche. Elle a au moins permis que les acteurs institutionnels l'entendent, même s'ils n'y adhèrent pas forcément et qu'il reste un long travail de sensibilisation à faire pour susciter une volonté institutionnelle de changer les choses et d'intégrer les compétences et les savoirs locaux.

◆ Des pistes pour comprendre pourquoi la création d'un vrai dialogue multi-acteurs a échoué

D'après les résultats des réunions-débats, les films de recherche n'ont pas été efficaces pour mobiliser et impliquer les populations marginalisées du pouvoir et les aider à mettre en œuvre leurs propres stratégies sociales. S'il a été difficile et décevant d'admettre que les institutionnels n'utilisent pas les matériaux filmiques et n'en tirent pas les bonnes conclusions, cela laisse encore plus perplexe de voir que les acteurs locaux n'ont pas cherché à se saisir davantage des films. En effet, les films *Na Boca de Fogo* et *Fogo na Boca* n'ont pas été "brandis" par les membres de la communauté, sous la forme d'un mot d'ordre donnant lieu à une mobilisation citoyenne organisée.

En effet, le processus de création de plusieurs films sur leur village a ouvert l'opportunité d'un riche échange d'idées, censé permettre, au-delà d'une prise de conscience, de renforcer les liens entre les membres de la communauté et ainsi fournir les clefs et le moteur pour les aider à se mettre en mouvement et trouver des solutions à leurs propres problèmes. Pour le dire autrement, la diffusion des films auprès de la communauté aurait pu inciter ses membres à envisager conjointement comment améliorer les choses. Un effort important a été mené dans ce sens, pour faire des acteurs internes des membres actifs de la recherche, et non pas objets, spectateurs, témoins passifs.

La réponse semble être la même que pour les revers du projet d'atelier de création de film participatif

évoqués plus haut dans ce chapitre : la difficulté de leur quotidien, de leur survie, de l'accès aux ressources, au logement, voir à la santé sont leurs préoccupations principales. Regarder un film, même sur eux-mêmes, et prendre le temps de réfléchir sur ce que le film dit de leurs problématiques personnelles et collectives n'est pas dans leurs habitudes, et peut même apparaître dangereux, car cela ravive un sentiment d'impuissance ou de grande difficulté. D'où la difficulté de favoriser l'expression et la prise de parole en public des personnes marginalisées du pouvoir en situation de précarité économique et sociale.

Du côté des acteurs externes, les pistes expliquant la frilosité des gestionnaires à prendre part à la dynamique du projet sont multiples. Tout d'abord, malgré les efforts menés pour ne pas « effrayer » ces acteurs, on peut présumer que la faible participation des institutionnels aux réunions-débats est sans doute liée à une certaine défiance envers la recherche effectuée, perçue comme militante. En effet, de manière non explicite, la mise en place de la réunion-débat obéissait à une volonté de mobiliser par le cinéma. Par sa dimension protestataire, le projet de recherche sortait du cadre purement scientifique et venait s'inscrire dans le champ politique et social, sans y avoir été invité par les acteurs officiels de la gestion du territoire.
Ensuite, il apparaît aussi logique et somme toute classique, dans un système politique marqué par une prise de décision détenue par les seuls acteurs étatiques, avec une tradition ancrée de faible implication des citoyens sauf lors des campagnes électorales présidentielles ou municipales (jeux de clientélisme), que ceux qui détiennent exclusivement ce pouvoir de décision, ne souhaitent pas le partager avec les populations locales, puisqu'ils détiennent officiellement la légitimité de décider, dans le respect de la loi et des règles en vigueur (Weber, [1921] 2013). Se lancer dans une dynamique participative peut alors être ressenti par ces acteurs légitimes dominants comme une perte de temps, des difficultés supplémentaires à gérer, une perte de pouvoir. Pourtant, la reconnaissance par la population de la légitimité du pouvoir des autorités et de son exercice est l'une des conditions de la reconnaissance de l'autorité et de l'acceptation sociale des mesures. Il y a donc une certaine contradiction dans ce positionnement des acteurs institutionnels, qui au final, ne cherchent pas à maximiser l'acceptation sociale de leur légitimité à décider et de leurs stratégies.

4.4.3. Diffusions de la recherche au grand public : un enjeu scientifique, sociétal et politique

Les films de recherche se trouvent au cœur des enjeux concernant l'élargissement de la transmission des connaissances scientifiques. Susceptibles de toucher un public plus large que les écrits scientifiques, ils font partie des outils/innovations permettant de développer la diffusion de la culture scientifique, dans un contexte où « *la relation science-société témoigne des difficultés pour assurer une large diffusion des connaissances scientifiques* » (cf. Plan national pour la diffusion de la culture scientifique et technique, 2004). L'accès à la culture scientifique est un enjeu scientifique, sociétal et politique.

Dans cette perspective, en plus de la diffusion purement scientifique sur le terrain et lors de séminaires, le film *Fogo na Boca* a été diffusé et primé lors de plusieurs festivals cinématographiques et évènements de vulgarisations scientifiques :

- Sélection officielle à la 17ème édition du « *Festival International du Film Insulaire- FIFIG* », dans la catégorie Jury « Jeune courts-métrages documentaires » (Groix, France, août 2017).
- Sélection officielle par le jury du « F*estival Internacional de Cine Medioambiental de Canarias (FICMEC)*", avec projection-débat autour du film Fogo na Boca et participation à la table ronde « Tourisme volcanique, risques et opportunités » (Tenerife, Canaries, Espagne, mai 2017).
- Prix de la meilleure prise de vue au « *Festival Internacional de Cine del Cono Sur -FICSUR* » (Valparaíso, Chili, avril 2017).

- Sélection officielle par le jury du festival « *São-Tome Festfilm'17 International Film Festival* » et projection du film Fogo na Boca, (São-Tome et Principe, février 2017).
- Projection du film dans le cadre de l'évènement international "*La Nuit des Volcans*" organisé par INVOLCAN, en Espagne (Tenerife, La Palma, Gran Canarias, Olot, Ciudad Real), en France (Toulouse) et au Cap-Vert (Fogo) (septembre 2016).

Tous les films de recherche ont également été diffusés sur Internet, via le site web d'hébergement de vidéos YouTube. La chaîne créée enregistre 52370 vues depuis 2011 (**figure 5.59**), dont la répartition géographique épouse de manière saisissante la diaspora capverdienne dans le monde, avec 52% des vues aux États-Unis, 20% au Cap-Vert, 11% au Portugal, 6,7% en France, 1,5% en Allemagne et 1,5% aux Pays-Bas. Le principal pic des vues avec 2 981 vues en un jour correspond au moment de la diffusion du clip de Camilo Montrond Fontes *Kaba pa perde* (voir la partie du **chapitre 5** *« Le trio culpabilité/impuissance/tristesse comme moteur d'engagement lors de l'éruption »* qui explique le contexte de création de cette vidéo).

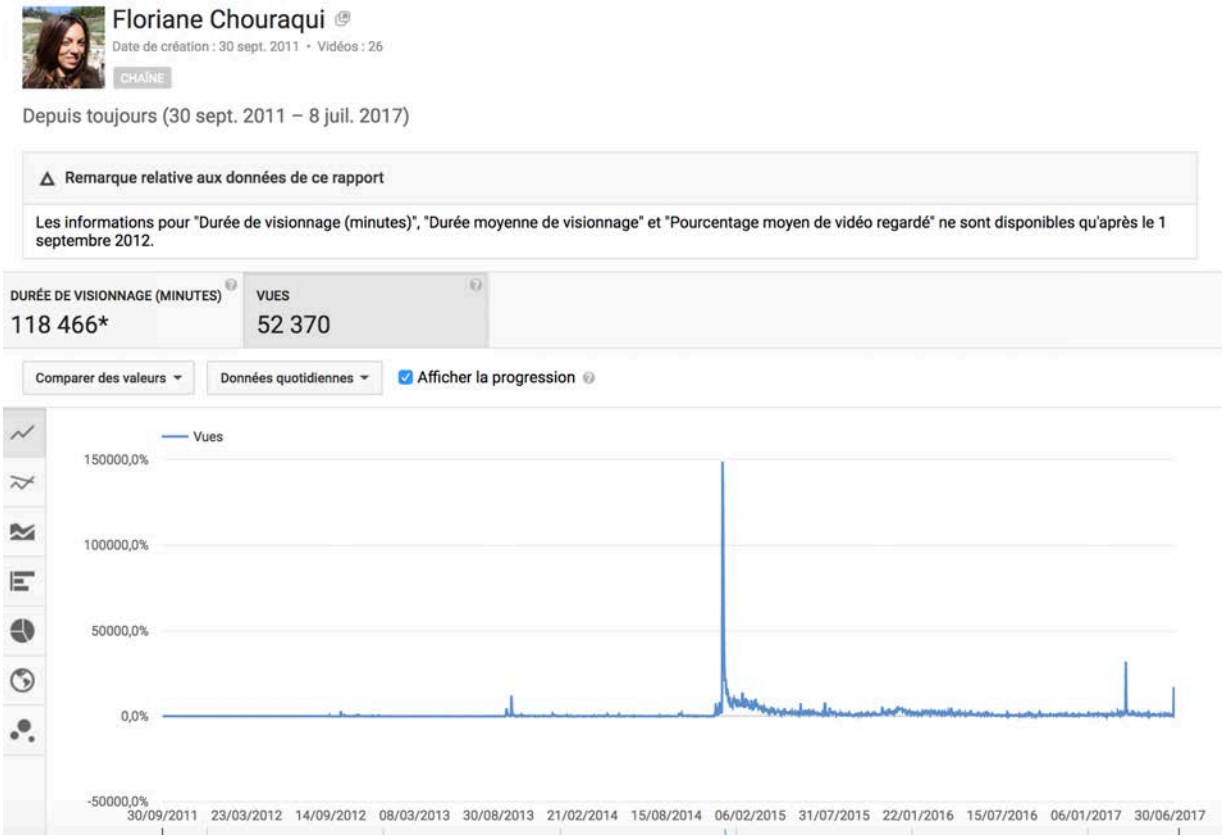


Figure 4.59. Capture d'écran du tableau de bord dans YouTube analytic (10 juillet 2017).

À lui seul, cet extrait de la page YouTube montre bien comment Internet permet d'élargir l'accès à l'information scientifique, renouvelant les modes de transmission et de sensibilisation possibles. La diffusion via le web permet non seulement de vulgariser la recherche audiovisuelle, dans une logique de partage et de mise à disposition des savoirs scientifiques, mais peut aussi potentiellement permettre de mobiliser l'opinion publique. On observe ici en pratique l'un des intérêts majeurs de l'audiovisuel : un pouvoir de restitution de la recherche effectuée bien supérieur par le film que par l'écrit.

Pour nuancer ce constat, notons que le film *Fogo na Boca* (en libre accès uniquement dans sa version

capverdienne) enregistre seulement 2142 vues sur *YouTube* (février 2018). En effet, ce sont surtout les clips de Camilo Montrond Fontes qui sont consultés. De plus, le nombre de minutes de consultation moyen de *Fogo na Boca* est très bas (7 minutes pour un film qui en compte 38), ce qui indique que les personnes ne regardent que rarement le film en entier.

Du point de vue d'une recherche action, dans la mesure où les réunions débats organisées n'ont pas réussi à mobiliser les acteurs internes et externes, ni à susciter des réflexions permettant de remettre en question les dispositifs de gestion du territoire qui participent pourtant à la vulnérabilisation des populations locales, l'aboutissement du projet n'est pas satisfaisant. Ainsi, dans quelle mesure l'enquête effectuée a-t-elle réussi à ouvrir une fenêtre permettant d'aller dans le sens de la réduction de la vulnérabilité des populations ? Cette mise en mouvement est pour le moins incertaine. En effet, il ne semble pas y avoir eu de réelles répercussions ou améliorations postérieures aux réunions, et les acteurs internes demeurent affaiblis par l'action publique, et étiquetés comme coupables de ne pas respecter les lois en matière de gestion du territoire. Malgré l'effort fourni pour impliquer la population et valoriser leurs savoirs et leurs expériences via les films, les acteurs institutionnels ne semblent pas décidés à infléchir leurs pratiques à l'égard des acteurs internes, de manière à prendre davantage en compte leurs besoins, leurs résistances, frustrations, souffrances identitaires, et n'utilisent pas les matériaux issus de la recherche dans cette perspective.

Cependant, cet échec dans l'action apporte néanmoins des résultats méthodologiques et de fond très intéressants à analyser et à croiser avec les données obtenues par les méthodes d'enquête classiques. Les différents gestionnaires ont pu être questionnés à travers les films de recherche qui posent la question suivante : « Pourquoi les compétences, les savoirs, savoir-faire et les besoins des acteurs locaux ne sont pas reconnus ni intégrés par les décisionnaires ? » Les films ont également permis de les alerter : pour de nombreuses personnes du village, « bénéficier » d'un plan de gestion de crise et de gestion post-catastrophe est synonyme de contraintes car les actes, la présence, les attentes des acteurs externes au territoire entrent en tension avec leurs activités économiques, leurs habitudes, leurs relations familiales, etc. D'où l'émergence de formes de non- adhésion aux mesures légales, analysées comme des indices de situations problématiques non résolues.

On peut s'interroger sur les évolutions futures d'appropriations et de circulations des films de recherche : vont-ils être instrumentalisés dans le cadre des conflits entre acteurs ? Les films permettent-ils de saisir les inégalités et rapports de domination entre différents groupes d'acteurs, mais peuvent-ils contribuer à atténuer ces inégalités ? Enfin, quel rôle ces films vont-ils jouer sur le long terme dans la construction des imaginaires identitaires et territoriaux ?

Malgré les nombreux déboires rencontrés, ce qui fait l'originalité, la force de cette méthodologie en termes de recherche, c'est que la manière de faire participer les personnes concernées à l'enquête a produit une nouvelle intelligibilité des rapports entre institutionnels et acteurs locaux, remettant en cause les discours institutionnels à l'aune des discours des membres de la communauté considérée, en particulier grâce aux films. Au niveau de l'action, même si cette méthodologie n'a pas permis d'aboutir à une plus grande prise en compte des besoins et des savoirs locaux dans les politiques publiques, elle a néanmoins permis de générer des liens sur la durée avec les acteurs locaux engagés dans la lutte contre leur exclusion du territoire, ainsi qu'avec des acteurs scientifiques et institutionnels acceptant de remettre en question leurs pratiques. Ce décentrement par rapport aux normes académiques classiques a été possible,p car la chercheuse a accepté de faire l'expérience de l'enquête engagée en s'appuyant sur sa propre conception de l'action publique juste.

Rendre public l'accès aux résultats de recherche audio-visuelle demande de s'intéresser aux formes de circulation, de diffusion, de réception et d'appropriation du matériel scientifique, en lien avec le fonctionnement actuel de la sphère publique et communicationnelle, dans une approche réflexive, qui va maintenant être abordée en **chapitre 5**.

Chapitre 5

Posture réflexive sur la place de la chercheuse

Kuze nhos bem odja ?
Qu'est-ce que vous êtes venu voir ?

Kuze nhos bem djobê ?
Qu'est-ce que vous êtes venu chercher ?

Kuze nhos bem fazê ?
Qu'est-ce que vous êtes venu faire ?

Kuze nhos krê ?
Qu'est-ce que vous voulez ?

Alino li.
Nous ici.

Alino lu, dentu nos cural di naturaleza,
Nous ici, dans notre enclos de nature,

Alino li, na pe di nós amigo,
Nous ici, au pied de notre ami,

Alino li na mon di nós inimigu.
Nous ici, dans la main de notre ennemi.

Poème de Germano Centeio, communication privée, juillet 2014

« Il y a quelque chose d'amusant à signaler tout de même, à lire ce que disent les géographes sur leur rapport au terrain, sur leur objet d'étude : le géographe se résumerait à un œil, enfin plutôt un regard et des pieds. Le terrain, c'est les pieds. Le géographe n'a pas de corps, il a des yeux et des pieds ».

Francine Barthe cité dans Calberac, 2010, p.51

Cette partie propose d'explorer non pas le terrain de recherche, mais ma position de chercheuse face à mes pratiques scientifiques. Que disent celles-ci sur mon rapport à mon sujet, à mon terrain, à mes méthodes d'enquête, et à mes émotions ? Il apparaît donc indispensable, le temps de ce chapitre particulier, de s'affranchir de l'obligation objectivante d'éviter le « je ». J'ai donc fait le choix d'employer la première personne pour plus de simplicité face à cette tâche réflexive sur mon expérience.

Cette expérience renvoie à un questionnement personnel (moi comme individu) mais aussi disciplinaire (moi comme géographe) sur les règles et les devoirs qui ont régi ma conduite. Comment me suis-je comportée face à mon terrain ? Quelle conduite ai-je adoptée face à l'Autre ? Quelles ont été mes réactions face à l'imprévu ? À ces questions se surimpose celle de l'écriture : comment dire ce qui a été découvert et oser/pouvoir/vouloir le dire ?

Une première partie analyse les enchevêtrements et chevauchements entre recherche et action liés à la méthode de recherche audiovisuelle et participative, et permet de mieux comprendre les atouts et les biais inhérents à la triple position de chercheuse - réalisatrice - accompagnatrice.

Dans un second temps, il s'agit d'expliciter ma posture par rapport à mon terrain, dont il faut rappeler qu'il s'agit d'un territoire lointain, dans un contexte culturel différent de celui de mon pays d'origine. L'analyse de la spécificité du terrain et de l'irruption de l'éruption dans la thèse permet de comprendre l'adaptation de la démarche et l'engagement dans la recherche, d'en disséquer les stratégies, mais aussi les enjeux.

Une troisième et dernière sous-partie traite de l'approche et des méthodes de terrain qui ont servi à l'explorer. L'attention se porte en particulier sur les enjeux liés à l'utilisation de méthodes participatives et audiovisuelles. En effet, ce choix n'est pas sans incidence sur la manière de pratiquer la recherche, et interroge la posture, la démarche, les questionnements, les motivations scientifiques à l'œuvre.

Enfin, de façon transversale, il s'agit de s'intéresser aux écarts entre ce qui avait été envisagé à l'origine et la réalité des pratiques : quels ont été les moyens employés pour passer de l'idée à la pratique ? Ont-ils été efficaces ? Quels ont été les effets de cet engagement dans une procédure de traduction – adaptation des langages – et de restitution ?

5.1. Position et rôles du chercheur-réalisateur-accompagnateur

5.1.1. Présence et absence de la chercheuse dans ses productions scientifiques

> *« La mise en ordre et aux normes du discours de terrain se construit (..) autour du couple indissociable, présence/absence. »* (Lefort, 2012)

En écrivant ma thèse, mais aussi en montant les films de recherche, j'ai entièrement gommé ma présence des faits rapportés. « Je, » du latin *ego* « moi », la personne qui parle, est absente des productions textuelles et filmiques. Pourquoi occulter la présence du « je » ? Pourquoi prétendre être absente du cas étudié ? Pourquoi interdire d'exprimer un ressenti personnel ? Ce que j'ai éprouvé personnellement ne doit-il pas être considéré comme du matériel géographique à part entière ? Quelle place donner à mon expérience vécue intérieure et subjective ? Ces questions sont aujourd'hui centrales en sciences humaines et sociales (Aull Davies, 2008 [1999] ; Feldman, 2002 ; Dupont, 2014).

Le travail d'écriture consiste souvent à taire, à cacher « les personnes concrètes » à l'origine des découvertes ou des réflexions construites dans des contextes déterminés (Feldman, 2002, p.87). Ainsi, l'approche classique en géographie consiste à jeter *« un voile sur les deux confrontations que comporte le terrain : aucune information n'est donnée sur la posture ni sur l'expérience du chercheur par rapport à son sujet/objet d'étude, préalable à la confrontation avec la réalité, pas plus que ne sont expliquées les raisons des choix théoriques et conceptuels, qui ressortent inévitablement de la confrontation avec la logique du lieu »* (Dupont, 2014, p.93-94).

Sur le terrain, l'argumentation du scientifique comme entité extérieure au phénomène observé a été étudiée par Calberac dans sa thèse « *Terrains de géographes, géographes de terrain* ». Celui-ci compare la figure du géographe avec le personnage fictif d'Alice créé par le célèbre auteur Lewis Caroll. Plus particulièrement, il évoque le moment où celle-ci en s'approchant d'un miroir ne voit pas son propre reflet. On pourrait aussi comparer le géographe au personnage du vampire, qui selon la légende n'a pas de reflet dans le miroir, puisqu'il n'a pas d'âme. Il est en effet à la fois imaginaire et monstrueux de considérer qu'à aucun moment, la *« figure du scientifique n'interfère avec les phénomènes qu'il étudie »* (Calberac, 2010, p. 14). Pourtant c'est grâce à ma présence sur le terrain que j'ai fait de la recherche. Je n'ai pas seulement été « mes pieds et mes yeux, » pour reprendre l'expression de Francine Barthe. Ma présence et mon rapport au terrain sont donc au cœur du processus de construction de cette thèse.

Dans l'écriture, moment qui doit permettre de mettre en forme le terrain *« le géographe/auteur se désire absent et se représente à lui-même comme tel, absent par les tournures impersonnelles, par l'interdiction du « je », par l'inexistence d'un ressenti personnellement exprimé. Absent parce qu'il gomme les traces de son expérience en même temps qu'il les construit en preuve, à la manière de ces intouchables qui devaient au fur et à mesure de leur déplacement effacer les traces de leur passage »* (Lefort, 2012). Néanmoins, la présence de l'auteur(e) est irréductible dans l'écriture, c'est lui/elle qui choisit les discours, les construit, les organise, les assemble, pour étayer son raisonnement. Dans la thèse, c'est mon opinion qui est défendue. Dans mes films également, même si je ne suis pas présente sous la forme d'une voix off ou directement à l'image, je suis implicitement présente à travers ma manière de filmer les acteurs sociaux. L'outil audiovisuel permet de « *créer des situations filmées qui sont autant des interactions produites par des acteurs que le produit de l'interaction des acteurs filmés avec l'observateur filmant et son outillage technique* » (Calberac, 2010). Mon point de vue s'exprime par le tournage, mais aussi par le montage, qui sélectionne, trie et agence les discours pour créer une cohérence globale et linéaire,

au même titre que l'écriture textuelle, qui *« assure la jonction des points et des lieux, qui produit l'étendue »* (Lefort, 2012). Je suis là, bien présente, mais invisible, ou presque[1].

5.1.2. La multiplicité des rôles : de la recherche à l'action

La pratique du terrain a été caractérisée par la pluralité des rôles ou « casquettes » portées (**figure 5.1.**). Celles-ci peuvent être regroupées en trois catégories selon Petit et Colin :

- *« messager de la pluralité des points de vue,*
- *détenteur de savoir (parmi d'autres),*
- *médiateur accompagnant le processus »* (Colin & Petit, 2008).

Une telle multiplicité des rôles doit être reliée à la nature même de l'approche participative et audiovisuelle de cette thèse, et pose certaines questions : comment par exemple concilier les rôles de technicienne audiovisuelle, animatrice, médiatrice et experte ? Quelle conséquence sur le rapport au terrain ?

Concilier approche participative et recherche n'est pas évident, et rend le rôle de la chercheuse-réalisatrice-accompagnatrice difficile à tenir. Dans ma pratique, j'ai dû en permanence remettre en question ma posture et m'interroger sur le rôle à tenir. Prenons un exemple : mon rôle de médiatrice et accompagnatrice d'un projet participatif semble s'opposer aux enjeux d'une recherche objective et distanciée. Pourtant, co-piloter ce projet d'équipe m'a par ailleurs apporté des données essentielles sur les enjeux du relèvement économique post-catastrophe, ainsi que sur les conflits entre acteurs, données que je n'aurais pu obtenir par le biais des outils classiques de la recherche.
De la même manière, mon positionnement était délicat lors de la tenue des ateliers participatifs. J'y venais en tant qu'animatrice, nécessairement avec des attentes, eu égard aux thèmes prioritaires à aborder pour les besoins de ma recherche, et ce, malgré une volonté de respecter les choix des participants. En effet, la réussite d'un projet participatif dépend de l'implication des personnes dans le choix même des objectifs du projet, et de la valorisation des propositions qu'elles peuvent faire. Dès lors, même si les sujets choisis pouvaient sembler moins pertinents au regard du sujet de la thèse menée, j'ai choisi de respecter leur choix. Les habitantes du village, qui ont participé aux ateliers ont ainsi fait le choix de réaliser un film sur la pénibilité du travail domestique et les violences physiques et psychologiques masculines envers les femmes. Or, l'idée de départ était de travailler sur leurs pratiques quotidiennes par rapport à la ressource naturelle, afin de valoriser leurs savoirs (connaissances des plantes) et pour justifier leur légitimité d'accès au pouvoir. Ce choix des participantes a ainsi permis de remettre en question ce qui était *a priori* hors sujet pour moi, dans la mesure où cela ne l'était pas pour elles. Cette remise en question sur la manière de penser le sujet de recherche coïncide avec d'autres expériences qui montrent que lorsque l'on interroge les femmes sur leur capacité d'accès aux ressources, elles disent souvent qu'il faut d'abord qu'elles règlent la question de la violence (de Suremain, à paraître).

Le rapport que j'ai entretenu avec mon terrain est, de fait, ambigu et complexe ; mais en repérant cet aspect comme fondamental, cela permet de faire cohérence entre les rôles et de créer une unité dans la démarche scientifique. Il s'agit d'accepter que « *l'incomplétude des analyses techniques ainsi que la subjectivité des choix d'avenir suggère que l'enjeu n'est pas de déceler la « bonne » solution, en particulier technique, mais de faire émerger*

[1] À la fin du film *Na Boca de Fogo*, j'ai gardé au montage une scène où des policiers tiraient des coups de feu. Il a fallu courir. Pendant la fuite, j'ai oublié d'éteindre ma caméra, qui a filmé le sol pendant que je partais en courant pour m'éloigner de la zone de tirs.

un processus de décision qui soit, dans sa forme, le plus alimenté en informations utiles et le plus ouvert possible. » (D'Aquino *et al.*, 2002).

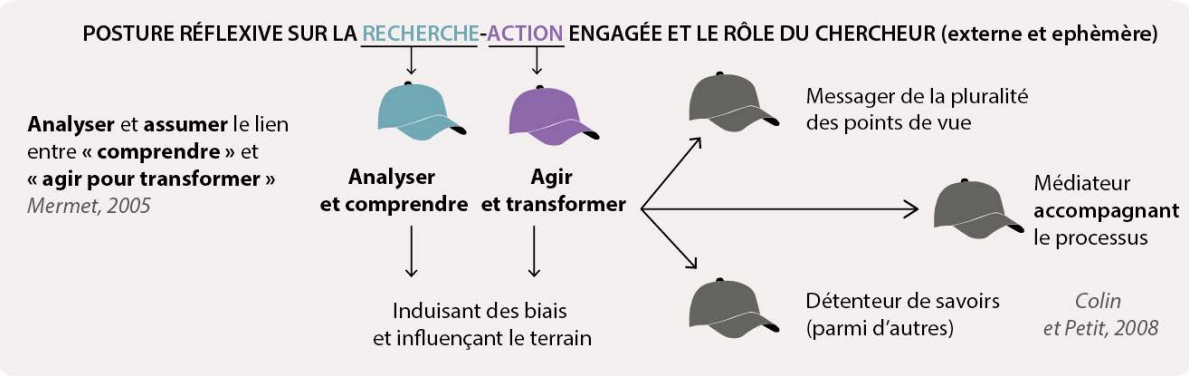


Figure 5.1 : Les « casquettes » de la chercheuse (Chouraqui, 2017).

La difficulté à évoquer ma présence vient peut-être justement de cette multiplicité des rôles et des postures. Il est impossible de réduire mon statut à l'un de ces rôles. Cependant, il serait difficile, dans l'écriture comme dans le film, de passer de l'un à l'autre. Le choix de la forme plurielle et impersonnelle permet donc d'éviter cet écueil.

5.2. Faire de la recherche en terrain lointain, complexe et sinistré : adaptation et engagement

5.2.1. Stratégies de familiarisation avec les enquêtés et dons/contre-don en temps quotidien

- **Familiarisation par le don / contre-don**

Pour Martin de la Sourdière, s'impliquer est *« une façon — la seule disponible — de se donner une contenance en se trouvant localement un « vrai » rôle ? Services rendus, participation aux activités du lieu, etc., seraient ainsi le fruit de la mauvaise conscience d'un métier à finalité plus qu'incertaine, en même temps qu'une manière de (tenter) d'établir une « vraie » communication avec la population visitée. Vouloir, soi-même aussi, donner, au lieu de seulement recevoir. Servir enfin, trivialement, concrètement, à quelque chose »* (la Sourdière, 1998, p.5).

De nombreux éléments sont venus influencer mon rapport au terrain, parmi lesquels la temporalité de la thèse. En effet, entre le début et la fin de la thèse, la subjectivité du chercheur en devenir change. En plus de « dé-couvrir » son terrain, entreprendre une thèse implique aussi de se dé-couvrir en tant que chercheur, de se rencontrer face à des situations non anticipables, de forger ainsi au fur et à mesure sa manière de pratiquer le terrain, de mener une enquête, de construire des méthodes, mais aussi, engage tout simplement un temps de ma vie dont les expériences ont participé à me construire.

Mais ce sont surtout les relations avec les personnes enquêtées qui évoluent aux différents stades de la recherche. En effet, à Chã, plus ma recherche avançait, plus je nouais des liens et me familiarisais avec le terrain d'étude. Tout d'abord il y a eu le stade de la découverte, pendant lequel il s'agissait de découvrir, au sens de dé- et couvrir ; du latin impérial *cooperculum*, « chose qui couvre. » La distance avec les personnes enquêtées était augmentée par le recours à un interprète qui empêche tout dialogue direct. Pendant cette première phase, j'apparaissais comme une touriste européenne-type, en présentant la couleur de peau et de cheveux, en possédant le matériel exotique et encombrant (caméra, appareil photo), les coutumes et la langue. Venue avec d'autres chercheurs, également perçus comme des touristes, je représentais, en tant qu'occidentale, l'altérité absolue dans la société capverdienne. Le fait que nous étions, pendant le programme MIA-VITA (2010-2011), toutes des jeunes femmes célibataires sans enfant, à un âge auquel la plupart des femmes du village sont devenues mères, fumant des cigarettes, fréquentant les lieux publics comme le bar du village, véritable lieu d'observation de certaines pratiques masculines, n'a pas facilité notre acceptation par la population féminine du village.

De plus, il est apparu au départ que l'usage quotidien de la caméra au lieu d'être associé à ma pratique scientifique, a été confondu avec une pratique touristique. Il était également courant de me voir désignée par ma couleur de peau. Et c'est progressivement, à force de rencontrer les habitants, de les saluer, de retenir les prénoms de chacun et de me faire connaître, de pratiquer et de maîtriser au fil des missions de plusieurs mois la langue locale (créole capverdien), que mon rapport avec les personnes du village s'est modifié, et que ma pratique scientifique audiovisuelle a été acceptée comme telle. En participant à plusieurs activités dans le village (CP3D, FGD, cours de dessin à l'école, etc.), en étant de plus en plus immergée et vue par tous dans le village, j'ai finalement réussi à me faire une place dans la vie locale. Un jour, en revenant à Chã et en descendant la route avec ma caméra, j'ai croisé un groupe d'enfant. L'un d'eux m'a interpellée : « *touriste, touriste !* » Il a aussitôt été repris par un autre enfant du groupe qui lui répond : « *mais non, c'est Floriane !* ». Pour eux, j'étais devenue quelqu'un faisant partie de leur village à part entière.

L'intérêt et l'engouement des habitants pour le travail cinématographique a beaucoup compté dans la reconnaissance de ma place de chercheuse et m'a permis de me démarquer des autres blancs venus d'autres pays et des cols blancs venus de la ville. Ces longues journées passées à observer et à filmer les pratiques des habitants, bien que confondues de prime abord avec l'usage de la photographie par les touristes, n'ont été réellement comprises qu'au moment de la diffusion des films. Celle-ci a été organisée avec l'aide d'habitants, qui m'ont prêté des enceintes, ou un groupe électrogène, un ordinateur, ou encore m'ont ouvert leur maison. Elle a suscité des réactions d'étonnement et de reconnaissance de tout ce travail effectué à leurs côtés.

Cette manière d'enquêter a reposé sur la sincérité des rapports entretenus avec les habitants, et sur un système de « don/contre-don ». L'exemple des entretiens réalisés dans le foyer de Tuka et Winnie, qui vivent à Dje de Lorna, à l'écart du village, illustre bien ce dispositif humain comme support de la recherche. Quand j'arrivais chez eux, avec ou sans rendez-vous, ils m'accueillaient en me proposant du café au lait de chèvre agrémenté de *bolacha* (biscuits secs) ou de fruits. Winnie interrompait son travail pour préparer le café, et Tuka commençait à répondre à mes questions tout en continuant ses tâches (écossage des haricots, préparation du fromage de chèvre, etc.). Je prenais alors part à son activité et l'aidais à la réalisation de la tâche en cours, ce qui permettait d'alléger le travail du couple, et donc de gagner du temps pour l'entretien. Ceux-ci acceptaient cette aide avec plaisir, et au fil de la construction d'une relation amicale, ils m'invitaient souvent à rester dormir chez eux lorsque nous finissions trop tard. J'ai également été invitée pour le mariage d'une fille de Tuka, qui m'a demandé de faire une vidéo souvenir de cet évènement.

Les frontières sont ainsi poreuses entre enquêteur et enquêtés, et les rôles (qui rend service à qui ?) interchangeables. Rendre service est ainsi devenu une astuce et un moyen efficaces pour parvenir à mener des entretiens approfondis et pallier le manque de temps des enquêtés, notamment des femmes, qui annulaient souvent les entretiens programmés. J'ai ainsi très vite pris le parti de participer aux tâches ménagères (laver le linge, préparer à manger, faire la vaisselle) à leurs côtés tout en leur posant des questions, ou encore de m'essayer à la manucure avec certaines, dans un rapprochement plus récréatif et intime. Faire gagner du temps ou partager des moments de complicité féminine m'a permis de sortir de ce rôle de « touriste occidentale » qui m'a été assigné à mon arrivée au village.

Gagner la confiance des enquêtés est valable également pour effectuer des entretiens avec les acteurs institutionnels. Sans avoir besoin de construire une proximité avec ces personnes, j'ai utilisé mon statut de membre du programme européen MIA-VITA pour obtenir des rendez-vous avec des personnes haut placées qui ont, pour la plupart, accepté de m'accorder un ou plusieurs entretiens. De plus, afin de ne pas susciter de méfiance auprès de certains acteurs institutionnels, j'ai également pris l'habitude de mettre en avant mon statut d'étudiante européenne « ignorante » du contexte local, ce qui m'a parfois aidé à poser des questions « naïves » sur des sujets polémiques, me permettant ainsi d'éloigner certaines craintes liées aux rivalités entre institutions capverdiennes et programmes scientifiques. Néanmoins, quelques-uns des acteurs institutionnels se sont montrés très réticents au moment de l'entretien. Ces réserves s'exprimaient clairement, soit par la dérobade devant certaines questions pour lesquelles ils se disaient ignorants ou me renvoyaient vers d'autres interlocuteurs (responsables ou autres institutions), soit par la construction d'un discours ostensiblement convenu. Le comportement physique des interlocuteurs traduisait également cette gêne lorsque mes questions touchaient à des points « sensibles ».

Ces deux méthodes d'approche antinomiques témoignent d'une nécessaire adaptation de la posture du

chercheur en fonction du contexte de l'enquête. Toutes deux sont efficaces pour récolter des données et il n'existe pas de hiérarchie entre elles. Ainsi, faire du terrain implique d'établir non pas une mais des relations avec les différentes personnes enquêtées, en adaptant mon rôle et ma posture. Cette différence de posture se lit également dans la manière de filmer. En fonction du contexte et de la personne enquêtée, la mise en scène diffère. Par ailleurs, à cause des concurrences ou des conflits entre les acteurs, ma recherche nécessitait non seulement d'établir avec chacun une relation adéquate et suffisamment confiante (celle-ci conditionnant les données que ceux-ci seront disposés à me procurer), mais aussi de gérer la pluralité de ces relations afin de limiter les interférences.

« Le terrain, quel que soit son éloignement physique ou culturel, a toujours à voir avec l'étrangeté : où qu'il soit, le chercheur géographe est en position d'extériorité et donc d'hospitalité, toujours assujetti à des situations d'accueil et de réception » (Lefort, 2012). En attestent, à la fin des films de recherche comme en début de thèse, les remerciements aux personnes qui ont permis de mener à bien le travail. Ce sentiment de dette envers les personnes qui m'ont permis de « *trouver la bonne focale* », de m'acclimater, de m'immerger, est très bien décrit par Isabelle Lefort dans l'article « *Le terrain : l'Arlésienne des géographes ?* »(2012). Béatrice Collignon parle quant à elle « *de « l'exploitation » du terrain par les chercheurs : ces derniers construisent leurs carrières grâce à la collaboration des « cherchés », mais quel bénéfice ceux-ci en tirent-ils* ? » (Collignon, 2010).

Dans ce processus de familiarisation avec mon terrain, la caméra a joué un rôle central dans ma relation aux acteurs, définie par Isabelle Lefort comme un « *rapport double, engagé par l'hospitalité (recevoir/ rendre)»* (Lefort, 2012). Au-delà des images filmées spécifiquement pour élaborer des films de recherche, d'autres séquences ont été réalisées afin d'être utilisées par des habitants du village, ainsi que par une ONG (**figure 5.2.**) dans cette même logique de don/contre don, comme cela l'a été évoqué dans le **chapitre 3.**

Figure 5.2. Typologie schématique des films réalisés dans une logique de dons/contre-dons

Au total, 12 films ont été réalisés dans cette logique de don et de réciprocité :

- Une dizaine de films ont été réalisés sur demande de personnes appartenant à la population locale, dont la majorité afin de promouvoir les productions artistiques locales. Les concerts du groupe de musique (*Pais i fidjus*) et du musicien Camilo Montrond ont été filmés, des vidéos clips ont été réalisés pour Camilo, et deux poèmes de Germano Centeio ont été enregistrés et diffusés. Certains de ces clips et de ces poèmes, initialement filmés sur la demande des artistes, ont par la suite été utilisés dans les films de recherche, et vice versa, certaines images réalisées pour les films de recherche ont servi à illustrer les vidéos des artistes, dans un mouvement de co-construction des savoirs basés sur l'entraide et le partage.

- La caméra a permis d'archiver le travail des experts scientifiques du programme de recherche MAKAVOL, présents sur le terrain en même temps que moi en 2011. Proposant à ces derniers de filmer leur travail de recherche, j'ai pu me joindre aux chercheurs de l'équipe (géologues, géographes, volcanologues et sismologues) malgré mon appartenance au programme de recherche rival, MIA-VITA (voir **chapitre 7**). Le tournage a principalement consisté à filmer la mise en place de stations sismiques, le relevé de fumerolles et l'installation de panneaux solaires (**figure 5.3**). Mise à part une interview avec Carmen Romero, géographe de l'Université de la Laguna (Canaries), les images enregistrées n'ont pas été tournées pour mon film de recherche, mais afin de fournir à l'équipe MAKAVOL la matière du tournage (compte rendu méthodologique de terrain), soit au total trois heures de *rushes*. De ce tournage résulte un dialogue entre MAKAVOL et MIA-VITA, entre sciences « dures » et sciences sociales, permettant de penser les deux démarches dans leur opposition, mais aussi dans leur complémentarité.

- J'ai également été sollicitée par *Nos ku Nhos*, une association allemande reconnue d'utilité publique, présente à Chã das Caldeiras afin de filmer le lancement du CD de Ze de Freta, habitant de Chã das Caldeiras. L'objectif était, cette fois, de réaliser des images afin de sensibiliser, d'informer et de faire valoir l'action de cette association. Cette dernière vise à aider la population locale dans son développement. *Nos ku Nhos* a récemment financé l'agrandissement et la rénovation du Centre de Santé local et pratique le soutien aux projets individuels culturels en lien avec la musique. Ce film a été mis en ligne sur le site de l'association, afin de renforcer la visibilité et la légitimité de son action. Filmer cet évènement m'a permis de voir les défauts éthiques et organisationnels de *Nos ku Nhos*. Effectivement, l'intégralité de l'argent récolté lors de la vente du CD a été reversée à l'association alors que le chanteur n'a jamais réclamé sa part. De plus, sur les cent CD produits, seule une dizaine a été vendue lors du lancement et par la suite, personne ne s'est chargé de leur vente.

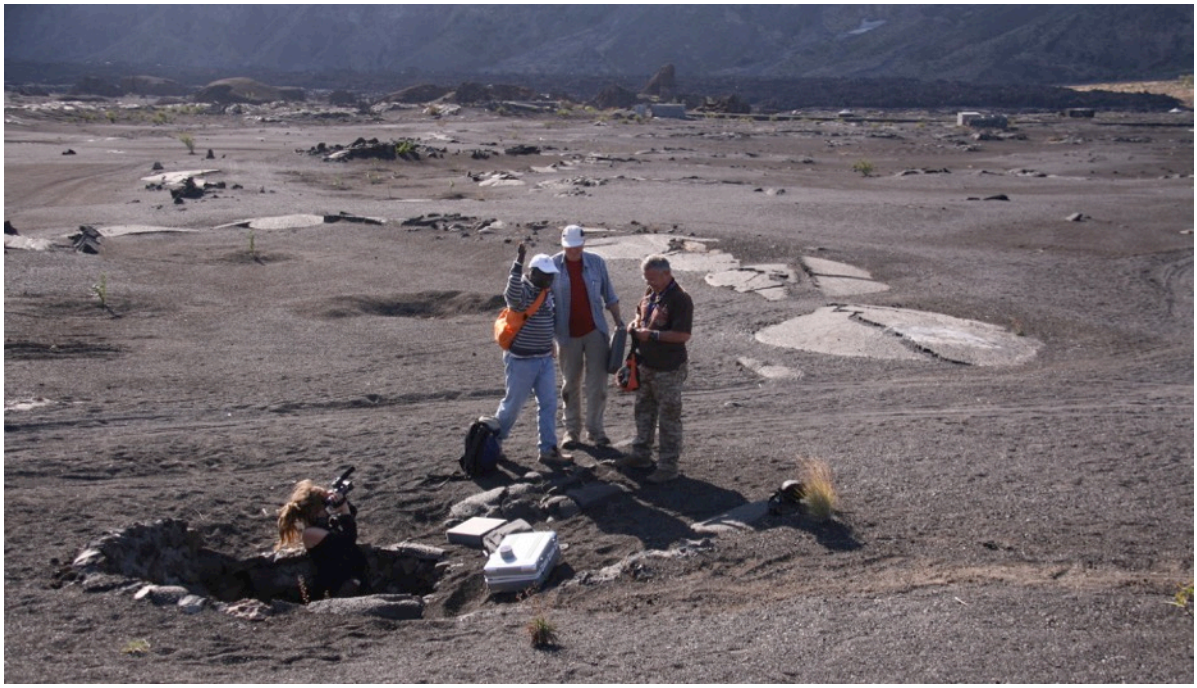


Figure 5.3. Filmer le travail de recherche des experts scientifiques rattachés au Programme MAKAVOL (Romero, février 2011).

En tant que chercheuse en sciences sociales, la caméra ne m'a pas seulement permis de filmer, mais également de justifier ma présence sur le terrain. En mettant mon savoir-faire – *via* la caméra – au service des différents acteurs (institutionnels, ONG, experts scientifiques et populations), en acceptant de collaborer, je suis devenue actrice, ce qui, selon les propos de Nicolas Merveille, donne au chercheur accès aux *« vraies données »*, novatrices et pertinentes (Guibbert, 2013).

◆ Faut-il mettre à distance le familier ?

Le rôle joué par la chercheuse n'est donc pas celui d'un observateur regardant à distance le territoire étudié, mais celui d'un acteur délibérément impliqué ayant développé des relations d'amitié au fil des mois et des années. *« Le terrain engage une relation d'hospitalité par rapport aux lieux comme aux personnes et donc une relation de partage et de réciprocité, de sentiment d'adoption aussi. Le géographe peut s'y sentir suffisamment familier et accepté pour que cet espace, initialement étranger, lui devienne un autre chez soi où s'accomplit une part significative et sans doute intime de son existence »* (Lefort, 2012). L'immersion prolongée à Chã das Caldeiras et le développement de relations intimes au territoire et aux personnes, si elle permet de rendre lisible et visible certains éléments, suppose également plusieurs biais.

Tout d'abord, effectuer un terrain sur une période très longue pose la question du rapport au terrain et de la familiarité avec celui-ci. Travaillant sur un pays lointain, « exotique », les premiers temps passés à Chã das Caldeiras ont été caractérisés par la curiosité, la soif de découvrir et de comprendre cet univers nouveau, transformant l'élément quotidien le plus insignifiant en objet d'étude passionnant. Mais peu à peu, à mesure que le temps s'installe, le regard s'habitue et perd de vue certains aspects qui se normalisent. On trouve ici un paradoxe de l'immersion, qui voile et dévoile le réel, dans un seul et même mouvement (Ginisty & Vivet, 2008).

Parmi les dérives possibles, une trop grande proximité avec certains acteurs comporte le risque de déformer le processus de recherche participative mis en place. Cette proximité peut en effet dériver sur une relation préférentielle exclusive, faisant perdre de vue l'intérêt collectif à la chercheuse qui privilégiera la personne avec qui une relation forte a été nouée. Cette connivence peut également être perçue de l'extérieur comme un compérage, portant préjudice à la réputation de la chercheuse, considérée alors comme étant « de mèche », comme n'étant pas neutre dans ses relations. Dans ces deux cas, la chercheuse risque de mettre en péril la confiance acquise auprès des autres membres de la communauté, et donc de ne plus pouvoir accéder à certaines données.

L'exemple le plus pertinent est celui de la relation nouée avec Camilo Montrond, qui a facilité mon travail tout au long de la thèse. Compagnon indispensable et irremplaçable sur le terrain, à la fois informateur, traducteur, organisateur, assistant-caméraman : les liens tissés avec Camilo, de nature privilégiée, ont dépassé le cadre de la simple relation professionnelle. Or, Camilo était en conflit avec David Gomes (plus connu sous le nom de Neves) et son fils, Kakuka Gomes, les deux principaux dirigeants de la coopérative viticole dont Camilo avait été exclu pour avoir dénoncé le manque de transparence et l'emprise de la famille à la tête de celle-ci (voir **chapitre 6.3.1** sur les tensions socio-spatiales symptomatiques d'inégalités économiques). Au début, dans le cadre de MIA-VITA, j'ai été autorisée à poser des questions et filmer à l'intérieur de la coopérative ; mais une fois identifiée comme étant du même « camp » que Camilo, David et Kakuka Gomes ont systématiquement refusé d'être interrogés, et ont même arrêté de me saluer (dans un petit village où il est de coutume d'adresser un salut mutuel aux personnes connues). Grâce au soutien d'autres membres de la coopérative désireux de m'aider à réaliser mon enquête, j'ai néanmoins réussi à me rendre dans la coopérative en profitant de l'absence de ces deux personnes.

Paradoxalement par rapport à ce qui a été exposé dans les paragraphes précédents, le manque de neutralité et mon implication sur le terrain a pu à certaines occasions me fermer des portes. Néanmoins, j'ai été particulièrement attentive à l'équité de cet engagement vis-à-vis de tous les acteurs. Mon investissement pour le groupe dans son ensemble s'est notamment traduit par la mise en place d'un projet de résilience, dont les fonds récoltés ont été destinés en priorité aux personnes les plus vulnérables vivant dans le village de relogement de Monte Grande, et non aux personnes avec lesquelles je partageais le plus d'affinité (voir **section 5.2.3**).

Une autre situation concrète illustre bien le dilemme auquel est confrontée la chercheuse : j'ai noué des liens avec des personnes du village qui se considèrent en situation d'oppression par rapport aux autorités publiques. Les films réalisés, par leur contenu, constituent une prise de position ouverte en faveur de leur « cause. » Pour ne pas me retrouver reléguée au rang « d'ennemi » par les autorités, ce qui aurait entièrement remis en cause la participation des acteurs institutionnels à mon enquête (et donc diminué ma capacité à œuvrer pour la création d'un dialogue pluri-acteurs), j'ai donc veillé à maintenir une bonne relation avec les acteurs institutionnels en ne diffusant pas mes films avant la dernière phase de ma thèse, tout en rendant disponibles les images filmées sans montage. Cette posture ambiguë était assez inconfortable, car je courais le risque d'être perçue comme « traître. » Elle aurait pu provoquer la méfiance et la fermeture des membres de la communauté, voir leur désengagement. Elle est aussi source de frustration, car il s'avère difficile de ne pas prendre personnellement position à certains moments précis. Le conflit autour de la citerne de Danilo Fontes, le plan d'urbanisation, et enfin pendant et après l'éruption de 2014-2015 sont autant d'épisodes où des injustices criantes ont été avérées, et où j'ai dû partiellement me désengager pour ne pas porter atteinte au processus de recherche.

Il y a donc parfois des décalages entre la ligne de conduite et l'engagement théorique, et les faits réels, qu'il s'agit, au lieu de les taire, d'expliciter, de définir et de questionner, afin d'en éviter mais aussi d'en assumer les dérives.

5.2.2. L'éruption dans la thèse : tournant scientifique et rapport émotionnel

La survenue d'une catastrophe volcanique dont l'occurrence n'avait pas été prise en compte pour établir le projet de thèse m'a obligée à en repenser le sujet. Elle apporte un nouvel éclairage sur la question des risques, dans ses dimensions spatiales, économiques et sociales. À Chã das caldeiras, après que la lave se soit figée, la catastrophe s'impose comme un actant qui produit un réagencement des connaissances et des pratiques de la chercheuse. Cette sous-partie vise à analyser l'impact de cet évènement critique sur les dynamiques de recherche et les connaissances réunies par la chercheuse.

- **Réactivité pendant le terrain pour s'adapter aux évènements**

> *« La méthode – auparavant considérée comme la condition de possibilité de la vérité – est désormais interrogée sous l'angle des écarts qui surviennent entre l'intentionnalité du protocole et les pratiques effectives des chercheurs qui relèvent bien souvent du bricolage, chemins de traverse et autres arts de faire. »*
>
> De Certeau, 1999, cité dans Calderac (2010)

Loin des laboratoires de sciences dures, où sont réalisées en huit-clos des expériences obéissant à des paramètres entièrement contrôlés, l'enquête de terrain en géographie, et plus généralement en sciences humaines, doit faire face à un ensemble d'éléments imprévisibles, d'origine humaine ou non-humaine, sortant de la planification initiale. Se pose alors la question de la réaction face à l'imprévisible : Comment faire face à ces perturbations ? Quelle place cet imprévu doit-il prendre dans la recherche ?

Mener à bien la thèse repose sur l'élaboration d'une problématique et d'une méthodologie *a priori* robuste, autour d'un territoire analysé au préalable, et s'inscrit dans un véritable projet professionnel. Ainsi, le terrain peut être perçu comme un élément qui doit fournir les « bonnes » réponses à la problématique de thèse énoncée. Pourtant, si le chercheur provoque l'enquête de terrain, il ne peut tout contrôler ni diriger. Le territoire et ses dynamiques sont structurés par un ensemble d'éléments entièrement extérieurs à sa volonté, sur lesquels il n'a aucun contrôle, et qui comporte une dimension imprévue forte, empêchant d'anticiper avec certitude des évènements futurs.

Or pendant ces cinq années d'investigation à Fogo, le territoire a connu d'importantes mutations et évènements, qui m'ont poussée à réorienter le sujet initial : La destruction de la citerne de Danilo en 2011, le plan d'urbanisation en 2013, la construction du siège du Parc Naturel en 2014, l'éruption de 2014-2015 sont autant d'évènements importants qui n'avaient pas été anticipés et n'étaient pas prévisibles dans le projet de thèse originel.
L'éruption de 2014-2015 m'a ainsi obligée à un ressaisissement en urgence en dehors des procédures établies. Cet évènement a induit la nécessité d'une nouvelle orientation du sujet de recherche et des restructurations de calendrier, provoquant certains problèmes logistiques et financiers pour mener à bien

l'étude. J'ai en effet décidé de réaliser deux enquêtes de terrain supplémentaires :

- La première pendant la crise : informée de l'imminence de l'éruption le dimanche 23 novembre à cinq heures du matin (heure française) alors que j'étais en France à Paris, je suis partie au Cap-Vert le lendemain même, et suis arrivée au village le mardi 25. La mission de terrain a duré un peu plus de deux mois, et a pris fin le 28 janvier 2015, soit pendant la quasi-totalité de l'éruption.
- La seconde un an après la crise : cette dernière période de terrain du 20 octobre au 30 novembre 2015, dont dépendait l'aboutissement de la thèse, avait pour objectif de diffuser les résultats filmiques de la recherche en 3 phases principales : (1) auprès de la population de Chã das Caldeiras, à Fogo, avec plusieurs diffusions organisées dans les principales localités de relogement ; (2) auprès des acteurs institutionnels locaux voir nationaux, à Cova Figueira et São Filipe, afin d'inciter au débat entre les différents acteurs concernant les sujets abordés dans le film ; (3) auprès des experts scientifiques, lors d'un séminaire co-organisé avec l'équipe de géologues de l'Université du Cap-Vert à Praïa (UNICV). L'objectif était de valoriser le travail de recherche et de créer une réflexion pluri-disciplinaire avec les scientifiques ayant participé à la gestion de l'éruption de Fogo.

Le moment de la restitution et de la soutenance a donc été repoussé afin d'intégrer ces nouveaux éléments dans le travail de recherche écrit et filmique. Si l'éruption n'a pas entravé la thèse, elle en a néanmoins ralenti la réalisation et questionné la poursuite de la thèse. S'agissant de la troisième année de doctorat, le projet de thèse se trouvait déjà à un stade avancé au moment de l'éruption. Un film de recherche sur les enjeux liés aux contraintes exercées par le Parc Naturel et le projet de plan d'urbanisation de la mairie de Santa Catarina était alors en cours de montage. Avec l'éruption, une grande partie des éléments qui avait été observés et filmés auparavant sont devenus obsolètes. L'ancien projet de film, *De Terra,* a donc été abandonné, traduisant l'incapacité mais aussi l'inutilité d'écrire sur des problématiques mais aussi sur un terrain qui n'existe plus. Seule une séquence musicale du film *Fogo na Boca* reprend des images initialement tournées pour ce premier film avorté.

Ces imprévus font partie intégrante de la recherche elle-même. Il est donc vain de les considérer en termes de gêne, d'inconvénient, ou d'entrave à la recherche. Au final, tous ces impondérables qui ont perturbé le déroulement de la recherche initialement prévue, d'une hypothétique enquête idéale, sont finalement les éléments qui ont le mieux permis de comprendre le territoire sur lequel je travaillais et ont été extrêmement stimulants en termes de réflexivité sur les pratiques de recherche. Ils sont donc autant d'opportunités d'analyser les dynamiques et recompositions des jeux de pouvoir. Il s'agit ici de mettre en lumière en quoi les imprévus participent à la construction du savoir, en étudiant l'influence de l'éruption de 2014-2015 sur la dynamique de recherche.

◆ Les apports de l'éruption sur la thèse

Cette éruption a permis d'obtenir de nouvelles données inédites et somme toute probablement rares dans le cadre d'une thèse. Elle constituait en effet une opportunité unique pour observer et analyser la gestion du risque volcanique par les autorités et la prise en compte des savoirs et des besoins des populations locales, notamment pendant le processus d'évacuation et de relogement des populations affectées par l'éruption. Par ailleurs, la survenue de cet épisode volcanique a permis de produire une réouverture du dialogue avec les différents acteurs, avec un partage de connaissances autour du risque en

vue de la définition concertée d'une « *politique de prévention.* » L'éruption a ainsi présenté les caractéristiques d'un évènement-clé en termes d'étude : elle a non seulement constitué un formidable moyen d'analyser les stratégies d'adaptation des acteurs institutionnels et des populations locales, mais ma présence sur place depuis plusieurs années a réellement pu être valorisée. J'ai ainsi été personnellement sollicitée par les habitants pour filmer l'évacuation, et ai également été reconnue par les acteurs de la Protection Civile et les chercheurs scientifiques, qui m'ont accordée des entretiens et ont facilité mes allées et venues dans la caldera.

Mon travail filmique a également été sollicité par les acteurs locaux, et les anciens films sur le village ont été valorisés non plus uniquement comme source de divertissement et de souvenir privé, mais comme de réels éléments de mémoire du village disparu. Les films disponibles sur internet sont bien plus consultés depuis l'éruption, avec un nombre de vues supérieur à 29 000 (avril 2017).

Enfin, ma participation au colloque international sur l'éruption de Fogo de 2014-2015 a été l'occasion de partager mes résultats de recherche avec les experts scientifiques, venant prendre le contre-pied d'autres présentations, en particulier celles du SNPC (Protection Civile), qui mettaient davantage l'accent sur les points positifs de la gestion de crise. Aucun habitant du village n'ayant été invité à prendre la parole pendant cet évènement, le temps de projection des deux films *Na Boca de Fogo* et *Fogo na Boca* est apparu comme une fenêtre d'expression sur les différences de ressentis et de points de vue concernant la gestion de la crise.

- **Un rapport émotionnel au terrain ancré dans le temps long et exacerbé pendant l'éruption**

Un tel évènement ne peut être intégré dans la thèse sans prêter une attention toute particulière aux émotions ressenties et exprimées. Ce type de questionnement rejoint le champ de la géographie des émotions (Tratnjek, Guinard, 2016), qui explore tout autant les émotions du chercheur que celles des enquêtés et interroge *« le rapport du chercheur au terrain, les représentations qu'il en a, ses expériences et son vécu* » (André-Lamat, Faulon, Jacquemet, & Sacareau, 2016). Au lieu de considérer les émotions personnelles du chercheur comme un biais et tenter de les occulter, il s'agit ici de s'en servir comme outil afin de développer une approche critique et réflexive sur la pratique du terrain.

La relation du chercheur à son terrain va au-delà de l'étude : il a « habité » son terrain (Retaillé, 2010), nouant une relation avec les habitants qui *« dépasse le simple rapport enquêteur/enquêté »* (André-Lamat, Faulon, Jacquemet, & Sacareau, 2016). Le terrain se définit par une multiplicité de rencontres *« avec des personnes à part entière, existant en dehors de l'espace-temps du terrain, c'est-à-dire hors d'une relation qui les définit comme les interlocuteurs, parfois même « les cherchés », du chercheur »* (Collignon, 2010).

J'ai en effet vécu chez l'habitant, partageant les temps du quotidien avec les familles chez qui j'ai vécu, participant aux corvées journalières, mais aussi aux petits comme aux grands moments de joies et de tristesses. J'ai également fréquenté les établissements musicaux du village (Ka Ramiro, Ka Marisa, etc.), partageant des moments de convivialité avec les habitants. Que ce soit lors de ces moments de vie, à la fois en marge et au cœur de l'investigation ou dans le cadre des activités de recherche à proprement parlé, l'espace-temps du terrain a été marqué par un partage émotionnel et donc subjectif avec les personnes rencontrées. C'est souvent grâce aux rencontres informelles et aux conversations informelles, que j'ai pu accéder à de nouvelles informations. Ces liens privilégiés continuent à être activés malgré la

distance grâce à l'utilisation d'internet et des réseaux sociaux. Ce maintien des relations amicales me permet de rester informée sur l'évolution du terrain, même à distance.

En entamant un travail de terrain sur la question du risque volcanique au Cap-Vert, la probabilité d'une éruption volcanique pendant la thèse était faible, les éruptions à Fogo étant certes fréquentes du point de vue géologique, mais pas à l'échelle d'une vie humaine, et donc encore moins d'une thèse. Pendant les différents terrains ayant précédé l'éruption, je n'avais jamais éprouvé un sentiment de peur à l'idée de me rendre sur mon terrain, pourtant situé à l'intérieur de la bouche du volcan actif de Fogo. L'éruption de 2014-2015 est arrivée de façon inattendue dans la thèse, à l'improviste, me prenant au dépourvu. C'est Camilo Montrond qui m'a immédiatement contactée à cinq heures du matin, pour m'avertir de l'imminence de l'éruption, ce qui m'a permis de me rendre immédiatement sur place. Il est difficile de différencier les raisons de cette décision prise dans l'urgence la plus totale, autant en fonction d'une nécessité de recherche que pour mon attachement au territoire et aux personnes connues. Entre le moment où j'ai été informée de l'éruption et mon arrivée sur place, seulement deux jours se sont écoulés. Je n'étais donc pas davantage préparée à ressentir cette émotion, la peur, qui m'a prise par surprise : ma propre peur mais aussi celle des habitants. L'excitation, inhérente à la préparation du terrain, avait de fait masqué la peur. La surprise a ainsi cédé la place à la peur, mais aussi à une multitude d'autres émotions : l'angoisse, la tristesse, la nostalgie, l'empathie envers les personnes et leur détresse, en lien avec la nécessité de soutenir les habitants du village.

La peur est apparue au moment d'entrer dans la caldera, quand j'ai dû me cacher dans un camion pour ne pas être bloquée par les militaires. Elle n'avait donc pas pour objet le phénomène physique en soi, mais les policiers présents sur place. Après être descendue du camion, il a fallu marcher pendant près de deux heures avant d'arriver à proximité du village, et à ce moment, un groupe de policiers est venu bloquer les arrivants. Une femme a ainsi reçu plusieurs coups de matraque, et moi également. J'ai ensuite pu rencontrer un des supérieurs de la protection civile, Helio Semedo, qui avait participé à la CP3D pendant MIA-VITA, qui m'a donné un T-shirt de la Protection Civile, afin de ne plus être maltraitée par les forces de l'Ordre. Néanmoins, ma présence, même avec ce T-shirt, était mal vue et ne suffisait pas à faire oublier ma caméra. J'ai ainsi eu peur de filmer à plusieurs occasions opposant les habitants aux forces de l'ordre, craignant de me voir confisquer mon matériel ou interdire l'accès à la caldera. Par exemple, le jour où des militaires ont gardé en détention des habitants restés au village et des personnes venues d'autres localités. Au total, entre trente et quarante personnes ont été retenues captives dans le restaurant Antaris, à Portela, où elles ont été privées d'eau et de nourriture pendant une journée entière. Même si les militaires m'ont interdit d'entrer dans le restaurant, j'ai néanmoins filmé en dehors du bâtiment, et enregistré le témoignage de Mario Montrond. Il m'a ensuite été demandé de ne pas utiliser les matériaux enregistrés dans lesquels les militaires pouvaient être reconnus.

Pour comprendre pourquoi et comment la peur a pu influencer sur la manière et les méthodes de faire de la recherche, il faut également s'intéresser à la manière dont les policiers et les militaires présents à Chã das Caldeiras pendant l'éruption ont pu renforcer le sentiment de peur/appréhension, à travers leurs pratiques (menaces et violences à l'encontre des habitants), leurs attitudes et leurs armes (les militaires étaient armés de fusils évidemment inutiles dans la lutte contre l'aléa ou dans les opérations d'assistance à l'évacuation).

La situation de danger lié à la menace volcanique a également eu un impact sur la manière de pratiquer la recherche. Pour être en sécurité tout en restant dans la caldera, il fallait par exemple dormir dehors, sur

le *Monte Amarello*, pour ne pas risquer de se retrouver piégé par la lave. D'un autre côté, pour filmer certaines images de la lave ou du volcan en éruption, il fallait se rapprocher de la source de danger, sans pour autant s'exposer de manière périlleuse. Or, c'est la peur qui m'a le plus souvent servi de baromètre pour évaluer le danger présent. Bien que la peur ait eu tendance à diminuer avec le temps, m'étant « habituée » aux manifestations de l'éruption, ma vigilance n'a pas pour autant diminué.

Deux types d'espaces sont comme nés de ces peurs, devenus des espaces interdits et systématiquement contournés par les habitants et moi-même :

- Les lieux récemment recouverts par la lave encore chaude, dont il fallait nécessairement faire le tour.
- Les lieux de barrage ainsi que les attroupements policiers et militaires, qui pouvaient gêner la circulation ou exiger notre départ immédiat.

De ce fait, le bouleversement du paysage de la thèse par l'éruption est à comprendre d'un point de vue physique autant qu'émotionnel. Les coulées de lave successives ont entièrement modifié la topographie du village, engloutissant les lieux où j'avais l'habitude de pratiquer ma recherche. Les effets de l'éruption m'ont donc obligée à reconstruire mon espace de référence, à réactualiser ma carte mentale du territoire, à faire le « deuil » d'un terrain vécu qui avait été le révélateur de mon goût pour la recherche.

Enfin, l'émotion provoquée par cet évènement se réfère de manière évidente à la tristesse et l'empathie pour un peuple en souffrance, posant le problème éthique de filmer en temps de catastrophe. À cause de l'attachement au village et aux personnes, filmer les scènes de désolation et de destruction, réaliser des entretiens auprès de sinistrés, m'a demandé un effort considérable. L'investissement émotionnel a limité ma capacité à filmer certaines scènes particulièrement tragiques, dans un mouvement d'autocensure plus ou moins conscient. L'étape du visionnage puis du montage des *rushes* réalisés pendant l'éruption, m'obligeant à revivre encore et encore la catastrophe, a été particulièrement problématique. Pour être capable de voir mes images sans revivre ce traumatisme, il a fallu réaliser un vrai travail de mise à distance, et être aidée par une monteuse (Alix Carmen), dont la présence à mes côtés m'a permis de me distancier des images filmées. Les différentes versions du film *Fogo na Boca* reflètent cette distanciation, la première version du film ayant été décrite par plusieurs spectateurs comme étant plus basée sur l'affect, donnant à voir la désolation, la douleur, le chaos, le spectaculaire. Ce premier film ne cherchait pas tant à expliquer le déroulement des faits, qu'à partager l'émotion de la perte du village avec le spectateur. La dernière version propose une lecture de la crise par les différents acteurs du territoire, et cherche à montrer les différences de perception et de pratique autour de la catastrophe. Il n'a pas été question de gommer les émotions, qui sont toujours présentes dans le film, mais de s'en extraire, de sortir de l'agitation et du trouble, afin de rendre le discours plus intelligible et de maîtriser le message du film. Le film tente de véhiculer une sensation de calme, de silence, de résignation, avec très peu de plans sur la lave ou le volcan en furie, faisant passer un message conceptuel assumé, loin du paradigme dominant aléa-centré qui aurait mis en avant le caractère extraordinaire, violent et intense du phénomène éruptif au détriment des causes profondes de vulnérabilité : même sans victime, il s'agit d'une catastrophe économique silencieuse. Ainsi, ce film constitue un outil engagé, qui vise à montrer ce qui se cache derrière la soi-disant « bonne » gestion de la crise, en révélant les causes profondes politiques et économiques de la catastrophe (voir **chapitre 7**).

5.2.3. L'engagement dans la recherche

L'engagement dans la recherche est finalement un élément transversal à ma thèse, dans toutes ses phases, que ce soit dans le temps du quotidien, avant l'éruption de 2014-2015, pendant l'évènement, ou après. En effet, toutes les étapes de mon travail de terrain ont été marquées par la volonté de transformer les choses, d'influencer les jeux de pouvoir pour apaiser les tensions et favoriser le dialogue, en y intégrant notamment les personnes les plus marginalisées de la scène politique, en particulier les femmes. Concevoir et construire des films à visée revendicatrice correspondait ainsi à une véritable démarche d'engagement éthique propre à la recherche-action, qui vise à mettre au service des enquêtés, les produits de la recherche, et à les accompagner dans une dynamique de territoire. Cette action doit ainsi être distinguée d'un positionnement militant et/ou politique, et doit être discutée. Le bouleversement occasionné par la catastrophe de 2014-2015, qui présente en tant qu'objet d'étude des caractéristiques propres, interroge également la manière dont le chercheur exprime son engagement à ce moment particulier de l'histoire du village, et pose des questions éthiques fondamentales en termes de pratique et d'écriture : Pourquoi avoir décidé de revenir sur les lieux de la catastrophe ? Comment se mettre à la bonne distance de l'évènement et des personnes ? Peut-on continuer à enquêter sans prendre part aux opérations de sauvegarde ? Comment limiter alors son engagement pour ne pas risquer de trop s'éloigner de la recherche ?

- **Engagement, éthique scientifique et réciprocité**

Cette thèse a pour ambition de ne pas se placer à l'écart des considérations et responsabilités citoyennes, en questionnant les inégalités sociales, économiques, politiques et géographiques et les discours dominants sur le territoire. Cette approche se trouve dans la lignée de la géographie critique, qui a pour ambition de participer à transformer le monde qu'elle décrit par une « *pluralisation des voies de la critique* » (Berg, 2010 ; Cusset et Keucheyan, 2010). Elle est également empreinte de géographie radicale anglo-saxonne et de géographie sociale française, attentives « *aux disparités, aux inégalités, aux formations et aux qualifications des personnes, et volontiers pratiquée(s) dans un esprit de contestation de l'ordre établi* » (Brunet, Ferras, & Théry, 1997). Mais comment se positionner face à ces injustices ou inégalités ? S'agit-il de les dénoncer et « *d'entrer dans la lutte auprès des dominés ? Faut-il les ignorer car elles ne relèvent pas de la question que l'on a formulée, ou parce qu'intervenir modifierait radicalement le « terrain », risquant d'invalider la recherche ?* » (Collignon, 2010).

Par la mise en place de projets participatifs et audiovisuels (CP3D, films), elle vise donc à la fois à transformer la situation étudiée en influençant les jeux de pouvoir en place sur le territoire, à la fois à analyser la mise en œuvre de ces modifications intentionnelles. Cette posture demande au chercheur *« d'assumer le lien complexe mais insécable qui relie deux gestes : comprendre et agir pour transformer.* » (L. Mermet, 2005) et de s'interroger sur le sens de cet engagement face au terrain dans un effort de distanciation par rapport au travail effectué. La posture adoptée dans la thèse suppose de s'exposer à des critiques, en particulier concernant une potentielle perte de scientificité du travail. En effet, même si la recherche impliquée est de plus en plus acceptée, en s'opposant à une géographie objective et positiviste et en se revendiquant comme chercheuse engagée, je prends le risque d'être déconsidérée par certains de mes pairs (Koren, 2013, p.7). D'où l'importance de répondre à ces questions : cet engagement constitue-t-il une entrave à la pensée ou un atout en termes de compréhension de la réalité sociale, politique et géographique étudiée ? En quoi une telle posture contribue-t-elle à éclairer les enjeux autour de la recherche en géographie ?

Le travail effectué a été réalisé dans le but d'intégrer l'action et la réflexion, la théorie et la pratique, afin de trouver des solutions pratiques et validées dans l'action face aux problèmes de gestion des ressources et des risques contraignant le développement local, dans un contexte d'accroissement de la vulnérabilité des populations suite à l'éruption de 2014-2015. Cette posture particulièrement instable impose au chercheur de composer entre les deux motivations de la recherche et de l'action, l'une supposant de produire de la connaissance, et l'autre la résolution d'un problème concret.
Dans cette optique, la mise en place d'un processus de transformation des pratiques institutionnelles de gestion territoriale allant dans le sens d'une meilleure prise en compte des préoccupations locales, favorisant la reconnaissance des besoins et des savoirs des différents groupes sociaux, se retrouve placée (au moins) au même plan que l'aspect purement académique de la recherche.

De manière complémentaire à cet engagement du chercheur sur le terrain, la réussite d'un tel travail de recherche-action repose sur une forte implication des acteurs du territoire dans le processus de recherche, dans une logique de réciprocité. En effet, tout d'abord, dans l'idéal, ce travail supposait un engagement des acteurs locaux dans la définition même de l'objet de recherche et de la problématique. Même s'ils n'ont pas collaboré de manière affirmée à la construction du projet de recherche en tant que tel en amont, certaines personnes-ressources ont été impliquées tout au long du processus de recherche. Par leurs remarques et leurs suggestions, ils ont participé à redéfinir et améliorer la démarche. De plus, à l'engagement du chercheur répond logiquement celui des enquêtés, dans le cadre des méthodes participatives d'enquête (à différents degrés). Sans la participation des enquêtés, je n'aurais pas pu réaliser mes films, ni mes ateliers participatifs, ni même les questionnaires ou les entretiens. Sans les gens, pas de données. Or, la réalisation de ces enquêtes est chronophage, pas seulement pour la personne qui enquête, mais aussi pour les personnes interrogées. Comme dans le cas décrit par Béatrice Collignon qui parle de populations autochtones amérindiennes et inuit « *lassées de voir les chercheurs venir, séjourner-observer-interroger puis partir pour publier et très rarement revenir* » (Collignon, 2010), les habitants de Chã sont sans arrêt sollicités par les chercheurs capverdiens, mais aussi étrangers, ainsi que par les journalistes (encore plus en temps de crise). Il arrive donc souvent que ceux-ci se montrent récalcitrants et frileux à répondre aux multiples questions des personnes extérieures, qui leur demandent de dévoiler leurs vies et leur intimité. Mon engagement auprès d'eux (dans le travail comme dans la vie quotidienne tel que décrit plus haut) a facilité largement mon acceptation. C'est cet investissement personnel dans la collectivité au quotidien qui a été le ciment d'une confiance co-construite, les personnes mesurant l'intérêt réciproque à la collaboration, acceptant par conséquent de se confier et de se rendre disponibles.

L'engagement réel et durable des acteurs locaux et des experts scientifiques dans cette recherche peut s'évaluer aujourd'hui par la continuité des contacts, même après la phase de terrain (par exemple, des acteurs me sollicitent encore en 2017, pour revenir réaliser de nouvelles productions filmiques sur la situation post-catastrophe). Malgré cela, cet élément permet de mettre le doigt sur une limite de l'engagement du chercheur étranger sur un terrain. Il est possible de continuer à participer à distance et à diffuser ses recherches via les films et les colloques, mais impossible de continuer à s'investir sur le terrain.

Mon engagement dans l'action complémentaire de ma recherche s'est largement affirmé au moment de l'éruption de 2014-2015, resserrant encore davantage les liens de réciprocité.

- **Le trio culpabilité/impuissance/tristesse comme moteur d'engagement lors de l'éruption**

Présente pendant et après l'éruption, j'ai non seulement effectué des entretiens sur l'éruption de 2014-2015, mais j'ai également assisté à l'éruption et participé à l'évacuation des biens, renforçant les liens déjà tissés avec les habitants du village et obéissant à un besoin d'engagement personnel fortement marqué par une connotation morale (La Soudière, 1988, p. 5). Le directeur du PNF déclare lui aussi que sa relation avec les habitants du village a évolué suite à cette éruption, du fait que lui-même et les autres employés du PNF ont participé à aider les habitants à évacuer.

Le choix d'aider les sinistrés a été fait de manière instinctive. Cette implication s'est traduite par des actions d'aides individuelles, participant à l'évacuation des biens, mais aussi collectives, par la mise en place du projet de développement *Na Mão de Fogo* (voir section suivante).

Ce croisement d'action d'aide envers les sinistrés et d'investigations de recherche n'a pas été de soi, et a été à l'origine de sentiments de culpabilité à différents niveaux. Tout d'abord, me sentir utile pour autrui a été à l'origine d'un certain plaisir, accru par la situation de peur, de tristesse, de stress, l'imbrication de ces émotions débouchant sur un sentiment complexe et paradoxal de malaise. De plus, cet investissement n'a pas permis de « sauver » les sinistrés, la majorité ayant perdu leurs maisons, leurs ressources économiques, donnant lieu à un sentiment d'impuissance, amplifié par le fait d'être étrangère et européenne, et donc d'appartenir à une société où les citoyens bénéficient de protection sociale.

A cela s'ajoutait un sentiment de culpabilité en lien avec l'angoisse égoïste de mon propre avenir professionnel, d'une part parce que l'éruption remettait brutalement entièrement en cause le travail effectué précédemment, et risquait potentiellement de nuire à la finalisation de la thèse ; et d'autre part, de manière contradictoire, l'éruption constituait une « aubaine » dans le sens où elle pouvait conférer à la thèse une valeur ajoutée, augmentant l'intérêt des résultats présentés, basés sur des données balayant l'avant, le pendant et l'après-catastrophe. De plus, l'aide apportée aux sinistrés n'a pas mis en péril ma démarche de recherche, à laquelle je n'ai pas renoncé. Mon assistance n'est donc pas allée jusqu'à l'altruisme pur, et a été limitée par mes nombreuses activités visant à collecter des données (films, questionnaire, etc.).
Ce sentiment de culpabilité proviendrait donc de la crainte de tirer profit d'une situation de souffrance d'autrui, et d'avoir « *pensé à ce terrain, d'abord en tant qu'objet scientifique et non en tant que territoire habité par des personnes fréquentées quotidiennement* ». D'autant plus que comme le souligne Isabelle Lefort, le jury de thèse pourrait avoir tendance à rendre hommage à « *une recherche menée sur un « terrain difficile »*, *la difficulté n'étant d'ailleurs pas nécessairement explicitée tant il est évident, entre géographes, que l'éloignement et les problèmes d'accessibilité ou les dangers encourus sur place participent d'évidence à la valeur du travail effectué »* (Lefort, 2012).

Camilo Montrond a créé la chanson « *Kaba pa perde* » le jour de l'ensevelissement quasi total de Portela et Bangaeira. Cette chanson a été composée sur le coup de l'émotion, alors que sa maison et son village disparaissaient sous la lave. Pour moi, il s'agissait aussi d'un grand moment de tristesse. Si je m'étais mentalement préparée à l'éventualité de la disparition du village depuis le début de l'éruption, il m'a été néanmoins très difficile d'intégrer sa destruction quasi totale. Les sentiments de culpabilité, d'impuissance et de tristesse ont entièrement envahi mon esprit.
Me rendre sur place afin de filmer aurait été difficile étant donné le barrage policier particulièrement restrictif ce jour-là. Il a donc été décidé avec Camilo Montrond Fontes de créer un clip vidéo, en utilisant

les images déjà filmées et la musique de Camilo enregistrée le jour même sur le toit de la maison de famille à São Filipe. C'est la tristesse qui a été à l'origine de cette double création musicale et audiovisuelle, me permettant de m'extraire du présent, de m'en distancier grâce au duo image et son. Me servir de la musique et des images filmées pendant l'éruption pour sensibiliser l'opinion publique via la diffusion d'un clip-vidéo a permis de contrebalancer le trio culpabilité/impuissance/tristesse, ou plutôt de les transformer en moteur pour m'engager dans une démarche d'action sur le terrain, tout en amorçant la récolte de données, garantissant une perspective de restitution future des résultats de recherche.

- **Le projet de résilience *Na Mão de Fogo* (dans la main de Fogo)**

Dans la même logique de réciprocité entre recherche engagée et action de terrain, j'ai contribué pendant et après l'éruption à servir de relai entre le Cap-Vert et d'autres chercheurs restés en France avec qui une action de solidarité a été initiée dès le mois de décembre 2014 (**figure 5.4.**). Pour venir en aide aux sinistrés, une récolte de fond a été organisée pendant l'éruption en utilisant deux supports de *crowfunding*, le « Pot Commun » (1872 euros) et *KissKissBankBank* (2037 euros), qui ont permis de récolter la somme totale de 3872 euros. Complémentaire à cet élan de solidarité sur internet, des conférences-débats ont été réalisées à Lyon et à Paris, en utilisant la première version du film *Fogo na Boca*, qui avait déjà commencé à être montée. À cette occasion, des dons privés ont également été perçus, pour un total de 1490 euros. En plus de la récolte de fonds, la création de ces évènements a permis de faire connaître cette catastrophe, très peu médiatisée en France.

Se rajoutant aux dons privés, 3250 euros ont également été donnés par DHL International. Adossé à la participation de chercheurs, d'étudiants, et de membres d'ONG et s'appuyant sur les 6612 euros récoltés, un projet visant à la résilience des populations sinistrées a pu se construire. Ce projet, dont l'objectif global est de répondre à la nécessité de la population de Chã das Caldeiras relogée de « rebondir économiquement » suite à la perte de leurs moyens de subsistance, est présenté dans le dernier chapitre de la thèse.

Figure 5.4. Récolte de fonds sur la plateforme de crowfunding KissKissBankBank.

Ce projet a pu fonctionner et se construire intelligemment grâce à la connaissance approfondie du terrain par l'équipe pilote dont j'ai fait partie, des besoins, des gens potentiellement bénéficiaires, des contraintes institutionnelles et des personnes ressources comme le PNF. Les films réalisés ont pu servir de support pour récolter des fonds, mais aussi de patrimoine à valoriser au sein du projet. Ils constituent donc un matériau inédit et diffusable, qui exige une rigueur et une honnêteté scientifique dans leur réalisation. La question de l'éthique est centrale dans la réalisation de films de recherche et doit être analysée.

5.3. La question éthique dans les réalisations de films de recherche

5.3.1. Dans le film documentaire

- **Posture scientifique de la chercheuse-réalisatrice ou prise de parti ?**

La réalisation de mes films a été animée par la volonté de sonder, de comprendre et de donner à voir les différences et les oppositions de discours d'acteurs ancrés sur un même territoire, en incluant ceux qui sont traditionnellement marginalisés de la prise de parole à Fogo. L'écriture audiovisuelle fait entendre ceux qui d'ordinaire ne parlent pas, ou si peu, ou ne sont jamais entendus, jamais pris en compte. Ainsi, venus de la bouche de Fogo, les autres, ces invisibles, apportent, au-delà d'un volcan, les mots, leurs mots, comme une autre matière scientifique à traiter.

Dans les films documentaires, la juxtaposition des discours et le fil discursif construit traduisent une prise de position par rapport aux sujets abordés, dont voici quelques exemples :

- Le film *Na Boca de Fogo* (en français, « dans la bouche de Fogo ») dénonce les violences étatiques à l'encontre des habitants au moment de l'évacuation de 1995 et au moment de la destruction de la citerne de Danilo Fontes.
- Le film *Fika na Casa* (en français, « reste à la maison ») montre également le système d'oppression genré qui empêche certains groupes sociaux de faire des choix ou d'acquérir les moyens d'en faire. En mêlant les récits de vie de plusieurs protagonistes, il donne à voir ce désir d'autonomie, de liberté, de pouvoir exister, de pouvoir grandir, ainsi que le refus de la domination masculine.
- Le film *Fogo na Boca* (en français, « Le Feu dans la Bouche ») dénonce la marginalisation de la population sinistrée lors de l'éruption de 2014-2015, et l'absence de concertation lors du processus de gestion de crise.

L'utilisation du terme « dénoncer », « *fréquemment présenté dans les controverses scientifiques comme l'antonyme de neutralité* » (Koren, 2013, p.3) est volontaire. Est-ce qu'en dénonçant, je confonds observation et jugement/évaluation, dans un comportement contraire à l'éthique de la recherche (Charaudeau, 2006) ?
Je suis en effet partiale, car en apparence favorable à un parti plutôt qu'à l'autre. Pourtant, cette prise de parti relève très clairement d'une analyse scientifique menée à la lueur d'un cadre conceptuel assumé, celui de l'approche radicale de la gestion des risques, qui met en avant la marginalisation des populations les plus vulnérables, et met l'accent sur la nécessité d'impliquer les populations dans les processus de prise de décision. À travers mes films et à l'épreuve de mes analyses de données de terrain récoltées à partir d'autres outils, je suis sensible à ce positionnement scientifique conceptuel clair que j'essaye de mettre en scène, pour faire passer le message de mes résultats de recherche.
L'objectif des films n'est pas de dicter à l'auditoire une opinion, mais de donner matière à la réflexion. Ainsi, la démarche filmique part du principe qu'il est impossible de poser sur l'objet à analyser un regard dénué de tout point de vue théorique et méthodologique préalable. Autrement dit, j'ai conscience et assume d'évaluer les prises de position des acteurs sociaux. Il ne s'agit donc pas de protester ou de dénoncer, mais de se servir des films produits afin de combler un manque quant à l'exploration du système politique et social étudié, marqué par des conflits et un manque de dialogue entre les acteurs. Il s'agit donc « *d'assumer les risques inhérents d'une éthique de responsabilité* » scientifique concernant ses propres jugements sur les plans de la morale et des valeurs, qu'il s'agit de questionner et d'élucider (Koren, 2013, p.7).

Les films de recherche réalisés ont pour objectif de proposer une lecture rationnelle, mais aussi sensible du territoire en décrivant, en analysant et en justifiant ce qui fait sens pour les protagonistes, afin de le rendre intelligible (voir **chapitre 3**). Au lieu de voir une dualité entre l'intelligible et le sensible – il s'agit de montrer la consubstantialité – c'est-à-dire l'unité et l'identité de substance entre les deux. Cette absence de dualité que défend la démarche ne suppose pas de sacrifier la rigueur scientifique de films sur l'autel de l'affectivité, entendue comme l'ensemble des phénomènes subjectifs (sentiments, émotions, passions). En effet, le sensible, c'est-à-dire tout ce qui touche au cinq sens, ne peut être réduit à l'affectivité. Prenons l'exemple du film *Fogo na Boca*, dans lequel on assiste au récit douloureux de la perte de sa maison par une habitante du village, ou à l'argumentaire particulièrement borné du chef de la police de Fogo, qui dénigre les capacités des habitants à faire face à la crise et dénonce leur ignorance. L'utilisation de ces témoignages pourrait être perçue comme une façon de « *prendre en otage l'auditoire (…) qui se voit mis en position de ressentir quelque chose de l'ordre de la compassion douloureuse, ou d'un sentiment bien plus violent encore* » (Doury, 2004, p.4). Le film se servirait donc du pathos pour émouvoir le spectateur, brouillant sa lecture critique des discours. Tout à son émotion, le spectateur ne serait plus en capacité de faire la distinction entre pathos et logos, entre affect et raison. Il ne pourrait donc pas critiquer l'interprétation proposée par le film, pour ne pas paraître insensible ou se voir jugé comme solidaire de l'idéologie présentée comme « mauvaise, malfaisante ». Au contraire, les spectateurs des films sont considérés comme des individus autonomes et responsables et non comme des êtres dominés, manipulables et faibles. Le film est utilisé comme moyen d'élucider et de communiquer autour des enjeux politiques sous-jacents au système d'acteurs, dont je fais partie aussi, mais il n'a pas pour objectif de faire adhérer le spectateur à mon opinion ou d'entraver la liberté de l'auditoire.

- **Intérêts scientifiques et sociaux de la diffusion des images du conflit et limites éthiques liées à leur instrumentalisation**

Pour commencer cette réflexion, quelques mots sur un « acteur » majeur : la caméra qui a joué un rôle déterminant dans ma relation avec les acteurs de terrain. À quelles conditions est-elle acceptable par les personnes filmées ou même souhaitée par elles ?
Le pouvoir de montrer, de filmer, est exercé dans le cadre d'un documentaire par celui qui filme, et implique donc des responsabilités par rapport aux personnes filmées. Est éthique l'attitude qui, se gardant d'abuser de ce pouvoir, présente le filmé *« comme un autre égal en dignité à n'importe quel spectateur »* (Mess-Baumann, 2001, p. 2). Il faut avoir constamment présente à l'esprit la question du droit et du non-droit à filmer.

Un conflit (dit « de la citerne ») opposant la police et les habitants de Chã das Caldeiras a été filmé dans sa quasi-intégralité, et ce sur la demande expresse des habitants, qui cherchaient à défendre leurs droits grâce à la diffusion d'images. Pendant ce conflit, la caméra a été perçue par les habitants comme un instrument de pouvoir, dont ils pouvaient se servir afin d'informer l'opinion publique de l'injustice dont ils se considéraient les victimes. Or, sans cette autorisation de la part des habitants, il aurait été difficile, voire impossible de filmer, ici une femme pleurant de rage et de tristesse, là un homme se frappant avec une ceinture, en référence aux pratiques infligées aux esclaves par les colons portugais. Alors que les conflits sont empreints de douleurs pour les acteurs sociaux, ils représentent une mine de connaissances pour le chercheur, car ils constituent des moments où les paroles se libèrent au-delà des discours conventionnels. C'est uniquement grâce à la confiance établie entre les personnes enquêtées et le chercheur que celui-ci peut avoir accès à cette matière rare et délicate.

L'utilisation opérationnelle de l'image, via sa diffusion auprès du public, est à double tranchant dans le cas d'un conflit complexe :

D'un côté, elle permet de donner accès à l'information au grand public (via la télévision ou les réseaux sociaux) et offre la possibilité aux protagonistes de disposer d'un support pour défendre leur position, comportant donc un intérêt social important. De plus, elle comporte un intérêt scientifique indéniable : analyser la façon dont les gens s'approprient les images suite à leur diffusion, en observant comment ces images circulent dans les réseaux sociaux et comment la télévision locale se sert des images et les transforme, peut aussi constituer un matériel précieux pour le chercheur (voir plus bas). Ce qui laisse entrevoir le revers de la médaille de cette utilisation.

En effet, de l'autre côté, elle comporte des risques. Tout d'abord, la séquence d'images étant brève et incomplète, elle pourrait engendrer le risque de laisser les spectateurs schématiser, voire simplifier de manière réductrice la situation, en leur permettant une interprétation abusive, classant les protagonistes en coupables et victimes, en bons et en méchants, à partir d'une seule scène théâtrale finale (voir la fin du film *Na Boca de Fogo*). Pourtant, pour comprendre la complexité de la situation, il apparaît essentiel d'effectuer au préalable une analyse en profondeur des tenants et aboutissants, qui intégrerait la scène dans l'histoire globale ayant une dimension temporelle plus large. L'altercation n'est que la traduction instantanée d'un conflit étalé dans le temps, comportant de nombreuses péripéties antérieures. Pour cette raison, dans la version capverdienne du film *Na Boca de Fogo,* il a été choisi de ne pas diffuser les images de dégradation du stade de football (alors en construction) comme représailles de certains habitants face à la destruction de la citerne de Danilo Fontes par les autorités (**figure 5.5.**). En effet, la diffusion de ces images aurait pu entraîner des conséquences judiciaires pour les protagonistes filmés.

Figure 5.5. Scène de destruction d'un bien public et problème éthique lié à la diffusion du conflit (Chouraqui, mars 2011).

Ensuite, utiliser l'audiovisuel dans la recherche et traiter de la gestion des ressources avec comme thématique abordée le conflit nécessite d'anticiper ce que les gens vont potentiellement pouvoir faire de ces images. En effet, si le réalisateur cède les images réalisées à d'autres personnes, il faut considérer les multiples réappropriations possibles et détournements des productions filmiques brutes réalisées.

Les usages *a posteriori* de la vidéo réalisée dans un but de recherche en sciences humaines peuvent être variés. Bien qu'il n'y ait pas de mauvais usages ou de mauvais acteurs en soi (Comité de rédaction de Tracés, 2011), ils induisent des conséquences positives pour certains, négatives pour d'autres. Tous les acteurs doivent avoir accès aux résultats (notamment audiovisuels) de la recherche, qu'il s'agisse d'individus appartenant à la population, d'acteurs associatifs, d'experts scientifiques, d'élus politiques ou de journalistes. Chacun y trouvera des arguments et des outils pour défendre un point de vue dans certaines situations, et peut être amené à utiliser les images à des fins politiques, à donc instrumentaliser ces images. Ainsi, le détournement des images de la scène de conflit opposant la police et les habitants de Chã das Caldeiras par les journalistes capverdiens est un cas particulier de pratiques discutables éthiquement et politiquement. En effet, la journaliste Anabel Varela, de TCV (Televisão de Cabo-Verde), a souhaité entrer en possession des images filmées lors du conflit. Une partie du matériel, préalablement trié, lui a été fournie, en veillant à ce qu'aucune image diffamatrice, pouvant faire du tort à un villageois, ne puisse être médiatisée. Malgré cette précaution, la vidéo diffusée par la télévision a été instrumentalisée contre la population à l'aide d'un commentaire mensonger indiquant que « *la population de Chã a réagi avec sauvagerie et a tiré des coups de feu à cause de la destruction d'une citerne privée illégalement construite* » (**figure 5.6.**). En réalité, la police a ouvert le feu, mais à aucun moment un habitant n'a sorti d'arme. Loin de créer du dialogue entre les protagonistes, cette diffusion mensongère a renforcé la méfiance et le ressentiment des habitants de Chã vis-à-vis de la mairie et, plus généralement, envers les « étrangers de la caldera ». De surcroît, le travail de tournage a été remis en cause et soupçonné de trahison commanditée par la mairie, me discréditant ainsi momentanément.

Figure 5.6. Capture d'écran issue du journal télévisé capverdien de la chaîne TCV, (TCV, mars 2011).

Ces mêmes images ont pourtant été utilisées par les habitants pour se défendre. Le 11 mars 2013, Danilo Fontes, propriétaire de la citerne détruite, a publié sur YouTube et Facebook les images de son interview et du conflit sous la forme de 3 vidéos (Fontes D., 2013a[2], 2013b[3], 2013c[4]), déclarant que l'auteur des images (c'est-à-dire moi) avait reçu des pressions de la municipalité pour ne pas les diffuser. Même si l'information a aussitôt été démentie (**figure 5.7**), il est intéressant de voir comment Danilo Fontes a cherché à prendre possession de ces images, et a ressenti le besoin de les diffuser sur les réseaux sociaux et sur YouTube.

[2] https://www.Youtube.com/watch?v=dg9lO36Kxho
[3] https://www.Youtube.com/watch?v=ZJNoAl7qRak
[4] https://www.Youtube.com/watch?v=SHh-UIMv6sw

Figure 5.7. Justification publique de mes choix scientifiques en matière de diffusion filmique (Facebook, mars 2013).

Danilo Fontes ne s'est pas contenté de poster mes images, il les a orientées par ses commentaires de présentation et par les titres donnés, par exemple « Policiers et voleurs » (« *Policia & Ladroes* »). En postant ces vidéos, son objectif était d'influencer les autres membres de la communauté en rétablissant la vérité par rapport aux images diffusées de manière diffamatoire par la chaîne télévisée TCV, afin de défendre sa cause, celle-ci ayant d'ailleurs été l'objet d'un procès l'opposant à la mairie.

Donner les images filmées à une personne du village désireuse de les acquérir et observer la circulation de celles-ci, m'a par ailleurs permis de mesurer le pouvoir des réseaux sociaux et d'internet au niveau de l'échange d'informations de citoyen à citoyen. L'information a circulé très vite, avec près de 4 000 vues en moins de six jours pour les trois vidéos, 5 312 début juin 2013, 74 151 vues en avril 2017 (**figure 5.8**).

Figure 5.8. Diffusion des productions filmiques de la chercheuse par un habitant du village et alimentation du débat public en matière de gestion territoriale (YouTube, avril 2017).

Parmi les internautes ayant visionné ces vidéos, la majorité décide de ne laisser aucun commentaire, et donc de rester des membres invisibles passifs. Au contraire, certains décident de participer aux débats, en choisissant de poster sur le site un commentaire ou en répondant à un commentaire déjà présent, alimentant ainsi un débat public en ligne sur YouTube, permettant aux internautes de confronter leurs opinions. L'analyse de ces commentaires montre une opposition entre d'un côté, des internautes qui se positionnent contre la Police et la Mairie, et de l'autre, ceux qui défendent leur action à l'encontre de la citerne de Danilo Fontes. Ce corpus de commentaires, qui constituent d'une part l'expression d'une continuité avec le genre du débat public dans ses formes traditionnelles, et d'autre part un renouveau des pratiques discursives, propose donc une nouvelle source de données textuelles à analyser. YouTube semble ainsi favoriser la participation au débat dans un échange horizontal, symétrique. Pourtant, il ne faut pas omettre d'être critique sur la forme de contrôle du débat en ligne : la personne qui poste les vidéos (en l'occurrence Danilo) prend le dessus sur les autres (c'est elle qui lance le débat, c'est aussi elle qui répond aux personnes se positionnant en faveur de l'action menée par la police, et enfin, étant administrateur du blog, c'est elle qui peut supprimer ou publier des commentaires, contrôlant ainsi la tournure du débat.

YouTube devient un nouveau cadre d'analyse du débat virtuel où les internautes argumentent de façon passionnée à propos des questions politiques et sociales traitées dans les trois vidéos. Parce que ces discussions ont donné lieu à des échanges conflictuels, on peut les apparenter à du *flaming*, défini comme des « *manifestations d'hostilité sous forme de remarques incendiaires au sein d'un échange antagonique […] qui font l'ordinaire des forums électroniques* » (Amossy, 2011). L'exemple d'échanges par commentaire ci-dessous montre bien cette présence de marques d'agressivité (sarcasme, provocation, mépris) visant à discréditer l'adversaire et à le dominer verbalement (**figure 5.9**).

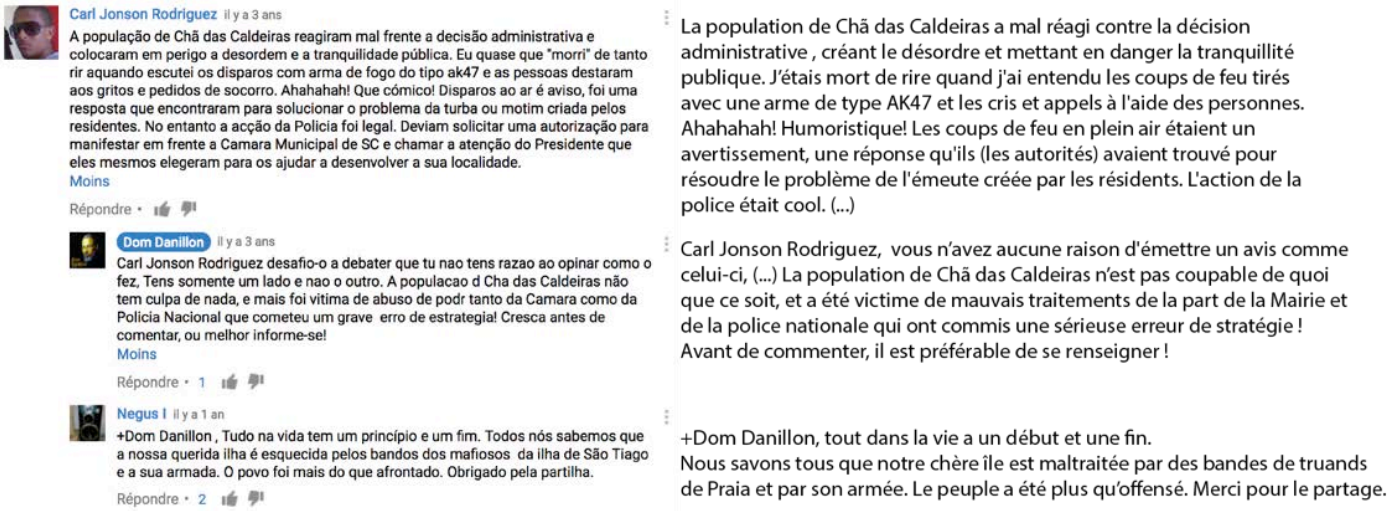


Figure 5.9. Exemple de débat concernant une vidéo publiée par Danilo Fontes alias Dom Danillon en mars 2013 à partir des images de la chercheuse.

Même si la diffusion sur YouTube semble favoriser le débat public, les commentaires des internautes sont souvent relativement brefs et pauvres en termes de contenu. De plus, ce sont souvent les mêmes personnes qui commentent les vidéos. Enfin, l'échange est régulièrement marqué par de l'agressivité, bien supérieure à celle présente dans les réunions-débats pendant lesquels les films ont été montrés. Ainsi, la manière dont les gens réagissent aux vidéos diffère en fonction du contexte de diffusion. Ce constat pousse à s'interroger sur les potentialités des différents contextes de diffusion à créer un environnement de communication favorable à l'émergence d'un véritable dialogue.

5.3.2. Dans le film participatif

L'idée de réaliser des films en collaboration avec les personnes filmées appartenant à la communauté est apparue logiquement à l'issue du programme MIA-VITA, au moment de créer la méthodologie de la thèse. Il s'agissait de chercher des moyens pour croiser le regard du chercheur avec celui des enquêtés, en explorant plusieurs modes de participation. L'objectif était aussi, de manière exploratoire, de poursuivre le travail participatif engagé pendant le programme MIA-VITA (prometteur mais inabouti), en développant des méthodes d'enquête filmiques.

Cette approche filmique participative correspond au départ à une volonté de dépasser les biais d'interprétation liés aux normes, codes ou valeurs (culturelles, statut) du réalisateur-chercheur, présents dans certains films documentaires. Le film traduit en effet nécessairement la perception, le regard de celui qui filme. Confier la caméra aux enquêtés permet donc potentiellement de les laisser réaliser des productions audiovisuelles permettant d'accéder directement à leur vision.

Pourtant, expliquer de manière sommaire comment faire fonctionner une caméra, ne suffit pas pour aller au bout du processus d'appropriation de l'outil par les personnes. Dans la pratique, de nombreuses difficultés ont été constatées et n'ont pas permis d'atteindre ce but. En l'absence de compétences techniques, les participants se sont trouvés limités dans l'utilisation optimale de l'outil-caméra, et préféraient déléguer le tournage plutôt que de consacrer du temps à l'apprentissage technique. Cette méthodologie a été appliquée à un groupe de femmes, qui, dans le contexte local, présentaient certains facteurs ne favorisant pas l'appropriation : le manque de temps libre pour participer aux ateliers du fait du poids des travaux domestiques, la timidité devant et derrière l'objectif, l'absence d'habitude de prendre la parole ou d'exprimer leur opinion, le blocage psychologique devant un matériel semi-professionnel lourd et coûteux, sont autant d'éléments qui n'ont pas favorisé l'appropriation de l'outil, malgré une méthodologie pensée en différentes étapes lors des ateliers, ayant pour principe de prendre le temps de familiariser les femmes du groupe et de les désinhiber dans la situation filmique[5] (**chapitre 4**).

Par ailleurs, il serait faux de me considérer comme ayant été en retrait du processus de fabrication des films participatifs. En effet, plusieurs terrains précédents m'ont permis d'être en position de confiance et de proximité avec les participants (beaucoup plus que lors du programme MIA-VITA), car j'avais été clairement identifiée et intégrée dans le système local d'acteurs, comme « réalisatrice, » « animatrice » et « chercheuse ». Si cet ancrage dans la communauté a été un atout dans l'utilisation de ces méthodes, il a en revanche rendu impossible une totale neutralité ou une position d'extériorité.

5.3.3. Recréer la réalité, une utopie pour le documentaire comme pour le film participatif

La perturbation induite par la présence d'un ou de plusieurs chercheurs sur le terrain a été largement abordée (de Singly, 1991 ; Chambers, 2008). Mais que se passe-t-il lorsque le chercheur est, de surcroît, muni d'une caméra ? Celle-ci a-t-elle tendance à davantage modifier la réalité, influencer le comportement des gens, ainsi que leurs discours ?

[5] Après la thèse, il serait intéressant de développer un parallèle entre cette expérience et celle d'Héloïse Prévost, doctorante en sociologie rattachée au même laboratoire de recherche (Lisst-Dynamiques Rurales). Celle-ci a co-construit et co-réalisé le documentaire participatif « *Mulheres rurais em movimento* » (en français « *Femmes rurales en mouvement* », 46 minutes) avec les militantes du MMTR-NE, le Mouvement de la Femme Travailleuse Rurale, au Brésil, avec des résultats très différents au niveau de l'implication des co-réalisatrices.

Dans une société dont la tradition passe par l'oral, écrire sur un calepin peut apparaître bien plus exotique et perturbateur qu'une caméra. En effet, à Chã das Caldeiras, l'écrit est quasiment absent à part à l'école primaire tandis que la plupart des foyers possèdent des téléphones portables et que les jeunes du village sont nombreux à filmer des scènes de vie pour les poster sur les réseaux sociaux. Il est vrai que mon expérience de terrain a montré qu'au début, la caméra pouvait, au début d'un entretien ou d'un tournage, gêner les comportements, mais cette gêne était la plupart du temps de courte durée. L'hypothèse de Martin de la Soudière selon laquelle la peur de perturber son terrain relève de l'illusion est particulièrement intéressante. Selon lui « *on peut déranger, gêner, importuner : mais on ne perturbe que soi-même. Ce sentiment plus ou moins prononcé selon les terrains et les chercheurs de « perturber », provient donc d'une surestimation de l'impact de la recherche sur le milieu étudié, elle-même conséquence du sentiment d'inutilité sociale que l'on peut éprouver au cours du travail sur le terrain* » (La Soudière, 1988, p.6).

De plus, cette modification du réel est-elle un biais en soi ? Pour Christian Lallier, il s'agit de dépasser l'opposition entre « situation filmée » et « situation réelle » en considérant la personne qui filme comme partie intégrante de l'interaction étudiée, transformant le biais induit par la présence du chercheur-réalisateur et de la caméra en une condition de l'observation. C'est aussi au chercheur d'analyser, de comparer ce qui est dit devant la caméra ainsi qu'une fois celle-ci éteinte. Son utilisation incite ainsi à se rendre compte de ce qui appartient au domaine du dit et du non-dit, de l'officiel et du secret.

En tant que chercheur-réalisateur, la question n'est pas de chercher à se rendre invisible pour ne pas « perturber » le réel ou gêner les personnes[6]. Tout comme *« un stylo n'écrit jamais ce qu'on lui fait écrire »* (Metz, 1964, p. 60), une caméra ne filme jamais ce qu'on lui fait filmer et *« une situation filmée ne sera jamais une situation … non filmée »* (Lallier, 2009, p. 27). Il y a ce que je filme, ce que je décide de ne pas montrer, ce que les personnes filmées préfèrent dissimuler (garder pour eux). Il n'y a pas que celui qui filme et celui qui est filmé qui décident. Il y a aussi la lumière, l'espace disponible, le temps qui manque, la nuit qui tombe, sans oublier la batterie déchargée et le micro détraqué pile au mauvais moment. Plus il filme, plus le chercheur réalise que le naturel est fragile, insaisissable et que chercher à recréer la réalité relève du fantasme : le réel ne peut être qu'insaisissable. Il y a sans arrêt un décalage entre la réalité, l'intention de filmage du chercheur et la probabilité d'occurrence d'un évènement. Il en découle une certaine frustration d'avoir raté l'occasion, ou encore de n'avoir pas pu tout faire entrer dans l'image mais en revanche, une satisfaction immense à suggérer le hors-champ, à se délivrer du cadre.

La réalité est fuyante, *« échappe sans cesse au cadrage qui tente de l'enfermer »* (Piault, 2008, p. 44), et pour y avoir accès, il faut parfois essayer de la provoquer, ou selon l'expression de Colleyn parlant de l'ethno-fiction, de *« faire comme si »* (Colleyn, 2008, p. 602) qui correspond au principe de « *feintise ludique partagée* » évoqué par Jean-Marie Schaeffer (Schaeffer, 1999). Plusieurs procédés, dont la mise en scène fictive, le jeu de rôle ou la fiction parodique, décrits dans la partie sur le tournage (**chapitre 3**), ont en effet été utilisés pour tenter de saisir cette réalité fuyante des pratiques ou des évènements. « Récréer de la réalité » pose une question éthique, celle de la provocation, dans une double dynamique « *d'appel et de défi* » (Morin, 1969). Les situations artificielles filmées peuvent ainsi être considérées comme de qui vise à provoquer le réel, « *à révéler, au sens photographique du terme, (…) à provoquer des instants de vérité, dans le but de créer des « situations » où s'authentifient l'existence* » (Morin, 1969).

[6] Au contraire, la question est de faire accepter sa présence et celle de sa caméra par les individus filmés (Lallier, 2009, p. 46).

Opter pour une posture réflexive renvoie à la volonté de penser et de faire autrement la recherche. Cette posture nécessite de se centrer sur ce qui fait l'essence même de la recherche, de creuser pour en faire apparaître le « comment ». Craignant de dévoiler les zones d'ombre de ma recherche, j'ai vu mes appréhensions se confirmer : cette fouille a fait apparaître certains biais, a dévoilé la complexité cachée derrière les petits incidents fortuits et la catastrophe imprévue de l'éruption. Elle a aussi permis de révéler mes émotions, mes doutes et mes tâtonnements. Au regard de ces biais, de ces émotions, de ces changements dans la thèse, les questions auxquelles je n'ai plus pu échapper sont celles de l'éthique, de moi et de l'Autre, du devoir et du droit, de la responsabilité et de l'engagement.

Cette approche réflexive sur ma pratique d'une géographie participative et audiovisuelle en terrain difficile a permis d'apporter un éclairage spécifique sur la prise en compte de la puissance des émotions et celle du regard porté sur soi-même, sur l'Autre et sur la relation tissée avec le terrain et les enquêtés.

Dessin d'Andelsom, école primaire de Chã das Caldeiras, février 2012

Partie C

VIVRE DANS LA CALDERA D'UN VOLCAN À L'ÉPREUVE DE LA MISE EN DÉFEND DU TERRITOIRE

Stratégies d'adaptation et résilience vues à travers le prisme des jeux de pouvoir et du genre, avant, pendant et après l'éruption de 2014-2015

Alors qu'il est « *généralement admis que l'attention portée au risque est occasionnée par la catastrophe* » (November *et al.*, 2008), la thèse défend la posture d'une analyse commencée dans le temps du quotidien, pendant un entre-deux éruptif, prolongée dans le temps de la crise et achevée à l'amorce de la phase de reconstruction illégale du village de Chã das Caldeiras.

L'éruption de 2014-2015 n'est pas une entité extérieure déconnectée du territoire et du temps long, tout comme « *le risque n'est pas un objet externe aux espaces qu'il touche, bien au contraire, il est bien inséré dans les dynamiques spatiales* » (November & Viot, 2015, p. 34). L'éruption apparaît révélatrice des dysfonctionnements au quotidien dans la gestion des ressources et des risques (Texier, 2009) ou encore comme « catalyseur » des évolutions sur le long terme (Hernandez et Beucher dans Reghezza-Zitt et Rufat 2015, p.162).

Cette approche du risque et de la crise par la « géographicité », défendue par November (2008), ou par Lavigne (à paraître) qui parle de « volcanographie », se retrouve dans la manière de présenter les résultats, sous forme chronologique, et propose de s'intéresser aux continuités et aux persistances des tendances et modèles préexistants, hérités des politiques d'aménagement et des modes d'habiter les territoires. La partie C s'articule autour de 3 grands chapitres : (1) le temps du quotidien ancré dans une dynamique globale du temps long des héritages et des trajectoires ; (2) le temps de la crise ; et enfin 3) le temps de la reconstruction, dont il s'agit de voir s'il se situe en rupture ou en continuité par rapport au temps long, c'est-à-dire de s'intéresser au potentiel transformateur de la crise sur l'environnement habité (November & Viot, 2015).

Ces chapitres (6, 7 et 8) proposent une analyse de l'évènement et de son contexte à court, moyen et long terme, pour caractériser les stratégies institutionnelles et sociétales de préparation, de gestion de crise et post-crise, et ainsi dégager les causes profondes de la catastrophe et les pistes de renforcement des capacités de résilience des populations qui dépendent des ressources présentes dans la zone exposée à la menace volcanique.

Il s'agit de comprendre les déficits cindynogènes sociétaux[1] inscrits dans le temps long afin d'envisager des perspectives visant des objectifs qui dépassent ceux de la simple prévention du risque de catastrophe (Moatty, 2015, p. 155), notamment à travers une meilleure compréhension des rapports de pouvoir au niveau local, articulés à un niveau global. En effet, les stratégies individuelles ou collectives d'adaptation et de relèvement ne sont pas autonomes (Adger *et al.*, 2005, p.78) : elles suivent ou enfreignent, mais sont toujours associées aux mesures institutionnelles régulatrices, dans un système de jeu d'acteurs.

[1] L'analyse des déficits cindynogènes sociétaux s'inscrit dans l'approche des « cindyniques » développée par Gorges Yves Kervern. Celle-ci vise à étudier de manière systémique les défaillances dans les organisations qui génèrent du danger en prenant en compte les aspects techniques, sociétaux et comportementaux (Kervern & Rubise, 1991 ; Kervern, 1995 ; Kervern & Boulenger, 2007).

Chapitre 6

Le temps long des héritages et des trajectoires

Comprendre les vulnérabilités et capacités adaptatives actuelles face à la menace volcanique

No Fogo há fumo ainda a sair do vulcão!
À Fogo il y a encore de la fumée qui sort du volcan !
Apagados os restos de antigas erupções
Effacés les restes des antiques éruptions
Quedaram petrificados
Sont restés pétrifiés
Pelas encostas
Par les pentes
A relembrarem trágicas visões
Ils font se souvenir des visions tragiques
E ribombos
Et des grondements
Ecoando pela serra.
Faisant écho à la montagne.

No sangue rebelde e másculo
Dans le sang rebelle et masculin
Das gentes
Des gens
Revive
Renaît
O ardor das lavas incandescentes (...)
L'ardeur de la lave incandescente (...)

Extrait du poème *Ilhas* de Jorge Barbosa, recueil de poèmes *Arquipelago*, 1935

La caldera de Fogo, petit bout de terre au cœur d'un territoire insulaire, exposé à la menace volcanique, mais aux enjeux économiques et environnementaux importants à l'échelle insulaire et nationale, a subi l'éruption du volcan de Fogo en 2014-2015. Cette éruption a provoqué d'importantes destructions au niveau du village de Chã das Caldeiras, l'évacuation des populations locales et leur relogement dans des villages hors de la caldera (chapitre 1 et 7).

L'étude des risques volcaniques conduit inévitablement à questionner l'occupation historique de l'île, la manière dont les populations de Fogo ont vécu avec le volcan et quelles pratiques ont été adoptées pour faire face aux situations d'urgence et se relever des épisodes volcaniques.

Dans un article sur la résilience des habitants de Chã das Caldeiras paru après l'éruption de 2014-2015, les auteurs défendent l'idée selon laquelle « *l'expérience d'avoir vécu pendant cinq siècles avec des éruptions est plus qu'un temps raisonnable pour permettre aux habitants de l'île de bien connaître les impacts causés par l'activité volcanique et de savoir comment faire face aux situations d'urgence auxquelles ils sont associés. Ainsi, vivre sur un géant volcanique est, historiquement, un risque qui court* » (Nascimento *et al.*, 2016). Dans cette optique, les auteurs considèrent que l'histoire de Fogo tout entière peut être lue comme un immense effort d'adaptation humaine à un phénomène extrême de la nature, qui témoigne d'une relation intense entre le volcan et les hommes, marquée par des moments de crise et de dépassement (Nascimento et al, 2015). Retracer les trajectoires sur le temps long permet alors de mieux comprendre la construction progressive de ces savoirs et des capacités qui ont permis aux habitants de la caldera de s'approprier ce milieu hostile, de s'y adapter pour faire face à la menace volcanique. Pour autant, doit-on comprendre que la robustesse face aux aléas est seulement fonction d'une connaissance basée sur les empreintes, les traces, les cicatrices, laissées par les éruptions volcaniques passées dans les savoirs, les pratiques et les imaginaires des populations de Fogo ? Tout porte à croire que les conclusions de ces auteurs envisagent les catastrophes comme la résultante de phénomènes naturels « extrêmes », même si leur démonstration est soucieuse de valoriser les savoirs des populations locales et leurs capacités à vivre avec la menace. Ainsi, ce discours qui semble en apparence opposé à celui du paradigme aléa-centré, n'en est pas si éloigné.

Le doute s'immisce quand il est question d'affirmer que la capacité des populations à se relever des crises éruptives est seulement fonction de la connaissance du risque, même si c'est pour expliquer la résilience « infaillible » des populations locales face aux risques volcaniques. Pour comprendre le pourquoi et le comment de la « résilience » des populations locales, il faut explorer la question de « l'adaptabilité des moyens d'existence » et donc reconnaître le caractère éminemment social, historique et politique des catastrophes dites « naturelles » qui « *dépendent donc plus des contraintes quotidiennes qui piègent les victimes que de la dimension « extraordinaire » des aléas naturels* » (Gaillard, 2007, p.46). Les ressources sont en effet encastrées dans les conditions concrètes de leur mise en existence, comme il en est question dans les travaux de Bruno Latour, de Tim Ingold et d'Anna Lowenhaupt Tsing. On retrouve également cette réflexion dans les travaux féministes sur les questions de savoirs situés, contextualisés, qui insistent sur les systèmes sociaux, culturels, politiques, économiques qui président à la construction des ressources tout en étant le reflet.

Partant du principe que les comportements traduisent une volonté de mettre en sécurité ces moyens, mais dépendent d'une capacité à le faire, qui est fonction de contraintes sociales, économiques et politiques ancrées dans le quotidien, il va maintenant s'agir d'analyser l'accès aux ressources et les capacités des populations locales à rendre leurs moyens d'existence robustes face aux éruptions, et à accéder au pouvoir de décision, en suivant le plan suivant :

Dans un premier temps, il s'agit de mettre en lumière les constantes historiques (insulaires et locales) au niveau des dynamiques sociales, économiques et spatiales permettant aux populations de faire face à la menace volcanique, de s'en protéger et de réduire leur vulnérabilité.

Dans un deuxième temps, cette analyse débouche sur les atouts et revers de ces capacités héritées par rapport à la construction territoriale, politique, sociale et économique quotidienne à Chã das Caldeiras.

Le troisième temps de l'analyse propose de passer à l'échelle infra-communautaire, afin de donner à voir les inégalités d'accès aux ressources et la marginalisation économique, sociale et politique dont certains groupes sociaux font l'objet, permettant ainsi de mieux comprendre les blocages à l'origine de la faible participation citoyenne à la scène politique et décisionnelle.

6.1. Une tradition de recolonisation post-éruptive à l'origine de solides capacités d'adaptation des habitants face aux chocs

Depuis les premiers temps de son peuplement, c'est dans un cadre extrêmement sensible à la menace volcanique que vivent les populations de Fogo. En lien avec cette longue histoire de cohabitation avec le volcan, les logiques de mobilité suite à l'éruption de 2014-2015 ne sont pas spécifiques à cette communauté et doivent être mises en lien avec un héritage socio-culturel insulaire, comme il va ici entre être question.

6.1.1. Un scénario éruptif qui se répète

- **Une mobilité en trois temps « évacuation/relogement/retour » face aux phénomènes éruptifs récurrents**

Le retour des habitants dans leurs localités d'origine une fois l'éruption terminée constitue une constante au niveau des réactions des populations de Fogo, toutes époques confondues. Revenir implique de reconstruire, de tout refaire, éruption après éruption, et semble indiquer que « *le destin des gens de Fogo est de repartir de zéro* » (Nascimento *et al.*, 2016). D'après Lavigne et De Belizal (terrains d'étude en Indonésie), ce phénomène n'a rien d'exceptionnel : *« Le plus souvent, cependant, une fois l'éruption terminée, les populations évacuées retournent chez elles, et reprennent progressivement leurs activités habituelles. C'est le cas de figure le plus répandu »* (Lavigne & De Belizal, 2010).

D'après les sources disponibles (Ribeiro, 1954 ; Sainte-Claire Deville, 1848), seule l'éruption de 1680 a entrainé le départ sans retour d'une partie des habitants de Fogo[2] pour Brava, l'île voisine. S'il existe d'autres cas d'abandon définitif du territoire, ceux-ci n'ont pas été rapportés. A priori et en l'absence de preuve contraire, il s'agit d'un cas isolé, mais il faut tout de même garder à l'esprit que les témoignages sur les éruptions historiques sont lacunaires.

Parmi les territoires à avoir été profondément bouleversés, aussi bien physiquement que dans leurs dynamiques socio-économiques, le village de Relva (municipalité de Mosteiros) a été atteint par au moins quatre éruptions volcaniques : en 1785, en 1816, en 1847 et en 1857. L'éruption de 1847 a été particulièrement destructrice, avec des coulées de lave recouvrant les 2/3 de la localité de Relva, « *emportant les maisons en paille, toutes les cultures de vigne, de manioc* » (Ribeiro, 1954), ce qui n'a pas empêché les habitants de retourner y vivre après l'éruption (Ribeiro, 1954). Ribeiro fait également mention de l'effort des habitants pour sauver leurs biens, leurs animaux et leurs récoltes de haricot et de maïs, qui ont pu être sauvés, « *sauf ce qui étaient trop proches de l'éruption* » (Ribeiro, 1954). Enfin, même si Relva n'a pas été directement atteint par l'éruption de 1951, les secousses sismiques en lien avec l'activité volcanique ont affecté 48 maisons, dont la moitié a subi de graves dommages. Décrite par Ribeiro comme la zone la plus fertile de Fogo, Relva compte aujourd'hui environ 1 200 habitants (Recensement du Parc Naturel de Fogo, 2010).

Cette tradition de recolonisation post-éruptive apparaît donc à Fogo comme une réponse aux crises volcaniques, avec une phase de départ et d'évacuation et une phase de retour et de reconquête du territoire. Elle nécessite des capacités spécifiques de la part des populations, qui persistent à vivre dans

[2] « Plusieurs propriétaires, voyant leurs habitations détruites, effrayés de tant de calamités, allèrent s'établir dans l'île de Brava, qui ne possédait jusqu'alors que quelques cases habitées par des affranchis de Fogo et de Santiago. C'est de ce moment que date la prospérité de Brava, et que l'île de Fogo commença à perdre de son importance. » (Sainte-Claire Deville, 1848, p104).

un environnement soumis à la menace sur le long terme. Celles-ci doivent être capables (1) de quitter l'aire sinistrée (évacuation), (2) de s'installer ailleurs temporairement (relogement), et enfin, (3) de pouvoir revenir (retour), dans un processus cyclique de migration intra-insulaire.

Elle doit être mise en lien avec le contexte insulaire, qui caractérise, de fait, ce petit territoire limité par la mer. À Fogo, à moins de quitter l'île, les gens n'ont d'autre choix que de vivre avec le risque volcanique. La mobilité intra-insulaire comme réponse des populations de Fogo aux crises volcaniques doit être analysée comme un mécanisme de réponse à un environnement qui implique nécessairement des risques, « *de telle sorte que les catastrophes ne sont pas considérées comme des situations anormales (par les populations), mais au contraire, comme un mode de vie constant* » (Bankoff, 2003, p.15). Aux Açores et aux Canaries, qui partagent la même origine volcanique que le Cap-Vert, des travaux révèlent le même processus de migration intra-insulaire à la suite d'éruptions volcaniques suivies par le retour des populations sur le lieu d'origine (Dibben & Chester, 1999 ; Nascimento *et al.*, 2016). Dans ces trois cas, il s'agit de petits territoires insulaires (les SID, *Small Island Territories*). Or, dans la communauté scientifique, il est admis que les petites îles possèdent des configurations spatiales qui les rendent particulièrement vulnérables aux risques volcaniques, dans la mesure où l'étroitesse des territoires favorise « *l'exposition des populations et des infrastructures aux moindres nuisances d'une éruption, à savoir notamment les retombées aériennes, les gaz et pluies acides* » (Lesales, 2007). Dans ce sens, la délocalisation intra-insulaire ne permet pas aux habitants de se prémunir entièrement du danger.

- **Éruptions de 1951 et 1995 : réponses sociales et échecs répétés des tentatives de relogement forcé**

Comme pour Relva, Chã das Caldeiras a connu plusieurs éruptions depuis sa création en 1917 : la première en 1951, la seconde en 1995 et la troisième, en 2014-2015. Ces trois épisodes volcaniques sont comparés ici, sous forme de tableau (**figure. 6.1**), afin d'évaluer l'influence des derniers épisodes sur l'éruption la plus récente. Seules les éruptions de 51 et 95 sont analysées dans ce chapitre (**figure 6.1.**). Les données sont issues d'enquêtes réalisées sur le terrain et d'une synthèse bibliographique réalisée à partir de différentes sources (Ribeiro, 1954 ; Nascimento *et al.*, 2016, Nunes, 2015 ; Perez-Torrado *et al.*, 2015).

La description de l'habitat préexistant, des données démographiques, des dynamiques de mobilités et de relogement permettra de replacer les comportements des populations en temps de crise dans une perspective de long terme, afin de répondre aux questions suivantes : qui a été touché ? Quelles réactions ont eu les habitants ? Quand, comment, avec qui et où sont-ils partis ? Quand et pourquoi sont-ils revenus ? Quelles constantes et quelles divergences sont observables d'une éruption à l'autre ?

	Localités affectées		Nombre de personnes affectées	Lieu de relogement		Acteurs institutionnels de la crise	Conflits avec les autorités	Désorganisation et désorientation	Évacuation des personnes, biens et des animaux (qui, comment, quand)	Retour des populations dans les villages d'origine	Pertes matérielles				Victimes		Chansons	
	Dans Chã	Hors de Chã das Caldeiras		Temporaire	En principe définitif						Habitations	Bétails	Terrains	Infrastructures	Morts	Blessés		
1951	Bangaeira	Cova Matinho, Tinteira, Bombardeiro, Estância Roque	> 100* à Chã das Caldeiras ; ≈ 200* au total	Roçadas (seulement les personnes de Estançia Roque et Cova Matinho)		Administrateur de l'île Carlos Alves Roçadas	Ribeiro évoque des mesures sévères (sans préciser lesquelles) adoptées par l'administrateur de Fogo pour diriger les populations. Il précise que *« la panique des populations a fait que le mouvement vers la ville a continué »* (Ribeiro, 1954)	Impression de désorganisation générale dans les commentaires de Ribeiro sur les comportements observés, qui évoque la fuite, l'affolement et la panique des habitants. Il est difficile de déterminer s'il s'agit d'une interprétation de l'auteur ou d'une réalité observée.	«*Les gens affolés tentés de déplacer leurs biens des maisons menacées (…) ne transportent avec eux que leurs animaux qu'ils ont pu sauver» ; « les habitants ont désossé (démonté) leurs maisons et ont mis à l'abri la pauvre garniture qui s'y trouvait. »* (Ribeiro, 1954)	2 ans après l'éruption, « *personne à part les gardes ne dormait encore à Roçadas »*	48 maisons endommagées à Relva ; 17 maisons détruites à Cova Matinho ; 11 maisons détruites à Estançia Roque ; seulement quelques maisons détruites à Chã das Caldeiras	Il est fait mention d'animaux qui n'ont pas pu être sauvés, mais le nombre exact est inconnu (Ribeiro, 1954)	Plusieurs hectares dans la zone de Cova Figueira, Mosteiros et Tinteira : peu de terrains affectés à Chã das Caldeiras	Route reliant Cova Figueira, Mosteiros et Tinteira, plusieurs réservoirs et la canalisation d'eau en provenance de Chã das Caldeiras qui fournissait le sud-est de l'île. Au total, les pertes ont été estimées à un montant de 1500 anciens *contos*, mais ce chiffre n'a pas vraiment de sens de nos jours.	0	ND	*Tcha das Caldeiras* (Isabelle Teixeira)	Morna *Volcão*, (Senhor Enfermeiro Barreto)
1995	Dje de Lorna, Boca Fonte,	—	850*	Monte Largo, Salto, Patim et São Filipe avec le principal camp d'urgence de Cutelo de Azucar (784 personnes originaires de Chã)	Maisons de relogement construites à Monte Grande, Achada Furna	Armée ; Croix-Rouge ; Municipalités de l'île ; Gouvernement Central ; ONG	L'évacuation est en partie forcée "*On ne voulait pas partir, les militaires nous ont frappés pour nous forcer à partir (cf. A. Teixeira, 2011) ; "The armed forces had to intervene to evacuate people in some cases"* (Nacimento *et al.* 2016)	« *Les grondements et tremblements de terre ont provoqué des situations nerveuses difficiles, avec des cas de perte de contrôle et de grande confusion parmi les habitants de Chã das Caldeiras* » (Andrade Gonçalves, 2008)	92% des habitants ont quitté la caldera, 8% sont restés. La plus grande partie des animaux et des biens a pu être évacuée.	Les habitants sont peu à peu retournés vivre à Chã dans les années suivant l'éruption, abandonnant les maisons construites par le gouvernement	13 maisons détruites sur 150 édifices soit 8,6% du bâti	De nombreux animaux sont morts mais le nombre exact est inconnu (Nacimento *et al.*, 2016)	17% (48,8 ha) ; 8,5% des familles ont perdu la totalité de leurs terrains ; 41,2% une partie seulement (Correia, J., 1997)	La route reliant Chã au reste de l'île, la coopérative viticole	0	1 femme a eu la jambe cassée ; contusions à la suite de chutes ; infections respiratoires aiguës et maladies de peau	*Ai, unde nu ta hai?* (Luís Montrond et ses enfants)	*Era 95* (Alcindo João Pedro da Silva)
2014-2015	Portela, Bangaeira, Dje de Lorna	—	964*	Camps d'urgence à Monte Grande, Achada Furna et Mosteiros ; Relogement dans des maisons familiales à São Filipe	Encore inconnu	Gouvernement Central ; Municipalités de l'île ; Service National et Municipale de Protection Civil ; Croix-Rouge ; INMG ; UNICV ; Police Nationale et régionale ; Cabinet de Crise ; Cabinet de reconstruction ; ONG	Plusieurs cas d'agressions verbales et physique à l'encontre des habitants (Jose Doce, victime de coups et blessures, a été hospitalisé) (Chouraqui & Texier, 2016)	Concernant leurs réactions au moment de l'éruption du volcan, 35,2% des répondants parlent de désorientation, de désorganisation, en lien avec les sentiments de peur et de découragement (Chouraqui & Texier, 2016)	1 076 personnes dont 929 dans des centres d'hébergement temporaire et dans les maisons construites suite à l'éruption de 1995. Les autres ont trouvé refuge dans les maisons familiales. Seule une minorité (entre 20 et 40 individus) est restée dans la caldera (Chouraqui & Texier, 2016)	D'après Moreno Medina *et al.* (2016), 280 personnes (129 femmes et 151 hommes, dont 107 enfants âgés de 0 à 14 ans) vivent de nouveau à Chã en juillet 2016. On dénombre 109 édifices avec 66 maisons, 24 funco, 1 église, 3 cabanes, 4 snack-bars, 9 pensions hôtelières et 2 boutiques (juillet 2016)	Sur les 350 édifices du village, 260 édifices touchés (190 bâtiments détruits et 90 endommagés), soit un peu moins de 75% du bâti (Jenkins *et al.*, 2017). Les auteurs Richter *et al.*, (2016) et Perez Torredo *et al*, (2015) parlent de 90% du bâti. L'ensemble des pensions hôtelières (2 hôtels, 10 pensions auberges). 170 citernes domestiques affectées (Rapport du Gouvernement capverdien, PNDA, 2015)	190 têtes de bétail (Rapport du Gouvernement Cap-Verdien, PNDA, 2015)	208 hectares de terrains agricoles cultivées sur 848 hectares, soit 24,52% des cultures (Rapport PNDA, 2015)	La route reliant Chã au reste de l'île a été coupée sur 6, 8 km (72,4%), et la piste de terre sur 6, 05km 44,8%). La coopérative viticole, le centre d'informations touristiques, le siège du Parc Naturel, la délégation municipale, les deux églises, les poteaux de télécommunication, les écoles et le centre de santé (Perez Torredo *et al*, 2015)	0	Oui	*Kaba pa perde* (Camilo Montrond Fontes)	*Volcao da se grito* (Jose Laco)

Figure 6.1. Analyse comparative des trois éruptions ayant affecté la communauté de Chã das Caldeiras (Incertitude sur le nombre exact d'individus).*

❖ Les dynamiques d'évacuation en urgence et de relogement temporaire des populations sinistrées

L'éruption du 12 juin 1951 est la première à avoir affecté la communauté de Chã das Caldeiras, 34 ans après sa création. En lien avec l'enclavement du village et l'impact relativement faible de l'éruption sur cette localité, les habitants n'ont pas été déplacés par les autorités. Ils ont simplement pris l'initiative de marcher jusqu'à Fernão Gomes, lieu-dit situé à l'entrée nord-est de la caldera. Par contre, les habitants d'autres villages (Cova Matinho, Tinteira et d'Estância Roque) ont été déplacés vers la localité de Roçadas sous le commandement du Gouverneur du Cap-Vert, Carlos Alberto Garcia Alves Roçadas[3], et celui de l'administrateur de Fogo, Luis Silva Rendall. Dans une *morna* (musique traditionnelle capverdienne) de l'époque composée par un certain Bareto (un infirmier), il est d'ailleurs précisé que les autorités de l'île sont venues aider les habitants de la zone Est de l'île :

« *Un mardi matin, par un jour clair, j'ai entendu le cri douloureux du peuple :"Volcan, Volcan !" Monsieur Rendall et Monsieur Docteur sont partis vers l'est chercher les gens de Cova Figueira, effrayés, qui regardent la mort.* »

La figure ci-dessous (**figure 6.2**) permet de visualiser les dynamiques de mobilité lors de l'éruption[4].

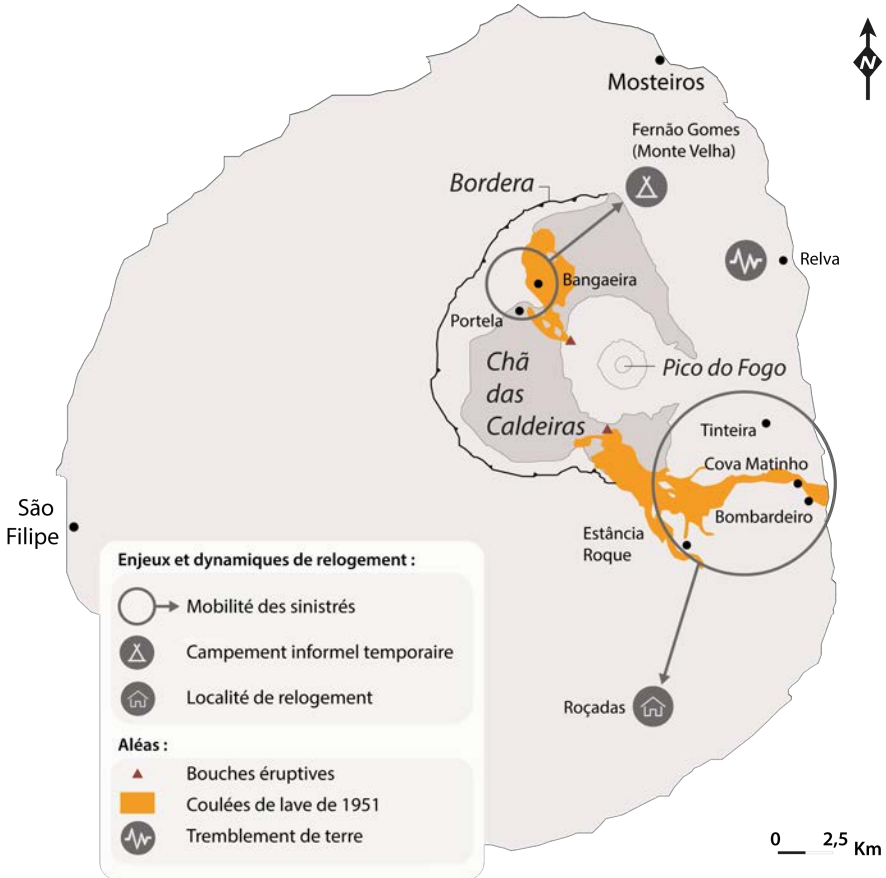


Figure 6.2. Mobilité des sinistrés pendant l'éruption de 1951 à Fogo.

[3] Gouverneur du Cap-Vert entre 1950 et 1953.

[4] En l'absence de données précises, le nombre exact de personnes déplacées n'est pas indiqué. Les auteurs Nacimento *et al.* (2016) évoquent environ 200 personnes déplacées, cependant ce chiffre semble très faible, au regard du nombre de localités touchées.

Compte tenu de l'absence d'intervention étatique à Chã, aucun conflit n'a vraisemblablement eu lieu entre la population de Chã et les autorités en 1951. En revanche, Orlando Ribeiro évoque la désobéissance des populations des villages situés à l'est de l'île : *"L'administrateur a cherché à dominer la situation en faisant évacuer la population proche des coulées de lave qui avançaient vers Estância Roque et Cova Matinho. Les gens voulaient fuir vers la ville, mais des mesures sévères ont été prises pour les en empêcher et diriger les gens et les animaux vers Fonte Aleixo, où une citerne laissée intacte par l'éruption permettait d'assurer les besoins en eau. Mais la panique des populations a fait que le mouvement vers la ville a continué »* (Ribeiro, 1954). Cette utilisation du terme « panique » pour définir le comportement des populations pose question. En effet, la panique se définit comme un comportement hors de toute rationalité : or la fuite pour se mettre en sécurité est un comportement tout à fait rationnel, il semble donc incorrect de parler de panique. Selon Alejandro Lopez-Carresi (2014, p.144), la panique comme réaction courante au moment où la catastrophe frappe relève plus du mythe que de la réalité, et que dans les faits, cette réaction est rare et insignifiante.

Lors de l'éruption du 2 avril 1995, seul le village de Chã das Caldeiras a été touché par l'éruption. L'unique route reliant Chã au reste de l'île ayant été coupée par la coulée de lave, les habitants se sont dirigés avec leurs affaires vers Fernão Gomes (Monte Velha), empruntant le même chemin de terre situé à l'est de la caldera que celui de 1951 (**figure 6.2** ; **figure 6.3**). La majorité de la population a évacué pendant la nuit via cette route, reproduisant le schéma d'évacuation de l'éruption précédente. Néanmoins, ce chemin reliant Chã à Mosteiros étant relativement escarpé et dangereux (une personne eut la jambe cassée pendant la descente et de nombreuses chutes ont eu lieu), les personnes les plus âgées, pour qui le chemin de nuit n'était pas praticable dans l'obscurité, ont attendu le lendemain et se sont réfugiées sur le Monte Amarello, une excroissance de la bordera qui surplombe le village.

En raison de la chute de cendres et de poussières volcaniques sur la zone est de l'île et de la crainte de voir se développer des coulées de lave sur les pentes est du volcan, la plupart des habitants d'Achada Grande, Relva, Tinteira, Cova Matinho, Cabeça Fundão, Cova Figueira, Estança Roque (villages qui ont pour particularité d'être situés sur le trajet des coulées de lave de 1951), a évacué et ces personnes ont été les premières à se présenter dans les camps de réfugiés (Mota Gomes & Rodrigues., 1997). La rapidité de l'évacuation de ces villages sans intervention étatique est révélatrice d'une bonne conscience du risque en lien avec le précédent évènement éruptif. Ainsi, 22% des personnes évacuées étaient originaires de ces villages pourtant épargnés par l'éruption de 1995 (**figure 6.3**). D'après les sources disponibles, au total, 1008 personnes ont été évacuées, dont 574 personnes ont été déplacées à São Filipe, 133 à Patim, 116 à Achada Furna, 18 à Mosteiros, tandis que le nombre restant s'est dispersé dans d'autres localités chez des amis ou de la famille (**figure 6.4**).

	Nombre d'individus	Famille	Par rapport au total (en %)
Portela	365	66	36
Bangaeira	303	63	30
Boca Fonte	116	20	12
Total Chã das Caldeiras	784	149	**78**
Tinteira	93	16	9
Autres (Cabeza Fondo, Cova Figueira, etc.)	131	24	13
Total autres villages	224	40	**22**
TOTAL	**1008**	**189**	**100**

Figure 6.3. Population évacuée pendant l'éruption de 1995 par localité d'origine (Source : Correia et al., 1997).

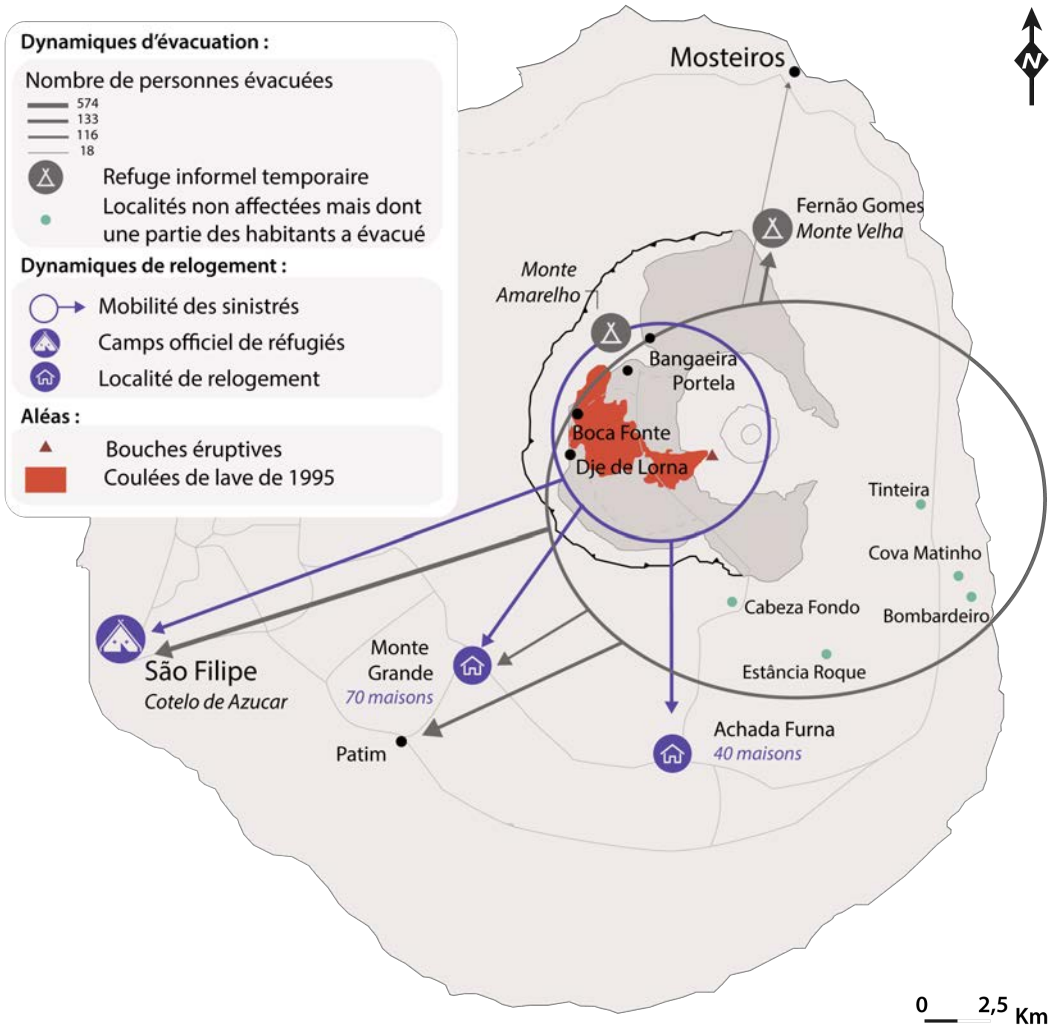


Figure 6.4. Mobilité des sinistrés pendant l'éruption de 1995 à Fogo.

Contrairement à l'éruption précédente, l'ordre a été donné d'évacuer la caldera sous la direction des autorités nationales et locales[5]. Cette mesure a été adoptée seulement après la destruction de Boca Fonte, à un moment où une grande partie de la population, en particulier les femmes et les enfants, avaient déjà quitté le territoire (Nascimento *et al.*, 2016). D'après les statistiques disponibles, dans les camps de déplacés, la population en provenance de Chã était de 784 personnes appartenant à 149 familles, alors que la population de Chã était de 850 personnes. Autrement dit, si 92% des habitants de Chã ont quitté la caldera, 8% sont restés (ces calculs sont discutables, étant donné l'incertitude sur les chiffres exactes, qui diffèrent d'un texte à l'autre). Toutefois, plusieurs témoignages attestent d'une résistance de certains habitants à quitter la caldera, face aux autorités, qui tentaient d'évacuer par la force les personnes récalcitrantes (voir la figure 6.1, cf. entretien avec Antonino Teixeira, 2011 ; Nascimento *et al.*, 2016).

[5] Parmi les différents acteurs institutionnels impliqués, on retient le Premier Ministre de l'époque, Dr. Carlos Veiga, le maire de São Filipe Dr. Eugénio Miranda Veiga et celui de Mosteiros, Hugo Rodrigues. Ceux-ci ont joué un rôle clé dans la gestion de crise, en partenariat avec l'armée chargée de l'évacuation des habitants. Plusieurs ONG. Des institutions publiques et privées ont également été impliquée afin de créer les conditions nécessaires au relogement des sinistrés (Nunes, 2015, p.132).

❖ Comparaison des dommages liés aux dernières éruptions

◆ Impacts sur le logement, les infrastructures et les biens

Lors de l'éruption de 1951, l'est de l'île, en particulier la zone située entre Cova Figueira, Mosteiros et Tinteira a subi des pertes importantes (Cova Matinho avec 17 maisons détruites, suivi par Estância Roque avec 11 maisons détruites). Au niveau des infrastructures, la canalisation d'eau en provenance de Chã das Caldeiras qui desservait les populations du sud-est de l'île a été couverte et fondue par la lave. Une importante citerne (*cisterna de Baleia*) servant Corvo et Relva a aussi été détruite, et la route située à l'est de l'île a été coupée sur une distance d'un kilomètre. D'après Ribeiro, ces constructions, bien que prioritaires pour l'économie de l'île, ont été difficiles à remplacer rapidement.

De son côté, Chã das Caldeiras n'a été que modérément atteint. Seules quelques maisons situées à Bangaeira ont été détruites. D'autre part, à cette époque, la population n'atteignait pas 100 individus et le village ne comptait guère plus qu'une douzaine de maisons (Ribeiro, 1954). Aucune infrastructure n'a été détruite puisqu'il n'y avait ni route pour atteindre le village (construite à partir de 1972), ni école, ni poste de santé (cf. entretien avec Antoninho Teixeira, 2011).

Concernant l'éruption de 1995, la lave s'est répandue uniquement à l'intérieur de la caldera. Pendant les 44 ans séparant ces deux éruptions, le village a connu une croissance démographique importante, atteignant 850 habitants occupant approximativement 150 maisons. Néanmoins, les dommages sur le foncier ont cette fois encore été relativement limités. En effet, la lave n'a atteint qu'une partie relativement faible des lieux résidentiels de la caldera, les localités de Bangaeira et Portela, qui concentraient la majorité des habitations, ayant été épargnées. Seuls les hameaux de Boca Fonte et Dje de Lorna ont été atteints, avec 13 maisons détruites, soit 8,6% du bâti (**figure 6.5**).

La plupart des infrastructures publiques étant situées à Bangaeira et Portela (Mota Gomes & Rodrigues, 1997), comme l'école primaire, le poste sanitaire, deux églises (adventiste et catholique), elles ont donc été également épargnées. Au-delà de la route détruite en début d'éruption, seule la coopérative viticole située à Boca Fonte a été détruite par lave (**figure 6.5**), une fois que les habitants eurent le temps d'évacuer toutes les machines et de mettre le vin en zone sûre.

Figure 6.5. À gauche, façade de l'ancienne coopérative viticole avec la coulée de lave de 1995 en arrière-plan (Chouraqui, 2013) ; à droite, funco situé à Boca Fonte qui va bientôt être recouvert par la lave (carte postale, N/D).

Au final, il semble que les habitants aient subi des pertes matérielles relativement faibles, mais il n'existe pas de données chiffrées précises. Concernant les animaux, il n'y a pas non plus d'inventaire chiffré, on mentionne seulement que « *de nombreux animaux sont morts, mais le nombre exact est inconnu* » (Nacimento *et al.*, 2016). Interrogées sur les endommagements subis lors des éruptions passées dans le questionnaire MIA-VITA en 2011, la moitié des personnes enquêtées (51,7%) disent avoir perdu du terrain, 25,9% du bétail, 24,1% leur maison, et 15,5% affirment avoir subi des vols (**figure 6.6**).

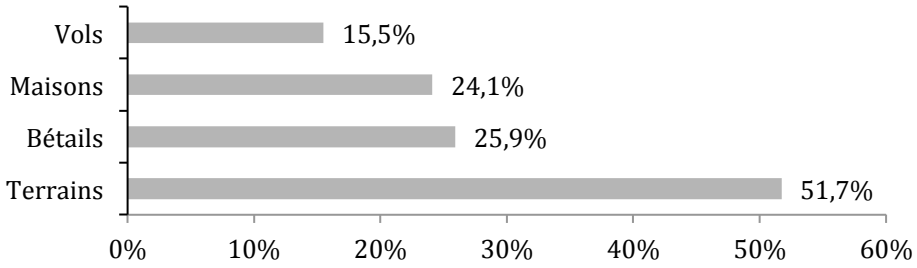


Figure 6.6. Endommagements subis lors des éruptions passées (questionnaire MIA-VITA 2011).

- Impacts sur les activités agricoles

Il n'existe pas de données chiffrées sur les pertes agricoles pour **l'éruption volcanique de 1951,** mais Ribeiro évoque d'importantes pertes de terrains agricoles et bétail au niveau des villages situés à l'est de la caldera. Il précise que plusieurs hectares de terrain ont été détruits à Estança Roque. Les dommages les plus coûteux concernaient les terrains de culture. Néanmoins, Chã das Caldeiras a été relativement épargné : seule une petite partie des terrains et des maisons (tous situés à Bangaeira), ont été touchés.

Au contraire, l'agriculture a été particulièrement touchée par **l'éruption de 1995** : environ 17% (48,8 ha) des terres arables ont été détruites, et les zones les plus fertiles pour les productions de pommes de terre, de haricots et de manioc ont été recouvertes par la lave. Cependant, seulement 8,5% des familles ont perdu la totalité de leurs terres agricoles et 41,2% une partie de celles-ci (Correia et *al*, 1997). L'année de l'éruption, la production agricole n'a pas atteint 10% de sa moyenne habituelle : par exemple, un agriculteur qui produisait entre 100 à 200 kilos de manioc, n'en a produit que 10 cette année-là (Andrade Gonçalves, 2008). La production viticole de 1995 a été nulle cette année. En effet, la production de raisin a été presque entièrement perdue et la coopérative entièrement détruite alors que, les années précédentes, elle produisait 10 000 litres de vin par an.

- Impacts sur la santé et les personnes physiques

Comme c'est le cas pour la majorité des éruptions de Fogo, aucune perte humaine n'a été déplorée lors des éruptions de 1995 et 1951. En effet, sur l'ensemble des éruptions de Fogo, seule l'éruption de 1847 a provoqué la mort d'une fillette de 6 ans qui a été ensevelie dans une maison effondrée (témoignage de Vasconcelos cité dans Ribeiro, 1954). Concernant **l'éruption de 1995**, mis à part quelques cas de contusions en lien avec les chutes lors du départ en direction de Fernão Gomes, une jambe cassée, des infections respiratoires aiguës et des problèmes de peaux, aucune victime grave n'a été référencée (Andrade Gonçalves, 2008). Il n'y a aucune information sur **l'éruption de 1951** concernant les blessés, ce qui ne signifie pas qu'il n'y en ait pas eu.

En ce qui concerne la santé mentale des sinistrés, le vocabulaire utilisé par Orlando Ribeiro pour décrire certains comportements pendant **l'éruption de 1951** donne l'impression d'une certaine confusion : même si l'utilisation du terme « panique » doit être relativisée, il parle de gens affolés, en fuite. Concernant **l'éruption de 1995**, selon le professeur et docteur Alberto Mota Gomes, présent sur place pendant toute l'éruption, les premiers moments de l'éruption accompagnés de « *grondements et de tremblements de terre ont provoqué des situations nerveuses difficiles, avec des cas de perte de contrôle et de grande confusion parmi les habitants de Chã das Caldeiras* » (cité dans Andrade Gonçalves, 2008).

- **Échec des tentatives de relogement et retour au village : opposition entre logiques exogène et endogène**

> « *Chã das Caldeiras a non seulement vu comment les laves fraîches construisent de nouveaux paysages, mais aussi comment leurs habitants partent et reviennent dans le temps d'un battement volcanique »* (Nascimento *et al.*, 2016).

Qu'il s'agisse de l'éruption 1951 ou de celle de 1995, le gouvernement du Cap-Vert a mis en place des programmes de reconstruction en dehors des zones définies comme représentant un risque de péril pour les vies humaines. Néanmoins, malgré cette volonté étatique réitérée de créer des relogements permanents pour les sinistrés, ceux-ci ont dans leur majorité fait le choix de revenir dans leur localité d'origine, et leur départ vers d'autres localités de l'île a été uniquement provisoire. Cette « habitude » de partir pour revenir des populations affectées, qui a déjà été décrite pour les éruptions antérieures, se vérifie donc pour les éruptions de 1951 et 1995.

En 1951, pour pallier la perte de leurs maisons et de leurs champs, certains sinistrés ont été relogés dans une nouvelle localité, Roçadas[6], créée spécialement à cette occasion. Mais la construction de 32 maisons et d'une boutique n'a pas suffi à maintenir les réfugiés sur place. Peu de temps après l'éruption, la majorité d'entre eux sont retournés dans leur village d'origine. À ce propos, Ribeiro raconte que lors de sa visite du village en 1953, soit 2 ans après l'éruption de 1951, *« personne à part les gardes ne dormait encore à Roçadas* » (Ribeiro, 1954). Néanmoins, et bien que cette tentative de relogement se soit soldée par un échec, Roçadas comporte encore aujourd'hui 519 habitants (recensement de la maire de Santa Catarina, 2010), qui ont gardé des liens forts avec les habitants de Cova Matinho, Tinteiras, Bombardeiro et Estância Roque (Fausto Rosario, entretien de mars 2016).

En 1995, le gouvernement a commencé par ordonner la construction d'un campement unique sous tentes à São Filipe, dans la zone de Cotelo de Azucar. Ce campement, rebaptisé « Tchàzin » (petit Chã) a accueilli les personnes déplacées pendant près d'un an. D'après plusieurs témoignages, les conditions de vie étaient difficiles, malgré la construction d'une école, d'une église et d'un centre médical de base. Les mauvaises conditions de vie de Tchàzin sont évoquées dans 39,7% des réponses au questionnaire MIA-VITA de 2011.
Par la suite, afin d'éviter que les habitants reviennent vivre à Chã, le gouvernement a fait construire des maisons de relogement, usant de la même stratégie qu'en 1951 avec la création du village de Roçadas. Cette fois, les maisons ont été implantées dans deux villages préexistants, avec 40 maisons à Achada Grande et 70 à Monte Grande. Construites avec l'aide financière du gouvernement allemand, ces maisons faisaient partie d'un projet de création d'un parc naturel de type radical, dont l'enceinte devait rester totalement inhabitée (cf. entretien avec Franz Hegel, 2011). Selon Furtado (2001, cité dans Nascimento *et al.*, 2016), ce projet s'est accompagné de l'interdiction de mettre en place des services publics à Chã (école primaire, école maternelle et centre médical de base) et donc de récréer un village.

Malgré cette interdiction de revenir habiter à Chã et en dépit des dommages plus conséquents qu'en 1951, les habitants sont peu à peu retournés vivre dans leur village dans les années suivant l'éruption, abandonnant les maisons construites par le gouvernement. Peu de temps après l'éruption de 1995, la reconstruction informelle et spontanée a commencé à Chã das Caldeiras. Les habitants de Chã ont

[6] Du nom du Gouverneur de l'époque, Carlos Alves Roçadas, dont il a déjà été fait mention.

majoritairement vécu pendant un an dans le campement sous tentes de Cotelo de Azucar mais ont commencé les opérations de reconstruction spontanée de leur village dès la fin de l'éruption, avant même que débute le programme de relogement permanent mis en place par le gouvernement à Monte Grande et Achada Furna. Ces maisons ont été construites pour la réinstallation permanente de la population. Pourtant, si la plupart des familles ont passé un temps dans ces maisons (entre quelques mois et 3 ans en moyenne), rares sont ceux qui sont restés dans les villages, la plupart des bénéficiaires de ces maisons les ayant peu à peu désertées dans les années suivant l'éruption pour retourner à leur domicile à Chã das Caldeiras.

Au lieu d'un progrès linéaire et continu, l'histoire semble être s'inscrite dans une boucle dont le caractère cyclique est souligné par la similitude entre le programme de relogement permanent de 1951 et celui de 1995, qui l'un comme l'autre, n'ont pas empêché le retour des populations dans leur village d'origine. Cette répétition des mêmes stratégies institutionnelles, malgré leur échec, questionne le modèle utopique et positiviste d'une histoire-progrès, dans laquelle les apprentissages issus des leçons passées auraient dû permettre de repenser et de redéfinir en profondeur ces mesures. En 1951 comme en 1995, les logiques étatiques exogènes sont ainsi entrées en contradiction avec les logiques informelles endogènes de reconstruction :

- Pour l'État capverdien, dans les deux cas, la nécessité première a été de reloger les habitants en dehors des zones à risque dans une logique de réduction de l'exposition aux menaces et donc de créer de nouveaux logements pour ceux-ci.
- Au contraire, pour les habitants, une fois l'évacuation effectuée et la crise volcanique apaisée, l'urgence première était de repartir vivre au village quitte à reconstruire informellement les maisons, et ainsi retrouver au plus vite une activité économique pour survivre. Cela signifie-t-il pour autant que la menace volcanique soit dénigrée par les habitants ? Il s'agit de creuser davantage les causes profondes qui expliquent ces dynamiques de retour.

6.1.2. Causes économiques des dynamiques de retour et capacités adaptatives à se relever des crises

◆ Retrouver Chã : une exposition à la menace choisie, aux causes économiques profondes

Ce choix de ne pas rester dans ces lieux de relogement pour retourner dans les zones exposées peut être à première vue interprété comme un comportement dangereux d'exposition à la menace volcanique mal perçue et un défaut de prévoyance. Pourtant, loin de nier la réalité des menaces volcaniques auxquelles ils sont exposés, les habitants étaient conscients, à 79,3% des répondants interrogés (MIA-VITA, 2011), qu'ils allaient subir une nouvelle éruption dans le futur (**figure 6.7**).

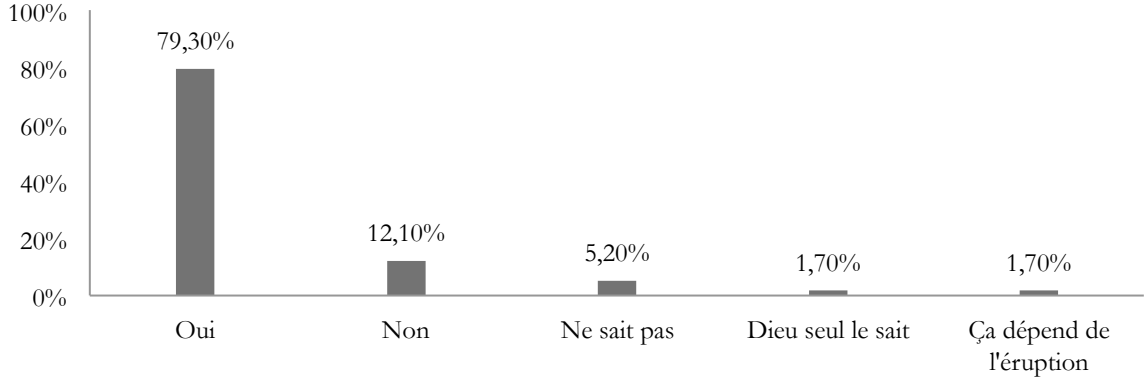


Figure 6.7. Réponses à la question : Pensez-vous pouvoir être affecté par une prochaine éruption ? (Source : questionnaire MIA-VITA réalisé en 2011)

Selon les données issues du questionnaire réalisé en 2011 (MIA-VITA), les principales raisons ayant motivé le retour des habitants à Chã das Caldeiras après l'éruption de 1995 sont d'origine économique, avec 65,5% des réponses. En effet, l'absence de moyens d'existence (travail) dans les villages de relogement est largement citée. S'agissant de communautés paysannes pauvres, sans capacité d'épargne, écourter le plus possible leur séjour dans les centres de relogement temporaire était ainsi essentiel. En effet, leurs moyens d'existence reposant sur le duo agriculture/élevage, qui plus est de type plus vivrier que commercial, la relocalisation dans des camps ou villages de relogement éloignés de leurs terres les a non seulement privés de rémunération (en nature) pendant toute la durée du relogement, mais a également compromis la reprise de leur activité, fragilisant à la fois les cultures et les animaux, vulnérables face à l'absence de soins, sans compter le risque de vol des outils de production. En effet, la trop grande distance entre les zones de relogement et les terres agricoles à Chã das Caldeiras (les villages d'Achada Furna et Monte Grande étant respectivement situés à une distance de marche de 3 à 5 heures de la caldera), a entravé la mobilité quotidienne vers Chã en l'absence de transports publics et a aggravé la situation socio-économique des familles. Il apparaît ainsi clairement que c'est parce qu'ils ont été privés d'alternatives économiques et donc de ressources au sens large, que les réfugiés sont peu à peu retournés dans leur village d'origine pratiquer leurs activités agricoles (élevage et agriculture), activités impossibles à développer dans les nouveaux villages, en l'absence de terrain.

L'attachement au territoire a également été cité comme cause de retour par 41,1% des réponses. Les répondants insistent d'ailleurs davantage sur les ressources présentes à Chã, notamment la grande fertilité des terres (qui a été « le » facteur expliquant l'installation des premiers pionniers dans la caldera) et plus tard le fort potentiel touristique, que sur les menaces. A ce sujet, Nemesio Perez, volcanologue de MAKAVOL, précise dans *Fogo na Boca* (34:08 :09 à 00:34:33:04) *« Si tu vis dans une zone de risque, c'est parce que les bénéfices que tu as sur une longue période sont supérieurs. Une éruption, combien de temps ça dure ? Deux ou trois mois. Elle détruit pendant ces deux ou trois mois. Mais vivre dans une zone avec d'excellentes conditions pour développer une activité agricole, ça, c'est sur une échelle de temps bien plus grande ».*

Par ailleurs, la question sociale et notamment le rapport à l'espace domestique sont également essentiels pour expliquer l'abandon des maisons de relogement : « *Monte Grande, quand on était là-bas, on n'avait nulle part où prendre du bois. Pas d'endroit pour l'eau, pas d'endroit pour les enfants. Seulement cette maison pour rester à l'intérieur d'elle. Comme ça, on ne peut pas vivre, on ne peut pas vivre ! Alors qu'à Chã das Caldeiras, on vit !* » (cf. entretien Verta, film *Na Boca de Fogo*, 2011). Ces maisons ne sont en effet pas adaptées aux pratiques de l'habiter des bénéficiaires. Tout d'abord, avec seulement deux pièces, elles sont trop petites par rapport au modèle type de foyer à Chã, qui se compose en moyenne de 5 personnes. Construites dans un style urbain, elles n'offrent pas non plus la place pour les outils agricoles et/ou les animaux et ne possèdent pas de champs attenants permettant d'obtenir du fourrage). Ainsi, 10,3% des répondants au questionnaire MIA-VITA disent préférer leurs maisons à Chã à celles construites par le gouvernement : « *nos maisons [celles de relogement] sont belles, mais il n'y a pas la place pour une poule* » (Correia *et al.*, 1997, dans Nacimento *et al.*, 2015). De plus, d'après plusieurs témoignages, elles ont été construites avec des matériaux de mauvaise qualité, comme les toitures qui n'empêchent pas à l'eau de s'infiltrer pendant la saison des pluies. Elles n'ont pas été dotées d'équipement sanitaire, de cuisine, de branchement d'eau ou encore d'installation électrique. L'insalubrité et la promiscuité dans les maisons de relogement n'offrant pas des conditions de vie décentes aux réfugiés, sont des facteurs supplémentaires ayant motivé le départ.
Enfin, le relogement institutionnel a eu pour effet de créer des ruptures et désorganisations au sein de

leur réseau d'attachements sociaux, basé sur des liens de sociabilité forts entre les membres d'une famille et du village. Ces interactions soutenues entre les personnes ont en effet été mises à mal par la dispersion des sinistrés entre les différents villages de relogement[7].

Ainsi, le déplacement forcé de populations vers des zones moins exposées au risque volcanique apparaît comme une mesure inadaptée à réduire efficacement la vulnérabilité des populations. Au contraire, du point de vue de la reprise économique et de la sauvegarde des moyens d'existence à travers la crise, cette mesure participe en effet à aggraver les pertes secondaires et à terme la vulnérabilité des populations sinistrées, qui voient leurs moyens d'existence altérés. Visant exclusivement à réduire l'exposition, elle reste au final inefficace en l'absence d'un plan de développement économique et social dans les zones de relogement. Dans ce sens, Annabelle Moatty remarque que « *le poids des contraintes structurelles (contraintes économiques, socio-culturelles et politiques) conditionne les choix des populations sur leurs lieux de vie, mais aussi sur leurs besoins et attentes en termes de reconstruction* » (Moatty, 2015, p.127). Ce programme de relogement constitue aussi un exemple parfait du manque de coordination entre les mesures émanant des instances nationales et internationales et les besoins des locaux, qui n'ont d'ailleurs jamais été consultés. Notons que ces résultats corroborent ceux de nombreuses recherches effectuées sur les risques ailleurs dans le monde, qui s'inscrivent dans le paradigme radical mettant l'accent sur les causes profondes socio-économiques de la vulnérabilité (Gaillard, 2007 ; Texier, 2009).

Néanmoins, même si le choix de relocaliser définitivement les habitants de la caldera n'était pas adapté aux besoins économiques des habitants sur le long terme, ces maisons constituent une solution de relogement temporaire et de refuge appréciable en cas d'éruption future. Elles ne doivent ainsi pas être considérées comme des dépenses inutiles, mais au contraire potentiellement comme une ressource importante. Pourtant, n'ayant jamais été envisagées comme telles, ni par les habitants, ni par les autorités, elles n'ont jamais été entretenues en prévision d'un nouvel évènement nécessitant une évacuation.

- **Le démantèlement des maisons de relogement : une solution-débrouille de court terme**

Dans la plupart des cas, les habitants qui ont choisi de retourner vivre dans la caldera ne se sont pas contentés d'abandonner les maisons de relogement, mais ont également prélevé le maximum de matériaux de construction et d'équipements possibles dessus (portes, fenêtres, etc.) afin de les utiliser pour la reconstruction ou l'amélioration des logements à Chã das Caldeiras (**figure 6.8**), laissant sur place dans les villages de relogement Monte Grande et Achada Furna des coquilles vides, les murs et le toit uniquement. En l'absence d'entretien, les maisons abandonnées se sont peu à peu dégradées et ont pour la plupart été pillées.

[7] Cette hypothèse de recherche est étudiée de manière détaillée par rapport aux mesures de relogement consécutives de l'éruption de 2014-2015, dans le chapitre 8.

Figure 6.8. Maison de relogement abandonnée à Monte Grande (Chouraqui, été 2012)

Là aussi, ce comportement à première vue condamnable, s'explique par des contraintes économiques et politiques sous-jacentes d'accès aux ressources, rendu plus difficile dans un contexte de post-catastrophe. Il apparaît au final complètement rationnel. En effet, les temps suivant une éruption se caractérisent par une diminution des revenus pour la plupart des sinistrés, qui, par voie de conséquence, n'ont pas forcément les moyens d'investir dans l'achat de matériaux de construction. Poussés par le besoin, ils profitent de « l'aubaine » d'avoir accès à des matériaux gratuits. En effet, en l'absence d'opération de remise en état du bâti à Chã soutenue par le gouvernement, ou de reconstruction des infrastructures essentielles (routes, écoles, poste de santé, etc.) permettant au collectif de fonctionner, les habitants ont dû se débrouiller pour restaurer les conditions indispensables pour habiter dans la caldera sans qu'aucune aide gouvernementale ne leur soit accordée pour cela.

Quoi qu'il en soit, cette détérioration généralisée va à l'encontre de l'idée d'une résilience des populations *via* la diversification des ressources et la création de solutions alternatives en cas de perte de ressource principale (« plan B »). Cette démarche aurait nécessité au contraire de prendre soin des maisons afin de se préparer aux futures éruptions. La logique de court terme consistant à se relever au plus vite en cherchant des solutions-astuces s'oppose ainsi à une logique préventive d'anticipation de long terme, qui chercherait à réunir les meilleures conditions possibles de survie matérielle et économique en cas de crise, dans un contexte d'exposition incontournable et récurrente aux menaces volcaniques. Ces deux options n'étant pas compatibles en l'absence d'un plan officiel d'accompagnement de la reconstruction à Chã, les habitants ont donc fait un choix qui témoigne de leur manière de prioriser et de hiérarchiser les menaces. Au lieu de s'assurer un lieu de refuge correct en cas de future éruption, et donc de « *s'adapter préventivement aux situations de crise redoutées en vue de préparer le « rattrapage dans les meilleures conditions (Gilbert, 2003, 24*) » (Quenault, 2013), ils ont préféré démanteler les maisons de relogement pour parer au plus pressé, selon eux et de manière très logique : reprendre leur vie économique à Chã et gagner de quoi manger.

Ainsi, l'enjeu économique immédiat et ancré dans le quotidien (menace de la pauvreté) a prévalu sur l'aléa extrême et lointain d'une future éruption. Autrement dit, la stratégie de long terme de résilience se heurte très nettement à la contrainte économique immédiate. Sa faisabilité repose donc sur une condition sine qua non : mettre en place un accompagnement officiel planifié et adapté, qui permette aux populations de retrouver une activité économique au plus vite.

- **Stratégies adaptatives pour préserver les moyens d'existence des habitants : continuités et « ruptures » (bifurcation) du système**

Les dynamiques observées pendant et après les éruptions de 1951 et de 1995 font apparaître des analogies remarquables dans l'étude des capacités organisationnelles depuis la phase de l'urgence jusqu'à celle du développement.

Tout d'abord, lors des deux éruptions passées, les stratégies informelles développées par les locaux dans le but de sauver les biens, les récoltes et les animaux traduisent une certaine résistance au choc. Par exemple, concernant les pratiques observées en 1951, Ribeiro remarque que « *les habitants ont désossé leurs maisons et ont mis à l'abri la pauvre garniture qui s'y trouvait* » (Ribeiro, 1954). En 1995, on trouve également des références aux efforts fournis par les habitants pour sauver leurs biens et leurs animaux. Ces conduites sont révélatrices d'une organisation des actions et de pratiques facilitatrices de reprise et de continuité économique, traduisant une capacité à anticiper la phase de réhabilitation des zones sinistrées. La phase de restauration débute donc pendant la gestion de l'urgence.

Deuxièmement, dans les deux cas, on observe des dynamiques informelles de reprise économique et de reconstruction rapide des territoires par les locaux. Concernant la période suivant l'éruption de 1951, Ribeiro évoque les capacités d'adaptation des habitants de l'est de Fogo, qui ont su et pu réparer ou reconstruire leurs maisons ainsi que leurs citernes. Par contre, rien n'est dit sur les comportements adoptés par les habitants de Chã dont le territoire n'a pas été autant affecté par l'éruption. En 1995, seul le périmètre de la caldera a été touché avec un impact plus important, en particulier sur les activités agricoles. Néanmoins, malgré la destruction d'une partie des moyens de production (8,5% des terrains et la coopérative viticole), la reprise économique a été facilitée par l'impact relativement limité de l'éruption sur le foncier, les habitations et les infrastructures.

Les deux catastrophes de 1951 et 1995 montrent que le système « Chã » a pu expérimenter à la fois continuité et rupture (bifurcation) de son système, illustrant le concept de résilience. En effet, alors qu'en 1951, « *la vie est revenue dans sa foulée habituelle* » (Ribeiro, 1954), indiquant un processus de retour à la normale et de continuité avec les tendances préexistantes (stabilité du système)[8], l'éruption de 1995 a produit une véritable évolution dans le système économique local, allant dans le sens d'une diversification des activités économiques avec l'apparition du tourisme dans la caldera et l'augmentation de la production viticole, aboutissant à une marchandisation de l'économie locale autrefois presque exclusivement vivrière et agricole. Ainsi, le phénomène de redressement (*recover*) et de reconstruction (*rebuilt*), s'est accompagné d'un réel renouvellement économique et social (*renew*) (Reghezza-Zitt et Rufat, 2015). Pour Nascimento *et al.* (2016), cette flexibilité et cette adaptabilité des populations locales constituent une preuve de leur résilience, selon la définition donnée à la résilience, entendue comme une capacité d'adaptation.

Ces capacités adaptatives certaines des habitants de la caldera face aux crises éruptives s'ancrent ainsi dans une histoire longue avec le volcan de Fogo, avec lequel les habitants ont su construire une relation ambivalente, entre menace et ressources, du fait des savoirs et savoir-faire solides qui constituent leur identité.

[8] Il mentionne également l'optimisme des habitants, en lien avec les précipitations abondantes des années suivant l'éruption, et, par conséquent, les rendements agricoles élevés et donc de nourriture.

- **Stratégies adaptatives pour préserver les moyens d'existence : continuités et « ruptures » du système**

Les dynamiques observées pendant et après les éruptions de 1951 et de 1995 font apparaître des analogies remarquables dans l'étude des capacités organisationnelles depuis la phase de l'urgence jusqu'à celle du développement.

Tout d'abord, lors des deux éruptions passées, les stratégies informelles développées par les locaux dans le but de sauver les biens, les récoltes et les animaux traduisent une certaine résistance au choc. Par exemple, concernant les pratiques observées en 1951, Ribeiro remarque que « *les habitants ont désossé leurs maisons et ont mis à l'abri la pauvre garniture qui s'y trouvait* » (Ribeiro, 1954). En 1995, on trouve également des références aux efforts fournis par les habitants pour sauver leurs biens et leurs animaux. Ces conduites sont révélatrices d'une organisation des actions et de pratiques facilitatrices de reprise et de continuité économique, traduisant une capacité à anticiper la phase de réhabilitation des zones sinistrées. La phase de restauration débute donc pendant la gestion de l'urgence.

Deuxièmement, dans les deux cas, on observe des dynamiques informelles de reprise économique et de reconstruction rapide des territoires par les locaux. Concernant la période suivant l'éruption de 1951, Ribeiro évoque les capacités d'adaptation des habitants de l'est de Fogo, qui ont su et pu réparer ou reconstruire leurs maisons ainsi que leurs citernes. Par contre, rien n'est dit sur les comportements adoptés par les habitants de Chã dont le territoire n'a pas été autant affecté par l'éruption. En 1995, seul le périmètre de la caldera a été touché avec un impact plus important, en particulier sur les activités agricoles. Néanmoins, malgré la destruction d'une partie des moyens de production (8,5% des terrains et la coopérative viticole), la reprise économique a été facilitée par l'impact relativement limité de l'éruption sur le foncier, les habitations et les infrastructures.

Les deux catastrophes de 1951 et 1995 montrent que le système « Chã » a pu expérimenter à la fois continuité et rupture (bifurcation) de son système, illustrant le concept de résilience. En effet, alors qu'en 1951, « *la vie est revenue dans sa foulée habituelle* » (Ribeiro, 1954), indiquant un processus de retour à la normale et de continuité avec les tendances préexistantes (stabilité du système)[8], l'éruption de 1995 a produit une véritable évolution dans le système économique local, allant dans le sens d'une diversification des activités économiques avec l'apparition du tourisme dans la caldera et l'augmentation de la production viticole, aboutissant à une marchandisation de l'économie locale autrefois presque exclusivement vivrière et agricole. Ainsi, le phénomène de redressement (*recover*) et de reconstruction (*rebuilt*), s'est accompagné d'un réel renouvellement économique et social (*renew*) (Reghezza-Zitt et Rufat, 2015). Pour Nascimento *et al.* (2016), cette flexibilité et cette adaptabilité des populations locales constituent une preuve de leur résilience, selon la définition donnée à la résilience, entendue comme une capacité d'adaptation.

Ces capacités adaptatives certaines des habitants de la caldera face aux crises éruptives s'ancrent ainsi dans une histoire longue avec le volcan de Fogo, avec lequel les habitants ont su construire une relation ambivalente, entre menace et ressources, du fait des savoirs et savoir-faire solides qui constituent leur identité.

[8] Il mentionne également l'optimisme des habitants, en lien avec les précipitations abondantes des années suivant l'éruption, et, par conséquent, les rendements agricoles élevés et donc de nourriture.

- **Des connaissances sur les effets physiques des éruptions.** Exprimées en termes qualitatifs, elles leur permettent de reconnaître les types de lave, les phases éruptives et d'interpréter les changements de l'activité volcanique. Ces capacités des habitants reposent sur leur aptitude à *voir* - voir l'éruption, voir la colonne de fumée et de gaz, voir la coulée de lave ; à *sentir* – sentir les tremblements de terre, reconnaître l'odeur de soufre ; à *mesurer* - mesurer la vitesse d'avancée de la lave en se servant de pierres disposées à égale distance sur le sol et ainsi pouvoir estimer la vitesse de la coulée (**figure 6.9**). Ils ont aussi conscience de la variabilité du phénomène éruptif sur l'île de Fogo. Antoninho Teixeira explique ainsi : « *L'île de Fogo, le volcan, il est partout, peu importe où on va, on trouve le volcan. Le volcan d'ici, il est à Catala, à Ginebra, à Montanha Sora, partout où on va, il y a beaucoup de volcans. Et on ne peut pas savoir où il va exploser. Quand il se prépare à exploser, il nous avise. Il nous donne des tremblements de terre, il nous dit comme quoi il est proche de venir, les animaux aussi qui ont peur.* » Les personnes âgées, qui ont vécu une ou plusieurs éruptions passées, jouent un rôle clé dans la transmission de ces savoirs, comme pour ce témoignage issu du mémoire de Mélanie Fransolet : « *En 95, au mois de février il y avait beaucoup de vent, beaucoup de vent. Moi je n'avais jamais vu du vent comme ça. Ma grand-mère disait souvent qu'elle avait déjà vu ça une fois dans sa vie, c'était avant l'éruption de 51. Mais elle disait ça, ça rentrait par une oreille et ça sortait par l'autre. Pour nous, c'était une chose bête, le volcan, il n'a rien à voir avec le vent, quoi. Mais après, j'ai entendu d'autres gens dirent la même chose : « Ce vent-là, c'est terrible ! Mais c'était juste avant l'éruption de 51 qu'on a vu un vent comme ça* » (Fransolet, 2011, p.29).

- **Des connaissances sur les destructions potentielles qu'ils peuvent subir.** L'ensemble des répondants au questionnaire MIA-VITA affirme savoir qu'ils risquent de subir des pertes lors d'une éventuelle éruption future. Ils sont capables d'énumérer les différents types d'endommagement envisageables : les pertes des maisons, des terrains, des animaux et des récoltes sont les plus citées, devant les conséquences sur les activités économiques et sociales (arrêt du travail, arrêt de l'école, isolement, perte de liens sociaux avec le relogement).

- **Des connaissances sur la marche à suivre pendant une évacuation**. Les habitants se basent sur les expériences de 1951 et de 1995 pour savoir comment et où mettre à l'abri leurs biens et leurs animaux, quels chemins emprunter pour éviter les coulées de lave, où dormir (en hauteur et hors des maisons détruites ou rendues dangereuses par les secousses sismiques ainsi que par l'avancée des coulées de lave, tout en évitant les projections volcaniques). Ces aptitudes des habitants sont en grande partie liées à leur capacité d'organisation, de coordination et de répartition des rôles au sein de la communauté et des familles étendues. Cette observation fait écho aux travaux de López-Carresi (2014), qui déconstruit les idées reçues à propos des « comportements sociaux asociaux », lors de catastrophes naturelles. Il défend que dans la réalité, on observe le plus souvent « *une grande solidarité pouvant aller jusqu'à l'abnégation et à l'héroïsme* » (López-Carresi *et al.*, 2014).

- **Des connaissances leur permettant de remettre eux-mêmes en état leur village.** Après l'éruption de 1995, Chã das Caldeiras s'est relevé malgré l'interdiction étatique de reconstruire dans la caldera. L'impact limité sur le bâti a facilité ce retour rapide des

habitants, la majorité d'entre eux n'ayant pas perdu leur maison. Épaulés par des ONG[12], ils ont entrepris de reconstruire ou de réparer les maisons qui pouvaient l'être et les infrastructures endommagées ou détruites, sans aide financière de la part du gouvernement[13].

Figure 6.9. Repères « artisanaux » pour estimer la vitesse d'avancée de la lave (Chouraqui, novembre 2014).

Cette dernière capacité repose sur des aptitudes et des savoir-faire ordinaires dans une continuité historique et sociale. En effet, au Cap-Vert, en milieu rural mais aussi dans les quartiers informels des villes, ce sont généralement les habitants qui construisent leurs maisons sans solliciter les acteurs institutionnels, avec l'aide des voisins, de la famille, des amis. C'est ce qu'on appelle au Cap Vert, *djuntamon* (littéralement « joindre les mains »). Construire sa maison, son église, sa route, fait donc partie des compétences courantes pour une communauté appartenant à la classe rurale et populaire de la société capverdienne[14]. La fête du *Pom Betom,* qui marque la fin de la construction d'une maison, véritable institution au Cap-Vert, fournit un bon exemple d'entraide communautaire traditionnelle. A cette occasion, la communauté se réunit pour aider les membres d'un foyer à couler la chape de béton sur le toit et fêter la nouvelle demeure. Sur la photo prise en juillet 2013 à Portela, on voit la maison en construction de Nicolão Fernandes, de nombreuses personnes viennent aider le propriétaire de la maison sans question de rétribution : à cette occasion, nourriture et *grogú* (rhum artisanal) ont été simplement offerts (**figure 6.10**).

[12] En particulier COSPE, ONG italienne présentée en **chapitre 1** qui a joué un rôle important dans le développement de la viticulture.

[13] Ici, on note que le travail de COSPE à Chã das Caldeiras a commencé pendant la période de reconstruction informelle du village, à un moment où le gouvernement du Cap-Vert voulait forcer les habitants à quitter définitivement le village. L'ONG a donc entrepris d'aider au retour des habitants à Chã en contradiction avec les mesures étatiques d'éviction territoriale, ce qui est paradoxal puisque son action a été menée en partenariat avec un programme du ministère de l'Agriculture (Programme de développement de la fruiticulture au Cap-Vert).

[14] Ces formes d'entraide sont un marqueur des identités rurales et paysannes. À ce titre, elles peuvent être observées dans de nombreuses campagnes du monde et existaient aussi dans la France paysanne d'avant les années 1950.

Figure 6.10. Fête du Pom Betom à Portela (Chouraqui, juillet 2013).

- **Le volcan comme catalyseur identitaire et artistique**

> *L'encre était toujours dans l'encrier comme de la lave figée dans le cratère d'un volcan. Tout encrier ne peut-il pas, aujourd'hui, devenir un Vésuve ?*
>
> *(Balzac, 1840, p. 3)*

La représentation du volcan de Fogo dans les productions artistiques locales permet en quelque sorte d'accéder à la vie privée et l'intimité unissant le territoire volcanique de Fogo et ses habitants, marquées par une fréquentation quotidienne, intense et ancienne. En explorant un corpus de chansons et de poèmes constitué sur le thème du volcan de Fogo, on accède aux représentations profondes issues de la « construction culturelle » des habitants autour de leur territoire, dans une démarche en partie similaire à celle d'Antonella Tuffano sur les constructions culturelles autour des paysages volcaniques vésuviens, croisant observations scientifiques, descriptions littéraires et représentations artistiques (Tufano, 2016).

À Fogo, même si rien n'est écrit, la somme de savoirs peut être considérée comme une « lecture du Volcan, » qui repose sur un ensemble de connaissances basées sur la somme de connaissances acquises par voie d'expérience et transmises par héritage, qui, avec le temps et dans un mouvement perpétuel, se mêlent et se fondent. Dans cette culture de l'oralité, la transmission est faite d'une matière composite, mêlant images, sons, musiques, et verbes. Cette lecture sans écrit du volcan forme la base d'une capacité collective, dans le sens où elle construit, pérennise et renouvelle, entre constances et variations, une histoire faite de voix, de visages, de paysages, porteurs de valeurs et de signification pour ces communautés.

Elle prend la forme d'un art, imprégnant les chansons, se glissant dans les peintures, colorant les poèmes. Véritable emblème de l'île, des productions artistiques de toute nature abondent autour du volcan de Fogo. À cause de leur importance dans la société capverdienne (voir chapitre 3), la musique et les poèmes locaux occupent une position centrale dans la traduction, fondée sur les sentiments et les sensations, de la symbolique autour du volcan de Fogo. Artistes, musiciens et poètes de Fogo participent donc activement à la dynamique sociale d'échange/activation/création de savoirs autour de celui-ci. Ce constat vient faire écho à la réflexion de Marie Redon sur *« les volcans actifs »* comme

marqueurs spatiaux, signes dans l'espace, autour desquels se forgent les identités des populations locales. Elle évoque les cas de la Soufrière pour les Guadeloupéens, « *l'Etna pour les Napolitains (Gruet, 2008), le Kilimandjaro en Afrique de l'Est et le Mont Nyiragongo pour celle des Grands Lacs (Bart) ou encore le Piton des Neiges à la Réunion (Germanaz, 2004)* » (Redon, 2015). Pour expliquer ce phénomène, elle emprunte le concept de géosymbole introduit par Joël Bonnemaison, qui le définit comme « *un lieu, un itinéraire, une étendue qui, pour des raisons religieuses, politiques ou culturelles prend aux yeux de certains peuples et groupes ethniques, une dimension symbolique qui les conforte dans leur identité* » (Bonnemaison, 1981, cité dans Redon, 2015).

Cette lecture du Volcan est plurielle, comme le montre le tableau suivant (**figure 6.11**) construit à partir d'un corpus de données mêlant chansons, poèmes, entretiens et questionnaires.

MUSIQUES ET POÈMES				LE VOLCAN RESSOURCE			LE VOLCAN MENACE				
Date de création	Titre	Artistes	Circonstance de la composition	Identification au volcan	Le volcan ami et l'attachement à la terre	Le volcan moyen d'existence (richesse du sol et tourisme)	Tristesse, peur et/ou impuissance des habitants	Justice divine	Le volcan personnifié	Phénomènes volcaniques et destruction	Réactions des populations
>1942 ; 2011	*Fogo*	Pedro Cardoso Camilo Montrond	Temps du quotidien	*Fogo est mon nom de baptême, Fogo, sang dans les veines. Fogo, amour dans le cœur, ma grâce et ma bénédiction.*		—	—	—	*Fogo est lave du volcan*		—
1986	*Tcha das Caldeiras*	Isabelle Teixeira	Post-éruption de 1951	*Notre défi fait de courage et de souffrances.*	*Même ainsi, nous tous avons du courage pour travailler, pour ramasser les fruits de nos efforts.*		*Le peuple souffre des forces de la nature, créée pour nous par Dieu, (…) Tu détruis avec l'impénitence du pécheur.*		*Volcan, plein de douleur, tu éclates dans un cri, avec des larmes de disgrâce, tu recouvres le visage de Chã*		*Chacun d'entre nous a abandonné sa maison et ses plantations*
1995	*Dos de abril, batupero pa guentis Tcha*	Germano Fonseca Centeio	Éruption 1995	–	*Nous ici, dans notre enclos de nature. Nous ici, au pied de notre ami (..) De jour, dans les bras de notre ami de toujours.(…)Ami avec des fils dehors.*	—	*Aaaah mes amis, tristesse des enfants laissés derrière, des portes grandes ouvertes, des boutiques vides, des vaches enfermées dans les enclos, des chevreaux abandonnés dans les champs. Les yeux de Nevis se sont remplis de larme, sa maison a disparu dans la lave*	—	*Brava s'est réveillée en plein sommeil, elle a dit mon frère est en train de brûler !*	*Aaah c'est laid ! Laideur quand la lave est sortie de la terre mère, qu'elle est montée haut dans le ciel, que le ciel s'est couvert, que le sol a pleuré, que la mer a gémi de douleur. Les plats se sont brisés dans les caisses, Les tables se sont cassées dans les voitures, La chèvre de Claudio a brûlée.*	*Nenezinho a refusé de partir, Fatinho s'est fait matraquer, Lionel a bu un coup, il a dit « les mecs, c'est pas la joie !» Djonzezinho a enfermé son violon, Ramiro a rangé sa guitare. Antoninho de Tchitcha, fébrile, a regardé le volcan, et a dit à Filipa : « jette tout dehors ! » Les adventistes se sont réunis à l'église, priant Dieu avec désespoir. Dimingo a dit à Nezito : « libère ma mule !» Seti est revenu de la ville, il a demandé un bout de bambou pour mesurer la distance.*
2003	*Éra na 95*	Alcindo João Pedro da Silva	Post-éruption de 1995	—	—	—	*Les adultes étaient inquiets pour leurs bouts de terrain.*	—	—	*C'était en 95, c'est la lave qui a pris ma maison, c'est la lave qui a détruit mon champ, c'est la lave qui a détruit ma maison.*	*J'ai marché à pied vers Monte Velha. Les enfants séparés des adultes. Les hommes séparés des femmes. Dormir dans des cabanes sous les arbres, en espérant un jour meilleur.*
ND	*Help Fogo*	Eddy Forte Moda Grog	Post-éruption de 1995 - reprise en 2011	—	—	—	*Pour tous les habitants de Fogo relogés, séparés, qui souffrent. 1995, les gens pleurent leur village.*	—	—	—	*Tu peux courir et courir pour te cacher, mais tu ne peux pas échapper au feu. Dormir sur le sol sans matelas, se refaire des maisons en papier.*
ND	*Ai, unde nu ta hai?*	Luís Montrond et ses enfants	Post-éruption de 1995 - reprise et médiatisée en 2014-2015	—	*(..) mais tu es le fils du volcan.*	—	*On a tous crié : uhaïe uhaïe uhaï, où est-ce qu'on va aller ?*	—	—	*Il était 11h de la nuit, j'ai tourné la tête vers le volcan, j'ai vu le feu monté vers le ciel, on est tous monté sur la roche. (..) On m'a dit que la lave avait recouvert ma maison, ma terre, la route (…)*	*Je me suis réveillé tôt le matin, tout le monde était à Monte Velha, assis aux pieds des arbres, en train d'attendre du secours.(…)On est allé de Mosteiros à São Filipe, en arrivant à la ville on nous a mis en file, prenez une assiette ! Prenez un matelas !*
2004	*Midjor amigo*	Alcindo João Pedro da Silva	Temps du quotidien	—	*C'est là que j'ai entendu un cri, qui disait tu ne dois pas avoir peur. Je suis le Volcan, ton meilleur ami.*	*C'était une aube lunaire, j'étais en train de rêver, après m'être réveillé, je suis monté sur le volcan.*	—	—	—	—	—
ND	*Home de campo*	Ze Fontes	Temps du quotidien	—	*Je suis fils d'un homme des champs, je suis né dans les champs, je veux vivre dans les champs, je veux mourir dans les champs pour être enterré dans les champs pour devenir engrais de la terre.*		—	—	—	—	—
ND	*Casinha da montanha*	Ze Fontes	Temps du quotidien	—	*À côté de la maison de la montagne (le volcan), il y un pied de tamarinier. Ah ! Le parfum de cette fleur c'est le parfum de la montagne. (…) La maison de la montagne, elle est fraîche elle est jolie, il n'y manque jamais d'amitié.*		—	—	—	—	—
2010	*Kre bai*	Camilo	Temps du quotidien	—	—	*Main dans la main, on est monté en haut du volcan, main dans la main, on a roulé dans les lapilis, on a fait le tour de la bordera.*	—	—	—	—	—
2013	*Djar Fogo*	Neuza	Temps du quotidien	—	*Djar Fogo que nous portons tous dans le cœur, ton affection, ta beauté, Djar Fogo c'est la terre du Volcan*	—	—	—	—	—	—
2014	*Kaba pa perde*	Camilo Montrond	Éruption 2014-2015	—	—	—	*Où je suis né, où j'ai vécu, où j'ai grandi, vient de disparaître. Ça fait si mal de voir les personnes âgées qui souffrent. Ça fait si mal de voir les enfants qui pleurent. Ça fait si mal de tout voir disparaître.*	—	—	—	—
2014	*Erupção 2014*	Germano Fonseca Centeio	Éruption 2014-2015	*Tu as fait peur à tes fils, qui tous les jours passent un peigne blanc dans tes cheveux noirs. Sur tes pieds ils font des chatouilles. De tes habits ils enlèvent les épines. Dans tes bras ils se balancent. Dans tes mains ils font des maisons. (..)Chaque pierre un pain. Chaque pierre, une maison. Chaque champ, un trou. Chaque lopin de terre, une vigne. Chaque pierre, un verre. Chaque verre, une rasade. Chaque rasade, un petit vin. (..) L'eau dans ma maison n'étanche pas ta soif. La nourriture de ma casserole ne tarit pas ta faim. Où je mets un sac pour me coucher et me couvrir. Pour boire ton eau et manger ta terre, Seul Chã est notre sol.*			*Disgrâce pour les gens de Chã. Adversité pour le Cap-Vert. Calamité pour l'île de Fogo. Désorientation pour Santa Catarina. (..) Sur notre dos, la disgrâce s'est assise.*	*Volcan, quelles fautes ont été les nôtres ? Quels torts doit-on payer ?*	*Volcan, cette fois tu es venu sereinement. Même ta soeur (Brava), tu ne l'as pas réveillée. Même nous, tu ne nous as pas avisés. Cette fois tu voulais nous engloutir. Cette fois tu es venu avec la volonté de nous emporter brutalement. Cette fois tu n'as laissé ni traces ni vestiges. (..) Tu as ouvert la bouche. Tu as avalé la terre. Tu as englouti les maisons. Tu as vomi du sang.*		*À la sortie nous avons regardé derrière nous. Nous partons. Nous reviendrons (…) Les fils de Chã n'abandonneront pas Chã. Si on perd Chã, Fogo n'a plus d'histoire. Si on perd Chã, Le roi perd sa couronne*
2014	*Fidjo fe di vulkan*	Groupe de musique *Pe trocado*	Éruption 2014-2015	*Je suis le fils prodigue du volcan, je suis le fils du volcan. Courage fils prodigue, rien ne peut te faire tomber, si la graine est bien plantée, la plante bien arrosée.*		—	—	—	—	—	—
2015	*Volcao da se grito*	Jose Laco	Éruption 2014-2015	—	*Djar Fogo, on ne peut pas vivre sans toi (..)*	—	*C'est triste, c'est la volonté de Dieu, on ne peut rien y faire (…)*		*Volcan a donné son cri, il a craché sa douleur vers le ciel, la lave a tout couvert à tout détruit, tout ce qui est la nature de notre parc naturel (…) la lave a tout détruit, la Bordera a perdu son sourire. (..) La nuit est venue, une nuée de poussière recouvre Dja Fogo, la nuit est venue, Brava tremble, il n'y a plus de lumière.*		—

Figure 6.11. Analyse croisée de chansons et poèmes locaux autour du volcan de Fogo (les œuvres soulignées sont disponibles en ligne, celles en bleu sont utilisées dans les films de recherche et les artistes en gris sont natifs de Chã)

◆ Ambivalence entre volcan destructeur et volcan amour/ressource

L'analyse croisée de ces données permet de comprendre la place centrale occupée par le volcan dans l'univers culturel insulaire. Sur les treize chansons présentées, la moitié mentionne des destructions liées aux éruptions et l'autre moitié aborde la thématique de l'attachement à la terre et du volcan comme moyen d'existence. Les entretiens et les questionnaires réalisés viennent confirmer cette dualité du rapport au volcan dans la vie des habitants, comme atout et comme menace. Il est intéressant non seulement de croiser les productions artistiques avec les productions de récit par les personnes rencontrées, mais aussi d'analyser la manière dont les gens utilisent les poèmes, les chansons pour exprimer leurs liens au volcan (cf. **chapitre 3**). Les poèmes de Germano Centeio combinent les deux aspects des représentations de la population locale par rapport au volcan : d'un côté le volcan menace, et de l'autre le volcan ressource. Cette valeur duale caractéristique attribuée au Volcan, unissant le Bien et le Mal, la Création et la Destruction, en fait un parfait sujet de l'imagination artistique[15], unissant ses deux versants, destructeur et créateur (Bosquet & Sylvos, 2005). Entre geste créateur et éruption volcanique, entre le jaillissement de sentiments de l'artiste et le jaillissement de la lave, se crée une impulsion paradoxale qui lie étroitement les deux termes : création et destruction.
Cette idée de la destruction au centre du processus de création artistique, est présente dans la citation d'Honoré de Balzac sur l'encrier-Vésuve en début de sous-partie. Il est également évoqué par le peintre Gauguin : *« Au moment où des sentiments extrêmes sont en fusion au plus profond de l'être, au moment où ils éclatent, et que toute la pensée sort comme la lave d'un volcan, n'y a-t-il pas là une éclosion de l'œuvre soudainement créée, brutale si l'on veut, mais grande et d'apparence surhumaine ? Les froids calculs de la raison n'ont pas présidé à cette éclosion, mais qui sait quand au fond de l'être l'œuvre a été commencée ? »* (Gauguin cité par Alain Buisine, 2012).

À travers l'évocation par les artistes locaux de ces éruptions, qui participent par leurs chants à la production de formes d'expression populaire autour de « l'habiter avec le volcan de Fogo », celui-ci apparaît comme source de destruction et de désolation. Au total, sept musiques et deux poèmes du corpus ont pour sujet direct les éruptions de 1951, 1995 et 2014-2015 (voir la **figure 6.11**). D'après ces sources (non exhaustives), il semble que les œuvres locales ayant pour sujet principal le volcan Fogo traitent plus souvent du volcan en phase active qu'en phase dormante.

C'est au moment des éruptions que l'intérêt des artistes locaux pour le volcan se trouve à son paroxysme. Le bouleversement induit par ces évènements guide les choix des artistes qui traduisent en musique et en poème les sentiments personnels et complexes dont ils sont la proie (voir le chapitre 5 sur la création de la chanson *Kaba pa perde* par Camilo Montrond Fontes). Pour emprunter l'expression utilisée par Antonella Tufano, ces œuvres permettent d'accéder à une lecture du « paysage émotionnel du volcan » (Tufano, 2016, p. 4). Dans son poème, Germano Centeio nous livre ainsi ses sentiments mêlés d'effroi et de fascination devant le spectacle de l'éruption : *« tu as ouvert la bouche, tu as avalé la terre, tu as englouti les maisons, tu as vomi du sang, tu as pris Chã, tu l'as fait Chã, un chaudron vide sur la lave ».*
Les artistes adoptent une posture lyrique et mettent en avant le caractère spectaculaire des éruptions et les effets dramatiques pour les populations locales. C'est le cas dans la chanson d'Isabelle Teixeira (1986) où elle lance : « *Volcan, plein de douleur, tu éclates dans un cri, avec des larmes de disgrâce, tu recouvres le visage de Chã. »* Celle de Jose Laco, beaucoup plus récente (2015), se situe dans un registre lyrique pourtant très proche : « *Volcan a donné son cri, il a craché sa douleur vers le ciel, la lave a tout couvert, a tout détruit, tout ce qui est la nature de notre parc naturel (…) la lave a tout détruit, la Bordera a perdu son sourire. (..) La nuit est venue, une nuée de poussière recouvre Dja Fogo, la nuit est venue, Brava tremble, il n'y a plus de lumière ».* Par un procédé de distanciation artistique permettant de donner à voir la « beauté de l'horreur », l'ampleur des destructions

[15] Dans le roman le Diable amoureux on peut lire « *mon imagination est volcan* » (Cazotte, 1772, p. 225), métaphore par laquelle l'auteur évoque le caractère bouillonnant, l'ardeur et la violence des émotions qui habitent le personnage de Biondetta.

et la souffrance des sinistrés sont transcendées par le sublime.

Parce qu'ils vivent et partagent le sort de ceux dont ils parlent, la peur, la douleur et la tristesse qui touchent les habitants lors des éruptions, ne sont pas traitées de manière extérieure, contrairement aux aspirations de neutralité et d'objectivité scientifique, et diffèrent donc des productions scientifiques, comme dans la chanson de Camilo Montrond Fontes en début du film *Fogo na Boca* : « *Où je suis né, où j'ai vécu, où j'ai grandi, vient de disparaître. Où je suis né, où j'ai vécu, où j'ai grandi, vient de disparaître. Ça fait si mal de voir les enfants qui pleurent. Ça fait si mal de voir les personnes âgées qui souffrent. Ça fait si mal de voir tout disparaître. Ça fait si mal de voir tout devenir feu ».* Dans son poème, Germano Centeio ne dit pas « je » mais « nous » pour évoquer la stupeur provoquée par l'éruption de 2014-2015, reprochant au volcan de Fogo de ne pas avoir donné de signes annonciateurs : *« Ô Volcan, cette fois tu es venu sereinement. Même ta soeur (Brava), tu ne l'as pas réveillée. Même nous, tu ne nous as pas avisés. Cette fois tu voulais nous engloutir ».*

L'aspect scientifique est absent de ces poèmes et de ces chants. Pourtant, ils recèlent un grand nombre d'anecdotes, de détails sur le phénomène volcanique à proprement parler, les comportements des populations locales, les circonstances d'évacuation, de relogement et le type d'aide reçue. Dans le poème « *2 di abril* » de Germano Centeio sur l'éruption de 1995, on trouve une mine d'informations sur les réactions sur le « vif » des habitants, les pertes subies, et même les conflits avec les forces de l'ordre: « *Vriato a sifflé dans les champs, Nanha a crié à Bangaeira, Hugu a dit « c'est un spectacle ! » Les yeux de Nevis se sont remplis de larme, sa maison a disparu dans la lave. Nenezinho a refusé de partir, Fatinho s'est fait matraquer [par la police]. La chèvre de Claudio a brûlé dans le feu. Lionel a bu un coup, il a dit "les mecs, c'est pas la joie ! " Djonzezinho a enfermé son violon, Ramiro a rangé sa guitare. (…) Les adventistes se sont réunis à l'église, priant Dieu avec désespoir. Dimingo a dit à Nezito : "libère ma mule ! " Juanal a dit : "les amis, servez-moi un verre !" (...) Les plats se sont brisés dans les caisses, les tables se sont cassées dans les voitures, Seti est revenu de la ville, il a demandé un bout de bambou pour mesurer la distance [entre la lave et sa maison]. »*[16]

On observe que parmi les productions artistiques étudiées, plusieurs d'entre elles présentent les éruptions volcaniques comme des manifestations de forces surnaturelles ou divines. Dans la chanson concernant l'éruption de 1951, Isabelle Teixeira chante : *« le peuple souffre des forces de la nature, créée pour nous par Dieu ».* Dans celle de Jose Laco sur l'éruption de 2014-2015, il proclame à son tour : « *c'est triste, c'est la volonté de Dieu, on ne peut rien y faire (…).* Cette lecture religieuse du phénomène volcanique coïncide avec une certaine résignation face à un évènement considéré comme un acte divin, contre lequel rien ne sert de lutter. Cette représentation rappelle les visions de Leibniz Voltaire évoquées dans l'article d'Antonella Tufano, qui considèrent la Nature « *comme la manifestation de Dieu* » (Tufano, 2016, p. 10).

Cette représentation des éruptions comme manifestations de la puissance divine renvoie à l'idée de châtiment des hommes pour leurs péchés, caractéristique du système de pensée judéo-chrétien. Ici, on retrouve la chanson d'Isabelle Teixeira : « *le peuple souffre des forces de la nature, créée pour nous par Dieu, (…) Tu détruis avec l'impénitence du pécheur ».* Le poème de Germano Fonseca Centeio s'interroge sur la responsabilité des habitants : « *Volcan, quelles fautes ont été les nôtres ? Quels torts doit-on payer ? Cette fois tu es venu avec la volonté de nous emporter brutalement. Cette fois tu n'as laissé ni traces ni vestiges ».* Germano n'apporte pas de réponse. Mais malgré sa douleur et son incompréhension profonde des logiques à l'origine de la destruction subie, cela ne l'empêche pas, plus loin dans le poème, de proclamer : « *À la sortie nous avons*

[16] « *Vriato zubia na tcha dagu Nanha pupa na Bangaeira Mundu kaba pa guenti Tchã, Hugu fra « é un spetakulu !» Ungenio monta cabalo,.Odju Nevis buha de agu, Se casa sumi na labra. Nenezinho nega sai, Fatinho basadu pó. Kabra Claudio kema na lumi. Lionel bota se agu, el fra « rapaz, oje sta mau ! » Djonzezinho fitcha violin, Ramiro guarda viola, (…) Dventista djunta na Greja, Raza deus pá disusperu, Prato kebra na caxa, Mesa kebra na caro, Seti ka sta na casa. Dimingo fra Nizito larga nha mula ! Juanal fra « guentis nhos da um pé ! » Seti xiga di bila, el pidi carico medi distância. Auju furta atun, Diabu tra na balá. »*

regardé derrière nous. Nous partons. Nous reviendrons ». Ici, l'auteur donne un exemple pour ainsi dire parfait de l'idée d'acceptation du risque volcanique.

L'analyse croisée de ces œuvres montre que face au phénomène volcanique extrême, les habitants de Fogo, comme les Napolitains sur le Vésuve (Tufano, 2016), adoptent une posture mêlant fatalisme et soumission à l'ordre de la nature. Dans cette vision, dans la mesure où les plans du Volcan rentrent dans un plus vaste dessein, qui échappe nécessairement à l'Homme, celui-ci ne peut être juge des actes du volcan, y compris quand ceux-ci sont destructeurs (Tufano, 2016). Cet abandon à la Providence peut être interprété comme appartenant à la sagesse pratique, populaire, concernant les éruptions subies, par laquelle les grands maux dont les habitants sont victimes sont aussi des bienfaits de la providence. Ainsi, comme l'explique Paulo Teixeira (*Na Boca de Fogo*, 2011) : « *Si tu demandes à quelqu'un de Chã comment est-ce qu'il voit le volcan, même s'il sait qu'il est dangereux, qu'il peut encore entrer en éruption et tout détruire, cette personne te dira sûrement : « c'est un grand ami. » Et ce qu'il a pris, il l'a pris parce qu'il l'a donné. Imagine ce que ça veut dire : il détruit beaucoup de terres cultivables. Mais ce n'est qu'à partir de 1995 qu'on a commencé à avoir un peu plus de tourisme. Et donc une manière en plus de gagner notre vie. Il prend un peu de terrain, il donne un peu de tourisme ! »*

Par ce cheminement de la pensée, l'action destructrice du volcan de Fogo apparaît soudain comme justifiée. Puisqu'elle joue un rôle fondamental dans le processus à l'origine de l'essor touristique, elle œuvre donc au service du bien et de l'intérêt futur. Cette foi en la raison d'une Nature-Providence est centrale dans la manière de concevoir le volcan à Chã. Pour les habitants, Chã doit sa fertilité à la nature volcanique de son sol, et son attrait touristique à l'éruption de 1995. Dans le film Fogo na Boca, Cecilio Montrond partage sa foi et son allégeance totale envers le volcan de Fogo : « *Le volcan vient me les prendre [en parlant de ses biens dans sa maison], ce n'est rien. Ici, nous tous qui travaillons, c'est le volcan qui nous a tout donné* ».

Cette confiance positive envers le volcan de Fogo dont fait preuve Cecilio Montrond n'est pas un cas isolé. Celle-ci se manifeste principalement dans les œuvres qui inscrivent le volcan de Fogo dans le registre quotidien. Teintées de respect et d'admiration pour le volcan, un certain nombre de chansons locales évoquent le volcan comme étant une puissance bienveillante, une force protectrice qui veille sur ses habitants, tel un frère ainé, un père ou un ami supérieur. Le meilleur exemple en est la chanson *Subi na bulkan*, dans laquelle le Volcan s'adresse directement à Alcindo João Pedro da Silva, guide touristique et propriétaire d'une pension à Chã das Caldeiras. Le volcan-ami est celui du temps quotidien pendant lequel la population « cohabite » avec lui. Dans le poème de Germano Fonseca, écrit pendant l'éruption de 2014-2015, le poète décrit avec lyrisme une situation de proximité quotidienne pacifique et heureuse unissant habitants et volcans : *Volcan, tu as fait peur à tes fils, qui tous les jours, passent un peigne blanc dans tes cheveux noirs. Sur tes pieds, ils font des chatouilles. De tes habits, ils enlèvent les épines. Dans tes bras, ils se balancent. Dans tes mains, ils font des maisons »* [17] (Germano Centeio dans *Fogo na Boca*, 35:52:22 à 36:07:10).

Le portrait que brosse le poète répond à l'émotion violente que le souvenir encore chaud de la perte douloureuse du village a suscitée en lui. L'évocation d'un tableau édénique, offre une image contrastée, idéalisée, du temps de l'innocence et de l'entente parfaite entre hommes et volcan, atteinte de plein fouet par l'éruption. À l'opposé de la vision qu'offre le paysage ravagé de la caldera au lendemain du passage des coulées de lave, le poète décrit avec lyrisme la caldera d'hier, un paradis perdu et donc nécessairement idéalisé.

Cette idéalisation de la vie dans la caldera par le poète était très présente dans les discours des sinistrés,

[17] « *Bulcan, Bu spanta bu fidjo, ke tudu dia ta sta ta pasa pinte branco na bu cabelo preto. Na bo pe ta faze gosca. Na bo calca ta kata seta. Na bu braso ta da bole. Na bo mon ta faze funkinho* ».

se rappelant les pertes subies, leurs maisons ensevelies et leurs animaux portés disparus. Le témoignage de Verta, assise sur une chaise dans l' entrebâillement de la porte de sa maison de relogement à Monte Grande : *« Nous à Chã, on avait une très bonne vie. On a nos vignes qui nous donnent notre raisin. On a nos "fijão," on cueille des haricots, on mange. On creuse la terre, on ramasse du manioc. On creuse la terre, on prend des pommes de terre. Nos richesses. Si ... Si la pluie vient, que les racines des plantes prennent. Avec les fruits qu'on a, l'État n'a rien besoin de nous donner. On subvient à nos besoins à Chã das Caldeiras »* (*Fogo na Boca*, 01:24:03 à 01:34:04).

Mais déjà avant la crise éruptive de 2014-2015, la caldera était souvent décrite par ses habitants comme un lieu paradisiaque où il faisait bon vivre : *« Il y a l'école. Il y a l'église. Il y a la route qui vient depuis Achada Furna à Chã. Il y a tout ici, la vie est douce »* Antoninho Teixeira dans le film *Na Boca de Fogo* (09:34:11 09:44:01).

Dans ce havre de paix et de prospérité protégé par les hauts remparts de la caldera, le volcan est là, omniprésent, invulnérable. Son ombre immense, fraîche et bienfaitrice s'étend chaque matin sur le village pour disparaître peu à peu. Le volcan est en permanence sous les yeux des habitants, présent même dans l'air, vif et pur, si différent de l'atmosphère brulante du sud de l'île, et qui s'emplit parfois de notes soufrées. Creusant son sol de cendre pour en faire des terres fertiles, taillant ses coulées de lave pour les transformer en pierres, les habitants entretiennent, partagent et actualisent leur savoir/amour/pratique du volcan de Fogo au quotidien.

Enfin, certains artistes et habitants établissent une correspondance émotionnelle et physique directe entre leur propre être et le volcan. Il acquiert alors le statut de force intérieure, de source interne de courage. Dans le poème de Pedro Cardoso, sa « *lave coule dans les veines des habitants* ». Dépassant la simple métaphore dans laquelle les habitants de Fogo seraient comme le volcan, le poète utilise un procédé d'identification (fraternelle, projective) dans laquelle le volcan fait partie de son être. Cette association entre émotions humaines et nature volcanique n'est pas présente dans les entretiens ou dans les questionnaires (voir le **chapitre 3** sur les atouts de la musique pour accéder aux savoirs et représentations locales). Toutefois, elle s'exprime au quotidien, dans la vie de tous les jours, par exemple pour exalter le courage et la force des habitants de Fogo, ou encore légitimer la nature explosive de leur tempérament. C'est particulièrement le cas quand il s'agit de caractériser les gens de Chã das Caldeiras. Identifiés comme différents du reste de la population de l'île, y compris physiquement, leur « filiation au volcan » est souvent mise en avant pour expliquer cette différence[18]. Cette catégorisation identitaire sous-tend des caractéristiques négatives (sauvages, illettrés, nerveux, colériques comme le volcan) et positives (courageux, forts, beaux, vigoureux, travailleurs). Pour donner un exemple concret, Antoninho Teixeira est connu sous le nom de *Brasa Tchticha* (en français, Braise de Tchitcha,). Le doyen du village doit son surnom au nom de sa mère Tchitcha, mais le terme Brasa fait directement référence à son tempérament de feu : père de 21 enfants, Antoninho a eu son dernier fils Lucas a 64 ans. Lucas affirme que son père était connu pour son succès auprès des femmes du village, son énergie et son dynamisme au travail. Son cousin explique : « *ici, on mange bien, on boit du vin, pas du grogú, on a de l'énergie, pas comme les mecs de São Filipe* ». Il se vante : « *Les filles de la ville, elles disent* « *ce mec de Chã, quand il baise, c'est chaud comme le volcan !* »[19] Ce qu'il dit moins, c'est qu'Antoninho était aussi connu pour être agité, nerveux, comme se moque gentiment Germano Centeio dans son poème sur l'éruption de 1995 : *Antoninho de Tchitcha, fébrile, a regardé le volcan, est rentré dans la maison et a dit à Filipa : "jette tout dehors !"*[20].

[18] Cette différenciation s'appuie aussi sur la filiation au français Armand Montrond alors que celui-ci compte des descendants dans bien d'autres villages de l'île.

[19] « *Mos de Chã da um moka kenti sima bulkan* ».

[20] *Antoninho di Tchitcha fadigadinho, spia Vurkan, kamba dentu casa, fra Filipa "Bota na rua !"*

L'analyse des résultats d'enquête par questionnaire (posé en 2011) confirme très nettement cette ambivalence dans la perception du volcan de Fogo par les habitants, et montre que dans l'imaginaire collectif, le « Volcan ressource » a pris le pas sur le « Volcan menace ». Autrement dit, dans la perception des habitants, les menaces du quotidien (le besoin de gagner sa vie, ou le manque d'eau) l'emportent sur les menaces extrêmes naturelles périodiques comme la menace volcanique, plus rare, et donc secondaire, qu'ils ont largement accepté, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins grâce aux ressources qu'offre ce territoire. Globalement, le risque de catastrophe ne constitue pas une préoccupation principale pour les enquêtés et se trouve relégué loin derrière la maison, l'argent, la famille (sur laquelle repose leur capital social), l'éducation et la santé (difficile à assurer en l'absence de protection sociale), et derrière l'amélioration générale des infrastructures et des services au niveau du village. Ainsi, dans le questionnaire de 2011, si 19% des répondants affirment que le volcan représente une menace ou un ennemi, 24,1% défendent au contraire que le volcan représente un atout économique (**figure 6.12**). Ils évoquent en particulier l'intérêt pour les sols (fertilité), le tourisme, et pour les matériaux (artisanat et construction). Il s'agit d'une vision positive du volcan, qui doit être distinguée de la représentation mystique du volcan qui ressort du corpus musical, dans laquelle celui-ci apparaît comme une force supérieure bienveillante, d'un ami ou un dieu.

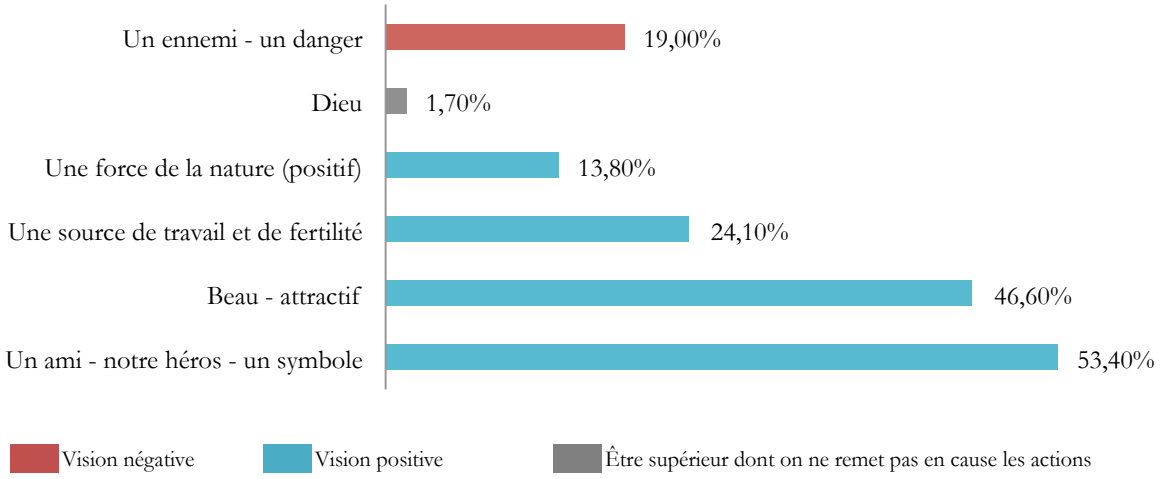


Figure 6.12. Réponses à la question « Que représente le volcan pour vous ? » (2011)

Ainsi, il faut retenir de l'ambivalence dans les représentations du volcan pour les habitants, qu'elle permet tant une connaissance approfondie des conséquences potentielles des éruptions, les chansons et formes d'art oral entretenant la connaissance et participant à la transmission d'un héritage, qu'elle peut au contraire conférer aux habitants un sentiment d'impuissance (acceptation fataliste des risques et des catastrophes éruptives considérées comme punition divine) voire proposer une vision de puissance divine qui apporte au total une harmonie et donne aux habitants une force et un courage hors du commun. Le pas vers un sentiment d'invincibilité aux côtés du géant et ami volcan peut ainsi être vite fait. Ce sentiment d'invincibilité peut être renforcé par la fenêtre d'opportunité économique qui s'est ouverte à l'issue de l'éruption de 1995.

6.2.2. L'opportunité économique post-catastrophe : travers et limites

Parce qu'elles peuvent être à l'origine de changements bénéfiques pour la société et améliorer la réduction des risques de catastrophe, les catastrophes peuvent être considérées comme des « fenêtres d'opportunités » de développement (Wijkman et Timberlake, 1984 ; Cristoplos, 2006). Au niveau des bénéfices économiques, l'éruption de 1995 peut être envisagée comme une opportunité de modernisation et de croissance économique (Hernandez et Beucher, 2015, dans Reghezza-Zitt et Rufat, p. 161), à la fois par la création de la nouvelle coopérative viticole, à la fois par l'essor du tourisme.

◆ La viticulture et le tourisme : un succès qui masque une vulnérabilité accrue

On associe communément aux éruptions volcaniques, des impacts négatifs sur le territoire affecté, en particulier sur son économie. C'est pourtant le contraire qui s'est produit à Chã das Caldeiras après 1995. Les catastrophes éruptives n'ayant jamais eu d'impact en termes de vie humaine, les habitants de Chã sont non seulement fiers de vivre dans la caldera du volcan de Fogo, l'emblème du Cap-Vert, mais aussi reconnaissants envers lui, pour les bienfaits que l'éruption peut leur apporter. Ils le présentent souvent comme un « ami » grâce auquel, depuis l'éruption de 1995, leur qualité de vie s'est considérablement améliorée. L'éruption de 1995, est donc perçue par eux davantage comme un bienfait plutôt qu'un drame. Ainsi, 55,3% des répondants au questionnaire de 2011 considèrent qu'une éruption peut avoir des effets positifs, en particulier en termes de tourisme (37,9% des réponses) et de fertilité des terres (15,5%) (cf. **figure 6.13**).

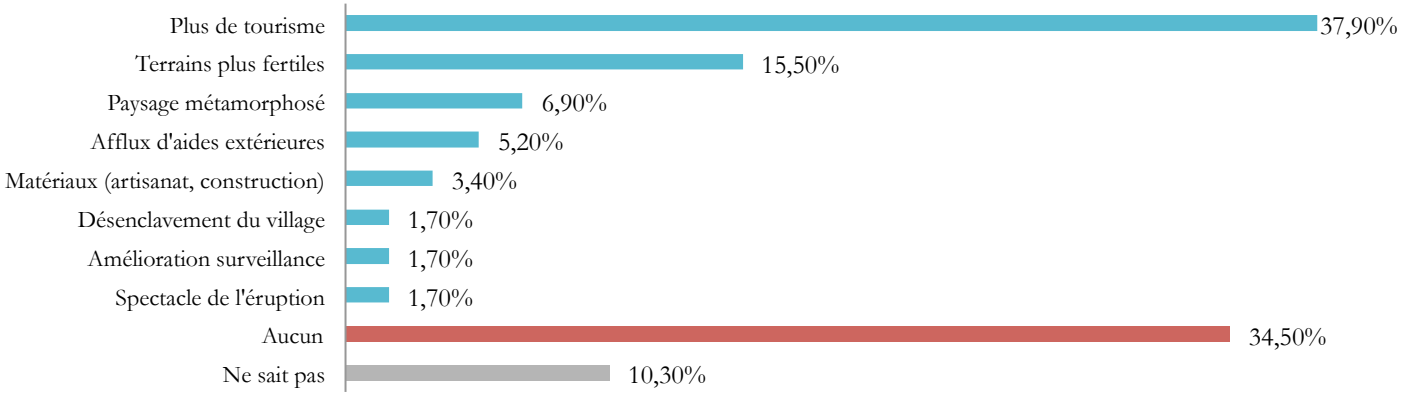


Figure 6.13. Réponses à la question « Quels bienfaits une éruption peut-elle provoquer ? Quelles sont les choses positives qu'elle peut apporter juste après ? » (2011).

En l'absence de destruction massive du bâti, les habitants ont en effet rapidement su valoriser à nouveau le potentiel économique de la caldera, en développant l'agriculture (en particulier la viticulture), préexistante, mais également une nouvelle activité, le tourisme. Ainsi, si l'agriculture demeure aujourd'hui l'activité principale pour la grande majorité des 287 familles, 12% d'entre elles vivent aussi du tourisme depuis le début des années 2000 (cf. MIA-VITA 2011). Cet espace qui fut autrefois le plus isolé de l'île, est devenu au contraire l'un des lieux les plus attractifs et touristiques du Cap-Vert (cf. chapitre 1). Accompagnant cet essor, les différentes activités liées au tourisme (maisons d'hôtes, guides de montagne, artisanat, commerces) sont ainsi devenues complémentaires de l'agriculture et constituaient le deuxième secteur d'activité du village avant l'éruption de 2014-2015 (**figure 6.14**).

Figure 6.14. Vendange familiale à Dje de Lorna et vente d'artisanat en pierre de lave à Portela, à Chã das Calderas (été 2014 ; Floriane Chouraqui)

Cet essor est considéré (cf. entretiens avec tous les acteurs interrogés) comme un moyen efficace de développement ayant contribué activement à l'amélioration des conditions de vie des habitants du village (développement des infrastructures et désenclavement du village). Il permet également de diversifier les sources de revenus (opportunité économique), rendant ainsi les moyens d'existence plus robustes. En cas d'évènement affectant une activité, l'autre activité peut prendre le relai et éviter une rupture dans l'apport de revenus.

C'est aussi depuis l'éruption de 1995 que l'agriculture, en particulier la viticulture, a pris son envol, permettant une amélioration des conditions de vie pour une grande partie des familles. La culture de la vigne a toujours fait partie du quotidien des habitants du village et, en 1984, une première tentative de modernisation des pratiques viticoles a vu le jour (voir **chapitre 1**). Mais la viticulture n'a véritablement commencé à se développer qu'avec la création de la coopérative viticole en 1998, avec l'aide de COSPE (Coopération internationale à l'Éducation au développement). L'arrivée de cette ONG italienne trois ans à peine après l'éruption, n'est pas due à un hasard de circonstances. Dans un entretien réalisé en 2013, Franz Hegger indique que si l'ONG a créé des projets de coopération à Fogo, c'est bien parce que ses membres ont entendu parler de l'île suite à l'éruption de 1995. En plus d'une aide financière, l'ONG a apporté des compétences techniques, qui ont permis d'améliorer la qualité de la production vino-viticole de la coopérative mais aussi de diversifier sa production (rouge, blanc, rosé, apéritif, etc.). Selon l'expression utilisée par Michel Lesourd (2016, p.2), la coopérative de Chã se trouve au centre d'une « *success story* » : en 1998, sa production était de 4000 kilos de raisin (nombre de litre inconnu), de 75.000 litres en 2010 (à partir de 126 tonnes de raisins) ; et de 200 000 litres en 2014. Et malgré sa constante croissance, la production ne suffit pas à répondre à une demande grandissante : en effet, la majorité de la production est consommée dans l'année.

L'amélioration de la production par la coopérative viticole a rejailli sur celle du *manecon*. Avec l'adaptation des pratiques traditionnelles et l'amélioration des conditions d'hygiène, le vin de maison a lui aussi bénéficié des progrès de la coopérative. Alors qu'à l'origine Franz Hegger s'était fortement opposé à ce vin, le surnommant « vin-jus-vinaigre », depuis, celui-ci reconnaît plusieurs intérêts majeurs au *manecon* : *« c'est un vin artisanal, il n'y a aucun équipement ou méthode œnologique pour produire, il est issu du savoir-faire local, et possède une forte personnalité gustative »* (entretien avec Franz Hegger, 2013). Il existe donc un ensemble de savoirs et de savoir-faire transmis uniquement de manière orale (**figure 6.15**).

La viticulture a contribué à la renommée du village dans tout le Cap-Vert, renforçant l'attractivité touristique. Après l'ascension du volcan, les visiteurs apprécient de déguster un verre de *manecon* ou de *Chã, vinho do Fogo,* dans l'un des bars du village. Ainsi, la réussite de la vino-viticulture à Chã s'explique à la fois par la nature du produit en lui-même (rareté du vin au Cap-Vert et valeur ajoutée), à la fois par l'interconnexion entre le champ de la viticulture et celui du tourisme, qui se sont développés en parfaite synchronie. Au total, qu'il s'agisse de la viticulture ou du tourisme, les habitants ont fait preuve d'une autonomie importante, de capacités d'entrepreunariat, et se sont démarqués positivement du niveau socio-économique moyen de l'île de Fogo. Certains habitants ont notamment réussi à améliorer leur capacité d'épargne, pour ensuite pouvoir investir largement dans leur activité touristique en construisant notamment de nouveaux bâtiments ou extensions de leur maison pour proposer des chambres d'hôte. Dans les cinq dernières années avant l'éruption de 2014, l'enrichissement relatif et la transformation progressive du village se sont traduits par la peinture des nombreuses façades de maisons, revêtues de multiples couleurs vives, remplaçant peu à peu le gris-béton uniforme, ainsi que par la plantation d'espèces d'arbre décoratives aux abords des maisons ou encore l'accroissement des foyers équipés de panneaux solaires.
Les habitants ont aussi eu une capacité importante à l'auto-organisation, en créant des structures associatives pour gérer au mieux leur production viticole et fruitière (deux associations agricoles, une coopérative, un lieu de vente) et le travail de guide touristique (association des guides).

Figure 6.15. Vendange tardive à Dje de Lorna et processus de fabrication du manecon avec l'aide de la famille et de proches du village, en particulier Filipa Teixeira venue tester le vin et conseiller le viticulteur au bout du 8ème jour de fermentation (août 2013).

Pourtant, cette « *success story du vin de lave* » post-catastrophe (expression de Michel Lesourd, 2016, p.2), mettant d'abord l'accent sur les opportunités de réduire le risque en diversifiant l'économie locale donc en renforçant les moyens d'existence, ne doit pas occulter certaines conséquences négatives sur la vulnérabilité des habitants face au risque volcanique. L'éruption de 1995 aurait pu constituer une opportunité pour produire un territoire plus sûr, « *dans le sens où les institutions et les populations peuvent se saisir de cette période de remise en question et d'incertitudes pour donner au développement de leur territoire une direction qui intègre mieux la prévention des risques* » (Moatty, 2015, p.244). Mais cela n'a au final pas été vraiment le cas, pour différentes raisons.

Malgré la prégnance du danger et les destructions, bon nombre d'habitants ont choisi de retourner au village pour des raisons économiques et de continuer à construire à Chã, notamment en investissant dans des pensions (chambres d'hôte), en dépit de l'exposition à la menace. Ce choix, bien que permettant une robustesse économique plus importante au quotidien, rend les habitants plus vulnérables économiquement en cas de nouvelle éruption : tout d'abord parce que leur capacité d'épargne se trouve limitée, tout l'argent gagné étant consacré à un investissement immobilier fortement vulnérable à une future éruption (coulées de lave), ce qui restreint leur capacité financière à faire face à un arrêt prolongé dans leur activité économique. De plus, les constructions continuent à se concentrer à Portela et Bangaeira, des zones topographiquement basses et donc plus exposées aux coulées de lave.

Par ailleurs, les stratégies employées par les agriculteurs pour augmenter leur surface cultivable et donc leur production viticole ont, elles aussi, eu tendance à aggraver l'exposition de ces zones cultivées face aux menaces volcaniques. En effet, la majeure partie de la caldera est recouverte de coulées basaltiques totalement stériles. L'emprise de la lave sur les zones cultivables est considérable, d'autant plus que l'avant-dernière éruption (1995) a recouvert les champs les plus fertiles de la caldeira. Souvent, il ne reste qu'une fine bande de terre entre les coulées de lave et la falaise abrupte de la bordera (**figure 6.16**). Toutefois, certaines zones, correspondant à des coulées de lave plus anciennes sur lesquelles se sont constitués des sols, sont couvertes de lapilli (pouzzolane). Ces sols noirs, aux grains épais, sans humus, sont très fertiles et ont fait progressivement l'objet d'une colonisation. Davide, le président de la coopérative explique : « *Quand on a commencé à produire du vin ici à Chã, il y avait peu de terrain de culture. Depuis, les gens ont fait de nouvelles plantations de vignes. (…) Aujourd'hui, il n'y a presque plus d'espace, les personnes vont sur ces terrains non cultivés, sur les vieilles coulées de lave dans des endroits plus éloignés pour faire de nouvelles cultures de vignes* » (entretien avec Davide Montrond, octobre 2013).

Figure 6.16. Le ruban de terre restant entre les coulées de lave et la bordera (Sanial, juillet 2013)

Après 1995, les cultures, en particulier celles de la vigne, ont ainsi commencé à remonter sur les flancs du volcan et les cônes monogéniques, collines volcaniques formées par l'empilement de téphras et lapilli au cours d'une seule éruption (**figure 6.17**). Là, malgré une forte pente et un terrain très instable et friable, les agriculteurs ont pu trouver des terres disponibles. Or, les terres situées sur les flancs du Pico sont particulièrement exposées à la menace volcanique, ce qui augmente le risque de perdre des champs sous une coulée de lave[21].

Figure 6.17. Vue depuis le volcan qui montre l'expansion des champs de vigne (Sanial, juillet 2013)

D'autre part, les agriculteurs privilégient la culture marchande de la vigne au détriment d'autres cultures vivrières ou de l'élevage, qui ne procurent pas les mêmes gains. Or, le cheptel constitue un atout majeur face au risque volcanique. En effet, si le terrain est un capital fixe, qui peut disparaître avec une éruption, comme ce fut le cas pour un grand nombre de champs en 1995, le bétail quant à lui constitue un capital mobile, un moyen d'épargner efficacement de l'argent et de disposer d'argent assez rapidement en cas de besoin, et donc une sécurité alimentaire et financière pour les familles. Les tentatives du Parc visant à remplacer l'espèce de chèvre endémique par une espèce des Canaries, censée donner plus de lait, n'ont pas donné les résultats attendus[22]. Au final, beaucoup d'éleveurs ont préféré abandonner leur activité, qui leur prenait plus de temps et d'argent, monopolisait aussi une partie de leurs champs pour les plantes fourragères pour se consacrer à la viticulture, beaucoup plus lucrative. Certains ont aussi fait le choix de se concentrer sur l'agriculture sans chercher à diversifier leurs moyens d'existence et à se reposer sur deux activités complémentaires afin de se garantir une « porte de sortie » économique en cas d'éruption, sachant que l'agriculture comme l'activité touristique de pension sont particulièrement vulnérables face aux éruptions. Cette priorité en faveur de la vigne est devenue incontestable, comme l'expliquent Antoninho et Filipa Teixeira, habitués à parler en se coupant la parole : « *Filipa : Maintenant, tu vas sur les pentes de la bordera, qu'est-ce que tu vois ? Des vignes. Antoninho : Des vignes partout. Filipa : C'est ça que tu vois le plus, c'est ce qui aide le plus [financièrement], donc c'est ça qu'il faut le plus planter. Antoninho : Là où Camilo a des champs, il n'y avait que du ricin là-bas. Du raisin, il n'y en avait pas là-bas. Pas même un pied. Maintenant, il y a du raisin partout !* » (Entretien avec Filipa et Antoninho Teixeira, novembre 2013). La prédominance de la vigne constitue ainsi une stratégie de spécialisation marchande : la vigne rapporte de l'argent, ce qui est

[21] Toutefois, les parcelles agricoles sont souvent divisées et éparpillées dans plusieurs lieux de la caldeira, le risque de perdre toute la propriété d'un coup est donc faible.

[22] Comme évoqué en chapitre 1, le pâturage libre des chèvres dans la caldera est interdit depuis 2006 afin de limiter son impact sur la biodiversité. Le PNF a ainsi contribué à détourner les éleveurs du pastoralisme au profit de la viticulture, et constitue en cela une contrainte institutionnelle, qui pèse sur la capacité d'épargne.

très important au regard de la faible monétarisation du village ; elle offre des opportunités de vente moins aléatoires que d'autres plantes cultivées et un prix au kilo plus élevé[23]; le raisin peut être vendu tel quel directement à la coopérative, en ville ou à Praia, mais aussi transformé en vin directement par l'agriculteur si celui-ci décide de réaliser du *manecon* (ce qui augmente le bénéfice et permet de le stocker plus longtemps) ; il est enfin d'une culture aisée qui s'adapte particulièrement bien au sol de la caldera avec des vignes pouvant donner jusqu'à 50 kilos de raisin par pied, surtout pour le raisin blanc (entretien avec Franz Hegger, novembre 2013). Toutefois, sa prédominance accroît en retour la vulnérabilité des habitants. Au lieu de privilégier des pratiques agricoles vivrières (haricots, élevages, manioc, patates douces, etc.), qui leur ont permis jusqu'alors d'assurer leur survie en répondant à leurs besoins essentiels par l'autosubsistance, quels que soient les aléas du marché ou du climat, les habitants se sont spécialisés dans une monoculture destinée à la vente. Cette marchandisation de l'agriculture a ainsi fragilisé la capacité à assurer la couverture des besoins basiques, en même temps que la dépendance aux produits extérieurs augmente. Alors que la majorité de la population de Chã das Caldeiras pratique une activité agricole, des épiceries proposent des produits alimentaires de première nécessité issus de l'industrie agroalimentaire (pour beaucoup importés du Portugal) que la population consomme quotidiennement. Citons à titre d'exemple le lait concentré « Bonnet Bleu », la chicorée « Brasa » ou les *sumo,* jus de fruits synthétiques déshydratés, alors que sont cultivés sur place le café, les fruits (désormais largement destinés à la vente ou à la transformation en liqueurs), et que l'élevage, en très net recul, donne accès aux produits laitiers.

Par ailleurs, l'examen des parcelles agricoles met en évidence un phénomène d'émiettement des exploitations. En effet, la croissance démographique entraine une plus grande pression sur l'espace et une diminution de la taille des parcelles. La figure ci-dessous donne à voir la parcelle agricole baptisée *Lantisco*, situé à Bangaeira (**figure 6.18**). On visualise bien le morcellement progressif du domaine familial initial entre les différents membres de la famille Teixeira, « propriétaire » ce terrain.

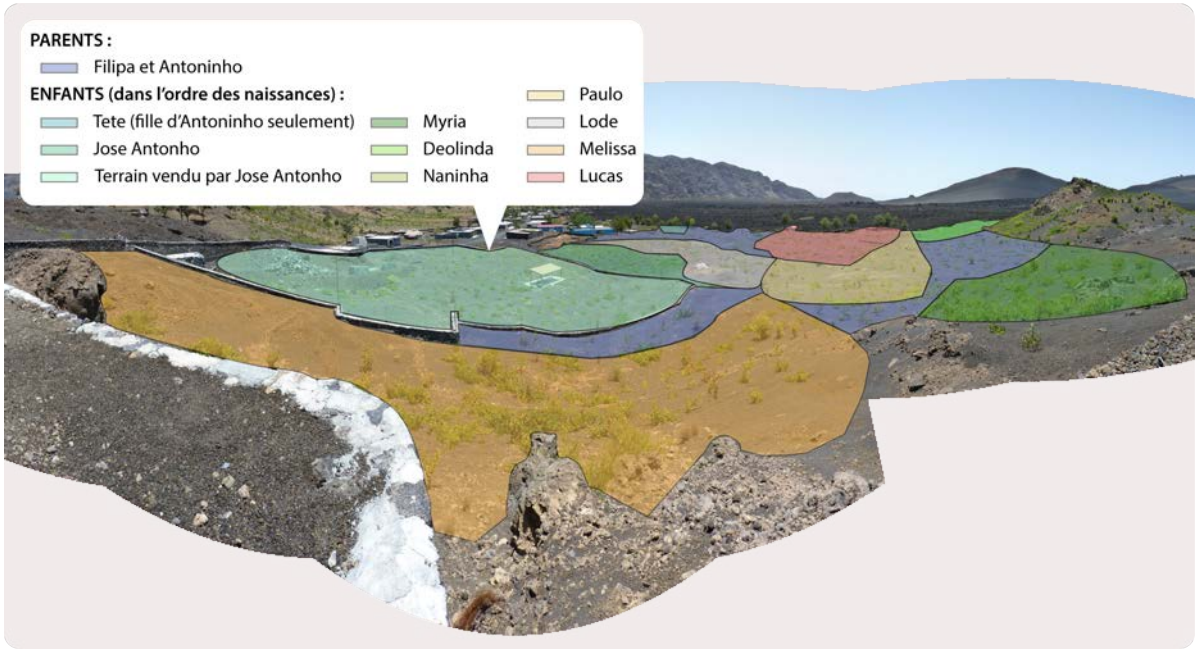


Figure 6.18. Le morcèlement du Lantisco (terrain agricole familial à Bangaeira) entre les membres de la famille Teixeira (Chouraqui, photomontage réalisé à partir de photos prises en juillet 2013).

[23] Le prix du kilo de raisin est fixé à 200 escudos par la coopérative (1€80) mais peut descendre à 150 escudos (1€35) en fonction du lieu de vente et de l'acheteur (les commerçantes de São Filipe font descendre les prix). Ce prix reste cependant supérieur à celui des haricots, vendu au litre, dont le prix de vente chute à 100 escudos (0€90) en haute saison (mars à mai) et demande un temps de travail minutieux et long (écosser, trier, etc.).

L'installation des jeunes du village en agriculture est freinée par le manque de terres, ce qui oblige les familles à diviser leurs parcelles parmi les enfants. Glesi, le fils de Fatinho, est le fils d'une famille particulièrement nombreuse (son père, Fatinho, a eu 46 enfants avec 5 femmes différentes). Il a fait des études à l'université UNICV à Praia mais ne trouve pas de travail depuis déjà deux ans. Il explique : « *En tant que jeune sans emploi, si une personne vend son terrain, au prix qu'elle en demande, je ne peux pas l'acheter. Aucun jeune du village ne peut acheter, ce sont plus des personnes qui viennent de l'extérieur qui investissent à Chã. Beaucoup de pères de Chã ont eu beaucoup d'enfants. Mon père, Fatinho, il est connu pour ça. (…) Moi je n'ai pas encore de terrain, je travaille dans celui de mon père et de ma mère. Parce qu'à Chã, si on regarde, la majorité des terrains ont été recouverts par la lave. Notre volcan, c'est une chance, pour nous, mais il nous limite en termes de terrain. En ce moment, il n'y a pas d'espace, le Parc nous a limités, on n'a pas le droit de cultiver à certains endroits. Moi je n'ai pas d'autre choix que de travailler dans le terrain de mes parents* » (entretien avec Glesi, août 2013).

Ici, l'hypothèse selon laquelle l'éruption volcanique aurait constitué une opportunité pour réduire les risques en encourageant les comportements de non-exposition des individus ne semble pas se vérifier. Au contraire, les opportunités de bénéfices socio-économiques à court terme issus de l'éruption de 95 ont minimisé la menace. Ces bénéfices n'ont pu compenser les pertes de terrains, qui, dans un contexte de croissance démographique forte, ont poussé les habitants à s'exposer davantage à la menace pour saisir cette opportunité. La conséquence de ce morcèlement des terrains restants est la vulnérabilisation économique des plus jeunes. Ainsi, la bonne connaissance/perception du risque entre en contradiction avec des facteurs qui incitent les gens à vivre ou à exploiter les zones exposées (Teixier *et al.*, 2009 ; Lavigne & De Belizal ; Lavigne *et al.*., 2008). De surcroît, le choix de privilégier des cultures marchandes au détriment de cultures vivrières limite la capacité d'épargne et d'autosubsistance tout en renforçant la dépendance aux produits extérieurs. Enfin, la diversification des activités entre agriculture et tourisme, ne doit pas occulter une équation essentielle dans la compréhension de la vulnérabilité des moyens d'existence : ces deux activités, bien que complémentaires sur certains aspects, apparaissent toutes deux aussi vulnérables face à la menace des coulées de lave : les pensions touristiques, les commerces, reposant sur de l'immobilier, seront tout autant affectées par les coulées que les parcelles agricoles. Les habitants ne pourront donc pas substituer leur activité touristique à leur activité agricole en cas d'éruption, et risqueront l'arrêt total de toutes leurs activités. Cette diversification n'est donc pas non plus un remède miracle pour faciliter la résilience des habitants en rendant possible la continuité d'activité. Seules les activités de guide touristique ou d'artisanat peuvent éventuellement perdurer pendant une éruption ou malgré une destruction massive.

- **Des contraintes socio-économiques et un accès fragile aux ressources**

Par ailleurs, la réussite économique globale du village suite à l'éruption ne doit pas occulter que la vie quotidienne locale est ponctuée de nombreuses contraintes et difficultés économiques. Lorsque les habitants sont interrogés de manière spontanée sur leurs principales contraintes/difficultés en lien avec le fait de vivre au village, 27,6% des répondants évoquent le coût de la vie, le chômage, et la pauvreté (**figure 6.19**). Ce problème apparaît en 3ème position du classement, derrière les problèmes d'eau (51,7%) et d'électricité (50%). Le problème de l'accès au soin, lui, se trouve en 4ème position, avec 20,7% des réponses, à égalité avec les problèmes de violences et conflits, suivit par l'alcoolisme (17,2%) et l'isolement (15,5%).

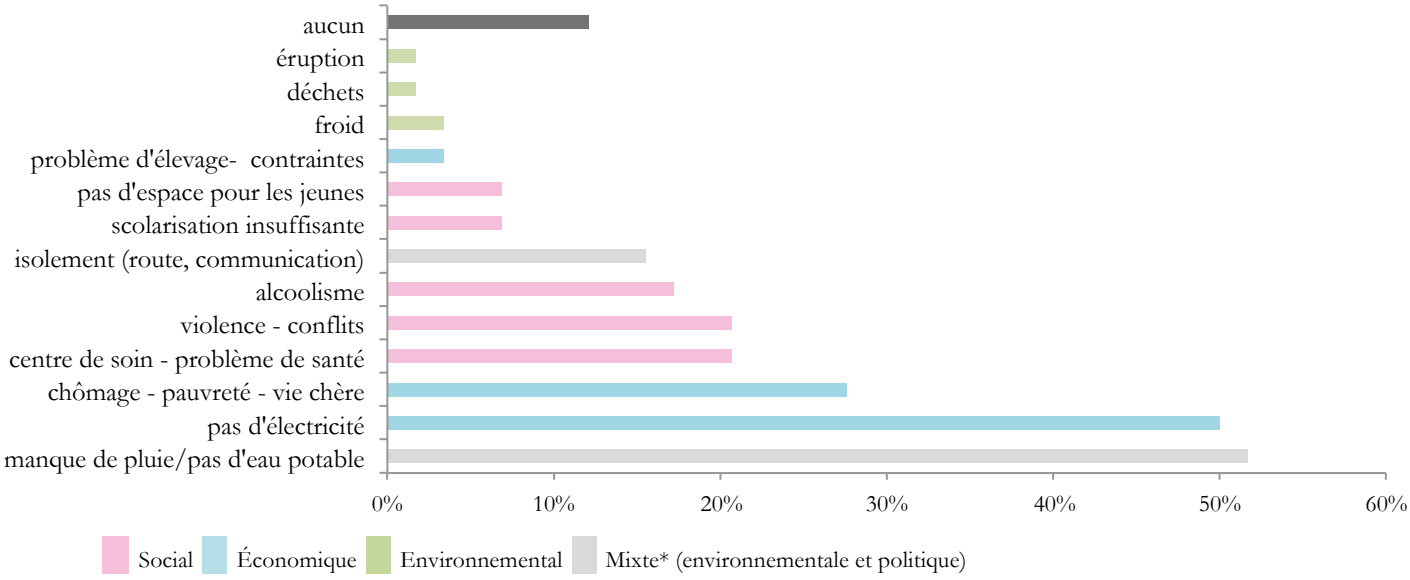


Figure 6.19. Hiérarchisation des contraintes/problèmes par les répondants au questionnaire MIA-VITA (2011)

Ce graphique montre bien que du point de vue des habitants de Chã, les contraintes économiques, sociales, culturelles et politiques du quotidien sont prédominantes. Certaines ont été classées comme mixtes, à la fois environnementales et politiques. L'eau en constitue un exemple, dans la mesure où en l'absence de réseaux d'adduction, le système est entièrement dépendant du climat. Nous pouvons rapprocher ceci de la question générale de la vulnérabilité du Cap-Vert et de la manière dont elle est perçue par les Capverdiens : pour la majorité d'entre eux, l'irrégularité pluviométrique entraînant une année agricole déficitaire demeure le risque majeur.

Notons, pour souligner ce qui a été expliqué précédemment sur la représentation dominante du volcan comme une ressource, et sur les contraintes économiques qui ont poussé à braver la menace volcanique, en privilégiant le besoin de survivre économiquement, que ces dernières l'emportent largement sur les dangers liés au volcan. En effet, seule une personne sur 58 cite l'aléa volcanique comme un problème ou un inconvénient en lien avec le fait d'habiter à Chã. Ainsi, de manière instinctive, les personnes interrogées ne considèrent ou ne pensent pas à l'aléa volcanique comme faisant partie des problèmes ou des désagréments touchant le territoire. Si la grande majorité des habitants n'a pas évoqué l'aléa volcanique, ce n'est, encore une fois, pas lié à une défaillance de la perception du risque volcanique, puisque nous avons pu voir précédemment que les habitants sondés ont une bonne conscience du risque volcanique (cf. chapitre 6.1). C'est la « mise en balance » (Texier 2009) ou hiérarchisation de toutes ces menaces, extrêmes et quotidiennes, qui ont pour effet de mettre au second plan la menace naturelle, dans un contexte global et quotidien, permanent, de pression importante sur l'accès des populations locales aux ressources. Ce constat rejoint les hypothèses du paradigme radical, ou de vulnérabilité ancrée dans le quotidien, défendu par Waddell, 1977 ; Torry, 1979 ; Hewitt, 1983 ; Cannon, 1994 ; Wisner *et al.*, 2004 ; Gaillard, 2007 ; O'Keefe *et al.*, 1976).

Ainsi, la réussite économique apparente qui procure aux habitants des forces (internes) importantes et des moyens d'existence certains, doit être relativisée par de nombreuses faiblesses, inhérentes à ce développement rapide, mais également par des menaces exogènes, notamment liées au fait que le territoire soit un PIED (petit état insulaire en développement), à l'origine d'une vulnérabilité globale importante face à la menace volcanique (**figure 6.20**).

Figure 6.20. Analyse SWOT des petits territoires insulaires face à la menace volcanique (Chouraqui, 2017, inspiré de l'article Komorowski et al., 2017)

- **Des investissements massifs qui renforcent le sentiment d'invincibilité**

Posséder des terres en abondance dans la caldera est synonyme de richesse pour les habitants du village, en raison de la fertilité du sol et de sa rareté. Mais cette « fortune » est cependant atténuée par la précarité de la ressource foncière : une précarité liée à leur non-durabilité (une prochaine éruption pourrait détruire l'ensemble des terres arables restantes) et inhérente au régime foncier. Pourtant, l'expérience du choc encaissé et surmonté ainsi que l'essor économique post-catastrophe ont finalement contribué à renforcer un sentiment d'invincibilité déjà prégnant chez les habitants de Chã. Ce sentiment s'est notamment traduit par des investissements immobiliers privés particulièrement importants pour des populations paysannes modestes, et favorisés par des investissements et des aides extérieures (projets de coopération solidaire en provenance de l'Europe). En effet, l'arrivée de nouveaux acteurs étrangers, dont la venue coïncide avec celle de l'essor économique de la caldera, s'accompagne d'un ensemble de projets visant à optimiser la valeur de ce territoire (hôtel, centre d'information, poste de santé, délégation municipale, nouvelle coopérative, etc.). Ceux-ci ont investi dans le village sans réelle prise en compte du danger et sont donc venus conforter les habitants dans leur dynamique d'investissement en cours, injectant dès que possible l'argent gagné dans leurs maisons, dans les hôtels et les champs. « Investir à Chã » est devenu synonyme de réussite et de sécurité financière.

Parmi les investissements externes récents réalisés dans la caldera ayant contribué à la minimisation de la menace volcanique, le meilleur exemple est celui de la création du siège du Parc Naturel. Il s'agit d'un bâtiment de style moderne, en blocs fabriqués à base de lapili, de ciment et de roches volcaniques locales, de taille imposante occupant une superficie totale de cinq mille mètres carrés en amont du village. Son coût de réalisation s'est élevé à 116 millions d'escudos, soit 1.066.500 euros financés à 95% par la Coopération allemande à travers la KFW Banque. Sa construction a commencé en février 2012 et a été achevée en octobre 2013, mais le siège n'est devenu opérationnel qu'à partir du début d'année 2014, avec le transfert des services administratifs, jusqu'alors situés dans la ville de São Filipe. Qualifiée

de « *joyaux du Parc Naturel de Fogo* » [24] par le journaliste Jorge Montezinho (Montezinho, 2014), la maison du PNF a été détruite 8 mois à peine après son inauguration le 14 mars 2014 (**figure 6.21**).

Figure 6.21. Le siège du Parc Naturel de l'éruption pendant sa construction (Sanial, juillet 2013) et pendant l'éruption (Chouraqui, novembre 2014)

La cérémonie avait eu lieu en présence du premier ministre capverdien et du ministre de l'Environnement, le premier ayant qualifié le nouveau siège de "*symbole de la grandeur de l'île de Fogo*, » et le second estimant qu'« *une merveille comme le volcan méritait un bâtiment de cette envergure, lui-même une merveille* ». A l'époque, seul Bruno Faria, responsable de la surveillance du volcan Fogo au Cap-Vert (INMG) s'était opposé à ce discours officiel et journalistique élogieux, déclarant qu'*« investir une telle somme d'argent dans*

[24] Conçu par l'architecte Ricardo Barbosa Vicente, le bâtiment a remporté le Prix National d'Architecture 2013 au Cap-Vert et a été présenté au festival mondial d'architecture (WAF) 2014 en octobre, à Singapour dans la catégorie « projet construit ».

une zone à risque relève du non-sens » (Bruno Faria, novembre 2013). Selon lui, les architectes ont choisi le pire endroit pour implanter l'édifice, à la fois situé sur une faille active, à la fois dans une zone en cuvette, vers laquelle la lave aurait donc tendance à s'écouler en cas d'éruption (ce qui a en effet été le cas en 2014-2015). Le choix de l'emplacement semble davantage obéir à une logique de visibilité du siège. En effet, toute personne se rendant à Chã das Caldeiras par la route principale était obligée de passer devant puisque le bâtiment se trouvait entre l'entrée de la caldera et le village. De par sa taille, sa stature imposante et son style moderne, le bâtiment ne pouvait que susciter la curiosité des visiteurs, favorable au développement de sa fréquentation.

L'essor économique post-1995 associé à la construction d'un bâtiment d'une telle valeur, ont renforcé ce sentiment d'invincibilité, laissant implicitement croire aux habitants que quoi qu'il arrive, ils pourront toujours surmonter une éruption, qu'ils sont « sous la bonne étoile » du volcan, renforçant un sentiment exagéré de sécurité, ce qui peut être un facteur de vulnérabilité limitant leur volonté de se préparer à une future éruption. La « fenêtre » ouverte par l'éruption de 95 est ainsi à mi-chemin entre celle de l'opportunité, et celle de l'oubli.

6.2.2. L'avatar de la force collective : un village irréductible réfractaire à l'autorité

- **Des habitants atteints par l'*hybris* de la démesure ou marqués par la construction lente d'un entre-soi autonome ?**

Sur les pentes du Monte Amarello, Izabel prépare à manger dans une énorme marmite noire de suie. Un cortège de militaires accompagnant des hommes politiques venus voir l'éruption vient de passer, sans qu'un seul mot soit échangé avec les habitants. Le climat est tendu : est-ce qu'on va les forcer à partir ? Izabel qui rajoute du bois sous sa marmite brandit une brindille et s'écrit *: « On peut mourir dans la lave du volcan, personne ne va partir d'ici ! » (Fogo na Boca,* 14:22:17 à 14:25:09). Est-ce que, à l'instar de la potion magique d'Astérix et Obélix, le *manecon* procure une force surhumaine quand on le boit ? Après tout, Ze Fontes semble indiquait que cette boisson lui procure une énergie particulière : *« Je me suis levé de bon matin. J'ai rencontré Vriato le fils de Marinha. Et je vais boire son vin avec lui. C'est lui qui m'a dit : "ça va te mettre du sang dans le corps." A moi il me met, il me met du sang dans le corps ».*

Le concept d'*hybris,* emprunté au grecque ancien, *hubris*, « excès » renvoie à « *l'ivresse de la démesure provoquée par l'orgueil, par la passion* » (dictionnaire numérique Antidote 8), et nous amène à un ultime revers de la médaille de la résilience : un sentiment exacerbé de pouvoir au-delà des règlementations, et des risques naturels. Nuna, le chef de la Police de Fogo mentionne cet excès d'orgueil des habitants aux conséquences funestes : « *Comme ils sont nés et qu'ils ont grandi ici, ils pensaient pouvoir vivre avec le volcan en toute simplicité. Ce n'est qu'au moment où la situation s'est aggravée, qu'ils se sont rendu compte de leur ignorance* » (*Fogo na Boca*, 15:12:22 à 15:19:22). Comme le chef de la police de Fogo, plusieurs acteurs externes interprètent ces situations de bravade comme des preuves de la vantardise, de l'orgueil, voire de la bêtise des habitants, qualifiés d'ignorants et de téméraires. Autrement dit, ceux-ci se pensant invincibles et tout-puissants, refusent systématiquement d'obéir aux lois et aux mesures institutionnelles.

La stigmatisation des pratiques et des usages des populations locales par les acteurs institutionnels est révélatrice des rapports de force en présence. Dire que les habitants souffrent d'un excès d'orgueil revient à cacher les causes profondes des résistances locales aux normes dictées par les acteurs

institutionnels[25]. On remarque en effet dans les discours des habitants une mise à distance, un rejet, de tout ce qui est « politique » : « *Ici, on n'a pas besoin de l'État, l'état n'a rien besoin de nous donner* » proclame souvent les villageois. Cette mise à distance physique et symbolique de l'État doit être mise en lien avec l'histoire du village sur le long, mais aussi sur le moyen terme, qui commence avec celle de son peuplement.

Le chapitre 1 a permis de démontrer que depuis les origines de son développement en marge de celui du reste de l'île, les premiers occupants de la caldera, créateurs par leur travail de la richesse de Chã, en sont devenus les propriétaires légitimes. Les habitants actuels, descendants de ces derniers, se considèrent comme investis à ce titre, d'un droit inaliénable sur ces terres. Toujours dans le même chapitre, il a également été question de l'isolement géographique du village, en partie lié à un certain désengagement de l'État en matière de développement du territoire, auquel a été ajouté un isolement culturel, identitaire. Ainsi, qu'il s'agisse de leur tempérament ou de leur physique, on prête généralement des traits distinctifs aux habitants du village. Parce qu'ils vivent dans la caldera, les membres de la communauté sont minoritaires, dans le sens où ils appartiennent *« à une communauté numériquement inférieure »* mais aussi minorisée, ce qui traduit l'idée d'une *« infériorisation à la fois sur le plan social, économique, politique et/ou psychologique »* (Vernet, 2013). En effet, le passé du village marqué par une forte précarité et une exclusion, sociale, spatiale et économique, a laissé des traces identitaires profondes. Cette position géographiquement « en marge » et économiquement en « bas » se trouve au fondement des rapports extérieur/intérieur et nous informe sur leurs interactions avec les personnes extérieures à la communauté.

Après l'éruption de 1995, au lieu de participer à reconstruire le village, les autorités ont tenté d'exclure les habitants de la caldera via l'opération de relogement à Achada Furna et Monte Grande, puis ont mis en place des politiques de restrictions foncières qui ont fortement contraint le développement économique dans la caldera. Pourtant, les habitants ont réussi à montrer le pouvoir de leur force collective et à remettre le village debout sans l'aide de l'État capverdien, remettant en cause le pouvoir absolu de celui-ci. Ainsi, la reconstruction du village sans l'aide de l'État leur permet d'affirmer leur droit sur le territoire construit puis reconstruit en marge du système.

Enfin, et jusqu'à la veille de l'éruption de 2014-2015, les habitants ont souffert du manque d'accès aux services publics. Chã fait partie des derniers villages de Fogo à ne pas avoir de réseau électrique et d'eau courante. Les prérogatives de l'État sur le territoire sont d'autant plus critiquées que le village, bien qu'étant le plus riche et le plus visité de l'île, est paradoxalement aussi le moins équipé en termes de services publics. Malgré les différentes mesures édictées et les divers édifices qui viennent marquer la présence et l'intervention d'acteurs externes institutionnels (siège du PNF, stade de football et délégation municipale), la caldera est un espace où l'État reste majoritairement absent. Les interventions sont rares, et se limitent, la plupart du temps, à des visites officielles ou des réunions publiques qui n'ont que peu de succès en termes de participation. En l'absence de poste de police au village, les règles de conduite régissant l'organisation de la société sont fixées par les membres de la communauté eux-mêmes, et favorisent des règlements de compte aux marges de la légalité (passages à tabac, jets de pierres, batailles collectives).

Ces éléments permettent de mieux comprendre pourquoi les habitants de la caldera se voient comme faisant partie de la société capverdienne, tout en portant un regard extérieur, détaché, comme si les lois,

[25] Les différentes formes de résistances sont étudiées plus en détail dans le **chapitre 6.3**.

les taxes et les impôts ne les concernaient pas vraiment. Les habitants ne se croient pas nécessairement au-dessus des lois, mais plutôt en dehors, dans la mesure où leur existence quotidienne se construit à distance du reste de la société. Cela favorise un déni de l'État-nation et un repli sur soi ou sur un « entre-soi » dessiné par les contours de la caldera.

L'observateur qui découvre Chã pour la première fois se retrouve nez à nez avec ce paradoxe : d'un côté, il constate une situation de vie « en marge », situation d'isolement culturel et géographique, et de l'autre, il contemple un village animé au centre de l'attraction de l'île, fréquenté aussi bien par les insulaires, que les touristes nationaux et internationaux ou les acteurs institutionnels externes[26]. Toutefois, il semble que les personnes extérieures viennent à Chã bien plus que les habitants n'en sortent, sauf pour les nombreux migrants dont la plupart se rendent vers les États-Unis (mais pour certains, reviennent aussi). Les vies quotidiennes sont comme circonscrites par les hautes falaises de la caldera, véritable frontière, tandis que les nucléaux humains et les terres de culture sont géographiquement proches et connectés. À l'intérieur de ce monde miniature, des interactions sociales s'agencent autour d'un ou de plusieurs « nous ». Elles sont fondatrices du quotidien et se traduisent par une multitude de faits : plantation des haricots ou vendange familiale, visites hebdomadaires des amis et des proches le samedi après-midi pour les adventistes, discussions dans les *kintals*[27], apéritifs dans les bars, jeux d'*uril* [28]devant la porte des maisons, transactions en tout genre dans la rue principale de Portela le dimanche matin, trocs et dons, fête de village, mais aussi disputes ouvertes et conflits au beau milieu de la rue. Il peut se passer plusieurs semaines, voire plusieurs mois, sans que les habitants ne quittent le village. Ces sorties sont généralement assez exceptionnelles : pour aller à la banque, au marché, rendre visite à la famille dans un village voisin, ou pour les grandes occasions : mariages, baptêmes, deuils, sont célébrés dans l'entre-soi et constituent des moments où se réaffirment les liens entre les membres et leur place dans la société.

Cet « entre-soi », définit par Sylvie Tissot comme un « *groupement de personnes aux caractéristiques communes* » (Tissot, 2014), « *implique une mise à distance plus ou moins active des "autres" »* (Claire Gellereau, dans Tissot, 2014), et se base sur des systèmes d'alliance, de complicité, structurés autour des liens familiaux entre les habitants de la caldera et ceux d'autres villages, avec lesquels ils se reconnaissent des liens de parenté ou d'amitié. Dans la caldera, la vie des habitants s'organise spatialement autour d'affinités et de relations sociales, d'un espace de l'entre-soi, différent de l'espace extérieur.

- **Un collectif construit autour de réseaux d'entraide interne et externe**

Les habitants ont su construire une image positive, dynamique de leur rôle dans l'économie de Fogo ainsi que de leur savoir-faire, de leur créativité, de leur excentricité, de leur décalage par rapport au reste de l'île. Si les contraintes (risque d'expulsion ou de destruction des constructions par l'État, manque de services publics) sont nombreuses, elles sont, au quotidien, contrebalancées par des ressources bien plus importantes que dans la plupart des autres villages de l'île. Le territoire en lui-même est porteur

[26] A chaque déplacement des membres du gouvernement dans l'île, ceux-ci se rendent toujours dans le village pour manger dans l'une des pensions, y compris en pleine période d'interdiction de construire, ce qui ne manque pas d'éveiller les railleries des habitants.

[27]Les maisons au Cap-Vert possèdent souvent des kintals, c'est-à-dire des cours intérieures au centre de la vie domestique et familiale.

[28] Jeu de société africain plus connu sous le nom d'*awélé* en France, dans lesquels on distribue des cailloux ou des graines dans des coupelles.

d'opportunités économiques, comme le montrent les activités agricoles, touristiques et marchandes déployées dans la caldera. Sur le panneau situé à l'entrée de « Ka Ramiro[29] », on peut lire : vin, manecon, café, fromage, musique « live » (**figure 6.22**). Comme l'explique Ramiro Montrond, la soixantaine, agriculteur, mais surtout commerçant et violoniste, son négoce se porte à merveille : « *Chez moi, tout se vend, il suffit que j'aie des bons produits, des produits locaux comme le vin. J'ai du vin que je fais à la maison parce que je suis agriculteur. Et puis il y en a aussi que j'achète aux familles. Parce que les miens seulement, ça ne suffirait pas [il sourit avec fierté]. Des gens de plein de pays viennent ici, et c'est surtout notre musique qui les fait venir dans ma maison pour écouter* » (entretien avec Ramiro Montrond, décembre 2013).

Figure 6.22. La terrasse de « Ka Ramiro » où ont souvent lieu les concerts (Chouraqui, décembre 2013).

C'est ici l'un des paradoxes du village : celui-ci est isolé, en rupture, voire déconnecté du reste de l'île, mais en même temps très relié : visité par les touristes, accessible aux associations et ONG qui veulent soutenir certains projets de développement ou artistes locaux, étudié par les chercheurs. Le territoire de Chã est en marge, mais il est aussi accessible, connecté, ouvert. Il dépasse le territoire physique de la caldera. En effet, l'analyse des pratiques de sociabilité fait écho à cette réflexion de Bruno Latour sur le territoire : « *Un territoire, c'est d'abord la liste des entités dont on dépend, c'est une liste est non pas forcément un lieu repérable par une carte (...) enfin, et c'est le plus important, ce sont les entités dont on dépend, c'est-à-dire dont le maintien*

[29] Littéralement en français, « Maison Ramiro ».

ou l'accès est indispensable à sa propre subsistance (au sens très large et pas simplement alimentaire ou élémentaire du terme) » (Latour, 2009, p.13).

Ce « territoire-liste » des habitants passe par de multiples sociabilités qui se développent au-delà de Chã et de Fogo, à l'échelle nationale et internationale. Elles sont liées aux nombreuses migrations des membres du village vers les États-Unis, mais aussi à l'attrait du village et sa singularité, qui offrent des opportunités économiques et d'interactions bien supérieures à celles des autres villages de l'île. Habiter dans la caldera permet des interactions quotidiennes dans l'entre-soi, un ancrage dans un territoire local utilisé au quotidien (commerces, voisins, église, etc.) mais aussi une ouverture à l'international. Le lien social fort est un préalable à la réussite économique : par le biais des liens interpersonnels, en particulier avec la diaspora, mais aussi avec les relations émergeant de la curiosité suscitée par l'emplacement atypique du village et son exposition au risque volcanique. Celle-ci a permis aux habitants de multiplier les opportunités de développement local via la mise en place de projets de coopération internationale : aide italienne de l'ONG COSPE (Coopération internationale à l'Éducation au développement) déjà évoquée, mais aussi l'aide au développement touristique par la construction d'un restaurant (Antares) et l'auberge Syrio ; et enfin, le financement de la construction d'un poste de santé permanent (**figure 6.23**) par l'ONG autrichienne « *Nos ku Nhos* » dirigée par un couple de touristes tombés amoureux du village (entretien avec Klaus Zimmerman, juillet 2013), le poste ayant ouvert en 2011.

Figure 6.23. Le poste de santé à Chã construit avec l'aide de l'association « Nos ku Nhos » (Chouraqui, novembre 2013).

La caldera est ainsi l'espace propice à de multiples initiatives formelles et informelles et à un quotidien de la débrouille, permettant et favorisant des actions relevant d'une certaine combinaison entre des contraintes et atouts à la fois exogènes et endogènes. Les habitants envisagent la caldera comme un espace de vie parce qu'il permet de mettre en œuvre ces initiatives, qui sont en partie liées à son caractère en marge et d'entre-soi : « *Je suis d'ici et c'est ici que je travaille. Tout ce que j'ai vient d'ici. C'est ici que je me sens bien, c'est ici que je dois investir. Ça n'a pas de sens d'investir hors de Chã si je n'y suis pas. Sinon à quoi bon travailler ? On travaille pour se sentir bien, et où est-ce qu'on est bien ? Là où on est inséré et où on peut satisfaire ses besoins. Travailler ici pour vivre ailleurs sans m'y sentir bien, pour moi ça n'a pas de sens* » (témoignage de Davide Montrond dans *Fogo na Boca*, 33:31:08 à 34:00:16). Dès lors, ce que l'œil extérieur perçoit comme une

précarité ou vulnérabilité peut être au contraire appréhendé par les intéressés comme une multiplicité d'initiatives et d'opportunités supérieures par rapport aux autres villages de l'île.

- **Remise en cause de la légitimité des acteurs exogènes**

Or, l'accroissement démographique, la prospérité matérielle et économique, que les habitants ont pourtant favorisés, sont aussi les causes de leur éviction actuelle du pouvoir, puisqu'elle a suscité l'intérêt grandissant des pouvoirs publics pour ce territoire, qu'il devenait nécessaire de contrôler, réguler, administrer. Les habitants se sont retrouvés, en quelque sorte, victimes de leur développement fulgurant qu'il était désormais impossible d'ignorer. Même s'ils considèrent leur légitimé sur ce territoire isolé comme totale et absolue, au niveau légal, l'autorité étatique l'emporte sur la légitimité du premier occupant.

Entre les mesures de protection de la nature et de réduction de l'exposition à la menace volcanique, cette mise en présence d'acteurs obéissant à des logiques territoriales et de pouvoir distinctes, entraîne une remise en question de l'organisation territoriale préexistante des populations locales. Qu'il s'agisse des contraintes et interdits émanant de l'un ou l'autre des domaines de gestion, ces mesures sont perçues par les habitants de Chã comme une dépossession et donc comme une confiscation arbitraire du pouvoir absolu dont ils jouissaient jusqu'alors, par des instances « étrangères, » dans une continuité politique perpétuant un seul et même système de répression avec d'un côté les oppresseurs, et de l'autre les opprimés (Depraz, 2013).

C'est la question de la légitimité même des acteurs externes autour des modes de régulation de ce territoire qui est remise en cause par les locaux. Ceux-ci invoquent l'antériorité du peuplement de la caldera : *« Nous sommes les habitants de Chã das Caldeiras, et nous existons depuis bien plus longtemps que la Municipalité de Santa Catarina (2007), que le Parc Naturel (2003), et même que l'État du Cap-Vert (1976)* » (cf. entretien avec Pedro Danilo Fontes, 2012). Ils évoquent également le rôle crucial joué par la population dans la mise en valeur du territoire :

« *Chã était une zone abandonnée. C'est la population de Chã qui en a fait une zone riche, qui a travaillé pour ça. L'eau, c'est nous qui nous organisons pour en avoir, elle vient du ciel et on la récupère avec nos constructions et nos citernes. Nos animaux nous donnent de l'engrais pour nos champs. Les hommes d'ici ont travaillé dur, pour transformer la pierre et la lave en terrain fertile. Seulement les pierres volcaniques, ça ne donne rien. C'est grâce à la population que Chã qu'ici c'est fertile. Nous ici on dit « rebida txon », transformer la lave en sol fertile. Les terres agricoles, elles n'existaient pas avant nous, ce sont les hommes de Chã qui les ont créées* » (entretien avec Antonio Fontes Pina, surnommé Glesi, 24 ans).

La photo suivante traduit en image les propos de Glesi, avec, au premier plan une citerne d'où une personne est en train de puiser de l'eau, et au second plan, l'un des terrains fertiles verdoyants qui ponctuent une terre de lave, parfaite illustration de la magie de l'agriculture à Chã qui oppose et mêle un paysage verdoyant, nourricier, façonné par l'homme au paysage aride et d'apparence infertile élaboré par le volcan/la nature (**figure 6.24**).

Figure 6.24. Méthode de récupération de l'eau de pluie et de stockage de l'eau à Chã das Caldeiras (Sanial, juillet 2013).

Cette revendication de légitimité par les populations locales est révélatrice d'une perception dichotomique basée sur une opposition ici/ailleurs, nous/eux, dedans/dehors, rural/urbain, bas/haut. Ces oppositions reviennent souvent dans les conversations et les entretiens avec les locaux, traduisant une défiance envers l'ensemble des acteurs institutionnels, « technocrates venus de la ville », étrangers non seulement au village mais aussi au monde rural (Laslaz & Tratnjek, 2011). Les habitants, qui ont conscience d'être détenteurs de savoirs et de savoir-faire propres au territoire, remettent ainsi en cause la légitimité des élites sociales et bureaucratiques, uniquement détentrices de savoirs théoriques, qui leur imposent leurs valeurs et leurs normes dans un rapport de domination sociale. Se pose ici la question de l'accaparement du pouvoir par des acteurs exogènes (de protection de la nature et des hommes face aux risques volcaniques), dont les politiques, basées sur des modèles étrangers, négligent les droits coutumiers et d'expression locale.

Comme l'explique Fausto Rosario, l'État, en tant qu'instance régulatrice du territoire, parce qu'il porte préjudice à ceux qui s'estiment en être les titulaires réels, est peu reconnu : « *Les personnes de Chã considèrent qu'à partir du moment où tu luttes pour elle, où tu enlèves la lave, les pierres, la terre est à toi. (…) Et encore aujourd'hui ils ont beaucoup de problèmes avec la municipalité de Santa Catarina, car ils ne reconnaissent pas à celle-ci le droit d'être propriétaire des terrains de Chã* » (entretien avec Fausto Rosario, novembre 2013). En effet, au Cap-Vert, la loi stipule que les terres situées dans le cratère d'un volcan sont la propriété de l'État (décret législatif n° 2/2007 du 19 juillet et le décret-loi n °29/2009 du 17 août). Légalement, les terres de la caldera n'appartiennent donc pas aux habitants qui ne possèdent en fait que les biens immobiliers et les plantes cultivées (droit d'usage). Néanmoins, dans la pratique il existe un marché foncier et les habitants se perçoivent comme propriétaires de leur terrain, comme l'atteste la mise en vente d'un terrain par son propriétaire, Claudio Timas, via le réseau social « Facebook » (**figure 6.25**). Trois hommes du village discutent dans la rue devant Ka Pedro à Portela, l'un d'entre eux dit : « *La mairie dit qu'on ne peut pas vendre les terrains, que Chã appartient au gouvernement. Mais partout ailleurs à Fogo les gens ont le droit de vendre leur terrain.* » Un autre répond : « *Ils disent que Chã est une zone de haut risque, qu'ici c'est une zone du Parc Naturel, une zone de la Mairie, une zone du gouvernement. Mais ça c'est un problème* » (discussion glanée, septembre 2013).

Figure 6.25. Capture d'écran du mur Facebook de Claudio Timas (novembre 2013) Traduction de l'annonce Facebook : « Attention … un terrain de 1750 mètres² dans la localité de Chã das Caldeiras à Fogo est en vente. Le terrain possède déjà un "funco", une citerne, une salle de bain en construction et des plantations avec des vignes, entre autres. Les personnes intéressées peuvent entrer en contact avec monsieur João Andrade (João de Candinha) au téléphone (…) afin d'obtenir plus d'informations ».

Consciente du décalage entre la situation officielle et officieuse de l'usage du foncier dans la caldera, et afin d'encadrer la croissance des zones urbaines en pleine expansion, la Mairie de Santa Catarina a cherché à régulariser l'occupation du sol via la création d'un cadastre (cf. chapitre 1). Celui-ci a été présenté à la population en début d'année 2014, soit quelques mois avant le début de l'éruption en novembre. Compte tenu que ce plan d'urbanisation couvrait les terres appartenant à l'État, ce modèle de cadastre a été élaboré en prenant en considération les principes fondamentaux du régime juridique du sol mentionné plus haut. Ainsi, l'enregistrement de l'ensemble des bâtiments et des terrains agricoles ne devaient toujours pas permettre aux habitants de devenir les propriétaires légaux de leurs terrains. Il ne s'agissait pas de transformer le droit d'usage en titre de propriété, mais simplement de déclarer les bâtiments et les champs existants afin de définir de nouvelles règles d'usages du sol. Cette tentative a été mal accueillie par les habitants qui ont vu dans ce cadastre une nouvelle forme « d'agression externe » sur leur territoire de vie.

Cette résistance collective à dimension spatiale contre les « agressions venant de l'extérieur » vient renforcer à la fois l'union entre les membres de la communauté, soudés autour d'intérêts communs, à la fois leur identité comme communauté, c'est-à-dire les façons dont eux-mêmes se définissent et dont ils sont définis par les autres, en tant qu'unité cohérente. Ainsi, la création du « nous » se fait autour d'une contestation aux mesures étatiques, dans un contexte où l'existence même du village dépend de cette capacité à résister, et apparaît comme un facteur de renforcement du sentiment identitaire et de cohésion sociale interne.

- **Du volcanisme physique au volcanisme socio-politique**

Des chansons, des poèmes, des discours des habitants, on comprend que les populations locales entretiennent une « relation biface » avec leur volcan : ils en acceptent les soubresauts et les démolitions « *comme un prolongement incompréhensible d'un tout auquel ils appartiennent* » en même temps qu'ils entrent dans une logique d'acceptation du risque et de domination de la Nature/du volcan comme entité supérieure (Tufano, 2016). Cette idée, on la retrouve dans la bouche de Danilo qui commence à parler de son découragement face à la coulée de lave qui menace d'engloutir le village, mais qui se reprend en disant : « *Mais on a du courage, c'est la nature. Ce n'est pas la faute des hommes* » (dans *Fogo na Boca,* 06:30:17 à 06:32:08).

La destruction par l'appareil étatique vient faire écho à la destruction par le Volcan. Mais là où la colère du Volcan est acceptée avec fatalité par la population, la révolte se lève contre les entités humaines externes, qui cherchent à contrôler leurs vies, leur territoire. A plusieurs reprises, l'histoire du village a été marquée par des épisodes de soulèvement et d'insurrection contre les normes édictées à l'égard de leur territoire (voir chapitre 1). A chaque fois, on observe que ces phénomènes de « volcanisme social et politique » éclatent contre ceux qui les menacent, non pas en en termes manichéens de vie ou de mort, mais en tentant de modifier leur accès aux ressources, remettant en cause leur pouvoir absolu sur leur territoire.

Par exemple, dans le film *Na Boca de Fogo,* l'émeute des habitants du village vise à défendre Danilo Fontes dont la citerne en construction vient d'être détruite sur ordre de la mairie. Cette opération de démolition semble renforcer le sentiment d'appartenance commune, en favorisant une mobilisation du groupe. De plus, cette révolte dépasse de loin la destruction de la citerne à proprement parler. Cette destruction institutionnelle, mécanique, étatique, vient réveiller le volcan endormi des anciennes blessures de l'esclavage, faisant ressurgir le vieux sentiment d'injustice face aux décisions prises par ceux qui détiennent le pouvoir de prendre et de soustraire. Le pamphlet d'Alcinda Parmera, qui clôt le film, est celui de l'indignation contre l'oppression des plus forts : « *Il [le maire du village] nous a traités comme du gibier ! Comme du gibier d'Afrique ! Il ne nous a pas traités comme des Capverdiens ! Et ce n'est pas comme ça qu'a lutté Amilcar Cabral ! Amilcar Cabral a lutté pour la liberté, pour qu'on ait nos libertés ! On avait un œil comme ça [elle met sa main devant son œil droit pour le fermer] Amílcar Cabral est venu nous l'ouvrir grand, pour que l'on puisse voir ce qui se passe dans le monde. Mais là, ça recommence, c'est plus dangereux qu'au temps des Portugais ! Plus dangereux qu'au temps des Portugais !* » (témoignage d'Alcinda Parmera dans *Na Boca de Fogo,* 30:57:00 à :31:30:20).
Comme cette tirade d'Alcinda le fait comprendre, et comme le souligne le directeur du Parc Naturel de Fogo[30], cette mesure a été à l'origine d'une dégradation des relations entre la mairie et les habitants. Mais aussi, et de manière cette fois plus irrationnelle, cette insurrection renforce leur défiance vis-à-vis de l'État, tandis qu'il les rapproche du Volcan dans une mise en balance entre justice divine et justice humaine : « *Même le volcan, quand il est entré en éruption, il n'a pas agi comme ça ! Il n'était pas comme ça ! Il n'était pas comme ça !* » (Fogo na Boca, 30:34:21 à 30:41:03).

Le village a grandi et s'est développé non pas malgré le volcan, mais également et paradoxalement grâce aux éruptions volcaniques qui ont eu lieu avant son peuplement et au cours de son histoire. L'activité volcanique destructrice a eu une influence indéniable sur le développement du village, et plus généralement sur celui de l'île de Fogo et de l'archipel.
L'ascendant exercé par ces éruptions ne se limite pas aux périodes d'activité ou de reconstruction post-catastrophe. Elle influence à la fois la construction d'un paysage émotionnel et identitaire volcanique des

[30] « *Dans cette histoire, à Chã, celui dont la citerne a été détruite a subi un préjudice financier énorme. Mais cela a également fait du tort à la Mairie, en dégradant ses relations avec la population* » (*Na Boca de Fogo*, 25:37:24 à 25:51:03).

habitants de la caldera (cette construction d'une identité volcanique repose sur un ensemble de représentations/analogies autour du volcan), à la fois la mise en ressource économique du territoire du volcan incluant sa caldera, via le développement de l'agriculture et du tourisme.

Le volcan de Fogo joue donc un rôle déterminant dans la relation sentimentale et économique des individus au territoire. Cette relation intense des habitants avec le volcan, aussi bénéfique qu'elle soit, possède aussi ses revers (**figure 6.26**). Bien loin d'une vision idyllique d'un duo population/volcan fonctionnant en symbiose, il semble que le développement initial de ce territoire soit débordé. Débordé par un emballement économique qui conduit à minimiser le risque volcanique, stimuler un sentiment d'invincibilité, et qui n'empêche pas une fragilité importante des ressources construites sur le territoire en cas de future éruption. Enfin, il a été la scène d'une montée des conflits et ressentiments entre acteurs internes et acteurs externes, chacun revendiquant sa légitimité sur la gestion du territoire. À l'issue de cette partie, malgré l'existence d'un « nous » qui rallie tous les membres de la communauté du Volcan, il apparaît pourtant difficile de parler d'uniformité ou d'homogénéité au sein de cette communauté traversée par des tensions et des jeux de pouvoir. Une approche à l'échelle fine, par groupes sociaux, apparaît à ce stade nécessaire, pour décrypter, derrière ce « collectif », les possibles inégalités d'accès aux ressources et de vulnérabilité.

Figure 6.26. Schéma de synthèse autour des vulnérabilités de la communauté de Chã das Caldeiras avant l'éruption de 2014-2015 (modifié de Perrillat-Collomb, rapport MIA-VITA, 2012).

6.3. Derrière le « collectif », des groupes sociaux à l'accès aux ressources inégalitaire et une marginalisation différentielle du pouvoir et de la participation

Sous le joug du volcan, du Parc Naturel de Fogo ou de la mairie, la communauté rurale de Chã se présente comme un bloc plus au moins homogène formé d'individus unis par des liens étroits de solidarité et d'interdépendance. Ces liens qui incitent les habitants « *à s'unir, à se porter entraide et assistance réciproque et à coopérer entre eux, en tant que membres d'un même corps social* » (Quemada (dir), 1972-94), semblent à la fois dictés par les contraintes du milieu, le poids de la protection des hommes face aux risques volcaniques ou les exigences du Parc Naturel en matière protection de la nature. Les solidarités, complicités et alliances des habitants s'expriment à de multiples occasions : le travail dans les champs, la construction des maisons, les cérémonies religieuses, les fêtes et les conflits les opposant aux autorités. Cette cohésion communautaire apparente doit cependant être relativisée. En effet, elle dissimule aussi des disparités, telles que les inégalités dans la répartition des richesses, dans l'accès à la terre, à la manne touristique et dans la redistribution des bénéfices issus de la coopérative vino-viticole. Autant de différences en matière de robustesse des moyens d'existence, qui, face à un évènement catastrophique, seront plus ou moins adaptables et flexibles. Ces inégalités alimentent une réflexion sur ce qui cimente les habitants de Chã en « communauté », ou sur ce qui les individualise en termes de capacités à faire face et à se relever d'une crise.

Cette partie 6.3 a pour objectif de se pencher sur les tensions sociales et spatialisées qui les révèlent, pour essayer ensuite d'analyser les stratégies adaptatives quotidiennes élaborées par les plus marginalisés, notamment les femmes, face à la précarité économique. En filigrane se tisse une analyse de l'articulation au sein de la structure sociale du village, des solidarités communautaires et intérêts individuels, dans des jeux de pouvoir en lien avec la complémentarité et la fragilité des ressources. L'accès à la ressource politique (pouvoir de revendication, participation à la vie politique locale et à la gestion des ressources du territoire) sera enfin évalué à l'échelle des groupes sociaux et des individus et mis en lumière par une confrontation des discours institutionnels et citoyens. L'hypothèse d'une condition *sine qua non* de développer la capabilité (confiance en soi, conscience de détenir des savoirs à partager), pour se sentir légitime de participer et accéder à un pouvoir de choix et une capacité d'action (comme l'explique Amartya Sen) pour les femmes notamment, sera testée. Enfin, le paradoxe apparent entre une mentalité locale affirmée et s'appropriant le territoire en défiant le gouvernement, et un défaut général de participation aux scènes politiques incitées par les pouvoirs publics et les acteurs externes sera discuté.

6.3.1. Des tensions socio-spatiales symptomatiques d'inégalités économiques

- **La marchandisation de l'économie locale favorise les inégalités et l'émergence de conflits internes**

La diversification des activités économiques dans la caldera suite à 1995, qui permet une multiplication des débouchés de la viticulture (coopérative et *manecon*), et qui s'appuie sur l'émergence du tourisme, reste cependant inefficace à résoudre le problème de la continuité des activités économiques en cas d'éruption (cf. 6.2.2), mis à part pour les guides qui peuvent poursuivre leur activité indépendante de toute perte matérielle. De surcroît, cet essor économique a eu pour conséquence majeure, comme vu plus haut, une marchandisation de l'économie locale, qui reposait jusqu'en 1995 presque exclusivement sur une agriculture familiale et vivrière, et sur des échanges basés sur les dons et contre-dons. Ces pratiques de réciprocité des échanges, et de complémentarité des apports alimentaires notamment entre familles et voisins, non basés sur des échanges marchands et monétaires, ont néanmoins perduré après

1995, bien que le mode de vie soit devenu plus individualiste et davantage régi par l'argent. Dans ce cadre de mutation des pratiques économiques et sociales quotidiennes, des tensions nouvelles sont apparues au sein de la « communauté ».

❖ Des tensions entre agriculteurs dans l'espace agricole et autour de la coopérative

L'agriculture revêtant un caractère monétaire, le nerf de la guerre pour se développer est devenu l'accès au terrain. Après l'éruption de 1995, la question foncière est devenue centrale pour les habitants de Chã das Caldeiras. Couplées à la marchandisation de l'agriculture, la disparition des terres les plus fertiles sous la lave de 1995 et la croissance démographique ont poussé les agriculteurs à acquérir de nouveaux espaces agricoles : le moindre espace de la caldera où le sol n'était pas constitué de coulées basaltiques dures, coupantes et impénétrables, a ainsi été transformé en terres agricoles privées. Dans un contexte où les rapports de pouvoir avaient évolué avec l'arrivée de nouveaux acteurs remettant en cause le système de droit local « du premier occupant », la gestion du bien foncier est devenue conflictuelle. Le développement de règles de plus en plus contraignantes, visant à minimiser le risque volcanique et à préserver la biodiversité de la caldera, complexifie les rapports entre les fonctions productive, résidentielle, environnementale et touristique de la caldera, et met sous pression les agriculteurs qui se retrouvent en compétition pour l'espace, menacé en permanence d'appropriation informelle.
En effet, les litiges fonciers les plus importants concernent des appropriations de terrains situés aux limites des parcelles agricoles, quand l'un des propriétaires empiète sur le terrain voisin en plantant des vignes ou des haricots légèrement en dehors de sa propriété. S'en suivent généralement des discussions pendant lesquelles les personnes en conflit parcourent le terrain, vérifient les balises (pierres, arbres, fossé, etc.) et cherchent à trouver un accord. Toutefois, si les plantations sont trop anciennes, l'ancien propriétaire perd son droit sur le bout de terrain concerné. À cause de ces discordes, parfois ancestrales, certaines familles ou personnes ne se côtoient pas, s'évitent mutuellement[31].

Les conflits concernent également des vols dans les exploitations (cultures de haricot pillées, animaux disparus, arbres coupés, etc.). Ces dégradations sont relativement courantes, allant de petits chapardages sans conséquence, à des vols de plus grande ampleur, dont le coût peut être élevé pour les agriculteurs. Des mois de travail peuvent en effet être détruits en une nuit, laissant démuni l'agriculteur qui découvre son champ pillé et sa récolte volatilisée au petit matin. En période de vendange, le risque de perdre sa production est tel que de nombreux agriculteurs décident de dormir dans le champ ou, pour les plus riches, de payer un garde, pour ne pas risquer de tout perdre. L'unique moyen de défense est alors de se renseigner auprès des agriculteurs possédant des terres voisines, mais il est très rare, même si les coupables sont trouvés, d'obtenir dédommagement.

Enfin, les tensions portent souvent sur les circulations dans l'espace agricole. Les champs n'étant pas délimités par des barrières ou des haies, l'espace agricole donne l'impression d'un espace ouvert à tout le monde. Or, il n'en est rien. Certains chemins traversent des parcelles de terrain, et à ce titre, les « propriétaires » officieux cherchent parfois à en interdire l'accès. En effet, les gens qui passent ont parfois tendance à en profiter pour cueillir des fruits ou des légumes situés à proximité du sentier. Ainsi, pour revenir au village après être monté sur le Pico de Fogo, les groupes de touristes passent souvent par les mêmes chemins, et donc par les mêmes propriétés agricoles situés sur les flancs du Pico. Par exemple, l'un d'entre eux explique qu'il ne supporte pas le va-et-vient de touristes sur son terrain, dont « *certains n'hésitent pas à prendre du raisin ou des pommes ou à casser ce qui lui appartient* » (Edison, août 2013). Edison a demandé aux guides de ne plus passer par son champ, mais certains continuent à le faire (il

[31] D'où la difficulté évoquée dans le **chapitre 5**, de ne pas se retrouver prise à partie par les habitants en conflit.

précise « *ceux qui ne sont pas du village* »). Bien qu'il soit allé se plaindre auprès du Parc Naturel, rien n'a été fait pour le défendre.

L'entraide familiale et communautaire (*djuntamon*) sur laquelle repose le travail agricole, est également, paradoxalement, source de conflit. Ainsi, malgré une solidarité forte au sein des familles (mises en commun de ressources financières, prêts d'argent, partage des produits agricoles vivriers), chacun veille de près à sa parcelle et défend ses intérêts privés, y compris au sein des familles. En juillet 2013, une querelle a ainsi éclaté entre un frère et sa sœur de la famille Teixeira. Melissa et son mari, Sarau, ont peu participé à la récolte de la parcelle de son grand frère Lode, alors que ce dernier et son épouse, Anilda, avaient aidé au ramassage des raisins de la parcelle de Melissa. Lode a donc critiqué le manque d'entraide fraternelle, ce qui a provoqué la colère de sa sœur, enceinte de 8 mois, ce qui justifiait sa faible participation, alors que pour la récolte de ses propres raisins, elle était active dans la mesure de ses capacités (encouragement, conseils, transport des caisses vides). Il lui a été vivement reproché, et ce par l'ensemble de la famille y compris les femmes, de se servir de sa grossesse comme d'une excuse, sachant qu'au Cap-Vert, les femmes travaillent jusqu'à leur accouchement sans bénéficier du moindre congé maternité.

De plus, il est rare que des personnes travaillent gratuitement (ce peut être contre un repas et en vue d'une aide future) dans des champs appartenant à d'autres familles que la leur, comme il était coutume de le faire par le passé. On observe également que les individus ou les familles bénéficiant d'une meilleure sécurité foncière, se servent dans le même temps de la coutume, utilisant l'idée du *djuntamao,* pour exploiter avec de bas salaires les individus dont l'accès aux ressources foncières est plus précaire. Un nombre important de jeunes du village sont ainsi réduits à travailler de manière sporadique, contre des salaires modiques, notamment au moment des vendanges, créant chez eux une frustration de voir certains s'enrichir tandis qu'eux se contentent de survivre en étant exploités.

Cette compétition économique se caractérise par une bataille autour de l'accès aux ressources locales, économiques mais aussi politiques opposant les individus et les familles, dans un contexte où les activités agricoles, commerciales et touristiques, font du village un lieu clé des échanges à Fogo. Au centre de cette « bataille » se trouve la coopérative vicitole (*Adega*) (présentée dans le chapitre 1), traversée par des tensions entre ses membres. En effet, celle-ci souffre de problèmes internes qui interrogent la juste répartition des bénéfices entre les membres de la communauté, tous ne jouissant pas des mêmes ressources pour peser dans les rapports de force. Lors des enquêtes, plusieurs interlocuteurs[32] ont dénoncé des stratégies familiales d'accaparement du pouvoir de gérer la coopérative viticole, et ainsi du pouvoir de s'enrichir ou d'empêcher certains de le faire :

Mario Fernandes (agriculteur et éleveur, 38 ans) : « *personne n'ose demander des comptes à Neves ou Kakuka, par exemple pour connaître les bénéfices réalisés sur l'année, parce que si on fait ça, après, on peut dire adieu à la coopérative* ». Lisa Barros (agricultrice de 26 ans) : « *Le président-dirigeant de l'association se trouve au centre de l'Adega et affecte ses choix stratégiques. Il a construit sa maison à Coba Tina, loin des principaux centres de la caldera, comme s'il voulait s'éloigner de nous. Ce choix le déconnecte de la vie du village* ». Aldo Lobo utilise le sarcasme : « *Le raisin de Neves et de Kakuka est toujours accepté par la coopérative, même en fin de saison, alors que celui d'autres personnes a été refusé. Bizarre non ? On se demande bien pourquoi !* » Dans le bar *Ka Pedro*, Jose Nunes (42 ans), éleveur de chèvres, joue aux cartes avec des amis, et commente : « *le camion du PNF devait être pour nous, les éleveurs, pour nous aider à transporter le fourrage, les matériaux* (NDLA : comme prévu initialement par le Parc). *Le camion a été*

[32] Dans le souci de préserver l'anonymat des personnes interrogées, des noms fictifs sont donnés aux enquêtés.

monopolisé par la coopérative et il faut payer 3000 escudos pour l'utiliser maintenant ». Cecilia Lopes (29 ans, propriétaire d'une pension touristique) explique : « *Neves a refusé le raisin de mon père, sous prétexte que celui-ci était de qualité insuffisante. Mais ce n'est pas vrai, c'est parce qu'ils sont en froid !* ». Miriam Monteiro (53 ans, agricultrice) a également vu son raisin refusé à plusieurs reprises, lui faisant perdre 4000 kilos de sa production qui a séché au soleil.

Ce qui ressort de ces témoignages, c'est l'existence d'inégalités de revenus injustifiables entre les membres de la coopérative viticole, *via* l'accaparement du pouvoir par une famille. Celle-ci est dénoncée par certains, comme usant de son pouvoir pour faire pression sur les autres membres de la coopérative afin de s'en accaparer les ressources, se réservant le droit de refuser arbitrairement le raisin ou encore celui de les exclure de la coopérative. Il en résulte un climat de tension et de méfiance très pesant, notamment au moment d'acheminer son raisin pour le vendre à l'Adega (**figure 6.27**).

Figure 6.27. Le président de la Coopérative Agricole pèse le raisin d'Antoninho sous le regard attentif de ce dernier (juillet 2013).

Sur ce point, un membre de l'ONG italienne COSPE n'hésite pas à mettre en relief la responsabilité de son organisation : « *la plus grande erreur commise par COSPE a été d'aider Neves à s'installer à la tête de la coopérative* »[33]. Il ajoute regretter amèrement que celui-ci et son fils, Kakuka (qu'il décrit comme un tyran avide de pouvoir) soient considérés et se conduisent en propriétaires de la coopérative. Il explique que l'absence de transparence en matière de comptabilité a forcé COSPE à ne plus travailler avec la coopérative viticole de CDC et que toutes les tentatives visant à affaiblir le pouvoir de cette famille ont systématiquement échoué. Par exemple, il raconte que COSPE a cherché à introduire des personnes extérieures à la famille de Neves au siège de la coopérative : L., la fille de F., placée comme comptable par l'ONG, a tenu cinq jours seulement. D., fils de R., proche parent de Neves a été nommé à la tête de la coopérative, mais celui-ci n'est pas assez indépendant pour rétablir un système moins familial. Au niveau de la communauté, les habitants n'ont pas non plus réussi à infléchir la domination exercée par cette famille. Premièrement, la dépendance économique aux revenus issus de la vente du raisin à la

[33] Entretien informel réalisé en août 2013. NB : l'entretien a été réalisé en mangeant de minuscules mangues devant chez *Ka Code*. Si la caméra ou la prise de note avaient été utilisées, l'interlocuteur aurait certainement tu ces informations, comme il l'a fait remarquer lors de l'entretien.

coopérative empêche les membres de la coopérative d'entrer dans un rapport de force avec cette famille. Deuxièmement, les agriculteurs ne constituent pas des groupes de solidarité suffisamment forts pour se dresser en groupes de pression et contre-pouvoir. Troisièmement, le fait d'appartenir à une « seule famille », ou plus précisément à un seul groupe de filiation, rend difficile les conflits ouverts au sein de la communauté. T. explique : « *Ce n'est pas à moi de faire ça. Je n'ai pas les connaissances, l'école pour ça. C'est à d'autres de le faire. Mes enfants eux vont aller à l'école, ils pourront parler.* » Au contraire, d'après Alexandre Nevsky (directeur du Parc Naturel de Fogo), c'est aux habitants de régler ce litige et non aux acteurs externes. Il explique : « *le PNF a mis à la disposition des agriculteurs une voiture, c'est à eux de s'organiser entre eux concernant la manière de gérer ce bien. Ce n'est pas au PNF de trancher* ».

D'autre part, la coopérative fonctionne sans partage des connaissances techniques, puisque seuls Neves et Kakuka ont bénéficié de formations en vino-viticulture en Europe, en Italie, ce qui les place en situation de supériorité vis-à-vis des autres membres de la coopérative. Or, comme le souligne Maria Antonia Garcia, la directrice à Fogo d'OMCV (*Organisação de Mudjer de Cabo-Verde* – Organisation des femmes du Cap-Vert) lors d'un entretien réalisé en janvier 2013, pour avoir une meilleure coopérative et de meilleurs produits, il faudrait former les membres de celle-ci, et pas uniquement les personnes à la tête de celle-ci. D'après elle, les journaux et les médias ont leur rôle à jouer pour changer l'attitude et les comportements des « élites locales ». Dans la réalité, quand Neves est interviewé dans les journaux ou à la télévision capverdienne, il apparaît comme le porte-parole de la communauté, et à ce titre, s'exprime souvent abusivement au nom de tous.

La création de la coopérative viticole avec l'ONG COSPE avait, comme finalité d'action, les bénéfices collectifs pour la communauté de Chã, à l'échelle du village, avant d'être au service de l'intérêt individuel. Or, de leur côté, les membres de la coopérative se sont montrés disposés à participer à cette pratique collective, mais seulement dans la mesure où ils avaient à y gagner individuellement. Ceux-ci n'avaient pas pour objectif principal la cohésion sociale ou les bénéfices économiques collectifs, mais l'intérêt financier à l'échelle de la famille et/ou de l'individu. Pour donner un exemple concret, si en 2013, la coopérative comptait 108 membres (dont un tiers de femmes), elle n'en comptait que 27 à sa création. Or, ces 27 premiers membres de l'association n'ont pas hésité à l'époque à acheter à moitié prix le raisin d'autres viticulteurs du village, réalisant ainsi un bénéfice de 100 escudos par kilo. Afin de ne pas perdre cette juteuse entrée d'argent, les premiers adhérents de l'époque se sont opposés un temps à agrandir le cercle des membres, et c'est sous la menace de l'ONG COSPE de se voir couper les aides européennes qu'ils ont dû accepter d'agrandir leur nombre (cf. entretien avec Franz Hegger, août 2013).

Ces inégalités de traitement et de revenus entre les propriétaires terriens de vignes, membres de la coopérative viticole, sont fortes et créent des tensions, mais des inégalités encore plus fortes s'observent à l'échelle de tous les agriculteurs, membres de la coopérative, non membres, ou sans terre.
D'un côté, la viticulture devenant, avec la commercialisation du vin, une ressource monétaire majeure pour les habitants du village, elle représente une ressource dont tout le monde peut tirer profit, y compris ceux qui n'ont pas de terrain. En effet, lorsqu'une parcelle détenue par un propriétaire terrien est vendangée, d'autres membres du village, sans terre, viennent souvent aider en échange d'un repas ou d'une petite rémunération. Pour ces habitants du village ne possédant pas de terrain, comme Artur Montrond (22 ans) et beaucoup de jeunes du village, c'est le moment de gagner un peu d'argent, même s'ils ressentent une injustice d'être mal payés. Les revenus engrangés au moment des vendanges, même maigres, permettent aux habitants d'acheter d'autres biens nécessaires à leur quotidien. Pour beaucoup, c'est la seule activité grâce à laquelle ils peuvent réaliser des investissements ou épargner, l'agriculture à majorité vivrière pratiquée au village étant bien moins lucrative donc moins privilégiée.

De plus, la viticulture s'avère une ressource monétaire majeure pour les agriculteurs possédant des terrains de vignes, mais n'appartenant pas à la coopérative viticole, ou à ceux dont une partie du raisin a été refusée (ce qui arrive très régulièrement, pour des raisons de qualité ou de conflit entre famille). En effet, le *manecon,* loin de menacer le développement de la coopérative viticole, se présente au contraire comme une alternative salvatrice en termes de développement face à la suprématie de la coopérative viticole, permettant à ces derniers de tirer profit du raisin récolté en fabriquant ce vin de maison pour le vendre.
D'un autre côté, ces stratégies alternatives, ingénieuses et reposant sur la débrouillardise des habitants face à leur précarité, ne doivent pas occulter de grandes inégalités économiques au sein de tous ceux qui tirent profit de la viticulture à Chã. En effet, les gains obtenus ne sont pas les mêmes d'une famille à l'autre, entre celles qui bénéficient d'une vente de raisin à la coopérative, celles qui ne peuvent que fabriquer leur *manecon*, et celles dont les membres ne sont qu'ouvriers agricoles.

Pour les moins bien lotis, ces inégalités dans les revenus d'origine viticole ne sont la plupart du temps pas compensées par une activité touristique complémentaire : en effet, les deux activités sont liées puisque les revenus de la viticulture permettent d'investir dans le tourisme, par exemple dans des travaux pour construire une extension de sa maison et proposer des chambres d'hôte. Un agriculteur qui n'a que peu de revenus ne peut que subvenir jour après jour à ses besoins de base, sans réussir à épargner pour investir dans une activité touristique.

- Des individus en compétition autour de la manne touristique

En offrant de nouvelles opportunités depuis environ 20 ans (début des années 2000), le tourisme a modifié les rapports de pouvoir au sein de la communauté et des familles, participant aussi à creuser des inégalités au sein de la « communauté », source de tension également. Les représentations contradictoires autour de cette activité opposent les différents acteurs et sont révélatrices des rivalités entre les habitants, mais aussi de la peur de l'appropriation par des personnes étrangères au village de la ressource touristique locale[34]. En effet, comme le souligne Béatrice Gilbin, « *si le tourisme est un phénomène mondial, il n'en reste pas moins que cette activité concerne des lieux (des territoires) précis aux caractéristiques particulières et qui peuvent faire l'objet de projets de développement contradictoires, les intérêts des uns ne rencontrant pas forcément les intérêts des autres* » (Guilbin, 2007/4, p. 3).

Le tourisme représente une ressource d'autant plus capitale, qu'il a émergé dans un contexte de raréfaction de la ressource agricole et de compétition pour l'espace. Ainsi, pour des personnes qui ne possèdent pas de terrain au village, soit parce qu'elles ne sont pas originaires de Chã, soit parce que le terrain de leurs parents est trop réduit (comme c'est souvent le cas dans les familles nombreuses du village), le tourisme apparaît comme la principale ressource disponible à Chã. Si les effets négatifs de cette activité sont rarement évoqués par les habitants, l'intrusion rapide du tourisme n'est pas sans répercussion sur le mode de vie local. Ainsi, dans le rapport socio-économique du Parc Naturel de Fogo, basé sur les réponses d'enquêtés appartenant aux 22 communautés du PNF, on peut lire : « *En ce qui concerne la question « quels sont les avantages du tourisme, 29,3% de la population enquêtée pense que la circulation de l'argent a augmenté, 25,5% évoque la vente d'objets artisanaux, 25,2% parle de l'opportunité d'apprendre des langues*

[34] Par exemple, lors de son interview, Marisa déclarait « *moi ce que je veux, c'est que ce soit les gens du village qui fassent des hôtels, mais pas quelqu'un d'extérieur* » (novembre 2013).

étrangères, 19,3% des possibilités d'emploi. (..) Le tourisme apporte des avantages au village de Chã das Caldeiras et au reste de l'île, mais il a aussi son revers (...) : l'augmentation du prix des maisons et de la terre (29% des réponses), à savoir la valeur des biens immobiliers, l'augmentation du niveau de vie (25,5%), l'augmentation de la consommation d'alcool et de drogues (*20,2%) »* (Andrade, 2014, p. 48). Enfin, d'après les réponses, 15% évoquent l'augmentation des déchets et 9,1% la prostitution.

Au-delà des conséquences sociales, économiques et environnementales néfastes du tourisme, les avantages qu'il offre doivent également être nuancés. En effet, parmi les nombreux habitants cherchant à bénéficier de cette manne économique, tous ne profitent pas équitablement du développement du secteur touristique. Pour certains seulement, le tourisme a permis un enrichissement rapide, comme pour Marisa, 28 ans, propriétaire en 2014 des deux principales pensions du village à Portela et Bangaeira avec une capacité totale de 35 couchages (11 à Casa Marisa à Bangaeira et 24 à Pedra Brabo, à Portela, hôtel qu'elle a récemment pu racheter à son propriétaire[35] grâce aux bénéfices obtenus par la première pension). Fière de sa réussite et de son ascension économique, elle raconte : « *Mon activité ici c'est de travailler avec les touristes. J'ai des chambres, des restaurants, une voiture pour les transferts. J'aimerais que beaucoup de femmes puissent faire ce que j'ai fait, parce que j'ai beaucoup lutté pour avoir ce que j'ai aujourd'hui. Moi de mon temps, ma vie c'était que prendre du fourrage, et encore prendre du fourrage [elle mime l'action en même temps qu'elle parle]. Mes parents m'ont élevée à prendre du fourrage, c'est clair, il n'y avait pas d'autres choix. Je suis allée à l'école, mais très peu, le lycée était très loin et dans ma famille on n'avait pas les moyens* » (extrait du film *Fika na Casa,* 05 :45 :06 à 06 :19 :17). Malgré la volonté exprimée par Marisa d'être imitée par d'autres personnes du village, en particulier les femmes, et que tous bénéficient de la manne du tourisme, les opportunités économiques et sociales offertes par ce secteur apparaissent au final comme inégalitaires et limitées, l'expérience du succès de Marisa restant un cas isolé. Ainsi, en 2014, Chã das Caldeiras comptait 14 établissements touristiques (voir tableau du Rapport PNDA, 2015, **figure 6.28**), avec un total de 135 couchages. Il y avait 6 restaurants (dont 5 faisant partie des pensions touristiques), deux bars (Ka Code, Ka Bebe) et un centre d'informations touristiques. En effet, certaines pensions n'ont pas été prises en compte (la pension de Cecilio par exemple, ou encore celle de Ze Doce).

Logement touristique	Localisation	N° de chambre	N° de couchage
Pedra Brabo	Portela	12	24
Monte Amarelo	Portela	7	10
Casa Madjer	Portela	6	10
Casa Leopoldo	Portela	7	15
Aldeia Turistica Sirio	Portela	6	12
Casa Alcindo	Portela	ND	ND
Casa Cecilio	Portela	ND	ND
Casa Ze Doce	Portela	ND	ND
Casa Marisa	Bangaeira	5	11
Casa Matilde	Bangaeira	2	3
Casa Mecilde	Bangaeira	2	2
Casa Salomão	Bangaeira	1	2
Casa Danilo	Bangaeira	3	6
Casa Fernando	Bangaeira	11	13
Total		**>62**	**135***

*Figure 6.28. Tableau des pensions à Chã das Caldeiras avant l'éruption de 2014-2015 (modifié de Nunes, 2015[36] ; Sources : PNF ; *nombre officiel de couchages publié dans le rapport PNDA, 2015).*

[35] Patrick Zimmerman, un français à la retraite qui a finalement décidé de partir de la caldera.
[36] Dans le tableau original, seulement 11 pensions sont citées pour une capacité de 110 couchages.

Dans le rapport socio-économique du PNF de 2014, João Andrade parle de 12 chefs de famille (sur les 135 interrogés), soit 8,4% de la population totale, avec une moyenne de 20 touristes par mois par foyer (Andrade, 2014, p. 46). À défaut de proposer des chiffres exacts, le tableau ci-dessous montre bien que les logements touristiques restent peu nombreux. D'autre part, certains logements touristiques ne proposent qu'une chambre ou deux. Il s'agit le plus souvent de personnes proposant informellement des chambres à leur domicile (souvent des chambres occupées en temps normal par un ou plusieurs membres de la famille), à qui les plus grandes pensions du village envoient des touristes si toutes leurs chambres sont occupées. Ainsi, même si le nombre réel de pensions est légèrement supérieur à celui indiqué, rares sont les habitants à posséder la capacité financière suffisante pour investir dans une pension (encore moins une comme celle de Marisa, dont les hôtels totalisent à eux seuls 32 % de la capacité d'accueil).

Pour certains, un autre moyen de bénéficier du développement du tourisme consiste à devenir guide touristique, comme Necito, 29 ans. Celui-ci explique que le travail de guide est une opportunité pour gagner plus qu'avec l'agriculture et parle de 35 000 escudos par mois en moyenne (soit 318 euros) : « *Pour emmener une à trois personnes au volcan, c'est 4000 escudos. À partir de 4 à 5 personnes, c'est mille escudos par personne. Quel que soit le temps passé ou le nombre de guides, les clients payent pareil* ». Il ajoute : « *Les "krujeta", les pourboires, c'est pour les bons guides seulement* » (à ce moment de l'entretien, le grand sourire de Necito indique qu'il considère faire partie de ces derniers). Au-delà de l'aspect financier, le travail de guide est plus attractif pour les jeunes du village. Il est jugé moins pénible que le travail agricole. Il ne s'agit pas ici d'un cas isolé, de nombreux travaux de recherche ont pour sujet la désaffection des jeunes ruraux en Afrique pour l'agriculture, « *présentée comme une des principales solutions face au défi de l'emploi en Afrique et comme une activité qui ne parvient plus à « attirer » les jeunes* ». Par ailleurs, le travail de guide, particulièrement valorisé, a tendance à être monopolisé par les hommes. La surreprésentation des hommes parmi les guides, avec seulement 3 femmes sur 33 guides, est révélatrice de cette tendance. Cette activité, lucrative, est de plus l'une des seules à permettre une continuité d'activité en cas de crise éruptive, les touristes étant attirés par un voyage en pleine éruption, avec des agences spécialisées dans les expéditions au cœur des volcans actifs. Elle permet donc de rebondir facilement, constituant un moyen d'existence pérenne permettant une meilleure résilience de ceux qui la pratiquent. Enfin, au-delà de ces avantages économiques directs quotidiens et en temps de crise, l'activité de guide apporte des opportunités d'ouvertures vers l'extérieur : elle occasionne la création d'un réseau de solidarité international (à condition toutefois de savoir garder le contact) et peut permettre la mobilité vers l'étranger. Ainsi, de nombreux guides du village ont appris l'anglais, l'allemand, le français ou l'espagnol et ont des « amis » dans le monde entier, tandis que certains se sont mariés avec des touristes ou ont eu des enfants avec des touristes (dans certains cas, leurs compagnes sont venues vivre avec eux à Fogo, ou à l'inverse, ce sont les guides qui sont partis les rejoindre à l'étranger).

Pourtant, même si en principe, être guide dans le tourisme rapporte plus que l'agriculture, dans les faits, beaucoup ne réussissent pas à initier une activité réellement florissante. Quelques guides ont su s'organiser pour attirer cette manne financière : 4 ou 5 guides concentrent l'essentiel de l'activité tandis que la majorité des autres guides vivote en accompagnant de temps en temps un groupe de touristes sur le volcan. Ces inégalités créent des tensions entre les guides, que la création récente d'une association ne parvient encore pas à dénouer, les guides les mieux connectés et à la clientèle abondante, ayant tendance à s'emparer des rênes de l'association, en conséquence de quoi nombreux sont ceux qui ne veulent pas en faire partie. Toutefois, des efforts récents ont été faits pour intégrer la plupart des guides à l'association, afin de redistribuer plus équitablement la clientèle. Certains guides considèrent que

l'association fonctionne mal dans le sens où son président donne des opportunités à des guides qui n'ont pas les compétences au détriment des autres. Cependant, l'objectif principal de l'association est de s'approprier la ressource touristique et la partager parmi les guides de Chã, dans un contexte de développement du métier ailleurs qu'à Fogo, face à la menace des guides des autres villages de l'île de Fogo (surtout de São Filipe), de s'emparer du commerce. Des tensions existent car les guides extérieurs à la caldera sont accusés de voler la clientèle en bradant les prix. Pour Necito, il est clair qu'« *une personne qui n'est pas originaire du village et qui a tout à apprendre sur son histoire, ses coutumes, son passé, ne peut pas faire son travail comme une personne de Chã* ». Il indique que le même problème survient si le guide est originaire de Chã mais qu'il ne connaît aucune langue étrangère[37]. Les guides étrangers au village sont aussi accusés de ne jamais varier leur chemin, risquant ainsi d'altérer le paysage en créant des problèmes d'érosion.

Dans le secteur touristique, les guides ne sont pas les seuls à se retrouver en situation de rivalité. Les personnes travaillant dans l'artisanat, comme Siza[38], connaissent des difficultés similaires. Avec son mari, mais principalement sur l'initiative de Siza, ils ont mis en place une petite *lodja* (**figure 6.29**). Celle-ci est consacrée à la vente d'objets issus de l'artisanat local et de remèdes naturels issus du volcan (soufre, *scontra*), ainsi que des baies de rose, issues des faux-poivriers (*schinus terebinthifolius*[39]). D'origine citadine, Siza explique qu'elle n'a pas eu l'occasion d'apprendre les techniques de travaux des champs, et ni elle, ni son compagnon ne possèdent de terrain dans la caldera. Elle ne peut donc pas bénéficier des ressources agricoles de la caldera. Elle a trouvé dans cette *lodja* spécialisée dans les produits locaux, l'opportunité de gagner un peu d'argent.

Figure 6.29. Siza et son mari Rosi posent devant la lodja « Souvenir » tenue par Siza (octobre, Chouraqui, 2013).

Toutefois, elle rencontre plusieurs obstacles :

- Elle manque de connaissances sur certains produits de la caldeira. Elle indique par exemple que lorsque des clients l'interrogent sur l'utilisation des baies de rose elle n'est pas capable de leur répondre.

[37] L'apprentissage de langue étrangère se trouve intrinsèquement lié aux emplois dépendant du tourisme. Lors de la réunion réalisée au village en décembre 2013, les participants ont exprimé l'intérêt pour ce type de formation, qui a été proposée dans le projet d'ateliers participatifs d'échange de savoirs.
[38] Siza, 21 ans, originaire de São Filipe, est mariée avec Rosi, qui, lui, est natif de Chã das Caldeiras.
[39] Plante qualifiée « d'envahissante », originaire d'Amérique Latine et présente dans la caldera. L'arbre n'est pas cultivé et les personnes se contentent d'aller en ramasser les baies.

- La seconde difficulté évoquée par Siza est la non-maîtrise des langues étrangères. En effet, les touristes lui demandent souvent si c'est elle qui fait les objets, elle répond que non et souhaiterait engager la conversation plus loin afin d'expliquer que c'est son mari et des enfants du village qui travaillent la pierre, mais la barrière du langage l'en empêche. Dès lors, il y a malentendu et les touristes peuvent être amenés à croire que ces objets ne sont pas réellement artisanaux, ce qui rend la vente plus difficile.
- Mais surtout, la *lodja* est en compétition directe avec la vente informelle des mêmes produits par les enfants dans la rue. Ils sont nombreux dans le village à circuler avec une boîte en carton remplie de souvenirs à destination des touristes sur la tête. Ils les attendent par groupe à la sortie des bus. Ce mode de vente allant à la rencontre spontanée des touristes et prodigué par des enfants est plus efficace qu'une boutique à l'entrée du village (qui n'est pas un point d'arrêt des bus).

Au final, la *lodja* que Siza et Rosi ont ouverte n'a pas fonctionné aussi bien que ceux-ci l'avaient espéré. Ayant ouvert leur boutique en période creuse, peu de touristes sont venus, la majorité passait devant la boutique sans s'arrêter. Devant payer un loyer mensuel de 5500 escudos (environ 50 euros), les bénéfices liés à la vente des produits artisanaux n'ont pas suffi à couvrir ce coût et la boutique a finalement rapidement été fermée.

❖ Des rivalités économiques qui se cristallisent dans des querelles de voisinage au cœur de l'espace résidentiel

En vivant à Chã, on passe rarement plus d'une semaine sans qu'une querelle éclate en pleine rue. Ces altercations prennent la forme d'insultes, de menaces, de bagarres parfois violentes. Lorsqu'un conflit éclate entre deux individus, on observe un ralliement de leurs familles respectives : les conflits passent ainsi souvent instantanément du stade personnel au stade familial. Lors de ces altercations, il n'est pas rare que les personnes se munissent d'un couteau, d'une bouteille cassée, ou encore de leur ceinture, plus pour intimider que pour frapper leur adversaire.

Pour la plupart, ces querelles sont liées à des nuisances (olfactives, visuelles, sonores) dues au non-respect de règles implicites et de normes de conduite qui régissent tacitement la vie collective dans un espace restreint, ou à des atteintes aux biens matériels privés. Par exemple, régulièrement, Pedro et ses voisins se disputent concernant la gestion des déchets domestiques. Les voisins de Pedro utilisent en effet l'espace public situé derrière leur maison, qu'ils partagent avec leurs voisins, pour jeter leurs déchets (**figure 6.30**). Le sol est jonché de détritus, de boîtes de conserves, d'éclats de verre, de vieilles sandales trouées. L'odeur est en effet à cet endroit suffocante, nauséabonde, en raison des détritus, mais aussi des déjections humaines. Nous sommes en juillet 2013, et encore une fois, Pedro hurle dans la rue : « *Vous êtes des porcs, des animaux, ici c'est chez moi et vous venez faire caca devant ma porte, devant chez moi !* » La mère de Pedro, Maria, vient prendre la défense de son fils contre les voisins, qui s'obstinent à démentir les faits, et cherchent à rejeter la faute sur Pedro. Comme c'est Maria, sa mère, ou bien l'une de ses sœurs, qui s'occupe de ces poubelles et de nettoyer sa maison et ses alentours (il s'agit d'une corvée féminine), elle dément avec véhémence ces accusations. Énervée, elle commence à passer le balai, soulevant un nuage de poussière et elle vocifère contre les voisins : « *Ils n'ont pas honte ? Ça pue ! C'est immonde ! Avec un si beau paysage, une si belle nature ! Ici c'est le Parc Naturel !* ». Comme le défend Maria, cette « pollution visuelle » tranche avec la beauté du paysage.

Figure 6.30. Déchets s'accumulant derrière les parcelles des maisons (Chouraqui, juillet 2013).

Jeter des détritus dans la nature à Chã das Caldeiras est interdit par le Parc Naturel, sans qu'il existe pour autant un dispositif répressif (amendes) prévu à cet effet, ni un système de ramassage très efficace. Certaines des immondices sont brûlées, mais la majorité ne l'est pas : elles s'accumulent en dehors de la vue de la route (et donc des touristes), dans les zones de laves non cultivables en périphérie proche des habitations (**figure 6.31**). Toutefois, en invoquant le statut du territoire, en tant que Parc Naturel, Maria instrumentalise la protection de l'environnement pour rendre son propos légitime afin de défendre son intérêt individuel (le respect de la propriété de son fils, sur laquelle ces voisins ont tendance à empiéter).
Les autres conflits concernent les atteintes à la propriété privée, sous forme de vols et de chapardages dans les boutiques ou les habitations. Comme pour les vols dans les champs, les vols dans les maisons sont fréquents. Pour s'en prévenir, la plupart des maisons sont équipées de grilles en fer aux fenêtres et de portes en métal. Un vol (40 000 escudos, soit environ 400 euros, ainsi que des conserves) a été commis dans la *lodja* de Louisa Rodrigues. C'est Lissandro Fernandes, voisin direct de cette *lodja* et cousin par alliance de Louisa, qui a commis le vol. Celui-ci semble être atteint de troubles psychiques. Il y a une semaine de cela, une dispute (avec menace de mort) avait ainsi éclaté entre lui et son frère. Après le vol, Lissandro a remboursé ses dettes auprès des autres *lodjas* (alcool chez Ramiro et Codé), et il a donné les conserves de viande à leur chien. Louisa a porté plainte contre lui, et en attendant le jugement, Lissandro est de retour au village. Il erre dans la rue, brandissant des blocs de pierre, vociférant, insultant les passants, et reçoit en retour ricanements et pluies de pierres. Alcindo et ses frères l'ont roué de coups sans qu'il cherche à se défendre. Sa femme, restant seule chez elle, craint le retour de son mari à la maison, et n'ose pas sortir de chez elle de peur de le rencontrer. En effet, en l'absence de police au village, ce sont généralement les habitants qui se chargent de faire régner la sécurité des biens et des personnes. La violence physique constitue la principale réponse privée à l'insécurité et relève prioritairement de la défense d'intérêts particuliers (vols, etc.) mais aussi publics (tapage dans la rue, menaces, injures, etc.).

Figure 6.31. Les détritus s'accumulant à Portela, à proximité immédiate du village (Chouraqui, juillet 2013).

Bien que le village soit situé en milieu rural, les vols sont des pratiques aujourd'hui courantes mais qui semblent s'être diffusées tardivement. Une fois encore, les années ayant suivi l'éruption de 1995 constituent un point de départ important. En effet, les personnes de plus de trente ans parlent du Chã de leur enfance comme d'un espace duquel le vol était absent, avec des maisons ouvertes, sans serrure. De plus, quand on les interroge sur ces vols et ces violences, les habitants « conventionnels » n'hésitent pas à associer la hausse de la criminalité à la « jeunesse délinquante » et en particulier à la présence de jeunes migrants issus de la diaspora ayant vécu aux États-Unis dans les « quartiers chauds » de Brockton ou Boston et « rentrés » au pays. Les vols et chapardages sont généralement associés à ces jeunes et à leurs amis, qui forment des bandes (ces individus ne sont pas nécessairement les personnes les plus pauvres du village). Certains de ces jeunes ont acquis une solide réputation de « délinquants » (en capverdien, on parle de *bandidu* ou de *tug*, ce dernier terme étant emprunté à l'anglais) et sont devenus les boucs émissaires, accusés de la plupart des vols, mais aussi de vendre ou de consommer de la drogue, etc.

Certains habitants déclarent qu'en l'absence de loi et d'ordre visible, le village est devenu dangereux, en particulier la nuit. En raison de son caractère émotionnel, cette impression d'insécurité peut être relativisée. Les « on-dit » sans proportion avec les faits réels, les médisances, tendent à créer un climat de méfiance et de peur généralisée. Ce climat encourage les conflits sociaux et menace les fondements mêmes de la solidarité communautaire. Toutefois, il est intéressant de remarquer que bien qu'étant situé en dehors de l'espace urbain, le village est confronté à des problématiques qui sont communément associées à l'espace urbain et en particulier aux marges urbaines défavorisées. Or, de toute évidence, Chã das Caldeiras ne peut pas être associé aux problèmes posés par la criminalité urbaine au Cap-Vert, comme à Praia, la capitale du pays, qui est particulièrement affectée par la précarisation de la sécurité physique des personnes et de leurs biens (thèse en cours de Francisco Duarte), dans un contexte de croissance spontanée/informelle accélérée (Nacimento, 2009). Cette stigmatisation de certains habitants cache d'autres enjeux, ceux d'une compétition économique liée à la croissance accentuant les inégalités économiques entre familles.

De fortes tensions sociales et jalousies ont émergé progressivement en lien avec les inégalités qui se sont creusées depuis 1995. La capacité d'auto-organisation via la création de structures associatives n'a pas pu compenser ou réduire ces inégalités en tentant d'apaiser les tensions ou de rééquilibrer les bénéfices. De manière globale, il semble que la solidarité familiale et communautaire se soit en partie émoussée parallèlement à la croissance économique du village, qui a eu comme effet corollaire de favoriser un processus d'individuation. Ce processus vient quelque peu ternir l'image édulcorée d'un petit paradis sur terre, de cet eldorado post-éruptif. Même si elles semblent anecdotiques, ces petites et grandes tensions infra-communautaires sont révélatrices de rapports de pouvoir sur un espace en mutation. L'organisation traditionnelle, basée sur un modèle d'autogestion qui fonctionne bien avec une population peu nombreuse, est mise à mal, dans la mesure où l'équilibre entre population et ressources est perturbé. Il en résulte, de la part de ceux qui se trouvent en difficulté par rapport à l'accès aux ressources financières, qui régissent désormais leur mode d'exister, la mise en place de stratégies spécifiques pour s'adapter à la précarité et accéder à des ressources-clefs comme l'éducation ou la santé.

◆ Stratégies adaptatives des plus marginalisés face à la précarité économique

❖ Enfants qui travaillent, parents coupables ? Stigmatisation des « mauvais parents »

Bien qu'illégale (le travail des mineurs est interdit au Cap-Vert), la vente dans la rue est efficace. Alors que les enfants considèrent que la *lodja* de Siza (vente d'artisanat) leur fait concurrence, l'accusant de chercher à leur voler leur travail, celle-ci explique que la principale raison pour laquelle ils ont ouvert cette *lodja* est d'éviter aux enfants d'avoir à travailler dans la rue. En effet, parmi les enfants pratiquant cette activité, certains ne fréquentent plus l'école pour consacrer leur temps à cette activité lucrative, pour eux comme pour leur famille (l'argent issu de la vente est, en grande partie, reversé aux parents). D'après Siza, ces enfants sont de plus en plus nombreux dans le village (filles aussi bien que garçons). Elle explique qu'en même temps qu'ils vendent, ils apprennent aussi à mendier, et ils ne laissent partir les touristes qu'une fois que ceux-ci ont acheté un souvenir ou qu'ils leur ont offert des bonbons ou autres pacotilles. Alors que les adultes n'osent pas vendre dans la rue car ils auraient honte d'importuner les touristes, les enfants considèrent qu'il s'agit d'un jeu, et sont, de fait, assez bien acceptés par les touristes, attendris. Marisa partage le même avis : « *Je me suis énervée plusieurs fois avec les enfants ici dans ma rue, parce qu'ils réclament "money money money" aux clients. Je leur dis : "Ne demandez pas de l'argent". (…) Ils viennent sales et pieds nus. Des fois avec les vêtements troués. J'ai déjà demandé aux enfants : "pourquoi venez-vous sales ? "Ils répondent : "quand je viens pieds nus et sales, les clients pensent que je suis très pauvre et me donnent de l'argent" (Fika na Casa,* 08:17:07 à 08:29:13 et 09:23:16 à 09:39:05). Pour Alexandre Nevsky, le directeur du Parc Naturel, il y a donc un réel problème à laisser les enfants exercer cette activité (il évoque le risque de tourisme sexuel), mais aucune solution n'a encore été appliquée par le Parc Naturel afin de lutter contre celle-ci[40].

Comme il l'indique « *beaucoup de parents disent que c'est un moyen de subsistance pour eux* » (*Fika na Casa*, 10:43:14 à 10:47:21). En effet, les enfants du village qui exercent le métier de vendeurs ambulants d'artisanat en pierre volcanique ont souvent des parents qui n'ont pas ou très peu de terrain, et qui ont beaucoup d'enfants, comme Fatima Montrond, qui a retiré son fils Xeto de l'école avant la fin du cycle primaire afin que celui-ci se consacre à la fabrication et la vente d'artisanat (**figure 6.32)**. Elle explique : *« J'ai 10 enfants vivants. 2 morts. Mais ça fait 12 enfants. Moi je profite peu de l'agriculture parce qu'ici à Chã je n'ai pas de terrain. Je dois travailler pour des particuliers. Je travaille dur à la tâche pour gagner de quoi vivre avec mes enfants. Ça ne rapporte pas assez d'argent pour vivre comme on le voudrait ni pour envoyer nos enfants à l'école. (…) J'aurais aimé qu'il [son fils Xetu] aille plus à l'école. Mais sans aide ni travail, il est allé à l'école tant que j'ai pu. Je l'ai enlevé de l'école et il n'y avait rien à faire d'autre, alors je lui ai dit de vendre de l'artisanat. Pour qu'il aide sa mère* » (*Fika na Casa*, 2013).

[40] C'est d'ailleurs après avoir consulté Alexandre Nevsky qui s'est montré particulièrement favorable à son projet, que Siza a décidé d'ouvrir sa boutique, qui avait également comme projet de créer un espace dédié à la vente des produits locaux au sein de la maison du PN, en cours de construction au moment des entretiens.

Figure 6.32. Xetu (au centre de la photo, avec un haut kaki militaire) et d'autres enfants attendent l'arrivée imminente de touristes devant la pension touristique Marisa (Chouraqui, novembre 2013).

En effet, dans de nombreuses familles du village, les parents poussent leurs enfants à travailler, pour vendre de l'artisanat dans la rue, mais aussi pour les aider dans les champs. Pour Jose Francisco Logulo, directeur du collège-lycée de Cova Figueira, où se rendent la majorité des adolescents du village à partir du collège, le plus gros problème concernant les élèves de Chã est celui de l'abandon de leur scolarité. Il précise que chaque année, plusieurs enfants arrêtent l'école pour des raisons financières, les parents ne pouvant garantir les études au lycée pour leurs enfants. Tatiana, qui en 2013, venait de rentrer au collège à Cova Figueira raconte : « *Parmi ceux avec qui j'étais à l'école l'année dernière, certains sont partis, d'autres sont restés. Ils sont restés à la maison, leurs parents ne les ont pas laissés partir à cause de l'argent. Ils disent "l'école c'est juste un prétexte pour rigoler, sécher les cours. Ils disent à leurs enfants de rester ici et de s'occuper des animaux à la maison*" » (*Fika na Casa*, 05:14:08 à 05:34:08).

Les discours dénonciateurs de ceux qui envoient leurs enfants à l'école (les plus riches) à l'égard de ces pratiques contestables, mais compréhensibles face à l'urgence prioritaire de la précarité économique vécue par les parents, ont aussi une connotation moralisatrice à leur égard : « *Ils ne vont pas à l'école pour vendre de l'artisanat, pourquoi ? C'est nous, leurs propres mères, qui perdons le futur de nos enfants. Parce que de nos jours, pour que quelqu'un balaie la rue, il faut au moins qu'il sache écrire son nom. S'il ne sait pas écrire son nom, il ne trouvera aucun travail. Les parents d'ici, à Chã, dont les enfants ne vont pas à l'école pour vendre, c'est moche* » (Marisa dans *Fika na Casa,* 07:51:24 à 08:26:12). De son côté, Fatima essaye de se justifier et se montre préoccupée par les conditions de travail de Xeto qui est souvent malade : *« Mon fils, il aime vendre pour qu'on s'en sorte. Mais quand je le vois qui part avec sa douleur au pied, j'ai de la peine pour lui »,* sans pour autant remettre en question le fait qu'elle le fasse travailler au détriment de son éducation, ajoutant : *« Alors que s'il vendait dans un centre d'artisanat, ce serait mieux pour tout le monde » (Fika na Casa,* 10:27:02 à 10:42:10).

Quel que soit le bien-fondé de ces critiques à l'encontre du travail des enfants au village, les qualifier de « mauvais parents » semble excessif. La question du travail des enfants est directement liée à la question de l'inégalité de la répartition des ressources agricoles et touristiques au sein de la communauté. Historiquement parlant, les parents ne font que perpétuer une tradition, eux-mêmes ayant arrêté tôt

l'école pour travailler aux côtés de leurs parents. De plus, ceux qui retirent leurs enfants de l'école sont généralement ceux dont la composition familiale (nombreux enfants) et les ressources financières des parents ne permettent pas d'assurer les besoins de la famille. Or les personnes qui les accusent ne partagent souvent pas les mêmes contraintes financières. Tuka explique : « *Avant, quand on avait 4 enfants, on en mettait un à l'école, un dans un bureau, un dans les champs et un avec les animaux. (…) Aujourd'hui il y a une loi au Cap-Vert qui dit que tous les enfants doivent aller à l'école. Ça, c'est une loi prise en accord avec les parents. Tous les parents veulent que leurs enfants aillent à l'école. Moi, la loi avec laquelle je ne suis pas d'accord, c'est la nouvelle qui dit que les enfants ne peuvent pas aider les parents à travailler. Je ne trouve pas ça bien. Pas pour les travaux durs, mais ceux qu'un enfant peut faire, comme ça il soulage son père pour une heure. Quand son père revient trop fatigué du travail pour aller chercher du fourrage, si son fils a déjà donné à manger aux animaux, c'est très bien. Ça décharge un peu les parents. (…) Mais maintenant, c'est seulement l'école, que tu aies les moyens ou non* » (*Fika na Casa*, 13:53:07 à 14:57:20).

Ainsi, quand Marisa déclare : « *Mais ce que j'ai vécu moi je ne veux pas que mon enfant le vive, c'est pour ça que je lutte pour permettre à mon fils d'aller à l'école plus tard. Pour qu'il soit une personne, une personne normale. Mais beaucoup de gens à Chã ne pensent pas comme ça pour leurs enfants* », il faut se demander à qui et à quoi sert ce type d'accusation. Accuser les autres parents de porter préjudice à leurs enfants en les enlevant de l'école pour n'en retenir que le fait que ceux-ci compromettent l'avenir de leurs enfants est un moyen de masquer le fait que ces individus font partie des personnes les plus fragiles économiquement du village. À cause de leur manque de ressources économiques, ils résistent difficilement, et c'est compréhensible, à la possibilité d'augmenter les revenus du foyer. Ces discours scandalisés contre le travail des enfants masquent donc les vrais problèmes et causes profondes liées à la pauvreté et la croissance des inégalités au sein du village. Enfin, la dénonciation du travail des enfants dans la rue justement par deux commerçantes du tourisme, peut également être vue comme un moyen visant à instrumentaliser cette stigmatisation d'une activité informelle jugée immorale, au profit de leurs propres négoces.

- Les « *ramedi di terra* », alternative médicinale bon marché et référent « identi-terre » : stratégie d'adaptation face à la précarité sanitaire

Tant contrainte physique, que matérielle et sociale, l'isolement trace les contours de cet accès aux biens de première nécessité. Couplé au défaut de ressources financières suffisantes, il implique en particulier des difficultés importantes pour accéder aux structures de soin et aux remèdes du système de santé officiel.

Un poste sanitaire situé à Portela[41] avait ouvert en 2011 : il avait pour objectif de permettre aux populations locales d'accéder aux soins sur place sans avoir à se rendre en ville, la caldera étant éloignée de la ville de São Filipe où sont concentrés le personnel médical et les équipements hospitaliers de l'île. Toutefois, ce poste de santé servait uniquement à assurer les soins basiques auprès des membres de la communauté, comme l'explique l'unique professionnel de la santé qui exerçait dans ce poste avant l'éruption de 2014-2015 : *« Il y a peu de matériel ici. Il n'y a pas plein de matériel comme dans d'autres endroits. Il n'y a que moi ici, s'il y a une femme enceinte ou une maladie que je ne peux pas soigner, il faut aller à São Filipe ou Cova Figueira »* (entretien avec Olivia, novembre 2013*)*. D'autre part, Olivia n'étant ni infirmière, ni médecin, mais agent sanitaire, elle explique qu'il faudrait une infirmière de métier à Chã. En l'absence de personnel médical suffisant et de matériel, les soins effectués lors des consultations, au poste de santé ou à domicile, se bornent a évaluer l'état de santé des patients ou éventuellement, à effectuer des petits actes de chirurgie (recoudre des plaies). La plupart sont des femmes enceintes, avec leurs nourrissons ou leurs

[41] On rappelle ici que ce poste existe grâce à l'aide financière de l'ONG « *Nos ku Nhos* ».

enfants, et des personnes âgées. Mais Olivia rappelle qu'il ne relève pas de sa compétence d'agent sanitaire d'interpréter certains signes, qu'elle ne dispose ni des ressources techniques, ni de la formation adéquate et que la plupart du temps, son action se limite à observer l'état de santé des patients. Les habitants sont aussi insatisfaits, comme Fatima dont le fils Xeto est malade : « *Mon fils, ça fait deux semaines qu'il est malade, et je n'ai pas de médicaments à lui donner. Je suis allée au poste de santé, mais il n'y a rien pour soigner mon fils. Avec de la fièvre, du vomi, de la diarrhée, ça sert à quoi alors d'avoir un poste sanitaire ici ? » (Fika na Casa*, 19:13:13 à 19:36:19).

Les familles qui n'ont pas les moyens matériels (véhicule) et financiers pour descendre en ville chercher des soins adéquats sont donc poussées à adopter des pratiques alternatives à la médecine conventionnelle, bon marché : elles ont recours à la médecine traditionnelle populaire et familiale (présentée en **chapitre 6.1**), encore pratiquée par la majorité des membres de la communauté comme le montre le questionnaire de 2011 (voir détail des remèdes traditionnels les plus courants en **Annexe 6**). Ces pratiques s'appuient sur des savoirs vernaculaires, et se nomment « *ramedi di terra* » (remèdes de la Terre). Comme l'explique Fatima dans le film *Fika na Casa*, cette façon de se soigner est plus accessible, à la fois spatialement (pas besoin de se déplacer chez le médecin ou à l'hôpital) et financièrement. En effet, elle est gratuite, et donc plus abordable, en particulier pour les individus les plus fragiles sur le plan économique, comme l'explique Olivia, agent sanitaire à Chã : « *Ici à Chã il y a beaucoup de gens pauvres. Plutôt que d'aller faire une ordonnance et acheter des médicaments, s'ils n'ont pas d'argent, ils préfèrent faire des "remèdes de la terre"* » (*Fika na Casa,* 18:34:04 à 18:46:07). Le recours à la médecine traditionnelle dépend de la situation économique des foyers, ce que confirme Fatima : « *Moi je n'ai pas de travail, on n'a pas l'argent pour payer l'aller-retour pour São Filipe. Il faut que j'aie une ordonnance pour acheter des médicaments, c'est beaucoup d'argent. Mais s'il y avait des médicaments ici, je n'aurais pas à payer de transport, ça me reviendrait moins cher* » (*Fika na Casa*, 19:13:13 à 20:09:10). Elle est donc allée chercher de la *lorna* et de la *teixeirinh*a, deux plantes endémiques, afin de réaliser une tisane et un bain de vapeur. Il lui a été facile de se procurer de la *lorna*, mais elle a eu plus de difficultés pour la *teixerinha* qui, selon plusieurs habitants, est de moins en moins présente dans la caldera (**figure 6.33**).

Figure 6.33. La « Teixeirinha » est très appréciée par les habitants pour ses vertus curatives, en particulier pour le traitement de la fièvre, des douleurs musculaires associées, mais d'après eux, elle disparaît peu à peu de la caldera (Chouraqui, 2013).

Une fois revenue avec les herbes, elle les a mises à cuire dans de l'eau et les a laissées bouillir environ 20 minutes. Elle a ensuite mis l'eau et les herbes dans une bassine, avec une chaise au-dessus. Pendant que la vapeur s'échappait de la bassine, Fatima a réalisé des frictions vigoureuses sur le dos, les pieds, les bras et les mains de Xeto. Ensuite, Fatima a mis à chauffer de la *lorna* dans de l'eau, afin de réaliser une tisane au goût amer, que Xeto refusait de boire.

Toutefois, selon Alexandre Nevsky, ces savoirs traditionnels ne sont plus transmis correctement : « *Les générations antérieures savaient comment utiliser les "ramedi di terra". À l'époque actuelle, les gens qui utilisent des remèdes traditionnels ont entendu dire comment on faisait. Mais c'est encore autre chose de savoir précisément comment l'utiliser, les quantités qu'il faut mettre, dans quel cas l'utiliser* » (entretien avec A. Nevsky, novembre 2013). Cela a été confirmé par les enquêtes menées auprès des habitants afin de dresser une liste des savoirs et savoir-faire traditionnels à Chã, y compris en matière de traitement des maladies. Il a fallu consulter des femmes âgées du village pour recueillir ces informations. Pour certains remèdes, celles-ci n'ont pas toujours su indiquer comment on devait les administrer (cf. **Annexe 6**). En effet, les pratiques et connaissances médicales, indissociables des savoirs sur la nature, reposent sur le partage et la transmission entre individus sur plusieurs générations, éventuellement enrichies par l'expérience personnelle.

Notons que de nombreux *ramedi di terra* sont également toujours utilisés aussi en dehors de Chã. Naninha, originaire de Chã mais vivant à Praia, explique qu'elle demande souvent à sa mère de lui envoyer de la *lorna* pour faire des fumigations chez elle à Praia, afin d'éloigner les moustiques. En effet, au Cap-Vert, la médecine populaire constitue une alternative, mais parfois aussi un complément à la médecine scientifique dite « moderne ».

L'utilisation des *ramedi di terra* est prise dans une dialectique avec d'un côté le duo honte et de la culpabilité ; de l'autre celui de la fierté et de l'attachement à un patrimoine. Tantôt, on s'inquiète de l'irresponsabilité des mères qui ne font pas suivre leurs enfants par de vrais médecins, tantôt, on valorise le patrimoine et les savoirs vernaculaires en matière de soins. D'un côté, l'utilisation des « remèdes de la Terre » est un choix par défaut, comme alternative bon marché à la médecine moderne, synonyme de pauvreté. De l'autre, les Capverdiens défendent les *ramedi di terra* comme des savoirs vernaculaires auxquels ils sont attachés, tout comme la langue capverdienne ou *crioulo.* En effet, même si les Capverdiens se disent fiers de parler *crioulo*, synonyme de fierté et symbole de l'identité capverdienne (Lesourd, 1995, p.106), le *crioulo* reste malgré tout connoté comme vulgaire, rustique, grossier. Les gens vont par exemple se moquer de ceux qui parlent un *crioulo di terra* et écorchent le portugais. Toujours dans la même ambivalence, ils défendent qu'un plat traditionnel « *di terra* » est plus nourrissant, qu'il a plus de goût, surtout s'il est fait sur le bois et pas avec une cuisinière à gaz, mais ils arrivent aussi que les personnes aient honte ou se sentent obligées de se justifier de ces plats réalisés avec des ingrédients simples et sans moyen moderne de cuisson. L'utilisation de la locution *di terra,* couramment utilisée par les Capverdiens afin de s'auto-définir (mais aussi de définir leur pays, leur île, leur village, leurs produits, leur langue), devient ainsi le lieu d'expression des paradoxes capverdiens.

Cette auto-définition de l'identité capverdienne par le duo terre-pauvreté fait écho à ce que communément en France on entend par « petite gens » : un lien prégnant à la production agricole, une fragilité économique, la faiblesse des possessions matérielles, la satisfaction vis-à-vis des ressources offertes et la vulnérabilité de l'accès à ces dernières, mais aussi le manque d'accès à la parole et l'absence sur la scène politique. Elle constitue une définition en négatif par rapport à l'Autre : l'urbain, le migrant, l'occidental.

La situation est la suivante : les habitants de Chã se considèrent tous comme des « petites gens » de la Terre, et ce malgré d'importantes disparités économiques entre les différents groupes sociaux (notamment face à l'essor du tourisme et de la modernisation de la viticulture). Comment expliquer alors cette prétention commune à faire partie des « petites gens » ? L'hypothèse est la suivante : dans le contexte particulier de menace volcanique, de précarité économique et foncière, et de défense de la nature par le Parc Naturel de Fogo, l'identité sociale et territoriale s'exacerbe. Plus qu'une image, le qualificatif de « petites gens » devient une revendication, un moyen de lutte contre les « agressions » extérieures.

Cette représentation collective ne doit cependant pas occulter que tous ne sont pas égaux devant l'accès aux ressources au sens large, la ressource sanitaire étant emblématique, car elle permet aussi de détecter via les pratiques alternatives, qu'elle repose sur des savoirs différentiels au sein de la « communauté », les femmes en étant les principaux dépositaires. Dans ce sens, elles sont directement visées par le discours paradoxal sur l'utilisation des *ramedi de terra*. Ainsi, dans une tradition de soins prodigués par les mères et les grands-mères, elles se retrouvent accusées et doivent se justifier de ne pas avoir recours à la médecine moderne. Ce groupe social féminin est particulièrement intéressant à analyser en termes de vulnérabilité et de stratégies adaptatives d'accès aux ressources.

6.3.2. Inégalités de genre dans la vulnérabilité : les logiques féminines de contournement et leurs limites

Les « femmes » en tant que catégorie sociale sont soumises à différentes formes de vulnérabilités. Alors que les femmes au Cap-Vert jouissent d'une égalité totale des sexes en vertu de la loi, il existe plusieurs domaines dans lesquels elles sont désavantagées par rapport aux hommes. En effet, l'égalité « de jure » (de droits) ne signifie pas automatiquement égalité « de facto » (de fait). D'après la directrice d'OMCV à Fogo, le Cap-Vert a observé des améliorations substantielles dans la participation des femmes à l'éducation et aux activités politiques, ainsi que l'amélioration du taux d'alphabétisation. Cependant, « *le pays est confronté à des défis liés aux habitudes socio-culturelles, manifestées dans une structure de pouvoir inégale entre les hommes et les femmes* » (Republic of Cape-Verde, 2009). Les inégalités persistent en termes de revenus et d'opportunités avec un taux de chômage plus élevé chez les femmes que chez les hommes (*Instituto Nacional de Estatística*, 2016). Il existe également d'importantes disparités entre les sexes dans l'accès aux services (accès à l'eau et à l'électricité). Le taux plus élevé d'analphabétisme féminin, la ségrégation scolaire et le manque de formation professionnelle, considérés comme autant de facteurs de vulnérabilité touchant les femmes, se reflètent dans les statistiques de la pauvreté et dans la violence sexiste[42].

L'intérêt scientifique d'avoir recours au genre[43] comme catégorie d'analyse repose sur le constat que les individus d'une société sont différemment touchés par les catastrophes. Cette étude rejoint les travaux de plusieurs auteurs qui travaillent sur l'influence exercée par l'ethnicité sur les conséquences des catastrophes et démontrent que la vulnérabilité croissante et de l'exposition aux aléas des minorités ethniques est plus importante que pour les autres groupes sociaux composant la société (Cadag, 2013 ; Gaillard, 2012, Bolin, 2007).

[42] Selon une enquête nationale sur la santé démographique et la reproduction, 22% des femmes du Cap-Vert ont signalé en 2005 qu'elles avaient été exposées à une telle violence (République du Cap-Vert, 2007a).
[43] Pour reprendre la définition de Joan Scott, « *le noyau essentiel de la définition repose sur la relation fondamentale entre deux propositions : le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir* » (Scott, 1988, p.141).

Il s'agit ici de penser une société productrice de rapports de sexe inégalitaires, et d'observer les différentes formes et facteurs de vulnérabilités des femmes par rapport aux hommes, en se focalisant sur l'organisation et la structure des familles, l'accès aux moyens de subsistance et à la sphère publique. La position scientifique (dans la lignée de toute une littérature qui remet en question une vision présentant les femmes comme des victimes éternelles), se détache d'un point de vue déterministe naturalisant axé sur la vulnérabilité des femmes. Au contraire et dans un renversement de perspective, il s'agit de questionner ce qui semble aller de soi, au quotidien dans le village, et de se concentrer sur les facteurs structurels profonds qui rendent les femmes de Chã particulièrement vulnérables face à l'aléa et aux catastrophes : soumission, dévalorisation, marginalisation de la sphère publique et politique. Ces éléments permettent de mieux comprendre pourquoi les femmes, en particulier celles vivant seules et avec des enfants à charge, sont les plus vulnérables lorsque survient l'aléa.
Dans le même temps, il s'agit de mettre en lumière le rôle central et les responsabilités amplifiées des femmes dans le cadre d'une société marquée par un désengagement des hommes de la sphère domestique et familiale, paramètres qui ont des répercussions sur les situations d'urgence et de catastrophe.

- Polygynie au sein des foyers et impacts sur le partage des tâches et l'accès aux ressources

Dans le discours officiel dominant (ce qui se dit à haute voix, publiquement, au village), l'homme est à la fois « le pourvoyeur de revenus monétaire », à la fois celui qui centralise et qui prend les décisions financières. Toujours dans ce discours, c'est donc lui qui assume le rôle de pourvoir aux besoins. Il est donc la source incontournable de soutien et de protection mais aussi de contrainte et de subordination, comme de nombreux auteurs ont plus l'observer en contexte africain ou mondial, parmi lesquels Isabelle Guérin à propos du statut des femmes rurales pauvres du Sud de l'Inde : « *les femmes ont peu ou pas d'obligations financières mais jouissent en contrepartie d'une autonomie très limitée* » (Guérin, 2008/2).

En effet, si on s'en tient aux propos tenus par Amadeu Viera Fontes (Tuka), en tant qu'homme de la famille, l'essentiel des obligations financières reposent sur lui : « *Une femme se met au lit, elle va dormir à poings fermés. Mais le mari lui, il ne dort jamais de tout son sommeil, car il a beaucoup de responsabilités. Il pense à ses dix fils, aux dix pantalons, aux dix chemises. Aux dix cahiers, aux dix stylos, aux dix toutes les choses. Dix petits déjeuners, dix déjeuners, dix dîners. Il pense que demain il doit aller aux champs chercher du fourrage, les femmes ne pensent pas à ça. Les femmes ne pensent qu'à gaspiller ! Le riz, le sucre, elles prennent tout et elles détruisent tout ! Elles font le ménage, et c'est tout. Tranquilles.* »

Ce discours de Tuka est si radical, qu'il en devient comique, y compris pour les habitants du village. À chaque projection, à ce passage précis du film *Fika na Casa*, les rires fusent, en particulier chez les femmes : certaines s'attrapent les côtes, d'autres applaudissent, certaines, plus discrètes, rient en silence, une main devant la bouche. Faut-il déduire de ces réactions que Tuka est un spécimen rare de misogynie se distinguant du reste des hommes du village ? Et pourtant non, Tuka n'est pas connu comme un homme particulièrement sexiste. En fait, ce qui provoque le rire, c'est que Tuka « dit » tout haut, et de façon caricaturale, des normes ou valeurs qui s'imposent aux individus sans même avoir besoin d'être énoncées. Ce modèle est parfaitement intériorisé, car c'est sur lui que repose, du moins en partie, l'organisation de la vie sociale. On trouve d'un côté la femme, être passif, futile et dépensier, à laquelle incombe le travail domestique ; et de l'autre, l'homme, actif, responsable, protecteur, chargé de faire vivre la famille. La participation des femmes à l'économie du foyer est totalement déniée, à travers (1) la

dévalorisation du travail ménager, qui n'est pas considéré comme une activité économique, et (2) l'omission de citer leur travail au sein de l'exploitation agricole familiale. Que l'autorité de l'homme s'assoit sur la discrimination et la dévalorisation de tout ce qui relève du champ féminin, fait partie des mœurs, sans qu'il y ait besoin de lois ou de discours pour le rappeler.

Et c'est là que les propos de Tuka créent un malaise : même si ce qu'il dit ne fait que mettre en mot certains codes qui régissent la vie sociale, il apparaît toutefois totalement déconnecté de ce qui se passe concrètement au quotidien. Comment expliquer ce décalage entre réalité et perception ? Peut-être parce que, comme l'indique Danièle Combes et Anne-Marie Devreux en réponse à la question : « *Le travail aurait-il un sexe ? »,* la réponse est : *« il n'a d'existence qu'au masculin* » (Combes et Devreux, 1992). En effet, comme le travail domestique est non rémunéré et qu'il a lieu dans l'espace privé, il n'est pas considéré comme un travail, selon la dichotomie privé/public, femme/homme, don/marché, comme souvent évoqué dans les débats (Guétat-Bernard, 2007). Dans cette conception du travail (paradigme moderne), le travail féminin est systématiquement dénigré, dévalué, méconnu[44].

Les pratiques effectives divergent fortement de ce discours, qui occulte totalement les activités productives des femmes. Lors d'un FGD (*Focus Group Discussion*) réalisé à Chã avec des femmes de plus de 50 ans, celles-ci affirmaient en effet que leurs maris travaillaient davantage. Pourtant, la comparaison de leur emploi du temps avec celui de leurs maris montre que si on compte le travail domestique comme du travail à part entière, il apparaît clairement que ce sont les femmes qui travaillent plus que les hommes[45]. En revanche, les activités quotidiennes pratiquées ne montrent pas une répartition sexuée extrêmement rigide des tâches (**figure 6.34**). Toutefois, on observe que les tâches relevant de l'espace domestique sont principalement attribuées aux femmes, alors que pour celles en lien avec l'agriculture et l'élevage, éventuellement rémunératrices, les hommes sont proportionnellement plus nombreux que les femmes (**figure 6.34**). Tout d'abord, concernant la collecte de l'eau et du bois dont la responsabilité incombe majoritairement aux femmes, elles sont particulièrement dépendantes de la disponibilité de ses ressources. Il s'agit de besoins quotidiens, ce qui crée une pression importante et quotidienne sur les femmes (Agarwal, 2007, p. 279)

Activités	Homme (%)	Femme (%)	Total (%)
Collecte de l'eau	30,4	69,6	100
Éducation des enfants	35,5	64,5	100
S'occuper de la santé	32,4	67,6	100
Élever les enfants	44,2	55,8	100
Agriculture	56,3	43,7	100
Élevage	59,1	40,9	100
Collecter le bois	23,2	76,8	100

Figure 6.34. Activités pratiquées par les hommes et les femmes des 22 communautés du PNF (source Andrade, 2014).

Ensuite, parmi les tâches que l'on peut assigner à l'espace domestique, l'éducation des enfants apparaît

[44] L'absence de reconnaissance de la charge qu'il représente contribue à maintenir et consolider les différenciations hiérarchiques homme/femme, c'est pourquoi il faut chercher à dépasser la conception androcentrée (construite à partir du travail des hommes) afin de reconnaître de manière égalitaire et équitable la complexité du monde du travail. Décentrer la vision du travail reviendrait à adopter une posture où le travail domestique et travail rémunéré ne s'opposeraient pas. Ainsi, si on suit le raisonnement post-moderne de Christine Delphy, le contrat de mariage et le travail domestique sont donc le fondement d'un système de production spécifique et de ce fait, le travail domestique doit être considéré comme un travail.

[45] Ces observations corroborent ce qui a déjà été démontré dans de nombreux travaux portant sur ces thématiques sur d'autres territoires (Bisilliat & Verschuur, 2000).

comme une responsabilité principalement féminine. Il s'agit d'une tâche chronophage, même si elle est partagée entre les différentes femmes de la cellule familiale[46] dans un système de solidarité élargie, comme il l'a été expliqué dans le chapitre 1. L'organisation de la famille n'est donc pas focalisée sur la figure du père mais sur celle de la mère, ou plutôt des mères, tantes, sœurs, cousines et grand-mères confondues. Ainsi, bien que fonctionnant selon un modèle dans lequel les hommes exercent une autorité sur le foyer (sur les enfants et sur les femmes), en pratique, les femmes ont un rôle social et économique central, en lien direct avec le multipartenariat masculin qui induit la circulation des hommes dans plusieurs unités domestiques. Cette circulation masculine implique une distance relative à l'univers domestique, notamment en ce qui concerne l'éducation des enfants comme l'explique la première compagne de Fatinho qui a eu 22 enfants avec ce dernier, pour qui la responsabilité du foyer repose surtout sur les femmes : « *Ici à Chã das Caldeiras, ce sont surtout les mères qui s'occupent des enfants. Pour l'école, les habits, pour tout, ce sont les mères qui s'en occupent* » (entretien réalisé en décembre 2013). Tout comme pour le domaine de l'éducation, les préoccupations et responsabilités des femmes en matière de santé diffèrent de celles des hommes.

D'autre part, la répartition des responsabilités en matière de gestion et de contrôle des revenus est en fait très variable. Dans le cas de la famille Teixeira, c'est Filipa qui gère les achats quotidiens mais aussi les grandes dépenses. La centralisation des revenus et le contrôle des dépenses peut poser problème, en particulier quand le conjoint a des tendances alcooliques mais aussi dans le cas des hommes avec plusieurs compagnes. Les hommes ayant souvent des relations affectives simultanées avec d'autres femmes, mais aussi des enfants issus de ces relations, tout cela coopère à attribuer implicitement un rôle central aux femmes dans la gestion financière au sein des foyers, qu'elles pilotent bien souvent[47].

Ainsi, lorsque les femmes ne sont pas en présence des hommes (en particulier ceux de leur famille), la grande majorité se dit responsable de l'équilibre du budget quotidien. Un jour où Tuka est absent, Winnie confie : « *Mon mari fait de l'élevage, mais s'il n'est pas là, c'est moi et les enfants qui nous occupons des animaux. Les femmes vont chercher le fourrage, elles font le ménage, elles lavent le linge, elles s'occupent des animaux. C'est comme ça* » (*Fika na Casa*, 21:28:14 à 21:54:13). Elle ajoute : « *Les hommes, c'est seulement bon à se promener !* » Ici, on voit une autre image de l'homme se dessiner, celle de l'homme capverdien comme étant souvent en « ballade », autrement dit à la fois un compagnon volage et un père irresponsable. Souvent, quand elles se confient, les femmes parlent de leur désillusion sur la gent masculine, les pères absents, les hommes qui les ont trompées, ceux qui sont partis, comme c'est le cas pour leur mère, leur sœur ou leur fille. Certaines, lassent des échecs répétés, renoncent à chercher un autre homme, ou alors « pas un Capverdien », encore moins un homme de Chã. Cette vision négative autour de l'image de l'homme, attestée par de nombreux témoignages, se retrouve dans la description qu'ont certains hommes de la figure paternelle : ils parlent de leur mère restée seule, de leur enfance sans père, de demi-frères et sœurs qu'ils ne connaissent presque pas.

Ainsi, en adéquation avec la dénonciation à la base de toute la littérature féministe, la structure du foyer semble aller dans le sens d'une approche de la famille comme un espace de coopération, à la fois

[46] Rappelons ici que les enfants peuvent être régulièrement, temporairement ou de manière permanente, confiés à une des femmes de la famille (grands-mères, tantes ou cousines). Ce type de fonctionnement renvoie directement à la notion de *care*, qui se définit comme « *le souci des autres, la prise en charge et les soins sanitaires, nutritifs, éducatifs ou de garde, aux personnes vulnérables de la famille, mais aussi de la communauté élargie : enfants, personnes en situation de handicap ou âgées* » (Blasco, 2010).

[47] Ce constat fait écho aux travaux d'Hélène Guetat (2007) par rapport aux familles polygames africaines, qui montrent que chaque femme est responsable de ses dépenses. Les hommes ont aussi des responsabilités financières mais celles-ci sont de plus en plus prises en charge par les épouses (scolarisation, santé, etc.).

symbolique et matériel, mais aussi de conflits (Sen, 1990 ; Guérin, 2008/2). En effet, l'assistance mutuelle et les pratiques de solidarité entre les personnes appartenant à un même foyer, existent, mais doivent être relativisées, et ce à plusieurs niveaux :

- Dans les foyers avec plusieurs femmes pour un seul homme (partage d'un même toit, d'une même cuisine), la responsabilité de la gestion des revenus fait apparaître des rapports de pouvoir entre les épouses, puisqu'il s'agit d'arbitrer et de répartir les ressources entre les différents membres de la famille. La gestionnaire des finances est souvent la première femme. Ainsi, la dernière femme de Tuka, Maria explique qu'elle refuse toute responsabilité, et déclare s'accommoder des décisions de Winnie, qu'elle considère comme prioritaire par rapport à elle et qu'elle ne veut pas priver. Par cette posture, elle affiche clairement sa soumission à l'ordre établi au sein de la structure familiale.
- Le multipartenariat peut également créer des violences, en particulier entre les hommes et les jeunes femmes. Celles-ci n'hésitent pas, ou moins que leurs aînées, à demander des comptes quand leurs conjoints s'absentent, ou qu'ils ne rentrent pas dormir. Elles expriment plus ouvertement leurs désaccords et sont donc à l'initiative de discussions qui peuvent dégénérer contre elles-mêmes. À la suite de ces conflits, qui peuvent être très violents, il arrive souvent qu'elles retournent soit définitivement, soit temporairement chez leur mère ou leur grand-mère., mais pour sauvegarder leur ménage, elles peuvent se résigner à accepter la situation.
- Contrairement aux affirmations de Fausto Rosario, il existe des jalousies et des rivalités fortes entre les femmes, ne serait-ce qu'envers les touristes, nombreuses à venir faire la fête et s'amuser le soir avec les hommes du village. Les soirées organisées dans les bars sont généralement des moments de tensions entre les femmes, tensions qui se traduisent par des regards chargés de haine, jusqu'à l'affrontement physique avec crêpage de chignons parce qu'une autre femme a dansé un *zouk love* avec son compagnon, ou encore simplement parlé avec lui. Ces jalousies entre femmes, en les divisant, peuvent aussi être considérées comme une stratégie de pouvoir au service de la domination masculine, permettant de perpétuer les formes de soumission à l'ordre établi (Mulot, 2000).
- Enfin, la circulation des enfants entre les foyers suppose que ceux-ci sont redevables au foyer d'accueil. Ce sont souvent les enfants des mères pauvres et célibataires qui vont vivre chez les grands-parents, où ils sont certes nourris et logés, en échange de quoi, il leur est demandé de s'occuper des animaux ou de travailler dans les champs, les grands-parents s'estimant eux-mêmes trop âgés pour effectuer certaines de ces tâches.

Les liens idéalisés entre les membres des familles, tels qu'ils ont été présentés dans le chapitre 1, sont donc rudement mis à l'épreuve. Tout d'abord, les hommes et les femmes se renvoient des images négatives de l'autre, l'homme comme volage et absent, la femme se limitant au rôle de mère et n'ayant pas de pouvoir en dehors de la sphère domestique. L'entraide et la solidarité entre les femmes sont également fragiles, celles-ci étant prises dans des questions de rivalités (Mulot, 2000), qui se nourrissent du manque de confiance en soi, dans un contexte de dévalorisation et de déconsidération systématique des femmes, qui doivent obéir à leur conjoint et bien tenir la maison et surtout, ne pas trop en sortir.

Selon Melissa, 26 ans, habitante de Chã et employée à la mairie, il y a une acceptation de la domination masculine par la grande majorité des femmes par la double peur de représailles de leur mari (la violence conjugale est fréquente) et de condamnation morale (hommes et femmes confondus) à l'encontre des femmes qui se permettraient de relever la tête. Toutefois, cette « acceptation » par les femmes ne signifie

pas consentement, comme le précisent les auteurs féministes Nicole-Claude Mathieu (1985) et Danièle Kergoat (2001 [1988]) et comme on peut le voir dans les différences de discours de certaines femmes, par exemple entre ce qu'elles disent devant leur conjoint et derrière leur dos (Scott, 2008[1992]).

Les pratiques, les choix (conscients et/ou inconscients) et les discours des habitants sont influencés par un jeu de contraintes et d'opportunités structurelles sociales, économiques, culturelles et politiques, qui diffèrent en fonction du sexe des individus. Ainsi, la catégorie « femme » est souvent associée à des processus de marginalisation sociale, économique, politique et culturelle qui rendent les femmes plus vulnérables que les hommes. Ici, il importe de mettre en lumière les inégalités d'accès aux ressources (sociales, économiques, politiques) entre les membres de la communauté. Cette analyse est essentielle pour comprendre les différences entre les individus en termes de capacités à faire face à la crise de 2014-2015, dont il sera question en **chapitre 7**.

Ce phénomène est clairement ressorti de la comparaison des résultats des groupes de discussion effectués en juillet 2010 entre les jeunes femmes célibataires et les hommes guides touristiques (**figure 6.35**). En comparant les deux cibles multi-facteurs des participants (outil participatif mixant la matrice SWOT et la temporalité), on peut observer des différences frappantes. Il apparaît que les hommes sont davantage ouverts sur l'extérieur, bénéficient d'opportunités de développement de leurs moyens d'existence plus importants que les femmes célibataires avec enfants. Celles-ci ont identifié une majorité de faiblesses (locales, internes à la communauté et liées à leur vie domestique) en bleu. De leur côté, les guides ont identifié une majorité de forces et d'opportunités dans leur vie quotidienne. Ils mettent en exergue leur fonction productive et relativement peu de faiblesses. L'accès aux opportunités extérieures apparaît donc largement supérieur pour les hommes que pour les femmes, tout du moins dans leur propre perception des choses.

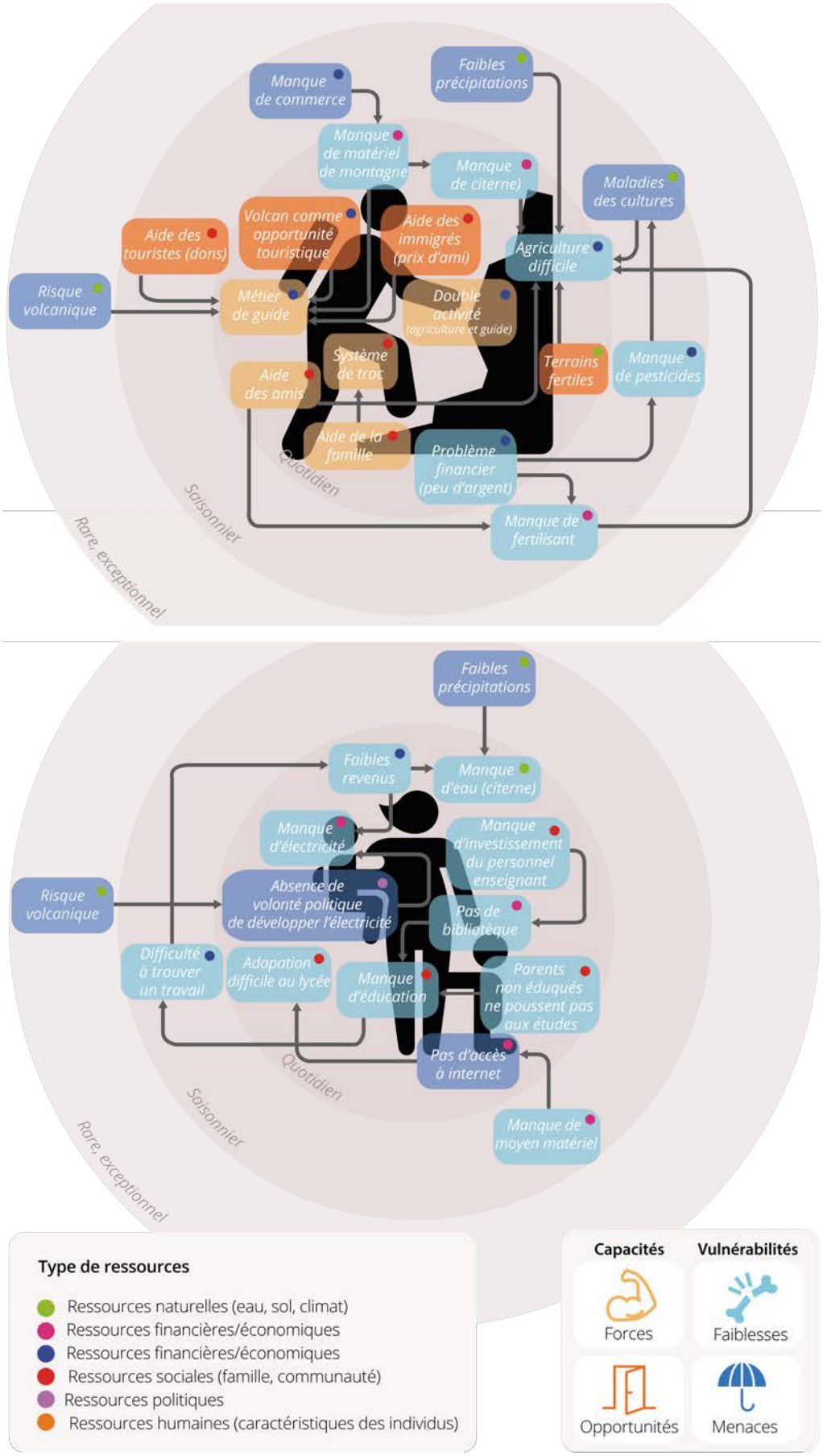


Figure 6.35. Cibles multi-facteurs des hommes guides touristiques et des jeunes femmes célibataires avec enfants (d'après le FGD de juillet 2010, MIA-VITA).

Ce constat amène à s'interroger sur la manière dont le rapport à l'espace et les mobilités spatiales se différencient selon le sexe (Guétat-Bernard, 2011, p.34). En effet, « *la géographie des rôles féminins montre que les femmes vivent dans des espaces différents de ceux des hommes et que la ségrégation spatiale, souvent imposée, forge aussi un sens différent de l'espace auquel les géographes ont trop peu prêté attention* » » (Vella, dans Collignon & Staszak, 2003, p.282). Ainsi, à Chã, l'éducation des petites filles s'organise autour du foyer et de sa proximité (le « tourner sur »), tandis que celle des petits garçons consiste à « aller vers » (Guétat-Bernard, 2011, p.35). Comme le souligne Hélène Guétat-Bernard, le sens du passage du seuil de la maison n'est dès lors par le même. En effet, l'apprentissage des petites filles « *repose sur l'inhibition au départ, sur l'incorporation d'un déni d'ouverture à l'espace* » (Guétat-Bernard, 2011, p.35) ; alors que les petits garçons se doivent « d'aller voir ailleurs » (*Ibid*., p.37). Le fait qu'il s'agisse d'un apprentissage confirme qu'il ne s'agit pas d'une donnée naturelle, innée, mais bien d'une attribution socialement construite des rôles et des fonctions (productives, reproductives). Instaurée depuis l'enfance, cette séparation entre les mondes féminins et masculins se retrouve ensuite à l'âge adulte avec des femmes tournées vers l'intérieur du foyer et des hommes tournés vers l'extérieur, la vie publique (Guétat-Bernard, 2011). Dans cette perspective, l'activité de guide peut être vue comme une continuité de cette éducation, puisqu'elle ouvre nécessairement sur l'extérieur (dans et en dehors du village).

Un des éléments symptomatiques de ce constat se trouve dans l'absence de femme dans les lieux sociaux récréatifs. Cette absence contraste avec la présence de nombreux hommes du village. En effet, la limitation des loisirs au village touche particulièrement les femmes, qui, pour des raisons sociales, sont pour ainsi dire exclues des activités récréatives, surtout quand elles ont lieu dans l'espace public. Ainsi, les bars sont des espaces officieusement masculins et non mixtes, malgré la présence de femmes étrangères au village (touristes). Les femmes, assignées aux tâches ménagères et à l'éducation des enfants, ne fréquentent pas les bars par manque de temps, comme il l'a été démontré précédemment, mais cette assignation à l'enceinte du foyer relève aussi d'une exclusion de la sphère publique, qui participe au rapport de pouvoir hommes/femmes. Ainsi, si on considère uniquement les habitants du village, on observe que certaines *lodjas*, comme Ka Ramiro ou Ka Pedro (voir **figure 6.36**) sont des lieux presque exclusivement masculins (en particulier une fois la nuit tombée) où les hommes se retrouvent pour boire et jouer, que les femmes « bien »[48] doivent éviter de fréquenter. Cette restriction touche l'ensemble des femmes, mais surtout les jeunes femmes, comme le fait remarquer Bina Agarwal dans le contexte rural indien[49] (2007, p. 279). L'absence des femmes des bars et des lodjas est un marqueur des inégalités des rapports sociaux de sexe. Par exemple, dans la *lodja* Ka Ramiro, où de nombreux touristes viennent chaque soir se divertir en écoutant et en dansant sur les chansons des musiciens locaux, les hommes du village développent ainsi des opportunités de nouer des relations, d'apprendre des langues étrangères.

[48] Cette observation se base sur la réflexion de Stéphanie Mulot (2000) autour de la distinction « femmes bien » (les épouses) et « femmes de peu « (les amies), qui se trouve au cœur des rapports de domination.

[49] Cette référence fréquente à un contexte très éloigné peut étonner le lecteur. On précise donc que les travaux de Bina Agarwal sont une référence importante, également cités dans des travaux sur les contextes plus proches de la thèse, et qu'il a semblé plus intéressant de citer les textes fondateurs.

Figure 6.36. Hommes du village jouant aux cartes chez Pedro (Chouraqui, mars 2013).

Enfin, les communautés religieuses (Eglises Adventiste du 7ème jour, Catholique et Nova Apostolica) jouent un rôle essentiel pour les femmes, qui sont souvent exclues des autres espaces publics de rencontre. La fréquentation des églises, espaces ouverts au public, où elles peuvent se retrouver dans une ambiance détendue, permet à beaucoup de femmes de « souffler », de quitter le domicile, de se rendre visible. L'église apparaît comme un espace d'expression dans lequel elles peuvent partager des moments de sociabilité. Se rendre à l'église rythme les activités hebdomadaires et constitue un moyen respectable de sortir du foyer et de se reposer. En effet, aller à l'église, c'est rejoindre une communauté légitime, et n'amène pas à s'exposer à des rencontres avec des étrangers comme peuvent le faire les hommes qui rencontrent des touristes dans un bar. Les principes religieux fondamentaux rendent légitimes de tels interruptions hebdomadaires des tâches domestiques. Celles-ci, moins visibles puisque cantonnées à l'espace fermé du foyer, plus quotidiennes que celles des hommes et non rémunérées, ne sont pas considérées comme du vrai travail et à ce titre, ne justifient pas de prendre une pause (**figure 6.37**). Cette question de « *la gratuité du travail au sein de la famille, gratuit car exclu du marché et non l'inverse, alors qu'il est fréquent de penser qu'il est exclu du marché parce qu'il est gratuit* » (Appay, 2005), vient conforter la soi-disant supériorité du travail masculin par rapport au travail féminin. Celle-ci est d'ailleurs utilisée pour justifier la domination masculine au sein du foyer, comme le fait remarquer Amedeu Viera Fontes (Tuka) dans le film *Fika Na Casa* : « *Les femmes doivent suivre les ordres du mari. Parce que c'est le mari qui achète les jupes, les pantalons, les chaussures, qui fait la maison, qui fait les travaux les plus durs, tout ça c'est le mari qui le fait. Ici on n'est pas en Amérique. En Amérique, l'homme va à l'usine, la femme aussi. Mais ici non, ici les femmes travaillent moins dur que les hommes* » (*Fika na Casa*, 21:56:02 à 22:17:19). Cette intériorisation des rôles est présente chez les hommes, mais aussi chez les femmes, en tout cas publiquement. Or, on peut aussi penser que si les femmes tiennent ce discours en public, en particulier en présence de leur conjoint, c'est aussi un moyen pour que les hommes s'investissent un minimum dans une société caractérisée par la faible participation sociale et économique des hommes dans le foyer familial (Mulot, 2000). Ainsi, on peut présumer qu'il s'agit éventuellement d'une forme de pression sociale mise sur leurs épaules afin qu'ils soient un tant soit peu responsables.

Figure 6.37. Tatiana et Filipa en train de moudre du café (juillet 2013).

Dans le contexte de désenclavement du village, le contrôle social de la « moralité féminine » fondé sur l'idée qu'une femme qui sort et qui fait la fête n'est pas une « bonne » mère ou une « bonne épouse », pose question. Certaines femmes, minoritaires, se rendent dans les lieux publics récréatifs sans être accompagnées de leur mari. On observe alors de lourdes résistances de la part des habitants, qu'il s'agisse des hommes ou des femmes. Être femme, être jeune, se faire belle et élégante pour se rendre dans un lieu de loisir afin de se divertir, de discuter, de danser, dérange profondément. Ce type de comportements génère automatiquement des réactions pouvant aller jusqu'à la violence physique, mais surtout des ragots, non moins violents, qui sont aussi une forme de contrôle social : « *elle couche avec tout le monde* », « *elle trompe son mari* », voir même « *elle se prostitue* ». Selon Melissa, 26 ans, habitante de Chã et employée à la mairie, il y a une acceptation[50] de la domination masculine par la grande majorité des femmes, par la double peur de représailles de leur mari (la violence conjugale est fréquente) et de condamnation morale (hommes et femmes confondus) à leur encontre.

En remettant en cause les normes sociales traditionnelles, en n'obéissant pas aux modèles de comportement socialement acceptés, les femmes s'exposent aux commérages, en capverdien, « *linguara* » ou *« fofoka »*. Ainsi, alors que le multi-partenariat masculin est toléré, les femmes doivent prendre garde à protéger leur respectabilité pour ne pas alimenter les rumeurs[51]. Par exemple, une femme qui s'affiche publiquement en train de parler avec un homme qui n'appartient pas à sa cellule familiale, ou qui n'est pas du village, peut vite être soupçonnée d'entretenir une relation avec celui-ci. Danser avec un autre homme que son conjoint lors d'un évènement festif (anniversaire, fête de village) peut également

[50] On note de nouveau ici que l'acceptation n'est pas synonyme de consentement, en référence à la phrase classique « *céder n'est pas consentir* » de Nicole-Claude Mathieu (1985).

[51] La rumeur désigne « *l'échange rapide, au sein d'un groupe social, d'une nouvelle dont la transmission, du fait de sa véracité encore incertaine ou douteuse, s'opère par des moyens informels (le bouche à oreille) et selon des préventions énonciatives distinctives (usage du conditionnel, renvoi à des sources innombrables et anonymes). La rapidité de diffusion des récits de rumeur atteste leur forte valeur d'échange procurée par le caractère inédit, souvent subversif ou scandaleux, de la révélation qu'ils contiennent.* » (Aldrin, 92 | 2010, p.23).

constituer une atteinte à la réputation. Ce type de contrôle social n'est pas spécifique de cette société et a été mis en évidence ailleurs, comme en Guadeloupe, où Stéphanie Mulot observe sur son terrain que « *les moindres activités inhabituelles viennent alimenter les potins quotidiens et peuvent devenir des armes redoutables* » contre les femmes (Mulot, 2000, p.416). Yasmine Berriane identifie le même phénomène au Maroc, à Casablanca, où le « qu'en dira-t'on » et les commérages sont craints, dans la mesure où leurs effets sont potentiellement destructeurs, avec des conséquences parfois graves sur la vie affective et familiale (Berriane, 2013, p. 214). Dans le même sens, mais encore sur un autre terrain, concernant l'accès à l'espace public des femmes en Arabie Saoudite, Amélie Le Renard constate que ce n'est pas tant le comportement qui pose problème, que la rumeur qui en découle, susceptible de nuire à la réputation et à l'honneur (Le Renard, 2011).

Cette pression sociale qui contraint les femmes dans leurs circulations et leurs interactions sociales a également été observée par Cécile Canut sur l'île de Santiago, dans le film *Ilia di mudjer* (l'île des femmes), réalisé en 2014. Dans ce film, on suite le périple de Ja, une jeune femme issue d'un petit village, Cabral, qui décide de faire le tour de Santiago afin de rencontrer d'autres femmes qui, comme elle, font partie de groupes de *batuke*[52], cette danse-chant spécifique de Santiago. Dans ce film, on découvre plusieurs de ces femmes qui expliquent que ces moments collectifs où elles se réunissent entre elles, leur servent à échapper à la rudesse de leur vie quotidienne et à la morosité du travail domestique, et à se sentir moins isolées : Femme (nom inconnu) : *Avec le batuke, tu gardes le moral.* Ja: *Oui, tu te sens bien dès que tu entres das le batuke.* Femme (nom inconnu) : *c'est clair* … Ja : *tu oublies tout, parce que si tu restes seule à la maison, tu penses à la mort, à comment tu vas élever tes enfants* » (Canut, 2014, *Ilia di mudjer*, 16 :32 à 16 :41). Pourtant, bien que faisant partie de la tradition locale, les femmes qui s'adonnent au *batuke* s'exposent à certaines critiques sociales. Par exemple, Ja demande à la présidente d'un groupe de *batuke* pourquoi les femmes sont peu nombreuses à participer et celle-ci explique que plusieurs d'entre elles ont dû arrêter le batuke à cause de leur mari : « *tu sais comment est le Cap-Vert : si tu as un mec, on va dire que les batukadeiras ne sont que des traînées ! C'est ça qu'on dit.* » (Canut, 2014, *Ilia di mudjer*, 16:11 à 16 :16).

Les médisances sont un puissant mode de contrôle social, comme l'explique Dina qui explique que beaucoup de tensions naissent du fait que les gens du village parlent beaucoup sur les autres, *es ta fika ta fala na vida di argen, ta da opinao, ki ta kaba pa kria konflicos* (entretien avec Dina Alves, 2014). Cette peur de voir son image ternie, sa réputation entachée, permet de comprendre à quel point il est difficile, voire risqué, de transgresser et de contester ces normes. En effet, l'organisation sociale du village, caractérisé par l'entre-soi, exige de prouver qu'on partage les mêmes codes, les mêmes valeurs. Enfin, la promiscuité généalogique et les liens étroits unissant les habitants ont tendance à exacerber le poids des rumeurs et des commentaires, avec des réseaux de sociabilité très contrôlés : « *Tu sais bien qu'à Chã, c'est une petite communauté, tout le monde connaît tout le monde, ça crée beaucoup de ragots* » « *Bu sabe ma na Chã e un komunidade pekeno tudo argem konxe kumpanheru ta kaba pa tem txeu fofoka »* (entretien avec Dina Alves, 2014).

Pour justifier ou négocier leur sortie de l'espace domestique, les femmes doivent affronter la pression familiale et sociale et aller à l'encontre des rôles préétablis. Dans ce sens, afin de « créer un trou » pour permettre au « *regard de se glisser et découvrir les machinistes à l'œuvre »* (Delphy, 2000), plusieurs projets visant à faciliter l'accès à la parole des femmes ont été menés pendant la thèse (voir le chapitre IV) avec d'un côté le film participatif *Voz de Mudje*, et de l'autre, le film documentaire *Fika na Casa.* Ce dernier film se

[52] « *Le batuke fait partie des formes musicales les plus anciennes de l'île de Santiago. Caractérisé par un rythme euphorique, des mouvements saccadés du corps, une orchestration basée sur les voix et les percussions, il est devenu essentiellement féminin : les femmes ont remplacé le tambour par un paquet de tissu coincé entre leurs cuisses sur lequel elles tapent, l'une d'entre elles chante des poèmes où il est question de leur vie quotidienne, des difficultés de la vie de couple, ou de séparation* » (Canut, 2014, 53 minutes).

termine par une chanson/fiction dans laquelle Camilo Montrond Fontes et Edna Ribeiro jouent une scène de ménage, caricaturant un couple dans lequel une femme revendique son droit à sortir de l'espace domestique auprès d'un mari alcoolique et borné :

> Camilo [chante] *La plus belle des femmes, c'est celle qui reste à la maison.*
> Tutu [sermonne Camilo qui joue le rôle de son mari] *Tu te réveilles, tu pars travailler et tu bois. Autant que tu travailles plus !*
> Camilo [parle avec la voie pâteuse d'une personne ayant trop bu d'alcool] *Toi t'es rien ! C'est moi qui commande à la maison.*
> Camilo [le chant reprend] *La plus belle des femmes, c'est celle qui reste à la maison.*
> (…)
> Camilo [interrompt la chanson pour demander à Tutu] *C'est vrai ou non ?*
> Tutu lui répond *Moi je pense que les femmes ont les mêmes droits que les hommes. Si toi aujourd'hui tu peux sortir rigoler avec des amis, pourquoi pas moi ?*
> *(…)*
> Camilo [a recommencé à chanter pendant que sa femme s'apprête à sortir] *La femme la plus belle, c'est celle qui reste à la maison. Elle contrôle sa maison. Elle lave le linge. Elle contrôle sa vie.* (*Fika na Casa,* 25:25:05 à 25:38:11 ; 25 :44 :21 à 26:00:12 ; 00:26:02:03 ; 26:04:01 à 26:10:03).

Sous sa forme ludique, cette chanson/fiction, imaginée par Camilo Fontes pour le film de la chercheuse, a permis par la suite de créer une réflexion collective autour des rapports de pouvoir hommes/femmes et sa diffusion échappe au cadre de la thèse, dans la mesure où, diffusée sous le nom de « *Mudje mas bonita* », elle a enregistré plus de 2000 vues sur Youtube.

En termes de vulnérabilité et d'accès aux ressources au quotidien et en temps de crise, on observe que les femmes ont peu l'habitude de réclamer de l'aide et de faire connaître leur point de vue en dehors de l'univers familial. Malgré les liens réels qui unissent et rassemblent les habitants du village, les femmes souffrent d'une forme d'exclusion au sein même d'une communauté. Dans une conversation avec Siza, la jeune femme explique qu'il est plus difficile de tisser des liens avec les femmes qui sortent peu de l'enceinte du foyer et sont très occupées. Celle-ci évoque sa solitude, et explique qu'elle vient de São Filipe et n'a donc pas de famille ici. Ayant deux enfants en bas âge et étant assignée aux tâches ménagères, elle reste principalement chez elle. Seule femme du foyer, elle effectue ces tâches seules. Elle explique ainsi qu'il y a peu d'entraide entre les femmes, beaucoup moins qu'entre les hommes. Alors qu'en face de chez elle un homme est en train de faire des travaux dans sa maison, elle nous explique en le désignant, lui et les trois autres hommes qui sont en train de l'aider, que lorsque les hommes ont une tâche importante à faire, d'autres hommes viennent les aider. En revanche, les femmes sont livrées à elles-mêmes : leurs tâches, moins visibles puisque recluses dans le foyer et plus quotidiennes, ne sont pas considérées comme nécessitant une aide.

Ainsi, en dehors de l'environnement familial, la solidarité féminine apparaît comme ambiguë. D'un côté, les femmes sont unies autour de liens qui les rassemblent autour des tâches domestiques, en particulier l'éducation des enfants, avec une forte entraide matérielle (troc, etc.), mais de l'autre, en termes de soutien moral, l'aide apportée semble limitée, comme l'explique Stéphanie Mulot pour la Guadeloupe. Dans le cas d'Eugenia, jeune femme dont le conjoint vient de rencontrer une autre partenaire, sa mère va l'encourager à accepter la situation, d'autant plus qu'elle a deux enfants en bas âge avec lui, arguant que tous les hommes du village sont pareils : Les hommes de Chã, on ne peut rien y faire, ils sont

comme ça, même les pions[53] ne se déplacent pas autant ! *Home de Chã ka tem nada faze, es é si, Nem piom ka ta da volta si* ! (cf. mère d'Eugenia). Ainsi, l'aide « *qu'elles s'apportent mutuellement en cas de problèmes affectifs n'aboutit que peu à une remise en question de leur situation ou de leur mode de vision du monde, mais plutôt à une dénonciation supplémentaire de l'attitude des autres et en premier lieu des femmes rivales et des hommes volages* » (Mulot, 2000, p. 432).

- Précarité économique des femmes chefs de famille et stratégies compensatoires

  - Des femmes seules en grande difficulté quotidienne

Le fonctionnement polygynique des foyers, qui va de pair avec un certain désengagement masculin, contribue à mettre en avant le rôle des femmes au sein des familles, avec des foyers fortement centrés sur la figure de la grand-mère ou de la mère. La pression du quotidien – un quotidien particulièrement lourd – est marquée par l'ambiguïté de l'homme par rapport à sa ou ses familles, auprès de ses différentes compagnes et de leurs enfants.

L'exemple des difficultés rencontrées par Fatima concernant l'accès aux soins, au travail, à l'éducation pour ses enfants, sont caractéristiques des problématiques rencontrées par les femmes célibataires chefs de famille. En effet, à partir du moment où l'on conçoit la famille comme un système économique à part entière (Delphy, 1999), on comprend mieux les difficultés rencontrées par les nombreuses femmes chefs de famille du village, qui se retrouvent seules pour assumer leur foyer. On observe un grand nombre de femmes célibataires ayant un ou plusieurs enfants à charge, qui doivent subvenir aux besoins de leurs enfants sans l'aide de leur mari, soit parce qu'il est parti refaire sa vie avec une autre ou a migré à l'étranger, soit parce qu'elle refuse de vivre en situation de partage conjugal comme Fatima : « *Moi j'ai un mari, mais il vit dans sa maison et moi dans la mienne. Il sort avec une, puis encore une autre, je ne supporte pas ça, alors je reste chez moi. Il dit qu'il a une trentaine d'enfants, mais moi je ne les connais pas tous. On s'entend bien pour nos enfants. Mais pour dire que c'est mon mari pour de vrai, ça non. Moi je voulais qu'on vive tous les deux ensemble pour élever nos enfants. Mais comme il en a d'autres, il doit s'occuper d'eux et de ses autres femmes* » (*Fogo na Boca*, 22:21:21 à 22:52:07).

Fatima, mère de 11 enfants, a eu ses deux premiers enfants avec Pedro Fontes. Celui-ci est parti vivre au Portugal et n'est jamais revenu. Elle a alors trouvé un nouveau compagnon, avec qui elle a eu 9 enfants. Afin de pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, Fatima a confié son premier fils à son grand-père qui s'est chargé de faire son éducation, et de lui apprendre le travail agricole. Elle a également « confié » l'un de ses enfants, à un couple français (deux médecins français travaillant à Toulouse). Dans les premiers temps de l'adoption, le couple lui versait la somme de 1400 euros par an, qui s'est convertie en 700 euros au fil des années. D'autres cas « d'adoption informelle » par des étrangers ont eu lieu au village, chaque fois dans des foyers monoparentaux (femme seule avec des enfants à charge, dont le mari est parti refaire sa vie à l'étranger)[54]. Ainsi, Carlos Teixeira (26 ans), explique qu'il est le 5ème enfant d'une famille de 7, de deux pères différents. À sa naissance, le père a refusé de reconnaître Carlos, et il est parti vivre aux États-Unis peu après. Pendant des années, son père a refusé d'entendre parler de lui, sa nouvelle femme aux États-Unis s'opposant à un rapprochement, mais depuis peu, il est malade, et cherche à le contacter. Son petit frère, le *code* (dernier-né) de la famille, a été donné à des touristes de passage à Chã

[53] En référence aux pions du jeu d'*oril*, jeu africain plus connu sous le nom d'awélé en France, dans lesquels on distribue des cailloux ou des graines dans des coupelles.

[54] Ce phénomène mériterait d'ailleurs d'être étudié plus avant par rapport à la législation du Cap-Vert en la matière.

das Caldeiras. Aucun argent n'a été échangé à cette occasion. Depuis, ils n'ont jamais eu de nouvelles de l'enfant. Les souvenirs d'enfance de Carlos sont marqués par la dureté du travail agricole à Chä, le manque de nourriture et l'absence de père de famille. Il se rappelle que dans son enfance, il n'y avait pas de gaz chez lui, seulement du bois. Il fallait aller chercher le bois très loin, et le porter sur le dos. Quand il posait enfin le bois, son cou était « rentré dans son dos » (il mime le geste et rigole). Il fallait aussi aller chercher de l'eau, tôt le matin, à 5 heures. C'est lui qui devait le faire car il était l'homme de la maison, mais il se souvient que la charge était trop lourde pour lui.

Les situations rencontrées par Fatima et Carlos ne sont pas exceptionnelles. Par conséquent, elles servent de point central dans la réflexion ici menée. En effet, au Cap-Vert, nombreuses sont les familles décomposées ou recomposées multi-générationnelles (**chapitre 1**). L'organisation familiale présente les caractéristiques générales suivantes, en référence au cadre d'analyse des familles matrifocales de Stéphanie Mulot (2000) :

- Mobilité des hommes, des femmes et des enfants parmi de nombreuses unités domestiques dans le cadre de la dynamique familiale ;
- Partage constant entre les maisons, les unités centrales (associées aux femmes et aux enfants) ;
- Les hommes ont un statut caractérisé par l'absence et la distance par rapport au foyer familial, et par une contribution financière et sociale sporadique ;
- En lien avec un phénomène d'émigration important, de nombreux adultes émigrent, laissant derrière eux des membres de leur famille (enfants, conjoints, etc.).

Les individus vivant dans les foyers monoparentaux ont une alimentation souvent moins diversifiée (moins de viandes, de poissons et de légumes) que celles des autres foyers, à cause de leur précarité économique. Proportionnellement, les femmes chefs de famille sont bien plus nombreuses que les hommes à déclarer avoir connu des épisodes de manque général de nourriture (**figure 6.38**).

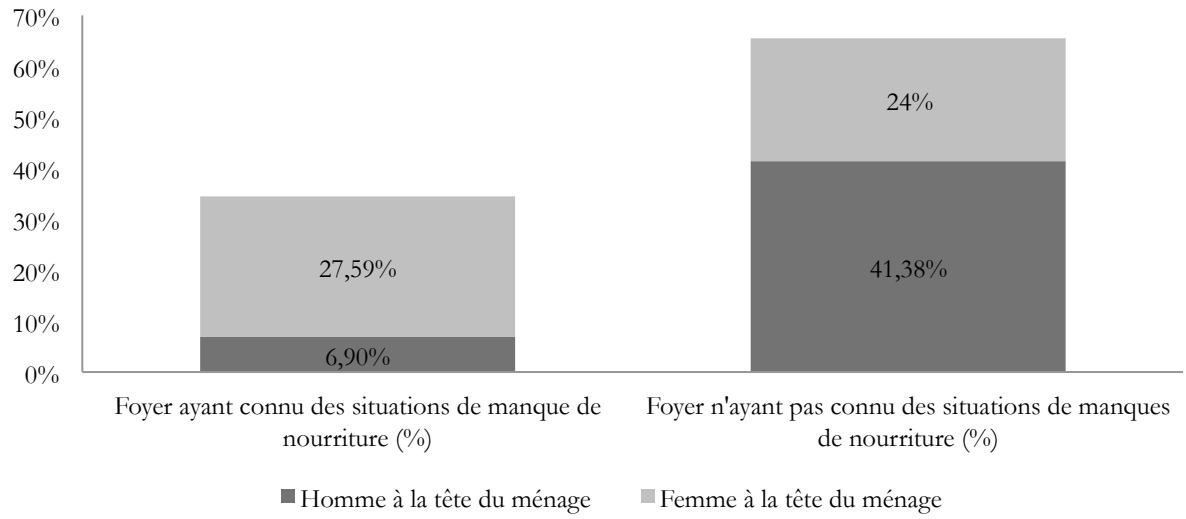


Figure 6.38. Situation de manque de nourriture en fonction du sexe du chef de ménage (questionnaire MIA-VITA, 2011).

Parce que les femmes chefs de foyer sont plus nombreuses à vivre dans la pauvreté avec un accès plus difficile aux ressources économiques, politiques, sociales, elles courent un risque plus important quand leur foyer est menacé par l'aléa. L'ensemble de ces facteurs de la vie courante de la vie quotidienne tend à accroître la vulnérabilité de ces foyers monoparentaux (particulièrement ceux tenus par des femmes

célibataires), celle-ci ayant à son tour tendance à s'amplifier en situation de crise.

❖ Des stratégies d'émancipation économique féminine aux bénéfices limités

Si les préjugés et discriminations à l'encontre des femmes condamnent celles-ci à une position défavorisée, en marge de la sphère publique, les résultats du rapport du PNF semble indiquer que si « *dans les zones rurales, il y a encore un écart entre les activités pratiquées par les hommes et les femmes, (...) la soumission des femmes rurales est en train de se réduire, allant ainsi dans le sens de l'équité entre les sexes* » (*Relatório socioeconómico do Parque Natural do Fogo*, écrit par Andrade, 2014, p. 49). Cette hypothèse s'appuie sur le fait que d'après les réponses obtenues, le contrôle des biens au sein des foyers est pour 42% effectué de manière partagée entre les sexes, 38% par les femmes et 20% par les hommes. Mais ces données statistiques sont trop générales, et surtout, passent sous silence le nombre important de foyers monoparentaux, ce qui suppose automatiquement que le contrôle des biens soit exécuté par les femmes sans qu'il n'y ait de partage réel entre les hommes et leur femme. L'indépendance financière et la rémunération du travail des femmes, qui furent au centre des questionnements de la société européenne des années 60, apparaissent comme une question essentielle à Chã das Caldeiras. À l'instar des travaux sur la théorie des rôles de la fin des années 60, il faut chercher à comprendre « *l'impact de l'activité professionnelle d'une femme sur le partage des rôles au sein de la famille* » (Combes & Devreux, 1992). Quelle redéfinition de la place sociale des femmes implique leur insertion professionnelle ?

Allant dans le même sens que le rapport du PNF, plusieurs initiatives témoignent de la volonté individuelle de femmes du village de changer leurs conditions de vie et d'environnement via l'accès aux revenus. Ces initiatives ne s'inscrivent pas, pour la plupart des cas, dans un mouvement féministe ou militant. Au départ, elles visent simplement à accompagner les femmes à développer leur propre activité locale, leur permettant d'accéder à une autonomie financière. Et pourtant, les revenus générés en ouvrant un commerce, une épicerie, en travaillant comme employée dans une pension, ou comme institutrice, en vendant des produits agricoles en ville, représentent une source non négligeable de revenus dans un contexte de monétarisation réduite des activités agricoles. Concrètement, le travail salarié permet à certaines femmes de ne pas être dépendantes de leur compagnon ; ce qui leur permet d'avoir le choix, matériellement parlant, de quitter leur conjoint (divorce ou simple séparation)[55]. De surcroît, ces femmes, qui se mettent à apporter de l'argent au foyer, viennent remettre en question la suprématie et responsabilité masculine de subvenir aux besoins monétaires du foyer, et transforment ainsi les liens d'interdépendances au sein des ménages. Dans un contexte social marqué par une autonomie limitée du « sexe faible » au sein de l'unité familiale, l'accès des femmes à des ressources financières propres intervient comme un élément perturbateur qui éloigne les femmes de « *leurs conditions naturelles, de reproductrices biologiques et ses dérivés, élevage des enfants et travail domestique* » (Combes & Devreux, 1992). Perturbant le « *modèle dominant du travail, qui est de fait, masculin* » (Combes & Devreux, 1992), le travail féminin leur permet une prise d'autonomie financière et crée ainsi des brouillages dans les identités de genre (Guétat-Bernard, 2011) et les rapports de pouvoir au sein de la communauté et des familles (Ndami, 2017).

Malgré ce brouillage des repères sociaux traditionnels, ce phénomène est intéressant aussi pour les hommes qui se risquent à la polygynie, car il permet aux foyers de compter sur des salaires féminins pour pallier au défaut de ressources apportées par l'homme. L'exemple du foyer de Jose Antonio Fonseca (dit Madjer), employé à l'Observatoire du Volcan à Chã, agriculteur et aubergiste, est à ce titre intéressant. Madjer conjugue plusieurs métiers pour subvenir aux besoins de ses 3 femmes et de ses 11

[55] Cependant, à Chã, ces emplois sont rares mais cela n'empêche pas les femmes agricultrices de se retrouver seules, en ayant quitté ou en ayant été quittées par leur conjoint.

enfants. Ses revenus ne lui permettent pas pour autant de veiller de façon équitable et suffisante sur ses différents foyers. Ainsi, il donne chaque mois à l'une de ses compagnes, avec qui il ne vit que par intermittence et avec qui il a eu deux enfants, environ 5000 escudos soit 50 euros (**figure 6.39**). Ses compagnes ont toutes un salaire fixe : deux d'entre elles sont institutrices, l'une à l'école maternelle de Chã (Lili, 31 ans) et l'autre à l'école primaire à São Felipe (Meri, 35 ans) tandis que la troisième, Nelita, est cuisinière à São Felipe. Lili possède également des terres de culture, qui lui permettent de subvenir aux besoins alimentaires de son foyer. On observe donc une indépendance relative[56] des femmes par rapport à leur conjoint, contrairement au cas précédent de Fatinho Caitano Veloso et de ses compagnes. En 2012, des problèmes de santé ont placé Madjer dans l'incapacité physique prolongée de travailler aux champs. Ce sont ses 3 femmes qui ont pu alors maintenir les revenus de la famille, renversant ainsi la place relative qu'occupent les activités de l'époux et des épouses dans le budget de la famille, ce qui induit des changements au niveau des rapports de genre, où *« le statut des activités féminines et masculines se modifie en raison d'un retournement dans la création des richesses »* (Hélène Guetat-Bernard, 2011).

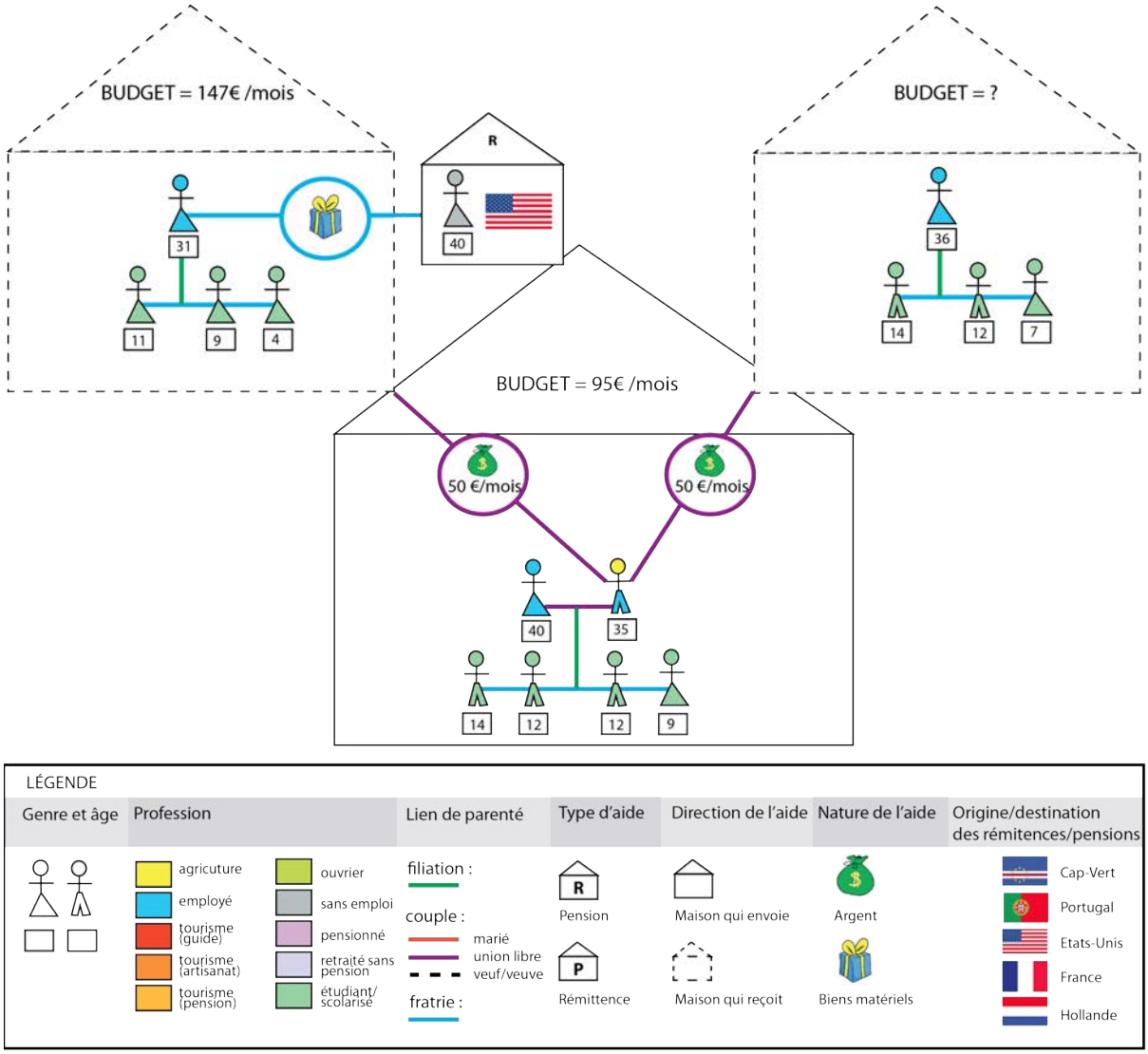


Figure 6.39. Exemple du foyer polygynique de J.A. Fonseca et de ses trois compagnes (source : Texier, Chouraqui, questionnaire MIA-VITA, avril-mars 2011).

[56] On précise ici que cette analyse d'une prise d'indépendance des femmes à Chã das Caldeiras relève d'un processus relativement récent, à situer dans une dynamique bien plus large, à l'échelle du pays et du continent africain (Guétat-Bernard, 2007).

Parmi les activités lucratives adoptées par les femmes, celle de la vente en petite épicerie est particulièrement prisée. On observe en effet que la proportion de femmes à la tête de *lodja*[57] est importante (**figure 6.40**). Sur les 7 *lodjas* du village, 4 sont tenues par des femmes, dont la *lodja* Ka Manuela, qui en juillet 2013, était la plus fournie du village. Les revenus des propriétaires de *lodja* pouvant être supérieurs à ceux de leur conjoint, dans ces foyers, les femmes ont des revenus supérieurs à leur conjoint. Ces femmes disposent donc d'une ouverture possible pour sortir de situation de confinement domestique et de domination sexuée. Ces expériences vont dans la direction d'une conception plus égalitaire des deux sexes et d'une valorisation du travail des femmes, qui acquièrent dignité, légitimité et reconnaissance sociale. Toutefois, à la lumière des contrastes et des variations entre les discours, les situations et les positions des femmes au sein de foyers et de la communauté, on ne peut que reconnaître « *l'hétérogénéité de la catégorie « femme » (…) qui varie en fonction notamment de l'âge et de la nature des liens de sang et d'alliance*[58] *»* (Guérin, 2008/2), conditionnant l'accès différencié des femmes aux ressources au sens large.

Figure 6.40. En haut à gauche, la lodja « Ka Manuela », à sa droite, la lodja « Ka Luisa », en bas à droite, la plus petite lodja du village, « Ka Nunis », à sa gauche, « Ka Fernandinha » et enfin en bas à gauche, « Ka Pedro » (Elsa Sanial, 2013).

Devenir propriétaire d'une *lodja* est un choix prisé par les femmes. En effet, il ne représente pas une rupture brutale avec le cadre social établi. Au contraire, il s'agit davantage de solutions adaptées aux contraintes pesant sur les femmes :

- La gestion du temps des femmes étant complexe et laissant peu de disponibilité pour engager des projets professionnels, travailler à domicile à la tête de *lodja* leur permet de concilier famille,

[57] Commerces à la maison pour vendre des produits de première nécessité.
[58] On note que cette citation fait référence à l'approche féministe intersectionnelle (Crenshaw,1991).

tâches domestiques et travail rémunérateur, dans un cadre mêlant sphère privée et sphère publique.

- Ensuite, ce type d'initiatives correspond à la situation du village qui se caractérise par le manque d'emploi salarié. En dehors de la coopérative agricole, des travaux des champs (très temporaires) et des pensions de Marisa, les habitants ont peu de chance d'avoir un travail salarié. De plus, les travaux les plus valorisés et rémunérateurs (chauffeurs, guides) sont peu compatibles avec les tâches domestiques et ont tendance à être accaparés par les hommes.

La réussite économique des *lodjas* est cependant en butte à des obstacles et des freins importants, en particulier l'isolement qui vient modeler le temps et le coût d'acheminement, le lieu d'approvisionnement le plus proche pour les propriétaires des *lodjas* de Chã das Caldeiras étant São Filipe. Au vu des contraintes d'approvisionnement, du prix plus élevé des produits dans les *lodjas* et de la pauvreté de la population, les produits proposés par les épiceries de la caldera sont ceux strictement nécessaires à la population. À ce constat vient s'ajouter l'analyse des pratiques de consommation au sein des *lodjas*, qui elle aussi permet de dresser le tableau d'un recours ponctuel et jamais superflu aux *lodjas*. Dès lors, il apparaît clairement que les *lodjas* peuvent être qualifiées de « commerces du strict nécessaire ».

D'une manière générale, lors de notre étude et des moments quotidiens vécus à Chã das Caldeiras, il est apparu que ces épiceries ne sont que peu fréquentées et les clients sont rares comme le montre la **figure 6.41** réalisée à partir de la fréquentation de 6 lodjas du village de 11h à 19h[59] le vendredi 11 juillet 2013 (voir détail en **Annexe 6**). La moyenne de fréquentation est de 10 clients par jour pour une lodja, avec seulement deux clients chez Nunis, contre 28 chez Manuela.

	Ka Fernandinha	Ka Ramiro	Ka Manuela	Ka Louisa	Ka Bertinha	Ka Nunis
Homme	0	6	7	2	2	1
Femme	0	0	8	0	3	1
Enfants	1	2	6	6	0	0
Mixte	1	0	0	1	1	0
Touriste	0	1	5	1	0	0
Homme ou femme avec enfant	3	0	1	2	0	0
Non renseigné	0	0	1	0	0	0
TOTAL	**5**	**9**	**28**	**12**	**6**	**2**

*Figure 6.41. Estimation des bénéfices réalisés dans 6 lodjas à Chã das Caldeiras en juillet 2013 (*les bénéfices ont été calculés en tenant compte du samedi férié pour les adventistes).*

Cette faible fréquentation va de pair avec des achats très limités, en majorité des denrées alimentaires[60 et 61]. Celle-ci affecte directement les propriétaires des *lodjas*. En effet, ceux-ci ne peuvent pas compter sur un bénéfice important, et le gain qu'ils effectuent sur la vente de produit correspond à une différence de prix de 10 à 20 escudos (voir **figure 6.42**). Ainsi, en appliquant un pourcentage moyen prenant en

[59] Le choix d'arrêter l'enquête à 19h correspond à l'heure de fermeture de la majorité des *lodjas*. Toutefois, Ka Ramiro enregistre la plupart de ses bénéfices en soirée, au moment de l'apéritif, heure à laquelle une grande partie des touristes viennent boire un verre et écouter de la musique avant d'aller manger dans leurs pensions respectives.
[60] Dans l'ensemble des ménages, les dépenses alimentaires représentent une part importante des dépenses totales et sont considérés comme la dépense la plus importante par 74,1% des répondants, devant l'eau et l'éducation qui arrivent à égalité avec 8,6% des réponses (questionnaire MIA-VITA, 2011).
[61] On observe à ce sujet des différences entre les femmes et les hommes dans la part consacrée aux aliments (plus de 55 % pour les femmes, contre moins de 50 % pour les hommes).

compte la différence entre le prix d'achat à São Filipe ou Praia et celui de vente à Chã, on arrive à avoir une idée plus ou moins approximative du bénéfice qu'obtient chaque vendeur de *lodja* à la fin de la journée. À partir de là, on observe que certaines *lodjas* réalisent des bénéfices presque nuls, comme Nunis, qui d'après les calculs effectués, réalise un bénéfice de seulement 3,92 euros par semaine dans sa minuscule échoppe située à Bangaeira.

Commerce	Chiffres d'affaire en un jour	Bénéfices (en escudos)	Bénéfices (en euros)	Bénéfices en 1 semaine * (en escudos)	Bénéfices en 1 semaine (en euros)
Nunis	370	62,16	0,56	435,12	3,92
Fernandinha	835	140,28	1,275	981,96	8,925
Louisa	1060	178,08	1,62	1068,48	9,72
Bertinha	2040	342,72	3,115	2399,04	21,805
Ramiro	3585	602,28	5,475	4215,96	38,325
Manuela	9850	1654,8	15,04	9928,8	90,24

*Figure 6.42. Estimation des bénéfices réalisés dans 6 lodjas à Chã das Caldeiras en juillet 2013 (*les bénéfices ont été calculés en tenant compte du samedi férié pour les adventistes).*

Ces pratiques de consommation sont révélatrices de la précarité des habitants. Ici, l'observation participante au sein du foyer des Teixeira a permis de saisir plus finement le rôle des *lodjas* dans l'approvisionnement des ménages. La famille a recours aux *lodjas* par défaut, afin d'y acquérir le strict nécessaire. Les produits ne sont achetés que ponctuellement, et au coup par coup, ceci étant permis par la proximité physique entre les *lodjas* et les habitations. Ainsi, alors que Tete ou Filipa sont en train de cuisiner, si elles voient qu'il manque quelque chose, elles envoient alors un enfant de la famille acheter une boîte de sardines chez Louisa. Les sous remis à l'enfant sont octroyés sans entrain. On sent qu'avoir recours à la *lodja* est vécu comme une sorte d'échec ou une mauvaise gestion des stocks, puisque tout y est plus cher qu'en ville. En effet, les commerçants des *lodjas* sont obligés de fixer des prix plus élevés qu'en ville, pour pallier au coût du transport des produits, et se faire un petit bénéfice. Cette différence de coût entre les produits achetés en ville et au village peut paraître minime : on parle de 1 kg de riz à 90 centimes d'escudos à Chã, contre 80 à São Filipe et 75 escudos à Praia. Là où l'écart est le plus fort, c'est sur l'huile, qui passe de 160 à São Filipe à 180 escudos dans une *lodja.*

Certaines femmes du village ont par ailleurs réussi à se faire embaucher à la coopérative viticole. Cependant, l'introduction de cette opportunité économique importée par l'ONG COSPE a, là aussi, perturbé les rapports de genre. En effet, la production familiale du *manecon* (vin de maison) se traduisait par des savoirs et savoir-faire traditionnels partagés entre hommes et femmes, qui sont transmis au sein des familles (chaque famille a ses propres méthodes de fabrication). Ce savoir viticole, relatif à la culture de la vigne et à la production du vin, n'était donc pas uniquement détenu par les hommes, comme c'est classiquement le cas, par exemple en France. Or la production du *vinho do Fogo,* via la coopérative, a introduit depuis 1992 des pratiques modernes, créant une opportunité d'exportation du vin aux échelles nationale et internationale, témoin d'une certaine réussite économique, qui a cependant impliqué de nouveaux jeux de pouvoir. Par une redistribution inégale des rôles entre hommes et femmes (celles-ci étant reléguées à la manutention), le savoir vino-viticole a été accaparé par quelques personnes, des hommes principalement. L'obtention d'un travail rémunérateur par les femmes a donc son revers en matière de perte du contrôle d'un savoir, ressource humaine importante dans le jeu des moyens d'existence.

Les jeunes sans emploi, les agriculteurs sans terre ou exclus de la coopérative, les femmes qui peinent à accéder à des ressources financières suffisantes : tous ces groupes sociaux font face à des faiblesses économiques et une marginalisation par rapport aux ressources. Cet accès difficile, qui les rend vulnérables face à la menace volcanique, correspond aussi à un faible pouvoir de revendication, autrement dit un accès inexistant à la ressource politique : ils/elles n'ont pas la capacité à être représentés (car exclus des associations ou mal intégrés, ou ne bénéficiant pas de porte-parole qui défende leurs intérêts). Ils ne sont pratiquement jamais entendus, ils ne participent que très rarement aux discussions publiques et aux réunions organisées, et leur présence aux réunions ne présume pas d'une capacité à prendre la parole en public, à structurer et formuler des besoins pour revendiquer des droits et améliorations des conditions de vie. Il s'agit maintenant d'analyser les enjeux, les blocages de la participation citoyenne des personnes les plus vulnérables.

6.3.3. Le difficile accès à la ressource politique : les enjeux et blocages / leviers de la participation

La dynamique de recomposition économique, sociale et spatiale du territoire, à l'origine des disparités et inégalités au sein de la population locale, s'est accompagnée d'une redéfinition des rapports de pouvoir, en lien avec l'arrivée de nouveaux acteurs institutionnels sur le territoire (Protection Civile, Municipalité, PNF). En effet, leur présence a introduit un ensemble de contraintes et d'opportunités qui ont influencé les pratiques quotidiennes et l'accès aux ressources des habitants. La population de Chã das Caldeiras, bien qu'isolée géographiquement à première vue de ces considérations politiques de la gestion, se retrouve au niveau règlementaire, contrainte dans ses activités à la fois par la volonté institutionnelle de les protéger face au danger, à la fois par les restrictions conservatrices du PNF. Ces restrictions ont provoqué la raréfaction des ressources (foncières notamment) et donc la montée en concurrence pour y accéder.

Cette cohabitation d'enjeux inhérents à la triple nécessité : développer, préserver la nature, protéger les Hommes, induit des luttes de pouvoir. Sur ce territoire, on observe une cohabitation d'enjeux inhérents à la triple nécessité : développer, préserver la nature, protéger les Hommes. Les formes de cette cohabitation traduisent des jeux de pouvoir – de domination et de résistance – en même temps qu'elles participent à la production de l'espace, y compris par les conflits et tensions (ouverts ou latents, publics ou cachés) qui les sous-tendent. À première vue, entre les institutions qui imposent les règles et les habitants – mais à y regarder de plus près, des luttes plus silencieuses entre ceux qui parviennent à défendre leurs intérêts et tirer leur épingle du jeu, notamment en étant en capacité de donner leur point de vue, et ceux, marginalisés du pouvoir, qui n'y parviennent pas et passent largement à côté de cette dynamique économique et politique.

La capacité à prendre part à cette gestion partagée n'étant pas homogène au sein de la société, l'analyse porte sur un cas en particulier, celui des femmes marginalisées du pouvoir. En écho à l'hypothèse émanant des théories d'Amartya Sen sur les capabilités, l'objectif est à la fois (1) de comprendre comment et pourquoi un groupe n'est pas concrètement en mesure de participer, et (2) de réfléchir aux possibles compétences à développer (confiance en soi, conscience de détenir des savoirs) pour que ce même groupe puisse devenir capable de prendre la parole et de participer à la prise de décisions.

L'analyse est centrée sur les modalités de la participation des populations locales à la gestion des ressources au sein du Parc Naturel de Fogo[62], ainsi que sur les freins et écueils rencontrés dans la mise en place d'une gestion partagée annoncée institutionnellement, permettant de déconstruire le postulat selon lequel « *la participation s'inscrit essentiellement dans une relation de pouvoir, conduisant à une recomposition des relations et des processus d'échanges entre les acteurs et aboutissant à l'acceptation du pouvoir ou à un repositionnement des acteurs au sein du "champ du pouvoir" »* (Héritier, 2011/4, p. 447).

Enfin, il s'agit de démontrer que certains individus ou groupes qui apparaissent comme marginalisés du pouvoir ont su développer des alternatives à la participation directe à la politique, sous forme de résistances, qui mêlent contestations et désobéissances discrètes au quotidien, à des épisodes d'embrasement et de soulèvement social (Scott, 2009).

- **Efforts et difficultés de mise en œuvre d'une gestion partagée au sein du PNF : derrière les discours, l'action ?**

  - Derrière une volonté officielle et locale forte d'instaurer une gestion participative, des avis partagés

À la lueur du rapport socio-économique du Parc Naturel de Fogo, le Parc Naturel de Fogo a fait du modèle participatif la clé de voute de son plan de gestion : « *l'administration du parc a la tâche, en collaboration avec les communautés locales, de protéger et de restaurer l'environnement, dans une collaboration réciproque dans une approche participative* » (*Parque Natural do Fogo*, 2014, p. 5). Avec conviction et franchise, son directeur se positionne comme un porte-parole engagé au service de cette approche : *« Notre idéologie est de protéger les ressources pour que les gens continuent à les utiliser, mais de façon durable. C'est pour cela que la philosophie de gestion principale est une gestion partagée* » (entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2013). Cette idéologie remet en cause une gestion centralisée des ressources naturelles avec l'État comme seul acteur et introduit la reconnaissance de la légitimité des populations locales et d'une nécessaire démarche participative pour y parvenir. Elle s'inscrit dans un vaste programme émanant des grandes directives internationales (Objectifs d'Aichi), qui à l'échelle du Cap-Vert s'intitule *Areas Protegidas* (celui-ci a été présenté dans le chapitre 1 de la thèse[63]). Le PNF fait partie des principaux Parcs du programme et son directeur y est fortement impliqué. Comme l'indiquent les auteurs Ballet *et al.*, il s'agit d'un discours largement incité par les instances internationales, qui se calque sur l'idée forte selon laquelle « *les aires protégées ne peuvent l'être sans tenir compte des populations qui doivent être associées à leur gestion* » (Ballet *et al.*, 2011, p.21-22)[64].

Officiellement, la volonté étatique fait écho à un accueil favorable de la part des habitants et usagers du territoire. D'après le questionnaire effectué par le Parc Naturel de Fogo (résultats publiés en 2014) auprès des 22 communautés du Parc, 87,3% des personnes enquêtées déclarent être disposées à

[62] C'est non seulement l'institution dont la création *ex nihilo* a le plus profondément bouleversé l'organisation du territoire, mais c'est aussi, paradoxalement, celle qui a le plus ouvertement tenté de mettre en place une gestion dite « participative », sur les injonctions étatiques et internationales (projet *Areas Protegidas* émanant des directives internationales des Objectifs d'Aichi notamment. Les autres institutions, municipales et la Protection Civile, sont davantage analysées en chapitre 7 et 8 qui traitent de la gestion de crise et de l'après-crise.

[2] Celui-ci a débuté en 2003 et vise à créer un organisme autonome de gestion des aires protégées nationales.

[64] L'argumentaire tient principalement à deux arguments libéralistes (Rodary et Castellanet, 2003) : (1) Dépasser le cadre de gestion étatique et purement institutionnel et donner les « rênes » aux acteurs locaux sans craindre un « oubli » des considérations écologiques premières, (2) s'assurer de leur implication dans les préoccupations écologiques et environnementales, dans le but d'une meilleure rentabilité économique. Ainsi, dans bien des cas d'échec des politiques *top-down*, c'est le manque de participation du local qui est mis en cause.

coopérer avec le Parc Naturel de Fogo contre 12,7% ne souhaitant pas collaborer (*Parque Natural do Fogo*, 2014, p. 45). Publiquement, il semble donc que la gestion « pour » et « avec » les populations locales soit défendue, souhaitée, et ce des deux côtés de l'échiquier.

De son côté, Fausto Rosario, conseillé du PNF, se montre sceptique. Prophétisant sur l'avenir de Chã das Caldeiras, il interroge en particulier la manière dont cette volonté, ce discours officiel, se traduisent - ou ne se traduisent pas - par des mesures concrètes d'intégration des initiatives et revendications locales aux stratégies de gestion : « *Le Parc Naturel de Chã das Caldeiras a été créé afin de préserver le plus important espace écologique du Cap-Vert. Dans cet espace on trouve plus de 37% des espèces endémiques. La différenciation de toute cette zone est une bonne chose. Cela permet la préservation d'espèces endémiques, de champs de lave, et d'une faune comme le gongon, un oiseau rare du Cap-Vert. Et toute une culture, tout un mode de vivre unique au Cap-Vert. Donc le discours de création de ce Parc a été de préserver tout cela et de créer un développement équilibré. Tout ça, c'est bien. Mais pour moi tout ça, c'est un discours, c'est tout ce qui a été écrit sur le papier. Maintenant j'attends de voir les actions, les performances des acteurs sur le terrain. Si ce discours devient réalité, alors on gagne beaucoup, sinon, on perd Chã das Caldeiras. Si le Parc arrive à avoir un bon dialogue avec les personnes de Chã, c'est bon. Mais si le Parc entre, interdit tout et n'arrive pas à dialoguer avec les gens, créant une forme répressive de gestion, là il sera de peu d'utilité* » (entretien avec Fausto Rosario, novembre 2013).

Les avis sur la réussite d'une telle entreprise de partage du pouvoir et par voie de conséquence, sur la prise en compte des besoins exprimés par les habitants et usagers du PNF, sont eux, ironiquement, partagés.

D'un côté, le président de la coopérative agricole de Chã défend que cette gestion participative instaurée par le Parc a donné des résultats positifs en termes d'efforts faits par les habitants pour préserver les plantes endémiques : « *Pour les champs de vignes, ici à Chã c'est un peu difficile parce qu'il y a les aires du Parc où il est interdit de planter des vignes. Avant, les gens occupaient n'importe quel terrain pour cultiver la terre, ils pouvaient arracher un pied de plante [endémique] pour planter des vignes. Le parc a travaillé avec la communauté afin que les gens n'arrachent plus les plantes* » (entretien avec Davide Montrond, octobre 2013).

De l'autre, les habitants interrogés[65] en dehors d'une enquête officielle[66] et en dehors des lieux officiels, proposent des discours divergeant fortement de la version officielle, normative : « *Moi, bien que je vive à l'intérieur du Parc Naturel, jamais un agent du Parc n'est venu me voir pour me demander mon avis. Je n'ai eu aucun dialogue avec l'un d'eux. Le parc peut être une bonne chose, pas seulement pour Chã mais pour le Cap-Vert ou au niveau mondial, mais seulement s'il est bien géré, s'il fonctionne bien. Sinon ça ne sert à rien, à part à dépenser de l'argent et plus d'argent, rien d'autre* » (entretien avec Pedro Fontes, agriculteur, septembre 2013).

Les nuances dans les appréciations s'observent à la fois sur le fond des mesures restrictives et mutations instaurées par le PNF, mais aussi sur la forme de cet essai de partage du pouvoir.

[65] Dont on précise qu'il s'agit d'individus ne faisant pas partie des dirigeants des coopératives ou des personnes qui travaillent pour le PNF.
[66] Comme expliquer dans le chapitre 5, il est important pour les personnes qui sont au centre de la recherche de voir que la chercheuse ne mène pas un double jeu, qu'elle n'est pas du côté des autorités, et qu'elle ne va pas les « trahir » (cf. réflexion menée sur cette question dans le chapitre 5).

❖ Sur le fond : des mesures vécues comme une aggravation des inégalités et de la vulnérabilité économique

Malgré un discours officiel élogieux vis-à-vis des actions menées par le Parc, l'étude montre clairement que les habitants, dans leur majorité, ont une opinion négative à son égard. Les changements liés aux mesures édictées par le Parc Naturel sont en effet perçus comme des contraintes ou des menaces pesant sur leur quotidien et leurs moyens d'existence, surtout par les éleveurs : *« Ici à Chã, il y avait des pasteurs partout sur les roches avec leurs animaux. Le soir quand ils rentraient dans leurs maisons, c'est les enfants qui étaient contents, parce qu'ils arrivaient les bras chargés, avec du fromage, du lait ou un chevreau pour nourrir la famille. Mais tout ça c'est fini, il n'y a plus de fromage, plus de chevreau, plus de lait, plus rien. Tout est interdit, on ne nous laisse plus travailler ! On ne peut plus prendre du fourrage, on ne peut plus laisser les chèvres en liberté, si tu laisses paître une chèvre en liberté, le Parc peut te mettre en prison ou te prendre ton animal »* (entretien avec Djozezinho, novembre 2013). Les habitants (notamment les jeunes en âge de s'installer à leur compte) estiment que ces mesures de restriction de l'usage des sols de la caldera ont eu pour effet d'accroître leur vulnérabilité : « *L'un des problèmes du PNF, c'est qu'on pourrait avoir plus de terrains de culture, de vignes, mais le PNF nous en empêche. Le PNF nous l'interdit, et les jeunes n'ont pas de terrains à cultiver. Si le PNF ne nous l'interdisait pas, on serait bien plus riche. En plus, il nous empêche de laisser nos animaux sur la bordera, alors qu'avant les pasteurs laissaient leurs animaux en liberté sur les pentes. Maintenant on a beaucoup moins d'animaux* » (entretien avec Mario, décembre 2013).

De surcroît, malgré l'annonce alléchante d'un partenariat « gagnant-gagnant », peu de projets d'importance visent concrètement à compenser ces restrictions pour satisfaire de manière durable les populations locales touchées par les mesures. En échange des sacrifices consentis en se passant de certaines ressources, certains des éleveurs seulement ont reçu une compensation matérielle et/ou financière. Or les aides servant à compenser les contraintes exercées sur l'élevage ont globalement visé prioritairement les éleveurs n'ayant pas d'enclos et laissant paître leur chèvre en liberté. Ces « mauvais » élèves de la protection de la nature ont ainsi été au final privilégiés, au détriment des « bons élèves, qui n'ont pas été récompensés pour leurs efforts. De même, les éleveurs avec un plus grand troupeau ont été privilégiés par rapport aux éleveurs possédant un nombre réduit d'animaux. Alexandre Nevsky explique que la distribution prioritaire des aides à la construction d'enclos et/ou de fromagerie aux éleveurs ayant à la fois plus d'animaux et tendance à ne pas respecter les normes du Parc, s'explique par le besoin de limiter au maximum l'impact de l'élevage sur le milieu naturel. Les aides distribuées aux éleveurs apparaissent donc comme un moyen (de protéger les ressources naturelles endémiques) et non une fin (améliorer les conditions de travail des éleveurs). Les projets d'amélioration des conditions de travail des éleveurs apparaissent comme « *un voile qui cache la pérennisation des pratiques d'exclusion et de sanctuarisation* » des ressources naturelles (Ballet *et al.*, 2011).

Au niveau de l'ensemble des membres qui constituent la population, les retombées sont très modestes, en particulier pour des raisons financières. Le Parc Naturel de Fogo manque cruellement de moyens financiers et humains (seulement trois employés au siège). Les emplois de gardes du PNF se sont développés pour limiter les infractions et mauvaises pratiques, mais ils ne concernent qu'une très petite partie de la population. Au contraire, globalement, celle-ci doit consentir à des sacrifices importants en termes d'usage du sol et des ressources naturelles, pour des gains rarement équivalents. Les projets mis en place (en particulier l'aide aux éleveurs) visent au final surtout à détourner les populations des ressources protégées, et obéissent donc toujours à une logique de conservation. Ce constat s'oppose au discours théorique du PNF, et nourrit l'argumentaire des détracteurs de cette forme de gestion, qui affirment qu'elle constitue une illusion et « *vise avant tout à conserver la nature pour elle-même, et réduit les bénéfices réels des populations locales, par effet de sanctuarisation.* (…) *Elle ne vise pas à améliorer la gestion des ressources*

pour les populations : c'est un nouvel outil qui sert à les écarter des zones considérées comme prioritaires » (Ballet *et al.*, 2011, p. 29 et p.33).

- ❖ Sur la forme : une participation limitée à plusieurs niveaux
  - ◆ Une « participation » qui se borne à de l'information/consultation, créant des frustrations

Ceux qui espéraient que cette gestion participative annoncée constitue une opportunité d'inclure les usagers dans les prises de décision, ce qui allait permettre de mieux répondre aux besoins des usagers, ont ainsi reproché au PNF d'être en décalage avec les pratiques et aspirations des populations locales, et de limiter leur approche « participative » à une simple information ou consultation.

Théoriquement en effet, la « gestion participative » possède un large spectre de formes possibles, allant de la forme la plus passive (partage de l'information) à l'autonomisation avec un transfert de la prise de décision et de la gestion des ressources à la communauté (Depraz, 2008 ; Héritier, 2011/4).
Dans le cas de Fogo, la participation du « local » s'apparente en effet davantage à de la consultation des usagers du territoire : une information est transmise par le Parc vers la communauté, qui reste passive, tandis que ce dernier recueille de temps en temps l'avis des gens sans pour autant procéder à un partage de la décision finale. Le directeur du Parc Naturel explique d'ailleurs : *« La communauté ne peut pas décider qu'elle souhaite agrandir la zone autorisée à l'agriculture, mais elle peut le proposer »* (entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2013). Le type de participation adopté n'autorise donc pas un partage du contrôle de la prise de décision avec les membres de la communauté. Cependant, le directeur donne l'exemple d'une décision prise par le PNF d'agrandir le terrain initialement prévu autorisé à l'agriculture pour répondre à l'expectative des populations. Cette forme de participation frôle ainsi la concertation, utilisée ici afin de « *réduire la conflictualité en permettant aux parties prenantes - ou plus précisément aux porteurs d'enjeux, (…) de trouver un lieu d'échange et de discussion* » (Héritier, 2011/4, p. 450). L'objectif est assez clair : obtenir l'adhésion des usagers aux décisions de protection de la nature, comme le précise le directeur : « *Je n'espère pas que la population, du jour au lendemain, assimile toutes les règles d'administration d'une aire protégée. Au début c'était très difficile, maintenant c'est plus facile, les gens comprennent mieux. Il y a encore des soucis, mais en parlant, on arrive à résoudre les problèmes. Et quand je dis ça, ce n'est pas forcement en faveur du Parc* (entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2013).
Ainsi, la participation, telle qu'elle est envisagée par le Parc Naturel de Fogo, ne bouleverse pas la hiérarchie du pouvoir mais transforme « *la capacité des acteurs à exposer et négocier leurs positions, à exprimer leurs intérêts et ce qu'ils estiment relever de leurs droits considérés légitimes* », ce qui d'après Héritier (2011/4, p.456), est le cas pour l'ensemble des parcs nationaux.
Elle est cependant ambiguë et aisément instrumentalisable : elle peut facilement induire en erreur, et créer des attentes supérieures aux possibilités réelles concernant la place laissée au dialogue entre acteurs internes et externes. Plusieurs personnes ont ainsi fait part du sentiment d'avoir été bernés par des discours officiels qui prétendaient mettre en place des actions en leur faveur, et qui se sont révélés être des manœuvres par lesquelles elles ont été lésées. Parmi ces personnes, Djozezinho est le seul à avoir accepté de partager publiquement et devant la caméra son sentiment d'avoir été dupé : « *Si dès le début on nous avait dit ce qu'ils voulaient faire à Chã, personne n'aurait accepté le Parc Naturel. Comme aux cartes, ils ont annoncé un jeu, sauf que maintenant ils en sortent un autre. Ce corral, c'est mon père et mon oncle qui l'ont fait, j'ai tous les témoignages nécessaires, c'était il y a longtemps. C'était il y a plus de 50 ans, et c'est là, entre ces rochers que j'ai grandi avec nos animaux. Le Parc, ça fait dix ans qu'il a été créé, et ils voudraient détruire mon corral, mais pourquoi ? Ils n'ont pas le droit de faire ça. Ils devraient chercher à s'entendre avec nous, mais ils ne nous ont pas demandé nos besoins, ce dont on a besoin. Ils sont simplement venus interdire tout ce qu'ils voulaient. Au début, à la réunion, moi j'étais là, ils ont dit*

qu'il y aurait de la nourriture pour les animaux, des citernes, des corrals, des fromageries, mais moi je n'ai rien eu » (entretien avec Djozezinho, novembre 2013)

- Une participation représentative inégalitaire, qui traduit une faible reconnaissance de légitimité liée aux savoirs vernaculaires

Ce bilan et ces critiques de la part des usagers, qui traduisent un faible degré d'acceptation sociale des mesures (Depraz, 2008), ne doit cependant pas occulter les efforts faits par le PNF pour tenter, sincèrement, de valoriser les savoirs locaux et intégrer les populations dans la gestion des ressources. Mais c'est là aussi la manière de tenter le partage qui est encore en cause.

Bien qu'il s'agisse d'un Parc relativement récent (le PNF a été créé en 2003 mais a réellement commencé à fonctionner en 2006, soit tout juste 8 ans avant l'éruption de Fogo qui a détruit le siège du Parc), l'équipe gestionnaire travaille, depuis le début de sa création, et apprend, aux côtés de membres appartenant aux communautés situées dans le PNF. Pourtant, cet échange n'englobe pas toute la population, mais il s'est tout d'abord structuré autour de personnes ressources, notamment Germano Fonseca Centeio, interlocuteur privilégié du PNF (personnalité charismatique et dynamique de Cabeça Fundão, village situé en dehors de la caldera), ou Fausto Rosario, philosophe et professeur de São Felipe qui n'appartient pas aux communautés inscrites dans le PNF bien qu'il défende leurs intérêts. Ainsi, Germano voit ses savoirs et savoir-faire valorisés en matière de gestion des ressources naturelles présentes dans l'enceinte du parc, car il est chargé (avec d'autres personnes de Cabeça Fundão) de la préservation des plantes endémiques, tandis que Fausto intervient comme conseiller. Le Parc valorise ces personnes ressources en les invitant à participer aux réunions pendant lesquelles sont prises les décisions en matière de gestion de la zone protégée. Au moment de l'entretien avec Alexandre Nevsky (novembre 2013), plusieurs projets de valorisation des savoirs et savoir-faire locaux étaient en effet en cours, en particulier la création d'une base de données sur les plantes endémiques médicinales et leur utilisation par les différentes communautés. Cet inventaire devait permettre d'avoir une idée sur les méthodes traditionnelles de guérison, pour ensuite réaliser une étude scientifique sur les propriétés et l'usage de ces plantes (en partenariat avec un laboratoire pharmaceutique), en vue de la commercialisation de celles-ci par des personnes appartenant aux communautés enquêtées. Ainsi, Cabeça Fundão apparaît comme un laboratoire du PNF, avec un véritable partage de la gestion avec une communauté locale, chargée de construire un vivier de plantes endémiques.
Mais il s'agit d'une communauté située en zone tampon et non dans le Parc, ce qui implique d'une part que les mesures édictées ne contraignent pas directement son développement agricole et pastoral, influençant les décisions, et d'autre part que les communautés vivant à Chã das Caldeiras qui subissent les restrictions de plein fouet, ne sont, elles, pas inclues dans le processus décisionnel.

Ainsi, malgré une volonté affichée de consulter les populations locales afin de gérer les ressources avec leur appui et pour leurs propres bénéfices, les stratégies institutionnelles ne s'appuient pas sur des dispositifs ou des scènes participatives incitatives, qui permettraient d'intégrer l'ensemble des personnes, mais ne cherchent qu'à consulter certains individus censés parler au nom du groupe. Ainsi, même si la gestion est dite « participative », dans les faits, tous les différents groupes sociaux n'occupent pas une place sur la scène décisionnelle, à laquelle seule une frange réduite de la population peut véritablement accéder. Le très faible niveau de scolarisation des populations encourage les acteurs externes à passer par des relais, c'est-à-dire par les personnes ayant un capital culturel supérieur aux autres. Ceux qui peuvent donner leur avis (à qui on donne le pouvoir de prendre part aux décisions) sont les individus les plus instruits et/ou ceux ayant déjà par ailleurs et préalablement le plus de responsabilités, accentuant les

décalages et les inégalités. La gestion participative s'apparente donc à une collusion d'intérêts et de partage du pouvoir entre personnes « représentantes »[67] qui officiellement sont censées servir de relais avec les communautés locales, mais qui officieusement ne défendent pas nécessairement les intérêts de l'ensemble des membres de la communauté, marquée par des divisions internes (certains membres peuvent pâtir de certaines décisions qui peuvent en avantager d'autres). Cette stratégie vient encourager l'accumulation de pouvoir et l'acquisition d'autres formes de capital par le même groupe de personnes, reproduisant au final les inégalités d'accès au pouvoir de revendication. Dans ce cas, la participation n'a pas permis de constituer une véritable arène de discussion. Dans le même sens, certains membres des communautés se sont vus confier des responsabilités plus importantes (gardes et agents du parc), créant un certain « *système d'allégeance et de loyauté* » envers le PNF (expression empruntée à Ballet *et al.*, 2011), auquel certains ont adhéré afin d'obtenir un contrôle sur les ressources et une rémunération en échange de leur collaboration.

La gestion participative, parce qu'elle considère souvent (et c'est le cas ici) la communauté locale comme un tout, mais aussi parce qu'il est bien plus facile d'avoir peu d'interlocuteurs et de négocier directement avec eux, peut ainsi masquer les inégalités à l'échelle infra-communautaire, mais aussi renforcer des jeux de pouvoir et conflits internes, ce qui amène de nombreux auteurs à souligner le caractère fictif de la participation. Héritier cite Chantal Blanc-Pamard (2004, p17) : « *l'illusion participative est trop souvent accompagnée d'une illusion simplificatrice donnant à voir une communauté d'intérêt de populations quasi homogènes là où existent, en réalité, des interactions complexes et conflictuelles entre acteurs locaux qui n'ont ni les mêmes pratiques, ni les mêmes stratégies* » (Héritier, 2011/4, p. 456). Ici, on note que les auteurs travaillant davantage sur la question de la gestion des risques aboutissent au même constat, et insistent sur l'idée que le terme de « communauté » semble impliquer une cohérence mais couvre généralement une hétérogénéité (Agrawal et Gibson, 1999 ; Walmsley, 2006 ; Cadag, 2013 ; Wisner & Kelman, 2015). Wisner & Kelman (2015) écrivent : « *Habituellement, dans une communauté, certaines personnes sont marginalisées de l'accès à la prise de décision pour des raisons telles que la stigmatisation, l'histoire passée, l'origine ethnique, la race, la religion, le genre, le sexe, l'âge, la capacité, l'état de santé, le statut d'immigrant et les préférences sexuelles. Il y aura des individus avec plus de pouvoir, de richesse et d'accès à l'information, aux ressources financières et matérielles, et certains avec moins* » (Wisner & Kelman, 2015, p.355).

Ce choix d'une participation par l'intermédiaire de « représentants » qui concentrent le pouvoir de co-gestion, traduit une perception particulière de la légitimité des parties prenantes sur le territoire.
Selon Fausto Rosario, les pratiques des populations locales s'appuient sur un ensemble de savoirs et savoir-faire locaux qui légitiment largement leur droit à participer à la prise de décision, légitimité qu'il estime ne pas être assez reconnue par le Parc Naturel : « *Cela fait presque 100 ans que les pasteurs élèvent des animaux à Chã das Caldeiras. Mais ils n'ont pas détruit l'équilibre écologique. Donc leurs connaissances, même si elles sont empiriques, sont parfaites, puisqu'ils savent ne pas détruire ce qu'il y a. Donc ce n'est pas très correct de venir et de dire : "je vais vous montrer comment il faut faire." Parce qu'ils le savent déjà. Donc il faut avoir une relation équilibrée, respecter toutes ces connaissances acquises, toutes ces formes de vivre qui n'ont pas détruit la nature, et qui aujourd'hui attirent les touristes ici* » (entretien avec Fausto Rosario, novembre 2013).

En effet, ces savoirs localisés sont pluriels (agricoles, médicinaux, culinaires, etc.) et constituent un corpus dynamique en renouvellement constant. En l'absence de document écrit en faisant la sauvegarde, ces savoirs ne sont identifiables que par le croisement des discours des membres de la communauté et l'observation attentive des pratiques quotidiennes. Par exemple, au niveau de l'agriculture, on observe

[67] Notamment les chefs d'associations locales au sein desquelles les conflits d'intérêts sont importants.

que les habitants partagent un ensemble de connaissances concernant les contraintes naturelles, comme la contrainte hydrique, thermique (période de gel en décembre/janvier), les maladies des plantes ou les invasions d'insectes. Les savoirs concernent également la saisonnalité des pratiques agricoles (plantation, taille, récolte, etc.), les logiques de concurrence/associations entre les plantes, la fertilisation des sols, mais aussi la manière de pratiquer l'agriculture avec parcimonie et respect pour conserver la richesse des sols et permettre la pérennité de leur activité agricole. Ces connaissances empiriques se nourrissent des expériences, expérimentations, améliorations techniques et des héritages passés.

Ainsi, Djozezinho se considère, à juste titre, comme détenteur de ces savoirs précieux et comme un agriculteur respectueux des ressources naturelles. Il enrage donc d'être considéré comme ignorant et destructeur de la biodiversité par le Parc : « *Nous on ne fait rien contre le Parc, au contraire, on l'aide. Moi je suis pasteur, je ne vais pas arracher les plantes endémiques sinon demain, je n'aurais plus rien à donner à mes animaux. Par contre si je taille une plante aujourd'hui, demain j'en taille une autre. Puis une autre et ainsi de suite. Au moment où je retournerai à la première, un nouveau feuillage aura poussé. Si j'arrache tout, il n'y aura plus rien, et c'est moi qui serai en difficulté.* (…) *Le Parc Naturel doit comprendre que les pasteurs vivent avec et au milieu des plantes endémiques. Les pasteurs et leurs chèvres vivent au milieu des plantes endémiques. C'est là où nous vivons et c'est à nous. On n'arrache pas les plantes, on ne les maltraite pas, au contraire, on en prend soin dans notre propre intérêt* » (entretien avec *Djozezinho, novembre 2013).*

Au fondement des causes politiques entravant la mise en place d'une gestion partagée, on voit apparaître en filigrane la question de la reconnaissance d'une légitimité partagée d'accéder au pouvoir de décision, et celle de la hiérarchisation des savoirs entre savoirs d'usage, profanes, locaux, vernaculaires, et savoirs experts, théoriques, externes. Le discours du directeur du PNF à ce sujet traduit clairement la notion d'un rapport hiérarchique entre ces deux types de savoirs, tandis qu'il sous-entend également, que les choix des habitants sont guidés par la prépondérance de leurs petits intérêts économiques individuels au détriment d'un intérêt général à plus large échelle : « "*Empiriquement, ils connaissent la valeur de la nature, les bénéfices que l'on peut en tirer. Mais les conditions de vie, rudes, ne leur permettent pas forcément de suivre les règles permettant de protéger la nature (…) Les communautés n'ont pas forcément la capacité de planifier sur le long terme ce qui est le mieux. La communauté peut même penser que disposer de toute cette zone pour pratiquer leur agriculture est une bonne chose pour eux. Mais pour ce qui est de la biodiversité, ils ne la considèrent pas bonne pour parce que ça réduit leur surface cultivable. Donc l'aire protégée va gagner en valeur économique, mais perdre en valeur naturelle si on écoute leurs besoins* » (entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2013).

Dans le cadre d'une « communauté » extrêmement hétérogène et traversée par des conflits internes et rivalités fortes, ce choix maladroit d'une participation représentative, avec qui plus est l'occupation de postes-clefs par des personnes extérieures à Chã ou détenant du pouvoir préalablement à la création du Parc, explique en partie ce sentiment global de ne pas être entendu, écouté, valorisé, de la part de ceux qui pratiquent, avec respect et parcimonie, l'agriculture au sein de la caldera.

- Du désintérêt des habitants pour la participation : entre frustration, sentiment d'infériorité et peur des représailles

Ce sentiment de déception et de frustration est un facteur important à l'origine des difficultés rencontrées pour mobiliser les gens et les impliquer dans la gestion du Parc. Mais il n'est pas le seul facteur, puisque d'autres éléments permettent de comprendre ce désintérêt pour la politique locale incitée par le Parc, qui se traduit par un faible taux de participation des habitants aux réunions publiques, rencontres et activités organisées régulièrement par le PNF.

Tout d'abord, derrière les raisons « banales » invoquées telles que le manque de disponibilité et/ou pour certains, le manque d'intérêts à participer aux réunions, se cachent certaines barrières importantes, qui limitent une prise de parole libre, notamment les jeux de pouvoir au sein de la communauté et la proximité familiale. Ces deux éléments forcent parfois les gens à garder le silence sur les difficultés/contraintes qu'ils traversent et les empêchent de dénoncer les individus/actions qui ont tendance à affecter leurs conditions de vie, par peur des sanctions économiques et sociales. La peur des représailles économiques semble être la principale cause de ce silence, comme l'explique le directeur du Parc : « *Pour nous, c'est évident, l'endroit à Fogo où il y a le plus de différences [au sein de la population], c'est à Chã. Il y a des différences, et des grandes, entre les groupes sociaux. Bon, c'est arrivé à mesure que certains ont eu de plus en plus de terrains, et que d'autres ont commencé à suffoquer, par dépendance vis-à-vis de ceux qui ont plus de terrains. Et cela nous pose beaucoup de problèmes de gestion. Parce que pour nous, plus le groupe social est uniforme, mieux c'est. Et par uniforme, je ne veux pas dire uniforme par le bas. L'idée ce n'est pas que tous n'aient rien. Au contraire, c'est que tous aient quelque chose. Plus c'est uniforme, mieux c'est pour la gestion, parce qu'en ce moment on se retrouve confrontés à des personnes qui ont peur de parler de certains problèmes parce qu'ils peuvent perdre leur emploi. Un autre va avoir peur qu'on lui prenne son petit bout de terrain, parce qu'il n'a pas beaucoup de force, de pouvoir (...) Les gens ne nous le disent pas directement, mais en parlant avec eux, on réalise qu'il y a beaucoup de choses qu'ils ne disent ou ne font pas à cause de ces différences. Ces différences font qu'une personne a réellement plus de pouvoir que les autres. Pouvoir de décision, pouvoir à tous les niveaux, et à Chã, c'est chaque fois un peu plus criant* » (entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2013). Par exemple, un membre de la coopérative a peur de s'élever publiquement contre la famille à la tête de la coopérative. Il risque d'être évincé de la coopérative, et donc de compromettre son accès à l'argent de la vente du raisin. Le manque de connaissance du système légal peut aussi jouer un rôle important. Les membres de la coopérative ne sont pas informés de leurs droits ni des ressources qu'ils peuvent mobiliser pour porter plainte et faire changer les choses. Les habitants peuvent également craindre le manque d'empathie de la part des acteurs externes qui détiennent l'autorité, à qui ils préfèrent bien souvent ne pas se confier, par peur que soit minimisé voire nié leur problème, ou encore que l'on donne raison à l'autre parti.

La peur de la sanction est également sociale, avec la crainte de se retrouver exclu, désolidarisé de la collectivité. En effet, les liens familiaux qui unissent les membres du village participent au silence et encouragent les habitants à se taire, à ne pas « faire de bruit ». Il est plus difficile de dénoncer quelqu'un quand cette personne est un proche, dans la mesure où la dénonciation aura des conséquences sur les relations entretenues au sein du groupe, qui peut éventuellement se ranger du côté de la personne accusée.

Enfin, la question du sentiment d'infériorité que les gens éprouvent ou l'effet de domination des acteurs externes vis-à-vis des populations locales, ressenti par ces dernières, a un impact sur le courage des gens à participer, qu'il soit fondé ou non. En effet, Le Parc Naturel incarne le pouvoir formel ou officiel, qui constitue la forme de pouvoir légitime, induisant un rapport hiérarchique de supériorité/domination à l'égard des personnes que les employés du Parc cherchent à mobiliser. Ce rapport de force se traduit par leur supériorité matérielle (voiture, habits, etc.) et culturelle. Ce sentiment de supériorité sûrement inconscient des responsables du PNF (comme des autres autorités locales), se traduit par exemple par l'usage systématique du portugais (qu'ils maîtrisent davantage que les populations locales), de formulations complexes de phrases, de cartes et de graphiques pendant les démonstrations, sans tenir compte de l'illettrisme des habitants, qui se retrouvent limités aussi bien en termes de compréhension que de capacité à formuler sur le vif une réponse à la hauteur.

Il résulte de cette expérience de grandes difficultés à mettre en place une gestion partagée, avec un système qui, en 2014, excluait clairement les personnes des groupes sociaux les plus marginalisés dans leur accès aux ressources au sens large. Parmi eux, on note, encore une fois, la place spécifique des femmes, qui se retrouvent particulièrement exclues de la scène politique locale, pour de nombreuses raisons évoquées ci-dessus. Le manque de confiance en soi face à la scène participative, et le défaut de conscience personnelle de détenir des savoirs qui justifient, légitiment un accès à cette scène, étant deux facteurs particulièrement pesants sur la non-participation des femmes, il apparaît intéressant de se pencher sur les moyens qu'il serait possible de déployer pour y remédier. La Théorie des capabilités (Amartya Sen) peut apporter un éclairage intéressant par rapport au débat sur la question des risques et de la participation des populations locales.

- **En amont du pouvoir de revendication : les capabilités différenciées d'accès à la ressource politique au prisme du genre**

  - Les femmes particulièrement exclues de la scène politique

La participation des femmes à la scène politique et décisionnelle rencontre de nombreux obstacles. La plupart évoquent le manque de temps en lien avec les fortes contraintes domestiques. En effet, en venant aux réunions, les femmes craignent de s'exposer à des critiques, des représailles pour avoir négligé leur travail domestique, qui n'est pas considéré comme une activité. D'autres évoquent le manque d'intérêt pour la politique et soutiennent alors que les réunions mènent rarement à des résultats, ou encore que celles-ci sont trop nombreuses, et expliquent qu'elles préfèrent laisser les maris y aller pour elles. Ce dernier argument peut être vu comme étant de nature pratique : « il y va à ma place », mais il peut aussi signifier que les femmes ne sont pas prêtes à se prononcer ou à s'opposer publiquement aux hommes de leur famille (Agarwal, 2007, p. 280).

À la lumière des résultats évoqués précédemment (chapitre 6.3.2), la principale difficulté à l'accès des femmes à la scène politique semble liée aux inégalités hommes/femmes, qui ont *« une incidence négative sur la coopération volontaire de la part des femmes, en impactant à la fois leur capacité à coopérer et leur motivation* » (Agarwal, 2007, p. 286). En effet, ces inégalités manifestes encouragent à la fois une exploitation (surcharge de travail, en particulier domestique, qui prive les femmes de temps libre) et une déconsidération de la légitimité des femmes à prendre la parole, y compris par les femmes elles-mêmes, qui n'ont pas forcément conscience de détenir des savoirs qui légitiment leur prise de position et leur participation. L'entretien réalisé avec Winnie en novembre 2012 permet de mieux comprendre en quoi la division sexuée du travail et les normes sociales genrées expliquent, tout du moins en partie, la faible participation des femmes lors des réunions ou des formations :

Winnie : *Mon mari est pasteur, c'est lui qui m'a appris à faire du fromage.*
Floriane (la chercheuse) : *Tu n'as pas suivi une formation ?*
Winnie : *Une formation ? Non.*
Floriane : *Mais s'il y avait une formation, tu y irais ?*
Winnie : *Oui je pourrais y aller, mais c'est plus Tuka mon mari.*
Floriane : *Pourquoi ?*
Winnie lève les yeux de ces haricots, mais elle ne répond pas.
Son fils d'environ 10 ou 11 ans est présent dans la pièce, il répond à la place de sa mère : *Parce que elle, c'est la femme. C'est l'homme qui décide.*

Floriane : *C'est les hommes qui décident et pas les femmes ?*
Winnie : [sur un ton humoristique] *Si les femmes commandent les hommes, c'est la fin. Les femmes doivent avoir un peu de respect* [elle redevient sérieuse] *Les femmes doivent respecter les hommes.* [elle hésite, et finit par ajouter] *Les hommes aussi, peuvent respecter les femmes.*

En tant que femme, la parole de Winnie est négligée, dévalorisée, mise de côté, par les propres membres de sa famille (on voit que les petits garçons apprennent tôt les différences de traitement et de place entre hommes et femmes) mais aussi par elle-même. Dans la sphère privée, sa voix compte moins que celle de son mari, et ce manque d'estime ou de reconnaissance au sein du foyer affecte directement sa capacité et sa motivation à prendre la parole en public et partager ses opinions.

Ainsi, il est presque aussi difficile pour les femmes d'être et de se considérer elles-mêmes comme légitimes d'être reconnues, entendues, respectées, que d'être reconnues par les membres de la communauté et par les élus ou représentants du Parc. Du côté du Parc Naturel, le directeur fait preuve d'une forte conscience du problème, constatant que : « *Si les femmes ne participent pas, on ne peut pas avoir une vision globale de la gestion des ressources. Le problème que nous avons, c'est que ce sont surtout des hommes qui participent à nos réunions. Et dans ces réunions, même s'il y a des femmes, normalement, les femmes n'ont pas la parole. Il n'y a que les hommes qui parlent et qui donnent des solutions, qui ne reflètent pas forcément l'opinion des femmes. Il faudrait que l'on connaisse l'opinion des femmes. On ne sait pas si elles pensent pareil ou non, pour le savoir, il faut qu'elles participent. Pour savoir si leur opinion est identique ou différente. C'est pour cela qu'on lutte pour que les femmes participent.* » (Entretien Nevsky dans *Fogo na Boca*, 24:06:22 à 24:49:08). Il explique que les compétences et les opinions des femmes sont essentielles, étant donné que traditionnellement, en milieu rural au Cap-Vert, c'est aux femmes qu'incombe la gestion des principales ressources naturelles, comme l'eau, le bois (pour la cuisson des aliments) et les plantes (domestiques et sauvages).

Confronté à cette situation de décalage singulier entre le capital des savoirs et des pratiques des femmes en matière de gestion des ressources naturelles et la faible participation de celles-ci au débat collectif proposé par le Parc Naturel de Fogo, le directeur a cherché à résoudre le problème de la non-collaboration volontaire féminine. Deux principales méthodes ont été employées pour favoriser la participation des femmes, en tenant compte des contraintes pouvant les empêcher de prendre part au processus.
Premièrement, les membres du Parc ont constaté que parce qu'elles fréquentent moins les lieux publics et se réunissent moins souvent pour discuter que les hommes, elles sont souvent moins informées des dates de réunions et des sujets abordés. Pour y pallier, les membres du PNF ont fait du porte-à-porte pendant 3 mois, à raison d'une quinzaine de minutes par foyer, pour inciter les femmes à participer aux réunions afin de faire entendre leur voix pour exposer leurs problèmes et aider à chercher à des solutions. Toutefois, l'abstention féminine aux réunions reste forte, ce que regrette João Andrade qui déclare que la seule solution serait de les payer pour venir ou rendre leur présence aux réunions obligatoire.
De manière complémentaire, la seconde solution adoptée a été d'organiser une formation sur le genre en partenariat avec l'OMCV (institution évoquée précédemment) à laquelle ont assisté les membres du PNF et les présidents des associations des 22 communautés du PNF. Cette formation portait sur la manière de garantir la participation des hommes et des femmes et d'après le directeur du PNF, l'une des manières est de créer des espaces séparés de réunion, avec d'un côté les hommes, et de l'autre les femmes, pour avoir les opinions de chacun de manière séparée, pour dans un second temps, confronter leurs points de vue. En présence des hommes, les femmes se sentent moins libres de partager leur opinion, et peuvent se sentir illégitimes pour prendre la parole, ou avoir peur de remettre en cause publiquement la parole

d'un homme, en particulier s'il appartient à sa famille. Malgré ces observations, dans la pratique, les réunions organisées par le PNF n'ont pas adopté ce nouveau mode de fonctionnement, qui requière une organisation supplémentaire et une plus grande disponibilité des habitants, puisque ce système suppose que les individus vont assister à deux réunions au lieu d'une seule.

En plus de ces deux projets internes, les membres du PNF se sont également intéressés aux différents projets de recherche audiovisuels menés par la chercheuse portant sur les questions de genre, avec d'un côté le film *Fika na Casa*, et de l'autre, l'atelier projet de création audiovisuelle qui a abouti à la production du film *Voz de mudje*. Ces projets avaient pour objectif de valoriser les savoirs et compétences féminines en matière de gestion des ressources, mais ont eux aussi connu des résultats mitigés, du fait de la faible participation et du manque d'intérêt apparent pour ces projets (les difficultés rencontrées à la mise en place de ces projets, en particulier le projet de film participatif, sont explicitées en **chapitre 4**.
La similitude est frappante : peu importe le projet, les moyens déployés ou les acteurs à l'origine de l'action menée, à chaque fois, il est très difficile de faire participer les femmes. Comment se fait-il qu'en dépit de ces efforts visant à promouvoir la participation des femmes, la situation soit si décevante au moment des réunions ou des projets participatifs, où rares sont celles qui viennent et prennent la parole ? Pourquoi la participation des femmes demeure-t-elle aussi faible ?

Fort de ces observations sur les dispositifs mis en place par les acteurs institutionnels, croisées avec la propre expérience de recherche-action menée sur le terrain, il s'avère que mettre au point des méthodes pour encourager les femmes à venir (en discutant avec elles via le porte-à-porte, ou en créant des espaces de débat entre groupes de femmes) est insuffisant. En effet, ces actions s'attaquent davantage aux symptômes et pas assez à l'origine de la non-participation féminine. La difficulté des femmes à sortir de la sphère privée pour endosser un rôle historiquement et culturellement incarné par les hommes exige d'aborder des questions telles que la peur des calomnies, la menace de voir sa réputation entachée, le risque de la répression et de la violence familiale. Comme le souligne Bina Agarwal, ces multiples entraves qui limitent la faculté des femmes à circuler, à parler, à être entendues, sont imposées par un ensemble de menaces externes familiales et communautaires, et sont parfaitement intériorisées par les femmes (Agarwal, 2007, p. 280). Face à ce type d'obstacles, le chercheur en géographie, tout comme le gestionnaire d'espaces naturels, se retrouve dépourvu, sa formation universitaire ne comportant pas de volet psychologique ou social, qui permettrait d'appréhender la manière dont l'individu réagit et se mobilise face aux injonctions sociales. Pour Idalina Freire Gonçalves d'OMCV, qui travaille justement sur la question de l'*empowerment* des femmes en milieu rural et urbain à Fogo, la question de l'estime de soi est essentielle. Elle observe que parmi les femmes n'ayant pas accès à un travail rémunéré et dont l'existence se trouve confinée à la sphère domestique, elles sont nombreuses à souffrir de troubles dépressifs caractérisés par un état apathique et un profond pessimisme. Pour ces femmes, la cellule familiale n'est pas un espace de sécurité ou de protection, mais un lieu d'enfermement et de soumission, qui limite leurs actions. De plus, elles sont quotidiennement confrontées à leur manque d'autonomie et à la gamme limitée de possibilités qui s'offre à elles, avec un faible degré de maîtrise sur leur choix, alimentant la vision négative qu'elles ont d'elles-mêmes et le sentiment d'impuissance.

Ce constat vient faire écho à la réflexion menée par Lise Bourdeau-Lepage et Elisabeth Tovar, qui travaillent sur les différentes dimensions du bien-être[68], en se basant sur les travaux d'Amartya Sen, qu'elle cite dans son article : « *Les désirs reflètent les compromis avec la réalité, et la réalité est plus dure avec les uns*

[68] Selon ces auteurs, à l'origine de l'indice *cap-cho-rel*, les trois dimensions essentielles au bien-être des individus sont le vécu (réalisations effectives ; *rel*), la liberté de choix (*cho*) et les opportunités (matrice de capabilités ; *cap*) (Bourdeau-Lepage & Tovar, 2013/3).

qu'avec les autres. L'exclu désespéré qui ne désire rien de plus que survivre, le travailleur sans terre qui consacre tous ses efforts à l'obtention de son prochain repas, le domestique qui aspire à quelques heures de répit, la femme au foyer soumise luttant pour quelques bribes d'individualité, peuvent tous avoir appris à contenir leurs désirs pour les adapter à leur situation. Leurs privations sont bâillonnées et étouffées dans la métrique interpersonnelle de la satisfaction des désirs » (Sen, 1985, cité dans Bourdeau-Lepage, 2013, p.295). Ces auteurs soutiennent que c'est la capacité de choix, construite à partir du champ des opportunités, des possibles, qui permet à quelqu'un de « prendre le taureau par les cornes », de passer à l'action, de transformer l'opportunité en réalité. Dans cette optique, comment faire pour que les femmes arrivent à surmonter leurs doutes, leurs craintes (obstacles internes) ? Et si elles arrivent à gagner en confiance et conscience de détenir des savoirs, seraient-elles davantage capables de surmonter les pressions familiales et collectives (obstacles externes) ? En auraient-elles envie ?

- Faut-il inciter les femmes à participer et comment ?

Pour répondre à ces questions, il faut déjà être capable de répondre à celle-ci : « comment les faire participer ? » En effet, comment convaincre des personnes qui ont renoncé ou n'ont jamais eu l'opportunité de décider pour elles-mêmes ou d'être entendues et de prendre la parole ? Cette réflexion rejoint celle de Cécile Barnaud, Patrick D'Aquino, William Daré et Raphaël Mathevet qui observent que *« si de nombreux auteurs dénoncent le manque de prise en compte des asymétries de pouvoir entre les acteurs dans les processus participatifs, plus rares sont ceux qui abordent la question du comment, à savoir comment prendre en compte ces asymétries de pouvoir dans la mise en œuvre d'un processus participatif ?* » (Barnaud *et al.*, 2016/3, p. 137).

Et à leur tour, ces questions en soulèvent une autre : « pourquoi est-il important que les femmes participent ? ». La réponse semble toute trouvée. En effet, il semble évident de défendre l'amélioration de l'accès des femmes à l'espace de prise de décision et leur participation à la vie politique. Parmi les principales raisons, comme il l'a été montré précédemment dans ce chapitre, les membres d'une communauté n'ont ni les mêmes intérêts et préférences ou/et les mêmes contraintes, ni les mêmes savoirs et connaissances sur leur territoire. Si on ignore une partie des membres de la communauté, cela peut conduire à (1) mal évaluer les mesures à mettre en place, (2) compromettre leur efficacité, (3) renforcer les inégalités au sein de la communauté, (4) créer des situations de non-respect des règles provoquant une stigmatisation des personnes « fautives ». En effet, pour Bina Agarwal dont l'étude porte sur la gestion des ressources forestières en Asie du Sud (2000 ; 2007), donner la parole aux personnes qui sont contraintes d'enfreindre les règles doit permettre de réinsérer les personnes accusées d'enfreindre les lois et d'aider les acteurs externes à établir des règles plus acceptables, plus efficaces, et donc implicitement, réduire les actes transgressifs.

Toutefois, on peut aussi retourner la question est dire, pourquoi vouloir à tout prix inciter les femmes à participer ? En effet, si on élargit la réflexion, si les personnes refusent pour différentes raisons de donner leur avis publiquement, peut-on (en dehors d'une coercition) forcer celles-ci à le faire ? Pourquoi pousser quelqu'un qui ne se sent pas apte, motivé, ou volontaire pour participer ? Et si on y arrive, est-ce qu'on ne risque pas d'empirer la situation, voire de mettre cet individu en difficulté ?

Dire aux personnes marginalisées du pouvoir qu'elles sont légitimes pour partager leurs opinions et faire entendre leurs voix, ou que la situation risque d'empirer si elles continuent à se taire est insuffisant, tout comme la peur d'un accident de voiture ne suffit pas à empêcher les gens de conduire trop vite. Deux pistes méritent en particulier d'être développées :

Tout d'abord, il s'agit d'accepter que par nature, un processus participatif exige un fort investissement des populations locales, et doit avant tout répondre à leurs demandes. Ainsi, lors du FGD réalisé auprès des jeunes sans emploi fin 2012, les propositions émanant des participants portaient essentiellement sur des formations visant à favoriser l'accès à un travail rémunéré, avec des cours de langue (français, anglais, informatique) ; des ateliers d'artisanat (en pierre volcanique, en bois, en produits recyclés, en calebasse) ; des formations en cuisine et en pâtisserie. En plus de ces formations, des cours de musique (chant, guitare, violon, piano, tambour), de danse et des débats autour de faits sociaux (alcoolisme, drogues, tabacs) avaient également été envisagés. On peut supposer que si ce projet avait vu le jour, les habitants auraient été plus nombreux à participer, y compris les femmes, d'autant plus que plusieurs d'entre elles avaient été pressenties comme pouvant animer certaines de ces formations.

D'autre part, il s'agit de reconnaître que l'entourage familial et communautaire joue un rôle central dans la capacité des femmes à prendre part à la sphère publique. En considérant que les femmes sont prioritaires, le risque est de ne pas prendre la peine ou le temps de travailler avec les autres personnes qui composent le collectif, alors que le débat concerne l'ensemble des membres de la communauté.

En conclusion, même si l'équité semble primordiale, elle semble difficilement atteignable dans le cas d'étude de la thèse et la recherche-action menée n'a pas permis de trouver les clés permettant d'accéder à la solution miracle. Toutefois, elle a permis de corroborer d'autres études en démontrant que :

- En fonction de leurs rôles, de leurs places, de leurs actions, les individus possèdent des connaissances, des savoir-faire et des pratiques en lien avec les ressources naturelles présentes sur le territoire ;
- Négliger la participation de certains groupes « minoritaires » (femmes, jeunes, personnes âgées) remet en cause le processus participatif dans son ensemble, et participe également à renforcer la hiérarchisation verticale du pouvoir au sein de la société en excluant certaines franges des populations locales de la gestion participative ;
- En donnant uniquement la parole aux hommes dominants dans le processus d'élaboration des projets de gestion des ressources naturelles, on se prive de connaissances précieuses, en particulier de celles détenues par les femmes en matière d'agriculture, de médecine, de cuisine, d'élevage, etc. ;
- La question n'est pas uniquement la reconnaissance des savoirs par les autres, mais aussi la prise de conscience et de confiance permettant de se sentir légitime dans une prise de parole, nécessaire pour prendre part au processus participatif de gestion des ressources, où elles auraient potentiellement toute leur place.

Un dernier élément dont le sens est confus, nébuleux, a résisté pendant longtemps à l'analyse : bien que les habitants soient relativement peu nombreux à entrer ouvertement en conflit avec les acteurs externes, et que les soulèvements soient rares, il apparaît pourtant qu'ils sont majoritairement « contre ». Contre le parc, contre la mairie, contre les acteurs externes, contre les décisions prises et les mesures appliquées. La timidité, le sentiment d'impuissance et d'infériorité, ou la chape de silence imposée par les rivalités internes ne suffisent cependant pas à expliquer cette apparente absence de contestation visant à défendre leurs intérêts face aux acteurs externes. Les questions suivantes demeurent : Pourquoi ne pas se servir des réunions pour exprimer leur mécontentement et revendiquer ? Comment expliquer cette apathie et qu'est-ce qui se cache derrière ce manque d'intérêt apparent ? Si les critiques vis-à-vis des acteurs externes ne passent pas par la voie officielle et ne s'expriment pas ouvertement, ou peu, lors des réunions, quelles sont les modalités de remise en cause du pouvoir officiel ?

- **Chuchoter, rire et s'abstenir : de vraies alternatives à la participation ?**

Le fait que les habitants ne se mobilisent pas de façon collective afin d'accéder à la ressource politique semble contradictoire avec leur sentiment de légitimité sur le territoire (**6.2.3**).
En proposant une nouvelle approche des situations de domination et en explorant les pratiques informelles de l'infrapolitique, le courant de pensée mené par James Scott conduit à déplacer le problème et à formuler une nouvelle question : quelles sont les conditions de possibilité du passage de l'insubordination voilée à la révolte ouverte ? (Scott, 2009).
« *En adoptant une perspective historique plus large, on voit que le luxe de pouvoir mener une opposition politique ouverte dans des conditions de sécurité relativement correctes est à la fois rare et récent. La vaste majorité des gens ont été et continuent d'être non pas des citoyens mais des sujets. Tant que notre conception de ce qu'est le politique se réduit aux activités déclarées ouvertement, nous sommes amenés à conclure que les groupes dominés n'ont pas de vie politique, ou bien que la vie politique qu'ils peuvent avoir se borne aux moments exceptionnels d'explosion populaire. Une telle perspective manque l'immense terrain idéologique qui s'étend entre l'inertie et la révolte et qui, pour le meilleur ou pour le pire, constitue l'environnement politique des classes assujetties. C'est se concentrer sur l'arbre visible du politique et ne pas apercevoir la forêt qui s'étend au-delà.* » (Scott, 2009, p. 216).

La pensée de Scott aide donc à repenser nos catégories, à déplacer notre regard : la question n'est plus pourquoi les groupes dominés ne se révoltent pas mais comment se fait-il qu'ils se révoltent « *alors que le rapport de force leur (…) [est] très défavorable et (...) leurs chances de succès quasi nulles ? ?* » (Cleuziou, 2010, p. 4)

La réflexion menée ici porte sur les différentes formes et manifestations visibles de cette résistance informelle, officieuse, qui s'exprime au quotidien, de manière individuelle et collective. En effet, l'absence de rassemblement et d'organisation politique officielle visant à défendre leurs causes n'est pas synonyme d'une absence d'opposition individuelle et collective aux mesures et lois visant à réguler le territoire. Petites ou grandes, certaines de ces manifestations seraient anecdotiques si elles ne faisaient pas partie d'un tout, d'une résistance qui certes n'est ni structurée, ni planifiée, ni organisée, mais qui pourtant, émane de cette communauté et de ces habitants, comme un parfum vaporeux et diffus.

Déjà évoquée précédemment, la principale manifestation de résistance ordinaire des habitants du village consiste à ne pas respecter les lois interdisant de revenir vivre dans la caldera et les privant du droit de propriété sur leur terrain. En contournant les tentatives du gouvernement qui affectent directement leurs moyens de subsistance, les habitants cherchent non seulement à faire perdurer leur activité économique, mais également à contester la légitimité de l'intervention de l'État en termes de régulation du territoire. En revenant vivre au village et en reconstruisant leur maison dans la caldera, mais aussi en se considérant comme propriétaire de leur terrain et en s'octroyant le droit de les vendre, les habitants enfreignent délibérément les lois et les mesures institutionnelles édictées. A l'aide du concept de *legal consciousness*[69], ce non-respect de la loi peut être vu comme une arme politique des plus faibles pour résister et remettre en cause le système politique et le pouvoir de l'État, qu'ils considèrent comme illégitime et injuste (García-Villegas & Lejeune, 2015/3 ; Pélisse, 2005/2 ; Vargas & Urinboyev, 2015/3 ; Ewick & Silbey, 1998).

[69] La réflexion menée ici rejoint le courant de recherche *legal consciousness studies* qui porte sur l'analyse des rapports quotidiens des individus aux droits et sur l'écart présupposé entre le droit formel (« *law in the book* ») et le droit en actes («*law in action*»), courant étroitement associé au nom de Susan Sibew, professeur de sociologie et d'anthropologie.

Contrairement à l'habitude, *Antoninho Teixeira, Brasa Tchitcha,* répond seul aux questions posées par la chercheuse. Filipa, partie travailler aux champs, n'est pas là pour lui murmurer la « bonne » réponse à l'oreille, celle qui ne risque pas de leur attirer des ennuis avec la mairie où travaillent plusieurs de leurs enfants :

« *Ils disent qu'on ne peut plus vivre ici, mais notre travail est ici à Chã das Caldeiras, on ne peut pas vivre ailleurs, parce qu'on a beaucoup de famille, le gouvernement ne peut pas tous nous supporter financièrement. Ils ne peuvent pas nous chasser d'ici parce qu'ici, ici c'est « haut risque » mais c'est comme l'Italie qui entre en éruption tous les ans et ils ne les ont pas chassés. Nous, on pense qu'ici aussi ils ne devraient pas nous chasser. Nous on vit ici depuis 1916, nos grands-pères, nos pères ont pris cette caldera pour y travailler. Cette date, elle a combien d'années ? Et ça fait plus de 90 ans. On ne peut plus partir, le gouvernement ne peut plus nous chasser, c'est ici que l'on doit vivre. Le gouvernement n'a nulle part où nous mettre comme ici. Il n'a pas les moyens de nous reloger pour que l'on soit comme ici. Parce qu'ici, on a nos champs, on travaille nos champs avec nos animaux, on a une bonne vie, notre école, où est ce qu'ils veulent nous mettre pour qu'on soit mieux qu'ici ?* » (entretien avec Antoninho Teixeira, novembre 2013).

Cette confidence reçue sans le filtre de Filipa, qui aurait sans doute cherché à modérer les propos de son mari, donne un aperçu de la façon dont les politiques et les lois qui réglementent le territoire de la caldera sont perçues et contestées par les habitants du village, comme si, pour reprendre l'expression de Patricia Ewick et Susan Silbey (1998), le droit faisait intrusion « sans droit », sans légitimité, dans leur monde quotidien.

En explorant les idées, les perceptions et les stratégies d'adaptation des habitants en relation avec les contraintes sur le territoire, on observe des formes plus discrètes, plus subtiles, par lesquelles les habitants manifestent leur désaccord et remettent en cause la légitimité de l'État concernant sa capacité à réguler le territoire (García-Villegas & Lejeune, 2015/3). Dans un article sur les formes de résistance matérielles et symboliques dans les communautés rurales au Brésil, Sarah Mailleux défend que « *la résistance quotidienne des paysans, dépourvus d'autres formes de pouvoir, ne requiert presque aucune (ou littéralement aucune) coordination ni planification. Elle consiste généralement à éviter les confrontations symboliques ou directes avec l'autorité ou les normes des élites* ». Elle explique : *« j'appelle par résistance symbolique les façons que ces classes ont de résister aux agressions symboliques (culturelles et morales) qu'ils endurent au quotidien. Nous comprenons comme agression toutes formes de dépréciation et de harcèlement moral, de non-reconnaissance ou de méconnaissance de leur situation, de leurs droits, ou de leur valeur en tant qu'individus, citoyens et membres d'une classe sociale. »* (Mailleux, 2013, p. 25).

Faute de pouvoir agir à l'encontre des dominants, *« une grande variété de formes discrètes de résistance qui n'osent pas dire leur nom* » se développent (Scott, 2009, p. 33). Cette résistance moins visible, plus quotidienne, peut être individuelle ou collective, et ne sont pas nécessairement des actions ou des pratiques concrètes de non-respect des lois. Dans cette perspective, il s'agit maintenant de décrire sous quelle forme se manifeste cette résistance discrète à Chã das Caldeiras, divisée en quatre principales catégories.

- ❖ Les messes basses

Cette expression sert à définir un type de dialogue discret, sous forme de confidence, et décrit des paroles indistinctes qui ne semblent pas destinées à être entendues par d'autres personnes que celles qui participent à les échanger.

Kindi, Xatoku et Boris sont assis derrière la maison où loge la chercheuse. Elle tend l'oreille et entend les

mots « *camara* » (mairie), « planu di urbanisação » (plan d'urbanisation) qui reviennent souvent et attirent son attention. La veille, une réunion autour du plan d'urbanisation (14 mars 2013) a eu lieu. La chercheuse sort alors pour écouter les trois amis (qu'elle connaît bien) et filmer leurs messes basses. Par chance, ceux-ci continuent, impassibles face à la caméra, et échangent sur le ton de comploteurs sur la domination exercée par l'État sur le territoire et sur ses habitants, qui n'ont ni droits civiques ni moyens matériels et immatériels pour résister au statut de dominés qui leur est imposé :

Kindi : « *Les champs doivent être à eux. Parce que le papier c'est eux qui en ont, les stylos c'est eux qui en ont* »
Xatoku, désabusé, lui fait écho : « *ils ont tout* »
Kindi reprend : « *Ils ont les gens, l'autorité, l'encre, les stylos, le portugais, l'anglais, ils ont tout ! Alors pourquoi pas le sol ! Chã aussi. Nous il ne nous reste plus qu'à voler dans les airs comme des oiseaux, c'est bien connu, les êtres humains sont faits pour voler.* »
Xatoku: « *Les autres endroits on de l'eau, de l'électricité, c'est seulement Chã.* »
Boris répète en signe d'approbation : « *Seulement Chã.* »
Kindi : « *Même les endroits les plus perdus, les plus inaccessibles ont de l'électricité. S'ils mettaient l'eau, l'électricité, ça serait une bonne chose. Mais non, ils viennent juste demander des papiers, plus de papiers. Il faut que tout devienne légal, hein ? Ils veulent des papiers, pour venir prendre ce qui t'appartient.* »
Xatoku : « *La mairie veut seulement qu'on paye les taxes, les impôts.* »
Kindi : « *La mairie, le Parc, ils sont pareils. Avec le Parc il n'y a plus d'espace pour cultiver. Mais le parc n'a rien créé ici. Il n'a rien cultivé, ce qu'il a trouvé ici existait déjà* ».

Cette discussion spontanée entre amis apparaît comme un moyen de partager et de valider entre eux leurs idées, leurs expériences, opinions et sentiments d'injustice et de frustration vis-à-vis des mesures étatiques. Cet échange autour d'un même *» système de valeurs et de reconnaissance permet au sujet de prouver son estime d'autrui et de se retrouver estimé au sein du même groupe* » (Mailleux, 2013, p. 26). Ainsi, en racontant les épreuves et les privations imposées par le PNF ou la municipalité (pour le plan d'urbanisation), qui viennent les contraindre dans leurs pratiques sans reconnaître leurs besoins économiques, les interlocuteurs auxquels ils se confient vont valider leur bon droit : « *es ta busa, es ka conxe nada* » « ils abusent, ils n'y connaissent rien », « *é so troza kes sta na el* », « ils se moquent de nous », « *es ta atxa es sabe mas midjor de ki nos, mas é ka si nada* » « ils pensent qu'ils savent mieux que nous, alors que pas du tout ». Par-delà des enjeux et positions sociales distinctes, les habitants peuvent ainsi se retrouver et se reconnaître dans un socle de valeurs communes, exprimer à voix haute leurs craintes de la menace étatique latente de relogement et d'exclusion du territoire, promouvoir et valoriser les ressources de chacun, et défendre la liberté d'expression et d'accès au pouvoir.

- ❖ L'humour et la satire comme exutoire

L'humour apparaît comme la seconde manifestation de résistance symbolique. Alors que les messes basses sont échangées en murmurant, en catimini, le rire lui, éclate et fait du bruit. Il éclabousse tout : les blagues, les chansons satiriques, les imitations humoristiques, toutes formes par lesquelles les habitants se moquent, se gaussent, se « payent la gueule » de ceux qui appartiennent au groupe des dominants (Mailleux, 2013, p. 26). Cette improvisation chantée par Ze lors du mariage de la fille de son frère Tuka (2013) est un exemple de la forme et de la force avec laquelle le rire jaillit et libère :

Tout le monde au parti, mes amis, c'est tous des canailles !
Tudu mundo di partidu nha guente, é so malandro !
—

Le président de la République aussi est une canaille !
Presidenti Republika tambe é malandro !
L'avocat aussi est une canaille, le ministre aussi est une canaille !
Abogadu tambe é malandro, ministru é malandru,
Tout le monde au parti, mes amis, c'est tous des canailles !
Tudu mundo di partidu nha guente, é so malandro !
Ils se promènent avec leur cravate, mais ils volent l'argent du pauvre, ils se pavanent dans la rue.
Es ta anda ku grabata, ta furta dineru di kuitadu ta da, é sta basofa na txada,
Canailles, canailles
Malandru, malandru
—
La police aussi c'est tous des canailles, la police c'est des canailles, la police c'est des canailles,
Policia tambe es é so malandru, policia é malandru, policia é malandru,
Ils prennent l'argent du transporteur de pierre, du pêcheur, du charpentier,
Ta toma dineru di conductor di pedreru, piscador, carpinteru,
Mes amis, c'est tous des canailles !
Nha guente, é so malandru !
—
Au parti c'est tous des canailles, le président est un singe,
Partidu é so malandru, presidenti é so makaku,
—
Le président est une canaille, l'avocat est une canaille, tous des canailles, la police canaille, le docteur est une canaille,
Presidenti é malandru, adbogadu é malandru, tudu malandru, policia malandru, dotor é malandru,
—
Ma terre n'abrite que des canailles
Nha terra ta vive so di malandru,
Tous des canailles
Tudu é malandru,
Tous des singes,
Tudu é makaku,

Si vous voulez appeler la police,
Si kre bo txoma policia !
La police aussi c'est des canailles !
Policia tambe é malandru !
—
Tous des canailles, tous des canailles,
Tudu é malandru, tudu é malandru,
Et vous savez qui est sérieux ? Vous savez qui est bon les gars ?
Bo sabe kien ke seriu ? Bo sabe kien ke bom rapaz ?
Le travailleur de la terre.
Home di terra.
Mais le docteur ne met pas les mains dans la terre. Eh ouais.
Ma dotor ka ta pom mon na txon. Aia.
Le président il élève des chèvres ? Non.
Presidenti ta cria cabra ? Não.
Le président il plante des patates ? Non
Presidenti ta koba batata ? Não.
Le président il fait quoi ?
Presidenti cuze el ta faze ?
Des arnaques.
Aldrabis.
—
Les dirigeants c'est tous des canailles !
Dirigenti es é so malandru !
—
Si tu enregistres, tu enregistres ! Moi je suis Ze de Sati de Chã, c'est moi avec ma guitare !
Si bu graba bo graba. A mi é Ze di Sati di Chã, mi ki sta fra ku nha guitara !

La résistance par l'humour se retrouve aussi dans les blagues qui donnent à voir une vision grotesque des acteurs institutionnels externes, en singeant leur manière de parler le portugais, en mimant leurs gestes, leurs attitudes, ou en visant les imperfections physiques des responsables comme leur poids, leur taille, leurs cheveux ou leur voix.

Comme le propose James C. Scott, les discours de l'entre-nous, produits en coulisse, qu'ils soient chuchotés à voix basse ou déclamés en chantant, font partie intégrante des formes de « résistance discrète » : « *Tout comme la domination, la résistance mène ainsi une guerre sur deux fronts. Le texte caché n'est pas que rumination et grognements en coulisse ; il donne lieu à une série de stratagèmes discrets et pratiques visant à minimiser l'appropriation. Chez les esclaves, par exemple, ces stratagèmes ont traditionnellement inclus le chapardage, le maraudage, l'ignorance feinte, le travail bâclé, le tirage au flanc, le troc et la production souterraine, le sabotage des récoltes ou des machines voire celui des bêtes, les incendies volontaires, la fuite, etc. Chez les paysans, le braconnage, l'occupation illégale des terres, le glanage non autorisé, le versement de loyers en nature inférieurs au dû, le défrichement de champs clandestins et le manquement aux impôts seigneuriaux ont constitué des stratagèmes courants* » (Scott J. C., 2009, p. 204).

Les habitants plaisantent aussi sur leur appartenance au groupe des « petites gens ». Ils rient de leurs expériences de dénuement passées ou présentes, leur nourriture sans raffinement, leurs vêtements usés, leurs maisons sans eau et sans électricité, leurs passés d'enfants sans chaussure et sans cartable. Il y a beaucoup d'exemples, mais là encore, la parole est à Ze avec la chanson « *papa ku leite* » (plat traditionnel à base de farine de maïs cuite à la vapeur qui se mange dans une assiette remplie de lait de vache fermenté), dans laquelle il chante à tue-tête pendant que d'autres hommes du village marquent le rythme sur la table : « *J'en ai plus que marre de manger, de la papa ku leite*, *j'en ai plus qu'assez, de vivre dans ce funco de paille. Aujourd'hui le restaurant pas de problème, je vais manger de la langouste, je vais dormir à l'hôtel* [70]» (extrait traduit de la chanson de Ze Fontes, Papa ku leite, 2012).

Le rire agit comme une soupape, un exutoire, un sas de décompression permettant à la fois de se défouler et de dédramatiser leur propre vécu, à la fois d'exprimer la réprobation à l'encontre des groupes sociaux dominants.

- La non-participation

Enfin la dernière forme d'hostilité envers les acteurs externes, c'est l'indifférence de la population locale envers eux, qu'ils expriment notamment en ne participant pas ou peu aux activités proposées et réunions. La dernière forme de résistance discrète est donc la non-participation.

Pour comprendre la non-participation, il faut d'abord rappeler la signification de participer, qui va du simple fait d'être présent, à la volonté de collaborer, de s'engager, de s'impliquer et d'entrer en jeu. Dans le cas de la caldera de Fogo, où le statut légal du sol implique la non-reconnaissance du droit foncier des habitants, participer aux réunions se retrouve en partie vidé de son sens. La non-participation traduit à la fois un désintérêt pour une participation sans enjeu, à la fois un refus manifeste de cautionner le jeu de pouvoir mis en place par les acteurs externes.

Cette façon d'appréhender la non-participation s'apparente à celle de Sarah Mailleux qui soutient que «

[70] « *Dja m'kansa cume, papa ku leite, d'ja kansa mora, na s'funko padja. Oje restaurante ka problema, sta ba kume so langosta, ta ba dormi na pensão »* (extrait de la chanson de Ze Fontes, Papa ku leite, 2012).

loin d'être une non-participation apathique, il s'agit d'un refus actif d'adhérer à des groupes organisés qui ne les écoutent pas, qui pensent qu'ils sont incapables de réfléchir, de proposer des activités. Selon eux, il s'agit de groupes qui leur refusent la parité de participation, qui ne reconnaissent pas leur histoire, leur bagage, leurs capacités, et qui s'imposent comme supérieurs. La non-participation apparaît alors comme une résistance à faire partie d'un système, d'un groupe qui part du présupposé de leur inégalité et qui, de plus, exige d'eux une certaine soumission » (Mailleux, 2013, p. 27).

La non-participation est une forme de résistance en sourdine liée au manque de « bonnes raisons » de participer, puisque les réunions ne sont pas des espaces de liberté et de dialogue, mais un simple cautionnement de la domination des acteurs externes. Participer aux réunions, c'est déjà donner son soutien à un système en place qui leur est défavorable. Par la non-participation, certains expriment leur désaccord, leur insoumission, et donc leur liberté. Dans cette perspective, le choix de la non-participation se défend pleinement, dans la mesure où ce qui est au cœur du problème, à savoir la reconnaissance de leur propriété légale sur le sol (une ressource, à la fois économique, sociale et culturelle), leur est déniée. Le vrai problème n'est donc pas la non-participation, mais le dégoût, la déception et la méfiance vis-à-vis des acteurs institutionnels et plus généralement, des personnes identifiées comme détentrices de pouvoir (politique, économique, scientifique).

En effet, en suivant cette piste, on pourrait conclure que le refus de la domination des responsables politiques explique également la réticence des populations locales à prendre part aux différentes tentatives de gestion partagée *bottom-up* proposées par les collectifs de chercheurs étrangers, mais aussi dans le cadre de la présente thèse. Ainsi, on pourrait expliquer le succès mitigé de la CP3D (cartographie participative en 3D) en termes de participation citoyenne pendant le programme MIAVITA mais aussi les difficultés rencontrées pendant la mise en place des ateliers projets de film participatif.

- Les soulèvements et actes de vandalisme comme actes de bravoure

Selon James C. Scott, « *si les révoltes sont si tumultueuses, désordonnées et chaotiques, c'est alors peut-être parce que les sans-pouvoirs sont si rarement présents sur la scène publique, et parce qu'ils ont tant à dire et tant à faire une fois qu'ils parviennent à s'y hisser* » (Scott, 2009, p. 243).

L'expérience de soulèvement à Chã, déjà évoquée précédemment (**chapitre 6.2.3**) en lien avec la destruction de la citerne de Danilo, donne raison à cet auteur. La profusion de discours a littéralement submergé la caméra, renversant les rôles avec des habitants allant à sa rencontre pour saisir leur droit de parler. Plusieurs expressions marquent ce besoin imminent d'expression et de reconnaissance : « *xam papia* » (laissez-moi parler), « *mi ki leiu* » (qui peut être traduit par « c'est moi qui sais », ou encore « tu dois me croire »).

Parce que cet évènement a déjà été étudié, seul un point qui n'a pas été évoqué va maintenant être analysé, à savoir le pillage et la dégradation du stade qui était en train d'être construit à Portela par la mairie de Santa Catarina. À ce sujet, les représentants de la mairie ont pointé du doigt l'incohérence de cet acte de vandalisme, puisque l'atteinte a été portée contre un stade qui était destiné aux habitants du village. À cette occasion, seule une minorité d'habitants du village, comme Antoninho Teixeira, ont défendu ce discours dominant : *« Les gens d'ici ont pensé qu'il ne fallait pas lui détruire sa citerne. Comme quoi le maire a eu tort de la lui détruire. Mais la Mairie n'a pas eu tort, car elle lui avait dit de faire un permis. Lui n'a pas voulu. C'est les gens d'ici qui ont mal agi. Ce n'est pas au maire, c'est à nous ! Le maire nous a donné le stade pour notre bien. Tu comprends ? Pour notre bénéfice. Le stade qu'il construisait c'était pour que nos enfants aillent jouer. Le poste de*

santé, c'est pour qu'on ait des médicaments. L'école sert à ce que nous enfants étudient. C'est pas au maire, c'est à nous » (*Na boca de Fogo,* 27:52:00 à 29:16:19)

En effet, l'acte de détruire le stade avec des barres de fer peut être vu comme une aberration, mais au moment des faits, il avait valeur d'exploit, d'un acte de bravoure (comme en témoignent les cris et les acclamations dans la foule), car il symbolisait, via l'anéantissement d'un investissement fait par la mairie, des représailles face à l'État, le stade incarnant la présence symbolique de la mairie sur le territoire (Mailleux, 2013, p. 24).

Le temps du quotidien nous informe sur le fonctionnement du territoire durant l'intervalle de 19 ans séparant les deux épisodes de crise de 1995 à 2014. Or cette période correspond également à un temps de reconfiguration territoriale (dans le but de surmonter l'éruption passée) induisant un réinvestissement physique, matériel et psychique de ce territoire, accompagné de multiples mutations au niveau des activités pratiquées, des rapports aux lieux et de l'accès aux ressources, reconfiguration dépourvue d'uniformité au sein de la population de Chã. En effet, au vu du développement de la caldera de Fogo, incluant le bilan des éruptions passées, l'analyse suggère que la vulnérabilité différentielle des habitants de la caldera s'est construite à partir de la transformation de la reconstruction post-1995 comme opportunité de développement et de résilience : celle-ci est ancrée à la fois dans une marginalisation chronique et quotidienne qui affecte non seulement une partie des habitants mais aussi le territoire (Gaillard, 2007 ; Texier, 2008 ; Texier, 2009), à la fois et paradoxalement, dans une convoitise accrue sur les ressources matérielles et immatérielles dont il regorge. Ce jeu de contraintes/opportunités, bien qu'étant indépendant de l'aléa extrême et rare, pousse les populations locales à vivre dans un territoire exposé aux risques volcaniques, mais convoité.

En s'insérant, depuis 1995, dans des logiques locales, les acteurs externes se sont heurtés à des résistances émanant des populations, allant de la résistance discrète à de véritables soulèvements, dans un contexte de spéculation foncière forte liée au commerce informel des terrains qui ont pris de la valeur avec l'essor de la viticulture et la croissance démographique. Le rejet des acteurs externes a été d'autant plus net que depuis le premier peuplement de la caldera jusqu'à l'éruption de 1995, les habitants du village vivaient en quasi autarcie. L'absence de cadastre régissant l'usage du sol témoigne aujourd'hui encore de cet isolement géographique et culturel.

L'intervention des acteurs externes perçue comme une intrusion dans les pratiques culturelles et économiques locales, a donné naissance à un sentiment de dépossession. C'est donc bien d'une question territoriale, de territoire identitaire, d'identité territoriale, d'identification à la terre. Dans la bouche de Fogo se joue une pièce complexe de jeux de pouvoir, de lutte pour cette terre et ses ressources, un combat entre ceux qui sont d'ici, qui sont de la terre, *di terra*, et ceux qui viennent d'ailleurs ; mais aussi entre les semblables, « frères et sœurs d'une même famille », dont sort robuste, forte et prête à affronter un désastre, seule une partie des habitants, tandis que l'autre lutte pour préserver quelques maigres prérogatives et moyens d'existence qui s'avèrent à l'avance peu consistants.

Tout ceci laisse entendre, en creux, que la catastrophe en devenir ne va pas pouvoir être considérée comme un accident, mais, à l'image d'une prophétie, peut se lire dans l'identification de ces difficultés ancrées dans le quotidien et dans les luttes de pouvoir (Wisner, 1993 ; Texier 2009).

À l'aube de l'éruption de 2014-2015, la situation est complexe, le climat social et politique tendu, et la menace volcanique latente (quelques signes précurseurs n'ont pas manqué de retenir l'attention des habitants, mais aussi des scientifiques, comme il va en être question dans le chapitre suivant).

Comment ce bouillon de discours et de pratiques en équilibre fragile va-t' il réussir à faire face au feu qui jaillit de la bouche volcanique ? À affronter un évènement dévastateur remettant en cause le fondement même de l'ancrage territorial au cœur de la caldera ? Qui va rebondir, mais aussi comment ?

Chapitre 7

Temporalité de la crise

Un cas d'école d'autonomie et d'adaptation des populations face à l'ingérence institutionnelle

Ô Vulcam, es bes bu bem sereninho
Volcan, cette fois tu es venu sereinement
Nem bu erma bo ka corda
Même ta soeur tu ne l'as pas réveillée
Nem visa bu ka visa nu
Même nous, tu ne nous as pas avisés
Des bes bu kre enguli nu
Cette fois tu voulais nous engloutir

Vulcam, des bes bu bem ku vontadi leba nu na peito
Volcan, cette fois tu es venu avec la volonté de nous emporter brutalement.
Des bes bu ka dixa vasto nem vastijadu (...)
Cette fois tu n'as laissé ni traces ni vestiges (...)
Bu abri boka bu muga tera bu enguli sangui (...)
Tu as ouvert la bouche tu as avalé la terre tu as englouti les maisons tu as vomi du sang (...)

Vulcam, bo spanta bu fidjos ke tudu dia ta sta ta pasa penti branku na bu cabelo preto
Volcan, tu as fait peur à tes fils, qui tous les jours passent un peigne blanc dans tes cheveux noirs
Na bo pe ta faze goska
Sur tes pieds ils font des chatouilles
Na bu calça ta kata seta
De tes habits ils enlèvent les épines
Na bu braso ta da bole
Dans tes bras ils se balancent
Na bu mon ta faze funkinho
Dans tes mains ils font des maisons.

Poème de Germano Centeio, communication privée, décembre 2014.

À partir de l'éruption de 2014-2015 à Fogo, l'un des principaux objectifs de la thèse est de comprendre en quoi les catastrophes dites « naturelles » ne sont pas des accidents au sein de la société mais révèlent les dysfonctionnements au quotidien (Gaillard, 2007, p.46). Ce chapitre a pour but de questionner les causes profondes de cette catastrophe : quels ont été les points forts et les points faibles de la gestion des risques volcaniques avant et pendant l'éruption de 2014-2015 ? Qui en ont été les principaux acteurs et comment leurs relations ont-elles influencé la gestion de cette crise volcanique ?

La réflexion s'organise en trois grands temps d'analyse :

- La chronologique de la crise et de ses impacts sera tout d'abord présentée (**7.1**),
- Les dispositifs de gestion mis en place entre l'avant-dernière éruption de 1995 et celle de 2014-2015 seront ensuite discutés, ainsi que les pratiques et mesures officielles des différents acteurs institutionnels et les dysfonctionnements à l'œuvre pendant la crise (**7.2**).
- Enfin, les stratégies adaptatives sociétales mises en place en réponse aux déficits cindynogènes institutionnels (Kervern & Rubise, 1991 ; Kervern, 1995) seront identifiées et analysées (**7.3**), en prenant soin de montrer comment les causes profondes politiques (faiblesses organisationnelles et stratégiques) se répercutent sur la façon de gérer la crise par les habitants, et sur les dégâts, les pertes, les blocages à la reconstruction post-catastrophe, en particulier pour certains groupes sociaux.

En conclusion, sera discutée la pertinence du concept de résilience au regard du cas de Fogo, base d'une réflexion sur les solutions envisageables pour optimiser la gestion des crises volcaniques.

7.1. Chronologie de la crise éruptive de 2014-2015 et impacts sur le territoire à court terme

L'éruption de 2014-2015 de Fogo est considérée comme l'une des éruptions effusives récentes les plus destructrices. En effet, il y a relativement peu d'exemples récents de coulées de lave ayant détruit une aussi grande proportion des bâtiments et des infrastructures que l'éruption de Fogo de 2014-2015 caractérisée par la destruction de Portela et Bangaeira (Jenkins *et al.*, 2017, p.13). En moins d'un mois, près de 75% des habitations présentes dans la caldera ont été détruites[1] (Jenkins *et al.* 2017, p.15).

Au moment du second pic éruptif du 7 décembre, alors que Portela avait déjà été gravement touchée depuis plusieurs jours, Bangaeira disparaissait à son tour sous une coulée de lave fluide dévalant la pente située entre Portela et Bangaeira. Après deux semaines d'éruption, il ne restait du village que des toits blancs et plats et de rares îlots de maisons épargnées par l'éruption.

Derrière la brutalité et la rapidité de l'évènement, il est important de retracer les étapes chronologiques de cette crise éruptive, afin de comprendre les comportements humains face au phénomène. La réflexion s'appuie sur un schéma chronologique (**figure 7.1**), qui a été structuré autour des trois « comportements » suivants : le comportement éruptif du volcan (en rouge), celui des populations locales (en vert), et celui des acteurs institutionnels chargés de la gestion de la crise (en bleu). Il permet de traiter ces éléments de manière croisée, depuis les préludes du phénomène éruptif jusqu'au moment où celui-ci a pris fin. Au niveau physique, il s'agit de présenter les principaux repères significatifs de l'évolution de l'activité éruptive. Sur le plan humain, l'objectif est de donner à voir à la fois les comportements et pratiques observés parmi les populations locales, et les mesures et les stratégies de gestion des acteurs institutionnels. Les données sont principalement issues d'observations participatives, d'entretiens formels et de discussions informelles « sur le vif » effectuées pendant la quasi-totalité de l'éruption, ainsi que d'un questionnaire réalisé auprès d'un échantillon de population (128 répondants). Ces données issues du terrain ont été croisées avec des données officielles et des publications scientifiques (Nunes, 2015 ; Perez-Torredo *et al.*, 2015, Nacimento *et al.*, 2016).

[1] Le pourcentage de bâtiments détruits varie d'un document à l'autre : 90% des bâtiments détruits (PNDA, 2015, p.61 ; Chester *et al.,* 2016, p.1937) ; 97,86% des maisons détruites (Perez Torredo *et al.*, 2015).

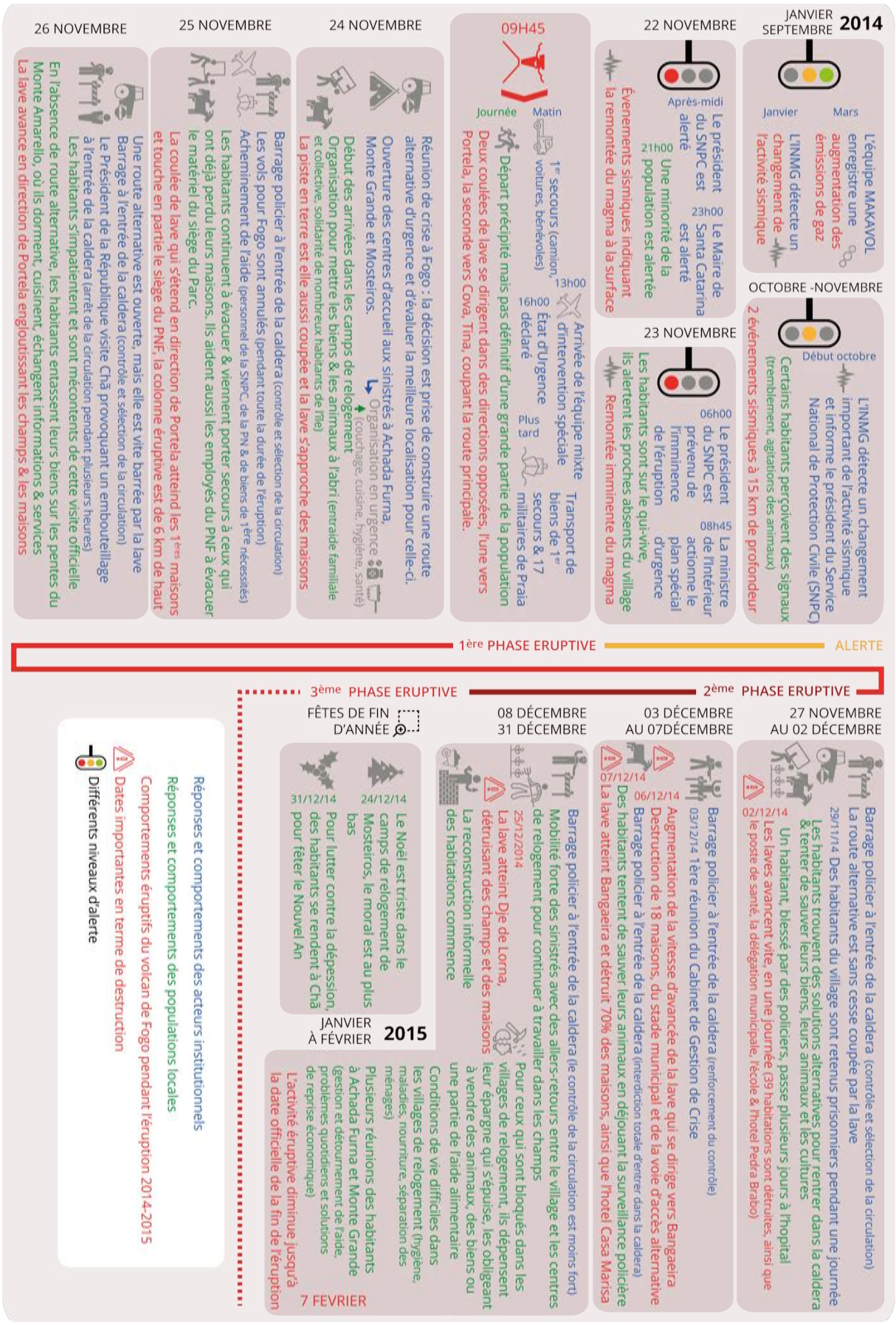


Figure 7.1. Chronologie de la crise éruptive de 2014-2015 (Chouraqui 2017).

7.1.1. Un récit douloureux : 77 jours d'une catastrophe pourtant sans perte humaine

- **Des signes précurseurs à l'éruption**

Dans la semaine précédant l'éruption, alors qu'ils ne sont toujours pas prévenus par les autorités, plusieurs habitants commencent à ressentir des signes précurseurs de cette activité, comme Ramiro Montrond, qui parle de l'agitation des chiens, qui ont aboyé durant plusieurs nuits, l'empêchant de dormir.

Selon INMG le **22 novembre**, une série d'évènements sismiques a indiqué une augmentation de la pression, révélant la remontée imminente du magma vers la surface (de quelques heures à quelques jours). Dans l'après-midi, le Président de l'INMG contacte le président du Service National de la Protection Civile (SNPC), avertissant celui-ci de la grande probabilité d'une éruption volcanique (voir le détail de l'alerte précoce en **chapitre 7.2**, qui analyse les discours contradictoires des principaux acteurs institutionnels impliqués).

Toutefois, l'alerte n'est toujours pas donnée.

Devant l'imminence de la menace, Bruno Faria, l'expert scientifique de l'INMG a décidé dans l'urgence de prévenir informellement par téléphone Jose Fonseca (habitant du village et auxiliaire scientifique de l'observatoire rattaché à l'INMG), lui demandant d'avertir la population au plus vite, car le volcan est sur le point d'entrer en éruption.

À partir **d'environ 21h**, une partie de la population commence donc à être informée, à un moment où les tremblements de terre étaient déjà très importants.

Concernant les autorités locales, c'est seulement à 23h30 et en l'absence de réponse du président du SNPC, que l'expert scientifique de l'INMG prend l'initiative d'appeler le maire de Santa Catarina, João Aquileu Barbosa Amado, qui est aussi le président de la Protection Civile Municipale. Celui-ci se trouvait alors à la fête annuelle de sa juridiction, à Cova Figueira et n'avait pas encore été informé de la situation.

Le dimanche 23 novembre, à l'aube tout va très vite : Aux alentours de 6 heures du matin, l'INMG indique au président du SNPC que l'éruption volcanique peut avoir lieu à tout moment. A 08h45, le président du SNPC en informe la ministre de l'Intérieur, Marisa Morais. La ministre décide alors d'actionner le plan spécial d'urgence des éruptions volcaniques (*Plano Especial de Emergência das Erupções vulcânicas*). À 9h15, le maire est à Chã pour alerter les habitants. Trop tard. Une demi-heure après, l'éruption commence à proximité du Pico Novo[2].

Du côté des populations locales, l'information circule aussi, par téléphone et sur les réseaux sociaux, les habitants sont sur le qui-vive et préviennent par un grand bouche-à-oreille informel, ceux qui sont absents ainsi que leurs familles à l'étranger, et activent les réseaux d'entraide interpersonnelle.

À 9h45, une grande quantité de matériaux pyroclastiques, de cendres volcaniques et de gaz volcaniques commencent à être émis à partir de six bouches éruptives alignées, formant un réseau de fissures orienté nord-est/sud-ouest sur le flanc sud-ouest du Pico de Fogo. Situées à la base du Pico, do Fogo, à proximité immédiate du *Novo Pico* formé en 1995, environ 100 mètres en dessous de celui-ci (Perez-Torrado *et al.,*

[2] Le processus géologique de l'éruption est décrit dans le **chapitre 1** de la thèse.

2015, p.123 et Richter *et al.*, 2016, p.1927 ; Jenkins *et al.*, 2017, p.6). Cet emplacement « *laisse supposer que l'activité volcanique est liée à la réactivation de la faille de Monte Beco, à l'origine de l'éruption de 1995* » (Silva et *al.,* 2016, p.51), d'où la remontée rapide du magma. L'éruption volcanique commence…

- **Une première phase éruptive lente détruit Portela**

Pendant la première phase de l'éruption, deux coulées de lave se sont rapidement formées, l'une vers le sud et l'autre vers le nord, nord/ouest. Le troisième flux s'est dirigé vers l'ouest à partir de 5 décembre, longeant la coulée de 1995. Les fronts de lave ont avancé avec une vitesse franchissant les 40 mètres/heure, avec une distance maximale de 2,7 km vers le sud, 4,7 km vers l'ouest et 6,7 km vers le nord, nord/ouest. Dans le même temps, un cône s'est formé autour des bouches éruptives. Il a dépassé les 100 m de hauteur et a été formé par des matériaux pyroclastiques de différentes tailles (bombes et lapilli). Comme on peut le voir sur la **figure 1.8**, la colonne éruptive a atteint une altitude approximativement de 6 kilomètres, dispersant des matériaux pyroclastiques (cendres) sur Fogo ainsi que sur l'île de Brava, située à 17 km de Fogo (Silva *et al.,* 2015, p.1).

JOUR 1 (23 Novembre) : Dès les premières heures de l'éruption, le Service National de Protection Civile et les services municipaux ont activé l'alerte. Le Président du SNPC coordonnait les opérations depuis Praia, avec l'aide du maire de Santa Catarina, en coordination avec les deux autres maires de l'île. Rapidement les trois mairies ont mobilisé des voitures, des camions et des bénévoles pour soutenir l'évacuation de la population de Chã das Caldeiras. A Praia, la ministre de l'Intérieur a rencontré le président du SNPC vers **10h30,** afin d'évaluer la situation et d'organiser les manœuvres. Pour cela, elle a entendu les maires de Fogo et de Brava et a donné les directives nécessaires pour lancer le plan d'urgence en cas d'éruption.

Pendant ce temps, deux coulées de lave ont commencé à se former, se dirigeant dans des directions opposées, l'une vers Portela et ses habitations, la seconde vers Cova Tina/ Dje de Lorna. Environ trois heures après le début de l'éruption, les laves ont coupé l'unique route goudronnée reliant Chã au reste de l'île, obligeant les personnes et les voitures à emprunter la piste en terre qui longe la bordera (**figure 7.2**). La première coulée de lave est à bonne distance de Portela, alors que la seconde semble davantage menacer Cova Tina, où se trouve la maison de Neves et sa famille. Même si la lave est encore loin du centre, beaucoup d'habitants quittent aussitôt le village. Certains partent avec le strict minimum, d'autres se contentent de fuir. On observe bien un pic des départs le jour même de l'éruption (60,2% des enquêtés). Dans le village, on chuchote que Dieu vient punir ceux qui ont voulu accaparer les ressources de la caldera et s'enrichir aux détriments des plus pauvres. On remarque que cette rumeur fait écho à l'idée de Justice Divine évoquée en chapitre 6, avec une association entre Dieu et Volcan, mais aussi au fantasme de la « table rase » décrit par Annabelle Moatty (Moatty, 2015, p.255), dans lequel la catastrophe apparaît comme une opportunité de retour à un état initial idyllique, sans inégalité entre les individus.

À 13h, un avion part de Praia transportant à son bord deux membres de la Protection Civile Nationale, deux membres de la Croix-Rouge, 11 militaires, afin de renforcer l'équipe de la Protection Civile Municipale, en plus deux scientifiques de l'Université d'UNICV, d'un journaliste et d'un cameraman.

À 16h se tient une réunion du Conseil national de la Défense Civile, en présence de plusieurs ministres capverdiens, de la Police Nationale, des Forces Armées, des autorités aéroportuaires et de l'aviation. La ministre Marisa Morais a déclaré l'état d'urgence (**Annexe 7**) et a donné des lignes directrices pour la

municipalité de Santa Catarina afin d'organiser l'évacuation de l'ensemble de la population de Chã das Caldeiras. Dans la fin de journée, un navire avec des médicaments, des matelas, des couvertures, des lits, des tentes, des générateurs et 18 militaires quitte Praia en direction de Fogo[3].

D'après le rapport officiel du gouvernement, l'évacuation des résidents de Chã das Caldeiras s'est terminée à la fin de cette journée, mais cette affirmation ne concorde pas avec les observations menées sur le terrain. Parmi ceux qui sont partis, une grande partie cherche aussitôt à revenir afin d'organiser l'évacuation des biens et des animaux. Dès le lendemain, ils sont nombreux à chercher des transports pour les emmener au village.

Figure 7.2. Le 23 décembre à Chã das Caldeiras, en haut à gauche, la première photo montre le volcan au moment de son éruption, tandis que les autres ont été prises plus tard pendant la journée par un habitant du village (Fontes, 2014).

JOUR 2 (24 novembre 2014) : La ministre de l'Intérieur, le Président du SNPC et le Directeur général des infrastructures sont à Fogo pour se réunir avec les institutions locales afin d'évaluer et de coordonner les actions à mettre en place. La décision a été prise de construire une voix d'accès

[3] Un second navire arrive le surlendemain, transportant des professionnels de la Police Nationale et du SNPC (parmi lesquels le coordinateur des opérations du SNPC) ainsi que des biens de première nécessité.

alternative d'urgence sous la direction de l'Institut des Routes (*Instituto de estradas*) et du Ministère des Infrastructures et de l'Economie Maritime (*Ministério das Infraestruturas e Economia Maritima*) afin d'évaluer les meilleures localisations pour cette route, en articulation avec les entreprises locales de construction à Fogo. Un conseil d'urgence des ministres s'est tenu le même jour.

Le même jour, des centres d'accueil sont ouverts à Achada Furna, Monte Grande et Mosteiros, afin de reloger les sinistrés n'ayant pas de solution d'hébergement privé, sur le court terme. Certains sinistrés peuvent se loger par leurs propres moyens, notamment dans les maisons construites en 1995 à l'occasion de la précédente éruption à Achada Furna et Monte Grande ainsi que chez de la famille ou chez des amis. Les logements temporaires des centres d'accueil temporaires sont constitués de campements en tente et en dur dans une école à Mosteiros (plus tard, un système de location de logement payé par les municipalités est mis en place pour certaines familles). Les biens de première nécessité sont distribués de manière hebdomadaire et comprennent de la nourriture et des produits d'hygiène et d'entretien ménager.

Par ailleurs, les vols vers Fogo sont annulés, à la déception des touristes qui se retrouvent bloqués à l'aéroport Praia. Dans le bateau en direction de Fogo, plusieurs habitants du village reviennent d'urgence à Chã. Pedro (le mari de Miodinha avec qui il tient une lodja en photo dans le chapitre précédent), regarde avec inquiétude l'île et la haute colonne éruptive apparaître à l'horizon. Il a hâte d'arriver à Fogo pour aller chercher ses 8 portes en fer. Leopoldo aussi est pressé d'arriver, il parle de se rendre la nuit même au village. Amacio, moins téméraire, dit que c'est trop dangereux, et qu'il va attendre le lendemain matin.

A Chã, des jeunes gens du village aident la police et la protection civile à maintenir la sécurité. Ces derniers sont encore peu nombreux et ne connaissent pas bien le terrain. À la tombée de la nuit, l'agitation et l'inquiétude s'emparent les habitants : les laves se rapprochent dangereusement des habitations. Les gens téléphonent, préviennent ceux qui sont partis et les incitent à revenir au plus vite pour aider à sauver les biens et les animaux. Mais l'évacuation est difficile car les deux routes sont coupées (aussi bien la principale que la piste en terre). En l'absence de voie alternative, les habitants transportent frénétiquement les biens sur les pentes de la bordera, où s'amoncèlent portes, gazinières, sacs de vêtements, miroirs, vélos, lits, tables et bibelots en tout genre.

JOUR 3 (25 novembre 2014) : La lave a déjà atteint les premières maisons, menaçant le siège du Parc Naturel (elle continue son avancée vers le Monte Amarello dans les jours suivants). Des personnes du village et du reste de l'île viennent en aide aux employés du PNF afin d'évacuer le matériel le plus coûteux. Le reste est réparti entre les mains des personnes présentes, qui repartent avec des bancs, des chaises, etc. Sur le coup, le directeur est énervé car il a peur de la réaction de ses supérieurs : « *les personnes ont bien fait de prendre des affaires, mais pas comme ça. Plus jamais on n'aura l'argent pour recommencer et plus jamais on ne trouvera de financeur* ».

Les voitures et les gens affluent vers la caldera, malgré la police qui fait blocage et tente d'empêcher les civils d'y entrer. Dans un camion surchargé, des habitants commentent la scène à voix basse pour ne pas être entendus des policiers :
Timas : *Les gens de Chã auraient dû sortir [de la caldera], ils sont « temoso » (butés, entêtés).*
Fernandinha : *Ils [les policiers] n'ont pas besoin de nous dire de ne pas aller dans la lave, personne n'est bête au point de se jeter dans la lave.*
Maria Agosta : *Moi je connais Chã comme ma poche, je sais où aller, je connais tous les chemins, tous les trous.*

La piste de terre étant coupée, il faut marcher plusieurs heures pour arriver à Portela. Sur la route, ceux qui partent informent ceux qui arrivent de l'avancée de la lave et de la présence de la police dans la caldera. En effet, des policiers patrouillent sur le chemin entre l'entrée de la caldera et Portela, et s'en prennent physiquement aux personnes qu'ils croisent, leur ordonnant de rebrousser chemin. Pendant ce temps, les bulldozers permettant de créer la route alternative sont arrivés à Chã et une reconnaissance sur le terrain a eu lieu.

La lave arrive et recouvre presque entièrement le « Txon dagu » (**figure 7.3**). L'évacuation des biens et des animaux s'accélère, les habitants se pressent pour sauver leurs biens, aidés par des amis ou des inconnus venus de toute l'île. La route alternative tarde à être créée, et en attendant, le Monte Amarello ressemble à un bazar immense et disparate. On cuisine et on dort dehors pour ne pas risquer d'être surpris par la lave. Tarzan regarde le spectacle depuis sa maison, située sur les hauteurs du Monte Amarello. Il dit : « *Je ne partirai pas d'ici. Quand j'étais petit, j'ai dû partir, maintenant que je suis adulte, je peux rester. Des gens de partout viennent nous aider à transporter, chaque famille a des personnes dans d'autres villages qui viennent nous aider. On avait peur quand il y a eu des tremblements de terre, on ne savait pas où le volcan allait exploser. Maintenant qu'on sait où le volcan a explosé, on n'a plus peur. Ils ont voulu nous forcer à partir mais on a résisté parce qu'on ne peut pas laisser nos biens derrière nous.* »

Dans le village, plusieurs familles s'activent autour de leur maison. Celles qui ont les moyens ont pu louer des voitures pour elles seules, tandis que les autres familles doivent partager et attendre qu'une petite place se libère pour transporter leurs affaires en sûreté hors du village. Ainsi, Ramiro qui a un problème de santé est parti du village mais les autres membres de sa famille sont en train d'évacuer la maison. La femme de Ramiro participe aux opérations, elle s'active en même temps que ses enfants qui entassent pêle-mêle un grand miroir, des matelas, des commodes, des bibelots religieux, et le petit tableau qui représente Ramiro avec d'autres musiciens du village devant le *Pico do Fogo* (**figure 7.3**). La femme de Davide dit : « *la prochaine fois, je ne mettrai pas autant de choses dans la maison* », comme si elle envisageait déjà son retour après l'éruption, sans se douter de la tournure des évènements.

Figure 7.3. Le 25 novembre à Chã das Caldeiras (Chouraqui, novembre 2014).

JOUR 4 (Le 26 novembre). La route alternative est ouverte, mais elle est presque aussitôt recouverte par la lave, provoquant les sarcasmes des habitants. La lave avance en effet inexorablement vers le village de Portela, et l'évacuation des biens continue, les maisons sont entièrement désossées.

Alors que la situation à Chã ne cesse d'empirer, José Maria Neves, le premier ministre de la République du Cap-Vert vient visiter la caldera. Cette visite a pour effet de bloquer le processus d'évacuation pendant plusieurs heures, provoquant un embouteillage à l'entrée de la caldera (**figure 7.4**). Les habitants s'impatientent et surtout, ils sont déçus : le premier ministre n'a pas adressé un seul mot d'encouragement ou de compassion pour ceux qui sont en train de tout perdre. Il s'est contenté de défiler dans le village accompagné de près par les militaires, formant un cortège ordonné qui tranche avec la situation de désordre et de chaos ambiant.

Figure 7.4. La situation à Chã le 26 novembre 2014 (Chouraqui, 2014).

Dans les jours suivants, la coulée en direction de Portela continue son avancée, parfois plus rapide (la tension monte et devient palpable), parfois plus lente (les personnes retrouvent espoir). Une autre route alternative est ouverte, mais elle est à nouveau rattrapée par la lave, et les biens accumulés sont trop nombreux pour que tous puissent être évacués rapidement. À chaque fois que la vitesse d'avancée de la lave diminue, l'espoir renait : « *peut-être que l'éruption va bientôt finir, que ma maison ne va pas être engloutie* ». Étrangement, les gens espèrent, ce qui ne les empêche pas de continuer à évacuer leurs biens. Du côté de la Protection Civile, Hélio Semedo semble désorienté, il regarde fixement la lave, pendant qu'il explique être très fatigué et sous-alimenté (il manque d'eau et de nourriture). Il explique que des journalistes sont retenus dans le camion de la police pour avoir filmé les policiers en train de frapper des habitants. De nombreux habitants continuent à dormir à l'air libre sur les flancs du Monte Amarello, au milieu des chèvres, des tables, des commodes et des frigos. Pendant la nuit, brille une ligne rouge serpentant à l'intérieur de la caldera, qui marque la limite d'avancée du front de lave. Il fait froid, mais en s'approchant de la lave, la température augmente fortement, empêchant de rester très longtemps à proximité. Au loin la fumée forme un mur opaque et rouge, on entend le bruit sourd des explosions du volcan et le « scritchiscritchi » de la lave qui avance. Au milieu de la nuit, on entend des pleurs de femmes et d'hommes qui n'arrivent pas à dormir.

JOUR 7 (29 novembre) Des habitants de Chã et d'autres villages ont été enfermés dans le bar Antaris à Portela, sous la garde des militaires (**figure 7.5**). En fin d'après-midi, ils sont enfin libérés et une réunion improvisée est organisée par le coordinateur des opérations du SNPC pour discuter des raisons qui ont

poussé les forces de l'Ordre à enfermer les habitants. Il explique que les membres du SNPC ne savent pas distinguer les habitants, autorisés temporairement à être dans la caldera le temps d'évacuer leurs biens, des autres personnes qui elles ne sont pas autorisées. Il demande leur aide aux habitants présents : « *Il faut qu'on travaille ensemble pour résoudre ces difficultés. Pour vous c'est plus facile d'identifier les gens qui ne sont pas d'ici. Les gens qui viennent d'ailleurs, demandez-vous ce qu'ils viennent faire ici. Si vous ne nous aidez pas, on ne va pas réussir à tout contrôler, il y a des passages partout, et vous les connaissez mieux que nous* ». D'un commun accord, il est alors décidé de créer une commission avec les habitants afin d'assurer la surveillance des habitations contre le pillage et d'organiser la circulation des personnes dans la caldera, une seule personne étant autorisée par famille. Un jeune dit : « *Mais on ne peut pas mettre qu'une personne par famille, il faut des femmes aussi, pendant qu'on s'occupe des animaux, les femmes vont cueillir les haricots* ». La discussion pour décider qui va être sur la liste est animée, tout le monde parle en même temps (**figure 7.5**). Tchikinho, qui écrit sur cette liste, est accusé de favoriser les familles adventistes.

Figure 7.5. Le 29 novembre 2014 à Chã das Caldeiras (Chouraqui, 2014).

- **Une deuxième phase éruptive rapide détruit brutalement Bangaiera**

JOUR 8 (dimanche 30 novembre) Une semaine après le début de l'éruption, le front de lave en direction de Portela s'est réactivé et la deuxième phase de l'éruption commence. Les coulées s'accélèrent, emportant entièrement le siège du Parc Naturel. L'énorme bâtiment est entièrement détruit en quelques heures. Des pans entiers de mur sont transportés sur plusieurs dizaines de mètres. A trois heures, le journaliste présent sur place déclare : « *Tout le monde doit évacuer Chã das Caldeiras, il n'y a pas d'autre alternative possible. Tout le monde doit quitter la caldera, à partir de maintenant* » (**figure 7.6**). Pendant ce temps, les employés de l'OVCV se dépêchent d'empaqueter le matériel de surveillance volcanique de

l'Observatoire, des membres de la Croix-Rouge aident des habitants à charger leurs biens en voiture.

Figure 7.6. Le 30 novembre 2014, en haut à droite, auxiliaire scientifique et personnels du SNPC en train d'emballer le matériel de l'OVCV, en haut à gauche, journaliste présent sur le terrain, en bas, destruction finale du siège du PNF (Chouraqui, 2014).

La route alternative est sans arrêt recouverte par la lave, ce qui oblige à chaque fois à recommencer les opérations de nivellement (voir la photo au centre à gauche, **figure 7.4**). Le barrage policier est toujours là, mais les gens arrivent à le contourner pour tenter de sauver leurs biens, leurs animaux et leurs cultures. En regardant avec attention, on voit des traces de pieds qui descendent d'un mont et rejoignent la piste alternative reliant Chã à l'extérieur. Ce « passage secret » a été créé par les habitants pour éviter le barrage policier en passant par la bordera. Une personne commente : « *Pour arriver par là, le chemin est très pentu et très fatigant* ». Ce n'est pas la seule solution qu'ont trouvé les habitants pour déjouer la vigilance des policiers. D'autres personnes, encore plus téméraires, passent au-dessus des laves à peine refroidies, comme Mario, qui montre ses semelles trouées et éclate de rire.

Une file interminable de voitures et de camions attend devant l'entrée de la Caldera où le barrage policier fait obstruction. Un gros 4x4 sort de la caldera, des « notables de Fogo » sont à bord. Ils ont des masques sur la figure pour se protéger des cendres, et dans le coffre, des cartons entiers de ces masques. Sans raison apparente, ils ne les donnent pas aux policiers qui régulent l'entrée de la caldera. Sur la route qui mène à São Filipe, ils distribuent des masques aux gens en chemin et ne quittent pas les leurs, pas même une fois arrivés en ville. Ils sont juste fiers de pouvoir montrer qu'ils sont allés à Chã.

JOUR 9 (1er décembre) À la demande du gouvernement du Cap-Vert, une équipe d'Assistance aux Catastrophes, et de Coordination des Nations Unies a été créée pour fournir une première évaluation des besoins, aboutissant à un plan préliminaire de récupération rapide (janvier 2015).

JOUR 10 (02 décembre) La lave avance rapidement sur Portela : l'hôtel Pedra Brabo, la délégation municipale et le poste de santé disparaissent ainsi que 39 maisons (**figure 7.7**). Des habitants continuent à transporter leurs biens qu'ils n'avaient pas encore mis en sureté, mais la plupart ont déjà tout évacué et se contentent de regarder la scène. À ce jour, on dénombre un total de 57 habitations détruites.

Figure 7.7. Le 02 décembre à Chã Sur la photo en haut à gauche, un homme aide une femme à caler la charge qu'elle transporte sur la tête, en haut à droite, la délégation de la mairie est menacée par la lave ; en bas, la coulée de lave qui s'avance dans Portela a déjà enseveli l'école primaire.

JOUR 11 (3 décembre) Le Cabinet de Gestion de Crise[4] créé par le Conseil des ministres tient sa première réunion, présidée par le premier ministre afin d'identifier les domaines prioritaires d'assistance aux sinistrés (évaluation des options de relogement et adoption de nouvelles mesures pour améliorer les conditions d'accueil).

JOUR 14 (06 décembre) La vitesse d'avancée de la lave augmente, et la coulée est encore sur Portela, où elle détruit encore 18 maisons, le stade municipal et la voie d'accès alternative définitivement bloquée. Le barrage policier est renforcé.

JOUR 15 (07 décembre) Les flux de lave augmentent en intensité et en rapidité (**figure 7.8**). Divisé en deux ramifications, le flux couvre une largeur totale de 500 mètres et engloutit Bangaeira en quelques

[4] Le Cabinet de Gestion de Crise est une équipe spéciale d'urgence nationale, nommée pour assumer le rôle d'organe de coordination, afin de soutenir les actions de centralisation de l'aide, informations et communications.

heures. Selon les sources (rapport officiel PNDA 2015 ; Sonia *et al.*, 2016) 50 à 70% des habitations de Bangaeira ont été détruites dans la journée. L'hôtel Casa Marisa est également détruit, ainsi que l'école maternelle. L'entrée de la caldera est entièrement interdite, mais certains habitants tentent à tout prix de sauver leurs animaux, au péril de leur vie.

Figure 7.8. Les coulées de lave plus fluides du 07 décembre (communication personnelle, décembre 2015) ; photo centrale, Portela et photo du bas, Bangaeira le 09 décembre (Chouraqui, décembre 2015).

- **Une phase d'accalmie : continuer à sauver ce qui peut l'être**

A partir de la mi-décembre (JOUR 23, 15 décembre), il devient moins difficile pour les habitants de se rendre dans la caldera, le contrôle devient moins strict. Des camions bondés arrivent tous les jours chargés de paysans qui viennent récolter les haricots (c'est la période haute des récoltes). Certains camions continuent de venir de nuit pour ne pas risquer d'être bloqués par le barrage.

…

JOUR 33 (25 décembre) C'est Noël, les conditions de vie et d'hygiène sont difficiles (promiscuité et manque d'eau), et le moral au plus bas dans le camp de réfugiés de Mosteiros. Les enfants s'amusent avec leurs jouets tout neufs mais les adultes, eux, sont fatigués et trop tristes pour faire la fête. Cette période de réjouissance est endeuillée par la perte du village, pas seulement pour les habitants de Chã ou de Fogo, mais pour tout le Cap-Vert, comme le déclare le Président de la République dans son discours à la télévision. Pour lutter contre la dépression, le souvenir de ce qui a disparu pour toujours et l'angoisse pour le futur, des habitants organisent pourtant une fête de Nouvel An à Boca Fonte, à Chã. Cette initiative est symbolique, ces personnes marquant ainsi leur volonté de rester vivre dans la caldera, et de ne pas renoncer à leur territoire.

JOUR 34 (26 décembre) Des coulées de lave atteignent Dje de Lorna, détruisant des champs et quelques maisons. Les laves sont fluides, lisses, certaines forment des torsades. Elles ont un aspect très différent des laves qui ont détruit Portela, avec leurs superficies irrégulières, formées de blocs anguleux disposés de façon chaotique, dont le front forme un mur haut de plusieurs mètres. De temps en temps, on entend un bruit de craquement sourd, et plus tard, un jet de lave liquide et incandescente court entre les blocs. Voyant la lave s'approcher de son champ, Ze Fontes déterre les racines de manioc (**figure 7.9**). Dans les jours suivants, sa maison ayant été à son tour détruite par la lave, il construit un abri de fortune pour rester dans la caldera, expliquant qu'il ne supporte pas de vivre ailleurs (cf. film *Fogo na Boca,* 2015).

Figure 7.9. Avancée de la lave à Dje de Lorna le 25 décembre 2014. En haut à droit, Zé Fontes qui récolte des racines de Manioc avant que la lave ne vienne recouvrir son champ (Chouraqui, 2014).

Vers le début du mois de janvier, l'activité volcanique a perdu en intensité, avec une colonne éruptive ne dépassant pas les quelques centaines de mètres et une vitesse d'avancée de la lave limitée à quelques dizaines de mètres.

À Monte Grande (maisons de relogement), Tatiana, quatorze ans, regrette amèrement de ne pas avoir pu assister à l'éruption. Elle espère qu'on va la laisser retourner à Chã, pas pour y vivre (elle n'y croit pas), mais juste pour voir. Elle raconte son évacuation de Chã le jour de l'éruption par Monte Velha à pied sous la pluie. Elle dit qu'ici ça va, qu'ils sont vivants, qu'ils reçoivent de la nourriture, mais que ce n'est pas assez (elle parle de 5 kilos de riz par semaine pour 5 personnes et 2 litres d'huile). Elle dit que des vêtements ont été donnés, mais que tous les vêtements mettables sont gardés par ceux qui organisent l'aide.
Les réfugiés qui n'arrivent pas à revenir à Chã pour travailler sont directement et immédiatement touchés économiquement par la crise engendrée par l'arrêt du travail. Ils épuisent leur épargne et se retrouvent sans ressources.

Au cours du mois (de J40 à J70), les questions du détournement de l'aide et des conditions de vie difficiles dans les villages de relogement sont très présentes dans les discussions et lors des réunions organisées par les habitants à Monte Grande et Achada Furna, villages dans lesquels sont relogés la majorité des habitants. Les habitants organisent ces réunions afin de s'unir et d'être capables de peser dans les prises de décision. Toutefois, ils ne sont pas d'accord sur la localisation de leurs nouveaux lieux d'habitation, certains préférant la ville, d'autres Achada Furna. D'autres encore disent vouloir revenir à Chã. Les sinistrés relogés dans le camp de relogement de Mosteiros sont plus isolés de ces discussions, comme ceux qui sont à São Filipe dans les maisons familiales. Pendant ce temps, certains habitants ont déjà commencé à entreprendre des travaux de déblaiement dans leur maison tandis que d'autres construisent des abris rudimentaires en vue de revenir vivre au village.

L'activité éruptive diminue, jusqu'à la date officielle de la fin de l'éruption (7 février 2015). Au total, l'éruption a duré 77 jours (soit 2 mois et 15 jours). Le volume exact du matériau pyroclastique soulevé par cette éruption n'est pas connu, de sorte qu'on ignore son indice d'explosivité volcanique (VEI). Pourtant, à en juger par les dimensions du cône qui s'est formé et par les hauteurs des colonnes pyroclastiques, on lui attribue un indice d'explosivité de type 2, typique des éruptions stromboliennes, qui correspond aux caractéristiques de cette éruption (Perez-Torrado *et al.* 2015, p.124).

7.1.2. Un instantané multiscalaire des impacts de la crise éruptive de 2014-2015

Entre les deux mois et demi séparant le 23 novembre du 7 février 2015, l'éruption de Fogo a occasionné des coulées de lave qui y ont recouvert 520 hectares, soit près de 19% de la caldera, formant des murs hauts de 4 à 8 mètres (PNDA, 2015, p.24). Cet évènement n'a pas provoqué de pertes humaines. D'ailleurs les autorités locales et nationales s'en félicitent largement, s'auto-congratulant et qualifiant la gestion de la crise d' « exemplaire ». Pourtant, force est de constater que derrière cet apparent succès, une vraie catastrophe silencieuse et économique s'est jouée, bien à l'abri des regards étrangers. En effet, l'éruption a été particulièrement destructrice. Les dommages matériels et les conséquences sur les activités économiques sont extrêmement lourds et ont gravement remis en question l'autonomie économique des habitants, qui ont partiellement ou totalement perdu leurs sources de revenus.

◆ Évaluation officielle des dommages à l'échelle nationale et insulaire

Selon l'évaluation réalisée par le gouvernement du Cap-Vert dans son rapport (PNDA, p.14), les dommages économiques ont été estimés à environ 22,43 millions d'euros, ce qui représente 2 % du PIB national et environ 10% de l'économie de l'île de Fogo (UNDAC et Bureau des Nations-Unies du Cap-Vert, 2014). Le rapport indique en effet que l'impact de l'éruption à l'échelle du pays est faible, alors qu'il a été considérable à l'échelle de l'île de Fogo, qui n'a pourtant été touchée que sur 1,47% de son territoire. Par ailleurs, les effets de l'éruption varient en fonction du secteur touché. Les secteurs de l'économie les plus affectés ont été l'agriculture (851 millions d'escudos soit un peu moins de 8 millions d'euros), le logement (757 millions d'escudos soit près de 7 millions d'euros), transformation des denrées agricoles (335 millions d'escudos soit environ 3 millions d'euros), l'environnement (320 millions d'escudos soit un peu moins de 3 millions d'euros), le tourisme (205 millions d'escudos, environ 2 millions d'euros) et le transport (204 millions d'escudos soit un peu moins de 2 millions d'euros).

À l'échelle insulaire (île de Fogo), la présence de gaz et de cendres, en particulier pendant les premières semaines, a affecté les principaux secteurs économiques. Les cendres ont transformé l'acidité du sol et asséché certaines cultures. La diminution du fourrage disponible a réduit la production de lait et de fromage. Tous les vols et toutes les réservations à destination de Fogo ont été annulés suite à l'éruption volcanique qui a rejeté dans l'atmosphère de grandes quantités de particules de roche pulvérisée sur plusieurs kilomètres d'altitude, comme indiqué dans le chapitre 1. Ces particules très fines représentant un danger pour le trafic aérien, l'aéroport de São Filipe a été fermé et les opérations normales de trafic pour Fogo annulées.

Mais c'est bien sûr à l'échelle du village de Chã das Caldeiras, que les conséquences de la crise éruptive ont été les plus lourdes.

◆ Un village anéanti ?

❖ Un bilan matériel lourd : dommages sur le bâti et les infrastructures collectives

Les dégâts constatés au niveau du bâti sont très importants (**figure 7.10**), l'éruption ayant pratiquement rasé le village de la carte, détruisant la presque totalité des habitations et l'ensemble des pensions hôtelières. Sur les 350 édifices du village, 260 édifices ont été touchés soit un peu moins de 75% du bâti. En fonction de leur structure, les bâtiments ont été enterrés, inondés ou transportés par les coulées de lave mais n'ont pas forcément été entièrement détruits : 190 bâtiments ont été totalement démolis et 90 ont seulement été endommagés (Jenkins *et al.,* 2017). Portela et Bangaeira, les deux centres où se concentraient la majorité des habitants et donc du bâti, ont été les zones les plus touchées. Dje de Lorna a également été touchée. Les maisons situées à Boca Fonte et Cova Tina, ont en revanche échappé à l'éruption.

Toutes les infrastructures publiques ont également été touchées : les infrastructures sociales (écoles primaire, maternelle et crèche, centre de santé et les deux églises, le stade qui avait été inauguré l'année précédente, la délégation de la mairie), une partie des infrastructures économiques et environnementales (la Coopérative vino-viticole, le siège fraichement inauguré du Parc Naturel), et l'unique route menant au village.

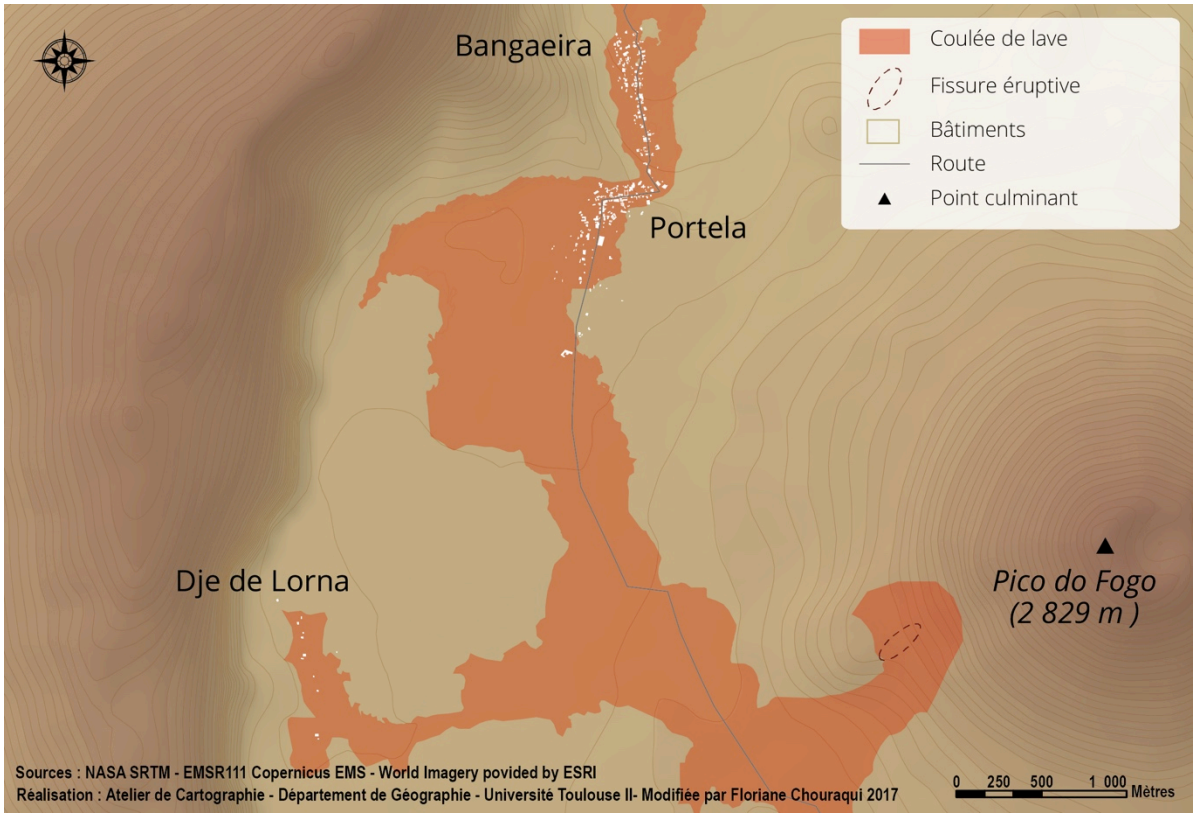


Figure 7.10. L'impact de l'éruption de 2014-2015 sur le foncier à Chã.

Pour une partie des habitants, la destruction des maisons a provoqué par la même occasion la perte d'une grande partie de leurs effets personnels (mobilier, ustensiles de ménage et de cuisine, documents officiels et souvenirs familiaux), et de leurs outils de travail (matériel de transformation vinicole, outils pour pratiquer l'agriculture), ayant été engloutis par la lave sans espoir de récupération.

❖ Les trois principaux domaines d'activités économiques fortement touchés

◆ Une diminution radicale des terrains agricoles qui vient accroître la pression foncière préexistante

Les trois principaux secteurs économiques du village, à savoir l'agriculture, l'élevage et le tourisme, ont tous été touchés, mais c'est le secteur agricole qui a le plus souffert de l'éruption.
L'éruption a en effet eu un impact majeur sur les terres agricoles disponibles. Sur les 848 ha de terres cultivées dans la caldera, environ 208 ha ont été complètement recouverts par la lave, ce qui représente 24,6% des terres (PNDA, p.32, source : *Instituto Nacional de Gestão do Território de Cabo Verde*). Dans le rapport d'évaluation post-désastre du gouvernement du Cap-Vert (PDNA), le montant des dommages agricoles a été estimé à 494,5 millions d'escudos capverdiens, soit environ 4,5 millions d'euros[5].

Aucune donnée officielle n'étant disponible pour identifier les parcelles de terrain agricole dans la caldera, il est difficile de réaliser une évaluation précise des dommages et des pertes de chaque famille. Cependant, l'observation directe sur le terrain, les questionnaires réalisés ainsi que les conversations

[5] Les auteurs expliquent que ce coût a été évalué par les habitants du village en conversation informelle, en se basant sur le prix à l'hectare, fixé à 250 000 escudos, soit 2262 euros par hectare (Collectif, PDNA, 2015, p.32).

informelles avec les agriculteurs, ont permis de procéder à des estimations fiables. La plupart des agriculteurs ne connaissant pas la taille exacte de leur parcelle, il n'était donc pas possible de déterminer les quantités exactes des pertes au niveau foncier. Les questions ont porté sur les « quantités perçues » afin que les enquêtés définissent par eux-mêmes s'il leur restait « un peu, peu, la moitié, beaucoup » de leur terrain après l'éruption. Parmi les personnes possédant du terrain à Chã et dont les terrains ont été affectés par l'éruption (110 répondants sur 128), il semble que près de la moitié d'entre eux ont subi de lourdes pertes, puisqu'ils déclarent n'avoir plus qu'un peu ou très peu de terrains. Sur la **figure 7.11**, on voit que 18% déclarent même ne plus avoir de terrain du tout. Au vu de la pression foncière préexistante à l'éruption (cf. **chapitre 7**), cette perte importante de terrains risque de renforcer les conflits et tensions sur le territoire entre les acteurs internes et externes, mais aussi au sein de la communauté des habitants de la caldera.

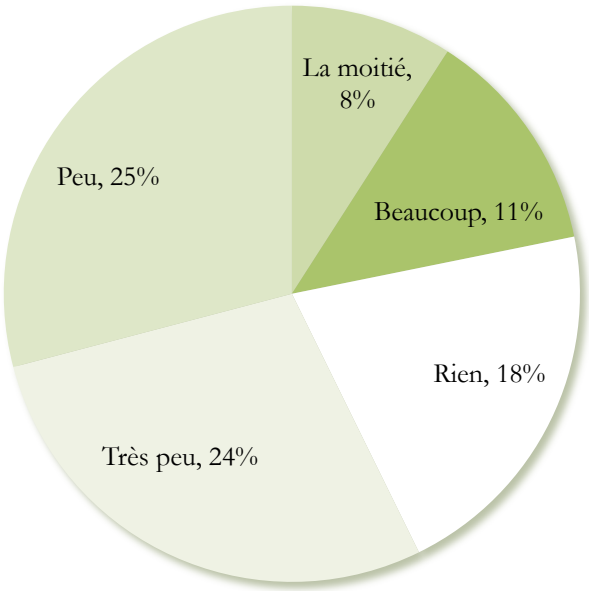


Figure 7.11. Estimation des pertes de terrains agricoles par les enquêtés suite à l'éruption de Fogo de 2014-2015 (réponse à la question : « vos champs ont-ils été détruits par la lave ? » ; enquête réalisée pendant l'éruption 2014-2015 sur un échantillon de 128 personnes sinistrées).

De plus, et au-delà des pertes de terres arables, la production et les plants cultivés ont subi aussi de lourdes pertes. D'après les réponses des enquêtés au questionnaire, les cultures les plus touchées sont les haricots, la vigne, le manioc, les pommes de terre et patates douces, les arbres fruitiers, en particulier les pommiers et les cognassiers (**figure 7.12**).

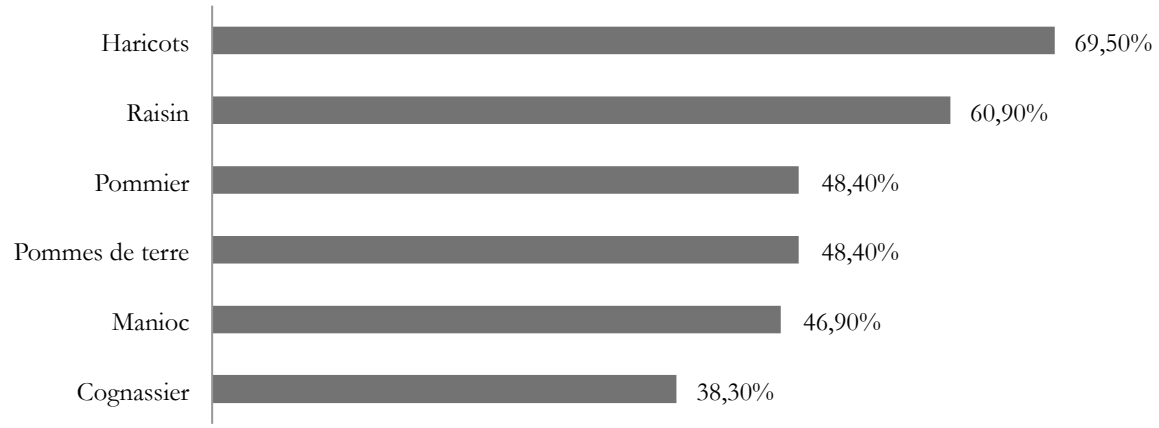


Figure 7.12. Les cultures les plus touchées par l'éruption de 2014-2015 à Chã das Caldeiras (le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples) ; (réponse à la question : « quelles plantes avaient-vous principalement perdues ? » ; enquête réalisée pendant l'éruption 2014-2015 sur un échantillon de 128 personnes sinistrées.

Les cultures vivrières (légumes, légumineuses), étant davantage cultivées dans la zone où les coulées de lave se sont propagées, ont été les plus touchées. Les vignes ont été relativement épargnées, car elles sont principalement situées sur les zones en hauteur (pente de la bordera et du Pico et anciens cônes volcaniques).

En plus d'avoir souffert de la diminution des terrains et des pertes des cultures, l'agriculture a été affectée dans sa continuité d'activité : la difficulté des agriculteurs relogés en dehors de la caldera à se rendre sur place pour continuer à travailler la terre pendant et juste après l'éruption, a bloqué cette activité économique.

- Les éleveurs face aux pertes de cheptels

Au niveau des données officielles liées à l'élevage, les pertes ont été estimées à 5,9 millions d'escudos, soit environ 54 000 euros (PNDA, p.33). Toutefois, la fiabilité de cette estimation des pertes n'est pas certaine, dans la mesure où celle-ci doit tenir compte à la fois des animaux morts ou disparus (les auteurs parlent de 190 animaux, dont 161 poules et 21 chèvres, des pertes sur les rendements en termes de production et de bénéfices économiques anéantis (viande, œufs, lait, beurre, fromage) et des pertes en termes d'infrastructures (enclos et fromagerie). Il s'agit de données difficilement accessibles, en particulier pour Chã das Caldeiras. D'autre part, les données du PNDA sont parfois contradictoires par rapport à celles recueillies directement sur le terrain (par exemple, selon le PNDA, aucune vache n'a disparu ou n'est décédée dans l'éruption, alors que lors du questionnaire réalisé pendant l'éruption, des répondants affirment avoir perdu leur vache).

Les observations, entretiens et questionnaires réalisés sur le terrain, permettent en effet d'avancer les estimations suivantes :
À première vue et s'agissant d'un capital mobile, l'élevage d'animaux a moins été affecté que l'agriculture. Parmi les personnes enquêtées possédant des animaux destinés à l'élevage (69,5% des répondants), 57% ont pu sauver l'ensemble de leurs animaux, 36% une partie seulement alors que 7% ont perdu l'ensemble de leurs animaux. Parmi les causes à l'origine de ces pertes, 19% des répondants (ayant soit perdu tous leurs animaux, soit une partie seulement) affirment que leurs animaux sont morts directement à cause de l'éruption (ils ont été brûlés dans la lave). Ils sont plus nombreux à dire que leurs animaux ont été volés (44%) ou perdus (37%).

De plus, l'élevage a non seulement été affecté par la mort et la disparition d'animaux pendant l'éruption (qu'ils aient été volés ou brûlés), mais aussi par les conditions difficiles d'alimentation des animaux rescapés en dehors de la caldera (manque de fourrage). En effet, bien que l'élevage constitue un capital mobile, il est hautement dépendant de l'agriculture et du terrain. En l'absence de champs pour récolter de quoi nourrir les animaux et/ou de moyens financiers pour en acheter, les éleveurs ont eu des difficultés pour alimenter leur cheptel dans les villages de relogement.

- Le tourisme a également souffert et n'a pas profité de l'attraction majeure de l'éruption

Une éruption constitue un attrait touristique d'exception et une opportunité économique pour acheminer un nombre important de touristes souhaitant observer une éruption de près. C'est d'ailleurs ce que pense Nemesio Perez (volcanologue canarien du programme européen de recherche MAKAVOL) : « *On connaît le problème que pose cette éruption pour les gens de Chã. Peut-être que le meilleur moyen de résoudre ce problème, c'est que le gouvernement capverdien lance le message : "Venez au Cap-Vert voir un volcan actif, et utilisez les ressources humaines des guides de Chã pour que les touristes voient l'éruption de manière sécurisée"* » (cf. film *Fogo na Boca,* 11:16:04 à 11:35:13, 2015).

Pourtant, l'activité touristique à Chã n'a pas profité du potentiel de l'éruption, bien au contraire. En effet, toutes les structures d'accueil (pensions, chambres d'hôte, hôtels) ont été rapidement détruites et la majorité des personnes travaillant dans ce secteur ont été obligées de mettre fin à leur activité pendant toute la durée de l'éruption : avant tout, les personnes travaillant dans les pensions (propriétaires et employés), mais aussi les artisans et la plupart des guides. Seuls quelques guides, minoritaires, ont continué à emmener des touristes pour voir l'éruption malgré l'interdiction officielle. Au moment de l'éruption, Lucas Teixeira, originaire de Chã, a monté deux voyages organisés avec une agence française de tourisme liée au volcanisme. Toutefois, celui-ci soutient qu'il a organisé ces voyages pour avoir la possibilité d'être dans son village dans des moments si durs, pour ne pas rester loin et donc impuissant, plus que pour profiter de l'opportunité économique. Il déclare avoir ressenti une certaine culpabilité d'avoir « profité » de cet évènement, qui constitue un drame pour lui comme pour sa communauté.

Saisir cette opportunité suppose en fait une modification profonde du rapport à l'activité volcanique qui deviendrait alors, comme c'est le cas à l'île de la Réunion, « *un lieu de loisir « consommable » dès le début des éruptions* » (Morin, 2012, p. 140). Est-ce possible cependant, lorsque des vies sont chamboulées et que des familles entières perdent leur maison et leurs activités ? Est-ce décent face à la tristesse vécue lors d'une éruption par ceux qui perdent tout ?

- Un bilan sanitaire préoccupant

L'éruption semble par ailleurs avoir provoqué quelques problèmes de santé. 55,5% des habitants sinistrés interrogés disent avoir été malades. Parmi les différents maux évoqués (**figure 7.13**), le plus fréquent est la grippe, suivie par les migraines. On note aussi de nombreux problèmes oculaires, respiratoires ainsi que des démangeaisons cutanées, directement liés au phénomène éruptif (en lien avec les cendres volcaniques dans l'air). Même s'ils sont relativement nombreux, ces problèmes de santé sont apparus comme bénins et passagers.

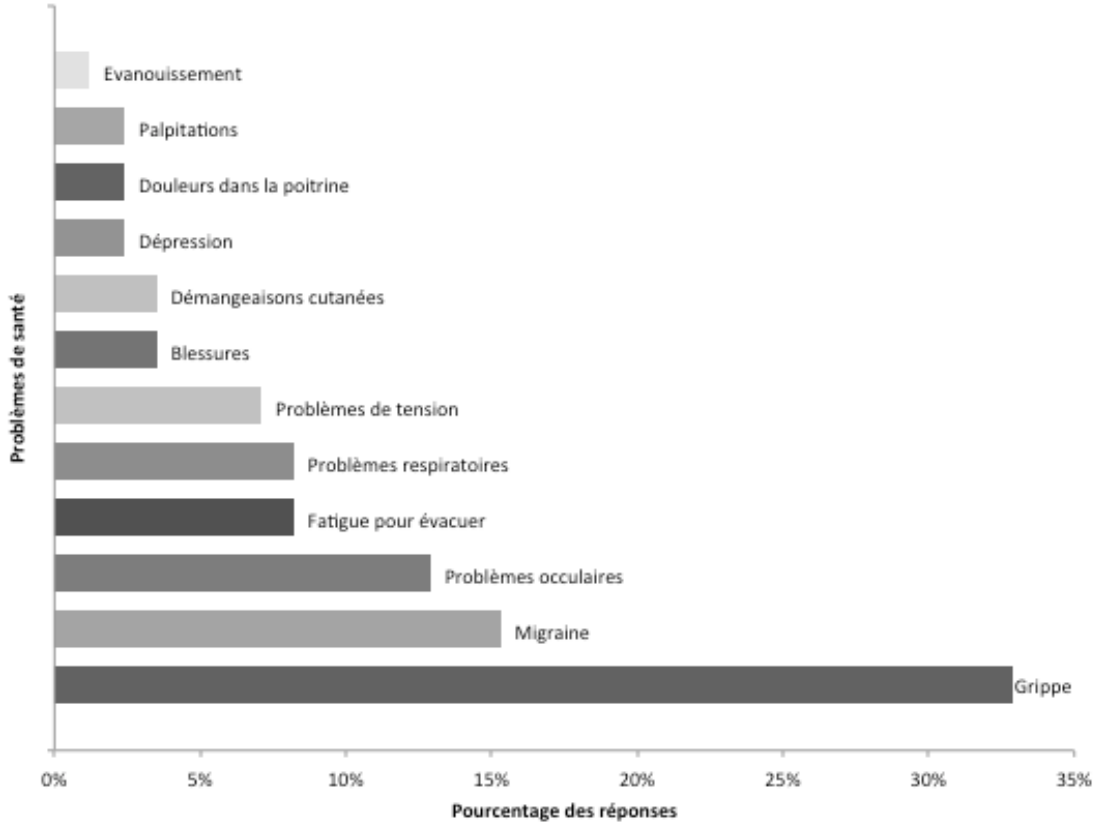


Figure 7.13 Les problèmes de santé rencontrés par les sinistrés (questionnaire 2014-2015, Chouraqui).

Toutefois, on connaît mal les problèmes de santé apparus dans un second temps, alors que d'après les témoignages informels recueillis, le temps du relogement a été marqué par l'apparition de nombreuses maladies. Ces nouveaux problèmes de santé seront traités plus loin.

Au niveau psychologique, on observe que seulement 2,4% des personnes interrogées disent souffrir de dépression, ce qui semble indiquer que la catastrophe a eu un impact émotionnel négatif relativement faible au niveau de la population. Mais il est clair qu'une seule question générale sur les troubles de santé rencontrés à la suite de l'éruption ne permet pas d'estimer les conséquences psychologiques de la catastrophe sur les habitants. Les autres méthodes d'enquête ont d'ailleurs largement permis d'observer que la majorité des habitants souffraient à la fois du traumatisme lié à la destruction du village, mais aussi des aspects sociaux et culturels en lien avec la délocalisation et la séparation des membres de la communauté. Blong indique que si certaines modifications transitoires ne durent que peu de temps (pendant la durée de l'éruption ou la période d'évacuation), *« les traumatismes psychologiques, eux, peuvent durer pendant des mois ou même des années pour une petite fraction de la population affligée* » (Blong, 1984, p. 132).

En termes de choc ou de traumatisme, toutes les personnes n'ont pas été touchées de la même façon, plusieurs facteurs déterminant leur stabilité émotionnelle, c'est-à-dire leur capacité à rester calme et à gérer le stress, y compris face à une situation de crise. Ce ne sont pas forcément les personnes les plus « affectées » matériellement qui sont les plus « fragilisées » ou affectées psychologiquement. Pour certains, l'éruption du volcan de Fogo a réveillé des fragilités et des peurs, plus ou moins enfouies. Plusieurs personnes enquêtées confient faire des cauchemars ou avoir du mal à dormir, comme Cecilio : « *Mon principal problème c'est le stress. Je pense à ma maison que j'ai perdue mais pas seulement, je pense à nous tous de Chã. Et c'est grave, très grave et parfois je ne peux pas dormir. Il faut que le gouvernement nous dise ce qu'il compte faire*

de nous, parce que tout le monde ou presque a perdu sa maison. » (Cecilio Montrond, janvier 2015, São Filipe).

Dans l'entretien réalisé auprès de Landa, les larmes coulent sur son visage tandis qu'elle partage sa situation et sa douleur. Elle va jusqu'à dire : « *Je me dis que si j'étais morte, si, plutôt que le volcan se réveille, moi j'étais morte, tout le monde aurait pris soin de mes enfants. Avec ce que j'avais, mes enfants auraient eu de quoi bien vivre* » (*Fogo na Boca*, 22:59:04 à 23:14:02). Un soutien psychologique ou psychiatrique adapté aurait été nécessaire pour venir en aide à ces personnes vulnérables, or, la cellule de crise n'a pas prévu d'assistance psychologique régulière. Adelina Viera Fontes (surnommée Andilina, 47 ans, 8 enfants) explique que le plus frappant pour elle est de ne pas réussir à situer l'emplacement de sa maison engloutie. Pour elle, ne plus savoir où celle-ci se trouve est très déstabilisant, car sa maison était au centre de sa vie, de son univers (ce témoignage fait écho au **chapitre 5**, dans la partie 5.2.2, où la chercheuse interroge ses propres émotions par rapport à cette catastrophe qui a modifié le paysage physique, émotionnel et conceptuel de la thèse).

A l'issue de ce bilan matériel, économique et psychologique extrêmement lourd malgré l'absence de pertes en vies humaines, cet évènement peut sans hésitation être qualifié de catastrophe. Une catastrophe avant tout économique, pour l'île de Fogo, mais surtout pour les 1000 personnes délocalisées sinistrées de l'éruption.

Il apparaît légitime alors de se pencher maintenant sur les raisons d'un si lourd bilan : doit-on incriminer le Volcan de Fogo, cette Nature toute-puissante qui détruit ? Doit-on montrer du doigt l'inconscience des habitants de s'être installés au cœur d'une caldera active ? Ou y a-t-il, à l'origine de ces dégâts importants, des causes profondes d'origine anthropique, liées à la manière d'avoir géré la crise, de l'avoir anticipée ? Il s'agit maintenant d'analyser les défaillances de la gestion des risques et des crises, quitte à remettre en cause le discours positif des acteurs institutionnels se félicitant d'une gestion de crise « exemplaire ».

7.2. Les causes d'un bilan lourd : synthèse des défaillances de la gestion de crise officielle

L'éruption de 2014-2015 constitue une expérience significative en matière de gestion des crises volcaniques au Cap-Vert. Caractérisée par une volonté de régulation de l'accès au site éruptif, d'évacuations forcées et rapides, et de relogement des populations menacées, la réponse institutionnelle nationale et locale montre de nombreux dysfonctionnements et inadéquations pour limiter les impacts de l'éruption. Pourtant, au cours des 19 années séparant les deux dernières éruptions de Fogo, la gestion des risques volcaniques au Cap-Vert a incontestablement progressé, puisqu'il n'existait en 1995, ni dispositif de surveillance du volcan, ni organisme en charge de la gestion des crises[6].
Un cadre logique a été construit afin d'identifier les causes structurelles et organisationnelles de la catastrophe. Ce cadre se base sur le croisement de deux modèles conceptuels qui ont servi d'appui à la réflexion :

- L'approche des « cindyniques » de Gorges Yves Kervern qui vise à étudier de manière systémique les défaillances dans les organisations qui génèrent du danger en prenant en compte les aspects techniques, sociétaux et comportementaux (Kervern & Rubise, 1991 ; Kervern, 1995 ; Kervern & Boulenger, 2007).
- L'analyse de la gestion opérationnelle de la crise de l'éruption de 2006 aux Comores dans le chapitre 5 de la thèse de Julie Morin (Morin, 2012, pp. 221-243).

Reprenant l'expression de Valérie November qui considère une « c*atastrophe comme la « mise en visibilité » de risques sur un territoire* » (November, 2003, p. 370), on propose ici de montrer que les dysfonctionnements observés lors de l'éruption volcanique de 2014-2015 (qui expliquent l'ampleur de la crise en termes d'impacts) sont le produit :
(1) d'une construction politique sur le long terme, impliquant les groupes d'acteurs chargés de la gestion du risque volcanique au Cap-Vert ;
(2) de causes profondes organisationnelles, communicationnelles et stratégiques (ancrées dans une idéologie inappropriée) qui se sont exprimées pendant la crise, qui peut être perçue comme le résultat de ces dysfonctionnements cumulés, dont certains avaient déjà été identifiés lors des éruptions passées. La crise de 2014-2015 n'a donc fait que reproduire les erreurs du passé.

7.2.1. Avant la crise : une construction politique sur le long terme du risque liée aux éruptions

◆ Des mesures aléa-centrées sans effort de réduction de la vulnérabilité

❖ Des mesures de préparation aux crises inefficaces et obsolètes

Comme il a été expliqué en **chapitre 1**, le Cap-Vert s'est doté d'un Service National de Protection Civile (SNPC) en charge de la gestion des risques, suite à l'éruption de 1995. Leur stratégie de réduction des risques est largement et exclusivement aléa-centrée, c'est-à-dire centrée sur le contrôle de l'aléa et de tous facteurs qui lui sont liés, comme la perception du danger ou l'implantation humaine par rapport au danger.

[6] Les dispositifs de gestion des risques et des crises mis en place entre l'avant-dernière éruption de 1995 et celle de 2014-2015 ont été présentés de manière détaillée en **chapitre 1**.

Cette politique s'est tout d'abord orientée sur des mesures préventives, qui s'articulent autour de trois actions :

1) La préparation d'un plan de contingence, qui doit permettre d'optimiser la gestion de crise. Afin de tester ce plan, un exercice de simulation grandeur nature baptisé « *Steadfast Jaguar* » a été mis en place en juin/juillet 2006 à Fogo. Il avait pour objectif d'expérimenter et d'améliorer l'efficacité du plan de crise national, tant pour ce qui concerne les relations entre les scientifiques et les autorités que pour tester les capacités d'évacuation des populations exposées à la menace, en s'appuyant sur la coopération des différentes entités. Pour mener à bien cette opération, 7 000 soldats des forces terrestres, aériennes et navales de l'OTAN ont été déployés à Fogo, ainsi que des équipements coûteux (navires, hélicoptères, voitures militaires, porte-avions) (**figure 7.14**), équipements dont ne dispose pas le Cap-Vert dans la réalité. Les forces en présence pendant l'exercice étaient donc bien supérieures aux capacités réelles des institutions (aussi bien en termes de moyens techniques qu'humains). Cette surabondance de moyens et de ressources a donc empêché d'éprouver la capacité réelle d'intervention et de réponse du pays en masquant les carences locales et nationales. Cet exercice n'était pas représentatif d'une situation réelle. Au contraire, il a induit la population et les acteurs de terrain en erreur, en développant un sentiment de bonne préparation basé sur des données faussées.

Figure 7.14. Exercice grandeur nature « Steadfast Jaguar » (clichés : OTAN, 2006).

Enfin, cet exercice n'ayant pas été répété, le plan de national de Crise n'a pas été actualisé depuis cette date, malgré les demandes de l'INMG d'organiser des sessions de travail en juin 2013 (cf. entretien avec B. Faria, chargé de la surveillance du volcan à l'INMG, janvier 2015). Par ailleurs, la signification et l'usage de ces documents se sont perdus, l'équipe du SNPC ayant été changée fin 2012. L'ensemble de ces éléments a rendu le plan, déjà inadapté à l'origine, totalement obsolète au moment de l'éruption de 2014-2015, comme cela a été honnêtement reconnu par le responsable du SNPC sur place à Fogo pendant l'éruption (cf. entretien avec Hélio Semedo, employé du SNPC, novembre 2014).

Par ailleurs, ce plan n'a jamais été divulgué ou soumis aux critiques potentielles, ni à celles d'autres institutions comme le Parc Naturel de Fogo (pourtant un acteur crucial de la gestion de ce territoire), ni à celles de la population locale. Nemesio Perez (directeur de l'ITER, programme européen MAKAVOL) a ainsi déclaré que « la deuxième grande faiblesse de la gestion du risque volcanique au Cap-Vert, c'est l'absence d'un plan d'urgence testé par la population, et pas juste un ensemble de papiers gardés dans un tiroir » (cf. entretien N. Perez, novembre 2014).

2) Afin d'optimiser le déroulement des opérations pendant une future crise, le SNPC a participé à l'élaboration d'un poster de sensibilisation de la population, réalisé en 2012, en partenariat avec le programme européen MIA-VITA (voir poster en **Annexe 1**). À visée éducative, l'affiche énonce l'attitude à adopter (garder son calme, se maintenir informé, obéir aux autorités, etc.) et les objets dont il faut se munir à l'avance (radio, conserves, etc.). À visée également informative, elle renseigne sur les responsabilités de la Protection Civile, à savoir l'alerte de la population, la transmission d'instructions d'évacuation des personnes et d'organisation de la mise en sécurité des animaux et des biens. Mise à part cette affiche, il n'existe pas à ce jour de programme éducatif national de sensibilisation, réalisé de manière périodique, année après année, pas seulement à Chã mais aussi au niveau régional (Fogo) et national.

3) Des efforts avaient pourtant été réalisés en matière de concertation d'acteurs, via la construction d'une maquette participative de la caldera (Cartographie participative en 3 Dimensions) réalisée en 2011 dans le cadre du programme Européen MIA-VITA, à laquelle a participé la municipalité et le SNPC (Hélio Semedo était justement la personne qui est venue construire la maquette avec la population et les chercheurs, invités pendant deux semaines au village). Les discussions sur le plan de gestion de crise avaient notamment permis de mettre en avant la nécessité d'évacuer les biens et les animaux. Cette recommandation non aléa-centrée prenant en compte la priorité socio-économique des habitants, ainsi que d'autres résultats n'ont pas du tout été pris en compte par les acteurs de terrain, dont la plupart avaient complètement oublié la CP3D réalisée, comme le montre le film *Fogo na Boca*. La CP3D a d'ailleurs fini par disparaître sous la lave pendant l'éruption de 2014-2015. Pourtant, selon Helio Semedo, employé du SNPC, elle aurait été utile pour organiser l'évacuation, situer l'avancée de la lave, signaler les personnes en détresse, ou encore indiquer l'emplacement des maisons détruites ou en train d'être démolies par une coulée.

❖ Des moyens techniques de surveillance du volcan à la pointe mais peu robustes

La multiplication des équipements matériels de surveillance du volcan, décrits dans le chapitre 1 (mesure des émissions de gaz et stations sismiques, extensomètres), témoigne des efforts fournis pour diminuer les risques volcaniques en agissant sur l'amélioration de la connaissance de l'activité volcanique. Néanmoins, ce type de mesures, encore « aléa-centrées », c'est-à-dire centrée sur le danger et proposant des actions visant uniquement à maîtriser ou limiter les phénomènes extrêmes et rares (Wisner & al, 2004 ; Wisner & al, 2012), présente des limites.

Tout d'abord, au vu de l'amplitude extrêmement forte et des probabilités d'occurrence relativement faibles, il est impossible de se prémunir entièrement contre la menace d'une éruption future à Fogo. La monitorisation de l'activité volcanique est limitée par les nombreuses incertitudes inhérentes à ce type d'aléas, difficilement prévisibles (d'après B. Faria, une éruption peut se déclarer en quatre jours sans signes précurseurs), d'autant plus que l'étude du comportement éruptif de Fogo est récente. Dans la box 7 du Rapport MIA-VITA, il est écrit : « *pour le volcan de Fogo, comme de nombreux autres cas, la dernière étape de remontée du magma vers la surface de la terre dure en général de quelques heures à quelques jours. Il est donc crucial de suivre les signaux précurseurs (sismicité, émissions de gaz, déformation du sol) presque en temps réel* » (Collectif, 2012, p.204). En effet, cette durée très courte des crises sismiques précédant les éruptions peut entraver la diffusion de l'alerte par les autorités avant le déclenchement de l'éruption.

Ensuite, les systèmes de protection et de communication peuvent défaillir, comme ce fut en partie le cas lors de l'éruption de 2014-2015. La surveillance du volcan de Fogo dépend en effet du bon état

technique du matériel et de son entretien, afin de permettre la transmission en temps réel et en continu des données. Ceci a un coût élevé pour un pays comme le Cap-Vert, d'autant plus que des problèmes de vandalisme ont eu lieu à plusieurs reprises au niveau des stations sismiques situées dans la caldera. Certains des panneaux solaires dont sont équipées les stations sismiques ont été arrachés, en dépit les barreaux installés pour les protéger des vols. Cet acte de vandalisme possède plusieurs niveaux d'interprétation possible : il peut s'expliquer en premier lieu par l'absence d'un réseau électrique dans le village. Mais surtout, dans le contexte de dénuement économique dans l'ensemble de l'île, et faisant suite à la réflexion du chapitre précédent évoquant le saccage du stade de Portela, il apparaît comme un acte de représailles à l'encontre des symboles du pouvoir. Ce constat fait écho à celui réalisé par Julie Morin aux Comores, qui fait état de l'incapacité des scientifiques à prévoir la survenue d'une éruption à cause des « *dysfonctionnements ponctuels du réseau de surveillance (…) attribuables à des pannes techniques diverses, à un défaut de maintenance, mais également à des dégradations volontaires répétées, commises par les populations pour des raisons économiques et idéologiques* » (Morin, 2012, p. 230).

❖ Une stratégie lacunaire de réduction de la vulnérabilité

En ce qui concerne la réduction de la vulnérabilité, les mesures composant la stratégie institutionnelle montrent de grandes faiblesses, ne considérant la vulnérabilité que sous l'angle de l'aléa : perception du danger et exposition au danger sont les seuls facteurs pris en compte, sans considérer l'importance de renforcer les moyens d'existence au quotidien pour les rendre plus efficaces face à des évènements dommageables, ainsi que sans prendre les mesures spécifiques visant à lever les contraintes qui pèsent au quotidien sur les populations. En cela, la stratégie des acteurs scientifiques et politiques s'inscrit totalement dans le paradigme dominant la recherche sur les risques, qui considère que les comportements dangereux des populations (s'exposer au danger en habitant des zones volcaniques actives et refuser d'évacuer) sont uniquement liés à la perception qu'elles ont du danger, et non à la prise en compte de contraintes socio-économiques au quotidien.

Ainsi, à Fogo, la réduction de la vulnérabilité se contente :

- De tentatives de relogement forcé des populations considérées comme étant les plus exposées à la menace (celles habitant au sein de la caldera, alors même que les scientifiques s'accordent pour affirmer qu'une prochaine éruption pourrait survenir en dehors de l'enceinte de la caldera), sans proposition de solutions économiques alternatives pour permettre aux relogés de pouvoir continuer à subvenir à leurs besoins, ce qui explique leur échec net en 1995.
- D'un seul exercice de préparation à une éruption, qui comme il l'a été souligné, a pour défauts majeurs de ne pas avoir été actualisé, et surtout de renforcer le risque en donnant l'illusion de moyens d'intervention matériels et humains nettement supérieurs à la réalité.
- D'un poster de sensibilisation expliquant les bons comportements à adopter en cas d'éruption où il est notamment précisé que les autorités sont chargées de transférer les biens et les animaux des personnes en lieu sûr (cf. **Annexe 7**).

Ces mesures aléa-centrées apparaissent inadaptées à réduire efficacement les vulnérabilités, car l'objectif n'est pas le bon. Les populations locales ne sont en effet pas intégrées au dispositif ni écoutées dans leurs besoins, malgré une connaissance solide des risques associés aux éruptions volcaniques à Fogo (cf. **chapitre 6.2.1**). Au final, seule la tentative de cartographie participative en 3D, réalisée par le programme MIAVITA en 2011, avait pour objectif une meilleure collaboration entre institutions et populations locales et la reconnaissance des capacités et savoirs locaux pour optimiser un plan de gestion

de crise partagé. Faute d'investissements, ce projet n'a pas abouti, et aucune autre mesure n'a été prise pour tenter de renforcer les moyens d'existence locaux face à une future éruption. De plus, les recommandations des chercheurs en faveur d'une stratégie d'évacuation anticipée des biens, des moyens de production et des animaux en cas d'éruption avérée n'ont jamais été prises en compte.

Les stratégies de réduction de la vulnérabilité sur ce territoire exposé à la menace volcanique ont été peu à même de renforcer les capacités locales à faire face et se relever d'une crise éruptive. Les efforts de surveillance et de préparation à la gestion de crise apparaissent démesurés, trop peu coordonnés, n'intègrent pas les locaux dans les dispositifs opérationnels. Surtout, ces stratégies ne tiennent pas compte de la nécessité (1) d'avoir un plan efficace d'évacuation des moyens d'existence en priorité et (2) de travailler sur la pluriactivité pour garantir la continuité économique des familles pendant et après une éruption qui s'est avérée dévastatrice pour les activités principales de l'agriculture et du tourisme. Il n'y a pas eu non plus de mise en relation entre la dynamique du risque d'éruption et la dynamique d'extension du village et d'accroissement démographique évoquées dans le **chapitre 6**.

Bien que le Cap-Vert ait ratifié les grandes directives internationales, les stratégies institutionnelles ne répondent ainsi en rien aux principales exigences énoncées dans ces directives (Cadres d'Action de Hyogo puis de Sendai[7]), à savoir :

- Se focaliser sur les facteurs sous-jacents de vulnérabilité socio-économiques ;
- Intégrer les populations dans les stratégies de réduction des risques ;
- Considérer les savoirs et capacités locales.

◆ **Le système d'alerte précoce défaillant : défaut de concertation et vision *top-down***

❖ Au quotidien : une fragilisation du système de surveillance par une double convoitise, scientifique et politique

◆ L'affrontement de longue date entre deux clans rivaux

Au Cap-Vert, des antagonismes entre chercheurs et groupes de chercheurs existaient au préalable de l'éruption de 2014-2015. La prévision et la surveillance ont reposé sur un nombre important d'acteurs nationaux et internationaux, dont les assignations et responsabilités respectives sont présentées sous forme d'un graphique (figure 7.15). D'un côté, se dessine le « clan » du LEC (Laboratoire d'Ingénierie Civile), travaillant avec les chercheurs du programme européen MAKAVOL[8]. De l'autre, celui de l'INMG (Institut National de Météorologie et Géophysique), qui a travaillé en collaboration avec les chercheurs du programme européen MIA-VITA[9], et ce environ dans le même laps de temps.

L'organisation et la complémentarité entre acteurs présente des failles, avec des rivalités générées par la coexistence de deux groupes d'acteurs affectés à des missions voisines, avec des effets de doublons, de

[7] Cf. cadre d'action de Hyogo pour des collectivités et nations résilientes, 2005-2015 ; puis cadre d'action de Sendai 2015-2030.

[8] Programme de Coopération Transnationale de l'Union Européenne Madère-Canaries-Azores ; MAC 2007-2013 - MAC/3/C161 et convention de coopération scientifique entre l'administration insulaire de Tenerife (Cabildo Insular de Tenerife) et l'Université du Cap-Vert (Uni-CV) sur la période 2011-2014.

[9] MIA-VITA est un programme collaboratif européen de type 7ème PCRD, « *MItigate and Assess risk from Volcanic Impact on Terrain and human Activities* » qui visait à développer des outils et méthodes intégrés pour réduire les risques volcaniques.

concurrence entre institutions et programmes, à l'origine d'une inertie et d'un refus de collaborer préjudiciables à la gestion de la menace volcanique.

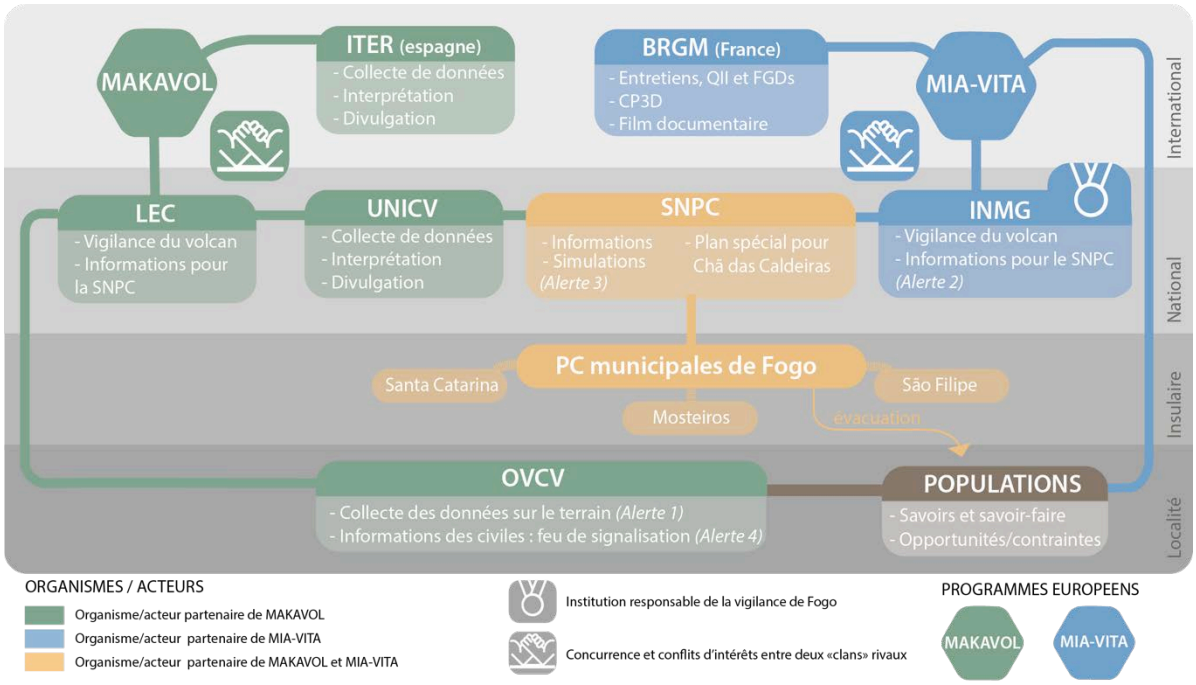


Figure 7.15. La responsabilité de la surveillance du volcan de Fogo fait l'objet d'une convoitise scientifique opposant deux clans rivaux ; Signification des sigles : SNPC (Service National de Protection Civile) ; PC municipales (Protection Civile municipale) ; OVCV (Observatoire Volcanologique du Cap-Vert) ; ITER (– Institut technologique et des énergies renouvelables), BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) ; LEC (Laboratoire d'Ingénierie Civile) ; INMG (Institut National de Météorologie et Géophysique), pour MAKAVOL et MIA-VITA, voir notes de bas de page 8 et 9).

La concurrence est forte entre ces deux dispositifs rivaux, qui ont tous deux joué un rôle actif principal dans la monitorisation du volcan, de la fin des années 90 à la veille de l'éruption de 2014-2015. Pourtant, depuis 2000, la loi stipule que l'INMG est la seule institution légalement responsable de la surveillance du risque volcanique au Cap-Vert, remettant en cause la place du LEC et de ses partenaires (en particulier MAKAVOL)[10]. Contemplant d'un air indécis et curieux la maquette de CP3D exposée dans la délégation de la mairie à Chã, Cap-Vert, Bruno Faria, employé à l'INMG, explique sur un ton chargé d'amertume : « *à la fin des années 90, une erreur a été commise. Pour des raisons obscures, le LEC s'est vu attribuer un projet, en dépit de la loi capverdienne. Dès 2000, la passation aurait dû avoir lieu, mais n'a pas été faite* » (cf. entretien avec Bruno Faria, novembre 2013).

Ces tensions et conflits ont alimenté maintes discussions, qui reviennent sans cesse dans les entretiens avec les acteurs scientifiques appartenant aux dispositifs rivaux, complexifiant le processus d'investigation de la thèse (cf. **chapitre 5**). Il n'est pas question de rentrer dans les détails du fonctionnement des différents dispositifs de surveillance, ni de comparer les performances ou encore de prendre la défense de l'une ou de l'autre des parties, mais il s'agit de voir comment les relations de pouvoir et les conflits institutionnels et scientifiques préexistants ont compromis la bonne gestion de la crise volcanique de 2014-2015, en fragilisant le système d'alerte précoce.

[10] Ce statut suppose d'une part de surveiller l'activité volcanique des trois volcans considérés comme actifs et potentiellement dangereux au Cap-Vert (Fogo, Brava et Santo Antão) ; d'autre part d'informer le Service National de Protection Civile en cas d'activité enregistrée et de proposer des passages aux différents niveaux d'alerte. L'INMG est également chargé d'informer le public sur l'activité par communiqués.

Bruno Faria refuse avec force d'entendre parler de concurrence. Jouant sur les mots, il défend qu'il ne s'agit pas d'une concurrence dans la mesure où « *l'INMG fait son travail tel qu'il est prévu dans la loi du Cap-Vert, et ce n'est pas le leur* » (cf. entretien B. Faria, novembre 2013). De son côté, le sismologue espagnol Jesús Ibáñez, professeur à l'Université de Grenade et membre du clan « LEC-MAKAVOL », accepte de témoigner sur cette rivalité d'intérêts qui oppose son équipe scientifique à l'autre. D'après lui, ce phénomène touche particulièrement les chercheurs travaillant sur les volcans : *« Nous avons une part d'orgueil, dans laquelle, souvent, trop de chercheurs tombent, qui consiste à vouloir être pionnier dans la prédiction de l'éruption volcanique. Cela fait qu'on perd parfois l'objectif initial de la recherche. Parce que cette ambition, ou ce désir d'être le premier à prédire l'éruption volcanique, empêche parfois la collaboration entre les groupes, car nous souhaitons tous être le groupe qui l'a réalisée. Nous avons donc ce côté égoïste qui nous fait de plus perdre de vue la composante sociale »* (Jesús Ibáñez, entretien juillet 2011). Cette convoitise scientifique et institutionnelle a affecté et fragilisé la surveillance du volcan à différents niveaux.

- Deux systèmes de surveillance qui se côtoient sans se combiner

Cette rivalité entre équipes de recherche et institutions a eu des répercussions directes sur les différents systèmes de surveillance mis en place par les deux « clans » concurrents et donc sur la qualité et la diffusion des données scientifiques produites, allant à l'encontre d'une protection efficace de la population face au risque volcanique.

Dans un premier temps, l'installation d'un réseau de stations sismiques permettant de détecter des éruptions de manière très efficace, a été effectuée à la fois par l'INMG / MIA-VITA, à la fois par le LEC / MAKAVOL, mettant en place chacun leur propre réseau de surveillance sismique. Ainsi, un réseau de stations sismiques à large bande a été déployé en avril 2011 par l'INMG, avec 7 stations sismiques installées à Fogo et deux à Brava. Bien que travaillant sur des projets analogues, les deux réseaux ont fonctionné séparément jusqu'en 2012, au lieu de créer un seul réseau de surveillance sismique plus performant.

Dans un deuxième temps, à partir de cette date (2012), l'INMG a récupéré la gestion des stations sismiques financées par MAKAVOL, entraînant de fortes contestations de la part des chercheurs appartenant au dit-programme européen, qui avaient mis en place le réseau. Ainsi, Nemesio Perez s'insurge : « *récupérer les stations sauvées par le projet MAKAVOL m'a paru être un manque de respect envers un projet de l'Union Européenne.* » Ceux-ci n'ont plus eu accès aux données sismiques à partir de juin 2012.

Pourtant, l'analyse de la sismicité et celle des gaz sont deux approches complémentaires et les scientifiques des deux clans en reconnaissent l'importance. Ainsi, à ce sujet, Bruno Faria affirme que « *pour dire que peut-être dans quatre jours aura lieu une éruption, le mieux c'est la surveillance par la sismologie, la géodésie, ce qui entre dans la géophysique. Mais il ne faut pas écarter les études sur la géochimie, car c'est important aussi* » (entretien avec Bruno Faria, janvier 2016). Malgré cette affirmation, l'INMG n'a pas recours à la géochimie et n'utilise pas les données produites par les scientifiques partenaires de l'OVCV (Observatoire Volcanologique du Cap-Vert), soutenu par le programme MAKAVOL, qui a mis en place un programme de surveillance des émissions de CO_2. L'UNICV (Université du Cap-Vert), ne disposant pas des compétences techniques pour réaliser ce traitement, c'est l'ITER (Institut des Technologies et des Energies Renouvelables), rattaché à MAKAVOL, qui effectue l'analyse des émissions de gaz depuis les Canaries, pour ensuite envoyer les données à l'UNICV. Ces multiples étapes dans le traitement des données font partie des arguments dont se sert Bruno Faria pour justifier sa non-collaboration avec cette équipe, dont il juge le travail insatisfaisant, déclarant qu'il s'agit d'une question de conviction scientifique et non de conflit humain.

Pour reprendre l'expression Nemesio Perez, la surveillance du risque volcanique est comme une table à trois pieds, chaque pied représentant un aspect de la surveillance : « *il faut faire attention à la sismicité, aux gaz et à la déformation.* » La complémentarité entre les approches n'a pas été exploitée par les différents acteurs, L'INMG travaillant uniquement sur les gaz à partir de données sur la sismicité et les chercheurs de l'ITER et de l'UNICV. Alors qu'il y a des chercheurs nationaux et internationaux qui travaillent sur ces différents aspects depuis des années, la table de la surveillance capverdienne apparaît bancale.

Enfin, ce défaut de coordination a affecté l'ensemble du dispositif de gestion de crise, et notamment le plan de contingence lui-même. En effet, le seul exercice de simulation d'éruption volcanique et d'évacuation réalisé en juin-juillet 2006 à Fogo a également souffert de cette rivalité institutionnelle. Il s'agissait d'articuler et de coordonner l'intervention conjointe des institutions et services publics concernés ainsi que les entités privées, religieuses et les ONG. La présence des scientifiques était donc cruciale, or, comme le LEC a été invité à participer, l'INMG n'a pas été convié et n'a donc pas été impliqué dans l'élaboration du plan d'urgence qui a été utilisé lors de l'éruption de 2014-2015, alors même que l'INMG est aujourd'hui considéré comme « *la seule institution légalement en charge de la surveillance du volcan de Fogo* » (entretien avec Bruno Faria, novembre 2013). Selon Nemesio Perez, il s'agit *de la deuxième grande faiblesse de la gestion du risque volcanique au Cap-Vert, l'absence d'un plan d'urgence testé par la population, pas juste un ensemble de papier* » (entretien Nemesio Perez, novembre 2014).

- Quand la pratique *top-down* d'un pouvoir centralisateur prive le système des experts locaux

La complémentarité des approches aurait pu être obtenue en s'appuyant sur une entité « carrefour » et locale vers laquelle auraient pu converger toutes les ressources techniques et humaines. En effet, l'Observatoire Volcanologique Capverdien (OVCV) a été créé à Chã das Caldeiras en 2009 grâce à l'effort conjoint de l'UNICV (Université du Cap-Vert), du LEC, de la Protection Civile capverdienne (SNPC) et enfin, du programme MAKAVOL. À l'origine, l'OVCV possédait un réseau permanent d'instruments mesurant l'activité sismique (projet VIGIL), donné par l'agence portugaise AID en lien avec « *la conscience accrue des risques de catastrophe d'origine volcanique à Fogo suite à l'éruption de 1995* » (Gonçalves *et al.,* 2009, p.1). Une approche multidisciplinaire pour la surveillance volcanique au Cap-Vert a également été développée avec l'aide de l'AECID (Agence espagnole pour la Coopération Internationale au Développement) impliquant des mesures géophysiques, géochimiques et géodésiques (*Ibid*). L'OVCV devait également permettre de servir de structure afin de développer un programme éducatif dans toutes les îles et municipalités du Cap-Vert visant à « *informer et former la population sur le phénomène volcanique* », partant de l'idée qu'« *une société bien éduquée sur ce sujet sera moins vulnérable au risque volcanique* » (*Ibid*, p.2). Jusqu'à sa disparition lors de l'éruption de 2014-2015, l'observatoire était bien inclus dans la liste de l'Organisation Mondiale des Observatoires Volcanologiques (WOVO), qui fait référence en la matière. Pourtant, l'OVCV n'existait pas dans la loi du Cap-Vert, et il n'a jamais été reconnu par l'INMG[11]. Nemesio Perez dit pourtant que « *ça fait depuis 2010 qu'on essaye d'inviter l'INMG à intégrer l'OVCV, mais il semble qu'eux-mêmes, ainsi que le gouvernement capverdien estiment que ce n'est pas nécessaire, qu'eux seuls peuvent gérer le risque volcanique au Cap-Vert.* » Du côté de l'INMG, il existe plusieurs raisons qui justifient de s'être opposé à la création de l'OVCV à Chã das Caldeiras. Une fois lancé sur le sujet, Bruno

[11] On note qu'une soixantaine de scientifiques ont soutenu le projet de l'OVCV dans une lettre d'appui destinée au gouvernement capverdien visant à faire valoir l'importance de « *l'établissement d'une telle structure afin d'améliorer la collaboration scientifique et les efforts techniques, qui permettait d'accroître sensiblement les ressources nationales afin d'aider à la réduction du risque volcanique au Cap-Vert "* (la lettre est présentée dans sa totalité en **Annexe 5**).

Faria (employé de l'INMG) devient intarissable : « *Comment fait-on en cas d'éruption si l'Observatoire est détruit par les coulées basaltiques ? Il n'y a pas de moyens de communication, pas d'électricité. Le plus logique serait de faire l'observatoire à São Filipe, en le combinant avec l'observatoire météorologique qui existe déjà* ». Mais de toute façon, pour Bruno Faria, il n'existe pas de réelle nécessité d'établir un tel observatoire car : *« Depuis la découverte du Cap-Vert, on a eu 27 éruptions. Pour 27 éruptions sur 500 ans, est-ce qu'on a de l'argent pour faire ça ? Est-ce que c'est sérieux ?* » (entretien avec Bruno Faria, novembre 2013). D'ailleurs, cette vision centralisatrice du pouvoir d'analyse des données, se traduit au quotidien par une localisation lointaine du lieu de traitement des données sismiques de l'INMG : Les données n'étant pas analysées sur place, elles étaient envoyées en temps réel via un système radio à Santiago pour ensuite être retransmises à São Vicente via internet où se trouve le siège de l'INMG (Faria & Fonseca, 2013, p. 490).

Ces faits concernant l'OVCV montrent à quel point le type de gestion des risques au Cap-Vert, et particulièrement à Fogo, s'inscrit dans une vision *top-down*, avec une population considérée comme incapable de participer au processus décisionnel ou de prendre part à la prévention du risque (cf. interview de son ex-président Alberto Fernandes, août 2010). Ainsi, les deux habitants chargés de relever les gaz tous les mois pour l'équipe de recherche MAKAVOL, n'ont pas été formés pour lire les résultats et être autonomes dans une pré-alerte volcanique, les données devant d'abord transiter par les Canaries, circuler entre diverses institutions avant d'informer au service de SNPC et éventuellement les populations locales (le SNPC jouant ici le rôle de filtre). Les populations locales ne sont pas considérées comme des acteurs de la gestion du risque volcanique, comme l'indique le sociogramme mental réalisé par Arlindo Lima, le directeur du SNPC en 2012 (**figure 7.16**). Ce constat remet en question la vision d'une vulnérabilité spécifique des PIED (cf. encadré), qui ne détiendrait pas en interne les forces vives : en effet, dans ce cas, des volontés de développer des savoirs techniques et scientifiques existent, encore faut-il une volonté politique de les faire fleurir et de les soutenir par la formation notamment.

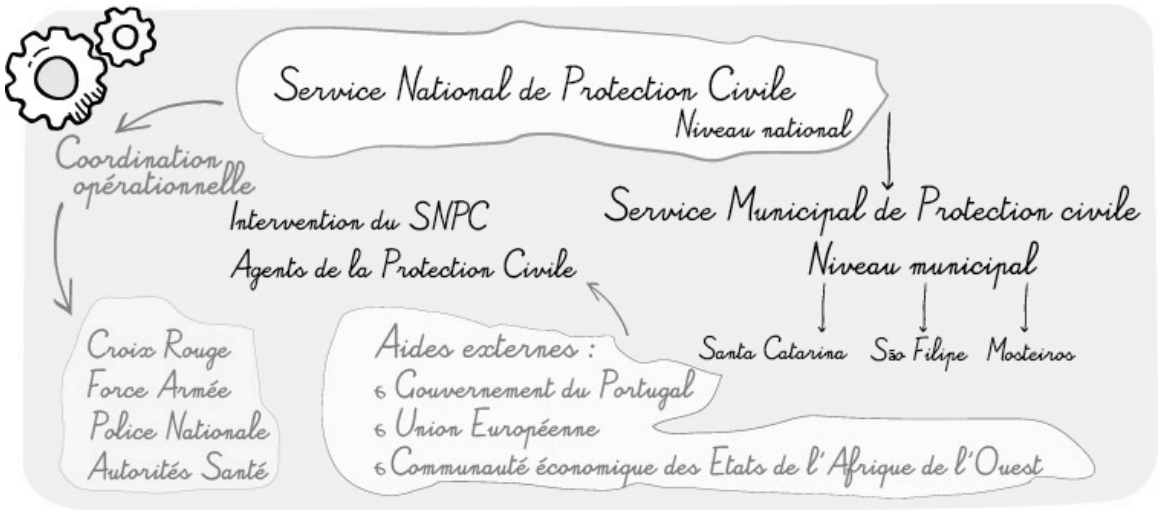


Figure 7.16. Sociogramme mental réalisé par Arlindo Lima en 2012.

Un manque d'experts scientifiques locaux propre au PIED ou une vision qui omet de reconnaître le rôle important que peuvent jouer les experts d'usage ?

Plusieurs chercheurs soulignent l'existence de caractéristiques spécifiques des petits territoires insulaires induisant des vulnérabilités et des atouts spécifiques face à aux menaces volcaniques (Lewis 1999, 2009 ; Méheux *et al.*, 2007 ; Lesales, 2007 ; Mercer & Kelman 2010 ; Morin, 2012 ; Pelling & Uitto 2001 ; Komorowski *et al.*, 2015). Certains de ces territoires sont les plus prospères de la planète, tandis que d'autres, comme le Cap-Vert, font partie des Petits États Insulaires en Développement (PEID ou Small Island Developing States, SIDS en anglais). Les défis démographiques, économiques (dépendance au commerce international) et politiques spécifiques à ces états pèsent sur leur sensibilité par rapport aux catastrophes liées à des phénomènes naturels.
Par exemple, le manque d'experts locaux et nationaux doit être mis en lien avec les spécificités des petits territoires insulaires face à la menace volcanique (Lewis 1999, 2009 ; Méheux *et al.*, 2007 ; Lesales, 2007 ; Mercer Et Kelman 2010 ; Morin, 2012 ; Pelling & Uitto 2001 ; Komorowski *et al.*, 2015). D'après Komorowski *et al.* (2015), le fait de compter un nombre réduit d'habitants conditionne la vulnérabilité, puisque « les petites populations rendent difficile l'obtention d'experts locaux pour toutes les disciplines requises » (Komorowski *et al.*, 2015)12. Cette affirmation semble contestable, dans la mesure où la population peut être très réduite, avec de nombreux experts, et une population importante avec très peu d'experts. Toutefois, on reconnaît que la présence d'experts est déterminante quant à la capacité d'un territoire à bien gérer les crises (même si elle n'est suffisante). Pourtant, il serait réducteur de considérer uniquement l'étroitesse des terres/petite population. Bien sûr, la population de Fogo compte seulement 37 051 habitants (recensement national, 2010), soit à peu près l'équivalent de la population de la commune de Châtillon dans les Hauts-de-Seine en 2014. L'absence d'université ou d'écoles supérieures sur l'île exerce une contrainte sur les habitants, qui souhaitent entreprendre des études supérieures et doivent alors nécessairement partir. Mais surtout, malgré une progression rapide de la couverture scolaire dans les dernières décennies, d'après une évaluation menée en 2010 au Cap-Vert, « 98% des adultes âgés de 22 à 44 ans [à Fogo] n'ont suivi qu'un enseignement de base complet » qui correspond au cycle primaire, et qui se termine vers l'âge de 11 ans (Husson & Yameogo, 2011). Ce très faible niveau d'éducation des populations locales est caractéristique des pays en développement, particulièrement en zone rurale, et participe à expliquer pourquoi les experts originaires de l'île mais aussi du Cap-Vert sont peu nombreux, tous corps de métiers confondus (d'où l'intervention de programmes internationaux).
Le Cap-Vert est très dépendant de l'aide internationale à bien des niveaux, comme c'est souvent le cas pour les PIED. Ainsi, concernant la gestion des risques volcanique, le Cap-Vert n'est toujours pas en état de garantir l'indépendance du pays en en matière de gestion du risque volcanique, notamment afin d'assurer un traitement in situ des données liées aux émissions de gaz. L'aide internationale s'est traduite par des projets européens qui ont aidé le pays à la mise en place et à l'amélioration des systèmes de surveillance. Toutefois, cette aide ne pouvant se substituer à la formation des personnes et à la création de nouveaux postes sur le long terme au Cap-Vert, il s'agirait de soulager la charge de travail incombant à Bruno Faria[13], unique scientifique chargé de la surveillance du risque volcanique dans cette institution, mais aussi de diversifier les compétences. La formation des personnes en charge de l'OVCV et des mesures de gaz apparaît donc comme une solution à la fois efficace pour soulager la tâche de l'INMG, à la fois essentielle pour donner aux mains des locaux et localement, les moyens de donner une pré-alerte vraiment précoce et optimiser leurs chances de sauver leurs biens. De surcroît, cette action remet en cause l'opposition entre des experts scientifiques (et ceux qui ont fait des études pour détenir des savoirs savants) qui détiennent classiquement le pouvoir de décision, et des populations ignorantes et incapables de prendre part aux décisions. Elle va dans le sens d'une reconnaissance de 1) leurs savoirs d'usage et leur connaissance du territoire, et 2) leur capacité à apprendre des techniques d'interprétation des données sans toutefois passer un temps long à l'université.

Au-delà de l'implication des populations locales dans le système d'alerte précoce, il faut aussi parler de l'effort d'information des populations locales de la part des scientifiques. Et sur ce point, c'est

[12] Les auteurs observent que « petite population » n'est pas synonyme d'homogénéité, et qu'il existe une diversité des réponses culturelles possibles en cas de crise. Ici, nous mettons en avant les aspects communs au niveau de l'île et, sur le long terme, l'étude des spécificités infra-insulaires et infra-communautaires sont étudiées en **chapitre 6**.
[13] Il explique que son travail pendant l'éruption de Fogo a été particulièrement dur : « *J'ai travaillé 12 heures par jour pendant 3 mois et j'étais seul pour faire ce travail. Personne d'autre au Cap-Vert n'a les connaissances suffisantes pour travailler avec moi* » (entretien avec Bruni Faria, janvier 2016).

paradoxalement plus du côté « officieux » de la surveillance qu'on observe le plus grand effort de partage des connaissances scientifiques et de « traduction » à l'usage de la société civile. En effet, bien que le groupe formé par l'équipe canarienne de l'ITER et l'Université capverdienne UNICV ne soit pas officiellement en charge de la surveillance du volcan de Fogo, leur travail est bien plus visible et accessible que celui de l'INMG. L'ITER diffuse régulièrement ces données notamment via Facebook, témoignant de sa volonté de faire circuler les savoirs scientifiques. Contrairement à l'INMG qui publie uniquement sous forme d'articles scientifiques, le plus souvent en anglais, sans effort de vulgarisation, mis à part au moment de la crise volcanique de 2014-2015, durant laquelle l'INMG a publié des bulletins spéciaux, mais a surtout participé à des interviews journalistiques. C'est l'ITER, en partenariat avec l'Université du Cap-Vert, qui a en premier indiqué un changement de l'activité volcanique à Fogo en mars 2014 et cette même équipe avait participé à l'exercice d'évacuation grandeur nature en 2006.

Toutefois, ni l'ITER, ni l'INMG n'envisagent les habitants du village comme de potentiels « acteurs » de la surveillance de l'activité volcanique, alors que, comme mentionné dans le **chapitre 7.1**, plusieurs d'entre eux, que l'on aurait pu considérer comme des experts d'usage, déclarent avoir ressenti des signes (tremblements de terre, agitation des animaux). Antoninho Teixeira défend l'idée que le volcan de Fogo a sa manière d'« informer » les habitants : « *Quand il se prépare à exploser, il nous avise. Il nous donne des tremblements de terre, il nous dit qu'il est proche de venir, les animaux aussi ont peur* » (entretien avec Antoninho Teixeira, 2011). Lors de son enquête de terrain sur l'éruption de 1951, Ribeiro indique que plusieurs personnes interrogées ont affirmé avoir ressenti un grand nombre de tremblements de terre, dont la fréquence a augmenté jusqu'à la veille de l'éruption. Néanmoins, Orlando Ribeiro met en doute ces témoignages dont il déclare qu'il ignore s'il s'agit « *de souvenirs réels ou d'interprétations*, *et note avec réserve une probable recrudescence de l'activité sismique précédant de près le début de l'éruption* » (Ribeiro, 1954, p. 269). Cette réflexion de l'auteur est symptomatique d'une représentation classique des experts ou savants (académiques), qui tendent à ignorer et à déconsidérer les savoirs dits non-savants. Reconnaître que certains des habitants du village sont eux aussi capables de détecter et d'identifier des signes du changement de l'activité volcanique nécessite de remettre en cause l'exclusivité et l'exhaustivité du discours académique sur le monde (Collignon, 2005-3 , pp. 322-323), dans une vision top-down.

❖ Au moment de l'alerte : l'arrivée de la crise souligne les faiblesses structurelles du quotidien

◆ Des signes précurseurs qui n'ont pas été combinés à temps

Le manque réel de coordination, d'échange et d'addition des forces entre les différentes institutions (et les acteurs locaux de la population), travaillant au quotidien dans un climat de rivalité, a affecté largement la capacité des différents acteurs à travailler ensemble pour détecter en amont l'éruption imminente et permettre une alerte précoce (qui potentiellement et techniquement, était possible). En effet, l'éruption était prévisible puisqu'elle a été précédée par une série de signaux indiquant le réveil progressif du volcan, qui ont été enregistrés par les deux principaux dispositifs de surveillance :

- Du côté de l'ITER (MAKAVOL/LEC) et de l'UNICV, les experts scientifiques ont enregistré une augmentation des émissions de gaz (CO_2) à partir du mois de mars 2014 (cf. entretien avec N. Perez, novembre 2014). Ils avaient même déjà noté des changements de l'activité sismique en 2012, avec 15 tremblements de terre en un an, dont celui du 12 avril 2012, d'une magnitude de 2,9 sur l'échelle de Richter, avant que la gestion des stations sismiques leur soit retirée (**figure 7.17**). Selon les auteurs, ces variations de la composition géochimique des gaz liées à l'activité

volcanique sont clairement dues à la remontée du magma et constituent indiscutablement des signaux précurseurs de l'éruption de Fogo 2014-15.

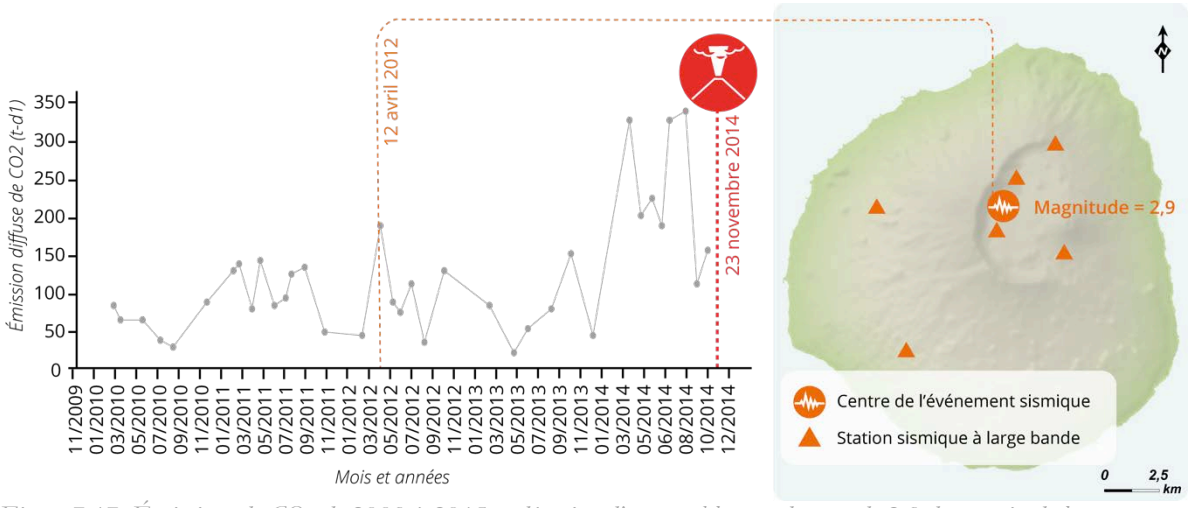


Figure 7.17. Émissions de CO_2 de 2009 à 2015 et détection d'un tremblement de terre de 2,9 de magnitude le 12/04/12 à l'intérieur de la caldera et (source : programme européen MAKAVOL, INVOLCAN, UNICV, OVCV).

- Du côté de l'INMG, de faibles changements dans l'activité sismique ont été enregistrés en janvier puis en avril 2014, mais c'est seulement au début du mois d'octobre 2014 que deux évènements sismiques importants ont été enregistrés à 15 km de profondeur (cf. entretien avec B. Faria, janvier 2016), tandis que la plupart des 57 séismes, évènements volcano-tectoniques, enregistrés entre 2011 et 2013 était à moins de 7km de profondeur sous le niveau de la mer (**figure 7.18**).

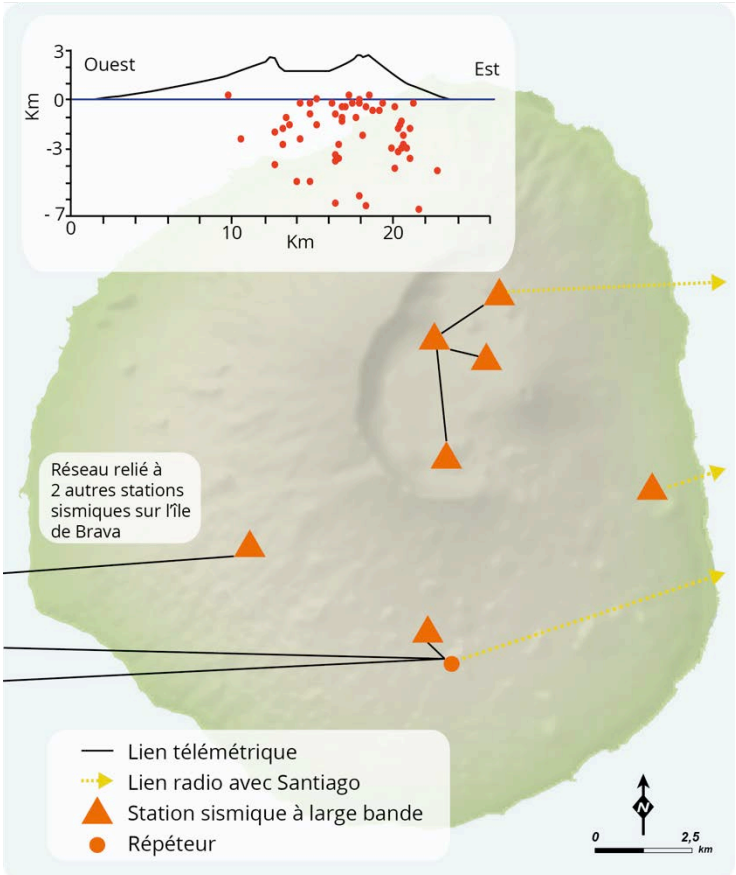


Figure 7.18. Localisation des stations sismiques de Fogo et fonctionnement en réseau et distribution géographique des épicentres des 57 évènements volcano-tectoniques enregistrés entre septembre 2011 et mai 2013 (source : Faria & Fonseca, 2013, p.490 et 493).

D'après les témoignages des scientifiques des deux clans, ces informations et signes précurseurs sismiques et chimiques ont été transmis immédiatement (mars 2014 pour les gaz par UNICV et 17 octobre 2014 pour les données sismiques par INMG) au Service National de Protection Civile (SNPC), organisme légalement chargé d'alerter les autorités locales (Mairie de Santa Catarina et PNF) et la population en cas de menace éruptive. Mais cette alerte n'a pas été donnée aux pouvoirs publics locaux et aux populations par le SNPC, malgré les injonctions répétées de l'INMG (**figure 7.1** et **7.19**).

Ce n'est que le 22 novembre, veille de l'éruption, devant l'éminence de la menace et face au manque de réactivité de la Protection Civile, que Bruno Faria, l'expert scientifique de l'INMG, a finalement décidé de diffuser informellement l'alerte au niveau local :

- Au niveau de la société civile, il est passé par Jose Fonseca, habitant du village et auxiliaire scientifique de l'observatoire rattaché à l'INMG (**figure 7.1 et 7.19**). C'est donc la veille au soir de l'éruption, à partir de 21h, que seule une partie de la population a pu être informée. Ainsi, même si 25% des personnes enquêtées disent avoir été alertées avant l'éruption (**figure 7.19**), elles ne l'ont été qu'à partir de ce moment, soit au maximum 13 heures avant son début, à un moment où les tremblements de terre étaient déjà très fortement ressentis.

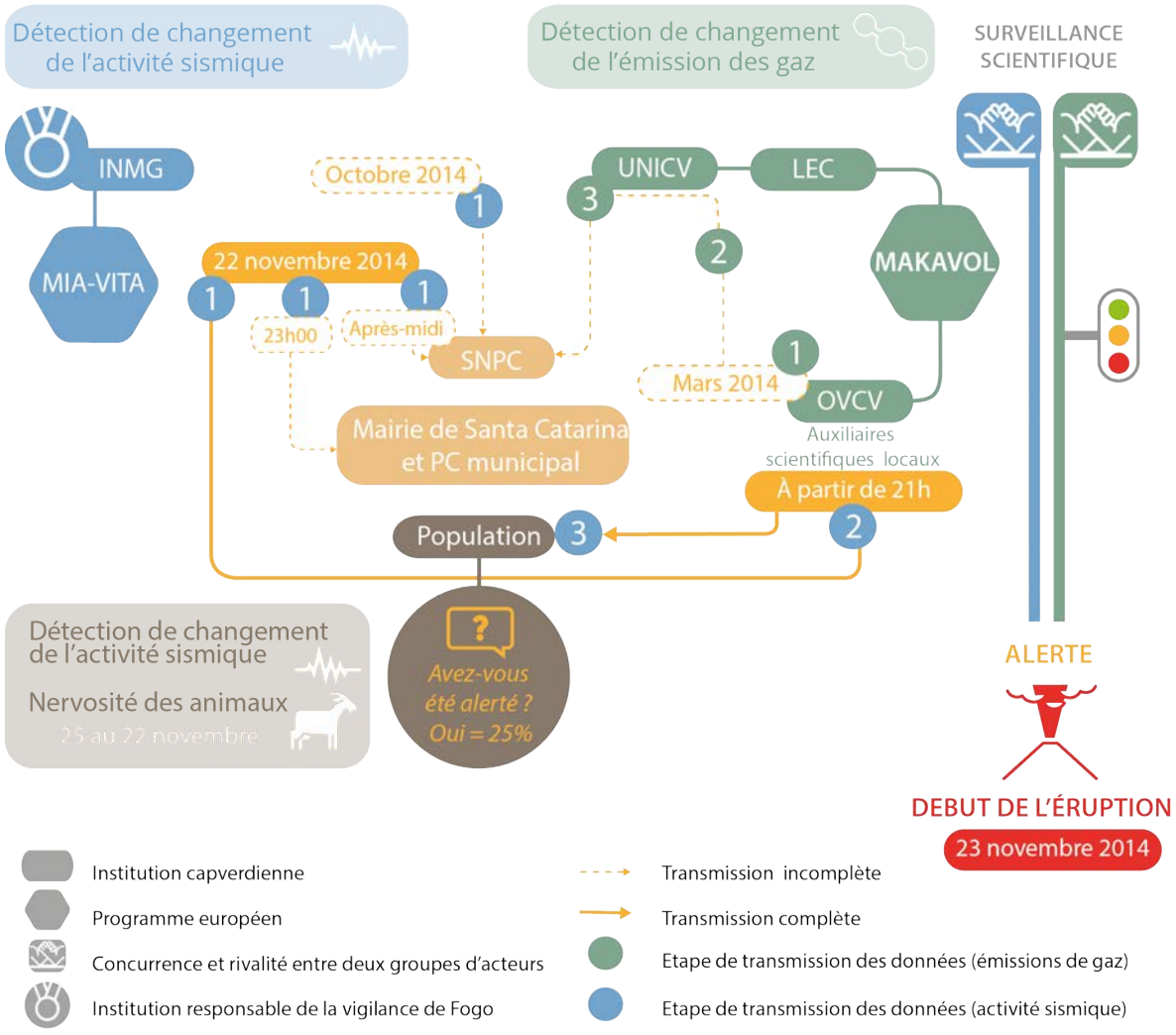


Figure 7.19. Schéma de diffusion de l'alerte lors de l'éruption volcanique de novembre 2014.

- Au niveau des autorités locales, c'est seulement à 23h30 et en l'absence de réponse du président du SNPC, que l'expert scientifique de l'INMG a cette fois pris l'initiative d'appeler le maire de Santa Catarina, qui était également le président de protection civile municipale. Celui-ci se trouvait alors à la fête annuelle de sa juridiction, à Cova Figueira et n'avait pas encore été informé de la situation. Il est arrivé le lendemain matin sur place, « une demi-heure avant le début de l'éruption, pour alerter les habitants » (cf. entretien avec João Aquileu Barbosa Amado, janvier 2016). Le directeur du Parc Naturel de Fogo n'a quant à lui pas été informé de manière officielle, et a pris connaissance de la possibilité d'un changement de l'activité du volcan de manière impromptue, le dimanche 23 novembre, aux alentours de 7 heures du matin, en croisant une connaissance dans la rue qui lui a dit : « *Tu sais que Chã tremble ?* » - « *Bu sabe ma Chã ta treme ?* » (Entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2015).

Soulignant l'ancrage quotidien des causes de la catastrophe, le manque de coordination entre acteurs scientifiques en amont du dispositif a retardé le croisement des données scientifiques. Il a donc le déclenchement d'une alerte précoce, qui aurait pu de fait être déclenchée dès octobre 2014, soit deux mois avant l'éruption (ce qui aurait permis de fortement limiter les pertes matérielles et agricoles). Toutefois, il ne s'agit pas du seul facteur responsable du défaut d'alerte précoce : la transmission de l'information était en effet de la responsabilité du SNPC.

- Le SNPC sur le banc des accusés : prudence légitime ou erreur de jugement ?

Comment expliquer que les autorités en charge de l'alerte, autrement dit le SNPC, pourtant informé du changement du comportement du volcan par les scientifiques, ait fait le choix de ne pas transmettre l'information à l'échelle locale, y compris la veille de l'éruption et ce malgré les injonctions répétées de l'INMG ? Pourquoi un tel scepticisme de la part des autorités ?

Tout d'abord, au niveau physique, la crise éruptive a été exceptionnelle en rapidité. La localisation de la bouche éruptive de 2014-2015, pratiquement au même endroit qu'en 1995, laisse supposer que le magma a emprunté les mêmes tubes, remontant ainsi plus vite à la surface de la terre (entretien avec le Lieutenant-Colonel Arlindo Lima, président du SNPC, novembre 2015, entretien avec Bruno Faria, janvier 2016). Ainsi, la veille de l'éruption, en fin d'après-midi, Bruno Faria aurait demandé au Président du SNPC d'attendre d'autres instructions de l'INMG pour lancer l'alerte, l'éruption volcanique ne devant avoir lieu que dans les prochains jours (cf. Cabral *et al.*, 2015, p.44). Toujours d'après le compte rendu de cette présentation orale, ce n'est que pendant la nuit du 22 novembre, entre 2h et 3h du matin, que Bruno Faria aurait de nouveau téléphoné au président du SNPC pour le prévenir qu'une éruption était éminente et que le SNPC devait procéder à l'évacuation du territoire (cf. Cabral *et al.*, 2015, p.44). On observe toutefois que cette déclaration semble peu vraisemblable, dans la mesure où Bruno Faria a lui-même décidé d'avertir informellement les habitants de Chã via Jose Fonseca, habitant du village et auxiliaire scientifique de l'observatoire rattaché à l'INMG, dans la soirée du 22 novembre.

Ensuite, malgré des informations scientifiques attestant de l'imminence d'une éruption volcanique, le Président du SNPC explique que le choix a été fait de ne pas prendre le risque de déclencher une fausse alerte, argumentant que ces informations n'avaient pas à être transmises à la société civile tant que la menace volcanique n'était pas confirmée par les scientifiques. En effet, comme pour le volcan de la Réunion (Morin, 2012, p.143), « *des crises sismiques peuvent présenter tous les signes géophysiques précurseurs d'une éruption, sans pour autant déboucher sur l'aléa en question* ». Le risque majeur est donc, pour cet acteur, non pas

l'éruption elle-même, mais davantage la diffusion de fausses alertes, qui représenteraient un coût économique et politique (Voight, 1990), ou encore celui de ne pas être écouté en cas d'alerte avérée, deux risques qu'il explique vouloir éviter (entretien avec Arlindo Lima, novembre 2015). Henry Gaudru, Conseiller scientifique auprès des Nations Unies pour l'atténuation des risques volcaniques (UNISDR), explique que les habitants ne doivent être informés de l'éventualité d'une éruption qu'à partir du moment où les données scientifiques permettent d'affirmer avec certitude qu'une éruption va avoir lieu (cf. entretien avec Henry Gaudru, octobre 2012). Pourtant, dans ce cas, l'INMG a dit avoir insisté pour prouver l'imminence de l'éruption : la fausse alerte était-elle donc possible ? Par ailleurs, ce système de prudence anéantit toute chance pour les habitants menacés de pouvoir mettre à l'abri leurs biens et animaux à l'avance, dans de bonnes conditions, avant l'éruption : est-il donc légitime et pertinent, à une ère où l'on ne parle que de résilience et de la nécessité de survivre économiquement aux catastrophes ?

- Un système défaillant de diffusion locale de l'alerte : sous-estimation du danger imminent et indignation des habitants

Enfin, le système technique de diffusion de l'alerte au niveau local doit aussi être critiqué en lien avec la faible réactivité face à l'imminence de l'éruption. Une fois transmise par les autorités à l'OVCV, l'alerte doit être diffusée à l'ensemble de la population via un double vecteur d'information visuel et auditif : d'un côté, un panneau imprimé d'un feu tricolore, affiché sur la façade de l'Observatoire du Volcan est censé informer du niveau d'alerte ; de l'autre, un haut-parleur accroché au mur de l'école est censé diffuser une sirène d'alerte (**figure 7.20**).

Figure 7.20. Un double système de diffusion de l'alerte à destination de la population de Chã das Caldeiras (source : Cadag, 2011).

Ce système s'est avéré inefficace : inadapté pour le feu tricolore, et défaillant pour le haut-parleur. Pourtant, l'utilisation d'un feu de signalisation tricolore peut sembler pertinente, en particulier dans un village comme Chã où le taux d'analphabétisme est encore élevé. Toutefois, pour que ce feu soit efficace, il aurait fallu un dispositif permettant réellement de visualiser le changement de niveau d'alerte, avec un panneau modulable en fonction de l'intensité de la menace ou feu électrique alimenté par un panneau solaire, ce qui n'est pas possible avec une simple image imprimée. Du côté de la sirène, le haut-parleur était hors d'usage, et le technicien en principe mandaté par le SNPC pour le réparer ne s'est jamais présenté au village. Bruno Faria déclare au sujet du haut-parleur : « *Peut-être Jose Antonio se souvient-il qu'au début du mois de novembre, le président de la Protection Civile lui a demandé de remettre en marche le haut-parleur du système d'alerte. Jose Antonio Fonseca m'a appelé le 12 novembre pour me demander confirmation sur cette installation, mais sans aucun échange sur l'augmentation de l'activité. Moi, je respecte les lois et ce n'était pas à moi d'informer Jose Antonio.* » Jose Antonio témoigne dans le même sens : « *Le président de la Protection Civile m'a appelé pour*

installer le haut-parleur. Comme celui-ci était cassé, il a dit qu'un technicien allait venir pour faire la manutention. Mais personne n'est venu et le travail n'a pas été fait » (entretien avec Jose Antonio, janvier 2016).

Enfin, ce système de diffusion de l'alerte, au-delà d'être défaillant, a eu un effet pervers sur la préparation des populations locales à subir une éruption (mise en sécurité de leurs biens) et sur leur perception du danger, renforçant leur vulnérabilité : en effet, il a pu leur donner l'illusion d'un sentiment de sécurité exacerbé. Étant instruits de la présence de ces deux dispositifs ils pouvaient logiquement présumer qu'en cas d'éruption, ils seraient informés à l'avance. Ce mirage de sécurité a pu provoquer la sous-estimation des signes précurseurs de l'éruption, et de l'imminence du danger. Sans système de diffusion de l'alerte, ils auraient été plus à l'écoute des signes précurseurs qu'ils connaissent pourtant bien comme l'a montré l'enquête, et auraient pu se mobiliser plus tôt pour commencer à s'organiser face à l'éruption.

Au final, ce n'est qu'au moment de l'éruption que les habitants ont découvert que les stratégies de surveillance et d'alerte développées n'étaient pas fonctionnelles et ne les protégeaient pas vraiment, créant en conséquence une crise de confiance envers les scientifiques. Plusieurs habitants partagent leur indignation, comme Bernadina Alves, 27 ans, qui explique que « *les scientifiques savaient que le volcan allait entrer en éruption mais ils n'ont rien dit* » - « *Es ka avisa antes mais es tinia indicios mais erupçao ta conteceba* » ; Valdemar de Baros Batista Alves (31 ans) se plaint « *on n'a pas été avisé à temps, rien n'a fonctionné, même pas le feu de signalisation, aucun message n'a été donné pour alerter les gens* » - « *Du ka foe avisado na tempo, nada ka fonciona, nem semaforo, es ka faze nium aviso pa alerta povo* ». Teodoro Domingos Montrond Sentero (30 ans) fait le lien entre le défaut d'alerte et les mauvaises conditions d'évacuation : « *ils ne nous ont pas informés à temps, s'ils nous avaient prévenus, les gens auraient commencé à évacuer avant, il n'y aurait pas eu autant de bousculade au moment d'évacuer* » - « *Es ka informa na hora se es avisaba pessoas ta evacuava sedo ka ta tinia tanto tormento na hora de evacua* ».

De manière générale, quand on compare les résultats des questionnaires avant et pendant l'éruption on observe que 77,6% des répondants considéraient la surveillance volcanologique comme efficace, et 74,10% estimaient être en sécurité en 2011, alors qu'en 2014, seuls 31,3% des répondants se sont dits satisfaits des informations données par les scientifiques.

Les experts scientifiques ne sont pas les seuls à être incriminés par les habitants en matière d'alerte : Domingas Fernandes Teixeira, 39 ans, explique avoir lu dans le journal que « *Bruno Faria avait déjà parlé au gouvernement mais, le gouvernement c'est comme la mairie, ils ne respectent pas les habitants et n'ont alerté personne. Ils savaient, mais ils n'ont pas alerté. L'éruption a été une surprise pour tous* » - *« Bruno Faria ja fraba pa governo mais governo é sima Camara Municipal, es ka tem rispeito pa pessoas de Chã, es ka avisa ninguem. Es sabia mais es ka alerta. Erupcao foe um sorpresa pa tudu mundo».*

Un ensemble de facteurs ont limité, voire entravé la diffusion de l'alerte et donc la préparation et la protection de la population, de ses biens et de ses animaux. Le défaut d'alerte précoce, qui explique en partie la gravité des dommages subis, est largement imputable à un problème de communication entre les différentes institutions responsables, et ne peut en aucun cas être attribué au caractère imprévisible de l'éruption volcanique (étant donné la présence et la détection de signes précurseurs par les experts scientifiques). Il apparaît comme le résultat d'une série d'erreurs humaines, qui ne peuvent être qualifiées de failles techniques. Pour reprendre l'expression de Barry Voight (Voight, 1990, p. 383), plusieurs « erreurs humaines cumulatives » (*cumulative human error*) ont participé à compromettre la diffusion de l'alerte précoce, au détriment de la préparation et de la protection des populations locales lors de la dernière éruption.

Ainsi, la catastrophe résulte d'une série de déficits communicationnels et organisationnels qui peuvent être divisés en trois catégories :

- **Au niveau des acteurs scientifiques**, au-delà des limites inhérentes aux domaines scientifiques de la détection (on ne peut pas « prédire » la date et l'heure à laquelle une éruption va commencer), les conflits d'intérêts entre les équipes d'investigation constituées en clans rivaux ont entravé le bon déroulement de la surveillance du volcan. À cause de ce climat de compétition scientifique et politique autour de la garde du volcan de Fogo, les données sismiques et gazeuses ont été analysées séparément, sans aucun dialogue ni échange de données entre les parties. Les mesures sur lesquelles était basé le système de prévention ont donc été cloisonnées. D'autre part, il n'y a pas eu de transfert de la compétence d'analyse des données directement sur place (pas de formation et d'empowerment des locaux).

- **Au niveau de la transmission de l'alerte par le SNPC**, les signes précurseurs de l'éruption n'ont pas eu de porte-parole au sein du SNPC, qui est pourtant chargé de la diffusion des alertes aux services concernés ainsi qu'à la population civile, en raison du scepticisme des autorités, du manque de réactivité, ou encore du manque de compétences internes scientifiques pour croiser les données des deux clans. Il ne s'agit pas d'un échec technologique, mais bien d'une erreur de conception, de gestion et de maintenance. Plus que la rapidité de la remontée du magma, c'est la réticence du SNPC à déclencher l'alerte (l'aveuglement et l'indécision de son président) qui a empêché les habitants d'être alertés. Ceci n'est pas sans rappeler la situation décrite par Barry Voight (1990) concernant l'éruption du volcan Nevado del Ruiz en 1985, au cours de laquelle l'État colombien avait différé l'alerte pour ne pas avoir à *« assumer les coûts économiques ou politiques d'une évacuation anticipée ou d'une fausse alerte »* (Voight, 1990, p. 383).

- **Enfin, ni les scientifiques, ni les autorités administratives locales et nationales n'ont cherché à communiquer avec les locaux directement pour prévenir la crise** : ni pour les informer, ni pour s'informer auprès d'eux. Pourtant, certains habitants avaient identifié des signes précurseurs, et auraient donc été capables de prendre part à la discussion concernant les changements de l'activité du volcan. Reconnaître l'existence et la pertinence des savoirs vernaculaires et former des personnes du village aurait ainsi pu nourrir la recherche scientifique, permettant aux acteurs étatiques de mieux comprendre les représentations des acteurs locaux concernant leur territoire.

Au final, avant la crise de 2014-2015, on pouvait lire sur ce territoire les prémices d'une catastrophe préparée par des choix politiques inadaptés, une absence d'actualisation du plan avec un risque faussement maîtrisé, une vulnérabilité mal comprise et non prise en compte par les autorités. Il aurait été pourtant possible d'anticiper la mise en sécurité des moyens d'existence et d'optimiser la gestion de crise notamment par l'efficacité du système d'alerte et l'inclusion des capacités locales et des besoins prioritaires des populations sinistrées.
Si c'était au quotidien et dès l'aube de l'éruption que l'on pouvait voir se dessiner la construction politique du risque, celle-ci a continué à se tisser tout au long de la crise éruptive, révélant la vulnérabilité organisationnelle.

7.2.2. Pendant la crise : des réponses institutionnelles révélatrices de vulnérabilités organisationnelles, communicationnelles et stratégiques

L'éruption de Fogo du 23 novembre 2014 a fait tomber les masques. Face à l'aléa physique, les défaillances politiques profondes se sont dévoilées, révélant des problèmes organisationnels et stratégiques en matière de gestion de crise, ancrés dans une idéologie spécifique. L'analyse des réponses et stratégies institutionnelles face à la crise va permettre de mieux comprendre les motivations sous-jacentes des acteurs institutionnels et d'interroger la pertinence des mesures opérationnelles ainsi que des idéologies caractérisant la gestion des risques et des catastrophes.

- **Une vulnérabilité organisationnelle comme symptôme d'une vulnérabilité stratégique**

  - Une gestion déstructurée et inadéquate de l'évacuation des populations de Chã

    - Un manque de moyens humains et matériels et un défaut de capacité d'anticipation vis-à-vis de la coupure de la route

Pour comprendre les logiques à l'origine des choix stratégiques institutionnels adoptés en matière de gestion de crise, il s'agit tout d'abord de définir le modèle de gestion mis en place. Jacques Roux affirme que dans le schéma classique de type européen, en particulier français, l'action publique dans le cadre des situations de crise est configurée de manière à ce que « *l'essentiel de la compétence et de la responsabilité vis-à-vis des risques relève des instances dépendantes de l'États et des collectivités publiques* » (Roux, dir. November & Viot, p.74). Qu'en est-il pour le modèle capverdien ?

Au Cap-Vert, le gouvernement est le principal responsable de la gestion des catastrophes et des crises, qui repose sur une organisation hiérarchique descendante, de type *top-down*. Pourtant, en observant l'organigramme des acteurs ayant participé à la gestion de crise ci-dessous (**figure 7.21**), on s'aperçoit que de nombreux acteurs ont été impliqués dans les opérations d'intervention d'urgence pendant la crise de 2014-2015 à Fogo. Dans la distribution des tâches, certaines relèvent de la responsabilité des autorités officielles, d'autres de celle des populations civiles, qui ont joué un rôle actif dans l'organisation et la réalisation des opérations d'évacuation, de relogement et pour certaines personnes, de distribution de l'aide et d'informations à l'usage du public, notamment via les réseaux sociaux (cf. **chapitre 7.3**).

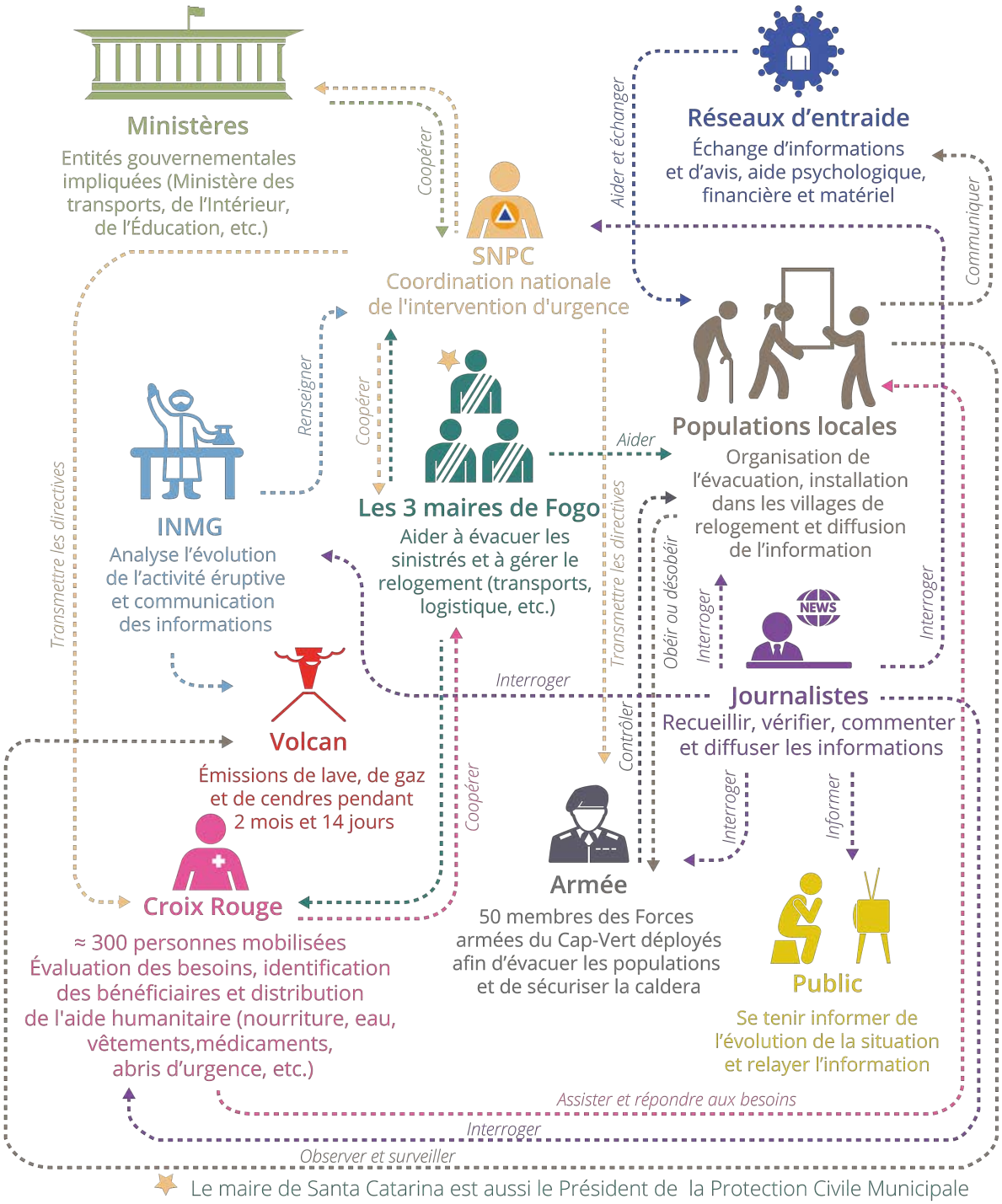


Figure 7.21. Les acteurs humains et non humains impliqués dans la crise volcanique de 2014-2015 à Fogo (sources : PNDA, 2015 ; Emergency Plan of Action Final Report - Red Cross of Cape Verde, 2016 ; UNDAC& United Nations Office Cabo Verde , 2014).

Une fois informé, bien que très tardivement, le gouvernement capverdien (voir détails en **chapitre 7.1**) s'est montré réactif dès les premières heures de l'éruption et dans la seule journée du 23 novembre, le plan spécial d'urgence a été activé et la première équipe[14] est intervenue sur place (**figure 7.1**). Le même

[14] Comme évoqué précédemment en **chapitre 7.1**, la mission d'évaluation est arrivée à Fogo par avion le 23 novembre 2014 avec 2 éléments de la SNPCB, 2 membres de la Croix Rouge, 2 scientifiques d'UNICV, de 2 journalistes et de 11 militaires.

jour, un état d'urgence a été déclaré et le Conseil des ministres a créé le Cabinet de Crise. Dix jours plus tard, une première réunion du conseil a eu lieu, présidée par le premier ministre.

D'après Arlindo Lima, le Président du SNPC, le plan de gestion de Crise a été appliqué. Il affirme que ce plan a été efficace pour organiser l'évacuation des habitants, dont on rappelle qu'elle a été coordonnée par les autorités de Protection Civile et les trois mairies de Fogo, avec cinquante membres des forces de l'Ordre déployés sur le terrain (voir la **figure 7.21** ci-dessus). Toutefois, Arlindo Lima reconnaît que certaines corrections ont dû être apportées à cause de l'ancienneté du plan conçu en 2006 et parce que certaines actions envisagées n'avaient pas été testées. Le discours d'Helio Semedo, employé de la Protection Civile et délégué sur le terrain, est beaucoup plus nuancé : *« en ce qui concerne le plan d'urgence, ce plan est obsolète. Il date d'il y a 12 ans. Donc presque toutes les décisions prises n'ont pas été basées sur ce plan. De nombreux contacts au sein des institutions n'existent plus. Dans ce plan, comme les informations datent de 11 ans, elles ne peuvent pas servir pour prendre des mesures* » (témoignage d'Helio Semedo dans *Fogo na Boca,* 17:20:00 à 17:50:07). Ces deux discours semblent contradictoires, alors qu'ils émanent d'individus appartenant à la même institution. Ce qui peut être retenu, c'est que même si le plan a été appliqué, il n'a pas pu être bien appliqué puisqu'il n'était pas ou plus adapté à la situation, ce qui explique de nombreux problèmes rencontrés par les acteurs officiels au moment de l'éruption, en termes d'évacuation et de communication.

Dans les faits, la « réactivité » de la réponse officielle cache d'importants dysfonctionnements en termes d'organisation et une insuffisance des moyens d'intervention. On peut lire dans le rapport officiel sur l'éruption de 2014-2015 (PNDA), que « *les protocoles d'évacuation n'ont pas été clairement explicités, les processus d'évacuation n'ont pas clairement été articulés et coordonnés, et les instructions des fonctionnaires du gouvernement, des militaires et de la police ont été difficiles à appliquer (en particulier en termes de restrictions d'accès et de délais d'évacuation)* » (PNDA, p.80). Par exemple, l'évacuation étant rapidement paralysée par la coupure de la route principale puis celle de la piste de terre, le gouvernement a ordonné la création d'une route de secours. Mais la création en urgence d'une voie de substitution a connu des ralentissements et des échecs répétés, celle-ci étant sans cesse rattrapée par la lave, ce qui témoignage d'un défaut de planification et de connaissance du terrain (cf. **chapitre 7.1**). De plus, l'employé aux commandes du bulldozer a dû arrêter son travail à plusieurs reprises, faute de carburant, problème qui lui non plus n'a pas été anticipé. Le processus d'évacuation a été entravé par l'incapacité des pouvoirs publics à créer un axe routier viable. Les flux en direction de la caldera, particulièrement intenses, ont souvent été bloqués, ce qui a eu des répercussions graves sur la capacité des individus et, plus globalement, du système de gestion à sauver les biens, les animaux et les récoltes.

À cette entrave à la circulation est venu s'ajouter le manque de moyens de transports mis à disposition des sinistrés, mis à part dans les tout premiers jours de l'éruption où des véhicules ont été affrétés par les autorités. Toutefois, y compris dans cette phase, les transports étaient clairement insuffisants puisque seuls 4,7% des répondants déclarent en avoir bénéficié. Mais surtout, 25% ont été contraints de se rendre à pied jusqu'à Mosteiros (y compris des enfants, des personnes âgées, des malades et des femmes enceintes), ce qui représente une marche de plusieurs heures.

Au-delà de la simple question des véhicules, les données récoltées indiquent que les habitants ont pour la plupart évacué sans aide gouvernementale, malgré la présence de nombreux personnels du SNPC et de

l'armée[15] (**figure 7.22**). Par exemple, en demandant aux répondants du questionnaire qui les avaient aidés à évacuer, moins de 11% mentionnent les autorités, dont 5,5% les municipalités de l'île, et seulement 3,9% les forces de l'ordre et 1,6% la Croix-Rouge. Ce chiffre est très faible comparé au 93,8% des répondants affirmant avoir reçu l'appui de leurs proches (personnes du village, de la famille ou d'amis).

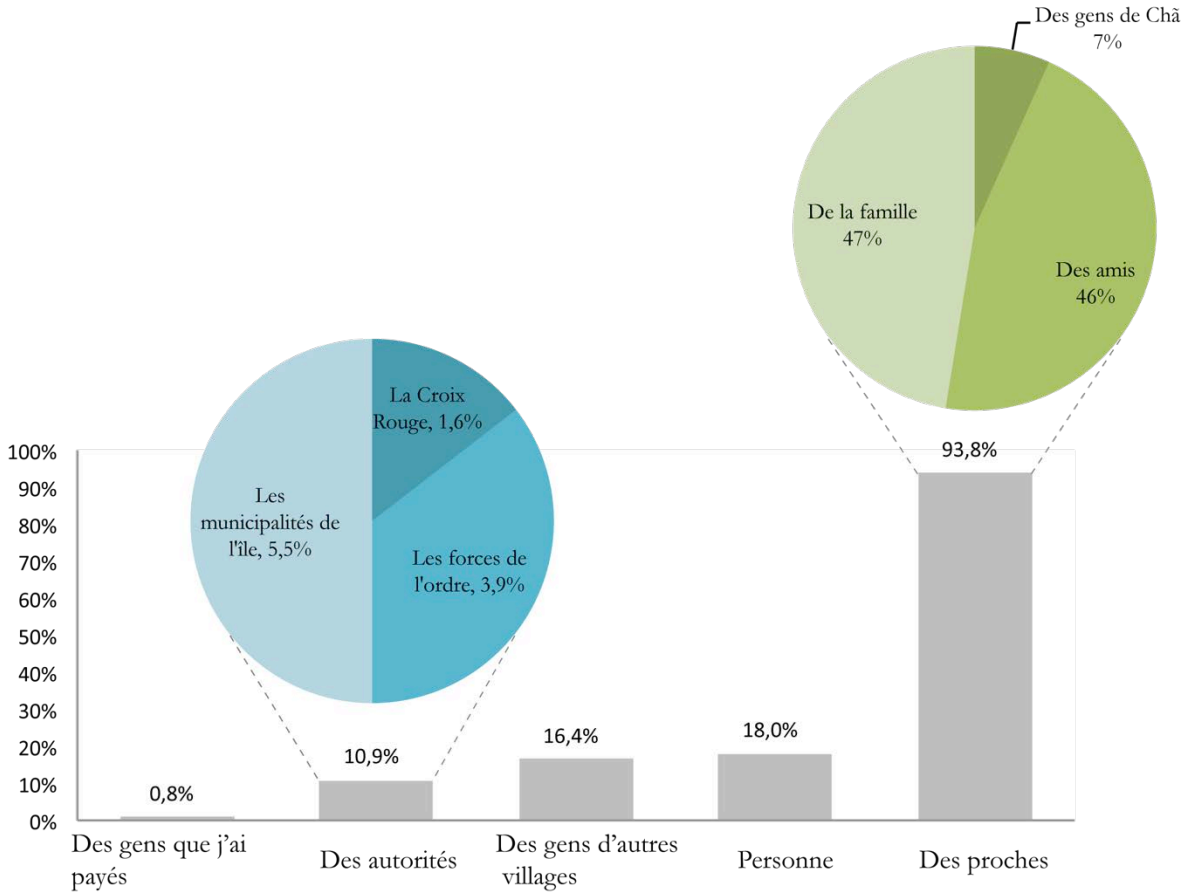


Figure 7.22. Aide reçue pour évacuer pendant l'éruption de 2014-2015 (le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples, avec 4 réponses maximum autorisées ; questionnaire réalisé sur un échantillon de 128 personnes sinistrées).

- Des difficultés pour sécuriser l'espace de la caldera et une stratégie inefficace de barrage contre les pillages

Conduite et déclenchée dans l'urgence, l'évacuation des habitants s'est déroulée sous le commandement du SNPC, dont la principale mission consistait à inciter les personnes à quitter au plus vite la zone exposée aux menaces volcaniques, en les encourageant à se diriger vers les villages de relogement situés dans des zones épargnées de l'île. Pendant toute la durée de l'éruption, l'accès à la zone impactée a été limité par le SNPC à l'aide d'un barrage à l'entrée de la caldera et d'une liste de personnes autorisées à circuler dans la zone exposée. Cette restriction avait pour double objectif de diminuer l'exposition des civils à la menace et de sécuriser la zone, en principe abandonnée, contre d'éventuelles infractions. Il était important d'avoir un contrôle afin de sécuriser l'espace de la caldera de visiteurs indésirables

[15] D'après le rapport d'évaluation de l'UNDAC et du Bureau des Nations Unis du Cap-Vert, 50 agents militaires ont été déployés à Fogo (UNDAC& United Nations Office Cabo Verde , 2014, p.8)

cherchant à profiter de l'absence des personnes sinistrées pour subtiliser leurs biens, leurs animaux ou leurs récoltes.
Malgré cette restriction, les allées et venues ont continué tout au long de l'éruption. Cette observation rejoint celle d'Alejandro López-Carresi (2014, p. 144), qui affirme que le plus souvent, quand une zone est sinistrée, on observe une réaction de convergence avec une affluence de personnes (et non un départ massif comme on l'imagine communément).

Ainsi, près de 97% des enquêtés, soit la quasi-totalité des habitants de Chã das Caldeiras affirme avoir évacué, avec un pic des départs le jour même de l'éruption (62% des enquêtés). Toutefois, ces chiffres cachent les allées et venues de la majorité des habitants entre les villages de relogement et la zone de danger, avec 83,6% des enquêtés déclarant être revenus dans la caldera (**figure 7.23**).

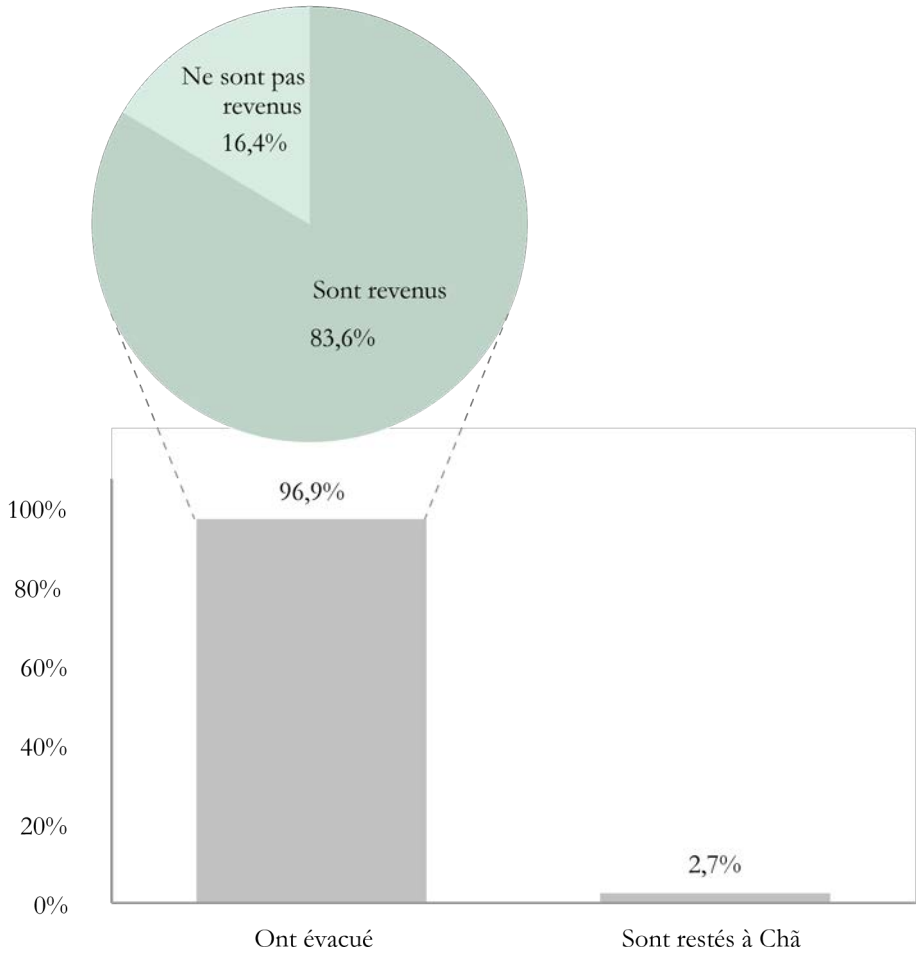


Figure 7.23. Allers et retours des habitants de la caldera pendant l'éruption de 2014-2015 (questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de 128 personnes).

Afin de restreindre ces circulations (pas seulement des habitants de Chã mais aussi des personnes du reste de l'île, venues soit par curiosité, soit pour aider, mais parfois aussi pour voler dans les maisons et les champs abandonnés), l'accès à la zone exposée aux risques a été limité par le SNPC avec un barrage à l'entrée de la caldera. Malgré cette restriction, les habitants ont eu tendance à y retourner sur des durées et à des fréquences plus ou moins importantes et sur tout le temps de l'éruption, y compris à des moments où le niveau d'alerte était maximal. Cette situation n'est pas unique et fait écho à des comportements similaires observés lors de nombreuses éruptions volcaniques en contexte de pays en

développement[16] avec une tension entre dynamiques informelles et logiques officielles d'évacuation.
De plus, le système de contrôle a également échoué à éviter la présence de personnes non autorisées. Des vols ont été commis à l'intérieur des maisons et dans les champs, et des animaux ont été enlevés (en l'absence d'abri et de fourrage disponibles dans les lieux de relogement, certaines personnes avaient été contraintes de les laisser sans surveillance dans la caldera).

Globalement, le bilan est négatif : la circulation et l'accès à la caldera ont été régulièrement bloqués par les autorités, gênant et retardant le processus d'évacuation, mais n'empêchant pas pour autant des vols d'être commis. Non seulement les mesures de restriction d'accès à la caldera n'ont pas abouti au résultat escompté, mais au contraire, elles ont eu tendance à entraver le bon fonctionnement des opérations de sauvetage des biens. De nombreux habitants ont critiqué la stratégie employée par les forces de l'ordre, jugeant que celle-ci avait alourdi et complexifié leur tâche. Les employés du Parc Naturel se sont aussi plaints de la mauvaise gestion logistique autour de l'accès à la caldera, notamment son directeur : « *Moi qui suis du PNF, je devais appeler trois ou quatre personnes différentes pour pouvoir entrer dans la caldera. Ce n'est pas normal que nous qui sommes du PNF on ait eu du mal à rentrer* » (Alexandre Nevsky, novembre 2015). L'aide des membres du PNF aurait pourtant été essentielle pour faciliter la distinction des membres de la communauté de Chã des autres.

- Une stratégie de guerre des forces de l'ordre et de l'armée : une violence inadéquate pour faciliter les évacuations des biens et soutenir les sinistrés

Les Forces de l'Ordre avaient pour mission d'évacuer la zone et de maintenir la sécurité à l'intérieur de celle-ci. Procéder en urgence et de manière efficace à une évacuation d'un village d'un peu moins de mille personnes nécessite non seulement d'avoir la capacité matérielle pour mener à bien une telle opération, mais aussi d'avoir les connaissances nécessaires pour asseoir son autorité et être reconnu comme légitime auprès des populations locales. L'évacuation d'un village est en effet une situation reposant sur des enjeux humains spécifiques. Assister quelqu'un, c'est le secourir et le protéger physiquement (y compris contre lui-même en cas de comportements à risque). Mais assister, c'est aussi venir en aide moralement, par le dialogue et l'écoute. Se montrer attentif aux personnes, prendre soin de l'autre et se montrer bienveillant à son égard, dans les paroles, l'attitude et les actes, sont autant de comportements qui auraient sans doute permis d'instaurer un climat de confiance propice à une meilleure évacuation.

Or lors de l'éruption, les forces de l'ordre ont eu beau être présentes en nombre, leurs comportements n'ont pas été adéquats. Au lieu de travailler sur la création d'une relation de confiance avec les sinistrés, allant dans le sens d'une entraide face à l'agression extérieure et brutale que constitue l'éruption volcanique, les forces de l'ordre ont mis en place une gestion très stricte, plus orientée sur le contrôle et la répression pour la sécurisation de la zone, que sur l'assistance et le secours portés aux personnes sinistrées, qui ont cruellement fait défaut. Il a en effet pu être observé lors de la période d'évacuation :

- La fascination de la plupart des agents par l'éruption : ils étaient souvent trop occupés à se prendre en photo devant les coulées de lave pour remarquer les regards réprobateurs des habitants. Dans le film *Fogo na Boca*, une sinistrée est en train de quitter le village à pied, elle

[16] En guise d'exemple, on cite les observations faites lors de l'éruption de 2010 sur le volcan Merapi (Java, Indonésie) : « *la population au Mérapi refuse (…) souvent de partir des villages pendant les périodes de crise même si le danger est imminent [et où] les habitants retardent souvent leur décision de quitter leur village avant que la menace arrive* » (Mey, 2013, p.61).

ralentit le pas pour témoigner de manière spontanée devant la caméra : « *Il faut appeler la télé pour leur montrer parce qu'ils abusent. On essaye de sauver nos affaires. Avec tous les gens à l'entrée qui veulent nous aider. Mais les policiers disent non, et ils restent assis à rien faire. Les policiers et les militaires, ils n'aident personne. Tout ce qu'ils font c'est prendre des photos pour les mettre sur Facebook. Faut le dire.* » (*Fogo na Boca*, 12:39:15 12:57:13).

- Une certaine inertie, voire une mollesse de certains agents, contrastant avec l'agitation et la fébrilité des habitants en plein effort pour sauver le maximum de biens possible. Pourtant formés à combattre dans des conditions extrêmes, ceux-ci paraissaient souvent inoccupés, indécis, et même un peu perdus par rapport à la manière « d'affronter » la situation. En effet, à quoi bon des fusils pour lutter contre le volcan et empêcher la progression de la lave ?

Cette attitude paradoxale, d'inertie et de non-assistance allant jusqu'à l'entrave des efforts des habitants par la force, a été ressentie par les sinistrés comme une forme d'agression, comme l'explique Eurico Danilo Montrond, 53 ans : *« Selon moi, ils ont plus qu'exagéré, on avait besoin d'aide mais pas comme ça, on avait besoin d'être accompagnés. Ça ne servait à rien de nous faire tous évacuer pour qu'eux restent dedans. Si nous étions entrés chez eux en nous comportant comme des chefs, ils n'auraient pas été contents »* - *« Mi pami es fue muito esagerado a mais, du mesteva ajuda ma no de kel manera, pa du staba acompanhado. E ka pa du evakua pa es fika dento. Se era nos ke es intraba ses casa como chefi, es ka ta fikaba contenti »*.

21,1% des répondants au questionnaire dénoncent d'ailleurs les comportements verbalement ou physiquement violents des autorités, associés au manque de respect ou d'empathie envers les habitants. Certains évoquent des vols commis par la police ou l'armée. Là encore, plusieurs personnes témoignent :

> *« Ils ont frappé les gens avec des matraques. Les militaires ont profité de la situation pour prendre du vin, manger du manioc, comme si c'était la fête »* - *« Es fika ta da alguem po. Tropa pa djobe cosa de ses interes, pa djove vinho, come manioca, sima na festa »* (Elias Teixeira Ribeiro, surnommé Maruka, 25 ans).

> *« Des policiers de Praia nous ont frappés moi, mon frère et un homme qui travaillait pour moi. Ils nous ont frappés sans raison, un jour où je suis venu leur demander de l'aide parce qu'on m'avait volé dans ma maison. Il y avait du vin, peut-être qu'ils étaient ivres »* - *« Policia de Praia sota pami e nha hermo e nha trabadjador. Es sota sem razaõ, um dia ke mi bai pedi ajuda pa es pamodi pessoa roba na nha casa. Tinia vinho na kel cabo ke es sota tal ves es staba bibido »* (Jose Lopes dos Santos, surnommé Joze Doce, 26 ans).

> *« Ils ont dit qu'ils allaient surveiller, mais ils n'ont fait que ce qu'ils voulaient. La police était agressive. Et puis ma femme a vu un militaire prendre une valise pleine de vêtements de nos enfants. »* - *« Es fra mes ta faze seguranca e es ta faze cosas kes kre. Policia staba aggressivo. Tambe nha mudje odja tropa ku maleta xeia de ropa nova de se minis »* (Adriano Jose Montrond, 45 ans).

Bien que les sévices et exactions subis par les sinistrés soient peu excusables, les comportements adoptés par les agents déployés sur le terrain, ainsi que les actions menées, sont révélateurs de plusieurs éléments essentiels.

Tout d'abord, ils révèlent un manque de formation des forces de l'ordre, en termes de préparation et d'organisation de l'intervention reposant sur des connaissances solides de ces enjeux humains. En effet, les agents n'ont été ni formés ni entraînés à ce genre d'évènement, le seul exercice grandeur nature effectué ayant été réalisé en 2006, soit 8 ans avant l'éruption. De plus, la dernière éruption datant de 1995, les agents n'avaient jamais vécu ce genre d'évènement.

Ensuite, l'absence de travail préparatoire expliquant aussi la méconnaissance du phénomène éruptif par les agents, peut expliquer la fatigue ressentie et les sentiments de désarroi éprouvés par les agents, ce qui a nécessairement impacté l'efficacité de la gestion officielle. En effet, ce type d'évènement comporte une dimension humaine et émotionnelle forte. Le bruit de la lave qui avance, celui des explosions, la vision des maisons en train de disparaître, la souffrance visible des personnes ; tous ces éléments participent à créer une atmosphère de chaos, à laquelle nul ne peut rester indifférent. Or, si on ajoute à cette ambiance apocalyptique l'absence de périodes de repos et le manque de ravitaillement, on peut imaginer la fatigue physique et mentale des agents. Or, dans les rapports officiels, on ne trouve aucune information sur la manière de gérer les émotions et la fatigue, ce qui traduit une sous-estimation des comportements et des jugements humains.

Enfin, et pour aller dans le même sens, il apparaît légitime de ne pas rendre seulement responsables les agents de terrain, qui n'ont finalement fait qu'appliquer les ordres venant du haut de la hiérarchie. La responsabilité revient ainsi aux décideurs politiques à l'échelle nationale, les mesures de terrain observées étant en effet le parfait reflet de l'idéologie militaire qui sous-tend le dispositif de gestion de crise dans son ensemble, et qui correspond à un vrai choix politique. En effet, étant conditionnés en tant que soldats, ils ont reproduit sur le terrain ce qu'ils ont appris pendant des entraînements s'adressant à d'autres types de situation (guerre, violence), d'où des comportements parfois très durs et sans compassion envers les populations locales, pourtant en situation de détresse et de souffrance. Ces mesures évoquent ainsi des stratégies militaires, ce qui fait écho aux travaux de Claude Gilbert qui explique que « *les catastrophes ressemblent beaucoup à la guerre* » (Gilbert, 1995, p. 232). L'utilisation de schémas apparentés au domaine militaire n'est pas propre au Cap-Vert. *« De nombreux États supposent ainsi que seules des manœuvres de grande ampleur s'avèrent efficaces pour faire face à des évènements dépassant l'ordinaire, soit bien souvent la construction de larges infrastructures de protection, le gel absolu de zones menacées ou la mobilisation des forces armées si un évènement dramatique se produit.* » (Gaillard, Wisner, & Nava, 2014). Des auteurs analysent la façon dont les représentations de l'hyper-masculinité et ce modèle de gestion des catastrophes de type "commande et contrôle" se rejoignent (Enarson, dans Hobson *et al.*, 2014 ; MacGregor, 2010). Dans cette optique, le fait de choisir une réponse militaire en réaction à l'insécurité provoquée par un aléa naturel perçu comme menaçant peut être interprété comme une construction fantasmée d'une masculinité extrême, violente et guerrière[17].

Cette idéologie de guerre contre un phénomène ennemi explique les choix stratégiques qui ont été faits pour gérer la crise, en dépit de recommandations internationales inverses.

- ❖ Une vision de court terme aléa-centrée qui répète les erreurs du passé et aggrave la vulnérabilité en affectant les capacités de résilience

Ces premiers symptômes de désorganisation institutionnelle face à la crise et d'inadéquation des moyens mis en place pour y faire face, traduisant notamment une stratégie de guerre pour « sauver les hommes des griffes du volcan », rappellent étrangement des stratégies mises en place, jadis, par les institutions, pour gérer la crise éruptive de Fogo de 1995.

[17] Cette réflexion fait écho à l'article « Désarmer la masculinité » d'Henri Myrrtinen (2003), dans lequel l'auteur démontre que le « *déploiement public d'armes, la menace de leur utilisation ou leur utilisation effective font partie intégrante des modèles de masculinité militarisés et violents* » (Myrttinen, 2003, p.43).

- Évacuations forcées et refus obstiné d'organiser l'évacuation des biens et des animaux : une erreur stratégique et idéologique ?

Comme ce fut le cas lors de l'éruption de 1995, les acteurs institutionnels chargés de la gestion de crise ont de nouveau fait l'impasse sur la question de l'évacuation des biens, mais également celle du transport et du relogement des animaux pendant l'éruption de 2014. Au contraire, ils ont refait le même choix stratégique de donner priorité exclusive à l'évacuation des habitants, évacuation qui a été encore une fois en partie contrainte et menée avec force par l'armée, les habitants de Chã ayant tendance à revenir dans la caldera, y compris dans les moments où l'activité volcanique était à son paroxysme. De manière répétitive, ils ont ainsi tout misé sur l'évacuation musclée des personnes en priorité (le mot d'ordre était inlassablement « sauver des vies »), et la similitude entre les témoignages recueillis est frappante : on retrouve le même scénario avec d'un côté la résistance des habitants à quitter la caldera, et de l'autre l'emploi de la force par les autorités (cf. **chapitre 6.1**, entretien avec Antonino Teixeira, 2011 ; Nascimento *et al.*, 2016).

Quatre arguments majeurs venaient pourtant plaider en la faveur d'un choix stratégique inverse d'évacuation prioritaire des biens et des animaux :

1) Ne pas planifier, en parallèle, la prise en charge de leurs moyens d'existence, c'est ne pas tenir compte, idéologiquement, que sauver des gens, sans leurs moyens de vivre en autonomie, c'est les condamner à une mort économique. En effet, le véritable enjeu d'une telle éruption pour les autorités n'aurait pas dû être uniquement de sauver la vie des habitants (vision de court terme), mais de sauver aussi leurs animaux, biens et moyens de production, afin de limiter les pertes occasionnées et ainsi faciliter le retour à une autonomie économique et financière en phase post-éruptive (vision à moyen terme).
2) Et cela, les principaux acteurs institutionnels le savaient, puisqu'ils ont participé en tant que partenaires, au programme MIA-VITA, et ont reçu le programme : ils auraient dû prendre en compte les recommandations scientifiques, et les intégrer à leur plan d'urgence, la mesure prioritaire consistant à évacuer d'abord les biens et animaux avec les populations, pour ensuite mettre les personnes en sécurité. Au-delà des programmes de recherche menés localement, les nombreuses directives internationales en matière de réduction des risques de catastrophe, mentionnaient aussi assez clairement ces éléments.
3) La cible a d'autant plus été manquée en matière de gestion de crise, que, dans ce cas précis, les habitants ont été évacués, « secourus », alors que leur vie n'était raisonnablement pas en danger, ce qui force à relativiser le succès revendiqué par les acteurs institutionnels en lien avec l'absence de morts. En effet, cette éruption se caractérise par un faible indice d'explosivité. Autrement dit, elle présente un risque de pertes de vies humaines très faible, voire inexistant, comme l'explique Bruno Faria : « *Ici à Chã das Caldeiras, le terrain est assez plat. Et dans ces circonstances, la lave se propage très lentement. Donc, comme le dit un géologue anglais, Simon Day, Chã das Caldeiras est l'endroit à Fogo où il y a le moins de risque direct pour la vie des personnes. On a l'exemple de 1951 et de 1995. Mais le risque vient d'autre part. Dans le sens où la lave détruit leurs propriétés, leurs maisons, leurs champs* » (cf. entretien avec Bruno Faria, novembre 2013). Dans ce contexte, vouloir en premier lieu sauver les vies humaines apparaît donc déconnecté des priorités et des enjeux réels. Pour cette raison, le ton de Fausto Rosario devient caustique quand il évoque le sujet : « *Personne à Chã n'a crié à l'aide. Personne n'a dit : sortez-moi d'ici sinon je vais mourir* » (Fogo na Boca, 10:25:15 à 10:31:17).
4) Enfin, ce n'était pas le choix et le désir des habitants, qui souhaitaient avant tout préserver leurs richesses difficilement accumulées. Le sauvetage économique était largement prioritaire à leurs yeux.

On assiste à un conflit idéologique important, opposant deux positionnements opposés : l'un s'appuie sur la vision top-down aléa-centrée (plan de contingence dirigé par l'armée, et sur le dispositif de surveillance du volcan de Fogo) et l'autre sur une approche socio-économique du risque privilégiant la sauvegarde des moyens d'existence autant que les vies humaines. Alexandre Nevsky explique : « *Les autorités avaient comme objectif d'évacuer les personnes, alors que les gens eux prenaient leurs chaises, leurs sofas, et partaient à la recherche de transports. S'ils en trouvaient un, ils partaient. Sinon, ils restaient avec leurs biens sur le Monte Amarello. Face à ça, l'attitude des autorités a été la suivante : "je ne veux pas entendre pourquoi tu ne veux pas sortir ". Comme ça, ça ne peut pas fonctionner* » (entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2015).

Alors pourquoi une telle stratégie d'évacuations forcées ?

Hypothèse 1 : Les acteurs ne semblent pas avoir pris conscience (ou s'agit-il de mauvaise foi ?) de l'inefficacité de leur stratégie aléa-centrée sur le long terme, et de la situation réelle vécue sur le terrain. Ils sont convaincus d'avoir fait les bons choix et d'avoir limité les pertes (cf. **figure 7.24**).

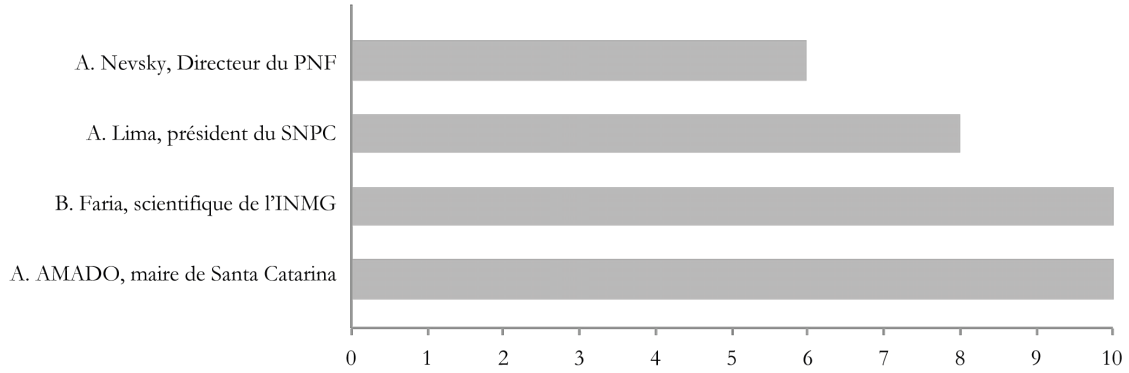


Figure 7.24. Évaluation de la qualité de la gestion institutionnelle de l'évacuation des biens et des personnes de 2014 par les autorités (source : F. Chouraqui, entretiens qualitatifs avec les acteurs cités entre 2015 et 2016 ; question posée : « Sur une échelle de 0 à 10, comment qualifierez-vous la qualité de l'évacuation des biens et des animaux pendant l'éruption de 2014-2015 par les autorités ?).

Cette hypothèse correspond aux discours des acteurs institutionnels. Ainsi, du point de vue du président de la Protection Civile, il n'y a pas eu répétition du même schéma répression/résistance dans la mesure où il affirme que *« les gens ont compris qu'ils devaient partir après la première phase, une fois qu'ils ont vu qu'on avait raison, que le volcan n'allait rien épargner.* (..) *Une fois que les gens ont vu qu'on les aidait et qu'ils ont réalisé le risque, ils ont fini par demander de l'aide. Il y a eu des gens qui ont eu au début des résistances, et qui ont fini par demander de l'aide, quand ils se sont retrouvés en risque de perdre la vie, et qui ont demandé de sauver les biens de chez eux* » (cf. entretien avec Arlindo Lima, président du SNPC, novembre 2015). Il défend que l'intervention s'est faite de manière à permettre aux habitants de sauver au maximum leurs biens et leurs animaux : *« Dans toute évacuation, les gens abandonnent leurs maisons et la zone de risque avec un sac sur le dos. Dans d'autres pays, les gens partent avec leur sac à dos et leur téléphone. Mais à Chã, on a permis que les gens partent avec tout : leurs portes, leurs fenêtres, tout, ils les ont arrachés et ils sont partis. Seuls les murs sont restés. Les personnes qui ont collaboré dès le début des opérations ont pu sauver l'ensemble de leurs biens. Pourquoi a-t-on permis ça ? Parce qu'étant donné la situation économique actuelle globale au Cap-Vert, il est possible que les gens n'aient pas d'argent pour racheter des portes et des fenêtres, qu'ils aient d'autres priorités. Mais la priorité pour la PC c'est de sauver les vies »* (entretien avec Arlindo Lima, président du SNPC, novembre 2015).

Ainsi, pour la majorité des autorités impliquées (Croix-Rouge, SNPC, mairie de Santa Catarina), l'absence de victimes mortelles reflète le succès de la gestion de crise (**figure 7.24**), qualifiée de

« remarquable » (B. Faria, INMG) ou encore de « gestion de haut niveau » (A. Lima, président du SNPC). En effet, à première vue, il semble logique de défendre que *« quand la lave est venue couper la route principale à l'entrée de Chã das Caldeiras, pour nous ça voulait dire que la voie d'accès aux personnes était coupée. Notre préoccupation a donc été de sauver la vie des personnes qui étaient de l'autre côté. Il y a une catastrophe, des blessés, des enfants, des personnes âgées, notre priorité numéro 1, c'est de sauver la vie des personnes. »* (Jose N/D, *Disaster Manager* de la Croix-Rouge capverdienne, janvier 2015). Ainsi, derrière l'apparente désorganisation des secours, on peut lire une véritable idéologie de guerre aléa-centrée de court terme, qui vise exclusivement à mettre les gens hors de portée de l'aléa, sans penser à la phase post-catastrophe, sans considérer l'importance de garantir un retour à l'autonomie économique.
Alexandre Nevsky, même s'il est plus mitigé que les autres acteurs concernant la réussite des autorités en matière d'évacuation des personnes et des biens, dresse également un bilan positif : « *On a réussi à sauver la majorité des biens. Ceux qui n'ont pas été sauvés, c'est parce que les gens n'ont pas collaboré. Il y a beaucoup de gens qui ont résisté et qui ont dit que la lave n'allait pas arriver jusqu'à chez eux ».*

Hypothèse 2 : On peut poser l'hypothèse d'une vision erronée et aléa-centrée de la vulnérabilité des populations locales. Les facteurs socio-économiques de vulnérabilité qui ont poussé les habitants à investir la caldera et à ne pas évacuer tant que leurs biens ne sont pas mis en sécurité auraient intuitivement dû invité les gestionnaires à adopter une stratégie visant à aider aux évacuations des biens pour lever la contrainte et favoriser leur évacuation physique. Pourtant, loin de considérer ces facteurs, les acteurs institutionnels (SNPC et INMG notamment) se focalisent sur la perception de l'aléa. Ils jugent celle-ci mauvaise chez les habitants de Chã, d'où le choix de « les sauver d'eux-mêmes » en les forçant à évacuer puisque pour eux, le comportement du refus d'évacuer signifie qu'ils ne perçoivent pas le danger. Dans le rapport du gouvernement publié après la crise volcanique, on peut lire que « *les populations ont une perception du risque très limitée basée sur une expérience antérieure réduite, le manque de prévisibilité des éruptions volcaniques et le modèle spécifique du volcanisme à Fogo »* (PNDA, p.80). Il explique que malgré des connaissances empiriques traditionnelles, « *une compréhension complète sur les dangers et menaces associés aux évènements volcaniques n'a pas encore été pleinement acquise par la communauté scientifique, et encore moins par les locaux »* (PNDA, p.80). Ce rapport rejoint la déclaration de Nuna, chef de la Police de Fogo : *« La plus grande difficulté, c'est la résistance des habitants. Ils ne veulent pas partir et abandonner leurs biens. On observe aussi une certaine désorientation de la population face aux difficultés. Comme ils sont nés et qu'ils ont grandi ici, ils pensaient pouvoir vivre avec le volcan en toute simplicité. Ce n'est qu'au moment où la situation s'est aggravée, qu'ils se sont rendu compte de leur ignorance* » (*Fogo na Boca*, 14:50:00 à 15:19:22).
Pourtant, la résistance des habitants à quitter définitivement la caldera pendant l'éruption n'est pas liée à une mauvaise évaluation de la situation ou une connaissance réduite des évènements précédents. En effet, il a été démontré que le volcan de Fogo fait partie intégrante de la vie des habitants et que les risques associés à son activité sont non seulement bien connus, y compris par les personnes n'ayant pas vécu les éruptions passées, dans le contexte d'une transmission intergénérationnelle des savoirs associés à l'activité volcanique (cf. **chapitre 6**). De plus, il ne s'agit pas uniquement d'une question de connaissance, mais aussi d'acceptation. L'analyse des perceptions sur les contraintes et les opportunités (**figure 6.19**) a permis de montrer que les menaces économiques, sociales et politiques quotidiennes sont jugées comme prioritaires par rapport aux dangers associés à la menace volcanique[18]. Cette mise en balance des risques rappelle les résultats avancés dans la thèse de Pauline Texier sur les quartiers précaires de Jakarta exposés aux inondations, avec une tendance des populations locales à relativiser les aléas extrêmes par rapport à d'autres aléas du quotidien (Texier, 2009, p.251-252). Elle observe que « *les*

18 On rappelle ici brièvement que bien qu'étant caractérisées par une intensité extrême et des destructions potentielles particulièrement importantes, les éruptions sont très espacées dans le temps et sont donc considérées comme exceptionnelles, contrairement aux bénéfices quotidiens associés au volcan.

pratiques s'expliquent par la mise en balance de toutes ces menaces, du fait d'un défaut global de droit d'accès aux ressources et non à une perception défaillante ». Dans la même perspective, le questionnaire MIA-VITA montre une bonne perception du risque volcanique des habitants de la caldera : en 2011, 79,3% des répondants ont déclaré pouvoir être affectés par une éruption future. De surcroît, 41,4 % des personnes ont évoqué leur préparation à ce type d'évènements. Par préparation, 10,3% des enquêtés font référence à leurs maisons de relogement et 20,7% au fait d'être « prêts psychologiquement » ou encore attentif au danger potentiel. Pour ces derniers, « être prêt » signifie donc être « habitué à l'idée ». Ce type de réponse indique une certaine acceptation du risque, voire une forme de résignation face à la menace volcanique, considérée comme inéluctable.

Hypothèse 3 : Les acteurs institutionnels connaissaient ce positionnement idéologique centré sur la nécessité d'un sauvetage socio-économique pour permettre le relèvement post-catastrophe, puisqu'ils ont eu accès aux résultats de recherche menée depuis 2010 dans la caldera. Ils ont donc délibérément fait le choix de forcer à l'évacuation, sans soutenir l'évacuation des moyens d'existence, choix correspondant à une stratégie d'accaparement des terres de la caldera. L'éruption volcanique devient une opportunité permise par l'affaiblissement de ses irréductibles occupants. Leur objectif réel était donc de sauver des vies uniquement pour les réinstaller hors caldera, et pouvoir mener à bien un projet de géoparc à l'entrée payante pour centraliser les bénéfices du tourisme. Cette hypothèse ne repose pas sur des preuves mais avait déjà été soulevée en 1995 : les maisons de relogement construites hors caldera avec le concours du gouvernement allemand, avaient pour but de fixer les populations en dehors de Chã et permettre un accaparement du territoire convoité de la caldera. De la même manière, les stratégies plus récentes d'administration de la caldera par des tentatives de régulations d'accès au foncier et de restrictions d'usage avaient pour objectif de garder le contrôle sur la manne économique liée à la caldera.

- La « prophétie » s'accomplit à nouveau : mécontentement des habitants et conséquences sur l'exposition au danger et sur les capacités économiques à se relever

Il résulte de ces choix idéologiques forts, quelles qu'en soient les hypothèses explicatives, la répétition d'une prophétie qui s'accomplit à nouveau : des gens exclus, relayés hors de leur territoire source de richesses, vivant, mais à quel prix ?

Cette situation est évidemment loin de satisfaire les sinistrés de l'éruption. En décalage avec l'autosatisfaction des pouvoirs publics, 90,6% des personnes enquêtées affirment que l'évacuation officielle aurait pu être mieux organisée, et 67,2% se disent insatisfaits des mesures institutionnelles en termes d'évacuation.

La principale raison de mécontentement est liée aux préjudices dus à l'interdiction d'entrer dans la caldera qui sont cités de manière prioritaire, dans 55,5% des réponses. Les récits, dont voici deux exemples, sont souvent similaires et tiennent pour responsables des pertes matérielles les autorités :

> *Ils ont gêné l'entrée dans Chã, ils n'ont pas laissé les gens entrer à temps. (…) Je n'ai pas réussi à sauver un tiers de mes affaires parce que les autorités ne m'ont pas laissée passer. On était là à attendre à Corral D'Asno [entrée de la caldera] jusqu'à ce qu'ils décident si oui ou non on pouvait passer »* - *« Es dificulta entrada na Chã es ka dexa intra pessoa na hora. (...) Mi ka consigue salvas nem tersa parte de cusa de me pamodi otoridade ka dixa nos entra. Du fika ta spera la na coral D'Ar tel kes decide se sim o não du ta intra »* (Amarisa Pires dos Santos, surnommée Xuma, 28 ans) ;

« Souvent, ils interdisaient aux gens d'entrer pour sauver leurs animaux ou pour aller dans les champs récolter les haricots. Par contre, ils ont laissé passer des personnes qui ne sont pas de Chã et ces personnes ont commis des vols. J'ai dû pleurer pour qu'ils me laissent entrer. « Txeu bes es ka dixa pessoas de Chã entra pa salva animal o pa ba campo pa cata fijão. Mais oto pessoas ke ka di Chã es dexa e kes pessoas ba furta. Mi teve ke xora pa es dixa entra. » (Felix Montrond Monteiro, surnommé Fefa, 27 ans).

Le manque d'aide pour sauver les biens et les animaux des personnes apparaît ainsi en deuxième position des critiques à l'encontre des autorités en matière d'organisation de l'évacuation, avec 18% des répondants. Le témoignage suivant donne un aperçu des récits entendus :

« Les gens ont eu beaucoup de mal pour évacuer leurs biens. On avait besoin d'aide. Les militaires et la police devaient aider les gens à sauver leurs biens, mais ils n'ont pas aidé. Ni les militaires ni la police … le siège du Parc Naturel appartient au gouvernement, mais ils n'ont rien fait non plus. Ils n'ont même pas aidé à sauver les biens du gouvernement, c'est les gens de Chã qui ont aidé le Parc » - « Pessoas tinhia txeu dificuldade pa evakua cosas de ses. Es mesteba ajuda. Tropa ku policia devia juda pessoa pa salva ses bems, mas es ka juda. Nem policia nem tropa … sede de parque ki é um lugar de governo tropa ku policia ka faze nada. Es ka toma medidas certas pa salva bems di governo, é pessoas di Chã ke bem judas Parque » (Lucia Vieira Fontes, surnommée Santinha, 40 ans).

Le sauvetage des biens et des moyens de production n'a ainsi non seulement pas été organisé et assisté par les autorités, il a aussi été empêché par celles-ci, à cause des restrictions institutionnelles de l'accès à la caldera. Cela a limité l'efficacité de la mise en sécurité des biens et des ressources physiques et économiques (moyens de production, meubles etc.) en limitant les allées et venues entre les villages de relogement et la zone exposée, sans pour autant sécuriser l'espace contre les vols. Cette mesure a ainsi largement contribué à aggraver les pertes et dégâts matériels, notamment la perte du bétail, compromettant les chances des sinistrés de se réhabiliter à l'issue de la catastrophe. Ainsi, même si conformément aux objectifs prioritaires institutionnels, aucune perte humaine n'est à déplorer, les moyens d'existence de cette population ont été fortement endommagés, voire pour certains anéantis, la capacité de cette société à se relever de cette crise s'en trouvant clairement réduite.

De plus, paradoxalement et à l'inverse des objectifs fixés, on observe que les membres de la communauté qu'il était question de protéger se sont davantage mis en danger à cause des mesures visant à sécuriser la zone en empêchant les circulations. En effet, pour éviter le barrage policier, certains des habitants ont adopté des stratégies d'adaptation dangereuses comme marcher sur la lave à peine refroidie ou escalader des escarpements rocheux, dont les chemins d'accès sont abrupts et marqués par des éboulements de blocs fréquents, le plus souvent de nuit.

Enfin, le choix institutionnel de localiser les camps de réfugiés à Mosteiros, São Felipe et dans les maisons de relogement de Monte grande et Achada Furna, n'a pas non plus favorisé la continuité d'activité pendant l'éruption. En effet, aucun transport n'a été affrété entre les localités de relogement et la caldera, entravant la mobilité des sinistrés, qui pourtant auraient pu compter sur quelques ressources agricoles de la caldera pour vivre, d'autant plus que l'aide d'urgence alimentaire apportée n'a pas été ressentie par les bénéficiaires comme toujours suffisante.

❖ Inégalités, conflits et sentiment de dépendance : les avatars d'une approche de l'aide d'urgence dans les camps par assistanat top-down

◆ Une suspicion d'injustice et de détournement généralisé des fonds d'urgence et l'érosion des solidarités collectives

En plus de la création de camps temporaires de réfugiés, l'aide financière et matérielle nationale et surtout internationale a permis de distribuer aux sinistrés des biens alimentaires et non alimentaires de première nécessité (des couvertures, des vêtements, des casseroles, des, médicaments, des produits d'hygiène, des tentes, etc.). Sa distribution est apparue comme un processus complexe, particulièrement délicat et polémique et donc source de conflits. Ainsi, malgré l'effort et l'afflux de dons en quantité suffisante via des programmes d'aide financés par une vingtaine de donateurs publics et privés[19], ainsi que la participation de 300 personnes[20] pour soutenir la réponse humanitaire à l'éruption volcanique (rapport final du plan d'action d'urgence en 2016, p.4), les récriminations ont été nombreuses de la part des sinistrés.

En effet, les données du questionnaire réalisé pendant l'éruption, montre que 76,6% des individus se disent insatisfaits de la distribution de l'aide, contre 23,4% des personnes satisfaites.
Pour les acteurs institutionnels, comme la Croix Rouge capverdienne, acteur en charge de l'aide humanitaire, il peut sembler logique que les attentes des sinistrés excèdent forcément les moyens disponibles. Ainsi, pour Jose (nom de famille inconnu), DM (*Disaster Manager*) de la Croix Rouge Capverdienne détaché à Fogo par la Croix-Rouge, l'aide humanitaire vise à donner le minimum de confort, à faire en sorte que les gens ne souffrent pas de la faim. Il ajoute que l'aide reçue ne peut qu'être perçue comme insuffisante, dans la mesure où « *il est impossible de recréer les conditions de confort qu'ils ont chez eux, même avec tout l'argent du monde* ». Ainsi, selon lui, même si tout est fait pour satisfaire les personnes, rien ne peut apaiser leur sentiment de dépossession et soulager leur frustration face aux pertes subies.

Pourtant, même si cette explication ne doit pas être entièrement écartée, cette insatisfaction est liée à différents facteurs, selon les sinistrés bénéficiaires (**figure 7.25**). La principale source de mécontentement concerne la faible quantité des produits mis à disposition des sinistrés. En effet, l'aide est censée couvrir les besoins alimentaires des familles relogées en dehors de la caldera, or les quantités ne sont pas estimées comme suffisantes par 35,2 % des enquêtés. Ce témoignage n'est qu'un exemple parmi d'autres : « *Ils donnent 7 kilos de riz pour 15 jours pour 4 personnes, c'est pas assez et c'est toujours les mêmes*

[19] Les donateurs publics comportent l'Union Européenne, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne Echo/Portugal, la Communauté Economique Des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Institut d'Afrique Occidental, l'ONU, l'Union Africaine et l'*União das Cidades Capitais Luso-Afro-Americo-Asiáticas* (UCCLA) avec la municipalité de Lisbonne ; Les gouvernements d'Argentine, d'Angola, d'Australie, du Brésil, de Chine, d'Espagne, des États-Unis, de Guinée Bissau, du Japon, de São Tome et de Timor Est.
Les donations privées proviennent de Hollande, des États-Unis, d'Espagne, d'Allemagne, d'Angola, du Portugal, d'Italie et de France, avec des donateurs multiples (diaspora, ONG, et donateurs issus du secteur privé).

[20] Au total, d'après le rapport final du Plan d'action d'urgence de l'*International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies* (2016, p.4), le personnel mobilisé par la Croix Rouge pendant l'éruption de 2014-2015 compte :

- Une équipe d'évaluation rapide (3 membres) ;
- Une équipe nationale de coordination de la gestion des catastrophes (4 membres) ;
- Quatre équipes itinérantes pour soutenir les équipes locales de São Filipe et Mosteiros (12 membres) ;
- Deux équipes de coordination locales à São Filipe et Mosteiros (le nombre de membres n'est pas précisé) ;
- 274 volontaires mobilisés ;
- 12 membres du personnel rémunérés de l'administration centrale de Praia (AC) ont été mandatés à Fogo.

aliments, il n'y a ni légume, ni fruit. Mais le problème c'est surtout l'aide pour les enfants, ce qu'ils donnent pour 15 jours n'est vraiment pas suffisant. Les couches ne sont pas de bonne qualité. L'eau, ils en ont donné deux fois au début et c'est tout. Moi je n'ai pas de travail, je ne peux pas acheter ça pour le donner à mes enfants » - « Es sta da nos 7 kilo de arroz pa 15 dia pa 4 pessoa ka ta xiga i é sempre mismo tipo de alimento, ka tem verdura nem fruta. Mas problema sobretudo pa ajuda pa mininho, e cusa ke es ta da pa 15 dias é muito poco. Daipe ka sta dreto. Agua es da so 2 bes es ka da mas. Mi ka tem trabadjo ka ta pode compra kes cusa pa nha fidjo » (Loide Barros de Pina, 23 ans, relogée à São Filipe).

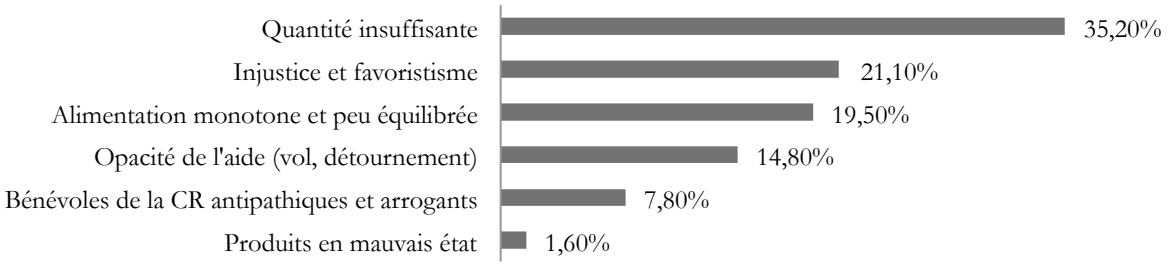


Figure 7.25. Réponse à la question « pourquoi l'aide dont vous bénéficiez n'est-elle pas satisfaisante ? » (Questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de population de 128 personnes).

L'alimentation distribuée est de plus décrite comme étant déséquilibrée et monotone par 19,5% des personnes enquêtées : les féculents, en particulier le riz et les haricots secs, occupent une place importante et sont consommés à presque tous les repas. Par contre, les fruits et légumes, les produits laitiers, la viande ou le poisson ne sont que peu proposés. Le *Disater Risk Manager* de la Croix Rouge reconnaît que ces carences existent, mais explique qu'il n'y a pas les moyens à Fogo pour stocker et conserver d'importantes quantités de produits frais.

D'autre part, c'est l'inégalité d'accès au dispositif d'aide qui a été largement mis en question. Le favoritisme et l'injustice apparaissent comme les principaux sujets de mécontentement, et sont évoqués par 21,9% des enquêtés. Les témoignages abondent au sein de la communauté : *« Ils donnent la nourriture et les choses seulement à ceux qu'ils veulent, il y a beaucoup de personnes à qui ils ne donnent pas, ils font du favoritisme. Quand c'est un ami ou de la famille, il a droit à une caisse entière de sardines en boîte, quand c'est Nesito, il n'a droit à qu'à du maïs rouge » - « Es sta da comida i cosa so pa kes ki es kre, tzeu pessoa es ka sta da, es ta favorece pessoa. Amigu ku familia es sta da sardinha enlatado na caxa, Nesito es sta da so midjo burmedjo »* (Lourenço Francisco Fernandes, dit Nesito, 29 ans).
Cette impression que l'aide est distribuée de manière arbitraire et inégale crée des tensions avec les bénévoles de la Croix Rouge. Le témoignage de Candido Eugenia Pires, bénévole originaire de Fogo employé dans le camp de relogement de Mosteiros, montre que celui-ci manifeste le sentiment d'être confronté à des personnes qui en font trop, qui jouent la comédie : « *aujourd'hui par exemple, un petit garçon est venu me demander une soupe. Je lui ai donné. Après il est revenu en disant qu'on la lui avait volée. Je suis allé en chercher une autre, mais je ne savais pas si c'était vrai ou non. Ce n'est pas contre eux, ce n'est pas ça, mais ils réclament beaucoup. Et quand tu dis non, ils vont le dire à l'autre. Et la situation s'envenime. Quand les autres s'en mêlent, ça te crée plein de problèmes* » (cf. entretien avec Candido Eugenia Pires, décembre 2015). C'est ainsi que 7,8% des répondants au questionnaire estiment que les bénévoles de la Croix Rouge leur semblent « antipathiques et arrogants ».

La distribution de l'aide repose sur un processus préalable d'identification des « bénéficiaires », et il n'est pas neutre dans ce sentiment d'injustice ressenti. L'intervention d'urgence a volontairement mis de côté les familles ne vivant pas dans l'enceinte de la caldera, principalement des agriculteurs dont les moyens

de subsistance dépendaient de leur production dans Chã. En effet, lors d'un premier recensement, 1 191 personnes s'étaient vu attribuer l'aide alimentaire de base. La population sinistrée totale du village étant évaluée à 964 habitants (PNDA, 2015, p.23-24), un deuxième recensement a été réalisé pour exclure de la liste des bénéficiaires les individus ne répondant pas aux critères d'obtention, tels que résider à Chã et ne pas être fonctionnaire, et le nombre de déplacés a été réévalué à 948 individus (Cabral *et al.*, *International conference on the 2014-2015 Fogo eruption*, 24 novembre 2015).

	Nombre de déplacés	Nombre de famille	Personnes enlevées des listes
São Filipe	124	42	88
Mosteiros	137	42	30
Monte Grande	271	78	88
Achada Furna	416	109	37
TOTAL	**948**	**271**	**243**

Figure 7.26. Variation du nombre de personnes déplacées par localités de relogement (source : Cabral et al., International conference on the 2014-2015 Fogo eruption, 24 novembre 2015).

Ainsi, sur les 243 personnes rayées de la liste (**figure 7.26**), certaines ne vivaient plus à Chã depuis des années, mais y exerçaient une activité agricole leur assurant leurs moyens de subsistance. Certains, comme Maria Teresa Lopes Fernandes (Teresinha, 58 ans), qui habitait à la fois à Chã et à São Filipe avant l'éruption, ont réussi à réintégrer la liste. Elle raconte : « *J'ai dû pleurer pour réclamer l'aide parce qu'ils ont considéré que je n'étais pas de Chã. Ils ont même fait venir la Police. Des gens ont dû venir témoigner pour dire que je suis bien de Chã, que c'est mon champ qui me fait vivre, que je n'ai pas d'autre ressource, pour qu'ils me remettent sur la liste* » - *« Mi um teve ki txora pam consigui ajuda pamodi es considera ma mi é ka di Chã. Te policia es pom. Teve ki bai alguem pa bai fra mais mi é di Chã, mais mi ta vive de nha txon, ma mi ka tem oto recurso, pa es consigue pom nha nome na lista ».* D'autres, comme Mélissa Teixeira, qui travaillait pour la Mairie de Santa Catarina mais dépendait aussi des ressources de ses champs, n'ont plus eu le droit à l'aide de base.

Face à cette injustice ressentie, l'obtention d'aide repose presque exclusivement sur la capacité d'une personne à faire preuve d'ingéniosité pour mettre en place des tactiques afin de formuler une demande d'aide, de se tenir informée des différentes modalités d'attribution, de défendre ses droits face aux bénévoles (en établissant une bonne relation avec eux). Ainsi, quand Edina dit : « *moi je suis allée à Achada Furna, ils m'ont donné de tout. Ils m'ont donné tout ce qu'il faut pour manger, pour l'hygiène. Un matelas pour dormir, des draps. »* (Edina Ribeiro, décembre 2014, Chã das Caldeiras), le bon traitement qu'elle a reçu doit aussi être mis en lien avec sa capacité à faire valoir ses besoins auprès du personnel bénévole. Or, comme démontré dans le **chapitre 6**, tous les sinistrés ne disposent pas, au quotidien, de la même capacité à revendiquer leurs droits. Ce défaut d'accès à la ressource politique, inégalitaire et quotidien, se retrouve ainsi exacerbé en temps de crise. L'analyse des donations par mois (voir **Annexe 8**, source : conférence de Cabral *et al.*, 2015) montre que l'aide alimentaire proposée ne permet pas aux sinistrés d'avoir une diète diversifiée. Les féculents constituent la base de celle-ci, soit 70% de l'aide alimentaire, dont 47% de riz (**figure 7.27**). Ce pourcentage est largement supérieur aux recommandations de la Fédération française des Banques Alimentaires (cf. note de la FFBA n°89 du 25/11/2006 - rubrique B-2), qui préconise de ne pas dépasser 25% de féculents en matière de répartition des différentes grandes familles de produits consommés. L'aide alimentaire ne comprend aucun légume ni aucun fruit (0% au lieu de 33%). Par contre, la part de protéines animales est satisfaisante (12% de l'aide alimentaire fournie), mais il ne s'agit que de poisson en conserve (pas de poisson frais, d'œuf ou de viande). Les bénéficiaires reçoivent également des apports en produits laitiers inférieurs aux recommandations (7,9% seulement contre les 25% recommandés).

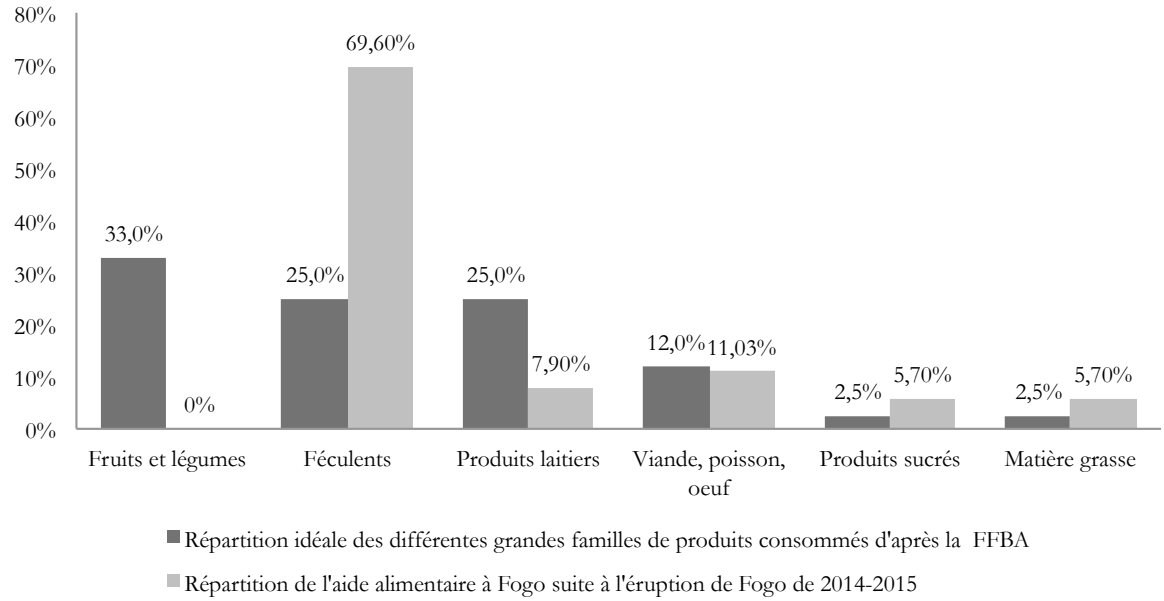


Figure 7.27. L'aide alimentaire à Fogo après l'éruption de 2014-2015 par familles d'aliments par rapport aux recommandations spécifiques à l'aide alimentaire de la Fédération française des Banques Alimentaires (source : note de la FFBA n°89 du 25/11/2006 - rubrique B-2, conférence de *Cabral* et al.*, 2015).*

Enfin, 14,80% des enquêtés ont fait allusion au manque de transparence autour de la circulation de l'aide. Dans tous les centres de relogement, des rumeurs circulaient : *« Il y a des problèmes avec la Croix-Rouge. Ils nous aident, mais ils nous parlent mal, comme si on était des prisonniers et ils refusent de donner à manger à certains. Ce qui arrive est censé être pour nous, mais ils s'en servent plus pour eux que pour nous, l'aide est détournée »* - *« Tem problema principalmente cu Cruz Vermelha. Es ta juda mais so ke es ta fika ta fala cu nos mal, sima du sta preso, i es sta nega da alguem comida. Cosa de nos ta servi pa es mais ke nos, es ta disvia nos apoio »* (Antonita de Baros Fernandes, appelée Tunais, 25 ans, décembre 2014). Évidemment, en l'absence de preuves concrètes ou de données quantitatives précises, il est impossible de procéder à des estimations sérieuses ou d'affirmer avec certitude de la légitimité ou non des diverses accusations. Cependant, la récurrence des soupçons rend tangibles les accusations. À tort ou à raison, certains imaginent que l'aide est nettement plus importante, encouragés en cela par des descriptions comme celle de Marino dans le film *Fogo na Boca* : « *On mange ce qu'ils veulent bien qu'on mange. On a des couvertures pour nous couvrir seulement s'ils le veulent. Il y a des couvertures, des draps qui sont arrivés. Ici à Montegrande, on n'a qu'une couverture pour toute ma famille. On n'a rien. En ville j'ai vu des sandales pour femme, toutes neuves. Dans leur emballage. Des chaussures pour les hommes. Mais ils disent toujours : "Non ça faut pas le prendre, regardez mais n'y touchez pas. Pas touche ". Des matelas en train de brûler au soleil. Des couvertures. Qui a besoin de couverture, un édifice ou des êtres humains ? La protection Civile est-elle là pour nous protéger nous qui venons de Chã, qui avons été délogés et délocalisés ? Ou bien est-ce que la protection Civile et la Croix Rouge veulent tout garder sans rien nous laisser ? Pourquoi ça ? C'est intolérable* » (Marino, *Fogo na Boca*, 28:14:20 à 29:16:02). Comme Alcindo Montrond, ils sont nombreux à affirmer que le gouvernement aurait choisi d'exagérer les effets de l'éruption dans les médias pour recueillir le maximum d'aide étrangère et la détourner (cf. entretien avec Alcindo Montrond, décembre 2015).

Cette atmosphère de suspicion illustre la relation difficile entre les sinistrés et le gouvernement, mais elle touche également les membres de la communauté, qui se soupçonnent mutuellement de détourner l'aide. Par exemple, on va reprocher aux adventistes de garder pour eux les vêtements neufs offerts par l'église, avant de distribuer les vieux aux autres sinistrés. Madueno, adventiste, et Dora, catholique, se chicanent.

Celle-ci refuse de descendre du camion où sont entreposés des bidons remplis de vêtements. Les bras chargés de pantalons et de robes d'enfants qu'elle a glanés aussi vite que possible, et une fois le camion parti, elle se moque avec ses filles : « *Les adventistes ne veulent pas donner les vêtements. Ils veulent les garder pour eux et tout faire disparaître dans des grands sacs. Mais ce n'est pas à eux parce que les pays étrangers les envoient pour nous tous* » (Dora, décembre 2014). Ce type de soupçon contribue à diviser la population, dans la mesure où les individus se perçoivent comme étant en concurrence les uns avec les autres, alimentant des sentiments de convoitise et de méfiance. Ainsi, non seulement l'aide génère de la méfiance envers les autorités, mais elle a aussi tendance à désolidariser les membres de la communauté et à alimenter des jalousies préexistantes. En effet, même si les membres de la communauté sont généralement perçus comme solidaires et soudés, le **chapitre 6** a permis de mettre à jour des rapports de forces ordinaires entre les individus et les familles. La préexistence de violences et rivalités au sein du collectif permet de mieux comprendre les attitudes soupçonneuses au moment de la crise, qui peuvent être vus comme la prolongation de ressentiments ordinaires en lien avec des inégalités fortes d'accès aux ressources.

- L'importance d'impliquer les populations locales dans le processus de contrôle de la distribution

On observe un paradoxe, entre la nécessité d'apporter une aide aux sinistrés, et l'impact que cette aide peut avoir sur les bénéficiaires : leur assistanat peut en effet provoquer un sentiment de soumission dégradant. Ainsi, pour Kinhota, « *le problème n'est pas ce qui est donné, mais la manière dont on donne aux gens. Pour donner, ils donnent ce qu'il y a, mais ils pourraient au moins bien traiter les gens* » - « *Problema é ka na cosa ke es sta da, ma na manera ke es ta tende alguem. Da est ta da kel ke sta, ma pa lo menos pa es trata alguem dreto* » (Maria Rodrigues Barros Gomes, appelée Kinhota, 51 ans, relogée à São Filipe). Ce témoignage met en lumière la complexité du rapport à l'assistance économique de la part des habitants de Chã das Caldeiras. En plus d'être sinistrés, ceux-ci deviennent également « bénéficiaires » ou encore « assistés ». En étudiant les significations que donnent les individus à ce statut, il ne s'agit pas de s'intéresser aux données objectives ou quantitatives sur l'aide mais sur leur point de vue subjectif concernant la manière dont l'aide est distribuée, et la manière dont ils se perçoivent en tant que « bénéficiaires ». Comment vivent-ils le fait de devoir demander, solliciter, réclamer pour subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles ? Quelles opinions et significations les personnes donnent-elles aux aides dont elles sont destinataires ?

Plusieurs témoignages issus de personnes relogées dans des localités différentes indiquent que l'action de la Croix-Rouge vis-à-vis des sinistrés les place dans une position d'assistanat, qui engendre un sentiment de soumission économique et sociale, vécue comme dégradante. Pour Lucinda, 53 ans, relogée à Mosteiros, dépendre de l'aide engendre un sentiment d'humiliation et d'infériorité : *« Ce qu'on a perdu ne va jamais revenir. Ce qu'on produit par an dans nos champs, le gouvernement ne va pas nous le donner. C'est pour ça qu'on est mécontents quand on nous donne de l'aide d'un air méprisant. Parce que nous à Chã, on est indépendants du gouvernement, On a notre agriculture. Chez nous, on vend et on achète. On se sert sans que personne ne nous donne des ordres. Et donc lorsque quelqu'un vient nous donner l'aide en nous commandant, on n'est pas satisfait »* (entretien avec Lucinda, relogée à Mosteiros, décembre 2014). Pour Cecilio Montrond, relogé à São Filipe, c'est la colère qui prend le dessus, colère liée à la position stigmatisante dont il se sent l'objet : *« Aujourd'hui, ça fait 16 jours que je suis ici, et on ne m'a pas donné un pain pour le petit-déjeuner. Mon fils va à l'école sans avoir mangé. Et si on va se plaindre à la Protection Civile, on nous dit qu'on a qu'à aller à RTC [la télévision nationale]. Ils cherchent à nous faire peur, mais nous on vient de la lave, on n'a pas peur. (…) Est-ce qu'ils s'imaginent que parce qu'ils nous ont fait partir de Chã pour nous mettre ici, on est incultes, qu'on ne connaît rien ? (…) Parce qu'ils nous ont chassé de Chã pour nous mettre ici, ça fait de nous des misérables ? »* (Cecilio Montrond, janvier 2015). Pour Landa, relogée à

Achada Furna, c'est la tristesse qui domine, tristesse de ne plus pouvoir subvenir par elle-même à ses besoins, en lien avec un sentiment d'infantilisation : « *On avait une bonne vie. J'avais 30 poules, je vendais des œufs. J'avais deux vaches, deux veaux, je vendais du lait. Je cueillais des haricots pour les vendre en ville. J'avais une bonne vie, mais ... Maintenant je me sens si triste. Les gens viennent me donner à manger. Ils viennent me donner de la nourriture, sinon ils me disent d'aller me servir. Je me sens triste car je pense que j'avais tout. J'étais bien* » (*Fogo na Boca*, 25:30:08 à 26:00:19).

Au-delà de la mise en évidence de constantes et de caractéristiques communes de la relation des sinistrés aux aides socio-économiques, l'hétérogénéité des situations en fonction des individus et des familles, mais aussi des localités de relogement, conduit à distinguer différents cas de figure.

➔ À Mosteiros, l'un des principaux « effets pervers » du relogement a été de piéger les individus dans un statut passif et de dépendance quasi totale à l'aide. Les quatre principaux facteurs sont :

- La distance par rapport à la caldera où sont situés les champs dont dépendent les personnes pour travailler ;
- La vie en camps de relogement qui oblige les sinistrés à se soumettre aux règles collectives édictées par les bénévoles avec une intrusion importante dans la sphère privée du bénéficiaire ;
- Alors que sur les 50 bénévoles originaires de Fogo, 10 appartiennent à la communauté de Chã (cf. *Operation update 2* de la Croix Rouge Internationale, décembre 2014), aucun sinistré ne participe à la gestion de l'aide à Mosteiros, comme l'explique Code dans le film *Fogo na Boca* : « *Ici c'est la Croix Rouge qui gère les stocks. Personne du village n'en fait partie. Ni ici, ni à l'église. Nous on ne sait pas ce qui rentre ou ce qui sort. On ne sait jamais ce qu'on nous donne, ce qu'on arrête de nous donner, on n'en sait rien* » (Code, 26:01:11 à 26:25:22). Il n'y a ni remise en question du statut de « bénéficiaire », ni valorisation des compétences et des connaissances des personnes, pourtant les mieux placées pour connaître les besoins et les profils spécifiques à chaque famille, ni de visibilité sur la gestion de l'aide ;
- Enfin, on note que l'isolement par rapport au reste des sinistrés affecte largement le processus de relèvement, dans une communauté où le système d'entraide familiale et communautaire est essentiel au développement des activités socio-économiques des individus.

➔ À São Filipe, même si les personnes sont relogées chez des proches ou dans leur propre maison de relogement et sont donc plus autonomes en termes de logement, on retrouve la même configuration qu'à Mosteiros avec une opacité de la distribution de l'aide, l'isolement des familles et l'absence de sollicitation d'une quelconque participation des bénéficiaires dans l'organisation de la distribution de l'aide.

➔ À Achada Furna et Monte Grande, les individus sont davantage en capacité de développer des stratégies de contournement par rapport au statut d'assisté. Étant relogés plus près de la caldera, ils disposent d'une marge d'autonomie supérieure aux personnes relogées à Mosteiros pour aller travailler dans leurs champs et donc maintenir une activité économique. Le type de relogement (familial et non collectif), favorise également le sentiment d'indépendance. Par ailleurs, certains sinistrés ont participé à l'organisation en tant que bénévoles. Cette participation qui bouscule la définition des rôles a permis de rompre avec une attitude uniquement passive. Elle implique la reconnaissance des capacités d'initiative et des connaissances des individus, considérés comme des acteurs et non plus comme de simples victimes. Selon Socorro Gomes da Silva, dont on rappelle qu'il est à la fois bénévole et sinistré, être issu du village lui permet d'être plus à même de connaître et d'identifier les particularités de chaque famille, de définir leurs besoins. De plus, étant plus nombreux, les gens ont plus de facilités pour maintenir le

système d'entraide et de coopération basé sur l'échange de services ou de produits. Cette indépendance se traduit notamment par l'organisation de plusieurs réunions informelles, qui témoignent d'une volonté de s'unir pour faire pression sur les acteurs institutionnels afin de participer à la prise de décision concernant les projets de loi en matière de reconstruction post-catastrophe et de gestion de l'aide. À l'inverse, le manque d'accès au débat collectif est d'autant plus prégnant pour les personnes relogées à Mosteiros qui sont, de fait, plus ou moins écartées des processus de réflexion qui s'organisent sans leur participation.

On observe ici que le système de distribution officielle de l'aide, qui, encore une fois, apparaît très top-down, tout le processus étant contrôlé par des acteurs externes, sans participation des sinistrés, présente de graves limites et avatars : inégalités ressenties, défaut d'information sur l'aide distribuée, difficulté à identifier avec justice les bénéficiaires de l'aide, méconnaissance des besoins, conflits entre acteurs et au sein des sinistrés se retrouvant de manière aberrante en situation de concurrence, dévalorisation…
S'appuyer sur des partenaires locaux, même sinistrés, peut à la fois améliorer l'équité des distributions et la sécurité de l'opération, avec pour conséquence une meilleure gestion de la crise. C'est d'autant plus exact dans le cas de catastrophes dites « naturelles » comme celle de l'éruption volcanique de Fogo de 2014-2015, où les destructions ont certes été brutales, mais où l'énergie des gens est restée intacte. Deuxièmement, il apparaît primordial de permettre aux sinistrés de ne pas rester passifs et de leur donner les moyens de maintenir une activité économique, dans une perspective de valorisation et de considération. Les laisser gérer et administrer l'aide d'urgence, même avec le contrôle des bénévoles croix rouge, aurait permis de limiter le sentiment d'impuissance, de favoriser l'accès à l'information sur la distribution de l'aide, et d'optimiser les capacités collectives d'organisation. En effet, il ne faut pas négliger l'importance de l'organisation sociale préexistante ; les communautés comme celles de Chã, organisées autour de la famille élargie et de la collectivité disposent de puissants systèmes de solidarité (cf. **chapitre 1** et **6**). Au lieu de « casser » ces systèmes d'entraide en déplaçant et en dispersant les populations, il semble plus adapté d'aider les membres de la communauté à se rassembler afin de transcender l'individualisme, les jalousies et les tensions intra-communautaires.

◆ Un défaut de concertation et de mutualisation des forces en présence

❖ Mobiliser, omettre ou exclure : pratiques et enjeux de la coordination entre acteurs

◆ Une coordination inégale et défaillante au sein de l'équipe officielle et un défaut de mobilisation d'acteurs locaux

En termes de coordination des opérations, le commandement des opérations a été dirigé par le Service National de Protection Civile en articulation avec l'armée et les forces de police. Les principaux acteurs de la gestion de crise s'accordent pour dire que la coordination entre acteurs externes a été un succès. Aussi bien la Croix-Rouge que la Protection Civile, les municipalités de Fogo ou encore l'INMG, se disent satisfaits et estiment avoir réussi à coordonner leurs efforts (à partir du moment où l'éruption a commencé jusqu'à la fin de celle-ci). En dépit de telles affirmations venant de l'extérieur, la situation - vue et vécue de l'intérieur (observations directes et témoignages recueillis) - donnait l'impression d'un manque de coordination.

L'analyse rétrospective réalisée de la gestion officielle de l'éruption volcanique de Fogo a ainsi permis de faire ressortir un ensemble de difficultés :

- Au niveau de l'organisation de l'évacuation, pour coordonner les actions, harmoniser la communication (en particulier avec les médias officiels) ainsi que définir les responsabilités et les rôles de chacun. Les différentes équipes chargées de sécuriser la zone sinistrée n'ont pas adopté les mêmes comportements ni donné les mêmes consignes. Par exemple, les ordres et les informations données par la Mairie de Santa Catarina et la Protection Civile étaient parfois contradictoires. Ainsi, la Mairie de Santa Catarina donnait l'autorisation d'entrer dans la caldera, mais une fois au barrage policier, la PC refusait de laisser entrer les personnes. En se démentant mutuellement et en donnant des directives contradictoires, les autorités ont donné l'impression d'un manque de concertation et de compétence, qui a participé à justifier le non-respect des interdictions, dans la mesure où les ordres n'étaient pas les mêmes en fonction des acteurs institutionnels interrogés.
- Au niveau de la coordination entre l'équipe du SNPC et les experts scientifiques, avec des répercussions sur les mesures adoptées. Dans le rapport officiel sur l'éruption, il est expliqué que le travail de monitorisation effectué par les différentes équipes scientifiques a été difficile à intégrer et à interpréter sous forme de scénarios de crise, complexifiant la prise de décision pour le SNPC. Le rapport évoque un manque de détails et de mises à jour des informations scientifiques données, ainsi qu'une pénurie de certains équipements de surveillance et des connaissances de l'équipe de terrain de la SNPC pour les manipuler (cf. PNDA p.81) ;
- On observe également un défaut de mobilisation de certains acteurs institutionnels locaux clefs :
  - le Parc Naturel de Fogo a ainsi été tenu à l'écart, comme l'explique son directeur : « *Nous par exemple, nous ne nous sommes pas sentis traités comme une autorité. Nous n'avons pas été intégrés au Cabinet de crise ni de Reconstruction. Nous n'avons pas été tenus au courant des réunions, pas invités, rien. Pourtant, on est l'une des institutions les plus proches de la communauté. Moi en tant que directeur, je me sens frustré, car mon travail et celui de mes collègues n'a pas été pris en compte. Le Parc Naturel et d'autres acteurs-clés, des personnes de référence n'ont pas été entendus. Pourtant c'est plus facile de résoudre des problèmes avec les gens qui connaissent le terrain. C'est pour ça qu'aujourd'hui, on a autant de problèmes : beaucoup de gens disent qu'ils retournent vivre à Chã parce qu'ils ne sont pas bien en dehors. Le mécontentement est réel et justifié. Les gens construisent sans réglementation dans l'enceinte du PNF et nous on ne peut rien y faire* » (cf. entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2015). L'autorité du Parc Naturel sur la gestion du territoire de la caldera est en effet devenue secondaire par rapport à celle du Cabinet de gestion de Crise en lien avec le SNPC (Service de Protection Civile Capverdien), en temps de crise, aux yeux des décideurs de gestion de crise. Ce glissement de pouvoir n'est pas anodin et n'aura pas été sans impact sur les stratégies et jeux de pouvoir autour de la gestion du territoire après la crise (cf. **chapitre 8**). Enfin, comme le souligne Alexandre Nevsky, d'autres acteurs locaux auraient pu être davantage mobilisés :
  - Bruno Faria n'a pas travaillé avec les deux auxiliaires de recherche originaires du village, jugeant qu'ils devaient être dispensés afin de leur permettre de se consacrer entièrement à l'évacuation de leurs biens et de leurs familles. Pourtant, ceux-ci étaient les mieux placés pour l'assister dans son travail et servir de relais avec la population locale. Même s'ils ont été sollicités pour travailler avec d'autres équipes de recherche pendant toute l'éruption, leurs capacités n'ont pas été valorisées à leur juste valeur. De par leur statut hybride, à la fois habitant et scientifique, ils auraient pu jouer un rôle bien plus important dans le processus de gestion de crise, en servant de pont avec les

populations locales. Comme il en sera question ultérieurement, il aurait été souhaitable d'intégrer ces personnes ressources pour mieux adapter les actions et améliorer la communication avec les civils.

- L'un des militaires était originaire du village. Le jour où des personnes ont été enfermées dans le bar Antaris (cf. chapitre 7.1), celui-ci a fait part à la chercheuse de son désaccord concernant cette décision, puis a voulu vérifier que ses paroles n'avaient pas été enregistrées. En effet, il n'était pas censé poser des questions ou se demander si cette décision était la bonne, mais simplement obéir aux ordres. Ce militaire étant sans doute celui qui connaissait le mieux les habitants et le territoire, si son avis avait pu être entendu par ses supérieurs hiérarchiques, il est probable que les préjudices ou sévices infligés aux personnes retenues prisonnières auraient pu être évités.

- Le maintien de l'antagonisme entre équipes scientifiques

Sans surprise, le conflit préexistant entre équipes scientifiques s'est maintenu pendant la crise (sans pour autant s'intensifier). Les équipes scientifiques n'ont donc pas été capables de coordonner leur travail et d'échanger des informations entre elles. Cette rivalité a participé au manque de clarté des informations communiquées, l'INMG et l'UNICV ayant chacun donné des interviews à la presse sans se consulter entre eux afin d'établir une ligne de discours commune et forte. Pour un public non initié, il était donc difficile de savoir quelle était l'équipe scientifique officielle du gouvernement. En multipliant les discours, les scientifiques ont perdu en autorité et en légitimité, le grand public remettant en cause les informations transmises, parfois contradictoires.

L'unique employé de l'INMG a travaillé seul, à raison de 12 heures par jour pendant toute la durée de l'éruption et dans les semaines suivantes (risque potentiel de reprise de l'activité). Il explique : *« personne d'autre n'avait les connaissances suffisantes pour travailler avec moi. Il n'y avait que moi »* (entretien avec Bruno Faria, janvier 2016). Il a non seulement été difficile pour lui d'assurer le travail de surveillance en temps réel de l'éruption, mais il lui a également été impossible, en l'absence d'une personne (ou de plusieurs) pour le seconder, de se rendre à Fogo. D'autre part, au lieu de pouvoir se concentrer uniquement sur la surveillance volcanologique, seul à son poste, son travail a souffert de la dispersion entre les différentes fonctions qui lui étaient assignées[21]. Ainsi, une seule et même personne avait la triple tâche quotidienne :

- De surveiller l'évolution de l'activité volcanique, à l'aide des relevés sismiques. Comme il n'était pas possible à distance d'avoir accès à certaines données (par exemple la hauteur des cendres), l'INMG a fait appel à des relais sur place, avec des géologues comme Jose Madeira, ainsi que des membres du SNPC comme Hélio Semedo.
- De réaliser des rapports une fois par jour pour le gouvernement et la protection civile. Ceux-ci devaient être prêts tous les matins avant 10 heures pour savoir comment agir pendant la journée.
- De donner deux fois par jour des informations à la presse et au VAAC de Toulouse (*Volcanic Ash Advisory Center*).

Ce déficit en ressources humaines ne relève pas forcément d'un manque de moyens économiques du pays, ou d'un défaut de priorisation et de répartition budgétaire de l'Etat, ou un défaut d'anticipation des

[21] Julie Morin observe qu'en temps de crise, « *les interactions sont donc censées être limitées, pour théoriquement permettre aux scientifiques (…) de se focaliser sur l'activité de surveillance volcanologique* » (Morin, 2012, p.231).

besoins. En effet, Bruno Faria explique qu'un « *concours est ouvert depuis maintenant deux ans mais que personne n'est qualifié pour ce poste* » (cf. entretien avec Bruno Faria, janvier 2016). La difficulté est donc celle du manque de personnes formées, qui d'après les auteurs Komorowski *et al.*, est un problème récurrent dans les petits territoires insulaires volcaniques : *« les petites populations rendent difficile l'obtention d'experts locaux pour toutes les disciplines nécessaires* » (Komorowski *et al.*, 2017, p. 2). De plus, étant donné les salaires capverdiens[22], peu d'experts internationaux sont susceptibles d'être intéressés par ce poste. Toutefois, il faut aussi s'interroger sur les critères de recrutement, et sur les jeux de concurrences entre équipes de recherche qui peuvent freiner le recrutement de personnes qualifiées (cf. entretien informel avec Samara Dionis Delgado, mai 2016).

- La non-intégration des capacités et des savoirs vernaculaires par les institutions

D'après le président de la SNPC, « *l'évacuation a été réalisée de manière collaborative entre les autorités et la population et il y a eu une bonne coordination entre les forces en jeu. Sans cette coordination, on n'aurait rien pu faire »* (cf. entretien avec Arlindo Lima, novembre 2015). Néanmoins, quand on interroge les autres acteurs institutionnels, les avis diffèrent, et il apparaît clairement que le terme même de « collaboration » n'est pas entendu de la même manière par tous, présentant finalement deux clans d'idéologie opposée :

- D'après Bruno Faria, « *il n'y a pas eu beaucoup de collaboration avec les autorités. Il y a des gens qui ont collaboré et d'autres non. Il a fallu utiliser la force pour réaliser l'évacuation ».* Ainsi pour cet acteur, « collaborer » signifie « obéir », et non « travailler ensemble ». Presque dans le même sens, pour le maire de Santa Catarina*, « ce sont les autorités qui ont fait évacuer, les populations ont obéi »,* ce qui indique non pas une relation de collaboration, mais de contrôle des autorités sur la population. Tous les acteurs en charge de la gestion de crise ont finalement eu cette vision top-down.
- Pour le directeur du PNF, « *Il n'y a pas eu de coordination, simplement une équipe d'évacuation venue de l'extérieur et une population évacuée. Pour qu'il y ait coordination, il faut des personnes de la communauté intégrées dans le groupe de travail pour améliorer le travail. Au niveau de la crise elle-même, de l'évacuation des biens, de la protection des terrains et des animaux, le problème est qu'il n'y a pas eu d'accord entre les autorités et la population sur la manière de procéder. (…) Il y a eu une divergence de points de vue entre les autorités, et pour les biens qui n'ont pas été sauvés, c'est parce qu'il n'y a pas eu de collaboration des personnes de Chã* ». Allant dans le même sens, 90,6% des personnes enquêtées originaires de Chã affirment que l'évacuation officielle aurait pu être mieux organisée : parmi elles, 67,2% se disent insatisfaites des mesures institutionnelles déployées pour l'évacuation. De surcroît, 13,3% des enquêtés ont suggéré que les autorités auraient pu être mieux organisées pendant l'évacuation si elles avaient intégré la population à l'équipe de gestion de la crise afin que les mesures prises soient plus adaptées à la réalité. Cette deuxième vision *bottom-up* contraste complètement avec la première.

Ainsi les opinions en matière de participation des populations sinistrées à l'organisation de l'évacuation sont divisées, ces différences de discours s'expliquant par les différences d'idéologie qui les sous-tendent. Il ne faut pas non plus écarter la tendance de certains acteurs institutionnels, comme le président du SNPC, à vouloir donner une image positive de la gestion de crise. Or le manque de partenariat entre la Protection Civile et les habitants est clairement une lacune, dont n'a pas conscience le maire de Santa Catarina, qui assume pleinement la gestion *top-down*.

Qu'en est-il réellement, au-delà des discours ? Il apparaît clairement, au regard des observations, que les

[22] Pour donner un ordre d'idée, en début de carrière, un professeur gagne 40 000 escudos par mois (364 euros) et un ministre 130 000 escudos (1182 euros).

autorités n'ont pas été capables de mettre en œuvre un processus de collaboration, et de concilier savoirs scientifiques et savoirs vernaculaires pour améliorer le dispositif d'évacuation pendant l'éruption de 2014-2015. Et c'est le manque de reconnaissance des capacités d'action des acteurs locaux et de mutualisation des savoirs et des forces entre autorités et populations locales, qui a eu pour conséquence la résistance des populations aux mesures édictées. La non-prise en compte des besoins, des savoirs et des revendications des habitants a en effet affecté l'efficacité du processus d'évacuation et a eu pour effet d'en augmenter la pénibilité, et ce pour tous les acteurs : (1) pour les autorités qui devaient vérifier que les personnes obéissaient bien à leurs consignes ; (2) pour les habitants, qui se trouvaient en situation d'infraction permanente par le simple fait d'être présents dans la caldera.

Pourtant, à trois échelles différentes, tous les éléments convergeaient, et auraient pu et dû favoriser l'intégration de la culture empirique locale du phénomène éruptif à Fogo par les organes chargés de la gestion des risques volcaniques au Cap-Vert :

À **l'échelle internationale**, les directives internationales de la gestion des risques prônent depuis 2005 (9 ans avant l'éruption) la reconnaissance et l'intégration des savoirs locaux dans les stratégies de gestion (Cadre d'action de Hyogo 2005-2015, puis de Sendai depuis mars 2015).

À **l'échelle nationale**, le programme MIA-VITA avait clairement recommandé, et ce dès 2011, aux principales institutions chargées de la gestion du risque volcanique au Cap-Vert (notamment le SNPC et l'INMG), de mobiliser les savoirs et les ressources de tous les acteurs afin de renforcer les capacités de gestion des risques et des crises volcaniques.

Car à **l'échelle locale** (cf. **chapitre 6**), l'existence de nombreux savoirs vernaculaires aurait dû favoriser la reconnaissance de la communauté par les pouvoirs publics. En effet, certains habitants avaient les compétences requises pour jouer le rôle de ressource locale. Leurs connaissances empiriques des éruptions précédentes, mais aussi du territoire (terrains, maisons, itinéraires les plus rapides et les plus sûrs), ainsi que des individus et des familles, n'ont pas été mises à profit. Le directeur du PNF Alexandre Nevsky est le premier à défendre que « *si dans l'équipe de coordination, il y avait eu des représentants des guides, qui connaissent le terrain, et à qui les habitants font confiance, ça aurait été plus facile, il y aurait eu plus de confiance et une meilleure obéissance aux mesures* ». Si les autorités avaient davantage travaillé sur la façon d'instaurer un climat de confiance avec les civils, notamment en les consultant et en les faisant participer à la prise de décision, ou en faisant participer certains des habitants dans les équipes de surveillance et en mettant à profit leurs connaissances et leurs capacités, les mesures édictées auraient en effet davantage été respectées, et l'efficacité de leur intervention renforcée. Une fois encore, de nombreux témoignages défendent cette idée :

> « *Beaucoup de gens avaient déjà l'expérience de l'éruption de 1995. Pas seulement moi, mais aussi des guides, qui connaissaient mieux le territoire. Ils savaient quel était le meilleur chemin pour évacuer. Il manquait juste ça aux autorités. Comme ils sont arrivés à un moment difficile, ils ont commencé avec leur propre plan. Sans participation de la population locale de Chã » (*Paulo Teixeira dans *Fogo na Boca,* 18:56:24 à 19:40:12).

> « *Il aurait fallu plus de patience, plus de calme, moins d'exaltation des militaires, des policiers et des gens de Chã. Les gens d'ici ont des connaissances importantes sur les éruptions, ils savent beaucoup de choses sur le territoire que les autorités ne peuvent pas connaître, ils connaissent tout le monde, tous les vieux, tous les enfants, tous les animaux, toutes les cachettes* » - *« Era preciso mais pacienca, calma, tive txeu exaltação de parte de tropas, policia e pessoas di Chã. Pessoa di li tinia conocimento grande de erupção, es sabe txeu cosa sobre territorio ki autoridade*

ka pode conxe, es conxe tudu alguem, tudu bedju, tudu minis, tudu animal, tudu braku » (Noias Gonçalves da Silva Ribeiro, surnommé Rosi, 27 ans).

Les enquêtes montrent d'ailleurs que 85% des personnes interrogées proposent des améliorations afin de mieux organiser la gestion de l'évacuation en partenariat avec les acteurs institutionnels. Les propositions suivantes sont revenues de manière récurrente[23] :

- Aider les habitants à évacuer et surveiller leurs biens et leurs animaux (42,2%) ;
- Faire preuve de calme, de patience et de maîtrise avec la population et ne pas utiliser la violence physique ou verbale (22,7%) ;
- Laisser entrer les habitants du village et ceux d'autres villages venus aider (18,8%) ;
- Calmer et se préoccuper des gens, chercher à connaître leurs problèmes (12,5%) ;
- Intégrer la population à l'équipe de gestion de la crise (13,3%).
- Alerter le plus tôt possible les populations (10,2%) ;
- Réaliser de multiples formations et des exercices de préparation aux éruptions volcaniques (en actualisant les exercices en fonction de la réalité économique et sociale (6,3%) ;
- Aider en priorité les plus vulnérables (enfants et personnes âgées) (4,7%) ;

Plus globalement, la coordination entre acteurs souffre d'une crise de confiance générale entre acteurs de toutes catégories, ancrée dans le quotidien et révélée par la crise éruptive. Les experts scientifiques doutent des propos tenus par les autres experts, les habitants ne donnent pas foi aux recommandations des autorités, etc. Les principaux groupes d'acteurs ne se percevant pas mutuellement comme dignes de confiance avant la crise, une coopération efficace et transparente entre les scientifiques chargés de la surveillance, les institutions chargées de la gestion de crise et les populations a été impossible à mettre en place. Que ce soit au niveau des institutionnels, des scientifiques ou des populations, les déficits de communication et de dialogue sont ancrés dans le temps long. Ces déficits brouillent les discours, les rendant difficilement intelligibles pour les médias, entravant l'efficacité de la communication médiatique publique, tentant de s'appuyer sur les discours locaux.

❖ Les dérives médiatiques en contexte de crise

◆ Les effets pervers de la médiatisation de la crise éruptive de Fogo sur la gestion de crise

En temps de crise, les médias jouent un rôle indispensable dans la diffusion des informations afin de sensibiliser et de mobiliser l'opinion publique, mais aussi d'influencer les choix politiques (Morin, 2012, p.36). Parce qu'ils constituent un formidable outil d'influence sur les comportements, les choix et les jugements individuels, collectifs et politiques, il s'agit ici d'explorer les effets positifs et négatifs de la communication officielle sur la crise volcanique de 2014-2015. Cette démarche rejoint celles de nombreux scientifiques qui s'intéressent à la manière dont les médias conditionnent les attitudes du public face aux risques, et face aux risques naturels en particulier (Radford & Wisner, dans *Wisner et al.,* 2012, p.770).

L'éruption du volcan Fogo a largement été relayée par les médias officiels nationaux (journaux, radio, télévision, en particulier la Télévision du Cap-Vert. Plusieurs équipes de journalistes ont couvert

[23] Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (6 au maximum).

l'évènement et ont permis de donner des informations quotidiennes sur l'évolution de l'éruption. La présence de journalistes sur le terrain, la multiplication et le croisement des sources sont autant de facteurs qui ont joué en faveur d'une communication régulière, efficace et fiable.

Parce que les journaux télévisés sont à la fois du domaine de l'information et du divertissement, l'intérêt des médias pour l'éruption de Fogo est facile à comprendre, dans la mesure où « *les catastrophes naturelles et les désastres englobent tous les grands sujets médiatiques : violence soudaine à grande échelle, morts tragiques, souffrance exaltée, drame humain poignant, images sensationnelles et révélation de grosses erreurs gouvernementales* » (Radford & Wisner, dans *Wisner et al.,* 2012, p.765). Dans un autre texte (2008, p.2-3), Ben Wisner explique que certaines de ces catastrophes, comme les tsunamis, les tremblements de terre, les inondations rapides, les cyclones et bien sûr, les éruptions volcaniques, sont plus faciles à suivre pour les médias que les crises de longue haleine, comme la sécheresse, la désertification ou l'érosion côtière, qui sont des phénomènes plus difficiles à décrire et à illustrer.

Avec ses coulées de lave et l'ensevelissement du village, l'éruption de Fogo fait partie du premier groupe évoqué des catastrophes soudaines, intenses, dramatiques, qui répondent davantage aux impératifs commerciaux du taux d'audience. Par la même occasion, on observe que pour représenter l'éruption de 2014-2015, les médias ont eu tendance à surreprésenter les images sensationnelles, comme celles du volcan en éruption, particulièrement photogénique, ou des maisons en train d'être ensevelies. La souffrance des personnes en pleurs, se tordant de douleur, d'autres pétrifiées de stupeur et de chagrin, fait également partie des images qui captivent et stimulent directement l'attention du spectateur, sans qu'il soit nécessaire d'en expliciter le sens, l'objectif étant que celui-ci ne change pas de programme (Sontag, 2003). On observe ainsi un déséquilibre dans les reportages, focalisés sur les scènes-chocs, les scandales et négligeant les aspects plus ordinaires (mais aussi plus répandus), moins vendeurs. La crise éruptive de Fogo vient soulever la question centrale des contradictions et les distorsions caractéristiques des rapports entre médias et catastrophe, analysés par de nombreux auteurs (Backman & Brauman ; Rieff, 2002 ; Wisner, 2008 ; Corbert, 2014) qui s'interrogent tous à leur façon sur « *la substitution récurrente de l'émotion à l'explication, de la compassion à l'explication, de la pitié à l'exigence de justice, de la communication à l'information, de la sensation au sens* » (Backman & Brauman, 1998, p.64). Par sa forme même, on observe que la couverture médiatique de la crise éruptive de Fogo est, par définition, réductrice. Elle donne à voir une représentation imagée et simplifiée de celle-ci tournée vers l'émotionnel, en réduisant la complexité de la réalité, sans s'attarder sur les questions techniques ou les causes profondes politico-historiques.

Deux autres formes de pression s'exerçant sur les médias ont également dû participer à alimenter le traitement superficiel des informations pendant la crise éruptive de Fogo. Tout d'abord, l'évolution rapide et constante du phénomène éruptif et des réponses adoptées par les différents acteurs obligent les journalistes à travailler dans des délais courts. Deuxièmement, le contenu informationnel doit souvent être court et simple, aussi bien pour la presse écrite (espace rédactionnel réduit) que pour les médias télévisés (temps d'antenne restreint et compté) (Larry *et al.*, 1996, p.34).
Ainsi, le décalage entre la réalité profonde de la crise et sa représentation médiatique s'explique d'une part par des contraintes extérieures, en particulier la difficulté pour les journalistes de vérifier et de valider les informations données dans un laps de temps court, et d'autre part par une tendance des médias à rechercher l'audience au détriment du contenu.

Les effets pervers de la médiatisation de la crise éruptive de Fogo, tournée vers le sensationnel, au détriment d'informations précises et utiles apparaissent à plusieurs niveaux. Pour donner un exemple

concret, il a été largement colporté par les médias que les gaz volcaniques émis par l'éruption du volcan représentaient un danger pour la santé des personnes exposées. Le président de la Croix-Rouge capverdienne, Mario Morera, a ainsi défendu qu'en ne portant pas de masques pour protéger leurs yeux, leur nez et leur bouche, *« l'inhalation de résidus toxiques du volcan (...)* [allait] *nuire à la santé des personnes dans le futur* » (*Fogo na Boca*, 08:48:09 à 09:40:14). Pourtant, d'après Gladys Melián, volcanologue espagnole membre du programme européen MAKAVOL, la concentration de CO2 dans l'air ne représentait pas un danger. Pendant qu'elle procédait à l'analyse de l'air ambiant dans la caldera, elle a expliqué à sa partenaire capverdienne d'UNICV : « *si la colonne de gaz venait à descendre, le taux serait plus fort, il y aurait donc un danger. Mais tant qu'elle a cette altitude, on est tranquille* » et ajoute « *Si la concentration était plus forte, on noterait tout de suite la saveur acide du CO2, du sulfure d'hydrogène* » (*Fogo na Boca*, 09:57:17 à 00:10:13:24). Caméra éteinte, l'un de ces co-équipiers scientifiques s'est ouvertement moqué des personnes portant des masques en papier pour se protéger des gaz volcaniques, expliquant que ce type de masque n'était d'aucune utilité pour se prévenir de l'inhalation de ces derniers. Il est devenu hilare à la vue d'un militaire arborant un masque à gaz dont l'un des embouts manquait. La surestimation de l'impact potentiel des gaz volcaniques sur la santé par les pouvoirs publics s'est traduite par des informations fausses données à la population via les médias. On peut ici émettre l'hypothèse d'une instrumentalisation des médias pour diffuser l'idée que les gens étaient en danger, parler de gaz toxique constituant un argument parfait pour justifier l'évacuation totale des habitants. Cette désinformation a pour origine un défaut de professionnalisme de la part des médias, qui n'ont pas réalisé de contre-expertise avant de diffuser des informations erronées. Elle peut également être interprétée comme un manque de coordination et de communication. Le président de la Protection Civile capverdienne estime que « *les informations n'ont pas été bien coordonnées. Au début, beaucoup de gens parlaient à la télévision, tout le monde voulait donner des interviews et certaines des informations données étaient fausses »* (cf. entretien avec Arlindo Lima, novembre 2015). Ce manque de coordination entre autorités et médias c'est traduit par des conflits entre les autorités et les médias. Il a par exemple été interdit à des journalistes de la télévision de filmer certains évènements au niveau du barrage de police. Certains d'entre eux ont été retenus durant plusieurs heures par des policiers, afin d'empêcher la diffusion d'images de policiers empêchant des habitants de Chã de pénétrer dans la caldera pour sauver leurs biens. En effet, ces séquences auraient automatiquement déclenché la sympathie du grand public pour les habitants, donnant une image négative des forces de l'ordre sur place et donc, *de facto*, de la politique menée par les autorités.

Par ailleurs, l'information diffusée ne dépend pas uniquement des faits présentés, mais aussi du commentaire qui l'accompagne. Dans le cas de Fogo, on observe que ces commentaires sont associés à un vocabulaire hyperbolique très connoté. L'exemple suivant est issu d'un reportage effectué au moment de la réactivation de la coulée de lave qui a dévasté une grande partie des habitations de Portela et Bangaeira (cf. **figure 7.1**) : « *demain, ce village fera partie de l'histoire* » (cf. entretien avec Bruno Faria, janvier 2016). Or, l'expression « *faire partie de l'histoire* » ne correspond pas à la réalité et tend à exagérer les faits. Cette emphase vient renforcer l'imaginaire négatif "fantasmé" à l'égard de l'éruption de Fogo et plus largement, des catastrophes naturelles, en même temps qu'elle participe à ancrer dans les esprits que tout retour à Chã est impossible (véhiculant ainsi des croyances erronées). De manière indirecte, les médias ont donc participé à renforcer l'idée que l'évacuation définitive de la caldera était nécessaire et irrémédiable. Sans nécessairement le vouloir, en déformant la réalité et en diffusant des informations incomplètes et trompeuses sans en vérifier la validité, les journalistes ont donc servi la volonté politique d'éloigner les civils de la zone exposée à la menace. On peut supposer qu'en utilisant les médias pour transmettre des informations entièrement ou partiellement erronées, l'objectif des autorités était d'influencer l'opinion publique et d'amener les civils à ne pas se rendre dans la caldera selon la volonté du gouvernement. Dans le même sens, le Maire de Santa Catarina affirmait à la télévision que plus

personne ne se trouvait à Chã, alors qu'en réalité, une foule de personnes était encore en train d'évacuer (cf. entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2016). Du fait de cette assertion du Maire, les habitants évacués ne s'inquiétaient pas pour les vols potentiels dans leurs champs ou dans leurs maisons, en pensant la situation sous le contrôle des Forces de l'Ordre.

Une autre critique à l'encontre des commentaires des journalistes de la télévision nationale concerne le manque de maîtrise du vocabulaire scientifique, qui s'est parfois traduit par des erreurs ou des inventions. Et même quand les journalistes maîtrisent le langage scientifique, son utilisation pose un problème central : en effet, il n'est pas forcément adapté à un grand public. Ainsi, au lieu de dire que *« la lave « hawaïenne » [mot inadapté] avance à 5km/h »*, il serait plus utile pour les populations locales d'avoir accès à des références concrètes comme *« la lave a dépassé le poste de santé et elle se trouve actuellement devant la maison de telle personne »*). Enfin, le fait que les commentaires (mais aussi les interviews avec les autorités) soient généralement effectués en portugais et non en créole pose également problème.

Les experts scientifiques et les autorités ne sont pas les seuls à avoir remis en cause la qualité et la pertinence du contenu médiatique diffusé pendant la crise. Le rôle joué par les médias a été critiqué par 54,7% des répondants au questionnaire issus de Chã das Caldeiras (**figure 7.28**). Dans l'ordre, les points négatifs évoqués par les personnes enquêtées sont les suivants : le manque de fiabilité des informations, la tendance au sensationnalisme des médias, le manque d'informations ou de détails, et le manque de fiabilité en comparaison avec les informations directement données par les personnes de Chã revenant de la caldera.

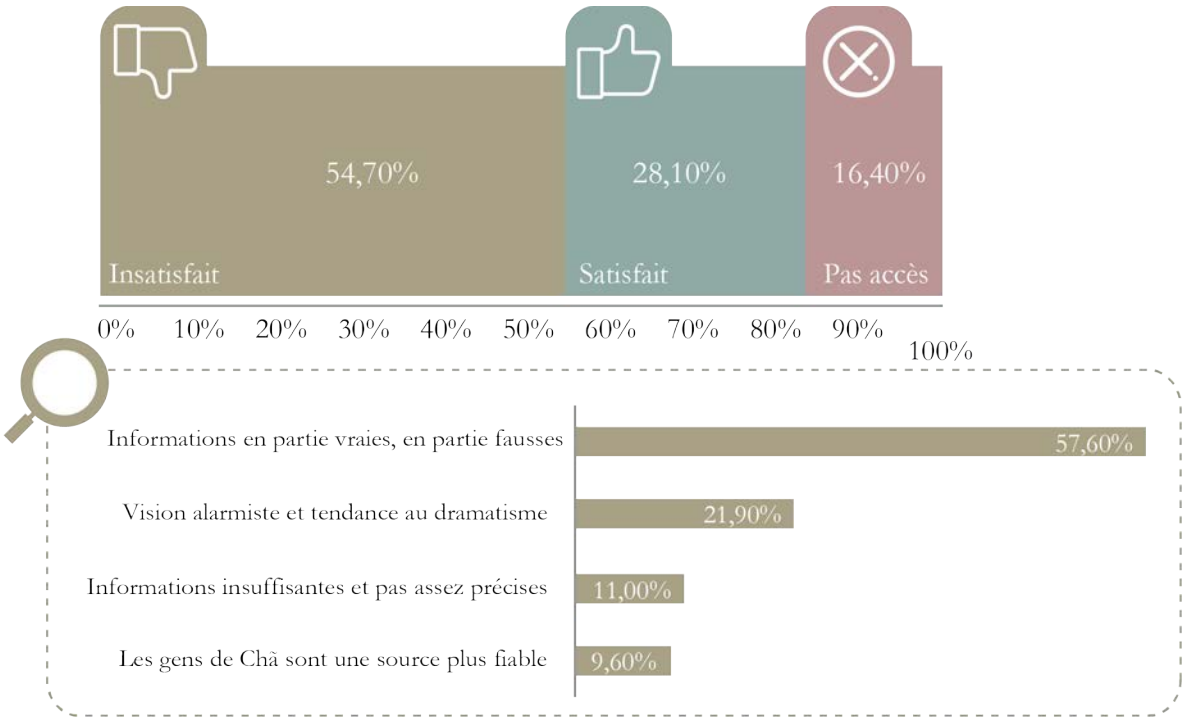


Figure 7.28. Évaluation du travail des médias nationaux pendant la crise par les habitants de Chã (questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de population de 128 personnes).

En donnant une image plus noire que la réalité, les informations diffusées par les médias capverdiens, qui devraient permettre d'informer et d'éclairer les personnes, ont produit l'effet contraire, en exacerbant l'inquiétude et en alimentant les angoisses individuelles et collectives. Les effets négatifs associés au triomphe du drame et du sensationnel dans les médias, dénoncés par de nombreux auteurs (Cvetkovitch, 1992 ; Fallon & Joris, 2009 ; Morin, 2012 ; Erner, 2006), transparaissent dans les témoignages suivants :

« *Les informations qu'ils donnent à la télévision ne sont pas bonnes, ils ont dit que toutes les maisons avaient été ensevelies, mais quand j'y suis allé, ma maison était là. Ma mère a passé un mauvais moment à cause de ça* » - « *Informação kes sta da na televisao é ka dreto, es ta fra tudu casa intera mais hora de bai casa de el staba dreto. Mai de el passa mal pamodi kela »* (Elisandro Andrade Martins Rodrigues, surnommé Glensio, 29 ans) ;

« Souvent, ils exagèrent les faits, donnent des informations fausses, font des erreurs qui ont eu pour conséquence de transformer le sens de l'information donnée. Ça inquiète les gens, comme quand ils ont dit que la lave avançait à 50 km/h ou encore que la lave était presque arrivée à Monte Velha » - *« Txeu hora es ta exagera, ta da informação erado, ta comete fadja ke ta kaba pa transforma sentido de informação. Ta kaba pa apavora alguem, sima cuando es fla lava tem 50km/hora o tambe ke lava cuasi ta xiga Monte Velha »* (Loide Barros de Pina, 23 ans) ;

« Parfois, ils racontent des choses qui ne sont pas arrivées, ça rend les gens encore plus préoccupés. Ils ont dramatisé la situation en rajoutant plein d'exagérations. » - *« Tem hora kes ta fra cusa ke ka sta contece, ta pom alguem mais preocupado inda. Es dramatisa situação colocando txeu exagero »* (Neusa Adalgisa H. Das Neves Pires Monteiro, 36 ans).

À l'issue de cette sous-partie, l'idée générale est la suivante : même si la communication médiatique autour de l'éruption volcanique de 2014-2015 n'a pas eu que des effets négatifs sur la gestion de crise, elle a eu des effets pervers qui doivent être soulignés. Cette influence négative des médias est liée à la tendance à privilégier le sensationnel, à faire appel aux images-chocs au détriment d'une information utile et rigoureuse.

- Problème éthique autour de la fabrication de l'image et processus de victimisation

Les manières de donner à voir la crise éruptive ont contribué à faire émerger une représentation spécifique des populations sinistrées. Dans cette utilisation par les médias et les ONG des images de victimes impuissantes et sans ressource, la figure de référence reste celle de « *la silhouette famélique et familière du petit enfant noir au ventre ballonné* » comme marquant le début de l'humanitaire moderne (Erner, 2006, p.31). Avec la guerre du Biafra, « *pour la première fois, les images d'enfants squelettiques ont envahi presque en temps réel, les écrans des postes de télévision* » (Backman & Brauman, 1998, p.63). Ces images qui ont ému le monde et marqué le début de ce débordement de la notion de « victimes » dans les médias et les campagnes d'ONG, représentent d'un côté des victimes passives, en détresse, vulnérables et anonymes (originaires des pays en développement), « *secourues par des soignants/héros* » (originaires des pays développés) (Troit, 2014/1, p.125). Selon Alice Corbet, cette *« imagerie victimaire continue d'alimenter nos perceptions du monde, où le caractère sensationnel, rapide et facile prime sur l'approfondissement contextuel, raisonné et réflexif* (Corbet, 2014/3, p.46). Des années 70 avec la guerre du Biafra, au tsunami de 2004 (océan indien), en passant par le séisme d'Haïti de 2010, on retrouve les mêmes schémas reposant sur une logique de victimisation : *« présentée souvent comme incapable de s'en sortir seule, la victime devient faible par nature, naturellement victime* (Corbet, 2014/3, p.43).

Pour reprendre l'expression d'Alice Corbert, cette « imagerie victimaire » se retrouve également dans la manière de donner à voir les habitants de Chã, avec une surreprésentation des images de familles en souffrance ou de personnes en pleurs. La médiatisation de l'éruption a donc participé à enfermer les habitants dans une image stéréotypée et déformée de victime, ne faisant qu'accentuer les préjugés qui collent à la peau des habitants de Chã das Caldeiras (cf. chapitre 6). Dans cette vision, ceux-ci

apparaissent à la fois comme des bonnes et des mauvaises victimes[24] :

- Parce qu'ils habitent dans la caldera du volcan, ils sont vus comme des victimes par nature, ce qui relève, par excellence, d'un déterminisme aléa-centré.
- Pour autant, on ne peut pas parler de victimes passives et entièrement démunies. En effet, on trouve aussi des images des habitants en train de porter des meubles, de sauver leurs biens, ce qui donne l'impression d'une résilience des habitants. Il s'agit donc de bonnes victimes, qui peuvent et veulent être sauvées.
- Mais parce qu'ils refusent de partir, les habitants sont aussi coupables, de par leur opposition à l'autorité. Paradoxalement, ce serait justement le fait de désobéir qui ferait d'eux de « bonnes victimes », adaptées, faisant preuve de capacités de réactivité et d'autonomie pour survivre économiquement. Autrement dit, des victimes résilientes, car capables de prendre les bonnes décisions pour sauver leurs moyens d'existence.

Pour donner un exemple, dans le reportage d'Artemedia sur l'éruption de 2014-2015, on peut voir Miodinha, une habitante du village, filmée en gros plan, réduite à sa souffrance. La distance à laquelle Miodinha est filmée pose la question du choix éthique de celui qui filme et du respect de la dignité humaine (**figure 7.29**). Où est le respect de cette dignité, lorsqu'on représente cette personne dans une attitude de souffrance aigüe, à moitié hébétée, le visage bouffi par les larmes, les yeux rougis ? Pourquoi faire le choix d'exhiber son visage en premier plan en grandes dimensions, si ce n'est pour mettre l'accent sur les sentiments de détresse et d'abattement ? Pourquoi donner une image de détresse et de faiblesse d'une personne en une situation de crise complexe ? Qu'est-ce que cette image nous dit sur le contexte ou les besoins de la personne ? Même si l'objectif de cette diffusion est honorable (informer le public mais aussi stimuler la compassion et mobiliser l'aide pour les organisations caritatives), l'utilisation et l'esthétisation d'images de souffrances réelles, suscitent des questions éthiques, pour celui qui filme comme pour celui qui diffuse, mais aussi pour celui qui regarde ces images. En termes d'informations, l'utilisation de ce type d'images peut même être vue comme contre-productive, dans la mesure où « *l'image la plus directe, où la victime est envahissante, obnubile l'attention du spectateur. Dans sa simplification, elle fait oublier les enjeux cachés derrière la lecture initiale* » (Corbet, 2014/3, p.43).

Figure 7.29. Miodinha, interviewée par un journaliste pendant que sa maison est en train d'être ensevelie par la lave (source : artemedia, 2014).

[24] Cette distinction entre bonne et mauvaise victime est empruntée à Alice Corbet, qui différencie deux types de représentation de victimes, d'un côté la « bonne » victime et de l'autre la « mauvaise » (Corbet, 2014/3, p.40). Il est intéressant de la remettre en perspective avec la réflexion de la communauté scientifique travaillant autour de la notion de résilience, qui utilise aussi, dans sa version critique l'idée de bonnes et mauvaises victimes, du fait de « *la mise en accusation de ce qui ne correspond pas aux bonnes pratiques* » (dir. Rhegezza-Zitt & Rufat, 2015, p.199).

Du côté des organisations caritatives en faveur des habitants de Fogo, on observe une tendance similaire à surutiliser des images de victimes, afin d'en appeler aux bons sentiments et de promouvoir leurs actions[25]. Comme pour les médias, cette posture pose des questions éthiques et déontologiques. Au final, on peut considérer que les habitants du village de Chã n'ont pas tant été « victimes » de l'éruption de Fogo, mais ont plus été les victimes des caméras omniprésentes pendant toute la durée de l'éruption. Les journalistes ont filmé avec avidité les scènes de crise, de lamentations et de colère, alors qu'ils auraient pu faire le choix au contraire, de montrer toute la débrouillardise dont ont fait preuve ces sinistrés, certes accablés, mais aussi réactifs face à cette crise pour tenter de sauver le maximum.

- Une catastrophe qui n'intéresse pas ou peu les médias internationaux

L'éruption de Fogo, pourtant largement documentée par les médias locaux professionnels (et les réseaux sociaux, comme il va en être question plus loin dans le texte), a été négligée par les médias internationaux. Mis à part le Portugal, ancien état colonisateur du Cap-Vert et quelques reportages sur BBC's Africa News, les conditions des destructions causées par l'éruption de Fogo ont été portées à la connaissance du monde par une information souvent peu détaillée, parfois tardive, la plupart du temps très approximative, voir erronée.

En France par exemple, c'est seulement le 19 décembre que France 2 parle de l'éruption du volcan de Fogo, soit presque un mois après le début de celle-ci, dans une séquence de seulement deux minutes. Il s'agit d'une couverture superficielle et aléa-centrée de la catastrophe, présentée comme uniquement « naturelle », qui ne permet pas au spectateur de comprendre les enjeux complexes de la gestion de l'éruption ni la gravité des dommages socio-économiques causés. L'accent a été mis sur l'image-choc et l'esthétique du phénomène physique, avec de spectaculaires gros plans du volcan en éruption de nuit. Le commentaire, nettement plus sensationnaliste qu'informatif, ne fait qu'effleurer la surface des problèmes complexes que pose l'éruption : « *Dans un tonnerre de bruit, de fureur. Le volcan s'est réveillé. C'est le Pico do Fogo, resté en sommeil depuis 1995 et nul ne pouvait prévoir jusqu'à quand* »[26]. Ce n'est que la première phrase, et déjà l'information est inexacte, étant donné qu'il s'agit d'un volcan surveillé. La suite de l'exposé va plus loin dans la désinformation et modifie la réalité en affirmant que les 850 habitants de l'île ont fui l'éruption, alors que la population totale de l'île est d'environ 37 000 habitants et que seul le village de Chã a été évacué. Aucune destruction n'a été mentionnée, ni aucun facteur humain.

Ce constat sur le manque d'informations concernant la crise éruptive dans les médias internationaux fait écho à une réflexion plus générale sur la catégorie de « *negligated disaster* » aussi appelée « *invisible disasters* » qui regroupe les petites catastrophes négligées touchant souvent des communautés petites et/ou isolées, (Wisner, 2008 ; Wisner, 2009 ; Wisner & Gaillard, 2009, Wisner *et al.,* 2012 ; Gaillard *et al*., 2014). Ces auteurs indiquent qu'alors que certaines catastrophes sont propulsées au cœur de l'actualité, alors que d'autres restent totalement négligées des médias, ignorées et invisibles du public, et donc des donateurs. Cette variabilité de la médiatisation des catastrophes pose la question de l'équité de l'aide, mais aussi de la reconnaissance internationale de la catastrophe. La médiatisation agit comme un révélateur de la catastrophe, or si personne n'en parle, nul n'est au courant, ce silence revient à dire que la catastrophe n'a pas eu lieu (Wisner, 2008, p.1 ; Wisner *et al*., 2012, p.27). Il y a également un décalage flagrant entre la

[25] Cf. Pour se faire une idée, voir la vidéo « *Help 4 Fogo* » réalisée par Patrick Rodrigues diffusée sur YouTube : www.youtube.com/watch?v=3WO2DvF63tA&t=95s

[26] http://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/video-cap-vert-eruption-violente-du-pico-do-fogo_773665.html

cacophonie médiatique autour des souffrances des pays dits « développés » et le silence qui entoure dans le monde nombre de tragédies humaines, qui ne sont pas situées du « bon » côté du monde. Ainsi, au mois d'août 2017, le monde regardait le Texas et les dégâts provoqués par l'Ouragan Harvey (90 victimes mortelles), tandis qu'il ignorait les inondations au Bangladesh, en Inde et au Népal, qui ont pourtant tué 1200 personnes et affecté 16 millions. Dans son blog, le géographe français Christophe Neff baptise l'éruption de Fogo « d'éruption oubliée » (Neff, 2015), et le chercheur en Sciences de la Terre David Rothery l'appelle « l'éruption dont le monde n'a pas entendu parler » dans un article paru dans le journal virtuel *The Conversation* (Rothery, 2014). Ce dernier pose la question du pourquoi directement dans son titre : *« Pourquoi avons-nous si peu entendu parler du dévastateur volcan de Fogo ?* » (Rothery, 2014). D'après cet article, *« on aurait peut-être plus entendu parler de cette catastrophe si le Cap-Vert était resté une province d'outre-mer du Portugal »* (Rothery, 2014).

Une anecdote de terrain mène à la même conclusion : en janvier 2015, pendant l'éruption de Fogo, l'attaque terroriste perpétrée contre le journal français de Charlie Hebdo a fait la « Une » du journal télévisé capverdien, regardé par un grand nombre de réfugiés dans la salle commune du camp de Mosteiros équipée d'une télévision. Les personnes ont immédiatement fait part de leur soutien et de leur compassion pour la France à la chercheuse. Cette empathie était touchante, mais aussi tragique, dans la mesure où leur catastrophe n'a jamais fait la « Une » des chaines françaises.

À l'issue de l'analyse des réponses institutionnelles avant et pendant la crise éruptive de 2014-2015, les décisions prises par les autorités capverdiennes laissent particulièrement perplexes, comme par exemple ne pas avoir déclenché l'alerte précoce pour prévenir les acteurs locaux ou avoir fait le choix de reproduire des mesures d'évacuation qui s'étaient déjà soldées par un échec lors de l'éruption précédente. La question n'est pas tant la suivante « pourquoi de telles stratégies défaillantes ? » - mais plutôt « comment expliquer cette tendance à reproduire les mêmes erreurs, éruption après éruption, et en dépit des expériences d'échec répétées ? »

La première hypothèse permettant d'expliquer la reproduction d'un même schéma entre les éruptions, en particulier entre l'éruption de 1995 et 2014 et la répétition de certaines mesures pourtant inadaptées consiste à soutenir qu'il s'agit bien d'une erreur ou plutôt d'une somme d'erreurs. Parmi les facteurs responsables de la mauvaise gestion de crise, on trouve le manque de capitalisation des expériences passées pour optimiser une gestion de crise qui préserverait en priorité les moyens d'existence et valoriserait davantage les capacités des différents acteurs du territoire. L'absence d'un retour d'expérience (REX) explique que les mêmes erreurs aient été reproduites, comme la non-organisation institutionnelle de l'évacuation des biens et des animaux, avec un manque de participation de la Protection Civile. Paradoxalement, certaines des mesures institutionnelles prises afin de limiter l'exposition aux risques des habitants ont contribué à accroître celle-ci, dans la mesure où les habitants ont emprunté des chemins détournés dangereux et se sont davantage exposés à la menace. Les erreurs dans la gestion, le désordre, le manque de coordinations entre acteurs institutionnels, les comportements hautains, parfois violents ou même délictueux des forces de l'ordre et la non-intégration des populations locales afin d'améliorer l'intervention officielle, ont renforcé la méfiance et l'hostilité des locaux envers les acteurs externes.

Toutefois, une deuxième hypothèse apparaît légitime : ces dysfonctionnements sont-ils vraiment des erreurs ? En suivant cette seconde piste de réflexion, autour d'une instrumentalisation politique consciente de la crise, on entre délibérément en terrain glissant. Néanmoins, on ne peut pas totalement écarter l'hypothèse d'une convoitise politique autour du territoire et des ressources, en particulier touristiques (cf. **chapitre 6** et **8**). Dans cette perspective, le volcan ne jouerait qu'un rôle secondaire[27] et la crise ne constituerait alors qu'un simple moyen d'accaparement d'un territoire remarquable, approprié par des populations particulièrement coriaces à déloger. La crise serait alors une fenêtre d'opportunité du point de vue des institutionnels afin de récupérer une manne économique de premier choix au détriment des locaux.

Insatisfaits par les réponses institutionnelles, contrôlés au lieu d'être accompagnés par les acteurs de terrain, réduits au rang de victimes impuissantes par les acteurs et les médias, ignorés par la quasi-totalité du monde, les membres de la communauté ont été forcés de mettre en place des stratégies informelles d'adaptation. Ils ont tenté malgré tout de sauver le maximum et de pallier les nombreux défauts de gestion de crise y compris en enfreignant les mesures édictées résistant encore une fois à l'action des acteurs externes. Il n'en demeure pas moins que tous n'ont pas adopté les mêmes stratégies, révélant à nouveau de fortes inégalités, ancrées dans des vulnérabilités socio-économiques du quotidien et indépendantes de l'aléa volcanique. Il s'agit ici d'analyser les comportements des populations locales pendant la crise, afin d'évaluer les différentes vulnérabilités et capacités infra-communautaires - et par à extension, à s'y préparer et à s'en relever (Cannon, 2000).

[27] L'expression est empruntée à Around Tazieff concernant la polémique autour du réveil de la Soufrière de Guadeloupe en 1976, l'auteur dénonçant « *une aventure socio-scientifique où le volcan ne jouait qu'un rôle en réalité secondaire* » (Tazieff, 1978, cité dans Morin, 2012, p.41).

7.3. Stratégies adaptatives informelles des populations sinistrées en réponse au défaut de gestion de crise et inégalités induites

7.3.1. La mobilité, une stratégie face à la précarité et aux défauts de gestion de crise

◆ Une organisation spontanée et informelle pour gérer l'évacuation des personnes vulnérables, des biens et des animaux

❖ Des habitants surpris par l'éruption …

Dans les premiers instants suivant le déclenchement de l'éruption, en réponse immédiate à l'évènement éruptif exceptionnel, les personnes ont adopté deux principaux types de comportements.

Des comportements contrôlés et réfléchis (Provitolo *et al.*, 2015), ou comportements adaptés (Morin, 2012, p.244) permettant de mobiliser les ressources de l'individu afin de s'adapter à la situation et de se prémunir du danger. Ainsi, 47,7% des personnes interrogées expliquent avoir organisé leur départ ou celui de leurs enfants ou de leurs parents, avoir rassuré leur famille ou/et leurs amis, avoir informé leurs proches ne vivant pas dans le village (47,7% des réponses, la somme des pourcentages est donc supérieure à 100%, s'agissant parfois d'une suite de réactions).
Des comportements incontrôlés et instinctifs (Provitolo *et al.*, 2015), aussi appelés comportements inadaptés (Morin, 2012, p.244) liés à l'effet de surprise et de peur suscité par l'éruption, évoqués par 72,3% des répondants. Contrairement aux éruptions de 1995 et 1951, l'une des premières réactions adoptées par la majorité des membres de la communauté a été de partir, sans attendre l'intervention des autorités et en laissant derrière eux leurs affaires (cf. **chapitre 6.1**). Parmi les autres réactions inadaptées, qui ont pris des formes diverses, on trouve également celle d'agitation intense (pleurs, cris, agitation, confusion, etc.) et celle, moins spectaculaire que la précédente, de prostration stuporeuse.

Au moment de l'arrivée de la chercheuse sur place, soit à peine 3 jours après le début de l'éruption, ces comportements immédiats inadaptés avaient totalement disparu, laissant place à des comportements raisonnés de défense. En effet, « *lors d'un choc, l'être humain reste rarement figé dans un seul type de comportement ; on assiste plutôt à un enchaînement de réactions comportementales* » (Provitolo *et al.,* 2015). Par exemple, suite à des départs précipités et instinctifs, les personnes sont revenues dans les jours suivants, alors que la menace était toujours active (**figure 7.30**). Cette réflexion sur l'enchaînement de comportements en situation de crise est essentielle pour comprendre l'évolution des comportements des sinistrés. Les résultats du questionnaire ont donc été une surprise, dans la mesure où les observations de terrain montraient le contraire.

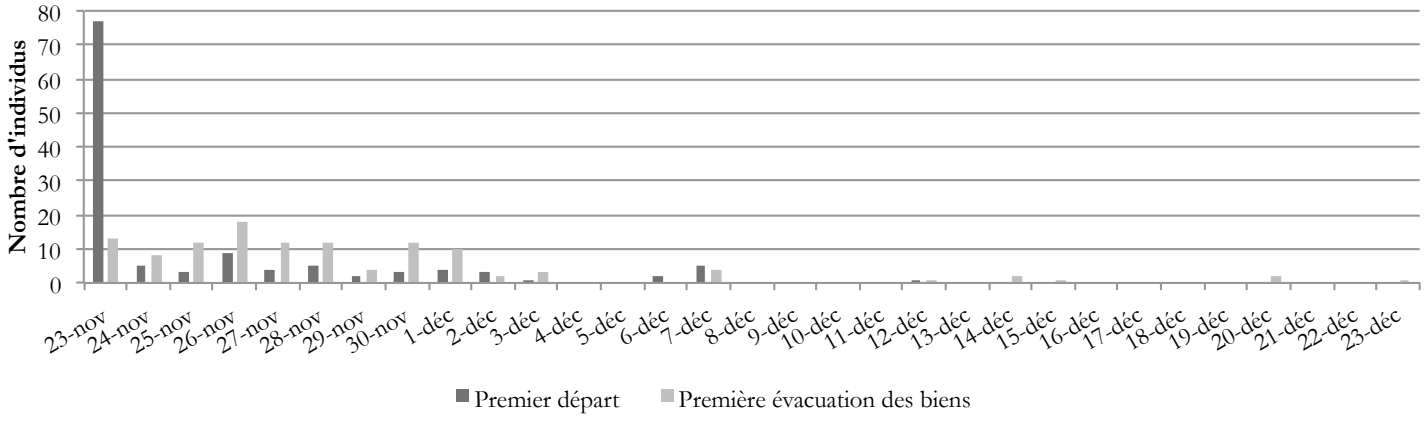


Figure 7.30: Chronologie de l'évacuation des personnes et des biens pendant la crise volcanique de 2014-2015 (réponses aux questions « À quel moment avez-vous évacué pour la première fois ? » et « Quand avez-vous évacué vos biens ? » ; questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de population de 128 personnes).

En interrogeant les personnes sur leurs premières réactions, on aborde directement la question du choc émotionnel[28] provoqué par l'éruption. Le nuage de mots ci-dessous donne une vision globale des 56 termes utilisés par les enquêtés pour caractériser leurs ressentis (**figure 7.31**). Il a été réalisé à l'aide du logiciel Tropes afin de faire ressortir les tendances principales. Pour aller plus loin dans l'analyse, les émotions ont été regroupées en 8 catégories, en se basant sur la roue des émotions du psychologue américain Robert Plutchik (1980). Ainsi, chaque segment représente une émotion déclinée en trois niveaux d'intensité. La distance par rapport au centre de la cible définit l'intensité de l'émotion (par exemple la contrariété, en rouge foncé, est moins intense que la rage, émotion la plus centrale pour ce segment). Certaines réactions émotionnelles évoquées par les personnes enquêtées étant absentes de ce modèle, celui-ci a été adapté. Ainsi, dans le modèle original, la branche violette représente l'aversion et non les émotions ou sensations liées à la fatigue (3,9% des réponses). Les mots « isolement » et « solitude », évoqués par 7% des répondants, ne font pas non plus partie des catégories d'émotions primaires décrites de Robert Plutchik, et ont été classées dans la catégorie « appréhension ».

Le nuage de mot est particulièrement dense en bas à gauche de la roue qui correspond aux émotions de la peur, de la surprise et de la tristesse. Le sentiment de tristesse domine largement les autres catégories d'émotion, avec 93% des répondants ayant cité un mot relatif à la tristesse, voire au désespoir ou à l'anéantissement. Les trois autres catégories principales d'émotions les plus fréquemment citées sont la peur, voir de la terreur (36,7% des personnes), l'appréhension pour le futur lié à la perte de travail, de ressources er de logis (35,20% des répondants) et la nervosité, le stress et l'angoisse (28,1 %).

À l'inverse, le nuage de mots est très clairsemé dans la partie haute de la route qui correspond aux émotions positives et aux capacités. En effet, seuls 6,30% des enquêtés déclarent avoir éprouvé un sentiment proactif comme le courage, l'absence de peur ou la force. Plus qu'une opposition positif/négatif, il s'agit d'une opposition entre actif ou passif par rapport à l'évènement.

Mis à part le comportement de maîtrise et de courage qui a été davantage revendiqué par les hommes que par les femmes, les sentiments/émotions des enquêtés ne découlent ni de leurs âges, ni de leur sexe, ni de leur désir ou non de revenir vivre à Chã, ni de leur localisation avant l'éruption. Par contre, on observe que les personnes habitant à Chã das Caldeiras pendant l'éruption et donc constamment exposées au risque disent ne pas éprouver de peur par rapport à la menace volcanique, contrairement aux personnes déplacées. Avoir soi-même été présent à Chã lors de l'éruption aide à comprendre cette apparente contradiction. La peur va diminuant à mesure que l'on s'habitue aux différentes manifestations de l'activité volcanique. Le spectacle de l'éruption se banalise parce qu'il est visible au quotidien, et la peur disparaît. Au contraire, les déplacés, même s'ils reviennent au village, sont davantage frappés (impressionnés) par la violence du spectacle volcanique en train de détruire leur village.

[28] Comme il en est question dans le chapitre 5, le fait de solliciter des personnes en vue de collecter des données sur des moments difficiles, douloureux, n'est pas anodin. Bien loin d'un exercice formel, froid ou mécanique visant à collecter le plus de données quantitatives possibles, certaines questions ouvertes du questionnaire (par la suite entièrement retranscrites et traduites en français), ont nécessité une écoute particulière et un partage émotionnel entre enquêté et enquêtant.

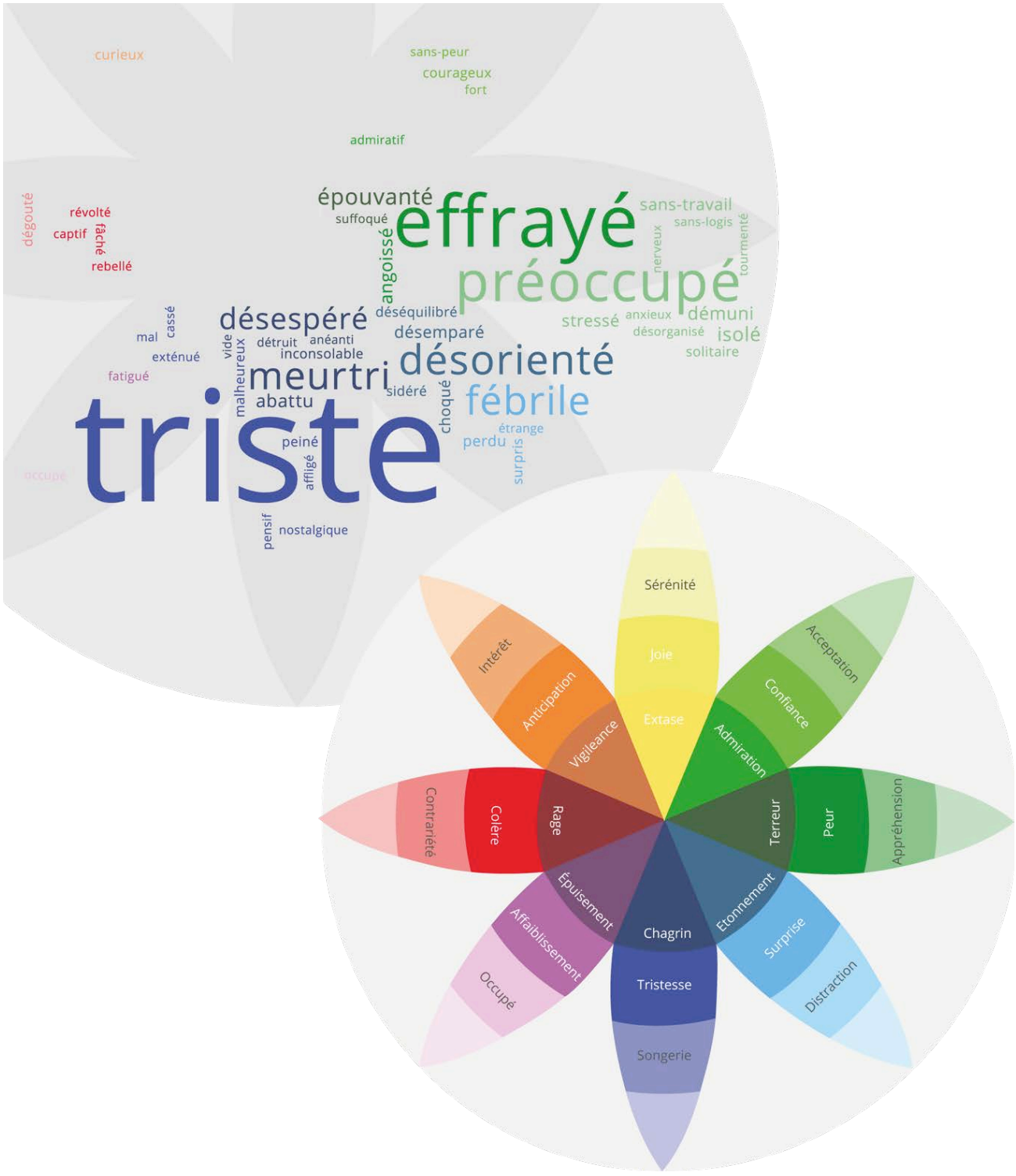


Figure 7.31. Afin de mieux saisir le ressenti des personnes enquêtées concernant la crise volcanique, c'est-à-dire à l'impression physique ou mentale, éprouvée, il a été demandé aux individus enquêtés de répondre à la question : « si vous deviez choisir 3 mots pour décrire vos sentiments pendant l'éruption, lesquels seraient-ils ? » (sources : Chouraqui, questionnaire réalisé en 2014-15 auprès de 128 individus ; Morin, 2012, grille d'enquête pour la réalisation d'entretiens aux Comores ; Plutchik 1980, roue des émotions).

Ainsi, malgré les signes précurseurs annonciateurs de l'éruption et une connaissance solide des phénomènes volcaniques (cf. **chapitre 6**), la survenue de l'éruption volcanique de 2014-2015 a néanmoins déstabilisé la majorité des personnes enquêtées. Par exemple, le témoignage de Vania indique

un affolement particulièrement important : « *J'ai pleuré la mort de mes enfants jusqu'à ce que mon oncle m'aide à reprendre mes esprits, tous mes enfants étaient bien vivants à côté de moi. J'ai mis mes enfants dans différentes voitures et je suis restée avec un seul. J'ai mis 8 jours à retrouver mes enfants qui étaient à Mosteiros* » « *Xora nha minis ate ke nha tio fra pa concentra pamodi es staba djunto ku mi. M'pom dos minis na dos caro differenti, fika so cu um. Dura 8 dias pa m'torna encontra cu nha fidjo ke fikaba na Mosteiros* » (Fatima Rodriges Montrond, 3 enfants, surnommée Vania, 28 ans). Les comportements incontrôlés comme celui de Vania doivent être interprétés au regard de l'absence d'alerte et de communication de la part des autorités[29].

❖ … Mais une forte réactivité pour organiser l'évacuation malgré des inégalités

Succédant rapidement à cette première phase de désorganisation, les personnes ont très vite cherché à surmonter ce choc et à reprendre le contrôle de la situation.

La majorité des habitants ont été capables de procéder à la mise en sûreté de leurs biens, de leurs animaux, avec les moyens du bord[30], notamment en s'entraidant entre voisins, en faisant jouer leurs réseaux sociaux pour leur venir en aide. La plupart des gens ont évacué très rapidement l'essentiel sur les pentes de la bordera en attendant l'arrivée de camions pour les aider à évacuer (via la mutualisation des véhicules disponibles), transportant à pied des objets parfois lourds, y compris sur de grandes distances (**figure 7.32**). 93,7% des personnes enquêtées ont réussi à sauver leurs biens, et certains ont pratiquement transporté tout ce qu'ils possédaient, désossant entièrement leurs maisons, ne laissant que les murs. Dans le rapport PDNA, il est écrit que certaines familles sont même parties avec des blocs de ciment (PDNA, p.80).

Figure 7.32. L'évacuation du village au troisième jour de l'éruption avec en arrière-plan, la coulée de lave qui se dirige inexorablement vers le village (cliché : communication personnelle, novembre 2014)

[29] On rappelle que malgré la présence de signes précurseurs, les autorités n'ont pas prévenu les habitants de l'augmentation de l'activité volcanique. La survenue de l'éruption du volcan Fogo de 2014-2015 a donc été particulièrement brutale, et ce d'autant plus que majoritairement, les habitants pensaient que le volcan était bien surveillé (cf. questionnaire MIA-VITA).

[30] Les « mérites » de ces derniers se trouvent pour ainsi dire amplifiés par le manque de moyens techniques mis à leur disposition par les autorités, dont certaines mesures sont venues se surimposer aux contraintes liées aux phénomènes éruptifs (cf. **chapitre 7.2**).

Afin de préserver leur production agricole, certains ont mis en place une stratégie de récolte précoce et de mise à l'abri des plans de culture, devant le mur de lave qui avançait tel un lent bulldozer avalant tout sur son passage (**figure 7.33**).

Figure 7.33. Récolte hâtive par des habitants du village en lien avec l'avancée de la coulée de lave sur la gauche (novembre 2014 ; Floriane Chouraqui).

D'autres pratiques spontanées leur ont permis de mieux surmonter la crise, comme créer un groupe d'hommes chargés de surveiller les maisons et les champs pour prévenir des vols et pillages, fréquents pendant les éruptions précédentes. De plus, les habitants ont été capables de se tenir informés de l'évolution de l'éruption via le bouche-à-oreille classique et l'utilisation des réseaux sociaux accessibles sur leurs *Smartphones*. Eux-mêmes mettent également en avant leur capacité à se soutenir moralement les uns les autres, et à être attentifs à la souffrance et à la détresse des personnes les plus durement touchées et/ou les plus vulnérables.

Ils ont donc fait preuve d'une capacité d'auto-organisation exceptionnelle. Seuls une minorité d'habitants n'a pas réussi, ou de manière très limitée, à mettre ses biens en sécurité. Les résultats du questionnaire réalisé pendant l'éruption montrent que proportionnellement, les habitants qui ont tout perdu dans l'éruption étaient légèrement plus nombreux à habiter à Bangaeira qu'à Portela. Pourtant, en théorie, avoir une maison située à Bangaeira constituait un avantage, dans la mesure la lave n'a atteint Bangaeira qu'après Portela, à partir du 07 décembre, laissant plus de temps aux personnes pour évacuer leurs biens. Or, c'est justement faute d'avoir anticipé le brutal changement dans la viscosité et la rapidité de la coulée de lave en 2ème phase éruptive, que certains habitants de Bangaiera, comme Landa, n'ont pas évacué leurs biens : « *Je m'étais mise dans la tête que le volcan n'irait pas jusqu'à ma maison, j'ai pris peu de choses, j'ai presque tout laissé* » (*Fogo na Boca*, 23:15:12 à 23:22:04). Ainsi, comme l'a suggéré Alexandre Nevsky (cf. voir citation chapitre 7.2), l'ampleur des dégâts est en partie liée à des comportements inadaptés de certains habitants qui ont aggravé la crise. Le sentiment d'invincibilité dont il a été question en chapitre 6 a certainement joué sur le retard qu'ils ont eu à se mettre en action pour évacuer leurs biens des maisons.

Sans cette auto-organisation informelle pour sauver leurs biens et une partie de leur production menacée par la lave, surveiller leur maison et travailler dans les champs, les pertes auraient été bien plus lourdes. La vulnérabilité des habitants[31] est atténuée par une capacité à faire face à la crise basée sur une organisation individuelle, familiale et collective à l'échelle du village, renforcée par un soutien au niveau insulaire. Ainsi, 93,8% des répondants au questionnaire affirment avoir bénéficié du soutien de membres

[31] L'endommagement subi est révélateur de la vulnérabilité des populations locales face à la menace éruptive.

de la communauté pour évacuer, et 16% de celui de personnes appartenant à d'autres villages. Cette collaboration a dépassé l'espace communautaire, avec l'arrivée de personnes venues des quatre coins de l'île pour aider. Comme il a été rapporté lors d'évènements éruptifs plus anciens (cf. chapitre 6), ces éléments plaident en faveur de la reconnaissance d'une aptitude coopérative des populations de Fogo, qui ont su fédérer les ressources individuelles éparses et mettre en place des stratégies adaptatives informelles collectives face à l'ingérence des autorités publiques.

Néanmoins, ce système informel de réponses aux éruptions volcaniques basé sur la solidarité intra-communautaire et intra-insulaire ne doit pas être vu comme inaltérable. En effet, la dernière éruption en date a vu émerger une tout autre forme d'intervention, de nature commerciale, qui s'est ajoutée à cette solidarité désintéressée et fraternelle héritée des expériences passées. En effet, des opportunistes se sont saisis de l'évènement éruptif pour faire payer au prix fort l'évacuation des biens en voiture ou camion. Contraints d'accepter les tarifs arbitrairement imposés et exorbitants, les sinistrés les plus riches ont ainsi été privilégiés au détriment des plus pauvres, parfois obligés d'abandonner leurs affaires ou de n'en sauver qu'une partie. L'aide gouvernementale (camions affrétés par les différentes mairies de l'île) n'a pas suffi à compenser ces inégalités d'accès au transport, comme le montrent ces témoignages :

> « *Il a fallu payer des gens avec du vin pour qu'ils m'aident à sauver mes affaires. Ni les militaires ni la police n'ont voulu m'aider, ils ont dit que ce n'était pas leur travail* » - « *Exforsa txeu pa carga cosa, du tinia ke paga pessoa cu vinho pa es juda. nem tropa nem policia ka juda es fra ma keli ka ses trabajo* » (Noias Gonçalves da Silva Ribeiro, surnommé Rosi 27 ans, guide touristique).

> « *J'ai porté mes affaires jusqu'aux pentes de la Bordera. J'ai dormi là deux nuits et j'ai enfin trouvé une voiture pour m'emmener gratuitement parce que je n'avais pas d'argent pour payer. Comme elle était petite, j'ai abandonné une grande partie de mes biens sur place* » - *« Carega pom na ladera dormi la dos dia atcha boleia nacarro pamodi ka tinia dinero pa paga alguer traze, mai scarro éra pekenot tinia ke larga txeu cosa na ladera »* (Iloisa Barbosa Lopes, surnommée Solangila, 28 ans, agricultrice).

- **Contraintes et tactiques d'accès aux ressources socio-économiques des personnes relogées**

  - La précarité socio-économique quotidienne liée au relogement multi-sites

Parallèlement aux opérations d'évacuation de la zone touchée par l'éruption, la prise en charge des sinistrés dans les zones d'accueil a été coordonnée par la Croix Rouge du Cap-Vert (CRCV), en coordination avec le gouvernement et les municipalités. Comme ce fut le cas en 1995, les habitants de Chã ont été dispersés entre plusieurs sites : d'après les données officielles, 416 personnes ont été relogées à Achada Furna, 271 à Monte Grande, 137 à Mosteiros et 124 à São Filipe (**figure 7.36**).

Parmi les différentes solutions de relogement temporaires adoptées, certaines familles ont pu s'installer dans les maisons désertées construites suite à l'éruption de 1995 (35,2% des répondants) et d'autres ont trouvé domicile dans les maisons familiales ou chez des proches (21,9%). Pour les 65,5% restant, d'autres solutions temporaires de logement ont dû être envisagées. Ainsi, 22,7% des enquêtés ont été relogés dans le campement de Mosteiros, 6,3% dans des tentes à Achada Furna et Monte Grande et 14,1% dans des maisons louées (**figure 7.34, 7.35 et 7.36**). On note que certaines de ces locations n'ont pas été prises en charge par l'Etat comme cela avait pourtant été promis.

Dans une logique prospective, avoir un plan alternatif d'un 2ème logement hors de la caldera apparaît alors comme une stratégie d'adaptation efficace pour ne pas dépendre de l'aide extérieure en cas de besoin d'évacuation.

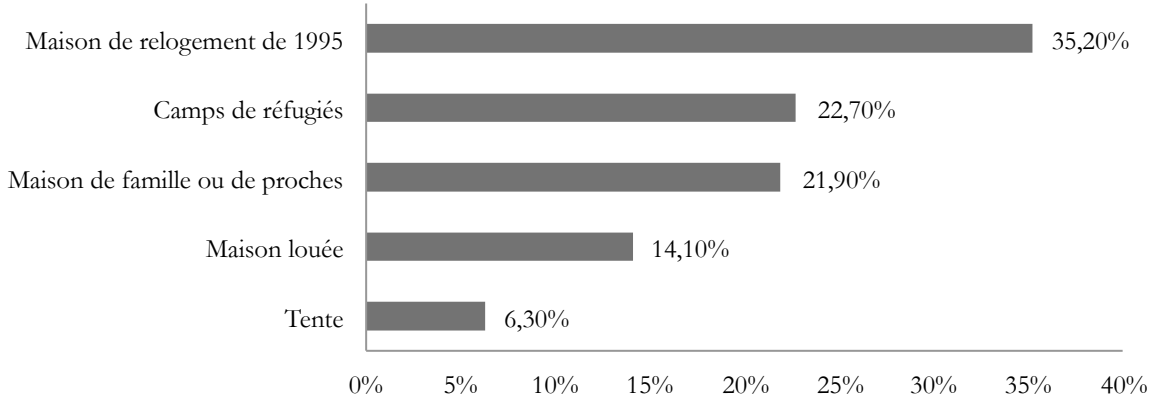


Figure 7.34. Les différentes solutions de relogement adoptées pendant l'éruption volcanique de 2014-2015 à Fogo (Chouraqui, questionnaire réalisé en 2014-2015).

Malgré ces efforts pour reloger les populations sinistrées de Chã, le questionnaire réalisé dans les 4 principales localités de relogement montre que 96,9% des enquêtés ne sont pas satisfaits des conditions de relogement.

➔ *1ère raison d'insatisfaction : l'éclatement multisite et hors caldera affecte les solidarités collectives*

Tout d'abord, même si les personnes n'ont pas quitté l'île de Fogo, l'éloignement physique par rapport au lieu d'origine crée un sentiment de déracinement et d'isolement, qui apparait comme la principale source de mécontentement évoquée par les répondants (61,7% des réponses). Cette délocalisation hors caldera vient exalter l'attachement des habitants à leur territoire, mais aussi à leur communauté d'origine. En effet, le relogement multi-sites entraîne une scission du collectif et un éclatement des cellules familiales, affectant les relations de solidarité familiale et collective. Maintenir le lien à distance s'avère complexe, d'autant plus que les possibilités de déplacement et de communication entre les sinistrés sont restreintes. En début d'éruption les personnes ignorent où sont relogées leurs proches. Ils n'ont pas forcément de numéro de téléphone pour les joindre ou pas assez d'argent pour acheter du crédit.

Cependant, tous les sinistrés ne vivent pas la délocalisation et l'éclatement familial de la même façon. Les perceptions varient notamment en fonction de l'âge et de la position dans la famille. On observe un tiraillement intergénérationnel entre d'un côté des adultes en proie au regret « du paradis perdu », plongés dans l'idéalisation de leur vie à Chã avant la catastrophe ; et de l'autre, des jeunes qui profitent d'être en ville pour reconstruire très vite de nouvelles relations, accèdent plus facilement aux études et voient leur charge de travail diminuer. Pour Codé, 40 ans, relogé dans le camp de Mosteiros, ce lieu d'accueil est vécu comme un espace de vie contraint : « *Ici, c'est un centre dans lequel on nous accueille, pour l'instant. Je suis ici parce que je n'ai pas d'autre endroit où aller. Je dois rester ici* » (*Fogo na Boca*, 24:29:05 à 24:38:17). Au contraire, pour sa fille de 16 ans, relogée à São Filipe chez sa tante, être relogé en ville constitue une véritable aubaine. L'éloignement par rapport à la caldera et à sa mère est pour elle, synonyme de liberté : « *Personne ne me demande de faire le ménage ou d'aller chercher du bois, il n'y a pas de haricots à écosser, c'est la belle vie* » (discussion informelle avec Davna, janvier 2015).

Des initiatives privées permettent de lutter contre cette rupture des liens communautaires. Par exemple, pendant l'éruption, Ramiro Montrond a ouvert un bar à Achada Furna, qui est tout de suite devenu un lieu important de rassemblement (**figure 7.35**). Il s'agit d'une stratégie qui permet à celui-ci d'avoir un revenu pour lui et sa famille, mais aussi de maintenir des interactions soutenues avec les autres sinistrés. Ce faisant, Ramiro et sa famille s'inscrivent pleinement dans la vie collective quotidienne comme dans les évènements communautaires importants.

Figure 7.35. Le Bar Casa Ramiro à Achada Furna (Chouraqui, janvier 2015).

Par ailleurs, les perceptions diffèrent également en fonction des lieux de relogement. Les personnes relogées à Mosteiros étant à la fois moins nombreuses et plus éloignées des autres centres de relogement, ce sont celles qui subissent le plus durement la perte de relations sociales.

➔ *2ème raison d'insatisfaction : la difficulté d'accès au travail et aux ressources économiques*

Deuxièmement, le manque de travail dans les villages de relogement constitue la seconde source de mécontentement, avec 49,2% des réponses. Pour les réfugiés, dont beaucoup travaillaient dans les champs, l'éloignement géographique par rapport à la caldera pose problème, malgré l'aide de base fournie par la Croix-Rouge : « *À Chã, si on n'a pas d'argent pour acheter des produits dans les lodjas, on vit bien quand même. On a les haricots, le raisin, on a tout. Alors qu'ici, si on n'a pas d'argent, on ne mange pas* » - *« Na Chã mismo du ka tem dinero pa bai na loja du tem vida normal. Tem fijão, tem uva, tem tudu. Li si du ka tem dinero du ka ta come »* (Carlos Alberto Fernandes, 38 ans, relogé à São Filipe).

Pour Valdomario, originaire de Chã et bénévole pour la Croix Rouge, la question n'est pas seulement de travailler pour gagner de l'argent et subvenir à ses besoins, mais aussi de se maintenir actif : *« Ici à Achada Furna, ce qui se passe, c'est que des gens habitués à travailler tous les jours se retrouvent sans occupation. C'est compliqué. Si on pouvait aider les jeunes et les personnes actives en leur permettant de rester actifs, ça éviterait un certain nombre de problèmes. Travailler permet de ne pas rester assis à penser aux champs et aux maisons qu'on a perdus. Il faudrait du travail pour permettre aux gens de retrouver une vie normale et gérer leurs ressources. Pour leur permettre d'avancer dans*

leur vie. Ce serait très utile » (entretien avec Socorro Gomes da Silva, surnommé Valdomario, 27 ans, décembre 2014).

➔ *3ème raison d'insatisfaction : conditions de vie entre insalubrité et promiscuité*

Troisièmement, bien que les modalités de relogement ne soient pas les mêmes en fonction des familles et des lieux de relogement, les problèmes d'insalubrité et de promiscuité sont fréquemment évoqués (28,9% des réponses).

À Achada Furna et Monte Grande, les sinistrés ont été relogés dans les maisons construites en 1995. Or ces maisons ne disposaient pas de conditions d'hygiène appropriées (pas d'installation d'assainissement et d'adduction d'eau) et ont toutes la même superficie de 25m², quelque soit la taille de la famille. Les regroupements familiaux dans la même maison ont ainsi eu pour effet de créer des situations de forte promiscuité. Par exemple Cristiano (29 ans) explique : « *grâce à Dieu, ma mère a eu une maison de relogement en 1995, mais j'ai 8 frères et sœurs, dont 5 ont une famille. On est si nombreux qu'on ne peut pas tous dormir dedans, on met les matelas dehors pour dormir* » (entretien avec Cristiano, décembre 2014). De plus, abandonnées pour la plupart depuis près de 15 ans, la majorité de ces maisons étaient délabrées, sans fenêtres et/ou sans portes, avec des toitures abimées, laissant la poussière et la pluie s'infiltrer. Malgré la promesse de réparation et d'agrandissement de ces maisons par le gouvernement, les retards dans la construction ou la rénovation de ces maisons ont contraint les habitants à vivre dans des conditions de promiscuité et d'insalubrité sur des durées importantes, bien après la fin de l'éruption. Un an après la fin de l'éruption, en février 2016, seules une petite partie des maisons avaient été rénovées, et faisaient l'objet de forts mécontentements de la part des bénéficiaires, car aucune concertation n'avait eu lieu pour demander quels étaient les besoins. Le même plan de maison a été appliqué partout, quelles que soient les demandes des habitants. Les matériaux utilisés ont de surcroît été de qualité médiocre, et sans qu'aucun sinistré relogé, pourtant pour la plupart en recherche d'emploi, n'ait été embauché comme ouvrier sur ces chantiers.

Dans le camp de relogement de Mosteiros, le manque d'hygiène a eu des conséquences directes sur l'état de santé des réfugiés, en particulier pour les enfants. Sur la photo ci-dessus (**figure 7.36**), on peut voir Fatima Montrond se protéger de l'odeur nauséabonde liée au débordement du trop-plein de la fosse septique à l'entrée de l'espace dédié aux douches et aux toilettes, également à proximité de l'endroit où le linge est lavé. Sa petite fille joue avec l'eau de la bassine, en contact avec les eaux usées présentes sur le sol[32]. Dans le film *Fogo na Boca,* Fatima s'indigne : « *Nos enfants ont des problèmes de diarrhée. Quand on demande de l'eau potable pour les enfants, ils disent qu'il n'y en a pas, qu'il n'y a pas d'eau* » (27:30:09 à 27:41:18).

[32] On note qu'aucun assainissement n'a été mené pendant le séjour de la doctorante dans le camp de Mosteiros.

Figure 7.36. Des réfugiés en train de laver le linge dans le campement temporaire de Mosteiros, où l'odeur de fosse septique rend l'air irrespirable (Chouraqui, décembre 2014).

Par santé, on entend le bien-être physique et mental des individus. Or, le mode de vie dans le camp d'hébergement collectif de Mosteiros, avec des dortoirs hommes/femmes séparés, l'absence de portes aux douches dans les vestiaires des hommes et des femmes, induit une perturbation de la vie privée, qui n'est pas sans rappeler l'univers carcéral. Les mauvaises conditions d'hygiène et de sommeil, l'absence d'intimité dans les couples, ont pour effet de miner le moral des sinistrés, comme l'explique Antonita, plus connue comme Tunais : « *les conditions ici à Mosteiros sont difficiles, les familles sont séparées, les hommes séparés des femmes, ils y a des problèmes entre les personnes à cause du stress et du manque d'intimité* » - *« Condição li na Mosteiros sta dificil, familia sta lanciado, marido ku mudje sta seperado, tem conflikto entre pessoas ku stress i falta de privacidade »* (Antonita de Baros Fernandes, appelée Tunais, 25 ans, décembre 2014). Comme Tunais, plusieurs femmes relogées dans le camp de Mosteiros ont indiqué être particulièrement dérangées par l'état des toilettes et des douches, certaines racontant qu'elles évitaient autant que possible d'y aller pour ne pas avoir à sentir l'odeur et parce qu'être nues devant d'autres personnes, y compris des femmes, les mettaient mal à l'aise.

Globalement, les choix institutionnels effectués en termes de relogement semblent donc inadaptés aux besoins des populations, et ce à plusieurs niveaux :

- Parce qu'il n'y a pas d'opportunité économique dans les villages, où il n'y a ni terres arables permettant une agriculture non irriguée, ni fourrage pour l'élevage, ni possibilité de développer une activité touristique. Les conditions de transport pour aller travailler hors des villages sont mauvaises, et ne permettent par exemple que très difficilement de retourner à Chã ;
- Parce qu'il est multi-sites, le relogement entraîne une rupture sociale des liens communautaires et familiaux ;
- Parce que les logements sont insalubres ou dégradés, avec des conséquences sur l'état physique et mental des personnes (et leur bien-être), en particulier pour les groupes sociaux les plus vulnérables.

❖ Des circulations importantes mais révélatrices d'inégalités entre les villages de relogement et Chã

Si beaucoup d'habitants sinistrés ont évacué, la période de crise est marquée par l'ininterruption des mobilités entre l'extérieur et l'intérieur de la caldera, entre Chã et les centres de relogement (**figure 7.37**).

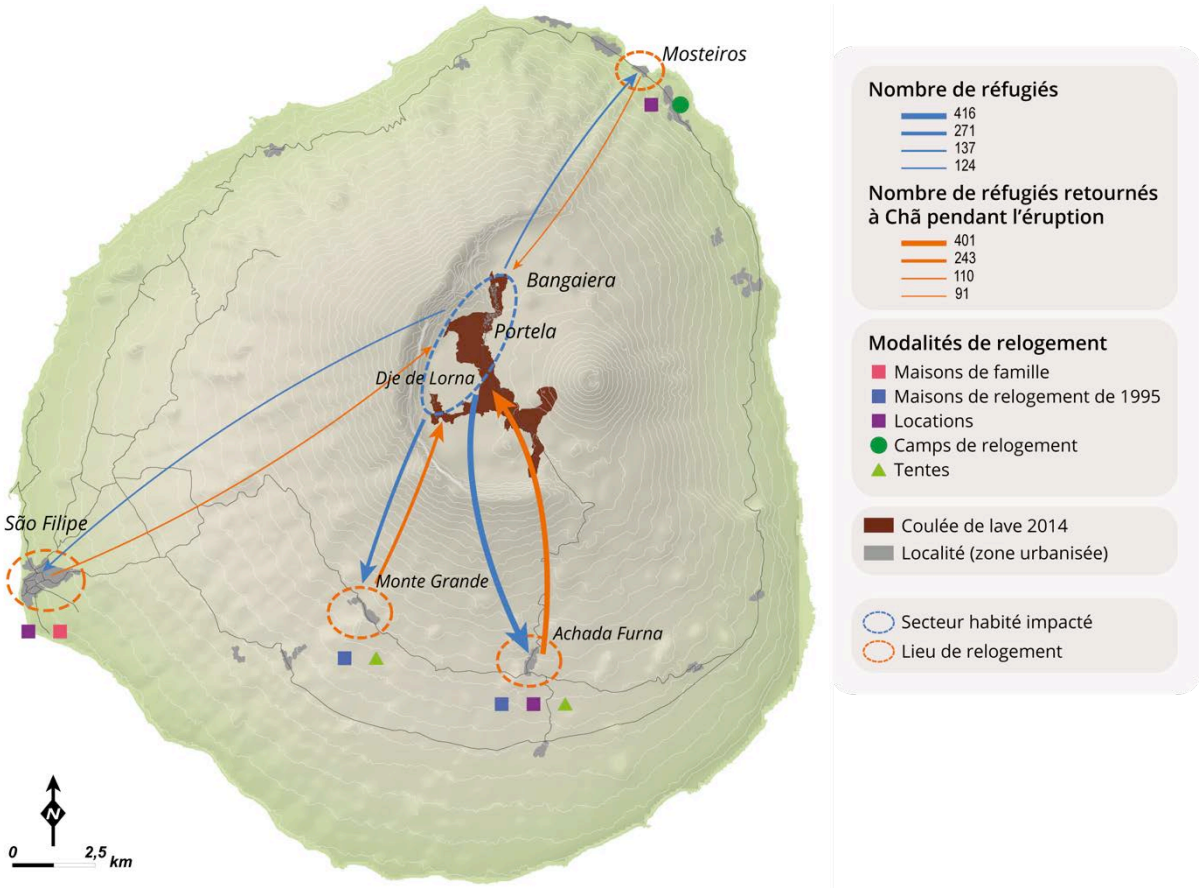


Figure 7.37. Carte des mobilités des sinistrés pendant l'éruption de 2014-2015 (source : questionnaire réalisé en 2014-15 auprès d'un échantillon de la population de 128 individus ; données SIG transmises par le Parc Naturel de Fogo ; Conception : Floriane Chouraqui. Aide à la réalisation : Atelier de Cartographie - Département de Géographie - Université Toulouse Jean Jaurès – 2017).

Les circulations vers le village malgré la menace et le barrage policier s'expliquent principalement par un facteur économique : la nécessité de poursuivre le travail agricole dans les champs et/ou avec les animaux. Cette situation va de pair avec l'absence de moyens de subsistance en dehors de la caldera (**figure 7.38**). Il s'agit de stratégies d'adaptation et de survies dans des conditions extrêmes, étroitement liées à la précarisation des populations relogées en l'absence de ressources économiques alternatives complémentaires en dehors de leur territoire d'origine. Ces observations et résultats corroborent parfaitement les concepts défendus par l'approche radicale vulnérabilité-centrée des risques et des catastrophes, qui les considèrent comme ancrés dans des contraintes sociales, économiques et politiques au quotidien, et pas seulement liés à un aléa extrême en magnitude et rare dans le temps (Wisner *et al.*, 2004, 2012).

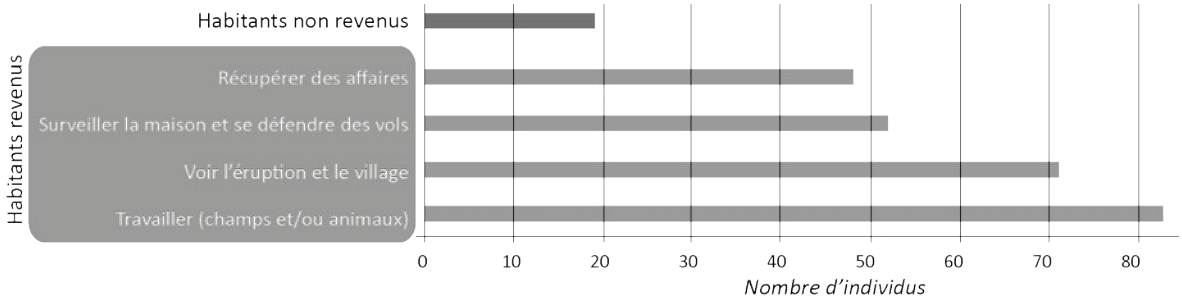


Figure 7.38. Les raisons du retour des réfugiés pendant l'éruption de Fogo du 23 novembre 2014 (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus).

Afin de survivre économiquement en poursuivant leur activité agricole ou touristique, mais aussi, comme l'indique Socorro Gomes da Silva, surnommé Valdomorio, afin de ne pas sombrer dans la passivité, de nombreuses personnes ont fait des allers et retours entre le village de relogement et la caldera.
Concernant les éleveurs, certains d'entre eux ont fait le choix de laisser leurs animaux dans la caldera (et donc de faire des allers/retours entre les villages de relogement et Chã). D'autres ont fait appel à leur réseau interpersonnel afin de confier leurs animaux à des proches. Les personnes ne pouvant ni retourner dans la caldera pour nourrir leurs animaux, ni confier ceux-ci à personne, ont été contraintes de les garder avec eux dans les villages de relogement, où beaucoup d'animaux ont dépéri ou ont souffert de la faim. Ils étaient alors contraints de vendre les animaux survivants à bas prix (animaux amaigris), ou de les tuer pour vendre leur viande et se nourrir.

Toutefois, on observe des différences importantes en termes de mobilités quotidiennes, en fonction de la localisation du village de relogement, en termes de distance, de temps et de coût du trajet. Par exemple, il faut deux jours en bus aux personnes qui ont été relogées à Mosteiros, contre 40 minutes seulement à celles relogées à Achada Furna pour se rendre à Chã. Il est donc plus difficile pour les personnes relogées à Mosteiros de faire la navette entre le village de relogement et la caldera. Ainsi, même si les personnes relogées à Achada Furna et Monte Grande se sont heurtées au manque de transport et de logement dans la caldera, ils ne sont que 3% à Achada Furna et 10% à Monte Grande et 11% à São Filipe à ne pas être retournés dans la caldera, contre 33% à Mosteiros (**figure 7.39**).

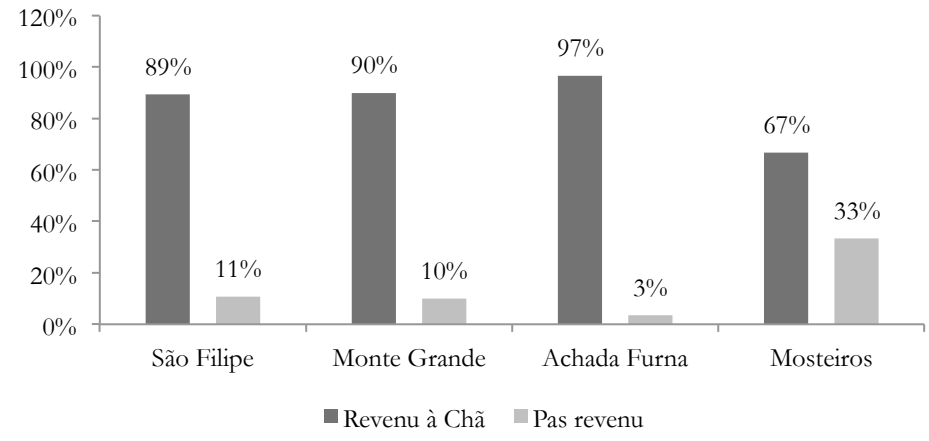


Figure 7.39. Différences de mobilité en fonction de la localité de relogement des sinistrés pendant l'éruption (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus).

Par ailleurs, on observe que les déplacements des hommes et des femmes présentent certaines différences, en lien avec une répartition des rôles au sein des cellules familiales. Tout d'abord, les résultats du questionnaire montrent que 81,4% des femmes enquêtées ont évacué le premier jour de l'éruption contre seulement 45,2% des hommes, elles donc eu tendance à réagir plus rapidement, sans que les autorités aient besoin de donner des ordres d'évacuation. Parmi les raisons ayant justifié leur départ, seules les femmes évoquent la responsabilité de mettre les enfants en lieu sûr (9,4%), alors que les hommes mentionnent davantage la nécessité de rejoindre leur famille ou encore l'obéissance à la police. De plus, on remarque que les femmes sont moins nombreuses que les hommes à être revenues pendant l'éruption (1,6% des hommes ne sont pas revenus contre 12,5% des femmes), comme on peut le voir sur le graphique suivant (**figure 7.40)**. Cette différence (c'est-à-dire cette dépendance entre les variables) est statistiquement significative, l'analyse ayant été vérifiée par le test chi2 qui indique une dépendance très significative entre ces variables (chi = 12,67).

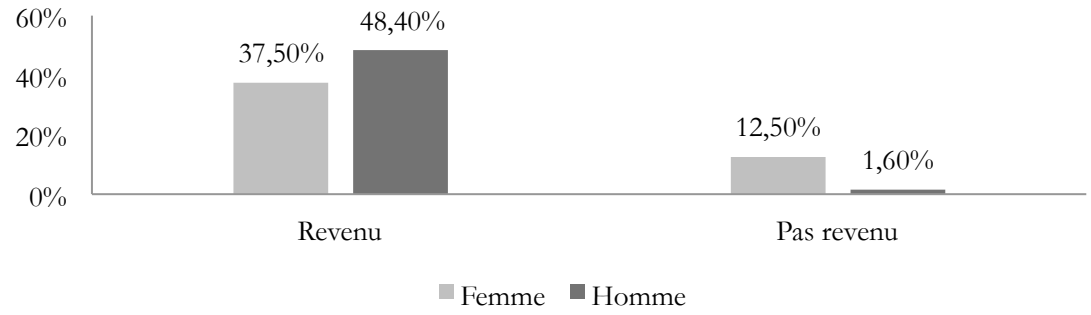


Figure 7.40. Différence de mobilité hommes/femmes pendant l'éruption de Fogo (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus).

En temps de crise, les femmes sont donc visiblement moins mobiles que les hommes, qui sont plus libres de retourner à Chã. Cette inégalité hommes/femmes en termes de circulation entre les villages de relogement et la caldera est liée aux rôles et responsabilités assignés à chacun des sexes. Comme on l'a vu en **chapitre 6**, la charge de travail domestique qui incombe aux femmes en temps normal est particulièrement lourde et chronophage. En temps de crise, bien loin de diminuer, cette charge a tendance à augmenter. En effet, les femmes doivent continuer à s'occuper des tâches domestiques, telles que l'approvisionnement en eau, en nourriture, en bois (ou autre combustible), la préparation des repas, dans des conditions plus précaires qu'à Chã. Ces tâches incluent également la garde et l'éducation des enfants, le soin des personnes âgées et/ou des malades. Or, on observe que les maladies et les troubles psychiques ont tendance à augmenter en temps de crise, ce qui renforce l'astreinte des femmes à jouer le rôle de « soignante » (en particulier dans un contexte comme celui de Fogo, marqué par un déficit d'assistance médicale et psychologique aux sinistrés).

Ce travail domestique, rendu ainsi plus pénible par la dégradation des conditions de vie, limite leur mobilité, les empêchant de se rendre dans la caldera pour maintenir des activités rémunératrices et réduisant donc leurs capacités à surmonter la crise. Cette limitation est d'autant plus importante que les réseaux d'entraide dont elles bénéficiaient à Chã ont été bouleversés par le relogement multi-sites, les membres de la communauté étant dispersés entre plusieurs localités.

Économiquement et socialement plus fragiles, les cellules familiales monoparentales dirigées par une femme sont particulièrement vulnérables. Avant l'éruption, les femmes à la tête de ce type de foyer

apportaient en effet un revenu crucial à leur famille. Pouvoir revenir dans la caldera pour travailler dans les champs est donc essentiel, en particulier si tous les enfants sont en bas âge et ne participent pas à l'économie familiale. Dans cette perspective, les mères seules (ou les grands-mères) se retrouvent particulièrement tiraillées entre l'obligation de s'occuper de leur famille dans les villages de relogement et le besoin économique de se rendre à Chã pour travailler et accéder à un revenu.

On retrouve le même schéma que celui observé en chapitre 6, concernant des activités « féminines » qui souffrent d'une déconsidération systématique par rapport à celles davantage réservées aux hommes. Bien qu'étant moins visibles et moins valorisées, ces activités sont des plus importantes, comme par exemple trouver un logement de remplacement adéquat et installer leur foyer dans les meilleurs conditions possibles, ou prendre soin de leurs enfants ou de leurs proches. Moins visibles, ces tâches attirent moins l'attention que celles consistant à évacuer les biens, sauver les animaux et surveiller les maisons, plus masculines, qui donnent le rôle de héros aux hommes. S'agissant d'activités non-rémunérées, elles ne permettent pas aux familles de faire face économiquement, et c'est donc les hommes qui tirent le mérite de « faire vivre » la famille financièrement.

7.3.2. S'informer, diffuser l'information et mobiliser l'aide extérieure malgré les faiblesses de la communication officielle

- **Bouche-à-oreille et réseaux sociaux : des alternatives aux dérives médiatiques**

Différents modes d'informations ont été utilisés par les habitants du village pour se tenir informés et en alerte pendant toute la durée de l'éruption, et ce de manière conjuguée (voir **figure 7.41**). Le bouche-à-oreille entre les familles et les amis représente le moyen de communication le plus efficace (65,6% des répondants), devant la radio et/ou la télévision (50,8%). Les médias sociaux type Facebook sont cités par 13,3% des répondants, dont plus de la moitié ont entre 18 et 30 ans, suivis par les 30 à 40 ans (35,3%). De manière prévisible, ce sont surtout les jeunes du village qui se servent d'internet pour se tenir informés, alors que les personnes plus âgées sont peu familiarisées avec ce mode d'information, mais en bénéficient indirectement, les jeunes transmettant aux autres moins connectés les informations qu'ils peuvent recueillir.

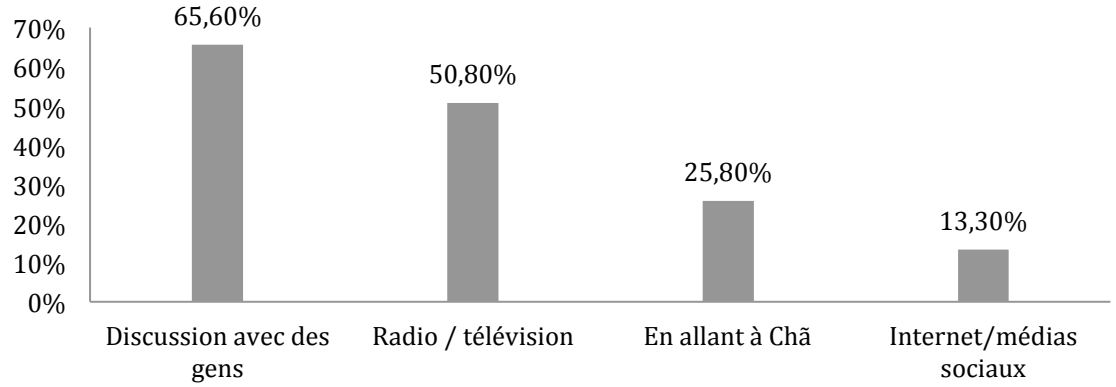


Figure 7.41. Différents modes d'information utilisés en temps de crise par les habitants de Chã (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus).

De plus, un quart des personnes enquêtées disent privilégier l'information directe, à la source, ce qui implique de se rendre à Chã pour observer par eux-mêmes l'avancement de la lave et l'état des

destructions. Par exemple, Fefa, 27 ans, considère que les médias ont tendance à propager « *Beaucoup de vérités, beaucoup de mensonges. Pour savoir, le mieux est d'y aller* » - « *Txeu ke verdade, txeu ke mentida, pa sabe, midjor é de bai* » (*Felix Montrond Monteiro, dit Fefa, éleveur et agriculteur, 27 ans).* On observe que les hommes sont plus nombreux à dire préférer se rendre à Chã pour s'informer par eux-mêmes que les femmes. En revanche, hommes et femmes ont le même accès aux médias officiels et sociaux.

En déclarant que les personnes du village sont une source plus crédible d'information que les médias (**figure 7.27** et **7.40**), les sinistrés indiquent que la communication officielle n'est pas considérée comme fiable. Rappelons qu'ils ne sont pas les seuls à avoir douté des informations transmises par les médias.

- **Mobilisation de ressources alternatives exogènes via les réseaux d'entraide**

Les initiatives sur le web pour répondre aux conséquences du désastre se sont multipliées, attestant du pouvoir des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) dans la gestion des catastrophes dites « naturelles », à mesure que leur utilisation et leur maîtrise se généralisent. De nouvelles formes d'aide ont ainsi vu le jour, grâce à l'activation de différents réseaux d'entraide Nord-Sud déjà solidement constitués avant l'éruption, reposant sur plusieurs réseaux d'entraide :

- Réseau diasporique, les Capverdiens vivant à l'étranger ont été particulièrement nombreux à manifester leur volonté d'aider leurs compatriotes en détresse.
- Réseau scientifique, comme avec *Na Mão de Fogo,* le projet d'accompagnement de la résilience des populations déplacées à Monte Grande dont il a été question en chapitre 4 et 5 concernant l'engagement de la chercheuse ;
- Réseau touristique, comme par exemple le français Yvan Joumard qui a mis en place un projet de *crowfunding* pour rassembler de l'argent et aider financièrement les habitants à se relever de la crise.

La diaspora, en particulier aux États-Unis, avec une communauté importante et très active, a occupé une place centrale dans la diffusion de l'information, l'organisation de collecte de fonds, le travail bénévole. Comme d'autres Petits États Insulaires en Développement (PIED) qui se caractérisent souvent par un phénomène migratoire important, la diaspora capverdienne (dont on rappelle qu'elle est supérieure en nombre à la population résidente du pays), exerce une influence non négligeable sur l'archipel, aussi bien au niveau économique, politique que social (Lesourd, 2005). Or, bien que moins étudiés que la contribution de la diaspora au développement durable de leur pays d'origine, l'impact et le rôle de la diaspora dans les situations de crise sont également importants (Savoia & Lin, 2015, p. 8 ; Komorowski *et al*, 2015 ; IOM, 2015, p.2).

Cette mobilisation de la diaspora en temps de crise n'aurait pu se faire sans les réseaux sociaux via Internet. C'est dans ce contexte de communication digitale et d'échanges faciles et peu coûteux entre les migrants et le pays d'origine qu'il faut analyser la rapidité et l'importance des réactions de solidarité de la diaspora capverdienne au moment de l'éruption. Télévision et réseaux sociaux ont permis aux expatriés de rester en prise directe avec la réalité de la crise et son évolution, partageant informations et émotions avec les habitants du pays. Facebook et YouTube ont été des canaux privilégiés de la diffusion d'informations, avec la possibilité pour les utilisateurs d'envoyer, de partager, d'évaluer et de commenter des vidéos afin d'exprimer leur compassion et leur solidarité envers leurs compatriotes, réaffirmant ainsi le lien qui les unit à leur patrie d'origine (Lesourd, 2005). Linda Caplan, originaire du Cap-Vert, et son mari Bryan, sont les deux fondateurs de *Fogo Fund.* Dans une interview en ligne, Linda explique qu'elle a

voulu créer cette association « *car sa famille est originaire de Fogo, de Talaia, et que certains de ses proches sont de Chã* » (interview en ligne de Linda Caplan, 2014, 5 minutes). Elle parle également de ses racines capverdiennes et de son amour pour son pays comme étant fondamental pour elle, et souhaite transmettre cet héritage à ses futurs enfants, notamment par des « *voyages de racines* » au Cap-Vert avec leurs enfants, en particulier à Chã.

De par sa nature informelle, cette aide est difficile à estimer, mais certains envois de fonds ont pu atteindre des sommes importantes, comme pour l'association *Fogo Fund* (basée au Massachusetts, États-Unis) qui a collecté 24.300 dollars américains (**figure 7.42**).

Figure 7.42. Page d'accueil du site internet Fogo Fund (source : www.fogofund.org, date de consultation : 26/06/2016).

Pour clore ce chapitre, nous proposons de faire un point sur l'incitation à l'adaptation et à l'auto-organisation des populations[33] (*adaptative capacity*) inhérente à l'approche résilience et depuis longtemps prônée par les tenants du paradigme radical.

À la lueur de notre cas d'étude, cette approche apparaît comme pertinente, du moins en apparence : par de nombreux aspects, les pratiques locales spontanées mises en place font penser aux injonctions internationales à la résilience. La solidarité (entraide entre voisins et en faisant jouer leurs réseaux sociaux), l'organisation de l'entraide et les efforts considérables déployés pendant l'éruption sont autant de ressorts sur lesquels les habitants se sont appuyés pour se maintenir malgré le choc provoqué par l'éruption et dépasser la crise.

Or, cette résilience des habitants s'est conjuguée avec une incapacité de l'Etat capverdien à encourager et à intégrer cette auto-organisation communautaire. *A contrario*, les mesures d'éviction sont venues limiter les allées et venues dans la caldera avec un objectif : restreindre l'exposition à la menace volcanique et donner aux autorités toutes les cartes pour éviter que des accidents se produisent sur le territoire sinistré. Ce choix politique et stratégique a limité la capacité à mettre en sécurité les moyens d'existence et a aggravé la vulnérabilité via la mise en danger des habitants désireux de sauver leurs biens coûte que coûte. Les mesures d'éviction temporaires et exceptionnelles mises en place pour protéger les habitants pendant la crise ont été adoptées sans réelle prise en compte des besoins de ceux qu'elles sont venues contraindre, renforçant la vulnérabilité des populations face à la menace volcanique, qui, elle, s'inscrit dans le long terme. Ce défaut d'accompagnement du processus d'évacuation des biens matériels et des animaux, et le manque d'investissement des autorités (protection civile, armée, mairie) pour faciliter la dynamique spontanée des habitants dans une action collective optimisée, va clairement à l'encontre de la résilience des habitants. Ce positionnement des autorités est justifié par les responsables politiques, dans la mesure où pour un Etat souverain, assurer la protection et la sécurité de l'ensemble des personnes vivant sur son territoire n'est pas seulement une priorité : c'est une obligation qui en justifie l'existence même. L'éruption volcanique de 2014-2015, par sa nature et sa gravité, a été considérée comme un péril imminent, et l'objectif de l'Etat a donc été de protéger la sécurité des personnes, affirmant ainsi son autorité et son rôle de protecteur de la Nation et de ses ressortissants. La question est de savoir si la politique conduite par le gouvernement capverdien lors de la crise volcanique de 2014-2015 répond réellement à cette responsabilité : la sécurité des citoyens. En effet, il y a un contre sens, puisque les mesures d'éviction mises en place avaient pour objet de protéger les habitants dont les vies n'étaient pas en danger. Mais alors, de la sécurité de qui parle-t-on ?

Si ce n'est pas les habitants, on peut légitimement se demander si ce n'est pas lui-même et son image que l'Etat a cherché à protéger. Ainsi, même si les mesures prises par l'Etat apparaissent comme disproportionnées, inadaptées aux circonstances et peu efficaces sur le long terme, elles répondent à la définition classique de la responsabilité de protéger qui incombe à l'Etat. Par exemple, si quelqu'un était mort, la responsabilité en aurait immédiatement été imputée au gouvernement.

[33] Magali Reghezza-Zitt et Samuel Rufat explique que « *la définition qui fait de la résilience une propriété est (…) équivoque. Elle est souvent décrite comme la capacité d'adaptation (adaptative capacity), et se décline de plusieurs manières : - la résilience comme capacité de résistance au choc (withstand ou resist) ; - la résilience comme capacité d'absorption d'un choc, qui implique une relative plasticité (absorb) ; la résilience comme capacité de réaction au choc, qui peut aller jusqu'à la capacité d'auto-organisation (self-organisation) ; - la résilience comme capacité à se reconstruire (recover or rebuild), qui mobilise des ressources internes et/ou externes ; la résilience comme capacité d'anticipation (anticipation), qui favorise les capacités précédentes, la capacité d'apprentissage (learningà, qui permet de tirer les leçons de l' évènement et donc de se renforcer (reinforce) ; la résilience comme capacité d'un système à maintenir son intégrité (maintain) et à revenir (return, bounce back) à un état qui peut être l'état antérieur (restore), l'état d'équilibre, la normale (difficile à définir), lorsqu'il a été soumis à une perturbation.* » (Reghezza-Zitt et Rufat, 2015, p.35).

La politique du gouvernement passe donc par le traitement de l'évènement naturel avec des stratégies conçues pour maîtriser l'exposition à l'aléa mais qui ne conviennent pas pour réduire la vulnérabilité socio-économique des habitants. Celle-ci répond à d'autres critères et doit être traitée différemment, par des moyens permanents et durables (cf. **chapitre 6**).

Pourtant, sous l'influence des directives internationales, l'Etat capverdien mobilise le concept de la résilience. Il y a contradiction visible entre d'un côté, des mesures officielles qui ont entravé les capacités d'adaptation et de relèvement des habitants ; et de l'autre, des autorités capverdiennes qui se sont félicitées de la bonne gestion de crise et ont salué la bravoure et le courage des habitants, occultant qu'une catastrophe économique silencieuse se déroulait, permettant de voir pourtant très clairement les faiblesses quotidiennes sociétales et le déficit de moyens d'existence. Ce paradoxe apparent autour du concept pose deux principales questions :

- Premièrement, est-ce que cette injonction internationale à la résilience a incité l'Etat capverdien au « laisser-faire » ? Prôner l'autonomie et l'auto-organisation des communautés revient à défendre l'idée que la résilience ne dépend en rien du gouvernement, mais uniquement des individus et des populations locales, déplaçant *« la responsabilité de la gestion vers les populations, constituant ici une réponse pragmatique au désengagement étatique* » (Reghezza-Zitt & Rufat, 2015, p.31, en référence à Edwards, 2009 et Davoudi *et al.*, 2012). Préconiser l'autosuffisance et l'autonomie, pourrait, en conséquence, avoir conduit au « désengagement » de l'État, sans pour autant profiter à la communauté de Chã das Caldeiras, dite « résiliente ». Dans cette optique, le concept de résilience aurait servi de prétexte politique pour ne pas intervenir et laisser les gens se tirer d'affaire, s'organiser par eux-mêmes, en misant sur leur capacité à affronter la crise.

- La deuxième façon d'éclairer cette contradiction consiste à montrer « *que l'on rebiologise et on dépolitise des questions qui sont avant tout sociales et politiques* » (Reghezza-Zitt & Rufat, 2015, p.212), ce qui constitue « *un "grand bond en arrière" par rapport au travail de dénaturalisation et de politisation des catastrophes qu'avaient permis l'ajustement et la vulnérabilité »* (*Ibid.*). Ce type d'argumentaire naturalisant est particulièrement repris par les médias après l'éruption, et on peut par exemple lire que si les habitants retournent vivre à Chã, c'est parce « *que le volcan et ses dangers sont dans « les gènes » des habitants de Chã das Caldeiras »* (journal en ligne *Asemana,* mars 2015).

Notre étude confirme que la mobilisation de la résilience contient n'ont pas une mais deux déviances possibles. Sous son couvert très positif et attrayant, elle a sans doute contribué à déresponsabiliser les acteurs capverdiens et incité au laisser-faire, se reposant sur la capacité sociétale d'auto-organisation et d'adaptation, tout en naturalisant la relation des habitants avec leur territoire, comme il en sera question dans le chapitre suivant. Se concentrer sur les capacités d'adaptation et les valoriser en les intégrant davantage dans les dispositifs de gestion de crise ne devrait pas empêcher l'État d'avoir une action volontariste pour agir sur les contraintes sociales, économiques et politiques qui contraignent les populations exposées face aux risques.

De plus, par rapport à ce cas d'étude précis, l'utilisation de la notion de résilience « à l'état pur » semble problématique. En effet, la résilience des habitants s'est traduite par des actions qui - pour la plupart - sont entrées en contradiction avec les règles des autorités et les lois capverdiennes. Parler ici résilience sans parler de transgression apparaît comme insuffisant, dans la mesure où ici, résilience et résistance à l'autorité sont intrinsèquement liées. Par exemple, si les habitants ont fait preuve d'adaptabilité et d'organisation pour sauver leurs biens (résilience), c'est en continuant à se rendre dans la caldera et donc

en outrepassant les règles édictées (résistance comme capacité de s'opposer à ce qu'on n'approuve pas). Cette contradiction entre logiques informelles et logiques institutionnelles s'oppose à la combinaison les savoirs et savoir-faire locaux avec les ressources techniques et matérielles des institutions, dans une dynamique horizontale faisant le lien entre les mesures *top-down* et les initiatives *bottom-up*. Cette impasse n'est pas spécifique au temps de la crise. Elle fait écho aux résultats du chapitre 6, qui abordait la question de la construction sur le temps long d'une opposition face aux systèmes de contrôle étatique. La crise éruptive de 2014-2015, d'origine volcanique, cristallise, alimente et exalte cette résistance des habitants de la caldera à l'encontre des agressions humaines extérieures, comme le montre ce témoignage : « *Le Volcan n'est pas notre ennemi. Notre ennemi, c'est ceux qui ont reçu des choses pour nous, et qui ne nous laissent pas en bénéficier. Ils s'y agrippent becs et ongles et les gardent entre leurs mains* » - « *Volcom é ka nos inimigo. Nos enimigo, é kes ke tene kusa ke du dadu, ke ka sta dixa nu disafrui del. Ke es, es ke sta agara ku una i denti de ses pa es tene na ses mon* » (extrait d'un discours de Marino pendant une réunion informelle à Monte Grande, janvier 2015). Même s'ils ont dû résister aux épreuves imposées par l'activité volcanique, la véritable « bataille » est celle qui les oppose aux autorités, attisant leur attachement au territoire.

Enfin, une dernière interrogation est soulevée par l'utilisation du concept de résilience par rapport à notre cas d'étude : même s'il permet de mettre en avant la capacité d'auto-organisation d'une population dynamique et autonome, possédant d'importantes ressources comportementales acquises et héritées, il cache cependant une situation d'aggravation des inégalités socio-économiques. En augmentant la dépendance féminine vis-à-vis de l'aide extérieure et/ou masculine, la division genrée du travail joue un rôle primordial sur les capacités des femmes à faire face, à s'adapter et à se relever de la crise. D'autres types d'inégalités interviennent, notamment en termes d'accès aux réseaux d'entraide interpersonnels Nord-Sud, qui dépendent des compétences informatiques des individus, mais aussi de leurs domaines d'activité et bien sûr, de l'étendue de leurs réseaux d'avant la crise. Il serait donc plus exact de parler d'une résilience différentielle, ou encore de la résilience de certains membres de la communauté, que de la résilience des habitants de Chã. Il faut nécessairement préciser que cette résilience de certains cache l'augmentation de la vulnérabilité du plus grand nombre, voir accentue cette vulnérabilité, dans un contexte d'aggravation des inégalités socio-économiques au sein de la communauté. Il semble donc essentiel de s'interroger sur ce phénomène de marginalisation croissante d'une partie de la population sinistrée qui a eu tendance à s'accentuer pendant et après l'éruption, une partie des victimes apparaissant incapable de se relever de la crise (Quarantelli & Dynes, 1972 ; Cuny, 1983 ; Wisner, 1993 ; Blaikie *et al.*, 1994).

Le succès de la gestion de crise apparent et revendiqué par les acteurs institutionnels, lié à l'absence de victime, masque en fait une catastrophe économique silencieuse largement favorisée par l'ingérence étatique. La stratégie d'interdire, de laisser les relogés se débrouiller seuls pour se relever économiquement de la crise, en s'auto-organisant face aux interdictions, apparaît comme un maillon explicatif essentiel de la catastrophe. L'approche résilience donne priorité aux efforts et capacités mobilisées face aux catastrophes, et occulte les causes profondes socio-économiques et politiques, qui s'avèrent pourtant essentielles pour expliquer de telles situations. Il faut en effet mettre en lumière les déficits cindynogènes organisationnels et institutionnels pour comprendre les réactions sociétales en temps de crises comme des stratégies adaptatives face à l'ingérence des pouvoirs publics, stratégies adaptatives qui peuvent au final aggraver la vulnérabilité, prolongeant l'exposition à la menace, et rendant plus difficile la mise en sécurité des biens et moyens de production, et au final remettant en question les capacités de reprise économique post-catastrophe.

Chapitre 8

Temporalité de l'après-crise

Une fenêtre d'observation sur la capacité de résilience en tant que processus sur le long terme

Governo ta toka, Camara Municipal ta kudi baxon
Le gouvernement joue de la musique, la mairie fait les chœurs,
Guentiz tchan dja pidi dizvorcio.
Les gens de Chã demandent le divorce.
Dentu tchan koitadu mundado na kutelo ta barre boka.
À Chã, les petites gens attachés dans les champs se nourrissent de ce qu'ils trouvent.
Revoltadu sta pega Parqui pa kaba kuel.
Les révoltés s'en prennent au Parc pour en finir avec lui.
Dja kriadu lei pa spanta povu.
Une loi a été créée pour faire peur au peuple.
Parlamentu ta toka tambor Governo ta tra boxon Camara ta kudi kolexa.
Le parlement joue du tambour, le gouvernement fait les choeurs, la mairie tape dans les mains
Prali cintu pertadu,
Par ici (à Chã), les ceintures sont serrées,
Prala biku dixmarradu
Là-bas (au gouvernement), les bouches sont libres,
Nhoz dixanu na noz tchon pa du barre boka.
Laissez-nous dans nos champs pour qu'on se nourrisse de ce qu'on trouve.

Poème de Germano Centeio, publié sur *Facebook* le 05 juillet 2015.

Trois ans après l'éruption volcanique de Fogo de 2014-2015 qui a ravagé la petite localité de Chã das Caldeiras, le village est littéralement en train de renaître de ses cendres. Défiant l'État et son hégémonie sur le territoire, cette reconquête progressive et au coup par coup de la caldera par les habitants, n'est autorisée que depuis peu, et sous conditions. Dans la lignée d'Oliver-Smith (2010, p. 28) qui interroge le problème du déplacement forcé (réalisé sans le consentement des populations), mais aussi celui du déracinement des personnes et de l'exclusion territoriale au nom du risque, les questions posées dans ce chapitre sont les suivantes : qu'est-il advenu de Chã das Caldeiras ? Que sont devenus ses habitants ? Sous la tutelle de quelle autorité se placent-ils ? Qui définit l'intérêt des populations locales ? Comment est-il déterminé ? Au nom de quoi ?

L'irruption d'une catastrophe dite « naturelle » constitue une rupture qui conduit à repenser le territoire[1]. Questionnant l'influence et la versatilité des rapports de force et des relations de pouvoir à l'œuvre, ce chapitre invite à une analyse du processus de réorganisation et de redéfinition des rapports de force autour du contrôle social et politique du territoire induit par l'éruption du 23 novembre 2014. La question est celle de la mise en jeu (et donc en risques) de la responsabilité politique en termes de relèvement, à l'échelle locale, dans un contexte de reconstruction[2] informelle *in situ* amorcée par l'initiative privée des habitants, sans intervention publique et sans tenir compte de la législation protectionniste du Parc Naturel de Fogo. Ces interrogations générales ont été déclinées en trois temps d'analyse. Dans un premier temps, il s'agit de dresser un état des lieux de la reconstruction à Chã das Caldeiras trois ans après l'éruption (**chapitre 8.1**). Un deuxième temps de réflexion consiste à étudier la complexité et la diversité des situations observées au sein de la population (**chapitre 8.2**). Cette analyse différentielle entre groupes sociaux laisse apparaître des « bonnes » et des « mauvaises » victimes. Un troisième temps d'analyse porte sur la manière dont l'éruption a mis en branle les jeux entre acteurs et les conséquences en termes de réorganisation du pouvoir (**chapitre 8.3**). Il s'agit, en premier lieu, de présenter les intrigues politiques pendant les élections législatives de 2016 ; puis de réaliser une étude du bras de fer opposant la communauté de Chã das Caldeiras et le gouvernement, dont les populations semblent sortir victorieuses.

En parallèle et comme toile de fond, il reste une précision à apporter concernant la période qui nous intéresse ici, à savoir les trois ans ayant suivi l'éruption. Cet espace temporel convient pour étudier la toute première phase de résilience et l'imbrication complexe, pour ne pas dire conflictuelle, des jeux d'acteurs et des enjeux politiques, sociaux et économiques qui traversent, parcourent et actionnent cette refonte du territoire. Toutefois, la pertinence de cette temporalité pour évaluer la capacité de résilience pose question. Isabelle Maret et Thomas Cadoul défendent ainsi qu'« *il importe de distinguer plusieurs temporalités dans la résilience (…) [qui] n'occupent pas la même durée ni n'opèrent avec la même dynamique. En fonction*

[1] Dans sa thèse en géopolitique, Alexis Sierra parle « *des phénomènes naturels exceptionnels ou de rupture (éruptions volcaniques, séismes, cyclones, crues, inondations, mouvements de masse)* » (2000, p.7).

[2] La reconstruction post-catastrophe est définie par Annabelle Moatty comme « *un processus, spontané ou planifié qui induit deux modalités pour rebâtir : refaire à l'identique ou bien imaginer les choses autrement* » (Moatty, 2015, en référence à Clinton, 2006, p.24). De plus, la reconstruction ne doit pas être confondue avec des actions temporaires comme par exemple le relogement des populations sinsitrées dans des campements provisoires (*Ibid.,* en référence à Aysan et Davis, 1993 ; Oliver-Smith, 1977). Ainsi, elle vise à restaurer et/ou à améliorer sur le long terme « *des infrastructures, des moyens de subsistance et des conditions de vie des communautés sinistrées, en intégrant des efforts visant à réduire les facteurs de risques de catastrophe* » (*Ibid.*, en référence à UNISDR, 2013).

de ces différentes mesures temporelles, la résilience se présente donc sous diverses formes et concerne divers aspects de la vie des habitants » (Maret et Cadoul, 2008/5, p.114). Dans l'idéal, il faudrait plusieurs années pour être en mesure de réaliser une évaluation fiable, mais les contraintes temporelles de la thèse obligent à se contenter d'une évaluation de court terme (dernier terrain en décembre 2015, puis en février 2016 avec le projet *Mão de Fogo* avec les étudiants de Lyon III, soit un an après la fin de l'éruption). Le positionnement scientifique dans ce chapitre est donc celui d'une analyse immédiatement après la crise, qui peut être considérée comme une fenêtre d'observation sur la capacité de résilience et la pertinence de ce concept. Celle-ci reste toutefois bien définie comme un processus de long terme, et n'est pas confondue avec le processus de réhabilitation.

8 .1. Une stratégie de résilience : la résistance face aux pouvoirs publics

L'objectif ici est de caractériser, malgré le manque de données officielles, la dynamique de reconquête du territoire de Chã das Caldeiras après la dernière éruption du volcan Fogo, à travers la description de l'habitat restant et nouveau, l'analyse des données démographiques, et l'étude des initiatives économiques. Cette partie vise également à montrer comment, face à l'injonction de quitter la caldera, la question identitaire a été *de facto* placée au cœur même de la reconstruction du territoire depuis maintenant trois ans[3]. Il s'agit de répondre aux questions suivantes : Quand, comment et pourquoi les personnes sont-elles revenues vivre et investir à Chã ? Sur quelles capacités vernaculaires s'appuie ce retour ? Que nous dit ce retour en termes d'appropriation symbolique du territoire ? Quels sont les principaux obstacles à cette réinstallation non encadrée ?

8.1.1. Chronologie de trois années d'un bras de fer socio-politique

Alors que « *peu de travaux concernent les temporalités du processus de reconstruction post-catastrophe, et parmi ceux-là les analyses dans le temps long sont très rare*s » (Moatty, 2015, p.156), l'analyse chronologique de l'après-crise sur trois années consécutives entend mettre en évidence les rebondissements qui ont suivi l'éruption de 2014-2015 (**figure 8.1**). Reprenant le système utilisé dans la frise de l'éruption, on distinguera trois catégories d'actions, divisées par acteurs, avec en bleu les acteurs institutionnels (deux tonalités sont ici utilisées afin de distinguer les partis politiques en présence), en vert les acteurs internes à la communauté, et en rouge les acteurs-non humains. Cette représentation synthétique regroupe des données issues du terrain (en particulier lors de la dernière mission réalisée en novembre-décembre 2015), enrichies par des informations issues d'une veille médiatique consistant à analyser la presse en ligne et les médias sociaux ainsi que les textes juridiques capverdiens.

Partant de cette chronologie, on constate tout d'abord que les temporalités allant de l'urgence au relèvement (en passant par la restauration, la réhabilitation et la reconstruction) se chevauchent mutuellement. Annabelle Moatty (2015, p.150) observe que « *les différentes périodes n'ont pas de fin déterminée, elles ont une origine claire et bien identifiée par les gestionnaires, mais n'ont pas de fin à proprement parler, les actions d'une phase se diluent dans celles de la phase suivante* ».

Globalement, cette après-crise oppose des stratégies institutionnelles qui présentent une incohérence globale, avec des lois et projets de loi contradictoires. En parallèle, une tendance au retour permanent des habitants à Chã das Caldeiras persiste et se confirme, avec d'un côté, la remise en état des éléments structurants le territoire (route, église, maisons, etc.) et de l'autre, le développement des activités économiques préexistantes (tourisme et agriculture).

En suivant ces méandres socio-politiques de l'après-crise, cette frise met en lumière les pratiques et initiatives des populations locales qui ont permis de contourner, infléchir ou renverser les structures légales d'encadrement du territoire. L'intérêt de cette frise, est donc d'évaluer, mesure après mesure, action après action, et en un seul document, les contradictions, ruptures et revirements ainsi que les tensions majeures de la dynamique socio-politique en cours. On distingue ainsi trois phases principales :

[3] Selon Annabelle Moatty, « *le processus de reconstruction post-catastrophe est composé de cinq périodes qui se chevauchent à leurs origines et fins* » qui vont « de l'urgence au relèvement – en passant par la réhabilitation, la restauration et la reconstruction » (Moatty, 2015, p.428). Dans cette perspective, le processus de reconstruction dont il est ici question s'apparente à la première période de reconstruction.

- Une première phase consistant pour l'État à tenter de réinstaller les habitants hors de la caldera, en ignorant la réalité d'une reconstruction spontanée du village par les populations locales ;
- Une deuxième phase de « chaise musicale politique », pendant laquelle le sort des sinistrés se trouve propulsé au centre de la campagne électorale, donnant l'occasion rêvée à l'opposition (MpD) de pointer les défauts et les incongruités de la politique de déplacement mise en place par le parti politique au pouvoir (PAICV) ;
- Une troisième phase de « réinstallation de la réinstallation dans la caldera » avec le triomphe de la résistance des habitants sur le relogement hors caldera, le gouvernement ayant finalement légalisé les logements existants et autorisé la construction de nouveaux édifices à Chã das Caldeiras (depuis le 18 mai 2017, avec l'amendement de la loi n°105/VIII/2016).

Les questions qui se posent peuvent être divisées en deux parties :

- Ces rebondissements traduisent-ils la capacité d'adaptation et la capacité de résilience des populations de Chã, comme le laisseraient supposer les évènements précédents en 1995 et en 1951 ? (**chapitre 8.1** et **8.2**).
- Quelle idéologie se trouve derrière ces revirements politiques, et comment se positionne le gouvernement ? (**chapitre 8.3**).

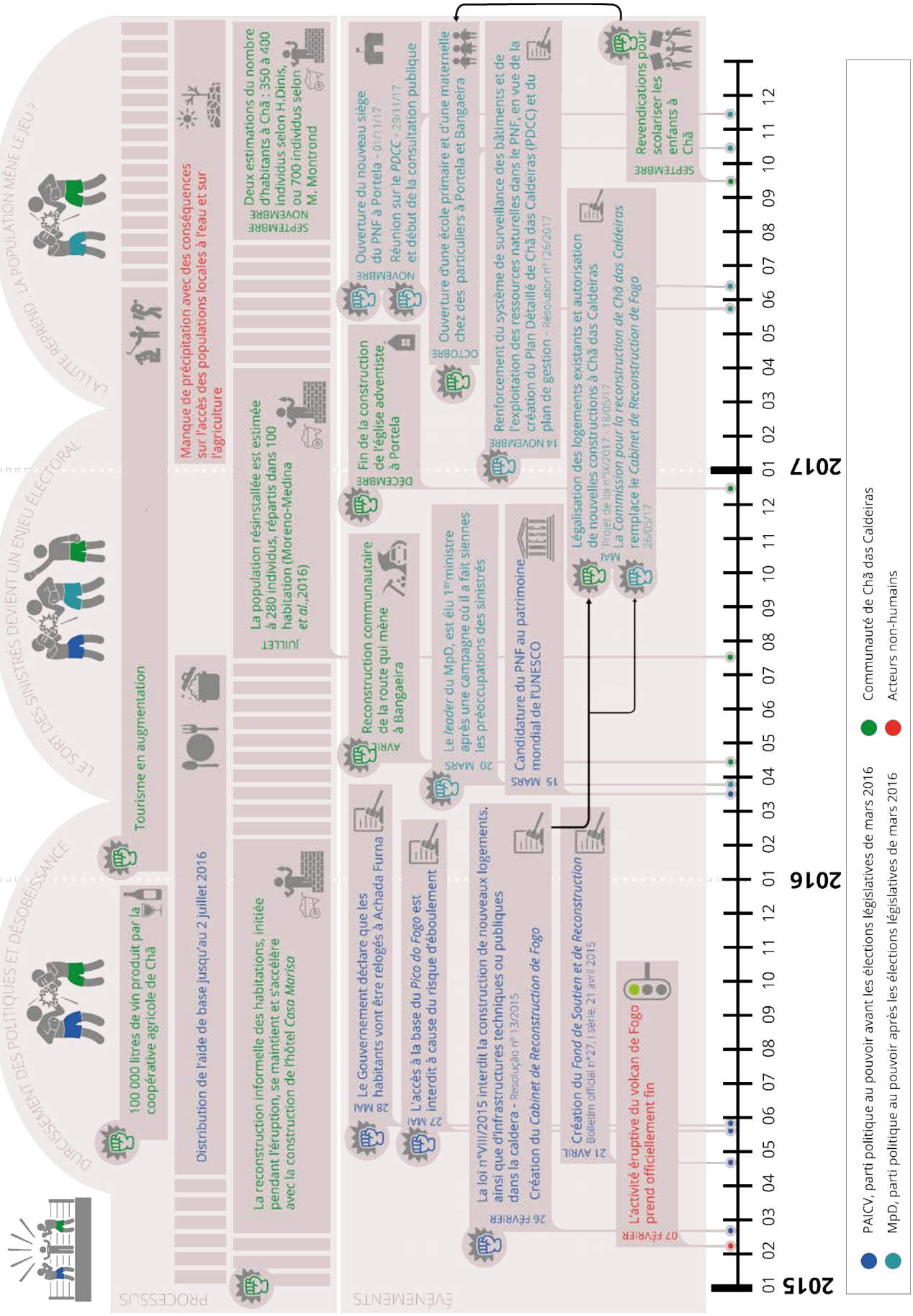


Figure 8.1.Chronologie non exhaustive des actions, renforcements et affaiblissements de pouvoir entre acteurs politiques et civils après l'éruption volcanique de 2014-2015 autour de la gestion de Chã das Caldeiras.

8.1.2. Un retour spontané et non encadré à Chã das Caldeiras

◆ Un processus de reconstruction informelle et rapide, mais difficile à quantifier

Selon Manu Gupta, la relocalisation des populations locales dans le seul but de réduire l'exposition aux risques naturels se heurte généralement à la résistance des communautés (Gupta, dans Wisner *et al.,* 2012, p.557). En Indonésie sur les pentes du Mérapi, ou encore aux Philippines sur les flancs du Pinatubo, il a été observé que malgré la prégnance du danger et la bonne perception du risque de la part des populations locales, celles-ci vont choisir d'abandonner les lieux de relogement pour revenir dans leurs villages d'origine (Oliver-Smith, 1994 ; Texier *et al.,* 2009 ; Lavigne & De Belizal, 2010 ; Oliver-Smith, 2010).

Malgré des dommages bien plus importants qu'en 1995 [4] et en opposition avec l'interdiction gouvernementale de reconstruire dans la caldera[5], le village connait un processus de reconstruction informelle intense, très tôt après l'éruption. Les retours au village se sont produits de façon progressive, semaine après semaine, mois après mois, et le processus suit toujours son cours. Il est difficile d'estimer le nombre exact d'individus revenus vivre à Chã das Caldeiras. Le caractère illégal du retour des habitants a contribué à ce qu'aucun comptage officiel ne soit effectué par les autorités administratives, ce qui empêche de savoir avec précision combien de personnes sont revenues vivre dans la caldera et à partir de quand. Toutefois, en croisant plusieurs sources de données (poster de Moreno-Medina *et al.*, 2016 ; PNDA, 2015 ; rapport du plan détaillé de Chã das Caldeiras, décembre 2017), on arrive à reconstruire approximativement le processus de reconquête du village, qui indique une augmentation constante du nombre de personnes revenues vivre à Chã et, corollairement, du nombre de constructions (cf. voir encadré ci-dessous).

➔ D'après le rapport officiel du gouvernement, le processus spontané de reconstruction aurait été entamé à partir du mois de mars 2015, moment auquel « les personnes auraient commencé à retourner dans leurs foyers pour reprendre leurs activités agricoles, reconstruisant des maisons détruites et des infrastructures communautaires et des routes » (PNDA, p.111). Néanmoins, avant même la fin de l'éruption, les premières initiatives des habitants pour revenir s'installer dans la caldera avaient déjà été amorcées, comme indiqué dans le chapitre 7.1. Dans Fogo na Boca, on voit Pedro Fontes, surnommé Ze, en train de finir de construire une cabane de fortune, pour parer au plus urgent tandis que Davide Montrond entreprend des travaux plus conséquents (ces stratégies sont étudiées plus en détail dans la suite du chapitre).

➔ En juillet 2016, soit un peu moins d'un an et demi après la fin de l'éruption, Moreno-Medina *et al.* (2016) estimaient qu'environ 280 individus résidaient de nouveau dans le village et dénombraient un total de 100 habitations, principalement concentrées à Portela et Bangaeira, comprenant 47 édifices postérieurs à l'éruption (**figure 8.2**).

➔ En octobre 2017, le nombre de nouvelles constructions a presque doublé, avec 85 nouvelles constructions, principalement résidentielles (cf. rapport du plan détaillé de Chã das Caldeiras, décembre 2017). Le rapport précise qu'elles ne respectent aucune mesure de réduction des risques et que leur nombre peut augmenter en raison de la grande activité de construction observée dans la zone. Vers la même époque (novembre 2017), d'après le nouveau directeur du PNF, Herculano Dinis, Chã das Caldeiras comptait entre 350 et 400 résidents permanents, soit entre 36 et 41% de sa population avant l'éruption volcanique de 2014-2015.

On note que ces estimations ne prennent pas en compte le nombre important de personnes ne résidant pas de manière continue à Chã. Or, avec des flux importants entre les villages de relogements et la caldera, le nombre de personnes présentes dans la caldera varie fortement. Ce chiffre approximatif doit donc être relativisé, comme le reconnait le directeur du PNF qui a fourni ces données. De plus, Miguel Montrond parle de 700 personnes revenues vivre dans la caldera en septembre 2017 (publication de Miguel Montrond sur Facebook, septembre 2017), sans préciser la méthode utilisée afin de réaliser cette estimation.

[4] Ces trois épisodes volcaniques sont analysés sous forme de tableau comparatif dans le **chapitre 6**, **figure 6.1**.
[5] On rappelle que cette interdiction a été levée en mai 2017, avec l'amendement de la loi n°105/VIII/2016.

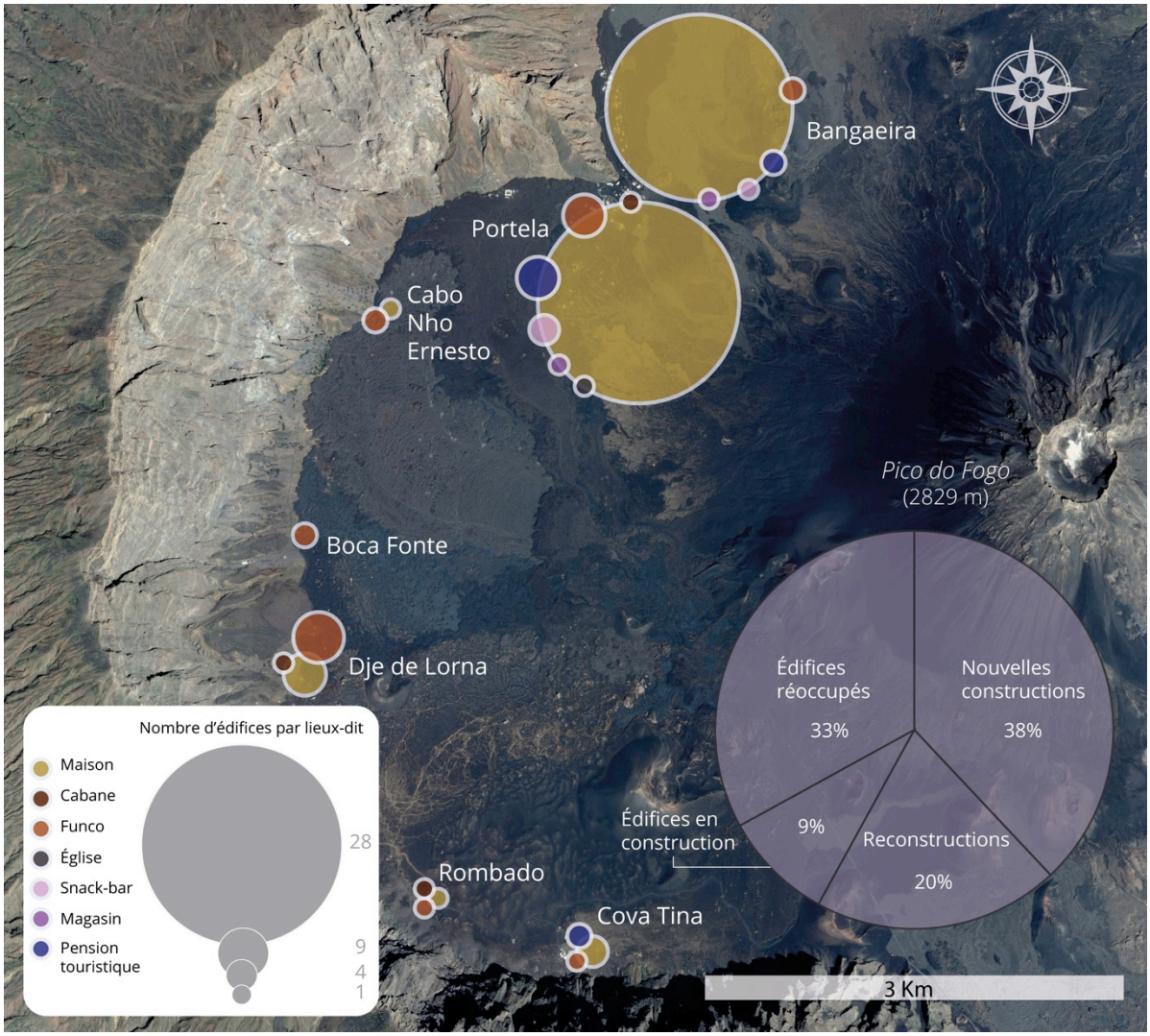


Figure 8.2. Le phénomène de reconstruction à Chã das Caldeiras en juillet 2016 (source : d'après les chiffres de Moreno-Medina et al., 2016).

◆ **Un retour contagieux, mu par le moteur économique**

Deux mois à peine après la fin de l'éruption, un élément semble avoir véritablement marqué le lancement de la reconquête collective de la caldera. En effet, à partir de la mi-avril, Amarisa Lopes Pina, surnommée Marisa, a lancé la construction d'une nouvelle pension touristique à Portela, afin de remplacer par un seul établissement ses deux hôtels ensevelis sous la lave (**figure 8.3**). Cette initiative menée par une figure influente du village, aurait mis en branle la dynamique de reconquête, comme elle le revendique ouvertement dans une interview pour le journal *Expresso das Ilhas* : « *les gens de Chã attendaient que je revienne. Ils me demandaient toujours si je reviendrais et disaient : "Si vous revenez, nous reviendrons." Parce que j'ai eu les plus grosses pertes* [elle évoque la somme de 60 000 *contos* perdue dans l'éruption, soit environ 545 000 euros]. *Et dès que j'ai commencé la construction, ils sont plusieurs à être revenus et ont commencé à reconstruire* » (*Expresso das Ilhas* nº 803, [en ligne], avril 2017). Malgré des menaces de destruction par la mairie de Santa Catarina, aucune mesure judiciaire concrète n'a été prise contre cet investissement d'envergure, ce qui a sans doute encouragé les autres sinistrés à réinvestir dans la caldera, diminuant leurs craintes d'enfreindre l'interdiction étatique et de voir leur investissement perdu.

Figure 8.3. Au premier plan à gauche, une maison construite sur les flancs du Monte Amarello ; au second plan au centre, l'imposante pension Casa Marisa ; au troisième plan, à droite du Pico de Fogo, le cratère de l'éruption de 2014-2015 (Pedro Danilo Fontes, juillet 2016).

Ainsi, plusieurs propriétaires de pension ont emboîté le pas à Marisa, comme Alcindo Montrond qui affirme avec conviction que « *le volcan est le seul à pouvoir rendre aux habitants ce qu'ils ont perdu* » (Alcindo Montrond, décembre 2015). La remise en route des dynamiques économiques, en particulier touristiques, a entraîné, en sus du nombre croissant de pensions, des restaurants et des commerces. En octobre 2017, Chã comptait 6 *lodjas*, toutes situées à Portela et 9 établissements touristiques, dont 6 à Portela, 1 à Bangaeira et 2 à Cova Tina (cf. Camilo Montrond Fontes, octobre 2017), soit seulement 5 établissements de moins qu'avant l'éruption (cf. **figure 6.28**). De plus, bien qu'on ignore le nombre exact de couchages, les nouveaux bâtiments créés pour accueillir des touristes, même s'ils ne sont pas aussi nombreux, sont majoritairement plus grands qu'avant l'éruption. Par leur nombre comme par leur ampleur, ces investissements, indiquent que les habitants restent convaincus de l'intérêt économique d'investir à Chã. Ils prouventl'adaptabilité et la capacité d'organisation de cette communauté, ainsi qu'une capacité assez importante à épargner ou à mobiliser des fonds.

La conséquence annexe à ce phénomène de reconstruction est la création d'emplois en lien avec le secteur de la construction. Ainsi, en plus du nombre grandissant d'habitants qui ont pris la décision de regagner la caldera Chã das Caldeiras accueille également un nombre important de maçons et d'ouvriers venus des quatre coins de l'île, qui travaillent comme employés pour construire maisons et pensions touristiques. Camilo Montrond Fontes raconte que « *beaucoup de gens viennent à Chã pour travailler, surtout dans la construction, mais aussi dans les champs* » « *Tem tcheu pessoa ke ta bem Cha pa trabadja, mas na construcao, tambe na campo* » (entretien avec Camilo Montrond Fontes, octobre 2017). Il explique que le besoin en main-d'œuvre est tel que ceux qui veulent commencer à construire doivent attendre que les personnes se libèrent ou attirent des personnes originaires d'autres villages. Ce constat est confirmé par le nouveau directeur du PNF, qui récapitule : « *C'est le même style de vie qu'avant l'éruption, mais il y a plus de tourisme. En particulier en ce moment [le mois de novembre est la saison haute du tourisme], Chã est bien loti. Rien qu'aujourd'hui [15 novembre 2017], j'ai vu trois maisons en train de se construire* » (entretien avec Herculano Dinis, 15 novembre 2017).

La reconstruction du village s'appuie clairement sur le dynamisme des activités économiques. Au cœur de ces initiatives, la reconstruction du secteur touristique a été particulièrement rapide, en lien avec une demande importante. Toutefois, les observations et les entretiens ne permettent pas d'établir avec certitude que le secteur touristique a plus participé que le secteur agricole à redynamiser le village. En effet, cette affirmation serait biaisée, dans la mesure où le développement du secteur touristique implique la création d'infrastructures, d'hôtels, et la présence de touristes, ce qui le rend plus visible que le secteur agricole. Or, il semble que le secteur viticole a lui aussi été dynamisé par l'éruption : en effet, alors que la zone viticole n'avait pas été affectée de manière significative (moins de 5%), elle a eu tendance à augmenter après l'éruption, avec de nouvelles aires défrichées (*Infopress*, [en ligne], 17 juin 2015). Ici encore, même si cet élément s'appuie sur le croisement de plusieurs témoignages, il n'existe pas de données numériques permettant de quantifier ce phénomène. Au contraire, les seules données quantitatives disponibles indiquent une baisse de la production vino-viticole en 2015, avec seulement 100 milles litres de vin produit contre 200 milles en 2014, soit une baisse de 40% de la production par rapport à l'année précédente. Mais d'après Neves (David Gomes Monteiro, ancien président de la coopérative viticole), cette baisse n'est pas liée à l'éruption volcanique de 2014-2015 mais au manque de précipitations (*Infopress*, [en ligne], 17 juin 2015). De plus, il explique que d'un point de vue sanitaire, l'éruption a joué un rôle bénéfique sur la production, car malgré l'absence de traitement, le raisin était sain, grâce aux retombées de soufre et de cendres volcaniques émises lors de celle-ci.

- **Le défi de repartir des ruines**

À Chã, la reconstruction est une reconstruction sur les ruines qui s'organise en fonction de l'état des dégâts et des destructions. L'irruption de l'éruption constitue bien une rupture qui conduit à repenser le territoire, et ce à plusieurs niveaux. Visuellement parlant, les effets de cette rupture et la reconquête rapide du territoire se lisent dans le paysage, qui évoque directement à l'observateur une trajectoire dont la continuité spatiale et temporelle a été brutalement interrompue (**figure 8.4**).

Figure 8.4. Au premier plan, la route réalisée par les sinistrés après l'éruption de 2014-2015, au second plan, le toit en ciment d'une maison détruite par la lave et au troisième plan, une maison en train d'être construite (Pedro Danilo Fontes, juillet 2016).

L'une des spécificités de ce paysage réside dans son aspect hétéroclite où se mêlent différentes temporalités : un conteneur en métal de couleur orange fait office de bar de fortune (repère 7 sur la **figure 8.5**), à proximité de l'ancienne coopérative, entièrement détruite (repère 3), non loin d'une maison entièrement épargnée par l'éruption et réoccupée par une famille (repère 5). Le chevauchement, l'entrecroisement de ces temporalités est frappant : on distingue le temps d'avant l'éruption, avec les vestiges de l'ancien village ; le temps de l'éruption avec ses coulées de lave, dont la forme, la hauteur, la couleur et l'étendue donnent des informations sur le type d'éruption et la manière dont celle-ci a frappé le village ; le temps d'après la crise, le territoire en devenir, physiquement et symboliquement en (re)construction.

Un an après le début de l'éruption (novembre 2015), on pouvait observer une intense activité de construction, en particulier à Portela (**figure 8.5**). Tandis que certains habitants réhabilitaient leurs maisons, d'autres en construisaient de nouvelles, plusieurs établissements touristiques étaient en travaux, et trois pensions étaient déjà ouvertes (*Casa Marisa*, *Casa Ze Doce* et *Casa Cecilio*). Pour les maisons seulement à moitié détruites ou pas entièrement ensevelies, les habitants ont simplement vidé les pièces de la lave accumulée. Pour les autres maisons qui sont restées intactes, les habitants sont simplement revenus les occuper.

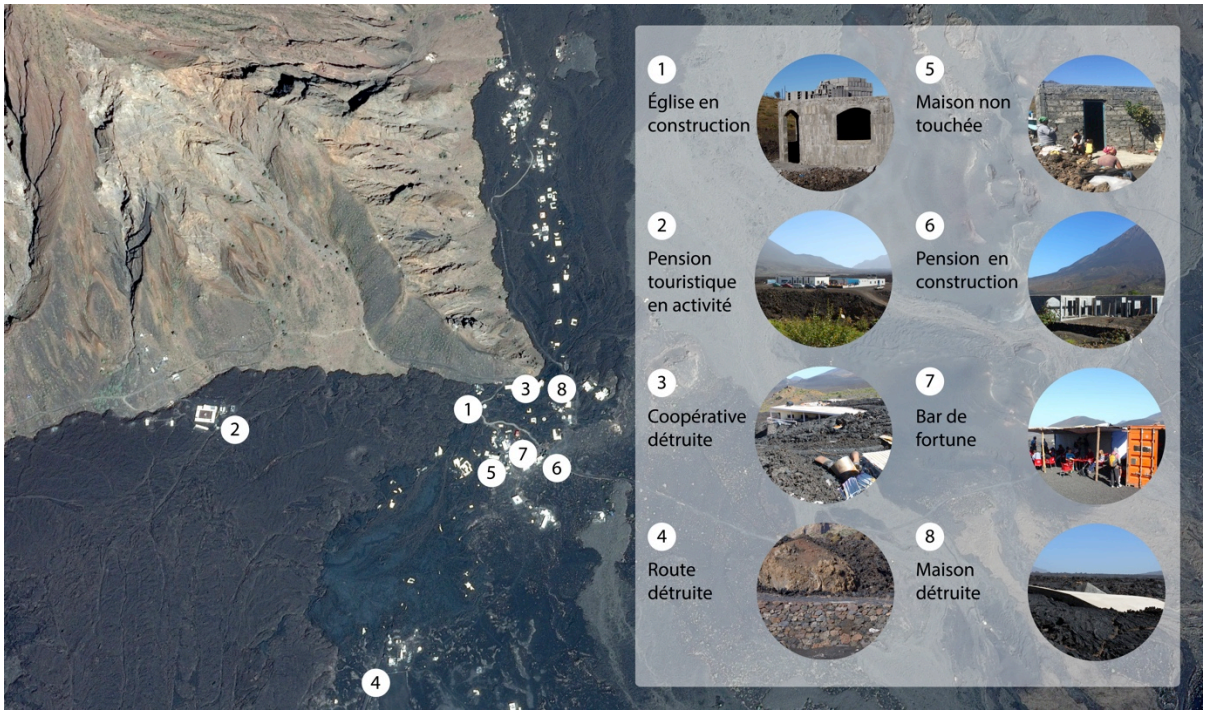


Figure 8.5. Aperçu en images du territoire en mutation centré sur Portela, novembre 2015 (Chouraqui, 2017).

8.1.3. Une épopée collective de reconquête territoriale

La réinstallation et la reconstruction défient l'État et son pouvoir sur le territoire (Oliver-Smith A. , 2010, p. 28). Elles constituent donc une revendication implicite, un acte de résistance. Or, cette revendication du droit à habiter la caldera (face à la volonté institutionnelle d'exclusion territoriale) est bien antérieure à l'éruption de 2014-2015, et s'ancre dans le temps long. En effet, avec le développement progressif de l'importance économique et politique de ce territoire, pourtant considéré dans le passé comme un espace présentant peu de valeur, hostile et menaçant, le territoire de la caldera est peu à peu convoité par les pouvoirs publics (cf. **chapitre 6.1**). Ainsi, depuis une vingtaine d'années, la volonté politique de protéger la nature d'une part, et les habitants face à la menace volcanique d'autre part, s'est exercée au détriment de l'accès aux ressources des populations vivant dans l'enceinte de la caldera, dans un jeu conflictuel quotidien. À la veille de l'éruption de 2014-2015, par leurs pratiques quotidiennes, les habitants opposaient ainsi une résistance farouche et tacite à cet assaut institutionnel sur leurs terres, sans pour autant qu'il y ait à proprement parler de mobilisation interne locale permettant de peser en tant que contre-pouvoir face aux décisions étatiques, ni de mouvement de résistance visible.
Mais avec l'éruption, les choses ont pris un nouveau tournant. En renforçant les rapports de forces entre État et acteurs internes, la crise éruptive de 2014-2015 a eu pour effet de cimenter la résistance : les comportements des autorités à l'égard des sinistrés pendant la crise, la nouvelle tentative d'éviction permanente, les rumeurs de détournement de l'aide, les promesses politiques non tenues, sont autant d'éléments qui sont venus s'ajouter aux anciens ressentiments et aux contraintes endurées depuis des années.

- **Exaltation communautaire et renforcement des liens sociaux**

  - Un acte symbolique de résistance : reconstruire les lieux religieux du village

En revenant vivre dans la caldera, les habitants s'opposent ouvertement au projet de réinstallation permanente en dehors de la zone touchée par l'éruption et revendiquent le droit de participer en tant que partenaires à part entière aux projets de mise en valeur du territoire. Malgré l'interdiction de revenir vivre à Chã, les personnes remontées se sont largement réapproprié la caldera, appropriation rendue visible par leurs investissements matériels dans la reconstruction d'un espace de vie.

Comme on peut le voir ci-dessous (**figure 8.6**), reconstruire leur village ne se cantonne pas à reconstruire une maison, une cabane ou un *funco* pour y vivre. Il s'agit aussi d'alimenter les liens de sociabilité familiaux et inter-familiaux. Dans ce sens, la création de lieux culturels essentiels à la vie sociale et culturelle des populations locales fait également partie de la reconstruction du village. Les habitants se sont efforcés de construire des églises pour remplacer celles détruites par l'éruption. Ainsi, l'érection de deux nouveaux édifices religieux à Chã das Caldeiras montre bien que l'objectif des membres de la communauté n'est pas seulement de revenir vivre dans la caldera mais aussi de redonner sens et vie au village. Dans la société capverdienne, la religion tient une place centrale. De ce fait, bâtir un édifice dont le rôle principal est de faciliter le rassemblement communautaire religieux est chargé de sens. La création de l'Église adventiste, fréquentée avant même d'avoir un toit, est une preuve de la dévotion des fidèles, mais aussi de leur volonté de se rassembler, de recréer du lien social et de « l'entre-soi ».

Figure 8.6. L'Église adventiste à Portela (Pedro Danilo Fontes, 23 juillet, 30 juillet et 28 décembre 2016).

Les fêtes sont un moment particulièrement important pour montrer que malgré le projet d'exclusion territoriale, les célébrations dans l'entre-soi continuent à avoir lieu. Dans ce sens, à la veille de Noël 2017, un « *appel à tous les catholiques de Chã das Caldeiras, de Fogo et du Cap-Vert* » a été publié sur Facebook afin d'aider les habitants à achever de construire la petite Église catholique à Portela (publication *Facebook*[6] de Miguel Montrond, [en ligne], 23 décembre 2017). En effet, la reconstruction des églises demande un effort financier important. Toutefois, sur la **figure 8.7**, la bâche en guise de toit, l'absence de porte et les parpaings comme mobilier traduisent le manque de ressources des fidèles. Par ailleurs, on note que c'est un adventiste et non un catholique qui est à l'origine de cet appel aux dons, ce qui montre bien que la question n'est pas tant celle de l'appartenance religieuse que celle de l'appartenance à la collectivité et au territoire, comme le défend Lucindin Teixeira, qui commente : « *Même si on est d'une autre religion, ce qui compte c'est le patriotisme* » - « *Mesmo sendo de uma outra religião, o que importa é este patriotismo* » (commentaire sur *Facebook*[7] de Lucindin Teixeira, [en ligne], 23 décembre 2017).

[6] https://www.facebook.com/Miguel.n.Montrond/posts/1497732027007333?pnref=story
[7] https://www.facebook.com/Miguel.n.Montrond/posts/1497732027007333?pnref=story

Figure 8.7. Trois ans après l'éruption, l'Église catholique est encore inachevée (profil Facebook de Miguel Montrond, 23 décembre 2017).

❖ La reconquête du territoire, un solide ciment social

Refusant le rôle régulateur et contraignant de l'État, les habitants ont ainsi entrepris de remettre en état leur village sans aide des pouvoirs publics. Pour y parvenir, ils ont su mobiliser et adapter un ensemble de savoirs, d'aptitudes et de savoir-faire spécifiques leur permettant de reconstruire par eux-mêmes leur village, comme ils l'avaient déjà fait après l'éruption de 1995, bien que les dégâts aient été moindres. Dans le **chapitre 6.2.1**, il a notamment été précisé que les connaissances et les pratiques permettant aux habitants de revenir s'inscrivent dans un ensemble de savoirs et savoir-faire dits « vernaculaires », construits sur le long terme. Ces connaissances font partie selon l'expression de Julie Hernandez, d'un même « capital de reconstruction », défini comme « *la somme des ressources matérielles, sociales et culturelles accumulées par un groupe pour rendre plus efficace son propre processus de reconstruction* » (Hernandez, 2009/2, p. 135).

Plusieurs éléments ont participé au succès de cette auto-reconstruction collective. Tout d'abord, si Chã s'est vu reconstruire aussi vite, c'est en grande partie grâce à l'entraide communautaire. Pour redonner vie à leur village dévasté, les familles se sont notamment mobilisées autour de projets collectifs d'auto-construction afin de reconstruire des infrastructures temporaires. Par exemple, sur le montage photo ci-dessous, on voit des habitants armés de lourds maillets en métal en train de casser et d'aplanir la lave pétrifiée de 2014-2015 afin de recréer des voies d'accès au village et aux zones agricoles (**figure 8.8**). Pendant un temps, un bus scolaire a également été autofinancé pour emmener les plus jeunes enfants à l'école d'Achada Furna.

Figure 8.8. Reconstruction communautaire de la route au niveau de la jonction entre Portela et Bangaeira (Pedro Danilo Fontes, avril 2016 ;), et à Bangaeira (Pedro Danilo Fontes, 28 mars 2017).

Manifestement, la reconquête de la caldera a eu pour effet de consolider les liens sociaux au sein du village, renforçant les solidarités locales familiales et communautaires préexistantes. Cette observation fait écho à la réflexion de Bernadette De Vanssay, qui affirme que la période de réhabilitation qui suit une crise se caractérise par un « *rassemblement de la communauté* » autour de préoccupations communes pendant laquelle les conflits latents antérieurs à la catastrophe sont relégués au second plan (De Vanssay, 2010, p. 6). Faire un village a pour effet d'exalter les sentiments de fierté, d'appartenance, de communauté, et donne une sensation de succès, d'union, de force. Chaque maison reconstruite vient panser le village meurtri et démontrer la capacité des habitants à se relever de la catastrophe sans aide gouvernementale, défendant l'hypothèse d'une forte capacité de résilience locale. Rassemblant voisins, famille et amis, les fêtes du *Pom Betom* (construction des dalles de toit en béton) s'enchaînent les unes après les autres. Ces célébrations, dont on a vu en **chapitre 6** qu'elles consacraient la dernière étape de la construction réalisée de manière communautaire dans les milieux populaires capverdiens, acquièrent ici une dimension politique. Elles incarnent le territoire retrouvé, l'autonomie et l'entraide au sein de la communauté (**figure 8.9**).

Figure 8.9. Sur la première photo, des proches aident un habitant du village à couler le toit en béton de sa maison (avril 2017, Pedro Danilo Fontes). Sur la deuxième photo, l'un d'eux se tient sur le toit de la maison fraîchement achevée, brandissant un drapeau en signe de victoire (avril 2017, Pedro Danilo Fontes).

Cette reconquête de Chã das Caldeiras vient alimenter la construction d'une épopée collective, dont les racines remontent au premier peuplement de la caldera. La construction de cette histoire commune s'appuie sur des éléments anciens au cœur de l'identité de la communauté, depuis le récit de ses origines, que chaque épisode de lutte vient enrichir et ranimer. Pourtant relativement courte, l'histoire de cette communauté en devenir prend une allure mythique, comme le décrit Sandrine Revet au sujet de Vargas au Venezuela: « *La difficulté affrontée et surmontée ensemble est donc vécue comme un périple mythique, qui vient alimenter la construction d'une histoire commune et héroïque et permet, pendant un temps, de s'appuyer sur un sentiment d'unité et de communauté partagée* » (Revet, dans November *et al.,* 2015, p.215-2016).

L'ampleur des destructions associée au manque total d'investissement de l'État permet de réaffirmer et de cimenter les liens unissant les habitants, leur bravoure et leur union, le combat de l'un devenant le combat de tous (**figure 8.9**). Ce constat fait écho aux observations de Sandrine Revet concernant le récit héroïque et guerrier des premiers temps de la reconstruction informelle du quartier de Vargas au

Venezuela après les coulées de boues de 1999 (Revet, dans November *et al.*, 2015, p.215). Utiliser les champs lexicaux de la lutte, du combat pour qualifier la reconstruction du village, a une action idéologique précise : après la crise, elle magnifie les valeurs de l'union, du courage, de la force, et renforce, de ce fait, la légitimité des habitants sur le territoire de la caldera. Ces pratiques et ces discours constituent des formes de résistance contre une politique de relogement, comme il s'agit maintenant de l'exposer.

◆ La reconstruction du village révélatrice et amplificatrice de la résistance à l'État

❖ Revendiquer le droit au territoire : discours et stratégies

Face à la contrainte exercée par le programme de réinstallation hors caldera initié par le gouvernement capverdien, les sinistrés qui reviennent vivre dans la caldera manifestent ouvertement leur opposition aux décisions officielles adoptées. La résistance des habitants au projet de relogement repose sur une conflictualité ouverte :

- En restaurant les habitations et les infrastructures (routes, églises, etc.), ils adoptent des comportements éloignés de ceux attendus par les autorités et rendent obsolètes les stratégies officielles de reconstruction mises en place.
- Ils s'affranchissent également de l'autorité étatique par les discours qui mêlent critiques et louanges. Critiques, quand ils se plaignent de l'inadaptation des projets mis en place et du manque de réactivité des pouvoirs publics. Louanges, quand ils mettent en avant la bravoure et l'union des habitants, se faisant une gloire de leur capacité à se relever sans l'aide du gouvernement.

Ces multiples formes d'opposition au programme de réinstallation hors caldera visent à inverser le rapport de force avec les autorités. Elles consistent par exemple à mettre en avant le statut de « premier arrivant » : moyen de résister au projet de relogement forcé qui laisse aux habitants l'occasion de rappeler qu'ils sont de fait les vrais « maîtres » de Chã das Caldeiras et que leur présence et leur droit sur le territoire sont irréductibles à un projet de relogement récent. Un autre exemple est celui du drapeau, symbole de l'exercice du pouvoir et de la prise de possession de la Caldera, qui est brandi afin de revendiquer la souveraineté des populations locales sur le territoire (**figure 8.9 et 8.10**).

La notion de « résistance » permet donc d'englober l'ensemble des efforts déployés par les habitants pour limiter, voir inverser les actions menées par l'État. Cette résistance par rapport à la mise en défens d'un territoire exposé à la menace volcanique rappelle celles des habitants de la Becerrera et la Yerbabuena, deux localités situées à proximité du volcan Fuego de Colima au Mexique (Oliver-Smith, dir. Leckie, 2014, p.81 ; Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005, p.41-70), les habitants de Genoy et Mapachicho sur les pentes du volcan Galeras en Colombie (Caicedo, 2013) ou les habitants de Niuafo'ou aux îles Tongas (Rogers, 1981, p.149-153 ; Blong, 1984, p.146). Dans tous ces cas, on peut observer */« la création de mécanismes de défense, de réseaux de solidarité et de résistance visant à se protéger des décisions des groupes dominants »* (Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005, p.69).

Figure 8.10. Habitants de Chã armés de pelles et de brouettes, brandissant un drapeau symbole de la reconquête du village (avril 2015 ; Pedro Danilo Fontes).

Ainsi, on ne peut ignorer ni la nature politique du retour des habitants dans la caldera, ni celle de la volonté gouvernementale de reloger les habitants en dehors de Chã. En effet, passer sous silence la dimension politique du phénomène, c'est prendre le risque « *de séparer les évènements, les conditions et les problèmes de leur cause profonde* » (Oliver-Smith, 1994, p 210). Retourner vivre à Chã, c'est un choix de survie économique avant tout, mais c'est aussi prendre parti « contre » le gouvernement dans un rapport de domination. En tant qu'opposition ouverte, cette reconstruction du village est donc une forme de révolte-résistance collective face à la logique dominante d'exclusion territoriale portée par le gouvernement. Elle unifie dans un même mouvement les intentions et les actions politiques et sociales dispersées des habitants « irréductibles », traduisant une volonté d'affirmation identitaire via une revendication territoriale.

Ce conflit post-éruptif sur l'avenir de la caldera peut s'analyser à travers l'opposition des discours recueillis auprès des protagonistes. Du côté des habitants de Chã, la défense de leur droit à disposer du territoire de la caldera, et à prendre les choses en main est évidente dans de nombreux témoignages : « *Nous devons compter sur le volcan et lui recommander notre vie parce que ce qu'ils* [*les autorités*] *veulent nous prendre nos maisons, mais non, ce territoire nous appartient et je suis prêt à mourir et à donner mon sang pour Chã das Caldeiras. Il ne faut pas continuer à laisser ces voleurs imposer leur système sur Chã das Caldeiras, c'est à nous de prendre une autre initiative parce que si nous dépendons d'eux, nous allons disparaître* » (Dom Danilo Fontes, février 2017). L'autre principal porte-parole de la communauté, Miguel Montrond, tient un discours similaire : « *Vive la population de Chã qui toujours travaille et se bat pour gagner chaque bataille jusqu'à gagner la guerre. Je suis et serai toujours le combattant de la population même si cela coûte ce que ça coûte ! Chã debout !*[8] » (Facebook, novembre 2017). Ce type de discours vise à légitimer le retour des habitants et à l'associer à une figure positive, au contraire du discours étatique qui qualifie ce retour de désorganisé, de dangereux, et d'irrationnel, présentant les habitants revenus vivre à Chã comme des envahisseurs dans la totale illégalité, comme on peut le voir dans ces deux extraits d'entretiens :

[8] *« Viva população de Chã que sempre trabalha e batalha para vencer cada batalha e até vencer a guerra. Sou e sempre serei o lutador Da população mesmo que custe o que custar ! Chã riba la ! »*

- *« Il y a une loi qui interdit les constructions dans la caldera. Dans n'importe quelle municipalité, il faut une autorisation de la Mairie pour réaliser une construction. Pour construir,e il faut une autorisation de la mairie, sans laquelle, si la mairie décide de démolir la construction, elle peut le faire. Je conseille qu'il n'y ait aucune habitation à caractère permanent à Chã. Uniquement des constructions d'appui à l'agriculture, à l'élevage. Ça oui, je suis pour. Mais pour le reste, je suis contre, surtout les grandes constructions type hôtel, car à n'importe quel moment il peut y avoir une éruption, avec tous les risques associés que cela comporte »* (entretien avec Arlindo Lima, novembre 2015).
- « *Les gens ont besoin d'abris à l'intérieur de la caldera, mais pas des grandes maisons comme avant, des simples endroits où mettre leurs outils. Mais ce n'est pas un bon endroit pour avoir une famille des enfants. Je ne pense pas que ce soit un bon choix d'y retourner »* (entretien avec Bruno Faria, janvier 2016).

Plus récemment, l'actuel premier ministre capverdien a lui aussi déploré « *la construction non réglementée de maisons et de pensions, l'ouverture de routes privées, l'exploration de ruisseaux et de pierres, la destruction de coulées de lave, le pâturage et la collecte de fourrage sur des sites à fort endémisme »* (*Expresso das Ilhas* nº 765, 27 juin 2016). Il ajoute qu'il s'agit d'une régression qui va à l'encontre de l'accomplissement des principes et des règles de gestion du Parc Naturel de Fogo. Dans un espace caractérisé par la menace volcanique et l'interdiction étatique, la question de défendre « son » territoire entre en tension et en conflit avec le statut illégal de la dynamique de reconstruction en cours. Les possibilités de recréer « son » territoire à Chã sont limitées par une précarité matérielle forte, la menace volcanique latente et l'interdiction de reconstruire dans la caldera. Même si les habitants se disent appartenir à ce territoire, leur réinstallation est dénoncée par les pouvoirs publics et leur présence est en sursis permanent.

L'aspect même de l'habitat, réalisé en matériaux solides, faits pour durer, traduit une attitude de revendication signifiant la volonté absolue des habitants de rester sur place (**figure 8.11**). Construire en « dur, » c'est une stratégie, une manière d'affirmer qu'on ne va pas partir, au risque de perdre son investissement en cas d'éruption ou d'éviction brutale. Qui plus est, ces constructions en pierre de lave ou en béton n'ont pas l'aspect de constructions démontables ou déplaçables : elles seraient, si ce fut le cas, davantage exposées aux expulsions. Ce choix peut donc apparaître comme une stratégie volontariste de sécurisation foncière.

Figure 8.11. Construction d'une maison en béton (novembre 2016 ; Pedro Danilo Fontes).

La résistance à un programme de relogement n'est pas uniquement une réaction au projet en lui-même (Oliver-Smith, 1994, p. 211). Ici, elle s'ancre dans le temps long des héritages, analysé en chapitre 6. La

résistance actuelle doit être mise en lien avec l'échec de la première tentative de relogement forcé en 1995. Elle fait également écho à toute une série de situations intermédiaires de résistance et de refus des contraintes imposées aux habitants via le Parc Naturel de Fogo et la Mairie de Santa Catarina, comme la vente illégale de terrains, mais aussi la non-participation aux réunions officielles. Les causes profondes de la résistance indiquent que la réinstallation constitue simplement le catalyseur d'une forme plus générale de rébellion contre le pouvoir étatique (dont on rappelle qu'elle a germé depuis le premier temps du peuplement du village). Une logique individualiste rationnelle (rebondir économiquement) y rejoint une logique de lutte contre la désagrégation brutale du collectif via le relogement. Ces logiques individuelles et collectives convergent et viennent cimenter le sentiment d'appartenance à un territoire commun, à un « habiter » qui suppose *« la construction d'une relation matérielle et symbolique à l'espace, (…) chargé d'histoire et d'identité, à partir duquel se construisent des attaches, de la stabilité et de la continuité »* (Augé, 1992, cité dans Bouillon, 2009, p.9).

- Expressions médiatiques et actions contestataires au service d'une mobilisation sociale et politique

Tout au long des trois années ayant suivi l'éruption de 2014-2015, le bouillonnement de la reconquête territoriale et la révolte contre l'attitude des autorités se sont exprimés par une véritable mobilisation sociale et politique.

Au lieu de se limiter à un rôle passif, certains habitants du village sont devenus de véritables « citoyens journalistes », introduisant une nouvelle forme de pouvoir dans l'échiquier (Allan *et al.*, 2009, p.18). Ils participent activement à la création, la diffusion, l'archivage, l'annotation, l'appropriation, le détournement d'informations écrites, parlées ou audiovisuelles concernant la situation de leur territoire et de leur communauté. Les réseaux sociaux, comme *Facebook*, font partie des formes d'expressions contestataires permettant aux personnes « ordinaires » de faire entendre leurs voix. Pour donner un exemple, avec plus de quatre mille membres inscrits au groupe de « *Amigos de Chã das Caldeiras* », les discussions sur *Facebook* rassemblent un nombre relativement important de participants, alors que jusqu'à très récemment - la voix des personnes soumises à des projets de relogement forcé était rarement entendue au-delà de leurs contextes locaux (Oliver-Smith, 2010, p. 28). En vertu de leur nature participative et interactive, ils ont ainsi permis d'étaler au grand jour la désorganisation et la faiblesse des interventions étatiques, et de défendre la position des sinistrés face à l'État, modifiant la structure traditionnelle de transmission et de diffusion de l'information, jusqu'ici réservée aux médias officiels, estompant les limites entre producteurs et consommateurs (Jenkins, 2006, p.38). Le cas de Fogo n'est pas isolé et le même processus a pu être observé lors du séisme de 2015 au Népal par exemple (Holle & Sarrazin, 2016).

Sur *Facebook*, il n'y a pas une semaine sans qu'on parle du manque d'appui aux sinistrés, de détournements - de télévisions disparues, de générateurs électriques envolés, de boîtes de sardines revendues, ou de manigances politiques. Qu'elles soient fondées ou non, ces rumeurs font écho aux anciennes accusations de 1995 : « *Lors de l'éruption (de 1995), les pays internationaux ont envoyé beaucoup d'aide à Chã, mais cette aide n'est pas arrivée aux habitants, ou seulement en très petite quantité, car elle a été détournée* » (cf. entretien avec Antoninho Teixeira, août 2012). Face aux injustices liées aux rétentions des fonds de solidarité, de nombreux internautes ont multiplié les traits d'humour pour offrir une réflexion, mais aussi un répit au milieu du flux d'informations anxiogènes et ainsi lutter contre la morosité et l'angoisse (**figure 8.12**). De plus, les personnes qui animent ces discussions ne se contentent pas d'exprimer leur opposition aux mesures politiques de relogement forcé : au-delà des railleries ou des critiques, ils échangent et discutent de possibles alternatives en faveur d'une gestion plus juste, plus viable et plus équitable de la situation post-catastrophe. Qu'elles soient longues ou courtes, poétiques ou prosaïques, comiques ou dramatiques, les déclarations des habitants et des défenseurs de la communauté visent toutes à propager l'idée suivante : les habitants sont chez eux à Chã et rien, ni le volcan, ni les hommes, ne peut les faire partir. En plus des nombreuses publications des activistes locaux comme Pedro Danilo Fontes ou Miguel Montrond, tous deux natifs du village, d'autres défenseurs des intérêts locaux n'hésitent pas à s'exprimer publiquement : *« En ce qui concerne mes humbles possibilités, j'ajouterai ma voix et mes ressources à la défense méritée de la communauté de Chã de Caldeiras, de ses valeurs et de son histoire (…) me poussant à tout dire et à tout faire pour sa défense, car un tel héritage ne peut pas mourir ».* Sur les murs des maisons comme sur les profils Facebook, tout autant que sur les pancartes des manifestations, ces « slogans » alimentent un climat « révolutionnaire » à la période post-éruptive : « *La reconstruction de Portela et de Bangaeira a commencé dès le jour de sa destruction par les coulées de lave il y a trois ans. Jusqu'à présent, ce processus pourrait se résumer sous un slogan très révolutionnaire : quand le dernier cœur aura été consommé par les laves, les gens quitteront la caldera* » (Samara Dionis Delgado, 7 décembre 2017). Ils traduisent, entretiennent et influencent la détermination des sinistrés de Chã das Caldeiras, défiant la menace volcanique et l'État.

Figure 8.12. Illustrations humoristiques circulant sur Facebook ; À gauche : faux avis de recherche imitant le style western, avec une récompense de 5000 pièces d'or pour la capture mort ou vif du président du Cabinet de Reconstruction, ingénieusement assimilé à un hors-la-loi ; À droite : des enfants aux visages souriants, se tenant par la main en signe de solidarité devant le volcan de Fogo en éruption et qui posent innocemment la question : « qui est parti avec notre argent ? » (source : Facebook, groupe privé Amigos de Chã ; octobre 2015).

D'autres outils de communication plus classiques ont également été mobilisés, tels que les manifestations, qui constituent la forme la plus courante de revendication utilisée par les habitants depuis la création du village (Nunes, 2015). Ainsi, pendant l'éruption de 2014-2015, une première manifestation a eu lieu à São Filipe afin de contester l'exclusion de certains de la liste des bénéficiaires de l'aide aux réfugiés. Une seconde a eu lieu en octobre 2016, presque deux ans après l'éruption, afin de promouvoir le dialogue entre les institutionnels et les habitants concernant les prises de décision et la

gestion de l'aide (**figure 8.13**). À chaque fois, les habitants informent des journalistes afin d'assurer la couverture de l'évènement et en diffusent eux-mêmes des images via les réseaux sociaux, attestant encore une fois de leur capacité à utiliser les moyens de communication modernes.

Figure 8.13. Manifestation à Chã le 16 octobre 2016 (cliché : Facebook, amigos de Chã, 2016).

Aujourd'hui, il semble que la résistance au processus d'exclusion et de dépossession territoriale a finalement permis aux sinistrés de remporter un succès décisif sur le plan légal, dans la mesure où l'État autorise la reconstruction encadrée et abandonne son projet de délocalisation (cf. **figure 8.1**). Ainsi, on peut affirmer que les actions menées ont infléchi les directives gouvernementales, émoussant les velléités de délocalisation et forçant l'État à faire machine arrière. Les relogés de Chã se sont largement insurgés pour tenter de débloquer l'aide internationale restée bloquée pendant des mois pendant qu'ils peinaient à s'alimenter de manière correcte.

La recréation d'une école au village fournit un autre exemple de victoire sur le gouvernement. En début de l'année scolaire 2017-2018, sur les 43 enfants vivant à Chã das Caldeiras en âge d'être scolarisés, 20 étaient inscrits sur les listes de l'école primaire d'Achada Furna, tandis que les 23 restants n'étaient pas scolarisés[9]. Manifestant leur mécontentement via les médias officiels et sociaux[10], les parents d'élèves ont cherché à faire pression en menaçant de retirer leurs enfants de l'école si le gouvernement et la municipalité ne construisaient pas une nouvelle école élémentaire (**figure 8.1**). Sur Facebook, Miguel Montrond s'est insurgé contre le manque de réactivité du gouvernement capverdien et déclarait qu'il était grand temps pour le gouvernement de créer une école, pour finir son discours par : « *Les enfants de Chã sont aussi le Cap-Vert !* » (cf. communication de Miguel Montrond sur *Facebook*, 21 septembre 2017). Un mois après la rentrée scolaire, le gouvernement a fini par céder, et le ministère de l'Éducation rémunère actuellement des professeurs pour donner des cours à Chã das Caldeiras.

[9] Ce phénomène de déscolarisation est lié à deux facteurs. Premièrement, l'absence d'accès à un transport scolaire gratuit s'avère problématique pour celles et ceux dont les ressources sont modestes et/ou qui n'ont pas de véhicule privé, autrement dit la majorité des habitants. Deuxièmement, les parents en colère ajoutent que leurs enfants ne profitent pas de l'enseignement dispensé à Achada Furna, en raison du long trajet pour s'y rendre, le mauvais état de la route rendant ce déplacement encore plus fastidieux pour les enfants.

[10] Cf. journal télévisé capverdien [en ligne], 04/09/2017); article du *Santiago Magazine* [en ligne], 27/09/2017).

Le volcan de Fogo à peine endormi, la vie a vite repris ses droits sur le paysage dévasté de la caldera, les constructions poussant et se multipliant les unes après les autres au milieu des anciennes ruines. Comme a pu l'observer Anthony Oliver-Smith à la suite du séisme qui a secoué Yungay, au Pérou, en 1970, résistance, reconstruction spontanée et solidarité collective s'alimentent mutuellement (Oliver-Smith, 1994, p.213). Chã das Caldeiras est devenue le théâtre d'une intense activité de reconstruction informelle. Route, maisons, bars, cave viticole, pensions, école, deux églises et une discothèque, les habitants sont de retour chez eux, ils peuvent dormir, se divertir, travailler, danser et chanter. Le village que certains avaient déjà condamné à mort a survécu à la crise, grâce aux habitants de Chã qui ont su développer des stratégies adaptatives face aux déficits organisationnels et à la volonté d'exclusion territoriale et à l'inadaptation des mesures institutionnelles de gestion de post-catastrophe.

Ce renouveau du village véhicule l'idée d'une capacité de changement et d'adaptation émanant des populations locales, une réelle et incompressible capacité à se relever, à la résilience. Toutefois, à la lueur de ces premiers éléments, peut-on se contenter d'affirmer que les habitants de Chã sont résilients ? Sont-ils tous égaux dans ce processus de résilience ? Il s'agit maintenant d'analyser les inégalités au niveau infra-communautaire, ainsi que les revers de la médaille de cette apparente et positive épopée collective.

8.2. Les dessous de la résilience : précarité des résistants et aggravation des inégalités

L'objectif ici est de passer à un niveau plus fin d'analyse, en creusant en profondeur dans l'épaisseur sociétale pour trouver où se nichent les processus créateurs d'inégalités. En regardant derrière ce masque globalisant de résilience enthousiaste de la population, on cherche à identifier qui, en son sein, est résilient, et qui se retrouve davantage dans la peau de la « mauvaise victime », celle qui ne peut s'en sortir seule, mais que l'on ne voit pas car elle est cachée par cette vision hégémonique d'une dynamique collective censée permettre de faire face et de se relever de la crise. L'analyse des entretiens avec les sinistrés et l'observation réalisée dans les quatre principales localités de relogement et à Chã das Caldeiras fournit une vision globale de la situation des enquêtés et de leur famille, ainsi que de leurs perceptions et stratégies.

8.2.1. Le creusement des inégalités socio-économiques : qui sont les résilients ?

La dynamique de l'après-catastrophe apparaît comme une source d'opportunités pour acquérir un bien économique dans une zone avec un potentiel de développement touristique important. Affirmer que l'éruption volcanique de Fogo de 2014-2015 a eu des retombées positives nécessite de préciser à qui ces retombées ont profité. En effet, à l'échelle infra-communautaire, on observe que certains individus se sont relevés plus rapidement que d'autres. Comme a pu l'observer Julie Hernandez (2009) concernant l'ouragan Katrina, ces inégalités entre individus dans la capacité à se relever de la catastrophe sont apparues avant même la fin de la crise (cf. chapitre 7). Dans ce sens, Marie Augendre écrit qu'*« au Japon (comme dans d'autres contrées volcaniques), l'éruption, directement et indirectement, fait l'objet d'une exploitation, d'une valorisation, de perceptions positives. L'expression populaire "yake-budori", littéralement, "engraissé par l'incendie", désigne souvent d'un ton envieux – ceux à qui la catastrophe à profité.* » (Augendre, dans November & Viot, 2015, p. 189). Dans notre cas, à qui a profité l'éruption volcanique de Fogo de 2014-2015 ?

- **Remonter et retrouver une activité économique : deux profils**

  - Les plus robustes d'avant-crise constituent la poignée de gagnants à qui la crise profite déjà

Pour certains, comme David Montrond, la phase de relèvement s'est préparée spontanément pendant l'éruption, avant même que le volcan ait cessé d'être actif. Avant l'éruption, celui-ci avait investi une somme importante pour construire sa propre maison d'hôte à côté de la *lodja* très renommée de son père, « Ka Ramiro » (cf. **chapitre 6**). Il a eu la chance de voir la lave n'affecter que partiellement sa bâtisse, construite sur une zone surplombant légèrement la pente entre Portela et Bangaeira. C'est dès janvier 2015, qu'il commença à déblayer les pièces où la lave s'était partiellement insinuée avant de se figer. Alors que le volcan était encore en activité, David était déjà en train de réfléchir à la manière de tirer parti du dommage infligé à son bien par l'éruption. Observant son salon, il a demandé à ses ouvriers de ne pas entièrement casser la lave, expliquant que celle-ci constituerait une particularité qui ne manquerait pas d'éveiller la curiosité des touristes (**figure 8.14**). Intégrer des vestiges de la coulée qui a traversé son lieu de vie et conserver en mémoire les traces de la catastrophe traduit une logique de continuité entre l'avant et l'après-catastrophe. Il ne s'agit pas de construire seulement à nouveau, il s'agit de restructurer, de reconstruire et d'adapter son logement, ou encore, pour reprendre l'expression de Nemesio Perez dans le film *Fogo na Boca*, de transformer la catastrophe en opportunité.

Figure 8.14. Les deux photos à gauche montrent l'édifice construit par David Montrond, en train d'être remis en état (Chouraqui, janvier 2015) ; sur l'image à droite, on voit que les travaux sont achevés; Teresa Nunes, avril 2017).

À l'instar de David, seuls les habitants qui avaient des économies importantes et des moyens économiques robustes avant la crise, ont été capables de reconstruire de grands hôtels ou pensions, tandis que d'autres personnes moins fortunées, mais dotées d'un peu d'épargne, ont également tenté leur chance en construisant des petits commerces ou en ouvrant un bar de fortune, dans une logique d'ascension sociale. Tous ont l'espoir de voir leur investissement fructifier. Ces paris sur l'avenir obéissent à une logique du « vivre avec » et d'adaptation, mais aussi à un capitalisme foncier de post-catastrophe. Les activités développées - bars, commerces et pensions - profitent de la croissance touristique post-éruptive.

- ❖ Un grand nombre lutte pour revenir dans la caldera, et fait face à l'extrême précarité

Face à l'impossibilité de rester sans revenu hors de la caldera et à l'absence de moyens pour remonter s'y installer, un nombre important de sinistrés se trouvent dans une impasse. En effet, ils se heurtent à de nombreuses difficultés financières et logistiques, notamment pour reconstruire une maison, auxquelles s'ajoute le problème de la scolarisation des enfants, qui est restée jusqu'à octobre 2017 impossible à Chã même. Certains d'entre eux, en majorité des hommes, ont néanmoins décidé de remonter vivre seuls dans la caldera pour subvenir aux besoins de leur famille. Rosi Noias, guide touristique, raconte qu'avec sa femme Siza et leurs deux enfants, ils sont tombés malades dans le camp de réfugiés de Mosteiros où ils ont vécu plusieurs mois. Après avoir dépensé toutes leurs économies pour acheter de la nourriture et des médicaments, Rosi n'a pas eu d'autre choix que de retourner travailler au village. Il évoque la souffrance de devoir vivre loin des siens et la difficulté de réaliser l'ascension du volcan avec des touristes en raison de son état de santé trop fragile.

Figure 8.15. Cabane de Ze Fontes construite pendant l'éruption de 2014-2015 (janvier 2015, Chouraqui).

Ce deuxième groupe, plus nombreux mais moins visible, est constitué d'individus qui, soit vivotent dans des habitations précaires (cabanes rafistolées, huttes en bambou, bricolage pour survivre), soit vivent souvent à plusieurs et dans une grande promiscuité, dans les maisons appartenant à des membres de leur famille[11] (**figure 8.15**). Les maisons encore sur pied à Chã sont parfois en très mauvais état suite aux tremblements de terre en lien avec l'éruption et certaines d'entre elles ont déjà subi deux éruptions : « la plupart prennent l'eau, n'ont plus de porte et ne ferment pas » précise Cecilio Montrond. Par exemple, la maison de son frère immigré aux États-Unis, qu'il occupe pour recevoir des touristes, est en mauvais état. En novembre 2015, il était en train de construire au plus vite une pension juste à côté de celle-ci afin de pouvoir accueillir des touristes dans de meilleures conditions.

Ainsi, l'accès au logement ne dépend pas d'un processus linéaire ou cumulatif, mais prend la forme d'une course d'obstacles où l'on revient souvent au point de départ, comme l'évoque avec philosophie Dulce Fontes sur les murs de sa cabane : *« Le monde n'est rien, hier un palace, aujourd'hui une pauvre baraque, c'est moi Dulce Fontes* » (**figure 8.16).** Cette précarité de la propriété foncière rappelle l'instabilité des habitants des bidonvilles, également confrontés aux risques de perdre leurs logements et devoir repartir de zéro. Les deux phénomènes semblent appartenir à une seule et même lignée, celle de l'habitat précaire auto-construit.

[11] Certains, comme Rosy, guide touristique de 28 ans, ne veulent pas prêter ou partager leur maison avec d'autres familles, mais celui-ci explique qu'il est très difficile de dire non, sinon « les gens se fâchent ».

Figure 8.16. Inscription sur le mur de la maison de fortune de Dulce Fontes (juillet 2016, Pedro Danilo Fontes).

Une question demeure : dans la mesure où ces personnes sont revenues spontanément dans leur village et peuvent donc ainsi maintenir plus facilement une activité économique que dans les villages de relogement, peut-on en déduire que la réinstallation dans la caldera correspond à une forme de résilience ? Ne devrait-elle donc pas être soutenue par le gouvernement en tant que telle ? Si l'objectif réel du gouvernement est de protéger la population et de favoriser sa résilience, ses mesures semblent incohérentes. En effet, les actions visant à empêcher la réinstallation vont à l'encontre d'une quelconque protection des individus revenus vivre à Chã, de leur bien-être, de leur dignité, et donc, de leur résilience, en tant que capacité à « revenir » ou à « rebondir » après un choc (Terminologie UNISDR, 2009, p.27). La majorité d'entre eux vivent dans des conditions qui restent extrêmement précaires.

- **Les invisibles des villages de relogement bannis de la résilience**

L'étude menée dans les quatre principales localités de relogement – révèle que l'opération de relogement multi-sites mené par le gouvernement a eu des impacts négatifs sur les personnes déplacées, en particulier pour les groupes sociaux les plus vulnérables, qui ont subi les effets déstabilisants de cette délocalisation. Ainsi, comme l'observe les auteurs Alicia Cuevas Muñiz y José Luis Seefoo Luján pour le relogement forcé des habitants de la Yerbabuena au Mexique, la manière de faire face à un changement de vie diffère d'un individu à l'autre en fonction des ressources matérielles, sociales et culturelles propres à chacun, et ce d'autant plus que les gens sont relogés contre leur volonté (Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005, p.44 et 56).

Les résultats montrent qu'il existe un impact différencié du relogement sur les différents groupes sociaux composant la communauté. Alors que l'éruption représente une opportunité pour certains membres de la communauté, qui sont déjà retournés vivre à Chã, et sont dans un parcours d'ascension sociale (l'éruption est venue traduire et conforter les projets et les pratiques des entrepreneurs à la tête de pensions touristiques). Au contraire, l'éruption a été déstabilisatrice pour des groupes sociaux plus fragiles, induisant un bouleversement du lieu de vie, une remise en question des biens acquis précédemment et des revenus.

De nombreuses variables doivent être prises en compte pour comprendre et caractériser ces trajectoires sociales, économiques et résidentielles des sinistrés. En effet, la réalité est bien plus complexe qu'une simple opposition entre « résilients » (retournés vivre à Chã das Caldeiras), et peu ou pas résilients, bloqués dans les villages de relogement.

Cette analyse va donc être divisée en deux temps :

- Un premier temps basé sur l'analyse des grandes tendances qui caractérisent le devenir socio-économique des personnes relogées ;
- Un second temps qui permettra d'affiner et de compléter cette première analyse, en insistant en particulier sur les causes profondes des inégalités à pouvoir rebondir et à ne pas rester « captif » des villages de relogement.

❖ Rester vivre dans les villages de relogement : quelles perspectives ?

◆ Des trajectoires sociales, économiques et résidentielles globalement régressives

Le jeu de cartes « *Bo sta dreto ?* » (Chouraqui, Cobos Serón, 2015), dont les règles sont explicitées en **chapitre 4**, s'est attaché à analyser les perceptions exprimées par les personnes concernant leurs conditions de vie (pour celles qui ont été relogées). Pour les besoins de la recherche, l'analyse s'est concentrée sur les trajectoires de vie des personnes, en aval et en amont de l'éruption volcanique de 2014-2015, pour tenter de situer les améliorations et les dégradations dans les trajectoires représentées sous forme de scores, négatifs ou positifs (**figure 8.17**). Sont considérés comme des améliorations les scores positifs pour lesquels les personnes ont majoritairement estimé avoir fait l'expérience d'un mieux-être, d'un progrès, d'un accroissement, d'un bénéfice. Sont considérés comme des dégradations (ou aggravations) les scores négatifs pour lesquels les personnes ont pointé des désavantages, qui les ont conduites à perdre en qualité de vie (régression).
Les résultats obtenus indiquent clairement que la période ayant suivi l'éruption de Fogo a entraîné pour la majorité des ménages relogés en dehors de la caldera une dégradation des conditions de vie, avec une impression de régression forte qui se traduit par des scores négatifs élevés, allant de -78 à -35. Au niveau des améliorations des conditions de vie, elles apparaissent comme étant nettement moins nombreuses, et les résultats sont plus mitigés, avec des scores relativement faibles, compris entre +9 et +22.

Pour faciliter et organiser la lecture des résultats, les cartes ont été regroupées en quatre grands types :

- **Économie** avec les cartes « travail, alimentation, coût de la vie et téléphone » (-170 points sur une échelle allant de -320 à +320 points) ;
- **Accès aux infrastructures publiques et mobilité** avec les cartes « éducation, transports et santé » (-132 points sur une échelle allant de -320 à +320 points)
- **Sentiments et comportements négatifs** avec les cartes « nostalgie, tristesse/alcoolisme et peur du volcan » (-114 points sur une échelle allant de de -240 à +240 points) ;
- **Cohésion sociale** avec les cartes « personne à charge, réunion et solidarité » (-98 points sur une échelle allant de -240 à +240 points)
- **Vie domestique** avec les cartes « électricité, eau et maison » (+ 34 points sur une échelle allant de -240 à +240 points)

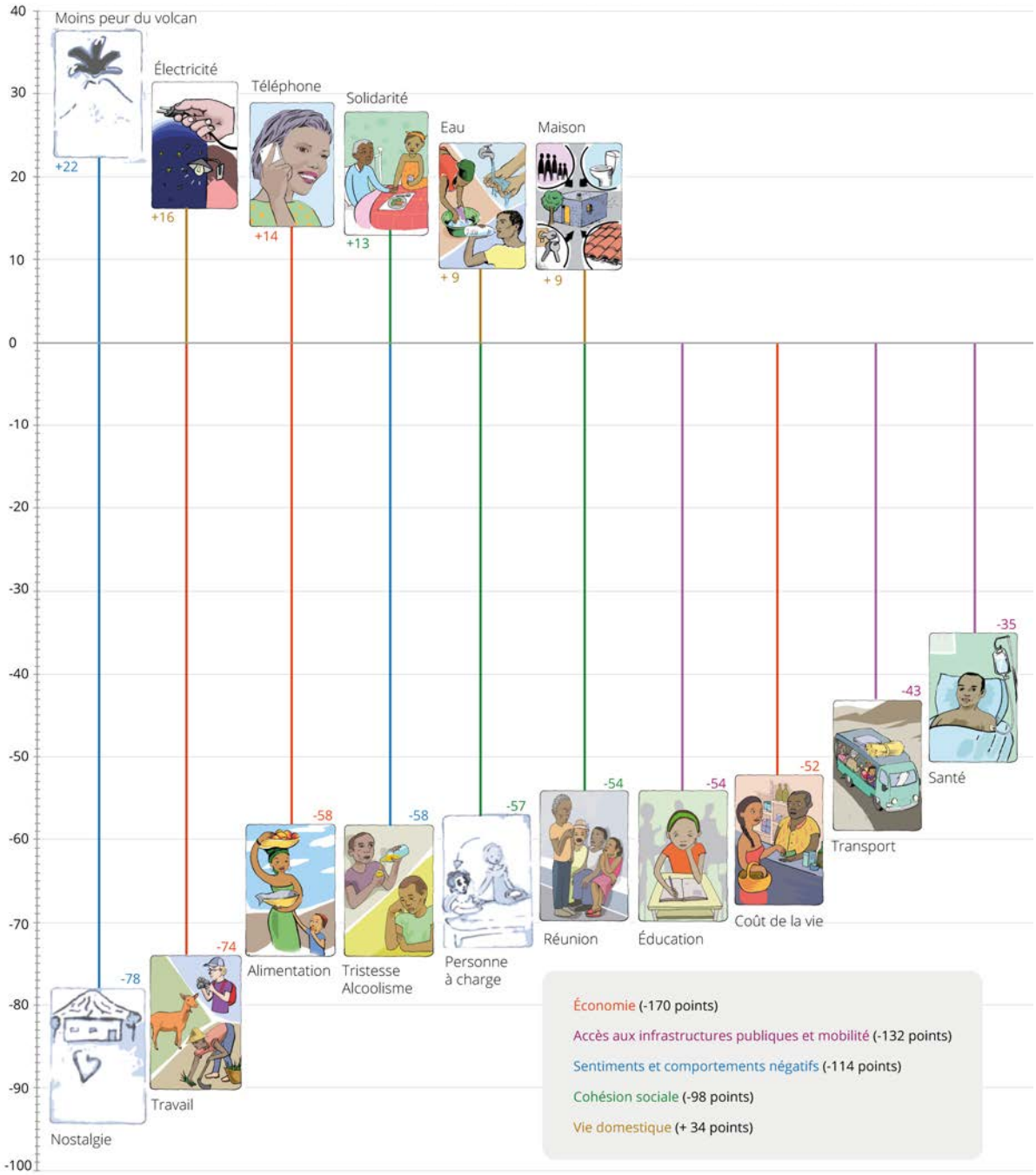


Figure 8.17. Perceptions des dégradations et des améliorations moins d'un an après la fin de l'éruption de 2014-2015 (résultats du jeu de cartes « Bo sta dreto ? », enquête réalisée en novembre-décembre 2015 auprès de dix interlocuteurs interrogés dans 3 localités de relogement, avec 3 familles à São Filipe, 3 familles à Achada Furna, 2 familles à Mosteiros et 2 familles à Chã das Caldeiras).

La catégorie « économie » est celle qui possède le score le plus bas avec un score négatif de -170 points. Ce score particulièrement faible, même s'il est subjectif, indique que de manière globale, les répondants ont le sentiment que leur situation économique s'est nettement dégradée :

- La « carte des activités économiques » (tourisme, élevage, agriculture) : même si elle arrive seulement en deuxième position, elle a un score très proche de la « carte de la nostalgie ». Selon la majorité il y avait plus de travail avant l'éruption : en

agriculture (plus de terrain), à la coopérative, avec les touristes. Les enquêtés expliquent qu'ils vivent trop loin et qu'ils n'ont pas les moyens de se rendre sur place pour travailler.

- Concernant l'alimentation, les personnes relogées expliquent qu'elles n'ont pas d'argent pour acheter des fruits, des légumes, du poisson ou de la viande. Souvent les gens vendent une partie de l'aide reçue pour acheter ces produits et diversifier leur alimentation. Des enfants ont développé des allergies aux conserves (problèmes de peau). Des adultes ont grossi, car la nourriture donnée est principalement constituée de riz, de farine, de sucre et d'huile. Le manque d'activité physique peut également expliquer cette prise de poids chez des personnes travaillant dans l'agriculture, habituées à se dépenser beaucoup.

- Les interlocuteurs expliquent que la vie est chère dans les villages de relogement, car il faut payer comptant, alors qu'à Chã, ils pouvaient bénéficier d'un crédit puis payer au moment des grandes rentrées d'argent (vendanges).
- Enfin, pour la carte « téléphone », on peut s'étonner de voir que les gens parlent d'amélioration. Ce résultat est lié aux nouvelles offres téléphoniques beaucoup moins chères qu'avant l'éruption (et potentiellement à la meilleure couverture mobile dans les villages de relogement) mais il n'a aucun rapport direct avec l'activité éruptive ou avec des aides de l'état. Globalement, la baisse des prix des forfaits permet aux gens de téléphoner plus facilement, mais certains disent ne pas avoir d'argent pour s'acheter du crédit.

La catégorie suivante est celle de l'**accès aux infrastructures publiques et mobilité** (-132 points), avec trois cartes :

- La première est celle de l'éducation (-54 points sur une échelle allant de -80 à +80). Les parents expliquent que même si les frais d'inscription (*propina*) sont payés par l'État, les frais engendrés par l'éducation des enfants sont problématiques pour la plupart des parents (matériel scolaire, etc). La scolarisation ne pose pas seulement un problème financier. Elle oblige les hommes et les femmes à vivre de manière séparée : généralement, l'homme va travailler à Chã tandis que la femme reste avec les enfants dans les villages de relogements pour leur permettre d'aller à l'école. Les hommes peuvent passer des semaines, des mois sans voir leurs enfants.

- La seconde est celle des transports des habitants (-43 points sur une échelle allant de -80 à +80). Pour les personnes relogées dans des localités à l'écart du village, le transport constitue une dépense incompressible, qui se combine à d'autres dépenses importantes (alimentation, etc.). Le prix de l'aller/retour est resté le même pour les locaux (il a augmenté pour les touristes), mais les gens ont des difficultés à le payer. La route est en très mauvais état, rendant le voyage difficile et long. Il n'y a pas de transport direct entre Mosteiros et Chã, en conséquence s'y rendre prend du temps et coûte cher : 600 escudos, deux jours avec un arrêt obligatoire à São Filipe.

- La troisième est celle de l'accès aux soins (-35 points sur une échelle allant de -80 à +80). Celui-ci diffère fortement d'une personne à l'autre (certaines personnes ont droit à une aide, d'autres pas, tandis que d'autres y ont eu droit mais plus maintenant, et n'ont pas d'argent pour payer les consultations). Pour certains frais comme des opérations, il n'y a pas d'aide : l'un des répondants explique avoir été contraint de vendre l'aide alimentaire de base, se privant de nourriture, afin de

payer l'échographie de sa femme enceinte. Ainsi, jusqu'au 02 juillet 2016 (fin de la distribution de l'aide de base), certaines personnes déplacées ont été fréquemment contraintes de vendre une partie des produits de l'aide extérieure qu'ils recevaient pour s'alimenter ou se soigner correctement, se privant ainsi de produits de première nécessité. À Mosteiros, en lien avec les problèmes sanitaires, beaucoup de réfugiés ont contracté des infections urinaires.

La catégorie des **sentiments et comportements négatifs** occupe la troisième position (-114 points) avec :

- La « carte de la nostalgie » ou *sodade* en capverdien, est celle à laquelle les enquêtés ont donné le plus d'importance (-78 points sur une échelle allant de -80 à +80). Cette carte n'était pas présente dans le jeu d'origine, mais elle est apparue à chaque fois, avec des scores allant de -8 à -10. Elle a été créée par un homme célibataire de 33 ans relogé à São Filipe. Celui-ci explique que Chã lui manque, ainsi que sa maison, et que la vie est difficile en ville car tous les membres de sa famille sont éparpillés entre Achada Furna, Monte Grande, Mosteiros et Chã. Cette carte est liée à l'amour du village disparu, de la maison perdue, du passé. Les personnes disent que la vie d'avant à Chã leur manque, même quand ils remontent à Chã, que « *Chã a changé, n'est plus pareil* ».

- La carte « tristesse et alcoolisme » a eu un score particulièrement élevé (-58 sur une échelle allant de -80 à +80). La plupart des répondants se disent démotivés et déprimés depuis l'éruption : ils parlent de leur maison qui leur manque, du village, de leur famille absente, dans certains cas du mari qui est retourné vivre au village. Plusieurs hommes ont vu leur consommation d'alcool augmenter suite à l'éruption du volcan et au relogement en dehors de la caldera. Ils expliquent cette augmentation par le manque de travail et la tristesse. Ces discours s'opposent à ceux d'un homme de 39 ans, propriétaire d'une pension à Chã das Caldeiras. Celui-ci explique que retourner vivre à Chã a été le moyen de rompre avec la déprime. Il explique que depuis son retour au village, il recommence à imaginer des plans futurs, pour lui et sa famille. Il boit moins, il se sent mieux : il a des amis, il accueille des touristes, il doit construire sa maison, il n'a pas le temps de penser.

- Bien qu'absente du jeu de cartes initial, la carte « peur du volcan » créée par une femme de 28 ans, relogée à Achada Furna, est celle qui a eu le plus de points positifs (+22 sur une échelle allant de -80 à +80). Les résultats obtenus indiquent une certaine acceptation du risque (Bankoff, 2004). Il semble que la crise volcanique de 2014-2015 a influencé la perception des menaces volcaniques. Maintenant qu'ils savent de quoi il s'agit et comment réagir, les répondants affirmant être moins effrayés par le volcan qu'avant l'éruption. Texier *et al.* (2009) ont eu le même type de résultats en étudiant les réponses sociales face aux menaces volcaniques en Asie du Sud-Est. Par exemple, à Kinarejo sur le volcan Merapi (Java, Indonésie), l'expérience vécue a eu tendance à rendre les habitants « *plus sereins, plus confiants* » (Texier *et al.*, 2009, p.89). Les personnes de Chã considèrent mieux connaitre le volcan et ses manifestations depuis la dernière éruption. Par exemple, la personne qui a créé la carte explique qu'elle n'a pas a vécu l'éruption de 1995 (elle vivait à Praia étant enfant), et qu'aujourd'hui, elle connait mieux le volcan et ses manifestations : elle souhaite retourner vivre à Chã avec son conjoint (à l'époque où a été réalisé l'entretien, elle vivait seule avec sa fille à Achada Furna). Seule une personne a indiqué avoir plus peur du volcan, expliquant qu'elle hésitait à réinvestir à Chã.

La catégorie **cohésion sociale** occupe la quatrième position (-98 points) :

- La « carte des personnes à charge » (-57 points sur une échelle allant de -80 à +80 points) ressemble à la « carte de la solidarité » mais elle désigne uniquement l'obligation de prendre soin des autres au sein des familles. Elle a été créée par une mère célibataire de 43 ans, qui ne pouvait pas travailler ou sortir de chez elle, car elle devait s'occuper de sa mère malade. Bien qu'ayant perdu ses champs et sa maison à Chã, comme elle vivait déjà à São Filipe avant l'éruption, elle n'a eu droit à aucune aide ni compensation, n'étant pas considérée comme faisant partie des habitants.

- La carte « réunion » a aussi un score négatif (-54 points sur une échelle allant de -80 à +80 points). Les répondants disent que ça ne sert à rien de parler pendant les réunions, qu'ils ne seront pas écoutés. Les personnes à Mosteiros indiquent qu'il est difficile pour eux de se rendre à Achada Furna pour les réunions et qu'ils ne sont pas prévenus.
- Par contre, la carte solidarité à un score positif, même si les résultats sont mitigés (de -6 à +6 en fonction des répondants).

Enfin, la catégorie **Vie domestique** est la seule avec un score positif (+ 34 points) :

- Concernant l'électricité, les scores vont de -9 points à +10, pour un total de 16 points sur une échelle allant de -80 à +80 points. En effet, dans certains cas, c'est la Croix Rouge qui paye, parfois l'église ou encore personne. Il semble que tous les gens relogés à Mosteiros bénéficient d'une aide pour l'électricité, ce qui n'est pas le cas à Achada Furna, Monte Grande et São Filipe.
- D'après les témoignages recueillis, l'eau est moins souvent fournie gracieusement que l'électricité, soit un score plus faible (+ 9 points sur une échelle allant de -80 à +80 points), sauf à Mosteiros, où toutes les personnes indiquent que l'eau courante est mise à leur disposition gratuitement ainsi que l'eau en bouteille pour les enfants.

- Les résultats concernant les maisons dans les villages de relogement sont mitigés (+ 9 points sur une échelle allant de -80 à +80 points) : ils sont négatifs partout, sauf à Mosteiros, où les maisons sont en bonne condition, avec eau courante, électricité et où les factures sont payées par la mairie. Globalement, ce n'est pas le cas à São Filipe, Achada Furna et Monte Grande, où les sinistrés indiquent que les maisons sont en mauvais état. Souvent, les gens indiquent également ne pas aimer vivre dans leur nouvelle maison, même si elle est mieux (plus grande, mieux équipée que celle qu'ils ont perdue à Chã). Ce n'est pas la leur, celle qu'ils ont construite de leurs propres mains. Ils ne se sentent pas chez eux.

◆ Quelques indications sur les ménages qui ne remontent pas

Il s'agit ici d'essayer de reprendre certaines caractéristiques afin de mieux définir le ou les profils des sinistrés qui « ne remontent pas », au sens propre de remonter à Chã, et au sens figuré, de remonter la pente. En l'absence de données quantitatives détaillées et précises, il est difficile de dresser un portrait des ménages vivant dans les localités de relogement. D'après les informations recueillies, la précarité socio-économique actuelle des ménages captifs des villages de relogement s'inscrit en continuité avec la

période pré-éruptive. On trouve davantage de personnes âgées ; les familles monoparentales sont elles aussi surreprésentées, comme à Monte Grande, avec 42 des 56 ménages dirigés par des femmes (soit 75% des foyers). Par contre, il n'y a pas de différence significative au niveau de la taille des ménages (le nombre d'individus par foyer est de 4,8 individus). Il serait toutefois nécessaire d'avoir des données sur les catégories socio-professionnelles des personnes, et des données plus détaillées sur l'âge, afin d'avoir une idée plus précise des particularités des ménages qui ne sont pas revenus vivre dans la caldera.

Une tendance qui apparaît clairement est la dichotomie entre une moitié des foyers plus fragiles captifs des villages de relogement (personnes âgées, femmes célibataires, avec de faibles ressources économiques), et une autre moitié, résilients et résistants. Alors qu'à Chã, les habitants, en particulier les plus riches profitent actuellement de la croissance touristique post-éruptive, dans les villages de relogement, les ménages restent bloqués en marge de la reprise économique.

Quelle qu'en soit la cause (pauvreté, assignation sociale, âge), cette incapacité à retourner au village a des conséquences directes sur la santé psychologique, économique et physique des sinistrés. On assiste à une dégradation de la situation économique, avec une précarisation des personnes relogées en dehors de Chã das Caldeiras, en particulier pour les ménages les moins mobiles. Les ménages les moins mobiles, avec des déplacements moins nombreux, sont surtout des ménages avec des mères célibataires, comme l'explique Socorro Rodrigues Silva (surnommé Kevem) le président de l'association « *Tchazim família mon djuntado de vulcão* » - TFMDV[12] de Monte Grande. Il donne l'exemple de Maria Centeio, plus connue sous le nom de Nirse, mère célibataire âgée de 46 ans, qui vit avec ses neuf enfants dans une maison de 1995 qui n'a pas été réhabilitée (il y a trois autres maisons dans ce cas à Monte Grande). Ainsi, trois ans après l'éruption, Nirse et ses enfants font partie des familles qui sont encore en train d'attendre que la réparation des maisons de relogement commence. D'après une interview télévisée de la ministre capverdienne des infrastructures sur RCV, en octobre 2017, il y a encore plusieurs dizaines de familles dans cette situation. Cet exemple montre que la fin de l'éruption volcanique de Fogo de 2014-2015 n'a pas automatiquement marqué le passage de la période d'urgence à celle de la réhabilitation. On peut considérer que « l*a situation de crise se maintient, mêlant les temporalités de l'urgence, de la réhabilitation et de la reconstruction alors même que l'urgence est terminée* » (Moatty, 2015, p.132).

Pour aller plus loin dans l'analyse de ce cas particulier (famille de Nirse), il s'agit de caractériser les conséquences de l'inadaptation des conditions résidentielles de cette famille. On observe :

- **Le caractère inadapté de ce logement** : il ne dispose ni d'électricité, ni d'eau courante et il n'y a pas non plus de sanitaire ou de cuisine. Mesurant seulement 25 m², la maison est trop petite pour une famille nombreuse (**figure 8.18**). L'espace domestique est surinvesti : les personnes vivent, dorment, cuisinent, mangent, dans une seule et même pièce.
- En l'absence de réhabilitation, **le logement est dégradé.** Dans la réclamation restée sans réponse adressée aux municipalités de l'île et à la SNPC en mai 2017, il est mentionné que la maison n'a pas été réhabilitée par le gouvernement depuis l'éruption de 2014-2015 et que « *tous les ans, le foyer traverse des périodes de désespoir aux moments des pluies, l'eau envahissant la petite maison* » (Rodrigues Silva, mai 2017).
- **La bascule dans la précarité.** Nirse est seule avec ses neuf enfants et peine à assumer les dépenses de la vie quotidienne. En l'absence de revenus, les factures d'eau se sont accumulées,

[12] On rappelle ici brièvement que cette association a vu le jour suite au projet *Na Mão di Fogo*, co-piloté par la chercheuse et Pauline Texier (cf. **chapitre 5**).

jusqu'au moment où la fourniture en eau a été interrompue. Kevem explique que cette mère de famille nombreuse vivait relativement bien à Chã, grâce à la pratique d'une agriculture de subsistance, mais qu'aujourd'hui, elle a du mal à gérer tous les repas. Il dit que « *cette situation aurait été inimaginable à Chã, parce que l'aide de la famille et du voisinage – relations à présent brisées - l'aurait évitée* » - « *kel situacao li ka pode contece na Chã, pamodi tem familia, tem visinho, tem amigos, tudus es ta judaba companhero* » (entretien avec Kevem, décembre 2017).

Figure 8.18. La maison de Nirse à Monte Grande (Socorro Rodrigues Silva, 17 avril).

Les difficultés rencontrées pour revenir travailler dans la caldera sont diverses et mettent en exergue le caractère multidimensionnel de ces inégalités avec des inégalités comme le genre, l'âge, la localité de relogement, le réseau social, l'accès à un revenu, etc. La situation économique joue un rôle, mais n'est pas le facteur unique : le lieu de relogement, le temps laissé disponible par les besoins des enfants et des proches, le degré d'investissement dans la sphère domestique, les compétences professionnelles interviennent également. Les inégalités ne sont pas strictement liées à l'un ou l'autre des domaines, qui s'enchevêtrent entre eux. Quatre facteurs principaux de disparité de mobilité ont été identifiés :

- Les différences de rôles familiaux et sociaux. On observe une assez faible mobilité des enfants et des personnes âgées, alors que les jeunes adultes sont beaucoup plus mobiles.
- Les différences entre les hommes et femmes, à âge comparable. Les nombreuses activités chronophages liées à l'espace domestique (enfants, cuisine, ménage, etc.) contraignent davantage les femmes que les hommes. La scolarisation des enfants en dehors du village pose aussi problème aux mères qui doivent rester vivre dans le village de relogement alors que les pères sont plus libres de retourner travailler à Chã.
- Les différences liées au niveau de vie et à la position de la cellule familiale dans l'espace social et culturel. Par exemple, traditionnellement, dans les familles, une fille est astreinte à s'occuper de ses parents âgés ou malades. Ce lourd travail les empêche d'exercer une autre activité. Diolinda Montrond raconte qu'à Chã, il lui était possible de partir aux champs quelques heures pour revenir veiller sur ses parents, mais ce n'est plus possible maintenant qu'elle vit à Achada Furna. Avec l'éloignement entre le lieu de vie et de travail, le temps d'absence est trop important pour permettre cette double activité.
- Les différences en termes d'accès aux transports collectifs et individuels. Pour les personnes de Chã qui vivent encore dans les villages de relogement, et viennent travailler dans la caldera,

la réalisation de certaines activités peu rémunératrices suppose un coût et des capacités importantes pour se déplacer. Certains luttent pour trouver un transport et travailler la terre dans la caldera, mais ce n'est pas une solution durable (coût, absence de logement, impossibilité d'aller vendre les produits, séparation des familles et difficultés sociales). Ils doivent tenter de se mettre à plusieurs pour diminuer le coût. Si la personne est guide, celle-ci doit organiser des tournées avec plusieurs groupes de touristes, afin de s'assurer que le bénéfice net reste supérieur au coût du déplacement.

- Il existe aussi des différences importantes en fonction de la localisation du village de relogement, en termes de distance, de temps et de coût du trajet. L'accès aux modes de déplacement collectif dépend de la densité de la localité (São Filipe et mieux desservie que Monte Grande), mais aussi de son éloignement du village (il n'y a pas de bus collectif qui fait directement le trajet Mosteiros Chã). Par exemple, il faut deux jours en bus aux personnes qui ont été relogées à Mosteiros, contre 40 minutes seulement à celles relogées à Achada Furna pour se rendre à Chã. Ainsi, pour reprendre l'exemple des guides touristiques, ce sont les plus mobiles qui peuvent se présenter le plus tôt et sont les premiers servis. Les guides qui vivent à Mosteiros sont donc désavantagés par rapport à ceux relogés à Achada Furna ou ceux revenus vivre dans la caldera.

◆ L'isolement via le relogement (La rupture sociale des liens communautaires)

La remise en question du lien social – communautaire et familial - via une politique de relogement en plusieurs sites, initiée pendant l'éruption va de pair avec le déplacement. En dispersant les membres de la communauté entre plusieurs localités, le relogement met à mal l'unité de la communauté.

De multiples différences existent entre ces types de relogement, mais la principale réside dans la solitude ressentie en s'éloignant de ses « semblables », comme le traduit la carte « nostalgie » dans le jeu *Bo sta dreto*. C'est l'expérience que fait Carlos Antonio Teixeira Fernandes (Tony), 30 ans, relogé dans la famille de sa tante à São Filipe. Bien que relogé chez des proches, Tony évoque l'isolement qu'implique cette expérience. Il doit vivre chez ses proches, alors qu'il possédait sa propre maison au village. Tony n'a pas de travail et donc pas d'argent pour lui et sa fille (qui vit avec sa mère), alors qu'il gagnait sa vie à Chã avec son activité de guide et d'agriculteur. Cette situation lui pose des problèmes à la fois pour sa vie quotidienne (manque de nourriture) mais aussi pour sa vie sociale : pas d'interlocuteur qui lui soit proche, à part quelques voisins. Les propos de Tony laissent transparaître son angoisse face à la solitude, et il avoue s'être mis à boire beaucoup plus depuis son installation à São Filipe.

Le relogement affecte particulièrement la composition des ménages qui se retrouvent divisés entre plusieurs localités. En effet, il a tendance à reconfigurer et disperser les ménages, affectant particulièrement les ménages polygyniques, qui se retrouvent divisés entre plusieurs localités. Cet éclatement des familles affecte aussi les ménages non-polygyniques. Edna Santos Ribeiro, surnommée Tutu, 28 ans, réfugiée à Achada Furna avec sa fille alors que son compagnon est resté dans la caldera, explique que depuis qu'ils ne vivent plus ensemble, elle et son compagnon se disputent plus souvent. Malgré un relogement à Achada Furna pour permettre à sa fille d'aller à l'école, Tutu continue de se rendre au village tous les week-ends pour rejoindre son mari et travailler avec lui. Les effets du relogement en dehors de la caldera conduisent les réfugiés à devoir concilier deux espaces de vie : Tutu a passé l'après-midi à attendre une voiture pour se rendre à Chã das Caldeiras, sans succès (**figure 8.19**). À mesure que la nuit approche et que les chances de trouver un véhicule s'amenuisent, l'inquiétude la gagne : *« je pars le rejoindre tous les week-ends avec ma fille, mais il arrive qu'il n'y ait pas de transport alors il s'énerve et*

pense que c'est de ma faute, que je ne veux pas le voir ». Cet exemple illustre les difficultés d'une double vie, pour concilier les injonctions des acteurs institutionnels avec ses propres volontés et besoins quant à l'organisation de sa vie quotidienne. Les effets du relogement conduisent certains réfugiés à développer des tactiques afin de ne pas renoncer à leurs propres logiques, désirs et rationalités.

Figure 8.19. Femmes et enfants attendant depuis plusieurs heures une voiture pour se rendre à Chã (Chouraqui, novembre 2015).

◆ **Les causes profondes des inégalités à rebondir et à retourner vivre à Chã das Caldeiras**

Dans ces conditions, la question qui se pose est : pourquoi ces personnes ne font pas simplement le choix de remonter vivre à Chã das Caldeiras ? Et qu'est-ce qui explique le creusement de ces inégalités ?

Il n'y a pas une cause principale, mais des raisons qui expliquent pourquoi ces personnes continuent à vivre dans les villages de relogement. L'enquête suggère que les personnes peuvent rencontrer des difficultés les empêchant de revenir vivre dans la caldera à différents stades :

- Celui de la conception même du projet, qui suppose soit d'avoir encore une maison (intacte ou pouvant être restaurée) soit, pour la majorité des personnes, de prendre le risque d'investir dans la caldera et d'y voir une opportunité ;
- Celui de la préparation du retour, une fois le projet formulé, qui suppose de trouver les moyens pour le faire,
- D'autres encore réussissent plus ou moins bien à réorganiser leur vie en dehors de la caldera, et ne sont donc pas revenus, comme Socorra Silva (surnommé Kevem), relogé à Monte Grande, qui explique que son activité de chauffeur de « mini-bus » lui permet de subvenir à ses besoins.

Enfin, très peu de personnes âgées sont retournées vivre au village. Plus abattues, elles disent ne plus avoir la force de retourner vivre à Chã et repartir de zéro, comme Verta Fernandes, 86 ans, relogée à Monte Grande, qui explique : « *moi je ne vivrai plus là-bas, je n'ai plus la force. Mais les jeunes, ceux qui travaillent dans le tourisme, eux, ils ont un avenir là-haut !* » (cf. entretien V. Fernandes, décembre 2014).
Comme il en a été question jusqu'à maintenant, le renouveau du village véhicule l'idée d'une capacité de

changement et d'adaptation émanant des populations locales, comme ce fut également le cas après l'éruption de 1995. Toutefois, en examinant les différences au niveau infra-communautaire, le tableau apparaît bien plus nuancé et aussi bien plus sombre.

La marginalisation croissante d'une partie de la population sinistrée a eu tendance à s'accentuer pendant et après l'éruption, une partie des victimes étant incapable de se relever de la crise, ce qui a eu au final pour effet d'aggraver les inégalités socio-économiques au sein de la communauté (Quarantelli et Dynes, 1972 ; Cuny, 1983 ; Wisner, 1993 ; Blaikie *et al.,* 1994).

Les variations de temporalité dans les capacités à se relever de la crise ne dépendent pas directement de l'ampleur des pertes absolues (ou totales). Les populations les plus aisées du village avant l'éruption, qui avaient les moyens pour investir dans des biens fonciers importants, sont celles qui, dans l'absolu, ont subi les pertes les plus lourdes. Or de manière relative, les pertes subies par les plus pauvres ont eu un impact sur leur survie économique beaucoup plus important que les plus riches, qui parviennent plus rapidement à se relever, notamment grâce à une capacité d'épargne importante. Ainsi, on observe que, paradoxalement, les foyers qui avaient un niveau économique élevé avant l'éruption, et qui ont donc subi les pertes les plus lourdes, sont ceux qui sont revenus les premiers au village pour y investir à nouveau grâce à leurs économies notamment, avec des personnes comme Davide ou encore Marisa, qui avaient tous deux beaucoup investi dans le foncier. Cette hypothèse selon laquelle les familles disposant de ressources plus importantes auraient été plus promptes à reconstruire dans la caldera doit cependant être nuancée. Tout d'abord, l'observation de terrain réalisée sur un temps très court et sans effectuer un recensement exhaustif, auprès de l'ensemble des foyers, ne permet pas de se prononcer avec certitude. Il peut s'agir d'un « effet d'optique », dans le sens où l'œil est plus marqué par les grandes constructions que les simples maisons, cabanes ou *funcos*.

Le niveau de vie avant éruption influence l'aptitude à revenir dans la caldera, à pouvoir investir dans des matériaux de construction, à disposer d'un terrain pour construire, à payer de la main d'œuvre pour certains travaux, et prendre le risque de perdre son investissement (peur de tout perdre de nouveau). Les moyens d'existence des plus pauvres, peu élevés, se traduisent par des stratégies de subsistance qui ne leur permettent pas de s'appuyer sur une capacité d'épargne au lendemain de l'éruption, contrairement aux plus riches qui ont pu ainsi encaisser le choc, et réinvestir dans la caldera. En effet, des foyers en situation de pauvreté, sans épargne et donc vite sans ressource, ont été directement et immédiatement touchés économiquement par la crise engendrée par l'éruption.

La situation de reprise économique touristique post-catastrophe explique aussi un certain emballement et creusement des inégalités dans la capacité à se relever. Ceux qui remontent sont en effet plus visibles et sur le chemin des touristes, leur permettant de capter une manne financière, mais aussi la solidarité des touristes envers des victimes de catastrophe. Sans en être conscients, les touristes, émus par le paysage de désastre de la caldera et le « courage » de ceux qui reconstruisent, participent eux aussi à renforcer ces inégalités, en se montrant particulièrement généreux envers leurs hôtes, sans soupçonner qu'à quelques kilomètres de là, se déroule une tragédie silencieuse, ce que l'on pourrait appeler une catastrophe négligée (Gaillard *et al.,* 2014). L'expression « l'enfer est pavé de bonnes intentions » illustre bien cette situation : on voit ici comment malgré des intentions louables, l'aide apportée est mal ciblée, à cause d'une représentation biaisée de la réalité qui ignore les groupes sociaux les plus vulnérables. Les touristes ne voient pas ceux qui ne sont pas remontés ou ignorent que ceux qui ne sont pas revenus ne le font pas par manque de volonté.
Ce regain économique rapide de quelques privilégiés, dont les ressources préalables à l'éruption ont

permis d'entrer dans le cercle vertueux de la résilience, excite la jalousie des laissés-pour-compte, qui questionnent l'origine de cette injustice encouragée ou ignorée. Beaucoup sont convaincus que ces nouvelles constructions ont été réalisées grâce au détournement des fonds donnés destinés à l'origine à l'ensemble des habitants du village, notamment via plusieurs projets de *crowdfunding*. En effet, on a vu dans le **chapitre 7.3** que la mobilisation internationale a été importante, or, on observe des inégalités d'accès aux ressources alternatives exogènes via les réseaux d'entraide. Si certains, bien loin d'être hors du monde moderne ou ignorants des nouvelles technologies, ont vite compris l'intérêt d'utiliser ce mode de communication pour obtenir une aide financière en mobilisant leur réseau, d'autres n'avaient pas les compétences pour utiliser un *Smartphone* ou un ordinateur, ou ne disposaient pas du capital social nécessaire. En effet, les trois principaux critères qui favorisent la mobilisation de réseaux sociaux exogènes sont (1) les compétences informatiques de base, (2) le type d'activité économique pratiquée, (3) le niveau d'éducation. Ainsi, les personnes travaillant dans le tourisme, comme les guides et les propriétaires de pension, bénéficient en général d'un réseau plus vaste à l'international, qu'ils peuvent solliciter au moment de la crise (ceux qui parlent des langues étrangères sont particulièrement avantagés). Enfin, le niveau d'éducation et l'âge des individus pèsent également dans la balance, avec un taux d'illettrisme important chez les personnes les plus âgées du village, qui rend difficile l'accès aux ressources électroniques, principalement constituées de textes. Les individus qui ne savent pas utiliser ces outils numériques sont doublement défavorisés. Ils ne peuvent ni contribuer au débat public en ligne, ni mobiliser les réseaux d'entraide. C'est ainsi que certains ont pu par la suite reconstruire leur maison tandis qu'une majorité est restée en marge de ce soutien financier, montrant que cette stratégie de résilience est loin de concerner l'ensemble de la population sinistrée de Cha. On se retrouve ici face à un paradoxe : d'un côté, les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) semblent avoir un effet bénéfique sur l'accès à l'aide, de l'autre, les modalités différenciées d'accès et d'usages renforcent les inégalités sociales au sein de la communauté. Les réseaux d'entraide peuvent ainsi être une épée à double tranchant, aidant certains à se rétablir plus efficacement, mais, dans le même temps, ralentissant ou excluant ceux qui y ont moins accès, favorisant les positions dominantes. Si elle se veut plus juste et équitable que l'aide officielle, dans les faits, l'aide informelle n'est pas nécessairement plus apte à neutraliser les différences et disparités préexistantes, structurelles, entre sinistrés. Un arbitrage étatique de cette aide aurait été ainsi une manière de rééquilibrer cette distribution d'aide extérieure, et aurait permis d'éviter de creuser les inégalités préexistantes à la catastrophe.

D'autres facteurs doivent être pris en compte pour caractériser la résilience des différents groupes sociaux au sein de la communauté. En effet, il ne s'agit pas uniquement d'une question de pauvreté[13] ou de richesse, mais aussi d'assignation sociale au sein de la communauté et de la famille. Les foyers comprenant un membre malade (ou encore exclusivement constitués de personnes âgées) ont eu plus de mal à « rebondir ». *Idem* pour les foyers monoparentaux très nombreux au village (femmes seules avec plusieurs enfants à charge). Par exemple, comme il l'a été indiqué précédemment, les femmes ont davantage eu tendance à rester au village de relogement pour s'occuper des personnes âgées et/ou des enfants. Dans l'exemple déjà cité de Diolinda Montrond, 54 ans, chargée de veiller sur ses deux parents malades à Achada Furna, ses nombreux frères, eux, sont libres de se rendre à Chã pour travailler. Elle

[13] Au sens le plus strict du terme, la pauvreté est une situation où « *les individus, familles ou groupes de la population peuvent être considérés en état de pauvreté quand ils manquent des ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, la participation aux activités, et pour avoir les conditions de vie et les commodités qui sont habituellement ou sont au moins largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent* » (Townsend, 1979, p.31). Selon Amartya Sen, la vision très monétaire de la pauvreté est réductrice. Celui-ci défend que la pauvreté doit être analysée en termes de « capabilités », c'est-à-dire de « capacités à être ou à faire ». Dans cette perspective, est pauvre celui qui ne possède pas les « capacités à être ou à faire » (Sen, 1982).

craignait également les vols, sa maison de relogement à Achada Furna ne fermant pas à clé, et l'argent manquant pour l'achat de serrures.

La question « *Inégalités de quoi ?* » posée par Amartya Sen trouve ici une réponse éclatante : la mobilité des femmes est indiscutablement plus limitée, celles-ci étant davantage contraintes que les hommes de rester à domicile dans les villages de relogement. On peut également pointer la pénibilité de la vie dans la caldera, en l'absence d'eau, d'électricité, d'accès à la santé et de conditions précaires de logement.

Globalement, on observe des disparités en termes de mobilité, certaines personnes se trouvant obligées d'effectuer des choix douloureux et devant renoncer à retourner vivre à Chã du fait des difficultés rencontrées.

S'il est difficile d'identifier avec précision des trajectoires typiques à travers les données collectées, certaines « tendances » dans la période de trois ans ayant suivi l'éruption ont pu être identifiées.
Une dichotomie apparaît clairement, entre d'un côté des habitants qui restent vivre dans les villages de relogement, et de l'autre, des habitants qui retournent vivre à Chã das Caldeiras. Moins mobiles, les individus qui ne remontent pas à Chã semblent moins favorisés, plus vulnérables que le reste de la population et sont sujets à un appauvrissement économique (perte de moyens d'existence, etc.). Dans cette perspective, le projet étatique de relogement forcé aurait ainsi contribué à renforcer les inégalités au sein de la communauté, participant à paupériser une partie de la population. Toutefois, considérer les ménages restés sur place comme captifs peut sembler réducteur, et des stratégies d'adaptation ont pu être observées au sein même de ces villages. Le fait de rester vivre à Monte Grande, Achada Furna ou São Filipe ne peut être considéré uniquement comme une forme de non-résilience. À ce titre, il serait intéressant de mener une étude complète sur les stratégies socio-économiques développées dans les villages de relogement.

8.2.2. Les « résilients » face à la précarité renforcée par des entraves politiques à la réinstallation

De la même manière, les inflexions provoquées par la résistance au relogement forcé sur les trajectoires sociales, économiques et résidentielles des sinistrés ne peuvent être analysées de manière univoque et simpliste. Bien que le retour dans la caldera apparaisse comme l'unique solution de survie économique pour les sinistrés, il est aussi synonyme d'une dégradation importante des conditions de vie pour une grande partie des sinistrés remontés, dont la réinstallation est un nouveau départ parsemé d'embûches.

- **Un nouveau départ difficile et contrarié par le manque d'investissement public pour les infrastructures**

Pour ceux qui sont remontés dans la caldera, le nouveau départ s'appuie largement sur une redynamisation du tourisme, qui ne suffit pas, du moins pour le moment, à remettre l'économie du village sur pieds.
Le contexte politique de désengagement de l'État et le refus d'autoriser la reconquête du village, impliquent par ailleurs un accès aux ressources de base nécessaires au fonctionnement des pensions et petits commerces extrêmement limité : électricité, téléphone, internet, routes, eau potable, etc., manquent gravement depuis l'éruption.

D'après Herculano Dinis, directeur du PNF, en novembre 2017, la situation à Chã est redevenue comme

celle d'avant la catastrophe : « *on retrouve les mêmes problèmes classiques de Chã : les problèmes d'eau, d'électricité, d'éducation, le fait qu'il faille parcourir de nombreux kilomètres pour aller au collège. C'est ça qu'ils [les habitants] réclament sur Facebook*. Volontairement ou non, en évoquant le manque total de services publics dans la caldera comme étant une situation de « retour à la normale » (*build back*), le discours d'Herculano a quelque chose de cynique. De plus, son propos doit également être nuancé, dans la mesure où les tensions et les contraintes semblent s'être renforcées. En effet, trois ans après l'éruption, même si des projets solidaires ont vu le jour pour pallier le désinvestissement de l'État et que certaines actions menées par les habitants ont fini par aboutir, des besoins criants demeurent et pour une grande partie des familles, le sous-équipement du village constitue une entrave à la réinstallation, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports et de l'approvisionnement en eau.

En l'absence de bâtiment officiel pour permettre aux enfants d'être scolarisés, Denice Pedrim, immigré aux États-Unis, a mis à disposition des enfants du village sa maison située à Portela qui accueille les élèves de 6 à 12 ans (**figure 8.14**). Le « préscolaire », qui correspond à la maternelle (4 à 6 ans) a également été ouvert dans le patio réhabilité de la maison de Fatim, à Bangaeira. Même si Alberto Nunes, le maire de Santa Catarina, déclare que l'école fonctionne désormais à Chã das Caldeiras, les habitants ne partagent pas cet avis. En effet, il ne s'agit pas d'une école, mais d'une salle sans fenêtres, où trente-cinq élèves sont entassés et divisés en deux classes à double niveau. D'après l'article paru dans le journal *Expresso das Ilhas* (nº 841) de 14 janvier 2018, les enseignants déplorent qu'il manque les conditions minimales et que cela se reflète sur les performances scolaires des enfants.

Figure 8.20. La maison d'un habitant de Chã das Caldeiras sert d'école improvisée (Miguel Montrond, septembre 2017).

En matière de santé, l'unité sanitaire de base détruite par l'éruption qui avait été créée grâce au soutien financier de l'association « *Nôs ku Nhôs* » n'a toujours pas été remplacée (cf. **chapitre 6**). Toutefois, lors de sa visite à Fogo, le 21 novembre 2017, le président de l'association, Klaus Zimmermann, a déclaré à *Infopress* vouloir réinvestir dans la construction d'un poste de premiers secours afin de soigner les habitants ainsi que les touristes en cas d'accident (article d'*Infopress*, [en ligne], 21 novembre 2017). Pour le moment, en l'absence d'un poste de santé, les urgences médicales (habitant ou touriste) imposent un transfert vers Sao Felipe, dans des conditions difficiles (mauvais état de la route de fortune en partie reconstruite par les habitants de manière non mécanisée), qui aggravent le danger pour les malades. Difficilement praticable, cette route non asphaltée constitue la seule manière tortueuse d'entrer dans Chã avec un véhicule (**figure 8.21**).

Figure 8.21. La route qui mène à Chã vue à travers la vitre arrière d'un minibus (Chouraqui, novembre 2015).

Cette nouvelle route est critiquée par les locaux : « *tout est plus loin – avant, s'il fallait 1h pour aller à São Filipe, maintenant, il en faut deux, ou plus, en fonction de la voiture* » explique Camilo Montrond. Il ajoute : « *en juillet-août, ils sont venus mettre du gravier pour rendre la route plus praticable, comme par hasard, juste avant le passage d'un groupe de politiques capverdiens et espagnols. Depuis ils n'ont rien fait, eux ils ont de bonnes voitures, des cross, pas comme nous, ils se rendent pas compte que nos voitures font "brum brum brum", se cognent sur les pierres, se cassent, certaines se retournent* » (entretien avec Camilo Montrond Fontes, novembre 2017). Le mauvais état de la route entrave non seulement l'accès des enfants aux collèges situés en dehors de la caldera, mais aussi le transport quotidien des travailleurs, l'acheminement de produits agricoles vendus en ville, ou encore le réapprovisionnement en denrées et matériaux de construction. Ces conditions de transport difficiles augmentent la pénibilité du transport pour les usagers en termes de confort et de temps de trajet. Le mauvais état de la route constitue aussi un risque accru d'accident de la route. Pour les habitants comme pour les touristes, et en particulier pour les personnes âgées, ainsi que les femmes enceintes, le danger est important, car le trajet est long et périlleux pour se rendre à l'hôpital. Enfin, en cas de nouvelle éruption, cette dégradation de la route aurait un impact sur l'efficacité de l'évacuation (lenteur, danger au volant), d'autant plus qu'il n'existe pas de route secondaire. Enfin, cette route située à proximité de la Bordeira, particulièrement escarpée, passe juste au pied d'une zone exposée aux chutes de blocs rocheux (Jenkins *et al.*, 2017, p.14).

Déjà avant la catastrophe, l'approvisionnement en eau était difficile pour les habitants de la caldera, malgré un ingénieux système de collecte d'eau de pluie via des citernes privées équipant la majorité des habitations du village (cf. **figure 6.24**). La plupart des citernes ayant été détruites par la lave ou fragilisées par les séismes, la source d'eau restante, située à Boca Fonte est devenue la principale alternative gratuite pour se fournir en eau dans la caldera. L'éruption a donc généré des impacts négatifs sur les ressources en eau et leur gestion, s'ajoutant au phénomène de sécheresse, caractérisé par des précipitations insuffisantes et irrégulières sur plusieurs années. L'éruption n'est donc pas la cause principale de la crise de l'eau actuelle, mais elle participe à un contexte de pression croissante sur la disponibilité et la demande d'eau. À la fois service et nécessité de base, en l'absence de mise à disposition d'eau par l'État, le faible débit de la source de Boca Fonte ne suffit pas à approvisionner la population dans son intégralité.

La pression quotidienne sur la ressource en eau à Chã das Caldeiras, qui existait déjà avant l'éruption (cf. film *Na Boca de Fogo*, 2011) se trouve ainsi renforcée, avec un accroissement des disparités d'accès entre les membres de la communauté. En effet, tous les habitants n'ont pas les mêmes techniques et possibilités pour se fournir. Camilo Montrond Fontes explique que les personnes qui se fournissent à la source de Boca Fonte sont généralement celles qui n'ont pas assez d'argent pour acheter de l'eau (**figure 8.22**). L'autre principale solution consiste à aller chercher de l'eau à Achada Furna en voiture, soit avec son propre moyen de locomotion, soit en payant son acheminement à un conducteur, à raison de 10 000 escudos (soit environ 90 euros) pour un *xemo* (réservoir de 4000 litres d'eau).

Figure 8.22. Collecte de l'eau à Boca Fonte (Facebook de Carlos Fortes Lopes, photographies mises en ligne sur Facebook le 10 novembre 2017).

D'autre part, cette pénurie d'eau est à l'origine de tensions entre les habitants, en particulier au moment de la saison sèche ou de sécheresse prolongée. Par exemple, pendant l'été 2016, Danilo Fontes a dénoncé un accaparement de la source de Boca Fonte pour la reconstruction des pensions au détriment de sa consommation en tant que besoin vital. En l'absence de précipitation pendant la saison des pluies de 2017, la pénurie était telle que : « *Les personnes qui ont des citernes viennent aussi, parce que cette année il n'y a pas eu de pluie. C'est peu d'eau, alors si des personnes partent avec 6 bidons, il n'y a plus rien pour ceux qui passent après* » - « *Ta da pa toma um bocadin dagu. Tem pessoa ke tem tanki, mas kel ano xuba ka bem, ka tem agu na tanki. É poco agu, tem pessoas ke ta ba ku 6 bidon, ka tem pa pessoas ke ta bem dipos* » (entretien avec Camilo Montrond Fontes, novembre 2017). En principe, les propriétaires d'hôtels ou pensions ne s'approvisionnent pas à la source, afin de ne pas porter préjudice aux autres habitants, comme l'explique Amarisa Lopes Pina : « *Je ne peux pas aller puiser de l'eau* [à Boca Fonte] *parce que sinon, je vais assécher le réservoir et ne rien laisser aux autres. C'est pour ça que j'achète chez un propriétaire qui possède un camion-citerne. Par exemple, j'achète 4 tonnes d'eau et si Casa Marisa est dans sa capacité maximale d'invités, cela me dure 2 jours* ». D'autres propriétaires de pensions, moins scrupuleux, viennent quand même s'y fournir. Camilo commente : « *ils disent qu'eux aussi ils ont droit de prendre leur eau !* » Le manque d'eau affaiblit le système d'entraide communautaire et détériore les solidarités au sein de la collectivité : *« Moi je prends de l'eau dans la citerne de Tuka* [son oncle qui ne vit désormais plus souvent à Monte Grande et dont la citerne, épargnée par l'éruption, n'est pas entièrement vide]*, il me dit de faire gaffe à ce que personne ne doit me voir en prendre. Il ne veut pas que d'autres personnes me voient faire et viennent lui demander* » - « *Mi ta toma agu na tanke di Tuka, escondido, el ta fra pa ninguem ta odja mi ta toma. El ka kre pa pessoas ta odja pa oto ta bem pedi* » (*Ibid.*).

Malgré ce défaut généralisé d'accès aux infrastructures publiques, et au lieu de donner la priorité à l'éducation, la santé, l'accès à l'eau ou au transport, le gouvernement décide en 2017 la construction du nouveau siège du PNF, qui dispose également de locaux pour la délégation municipale et le poste de police. Ce choix tardif d'un retour à Chã das Caldeiras, environ trois ans après l'éruption va à l'encontre de sa position initiale, puisqu'il proclamait qu'aucun investissement étatique d'envergure, comme l'ancien

siège du PNF, n'allait être réalisé dans l'enceinte de la caldera. Par exemple, Arlindo Lima affirmait : « *c'est un grand préjudice de perdre une œuvre comme l'ancien siège du PNF, on ne peut pas se permettre de la refaire dans une zone de risque comme Chã das Caldeiras* » (cf. entretien avec Arlindo Lima, novembre 2015). Le nouveau siège du PNF accueille ainsi le personnel du parc depuis le 01 novembre 2017 (**figure 8.23**).

Figure 8.23. Le nouveau siège du Parc naturel de Fogo, reconstruit dans la caldera (Camilo Montrond Fontes, 6 novembre 2017).

Trois analyses peuvent être tirées de cet investissement étatique :

- Tout d'abord, plus qu'un quelconque document écrit ou autre loi, la construction de ce bâtiment consacre l'abdication du gouvernement à vouloir empêcher les habitants de revenir vivre à Chã.
- Deuxièmement, ce nouveau siège, entièrement réalisé en matériaux préfabriqués, est bien plus modeste que celui inauguré en mars 2014. Il traduit la volonté du gouvernement de mieux adapter les investissements publics dans la caldera au contexte éruptif.
- Troisièmement, cet investissement de l'État dans la caldera est une manière de montrer sa présence et de revendiquer sa légitimité à l'administrer (acte de pouvoir). L'État est ainsi à la fois absent et présent dans la caldera : absent car il repousse toujours le moment d'y introduire les équipements les plus élémentaires dont disposent la plupart des agglomérations à Fogo (eau courante, électricité, collecte des déchets, maintien de l'ordre, etc.) ; mais présent par ce bâtiment, qui est, en quelque sorte, le symbole de la puissance des autorités politiques, et de leur réinvestissement du territoire.

Cette fonction symbolique en matière d'infrastructures publiques n'a pas manqué d'être commentée par les habitants, notamment sur *Facebook*. Sur cette plateforme virtuelle, ils sont nombreux à se montrer hostiles à ce retour des autorités au sein de leur village, perçue comme une tentative du gouvernement de surveiller et de reprendre le contrôle sur leurs territoires et leurs activités. Cette pseudo décision politique d'autoriser les habitants à revenir dans la zone touchée par l'éruption ne parvient ainsi pas à apaiser leur mécontentement et l'insatisfaction latente liée au défaut d'infrastructures publiques et au manque d'écoute du gouvernement à l'égard de leurs revendications. En effet, si les problèmes rencontrés par les habitants sont visibles et médiatisés, et si leurs revendications sont nombreuses, celles-

ci restent peu prises en compte par l'État. D'après Oliver-Smith, il est rare que l'on accorde crédibilité et respect aux protestations des populations locales par rapport à des initiatives citoyennes allant à l'encontre de la volonté étatique, et dans la plupart des cas, « *leurs protestations sont dénigrées et considérées comme des gémissements ingrats* » (Oliver-Smith, 2010, p.29). L'unique représentant de la population auprès de la commission interministérielle (CIM) pour la gestion de la situation de Chã das Caldeiras, Miguel Montrond[14], a d'ailleurs été rapidement exclu de celle-ci. Il avait en effet dénoncé (1) le manque global de transparence et de dialogue de l'État (questionnements sur le montant de l'aide perçue et versée), (2) la répartition des dépenses par secteur et enfin (3) le retard pris dans la décision de la localisation du nouveau village. Celui-ci déclare « *dès le début j'ai vu qu'ils voulaient que je sois une marionnette (…) après 3 mois et 7 jours de travail, ils m'ont renvoyé parce que j'étais du côté de la population* »[15] (cf. publication sur le profil *Facebook* de Miguel Montrond, [en ligne] 23 novembre 2017).
D'après de nombreux commentaires sur *Facebook*, ce refus de développer les infrastructures publiques dans le village serait une stratégie du gouvernement pour repousser ceux déjà installés et décourager de nouveaux arrivants potentiels.

◆ Une reconstruction anarchique s'appuyant sur des finances privées limitées

Dans les trois ans qui ont suivi l'éruption (période couverte par cette recherche), la reconstruction à Chã das Caldeiras s'est faite avec peu de moyens, sans planification urbaine et sans suivi garantissant la pérennité des nouveaux investissements sur le territoire. L'absence d'aide financière et logistique de l'État est à l'origine de maux contraires à une démarche durable. Au lieu de reconstruire le village d'une manière efficace et sûre, la reconstruction s'est faite en l'absence de toute règle d'urbanisme pour en guider les grandes lignes, de services pour ses usagers, de règles pour assurer la sécurité et en marge de la préservation du patrimoine naturel. Le besoin urgent pour les habitants de reprendre leur vie dans la caldera a déclenché un processus de reconstruction dans lequel ni la planification municipale en vigueur, ni la protection du Parc Naturel n'ont été prises en compte. Les nouvelles constructions ont été réalisées spontanément, sans permis de construire, sans l'infrastructure ou les services de base nécessaires, avec des matériaux et des ressources qui n'obéissent à aucune planification ou contrôle technique.

Dans le rapport sur le nouveau plan d'urbanisation présenté à la population en 2017, il est dit que cette reconquête non encadrée « *a des conséquences négatives, à la fois en termes d'habitabilité et de conditions de sécurité de la population résidente, ainsi qu'en relation avec l'équilibre écologique et la valeur paysagère du Parc Naturel* », affectant l'attractivité touristique de la zone (citation parue dans le journal *Expressos das Ilhas*, janvier 2018). Ce propos rejoint celui de l'actuel directeur du PNF qui qualifie cette occupation non encadrée de l'espace par les populations d'anarchique. Il explique qu'elle va à l'encontre du projet de valorisation du Parc : « *quelque soit l'endroit, construire de manière désorganisée est forcément problématique. Ici à Chã, c'est une aire protégée, si les constructions poussent partout et s'étendent, ça remet tout en cause* » (entretien avec Herculano Dinis, novembre 2017). Pourtant, si la reconstruction du village n'est pas planifiée au sens classique du terme, elle répond à une certaine rationalité en termes d'organisation de l'espace. Elle se calque globalement sur l'ancien découpage des parcelles où étaient situées les maisons et respecte en cela le zonage du PNF (cf. **figure 8.5**). En effet, comme il l'a été mentionné, c'est surtout à Portela et Bangaeira que les familles ont auto-construit ou réhabilité les maisons et les infrastructures endommagées par les coulées de lave récentes.

[14] Miguel Montrond, natif de Chã das Caldeiras, est l'un des principaux activistes du village, et a été membre de la Commission Interministérielle pour les délogés de Chã das Caldeiras avant d'être démis de ses fonctions.

Toutefois, si sur le plan de gestion du Parc Naturel de Fogo, cette zone reste dévolue à la construction, le directeur actuel explique que la réalité a changé, dans la mesure où cette zone a été atteinte par la lave de 2014-2015. Son argumentation est la suivante : « *idéalement, ces laves récentes devraient être protégées comme témoignages de la dernière éruption volcanique* » (cf. entretien avec Herculano Dinis, novembre 2017) dans la mesure où elles constituent des traces de l'activité géologique, comme mentionné dans la candidature du PNF datant du mois de mars 2016 pour devenir patrimoine de l'UNESCO (candidature auprès l'UNESCO, [en ligne] 15 mars 2016). Cette logique de protection de la géodiversité va à l'encontre de la stratégie de relèvement post-catastrophe des populations locales. En effet, stratégiquement parlant, il semble plus rationnel pour les habitants de reconstruire leurs habitations au-dessus de cette nouvelle coulée de lave, devenue infertile, plutôt que d'empiéter sur les terrains restants, dédiés à l'agriculture, dans une situation de pression foncière forte préexistante à l'éruption, que celle-ci est venue accentuer[16].

D'autre part, selon Fausto Rosario, il y a une contradiction à refuser la présence d'habitants dans la caldera pour en augmenter sa valeur environnementale , dans la mesure où *« le processus de fixation et de consolidation du peuplement à Chã de Caldeiras est l'un des plus grands exemples d'interaction positive et équilibrée avec l'environnement et l'un des arguments les plus puissants pour la candidature de cet espace comme patrimoine mondial*[17] » (profil *Facebook* de Fausto Rosario, 7 novembre 2017).

Néanmoins, même si la reconstruction du bâti n'est pas réalisée de manière irrationnelle ou illogique, elle va à l'encontre d'un scénario de « reconstruire en mieux » (*build back better)*, en termes de robustesse physique face au risque, comme indiqué dans le rapport du plan détaillé de Chã das Caldeiras où il est écrit que les 85 nouvelles constructions référencées en octobre 2017 ont été réalisées sans respecter aucune mesure de réduction des risques (*Expressos das Ilhas* n°841, 14 janvier 2018). Au lieu de réaliser des constructions solides, bâties selon les normes parasismiques, les maisons sont construites dans la précipitation, souvent avec des matériaux de mauvaise qualité. Dans certains cas, des constructions gravement affectées par des coulées volcaniques ont été réoccupées, après que les habitants ont retiré la lave les remplissant à l'aide de pioches et de massues. Pour les techniciens canariens de « Gesplan », ces édifices présentent un risque accru de sinistre : en effet, ces maisons cumulent la mauvaise qualité des matériaux et le manque de contrôle des structures avec les dégâts causés par l'éruption (*Expressos das Ilhas* n°841, 14 janvier 2018).

L'investissement minimum de temps dans la construction des édifices s'explique notamment par la hâte des sinistrés à se réinstaller pour retrouver une stabilité résidentielle et économique, synonyme de sécurité. La pauvreté de l'investissement financier peut s'expliquer à la fois par le manque de ressources économiques disponibles, et par la crainte d'une nouvelle destruction de leurs biens, soit du fait d'une future éruption, soit du fait de l'État. En effet, la tolérance de l'État (son laisser-faire), peut prendre fin à n'importe quel moment, ce qui maintient les habitants dans une situation de précarité juridique, d'incertitude et de « pseudo-clandestinité ».

Au lieu de construire des bâtiments respectueux du paysage, des hôtels de grande taille ont été réalisés, dont certains sur plusieurs étages, ce qui est inadapté en contexte sismique. Le plus grand d'entre eux, celui de Marisa, doté d'une capacité de 35 couchages et d'un restaurant d'une capacité d'environ 100 couverts, a été construit directement sur la lave peu de temps après la fin de l'activité éruptive (cf. **figure**

[16] On rappelle que selon le rapport officiel, 208 hectares de terrains agricoles cultivés sur 848 hectares, soit 24,52% des cultures (Rapport PNDA, 2015).

[17] *« O processo de fixação e consolidação da população de Chã de Caldeiras é um dos maiores exemplos de interacção positiva e equilibrada com o meio ambiente e um dos mais poderosos argumentos para a candidatura do espaço a Património Mundial. »*

8.3). Or, en se refroidissant, la lave se contracte et se casse, ce qui d'après Bruno Faria entraîne une déformation du sol, créant des problèmes au niveau de la structure du bâtiment. Il ajoute : « *J'ai dit dès le début à Marisa d'attendre que les laves soient froides pour construire, car tous les tuyaux d'égout dans le sol sont en train de fondre, il y a encore les odeurs des gaz à l'intérieur* » (Bruno Faria, janvier 2016). En janvier 2017, dans le journal *Expressos das Ilhas*, Jorge Montezinho écrit qu'on ne peut toujours pas marcher pieds nus dans le restaurant, à cause de la chaleur, qui atteint 80°C à 15 centimètres seulement de profondeur (*Expressos das Ilhas* n°841, 14 janvier 2018).

Ce processus d'auto-construction rappelle celui qui a eu lieu dans des circonstances similaires suite à l'éruption de 1995. Pour les techniciens canariens de « Gesplan » qui ont réalisé le nouveau plan d'urbanisation, en raison du manque de régulation et de contrôle par les autorités, on assiste à la répétition des mêmes erreurs. Ceux-ci font allusion aux bâtiments partiellement enfouis, abandonnés, expliquant que « *le faible degré de résilience des typologies de construction et des matériaux utilisés après l'éruption précédente affecte actuellement l'environnement et le paysage* » (*Ibid.*).

L'absence de collecte des ordures ménagères génère également son lot de nuisances olfactives et visuelles sur l'environnement. Les déchets de toutes sortes envahissent les abords du village et débordent des poubelles (**photo 8.24**). Sur *Facebook*, Danilo Fontes se fait porte-parole du mécontentement général des habitants qui « *demandent à la mairie de Santa Catarina de créer des solutions durables pour Chã, qui constitue encore et toujours le haut lieu du tourisme à Fogo, recevant plus de visiteurs que n'importe quelle autre localité de l'île* » (profil Facebook *Dom Danillon*, décembre 2016).

Figure 8.24. Le problème des ordures à Chã das Caldeiras (Pedro Danilo Fontes, décembre 2016).

◆ Un changement de tactiques pour décourager les stratégies informelles de reconquête

❖ Une interdiction uniquement sur le papier

Les pouvoirs publics se sont tout d'abord opposés sur le papier[18] à la reconstruction du village et donc au retour des populations. Les orientations formelles en termes de contrôle de l'accès et de l'utilisation du territoire affecté ont mis du temps à se mettre en place, et ce positionnement théorique ne s'est accompagné d'aucune vraie mesure concrète, entraînant une absence de contrôle opérationnel des initiatives informelles de reconstruction. La réoccupation des maisons et leur remise en état, la création de nouveaux édifices, l'auto-reconstruction de routes par les communautés, l'ouverture de pensions touristiques et de nouveaux bars ou restaurants, n'ont abouti à aucune sanction des infractions observées.

Par exemple, Amarisa Lopes Pina (Marisa), explique qu'à son retour, quand elle a commencé à reconstruire, les autorités ont tout de suite eu vent de son projet. En effet, elle a aussitôt envoyé une lettre au gouvernement, à la mairie de Santa Catarina, à la Protection Civile, au Parc Naturel du Fogo et au Cabinet de Reconstruction de Fogo, mais « *aucun n'a répondu* » (cf. témoignage de Marisa cité dans *Expressos das Ilhas* n°841, 14 janvier 2018). En plus de cette lettre, des personnes rattachées à ces différentes institutions sont passées plusieurs fois devant le bâtiment en construction, sans chercher à évoquer le sujet avec elle. Finalement, la police est venue lui ordonner d'arrêter les travaux à un moment où elle avait déjà dépensé six mille *contos* (environ 54000 euros) en matériaux de construction et en main d'œuvre. Cet ordre ne s'est accompagné d'aucune mesure, et Marisa a repris les travaux. Ce n'est qu'en octobre 2015, une fois l'établissement ouvert, que la Mairie a de nouveau frappé à sa porte, cette fois-ci en demandant une licence d'exploitation. Marisa est l'une des rares personnes à avoir demandé une autorisation pour construire, et la plupart des personnes n'ont pas fait de demande, comme Camilo qui explique : « *Moi j'ai fait un funco, c'est pas une vraie maison, c'est rien. C'est juste un endroit pour se protéger du soleil, du vent, de la pluie* » - « *e um funco kem faze, é ka casa, é ka casa, é ka nada. Bo tem ke faze um luga pa bo ka fika na sol, na bento, la xuba* » (Camilo Montrond Fontes, novembre 2017). La police ne lui a pas ordonné d'arrêter les travaux, mais il explique que d'autres personnes ont été interpelées par la Police, en particulier à Portela.

Dans les faits, la politique a surtout consisté à précariser les sinistrés sans proposer de solutions de relogement viables. Il s'agit plus d'un désengagement de l'État, laissant les plus résilients se relever seuls sans apporter de solutions aux moins résilients, que d'une réelle entreprise d'éviction de la caldera assortie d'une politique de relogement efficace garantissant aux populations relogées des conditions d'existence durables.

❖ Tentative maladroite et tardive d'encadrer le processus d'urbanisation à Chã das Caldeiras

De manière générale, il semble que ni la menace volcanique ni l'interdiction étatique de reconstruire dans la caldera, toutes deux pourtant synonymes de précarité, n'aient pu empêcher les personnes de recommencer à investir à Chã, avec une intensification des constructions et de l'exploitation des ressources naturelles sans autorisation.

[18] Le détail des choix politiques adoptés avant les élections de 2016 est présenté en début de **chapitre 8.3**, mais les deux textes les plus importants sont (1) la résolution n°12/2015 du Conseil des ministres du 26 février 2015 qui interdit temporairement tout nouveau projet sur le territoire et (2) le projet de loi nº105/VIII/2016 approuvé en janvier 2016 par l'Assemblée Nationale capverdienne qui redéfinit le cadre juridique de l'utilisation du sol à Chã das Caldeiras, désignant l'État comme unique propriétaire des terres).

Bien que prévisibles, ces retours n'ont pas été encadrés ou pris en charge par les pouvoirs publics. Il ne faut pas pour autant en conclure que cette reconstruction informelle est perçue comme une pratique légitime par les autorités. Au contraire, elle suscite leur réprobation, ce qui permet à l'État de rejeter la faute de cette réinstallation chaotique et irraisonnée sur les habitants. Par exemple, dans le Bulletin officiel du 14 novembre 2017, il est écrit que « *cette situation annule les efforts fournis, va à l'encontre des mesures de la SNPC et compromet définitivement l'aménagement du territoire et d'autres initiatives comme l'actualisation et l'implantation du Plan de Gestion du PNF, l'inscription de la localité au Patrimoine Naturel et Culturel de l'UNESCO, et l'inclusion de l'île dans le réseau des Réserves Mondiales de la Biosphère* » (*Boletim Oficial* n°65, I série, 14 novembre 2017, p.1343).

L'année 2017 marque un important revirement des politiques institutionnelles en matière de gestion du territoire, le gouvernement affirmant son intention d'encadrer le processus de reconstruction à Chã das Caldeiras via un ensemble de mesures :

- En février, avec la résolution n°13/2017, le Conseil des ministres a approuvé le « *Renforcement des mesures de gestion intégrée du Parc Naturel de Fogo* » (*Boletim Oficial* n°9, I série, 24 février 2017)
- En mai, le gouvernement a décidé de procéder à la modification du projet de loi élaboré en janvier 2016 (n°105/VIII/2016) lors d'une réunion conjointe des commissions spécialisées sur les affaires constitutionnelles, les droits de l'homme, la sécurité et la réforme de l'État et l'aménagement du territoire (« *Comissão Especializada de Assuntos Jurídicos, Direitos Humanos e Comunicação Social* »). Ce changement, qui conditionne l'action du gouvernement à Chã das Caldeiras, consiste fondamentalement en l'amendement de l'article 4 de la loi n°105/VIII/2016, permettant la légalisation des logements existants et l'autorisation de nouvelles constructions dans la caldera de Fogo. Le nouveau document est plus précis concernant la concession de terrains à usage privatif et vise à introduire « *une certaine flexibilité en ce qui concerne les bâtiments résidentiels, tout en prenant les précautions qui s'imposent* » (cf. Projet de loi n°IX/2017, Conseil de Ministre du 18 mai 2017, disponible en **Annexe 8**). Selon Eunice Silva (ministre des Infrastructures, de l'Aménagement du Territoire et du Logement), cette mesure doit faciliter l'intervention du gouvernement dans le cadre du Plan Détaillé de Chã das Caldeiras – PDCC.
- En juin, avec la résolution gouvernementale n°75/2017, le Ministère des Infrastructures, de l'Aménagement du territoire et des habitations, a recruté l'entreprise publique canarienne « Gesplan », afin d'élaborer le Plan Détaillé de Chã das Caldeiras - PDCC (cf. *Boletim Oficial* n°40, 1ère série, 11 juin 2017).
- Toujours au mois de juin, avec l'ordonnance n°22/2017, le Ministère des Infrastructures, de l'Aménagement du Territoire et du Logement (MIOTH) a ratifié les « Mesures préventives pour l'élaboration du Plan Détaillé de Chã das Caldeiras » (*Boletim Oficial* nº 35, I Série, 22 juin 2017). L'adoption de ces mesures a été motivée par la nécessité de discipliner la construction dans la caldera : « *tout travail qui change la configuration du paysage d'origine réalisé en violation des mesures de prévention, bien que sous licence par la ville de Santa Catarina, peuvent être saisis ou démolis, ou le cas échéant, une restauration de la configuration initiale du terrain peut être exigée, sans indemnisation, les frais correspondants étant imputés aux contrevenants* » (cf. *Boletim Oficial* n°40, 1ère série, 11 juin 2017). Il est précisé que « *les titulaires devront obéir à un ensemble de typologies de logement qui protègent les intérêts socio-économiques, écologiques, environnementaux, paysagers et culturels de la localité* ». Il est également indiqué que ces mesures sont en vigueur pour une période de deux ans et peuvent être modifiées si nécessaire.
- En novembre 2017, avec la Résolution n°126/2017 qui vise à « *renforcer le système de surveillance des*

bâtiments et l'exploitation des ressources naturelles dans le Parc Naturel de Fogo, en vue de la création du Plan Détaillé de Chã das Caldeiras et du le plan de gestion pour l'ensemble de la zone protégée » (*Boletim Oficial* n°65, I série, 14 novembre 2017).

- Deux semaines plus tard, le 29 novembre, le Plan Détaillé de Chã das Caldeiras - PDCC – qui constitue l'aboutissement de ces mesures, était officiellement présenté lors d'une réunion effectuée au nouveau siège du Parc Naturel de Fogo, à Chã das Caldeiras.

Le plan vise à définir les conditions d'utilisation des terres, la localisation des zones urbanisées, la densité et le type de bâtiments. Il a pour objectif d'encadrer l'urbanisation de la zone dans laquelle se situent les agglomérations rurales de Portela et Bangaeira et les zones agricoles proches du noyau rural. Il est défini à partir de trois aspects fondamentaux :

- Premièrement, il doit prendre en compte une possible situation d'urgence volcanique et favoriser la sécurité des populations en cas d'éruption volcanique ;
- Deuxièmement, il doit permettre de revaloriser l'espace protégé à travers le contrôle de l'impact de l'urbanisation sur le paysage et l'environnement ;
- Troisièmement, il doit garantir l'amélioration des conditions de vie de la population et promouvoir les pratiques traditionnelles liées à l'agriculture.

La superficie de ce plan détaillé comprend un total de 60 hectares[19]. Celui-ci doit prendre en compte la réalité physique et territoriale qui s'est développée progressivement et spontanément après l'éruption de 2014-2015, en tenant compte des neuf objectifs (voir **Annexe 8**).

Le projet a été estimé à 1 027 268 euros (113 430 544 *escudos* capverdiens). Le modèle de planification vise à créer un noyau de population de faible densité à Bangaeira. Comme on peut le voir dans la **figure 8.25**, un modèle de maison censé être à la fois plus sûr et plus respectueux de l'environnement a été proposé afin de proposer une alternative aux maisons auto-construites, considérées comme un problème en termes de valorisation du territoire et de sécurité pour les habitants.
Ces constructions doivent en principe être mieux intégrées au paysage, utilisant des matériaux locaux tels que la pierre, en conformité avec la résolution gouvernementale n°75/2017 (cf. *Boletim Oficial* n°40, 1ère série, 11 juin 2017). De plus, ce modèle a été proposé en tenant compte des conditions familiales propres à Chã das Caldeiras. Par conséquent, il s'agit d'un modèle avec des capacités graduelles de croissance en fonction des besoins de chaque noyau familial. Enfin, construit avec des matériaux légers et perméables, il doit permettre de réguler la température de l'air circulant à travers lui, créant une ventilation naturelle des pièces.

[19] Les dimensions par rapport à la surface ont été établies conformément à l'article 117 du décret-loi n°43/2010 qui stipule que « la superficie maximale de chaque Plan Détaillé ne peut dépasser 60 hectares (Boletim Oficial nº 37, I Série, 27 septembre 2010).

Figure 8.25. Modèle typologique n°3 de maison, issu du Plan Détaillé de Chã das Caldeiras (novembre, 2017).

D'après les témoignages recueillis au lendemain de la cérémonie qui a permis de présenter le Plan Détaillé de Chã das Caldeiras à la population locale, la proposition est mal acceptée par les habitants. En présence des représentants des municipalités de Fogo, des institutions du gouvernement central et des associations communautaires de Chã das Caldeiras, les habitants de Chã ont exprimé leur désaccord pendant la réunion, ainsi que sur *Facebook* et via la presse locale.

Toutefois, alors que ce projet a été soumis à la consultation publique sur une période de deux mois à compter du 29 novembre, la participation des populations locales a été particulièrement faible (comme ce fut le cas concernant le plan d'urbanisation de 2014). Jusqu'au 17 janvier (soit un mois et deux semaines après le début du processus et 15 jours avant sa fin), il n'y avait que quatre contributions écrites, qui ne dépassaient pas 10 lignes de texte, alors que le document a été mis à la disposition des habitants dans sa version imprimée au siège du Parc Naturel de Fogo à Chã das Caldeiras (il est également consultable à la mairie de Santa Catarina do Fogo et au Ministère des Infrastructures, de la Planification Territoriale et du Logement – MIOTH à Praia, île de Santiago). Cette non-participation des habitants, qui peut être interprétée comme une forme de contestation, rappelle les résultats du **chapitre 6.3,** dans lequel on a vu que déjà avant l'éruption, les habitants étaient généralement peu nombreux à participer aux réunions ou aux consultations publiques, y compris au projet de maquette MIA-VITA et à ses suites.

Les rares personnes qui ont donné leur avis se sont toutes positionnées contre ce projet comme on peut le lire dans les quatre commentaires laissés par les habitants :

- « *Je n'ai pas une opinion positive sur ces constructions d'une nouvelle agglomération du plan détaillé de Chã das Caldeiras. Bangaeira est un lieu à haut risque, menacé par les coulées de lave. Nous voulons des maisons dans un lieu plus sûr : pourquoi ces maisons vont-elles être construites à Bangaeira et pas à Portela ! Le mieux serait de construire nos maisons hors de Chã et du danger. Nous resterons ici mais avec deux options, avoir une maison ici, de petite taille avec un investissement réduit, pour ne pas gaspiller l'argent dans une zone de haut risque, et avoir une maison en-dehors, pour qu'en cas d'éruption, on ait une maison pour vivre* » (17 janvier 2017).
- « *Chã das Caldeiras n'a pas besoin d'un plan détaillé mais il a besoin d'une autre forme d'aménagement. La nouvelle localité ne devrait pas être réalisée dans la caldera, étant donné les conséquences des 3 dernières éruptions : 51-95 et 2014. Elle devrait être réalisée en dehors de Chã das Caldeiras, dans une zone plus sûre avec moins de risque. Pendant la présentation du Plan, la population a refusé le nouveau plan d'urbanisation. Construire une nouvelle localité à Bangaeira est dangereux, si une nouvelle éruption a lieu, et les autorités*

devraient prendre en considération les paroles des habitants, pour éviter des problèmes futurs » (17 janvier 2017).

- « *Le local où doit être installé le système d'énergie coïncide avec mon terrain où je souhaite développer un projet touristique, avec la construction de funcos de 12 mètres de diamètre.» (*date non communiquée)
- Date non communiquée – *« Je ne suis pas d'accord avec les infrastructures de relogement proposées, Chã est une zone de haut risque, où beaucoup de gens ont déjà tout perdu. »*

Une lecture croisée de ces réclamations montre que le choix de construire dans la zone de contrebas est mal accepté. Ce désaccord fait écho à l'article scientifique de Richter *et al.* (2016), qui permet d'identifier les zones les plus exposées à d'éventuelles coulées de lave futures (**figure 8.X**). Les résultats de cette étude montrent que Portela et Bangaeira sont deux zones toujours soumises à un risque très élevé, y compris là où la lave est déjà passée (Ritcher *et al.*, 2016, p.1936). Selon ces auteurs, si une éruption venait à se produire à partir du *Pico Pequenho*, la probabilité que les zones correspondant aux villages de Portela et Bangaeira soient de nouveau touchées par des coulées de lave ne diminuerait pas (points 1 et 2 de la **figure 8.26**). Au contraire, cette probabilité a eu tendance à légèrement augmenter pour Bangaeira, ce qui donne raison aux habitants (point 1 de la **figure 8.26**). Par contre, les auteurs indiquent que la probabilité a diminué de 46% pour la zone de Dje de Lorna (point 3 de la **figure 8.26**), ce qui en ferait un site plus adéquat pour recréer une zone d'urbanisation. Les auteurs ont aussi mis en évidence la présence de plusieurs « îlots » avec un risque zéro (sur la carte, l'absence de couleur correspond à une probabilité zéro d'invasion) qui ne sont donc pas exposés aux coulées de lave, à savoir *Monte Beco* (à l'ouest du *Pico Pequenho*), ainsi que les zones sud-est, nord-est, et au nord du *Pico Pequenho.*

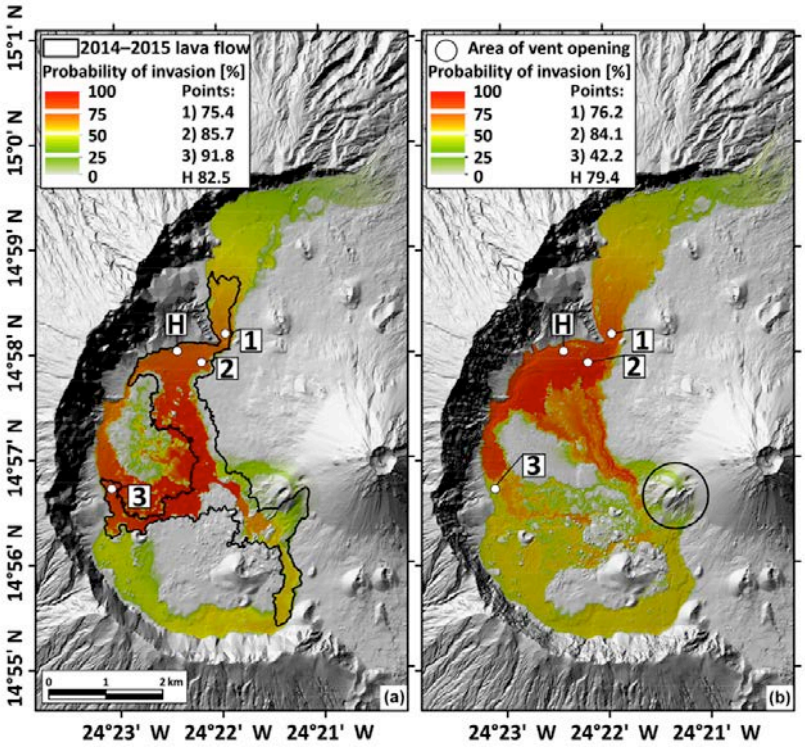


Figure 8.26. Cartes des menaces pré- (a) et post-éruptives (b) pour un scénario avec une éruption du Pico Pequenho. Les numéros 1, 2 et 3 correspondent aux emplacements des villages : (1) Bangaeira, (2) Portela, et (3) Dje de Lorna. La lettre "H" indique l'emplacement du nouvel hôtel de Marisa qui a été construit sur la coulée de lave 2014-2015 (source : Richter et al., 2016, p.1935).

De plus, le choix en matière de conception des maisons ne tient pas compte des recommandations de Jenkins *et al.* (2017). Ces derniers préconisent de revenir au style de

constructions traditionnelles, à savoir les *funcos,* afin de rendre les bâtiments plus résistants. En effet, d'après ces auteurs, les *funcos* sont particulièrement résistants aux coulées de lave, grâce à leur structure cylindrique et à leur mur de scories épais (environ 40 cm), qui les rendent très résistants aux pressions latérales, et peuvent également dévier la lave autour de leurs murs (Jenkins *et al*., 2017, p.15). Pour les maisons aux murs rectilignes, il est préconisé d'épaissir les murs pour qu'ils aient une épaisseur égale à ceux des *funcos*, et de créer des murs porteurs internes peu espacés, comme pour les barrages à contreforts (Jenkins *et al*., 2017, p.15). La question du coût des matériaux poserait alors problème : en effet, construire un bâtiment en pierre de lave revient plus cher que de construire un bâtiment en béton, et demande aussi plus d'efforts et/ou de mains-d'œuvre : « *il faut 5 camions de pierre minimum pour faire un funco, après il faut couper les pierres, certaines vont se casser, pour faire un beau mur, ça coûte cher* » (cf. entretien informel avec Camilo Montrond Fontes, novembre 2017.

Il y a un vrai paradoxe entre la rigidité des mesures encadrant ce plan et l'évolution du contexte local, où de nouvelles constructions informelles ne cessent d'être réalisées à la barbe des autorités, d'autant plus que l'implantation de ce projet est prévue sur plusieurs années et doit être achevé dans 10 ans. En effet, sa réalisation passe par de nombreuses étapes (rectification des lois en matière d'usage du sol, appel à projets, présentation et consultation publique, rectification du projet, approvisionnement, chantier, etc.). Or, au lieu de miser sur la flexibilité des objectifs du programme et de leur mise en œuvre, il est stipulé qu'au nom de la bonne réalisation de ce plan, seuls les bâtiments actuels peuvent être remis en état[20] et que sont interdites toutes les nouvelles constructions (cf. ordonnance n°22/2017, *Boletim Oficial* nº 35, I Série, 22 juin 2017). Si le plan détaillé, au lieu d'être un facteur qui favorise le processus de résilience, l'entrave, c'est en partie pour des raisons de temporalité. La temporalité du projet institutionnel est totalement incompatible avec celle des populations locales. Elle apparaît comme vide de sens pour un habitant de Chã qui a perdu sa maison dans l'éruption, et dont l'enjeu principal est de retrouver au plus vite un logement lui permettant de vivre dignement. En outre, étant donné le rythme intense des constructions dans le village, il est clair que l'utilisation du sol aura évolué d'ici quelques mois, remettant en cause la méthodologie peu flexible du programme de reconstruction.

Alors que tout a déjà été reconstruit, que la dynamique de reconstruction par la population de Cha est déjà largement avancée, ces mesures arrivent « trop tard », porteuses de règles créées à postériori, une fois que le village a déjà été en grande partie reconstruit. Au lieu de valider ce qui a été fait et de repartir de l'existant, le plan propose de tout remettre en cause. En effet, dans la précipitation de vouloir reprendre le dessus sur la situation, l'écriture du projet s'est faite dans l'urgence : il n'y a eu que 5 mois entre la résolution gouvernementale de recruter « Gesplan » pour élaborer le Plan Détaillé de Chã das Caldeiras et la présentation officielle du projet en novembre 2017. Il n'y a pas eu de conception partagée de cet aménagement, les habitants n'ayant pas été consultés en amont de l'écriture, alors même que leurs savoirs et leur connaissance du contexte auraient pu permettre d'anticiper certaines erreurs.

[20] Et ce uniquement dans la mesure où ces travaux respectent les paramètres autorisés par le PNF et la mairie de Santa Catarina.

Ainsi, la phase post-catastrophe révèle une résilience inégalitaire et une vulnérabilité socio-économique aggravée de la majorité des sinistrés. Les tentatives d'éloignement des populations locales de Chã das Caldeiras, proposées dans le rapport officiel – PNDA (2015), se sont avérées inefficaces. Cette approche aléa-centrée sous-estimait le processus informel et bien établi historiquement de reconquête post-éruptive à Fogo. Ces échecs à répétition des initiatives nationales de délocalisation des populations locales ont démontré que les modèles importés (universels) ne fonctionnent pas. Il en est visiblement de même du récent projet standardisé du plan Détaillé de Chã das Caldeiras, qui ignore les particularités et les demandes locales en matière d'aménagement du territoire. Ainsi, les stratégies politiques de reconstruction post-catastrophe adoptées après l'éruption de Fogo, ont tendance à aborder les symptômes plutôt qu'à traiter les causes profondes, renforçant les tensions et les conflits entre autorités et populations locales.

Ces conflits se sont matérialisés par un jeu politique de promesses avortées, contournement, et ballotements électoraux qui semblent cristalliser de la part des institutions, la même convoitise autour du territoire de la caldera.

8.3. De la politique de relogement à l'autorisation de remonter, quelles stratégies politiques sous-jacentes ?

Le discours défendu par l'État capverdien sous-tend que des opportunités et des fenêtres d'amélioration peuvent être créées par la catastrophe, non seulement pour les zones touchées, mais aussi pour l'ensemble de l'île de Fogo. La référence au concept de résilience apparaît clairement. Si on reprend la typologie du DFID *Resilience framework*, la stratégie d'action institutionnelle post-catastrophe du gouvernement capverdien correspond au quatrième cas de figure décrit au lendemain d'une catastrophe, à savoir retourner à une situation antérieure améliorée (*bounce back better*)[21]. Il est ainsi précisé que « *bien que l'éruption ait révélé certaines vulnérabilités, la stratégie de récupération offre l'opportunité de s'attaquer à celles-ci en adoptant comme principe directeur une meilleure approche de reconstruction. Cela permettra d'accroître la résilience globale de la population touchée et de promouvoir le développement durable. La stratégie de récupération doit répondre aux besoins liés à l'accès aux services publics tels que la santé et l'éducation et l'amélioration des conditions de vie des communautés affectées, non seulement par la reprise des activités agricoles existantes, mais aussi par la diversification des capacités de production de revenus familiaux, offrant des alternatives durables et l'expansion des opportunités liées au tourisme. La stratégie devrait également protéger leurs moyens de subsistance en renforçant les capacités nationales et locales en matière de gestion des risques de catastrophe et de gestion de l'environnement* » (PNDA, 2015, p.17).

Il s'agit maintenant d'analyser les faiblesses institutionnelles et le contexte politique particulier de l'après-crise (élection législative de 2016), afin de déterminer quels ont été les principaux obstacles politiques au processus de reconstruction post-catastrophe, qui expliquent pourquoi la réalité des actions étatiques est si éloignée de ce qui avait été annoncé dans le PNDA. Trois temps d'analyse se dégagent :

- Dans un premier temps, les différentes logiques qui ont motivé le choix politique de reloger les habitants en dehors de Chã et d'interdire la reconstruction dans la caldera sont analysées ;
- Ensuite, le contexte politique particulier des élections législatives de 2016 est examiné, et la réalité des stratégies politiques mises en place par le parti au pouvoir est expliquée (réalisation concrète des projets annoncés lors de la campagne) ;
- Enfin, le dernier temps de l'analyse révèle que la mise en œuvre d'une politique de reconstruction efficace est improbable, compte tenu des idéologies sous-jacentes et des intérêts économiques qui sous-tendent les politiques de réduction des risques, de développement et d'aménagement du territoire mises en place.

[21] Les autres niveaux étant 1 - péricliter (*collapse*), 2 - se relever de la crise mais en pire (*recover worse than before*) et 3 - retourner à la situation antérieure (*bounce back*).

8.3.1. Analyse critique des choix politiques adoptés avant les élections de 2016

Dans les mois ayant suivi l'éruption de 2014-2015, l'île de Fogo est devenue un vaste laboratoire où toute une série de partenaires internationaux (Nations Unies, FAO, UNICEF, Banque Mondiale, Union Européenne, GFDRR, etc.) est venue apporter un soutien technique et financier au gouvernement capverdien afin d'expérimenter différentes « recettes » de reconstruction post-catastrophe. La délocalisation des populations et la construction d'une nouvelle localité en dehors de la caldera font partie des principaux objectifs de la construction et de la réforme de l'État.

- **Une stratégie de délocalisation amnésique du passé et toujours inadaptée à la réalité**

  - Chã das Caldeiras : un territoire trop dangereux pour y laisser vivre les gens ?

Au lendemain de l'éruption, deux types de réaction politique étaient envisageables : soit laisser les populations locales revenir et les aider à se relever et à reconstruire un village plus sûr dans la caldera ; soit les déplacer pour les éloigner de la source de danger, comme ce fut le cas suite à l'éruption de 1995. C'est cette seconde option qui a été retenue. Il a fallu attendre plusieurs mois avant que les mesures légales soient adoptées, avec une procédure en plusieurs étapes :

- Dans les semaines suivant la fin de l'éruption de 2014-2015, à travers la résolution n°12/2015 du Conseil des ministres du 26 février 2015, le gouvernement capverdien a déclaré une situation de calamité publique à l'échelle de la municipalité de Santa Catarina do Fogo, pour une période d'un an à partir du 26 novembre 2014 (*Boletim Oficial* nº15, I Série, 26 février 2015). Par conséquent, la zone de Chã das Caldeiras a été interdite aux travaux d'édifices ou de constructions civiles, de reconstruction, d'altération ou de réparation des édifices existants affectés ou non par l'éruption. D'après cette résolution officielle, l'Institut National de la Gestion du Territoire - *Instituto Nacional de Gestão do Território* (INGT) disposait alors d'un délai maximum de 120 jours pour proposer au gouvernement un projet de régulation pour l'usage et l'occupation du sol à Chã das Caldeiras.
- En ce qui concerne les visiteurs et les activités sportives de plein air (randonnée, escalade), c'est seulement le 27 mai 2015 que le gouvernement (par l'intermédiaire du Service National de Protection Civile) a fourni des lignes directrices sur les restrictions d'accès au site. En effet, il a finalement été décidé d'interdire formellement l'accès aux zones situées à plus de 500 mètres de la base du Pico do Fogo après qu'une énorme chute de roches ait eu lieu et que le risque de glissement de terrain ait été considéré comme élevé.
- Deux jours plus tard, dans un communiqué de presse du 29 mai 2015, le Conseil des ministres a officiellement interdit toute construction à des fins de logement, mais a exempté des bâtiments pour des activités économiques, indiquant que seules les petites infrastructures touristiques seraient autorisées à Chã das Caldeiras. Cependant, des directives claires sur ce que l'on entend par « petite taille » n'avaient pas été données, pas plus que les exigences et les normes de reconstruction. Ces questions devaient être clarifiées avec l'approbation formelle et la publication d'un décret, qui devait fournir des directives claires en matière de normes de reconstruction (PNDA p.45).
- En novembre 2015, la proposition de loi a été approuvée par une commission spéciale (« *Comissão Especializada de Assuntos Jurídicos, Direitos Humanos e Comunicação Social* »). Celle-ci à permis de définir le nouveau cadre juridique de l'utilisation du sol à Chã das Caldeiras, désignant l'État comme unique propriétaire des terres. Elle stipulait également que les individus pouvaient

acquérir des droits d'utilisation privée de la terre via une licence ou une concession accordée de façon temporaire. Ce document interdisait la création d'activités industrielles, touristiques, de services, de loisirs urbains sur ce territoire, ainsi que la construction de nouveaux logements, mais aussi d'infrastructures techniques ou publiques. Néanmoins, cette nouvelle loi possédait des zones d'ombre, car elle autorisait « *les constructions privées pour soutenir les activités agricoles, pastorales ou liées au tourisme, y compris les hôtels et les restaurants en milieu rural, comportant des bâtiments facilement amovibles* ».

- Ce projet de loi nº105/VIII/2016 a été approuvé en janvier 2016 par l'Assemblée Nationale capverdienne (*Boletim Oficial* nº4, I Série, 19 janvier 2016)

En faisant primer l'éloignement de la source de danger au détriment des logiques socio-économiques, et en ignorant la tradition de recolonisation post-éruptive à Fogo, cette nouvelle éviction rappelle en tous points celle de 1995, et montre bien que la gestion du risque volcanique au Cap-Vert demeure orientée vers la recherche de solutions technocratiques et aléa-centrées. De plus, cette éviction couvre uniquement l'espace de la caldera, or, cette limite géographique est contestable. En effet, les éruptions historiques du volcan de Fogo n'ont pas eu lieu uniquement dans la caldera et il suffit d'ailleurs de remonter à l'avant-dernière (1951) pour s'en rendre compte, avec des coulées de lave qui ont dévalé les flancs ouest de l'île. Se baser sur les deux éruptions antérieures pour délimiter un périmètre d'éviction définitive apparaît donc arbitraire.

Ce choix politique s'explique par la volonté de réduire l'exposition des habitants et de leurs biens, et le refus implicite d'investir dans des infrastructures publiques et de développer ce territoire autrement que par l'agriculture, l'élevage et le tourisme.

Le contexte politique et social aide à comprendre cette mesure. Ne pas reloger les gens en dehors de la caldera était politiquement, symboliquement et concrètement indéfendable. Tout d'abord, face à la gravité de la crise volcanique de 2014-2015 et l'ampleur des dégâts constatés, Chã das Caldeiras a été, ou plutôt est redevenue (temporairement), le support d'enjeux anciens qui répondent à une représentation non moins ancienne de la caldera comme espace à risque[22]. Exalté par le « choc » provoqué par l'éruption, un certain consensus régnait au niveau national et local, jugeant que Chã das Caldeiras était impropre à l'occupation humaine. Ce consensus a été largement construit par la représentation médiatique chargée d'émotion. Cette vision tragique de la crise donnée par les médias a sans doute conditionné le choix du gouvernement, dans la mesure où « *les pratiques médiatiques sont des contraintes pour l'action publique, car le monde construit à travers les médias rend possibles certaines interventions mais pas d'autres* » (Fallon & Joris, 2009). Cette orientation a également été influencée par le discours scientifique dominant, comme par exemple le géographe capverdien Carlos de Pina[23], qui affirmait : « *Chã das Caldeiras ne doit plus être une zone habitée de manière permanente, et on ne doit, sous aucun prétexte, permettre des constructions à caractère définitif s'agissant d'une zone non-ædificandi (…) et que le gouvernement devait avoir la "main ferme" »* (journal en ligne *A Nação*, [en ligne], 03 mars 2015).

Pourtant plus proches des réalités locales, la plupart des acteurs au niveau insulaire, ont applaudi cette décision. À l'unisson avec le Centre de Stratégies Politiques du gouvernement et le Service National de Protection Civile, le maire Aquileo Amado, interviewé pendant l'éruption, a par exemple déclaré : « *Sur le*

[22] Cette réflexion fait écho à l'analyse d'Alexis Sierra sur les *quebradas* de Quito (Sierra, 2000), historiquement construit comme des espaces à risque.
[23] Spécialiste de Fogo, chargé d'animer la discussion intitulée « Nouvelle localité de relogement » pendant le Forum pour la Reconstruction de Fogo du 02 et 03 mars 2015.

principe, Chã ne va plus être une zone d'habitations familiales. Ça va être une zone de travail. Il n'y a plus d'espace pour les habitations. Mais Chã existe toujours. Il y a beaucoup de zones agricoles. On a des vignes, d'autres types de plantes méditerranéennes. Des haricots. Donc pour nous, et sûrement pour d'autres personnes, Chã va continuer pour le travail » (*Fogo na Boca*, 30:54:15 31:23:10).

- ❖ Quelques voix étouffées d'acteurs externes s'élèvent contre le projet de relogement hors caldera

Tant les membres du gouvernement que les acteurs institutionnels locaux admettent aujourd'hui leur défaite à vouloir déplacer les habitants en dehors de la caldera. Ainsi, Eurice Silva, le ministre capverdien des Infrastructures et de l'Aménagement, explique que « *depuis le début, la loi dit qu'on ne peut pas construire, mais l'histoire est claire : à chaque fois, les gens reviennent* » (cf. extrait de l'interview d'Eurice Silva, 31 octobre 2017, RTC).

Pourtant, jusqu'à très récemment, les acteurs institutionnels étaient peu nombreux à défendre ce point de vue. L'un des plus ardents détracteurs des stratégies mises en place par le gouvernement capverdien, Alexandre Nevsky, a depuis le début fait part de ses doutes concernant les réponses institutionnelles mises en place pour répondre à la crise et à la post-crise éruptive (cf. **chapitre 7.2.2**). Il souligne le fossé qui existe entre les priorités gouvernementales et celles des bénéficiaires, ainsi que les effets pervers des mesures adoptées, qui renforcent le conflit entre autorités et populations locales : *« Politiquement et économiquement, c'est plus simple d'évacuer les gens, de dire qu'on veut les protéger en les relogeant ailleurs. Mais c'est une illusion du gouvernement de penser que les gens peuvent ne pas vivre à Chã. Si la température augmente au Cap-Vert, la solution c'est que tout le monde immigre ou qu'on essaye de s'adapter à cette nouvelle condition ? »* (cf. entretien avec Alexandre Nevsky, directeur du PNF, mars 2016). Il décrit le scénario suivant : *« Une personne qui va travailler, qui construit un abri pour ses outils va finir par y dormir, puis sa femme ou son mari va la rejoindre. Puis les enfants. Interdire aux individus de vivre à Chã peut donc sembler la solution la plus simple, mais ce n'est pas la bonne »* (cf. entretien avec Alexandre Nevsky, directeur du PNF, mars 2016).

La capacité des acteurs institutionnels à susciter des changements positifs en expulsant les populations locales de leur territoire de vie est également remise en question par les experts scientifiques présents lors de la conférence internationale « *Erupção do Fogo 2014-2015* » à Praia (novembre 2015). Ils sont plusieurs à prendre la parole :

- Selon António Avelino Batista Vieira, géographe portugais de l'Université de Minho « *il ne faut peut-être pas chasser les populations de Chã mais trouver des solutions pour qu'ils puissent revenir s'installer de façon plus sûre* » (cf. déclaration publique d'António Avelino Batista Vieira, 24 novembre 2015).
- Maria de Lourdes Gonçalves, de l'Université UNICV, est sans équivoque à ce sujet : *« les décisions du gouvernement ne sont pas adaptées, la preuve c'est que les gens sont déjà en train de revenir. Il faudrait aller dans le sens de permettre le retour des habitants à Chã. Si on se sert de cette éruption comme exemple, les conséquences socio-économiques pour la prochaine éruption seront plus faible*s ».
- Le gouvernement capverdien n'est pas épargné par ce type d'appréciation. Présent lors de la conférence, Alexandre Nevsky intervient pour dévoiler une hypocrisie trop souvent minimisée : « *La population doit être un partenaire et pas un problème. Sa présence dans le Parc Naturel est un atout important pour le PNF. Il faudrait que la communauté scientifique nous aide à faire en sorte que la population continue à vivre là tout en réduisant le risque. Pour nous ça n'a pas de sens de protéger la nature si les gens qui en ont besoin ne peuvent pas en bénéficier, mais uniquement les visiteurs* » (cf. déclaration publique d'Alexandre Nevsky, 24 novembre 2015). En privé, il ajoute *« L'intérêt pour le PNF, c'est que les gens restent à Chã. Aucune chance pour qu'ils ne reviennent pas, tout ce que l'État est en train de faire, c'est*

d'augmenter les conflits. Depuis le début de l'éruption, il ne prend que de mauvaises décisions ».

- Sonia Silva, géologue (Université UNICV) et dont le discours est habituellement largement sécuritaire et aléa-centré, suggère néanmoins de « *faire des propositions de constructions adaptées mais pas de grosses constructions, et d'utiliser des pierres basaltiques et pas du béton ».*

La conséquence de cette prise de position d'Alexandre Nevsky et des autres employés du PNF, opposée au point de vue dominant du gouvernement (et de celui du directeur de l'environnement et supérieur hiérarchique d'Alexandre Nevsky, Moises Borges), a été l'évincement du PNF à la table des négociations et des réunions sur la gestion du territoire. Alors que le PNF était en tension avec les populations locales avant la crise, une connivence nouvelle, entre exclus du pouvoir, semble s'être établie, le PNF devenant un allié des habitants de Chã dont il défend les préoccupations. Néanmoins, comme l'explique le directeur, « *notre positionnement n'a pas été pris pour rester amis avec la communauté, nous avions plus d'intérêts à collaborer avec le gouvernement, qui nous procure nos salaires et les financements. Or aujourd'hui, le gouvernement est fâché contre nous. Ce n'est pas intentionnel, c'est notre forme de travail qui est comme ça* » (cf. entretien avec Alexandre Nevsky, novembre 2015). Un véritable glissement de pouvoir a eu lieu, l'autorité du Parc Naturel sur la gestion du territoire de la caldera devenant secondaire par rapport à celle du Cabinet de gestion de Crise (*Gabinete de Crise*) en lien avec le SNPC (Service de Protection Civile capverdien) puis celle du Cabinet de Reconstruction (*Gabinete de Reconstrução do Fogo - GRF)*, créée par le Conseil des ministres suite à la résolution n°13/2015 du 26 février 2015 (*Boletim Oficial* nº15 I Série, 26 février 2015) afin de remplacer le « Cabinet de Gestion de Crise »). Malgré ces efforts scientifiques et de quelques acteurs institutionnels qui cherchent à faire reconnaître le caractère incontournable du retour à la caldera et de la nécessité de l'encadrer, les revendications n'ont été que faiblement entendues dans ce premier temps.

◆ Un projet de nouvelle agglomération fantasmé et imposé

❖ Une fausse consultation publique sur le choix du lieu de relocalisation

Pour pallier l'interdiction de construction à Chã das Caldeiras, l'État capverdien s'est engagé financièrement à reloger les personnes en situation de déséquilibre socio-économique dans un nouveau centre urbain en dehors de la caldera. En parallèle de ce projet visant à créer une nouvelle agglomération de relogement à Achada Furna, le gouvernement s'était engagé à réhabiliter les 110 maisons construites à la suite de l'éruption volcanique de 1995, pour un montant approximatif de 90 à 100 milles *contos*, soit un budget compris entre 814 000 et 905 000 euros. Conformément aux directives internationales de protection des hommes face aux risques dits « naturels » (*Sendai Framework of Action, etc.*) qui mettent au cœur des stratégies de gestion des risques la question du respect et de l'intégration des protocoles communautaires et citoyens, les autorités ont mis en place un processus censé permettre aux sinistrés de participer aux décisions concernant leur futur en termes d'installation et d'activités économiques. À ce sujet, le Président de la Protection Civile affirme que « *les décisions sont et doivent être prises avec les victimes, car il faut savoir s'il y a divergence pour arriver à un accord* » (cf. entretien avec Arlindo Lima, novembre 2015). Cette attitude mérite d'être soulignée, car d'après Oliver-Smith, consulter les populations locales sur la relocalisation, avant de commencer la planification et la conception du projet est très rare, voire inexistant, jusqu'à très récemment, et seulement dans des cas isolés (Oliver-Smith, 2010, p. 29).

Dans notre cas d'étude, malgré une volonté apparente d'intégrer les populations locales dans la prise de décision, le dispositif officiel de redressement post-catastrophe fournit un exemple concret dans lequel la gestion participative du risque volcanique apparaît comme une illusion. En dépit du discours

institutionnel pro-participatif et des enquêtes en principe réalisées afin d'évaluer les besoins des habitants, plusieurs points permettent de remettre en cause le bien-fondé de cette démarche.

Premièrement, le questionnaire qui a servi de base pour décider de l'emplacement du nouveau village n'a pas réellement servi à évaluer les besoins des sinistrés, mais davantage à produire de la fausse information. En effet, à la question fermée: « où souhaitez-vous habiter ? », les habitants n'étaient pas autorisés à répondre « Chã das Caldeiras », ce qui a entièrement faussé les résultats. Cette contrainte volontaire n'est pas neutre, mais révélatrice de l'objectif politique d'écarter les habitants des zones considérées comme dangereuses, participant à un système politique de mise en défens de la caldera, au détriment des considérations socio-économiques locales. La campagne de questionnaires réalisée par la chercheuse entre décembre 2014 et janvier 2015 auprès d'un échantillon de 128 habitants de Chã das Caldeiras vient démentir ce sondage réalisé par le gouvernement capverdien. En posant la question ouverte « Où souhaitez-vous vivre après l'éruption ? » aux enquêtés, 45% d'entre eux ont opté pour Chã das Caldeiras (**figure 8.27**). De plus, le questionnaire a été réalisé pendant l'éruption, à un moment où la peur du volcan et la douleur de la perte des maisons ensevelies étaient encore à leurs paroxysmes. Autrement dit, si l'enquête avait été effectuée après la fin de l'éruption (ne serait-ce que quelques mois plus tard), le nombre de personnes affirmant vouloir retourner vivre à Chã aurait été certainement encore plus important.

Deuxièmement, un Forum de Reconstruction de Fogo (*Fórum de Reconstrução do Fogo*) a été organisé du 2 au 3 mars 2015, réunissant des acteurs officiels mais aussi des membres de la société civile, y compris la population concernée afin de permettre à tous de participer à la définition des politiques de reconstruction post-catastrophe. D'après le premier ministre José Maria Neves (PAICV), le forum a tenu ses objectifs en permettant de définir les lignes d'orientation pour la récupération des zones affectées par l'éruption ainsi que le plan d'action de développement socio-économique de l'île à court et moyen terme (*A Semana*, 04 mars 2015). Pourtant, le forum n'a pas permis d'aboutir à un consensus commun entre les parties en présence concernant la gestion du territoire de Chã das Caldeiras. L'emplacement d'une nouvelle localité pour les personnes déplacées n'a pas non plus été identifié. D'autres points sont restés en suspens et n'ont pas été résolus, comme la question de l'indemnisation des victimes, la construction d'une cave viticole pour permettre au secteur viticole de se relever. Dans une interview pour un article du journal en ligne terra Nova, Danilo Fontes expliquait que l'échec de ce forum a été de nature politique, des spécialistes de Fogo n'ayant pas été invités à cause de leur appartenance politique (cf. Terra Nova, 21 novembre 2017).

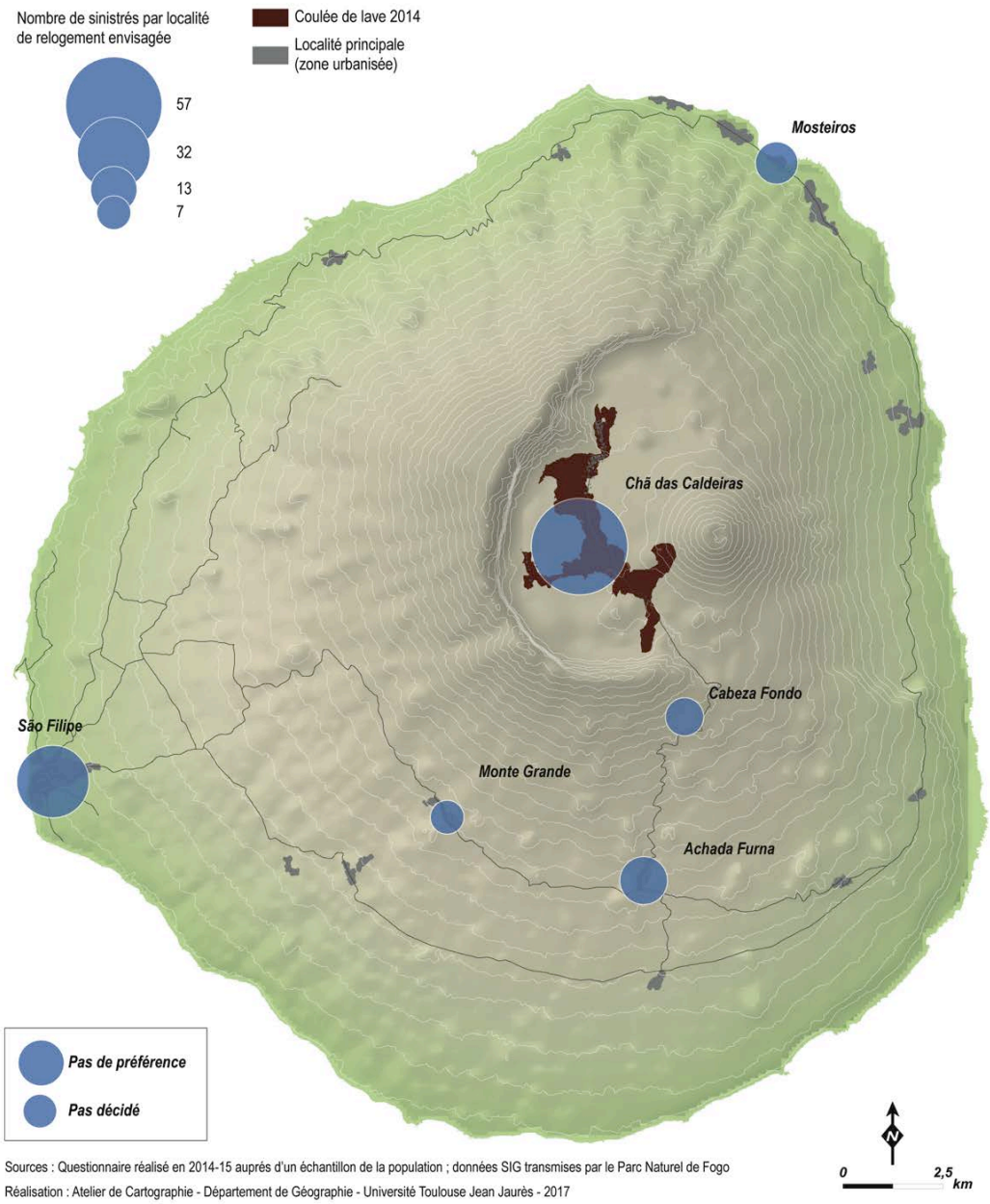


Figure 8.27. Les choix d'emplacement du futur village par les sinistrés de l'éruption de 2014-2015 (source : F. Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 personnes, soit 13,27 % de la population totale).

❖ Une nouvelle agglomération qui occulte les contraintes de mobilité

Il a fallu attendre la fin mai 2015 pour que le gouvernement annonce officiellement que la nouvelle agglomération de relogement de la communauté de Chã das Caldeiras devait être implantée dans la ville d'Achada Furna[24], dans la municipalité de Santa Catarina, où se trouve 40 des maisons de relogement construites en 1995 (cf. réunion du Conseil des ministres du jeudi 28 mai 2015 ; *A Semana*, [en ligne], 30 mai 2015). La localisation en dehors de la zone à risque sensible aux aléas naturels, les meilleures conditions des équipements sociaux et des infrastructures publiques ont été les principales raisons à l'origine de ce choix. Ainsi, dans le Rapport officiel, il est écrit « *que la réinstallation de la population de Chã*

[24] D'après le PNDA, cette décision a été basée sur une étude réalisée par l'Institut National de Gestion du Territoire, chargé de réaliser une série d'enquêtes et d'études pour localiser la zone la mieux adaptée à l'installation des populations déplacées, en tenant compte des facteurs juridiques, environnementaux, économiques et sociaux.

dans une autre localité dotée de meilleures installations peut réellement avoir des conséquences positives en améliorant l'accès aux services de santé et d'éducation. En effet, ces services étaient insuffisants pour répondre aux demandes à Chã. De la même manière, pour le logement, la fourniture de résidences proposant de meilleures conditions bénéficiera certainement à la population affectée » (PNDA, p.16).

En théorie, cette tentative du gouvernement capverdien de reloger les personnes hors de la caldera, même si elle transformait la relation séculaire des habitants à leur territoire, avait pour objectif de cadrer avec les priorités locales, dans la mesure où elle proposait de mettre en place des solutions de relogement viables. Il a été indiqué qu'à Achada Furna, la population de Chã disposerait de terrains pour construire et agrandir les zones de cultures viticoles, à moindre coût. La distance par rapport à la caldera a également été citée comme l'un des principaux facteurs pris en compte. Achada Furna n'est en effet situé qu'à une quinzaine de kilomètres de Chã das Caldeiras. Il a donc été estimé que cette distance n'empêchait pas de continuer le travail agricole dans la caldera, d'autant plus qu'un système de transport durable communautaire et partagé devait être mis en place pour les travailleurs (PNDA, p.62-63). Toutefois, dans les faits, la relocalisation ne s'est ni accompagnée des conditions adéquates de transport permettant aux sinistrés de vivre ailleurs tout en travaillant à Chã, ni de moyens de subsistance alternatifs dans les villages de relogement. En l'absence de solution effective de transport, cette relocalisation représente un frein considérable pour la majorité des habitants qui n'ont d'autre solution économique que de continuer à pratiquer leur agriculture à Chã das Caldeiras, dans un contexte de faible motorisation et d'absence de transport public subventionné, aggravant la pénibilité du travail.

Le premier ministre capverdien a déclaré que les bénéficiaires auront à signer un contrat dans lequel ils s'engageaient à utiliser quotidiennement ces maisons (cf. déclaration à la suite du « Forum de Reconstruction de Fogo » du 02 et 03 mars 2015 déjà évoqué ci-dessus). Cette annonce faisait directement référence aux maisons de relogement construites par le gouvernement suite à la précédente éruption, dont on a vu qu'elles avaient pour la plupart été désertées ou laissées à l'abandon par les habitants (cf. chapitre 6). En effet, en interrogeant les sinistrés pendant l'éruption, même s'ils disent souhaiter avoir une maison construite en dehors de la caldera, cela ne signifie pas qu'ils soient disposés à abandonner tout projet de revenir vivre à Chã. L'idée est davantage de cumuler ces deux habitations, comme Cecilio Montrond : « *Moi je ne veux pas d'une maison à Brandon ou à Somada. Ça je ne veux pas. Ma maison je veux qu'elle soit à côté de mon champ. Le gouvernement va faire ma maison en dehors de Chã. Et moi je vais habiter dans Chã* » (cf. *Fogo na Boca*, 32:03:20 à 32:16:09). Dans cette logique, on comprend mieux le nombre important de personnes ayant indiqué vouloir vivre à São Filipe (**figure 8.27**). En effet, São Filipe est éloigné de la caldera, mais il est très pratique d'avoir une maison en ville pour vendre les produits agricoles ou inscrire les enfants au collège-lycée.

Le gouvernement pose comme hypothèse le relogement de la population à Achada Furna, comme une opportunité socio-économique. Dans cette logique, « *la reconstruction fait l'objet du fantasme de la « table rase » (...) permettant ainsi aux sociétés de tout recommencer pour devenir plus résistantes aux risques, plus justes et équitables d'un point de vue social et politique, plus attractives et plus productives d'un point de vue territorial et économique* » (Moatty, 2015, p.255). Il apparaît incompréhensible pour les autorités, que les habitants préfèrent rester vivre dans la caldera, près des champs, plutôt que d'être relogés dans un lieu « sûr » où une maison est offerte, à proximité relative de la caldera. Étant donné que ces derniers perçoivent l'action de relogement qu'ils mettent en œuvre comme une forme d'opportunité, il paraît donc logique qu'ils aient des difficultés à envisager une forme de réticence de la part des bénéficiaires. Pourtant, même s'ils mettent en avant cette opportunité économique, force est de constater que la situation économique des relogés, en particulier à Monte Grande, génère une extrême précarité : coupure des habitants par rapport au tissu

économique, impossibilité de reconstruire leurs moyens d'existence en accédant à des emplois en lien avec l'agriculture (absence de terre cultivable), le tourisme (aucun flux touristique) et le commerce. Cette décision du relogement apparaît donc abusive et contraire aux droits de l'Homme. En effet, au regard des directives de l'IASC (2011), la directive D.2.4 impose que l'interdiction de retour soit envisagée uniquement si les personnes affectées ont la possibilité de s'établir ailleurs, à condition que les sites de relogement donnent accès, entre autres, à « *des moyens d'existence et à des emplois et à des marchés* » (IASC, 2011, p.50).

8.3.2. Le sort de Chã das Caldeiras au cœur de la campagne électorale de 2016

Comprendre les revirements et les lenteurs administratives en matière de gestion post-catastrophe nécessite de revenir sur un moment décisif au niveau des choix politiques adoptés : l'élection législative du dimanche 20 mars 2016. En effet, le thème de l'éruption volcanique de Fogo a constitué un enjeu politique majeur lors de ces élections. Il s'agit ici de montrer les incidences politiques majeures de l'éruption de Fogo de 2014-2015 sur les jeux de pouvoir de l'épisode post-catastrophe, au centre des polémiques dans un contexte de campagne électorale. Les élections législatives (mars 2016) puis municipales (septembre 2016) ont en effet donné lieu à des affrontements entre les deux grands partis politiques capverdiens, avec d'un côté le PAICV (*Partido Africano da Independência de Cabo Verde,* membre de l'Internationale Socialiste), le parti au pouvoir ; et de l'autre, le MpD (*Movimento para a Democracia,* parti libéral). Au cœur de cette joute électorale, Chã das Caldeiras a été le cheval de Troie qui a mené l'opposition à la victoire.

- **Chã das Caldeiras, thème central de la stratégie électorale de l'opposition aux législatives de 2016**

Avec les élections législatives à l'horizon, l'image du parti politique au pouvoir (PAICV) était en jeu. Les décisions adoptées ont répondu à la triple obligation (1) d'incarner la protection de la nation et des citoyens ; (2) d'affirmer son autorité sur l'ensemble du territoire national ; (3) de restaurer une légitimité écornée par la crise, entachée par de nombreux scandales (absence d'alerte précoce malgré des signes précurseurs, détournement de l'Aide aux sinistrés, utilisation de la force contre les habitants, etc.).

Cette position autoritariste du PAICV n'a pas échappé à Ulisses Correia e Silva, le *leader* de l'opposition au parti MpD, qui a résolument axé sa campagne sur la défense des intérêts des victimes de l'éruption de 2014-2015 et plus généralement, sur la lutte contre le détournement. Il remporte les élections avec près de 54% des voix, devenant premier ministre du Cap-Vert. L'éruption lui a fourni l'occasion parfaite de se démarquer du premier ministre alors en fonction, notamment en contestant les propositions gouvernementales en matière de reconstruction, dont il a affirmé qu'elles étaient effectuées au détriment des considérations sociales et économiques. Ce choix thématique stratégique explique en grande partie la victoire du candidat, qui l'emporte dans l'ensemble des circonscriptions de l'archipel, empiétant sur le domaine électoral du parti rival. C'est notamment la première fois que le parti remporte la majorité à Fogo, ancrée PAICV depuis la première élection multipartite de 1991.

Durant la campagne, Ulisses Correia e Silva a su utiliser le mécontentement de la population par rapport aux réponses adoptées par le gouvernement face à la situation résultant de l'éruption 2014-2015 (*A Semana*, [en ligne], 27 mars 2016). Si les citoyens ont voté en majorité pour le MpD, c'est à cause du changement promis par le candidat de l'opposition, qui s'engage à vouloir changer les mœurs politiques.

La crise éruptive lui donne l'occasion de dénoncer les travers du régime, notamment les rumeurs autour de détournement de l'aide, dont il va être question plus loin dans le texte. Cette manœuvre politique de l'opposition vise clairement à détériorer l'image du gouvernement en place qui *« n'a pas été en mesure de fournir une solution aux familles de Chã das Caldeiras, malgré l'argent reçu des partenaires internationaux, la solidarité des Cap-Verdiens dans le pays et de la diaspora et l'augmentation de la TVA pour financer la reconstruction de Chã das Caldeiras »* (journal *Asemana*, [en ligne], 28 novembre 2015). Le candidat met en doute la volonté du PAICV de défendre les intérêts des habitants : « *Gouverner pour le marketing a des limites ! Gouverner sans scrupules et sans respect pour les gens, c'est ce qu'on voit sur l'île de Fogo* » (publication Facebook d'Ulisses Correia e Silva, [en ligne], 21 mars 2015).

En faisant siennes les préoccupations des sinistrés, il se présente comme le défenseur des opprimés et des laissés-pour-compte. Répondant aux revendications mises en avant par les habitants de Chã das Caldeiras, il promet, s'il remporte les élections de développer Chã et de rendre son volcan aux gens de Chã das Caldeiras (journal en ligne *Asemana*, [en ligne], 28 novembre 2015). En s'appropriant la cause des habitants de la caldera, la stratégie adoptée est claire : augmenter la popularité du candidat. Pour cela, la campagne est menée sur tous les fronts, aussi bien à la télévision, que dans la presse écrite ou sur Facebook, avec une page officielle où il poste des photos de lui aux côtés de sinistrés de Chã das Caldeiras devant une tente à Achada Furna en mars 2015 (**figure 8.28**). Dans un discours enflammé en faveur des droits des habitants de Chã, Ulisses Correia e Silva parlant du parti rival, utilise trois qualificatifs implacables : « *l'incapacité, l'incompétence, et le manque de volonté. Souvenons-nous que le premier ministre juste après l'éruption, avait promis de reloger les habitants dans des logements sociaux, avec 114 habitations. Cela ne s'est pas concrétisé, jusqu'à aujourd'hui. Je demande : pourquoi ce traitement discriminatoire ?*[25]» (journal de 20h de la chaîne télévisée RTC, 21 décembre 2015).

Figure 8.28. Visite du candidat à la présidentielle Ulisses Correia e Silva à Achada Furna, (Facebook, mars 2015).

[25] Il existe de nombreuses interviews où Ulisses Correia e Silva se fait porte-parole des accusations, des revendications et des attentes des habitants de Chã das Caldeiras, comme dans une interview filmée, [en ligne] du 21 décembre 2015)

◆ Le scandale de détournement, symbole d'une élection municipale perdue

Début septembre 2016, c'est au tour du député Jorge Nogueira (MpD), candidat aux élections municipales de São Filipe, de gagner les élections, avec 48,7% des votes, adoptant la même stratégie électorale qu'Ulisses Correia. Il se montre même encore plus virulent dans ces critiques, accusant l'ancien gouvernement de clientélisme et de corruption : « *L'ex-ministre (Eva Ortet) avait des milliers d'euros mis à disposition par la FAO pour la réintégration économique des familles de Chã et ce n'est qu'à la veille des élections (législatives du 20 mars) qu'elle a distribué deux chèvres à certains agriculteurs et mis neuf agriculteurs à Monte-Genebra [don de terrains agricoles]* » (*A Nação*, [en ligne], 27 juin 2016). Il prétend également que le gouvernement aurait conclu des contrats « amicaux » avec des compagnies étrangères auxquelles il aurait donné près de 3000 contos (environ 27 000 euros), sans concours, pour effectuer des travaux dans les 110 maisons de relogement existantes à Achada Furna et Monte Grande.

Le Cabinet de Reconstruction de Fogo (GRT) a été particulièrement visé par ses critiques. Jorge Nogueira a donné de nombreuses interviews où il dénonçait avec véhémence la lenteur et l'inefficacité des solutions d'aide mises en place, parlant ouvertement de détournement de fonds (*Fogo News*, [en ligne], 20 février 2015; *A Nação*, [en ligne] 27 juin 2016 ; *Cabo Video*, [en ligne], 03 décembre 2015 ; *RTC, Jornal de campanha*, [en ligne], 09 mars 2016). Selon lui, la réception et l'inventaire des donations ont été organisés de façon à permettre le chaos et donc de rendre possible le détournement des fonds. Dans un discours politique de décembre 2015, il affirme avoir décelé des preuves de malversation de 3000 à 4000 *contos* par mois à partir des données issues des comptes du Cabinet de Reconstruction de Fogo (Nogueria, 2015, p.1).

Ce Cabinet était chargé de planifier le processus de réhabilitation des zones affectées par l'éruption de Fogo. Un plan avait été conçu, sur une période de deux ans, et reposait sur trois principaux piliers : premièrement, le redressement complet des activités économiques locales (tourisme et agriculture) ; deuxièmement, la relocalisation des populations locales et enfin, corollaire du deuxième champ d'action, la construction et la reconstruction de maisons et d'infrastructures en dehors de la caldera (PNDA, p.91 et p.119). Le Cabinet était doté d'une autonomie administrative et financière, avec l'ouverture d'un compte spécial afin de recueillir l'ensemble des donations[26] d'origine publique et privée, collective ou individuelle, nationale ou étrangère, destinées à financer les dépenses prévues par le GRF. Le FAR fonctionnait sous la responsabilité du Ministère des Finances, mais il était placé directement sous la tutelle du premier ministre du Cap-Vert, José Maria Neves (PAICV). Celui-ci engageait donc sa responsabilité, ce qui représentait un risque politique.

Y a-t-il réellement eu un détournement massif de l'aide destinée aux habitants de Chã das Caldeiras ? Ou est-ce qu'il s'agit d'une manœuvre du parti politique adverse ? La question du détournement de fonds est particulièrement délicate à poser aux acteurs institutionnels et les réponses recueillies diffèrent. Le président de la Protection civile est catégorique : « *Il n'y a pas eu de détournement, l'argent canalisé pour les gens de Fogo est là, au ministère des Finances. Les 700 mille contos. Ici à la PC on ne reçoit pas d'argent. Pour les factures, on les envoie via un système informatique au Ministère des Finances et c'est le système qui paie* » (cf. entretien avec Arlindo Lima, novembre 2015). Certains acteurs institutionnels haut placés, à mots couverts certes, nous orientent confidentiellement vers la première hypothèse : « *C'est une accusation grave, mais tout le monde le dit.*

[26] En mars 2016, le premier ministre a déclaré officiellement qu'un total de 6,9 millions d'euros, soit 750 mille contos capverdiens (cf. journal *A Semana*, [en ligne] 12 mars 2016) avaient été déposés sur le compte spécial du Fonds de Soutien et de Reconstruction (*conta especial do Fundo de Apoio e Reconstrução* - FAR) créé par le Cabinet des ministres (Bolletim official n°27, I série, 21 avril 2015).

Je ne peux pas l'affirmer mais je ne sais pas combien d'argent entre, je ne sais pas qui est corrompu » (cf. entretien confidentiel, novembre 2015). De son côté, Bruno Faria déclare « *pour le détournement, il est très difficile d'y répondre, seulement des rumeurs qui circulent et il ne faut pas les prendre en compte* » (cf. entretien avec Bruno Faria, janvier 2016). Au final, et sans surprise, aucun de nos entretiens n'a spécifiquement permis de vérifier des cas de détournement de fonds, possibilité ne pouvant être écartée cependant. Toutefois, il est aussi fort probable que certaines accusations aient pu être exagérées à des fins politiques. Ce constat fait écho aux travaux de Philippe Aldrin qui défend que le milieu politique, et en particulier *« la joute électorale est (...) traversée de rumeurs destinées à entraver l'adversaire, écorner son image, salir sa réputation, l'obliger à démentir »* (Aldrin, 2005, p.89). Par ailleurs, ces accusations peuvent s'être nourries des rancunes accumulées envers les acteurs décisionnels, qui dépassent le simple cadre de l'éruption volcanique (cf. **chapitre 6**). Quelle que soit la réalité, le gouvernement a été jugé responsable et son image s'est détériorée, comme l'indiquent les deux défaites consécutives aux élections législatives et municipales.

- **Après les élections : promesses avortées et opportunisme politique**

Deux ans après les élections, les grandes réorganisations censées assurer l'efficacité et l'amélioration de la reconstruction post-catastrophe n'ont pas eu les résultats escomptés. Un vent de frustration souffle au sein des populations locales. Comme on peut le voir sur la photo suivante (**figure 8.29**), où les personnes sont en liesse au lendemain de l'élection de Jorge Nogueira, « *beaucoup d'espoir ayant été placé dans ce nouveau gouvernement qui garantissait le bonheur des victimes de l'éruption volcanique, (…) élevant nos problèmes en tant que priorités (…). Mais ce n'était pas vrai, ou bien les mots ont changé de sens sans qu'on ne s'en rende compte. A partir de cette date 20 mars 2016], ce nouveau gouvernement a simplement repris ce qu'il avait critiqué auparavant et l'a encore aggravé* [27] » (publication de Pedro Danilo Fontes sur *Facebook*, [en ligne], 8 novembre 2017).

Figure 8.29. Jorge Nogueira (MpD) porté à bout de bras par des habitants de Chã au lendemain des élections, avec Danilo Pedro Fontes à droite de l'image (Facebook de Danilo Fontes, 7 avril 2016).

[27] *« Muita esperança foi depositada no novo governo que garantiu a felicidade das vítimas de Erupção Vulcânica elevando os nossos problemas como prioridades (…). Mas não era verdade, ou as palavras mudaram de significado sem que eu desse conta. Apartir desta data, este novo governo simplesmente pegou naquilo que antes criticava e fez ainda pior ».*

Pourtant, et en cohérence avec sa campagne, l'élection d'Ulisses Correia e Silva a été synonyme d'une redéfinition de l'ensemble de la stratégie de reconstruction envisagée :

- Le projet de création d'une nouvelle agglomération à Achada Furna, élaboré par le gouvernement sortant, a donc été abandonné. Toutefois, même si le nouveau premier ministre déclarait vouloir « *concilier la vie du volcan avec la vie des personnes* », son projet n'était pas d'aider les gens à revenir vivre à Chã mais de construire une nouvelle localité de relogement aussi proche que possible de la caldera (journal *Expressos das Ilhas*, [en ligne], 26 mars 2016). Ce jeu de pouvoir a donc paralysé les actions menées, dans le sens où tous les projets menés par le gouvernement sortant ont été arrêtés.
- L'une des premières actions du nouveau gouvernement a été de dissoudre le Cabinet de Reconstruction de Fogo, le conseil des Ministres du 26 mai 2016 déclarant que celui-ci n'a pas été opérationnel, et le président du conseil affirmant que « *ce Cabinet n'avait pas de stratégie claire, il n'avait pas trouvé de solutions aux problèmes de logement et de reprise des activités économiques des populations, et n'avait pas non plus résolu la question de la gestion foncière à Chã das Caldeiras (…)* » (*Expressos das Ilhas*, 26 mai 2016) en vue de le remplacer par la Commission Interministérielle pour Chã das Caldeiras.

Néanmoins, ces réformes qui se traduisaient par un remaniement total des projets adoptés, jugés inefficaces, ont davantage été source de problèmes que de solutions. Jusqu'à présent, cette réorganisation du pouvoir politique n'a pas permis au gouvernement de répondre aux problèmes des sinistrés avec plus de compétence que précédemment, l'opposition. À l'inverse, d'après les témoignages recueillis, c'est tout le contraire qui se passerait.

Les habitants reprochent au nouveau gouvernement de ne pas avoir respecté les engagements de la campagne électorale. La sollicitude des membres du MpD pour le cas des sinistrés est dénoncée de toute part comme opportuniste :

- Dans une lettre ouverte adressée au premier ministre Ulisses Correia, Miguel Montrond[28] se fait porte-parole de la communauté en disant que « *la population est déçue par le gouvernement actuel qui a profité de la triste situation vécue par les délogés pour gagner les élections de l'an passé* » (journal en ligne *A Nação*, [en ligne], 19 mars 2017).
- « *L'éruption de Fogo n'a pas seulement été la plus médiatisée, mais aussi la plus politisée et a servi pour la campagne de 2016* » (interview de Danilo Pedro Fontes parue dans le journal *Terra Nova*, 21 novembre 2017).
- *« Chã a été un espace de corruption électorale par excellence, et en même temps une vache à lait. (…) Dans les dernières campagnes, le MPD, pour séduire la population, garantissait que Chã serait rendu à ses habitants »* (commentaire écrit sous le pseudonyme de Kristov, par rapport à un article paru dans le journal *A Semana* du 05 novembre 2017)

Il accuse le gouvernement de continuer à prendre des décisions de façon forcée, sans dialogue avec les personnes déplacées, placées en position d'intrus sur le territoire, alors même que lors de la campagne législative, Ulisses Correia e Silva critiquait tout particulièrement le faux processus participatif qui n'a pas permis aux habitants de contribuer à la définition des politiques. En effet, il avait par exemple déclaré à la presse que *« le Forum de Reconstruction de Fogo a été un « show » politique, et que les problèmes concrets de reconstruction de Chã das Caldeiras, de relogement et de reprise de la vie des personnes sont restés sans solution* » (RTC,

[28] Natif de Chã das Caldeiras, il est, avec Danilo Fontes, l'un des principales activistes du village. Il a été membre de la Commission Interministérielle pour les délogés de Chã das Caldeiras avant d'être démis de ces fonctions.

[en ligne] 23 mars 2015). Ce décalage entre discours et action a été pointé du doigt par Miguel Montrond : « *Sept mois ont passé depuis les élections du 20 mars et nous avons reçu la visite d'Ulisses Correia e Silva seulement une fois pour nous remercier de l'avoir aidé à monter au pouvoir. Il n'est plus jamais revenu. Nous sommes isolés, sans contact et sans voir les promesses s'accomplir* » (journal *A Semana*, [en ligne]16 octobre 2016).

Un autre reproche important qui est fait au projet actuel de reconstruction post-catastrophe, c'est qu'il ne respecte pas le principe selon lequel la protection de la nature et le développement du tourisme doivent se faire aux bénéfices des populations locales. Les principaux efforts entrepris vont dans le sens d'une sanctuarisation de la nature (approche conservationniste) et rejoignent ainsi les recommandations de certains scientifiques : « *Après la catastrophe, l'opportunité arrive toujours et l'île du Fogo doit profiter de ses potentialités et assurer un modèle de développement durable basé sur cette nouvelle vie que génère toujours son volcan. Un géoparc et /ou une réserve mondiale de la biosphère qui offrent un label de qualité environnementale et touristique à l'île peuvent ou devraient être des objectifs prioritaires dans un proche avenir* » (Perez-Torrado et al, 2015, p.125).

Ainsi, si les élections législatives ont abouti à un ensemble de changements au niveau administratif, il n'est pas du tout sûr que ces changements vont avoir ne serait-ce que l'ombre des effets attendus, en termes d'efficacité, d'utilité et de bénéfices pour les populations vivant sur le territoire considéré.

Cette coïncidence temporelle entre la phase de la post-catastrophe et l'arrivée de deux élections, la première législative et la seconde municipale, rend explicite des éléments centraux de vulnérabilité institutionnelle que sont le clientélisme, la corruption et l'instrumentalisation de la crise à des fins politiques. Sur le plan politique, l'ensemble des efforts déployés par les gouvernements successifs n'a abouti qu'à peu de résultats concrets.

Rivalisant d'empathie pour la cause des sinistrés, et mimant une attitude de « défenseur du peuple », les deux partis dénigrent à tour de rôle les capacités de gestion du gouvernement en place. Les raisons de cet affrontement sont liées à la rivalité entre partis pour le contrôle du pouvoir étatique. Seule compte la victoire politique à court terme. Ainsi, depuis qu'il n'est plus aux commandes de l'État, le PAICV contre-attaque et ne manque pas la moindre occasion de critiquer le MpD via les médias et les réseaux sociaux. Par exemple, sur la page du Groupe Parlementaire du PAICV, on peut lire : « *Chã das Caldeiras était l'une des grandes bannières de la campagne MPD ! Tout le monde s'en souvient ! L'île de Fogo et les habitants de Chã das Caldeiras se sont vus promettre une réponse sûre et immédiate ! Aujourd'hui, après plus de 12 mois, les Cap-Verdiens doivent se demander pourquoi les habitants de Chã sont déjà descendus si souvent dans la rue, en signe de protestation à cause de l'échec du gouvernement actuel (…) Ni nouvelle agglomération, ni nouvelle route, ni activités génératrices de revenus, ni aides de première nécessité, ni soutien scolaire, ni bourses d'études ... Plus de 600 000 contos [5 423 571 euros] dans le budget de 2016 ... Plus de 600 000 contos dans le budget de 2017 ... Et pourtant RIEN ! Seulement des opérations cosmétiques et de maquillage ... Et une année s'est écoulée, sans que la population de Chã das Caldeiras ne ressente encore les solutions miraculeuses promises ! Et une année s'est écoulée, sans que la population de Chã das Caldeiras ait vu ce qui a été fait de cet argent, qui l'a utilisé et pour quoi !* »[29] (Publication *Facebook* du *Groupo Parlementar do PAICV*, 21 juillet 2017).

[29] "*Chã das Caldeiras foi uma das grandes bandeiras de campanha do MPD! Todos se recordam! Prometeu-se à Ilha do fogo e à população de Chã das Caldeiras, uma resposta certeira e imediata! Hoje, passados mais de 12 meses, os cabo-verdianos devem se perguntar por que razão a população de Chã já saiu tantas vezes à rua, em sinal de protesto, pelo descaso do atual Governo (…) Nem novo Assentamento, nem estrada nova, nem atividades geradoras de rendimento, nem cestas básicas, nem apoio escolar, nem bolsas de estudo ...Mais de 600 mil contos no orçamento de 2016... Mais de 600 mil contos no orçamento de 2017... E, ainda, NADA! Apenas operações de cosmética e de maquiagem...*"

8.3.3. Derrière l'amnésie apparente de l'État, une stratégie politique de récupération territoriale ?

Pour Anthony Oliver-Smith, le phénomène de migration et de relogement forcé constitue le moyen ou le résultat de projets et de stratégies de développement intentionnels que l'État dirige. Ils sont donc fondamentalement politiques, dans la mesure où ils induisent « *un conflit d'intérêts impliquant l'usage du pouvoir par l'une des parties pour en délocaliser une autre* » (Oliver-Smith, 2010, p.28).

- **Enjeux politiques sous-jacents d'une revalorisation « éclairée » de la caldera**

La crise de 2014-2015 ne s'inscrit pas comme un épisode accidentel et isolé de l'histoire de Chã das Caldeiras. Il est frappant de noter l'amnésie du pouvoir, notamment par rapport à l'échec de la tentative de relogement antérieure de 1995. Alors même que les similitudes étaient évidentes et que la tentative de 1995 avait échoué, le gouvernement semble avoir calqué ses décisions sur celles prises par le passé. L'ombre des décisions politiques revient dans l'ensemble des crises traversées et pose à cet égard la question de la répétition des mêmes schémas aléa-centrés d'éloignement par rapport à la menace, s'accompagnant de mesures allant dans le sens d'une exclusion territoriale des populations locales par le relogement. La lenteur et la frilosité des autorités en matière d'installation des services publics entre 1995 et 2014-2015 vont dans le même sens que la décision d'interdire la réinstallation dans la caldera après l'éruption de 2014-2015. Ces mesures traduisent une seule et même chose : la faible acceptation du risque associé à la menace volcanique par les pouvoirs publics capverdiens (Jenkins *et al.,* 2017, p.16). En dépit des perturbations et des contraintes que le déplacement définitif en dehors de la caldera engendre pour les sinistrés, de leurs résistances, l'État reproduit le même schéma d'intervention. Qu'est-ce qui explique cette obstination de l'État ? Perçoit-il mal les raisons du processus de réinstallation dans la caldera ? Ou bien cette répétition du même schéma stratégique traduit-elle une stratégie pour évincer coûte que coûte les habitants du territoire et le récupérer à d'autres fins économiques ?

- Remonter : une stratégie disqualifiée par l'État qui l'attribue au seul attachement au territoire

Même si lors des deux dernières éruptions, la tentative de relogement permanent n'a pas abouti, les revendications des sinistrés ont d'abord été rejetées et considérées comme relevant de l'attachement inconsidéré au territoire, occultant la cause profonde socio-économique et le lien à la ressource que représente la caldera. Il est ainsi dit par les autorités : « *Il reste difficile d'estimer les conséquences psychologiques de la catastrophe sur la population touchée, et en particulier les aspects sociaux et culturels de la relocalisation de la communauté de Chã. Il est envisagé qu'un soutien psychosocial est nécessaire pour faire face aux impacts émotionnels négatifs potentiels sur certains membres des communautés affectées, en particulier au vu des dynamiques culturelles et sociales uniques qui ont prévalu dans la communauté de Chã »* (PNDA, p.16).

Suite à l'éruption du 23 novembre 2014, ce discours sur l'attachement au territoire a été largement exacerbé, vantant la force et le courage des habitants de Chã, qui ont su faire face et s'adapter aux dévastations provoquées par l'éruption de 1995. Les « fils du volcan » sont considérés, dans leur ADN culturel, comme particulièrement résilients, de par leur robustesse économique et sociale. Comble de « bravoure », ils sont allés jusqu'à se réapproprier leur village et se relancer économiquement en tirant parti de l'évènement, sans participation de l'État. Au regard des critères d'auto-organisation collective et

de capacité à se relever d'un choc, les habitants de Chã apparaissent comme résilients. Ainsi, pour Moreno-Medina *et al.* (2016), « *les éruptions volcaniques à Fogo ont démontré la résilience de la population vivant sous le volcan* ». L'extrait d'article scientifique ci-dessous écrit après l'éruption de 2014-2015 est un exemple issu des nombreuses déclarations relatives aux habitants de Chã : « *Ce travail de reconstruction continu est un bon exemple de l'attitude résiliente de la population dans ce contexte géographique, une zone à risque volcanique élevé où les habitants montrent une forte capacité de résistance face aux revers de fortune, rétablissant de nouvelles activités en transformant les menaces et les points faibles en nouvelles opportunités. Du point de vue social, la résilience offre la possibilité à la communauté de coexister avec les volcans, car les gens apprennent à comprendre les modèles environnementaux et démontrent qu'ils sont capables de se réadapter et de surmonter les changements traumatiques naturels* » (Nascimento *et al.*, 2016).

Ainsi, le retour des habitants dans la caldera est largement pensé par les autorités et nombre de scientifiques, comme le résultat du seul attachement culturel obstiné des populations locales au territoire, et non comme une nécessité de survie économique. Même les témoignages des habitants viennent corroborer cette idée, comme celui de Ze Fontes dans le film Fogo na Boca qui explique qu'il ne veut pas d'une maison en dehors de la caldera. Il affirme préfèrer vivre à l'ombre d'un rocher ou dans une maison de tôle que de quitter son territoire : « *Le meilleur endroit où je peux être, c'est ici. Même dans une cabane ou sous une pierre, je suis mieux ici qu'ailleurs* » (*Fogo na Boca*, 32:48:14 à 32:56:01). Dans l'article de Jenkins *et al.*, on peut lire « qu'au *moins une partie des habitants est déjà en train de se reconstruire à Chã das Caldeiras, démontrant ainsi l'importance de l'attachement à leur communauté et à la terre pour de nombreux habitants de Chã das Caldeiras* » (Jenkins *et al.*, 2017 p.13). Ces auteurs expliquent que le fort attachement des habitants de Chã das Caldeiras à leurs terres et leur réticence à se réinstaller sur le côté sud plus aride de Fogo à la suite des récentes éruptions est sans doute lié aux épisodes de sécheresse qui ont touché le Cap-Vert au cours de l'histoire ancienne, avec les sécheresses des années 40, mais aussi plus récentes. En effet, selon un rapport de la FAO paru en 2015, le Cap-Vert aurait reçu 65% de pluies en moins en 2014 qu'en 2013 (FAO, 2015, cité dans Jenkins *et al.*, 2017, p.4).

Dès lors, ne pouvant accepter le refus des habitants d'être protégés, les acteurs externes rationalisent leur incompréhension (c'est-à-dire leur méconnaissance) des sinistrés et de leurs attentes au lieu de questionner le bien-fondé de la stratégie institutionnelle mise en place (Oliver-Smith, 2010, p.30 ; Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005, p.56). La position adoptée est d'utiliser l'argument de l'attachement pour disqualifier et discréditer la résistance des habitants par rapport au projet de relogement, qui lui seul peut véritablement les protéger de la menace volcanique.

Ce discours est à double tranchant : d'un côté, il valorise les capacités d'adaptation et d'organisation des populations locales dans un contexte de petit territoire insulaire volcanique, comme le défendent les auteurs Moreno-Medina *et al.* (2016) et Nacimento *et al.* (2016) ; de l'autre, il masque les aspects négatifs de ce retour non encadré. En effet, les journalistes, politiques et scientifiques, s'accordent tous sur la résilience exceptionnelle des habitants de Chã, sans approche critique et sans pointer les risques du désengagement étatique vis-à-vis de la population, à la fois inégalement victime de l'éruption et inégalement en capacité de se relever de la crise. N'est-ce pas alors, de la part des autorités, une stratégie discursive visant, en fait, à justifier son défaut d'accompagnement de la réinstallation, espérant ainsi qu'elle échoue ? Est-ce que reconnaître l'urgence économique de remonter forcerait, en effet, à soutenir la réinstallation et à en garantir le succès ?

- ❖ Une vision fantasmée des « irréductibles caldériens » qui occulte les causes profondes de la résistance au relogement

Il apparaît pourtant, au vu des données de terrain, assez aisé de sortir de cette vision fantasmée, louant courage et entêtement de l'« irréductible population de Chã ». Il est de même relativement facile de déterminer si le « choix de l'auto-organisation » et du retour est librement consenti ou contraint.

Nombreux sont les curieux, journalistes, étudiants ou chercheurs, à venir demander à Fausto Rosario, l'un des principaux spécialistes de Chã das Caldeiras, si les gens de Chã sont plus courageux que les autres. Ce professeur d'histoire et de culture capverdienne s'insurge : « *Les gens de Chã ne sont pas plus courageux ou plus aventuriers, ce n'est rien de tout ça. Il s'agit d'endroits où l'agriculture peut être pratiquée toute l'année, sans interruption grâce aux précipitations et à l'humidité plus importante que dans le reste de l'île* » (cf. entretien Fausto Rosario, avril 2016). Fausto vente également la persévérance des habitants, mais au lieu de mettre l'obstination des habitants sous le signe de l'aveuglement, il défend que cette ténacité est une force : *« Le succès des caves de Portela / Cova Tina et d'Achada Grande, des hôtels « Marisa » et « Alcindo », nous dit que c'est à nous d'apprendre d'eux et d'assimiler des formules locales éprouvées pour sortir de la pauvreté. Les habitants de Chã ont depuis longtemps découvert leur propre "El Dorado", construit et reconstruit à chaque éruption, du lever au coucher du soleil, avec des mains calleuses et un esprit indomptable, associé à un fabuleux sens inné des affaires, sans recourir à des "faiseurs de miracles" hâtifs et médiatiques*[30] *»* (profil Facebook de Fausto Rosario, 7 novembre 2017). Avec ce discours, le refus d'obéir n'est plus simplement le fruit d'un attachement culturel au territoire, il est avant tout le résultat d'un besoin économique raisonné, en tant que seule alternative pour les habitants pour maintenir une activité économique viable et sortir de la crise.

L'échec des politiques de relocalisation permanente des sinistrés suite à l'éruption de 2014-2015 comme ce fut déjà le cas en 1995, doit être attribué aux liens sociaux et économiques étroits qui unissent les habitants de Chã avec leur territoire, mais aussi aux sites de réinstallation inappropriés ne fournissant pas d'alternative économique viable (cf. **chapitre 6**).

Ainsi, ce retour d'une partie des réfugiés ne doit pas être interprété comme un défaut de perception des risques encourus, ni comme une amnésie des catastrophes passées, un excès de témérité, d'entêtement ou une méconnaissance des lois, ou le résultat d'un attachement symbolique au territoire. Il doit s'envisager bien plutôt comme la résultante de fortes contraintes socio-économiques en l'absence d'alternative durable dans les villages de relogement, qui les pousse à revenir à Chã. Le non-respect de l'interdiction de revenir vivre à Chã, même s'il alimente la résistance et cimente le sentiment d'appartenance à la communauté (cf. **chapitre 8.1**), ne nourrit pas nécessairement une volonté de détournement ou de transgression de la loi. Ne pas accepter le projet de relogement apparaît comme inévitable en raison de l'inadaptation et de la lenteur propre au programme de relogement mis en place, caractérisé par un ensemble de mesures mal adaptées aux réalités locales (cf. **chapitre 8.3**).

Le déplacement des populations dans le but de réduire leur exposition apparaît alors comme une mesure inadaptée, puisqu'elle ignore les causes socio-économiques profondes de la vulnérabilité des populations (Wisner, 2004). Ce constat corrobore ceux de nombreuses recherches effectuées sur les risques dans

[30] *« O sucesso das adegas de Portela/Cova Tina e Achada Grande, das unidades hoteleiras "Mariza" e "Alcino" dizem-nos que somos nós quem devia estar a aprender com eles e assimilar formulas locais e comprovadas de como vencer a pobreza. As gentes da Chã, de há muito, que descobriram o seu próprio "El Dorado", construído & reconstruido, a cada erupção, de sol a sol, com mãos calosas e espírito indomável, aliado a um fabuloso e inato senso de oportunidade de negocio, sem recurso a apressados e mediáticos "santos milagreiros" ».*

d'autres parties du monde qui remettent en cause l'approche technocratique « *top-down* » de la réduction des risques focalisée sur l'aléa (Gaillard, 2007 ; Texier, 2009). Ces recherches prônent le maintien des populations dans les zones exposées, s'appuyant sur des plans de prévention adaptés au contexte, prenant en compte la pluralité des activités économiques et valorisant les savoirs locaux, maintien conçu avec les experts scientifiques, les acteurs institutionnels nationaux et locaux, et les populations.

❖ Soupçons et rumeurs autour du relogement

La reconquête de la caldera par les habitants une fois l'éruption finie était prévisible, comme le reconnaît la ministre capverdienne des Infrastructures et de l'Aménagement, Eurice Silva : « *Depuis le début, la loi dit qu'on ne peut pas construire, mais l'histoire est claire : à chaque fois, les gens reviennent* » (cf. Interview d'Eurice Silva, 31 octobre 2017, RTC).
En effet, la reconstruction rapide après l'éruption de 1995 indiquait déjà « u*n haut niveau d'acceptation du risque de coulées de lave par les résidents de Chã das Caldeiras* » (Jenkins *et al.,* 2017, p.15), comme il en a été question en **chapitre 6**. De plus, depuis la découverte de l'île, d'autres territoires que la caldera avaient été affectés par différentes éruptions volcaniques. Comme Chã das Caldeiras, ceux-ci ont plus ou moins profondément été bouleversés, aussi bien physiquement que dans leurs dynamiques socio-économiques, ce qui n'a pas empêché les habitants de revenir. Ainsi, selon Nacimento *et al.* (2015), l'une des principales constantes au niveau des réactions des populations de Fogo, une fois l'éruption terminée, est leur retour dans leurs villages d'origine, où elles peuvent retrouver leurs activités habituelles, leurs terrains. De plus, le retour de populations dans des zones détruites par des coulées de lave n'est pas non plus une exclusivité capverdienne, puisque de nombreux autres exemples existent de par le monde. Christopher Kilburn décrit un cas très similaire, en Italie, où les habitants du village de San Sebastiano, quartier résidentiel florissant situé à 10km de Naples, ont vu leur village détruit à trois reprises par les coulées de lave du Vésuve (en 1855, en 1872 puis en 1944) et sont à chaque fois revenus y vivre (Kilburn 2000, p.1 ; cité dans Richter *et al.,* 2016, p.1925 et Jenkins *et al.,* 2017, p14). Suite à l'éruption du volcan Nyiragongo en 2002 qui en a détruit 4500 bâtiments, la ville de Goma, en République démocratique du Congo (Baxter *et al*., 2002) a été par la suite reconstruite au-dessus de la coulée de lave (Chirico *et al*., 2009).

Au lieu de dénoncer l'entêtement des populations locales, car on a bien vu que ce sont les contraintes économiques qui ont largement présidé à la réinstallation dans les zones sinistrées, il semble plus pertinent de se pencher sur les raisons qui ont pu motiver le gouvernement à reproduire le même schéma d'intervention. On ne peut manquer de constater qu'en 1995 comme en 2014-2015, l'État capverdien n'a pas cherché à réinventer une nouvelle approche reconstruction post-catastrophe. Pourquoi cette nouvelle éruption a-t-elle été perçue comme pouvant justifier un départ définitif des habitants, en contradiction avec les pratiques héritées de mobilité pendulaire intra-insulaire ?

Alors que les autorités légitiment le déplacement en avançant comme principal argument la protection des populations locales par rapport à la menace volcanique, des rumeurs circulent et forment ainsi une « *contre-version à la version officielle et médiatique des évènements* » (Aldrin, 92 | 2010, p.27). Elles concernent cet acharnement de l'État à évincer les habitants de Chã de leur territoire malgré les nombreux arguments qui plaident en la faveur d'une reconstruction *in situ*. D'après ces rumeurs, il s'agirait de cacher délibérément au public les vraies raisons de cet éloignement afin de récupérer la caldera pour l'exploiter économiquement sans que la population en tire bénéfice. Ces rumeurs qui courent autour d'une stratégie politique cachée d'accaparer l'espace de la caldera sans sa population s'enracinent dans une relation

conflictuelle de longue date opposant les habitants aux autorités, laquelle a été exacerbée par la tentative récente de relogement des populations qui fait écho à celle de 1995. En effet, déjà en 1995, lors de la première tentative d'éloignement de la caldera, une rumeur avait circulé à ce sujet : le réel objectif était la création d'un parc naturel de type radical, vide d'homme, permettant à l'État de devenir l'unique bénéficiaire de la manne touristique (cf. chapitre 6). Cette fois, les réseaux sociaux ont aidé à faire circuler la rumeur, comme dans cet exemple : « *J'entends souvent dire que Chã est un bienfait et un levier pour le Cap-Vert. Maintenant le gouvernement veut nous le prendre pour en profiter. Mais le gouvernement peut toujours courir, ici c'est à nous et nous sommes prêts à donner notre sang pour que personne ne nous le vole* » - « *Sempre mi ta ovi fla ma Chã e sustento e alavanca de Cabo-Verde. Agora Governu kre tumal pa es bem dsfruta. Mas enganado ki stado, la é de nos e nu sta sujeito entrega nos sangue pa ninguem ka tumano el* » (commentaire d'Alcides Montrond Lopes sur *Facebook*, septembre 2017).

Ailleurs dans le monde, d'autres « *rumeurs politiques populaires* » (expression de Philippe Aldrin) circulent autour de l'éloignement de populations vivant dans le périmètre de volcans actifs. Ainsi, comme il va en être question maintenant, les rumeurs par rapport aux raisons politiques cachées du relogement forcé des habitants La Yerbabuena (Mexique) et ceux de Genoy et Mapachicho (Colombie) présentent des similitudes avec celles de la délocalisation des habitants de Chã das Caldeiras.

À La Yerbababuena, la localité la plus proche du cratère volcanique du volcan Fuego de Colima, l'argument central utilisé par le gouvernement mexicain et la municipalité pour justifier le relogement des habitants est le même qu'à Fogo, à savoir que le volcan représente un danger pour les habitants. De leur côté, les populations relocalisées et résistantes « *soupçonnent que leurs terres seront vendues à "Hacienda San Antonio" et "El Jabalí", deux entreprises agro-industrielles et touristiques privées* » (Cuevas Muñiz & Seefoo Luján, 2005, p.41). Il s'agit dans ce cas précis de rumeurs qui voudraient que le relogement soit un prétexte utilisé par l'État mexicain pour privatiser et accaparer la terre au profit du capital et au détriment d'une population vulnérable (*Ibid*, p.48). De plus, alors qu'entre 2000 et 2005, l'activité volcanique du Fuego de Colima a augmenté, la Yerbabuena n'a pas été affectée par le volcan, venant renforcer les soupçons à l'égard « *des objectifs protecteurs du gouvernement* » (*Ibid*, p.56). Comme le note les auteurs, ce qui rend le projet particulièrement suspect, *« c'est la hâte du gouvernement à protéger les gens, à le presser de démanteler les maisons et, bien que l'on condamne et menace les résistants, les autorités n'interviennent pas pour reloger des familles occupant d'autres sites à haut risque, comme le sont les berges du ruisseau Pereyra (ville de Colima), ou celles qui vivent et/ou fournissent des services de tourisme et de pêche sur les plages exposées aux raz-de-marée »* (*Ibid*, p.44).

En Colombie, à proximité du volcan Galeras, on retrouve le même scénario, avec d'un côté un projet gouvernemental de relogement des populations locales de Genoy et Mapachicho pour réduire l'exposition à la menace volcanique, et de l'autre, des habitants qui suspectent l'État colombien de dissimuler volontairement les véritables raisons de leur éviction. Plusieurs rumeurs circulent, comme celle de « *la vente du Volcan Galeras aux Japonais* » ou encore celle selon laquelle les sols renfermeraient de l'uranium (Caicedo, 2013, p. 87). Ces rumeurs entretiennent le doute sur la justification du projet de relogement mis en place par le gouvernement colombien et alimentent la méfiance envers les pouvoirs publics.

Qu'elles soient véridiques ou non, ces rumeurs sont néanmoins cruciales dans la mesure où elles « *offrent à l'analyse un terrain privilégié pour saisir "in vivo" les manifestations de l'opinion publique* » (Aldrin, 92|2010, p.27). Dans cette optique appliquée au cas de Fogo, on observe notamment que les rumeurs soulignent le manque de transparence et de dialogue entre les acteurs externes et internes autour des projets de relogement. De plus, elles constituent un terreau fertile pour

alimenter les mobilisations sociales et la résistance des locaux vis-à-vis des mesures adoptées par l'État. Enfin, elles révèlent une communauté sur la défensive, inquiète, travaillée par l'insécurité et les mutations rapides générées par la crise volcanique récente.

- **Perspectives : la fin du bras de fer ?**

Circonscrit au départ à un nombre limité de sinistrés, le retour a très vite fait tache d'huile et abouti à la révision du statut foncier de la caldera en mai 2017 (modification de la loi n°*105/VIII/2016* par le Conseil de Ministre du 18 mai 2017, **Annexe 8**), qui constitue le véritable point de basculement du bras de fer entre le gouvernement central et les populations locales.

À première vue, en acceptant que les habitants reviennent vivre dans la caldera, les dirigeants capverdiens font machine arrière et renoncent (du moins jusqu'à la prochaine éruption), à vouloir exclure les habitants de la caldera. Comment interpréter cette redéfinition des politiques publiques en faveur du retour des habitants à Chã ? S'agit-il d'une « défaite » du gouvernement et d'une preuve de son impuissance à contrôler ce territoire ? Les habitants ont-ils définitivement gagné et réussi à soumettre l'État à leurs exigences ou s'agit-il de l'aboutissement d'une négociation tendue mais raisonnée entres les parties ? Le gouvernement a t'il décidé de pencher en faveur des habitants ou au contraire, est-il en train d'organiser une contre-attaque ?

Il serait illusoire de conclure à une victoire des populations locales. Comme au jeu des chaises musicales, où celui qui ne trouve pas de siège est éliminé et quitte le jeu, l'objectif pour les acteurs consiste à manœuvrer pour trouver une place et asseoir sa position sur le territoire de caldera. La situation laisse apparaître des renforcements et des affaiblissements mutuels complexes, et indique qu'il ne faut pas conclure à un type de relation de pouvoir stable et univoque entre les acteurs, mais au contraire, considérer les distributions de pouvoir comme multiples et mobiles, comme le suggère Michel Foucault, pour qui elles ne sont jamais figées et représentent « *que des coupes instantanées sur des processus, soit de renforcement cumulé de l'élément le plus fort, soit d'inversion du rapport, soit de croissance simultanée des deux termes* » (Foucault, 1976, p.131), on cherche ici à définir comment les jeux de pouvoir s'influencent mutuellement et sur quels types de relations entre acteurs ils s'appuient.

Dans ce contexte de conflit-négociation ambigu, le rapport de force passe par l'intimidation, sans pour autant qu'il y ait d'un côté ou de l'autre usage de la force. Des microajustements sont fait au fur et à mesure, comme dans un bras de fer : les habitants gagnent du terrain, le gouvernement cède, mais pas sur tout, et la ligne de force se déplace petit à petit. La dernière tendance stratégique du gouvernement pour inverser les trois années d'échecs en matière de reconstruction post-catastrophe et de manque d'efficacité de l'aide consiste à tenter de régulariser et reprendre le contrôle sur l'aménagement du territoire à Chã et à obliger les habitants à rendre des comptes sur les nouvelles constructions réalisées (cf. modification de la loi n°*105/VIII/2016*).

Ce glissement progressif vers l'autorisation donnée aux habitants de revenir vivre à Chã das Caldeiras traduit un choix politique de sortir du conflit pour amorcer une nouvelle étape : la négociation. On peut ainsi émettre l'hypothèse suivante : l'État s'est heurté à de telles résistances qu'il a plus à gagner en sortant du conflit, qui tend à se prolonger, qu'en le prolongeant. Dans cette perspective, cette nouvelle stratégie ne constitue pas tant une forme de reconnaissance des réclamations des habitants qu'une manière de ne pas perdre la face et de reprendre le contrôle. En effet, une lecture attentive des mesures

récemment adoptées, depuis que ce revirement a eu lieu, ne prouve en rien que les pouvoirs publics ont décidé d'enterrer la « hache de guerre ».

Au contraire, les nouvelles mesures adoptées, au lieu d'aller dans le sens de la négociation ou de l'entente, viennent durcir les mesures de gestion et de contrôle du Parc Naturel de Fogo (Résolution n°126/2017, *Boletim Oficial* n°65, I série, 14 Novembre 2017). Il s'agit de renforcer l'interdiction de la collecte des agrégats (sable, gaz, roche et pierre) pour la construction civile, la collecte et la commercialisation de minéraux tels que le soufre, la cueillette des plantes pour les animaux (pâturages), de bois de chauffe (combustible), mais aussi de délimiter les zones de collecte autorisées. Ainsi, même si le gouvernement a opté pour la révision du statut légal du territoire, c'est pour mieux renforcer les mesures répressives et le système de surveillance grâce aux mesures suivantes (Résolution n°126/2017, article 2, *Boletim Oficial* n°65, I série, 14 Novembre 2017, p.1343) :

- Avoir de manière permanente des agents de la police nationale dans la caldera ;
- Placer, conformément à la loi, un détachement de militaires. En étroite collaboration avec les autorités de police, ce détachement aurait pour principales missions (1) d'assurer le contrôle de l'entrée des matériaux de construction dans le périmètre du parc ; (2) d'empêcher la construction de nouveaux bâtiments jusqu'à l'entrée en vigueur du plan détaillé ; (3) de prévenir les risques dans le cadre de la protection civile.
- Augmenter le nombre de gardes du PNF (trois nouveaux éléments) ;
- Affecter une personne responsable de la gestion territoriale du PNF.

Ces mesures montrent que le principal argument utilisé n'est plus la protection des hommes. C'est la protection de la nature qui passe au premier plan des priorités, l'objectif étant d'empêcher une « dé-caractérisation » de la caldera en créant « *toutes les conditions pour défendre le Parc Naturel de Fogo qui aura un Coordinateur avec des pouvoirs délégués du gouvernement pour un plus grand contrôle et application de la résolution, avec l'introduction des autorités policières et militaires pour soutenir ce contrôle* » (Fernando Elísio Freire, Président du Conseil des ministres, cité sur le site officiel du gouvernement du Cap-Vert, publication [en ligne] du 03 novembre 2017).

Il n'y a donc pas vraiment abandon par l'État de la logique de conflit ou de choix d'œuvrer dans le sens d'une réconciliation. Les autorités continuent de jouer sur le caractère illégal des implantations pour maintenir les sinistrés dans une position d'insécurité et de non-droit qui alimente leur fragilité par rapport au pouvoir, et vise à empêcher la cristallisation des frustrations et l'affirmation des revendications. Ainsi, si le retour des habitants au village est « toléré » sous conditions, c'est pour des raisons qui ne relèvent pas d'une démarche de compréhension des habitants. Pour l'État, il faut se servir de leur peur légitime provoquée par la mise en place de l'armée et de la police, pour renforcer leur sentiment d'impuissance et de désarroi.

Comme l'explique Herculano Dinis, le dossier de Chã das Caldeiras est géré au niveau supérieur, sans consultation du Parc Naturel. Son nouveau directeur défend que son travail consiste à faire de la sensibilisation, du lien entre la communauté et les autorités et se positionne contre une intervention violente : « *Il faut faire en sorte que les choses se passent le plus pacifiquement possible. Si les policiers et les militaires viennent ici, il faut qu'ils fassent leur intervention de la meilleure manière possible* » (cf. Herculano Dinis, novembre 2017). Le directeur du PNF estime que les conflits n'ont pas d'impacts sur les relations du personnel du PNF avec la population, le conflit ne portant pas directement sur les individus, mais bien plus sur les décisions politiques adoptées : *« On n'a pas de problème avec la population, le problème est plus politique. Mais avec*

nous, la relation est pacifique. Ici, avec nous, c'est tranquille. Après sur le plan politique, c'est autre chose. (…) C'est une question politique, c'est le Cabinet du premier ministre qui gère la question, c'est l'autorité supérieure qui décide de la permanence des habitants dans la caldera. La communauté est installée à Chã, et elle va rester, mais il faut une meilleure gestion pour un usage raisonné, durable du territoire et des ressources » (cf. Herculano Dinis, novembre 2017).

Néanmoins, les menaces d'utiliser les forces militaires pour faire respecter les lois montrent que les rapports entre acteurs institutionnels et populations locales demeurent asymétriques. Cette répression armée brandie par l'État, semble propice à la révolte et la colère et alimente les sentiments de haine contre ceux à l'origine de ces discours :

Selon Miguel Montrond « *tant qu'il y a des alternatives crédibles et efficaces pour que les familles puissent vivre de manière digne, nous serons sur la même longueur d'onde. Mais s'il n'y a pas d'alternative, nous déclarerons « Guerre ! » Les gens passent en premier, sans jamais oublier les piliers environnementaux, sociaux et économiques des familles. L'erreur de ceux qui gouvernent est de penser que le territoire appartient au groupuscule qui gouverne, alors que l'État n'est pas seulement aux politiciens, mais à toutes les classes sociales. Des policiers et des militaires à Chã ? Cela montre clairement le manque de dialogue, mais nous ne sommes pas vos ennemis, et avec le dialogue, nous arriverons à une conclusion viable ! Rappelez-vous que nous aussi nous pouvons former des militaires ! Le manque de dialogue ne nous laisse jamais atteindre le rivage désiré*[31]*»* (profil *Facebook* de Miguel Montrond, 6 novembre 2017).

Alcindo Montrond épingle les failles suivantes : « *Encore une fois je vous le dis, ce qui me révolte le plus est la manière qu'ont ces gens de s'exprimer. Regardez comment dans cet article, on ne parle pas de la population. Est-ce que ça veut dire qu'on est invisible ? Ou bien alors s'agit-il d'un réel manque de considération ? S'ils continuent à vouloir nous en exclure, ce Parc est fini. Dans leur vision, ils ne comprennent pas que les gens de Chã sont le Parc en premier et avant tout, que leur plan ne peut pas fonctionner, et que nous allons nous soulever pour nous défendre et mettre fin à cette discrimination*[32] *»* (profil *Facebook* d'Alcindo Montrond, 6 novembre 2017).

« De cette démocratie je ne comprends plus rien. Au lieu du DIALOGUE demandé par la population souffrante, le gouvernement répond avec la police et les forces militaires. Ce même gouvernement est incompétent, n'a trouvé aucune solution, veut maintenant un bain de sang. Si ce n'est par la soumission, ce sera par la Force[33] *»* (profil *Facebook* de Danilo Pedro Fontes, 5 novembre 2017).

« Empêcher toute activité traditionnelle du peuple caldérien est une parfaite démonstration de l'ignorance et une autre étape décisive dans le processus d'assassinat progressif de cette communauté, de ses valeurs et de son histoire, au nom d'une chimère appelée le "Modèle des îles Canaries"[34] *»* (profil *Facebook* de Fausto Rosario, 7 novembre 2017).

---

31 *« Desde que haja alternativa credíveis e eficientes para que as famílias possam viver De maneira digna estaremos na mesma sintonia. Mas se não houver alternativas declararemos "Guerra"! As pessoas vem em primeiro Lugar, nunca esquecendo os Pilares Ambientais, sociais e económicas das famílias. O erro dos que governam é achar que o território é do grupinho que governo, o estado não é só políticos más sim todas classes sociais. Policias? Militares na Chã ? Isto demostra claramente falta de diálogo, nos não somos inimigos vossos, com diálogo chegaremos a uma conclusão viável! Lembrem- se nos também podemos formar militares ! A falta de diálogo nunca nos deixe atingir o patamar desejado. »*

32 *« Mas um bez min ta fra nhos, ki más ta revoltan é forma de expreção de es gentis. Nhos odja ma população ka sta anunciadu nes artico. Será ki nós é invisível ? O será que é realmente falta de consideração ? Es parque ta kaba se es ka para de excluino del. Na mente es ka intende ma gentis tchã ki é parque pimeru di td, ses plano ka ta pode funciona. E du sta bem lebanta pa briga pa ki es descriminação caba »*

33 *« Desta Democracia não percebo mais nada. Em vez do DIÁLOGO solicitado pela População Sofrida, o Governo responde com Forças Policiais e Militares. Este mesmo Governo se mostra incompetente , não encontrou nenhuma Solução, agora quer um banho de sangue. De não for por subserviência será à Força ».*

34 *« Tolher qualquer actividade tradicional dos chã-caldeirenses é uma perfeita demonstração de ignorância e mais um passo decisivo no processo de assassinato gradual desta comunidade, dos seus valores e da sua história, em nome de uma quimera chamada o " Modelo das Ilhas Canárias. »*

Un commentaire écrit sous le pseudonyme Fogo en réponse à l'article intitulé « Le gouvernement va renforcer les mesures de gestion et de fiscalisation du Parc Naturel de Fogo »[35] accuse les élus d'avoir « *rondement trompé les habitants de Chã das Caldeiras. Il n'y a aucun relogement ni autre soutien. Au contraire, ils cherchent à mettre la pression, et à faire naître la peur et l'intimidation*[36] *(…) »* (*A Semana*, 05 novembre 2017)

La désobéissance aux autorités n'entrainant ni poursuite judiciaire, ni démolition dans la caldera, les conflits se sont jusqu'à présent résolus de manière pacifique, et il n'y a pas eu d'affrontement physique. Toutefois, les personnes n'obéissent pas totalement aux autorités (la récente autorisation de reconstruire dans la caldera obéit à des règles précises qui ne sont pas respectées), et il n'y a vraisemblablement pas de possibilité pour les parties de parvenir à un accord. Même si jusqu'à présent, la résistance a été non violente, ces nouvelles mesures viennent attiser les ressentiments déjà importants envers les dirigeants. Compte tenu de l'inefficacité des mesures adoptées et des nombreuses infractions commises par les populations locales, la situation décrite peut vite dégénérer.

[35] *Cet article reprend mot pour mot la résolution du Conseil des ministres du 03 novembre.*
[36] « *Enganaram redondamente a populaçao de Chã das caldeiras. Nao ha assentamento nem outro tipo de apoio. Pelo contrario, colocam pressao, medo e intimidaçoes* ».

Chã das Caldeiras est un territoire extrêmement sensible aux menaces liées au volcan actif de Fogo mais aussi au « volcanisme social », selon l'expression développée en **chapitre 6** de la thèse. Les trois années de l'après-catastrophe constituent un temps de renforcement des tensions opposant les locaux aux pouvoirs publics, mais aussi des tensions internes au sein de la communauté. Ainsi, depuis la crise, au lieu de s'aplanir et de se niveler, les inégalités ancrées dans le temps long des trajectoires ont eu tendance à se reproduire et à s'accentuer, ce que l'illusion positiviste de la résilience tendrait à cacher. Au contraire, il s'agit d'insister et mettre le doigt sur ce creusement des inégalités (et donc des vulnérabilités), entre des « *mauvaises victimes* » qui se marginalisent et s'appauvrissent, et des « *bonnes victimes* » qui se relèvent « courageusement » et sans l'aide du gouvernement capverdien. Si l'on pense en termes de vulnérabilité globale, et non de résilience, ce creusement est plus que jamais apparent. Il est visible dans le paysage de la caldera, avec la juxtaposition de petites pensions équipées d'électricité, avec un habitat précaire et dénué du moindre équipement de base. Ces inégalités se traduisent par l'opposition entre ceux qui sont revenus et ceux qui sont encore relogés, avec une scission de la communauté entre Chã das Caldeiras et les villages de relogement. Entre les deux extrêmes, on trouve également tout un panel de profils, notamment ceux qui sont revenus, mais qui luttent pour rester, et qui vivent dans une grande précarité.

Plusieurs auteurs soutiennent que l'éruption de Fogo de 2014-2015 a été exceptionnelle par son ampleur et s'inscrit dans la lignée des éruptions effusives majeures en termes d'impacts sur le bâti et les infrastructures (Richter *et al.*, 2016, p.1925 ; Jenkins *et al.*, 2017, p.2). Dans cette logique, est-ce que le relogement des habitants n'est pas la seule et véritable action « logique » pour prévenir les habitants du risque volcanique ?

D'après l'argument du caractère irrémédiable des dégâts, lié à l'ampleur de l'éruption, relayée dans les travaux scientifiques, le départ définitif semblait requis, justifiant les mesures adoptées par les autorités. En effet, l'éruption de 2014-2015 a presque entièrement détruit le village : sur les 350 édifices du village, 260 bâtiments ont été touchés, dont 170 détruits et 90 endommagés (Jenkins *et al.*, 2017). Il en va de même pour une grande partie des terres agricoles, pour la seule route reliant le village au reste de l'île et pour l'ensemble des infrastructures. Ainsi, du point de vue de la majorité des experts scientifiques et des acteurs institutionnels (l'actuel Président de la Protection Civile Arlindo Lima, l'ancien maire de Santa Catarina Aquileo Amado, le directeur de l'environnement Moises Borges), mais aussi certains des habitants du village, cette éruption, de par son ampleur, pouvait justifier le départ définitif des habitants. Dans un article scientifique datant de 2015, les auteurs Komorowski *et al.* affirment : « *il n'est pas clair que les résidents de Chã puissent revenir, mais une reconstruction presque complète serait nécessaire pour permettre le repeuplement de Chã* » (Komorowski *et al.*, 2015). Plus récemment, Jenkins *et al.* défendent eux aussi que rien ne prouve que la réinstallation et donc la reconstruction complète du village soit possible (Jenkins *et al.,* 2017, p.14). Pour ces auteurs, l'impact relatif des coulées de lave sur le bâti justifie de faire figurer l'éruption de 2014-2015 parmi les éruptions présentant un profil effusif les plus destructrices sur la période allant de 1965 à 2015 (Jenkins *et al.*, 2017, p.2). Cependant, ce point de vue peut être discuté, la question étant de savoir si l'on doit s'attacher plutôt aux données relatives ou absolues pour caractériser l'impact d'un phénomène et la faisabilité d'une reconstruction. En effet, si proportionnellement, et dans l'absolu, Chã das Caldeiras a été très lourdement affecté, le nombre total de bâtiments endommagés à Fogo semble peu important comparé à d'autres éruptions, comme celle qui a affecté Goma en République Démocratique du Congo avec environ 10 000 bâtiments détruits. Mais comme le souligne

l'article, les coulées de lave n'ont affecté que 15% du bâti à Goma, contre 75% du bâti à Chã das Caldeiras. Le débat reste ouvert, et d'autres facteurs doivent être considérés pour prendre la décision de la faisabilité de la reconstruction.

Par ailleurs, si on s'intéresse au nombre de personnes déplacées ou au nombre de morts, cette catastrophe n'est en rien comparable à celle du Nyiragongo en 2002, qui a provoqué l'évacuation spontanée d'environ 350 000 personnes et entraîné la mort de 100 individus (Allard *et al.*, 2003 ; Siebert *et al.,* 2011, p.332). De plus, Jenkins *et al.* ne prennent pas en compte les destructions liées à d'autres types d'éruptions (nuées ardentes, *lahars*, avalanches de débris et écoulements gazeux). Ainsi, si on s'intéresse à l'ensemble des éruptions volcaniques et pas uniquement à un type d'éruptions, l'importance relative de l'éruption de Fogo doit être reconsidérée. Ainsi, le nombre de déplacés lors de l'éruption de Fogo (1076 personnes déplacées selon le PNDA 2015) apparaît comme dérisoire par rapport à des éruptions comme celle du Mérapi en 2010, qui a entraîné le déplacement d'environ 400 000 personnes (Mei, 2013, p.13 ; Siebert *et al.,* 2011, p.346-347). Le volcan Mayon aux Philippines a déplacé 50 000 personnes en 2006, 47000 personnes en 2009 et 21 823 en 2018 (Siebert *et al.,* 2011, p.346-347 ; site internet de l'*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA). Plus récemment, en 2017, en Indonésie, l'éruption du volcan Agung a entraîné l'évacuation de plus de 140 000 personnes (site internet de l'*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA).

Enfin, il est essentiel de rappeler que pour l'ensemble des éruptions de Fogo, on compte seulement une victime mortelle répertoriée lors de l'éruption de 1847[37], alors qu'ailleurs dans le monde, les éruptions sont à l'origine de catastrophes humaines : 20 personnes sont mortes lors de l'éruption du Nevado del Huila en Colombie en 2008 (qui avait déjà causé la mort de 650 personnes en 1994), 1266 pendant celle du Mayon aux Philippines en 2006 et 1620 personnes aurait également trouvé la mort lors de l'éruption du Cristobal au Nicaragua en 1998 (Siebert *et al.,* 2011, p.346-347). Mais on peut aussi comparer l'éruption de Fogo a d'autres catastrophes dites « naturelles », comme le cyclone Damrey (2017) qui a détruit 1500 maisons et partiellement endommagé 120 000 bâtiments au Vietnam. En 2016, 140 000 personnes ont perdu leur maison en Équateur, avec 35 000 maisons classées comme détruites ou endommagées à la suite d'un tremblement de terre. On peut également citer le tremblement de terre qui a secoué Haïti en 2010, détruisant 105 000 maisons, et affectant gravement 18 383 autres. En 2008, plus de 5 millions de Chinois ont perdu leur maison dans le Sichuan (Chine) à la suite d'un tremblement de terre. En 2004, 470 000 maisons ont été détruites par le tsunami de l'océan Indien. Au Myanmar, 375 000 maisons ont été affectées par le cyclone Nargis en 2008.
Il est pourtant clair que les conséquences de cette éruption sont bien plus importantes que celles de 1951 et 1995, qui se sont produites à une époque où la caldera était moins peuplée[38], l'usage du sol essentiellement agricole, et les investissements fonciers bien moins importants. Ainsi, en 2014-2015, les biens matériels et les terres agricoles ont disparu dans une mesure bien supérieure à celle des éruptions précédentes. Cet accroissement démographique allié au développement des investissements fonciers a contribué à l'augmentation du risque et l'apparition de nouveaux enjeux exposés.

L'objectif ici n'est pas de nier la gravité de l'éruption de Fogo de 2014-2015 ou de minimiser ses impacts, qui certes pèsent lourd dans l'économie locale, mais de décentrer le débat sur la possibilité de réinvestir

[37] Dans le **chapitre 6**, l'unique cas de décès associé aux éruptions de Fogo est celui d'une fillette de 6 ans, qui serait morte ensevelie dans une maison effondrée (Ribeiro, 1954).
[38] D'une manière générale, et comme cela a été vérifié à Fogo, «*si l'évacuation devient nécessaire, une population dispersée peut être capable de migration de manière plus efficace* » (May, 2008, p. 27). La grande capacité de flexibilité et d'adaptation des populations locales à Fogo face à la menace éruptive doit donc être mise en lien avec de faibles densités de population (Nascimento *et al.*, 2016).

une zone sinistrée et sur la délocalisation, car tous ces arguments d'ampleur de la catastrophe restent fortement aléa-centrés et ne tiennent une fois de plus pas compte des enjeux socio-économiques et des causes politiques de l'ampleur des dégâts. Tout d'abord, bien que le lourd bilan matériel de l'éruption ait révélé la forte exposition de Chã das Caldeiras à la menace volcanique, justifiant peut-être le choix de reconstruire à un endroit moins exposé, le facteur de l'exposition au danger n'est pas le seul à en expliquer la gravité. Ce lourd bilan est également lié à une gestion aléa-centrée de la crise tout à fait discutable et de nombreux déficits cindynogènes (cf. **chapitre 7**), dont les principaux sont :

- L'absence d'alerte précoce explique en grande partie le retard dans l'évacuation des biens
- Le refus d'aider à l'évacuation des biens et la désorganisation des moyens d'évacuation (mieux orchestrées, les pertes auraient été limitées),
- De plus, rien ne prouve que l'éruption n'aurait pas pu survenir ailleurs (dans la caldera ou en dehors). D'ailleurs, dans la caldera (zone économiquement intéressante), il n'y a pas de zone exempte d'exposition à un danger. Le pied de la bordera est lui aussi une zone exposée : au ruissellement, aux glissements de terrain et aux éboulements. Il n'apparaît donc pas plus judicieux de localiser les zones habitées aux pieds de la bordera.

Ainsi, au-delà d'être aléa-centrée, délocaliser pour réduire l'exposition au danger est une mesure plus qu'aléatoire, toute l'île étant potentiellement exposée à une éruption. Elle n'apparaît donc pas comme la meilleure option afin de réduire le risque.

Ensuite, l'ampleur des destructions ne justifie pas une délocalisation, dès lors que les retombées économiques d'une réinstallation dans la caldera peuvent apporter aux populations des moyens d'existence qu'ils n'auraient absolument pas ailleurs, notamment dans les zones de relogement. Ce dernier aurait ainsi pour effet d'introduire de nouveaux risques socio-économiques (Boano, *Box* 46.1, dans Wisner *et al.*, 2012, p.557). De plus, en l'absence de conditions de relogement appropriées, les sinistrés subissent une perte de leurs moyens d'existence, des réseaux communautaires, qui les poussent finalement à abandonner les villages de relogement pour revenir à Chã malgré les difficultés et la menace encourue, rendant caduque le projet de relogement. D'ailleurs, un projet de relogement a plus de chance de fonctionner quand les communautés participent pleinement au projet, et participent à sa conception afin que celui-ci soit adapté aux besoins réels des personnes. Pour le cas de Fogo, il est par exemple évident qu'un projet de relogement ne peut pas fonctionner en l'absence de compensation avec des terres fertiles, de la mise en place de transports publics gratuits ou subventionnés pour se rendre dans la caldera et de maisons adaptées aux nécessités des habitants et à la taille des foyers.

Enfin, il ne s'agit pas de remettre en cause l'éventualité d'une future éruption volcanique atteignant Chã das Caldeiras, menaçant le bâti, les infrastructures, les biens, les activités ou même la vie des personnes, même si cela est moins probable. Le maire de Madères, présent au colloque UNICV sur l'éruption de Fogo (novembre 2015), est catégorique à ce sujet : « *ce n'est pas la dernière éruption, il va y en avoir d'autres et il faut être prêt* ». Il apparaît donc comme primordial de tirer les leçons des épisodes passés pour anticiper les catastrophes futures (White *et al.* 2003 ; Klein *et al.*, 2003, Moatty *et al,* 2015), et de chercher des solutions pour pallier les problèmes de coopération entre et au sein des acteurs institutionnels, des experts scientifiques et des populations. Dans cette perspective, « le véritable défi est de faire en sorte qu'au lieu de chercher à être la tête de la souris (la partie la plus importante d'un animal faible, insignifiant), les acteurs impliqués dans la gestion du territoire doivent plutôt devenir la queue du lion (la petite partie d'un animal fort) (Nemesio Pérez).

La résilience comme condition de la résistance est une focale intéressante pour envisager les efforts des populations locales pour transformer la partition jouée par les autorités locales et nationales avant, pendant et après l'éruption de 2014-2015. Au fil de la **partie C** de la thèse, il a largement été démontré que la « résistance » des habitants a permis de réduire leur vulnérabilité face aux risques associés aux menaces volcaniques, c'est-à-dire, *in fine*, d'être « résilients ». Ainsi, on observe que :

- Avant l'éruption de 2014-2015 (**chapitre 6**), la résistance des habitants aux mesures imposées par les acteurs externes, par de multiples actions discrètes, a permis aux habitants de contourner certaines mesures contraignant leur accès aux ressources au quotidien.
- Pendant l'éruption (**chapitre 7**), la résistance des habitants a de nouveau conditionné leur résilience, grâce à une organisation collective qui leur a permis notamment de se relever plus facilement de la catastrophe en optimisant la sauvegarde de leurs biens et de leurs moyens de production, malgré l'injonction d'évacuer des autorités.
- Après l'éruption (**chapitre 8**), le retour massif des habitants dans la caldera malgré l'interdiction étatique conditionne leur adaptabilité et leur capacité à se relever économiquement de la crise.

On peut ainsi conclure que les résistances sociales et politiques des habitants de Chã das Caldeiras influencent (directement ou indirectement) leurs capacités de résilience.

Cette analyse de la résistance comme condition de la résilience, est une piste de lecture intéressante, certes, mais elle a aussi des biais. Elle peut ainsi avoir comme défaut de valider la simplification dualiste entre « populations locales » d'un côté et « autorités locales et nationales » de l'autre, alors même que notre étude montre clairement que la situation est bien plus complexe. Cette vision construite autour de deux figures opposées – avec d'un côté les habitants qui résistent, et de l'autre le gouvernement qui domine, peut ainsi facilement passer sous silence les dynamiques internes et jeux de pouvoir qui traversent ces deux « camps ». Ainsi, la résistance n'a pas les mêmes répercussions sur la résilience de tous de manière uniforme et l'analyse doit se faire de manière différenciée : la résistance des femmes diffère de celles des hommes, tout comme les personnes âgées n'ont pas la même capacité à revenir vivre dans la caldera en l'absence de soutien étatique. Les plus « pauvres » n'adoptent pas les mêmes stratégies de résistance que les plus riches. Se servir de la résistance comme d'une lentille convergente et grossissante pour mieux comprendre comment fonctionne la résilience est inutile si on n'a pas recours à un scalpel pour étudier ce qui se trouve « à l'intérieur ».

Chã das Caldeiras est devenu un lieu de résistance, de résilience mais aussi « d'éjection » » (Texier, 2009, p.84), où les plus modestes peinent à retrouver leur place, tandis que les plus forts, les plus rapides et les plus aptes à se relever, exploitent les effets bénéfiques de la catastrophe pour « reconstruire en plus grand ». Ainsi, pendant que Chã renaît sous le regard admiratif des touristes qui n'iront jamais mettre les pieds à Monte Grande ou même à Achada Furna, les groupes sociaux les plus précaires, en particulier les personnes âgées et les femmes seules avec enfants à charge sont « éjectés » et marginalisés dans ces villages de relogement, face au désengagement du gouvernement qui favorise le laisser-faire.
La capacité d'un certain nombre de foyers à compter sur ses propres ressources, à savoir son capital physique, social, naturel et ses biens pour vivre au quotidien, mais aussi faire face et se relever d'une crise, et ceci avec un minimum d'aide extérieure, ne doit pas cacher le renforcement post-catastrophe de la vulnérabilité du plus grand nombre. Cette vulnérabilité se traduit par une diminution, voire un épuisement de la base des ressources, en lien avec la coupure territoriale nette pour beaucoup par rapport à la caldera, et avec l'incapacité à maintenir une qualité de vie suffisante faute de viabilité des activités sociales et économiques pratiquées (Gallopin *et al.*, 1989, p.377 ; Gallopin, 2006, p.300).

Eduino Lopes Montrond en train de dessiner son village, école primaire de Chã das Caldeiras, février 2012

Conclusion Générale

L'éruption de Fogo fait-elle partie du passé ?

Oui et non. Si d'un point de vue strictement physique, l'éruption a pris fin il y a maintenant trois ans, plusieurs facteurs indiquent que l'état d'urgence a perduré bien après la fin de l'éruption, pour céder la place à une longue période de transition mêlant réhabilitation, reconstruction et renouveau, mais aussi perturbations, incertitudes et obstacles. De nature antérieurement instable, l'équilibre des forces en présence a été bouleversé par l'éruption volcanique de 2014-2015, qui a mis à jour l'existence d'intérêts territoriaux, politiques et économiques divergents. Pendant que la lave refroidit dans la caldera, les acteurs internes et externes, aux différentes échelles d'action, brûlent de conserver leur place dans la hiérarchie renouvelée.

Pour citer Julie Hernandez à propos de l'ouragan Katrina (2009, p.125), on peut considérer que la véritable catastrophe se situe davantage dans le prolongement des conséquences de la catastrophe que dans la catastrophe elle-même. Dans ce sens, l'éruption est toujours d'actualité. Elle se manifeste aussi bien dans le territoire entièrement remodelé que dans la parole de ses habitants : *Fogo na Boca*. Présente dans toutes les bouches, elle est au cœur du discours politique, qui en fait le thème principal de ses campagnes ; elle est aussi au centre des revendications des membres de la communauté qui cherchent à se faire entendre pour défendre leur droit sur le territoire, en vertu de leur antériorité dans la caldera et de l'incapacité des pouvoirs publics à leur assurer des solutions de vie durables en dehors de cet espace. Dans cette perspective, la véritable éruption, d'origine sociale, est plus que jamais active et la paix entre pouvoir public et populations locales est plus précaire que jamais.

De plus, l'éruption a peut-être pris fin, mais le sommeil du volcan de Fogo n'est qu'une trêve. Les habitants ont « gagné » : malgré l'éruption, malgré la tentative d'éviction, Chã das Caldeiras

existe toujours, mais que se passera-t-il quand le volcan se réveillera ? Et pendant combien de temps va-t-il encore dormir ? Cette reconstruction informelle anarchique est à la fois la confirmation irréfutable de la capacité des habitants à se relever, mais aussi la condition d'un futur désastre potentiel, car nul ne peut ignorer les risques futurs inhérents à ce repeuplement de la caldera (Hernandez, 2009, p.125 ; Maret & Cadoul, p.117).

Au-delà de la récente légalisation des habitations dans l'enceinte de la caldera, la reconstruction d'un territoire de vie solide et résilient et la mise en place d'une gestion adaptée aux besoins et réclamations locales demeurent les principaux défis pour ce territoire. Outre qu'elles aggravent le danger par des mesures institutionnelles inadaptées, les stratégies politiques n'ont pour l'instant pas permis de répondre à la nécessité d'un rebondissement économique. Les individus, pour la plupart très vulnérables économiquement, sont obligés de s'auto-organiser pour tenter de retrouver une activité lucrative ou vivrière. Il s'agit de réfléchir à la manière de rompre cette « répétition des faits » qui plonge ses racines dans l'histoire de cette communauté et son rapport ancien à l'État. Ce ne sont pas là des tâches de court ou de moyen terme. Il conviendrait d'éviter qu'à Chã das Caldeiras comme dans de nombreux territoires soumis aux risques dits « naturels », des décisions politiques à court terme n'affectent le processus d'une vraie et nécessaire reconstruction et résilience, qui ne peuvent pas être confondues avec la « transition chaotique » de ces trois dernières années, et devraient nécessairement s'inscrire dans un travail de long terme.

À partir du cas d'étude de Fogo, au lendemain de l'éruption de Fogo de 2014-2015, plusieurs éléments révélateurs ont pu être mis en évidence :

Ce sont les choix politiques qui sont à l'origine d'une efficacité ou d'une inefficacité à protéger les moyens d'existence.

Malgré des financements internationaux importants pendant et après l'éruption, et la volonté des acteurs internationaux et nationaux de favoriser un *build back better*, les preuves tangibles de succès des projets de reconstruction et d'accompagnement de la résilience des sinistrés sont relativement peu nombreuses. Les décisions politiques ambiguës et fluctuantes en matière de reconstruction et d'appui à la résilience des populations, entre prohibition et laisser-faire, se multiplient, mais les résultats sont maigres. Les projets qui défilent et se succèdent semblent tous voués à l'échec, et viennent entraver le processus de reconstruction informelle en cours dans l'enceinte de la caldera. Cette incapacité de l'État capverdien à créer un véritable plan de relèvement post-catastrophe montre que les réponses sont envisagées uniquement en réaction directe à la survenue de l'aléa et dans une stratégie politique de court terme. La répétition des mêmes schémas d'action malgré les freins socio-économiques poussant les habitants à retourner vivre dans la caldera est, de ce point de vue, particulièrement significative.

En matière de politique, le risque découle des stratégies de court terme (le pouvoir avant tout) et d'une vision aléa-centrée (éloignement par rapport à la menace), à l'origine d'une mauvaise réactivité et d'une répétition des mêmes schémas. Cette stratégie du bras de fer et du court terme aboutit à l'absence de planification efficace, caractérisée par le coup par coup. Le Gouvernement cède sur des petites choses au fur et à mesure, au lieu d'avoir une vision globale, une anticipation et une planification de la gestion du territoire, au lieu de profiter de la survenue inéluctable de la catastrophe, et d'en faire une fenêtre d'opportunité permettant d'augmenter la résilience des populations en vue des éruptions futures.

Pour les nouvelles autorités élues en mars 2016 (et celles qui leur succéderont par la suite), il est crucial de concevoir et de mettre en œuvre un vrai projet local participatif et réellement inclusif, qui tire les leçons de ce passé tumultueux, au lieu de concevoir leurs programmes et projets comme s'il ne s'était rien passé. Ce manque de réactivité et cet embourbement dans le bras de fer font qu'au final, les pouvoirs publics reproduisent le même schéma de stratégies exogènes pensées à la dernière minute, quand tout était déjà en place et connu. L'idée directrice dans ce cas d'étude, c'est la reproduction des mêmes erreurs institutionnelles. On voit se répéter inlassablement un schéma identique avec les mêmes lois, règles, normes, qui viennent après coup s'opposer aux dynamiques locales spontanées : le relogement forcé à Achada Furna et Monte Grande ; l'énorme erreur de ne pas évacuer les biens et les animaux.

Le risque est une construction sociale, économique et politique qui engage l'ensemble des acteurs aux différentes échelles d'action

L'analyse des réponses institutionnelles et des stratégies des populations locales face aux crises éruptives à Fogo, au Cap-Vert révèle des carences majeures : les problèmes de Chã das Caldeiras, ceux qu'il lui faudra surmonter et vaincre pour retrouver les chemins de la résilience et d'un développement qui ne soit plus contrarié, sont multiples. L'hypothèse d'un *build back better* et d'une amélioration des conditions de vie des habitants du village après la dernière éruption de Fogo est rejetée. Les difficultés quotidiennes préexistantes (ressources naturelles limitées, absence d'infrastructures, inégalités sociales, précarité économique de la majorité des habitants, alcoolisme, pression foncière, violence domestique, insécurité, etc.) ont eu tendance à s'accentuer. Faute de mettre ces questions sur la table et d'y apporter des réponses, le risque pourrait être grand que cette sortie de catastrophe ne conduise à une nouvelle catastrophe - ou un « bond en arrière » - avec l'arrivée d'une nouvelle éruption volcanique.

Critiquer ne suffit pas, il faut faire des propositions

Cette réflexion débouche sur les solutions envisageables pour optimiser une gestion du territoire de Chã das Caldeiras qui préserverait en priorité les moyens d'existence et valoriserait davantage les capacités des différents acteurs du territoire. En tenant compte des facteurs qui viennent d'être décrits, il aurait alors été possible de développer un projet :

- qui ne dépense pas inutilement de l'argent dans des plans d'urbanisation voués à l'échec ;
- qui soit dès le début et véritablement élaboré en partenariat avec les acteurs locaux, incluant le PNF et les populations locales, afin de planifier des projets réalisables et adaptés au contexte social, historique et économique ;
- qui anticipe les catastrophes futures éventuelles en se servant des expériences passées, permettant ainsi de faire en sorte que les personnes soient plus résistantes à la menace volcanique.

À l'issue de cette thèse, certaines recommandations en matière de reconstruction apparaissent comme secondaires et ne doivent pas dicter les mesures adoptées, en particulier :

- tenter de reconstruire les maisons sur des zones potentiellement moins exposées que la zone d'urbanisation antérieure, y compris à l'intérieur de la caldera, en prenant compte des travaux scientifiques existants et futurs (Richter *et al.*, 2016 ; Jenkins *et al.*, 2017) ;
- proposer des stratégies de conception de bâtiments permettant d'accroître la résistance des

structures typiques qui prennent en compte le budget et les moyens réels des populations locales, et qui se basent sur les recommandations émises par les scientifiques travaillant sur le sujet (Jenkins *et al.*, 2017) ;

En revanche, les suggestions suivantes apparaissent comme primordiales :

- d'effectuer des études fréquentes afin d'ajuster les objectifs et la mise en œuvre des projets de reconstruction à l'évolution du contexte local ;
- de travailler sur un plan de résilience à long terme axé sur la robustesse des moyens d'existence, en se servant de l'opportunité que constitue la pluriactivité et de la complémentarité des ressources à Chã (tourisme, agriculture, transport).
- de mettre en place un plan d'évacuation qui tienne compte de la nécessité absolue d'évacuer les biens, les moyens de production et les animaux ;
- d'investir dans la construction de routes et de moyens d'évacuation adaptés ; Jenkins *et al.* font notamment allusion à un projet datant de début 2016 qui visait à développer un second itinéraire d'accès (et d'évacuation) allant de Bangaeira au nord-est de Chã (flanc nord de l'île) (Jenkins *et al.*, 2017, p.14).
- de réfléchir à une meilleure coordination entre équipes de recherche, d'investir les populations de la tâche de l'interprétation des données et d'avoir une alerte précoce digne de ce nom tout en prenant soin de choisir des solutions de recueil de données peu coûteuses qui soient adaptées aux capacités économiques du pays ;
- d'impliquer les communautés locales, d'écouter les gens et de répondre à leurs besoins socio-économiques prioritaires, en cherchant à sortir du conflit afin de récréer de la confiance ;

Ce dernier point est particulièrement important, et fait écho à d'autres publications scientifiques qui défendent l'importance d'impliquer les communautés affectées dans la conception à l'implantation des projets de reconstruction (Gupta, dans Wisner *et al.,* 2012, p.565). L'ouverture d'un espace de dialogue dans lequel les choix en matière de reconstruction puissent être formulés, débattus, questionnés, apparaît comme primordiale. Donner la parole, c'est considérer les populations locales comme des partenaires à part entière, ce qui ne peut se faire sans une vraie volonté politique d'écoute à l'égard des habitants, de leurs besoins, de leurs priorités et de leurs critiques éventuelles. Cette écoute doit avoir lieu aux différentes étapes de la démarche, et apparaît comme un élément déterminant pour permettre de concilier les réponses institutionnelles et informelles en matière de gestion du territoire.

Mais peut-on vraiment faire bouger les choses ?

Pas si simple : la stigmatisation des pratiques et des usages des populations locales par l'État, avant, pendant et après l'éruption, est révélatrice des rapports de force en présence. Les conflits d'intérêts entre conservation de la nature, protection des hommes face à la menace et appropriation résidentielle et productive par les locaux, se traduisent par des comportements de légitimation, de valorisation, de compétition et de rivalité entre les acteurs institutionnels et la population (mais aussi au sein même des acteurs institutionnels). Les tentatives de consultations publiques en vue d'inclure les populations locales dans le projet de reconstruction, qui répondent aux directives internationales de Sendai, sont cependant des éléments potentiellement positifs, mais qui n'ont pas permis de prendre en compte les priorités et les besoins des populations locales, tout comme elles n'ont pas empêché la dégradation des relations entre acteurs. Néanmoins, aujourd'hui, Chã das Caldeiras est plus que jamais un lieu d'application d'actions exogènes perçues comme des mesures imposées. Au lieu de converger, de se compléter et de se nourrir

entre elles, les stratégies d'action formelles et informelles s'opposent et se contrarient mutuellement. Cette existence sur un même espace d'acteurs aux intérêts territoriaux divergents est source de conflits qui dépassent la question de la nature, du risque et du développement, et cristallisent des clivages entre les acteurs autour de la légitimité du pouvoir, chaque acteur tendant « *à maximiser sa place dans la chaîne de décision locale* » (Depraz, 2008). Officiellement, on peut parler d'intention de reconnaître et de valoriser les savoirs et les actions des « profanes » de la part des instances officielles, mais dans les faits, ceux-ci sont systématiquement passés sous silence ou décriés par les autorités officielles.

L'hypothèse d'intégration des populations locales dans la gestion de crise nécessiterait de remettre en cause d'une part l'approche autoritaire et *top-down* de l'intervention des forces de l'ordre sur le terrain, et d'autre part de reconnaître les savoirs vernaculaires et les capacités locales.

Le regard que les individus posent sur les autorités et celui que les autorités posent sur les populations déterminent les comportements respectifs et sont à l'origine d'un conflit difficile à désamorcer. Les perceptions mutuelles se caractérisent davantage par la méfiance et la dévalorisation que par la confiance. L'idée défendue par chacun est la suivante :

- C'est parce que les habitants sont habitués à considérer les autorités comme des agresseurs/ennemis qu'ils adoptent à leur égard des comportements de méfiance et agissent en infraction et en résistance.
- C'est parce que les autorités sont habituées à considérer les habitants de Chã comme des victimes ignorantes, incapables, impuissantes (et donc potentiellement dangereuses pour elles-mêmes) que les autorités adoptent à leur égard des comportements de domination et de dévalorisation.

Alexandre Nevsky défend qu'il ne faut pas partir du principe « *que parce que quelqu'un n'a pas eu de formation, il n'est pas en capacité de participer. S'il y avait eu 5 guides dans l'équipe du SNPC, même avec une petite formation de 10 minutes seulement, ça aurait été mieux* ». Or, ce positionnement est difficile à soutenir publiquement, car il peut valoir aux personnes qui y adhérent d'être écartées du pouvoir et taxées de dissidence ou de militantisme.

Néanmoins, un processus de réflexion est en marche pour faire changer les choses. Lors du colloque international organisé à Praia en 2015 par UNICV, Nemesio Perez a en effet rappelé aux acteurs présents que l'objectif du colloque était d'apporter des réflexions afin d'améliorer les crises éruptives futures, et non de se féliciter pour la gestion de l'éruption passée. Dans le même sens, le président actuel de l'association des guides de Fogo, Alcindo Montrond, propose d'organiser des réunions avec le service municipal de SNPC afin de former une équipe d'urgence prête à intervenir en collaboration avec les autorités (cf. entretien avec Alcindo Montrond).

➔ Apports et limites de la thèse

Cette thèse repose sur une distanciation marquée par rapport à toute approche aléa-centrée et relève d'un fort scepticisme par rapport aux approches « top-down » traditionnelles.

Elle est critique d'une approche de type volontariste si celle-ci découle de solutions imposées par des experts ou des décideurs éloignés de la réalité du terrain et des préoccupations réelles des populations. En ce sens, elle confronte la chercheuse à une contradiction inhérente à la réalisation même de sa thèse. Dans la mesure où les résultats de cette recherche ont été diffusés aux populations et aux autorités sous

forme de films, l'objectif de la thèse est d'aller dans le sens d'une meilleure compréhension des attentes des populations par les autorités et d'une évolution de la conception de la gestion de crise par les différentes catégories d'acteurs, afin de parvenir à une gouvernance optimisée.

Les analogies entre l'étude des risques naturels, des espaces protégés et du développement local ont permis de conforter les choix théoriques ayant servi de socle à la recherche de terrain.

On constate en effet une convergence des idées et des concepts dans les domaines des risques, de la gestion des espaces protégés, et du développement. Les analyses et les approches sont complémentaires, et s'entrecroisent et se fertilisent mutuellement. Le processus d'enrichissement conceptuel qui en découle est dynamique et porteur, du fait des synergies découlant des comparaisons de type pluridisciplinaire. L'étude approfondie de champs disciplinaires distincts présente l'inconvénient majeur d'avoir demandé au chercheur de revoir et de redéfinir les concepts au centre de son travail par rapport aux évolutions de terrain. En revanche, ce cadre conceptuel d'analyse a eu l'avantage d'apporter une réflexion globale sur le territoire, dépassant largement la gestion des risques dits « naturels ».

L'expérimentation et la combinaison de méthodes quantitatives, qualitatives et audiovisuelles

Afin d'avoir accès aux perceptions des acteurs et de comprendre les causes profondes à l'origine des pratiques et stratégies observées, différentes méthodes d'enquête qualitative ont été utilisées tout au long de la thèse, qui ont chacune à leur manière permis une meilleure compréhension du contexte local. Des méthodes d'enquête quantitative ont également été utilisées de manière complémentaire, afin de quantifier et de spatialiser certains phénomènes.

L'analyse de terrain a bénéficié de l'originalité que confère aux entretiens la présence d'une caméra, la réalisation de films dont certains conçus de manière participative, la tenue de réunions de « retour d'expérience », la création d'un jeu de cartes, le partage de ces films avec des tiers. La thèse soutient que la géographie ne peut que s'enrichir de ce nouvel outil qu'est le cinéma conçu au sens large, c'est-à-dire utilisant toutes les ressources de la vidéo, avec une forte volonté de ne pas s'en tenir au seul documentaire didactique ou distrayant, mais d'en faire un outil d'analyse et de vulgarisation scientifique. Utiliser le film dans le cadre des sciences sociales relève moins d'un risque que d'un défi (Fontorbes, 2003), celui de revendiquer, en tant que chercheur, l'usage d'une nouvelle écriture, d'un nouveau langage. Ce langage, fait de sons et d'images, donne à voir et à entendre les pratiques et les discours des personnes filmées, mais aussi le contexte spatial et temporel dans lequel celles-ci évoluent. Le film de recherche possède un avantage inestimable, celui de faciliter la retranscription exacte de la parole à travers des mots, mais aussi au-delà, par des silences, des postures, des expressions et des gestes.

La principale limite de l'utilisation de l'audiovisuel et de la réalisation de films dans cette thèse est d'avoir été chronophage, en demandant un travail supplémentaire venant se surimposer au travail écrit classique. Toutefois, son utilisation a présenté de nets avantages : ce type d'enquête a notamment permis d'apporter un réel retour auprès des personnes enquêtées, tout en favorisant l'entraide et la reconnaissance de la chercheuse au sein de la communauté, et a clairement permis de créer des ponts entre recherche et action.

Après cette thèse …

Des travaux postérieurs permettraient d'aller plus loin, notamment dans les domaines suivants : le développement de nouveaux outils participatifs d'analyse et d'élaboration de propositions de politiques publiques ; l'évaluation des directives internationales, de leur contenu, mais aussi de leur efficacité sur le terrain ; l'analyse critique de l'attitude des décideurs, des bailleurs de fonds, mais aussi des récipiendaires de cette aide ; la prise en compte des nouveaux médias sociaux pour solliciter l'aide, favoriser le dialogue et imaginer de nouvelles solutions sur le long terme. Ces travaux ultérieurs pourront s'appuyer sur le travail accompli durant cette thèse, tant au niveau des concepts que sur le terrain.

BIBLIOGRAPHIE

ABAD, K. (2017). From Locus Amoenus to Locus Horribilis: Provincial and Urban Spaces of Cultural (Re)Assertion and Hegemony in Yates and Sigel's When the Mountains Tremble and Bustamante's Ixcanul. Views from Below: The Underdog in Contemporary Latin American and Spanish Film, 13 p.

ACCORNERO, G. (2013). La répression politique sous l'Estado Novo au Portugal et ses effets sur l'opposition estudiantine, des années 1960 à la fin du régime. Cultures et conflits , 89 (Militantisme et répression), pp. 93-112.

ADGER, N., ARNELL, N., & TOMPKINS L., E. (2005). Successful Adaptation to Climate Change Across Scales. pp. 77-86.

AGARWAL, B. (1992). The Gender and Environment Debate: Lessons from India. Feminist Studies, Vol. 18, No. 1 (Spring, 1992), Feminist Studies, Inc. pp. 119-158.

AGARWAL, B. (2007). Gender inequality, cooperation, and environmental sustainability, In K. Basu (ed.). The Oxford Companion to Economics in India. (Chap.11). University Press - HAR/CDR edition, 602 p.

ALBUQUERQUE, L., & MADEIRA SANTO, M. E. (1991). História Geral de Cabo Verde (Vol. I). (I. e. Cabo-Verde, Éd.) Praia: Centro de Estudos de Historia e cartografia Antiga. 478 p.

ALDRIN, P. (92|2010). L'impensé social des rumeurs politiques. Sur l'approche dominocentrique du phénomène et son dépassement . Rumeurs en politique - Mots les Languages du politique, pp. 23-40.

ALLAN, S., THORSEN, E., & LANG, P. (2009). Citizen Journalism, global perspectives (global crises and the media). Peter Lang Inc., International Academic Publishers; First printing edition. 227 p.

ALLARD, P., BAXTER, P., HALBWACHS, M., KASAREKA, M., KOMOROWSKI, J.-C., & JORON, J.-L. (2003). The most destructive effusive eruption in modern history: Nyiragongo (RD. Congo). 17 p.

AMOSSY R., La coexistence dans le dissensus », Semen [En ligne], 31 | 2011, mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 29 janvier 2018. URL : http://journals.openedition.org/semen/9051

ANAUT, M. (2005/3). Le concept de résilience et ses applications clinique. Recherche en soins infirmiers, N° 82, pp. 4-11.

ANDRADE GONÇALVES, A. (2008). Vulcanologia e seus impactos no concelho de Santa Catarina – Ilha do Fogo Trabalho Científico apresentado no Instituto Superior de Educação para obtenção do grau de Licenciatura em Geologia, sob a orientação do Doutor Alberto da Mota Gomes. Instituto Superior de Educação., Departamento de geociências. Praia: UNICV. http://hdl.handle.net/10961/1892

ANDRADE SYLVA, E. (1996). Les îles du Cap-Vert de la « Découverte » à l'Indépendance Nationale (1460-1975). Paris. L'Harmattan. Collection racines du présent. 319 p.

ANDRE-LAMAT, V., FAULON, M., JACQUEMET, E., & SACAREAU, I. (2016, novembre). Quatre géographes face à leurs émotions. Géographies des émotions , Carnets de géographes [En ligne], mis en ligne le 30 novembre 2016, consulté le 20 avril 2017. URL : http://journals.openedition.org/cdg/665

APPAY, B. (2005). Delphy, un apport incontournable à la sociologie. Cahiers du Genre , pp. 213-221.

A Semana (2014, mars 14) JMN inaugura sede do Parque Natural do Fogo, URL : http://asemana.publ.cv/?JMN-inaugura-sede-do-Parque-Natural-do-Fogo

A Semana (2014, mars 15). Sede do Parque Natural do Fogo potencia o vulcão e a cratera, Expresso das Ilhas URL http://www.asemana.publ.cv/?Sede-do-Parque-Natural-do-Fogo-potencia-o-vulcao-e-a-cratera

A Semana (2015, mars 04). Forum-Reconstrucão da ilha do Fogo não correspondeu as expectactivas dos moradores http://www.asemana.publ.cv/?Forum-Reconstrucao-da-ilha-do-Fogo-nao-correspondeu-as-expectactivas-da

A Semana (2015, mars 07) Jorge Nogueira: População de Chã foi roubada URL : http://www.asemana.publ.cv/?Jorge-Nogueira-Populacao-de-Cha-foi-roubada

A Semana (2017, novembre 05). Governo vai reforçar as medidas integradas de gestão e fiscalização do Parque Natural do Fogo URL : http://www.asemana.publ.cv/?Governo-vai-reforcar-as-medidas-integradas-de-gestao-e-fiscalizacao-do-Parque&ak=1

AULL DAVIES, C. (2008). Reflexive ethnography: a guide to researching selves and others. Routledge. First edition : London, Routledge, 1999. 310 p.

BACKMAN, R., & BRAUMAN, R. (1998). Les médias et l'humanitaire. Victoires Eds. 174 p.

BAGNARDI, M., GONZALEZ, P., & HOOPER, A. (2016, juin 30). High-resolution digital elevation model from tri-stereo Pleiades-1 satellite imagery for lava flow volume estimates at Fogo Volcano. 43, pp. 6267-6275.

BALLET, J., KOFFI, J.-M., KOMENA, K.-B., & RANDRIANALIJOANA, M. (2011). Comment préserver les ressources naturelles ? Le mythe de la gestion participative. France: Éditions Rue d'ULM - sciences durables, 57 p.

BALZAC, H. (2002) Z. Marcas, Bartillat, première publication en juillet 1840, 93 p.

BANKOFF, G. (2003). Cultures of disaster : society and natural hazard in the Philippines. Londres: Routledge, 232 p.

BARBE, A. (2003). Les îles du Cap-Vert. De la découverte à nos jours : une introduction Paris, L'Harmattan, Coll. Mondes lusophones, 285 p.

BARENSTEIN, J. D. (2008). From Gujarat to Tamil Nadu: Owner-driven vs. contractor-driven housing reconstruction in India. Building resilience achieving effective post-disaster reconstruction, 18 p.

BARNAUD, C., D'AQUINO, P., WILLIAM, D., & MATHEVET, R. (2016/3). Dispositifs participatifs et asymétries de pouvoir : expliciter et interroger les positionnements. Participations , N° 16, pp. 137-166.

BARTHES, R. (1980). La chambre claire (éd. Cahiers du cinéma). Gallimard. 200 p.

BECK, E. (2006). Approche multi-risques en milieu urbain. Le cas des risques sismique et technologiques dans l'agglomération de Mulhouse (Haut-Rhin). Thèse de doctorat en Géographie et sciences de la Terre et de l'univers. Université Louis Pasteur Strasbourg, 283 p.

BENSON, C., TWIGG, J. & MYERS, M. (2001). NGO initiatives in risk reduction : an overview. Disasters, 25 (3), pp. 199-215.

BENSON, C. & TWIGG, J. (2007). Tools for Mainstreaming Disaster Risk Reduction: Guidance notes for Developement Organisations. Genève: Provention Consortium, 184 p.

BERGER, G. & WISNER, B. (2012), Hazards and Disasters Represented in Film, In WISNER, BEN, GAILLARD, J.C. & KELMAN I. (eds) Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction, Routledge, pp.121-120.

BERGER J., BOSI V., CADAG J. ROM, CHOLIK N., CHOURAQUI F., DE BELIZAL E., FONTAINE M., GAILLARD J.-C. , GRANCHER D., JENKINS S., LAVIGNE F., LEONARDI M., KOUOKAM E., MEI E. T. W., ILARIA M., APA P., LOPES PEREIRA R., PICQUOUT A., SRI SAYUDI D., STAHR K., TEXIER P., THIERRY P., TRINIDADE J., VAZÃO T. (2012). Handbook for Volcanic Risk management (Vol. Chapitre 5). Library of Congress Cataloging. pp. 130-157 URL : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HandbookVolcRiskMgt%20hr_0.pdf

BERRIANE, Y. (2013). Femmes, associations et politique à Casablanca. Centre Jacques-Berque. 452 p.

BISILLIAT, J., & VERSCHUUR, C. (2000). Le genre : un outil nécessaire : introduction à une problématique. Paris: L'Harmattan - Cahier genre et développement. 264 p.

BLAIKIE, P. & BROOKFIELD, H. (1986). Land degradation and society. Londres. 296 p.

BLONG, R. J. (1984). Volcanic hazards: a sourcebook on the effects of eruptions. Sydney, Australie: Academic Press. 424 p.

BOHM, D., DINERSTEIN, A., & SPICER, A. (2010). (Im)possibil-ities of autonomy: Social movements in and beyond capital, the state and development. Social Movement Studies n° 9, pp. 17–32.

BOLIN B. (2007). Race, Class, Ethnicity, and Disaster Vulnerability, Handbook of Disaster Research, pp. 113-129.

BONNEMAISON, J. (1981). Voyage autour du territoire. L'Espace géographique , 4, pp. 249-262.

BOSHER, L. (2008). Hazards and the built environment: Attaining built-in resilience. Taylor & Francis ; Routledge. 382 p.

BOSQUET, M.-F., & SYLVOS, F. (2005). L'imaginaire du volcan. Presses universitaires de Rennes ; Saint-Denis (La Réunion) : Université de la Réunion, CRLHOI-LCF. 291 p.

BOUILLON, F. (2009). Les mondes du squat: Productions d'un habitat illégal et compétences des citadins disqualifiés. PAris, France: Puf/Le Monde ; Collection Partage du Savoir. 272 p.

BOURDEAU-LEPAGE, L., & TOVAR, É., (2011). Bien-être en Île-de-France : derrière une hausse générale, des disparités territoriales croissantes, Métropolitiques. URL : www.metropolitiques.eu/Bien-etre-en-Ile-de-France.html

BOURDEAU-LEPAGE, L., & TOVAR, É. (2013/3). Quelle fracture socio-spatiale à l'heure du grand Paris ? Le cœur de l'Île-de-France à la dérive. Revue d'Économie Régionale & Urbaine , pp. 491-521.

BOURDIEU, P. (1998). La domination masculine. Collection Liber, 142 p.

BOURDIEU, P. (1978). Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections. Actes de la recherche en sciences sociales, 23, pp. 67-69.

BOURGEAT, S. (2017). La montagne de Shining (Stanley Kubrick 1980) : légendes noires et territoire de la folie. Les Cafés Géographiques. https://cafe-geo.net/tag/serge-bourgeat/

BRACKE, S. (2016). Bouncing Back - Vulnerability and Resistance in Times of Resilience. Dans J. Butler, Z. Gambetti, & L. Sabsay, Vulnerability in Resistance. Towards a Feminist Theory of Resistance and Agency. Durham: Duke University Press. pp. 52-75.

BROWAEYS, X. (1999). Géographie, image et vidéo. Pour une pratique de l'audiovisuel. L'information géographique , 63, pp. 25-32.

BROWN, J. D., & DAMERY, S. L. (2002). Managing flood risk in the UK: towards an integration of social and technical perspectives. Transactions of the Institute of British Geographers , 27 (Issue 4), pp. 412-426.

BRUNET, R., FERRAS, R., & THERY, H. (1997). Les mots de la géographie, dictionnaire et encyclopédie. Broché. 518 p.

BRYCESON, F. D., & VUORELA, U. (2002). The transnational family: new European frontiers and global networks. Berg Social Science, 288 p.

BURKE, E. (1998) Recherche philosophique sur l'origine de nos idées du sublime et du beau. Paris: Éditions Vrin, Collection Bibliothèque des textes philosophiques. 1ère édition en 1757. 256 p.

BURTON, I. (1972). Cultural and personality variables in the perception of natural hazard. Dans J. Wohlwill, et D. Carson, Environment and the social sciences : perspectives and applications Washington: American Psychological Association Inc. pp. 184-195.

BURTON, I., KATES, W., R., & WHITE, G. F. (1978). The Environment as Hazard. Oxford University Press. 290 p.

CABRAL, A. (1978). Obras escolhidas - I - Unidades e luta. Lisboa, Portugal: Editorial Seara Nova. 250 p.

CABRAL, J., LIMA, A., SEMEDO, H., OLIVEIRA, N., RAIMUNDO, M., & MENDES, N. (2015). Respostas da proteção civil aquando da erupção vulcânica na ilha do Fogo. International Conference on the 2014-15 Fogo eruption, Praia. 48 p.

CADAG, J. (2013). À l'ombre du géant aigre-doux. Vulnérabilités, capacités et réduction des risques en contexte multiethnique : le cas de a région du Mont Kanlaon (Philippines). Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2013. ⟨tel-00985020⟩

Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 - 2030. (2015). Troisième Conférence mondiale de l'ONU tenue à Sendai au Japon le 18 mars 2015, United Nations, 40 p.

CAICEDO, A. (2013). Habitar bajo riesgo : Mapachico y Genoy. Zona de Amenaza Volcánica alta (ZAVA) del volcán Galeras Municipio de Pasto. Nariño, Colombia. Escuela del hábitat CEHAP. Facultad de Arquitectura. Maestría thesis, Universidad Nacional de Colombia – Sede Medellín. http://bdigital.unal.edu.co/11045/

CALATAYUD, A. (2002). L'auto-portrait en cinéma. La chouette , pp. 55-60.

CALBERAC, Y. (2006). Le terrain des géographes, entre tradition et légitimation du chercheur. Approches des terrains de recherche. Bordeaux: Cahiers ADES. 96 p.

CALBERAC, Y. (2010). Terrains de géographes, géographes de terrain. Communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français du XXe siècle. Géographie. Université Lumière - Lyon II, 2010. Français, ⟨NNT : C0021478⟩ ⟨tel-00551481v2⟩

CALLENS, S. (2002) Valérie November, Les territoires du Risque. Le risque comme objet de réflexion géographique, Berne : Peter Lang, 2002, Développement durable et territoires [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2002, mis en ligne le 30 janvier 2003, consulté le 10 mars 2018. URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/1319

CAMPOS G., A., HOLM-NIELSEN, N., DIAZ G., C., RUBIANO V., D. M., COSTA P., C. R., RAMIREZ C., F., (2012). Analysis of Disaster Risk Management in Colombia A Contribution to the Creation of Public Policies . The World Bank: GFDRR. International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank. 428 p.

CANAVEZ, F., & MIRANDA, H. (2011/2). Sur la résistance chez Freud et Foucault. Recherches en psychanalyse , 12 (2), pp. 149-157.

CANNON, T. (1994). Vulnerability analysis and the explanation of "natural" disasters. Dans A. Varley, Disasters, development and environment, Chichester: J. Wiley et sons, pp. 13-30.

CANNON, T. (2000). Vulnerability analysis and Disaster. Dans D. Parker, Floods. Vol 1. London: Routledge. p.45-55.

CANUT, C. (2011), ANR MI-PRIMO, la Migration Prise aux mots, URL : http://miprimo.hypotheses.org/

CARREIRA, A. (1983). Cabo Verde: Formacao e Extincao De Uma Sociedade Escravocrata (1460-1878). Instituto Cabo-Verdeano do Livro, Praia,. 548 p.

CARREIRA A., (1984) Cabo Verde. Aspectos sociais. Secas e fomes do século XX, Lisboa, Bibl. Ulmeiro n° 9, 2é éd., 207 p.

CASTRO, T. (2011). La pensée cartographique des images. Cinéma et culture visuelle,. Aléas, Collection Cinéma, 126 p.

CAZOTTE. J. (1772). Le Diable amoureux. France. 183 p.

CEBALLOS ROSERO, F. (2016). El cabildo de indígenas: de la opresión colonial a la resistencia contemporánea. El caso del pueblo Quillasinga de Mocondino (San Juan de Pasto, Colombia). Diálogo Andino. pp.329-339.

CERNEA, M. M. (2004). Impoverishment Risks, Risk Management and Reconstruction: A Model of Population Displacement and Resettlement. Presented at UN Symposium on Hydropower and Sustainable Development - 27 to 29 October: Beijing, China, 52 p.

CERNEA. M. M. & MCDOWELL, C. (2000) Risks and Reconstruction Experiences of Resettlers and Refugees. The World Bank. 508 p.

CHAMBERS, R. & CONWAY, G. R. (1991). Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century. IDS Discussion paper, 296 p.

CHAMBERS, R. (1994). The origins and practice of participatory rural appraisal. World development , 22, pp. 953-969.

CHAMBERS, R. (2008). Revolutions in Developement Inquiry. Earthscan from Routledge, 256 p.

CHATELAIN, P. (1989). Quelques réflexions sur les rapports de la géographie à l'image . Strates - Matériaux pour la recherche en sciences sociales , 6 p.

CHAVAROCHETTE, C. (2013). L'État guatémaltèque et les populations mayas : stratégies d'identifications ethniques négociées chez les Chuj (1821-2011). Critique internationale , vol. 60 (no. 3), pp. 133-150.

CHENET, M., SIMOES, L., & LAURENT, Q. (2011). Pratique et enseignement de l'audiovisuel en géographie. EchoGéo [En ligne], 18 | 2011, mis en ligne le 05 décembre 2011, consulté le 13 mars 2018. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/12734 ; DOI : 10.4000/echogeo.12734

CHESTER, D. (1993). Volcanoes and society. Londres: E. Arnold. 288 p.

CHESTER, D. K., DUNCAN, A. M., & DIBBEN, C. J. (2008). The importance of religion in shaping volcanic risk perception in Italy, with special reference to Vesuvius and Etna. Journal of Volcanology and Geothermal Research , pp. 216-228.

CHION, M. (1998). Le son - traité d'acoulogie. Paris, France: Nathan-Université, coll. Cinéma et image. 271 p.

CHOURAQUI F. (2013). De la création à l'utilisation de données audiovisuelles en sciences sociales. L'exemple du documentaire Na Boca de Fogo, acte de séminaire "L'image et ses dérivés dans la recherche" - Séminaire Jeunes chercheurs C3S 2013-2013, Chapitre 13, pp. 139-149.

CHOURAQUI F., TEXIER P., (2016). Pour un renforcement des capacités de gestion des crises volcaniques au Cap-Vert : Analyse des réponses apportées par les institutions et les populations face à l'éruption du volcan de Fogo de 2014-2015. Dynamiques Environnementales, Laboratoire de Géographie Physique Appliquée, (Bordeaux, France), pp. 70-93.

CHOURAQUI F., GRANCHER D., MOATTY A., TEXIER P., (à paraître) Approche radicale : les vulnérabilités des enjeux et la résilience des populations. Dans LAVIGNE F. *et al.*, Volcanographie : une approche géographique des environnements et des risques volcaniques, collection Géorisques des Presses Universitaires de la Méditerranée (Montpellier, France)

CHRISTOPLOS, I. (2006). The elusive "window of opportunity" for risk reduction in post-disaster recovery. Bangkok: Provention Consortium Forum 2006, Strengthening global collaboration in DRR. 4 p. URL : www.proventionconsortium.net/themes/default/pdfs/Forum06/Forum06_Session3_Recovery.pdf

CICR. (1998). Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays - 30-09-1998 Article, Revue internationale de la Croix-Rouge, 831. (D. O. 1998, Éd.) CICR - Comité International de la Croix-Rouge. URL : https://www.icrc.org/fre/resources/documents/misc/5fzf6z.htm

CLEUZIOU, Y. (2010). James C. Scott, La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne. Études rurales [En ligne], 186 | 2010, mis en ligne le 11 mars 2013, consulté le 20 juin 2017. URL : http://journals.openedition.org/etudesrurales/9330

COLIN L. & V. PETIT V. (2008), La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ? Étude de trois processus de concertation en Bolivie, Équateur et Mali, Thèse de Doctorat, ABIES Paris, CIRAD GREEN Montpellier, 682 p.

COLIN, L. & PETIT, V., (2009). La Vidéo Participative : essai de cadrage du concept. France. URL : http://sociologies.revues.org/2924

COLLEYN, J.P.(2010) La fiction dans le cinéma documentaire : Tentation ou hantise , L'Image-Document, Entre réalité et fiction, n°1, octobre, Marseille, Images En Manœuvres Éditions, pp. 146-166.

COLLIGNON, B. (2005-3). Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ? (What do we know about vernacular geographic knowledges). La géographie économique au début du XXIe siècle : agglomération et dispersion/ Géographie vernaculaire , pp. 321-331.

COLLIGNON, B. (2010). L'éthique et le terrain, L'Information géographique, vol. 74, no. 1, 2010, pp. 63-83.

COLLIGNON B., & STASZAK J.-F. (dir) (2003), Espaces domestiques : construire, habiter, représenter, France: Bréal, 447 p.

COMBES D. & DEVREUX A.M., (1992). Travail des femmes et rapports sociaux de sexe », Relations de genres et développement : femmes et sociétés, ORSTOM, pp.149-166.

COMFORT, I., WISNER, B., CUTTER, S., PULWARTY, R., HEWITT, K., OLIVER-SMITH, A. (1999). Reframing disaster policy : the global evolution of vulnerable communities. Environmental Hazards , 1, pp. 39-44.

CONLEY, T. (2007). Cartographic Cinema. Minneapolis, Etat-Unis: University of Minnesota Press. 264 p.

CONORD, S., & DOLE-LOUVEAU DE LA GUIGNERAYE, C. (2016). De la photographie au film. Pour une anthropologie par l'image. pp. 25-33.

CONTRERAS MOJICA, D. M. (2006). VOLCÁN GALERAS HÁBITAT EN RIESGO. Revista de Arqutectura El Cable (N°5), pp. 101-118.

CORBET, A. (2014/3). Quand l'humanitaire choisit ses victimes . C.E.R.A.S | « Revue Projet » , pp. 39-46.

CORREIA, J., ARAUJO, M. G., & NASCIMENTO, J. (1997). Impactos sócio-económicos da erupção de 1995 na Iha do Fogo. Dans A erupção vulcânica dse 1995 na ilha do Fogo: Cabo Verde Ministério da Ciência e Tecnologia. Instituto de Investigação Cientifica Tropical. pp. 325-324.

CORREIA, J., ARAUJO, M., & NASCIMENTO, J. (1997). Impactos socio-economicos da erupção de 1995 na ilha do Fogo. Simposio Internacional A Erupçãode 1995 na Ilha do Fogo, Cabo Verde , pp. 325–334.

COUTINHO E. (2005), Le documentaire en question : paroles de cinéastes, 24 images, n° 124, pp. 17-26.

CRENSHAW, K. W. (2005 [1991]). Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. no 39, pp. 51-82.

CRISTOPHER, H., BACON, P., & CAMERON, R. (2014). Human Security and natural disasters. Angleterre: Routledge Humanitarian Studies. 196 p.

CUEVAS MUÑIZ, A., & SEEFOO LUJAN, J. L. (2005). Reubicación y desarticulación de La Yerbabuena Entre el riesgo volcánico y la vulnerabilidad política. Desacatos - Saberes y razones (N°19), pp. 41-70.

CUNY, F. (1983). Disasters and Developement. Oxford: Oxford University Press. 272 p.

CUTTER, S. L., BARNES, L., BERRY, M., BURTON, C., EVANS, E., TATE & E., WEBB J. (2008) A place-based model for understanding community resilience to natural disasters, Global Environmental Change, Volume 18, Issue 4. pp. 598-606.

DAVAL, M., ROLLAND, C., REGIS, C., ODERIGO, G., MILLET, G. & LIAU, N. (2005). Tolkien: un autre regard sur la Terre du Milieu. France: Éditions Edysseus , collection Ex-libris. 192 p.

DAVIES, S. (1993). Are coping Strategies a Cop Out? IDS Bulletin , 24 (4), pp. 60-72.

DAVIES, S. (1996). Adaptable livelihoods: coping with food insecurity in the Malian Sahel. Royaume-Uni: Houndmills, Basingstoke: Macmillan Press. 335 p.

DAVIS, I., HAGHEBEART, B. & PEPPIATT, D. (2004). Social vulnerability and capacity analysis. Genève: Provention Consortium. 40 p.

DE BAECQUE, A. (2008). L'Histoire-caméra. Paris: Éditions Gallimard. 496 p.

DE BRUIJNE, M., BOIN, ARJEN, VAN EETEN, M, (2010). Resilience: Exploring the Concept and its Meanings, In: Designing Resilience. Preparing for extreme events, Chapter: 2, Publisher: University of Pittsburgh Press , Editors: L.K. COMFORT, A. BOIN, C.C. DEMCHAK pp.13-32

DE SARDAN, O. J.-P. (1993). Le développement local comme champ politique local. Bulletin de l'APAD , 6, pp. 11-18.

DE SUREMAIN, M.-D. (à paraître). Urbanisme, féminisme et empowerment. Regards croisés Amérique Latine/France. Entretien avec Marie-Dominique de Suremain. Cahiers du Genre.

DE VANSSAY, B. (2010). La reconstruction Développement durable et réduction de la vulnérabilité. Face à la post-catastrophe (24), pp. 6-9.

DE WET, C. (2006). Risk, complexity and local initiative in involuntary resettlement outcomes. In Development induced involuntary resettlement projects, edited by Chris de Wet. Studies in forced migration, vol. 18 . Oxford and New York: Berghahn Books. pp.180-203.

DE WET, C. (2009). Does development displace ethics ? The challenge of forced resttlment. In A. Oliver Smith (Ed) Development and dipossession : The crisis of forced displacement and resettlment, pp. 77-86.

DEBARBIEUX, B. (1995). Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. L'Espace géographique 24-2. pp. 97-112.

DEDENON, E. (2017). Les spatialités des mémoires, Appel à contribution. (Calenda, Éd.) mis en ligne le 31 mai 2017, URL : http://calenda.org/406197.

DEKENS, J. (2007). Local Knowledge for Disaster Preparedness : A litterature Review. Kathmandu, Nepal: International Centre fir Integrated Mountain Developement (ICIMOD). 97 p.

DELGADO NEVES, D. J., PAULO(DE) RODRIGUES SILVA, V., SILVEIRA RODRIGUES ALMEIDA, R., ASSIS (DE) SALVIANO DE SOUSA, F., & BARBOSA DA SILVA, B. (2017). Aspectos gerais do clima do arquipélago de Cabo Verde. 13 (1), pp. 59-73.

DELPHY, C. (2000). Autour du livre de Christine Delphy L'ennemi principal, Travail, genre et sociétés, vol. 4, no. 2, 2000, pp. 157-200.

DELPHY, C. (1999). L'Ennemi principal (Vol. Tome I). Paris: Editions Syllepse. 276 p.

DEPRAZ, S. (2008). Géographie des espaces protégés, Genèse, principes et enjeux territoriaux. Ed. Armand Colin collection U Géographie, 320p.

DEPRAZ, S. (2013). Notion à la une : protéger, préserver ou conserver la nature ? Mis en ligne le 24 avril 2013, Consulté le 27 janvier 2017, URL : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/notion-a-la-une-proteger-preserver-ou-conserver-la-nature

D'ERCOLE, R. & PIGEON, P. (1999). L'expertise internationale des risques dits naturels : intérêt géographique. Annales de Géographie (608), pp. 339-357.

DESCAMPS, M.-A. (1972). Catastrophes et responsabilité. Dans R. f. sociologie (Éd.). pp. 376-391

DE SINGLY, F. (1992). L'enquête et ses méthodes : le questionnaire. Paris, Nathan, Col. 128, Sociologie, n°18, 127 p.

DFID's resilience framework - Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper. (2011). Londres: Department for International Development (DFID). 20 p.

DIBBEN C. & CHESTER D. K. (1999), Human vulnerability in volcanic environments: The case of Furnas, Sao Miguel, Azores, Journal of Volcanology and Geothermal Research 92, pp. 133-150.

DI MEO G. (2004). Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités. In: Annales de Géographie, 113, n°638-639. sous la direction de Guy Di Méo. pp. 339-362.

DI MEO, G. (2006). Approches des terrains de recherche. Cahiers ADES. Bordeaux: ADES. p. 96.

DJAMENT-TRAN, G., REGHEZZA-ZITT M., Résiliences urbaines Lesvilles face aux catastrophes, ed. Le Manuscrit, 364 p.

DORADO G., L. M. (2007). Galeras: avances y retos de la situación de desastre. Gestión y Ambiente , Vol. 10 (N°2), pp. 93-100.

DOURY, M. (2004). La position du chercheur en argumentation. Semen 17, pp. 149-163.

DULL, R. A., SOUTHON, J. R., & SHEETS, P. (2001, mars). Volcanism, Ecology and Culture: A Reassessment of the Volcán Ilopango TBJ Eruption in the Southern Maya Realm. Latin American Antiquity, pp. 25-44.

DUNEZAT, X., & GALERAND, E. (2014). Chapitre 8. La résistance au prisme de la sociologie des rapports sociaux : les enjeux du passage au collectif. Dans J.-A. Calderón, & V. Cohen, Qu'est-ce que résister ? Presses universitaires du Septentrion. pp. 125-142.

DUPONT, L. (2014). Terrain, réflexivité et auto-ethnographie en géographie. Géographie et cultures , 89-90 (J'égo-géographie), pp. 93-109.

DUPONT, L. (2014). Terrain, réflexivité et auto-ethnographie en géographie. (Revues.org, Éd.) Géographie et cultures , 15 p.

DUROUX, R., & URDICIAN, S. (2010). Les Antigones contemporaines: de 1945 à nos jours. Presses universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand. 474 p.

DUSZYNSKI, F. (2012). Fujicolor - Le mont Fuji en rouge - Rêves, Akira Kurosawa (1989) . vol. 43 (no. 2), pp. 46-48.

DW (2015, février 7) "Ixcanul": la fuerza del volcán, journal Deutsche Welle (DW) URL : http://www.dw.com/es/ixcanul-la-fuerza-del-volc%C3%A1n/a-18242886

ELOI, LAURENT. Social-écologie. Paris: Flammarion, 2011. 229 p.

ENARSON, E. (2012). Women confronting natural disaster : from vulnérability to resilience. Angleterre: Lynne Rienner publishers, Boulder London. 245 p.

ERNER, G. (228). La société des victimes. France: La Découverte, Collection Cahier libre. 223 p.

ESTEVÃO, J. (1998). Cabo Verde. Dans ALEXANDRE, V. & DIAS, J. O Império Africano 1825-1890. Lisboa: Editorial Estampa. 864 p.

EWICK, P., & SILBEY, S. (1998). The Common Place of Law: Stories from Everyday Life. 318 p.

Expresso das ilhas (2016, août 1). Recuperar o tempo perdido em Chã das Caldeiras, n°765, URL : https://expressodasilhas.cv/opiniao/2016/08/01/recuperar-o-tempo-perdido-em-cha-das-caldeiras/49614

Expresso das ilhas (2018, janvier 14). O novo assentamento de Chã das Caldeiras. Expresso das Ilhas (n°841), URL : https://expressodasilhas.cv/pais/2018/01/12/o-novo-assentamento-de-cha-das-caldeiras/56119

FALLON, C., & Joris, G. (2009). Entre gestion de crise et vigilance : quand les médias et l'administration publique sont appelés à construire un référentiel partagé. Communication et organisation , 35, pp. 60-69.

FAO (2015). FAO provides urgent assistance to drought-stricken Cape Verde. URL : http://www.fao.org/news/story/en/item/278021/

FARIA, B., & FONSECA, J. (2013, Septembre 25). Investigating volcanic hazard in Cape Verde Islands through geophysical monitoring: network description and first results . Natural Hazards and Earth System Sciences , pp. 485-499.

FARIA, B., & FONSECA, J. (2014). Investigating volcanic hazard in Cape Verde Islands through geophysical monitoring: network description and first results. Natural Hazards and Earth System Sciences , 15 p.

FAST, P. A. (2008). The volcano in athabascan oral narratives. Alaska Journal of Anthropology , 6, pp. 131-140.

FELDMAN, J. (2002). Objectivité et subjectivité en science. Quelques aperçus. Revue européenne des sciences sociales - Histoire, philosophie et sociologie des sciences , pp. 85-130.

FEVRY, S. (2012). Cinéma et apocalyspe. Une mise en perspective. Dans A. Join-Lambert, S. Goriely, & S. Fevry, L'imaginaire de l'Apocalyspe au cinéma. France: L'Harmattan. p. 190.

FILIOD, J.-P. (1999). L'épluchure, le matelas, la statuette. L'univers domestique à l'épreuve de la conservation. Le déchet, le rebut, le rien , pp. 151-171.

FONTORBES, J.-P. (2003). Le corps du regard. Toulouse: Université Toulouse-Jean Jaurès. Thèse de doctorat en Cinéma - Sous la direction de Guy Chapouillié. UTM, Tome 1, 238 p. Tome 2, 7 films-recherche.

FONTORBES, J.-P., & GRANIE, A.-M. (2016). Chercheurs de champs. France: Entrelacs Hors-Séries. 184 p.

FOUCAULT, M. (1994). Dits et écrits (1954-1988), tome III : 1980-1988. France: Gallimard. 912 p.

FOUCAULT, M. (1976). Histoire de la sexualité 1 - La volonté du savoir. France: Bibliothèque des histoires – Gallimard, 224 p.

FRANCIS, P., & OPPENHEIMER, C. (2003). Volcanoes. Etats-Unis: Oxford University Press. 536 p.

FRANSOLET, M. (2011). Chã das Caldeiras : ethnographie d'un village capverdien à travers son volcan. Université catholique de Louvain, Ecole des Sciences Politiques et Sociales. 171 p.

GAILLARD, J.-C. (2006). La culture comme enjeu majeur de la gestion des catstrophes liées à des phénomènes naturels au sein des sociétés traditionnelles. Dans F. Leone, & F. Vinet, La vulnérabilité des sociétés et des territoires face aux menaces naturelles France: Géorisques. pp. 43-55.

GAILLARD, J.C. (2007). Resilience of traitionnal societies in facing natural hazards. Disaster Prevention and Management, 16 (4), pp. 522-544.

GAILLARD, J.-C. (2007). De l'origine des catastrophes : phénomènes extrêmes ou âpreté du quotidien ? Natures Sciences Sociétés, 15. pp. 44-47.

GAILLARD, J.C., (2008). Alternative paradigms of volcanic risk perception: The case of Mt. Pinatubo in the Philippines. Journal of Volcanology and Geothermal Research, vol. 172, n°3-4. pp. 315-328.

GAILLARD, J.C. & CADAG, J. R. (2009) From marginality to further marginalization : experiences from the victims Gaillard et Maceda, Journal of Disaster Risk Studies | Vol 2, No 3 | a27. pp.197-215.

GAILLARD, J.C., MACEDA, E.A., STASIAK, E., LE BERRE, I. & ESPALDON, M.A.O. (2009). Sustainable livelihoods and people's vulnerability in the face of coastal hazards. Journal of Coastal Conservation. p. 119-129

GAILLARD, J.-C. W., CANNON, T., CRETON-CAZANAVE, L., DEKENS, J., & TEXIER, P. (2010). Alternatives pour une réduction durable des risques de catastrophe. Human Geography , 3, pp. 66-88.

GAILLARD, J.-C., WISNER, B., & NAVA, B. (2014). Petites catastrophes et réduction des risques. Au défi de l'anthropocène : la nécessaire alliance des humanitaires et des environnementalistes ? Humanitaires . 38. pp. 60-69.

GALAND N., (2012). Un exemple de circuit court en ultra-proximité : un réseau de partenaires pour la reterritorialisation d'une filière, Pour N° 215-216, éditeur GREP, pp. 371-376.

GARCIA-VILLEGAS, M., & LEJEUNE, A. (2015/3). La désobéissance au droit : approche sociologique comparée. Droit et société , 91, pp. 565 - 577.

GAUDRU, H. (2003). La volcanologie de A à Z. Genève: Éditions du Tricorne. 159 p.

GIEC. (2014). Changements climatiques 2014 Incidences, adaptation et vulnérabilité. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. GIEC, Suisse. 40 p.

GILBERT, C. (1995). Studying disaster: a review of the main conceptual tools. International Journal of Mass Emergencies and Disasters , 12 (3), pp. 231-240.

GINISTY, K., & VIVET, J. (2008). Les biais, terrain de savoirs ? Expériences africaines. A travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie , 14 p. URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00408163/document

Global Estimates 2015: People displaced by disasters (2015), Coordinator/lead author: Michelle Yonetani, IDMC International Displacement Monitoring Center. 109 p.

Global Report of IDMC. (2016). On the GRID Internal displacement in 2016 - PART 1. IDMC International DIsplacement Monitoring Center. 26 p.

GOMES, C. (2009). Mujer y poder : el caso de Cabo Verde. La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 225 p.

GONÇALVES, A. A., QUERIDO, A., & FERNANDES, A. C. (2009). Cape Verde Volcano Observatory: a new challenge for reducing volcanic risk in Cape Verde. 2 p.

GOREAU-PONCEAUD, A., & VEYRET, P. (2016). Dheepan, un film postcolonial. EchoGéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 15 février 2016, consulté le 13 mars 2018. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/14456 ; DOI : 10.4000/echogeo.14456

Governo de Cabo Verde. (2009). Progress Report Towards Achieving the MDGs. Foco Municipal, Relatório 2007-2008.

Governo de Cabo Verde. (2015). Avaliação das Necessidades Pós- Desastre (PDNA) ERUPÇÃO VULCÂNICA NO FOGO 2014-2015 . 130 p.

Governo de Cabo-Verde (2017, novembre 11) CM: Aprovação do projeto de resolução que reforça as medidas integradas de gestão e fiscalização do Parque Natural do Fogo, URL : http://www.governo.cv/index.php/destaques/8568-cm-aprovacao-do-projeto-de-resolucao-que-reforca-as-medidas-integradas-de-gestao-e-fiscalizacao-do-parque-natural-do-fogo

GRANIE, A.-M., & GUETAT-BERNARD, H. (2006). Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural. France: IRD Éditions/PUM. 328 p.

GRAYSON, D. K., & SHEETS, P. D. (1979). Volcanuc Disasters and the Archaeological rcord. Dans D. K. Grayson, & P. D. Sheets, Volcanic Activity and Human Ecology, Academic Press. pp. 623-632.

GUÉRIN, I. (2008/2). Vous consultez L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales. Revue Française de Socio-Économie, 2, pp. 59-78.

GUETAT-BERNARD, H. (2007). Développement, mobilités spatiales, rapports de genre : une lecture des dynamiques des ruralités contemporaines (Inde du sud, Ouest Cameroun, Amazonie brésilienne) (Vol. 3 tomes). France: Habilitation à Diriger des Recherches (octobre 2007), Université Toulouse 2 le Mirail, UFR Sciences Espaces Sociétés, Département de géographie, laboratoire Dynamiques Rurales. 384 p.

GUETAT-BERNARD, H. (2011). Genre et développement rural : géographie des femmes et des hommes bamiléké du Cameroun, Rennes, PUR, coll. Géographie sociale, 313 p.

GUETAT-BERNARD, H., & LAPEYRE, N. (2017). Les pratiques contemporaines de l'empowerment - Pour une analyse des interactions entre pratiques et théories, individu·e·s et collectifs. (n°63), pp. 6-22.

GUILBIN, B. (2007/4). Le tourisme : un théâtre géopolitique ? La Découverte « Hérodote » (127), pp. 3-14.

GUINARD, P. (2015). Géographies des émotions, émotions des géographes. Les Cafés Géographiques [En ligne], http://cafe-geo.net/geographies-des-emotions-emotions-des-geographes/

GUPTA, M. (2012) Settlement and shelter reconstruction. In WISNER, BEN, GAILLARD, J.C. & KELMAN I. (eds) Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction, Routledge, pp. 553-566.

HALL, P. A., & LAMONT, M. (2013). Era, Social Resilience in the Neoliberal. Canadian Institute for Advanced Research - Cambridge University Press. 395 p.

HALLAIR, G. (2007). Vidéo et pratique de la Géographie. EchoGéo [En ligne], 2 | 2007, mis en ligne le 13 mars 2008, consulté le 11 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/1643 ; DOI : 10.4000/echogeo.1643

HARDING, S. (1987). Feminism and Methodology : Social Science Issues. New-York, États-Unis: Bloomington: Indiana University Press. 183 p.

HARSONO, A. (1999, juin). Les spoliés de Jakarta. Dossier Sud : Vivre en ville coûte que coûte , pp. 26-28.

HAYNES, K., BARCLAY, J., & PIDGEON, N. (2008). The issue of trust and its influence on risk communication during a volcanic crisis. Bulletin of Volcanology. Volume 70, Issue 5, pp 605–621.

HEIJMANS, A. (2001). Vulnerability : a matter of perception. International Workshop-conference vulnerability in Disaster theory and practice, 4 p. URL : www.ucl.ac.uk/hazardcentre/resources/working_papers/working_papers_folder/wp4

HERITIER, S. (2011/4). Approches et gestion participatives, affichage et réalités. Réflexions autour des espaces protégés du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Bulletin de l'Association de géographes français, 88ème année , pp. 444-458.

HERMANT, H. (2016). Infléchir et subvertir l'autorité à l'âge moderne. Paris, France: Classique Garnier. 406 p.

HERNANDEZ, J. (2012). Résiliences contradictoires et résilience toxique dans la Nouvelle-Orléans post Katrin. Dans G. Djament-Tran, & M. Reghezza-Zitt, Résiliences urbaines Lesvilles face aux catastrophes. Le Manuscrit, p. 364.

HERNANDEZ, J. (2009/2). The Long Way Home : une catastrophe qui se prolonge à La Nouvelle-Orléans, trois ans après le passage de l'ouragan Katrina. L'Espace géographique , 38, pp. 124-138.

HETTNE, B. (1995), Development Theory and the Three Worlds: Towards an International Political Economy of Development, Longman Scientific & Technical, 1995, Political Science, 319 p.

HEWITT, K. (1983). Interpretations of calamity from the viewpoint of human ecology. Boston: Allen & Unwin - The Risks & Hazards Series. 304 p.

HOLLE, A., & SARRAZIN, C. (2016). La place des réseaux d'entraide interpersonnels nord-sud dans le processus de rconstruction post-catasrophe : l'exemple du séisme du printemps 2015 au Népal. Communication dans un congrès, Journées ATM de Lille. Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement. 7 p.

HUSSON, G., & YAMEOGO, J.-L. (2011). En route vers une scolarisation universelle de dix ans ; Notes du Pôle Dakar : Notes pays N°7. Pôle de Dakar, le pôle d'analyse sectorielle en éducation du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique. 4 p.
URL : http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002169/216901f.pdf

IASC. (2011). Directives opérationnelles de l'IASC sur la protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles. Projet Brookings -LSE sur le déplacement interne . Washington: IASC Comité Permanent Inter-organisations. 80 p. URL :
https://www.brookings.edu/wpcontent/uploads/2016/07/0106_operational_guidelines_nd_french.pdf

Instituto Nacional de Estatística - Cabo-verde. (2015). Curiosidades sobre as mulheres em Cabo Verde. Instituto Nacional de Estatística.
URL : http://ine.cv/ObservatorioGenero/index.php/indicadores/outros/summary/13-infografico/48-curiosidade-sobre-as-mulheres-em-cabo-verde

Instituto Nacional de Estatística - Cabo-Verde. (2015). Mulheres e homens em Cabo-Verde - Factos e números. Instituto Nacional de Estatística ; Instituto Caboverdiano para a Igualdade e Equidade de Género ; ONU Mulheres. URL : http://ine.cv/publicacoes/mulheres-e-homens-em-cabo-verde-factos-e-numeros-2015/

Instituto Nacional de Estatística - Cabo-Verde. (2016). Estatísticas do Emprego e Mercado do Trabalho de 2016. URL : http://ine.cv/quadros/estatisticas-do-mercado-trabalho-cv-imc2015/

Instituto National de Estatistica - Cabo-Verde. (2015). Curiosidades sobre o pai caboverdiano Cap-Vert: INECV. URL : http://ine.cv/wp-content/uploads/2017/03/dados-pai_.pdf

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies . (2016, Avril 22). Emergency Plan of Action Final Report - Cape Verde /Sahel: Volcano (Fogo). 12 p.

IOM, I. O. (2015). Diaspora engagement in humanitarian response. International Organization for Migration. 5 p. URL : https://unofficeny.iom.int/sites/default/files/FINAL%20Paper%20-%20Diaspora%20and%20Humanitarian%20Response%20-%20May%202015.pdf

IONESCU, S., & JOURDAN-IONESCU, C. (2010 , novembre-décembre). Entre enthousiasme et rejet : l'ambivalence suscitée par le concept de résilience . Bulletin de psychologie , pp. 401-403.

JENKINS, H. (2006). Fans, bloggers, and gamers: Exploring participatory culture. New York University Press, 279 p.

JENKINS, S. D., Day, S. J., Faria B. V. E., & Fonseca, J. F. B. D. (2017). Damage from lava flows: insights from the 2014–2015 eruption of Fogo, Cape Verde. Journal of Applied Volcanology , 6:6, 17 p. URL : https://doi.org/10.1186/s13617-017-0057-6

JENKINS, S., & HAYNES, K. (2012). Volcanic eruption. In WISNER, BEN, GAILLARD, J.C. & KELMAN I. (eds) Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction, Routledge, The Routledge Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction Routledge - Taylors & Francis Group. pp. 334-346.

JOST, F. (2016). Le film polyphonique et son spectateur. Estudios de Lingüística Aplicada (ELA) pp. 54-64. URL : http://ela.enallt.unam.mx/index.php/ela/article/view/355

JOURNET, N. (2002). La culture - De l'universel au particulier. Auxerres, France: Sciences Humaines Éditions. 370 p.

KAFLE, S. & MURSHED, Z. (2006). Community-based disaster risk management for local authorities. Asian Disaster Preparedness Center, Bangok. 174 p.

KANT, E. (1846). Analytique du sublime . Dans Critique du jugement (J. Barni, Trad). Paris, France: Librairie philosophique de Ladrange. pp. 137-170.

KATES, R.W. (1971), Natural Hazard in Human Ecological Perspective : Hypotheses and Models. Economic Geography, vol. 47, n°3, pp. 438-451.

Kelman, I. & Karnes, E.(2007). Relocalising Disaster Risk Reduction in Boulder, Colorado Australian Journal of Emergency Management, The, Vol. 22, No. 1, Feb 2007: pp. 18-25.

KELMAN, I. (2006). Natural hazards and Risk Management. RiskPost : The Newsletter of the New Zealand Society for Risk Management , 4 (3), pp. 11-13.

KERGOAT, D. (2001 [1988]). Le syllogisme de la constitution du sujet sexué féminin. Le cas des ouvrières spécialisées. Travailler, pp. 105–114.

KERVERN, G.-Y. (1995). Éléments fondamentaux des cindyniques (Vol. Gestion Poche). Paris: Economica. 110 p.

KERVERN, G.-Y., & BOULENGER, P. (2007). Cyndiniques : Concepts et modes d'emploi (Vol. Collection "Cindyniques – Sciences du danger). Paris, France: Economica. 101 p.

KERVERN, G.-Y., & RUBISE, P. (1991). L'Archipel du danger : introduction aux cindyniques. Paris, France: Economica. 444 p.

KILBURN, C. (2000). Lava Flows and Flow Fields. Dans Encyclopedia of Volcanoes Sigurdsson, H ; Academic Press, San Diego. pp. 291-305.

KILIÇKIRAN, D. (2003). Féminisme et sens de l'espace dmestique des femmes déplacées. Dans COLLIGNON B., & STASZAK J.-F., Espaces domestiques : construire, habiter, représenter, France: Bréal, 447 p.

KLEIN, R.J.T., NICHOLLS, R.J., THOMALLA, F., (2003). Resilience to natural hazards: How useful is this concept? Environmental Hazards 5 pp. 35-45.

KOMOROWSKI, J.-C., MORIN, J., JENKINS, S., & KELMAN, I. (2017). Challenges of Volcanic Crises on Small Islands States, in Advances in Volcanology book series, pp.1-19.

KOREN, R. (2013). Ni normatif ni militant : le cas de l'engagement éthique du chercheur. Argumentation et Analyse du Discours [En ligne], 11 | 2013, mis en ligne le 15 octobre 2013, consulté le 13 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/aad/1572

LALLIER, C. (2009), Pour une anthropologie filmée des interactions sociales, Archives contemporaines, 2009, 250 p.

LA SOUDIERE (de), M. (1988, Novembre). L'inconfort du terrain. Terrain, anthropologie et sciences humaines , pp. 94-105.

LAPLANTINE, F. (2013). L'énergie discrète des lucioles (Vol. (Anthropologie prospective n°13)). Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 202 p.

LARRY, M., WEISS, T., & SCOTT, C. (1996). The news media, civil war, and humanitarian action. Lynne Rienner Publishers, Boulder Londres, 123 p.

LASLAZ, L., & TRATNJEK, B. (2011). Les espaces protégés : des territoires de conflits ? Vox geographica, URL : http://cafe-geo.net/wp-content/uploads/espaces-proteges.pdf

LA SOUDIERE M. (de), 1988, L'inconfort du terrain. "Faire" la Creuse, le Maroc, la Lozère…, *Terrain*, n° 11, pp. 94-105.

LASSAILLY-JACOB, V. (2000). Reconstructing Livelihood Through Land Settlment Schemes: Comparatives Reflections on refugees and Oustess in Africa. Dans M. M. Cernea, & C. McDowell, Risks and Reconstruction: Experiences of Resettlers and Refugees, Volume part two, Chapitre 4, Washington, Etats-Unis: The International Bank for reconstruction ; The World Bank, pp. 108-123.

LATOUR B. (1999), La Politique de la nature, comment faire entrer les sciences en démocratie, La Découverte, 382 p.

LATOUR, B. (2004). Le rappel de la modernité - approches anthropologiques. Conférence dans le séminaire Descola au Collège de France du 26-11-03. N° 6. [en ligne]. URL : http://www.ethnographiques.org/2004/Latour - consulté le 07 mars 2018

LATOUR, B. (2009) La mondialisation fait-elle un monde habitable ? Territoire 2040, Prospectives périurbaines et autres fabriques de territoire, Revue d'étude et de prospective, pp. 9-18.

LAULAN, A.-M. (1978). L'écrit et l'image : réalité de deux impérialismes. Communication et langages, 38, pp. 7-16.

LAURENT P.-J. (2018), Amours pragmatiques. Familles, migrations et sexualité au Cap-Vert aujourd'hui, Paris, Karthala, 456 p.

LAVIE, E. (2006) Géographie » et « terrain », des définitions universellement acceptées par les géographes ? Approche des terrain de recherche, Bordeaux: ADES, p. 96.

LAVIGNE, F., & DE BELIZAL, E. (2010). Les effets géographiques des éruptions volcaniques. Echogéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 06 décembre 2010, consulté le 11 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/12226 ; DOI : 10.4000/echogeo.12226

LAVIGNE, F., DE COSTER, B. J., TEXIER, P., MORIN, J., & GAILLARD J.-C. (2008). People's behaviour in the face of volcanic hazards; view from Javanese communities, Indonesia. Journal of Volcanology and Geothermal Research, , 172, 3-4, pp. 273-287.

LEONE, F., ASTE, J.P. & VELASQUEZ, E. (1995). Contribution des constats d'endommagement au développement d'une méthologie d'évaluation de la vulnérabilité appliquée aux phénomènes de mouvements de terrain. Bulletin de l'Association des Géographes Français , 1995-4, pp. 350-371.

LEONE, F. (2007). Caractérisation des vulnérabilités aux catastrophes "naturelles": contribution à une évaluation géographique multirisque (mouvements de terrain, séismes, tsunamis, éruptions volcaniques, cyclones). Mémoire d'habilitation à diriger des recherches (HDR), section 23 (Géographie), Université Paul Valéry, Montpellier III, laboratoire GESTER.

LE RENARD, A. (2011). Femmes et espaces publics en Arabie Saoudite . Paris, Dalloz. 352 p.

LE TOLLEC, F. (2013). De la tradition orale à la préservation de l'expression. Collection Préprint de l'ISHS-UBO, Synergies Mexique n°3 – 2013, pp. 133-142.

LECOQUIERRE, B. (2010). L'usage du voyage en géographie. Géographie et cultures, 75, pp. 139-157.

LEFEBVRE, H. (2000). La production de l'espace, Première édition en 1974 - 4ème réedition, édition Economica coll. Ethnosociologie. 512 p.

LEFORT, I. (2012). Le terrain : l'Arlésienne des géographes ? Annales de géographie , pp. 468-486.

LESALES, T. (2007). L'inégalité des territoires insulaires de la Caraïbe face aux menaces volcaniques. Études caribéennes [En ligne], 7 Août 2007, mis en ligne le 15 août 2007, consulté le 12 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/316 ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.316

LESOURD, M. (1995). Etat et société aux îles du Cap-Vert. Paris. Karthala, 524 p.

LESOURD, M. (2005). La diaspora capverdienne et son rôle dans l'archipel du Cap-Vert. Les migrants et la démocratie dans les pays d'origine, pp. 52-65.

LESOURD M. (2006), Le Cap-Vert aujourd'hui, Paris, Les Editions du Jaguar, 280 p.

LESOURD, M. (2016) le « vin de lave» de l'île de Fogo (Cap-Vert) : entre curiosité tropicale et marketing international. Communication dans un congrès 25 ans de Dynamiques Rurales - La renaissance rurale d'un siècle à l'autre - journées rurales 2016, Toulouse: Université de Toulouse Jean Jaurès. 8 p.

LESOURD, M. (1989). Sécheresse et Émigration aux îles du Cap Vert. Dans B. Bret, Les hommes face aux sécheresses Paris, France: Éditions de l'IHEAL. pp. 269-276.

LHOMME, S., SERRE, D., DIAB, Y., & LAGANIER, R. (2010). Les réseaux techniques face aux inondations, ou comment définir des indicateurs de performance de ces réseaux pour évaluer la résilience urbaine (Urban networks and floods : how to define performance indicators to evaluate urban resiliency. Les grandes métropoles au risque de l'eau, mise en risque et résilience spatiale au Nord et au Sud , 87-4, pp. 487-502.

LOCKWOOD, J. P., & HAZLETT, R. W. (2010). Volcanoes: Global Perspectives. Hoboken, NJ : Wiley-Blackwell, 552 p.

LOPES FILHO, J. (2011). Mestiçagem, emigração e mudança em Cabo Verde . África: Revista do Centro de Estudos Africanos, USP, S. Paulo, 29-3. pp.129-140.

LOPEZ-CARRESI, A., FORDHAM, M., WISNER, B., KELMAN, I., & GAILLARD, J.-C. (2014). Disaster management : international lessons in risk reduction, response, and recovery. London ; New York : Routledge, Taylor & Francis Group, 352 p.

LOUDE, J.-Y (1998) Préface du livre Les musiques du Cap-Vert de V. NOBRE MONTEIRO, ed. Chandeigne, pp. 7-9.

LOUGHLIN, BROWN, S. K. ; JENKINS, S. F. ; VYE-BROWN, C. (2015). Global Volcanic Hazards and Risk. (S. C. Loughlin, S. K. Brown, S. F. Jenkins, & C. Vye-Brown, Éds.) Cambridge University Press, 388 p.

LUNCH, C., & LUNCH, N. (2006). Insights into Participatory Video : A handbook for the field. InsightShare, 66 p.

LOUVEAU DE LA GUIGNERAYE, C., & ARLAUD, J. (2007). De la photo au film : écritures numériques (Vol. 37). Ethnologie française, vol. 37, n°1, pp. 101-106.

MACGREGOR, S. (2010). Gender and Climate Change: From Impacts to Discourses . Journal of the Indian Ocean Region, vol 6 n°2, pp. 223-238.

MACKINNON, D., & DERICKSON, K. D. (2012). From resilience to resourcefulness: A critique of resilience policy and activism . Progress in Human Geography , Vo. 37 (Issue 2), pp. 253-270.

MADEIRA SANTOS, M. E. (1995). História Geral de Cabo Verde (Vol. II). Lisbo/Praia: Centro de Estudos de Historia e Cartografia Antiga, IICP e DGPC de Cabo-Verde. 642 p.

MAFFESOLI M. (1998). Le temps des tribus, Presse de l'Université du Québec, 306 p.

MAILLEUX, S. (2013). La survie au quotidien : résistance ou mobilisation. Encyclo. Revue de l'école doctorale ED 382, Université Sorbonne Paris Cité, 2013, pp. 23-35. ⟨hal-00783943⟩

MANCIAUX, M.(2001). La résilience aujourd'hui . La Résilience : résister et se construire « Cahiers médicaux-sociaux » , p. 253.

MARCHE, H. (2003). La saleté corporelle et l'« amour propre » : mémoire sociale et figures de l'intime. Face à face [En ligne], 5 | 2003, mis en ligne le 01 mars 2003, consulté le 13 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/faceaface/420

MARET, I., & CADOUL, T. (2008/5). Résilience et reconstruction durable : que nous apprend la Nouvelle-Orléans ? . Annales de géographie (n°663), pp. 104-124 .

MARKALE, J. (1977). Contes populaires de toutes les Bretagnes. Rennes: Ouest-France. 336 p.

MASKREY, A. (1989). Disaster mitigation : a community based approach. Development Guidelines n°3. Oxford: Oxfam - Oxfam Development Guidelines. 100 p.

MASSART, G. (2005). Masculinités pour tous ? Genre, pouvoir et gouvernementalité au Cap-Vert. Lusotopie , XII(1-2), pp. 245-262.

MATHEWS, S. (2005). Imperial Imperatives and the Global Financing of Protected areas Ecodevelopment and the Resistance of Adivasis of Nagarhole National Park, India. In Law, Social Justice & Global Development journal, URL : http://www.go.wawick.ac.uk/elj/lgd/2005_1/mathews.

MATHIEU N.C. (1973), Homme-culture et femme-nature ?, L'Homme, Vol.13,3, pp.101-113.

MATHIEU. (1985). Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie. . L'arraisonnement des femmes - Essai en anthropologie des sexes, pp. 169-245.

MAURINES, B. (2012). Le film de recherche comme processus d'action - Contextes de production incertains et construction des publics. Journal des anthropologues , pp. 375-397.

MCGUIRE, W., M.C, S., C.R.J., K., & SANDERSON, D. (2009). Improving communication during volcanic crises on small, vulnerable islands. Journal of Volcanology and Geothermal Research,Volume 183, Issues 1–2, 20 May 2009, pp. 63-75.

MEI, E. T. W. (2014). Gestion des évacuations lors des crises volcaniques : étude de cas du volcan Merapi, Java, Indonésie. Thèse de Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2013. Français. ⟨tel-01001681⟩

MEINTEL Deidre (1984) Race, culture and portuguese colonialism in Cape Verde, Foreign and Comparative Studies, African Series, Tome XLI, Syracuse University (New York), 202 p.

MERCER, J., KELMAN, I., LLOYD, K. & SUCHET-PEARSON, S. (2008). Reflections on use of participatory research for disaster risk reduction. Area , 40.2, pp. 172-183.

METZ C. (1964), Le cinéma : langue ou langage ? Communications, numéro thématique : Recherches sémiologiques pp. 52-90.

METZ, C. (1973). Langage et Cinéma. Annales Économies, sociétés, civilisations, pp. 155-157.

METZGER, P., & PEYROUX, E. (2016). Comment la résilience s'impose à la pensée et à l'action : Usage rhétorique et effets politiques dans la planification urbaine à Johannesburg et la gestion des risques au Rímac. Communication dans un congrès, Journées ATM de Lille. Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement. 11 p. ⟨halshs-01338267⟩

MIGNOT-LEFEBVRE Y. (1991) Vingt ans après... la vidéo, Actes du séminairee de la SBS-Paris VII, 13 p.

MICHEL, M. (2001/10). La résilience : Un regard qui fait vivre. Études , pp. 321-330.

MOATTY, A. (2015). Pour une Géographie des reconstructions post-catastrophe : risques, sociétés et territoires. Thèse de doctorat en Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2015. Français ⟨ tel-01299800⟩

MORENO-MEDINA, C., RUIZ-SANTANA, A., NARANJO-CIGALA, A., GUERRA DE LA TORRE, E., NEVSKY RODRIGUES, A., & DINIS, H. A. (2016). Return to Volcano Resilience of human mobility facing natural hazards (Ilha do Fogo). Poster présenté par l'Université de Las Palmas. en août 2016 à Beijing, Chine.

MORERI, L. (1732). Le grand dictionnaire historique ou Le mélange curieux de l'histoire sacrée et profane (Vol. 6). Paris, France: Pierre Augustin Le Mercier. 1060 p.

MORIN, E. (1969). Le Vif du sujet. Editions du Seuil, Paris, 384 p.

MORIN, J. (2012). Gestion institutionnelle et réponses des populations face aux crises volcaniques : études de cas à La Réunion et en Grande Comore. Géographie. Université de la Réunion, Français ⟨tel-00863366⟩

MOTA GOMES, A. & RODRIGUES, R.L. (1997), Protecção civil provocada pela erupção vulcânica de 1995 na Ilha do Fogo - o serviço de ProtecçãoCivii".A erupção vulcânica de /995 na Ilha do Fogo, Cabo Verde, Lisboa, IICT, pp. 335-344.

MULLER, S. (2007). Les écueils du double jeu, une expérience d'observation participante transversale. SociologieS [En ligne], La recherche en actes, Dilemmes éthiques et enjeux scientifiques dans l'enquête de terrain, mis en ligne le 21 juin 2007, consulté le 13 avril 2018.
URL : http://journals.openedition.org/sociologies/189

MULOT, S. (2000). "Je suis la mère, je suis le père !" : l'énigme matrifocale. Relations familiales et rapports de sexe en Guadeloupe. Anthropologie sociale et ethnologie. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Français. ⟨tel-00266923v2⟩ 632 p.

MYRTTINEN, H. (2003). Désarmer la masculinité. Les femmes, les hommes, la paix et la sécurité , Formum du désarmement, pp. 43-53.

NASCIMENTO, MEDINA DO J. (2009). La croissance et le systeme de gestion et de planification de la ville de Praia (rep. du Cap-Vert). Rouen, thèse de doctorat présentée au Département de Géographie de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Rouen, 358 p.

NASCIMENTO, MEDINA DO J., MORENO-MEDINA, C., N. RODRIGUES, A., & DINIS, H. (2016). The Human Mobility as Strategy Facing the Volcanic Risks: The Case of Ilha do Fogo (Cape Verde). Dans J. Domínguez-Mujica, Global Change and Human Mobility, Etats-Unis: Springer. pp. 323-347.

NDAMI, C. (2017). Les agricultrices et la propriété foncière en pays bamiléké (Cameroun). Un droit foncier coutumier en tension, pp. 119-139.

NEFF, C. (2015, avril 16). Blognotice 26.04.2015: retour sur le vieil homme – le Pico do Fogo. Récupéré sur paysages : paysages et livres: http://cneffpaysages.blog.lemonde.fr/2015/04/26/blognotice-26-04-2015-retour-sur-le-vielle-homme-le-pico-do-fogo/#comment-1033

NEOCLEOUS, M. (2013). Resisting Resilience. Radical Philosophy, Issue 178, series 1 [En ligne], mis en ligne en mars/avril 2013. URL : https://www.radicalphilosophy.com/commentary/resisting-resilience

NOVEMBER, V. (2003). L'incendie créateur de quartier ou comment le risque dynamise le territoire. Cahiers de géographie du Québec, Volume 47, Numéro 132, pp. 367-388.

NOVEMBER, V. (2006). Le risque comme objet géographique. Cahiers de géographie du Quebec , 50 (141), pp. 289-296.

NOVEMBER, V., PENELAS, M., & VIOT, P. (2008). « L'effet Lully » : un territoire à l'épreuve d'une inondation. Cosmopolitiques (18), pp. 89-106.

NOVEMBER, V., PENELAS M & VIOT, P.P. (dir) (2015). Habiter les territoires à risques. Lausanne, France: Presses Polytechniques et universitaires romandes. 252 p.

NUNES, A. (2015). Chã das caldeiras - Historia, cultura & potencialidades - 1912-2014. 179 p.

OIM. (2014). « Migration, environnement et changement climatique : Données à l'usage des politiques » (MECLEP). Organisation internationale pour les migrations (OIM). Genève: Organisation internationale pour les migrations. 30 p.

O'BRIEN, G., O'KEEFE, P., ROSE, J. ET WISNER, B. (2006). Climate change and disaster management. Disasters , 30 (1), pp. 64-80.

O'KEEFE, P., WESTGATE, K., & WISNER, B. (1976). Taking the Naturalness out of Natural Disasters. Nature, pp. 566-567.

OLIVER-SMITH, A., (1982). Here there is life : the social and cultural dynamics of successful resistance to resettlement in postdisaster Peru, in HANSEN E., OLIVER-SMITH A. (Eds.), Involuntary migration and resettlement : the problems and responses of dislocated people, Boulder, Westview Press, pp. 85-103.

OLIVER-SMITH, A., (1991). Successes and failures in post-disaster resettlement, Disasters, 15, pp. 12-23.

OLIVER-SMITH, A., (1992). The Martyred City: Death and Rebirth in the Andes, Waveland Press, 280 p.

OLIVER-SMITH, A. (1994). Resistance to resetilement: the formation and evolution of movements . Research in Social Movements, Conflicts and Change, pp. 197-219.

OLIVER-SMITH, A., (1999). Anthropological research on hazards and disasters. Annual Review of Anthropology , 25, pp. 303-328.

OLIVER-SMITH, A. (2001). Anthropology in Disaster Research and Management. Anal of Anthropological Practice, Volume20, Issue1, Careers in Anthropology: Profiles of Practitioner Anthropologists, pp. 111-112

OLIVER-SMITH, A. (2001). Displacement, resistance and the critique of developement: from the grass roots to the global. Final report prepared for ESCOR R7644 and the research program on developement induced Displacement and resettlement , 123 p.

OLIVER-SMITH, A., (2009). Disasters and Diasporas: Global Climate Change and Population Displacement in the 21st Century, in CRATE, S.A. NUTTALL, M. (eds.) Anthropology and Climate Change: From Encounters to Actions Walnut Creek, CA: Left Coast Press. pp. 116-138

OLIVER-SMITH, A. (2010). Defying Displacement - Grassroots Reistance and the Critique of Development. Etats-Unis: University of Texas Press, Austin, 303 p.

OLIVER-SMITH, A. (2014). Climate change, displacement and resettlement. In Leckie, S, Land Solutions for Climate Displacement, Routledge, Edition, 1st, pp. 53-109.

OPPENHEIMER, C. (2003). Climatic, environmental and human consequences of the largest known historic eruption: Tambora volcano (Indonesia) 1815. Sage journals , 27, pp. 230-259.

ORFEUIL, J.-P., & RIPOLL, F. (2015). Accès et mobilités : les nouvelles inégalités. Gollion (Suisse) ; [Paris] : Infolio, Collection Archigraphy. Poche. Futurs urbains. 211 p.

ORTNER, S. B. (1995). Resistance and the Problem of Ethnographic Refusal. Society for the Comparative Study of Society and History , 37, pp. 173-193.

PAGNOL, M. (1990 [1947]). Notes sur le rire. De Fallois Fortunio. 240 p.

PAIN, R., FRANCIS, P. (2003). Reflections on participatory research. Area, 35, pp. 46-54.

Parque Natural do Fogo (ANDRADE, J.) (2014). Relatório socioeconómico do Parque Natural do Fogo. Fogo, Cap-Vert: Ministerio do Ambiente, 59 p.

PDNA, R. (2015). 2014-2015, Avaliação das Necessidades Pós- Desastre (PDNA) Erupção vulcânica no Fogo. Governo de Cabo Verde, UNPD, FAO, UNICEF, Praia. 129 p.

PELISSE, J. (2005/2). A-t-on conscience du droit ? Autour des Legal Consciousness Studies. Pratiques protestataires , 59, pp. 114-130.

PEREIRA, E. A. C.(2010) Politica e cultura: as Revoltas dos Engenhos (1822), de Achada Falcão (1841) e de Ribeirão Manuel (1910), thèse de doctorat en histoire, São Paulo, 428 p.

PEREIRA, E. A. C.(2015) Política e cultura : As revoltas dos Engenhos (1822), de Achada Falcão (1841) e de Ribeirão Manuel (1910), 3a edição revista e ampliada, Praia, Imprensa Nacional de Cabo Verde, 520 p.

PEREZ-TORRADO, F. J. ; MORENO MEDINA, C. J. ; RODRIGUEZ GONZALEZ, A. - CARRACEDO, J. C. - NESKY RODRIGUES, A. - DINIS, H.. (2015). La erupcion de Fogo (Cabo-Verde) : ¿cómo convivir con un volcanismo muy activo en una isla pequeña ? Enseñanza de las Ciencias de la Tierra , pp. 122-125.

PEREZ, N. M.; DIONIS, S. ; FERNANDES, P.; BARRANCOS, J. ; RODRIGUEZ, F. ; BANDOMO, Z.; HERNANDEZ, P. A.; MELIAN, G. V.; SILVA, S.; PADILLA, G.; PADRON, E.; CABRAL, J.; CALVO, D.; ASENSIO-RAMOS, M.; PEREIRA, J. M.; GONÇALVES, A.A.; BARROS, I.; SEMEDO, H. (2015). Precursory signals of the 2014-15 Fogo eruption (Cape Verde) detected by surface CO2 emission and heat flow observations. Geophysical Research Abstracts, EGU General Assembly 2015, held 12-17 April, 2015 in Vienna, Austria, 1 p.

PETRARQUE (1886). Mon secret, ou Du mépris du monde : confessions de Pétrarque - Deuxième Dialogue. (P. (. Mabille, Trad.) impr. de P. Lachèse et Dolbeau,133 p.

PIAULT M.H, 2008, Anthropologie et Cinéma. Passage à l'image, passage par l'image, (Réédition), Paris, Tétraèdre (1ère éd. 2000, Éd. Nathan Cinéma, 285 p.

PILLEBOUE J. (2008). De la provenance à l'origine, de l'État au terroir : « nouveaux » discours pour l'affirmation qualitative des cafés d'Afrique de l'Est. », Les Cahiers d'Outre-Mer, 243, pp. 355-380.

PLEVEN, B. (2015). Horizons géographiques du cinéma de fiction. Géographie et cultures à Cerisy, pp. 189-216.

PLUTCHIK R. (1980) Emotion: A Psychoevolutionary Synthesis, Longman Higher Education, 440 p.

POTTER R., BINNS T., ELLIOTT J., NEL E., SMITH D. W. (2018). Geographies of Development: An Introduction to Development Studies, Routledge (4ème ed), 658 p.

PRASAD, N., RANGHIERI, F., SHAH, F., TROHANIS, Z., KESSLER, E. ET SINHA, R. (2009). Climate resilient cities : a primer on reducing vulnerabilities to disasters. The World Bank. URL : https://siteresources.worldbank.org/INTEAPREGTOPURBDEV/Resources/Primer_e_book.pdf

PROVITOLO, D., DUBOS-PAILLARD, E., VERDIERE, N., LANZA, V., CHARRIER, R., BERTELLE, C. (2015). Les comportements humains en situation de catastrophe : de l'observation à la modélisation conceptuelle et mathématique. Cybergéo European Journal of Geography [En ligne], Systèmes, Modélisation, Géostatistiques, document 735, mis en ligne le 10 septembre 2015, consulté le 30 janvier 2018. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/27150 ; DOI : 10.4000/cybergeo.27150

QUARANTELLI, E.L., (1984). Social problems of adjustment and relocation : some questions and some comments, in Proceedings of the International Conference on Disaster Mitigation Program Implementation, 12-16 novembre 1984, Ocho Rios, Jamaïque. pp. 84-90.

QUARANTELLI, E. & DYNES, R. (1972). When disaster strikes: it isn't much like what you've heard and read about. Psychology Today , 5 (9), pp. 66-70.

QUEMADA (dir), B. (1972-94). Trésor de la Langue française (Vol. 15). France: C.N.R.S./Gallimard, Gallimard.

QUENAULT. (2015). De Hyōgo à Sendai, la résilience comme impératif d'adaptation aux risques de catastrophe : nouvelle valeur universelle ou gouvernement par la catastrophe ? Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 6, n°3 | Décembre 2015, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 13 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/11010

QUENAULT, B. (2013). Du double affrontement ontologique/axiologique autour de la résilience aux risques de catastrophe : les spécificités de l'approche française, VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 13 N°3, mis en ligne le 30 décembre 2013, consulté le 13 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/vertigo/14510 ; DOI : 10.4000/vertigo.14510

Rapport national sur l'état de la biodiversité au Cap-Vert (2ème), (2002), Ministère de l'Agriculture et de la Pêche – Direction Générale de l'Environnement – DGA.129 p.

RAOULX, B (2016), Pour un regard documentaire en sciences humaines et sociales, le programme « Filmer la recherche en sicences sociales » - FRESH. Dans FONTORBES J.-P. & GRANIÉ A.-M., Chercheurs de Champs, Entrelacs, revue du LARA/SEPPIA, pp. 61-70.

REDON, M. (2014). La Soufrière de Guadeloupe : patrimonialisations d'un géo-symbole, mises en ressources d'un volcan Communication dans un congrès, Volcanographie, une approche geographique des ressources et des risques volcaniques, 14 fevrier, Montpellier.

REGHEZZA-ZITT, M. (2013). Utiliser la polysémie de la résilience pour comprendre les différentes approches du risque et leur possible articulation », EchoGéo [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 07 mars 2017. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/13401 ; DOI : 10.4000/echogeo.13401

REGHEZZA-ZITT, M., PROVITOLO, D., LHOMME, S., (2015). Définir la résilience : quand le concept résiste, in REGEHZZA-ZITT, M., RUFAT, S., Résiliences - sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes. ⟨halshs-01161595⟩

REGHEZZA-ZITT, M., RUFAT, S., (2015). Résiliences - sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes. Londres, Angleterre: ISTE éditions. 226 p.

REVET S. (2015) Catastrophe, risques et production de localité : habiter à Vargas, (Venezuela) après les coulées de boue de 1999. Dans NOVEMBER, V., PENELAS M & VIOT, P.P. (dir) Habiter les territoires à risques. Lausanne, France: Presses Polytechniques et universitaires romandes pp. 207-227.

REY, A., & TOMI, M. H. (2010). Dictionnaire historique de la langue française. Le Robert. 4200 p.

RIBAULT. (2016). De l'inanité de la résilience en théorie et en pratique : le cas du désastre nucléaire de Fukushima, Communication dans un congrès, Journées ATM de Lille. Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement. 18 p.

RIBEIRO, O. (1954). A Ilha do Fogo eas suas erupçoës, Memórias : Série geográfica. (J. d. Ultramar, Éd.) Lisbonne, Portugal. 319 p.

RAMALHO, R. S., WINCKLER, G., MADEIRA J., HELFFRICH, G. R., HIPÓLITO A., QUARTAU R., ADENA, K., SCHAEFER, J.M. (2015) Hazard potential of volcanic flank collapses raised by new megatsunami evidence, Science Advances, Vol 1, No. 9, 10 p.

RICHTER, N., FAVALLI, M., ZEEUW-VAN (DE) DALFSEN, E., FORNACIAI, A., FERNANDES, R. M., PEREZ RODRIGUEZ, N. (2016, août 17). Lava flow hazard at Fogo volcano, Cape Verde, before and after the 2014–2015 eruption. Natural hazards and earth system sciences discussions , pp. 1925–1951.

RIEFF, D. (2002). A bed for the night. Humanitarianism in Crisis. . Simon and Schuster. 381 p.

RIVIERE HONEGGER A. & BRAVARD J.P (2005), « La pénurie d'eau, donnée naturelle ou question sociale ? », Géocarrefour, vol. 80/4, pp. 257-260.

ROCHA NASCIMENTO J. (2017), Gestion intégrée de l'eau et développement durable. Le cas du Cap-Vert, thèse de doctorat en géographie, Mont-Saint-Aignan, Université de Rouen Normandie, 545 p.

RODARY, E. (2001). Les espaces naturels : l'aménagement par la participation ? Mise en réseau et territorialisation des politiques de conservation de la faune en Zambie et au Zimbabwe, thèse de doctorat de géographie, Université d'Orléans, Orléans. 259 p.

RODARY, E., CASTELLANET, C., ROSSI, G. (2003). Conservation de la nature et développement, l'intégration impossible ?, Paris, GRET-KARTHALA, 308p.

RODMAN, M.C. (1992) Empowering place : Multilocality and multivocality. American Anthropologist, 94 (3), pp. 640-656.

RODRIGUES J., & FATTORI, P. (2008). Chã das Caldeiras : memória do passado e expectativas do futuro. Copse, Châtour, 46 p.

ROGERS, G. (1981). The Evacuation of Niuafo' ou, an Outlier in the Kingdom of Tonga. The Journal of Pacific History , Vol. 16 (N°3), pp. 149-163.

ROTHERY, D. (2014) Why have we heard so little about the devastating Cape Verde volcano? The Conversation. URL : http://theconversation.com/why-have-we-heard-so-little-about-the-devastating-cape-verde-volcano-35219

ROUIAÏ, N. (2016). Ciné-Géographie hongkongaise. Le Hong Kong cinématographique, outil du soft power chinois. Paris, thèse en géographie. Université Paris-Sorbonne ⟨tel-01745845⟩

ROUIAÏ, N. (2017). Représentations ciné-géographiques de l'apocalypse. Communication dans un congrès du 2 au 4 novembre. Nantes, France.

ROUIAÏ, N. (2018). Géographie et cinéma: la possibilité d'une double approche. Communication dans un congrès, Le Film dans la Pratique de la Géographie le 27 mars à Bordeaux, France.

RUFAT, S. (2010). Existe-t-il une « mauvaise » résilience ? pré-publication, ⟨hal-00693161⟩ 23 p.

RUFAT, S. (2011). Critique de la résilience pure, pré-publication, ⟨hal-00693162⟩ 19 p.

SAFFACHE, P. (2003). Dictionnaire simplifié de la géographie. Paris, France: Publibook. 345 p.

SAINTE-CLAIRE DEVILLE, C. (1848). Études géologiques sur les îles de Ténériffe et de Fogo suivi d'une statistique abrégée des îles du Cap-Vert et d'une notice bibliographique. Paris, France: Gide, 246 p.

SAPO Notícias (2015, juin 17), Fogo: Produção de uva deste ano poderá rondar os 60% em relação ao ano passado.» (2015). URL : https://noticias.sapo.cv/actualidade/artigos/fogo-producao-de-uva-deste-ano-podera-rondar-os-60-em-relacao-ao-ano-passado

SARDAN (DE), J.-P. O. (1995). La politique du terrain : Sur la production des données en anthropologie. Les terrains de l'enquête , pp. 71-109.

SARDAN, D., & OLIVIER, J.-P. (1995). La politique du terrain Sur la production des données en anthropologie. Les terrains de l'enquête, pp. 71-109.

SAVOIA, E., & LIN, L. (2015). Engagement of the Cape Verdean American Diaspora in Assessing Population Needs after the 2014 Fogo Volcano Eruption. Boston , Etats-Unis: Harvard T.H. Chan School of Public Health, 15 p.
URL : https://cdn1.sph.harvard.edu/wp-content/uploads/sites/1609/2015/06/2014-Fogo-Volcano-Eruption-_Harvard-Chan-School_report_final.pdf

SCHAEFFER, J.-M. (1999). Pourquoi la fiction ? Seuil. 346 p.

SCHOPENHAUER, A. (1912 [1819]). Le Monde comme volonté et comme représentation (Tome 1). Librairie Félix Alcan. Traduction par Auguste Burdeau, 6ème édition, pp. 200-201.

SCOONES, I. (2009). Liverlihoods perspectives and rural developement. Journal of Peasant Studies n°36, 26 p.

SCOTT, J. (1988). Genre : Une catégorie utile d'analyse historique. In: Les Cahiers du GRIF, n°37-38, 1988. Le genre de l'histoire. pp. 125-153.

SCOTT J. C. (2008). La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne. Paris: Editions Amsterda (première édition Yale University, 1992). 270 p.

SCOTT J. C. (2009). The Art of Not Being Governed, An Anarchist History of Upland Southeast Asia, New Haven, CT, and London: Yale University Press, 2009), 442 p.

SEL, S. (2009). Images documentaires dans le récit décolonisateur. Le cinéma politique latino-américain des années 60 et 70, Cahiers de Narratologie [En ligne], mis en ligne le 25 mai 2009, consulté le 13 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/narratologie/1060

SEN, A. (1979). Equality of What ? . The Tanner lecture on Human Values, pp. 195-220.

SEN, A. (1982). Poverty and Famines : An Essay on Entitlements and Deprivation, 257 p.

SEN, A. (1987). Commodities and Capabilities. Oxford India Paperbacks, 89 p.

SEN, A. (1990). More than 100 Million Women are Missing ». The NewYork Review of Books, URL : http://www.nybooks.com/articles/1990/12/20/more-than-100-million-women-are-missing/

SEN, A. (1992). Inequality Reexamined. Cambridge: Harvard University. Press, 207 p.

SEN, A. (1999). Development as freedom. Oxford: Oxford University Press. 366 p.

SEN, A. (2000). Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté. Editions Odile Jacob, 368 p.

SEMEDO, J.M.& TURANO, M. R. (1997) Cabo Verde : Ciclo ritual das festividades da tabanca, Praia, Spleen Edições, 153 p.

SEN, A. (2005) La Démocratie des autres : pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident, Payot et Rivages, collection manuel Payot, 94 p.

SERCEAU, M. (2009). Le Mythe, le miroir et le divan: Pour lire le cinéma. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion. 374 p.

SHAW, J., & ROBERTSON, C. (1997). Participatory Video: a Practical Approach to Using Video Creatively in Group Development Work. Londres: Routledge. 304 p.

SIEBERT, L., SIMKIN, T., & KIMBERLY, P. (2011). Volcanoes of the World: Third Edition. Smithsonian Institute/University of California Press. 551 p.

SIGURDSSON, H., & LOPES-GAUTIER, R. (2000). Volcanoes in literature and film. Dans Encyclopedia of Volcanoes, Etats-Unis: Academic Press. pp. 3757-3819.

SIMOES, L. (2012). Les films des géographes français : quelle grille de lecture ? x Cybergeo : European Journal of Geography [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, document 612, mis en ligne le 17 juillet 2012, consulté le 13 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/25418 ; DOI : 10.4000/cybergeo.25418, 15 p.

SONTAG, S. (2003). Regarding the pain of others. Etats-Unis : Picador Farrar, Straus & Giroux. 131 p.

SPAAK, J.D (1990). Boiser les îles du Cap-Vert … pourquoi, comment, pour qui ? Revue Bois et Forêts des Tropiques, 3ème trimestre, pp. 47-54

STÄHLI, A. (2012). Screening Pompéi. Dans The Last Days of Pompeii: Decadence, Apocalypse, Resurrection. Los Angeles, Etats-Unis: J. Paul Getty Museum. 265 p.

STAIGER. (1992). Interpreting films : studies in the historical reception of American cinema. Princeton, N.J. : Princeton University Press, 140 p.

START, D. & JOHNSON, C. (2004, avril). Livelihood Options? The political economy of access, oppotunity and diversification. Overseas Developement Institute working paper (233), p. 56.

STASZAK, J.-F. (2014). Géographie et cinéma : modes d'emploi. Annales de géographie , n°695-696, pp. 595-604.

SHAW, E., TAKEUCHI, Y., MATSUOKA, Y., TSUNOZAKI, E., SHARMA, A. ET IMAI, A. (2009). Reducing urban risk in Asia. Status report and inventory of initiatives. Kyoto, Kobe et Puram: Kyoto University/ISDR/SEEDS. 31 p.

Terminologie UNISDR. (2009). 2009 UNISDR - Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe . Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (UNISDR) - Ministère Français du Développement Durabke (MEEDDAT). URL : UNISDR - Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe, 39 p.

Terra Nova (2017, novembre 21) Chã das Caldeiras teve oportunidade única de renascer da melhor forma. URL : http://terranova.cv/index.php/entrevista/3221-cha-das-caldeiras-teve-oportunidade-unica-de-renascer-da-melhor-forma

TEXIER, P. (2009). Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta, Indonésie. Réponses sociales, institutionnelles et non institutionnelles. Université Paris Diderot - Paris 7, thèse de doctorat en géographie, 460 p.

TEIXIER, P., GAILLARD, J.-C., & LAVIGNE, F. (2009). Les sociétés d'Asie du Sud-Est face aux menaces volcaniques : entre phénomènes extrêmes et contraintes quotidiennes. Dans P. U. Blaise-Pascal (Éd.), Villes et Volcans, pp. 72-92.

TEXIER-TEIXEIRA, P. ; CHOURAQUI, F. ; LAVIGNE, F. ; GRANCHER, D. CADAG J.R. & GAILLARD, J.-C. (2014). La Cartographie Participative en 3 Dimensions (CP3D) comme outil au service d'une gestion partagée des risques ? Intérêts et limites de la méthode à l'épreuve de l'expérience menée à Fogo (Cap-Vert) sur le risque volcanique. Bulletin de l'association de géographes français [En ligne], 91-3 | 2014, mis en ligne le 22 janvier 2018, consulté le 31 janvier 2018. URL : http:// journals.openedition.org/bagf/1631 ; DOI : 10.4000/bagf.1631, pp. 309-324.

TEXIER, P. Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta. Thèse en Géographie. Université Paris-Diderot - Paris VII, 2009. Français. 460 p. ⟨tel-00441988⟩

TEXIER, P., GAILLARD, J.-C., & LAVIGNE, F. (2009). Les sociétés d'Asie du Sud-Est face aux menaces volcaniques: Entre phénomènes extrêmes et contraintes quotidiennes. Dans D. Bertrand, L. Rieutort, & J.-C. Thouret, Villes et volcans. Villes et volcans.

TEXIER-TEIXEIRA, P., CHOURAQUI, F., ANAÏS, P.-C., & GRANCHER, D. (2013). Reducing Volcanic Risk on Fogo Volcano, Cape Verde, Through A Participatory Approach : Which Outcoming

?Reducing Volcanic Risk on Fogo Volcano, Cape Verde, Through A Participatory Approach : Which Outcoming ? Nat. Hazards Earth Syst. Sci., 14, 2347-2358, URL : https://doi.org/10.5194/nhess-14-2347-2014

TISSERON S. (2009). La résilience. Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 128 p.

TISSIER, J.-L., LAPOUGE, G., LEZY, E., & LASSEUR, M. (2001). Géographie et voyage. Cafés Géographiques de Paris, Paris. 9 p. URL : http://cafe-geo.net/wp-content/uploads/geographie-voyage.pdf

TISSOT, S. (2014). « Les espaces de l'entre-soi ». Actes de la recherche en sciences sociales , 204, p. 140.

TORRY, W. (1979). Hazards, hazes and holes : a critique of the Environment as hazard, and general reflections on disaster research. Canadian Geographer , 23 (4), pp. 368-383.

TOSCO R. B., CASTRO G. D. E ANDERSEN M.F.DEL CASTILHO, (2000). La avifauna nidificante del archipélago de Cabo Verde, in Macaronesia, Boletin de la Associación Amigos del Museo de Ciencias Naturales de Tenerife. 2, pp. 43-55.

TOWNSEND, P. (1979). Poverty in the United Kingdom. University of California Press. 1216 p.

TRATNJEK B. (2011), Les espaces protégés, des espaces de conflits ?, Entretien avec DEPRAZ, S. & HERITIER, S., Cafés Géographiques URL : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2178

TRILLARD, M. (1996). Cabotage, À l'écoute du chant du Cap-Vert, 1993. Phébus - D'ailleurs. 165 p.

TROIT, V. (2014/1). La photographie, prisme de lecture et enjeu révélateur du système de l'aide internationale. Mondes en développement, vol. 165, no. 1, 2014, pp. 119-131.

TUFANO, A. (2016). Les paysages volcaniques vésuviens : un laboratoire des notions de risque, vulnérabilité, résilience. Vertigo , 16, 31 p.

UNDAC ; United Nations Office Cabo Verde . (2014, Décembre 16). Assessment Report Volcano Eruption - Republic of Cabo Verde. 18 p.

UNHCR. (2017). Global trends forced displacement in 2016 . UN Refugee Agency - UNHCR. URL : http://www.unhcr.org/5943e8a34.pdf, 72 p.

URBAIN, J.-D. (2002). L'idiot du voyage (Vol. 166). Petite Bibliothèque Payot. 294 p.

VARGAS, A. M., & URINBOYEV, R. (2015/3). Everyday Forms of Resistance to the Law: An Ethnographic Study of Street Vendors in Bogotá. Droit et société , 91, pp. 623-638.

VERNET, M. (2013). L'expérience minoritaire et minorisée : traces, disparition et transformation. Information publiée le 10 novembre sur Fabula, La recherche en Littérature, source : SESDEF - Département d'études françaises (Université de Toronto) URL : http://sesdef.sa.utoronto.ca/

VERNIER-LAROCHETTE, B. (1998). La logique de la création dans L'œuvre de Zola. Fiction ou réalité? Dans La logique de la création dans L 'oeuvre d'Émile Zola, pp. 23-39.

VEYRET, Y. (2004). Géographie des risques naturels en France. De l'aléa à la gestion. Paris: Hatier. 251 p.

VEYRET, Y. (2006). Villes et risques naturels. 20ème café de géographie de Mulhouse, 11 janvier, URL : http://cafe-geo.net/wp-content/uploads/CR-ville-risques-naturels.pdf

VEYRET, Y., REGHEZZA, M., (2006). Vulnérabilité et risques. L'approche récente de la vulnérabilité, Annales des mines, no 43, pp. 9-13.

VINET, F., GAILLARD, J.-C., LEONE, F., DENAIN, J.-C., CLAVE, E., & BACHRI, S. (2011). Modalités spatiales et enjeux préventifs de la reconstruction post-tsunami à Banda Aceh. Dans F. Lavigne, & R. Paris, Tsunarisque - Le tsunami du 26 décembre 2004 à Aceh, Indonésie (Vol. Chapitre 3. Impacts socio-culturels, reconstruction et prévention des risques. Éditions de la Sorbonne, pp. 233-270.

VOIGHT, B. (1990). The 1985 Nevado del Ruiz volcano catastrophe: anatomy and retrospection. Journal of Volcanology and Geothermal Research , 44, pp. 349-386.

WACKERMANN, G. (2005). Dictionnaire de géographie. Paris, France: Ellipses. 432 p.

WADDELL, E. (1977). The hazards of scientism : a review article. Human Ecology , 5 (1), pp. 69-76.

WEBER, M. (2013). La domination (éd. Edition critique et introduction de Yves Sintomer). (T. d. Kalinowski, Trad.) La Découverte, première édition 1921. 420 p.

WEITZ, R. (2001). Women and Their Hair: Seeking Power through Resistance and Accommodation. Vol. 15, pp. 667-686.

WIJKMAN, A., & TIMBERLAKE, L. (1984). Natural disasters: acts of God or acts of man? International Institute for Environment and Development, 145 p.

WILLIAMS, M. (2012). The ˜73 ka Toba super-eruption and its impact: History of a debate. Quaternary International, Volume 258, 1 May 2012, pp. 19-29.

WHITE, G. F. (1964). Choice of adjustment to floods. Department of Geography Research Paper, 150 p.

WHITE, G. F. (1970). Flood losses : a global perspective. Water spectrum, 2 (1), pp. 20-23.

WISNER, B. (1993). Disaster vulnerability : scale, power, and daily life. Geojournal , 30 (2), pp. 127-140.

WISNER, B., BLAIKIE, P., CANNON, T. & DAVIS, I. (2004). At Risk, Natural hazards, people's vulnerability and disasters. (Routledge, Éd.) 471 p.

WISNER, B., (2008) Watching But Not Seeing? Global Future 2 November, pp. 2-3

WISNER, B. & PELLING, M. (2009). Disaster risk reduction : cases from urban Africa. Earthscan Ltd, 200 p.

WISNER, BEN, GAILLARD, J.C. & KELMAN I. (2012). Framing Disaster : theories, models and stories seeking to understand hazards, vulnérability and risk. In WISNER, BEN, GAILLARD, J.C. & KELMAN I. (eds) Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction, Routledge, pp.18-33

WISNER, B., & KELMAN, I. (2015). Community resilience to disasters. In J. Wright (Ed.), International encyclopedia of social and behavioural sciences (2d ed.), vol. 4, Oxford: Elsevier, pp. 354–360.

WISNER, B., & LAVELL, A. (2017). The Next Paradigm Shift: From 'Disaster Risk Reduction' to 'Resisting Disaster Risk Creation' (DRR > RDRC). Dealing with Disasters Conference, University of Durham, Durham. p. 20.

WORKMAN, W. B. (1979). The Significance of Volcanism in the Prehistory of Subarctic Northwest North America. Dans Volcanic Activity and Human Ecology. Payson D. Sheets & Donald K. Grayson ; Academic Press. pp. 339-372.

YEH, J. (2016, Octobre 27). Werner Herzog Really, Really Likes Volcanoes. [en ligne] URL : https://www.vice.com/en_nz/article/werner-herzog-really-really-likes-volcanoes

FILMOGRAPHIE

AÏSSANI L. & KOPP C. (2006) Misti es-tu là ?, France, 35 minutes.

ANDERSON P.W.S. (2014) Pompéii, Etats-Unis, 105 minutes.

ASTE M. & CHOURAQUI F. (2014) Quoi de 9 docteur ?, France, https://youtu.be/ldFJptAZwMc - 19 minutes.

BARREAU, C. (2003). Les femmes Bamiléké se débrouillent co-auteurs : GUETAT-BERNARD, H., DJUIDJEU, M., production : ENFA-ESAV-Dynamiques Rurales, France, 48 minutes.

DONALDSON, R (1997), Dante's Peak, Etats-Unis, 104 minutes

BUSTAMANTE, J. (2015), Ixcanul – le volcan, Guatemala/France, 100 minutes.

CALBERAC, Y. (2010) Ce qui fait terrain. Fragments de recherches, France, 52 minutes.

CANUT, C (2014), L'Île des femmes, montage : Alain Hobé, Clémence Prieur, production : Tutti Quanti Films, Ceped, France, 53 minutes.

CAPLAN L (2014), Meet The Founders of Fogo Fund, Fogo Fund, URL : https://youtu.be/xNE9dkdbytc - 5 minutes.

CHENET M. & GEYER F. (2017) Mérapi, d'un monde à l'autre, CNRS, Fondation AXA, France, 42 minutes.

CHENET M. & GEYER F. (2014) Gens de la Soufrière, CNRS, France, 19 minutes.

CHOURAQUI, F. (2011) Na Boca de Fogo –montage : CHOURAQUI F. ; Cadre : Université Panthéon-Sorbonne et programme MIA VITA (CNRS) ; France, disponible en ligne : https://youtu.be/9nLL6g4GM0k - 31 minutes.

CHOURAQUI, F., CENTEIO FONSECA G., CENTEIO O. ; CENTEIO N. ; DOS SANTOS F. ; FREITAS C. ; BARBOSA ANDRADE J. ; NUNES BARBOSA A. (2013) Mimiso, auteur : FONSECA CENTEIO G., France/Cap-Vert, URL : https://youtu.be/me_3f44HWmU - 11 minutes.

CHOURAQUI, F. (2012) La CP3D à Chã das Caldeiras – MIA-VITA 2011, France, disponible en ligne : https://youtu.be/0Tf4Sl3wrrA - 5 minutes.

CHOURAQUI, F. (2014) Fika na casa, montage : CHOURAQUI F. ; France, disponible en ligne : https://youtu.be/2SSkp-20lXA - 28 minutes.

CHOURAQUI F., ALVEZ, D., FERNANDES M., SANTOS ROBEIRO E., BARBOSA S., SANTOS DE PINA RIBEIRO E., MONTROND F., MONTROND M. J (2014) Voz de mudje, auteur : ALVEZ D., musique : MONTROND FONTES C., France/Cap-Vert, URL : https://youtu.be/VJEo7drUdYQ - 4 minutes.

CHOURAQUI F. (2015) Fogo na Boca, France, disponible en ligne : https://dai.ly/x6ahr8e - 38 minutes.

DE BAECQUE, A. (2013). Figurer la catastrophe : cinéma et histoire . Cours publics du 02 décembre 2013. Le deuxième siècle du cinéma , France. URL : www.lairedu.fr/media/video/conference/figurer-la-catastrophe-cinema-et-histoire/ - 113 minutes.

DEBRAY R. (1992), Entretien avec Serge Daney réalisé par Régis Debray en janvier 1992, URL : https://vimeo.com/146997675, France, 8 minutes.

FLOHIC F. & GEYER F. (2012), La culture du risque, France, 52 minutes.

GUERIN, P (2017) Le mystérieux volcan du Moyen Âge, conseillers scientifiques : conseilles scientifiques du film : Lavigne F., Boillot-Airaksinen K., Wassmer P., France, 52 minutes.

HERZOG W. (1977) La Soufrière, Allemagne, 30 minutes.

HERZOG W. & OPPENHEIMER C. (2016) Into the Inferno, Royaume-Uni/Autriche, 104 minutes.

JACKSON P. (2003) Le seigneur des anneaux : le retour du roi , Etats-Unis/Nouvelle-Zélande, 200 minutes.

KOWALSKI, B.L. (1969) Krakatoa East of Java, Etats-Unis, 131 minutes.

KUROSAWA A. (1990) Le Mont Fuji en rouge et Les Démons Gémissants dans le film « Dreams », Japon/États-Unis, 119 minutes.

ROHMER, E. (1967), L'Homme et les images, auteur : GAUDU, G., France, 34 minutes.

ROSSELLINI R. (1950), Stromboli – Terra di Dio, Italie, 107 minutes.

SHANLEY, J.P. (1990) Joe Versus the Volcano, Etats-Unis, 102 minutes.

TCV (2014, décembre 08) Os Pé Trokadu - De Chã Das Caldeiras, Cap-Vert, journal télévisé URL : https://www.youtube.com/watch?v=6DHzfmFvBlw - 3 minutes.

THERY, M. & CHAILLOU E. (2008) Cherche toujours. Production : Les Films d'Ici - Serge Lalou / Arte France en partenariat avec CNC- Procirep-Angoa- Ministère de la Recherche-Sauvons la recherche, France, 52 minutes.

WARD, S. (2009), La Terre en colère - Eruptions volcaniques, Angleterre, 46 minutes.

Liste des figures

Figure I.1. Total des nouveaux déplacements internes par années entre 2008 et 2016 (source : modifié de *Global Report of IDMC*, 2016, p.9). 20

Figure I.2. Les déplacements en lien avec des éruptions volcaniques entre 2008 et 2016 (source : base de données IDMC 2008-2016, carte réalisée avec les logiciels Philcarto et Illustrator, Chouraqui, 2018) 22

Figure I.3 : Photographie prise du cockpit d'un avion le 27 mai 2008 (source : Wikimedia Commons). 32

Figure 1.1. Carte du Cap-Vert : volcanisme et situation géographique (Chouraqui F., adaptée de Perez, 2015, d'après Day *et al.*, 2010) 45

Figure 1.2. Morphologie de l'île de Fogo avec a) une carte en relief ombragée de l'île de Fogo - altitude issue du TanDEM-X DEM (source : Bagnardi *et al.*, 2016, p.6268 et b) coupe schématique présentant l'évolution structurale de l'île de Fogo (modifiée de Day *et al.*, 1999 ; Day & Amelung, 2002) 48

Figure 1.3. Traces du volcanisme à Fogo (photo 1 et 2 - Chouraqui, 2014 et 2015 ; Photo 3 - Sanial, 2013). . . . 49

Figure 1.4. Le paysage lunaire de la caldera. (Texier, septembre 2010) 50

Figure 1.5. Repères géographiques et historiques autour du phénomène volcanique à Fogo (réalisation et conception : Chouraqui, 2017 ; aide à la réalisation : Atelier de Cartographie - Département de Géographie - UT2J, 2017 ; sources : données SIG transmises par le Parc Naturel de Fogo ; Ribeiro, 1954) 52

Figure 1.6. Profil de l'île de Fogo lors de l'éruption de 1785 réalisé par João da Silva Feijó (Ribeiro ; 1953 ; p.251) 53

Figure 1.7. Carte géologique de la caldera de Fogo (réalisation : Atelier de Cartographie - Département de Géographie - Université Toulouse Jean Jaurès - 2017 ; sources : données SIG transmises par le Parc Naturel de Fogo ; Perez-Torrado *et al.*, 2015) 54

Figure 1.8. Photographies de l'éruption de 2014-2015 (en haut à gauche Floriane Chouraqui ; en haut à droite, image satellite, en bas, vue de la colonne éruptive dominant l'île de Fogo depuis le bateau en provenance de Praia, Chouraqui, novembre 2014) 55

Figure 1.9. Carte des aléas pouvant survenir dans la caldera de Fogo (modifié de Day & Amelung, 2002) 56

Figure 1.10. Évolution de la population capverdienne entre 1840 et 1960 (sources : données d'Andrade Silva, 1996, p.149 et 150 et Andrade Silva, 1973, p.42) 57

Figure 1.11. Une ribeira sèche à l'est de Fogo (Texier, 2011). 58

Figure 1.12. Opposition nord – sud de la végétation et variations climatiques sur l'île de Fogo (Chouraqui, 2017 ; photos : Chouraqui, 2011, 2010 ; sources : carte en relief ombragée de l'île de Fogo, Bagnardi *et al.*, 2016 ; données climatiques sur São Filipe, Achada Furna, et Bangaeira issues du site en.climate-data.org, consulté le 05 janvier 2014) 61

Figure 1.13. Mostardinha (nom scientifique « Diplotaxis hirtaplante »), espèce endémique de l'île de Fogo et de Santiago (Sanial, Juillet 2013). 69

Figure 1.14. Nene denti di Oro, l'un des 4 fondateurs du village de Chã das Caldeiras (source : Marta Fontes, surnommée Joakina, petite fille de Nene denti di Oro) 67

Figure 1.15. Des photos de Chã prises par Orlando Ribeiro dans les années 50 (source : Ribeiro, 1954) 71

Figure 1.16. Scontra et soufre s'échappant du cratère du Pico de Fogo (Texier, 2011) 72

Figure 1.17. Les habitants de Chã défilent dans les rues de São Filipe, escortés par des militaires à São Filipe (source : Facebook de Danilo Montrond Fontes, septembre 2017) 73

Figure 1.18. Route reliant Chã au reste de l'île (Sanial, juillet 2013) 77

Figure 1.19. Bangaeira quelques années après l'indépendance même si la date exacte n'est pas précisée (source : n/d, auteur inconnu) 78

Figure 1.20. Le centre de ¨Portela depuis les pentes du Monte Amarello (Chouraqui, 2011) 79

Figure 1.21. Accès à l'eau domestique par foyer (questionnaire MIA-VITA, 2011). 79

Figure 1.22. Récupération de l'eau de pluie avec les toits des maisons et approvisionnement par camion-citerne (Chouraqui, 2011). 80

Figure 1.23. L'un des aluguers assurant le transport collectif à Chã (Sanial, juillet 2013) 81

Figure 1.24. Croissance démographique forte du village à partir de plusieurs sources : Ribeiro, 1954 ; recensement de la mairie de Santa Catarina en 2010 ; Rapport officiel d'évaluation Post-désastre de l'éruption volcanique 2014-2015 du gouvernement du Cap-Vert – PNDA, 2015, p.24). 83

Figure 1.25. Évolution de la population de Chã das Caldeiras par rapport à l'évolution locale et nationale entre 1970 et 2014 (source : Mairie de Santa Catarina, 2012 ; World Bank, données par pays ; * INE, projections démographiques 2010 – 2030 ; Rapport officiel d'évaluation Post-désastre de l'éruption volcanique 2014-2015 du gouvernement du Cap-Vert, 2015, p.24) 83

Figure 1.26. Saisonnalité du travail agricole à Chã (Chouraqui, 2017, modifié de PNDA, 2015) 89

Figure 1.27. Culture de la vigne à Chã (Sanial, juillet 2013) 90

Figure 1.28. Réalisation du manecon à Dje de Lorna (Chouraqui, août 2013) 92

Figure 1.29. Ze Fontes vient d'apporter son raisin blanc à la coopérative à Portela où il va être pesé (Chouraqui, juillet 2013) 93

Figure 1.30. Un paysage volcanique viticole (Texier, 2010) 94

Figure 1.31. Intérêts à faire partie de la coopérative viticole de Chã (questionnaire réalisé en 2011 dans le cadre du programme MIA-VITA, graphique réalisé à partir des réponses de 26 membres de la coopérative viticole, sur un échantillon de population de 58 individus) 95

Figure 1.32. Activités touristiques développées à Chã das Caldeiras : à gauche, quatre captures d'écran de rushs (Chouraqui, octobre et novembre 2013) ; à droite, photo du guide touristique Alder Montrond (Texier, juillet 2010) 96

Figure 1.33. Trois bouteilles de vin produites à Chã das Caldeiras, avec deux bouteilles de manecon à gauche et à droite, et une bouteille de « Chã » au centre (Chouraqui, 2013). 97

Figure 1.34. Situation géographique du Parc Naturel de Fogo à la confluence entre trois municipalités et principales zones habitées et lieux dits, tracé de la route avant l'éruption volcanique de 2014-2015 (source : carte du Plano de Gestão do Parque Naturel do Fogo 2009, photographie satellitaire de 2003 ; photo de l'entrée de la caldera, MIA-VITA 2008).. 102

Figure 1.35. Limites du Parc et de ses zones à usage réglementé (source : PNF, 2009). 104

Figure 1.36. Réunion sur le plan d'urbanisation en février 2013 à Chã das Caldeiras (Chouraqui, 2013) 110

Figure 1.37. Un développement local sous pression (Chouraqui, 2012) 111

Figure 2.1. Frise chronologique simplifiée des différents paradigmes de la gestion des risques. 116

Figure 2.2. *Pressure and Release Model* (PAR) pour comprendre le processus de progression de la vulnérabilité (Wisner et al., 2012) 123

Figure 2.3. La Roue des capacités (Wisner *et al.*, 2012). 124

Figure 2.4. *Depressure and Release Model* pour entrer dans un processus de progression de la sécurité (Wisner *et al.*, 2012). 125

Figure 2.5. Interrelation entre processus participatif et acceptation sociale des mesures (modifié et inspiré de Depraz, 2003) 127

Figure 2.6. Résilience versus vulnérable (modifié et traduit de Rhegezza-Zitt, 2016) 138

Figure 2.7. *Resilience framework* (modifié et traduit de DFID, 2011) 139

Figure 2.8. Origines étymologiques de la résilience (Rigaud, 2009). 139

Figure 2.9. Les 2 approches de la résilience qui rappellent l'opposition des 2 paradigmes aléa-centre et vulnérabilité globale (source : repris de Reghezza-Zitt *et al.*, 2015) 141

Figure 2.10. Affiche des 7 adaptations dérivées du livre « les derniers jours de Pompéi » 162

Figure 2.11. Capture d'écran issue du film « *Joe versus the Volcano »* de John Patrick Shanley, 1990, 102 minutes. 164

Figure 3.1. Les étapes de réalisation du projet de CP3D à Chã das Caldeiras (Texier, 2012). 183

Figure 3.2. : Objectifs de recherche – action avec les méthodes et outils associés 189

Figure 3.3. Organigramme général de la thèse au carrefour entre recherche et action. 191

Figure 3.4. Le triptyque « chercheur-communauté-acteurs extérieurs » de la recherche-action et ses bénéfices trilatéraux.. 194

Figure 3.5. Séance de prise de son avec Camilo Montrond Fontes à Dje de Lorna (mars 2011). 201

Figure 3.6. Une femme âgée et son siège de toilette (Chouraqui, novembre 2014) 204

Figure 4.1. Organigramme méthodologique général et stratégies d'enquêtes en 3 phases. 216

Figure 4.2. Calendrier du déroulement de la thèse 217

Figure 4.3. M.O.U. (Memory Of Understanding) 220

Figure 4.4. Les 9 grandes parties d'entretien avec les acteurs institutionnels (entretien de départ) 221

Figure 4.5. Guide d'entretiens avec les acteurs institutionnels de la gestion du risque volcanique (entretien de départ) 223

Figure 4.6. Organigramme perçu : premier jet qui aurait eu tendance à influencer les enquêtés. 224

Figure 4.7. Organigramme perçu : version définitive 224

Figure 4.8. Les acteurs institutionnels et scientifiques interviewés par entretien. 225

Figure 4.9. Guide d'entretiens avec les acteurs institutionnels pendant la crise éruptive (novembre 2014 à janvier 2015) 227

Figure 4.10. Les acteurs institutionnels consultés pendant l'éruption (novembre 2014 à janvier 2015) 228

Figure 4.11. Les acteurs institutionnels consultés après l'éruption de 2014-2015 (2015-2016) 228

Figure 4.12. Guide d'entretien avec les acteurs institutionnels après l'éruption de 2014-2015 (2015-2016) 230

Figure 4.13. Tableau des participants au FGD sur l'élevage (décembre 2012) 233

Figure 4.14. Tableau de l'activité organisée avec le groupe d'éleveurs (décembre 2012) 234

Figure 4.15. La chercheuse dans son rôle d'animatrice lors du FGD avec les éleveurs 234

Figure 4.16. Tableau des participants au FGD sur les savoirs et savoir-faire avec de jeunes hommes à l'insertion économique difficile (9 décembre 2012) 235

Figure 4.17. Tableau de l'activité organisée avec le groupe de jeunes hommes à l'insertion économique difficile . . 206 (décembre 2012) 236

Figure 4.18. Le moment de détente organisé à la fin du FGD pour remercier les participants (Chouraqui, 9 décembre 2012) 236

Figure 4.19. Les entretiens avec les porteurs d'initiatives à Chã ; * La surreprésentation des hommes au sein des porteurs d'initiatives témoigne de la prévalence des hommes quant à l'accès au pouvoir socio-économique au sein du village. 238

Figure 4.20. Grille d'entretien avec les porteurs de projet. 238

Figure 4.22. Calendrier de la viticulture à Chã par foyer 240

Figure 4.21. Thèmes et personnes du village interrogées dans le cadre de la thèse. 241

Figure 4.23. Exemple d'autoportrait d'un enfant du village, Simão Montrond, qui veut devenir guide touristique (Chouraqui, 21 novembre 2012) 242

Figure 4.24. Principes des ateliers-projets. 243

Figure 4.25. Les différentes étapes-séances du projet, de l'avortement du processus originel de collaboration et remaniement autour de la réalisation du film participatif Voz de Mudge (Voix de femmes) 244

Figure 4.26. Liste des participantes à la première séance d'atelier de création filmique 245

Figure 4.27. Les participantes pendant la projection du film Fika Na Casa 245

Figure 4.28. Planification de la première séance d'atelier. 247

Figure 4.29. Activité audiovisuelle n°1 248

Figure 4.30. Activité audiovisuelle n°2 249

Figure 4.31. Montage photographique sur les premières activités de formation à l'outil vidéo (Chouraqui, 2014). 250

Figure 4.32. Extrait du scénario technique co-écrit par Dina Alves, Pauline Texier et Floriane Chouraqui 251

Figure 4.33. Réflexion sur la nature participative ou non du projet à travers l'analyse des différentes étapes de réalisation du film » Mimiso ». 253

Figure 4.34. Les principaux personnages du film Mimiso. 253

Figure 4.35. Projection-débat avec la population de Cabeza Fondo et deux employés du Parc Naturel (Chouraqui, 2013). 254

Figure 4.36. Les étapes d'accompagnement du projet d'un groupe issu de la communauté souhaitant mieux comprendre et proposer des alternatives au plan d'urbanisation 255

Figure 4.37. Répartition des enquêtés en fonction de l'âge et du sexe 257

Figure 4.38. Répartition des enquêtés par localité pendant l'éruption 258

Figure 4.39. Jeu de cartes « Mode ke bo sta ? » (création : Floriane Chouraqui et Juan Cobos Seron, artiste espagnol). 260

Figure 4.40. Photographies prises pendant la réalisation du jeu auprès de plusieurs répondants (décembre 2015). 261

Tableau 4.41. Tableau individuel vierge à remplir en fonction des résultats du jeu « Bo sta dreto ? ». 261

Figure 4.42. Organigramme méthodologique du tournage de film. 264

Figure 4.43 : Première scène filmée à Chã (Texier, 2010) 266

Figure 4.44. Capture d'écran du film Fogo na Boca (Chouraqui, décembre 2014). 267

Figure 4.45. Verta dans trois des films réalisés à Chã. 269

Figure 4.46. Camilo et Fefa transportant du purin pour un champ de pommes de terre (Chouraqui, août 2013). 271

Figure 4.47. Le « bonheur » du terrain (Camilo Montrond Fontes, 2015). 272

Figure 4.48. Tournage pendant les vendanges avec la famille Teixeira à Lantisco (Sanial, juillet 2013). 273

Figure 4.49. Organigramme du montage du film. 275

Figure 4.50. Tri des fichiers audiovisuels avec le logiciel Final Cut Pro. 276

Figure 4.51. Les acteurs sociaux intervenant dans le film Fogo na Boca 278

Figure 4.52. Le passage de la confrontation des discours isolés (dialogue indirect) au dialogue direct. 280

Figure 4.53. Affiche de la projection du film « Fika na Casa » à Chã das Caldeiras (Chouraqui, août 2014). . . . 284

Figure 4.54. Faible participation à la projection du film « Fika na Casa » au siège du PNF à Chã das Caldeiras (Chouraqui, août 2014) 284

Figure 4.55. Grille du questionnaire distribué au public lors de la projection du film Fika na Casa 285

Figure 4.56. Le dispositif de projection à Chã das Caldeiras (décembre 2015) 287

Figure 4.57. Quatre projections avec la communauté, la première photo en haut à gauche a été prise à Monte Grande, les trois autres à Achada Furna (Chouraqui, novembre 2015). 287

Figure 4.58. Maquette de la pochette du DVD « Memoria de Chã ». 288

Figure 4.59. Capture d'écran du tableau de bord dans *YouTube analytic* (10 juillet 2017). 293

Figure 5.1 : Les « casquettes » de la chercheuse (Chouraqui, 2017). 301

Figure 5.2. Typologie schématique des films réalisés dans une logique de dons/contre-dons. 304

Figure 5.3. Filmer le travail de recherche des experts scientifiques rattachés au Programme MAKAVOL (Romero, février 2011) 306

Figure 5.4. Récolte de fonds sur la plateforme de *crowfunding* KissKissBankBank 316

Figure 5.5. Scène de destruction d'un bien public et problème éthique lié à la diffusion du conflit (Chouraqui, mars 2011) 320

Figure 5.6. Capture d'écran issue du journal télévisé capverdien de la chaîne TCV (TCV, mars 2011). 321

Figure 5.7. Justification publique de mes choix scientifiques en matière de diffusion filmique (Facebook, mars 2013). 322

Figure 5.8. Diffusion des productions filmiques de la chercheuse par un habitant du village et alimentation du débat public en matière de gestion territoriale (YouTube, avril 2017). 322

Figure 5.9. Exemple de débat concernant une vidéo publiée par Danilo Fontes alias Dom Danillon en mars 2013 à partir des images de la chercheuse.. 323

Figure 6.1. Analyse comparative des trois éruptions ayant affecté la communauté de Chã das Caldeiras (* Incertitude sur le nombre exact d'individus) 336

Figure 6.2. Mobilité des sinistrés pendant l'éruption de 1951 à Fogo 337

Figure 6.3. Population évacuée pendant l'éruption de 1995 par localité d'origine (source : Correia *et al.*, 1997) 338

Figure 6.4. Mobilité des sinistrés pendant l'éruption de 1995 à Fogo 339

Figure 6.5. À gauche, façade de l'ancienne coopérative viticole avec la coulée de lave de 1995 en arrière-plan (Chouraqui, 2013) ; à droite, funco situé à Boca Fonte qui va bientôt être recouvert par la lave (carte postale, N/D). 340

Figure 6.6. Endommagements subis lors des éruptions passées (questionnaire MIA-VITA 2011) 341

Figure 6.7. Réponses à la question : Pensez-vous pouvoir être affecté par une prochaine éruption ? (Source : questionnaire MIA-VITA réalisé en 2011) 343

Figure 6.8. Maison de relogement abandonnée à Monte Grande (Chouraqui, été 2012). 346

Figure 6.9. Repères « artisanaux » pour estimer la vitesse d'avancée de la lave (Chouraqui, novembre 2014). . . 349

Figure 6.10. Fête du Pom Betom à Portela (Chouraqui, juillet 2013). 351

Figure 6.11. Analyse croisée de chansons et poèmes locaux autour du volcan de Fogo (les oeuvres soulignées sont disponibles en ligne, celles en bleu sont utilisées dans les films de recherche et les artistes en gris sont natifs de Chã) 353

Figure 6.12. Réponses à la question « Que représente le volcan pour vous ? » (2011) 358

Figure 6.13. Réponses à la question « Quels bienfaits une éruption peut-elle provoquer ? Quelles sont les choses positives qu'elle peut apporter juste après ? » (2011).. 359

Figure 6.14. Vendange familiale à Dje de Lorna et vente d'artisanat en pierre de lave à Portela, à Chã das Caldeiras (été 2014 ; Floriane Chouraqui) 360

Figure 6.15. Vendange tardive à Dje de Lorna et processus de fabrication du manecon avec l'aide de la famille et de proches du village, en particulier Filipa Teixeira venue tester le vin et conseiller le viticulteur au bout du 8ème jour de fermentation (août 2013). 361

Figure 6.16. Le ruban de terre restant entre les coulées de lave et la bordera (Sanial, juillet 2013) 362

Figure 6.17. Vue depuis le volcan qui montre l'expansion des champs de vigne (Sanial, juillet 2013) 363

Figure 6.18. Le morcellement du Lantisco (terrain agricole familial à Bangaeira) entre les membres de la famille Teixeira (Chouraqui, photomontage réalisé à partir de photos prises en juillet 2013) 364

Figure 6.19. Hiérarchisation des contraintes/problèmes par les répondants au questionnaire MIA-VITA (2011) 366

Figure 6.20. Analyse SWOT des petits territoires insulaires face à la menace volcanique (Chouraqui, 2017, inspiré de l'article Komorowski *et al.*, 2017) 367

Figure 6.21. Le siège du Parc Naturel de l'éruption pendant sa construction (Sanial, juillet 2013) et pendant l'éruption (Chouraqui, novembre 2014) 368

Figure 6.22. La terrasse de « Ka Ramiro » où ont souvent lieu les concerts (Chouraqui, décembre 2013). 372

Figure 6.23. Le poste de santé à Chã construit avec l'aide de l'association « Nos ku Nhos » (Chouraqui, novembre 2013) 373

Figure 6.24. Méthode de récupération de l'eau de pluie et de stockage de l'eau à Chã das Caldeiras (Sanial, juillet 2013). 374

Figure 6.25. Capture d'écran du mur Facebook de Claudio Timas (novembre 2013) 376

Figure 6.26. Schéma de synthèse autour des vulnérabilités de la communauté de Chã das Caldeiras avant l'éruption de 2014-2015 (modifié de Perrillat-Collomb, rapport MIA-VITA, 2012) 379

Figure 6.27. Le président de la Coopérative Agricole pèse le raisin d'Antoninho sous le regard attentif de ce dernier (juillet 2013). 383

Figure 6.28. Tableau des pensions à Chã das Caldeiras avant l'éruption de 2014-2015 (modifié de Nunes, 2015 ; Sources : PNF ; *nombre officiel de couchages publié dans le rapport PNDA, 2015) 386

Figure 6.29. Siza et son mari Rosi posent devant la lodja « Souvenir » tenue par Siza (octobre, Chouraqui, 2013).. 388

Figure 6.30. Déchets s'accumulant derrière les parcelles des maisons (Chouraqui, juillet 2013). 390

Figure 6.31. Les détritus s'accumulant à Portela, à proximité immédiate du village (Chouraqui, juillet 2013) 391

Figure 6.32. Xetu (au centre de la photo, avec un haut kaki militaire) et d'autres enfants attendent l'arrivée imminente de touristes devant la pension touristique Marisa (Chouraqui, novembre 2013).. 394

Figure 6.33. La « Teixeirinha » est très appréciée par les habitants pour ses vertus curatives, en particulier pour le traitement de la fièvre, des douleurs musculaires associées, mais d'après eux, elle disparaît peu à peu de la caldera (Chouraqui, 2013). 396

Figure 6.34. Activités pratiquées par les hommes et les femmes des 22 communautés du PNF (source Andrade, 2014) 400

Figure 6.35. Cibles multi-facteurs des hommes guides touristiques et des jeunes femmes célibataires avec enfants (d'après le FGD de juillet 2010, MIA-VITA). 404

Figure 6.36. Hommes du village jouant aux cartes chez Pedro (Chouraqui, mars 2013). 406

Figure 6.37. Tatiana et Filipa en train de moudre du café (juillet 2013). 407

Figure 6.38. Situation de manque de nourriture en fonction du sexe du chef de ménage (questionnaire MIA-VITA, 2011) 411

Figure 6.39. Exemple du foyer polygynique de J.A. Fonseca et de ses trois compagnes (source : Texier, Chouraqui, questionnaire MIA-VITA, avril-mars 2011). 413

Figure 6.40. En haut à gauche, la lodja « Ka Manuela », à sa droite, la lodja « Ka Luisa », en bas à droite, la plus petite lodja du village, « Ka Nunis », à sa gauche, « Ka Fernandinha » et enfin en bas à gauche, « Ka Pedro » (Elsa Sanial, 2013). 414

Figure 6.41. Estimation des bénéfices réalisés dans 6 lodjas à Chã das Caldeiras en juillet 2013 (*les bénéfices ont été calculés en tenant compte du samedi férié pour les adventistes). 415

Figure 6.42. Estimation des bénéfices réalisés dans 6 lodjas à Chã das Caldeiras en juillet 2013 (*les bénéfices ont été calculés en tenant compte du samedi férié pour les adventistes). 416

Figure 7.1. Chronologie de la crise éruptive de 2014-2015 (Chouraqui 2017) 444

Figure 7.2. Le 23 décembre à Chã das Caldeiras, en haut à gauche, la première photo montre le volcan au moment de son éruption, tandis que les autres ont été prises plus tard pendant la journée par un habitant du village (Fontes, 2014) 447

Figure 7.3. Le 25 novembre à Chã das Caldeiras (Chouraqui, novembre 2014) 450

Figure 7.4. La situation à Chã le 26 novembre 2014 (Chouraqui, 2014) 451

Figure 7.5. Le 29 novembre 2014 à Chã das Caldeiras (Chouraqui, 2014) 452

Figure 7.6. Le 30 novembre 2014, en haut à droite, auxiliaire scientifique et personnels du SNPC en train d'emballer le matériel de l'OVCV, en haut à gauche, journaliste présent sur le terrain, en bas, destruction finale du siège du PNF (Chouraqui, 2014). 451

Figure 7.7. Le 02 décembre à Chã Sur la photo en haut à gauche, un homme aide une femme à caler la charge qu'elle transporte sur la tête, en haut à droite, la délégation de la mairie est menacée par la lave ; en bas, la coulée de lave qui s'avance dans Portela a déjà enseveli l'école primaire. 454

Figure 7.8. Les coulées de lave plus fluides du 07 décembre (communication personnelle, décembre 2015) ; photo centrale, Portela et photo du bas, Bangaeira le 09 décembre (Chouraqui, décembre 2015) 455

Figure 7.9. Avancée de la lave à Dje de Lorna le 25 décembre 2014. En haut à droit, Zé Fontes qui récolte des racines de Manioc avant que la lave ne vienne recouvrir son champ (Chouraqui, 2014). 456

Figure 7.10. L'impact de l'éruption de 2014-2015 sur le foncier à Chã. 459

Figure 7.11. Estimation des pertes de terrains agricoles par les enquêtés suite à l'éruption de Fogo de 2014-2015 (réponse à la question : « vos champs ont-ils été détruits par la lave ? » ; enquête réalisée pendant l'éruption 2014-2015 sur un échantillon de 128 personnes sinistrées). 460

Figure 7.12. Les cultures les plus touchées par l'éruption de 2014-2015 à Chã das Caldeiras (le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples) ; (réponse à la question : « quelles plantes avaient-vous principalement perdues ? » ; enquête réalisée pendant l'éruption 2014-2015 sur un échantillon de 128 personnes sinistrées. 461

Figure 7.13 Les problèmes de santé rencontrés par les sinistrés (questionnaire 2014-2015, Chouraqui) 463

Figure 7.14. Exercice grandeur nature « Steadfast Jaguar » (clichés : OTAN, 2006). 466

Figure 7.15. La responsabilité de la surveillance du volcan de Fogo fait l'objet d'une convoitise scientifique opposant deux clans rivaux ; Signification des sigles : SNPC (Service National de Protection Civile) ; PC municipale (Protection Civile municipale) ; OVCV (Observatoire Volcanologique du Cap-Vert) ; ITER (– Institut technologique et des énergies renouvelables), BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) ; LEC (Laboratoire d'Ingénierie Civile) ; INMG (Institut National de+30 Météorologie et Géophysique), pour MAKAVOL et MIA-VITA, voir notes de bas de page 9 et 10) 470

Figure 7.16. Sociogramme mental réalisé par Arlindo Lima en 2012 473

Figure 7.17. Émissions de CO2 de 2009 à 2015 et détection d'un tremblement de terre de 2,9 de magnitude le 12/04/12 à l'intérieur de la caldera et (source : programme européen MAKAVOL, INVOLCAN, UNICV, OVCV) 476

Figure 7.18. Localisation des stations sismiques de Fogo et fonctionnement en réseau et distribution géographique des épicentres des 57 évènements volcano-tectoniques enregistrés entre septembre 2011 et mai 2013 (source : Faria & Fonseca, 2013, p.490 et 493) 476

Figure 7.19. Schéma de diffusion de l'alerte lors de l'éruption volcanique de novembre 2014 477

Figure 7.20. Un double système de diffusion de l'alerte à destination de la population de Chã das Caldeiras (source : Cadag, 2011) 479

Figure 7.21. Les acteurs humains et non humains impliqués dans la crise volcanique de 2014-2015 à Fogo (sources : PNDA, 2015 ; Red Cross of Cape Verde, 2016 ; UNDAC& UN Office Cabo-Verde , 2014).. 483

Figure 7.22. Aide reçue pour évacuer pendant l'éruption de 2014-2015 (le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples, avec 4 réponses maximum autorisées ; questionnaire réalisé sur un échantillon de 128 personnes sinistrées).. 485

Figure 7.23. Allers et retours des habitants de la caldera pendant l'éruption de 2014-2015 (questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de 128 personnes). 486

Figure 7.24. Évaluation de la qualité de la gestion institutionnelle de l'évacuation des biens et des personnes de 2014 par les autorités (source : F. Chouraqui, entretiens qualitatifs avec les acteurs cités entre 2015 et 2016 ; question posée : « Sur une échelle de 0 à 10, comment qualifierez-vous la qualité de l'évacuation des biens et des animaux pendant l'éruption de 2014-2015 par les autorités ?). 491

Figure 7.25. Réponse à la question « pourquoi l'aide dont vous bénéficiez n'est-elle pas satisfaisante ? » (Questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de population de 128 personnes).. 495

Figure 7.26. Variation du nombre de personnes déplacées par localités de relogement (source : Cabral *et al.*, *International conference on the 2014-2015 Fogo eruption,* 24 novembre 2015). 497

Figure 7.27. L'aide alimentaire à Fogo après l'éruption de 2014-2015 par familles d'aliments par rapport aux recommandations spécifiques à l'aide alimentaire de la Fédération française des Banques Alimentaires (source : note de la FFBA n°89 du 25/11/2006 - rubrique B-2, conférence de Cabral *et al.*, 2015). 498

Figure 7.28. Évaluation du travail des médias nationaux pendant la crise par les habitants de Chã (questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de population de 128 personnes). 509

Figure 7.29. Miodinha, interviewée par un journaliste pendant que sa maison est en train d'être ensevelie par la lave (source : Artemedia, 2014).. 511

Figure 7.30 : Chronologie de l'évacuation des personnes et des biens pendant la crise volcanique de 2014-2015 (réponses aux questions « À quel moment avez-vous évacué pour la première fois ? » et « Quand avez-vous évacué vos biens ? » ; questionnaire 2014-2015 réalisé auprès d'un échantillon de population de 128 personnes).. 515

Figure 7.31. Afin de mieux saisir le ressenti des personnes enquêtées concernant la crise volcanique, c'est-à-dire à l'impression physique ou mentale, éprouvée, il a été demandé aux individus enquêtés de répondre à la question : « si vous deviez choisir 3 mots pour décrire vos sentiments pendant l'éruption, lesquels seraient-ils ? » (sources : Chouraqui, questionnaire réalisé en 2014-15 auprès de 128 individus ; Morin, 2012, grille d'enquête pour la réalisation d'entretiens aux Comores ; Plutchik 1980, roue des émotions).. 517

Figure 7.32. L'évacuation du village au troisième jour de l'éruption avec en arrière plan, la coulée de lave qui se dirige inexorablement vers le village (cliché : communication personnelle, novembre 2014) 518

Figure 7.33. Récolte hâtive par des habitants du village en lien avec l'avancée de la coulée de lave sur la gauche (novembre 2014 ; Floriane Chouraqui). 519

Figure 7.34. Les différentes solutions de relogement adoptées pendant l'éruption volcanique de 2014-2015 à Fogo (Chouraqui, questionnaire réalisé en 2014-2015).. 521

Figure 7.35. Le Bar Casa Ramiro à Achada Furna (Chouraqui, janvier 2015) 522

Figure 7.36. Des réfugiés en train de laver le linge dans le campement temporaire de Mosteiros, où l'odeur de fosse septique rend l'air irrespirable (Chouraqui, décembre 2014).. 524

Figure 7.37. Carte des mobilités des sinistrés pendant l'éruption de 2014-2015 (source : questionnaire réalisé en 2014-15 auprès d'un échantillon de la population de 128 individus ; données SIG transmises par le PNF ; Aide à la réalisation : Atelier de Cartographie - Département de Géographie - Université Toulouse Jean Jaurès). 525

Figure 7.38. Les raisons du retour des réfugiés pendant l'éruption de Fogo du 23 novembre 2014 (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus).. 526

Figure 7.39. Différences de mobilité en fonction de la localité de relogement des sinistrés pendant l'éruption (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus).. 526

Figure 7.40. Différence de mobilité hommes/femmes pendant l'éruption de Fogo (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus). 527

Figure 7.41. Différents modes d'information utilisés en temps de crise par les habitants de Chã (source : Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 individus). 528

Figure 7.42. Page d'accueil du site internet Fogo Fund (source : www.fogofund.org, date de consultation : 26/06/2016) 530

Figure 8.1.Chronologie non exhaustive des actions, renforcements et affaiblissements de pouvoir entre acteurs politiques et civils après l'éruption volcanique de 2014-2015 autour de la gestion de Chã das Caldeiras 540

Figure 8.2. Le phénomène de reconstruction à Chã das Caldeiras en juillet 2016 (source : d'après les chiffres de Moreno-Medina et al., 2016) 542

Figure 8.3. Au premier plan à gauche, une maison construite sur les flancs du Monte Amarello ; au second plan au centre, l'imposante pension Casa Marisa ; au troisième plan, à droite du Pico de Fogo, le cratère de l'éruption de 2014-2015(Pedro Danilo Fontes, juillet 2016) 543

Figure 8.4. Au premier plan, la route réalisée par les sinistrés après l'éruption de 2014-2015, au second plan, le toit en ciment d'une maison détruite par la lave et au troisième plan, une maison en train d'être construite (Pedro Danilo Fontes, juillet 2016) 544

Figure 8.5. Aperçu en image du territoire en mutation centré sur Portela, novembre 2015 (Chouraqui, 2017). 545

Figure 8.6. L'église adventiste à Portela (Pedro Danilo Fontes, 23 juillet, 30 juillet et 28 décembre 2016) 547

Figure 8.7. Trois ans après l'éruption, l'Église catholique est encore inachevée (profil Facebook de Miguel Montrond, 23 décembre 2017).. 548

Figure 8.8. Reconstruction communautaire de la route au niveau de la jonction entre Portela et Bangaeira (Pedro Danilo Fontes, avril 2016 ;), et à Bangaeira (Pedro Danilo Fontes, 28 mars 2017). 549

Figure 8.9. Sur la première photo, des proches aident un habitant du village à couler le toit en béton de sa maison (avril 2017, Pedro Danilo Fontes). Sur la deuxième photo, l'un d'eux se tient sur le toit de la maison fraîchement achevée, brandissant un drapeau en signe de victoire (avril 2017, Pedro Danilo Fontes). 550

Figure 8.10. Habitants de Chã armés de pelles et de brouettes, brandissant un drapeau symbole de la reconquête du village (avril 2015 ; Pedro Danilo Fontes) 552

Figure 8.11. Construction d'une maison en béton (novembre 2016 ; Pedro Danilo Fontes). 553

Figure 8.12. Illustrations humoristiques circulant sur Facebook ; (source Facebook, groupe privé Amigos de Chã ; octobre 2015).. 555

Figure 8.13. Manifestation à Chã le 16 octobre 2016 (cliché : Facebook, amigos de Chã, 2016) 556

Figure 8.14. Les deux photos à gauche montrent l'édifice construit par Davide Montrond, en train d'être remis en état (Chouraqui, janvier 2015) ; sur l'image à droite, on voit que les travaux sont achevés; Teresa Nunes, avril 2017) 559

Figure 8.15. Cabane de Ze Fontes construite pendant l'éruption de 2014-2015 (Chouraqui, janvier 2015) 559

Figure 8.16. Inscription sur le mur de la maison de fortune de Dulce Fontes (juillet 2016, Pedro Danilo Fontes) 560

Figure 8.17. Perceptions des dégradations et des améliorations moins d'un an après la fin de l'éruption de 2014-2015 (résultats du jeu de carte « Bo sta dreto ? », enquête réalisée en novembre-décembre 2015 auprès de dix interlocuteurs interrogés dans 3 localités de relogement, avec 3 familles à São Filipe, 3 familles à Achada Furna, 2 familles à Mosteiros et 2 familles à Chã das Caldeiras). 563

Figure 8.18. La maison de Nirse à Monte Grande (Socorro Rodrigues Silva, 17 avril) 568

Figure 8.19. Femmes et enfants attendant depuis plusieurs heures une voiture pour se rendre à Chã (Chouraqui, novembre 2015) 570

Figure 8.20. La maison d'un habitant de Chã das Caldeiras sert d'école improvisée (Miguel Montrond, septembre 2017) 574

Figure 8.21. La route qui mène à Chã vue à travers la vitre arrière d'un minibus (Chouraqui, novembre 2015). 575

Figure 8.22. Collecte de l'eau à Boca Fonte (Facebook de Carlos Fortes Lopes, photographies mises en ligne sur Facebook le 10 novembre 2017) 576

Figure 8.23. Le nouveau siège du Parc naturel de Fogo, reconstruit dans la caldera (Camilo Montrond Fontes, 6 novembre 2017) 577

Figure 8.24. Le problème des ordures à Chã das Caldeiras (Pedro Danilo Fontes, décembre 2016). 580

Figure 8.25. Modèle typologique n°3 de maison, issu du Plan Détaillé de Chã das Caldeiras (novembre, 2017) 584

Figure 8.26. Cartes des menaces pré- (a) et post-éruptives (b) pour un scénario avec une éruption du Pico Pequenho. Les numéros 1, 2 et 3 correspondent aux emplacements des villages : (1) Bangaeira, (2) Portela, et (3) Dje de Lorna. La lettre «H» indique l'emplacement du nouvel hôtel de Marisa qui a été construit sur la coulée de lave 2014-2015 (source : Richter *et al.*, 2016, p.1935) 585

Figure 8.27. Les choix d'emplacement du futur village par les sinistrés de l'éruption de 2014-2015 (source : F. Chouraqui, enquête par questionnaire réalisée entre décembre 2014 à janvier 2015 auprès de 128 personnes, soit 13,27 % de la population totale) 594

Figure 8.28. Visite du candidat à la présidentielle Ulisses Correia e Silva à Achada Furna (Facebook, mars 2015) 597

Figure 8.29. Jorge Nogueira (MpD), porté à bout de bras par des habitants de Chã au lendemain des élections, avec Danilo Pedro Fontes à droite de l'image (Facebook de Danilo Fontes, 7 avril 2016) 599

TABLE DE MATIÈRES

Résumé 5
Abstract 6
Resumen 7
Resumo 8
Remerciements 9
Agradecimento 11
Préface 13
Sommaire 15

Introduction 18

PARTIE A : ANALYSER LES ENJEUX D'UN PARTAGE DU POUVOIR AUTOUR DE LA GESTION DES RESSOURCES ET DES RISQUES 40

CHAPITRE 1 - Fogo, un territoire volcanique insulaire, menacé et convoité L'arène du dialogue 43

1.1. Fogo un milieu insulaire fragile et menaçant, mais apprivoisé en son cœur 45

1.1.1. Une ambivalence naturelle entre menaces et ressources 45

◆ L'archipel du Cap-Vert : situation géographique 45

◆ Fogo, île-volcan, péril de l'Atlantique Nord dressant haut et fort sa stature 46

❖ Un nom à l'image de son paysage 46

❖ Le volcan de Fogo et ses éruptions : un aléa récurrent 51

◆ La pluie, « maîtresse volage » du Cap-Vert 56

❖ Le « risque sécheresse » au cœur de l'histoire, de l'identité et du développement de ces îles 56

❖ Une agriculture encore largement soumise à la variabilité temporelle et spatiale des précipitations 59

1.1.2. De la conquête du volcan à la création d'une île dans l'île 62

◆ Se rendre « maître » : peuplement des îles et esclavage 62

◆ Conquête d'une île volcan 64

◆ Transformer la bouche de l'enfer en bouche nourricière 65

❖ Les moteurs du peuplement de la caldera 65

❖ Genèse d'une communauté 67

❖ La vie dans la caldera au temps des pionniers 68

◆ Des conquérants « au-dessus » ou « en dehors » des lois (géographiquement et socialement) 72

1.1.3. Chã das Caldeiras : entre désenclavement inachevé et émigration : s'adapter aux contraintes 76

◆ Une ouverture accrue sur l'extérieur en plusieurs étapes 76

◆ L'isolement persiste sous l'égide de la débrouille et du collectif 7
◆ Une construction sociale sous le signe de l'adaptation à la pénibilité 82
❖ Quitter l'île et nourrir la diaspora : migrer pour prospérer 82
❖ Multipartenariat hétérosexuel masculin exacerbé et polygynie marquée 82

1.2. Une « communauté » qui a su tirer parti des ressources volcaniques : un trésor convoité . . . 88

1.2.1. Une agriculture florissante, vivrière et commerciale, avant la crise éruptive de 2014 -2015 88
◆ Différents types de production et mode de production 88
◆ Héritage et mutation de la viticulture à Fogo 90

1.2.2. L'essor du tourisme avant 2014-15 : nouvelles opportunités 95
◆ Émergence d'un géo-tourisme et activités économiques associées 95
◆ L'image du volcan pour valoriser les produits locaux 97

1.3. Luttes de territoires et conflits dans la gestion des ressources et des risques 99

1.3.1. Quand la Caldera devient Parc Naturel : restrictions, conflits et approche participative naissante . . . 99
◆ Au niveau international et national, le Cap-Vert ratifie les grandes directives 99
◆ À Fogo : le dispositif de protection de la nature avant 2014-15 101
◆ Stratégies institutionnelles de gestion et leurs effets locaux en termes d'opportunités et de menaces 102

1.3.2. Un dispositif de gestion de crise inscrit dans une approche restrictive et centrée sur le contrôle de l'aléa volcanique 106
◆ Création et évolution du cadre institutionnel de gestion des risques au Cap-Vert 106
◆ Des dispositifs de gestion des risques centrés sur la menace et sources de conflits avec les populations . . 107
❖ Une stratégie basée sur la délocalisation des populations locales 107
❖ Un volcan sous double surveillance : des problèmes de concertation sous-jacents 107
❖ La tentative via le programme européen MIA-VITA de combiner les savoirs locaux et scientifiques . . 108

1.3.3. La résistance locale aux efforts de régulation du développement 108

CHAPITRE 2 - Ne pas quitter son volcan
La résistance des populations aux projets d'exclusion territoriale 113

2.1 Comment protéger les habitants des territoires volcaniques ?
Des cadres conceptuels et politiques en évolution 115

2.1.1. Un paradigme dit « aléa-centré » qui domine encore la gestion des risques 116
◆ Qu'est-ce qui justifie de se concentrer sur l'aléa volcanique ? 116
◆ La vulnérabilité perçue par l'exposition à la menace justifiant l'exclusion territoriale 118
◆ Des mesures de lutte contre l'aléa qui présentent des limites 119

2.1.2. Le paradigme radical : une autre façon d'envisager la réduction des risques de catastrophe 120
◆ Reconnaître les causes profondes socio-économiques de la vulnérabilité 121
◆ Des mesures visant au développement socio-économique des populations 123

❖ Soulager les contraintes et renforcer les capacités 123
❖ Encourager les démarches bottom-up et la participation des habitants 126
◆ Les limites et biais de l'approche participative 128
❖ Des directives internationales floues à l'efficacité limitée 128
❖ Pièges du participatif et instrumentalisation 131
❖ Qui participe ? Entre vouloir, pouvoir et être capable de participer 133
2.1.3. Une nouvelle approche de la réduction des risques par la résilience : quand capacités et participation riment avec autonomisation 135
◆ Un concept pluridisciplinaire et polysémique 135
◆ Deux approches possibles : rupture ou continuité ? 139
◆ Les limites et déviances politiques de l'approche 142
2.2. Le diptyque « exclusion par le relogement » versus « résistances » au cœur des jeux de pouvoir sur les territoires volcaniques 145
2.2.1. Les politiques de relogement suite aux éruptions volcaniques : une solution inéluctable ? 145
◆ L'abandon des territoires volcaniques dans l'histoire : impasse et bifurcations des sociétés 145
◆ Emmener les gens vivre ailleurs : une solution moins évidente qu'il n'y paraît 147
2.2.2. Résistances des populations face aux déplacements et relogements forcés 150
◆ Comprendre le rejet des projets de déplacement forcé en contexte volcanique 150
◆ La pluridisciplinarité caractérise aussi la résistance 153
◆ La résistance : un acte menant à la résilience, ou contre la « Résilience » ? 155
❖ La résistance sociale et politique mise de côté dans les recherches sur la réduction des risques ? 155
❖ La résistance, l'arme incontournable de la réduction de la vulnérabilité ? 156
2.3. Représenter les territoires volcaniques : les paradigmes font leur cinéma 159
2.3.1. Une majorité de films qui alimentent des représentations erronées 160
◆ Films catastrophes : de la lave, encore de la lave et des sociétés impuissantes 160
◆ Une vision stéréotypée des territoires volcaniques 163
❖ Religion, croyances et clichés 163
❖ La figure du volcan dans le développement d'un cinéma de l'angoisse et de la culpabilité 164
2.3.2. Un autre regard sur les espaces volcaniques actifs : de Stromboli à Ixcanul 166
◆ Des films réalistes qui veulent donner à voir les citoyens ordinaires 166
◆ Aborder les problèmes d'inégalités sociales et genrées au quotidien 168
◆ Bien plus qu'un simple aléa, le « volcanique » s'incarne dans tous les aspects des films 169
❖ Emancipation religieuse et volcanisme social 169
❖ La problématique de l'enclavement comme facteur de vulnérabilité 170
2.3.3. Des films pour réduire la vulnérabilité des populations ? 171

PARTIE B : COMMENT DÉVOILER DES RÉALITÉS SOCIALES, DONNER LA PAROLE ET ACCOMPAGNER LES POPULATIONS LOCALES ? 174
Problématique, objectifs et choix méthodologiques associés

CHAPITRE 3 – Problématique, objectifs et justification
Une recherche engagée fondée sur une approche à la fois participative et audiovisuelle 176

3.1. Quelles leçons retenir de MIA-VITA ? 181

3.1.1. Des acquis pour mieux cibler le positionnement de la thèse 181

3.1.2. Regard critique sur les méthodes de recherche MIA-VITA 182

3.2. Problématique et objectifs de recherche : le schéma général 186

3.2.1. Interrogations et problématique 186

3.2.2. Objectifs généraux, spécifiques et approches choisies 187

3.2.3. Approche participative et recherche-action audiovisuelle 190

3.3. Atouts d'une approche participative et audiovisuelle 193

3.3.1. Ce que permet et nécessite l'approche participative. 193

3.3.2. Ce qu'apporte l'approche audiovisuelle en géographie 196

◆ Le pouvoir de l'audiovisuel. 196

❖ Un outil à part entière pour les sciences sociales. 196

❖ Les atouts socio-géographiques de la recherche par le film 198

❖ Une approche sensible du terrain grâce au film 199

◆ Écrire en images et en sons 202

❖ Film versus écrit : Quel rapport à l'instant et au réel ? 202

❖ Par l'écrit ou sur l'écran : faut-il choisir ? 205

3.4. La géographie en cinéma : histoire d'une idylle encore mal assumée 206

3.4.1. Géographie et cinéma : Deux moyens d'embrasser le monde. 206

◆ Géographie, fille du voyage et parente inavouée du tourisme ? 206

◆ Découvrir le monde avec le cinéma 206

3.4.2. Frilosité et attirance des géographes français pour le cinéma 209

CHAPITRE 4 – Détails des méthodes et des outils. 211

4.1. Structure méthodologique globale de la thèse 215

4.1.1. Le schéma général 215

4.1.2. Le retroplanning. 216

4.2. Phase 1 et 2 : comprendre les enjeux et jeux de pouvoir internes et externes. 218

4.2.1. Outils d'investigations auprès des acteurs externes 218

◆ Rencontre des acteurs institutionnels et entretiens semi-dirigés en phase 1 218
❖ Désamorcer les craintes par rapport à l'approche audiovisuelle et construire les partenariats avec les acteurs 218
❖ Structuration des entretiens en phase 1 exploratoire. 220
◆ Retour à mi-parcours : phase 2. 226
❖ Temporalité quotidienne. 226
❖ Temporalité de la crise 226
❖ Temporalité de la post-catastrophe 226
4.2.2. Outils d'investigations auprès des acteurs internes à la communauté 230
◆ 1ère phase : Immersion auprès des acteurs internes 230
❖ Observations directes et participantes : pratiques, utilisation et circulations des savoirs et savoir-faire traditionnels 230
❖ Groupes de discussion (FGD) par groupes sociaux 232
❖ Entretiens et questionnaire MIA-VITA pour approfondir et valider les FGD 236
❖ Entretiens semi-dirigés avec les porteurs d'initiatives locales 237
❖ Entretiens semi-dirigés complémentaires sur des thématiques précises. 239
◆ 2ème phase : Approfondir et co-construire. 242
❖ Temporalité quotidienne : le film participatif au centre du processus de recherche engagée. 242
◆ L'atelier de création de film(s) participatif(s) : difficultés, adaptations et échec final 244
◆ Création du film de fiction Mimiso à partir du conte environnemental éponyme 252
◆ Accompagnement d'un groupe pour comprendre et proposer des alternatives au plan d'urbanisation 254
❖ Temporalité de la crise : Saisir les stratégies individuelles et collectives pour faire face à l'éruption 256
◆ Observation participante 256
◆ Entretiens filmés avec les acteurs locaux. 256
◆ Questionnaire sur l'éruption. 257
❖ Temporalité post-catastrophe : évaluer la capacité de résilience des sinistrés de l'éruption 258
◆ État des lieux un an après l'éruption avec le jeu de cartes « Bo sta dreto ? ». 258
◆ Projet associatif d'accompagnement de la résilience des populations déplacées à Monte Grande. 261
4.3. Approche filmique transversale : le processus de fabrication du film de recherche 263
4.3.1. Le tournage : la caméra sur le terrain 263
◆ Schéma méthodologique global du tournage d'un documentaire. 263
◆ Comment filmer sa recherche ? 265
◆ L'observation participante au centre du tournage. 270
◆ L'utilisation de la caméra : quelles contraintes ? Quelles solutions ? 271
4.3.2. Le montage, ou comment écrit-on un film en géographie ? 273
◆ Du statut de réalisateur à celui de monteur 274

◆ L'extraction d'une seule histoire à partir de données brutes hétérogènes 274
◆ Une autre utilisation du matériel audio-visuel : archiver la recherche avec la caméra « bloc-notes » 279
◆ Du dialogue indirect au dialogue direct 279

4.4. Partage et convergences des résultats de recherche et éventail des possibilités d'exploitation des résultats audiovisuels. 281

4.4.1. Un processus de diffusion en plusieurs étapes : entre éthique, responsabilité morale et stratégie de ménagement des acteurs partenaires 281
4.4.2. Analyse critique de la création d'un dialogue autour des films via des réunions-débats 282
◆ Réactions des populations locales face aux films : du divertissement à la réflexion en passant par l'émotion 282
❖ Na Boca de Fogo 282
❖ Fika na casa 283
❖ Fogo na Boca. 286
❖ Le DVD Memoria de Chã et la mise en mémoire du territoire 288
◆ Réception des films Na Boca de Fogo et Fogo na Boca par les acteurs externes 289
◆ Des pistes pour comprendre pourquoi la création d'un vrai dialogue multi-acteurs à échoué 291
4.4.3. Diffusions de la recherche au grand public : un enjeu scientifique, sociétal et politique 292

CHAPITRE 5 – Posture réflexive sur la place de la chercheuse 295

5.1. Position et rôles du chercheur-réalisateur-accompagnateur 299

5.1.1. Présence et absence de la chercheuse dans ses productions scientifiques. 299
5.1.2. La multiplicité des rôles : de la recherche à l'action 300

5.2. Faire de la recherche en terrain lointain, complexe et sinistré : adaptation et engagement 302

5.2.1. Stratégies de familiarisation avec les enquêtés et dons/contre-don en temps quotidien 302
◆ Familiarisation par le don / contre-don. 302
◆ Faut-il mettre à distance le familier ? 306
5.2.2. L'éruption dans la thèse : tournant scientifique et rapport émotionnel 308
◆ Réactivité pendant le terrain pour s'adapter aux événements 308
◆ Les apports de l'éruption sur la thèse. 309
◆ Un rapport émotionnel au terrain ancré dans le temps long et exacerbé pendant l'éruption 310
5.2.3. L'engagement dans la recherche 313
◆ Engagement, éthique scientifique et réciprocité 313
◆ Le trio culpabilité/impuissance/tristesse comme moteur d'engagement lors de l'éruption 315
◆ Le projet de résilience Na Mão de Fogo (dans la main de Fogo) 316

5.3. La question éthique dans la réalisation de films de recherche 318

5.3.1. Dans le film documentaire. 318

◆ Posture scientifique de la chercheuse-réalisatrice ou prise de parti ? 318

◆ Intérêts social et scientifique de la diffusion des images du conflit par le chercheur et limites éthiques liées à leur instrumentalisation. 319

5.3.2. Dans le film participatif 324

5.3.3. Recréer la réalité, une utopie pour le documentaire comme pour le film participatif 324

PARTIE C : VIVRE DANS LA CALDERA D'UN VOLCAN À L'ÉPREUVE DE LA MISE EN DÉFEND DU TERRITOIRE 326
Stratégies d'adaptation et résilience vues à travers le prisme des jeux de pouvoir et du genre, avant, pendant et après l'éruption de 2014-2015

CHAPITRE 6 – Le temps long des héritages et des trajectoires : comprendre les vulnérabilités et capacités adaptatives actuelles face à la menace volcanique. 329

6.1. Une tradition de recolonisation post-éruptive à l'origine de solides capacités d'adaptation des habitants face aux chocs 334

6.1.1. Un scénario éruptif qui se répète 334

◆ Une mobilité en trois temps « évacuation/relogement/retour » face aux phénomènes éruptifs récurrents 334

◆ Éruptions de 1951 et 1995 : réponses sociales et échecs répétés des tentatives de relogement forcé 335

❖ Les dynamiques d'évacuation en urgence et de relogement temporaire des populations sinistrées 337

❖ Comparaison des dommages liés aux dernières éruptions 340

◆ Impacts sur le logement et les infrastructures. 340

◆ Impacts sur les activités agricoles. 341

◆ Impacts sur la santé et les personnes physiques 341

◆ Échec des tentatives de relogement et retour au village : opposition entre logiques exogène et endogène . 342

6.1.2 Causes économiques des dynamiques de retour et capacités adaptatives à se relever des crises 343

◆ Retrouver Chã : une exposition à la menace choisie, aux causes profondes économiques 343

◆ Le démantèlement des maisons de relogement : une solution-débrouille de court terme 345

◆ Stratégies adaptatives pour préserver les moyens d'existence : continuités et « ruptures » du système 347

6.2. Atouts et revers des capacités héritées : « *modus vivendi* » et vulnérabilités socio-économiques 348

6.2.1. Savoirs et identité au péril d'un sentiment d'invincibilité et d'un risque minimisé 348

◆ Une solide connaissance du risque empirique construite au fil des crises 348

◆ Le volcan comme catalyseur identitaire et artistique 351

◆ Ambivalence entre volcan destructeur et volcan amour/ressource 354

6.2.2. L'opportunité économique post-catastrophe : travers et limites 359
◆ La viticulture et le tourisme : un succès qui masque une vulnérabilité accrue 359
◆ Des contraintes socio-économiques et un accès aux ressources qui restent fragile 366
◆ Des investissements massifs qui renforcent le sentiment d'invincibilité 367
6.2.3. L'avatar de la force collective : un village irréductible réfractaire à l'autorité 369
◆ Des habitants atteints par l'hybris de la démesure ou marqués par la construction lente d'un entre-soi autonome ? 369
◆ Un collectif construit autour de réseaux d'entraide interne et externe 371
◆ Remise en cause de la légitimité des acteurs exogènes 374
◆ Du volcanisme physique au volcanisme socio-politique 377
6.3. Derrière le « collectif », des groupes sociaux à l'accès aux ressources inégalitaire et une marginalisation différentielle du pouvoir et de la participation 380
6.3.1. Des tensions socio-spatiales symptomatiques d'inégalités économiques 380
◆ La marchandisation de l'économie locale favorise les inégalités et l'émergence de conflits internes 380
❖ Des tensions entre agriculteurs dans l'espace agricole et autour de la coopérative 381
❖ Des individus en compétition autour de la manne touristique 385
❖ Des rivalités économiques qui se cristallisent dans des querelles de voisinage au cœur de l'espace résidentiel 389
◆ Stratégies adaptatives des plus marginalisés face à la précarité économique 393
❖ Enfants qui travaillent, parents coupables ? Stigmatisation des « mauvais parents » 393
❖ Les *« ramedi di terra »*, alternative médicinale bon marché et référent « identi-terre » : stratégie d'adaptation face à la précarité sanitaire 395
6.3.2. Inégalités de genre dans la vulnérabilité : les logiques féminines de contournement et leurs limites 398
◆ Polygynie au sein des foyers et impacts sur le partage des tâches et l'accès aux ressources 399
◆ Précarité économique des femmes chefs de famille et stratégies compensatoires 410
❖ Des femmes seules en grande difficulté quotidienne 410
❖ Des stratégies d'émancipation économique féminine aux bénéfices limités 412
6.3.3. Le difficile accès à la ressource politique : les enjeux et blocages / leviers de la participation 418
◆ Efforts et difficultés de mise en œuvre d'une gestion partagée au sein du PNF 419
❖ Derrière une volonté officielle et locale forte d'instaurer une gestion participative, des avis partagés . . 419
❖ Sur le fond : des mesures vécues comme une aggravation des inégalités et de la vulnérabilité économique 420
❖ Sur la forme : une participation limitée à plusieurs niveaux 421
◆ Une « participation » qui se borne à de l'information/consultation, créant des frustrations 421
◆ Une participation représentative inégalitaire, qui traduit une faible reconnaissance de légitimité liée aux savoirs vernaculaires 422
◆ Du désintérêt des habitants pour la participation : entre frustration, sentiment d'infériorité et peur des représailles 425
◆ En amont du pouvoir de revendication : les capabilités différenciées d'accès à la ressource politique au prisme du genre 427
❖ Les femmes particulièrement exclues de la scène politique 427

❖ Faut-il inciter les femmes à participer et comment ?. 430
◆ Chuchoter, rire et s'abstenir : de vraies alternatives à la participation ? 431
❖ Les messes basses 432
❖ L'humour et la satire comme exutoire 433
❖ La non-participation 435
❖ Les soulèvements et actes de vandalisme comme actes de bravoure 436

CHAPITRE 7 – Temporalité de la crise : un cas d'école d'autonomie et d'adaptation des populations face à l'ingérence institutionnelle 439

7.1. Chronologie de la crise éruptive de 2014-2015 et impacts sur le territoire à court terme 443

7.1.1. Un récit douloureux : 77 jours d'une catastrophe pourtant sans perte humaine 445
◆ Des signes précurseurs à l'éruption 445
◆ Une première phase éruptive lente détruit Portela 446
◆ Une deuxième phase éruptive rapide détruit brutalement Bangaiera 452
◆ Une phase d'accalmie : continuer à sauver ce qui peut l'être 456

7.1.2. Un instantané multiscalaire des impacts de la crise éruptive de 2014-2015 457
◆ Évaluation officielle des dommages à l'échelle nationale et insulaire 458
◆ Un village anéanti ? 458
❖ Un bilan matériel lourd : dommages sur le bâti et les infrastructures collectives 458
❖ Les trois principaux domaines d'activités économiques fortement touchés 459
◆ Une diminution radicale des terrains agricoles qui vient accroître la pression foncière préexistante . 459
◆ Les éleveurs face aux pertes de cheptels 461
◆ Le tourisme a également souffert et n'a pas profité de l'attraction majeure de l'éruption 462
❖ Un bilan sanitaire préoccupant. 462

7.2. Les causes d'un bilan lourd : synthèse des défaillances de la gestion de crise officielle 465

7.2.1. Avant la crise : une construction politique sur le long terme du risque lié aux éruptions 465
◆ Des mesures aléa-centrées sans effort de réduction de la vulnérabilité 465
❖ Des mesures de préparation aux crises inefficaces et obsolètes 465
❖ Des moyens techniques de surveillance du volcan à la pointe mais peu robustes. 467
❖ Une stratégie lacunaire de réduction de la vulnérabilité 468
◆ Le système d'alerte précoce défaillant : défaut de concertation et vision top-down 469
❖ Au quotidien : une fragilisation du système de surveillance par une double convoitise 469
◆ L'affrontement de longue date entre deux clans rivaux 469
◆ Deux systèmes de surveillance qui se côtoient sans se combiner. 471
◆ Quand la pratique top-down d'un pouvoir centralisateur prive le système des experts locaux 472
❖ Au moment de l'alerte : l'arrivée de la crise souligne les faiblesses structurelles du quotidien 475
◆ Des signes précurseurs qui n'ont pas été combinés à temps 475
◆ Le SNPC sur le banc des accusés : prudence légitime ou erreur de jugement ? 478
◆ Un système de diffusion de l'alerte défaillant : sous-estimation du danger et indignation 479

7.2.2. Pendant la crise : des réponses institutionnelles révélatrices de vulnérabilités organisationnelles, communicationnelles et stratégiques 481

◆ Une vulnérabilité organisationnelle comme symptôme d'une vulnérabilité stratégique 482

❖ Une gestion déstructurée inadéquate de l'évacuation des populations de Chã 482

◆ Un manque de moyens et un défaut de capacité d'anticipation 482

◆ Des difficultés pour sécuriser l'espace de la caldera et une stratégie inefficace de barrage contre les pillages. 485

◆ Une stratégie de guerre des forces de l'ordre et de l'armée : une violence inadéquate pour faciliter les évacuations des biens et soutenir les sinistrés. 487

❖ Une vision de court terme aléa-centrée qui répète les erreurs du passé et aggrave la vulnérabilité en affectant les capacités de résilience 489

◆ Évacuations forcées et refus obstiné d'organiser l'évacuation des biens et des animaux : une erreur stratégique et idéologique ? 490

◆ La prophétie s'accomplit à nouveau : mécontentement des habitants et conséquences graves sur l'exposition au danger et sur les capacités économiques à se relever. 493

❖ Inégalités, conflits et sentiment de dépendance : les avatars d'une approche de l'aide d'urgence dans les camps par assistanat top-down 494

◆ Une suspicion d'injustice et de détournement généralisé des fonds d'urgence et l'érosion des solidarités collectives 495

◆ L'importance de l'implication des populations locales dans le processus de contrôle de la distribution 499

◆ Un défaut de concertation et de mutualisation des forces en présence 501

❖ Mobiliser, omettre ou exclure : pratiques et enjeux de la coordination entre acteurs 501

◆ Une coordination défaillante au sein de l'équipe officielle et un défaut de mobilisation d'acteurs locaux. 501

◆ Le maintien de l'antagonisme entre équipes scientifiques. 503

◆ La non-intégration des capacités et des savoirs vernaculaires par les institutions 504

❖ Les dérives médiatiques en contexte de crise. 506

◆ Les effets pervers de la médiatisation de la crise éruptive de Fogo sur la gestion de crise 506

◆ Problème éthique autour de la fabrication de l'image et processus de victimisation. 510

◆ Une catastrophe qui n'intéresse pas ou peu les médias internationaux 512

7.3. Stratégies adaptatives informelles des populations sinistrées en réponse au défaut de gestion de crise et inégalités induites 515

7.3.2. La mobilité, une stratégie face à la précarité et aux défauts de gestion de crise 515

◆ L'évacuation spontanée et informelle des personnes vulnérables, des biens et des animaux 515

❖ Des habitants surpris par l'éruption … 515

❖ … Mais une forte réactivité malgré des inégalités. 518

◆ Contraintes et tactiques d'accès aux ressources socio-économiques des personnes relogées. 520

❖ La précarité socio-économique quotidienne liée au relogement multi-sites. 520

❖ Des circulations importantes mais révélatrices d'inégalités entre les villages de relogement et Chã . . . 525

7.3.3. S'informer, diffuser l'information et mobiliser l'aide extérieure malgré les faiblesses de la communication officielle 528

◆ Bouche-à-oreille et réseaux sociaux : des alternatives aux dérives médiatiques 528

◆ Mobilisation de ressources alternatives exogènes via les réseaux d'entraide 529

CHAPITRE 8 – Temporalité de l'après-crise : une fenêtre d'observation sur la capacité de résilience en tant que processus sur le long terme 533

8 .1. Une stratégie de résilience, la résistance : résister pour se relever 538

8.1.1. Chronologie de trois années d'un bras de fer socio-politique 538

8.1.2. Un retour spontané et non encadré à Chã das Caldeiras 541

◆ Un processus de reconstruction informelle rapide, mais difficile à quantifier 541

◆ Un retour contagieux, mu par le moteur économique 542

◆ Le défi de repartir des ruines 544

8.1.3. Une épopée collective de reconquête territoriale 546

◆ Exaltation communautaire et renforcement des liens sociaux 546

❖ Un acte symbolique de résistance : reconstruire les lieux centraux religieux du village 546

❖ La reconquête du territoire, un solide ciment social 548

◆ La reconstruction du village révélatrice et amplificatrice de la résistance à l'État 551

❖ Revendiquer le droit au territoire : discours et stratégies 551

❖ Expressions médiatiques et actions contestataires au service d'une mobilisation sociale et politique . . 554

8.2. Les dessous de la résilience : précarité des résistants et aggravation des inégalités 558

8.2.1. Le creusement des inégalités socio-économiques : qui sont les résilients ?. 558

◆ Remonter et retrouver une activité économique : deux profils. 558

❖ Les plus robustes d'avant-crise constituent la poignée de gagnants à qui la crise profite déjà 558

❖ Un grand nombre lutte pour revenir dans la caldera, et fait face à l'extrême précarité 559

◆ Les invisibles des villages de relogement bannis de la résilience. 561

❖ Rester vivre dans les villages de relogement : quelles perspectives ? 561

◆ Des trajectoires sociales, économiques et résidentielles globalement régressives 561

◆ Quelques indications sur les ménages qui ne remontent pas 566

◆ L'isolement via le relogement (la rupture sociale des liens communautaires) 569

◆ Les causes profondes des inégalités à rebondir et à retourner vivre à Chã das Caldeiras 570

8.2.2. Les « résilients » face à la précarité renforcée par des entraves politiques à la réinstallation 573

◆ Un nouveau départ difficile et contrarié par le manque d'investissement public. 573

◆ Une reconstruction anarchique s'appuyant sur des finances privées limitées 578

◆ Un changement de tactiques pour décourager les stratégies de reconquête. 581

❖ Une interdiction uniquement sur le papier 581

❖ Tentative maladroite et tardive d'encadrer le processus d'urbanisation à Chã das Caldeiras 581

8.3. De la politique de relogement à l'autorisation de remonter, quelles stratégies politiques sous-jacentes ?. 588

8.3.1. Analyse critique des choix politiques adoptés avant les élections de 2016 589

◆ Une stratégie de délocalisation amnésique du passé et toujours inadaptée à la réalité. 589

❖ Chã das Caldeiras : un territoire trop dangereux pour y laisser vivre les gens ?. 589

❖ Quelques voix étouffées d'acteurs externes s'élèvent à l'encontre du projet de relogement hors caldera591

◆ Un projet de nouvelle agglomération fantasmé et imposé 592
❖ Une fausse consultation publique sur le choix du lieu de relocalisation. 592
❖ Une nouvelle agglomération qui occulte les contraintes de mobilité 592
8.3.2. Le sort de Chã das Caldeiras au cœur de la campagne électorale de 2016 596
◆ Chã das Caldeiras, thème central de la stratégie électorale de l'opposition aux législatives de 2016. 596
◆ Le scandale de détournement, symbole d'une élection municipale perdue 597
◆ Après les élections : promesses avortées et opportunisme politique 599
8.3.3. Derrière l'amnésie apparente de l'Etat, une stratégie politique de récupération territoriale ? 602
◆ Enjeux politiques sous-jacents d'une revalorisation « éclairée » de la caldera 602
❖ Remonter : une stratégie disqualifiée par l'État qui l'attribue au seul attachement au territoire 602
❖ Une vision fantasmée des « irréductibles caldériens » qui occulte les causes profondes de la résistance au relogement 604
❖ Soupçons et rumeurs autour du relogement 605
◆ Perspectives : la fin du bras de fer ? 607

Conclusion 616

Bibliographie 625
Filmographie 648
Liste des figures 650
Table des matières 662
Annexes 674

ANNEXES

Annexe 1 et 2

Annexes 4 et 5

Annexes 6, 7 et 8

Annexe 1.1. Données complémentaires sur les représentations des volcans actifs dans des productions artistiques mixtes

	Précipitations moyennes annuelles								
	île de Santiago			île de Santo Antão			île de Fogo		
Zone	Semi-aride		Aride	Semi-aride		Aride	Sec sub-humide	Semi-aride	Aride
Localité	Serra Malageta	Curralinho	Achada Além	Rabo Curto	Passagem	Lagedos	Monte Velha	Galinheiro	Patim
1993	516.3	506.2	337.4	439.1	455.3	83.0	988.7	107.7	52.2
1994	211.5	213.3	203.1	310.1	457.9	46.0	214.0	46.3	8.0
1995	604.2	559.7	585.9	307.1	233.1	90.0	241.8	326.2	98.2
1996	238.7	240.9	114.3	452.9	1053.5	118.0	747.3	91.1	19.7
1997	565.6	507.1	280.4	387.4	525.0	49.0	605.5	297.8	112.9
1998	308.6	208.6	161.0	236.2	384.0	132.0	383.6	217.7	352.4

Figure A.1.1. Précipitations moyennes annuelles dans les îles agricoles de Santiago, Santo Antão et Fogo en fonction des zones agroclimatiques entre 1993 et 1998 (source : Agrhymet – INIDA, identification des zones climatiques d'après Neves et al.*, 2017, p.65, 69 et 70).*

Annexe 2.1. Données complémentaires sur les représentations des volcans actifs dans des productions artistiques mixtes

Dans le livre *Encyclopedia of Volcanoes* (2000), Haraldur Sigurdsson et Rosaly Lopes-Gautier ont évoqué une soixantaine d'œuvres littéraires et cinématographiques portant sur les volcans actifs. Pour le besoin de la thèse, et afin d'élargir et d'actualiser cet inventaire, celui-ci a été complété par des œuvres cinématographiques plus récentes ainsi que par des peintures et des opéras.

À travers 87 œuvres - films, romans, peintures, opéras - la liste hétéroclite ci-dessous (**figure A.2.1**) interroge la place occupée par les volcans dans l'imaginaire collectif du XVIII[ème] siècle à nos jours, en rassemblant les œuvres de 76 artistes du monde entier. Elle comprend des peintures romantiques du XIII[ème] siècle, des romans sulfureux, des fables philosophiques, des films dramatiques comme des comédies, et même l'un des derniers Walt Disney, « Moana » réalisé par John Musker et Ron Clement en 2016. Même s'il serait passionnant d'explorer la relation géographique entre la société et les risques à travers ce corpus, cette thèse n'est pas le lieu pour une étude croisée aussi ambitieuse. Notre intention ici est bien plus modeste et porte uniquement sur les volcans au cinéma, et consiste plus à poser des questions qu'à y répondre, l'objectif étant de chercher à comprendre et pas forcément d'expliquer. En plus du tableau faisant l'inventaire de l'ensemble de ces œuvres, celles-ci ont été regroupées en 4 grands domaines artistiques, permettant une lecture synthétique :

➔ **Des œuvres cinématographiques** (39) :
Trente-deux films, dont onze drames, onze films catastrophes (en anglais, *disaster movies*), six films d'aventure[1], un film historique, un docu-fiction, deux comédies et deux films d'animation ;
Quatre séries télévisées ainsi que le 2[ème] épisode de la 4[ème] saison de la série en couleur *Doctor Who* (48') réalisé par Colin Teague (science-fiction).

➔ **Des œuvres littéraires** (26) :

Dix-huit romans, dont le plus ancien, « *Montalbert* » a été écrit par Charlotte Turner Smith en 1795 ;

Trois récits historiques, dont le dernier, « *The night of Purnama* », fait le récit d'une éruption du Mont Agung (Indonésie) survenue en 1963, décrivant les conséquences directes et indirectes de l'éruption.

Trois romans pour les enfants dont le célèbre « Le Petit Prince[1] », écrit et illustré par Antoine de Saint Exupéry en 1943 (voir la citation ci-dessus) ;

Deux bandes dessinées, l'une d'entre elles étant « *Donald Duck in Volcano Valley* » créé par Carl Barks en 1947.

➔ **Des œuvres picturales exposées** (17) : on observe que certains artistes comme le peintre romantique Pierre-Jacques Voltaire et le peintre mexicain Dr. ATL (José Gerard Francisco Murillo), ont fait des éruptions un thème récurrent dans leurs œuvres.

➔ **Des œuvres scéniques** (5)

4 opéras, dont le dernier, *The Violins of Saint-Jacques* (1966), est directement inspiré du roman éponyme de Patrick Leigh Femor (1953) ;

Une pièce de théâtre (*The Prisoner of St. Pierre* de Pat Gabridge, 2001).

Date	Titre	Type	Auteur
1767	**Éruption du Vésuve**	Peinture à l'huile sur bois (Bibliothèque du Museum national d'Histoire naturelle, Paris ; 39 x 25 cm)	Pierre-Jacques Voltaire
Après 1769	**Éruption du Vésuve**	Peinture à l'huile (musée des Beaux-Arts de Nantes)	Pierre-Jacques Voltaire
1771	**L'Éruption du Vésuve**	Peinture à l'huile (musée des Beaux-Arts de Brest)	Pierre-Jacques Voltaire
1771	**L'Éruption du Vésuve**	Peinture à l'huile (Le Havre, musée d'Art Moderne Adré-Malrau)	Pierre-Jacques Voltaire
1774	**Éruption du Vésuve**	Peinture à l'huile (St Petersbourg, musée de l'Hermitage)	Pierre-Jacques Voltaire
1785	**Éruption du Vésuve**	Peinture à l'huile (Warwick; Compton Verney House)	Pierre-Jacques Voltaire
1785	**Éruption du Vésuve**	Peinture à l'huile (Paris, musée du Louvre)	Pierre-Jacques Voltaire
	Éruption du Vésuve en 1794	Peinture à la gouache sur papier (Bibliothèque du Museum national d'Histoire naturelle, Paris ; 69 x 54 cm)	Saverio Della Gatta
1795	**Montalbert**	Roman	Charlotte Turner Smith
1825	**L'ultimo giorno di Pompei**	Opéra	Giovanni Pacini
1830-1833	**Le Dernier Jour de Pompéi**	Peinture à l'huile (The State Russian Museum, St. Petersburg)	Karl Brioullov
1834	**The Last Days of Pompeii**	Roman	George Bulwer-Lytton
1843	**Mount Etna from Taormina**	Peinture à l'huile (Wadsworth Atheneum Museum of Art ; 200 x 306 cm)	Thomas Cole
1847	**Mount St Helens erupting at night**	Peinture à l'huile (Royal Ontario Museum)	Paul Kane
1847	**The Crater (Vulcan's Peak: a Tale of the Pacific)**	Roman	James Fenimore Cooper
1855	**Cotopaxi**	Peinture à l'huile (Smithsonian American Art Museum ; 107 x 71 cm)	Frederic Edwin Church
1858	**Jone**	Opéra	Errico Petrella
1864	**Voyage au centre de la Terre**	Roman	Jules Verne
1869	**Le dernier jour de Pompéi**	Opéra	Victorin Joncières
1870	**The Phantom City**	Roman	William Westall
1900	**The Last Days of Pompeii**	Fiction – Court-métrage muet en noir et blanc - Drame	Walter R. Booth
1902	**The Tragedy of Pelee**	Récit historique	George Kennan
1908	**Gli Ultimi giorni di Pompei**	Fiction – Court-métrage muet en noir et blanc -	Luigi Maggi ; Arturo Ambrosio

		Drame	
1913	**Gli Ultimi giorni di Pompei**	Fiction, film muet en noir et blanc - Drame	Mario Caserini ; Eleuterio Rodolfi
1913	**Gli Ultimi giorni di Pompei**	Fiction, film muet en noir et blanc - Drame	Enrico Vidali
1925	**The Sleeper of the Moonlit Ranges**	Roman	Edison Marshall
1926	**Gli Ultimi giorni di Pompei**	Fiction, film muet en noir et blanc- Drame	Carmine Gallone ; Amleto Palermi
1934	**Vista del Popocatépetl**	Peinture à l'huile (100 x 125 cm)	Dr. ATL (José Gerard Francisco Murillo)
1935	**The Last Days of Pompeii**	Fiction en noir et blanc - Drame	Ernest B. Schoedsack et Merian C. Cooper
1937	**Gli Ultimi giorni di Pompeo**	Fiction en noir et blanc - Comédie	Mario Mattoli
1942	**Volcano**	Court-métrage d'animation technicolor (8')	Dave Fleischer
1943	**Le Petit Prince**	Roman pour enfants	Antoine de Saint Exupéry
1943	**Paricutín, ca. 1943**	Peinture à l'huile (72 x 93 cm)	Dr. ATL (José Gerard Francisco Murillo)
1945	**Erupción volcánica**	Dessin (crayon, 23.5 x 28 cm)	Dr. ATL (José Gerard Francisco Murillo)
1945	**Paricutin**	Roman	Bernice I. Good- speed
1947	**Under the Volcano**	Roman	Malcolm Lowry
1947	**The TwentyOne Balloons**	Roman pour enfants	William Pene du Bois
1947	**Donald Duck in Volcano Valley**	Bande dessinée	Carl Barks
1950	**Gli Ultimi giorni di Pompei**	Long métrage de fiction en noir et blanc (107') - Péplum	Marcel L'Herbier
1950	**Stromboli, terra di Dio**	Long métrage de fiction en noir et blanc (107')	Roberto Rossellini
1950	**Vulcano**	Long métrage de fiction en noir et blanc (106')	William Dieterle
1953	**The Violins of Saint-Jacques**	Roman	Patrick Leigh Femor
1953	**Juan of Paricutin**	Roman pour enfants	Marion Isabelle Whitney
1958	**Vista de los volcanes desde Cuautla**	Peinture à l'huile (90.8 x 122 cm)	Dr. ATL (José Gerard Francisco Murillo)
1959	**The Volcano God**	Roman	Philip Freund
1959	**Volcano**	Roman	Endo Shusaku
1959	**Gli Ultimi giorni di Pompei**	Long métrage de fiction en couleur (100') - Historique	Sergio Leone
1959	**Journey to the Center of the Earth**	Long métrage de science-fiction,aventure (132')	Henry Levin
1960	**Erupción en apogeo**	Peinture à l'huile (93 x 122 cm)	Dr. ATL (José Gerard Francisco Murillo)
1961	**The Devil at 4 O'Clock**	Film catastrophe (126')	Mervyn LeRoy
1964	**Krakatoa**	Récit historique	Rupert Furneaux
1965	**The Night of Purnama**	Récit historique	Anna Mathews
1965	**Crack in the World**	Film catastrophe (96')	Andrew Marton
1966	**The Violins of Saint-Jacques**	Opéra	Malcolm Williamson
1969	**Krakatoa East of Java**	Film catastrophe (131')	Bernard L. Kowalski
1976	**The Volcano Ogre**	Roman	Lin Carter
1976	**Viaje al centro de la Tierra**	Long métrage de science-fiction, aventure (90')	Juan Piquer Simón
1980	**Genesis Rock**	Roman	Edwin Corley
1980	**When Time Run Out**	Film catastrophe (121')	James Goldstone
1982	**The Volcano With Hiccups**	Bande dessinée	Horace J. Elias
1984	**The Last Days of Pompeii**	Mini-série télévisée (3 épisodes - 310')	Peter Hunt
1985	**Gentlemen in England**	Roman	A. N. Wilson
1990	**Joe Versus the Volcano**	Long métrage de fiction, comédie romantique (102')	John Patrick Shanley
1990	**Dreams (Akira Kurosawa's Dreams)**	Long métrage de fiction composé de 8 courts-métrages, drame (119')	Akira Kurosawa
1992	**The volcano lover**	Roman historique	Susan Sontag
1992	**Texaco**	Roman	Patrick Chamoiseau
1993	**Swimming in the Volcano**	Roman	Bob Shacochis
1993	**Journey to the Center of the Earth**	Téléfilm de science-fiction, aventure (90')	William Dear

1997	**Dante's Peak**	Film de science-fiction, catastrophe, drame (109')	Roger Donaldson
1997	**Volcano**	Film de science-fiction, catastrophe (104')	Mick Jackson
2001	**The Prisoner of St. Pierre**	Théâtre	Pat Gabridge
2003	**Pompei: The last day**	Docu-fiction en couleur (90')	Peter Nicholson
2003	**Le seigneur des anneaux : le retour du roi**	Film de science-fiction, aventure 200')	Peter Jackson
2003	**Pompéi**	Roman historique	Robert Harris
2005	**Supervolcano**	téléfilm de catastrophe (115')	Tony Mitchell
2005	**Nature Unleashed: Volcano (The Volcano Disaster)**	Film catastrophe (90')	Mark Roper
2008	**The Fires of Pompeii**	2ème épisode de la 4ème saison de la série en couleur *Doctor Who* (48') - Science-fiction	Colin Teague
2008	**Journey with Jules Verne : Journey to the Center of the Earth**	Film de science-fiction,aventure et comédie (92')	Eric Brevig
2009	**Der Vulkan**	téléfilm de catastrophe en deux parties (175')	Uwe Janson
2009	**2012**	Film catastrophe (158')	Roland Emmerich
2011	**Super Eruption**	Film catastrophe (89')	Matt Codd
2012	**Journey 2: The Mysterious Island**	Film de science-fiction, aventure et comédie (90')	Brad Peyton
2013	**Eyjafjallajökull (Le volcan)**	Comédie (92')	Alexandre Coffre
2014	**Pompeii**	Long métrage de fiction en couleur (105') - Péplum	Paul W.S. Anderson
2014	**Apocalypse Pompeii**	Film catastrophe (87')	Ben Demaree
2015	**Ixcanul (volcano)**	Film drame (100')	Jayro Bustamante
2016	**Moana**	Film d'animation (107')	John Musker, Ron Clements

Figure A.2.1. Liste non exhaustive de productions artistiques représentant des volcans actifs entre 1767 et 2016

Annexe 2.2. Données complémentaires sur les adaptations « Des Derniers Jours de Pompéi »

Genre	Sous catégorie	Titre	Titre d'origine	Auteur	Date	Pays
Peinture	Huile sur toile	*Le Dernier Jour de Pompéi*	Последний день Помпеи	Karl Brioullov	1830-1833	Russie
Littérature	Roman historique	*Les Derniers Jours de Pompéi*	The Last Days of Pompeii	Edward Bulwer-Lytton	1834	Angleterre
	Roman historique	*Pompéi*	Pompeii	Robert Harris	2003	Angleterre
Musique	Opéra	Le dernier jour de Pompéi	L'ultimo giorno di Pompei	Giovannie Pacini	1825	Italie
	Opéra	*Jone*	-	Errico Petrella	1858	Italie
	Opéra	*Le Dernier Jour de Pompéi*	-	Victorin Joncières	1869	France
	Suite	*Le Dernier Jour de Pompéi : Dans la maison de Burbo et Stratonice*	The Last Days Of Pompeii: In The House Of Burbo And Stratonice	John Philip Sousa	1893	États-Unis
Cinéma	Court-métrage muet en noir et blanc - Drame	*Les Derniers Jours de Pompéi*	The Last Days of Pompeii	Walter R. Booth	1900	Angleterre

	Court-métrage muet en noir et blanc - Drame	*Les Derniers Jours de Pompéi*	Gli Ultimi giorni di Pompei	Luigi Maggi ; Arturo Ambrosio	1908	Italie
	Long métrage de fiction muet en noir et blanc - Drame	*Les Derniers Jours de Pompéi*	Gli Ultimi giorni di Pompei	Mario Caserini ; Eleuterio Rodolfi	1913	Italie
	Long métrage de fiction muet en noir et blanc - Drame	*Ione, ou les Derniers Jours de Pompéi*	Gli Ultimi giorni di Pompei	Enrico Vidali	1913	Italie
	Long métrage de fiction muet en noir et blanc (181') - Drame	*Les Derniers Jours de Pompéi*	Gli Ultimi giorni di Pompei	Carmine Gallone ; Amleto Palermi	1926	Italie - Allemagne
	Long métrage de fiction en noir et blanc (96')- Drame	*Les Derniers Jours de Pompéi*	The Last Days of Pompeii	Ernest B. Schoedsack et Merian C. Cooper	1935	États-Unis
	Long métrage de fiction en noir et blanc (70') - Comédie	*Les Derniers Jours de Pompéo*	Gli Ultimi giorni di Pompeo	Mario Mattoli	1937	Italie
	Long métrage de fiction en noir et blanc (107') - Péplum	*Les Derniers Jours de Pompéi*	Gli Ultimi giorni di Pompei	Marcel L'Herbier	1950	Italie-France
	Long métrage de fiction en couleur (100') - Historique	*Les Derniers Jours de Pompéi*	Gli Ultimi giorni di Pompei	Sergio Leone	1959	Italie-Allemagne-Monaco-Espagne
	Long métrage de fiction en couleur (105') - Péplum	Pompéi	Pompeii	Paul W.S. Anderson	2014	États-Unis - Allemagne - Canada
	Long métrage de fiction en couleur (105') - Péplum	Apocalypse : Pompei	Apocalypse Pompeii	Ben Demaree	2014	États-Unis
Télévision	Mini-série télévisée (3 épisodes - 310')	*Les Derniers Jours de Pompéi*	The Last Days of Pompeii	Peter Hunt	1984	États-Unis - Angleterre - Italie
	2ème épisode de la 4ème saison de la série en couleur *Doctor Who* (48') - Science-fiction	La Chute de Pompéi	*The Fires of Pompeii*	Colin Teague	2008	Angleterre
	Docu-fiction en couleur (90')	*Le Dernier Jour de Pompéi*	Pompei: The last day	Peter Nicholson	2003	Angleterre

Figure A.2.2. Liste des productions artistiques autour du thème « Les derniers jour de Pompéi »

Annexe 4.1. Détails de la chronologie de la thèse

La thèse suit un calendrier sur cinq années et neuf mois. Celui-ci est présentait sous forme schématique en **chapitre 4** (**figure 4.2**).

La **1ère année** de thèse (2012/2013) a été l'occasion :

- D'entrer en contact (ou de recontacter) les acteurs institutionnels et les experts scientifiques en lien avec mon sujet d'étude, notamment grâce au colloque organisé par MAKAVOL en octobre 2012, mais aussi lors de la mission au Cap-Vert (deux semaines à Praia, la capitale du Cap-Vert). Cette mission a également permis de renouer avec le terrain d'étude et ses habitants lors du premier terrain et d'expliquer la raison de mon retour (par rapport aux anciennes missions avec MIA-VITA).

- De participer et de présenter mon travail dans le cadre de plusieurs rassemblements scientifiques (un colloque international qui s'est déroulé aux Canaries, sur la gestion des espaces insulaires volcaniques, une présentation sur mon travail de recherche en lien avec le genre pour le séminaire des doctorants organisé par l'ARGU à Lyon en janvier 2013, une présentation sur le film géographique dans le cadre du Séminaire Sociétés Images et Sons en mars et enfin, une dernière présentation dans le cadre d'un séminaire pour doctorants à Besançon, sur l'utilisation du film en Sciences Sociales, en mai.

- De publier mon premier article en tant que premier auteur dans les actes du colloque CS3 du séminaire sur l'utilisation du film en Sciences Sociales (Chapitre 13, pp.139-149).

La **2ème année** de thèse a été marquée un temps de terrain de six mois sur place correspondant au premier semestre universitaire. Lors de cette longue mission, une série de contraintes physiques et techniques ont contrarié le travail de recherche :

- Des problèmes avec le matériel audiovisuel, par exemple un problème de connexion de l'écran LCD empêchant celui-ci de fonctionner sauf en le tournant en sens inverse, compliquant les réglages au moment de la prise de vue (notamment pour régler le niveau audio et la balance des blancs). Les cassettes ne pouvaient plus être importées sur l'ordinateur, sauf si l'écran LCD était fermé et un objet(stylo) placé sous le port firewire. La batterie refusait elle aussi de se charger, l'astuce trouvée étant d'introduire une aiguille à coudre entre le chargeur et la batterie. Et enfin, le boitier, où sont introduites les cassettes, refusant de fermer, il fallait appuyer sur le dessous de la caméra (là où se visse le trépied) pour forcer le mécanisme. L'utilisation de la caméra étant devenue particulièrement complexe, le projet de film participatif n'était donc techniquement plus envisageable.

- L'avortement des « ateliers projets » utilisant le film participatif ne tient pas uniquement aux problèmes techniques de la caméra. Le retard dans l'ouverture de la maison du Parc Naturel de Fogo (PNF), censé fournir un lieu de rencontre pour les participants ainsi que l'électricité pour permettre d'alimenter la caméra et l'ordinateur, a également contribué à empêcher la réalisation de ces ateliers pendant ce terrain. L'un de ces ateliers a finalement pu être mis en place lors du terrain de juillet-août 2014, soit à peine quelques mois avant la destruction du siège du PNF par l'éruption.

Malgré ces multiples contingences, ce deuxième terrain de thèse néanmoins était un moment d'expérimentation des potentialités de l'audiovisuel dans l'enquête de terrain. La diversification des utilisations de cet outil s'est traduite en pratique par le remplacement des interviews classiques par des scènes de vie et

des essais de mise en fiction, sous forme d'improvisation des personnages qui jouent leurs propres rôles dans une démarche rappelant l'ethno-fiction (voir le **chapitre 3.3**). Le but était de rendre ceux-ci actifs dans la création du récit audiovisuel, avec la réalisation de « clips musicaux » sur les rapports et les inégalités hommes/femmes avec la chanson satyrique *Mudje mais bonita*[1], et un second deuxième intitulé *Tchuba dja bem*[2], qui donne à voir l'arrivée de la pluie au village, et qui constitue un thème récurrent dans la musique capverdienne.
De plus, le fait d'avoir prévu un terrain sur plusieurs mois a permis d'adapter la méthode d'enquête au rythme local, et de porter une plus grande attention à la temporalité des activités touristiques et agricoles. La progression initialement prévue a été ralentie, mais le terrain a néanmoins permis l'obtention de données qualitatives de qualité. Enfin, cette mission a été l'occasion de se rendre sur les îles de Boa Vista et de San Antão, permettant ainsi une prise de recul par rapport au terrain étudié à Fogo grâce à une analyse comparative (traits communs et spécificités) de la gestion des ressources (agriculture et tourisme principalement).

Une fois cette seconde mission terminée, le **second semestre** a permis de traiter des données recueillies sur le terrain (trier les images de film, travailler sur le questionnaire du PNF). Chaque outil présentant ses points forts et ses points faibles, il a donc fallu faire une analyse de la méthodologie.
En parallèle, afin de valoriser le travail déjà effectué, un site internet regroupant les recherches (films, articles, communications) et les cours de TD a été créé par la doctorante. Deux présentations orales ont également été réalisées au mois de février (séminaire de Géorisque sur la Volcanographie à Montpellier ainsi qu'à un Mercredi de la géographie à Toulouse).
Il a également été question de préparer la mission de l'été 2014, qui s'est étalée sur deux mois, dont un mois avec Pauline Teixeira, Maître de Conférence à l'Université Lyon 3. Bien que relativement court, ce terrain a permis d'avancer sur un ensemble de points avec :

- La réalisation d'entretiens avec les acteurs institutionnels à Praia et à Fogo.
- La réalisation d'un atelier-projet participatif utilisant l'outil audio-visuel ayant abouti à la réalisation du poème chanté mis en image *Voz de Mudje* écrit et scénarisé par les femmes de l'atelier.
- L'analyse de la prise en compte des attentes et des revendications locales concernant la mise en place d'un plan d'urbanisation.
- La réalisation de prises de vue et d'interview par la chercheuse afin de compléter les prises déjà réalisées pour le projet de documentaire *De Terra*, qui n'a jamais abouti (voir **chapitre 5**).
- La diffusion des films *Na boca de Fogo* (version définitive) *Mimiso* et *Fika na casa* (version non définitive), accompagné d'un temps de débat et d'un questionnaire.

A l'origine, la **3ème année** de thèse devait, d'un côté, permettre de finaliser le travail d'écriture filmique, avec la traduction et le montage des films de recherche *Fika na casa* et *De Terra* et celui des films participatifs *Mimiso* et *Voz de Mudje*, en vue de leurs diffusions via internet (avec un questionnaire pour chaque vidéo) mais aussi en France (séminaire, festival) et au Cap-Vert ; de l'autre, permettre de traiter et d'analyser les données recueillies pendant les missions de terrains, afin d'avancer dans la rédaction de la thèse et de commencer l'écriture de 2 articles scientifiques en premier auteur.
Il était également prévu d'organiser une dernière mission correspondant à la phase de restitution de la production scientifique sur le terrain afin d'aller au bout de la démarche participative. Or cette dernière étape de partage, mais aussi de collecte de données a été décalée et retardée par l'éruption de Fogo, survenue en

[1] https://www.youtube.com/watch?v=y94sMT2EouA
[2] https://www.youtube.com/watch?v=38gOUCEdiso

novembre 2014, qui marque une rupture dans le développement de la thèse, provoquant une réorientation du sujet de recherche et donc des restructurations de calendrier (**chapitre 5**).

Cette éruption constituant une opportunité unique pour observer et analyser la gestion du risque volcanique par les autorités et la prise en compte des savoirs et des besoins des populations locales, la doctorante a été présente sur le terrain pendant les deux premiers mois de l'éruption. Pendant ce terrain impromptu et improvisé, il s'est agi, d'une part de réaliser des prises de vue (scène d'évacuation, vie dans les villages de relogement, interview, réunions des habitants, etc.), sans pour autant avoir de scénario, le film s'écrivant en fonction de l'évolution de la gestion de la crise, et d'autre part, de réaliser un questionnaire auprès des sinistrés afin d'avoir une vision plus large des dynamiques familiales et individuelles au sein de la population.

Après que la doctorante ait assisté au processus d'évacuation et de relogement des populations locales jusqu'à la fin janvier 2015, ce second semestre de la troisième année de thèse a permis d'avancer sur le traitement de données issues de cette dernière mission, et de travailler sur un nouveau projet de film en lien avec cette éruption. Par ailleurs, pendant cette même année, le film *Na boca de Fogo* a été projeté dans le cadre du festival *La Novela* à Toulouse en octobre 2014, et la doctorante a également participé à l'organisation de deux évènements scientifiques en lien avec sa thèse : les Doctorales de la ruralité et le colloque intitulé « *Ethique du Care et question de genre pour une gestion durable des ressources environnementales ; dialogues académiques et opérationnels et temps de formation ».*

Il a fallu attendre le premier semestre de la **4ème année de thèse** pour finaliser le montage du film *Fogo na Boca* portant sur l'éruption de 2014, qui constitue le pendant audiovisuel de la thèse. Ce film a été monté de façon à créer un dialogue indirect entre la population, les pouvoirs publics et les scientifiques, afin de montrer les différentes approches, perceptions et corpus de connaissances concernant une même catastrophe.

C'est pourquoi, même s'il n'était pas initialement prévu, un dernier terrain a été effectué en novembre-décembre 2015, soit un an après l'éruption. Ce dernier terrain a été financé par une aide à la mobilité des Universités de Toulouse, et a permis d'assurer une pleine intégration des évènements récents dans le fil directeur de thèse. Différente de la production d'article scientifique, mais tout aussi essentielle, la diffusion des résultats obtenus par le film auprès de la population et des acteurs a eu lieu en 3 phases principales détaillées dans le chapitre IV.

En plus de ce travail de diffusion et de restitution des résultats sous la forme de films de recherche, ce dernier terrain a été l'occasion d'acquérir de nouvelles données grâce à des entretiens auprès d'acteurs internes et externes à la communauté, ainsi qu'avec l'aide d'un jeu de cartes créé par la doctorante permettant aux enquêtés de parler des conditions de vie (logement, travail, transport, éducation, santé, eau, électricité, etc.) dans 4 localités de relogement et à Chã das Caldeiras.

La **4ème année** a ensuite permis d'avancer le long travail de traitement de données issues de mes 5 missions de terrain au Cap-Vert (traitements statistiques de mes enquêtes par questionnaire, traitement qualitatif de mes enquêtes par entretien), continuer dans la rédaction et prendre le recul pour mener la réflexion à maturité, dans un contexte de redéfinition de la thèse suite à l'éruption (voir **chapitre 5**).

La doctorante a, à nouveau, participé à des colloques permettant de diffuser les résultats de ses recherches, et d'autre part, a collaboré à l'organisation de trois évènements scientifiques (le *colloque international CGE* à Lyon en septembre 2015, les *Doctorales de la Ruralité* en décembre 2015 à Toulouse, et enfin le *colloque de Dynamiques Rurales* en mai 2016).

Les **5ème et 6ème années** de doctorat de géographie à l'Université Toulouse II – Jean Jaurès ont été entièrement consacrées à l'écriture de la thèse, la partie audiovisuelle étant achevée. Le dernier film de recherche a été projeté dans le cadre de l'évènement de vulgarisation scientifique « La Nuit des Volcans » en France, en Espagne et au Cap-Vert, dans sept localités différentes en septembre 2016. Il a également été sélectionné dans quatre festivals de cinéma à São Tomé en février, au Chili en avril (où il a remporté le prix de la meilleure prise de vue), aux Canaries en mai, et en France en juin.

Notons qu'en parallèle du travail de recherche, ces années de thèse ont permis à la doctorante de s'initier à l'enseignement en géographie, avec le statut d'allocataire-monitrice de 2012 à 2015, puis celui de vacataire à partir d'octobre 2016 sur des petits volumes horaires. Au total, ces diverses expériences d'enseignement représentent un volume horaire d'environ 250 heures. Elles ont permis à la doctorante (1) d'apprendre les méthodologies d'enseignement à l'université : réflexions pédagogiques, travail du discours, mise en place de supports de TD, encadrement de stage de terrain et de projet tuteuré ; (2) d'approfondir ses connaissances dans les domaines enseignés : traitements statistiques des données, cartographie, développement territorial, étude des risques, méthodes d'enquêtes classiques, participatives et filmiques ; (3) de s'investir dans la relation enseignante/enseignés : adaptation des cours au niveau réel des étudiants et évaluation de l'enseignement par ceux-ci.

Annexe 4.2. Guide d'entretiens avec les acteurs institutionnels de la gestion des espaces protégés (entretien de départ)

QUESTIONS	
ORGANISME : **Vision ? Objectifs ? Programmes ?**	Nom interviewé, position dans l'organisme et organisme Depuis combien de temps travaille-t-il ici ?
	Globalement, quelles sont la vision et la mission de votre organisme en matière de gestion de l'environnement ? Quelle est l'idéologie globale de l'organisme dont vous faites partie en quelques mots ?
	Au niveau de la gestion des Espaces protégés au Cap-Vert, quels sont les objectifs du programme *Aeras Protegidas* ?
	Quelle stratégie essayez-vous de mettre en place ? Quelles sont les difficultés/blocages liés à leur mise en place ?
	Concrètement, quel est le programme (mesures) sur les trois ans à venir ?
	Essayez-vous d'intégrez-vous la gestion des risques dans la gestion des parcs naturels ? Si la réponse est oui, comment ? Si la réponse est non, pourquoi ? Quels sont les principaux risques que vous devez prendre en compte globalement ?
	Par rapport au cas du PNF : quelles sont les spécificités de ce parc, et les difficultés particulières par rapport à la gestion de ses ressources naturelles et humaines depuis 2006, date de sa création ?
	Quelles sont les mesures spécifiques qui visent à concilier davantage développement local et préservation des ressources naturelles ?
DIRECTIVES INTERNATIONALES	Pour vous, quelles directives internationales actuelles sont les plus importantes concernant vos programmes stratégiques ? Quels sont les éléments clefs que prônent ces directives selon vous ?
	Comment vos actions/programmes essayent-ils d'intégrer ces directives internationales environnementales, notamment : Les objectifs d'Aichi issus du protocole de Nagoya, et la CBD ? Les directives du PNUD en matière de développement et le plan d'action pour atteindre les MDGs ?
	Concrètement et régulièrement, avec quels acteurs internationaux travaillez-vous ?
	Avez-vous recours aux dispositifs d'aide internationale dans la mise en place des directives ? Ces aides (plateformes régionales, boites à outils) sont-elles adaptées à vos besoins ?
	Quelles seraient vos attentes par rapport à un accompagnement efficace des instances internationales ?
PERCEPTION DÉVELOPPEMENT DURABLE	Une question plus personnelle : pour vous, qu'est-ce que signifie développement local ? Quels en sont les principaux enjeux ? Selon vous, est-ce vraiment possible de conjuguer le développement agricole et touristique, la protection de la nature et la protection des hommes face aux risques volcaniques dans le cas de Fogo ?
	Si la réponse est oui, comment ?
	Si la réponse est non, pourquoi ?
JEUX D'ACTEURS (Relations autres organismes)	Par rapport au jeu des acteurs capverdien autour de la question de la protection de la nature, quels sont les acteurs avec lesquels vous travaillez ? Demander qu'il dessine ou écrive un organigramme d'acteurs avec des flèches relationnelles
	Y a-t-il parfois des difficultés de concilier les différents enjeux des acteurs ? Quelles difficultés ?
PERCEPTION DU LOCAL, DES ACTIONS MENEES	Globalement au sein des AP, les populations vivent de l'agriculture et du tourisme. Selon vous, qu'elles sont leurs plus grandes difficultés au quotidien, ce qui les menace le plus ? Quelles sont les ressources les plus difficiles d'accès ?
	Pensez-vous que la population a de bonnes pratiques en matière de gestion des

PAR LA POPULATION	ressources naturelles ? Si oui lesquelles ? Quels sont les savoirs et savoirs faires environnementaux locaux? Au contraire, est-ce que, selon vous, la population a de mauvaises pratiques (agricoles ou liées à la vie quotidienne) qu'il faudrait corriger ? Lesquelles ?
	Est-ce que les mesures concrètes de gestion des ressources/de la nature au sein des espaces protégés, prennent en compte ces savoirs et savoir-faire détenus par les populations qui y vivent ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
	Certaines mesures mises en place par les PN sont restrictives au niveau de l'occupation du col et de l'usage des ressources naturelles. Selon vous, globalement, est-ce que ces mesures exogènes (CAD émanant du pouvoir institutionnel) sont bien acceptées par les populations vivant au sein des espaces protégés au Cap-Vert ?
	Si non, qu'elles sont les réticences et pourquoi ?
	Dans certaines AP, des délocalisations/restrictions foncières ont eu lieu, comme ça a été le cas pour les habitants de CDC après l'éruption de 1995 ou depuis la création du PNF : selon vous, comment ont été vécus localement ces conflits fonciers ? Pensez-vous que les objectifs de protection de la biodiversité et de la géodiversité justifient ces déplacements de population à Chã das Caldeiras? Est-ce que ces délocalisations/restrictions vous semblent incontournables ou y a-t-il des alternatives ? Lesquelles ? Certaines personnes ont dit que ces délocalisations avaient été organisées pour tenter de mieux contrôler les activités économiques porteuses de richesses (tourisme) et revaloriser des terrains. Qu'en pensez-vous ?
	Ces anciens conflits fonciers peuvent-ils être un frein à la faisabilité du processus participatif de gestion des PN (rancœur, confiance) ?
GESTION PARTAGÉE	Que pensez-vous de l'idée d'une gestion partagée des ressources au sein des AP ? En quoi est-ce légitime ?
	Concrètement, actuellement, aux échelles nationales et locales, qui prend les décisions en matière de protection de la nature (en précisant l'échelon d'action) ?
	Est-ce que la population locale participe à la prise de décision à un moment donné ? À quel moment ?
	De quel type de participation s'agit-il ? (comment) ? Pouvez-vous donner 2 exemples de projet dans lesquels un effort a été fait pour essayer d'intégrer les populations à sa réalisation ? À quel moment du projet (initiation, structuration, réalisation, finalisation) elle a été sollicitée et comment ?
	Si la réponse est oui : à l'échelle nationale, quel(s) dispositif(s) est prévu pour inciter les PN et les municipalités à intégrer davantage les populations à la prise de décision ? (quel degré de participation)
	Quels sont les blocages / difficultés pour vous en tant qu'acteur, à la mise en place de ce processus participatif ? À faire participer les gens ? À quoi ces difficultés sont liées ? Comment pensez-vous y remédier ?)
	Pensez-vous que les populations locales soient à même de participer aux décisions concernant la gestion de leur territoire ? Ont-elles les compétences et les savoirs nécessaires ? Si oui lesquels ? Si non, qu'est-ce qui leur manque pour légitimer leur participation ? Est-ce que vous pensez que la population : Peut prendre part (capacité à comprendre les affaires collectives) ? Pourquoi ? Doit prendre part à la prise de décision en matière de gestion de la nature ? Pourquoi ? Veut prendre part ? Pourquoi ?
	Les directives internationales prônent le fait d'essayer de mieux intégrer à la gestion des AP les populations locales, et notamment celles qui sont marginalisées, comme les femmes, qui sont souvent en retrait des décisions et des réunions publiques. Les jeunes au chômage apparaissent aussi comme des groupes marginalisés de la scène politique dans les villages ruraux. Qu'en pensez-vous ? Est-ce que le Cap-Vert a prévu une stratégie spécifique pour prendre en compte cet

	enjeu ? Quels efforts (et quelles méthodes) sont faits pour garantir la participation des femmes par exemple dans ce processus ?
	La temporalité du projet Areas Protegidas étant courte (3-5 ans ?), que pensez-vous concrètement de la faisabilité de mettre en place un mode gestion des AP plus participatif ?
	Quelles sont les opportunités nouvelles et les menaces liées à ce nouveau mode de gouvernance des PN, pour les acteurs du territoire ? Et pour les populations ? - sur l'accès au foncier ? - En termes de gouvernance locale ? - En termes d'activités économiques ?
GENRE	Pensez-vous que les stratégies de protection de la nature ont des effets différents sur les hommes et sur les femmes ?
	Est-ce que l'analyse du développement à travers le genre vous paraît importante ? Est-ce qu'actuellement, le Cap-Vert essaye de tenir compte des relations de genre dans ses stratégies de gestion des ressources ? Si oui comment ? Est-ce que votre organisme travaille avec des organismes sur la question de la valorisation de la participation et de la prise en compte des femmes (ISIEG, Institut capverdien dans le lycée Domingus Ramos, Anilda et Mariza, OMCV, contact Idalina) ?
ACTEUR situation personnelle, parcours	Nom ? Âge ? Situation familiale ? D'où êtes-vous originaire ? De quelles filières êtes-vous issu (quel parcours ? études, expériences professionnelles jusqu'à votre emploi actuel) ? Avez-vous déjà travaillé dans des filières plus locales ? Lesquelles ? quel était votre rôle/responsabilités ?

Figure A.4.2. Tableau du guide d'entretien utilisé avec les acteurs de la gestion des espaces protégés

Annexe 4.3. Texte en faveur du développement du dialogue et de la communication entre MIA-VITA et MAKAVOL (version française)

RÉFLEXION COMMUNE POUR UNE MEILLEURE COLLABORATION EN MATIERE DE VIGILANCE VOLCANIQUE A FOGO, AU CAP-VERT

1. POURQUOI CETTE REFLEXION ?

Cette réflexion est née de la volonté affichée des chercheurs ayant participé aux Programmes Européens MAKAVOL et MIA-VITA de **mettre en commun leurs expériences** entre les équipes afin de **favoriser une bonne gestion des risques volcaniques** à Fogo, tant au niveau de la vigilance du volcan (*monitoring*), que de la prise en compte des contraintes et capacités locales de la population locale exposée à la menace volcanique.

2. QUELLES SONT LES PRIORITES ?

Cette réflexion commune entre les partenaires de MIA-VITA et de MAKAVOL conduit aux remarques suivantes :

➔ Il est nécessaire d'assurer la valorisation des travaux de recherche effectués par les des deux programmes internationaux et leur pérennité :

- Pour MAKAVOL, il faut pouvoir garantir le bon état du matériel sur place et son entretien, afin que les données puissent être transmises en temps réel et en continu. Celles-ci doivent être traitées directement au Cap-Vert, et pas seulement en Espagne, afin de garantir l'indépendance du pays en matière de gestion du risque volcanique.
- Pour MIA-VITA, la CP3D doit être continuée, complétée, et un suivi doit être organisé pour optimiser l'outil. Un comité local d'actualisation doit être formé côté population, tandis qu'une personne de la SNPC doit être formée au SIG pour assurer le lien entre la maquette (outil local) et la gestion institutionnelle.

➔ Il faut donc **former des personnes** et **créer de nouveaux postes sur le long terme** au Cap-Vert afin de prendre le relais des 2 programmes européens pour pérenniser les efforts entrepris et continuer sur la lancée des travaux de MIA-VITA et de MAKAVOL.

➔ Il apparaît essentiel, à l'issue de ces deux programmes et de cette réflexion partagée par les équipes, de **clarifier la situation** concernant les différentes institutions capverdiennes, et leurs rôles et responsabilités respectifs. Une **collaboration entre l'INMG et le LEC** permettrait d'accroître l'efficacité du travail et donc d'**assurer à terme une gestion optimisée du risque volcanique** au Cap-Vert.

À Praia, le 05/11/12.

Annexe 4.4. Présentation du projet sur les activités récréatives et culturelles à Chã das Caldeiras à la municipalité de Santa Catarina et au Parc Naturel de Fogo (version portugaise)

DESENVOLVIMENTO COMUNITÁRIO DAS ATIVIDADES RECREATIVAS, ECOLÓGICAS E CULTURAIS NA CHÃ DAS CALDEIRAS

Esse papel apresenta um projeto local de atividades recreativas e culturais estabelecido pelo povo de Chã das Caldeiras para o mesmo povo. Oito atividades foram selecionados pelas pessoas da comunidade de Chã das Caldeiras em uma reunião realizada em 9 de dezembro de 2012. Esse projeto tem três objetivos principais :

1. Manter o conhecimento e know-how tradicional.
2. Promover o acesso à comunicação e à cultura.
3. Promover o desenvolvimento local sustentável.

É uma iniciativa local nasceu do desejo dos habitantes de Chã das Caldeiras e não uma decisão administrativa. Esse projeto parece em adequação com o programa *Áreas Protegidas* que tem como objectivos: "*salvaguardar a biodiversidade única de Cabo Verde; e envolver as comunidades locais na gestão e uso sustentável dos recursos naturais.*"[3]

O Parque Natural do Fogo é o principal parceiro do projeto e pretende incentivar a iniciativa local com :

- Empréstimento de 2 quartos na casa do Parque Natural ;
- Apoio financeiro ao projeto (compra de equipamentos) ;
- Disponibilidade e dialogo com as pessoas que participam ao projeto.

O projeto será apoiado também por outros parceiros locais (ver figura abaixo).

Fig. A.4.4.1. O principal parceiro do projeto

[3] *Projeto Áreas Protegidas*

N°	Atividade	Descrição	Chargé d'activité	Material		Objectivo
1	**Francês**	Corso básico (escrito mais sobretudo oral)	Carlos Paulo Nezito	Dicionário Guia de conversa Filme Música		**Comunicação**
2	**Inglês**	Corso básico (escrito mais sobretudo oral)	Alder Zu			
3	**Informático**	Curso d'informática e computadores em libre servisse	Carlos Mustafa Valdimas	12 computadores Internet Eletricidade Impressora		
4	**Artisanato**	De pedra vulcânica	Zé Paulinho	Spada Tesoura Platex Martelo Grosia Barboki Fósforo Serra Verniz Serra fino Lixa	Cola branca	**Valorização uns saberes e saber-fazer locais**
		De madeira	Gomes			
		De "bouli"	Monterinho			
		Reciclagem criativo (encadernação artisanal)	Mario Danilo	Tesoura Linha Tinta Papel		
		Bijutaria	?	Linha Agulha Perla natural		
5	**Plantas e bem-estar**	Pratos tradicionais	Marisa Isabel Lokinha	Receites Panela Prato Faca Bocal Colher Plancha para cortar		
		Doce	Zenilda Dina			
		Cosméticas naturais	?			
		Remédios naturais	Djeson			
6	**Música**	Cantar	Camilo	Viola	Partições de música	**Expressão artística**
		Viola				
		Piano	Neves	Piano		
		Tambor	Juvinal	Tambor		
7	**Baile**	Batuk	Tutu	Caixa de som Computador		
		Funana	Helizandro			
		Talaia Baxu	Halcindo			
8	**Vídeo**	Filmagem Montagem Projectão	Floriane	Câmara Cassete Mini-DV Computador Disco duro		**Dar a palavra aos pessoas mais marginalizadas**

A.4.4.2. Quadra das atividades recreativas, ecológicas e culturais

As atividades em azul (ver figura 2) som um conjunto de actividades com o objectivo final um livro ilustrado, produzido inteiramente no local com materiais reciclados (ver Atividade 4 Artesanato : reciclagem e encadernação criativa). Neste livro, encontramos :

- As receitas tradicionais de cozinha
- Receitas de cosméticos à base de plantas locais
- Os remédios naturais à base de plantas locais
- Métodos para fazer objetos decorativos com base em materiais naturais locais (cabaça, pedra vulcânica).
- Poemas da ilha do Fogo e da povoado de Chã das Caldeiras.

É um projeto multigeracional (os ancianos são donos de saberes sobre as plantas que os jovens não conhecem) combinando conhecimento chamado "feminino" (cosméticos, alimentos de conhecimento) e "masculino" (pedra de trabalho e cabaças).
Se o resultado for positivo, então o livro será traduzido em Inglês e Francês (os listados na Atividade 1 e 2 seria responsável pela tradução), para ser vendido aos turistas.
A última atividade (VIDEO) foi destaque na cinza para distingui-lo de outros. Na verdade, Floriane Chouraqui, PhD na Universidade de Toulouse 2 - Le Mirail será a pessoa responsável por esta atividade, o que significa que:
- Ele é tanto quanto uma pessoa encarregada da atividade, o que motiva e orienta os participantes, tanto como pesquisador, que analisa os dados produzidos.
- Esta atividade é limitada no tempo (ele não vai estar sempre presente para garantir o treinamento e o equipamento).
- Por fim, como é uma atividade diretamente relacionada com a sua metodologia de thesis, os participantes vão necessariamente pertencem a grupos sociais marginalizados e os vídeos produzidos serão necessariamente relacionados com a gestão e acesso a recursos .

Annexe 4.5. Questionnaire de validation du programme MIA-VITA (58 foyers)

Le questionnaire réalisé dans le cadre de MIA-VITA présentait un double objectif :

- Valider les informations qualitatives obtenues au cours des FGD, par des données quantitatives
- Obtenir des données supplémentaires précises en termes de ressources et de problèmes vécus à Chã, quantitatives et spatialisables à l'échelle des foyers. Il s'agit de collecter des données brutes sur les représentations et perception des risques volcaniques, les pratiques, usages et comportements face aux éruptions à travers les intentions d'action recueillies par les discours, et les caractéristiques socio-économiques qui décrivent les systèmes de contraintes s'appliquant sur les habitants. Au final, des données à la fois conceptuelles abstraites, à la fois concrètes et pragmatiques (connaissances, pratiques, contraintes quotidiennes) seront obtenues et traitées.

Le besoin de faire émerger du discours une représentation et une perception basée sur le vécu de multiples problèmes quotidiens nécessite de laisser les répondants parler librement pour découvrir les tendances spontanées, sans les canaliser ni les endiguer par des questions à choix multiple qui ne feraient que les faire entrer dans le Carcan conceptuel et les *a priori* de l'enquêteur.

C'est pour optimiser ce principe, tout en permettant une analyse quantitative des réponses, qu'a été élaborée une forme de questionnaire hybride (Texier 2009), qui est une adaptation au contexte et aux objectifs doubles de l'enquête, innovation méthodologique que défend Chambers (« *Now many good new modes of inquiry are hybrids or mixtures ; many are improvised adaptations ; many are inventions* », Chambers, 2008). En apparence à questions ouvertes (en prenant un soin particulier pour définir l'ordre des questions, et le choix de la formulation), notre questionnaire comporte des modalités de réponses prédéfinies à partir d'une connaissance préalable du terrain (entretiens préliminaires et FGD). Les modalités de réponses ne sont cependant pas proposées oralement lors du questionnaire ; l'enquêteur, à l'écoute de la réponse libre du répondant dont le discours est enregistré, a le choix entre cocher une ou plusieurs modalités préétablies si la réponse correspond exactement, ou bien ajouter une nouvelle modalité de réponse si celle-ci ne correspond pas. Cela permet d'une part de saisir les subtilités de discours et d'enrichir les réponses par leur contexte pour mieux saisir les représentations et les tendances spontanées, tout en évitant le biais de l'influence. D'autre part, cela facilite l'acquisition des données et permet un traitement des données quantitatif, les réponses libres étant ensuite discrétisées.

Structure du questionnaire

La structure du questionnaire suit un plan en 7 rubriques (voir détail des questions ci-dessous) :

1. Informations préliminaires
2. Questions introductives sur le milieu de vie (origines, avantages et difficultés, hiérarchisation des menaces)
3. Ressources physiques et matérielles (habitat, accès à l'eau, l'électricité, toilettes, ressources agricoles, moyens de communication)
4. Ressources financières (activités, revenus, épargne, rémittences, aides sociales, budget)
5. Ressources sociales (associations, religion, entraide communautaire, santé)
6. Ressources naturelles et perception des risques (eau, volcan, stratégies d'adaptation, endommagement, relogement, préparation)
7. Ressources politiques (vote, clientélisme, soutien politique, concertation, participation et améliorations possibles)

La structure a été élaborée selon un plan progressif qui laisse l'enquêté aborder les éventuels problèmes sans que les questions précédentes les lui suggèrent. Les questions introductives permettent de situer l'importance

des éruptions volcaniques par rapport à d'autres risques du quotidien. Un jeu de 31 cartes permet au répondant de hiérarchiser plus facilement les menaces (**figure A.4.5.1**).
La structure sociale du foyer a été étudiée en particulier à l'aide d'une fiche composée d'un dessin d'une maison à remplir par les habitants permanents du foyer (=dormir, manger, et partager les revenus) accompagné d'un tableau des caractéristiques socio-économiques de chaque membre (âge, profession, revenu, niveau d'étude, handicap éventuel) (**figure A.4.5.2**).

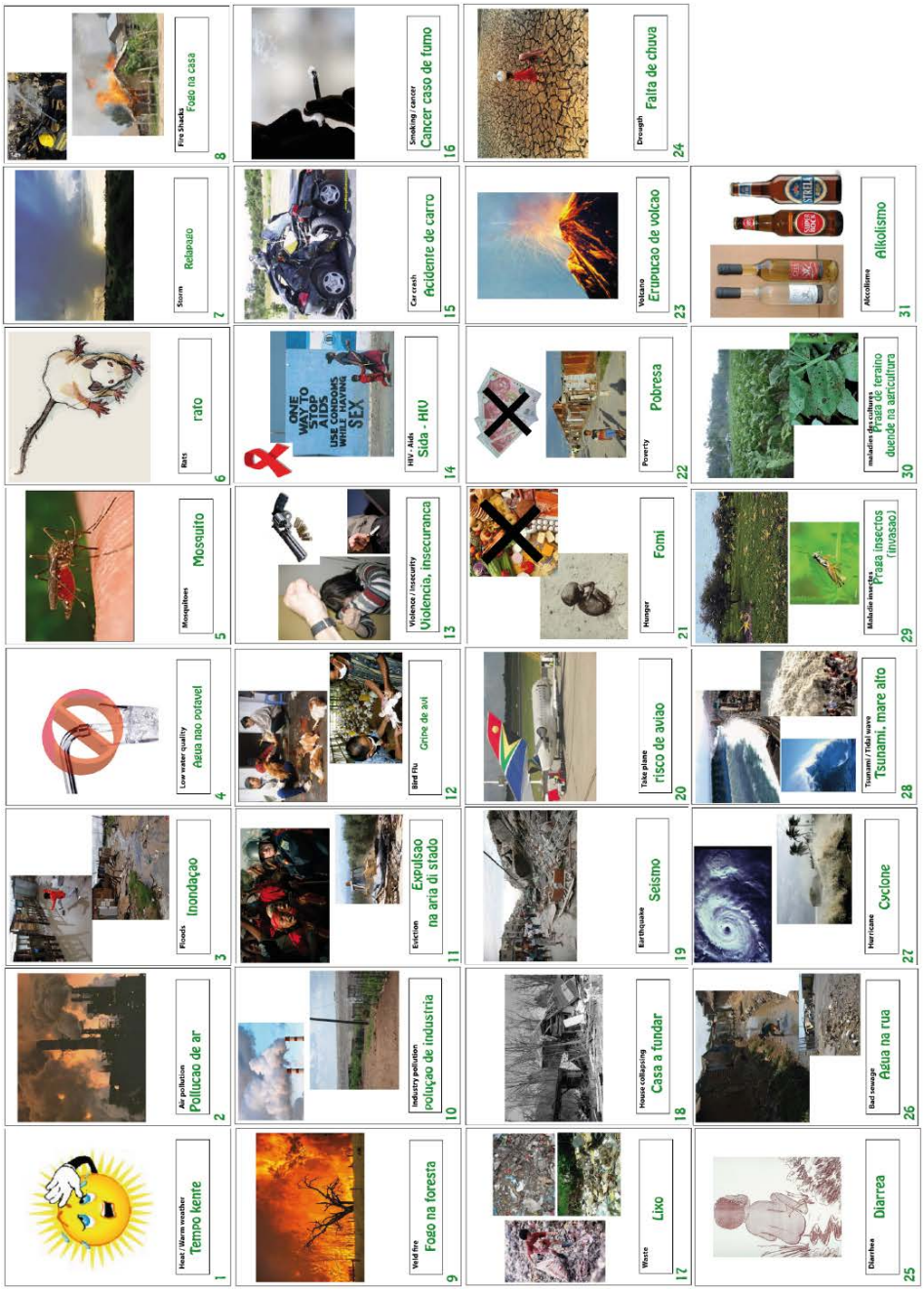


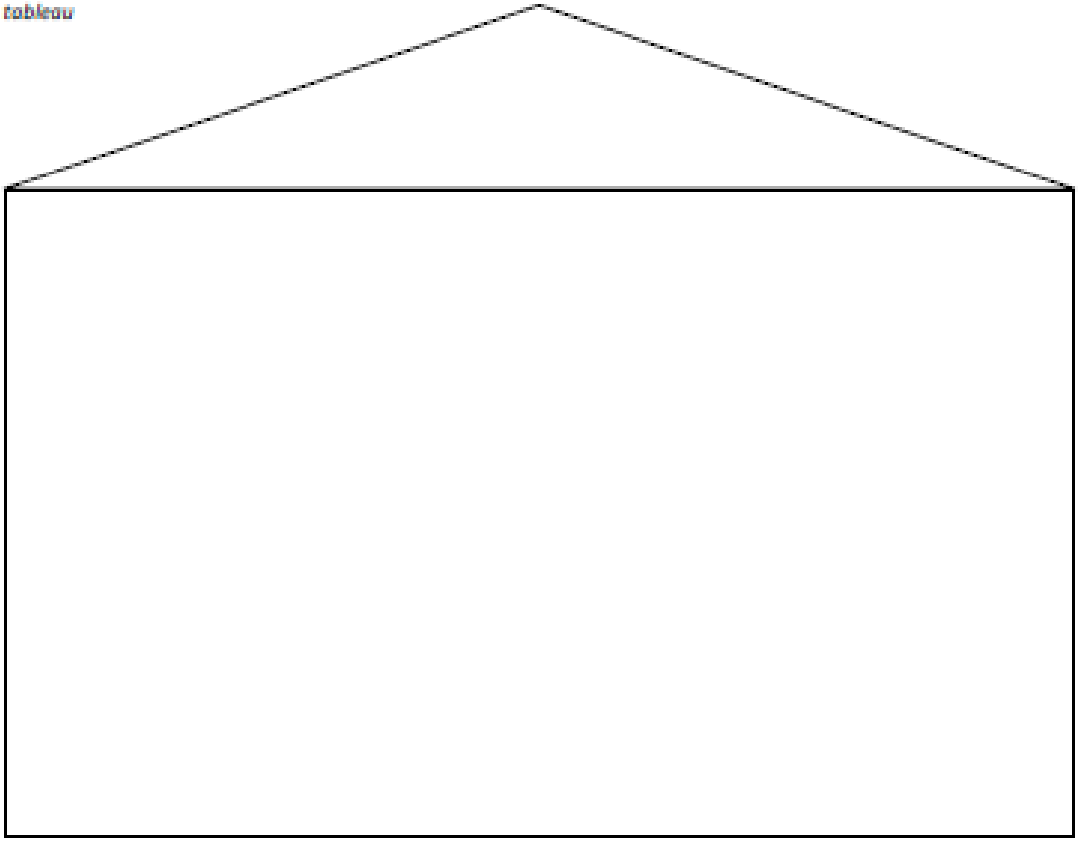
Figure A.4.5.1 Jeu de 31 cartes, support de la hiérarchisation des menaces.

STRUCTURE ET COMPOSITION DU FOYER

Terrain (Fogo, Merapi, Kanlaon) :

Questionnaire n° :

Faire dessiner au répondant, dans la maison ci-dessous, tous les membres de son foyer (= personnes qui habitent, c'est-à-dire dorment, mangent, et dont les revenus entrent dans le budget du foyer), avec en dessous de chaque bonhomme, son âge, sa profession, et en dessinant entre chaque des liens de parenté. Remplir ensuite le tableau



Membres foyer	Age	Situation familiale	Nombre d'enfants	Profession	Revenu	Handicap	Niveau d'éducation
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							

Figure A.4.5.2. Structure et composition du foyer faisant partie du questionnaire

Échantillonnage et mode de collecte

La population mère de l'enquête par questionnaire est la population totale de Chã das Caldeiras, soit 710 personnes officiellement, et l'unité interrogée est le foyer (le répondant étant un adulte porte-parole de ce foyer, d'âge supérieur à 18 ans). Ne disposant pas de liste précise de population (le dernier recensement date de 2010 et nous n'avons pu l'obtenir avant de terminer cette étude), l'échantillonnage s'est fait de manière aléatoire au gré d'un cheminement dans les deux villages Portela et Bangaiera, ainsi qu'à Bocafonte (le long de la caldeira), tout en essayant de respecter un panel équilibré en genre et en âge, selon la structure suivante :

	Hommes						Femmes						TOTAL
	18-25	**26-35**	**36-45**	**46-55**	**>55**	**Total**	**18-25**	**26-35**	**36-45**	**46-55**	**>55**	**Total**	
Portela	0 0	7 50,0	4 28,6	0 0	3 21,4	**14** **100**	7 31,8	7 31,8	4 18,2	3 13,6	1 4,5	**22** **100**	**36** **62,1**
Bangaeira	3 27,3	3 27,3	1 9,1	3 27,3	1 9,1	**11** **100**	1 12,5	4 50	2 25	0 0	1 12,5	**8** **100**	**19** **32,8**
Boca Fonte	0 0	0 0	1 50	0 0	1 50	**2** **100**	1 100	0 0	0 0	0 0	0 0	**1** **100**	**3** **5,2**
TOTAL	**3** **11,1**	**10** **37**	**6** **22,2**	**3** **11,1**	**5** **18,5**	**27** **100**	**9** **29**	**11** **35,5**	**6** **19,4**	**3** **9,7**	**2** **6,5**	**31** **100**	**58** **100**

Figure A.4.5.3. Tableau d'échantillonnage des questionnaires réalisés à Chã en 2011 (46,6% d'hommes, 53,4% de femmes)

Au final, 58 questionnaires ont été réalisés à Chã : sur 710 habitants, nous avons interrogé au total 280 personnes, soit 40% de la population de Chã, répartie donc en 58 foyers avec une moyenne de 4,8 personnes par foyer.
Des entretiens en face à face ont eu pour support le papier. Le logiciel SPHINX a été utilisé pour élaborer le questionnaire, saisir les données et les traiter par des traitements statistiques univariés et bivariés. L'aide de deux interprètes a été sollicitée pour la phase préparatoire des questionnaires et pour les entretiens. Chaque questionnaire a duré entre 40 minutes et une heure.

MIAVITA - Fogo - Kanlaon - Merapi

2011

INTRODUCTION

1. Terrain - Nom du terrain

○ 1. Fogo ○ 2. Kanlaon ○ 3. Merapi

2. VILLAGE - VILLAGE

○ 1. Bangaiera ○ 2. Portela ○ 3. Bacafonte ○ 4. Argomulyo ○ 5. Turgo ○ 6. Yubo ○ 7. Masulog

3. Nom enquêteur - Nom de l'enquêteur

4. Numéro questionnaire - Numéro Questionnaire

FOGO : F001 à F065 ; MERAPI : M001 à M... ; KANLAON : K001 à K...

5. Date - Date

de forme 100111 pour 10 janvier 2011

6. Genre répondant - Genre

○ 1. Homme ○ 2. Femme

7. Âge répondant - Âge

○ 1. 18-25 ○ 2. 26-35 ○ 3. 36-45 ○ 4. 46-55 ○ 5. >55

QUESTIONS GENERALES INTRODUCTIVES

8. temps habitation - Depuis Combien de temps habitez-vous ici?

○ 1. né ici ○ 2. 0-5ans ○ 3. 5-10 ans ○ 4. >10ans ○ 5. a émigré et est revenu ici

9. émigration1 - Avez-vous déjà émigré à l'étranger?

○ 1. oui ○ 2. non ○ 3. J'y pense, peut-être bientôt ○ 4. pas moi mais un ou plusieurs membres de ma famille

10. émigration2 - Si oui, où avez vous (ou autre membre famille) émigré?

La question n'est pertinente que si émigration1 Parmi "oui ; pas moi mais un ou plusieurs membres de ma famille"

11. lieu naissance - Si pas né au village, Où êtes-vous né?

La question n'est pertinente que si temps habitation # "né ici"

12. année arrivée - En quelle année êtes-vous arrivé au village

La question n'est pertinente que si temps habitation # "né ici"

13. Pourquoi venu - Pourquoi êtes-vous venu au village?

1. Pour suivre la famille
2. pour le travail/business
3. parce que j'aime le village
4. parce que j'ai hérité d'une maison/terrain
5. parce que j'ai été expulsé/forcé d'évacuer de mon ancien terrain/village (propriétaires terriens)

☐ ☐

Ordonnez 2 réponses.

La question n'est pertinente que si temps habitation # "né ici"

14. avantages - Quels sont les avantages d'habiter dans le village? qu'est-ce qui est bien ici?

1. climat	2. fertilité des sols	3. opportunités d'emplois
4. liens communautaires	5. famille	6. sécurité
7. j'ai une maison ici	8. rien	9. tout est très bien
10. je ne sais pas	11. je n'ai pas le choix d'aller ailleurs	12. autre

☐ ☐ ☐ ☐

Ordonnez 4 réponses.

15. Problèmes - Quest-ce qui est moins bien? quelles sont les principales difficultés/problèmes?

1. Manque de pluie/pas d'eau	2. trop d'humidité/pluie	3. inondation
4. violence	5. maladies	6. agriculture trop difficile
7. pas d'emploi/chômage	8. conflits/confusion avec voisinage	9. solitude
10. alcoolisme	11. manque d'information/internet	12. pas d'électricité
13. pollution	14. scolarisation insuffisante	15. pas de centre de soin
16. autre		

☐ ☐ ☐ ☐ ☐

Ordonnez 5 réponses.

16. Hazard ranking - Quelles sont les menaces qui concernent votre quotidien (1. montrer les cartes une à une ; 2. les cartes "oui" doivent être étalées puis hiérarchisées)

1. Canicule	2. Pollution air
3. inondations	4. mauvaise qualité eau boisson
5. moustiques	6. rats
7. orage	8. incendie domestic
9. incendie de brousse	10. pollution industrielle
11. éxpulsions	12. grippe aviaire
13. violence/insécurité	14. Sida/HIV
15. accident voiture	16. cancer/fumer
17. déchets	18. effonderement de maison
19. séisme	20. prendre l'avion
21. faim	22. pauvreté
23. éruptions volcaniques	24. sécheresse
25. diarrhée	26. menace sanitaire liée à l'assainissement
27. cyclone	28. tsunami/grandes marées/vague
29. invasion insectes (ravage acrydien)	30. maladie cultures
31. alcoolisme	

☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

en 3 étapes : 1. Présenter une carte après l'autre : "pensez vous être menacé par ce problème? oui ou non?" et faire 2 tas de cartes, 1 tas "oui", un tas "non" 2. Etaler sur la table les cartes "oui" et demander au répondant de classer les menaces de l

R2 - RESSOURCES PHYSIQUES

17. type d'habitat - Observer : type d'habitat

○ 1. non permanent (pas fondation, tôle, carton, bois)
○ 2. permanent (briques, béton)
○ 3. semi permanent (fondation et demi mur en dur, moitié en bois et tôle)

18. superficie - superficie de la maison à calculer

a la fin du Q, dessiner la forme de la maison et calculer la longueur de chaque mur en les longeant à pieds avec des grands pas : 1 pas = 1m. Puis calculer la S le soir en rentrant

19. nombre personnes foyer - Combien de personnes vivent dans le foyer ? (attention : vivre = dormir et manger, revenus font partie du budget)

à compléter à la fin après la question finale sur la structure du foyer

20. étage - étage ? (observer)

○ 1. oui ○ 2. non

21. eau domestique - D'où vient l'eau que vous utilisez pour l'usage domestique?

☐ 1. vendeur ambulant ☐ 2. citerne privée ☐ 3. citerne publique
☐ 4. récupération de l'eau de pluie ☐ 5. camion citerne payant ☐ 6. puits/pompe
☐ 7. rivière ☐ 8. réseau de distribution officiel ☐ 9. source

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

22. électricité - Avez vous de l'électricité?

☐ 1. Oui, réseau publique ☐ 2. oui, générateur ☐ 3. non ☐ 4. oui branchement illégal

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

23. fréquence électricité - Avez-vous de l'élecricité en permanence ou par intermittences ?

○ 1. tout le temps ○ 2. par intermittence ○ 3. jamais

24. latrines - Quels type de toilettes utilisez-vous?

☐ 1. toilettes privées sèches ☐ 2. toilettes privées avec fosse sceptique ☐ 3. toilettes privées agout/chasse d'eau
☐ 4. toilettes publiques ☐ 5. dans la rivière ☐ 6. dans la nature

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

25. propriété maison - Etes-vous propriétaire de votre maison ou locataire ou autre?

○ 1. propriété ○ 2. location ○ 3. droit d'usage ○ 4. habite chez la famille

26. superficie agricole - Quelle est la superficie du terrain agricole que vous exploitez?

27. propriété terrain agricole - Etes vous propriétaire de votre terrain agricole?

○ 1. propriétaire ○ 2. droit d'usage ○ 3. pas de terrain

28. nombre cultures - Combien de types de cultures différentes avez vous?

○ 1. 1 ○ 2. 2 ○ 3. 3 ○ 4. 4 ○ 5. plus

29. type cultures - Quels types de culture pratiquez vous ?

☐ 1. vigne ☐ 2. fruits/légumes ☐ 3. mais ☐ 4. blé ☐ 5. riz ☐ 6. canne à sucre
☐ 7. autre céréales ☐ 8. fourrage

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

30. élevage - Pratiquez-vous de l'élevage?

○ 1. oui ○ 2. non

31. vaches - Combien de vaches ?

32. buffles - Combien de buffles ?

33. chèvres - Combien de chèvres ?

34. moutons - Combien de moutons ?

35. poulets - Combien de poulets?

36. lapins - Combien de lapins?

37. autres ressources matérielles - Avez-vous d'autres ressources matérielles? (type : moyens de production ou de transport : voiture, moto, presse à vin, tracteur etc.)

☐ 1. voiture ☐ 2. moto ☐ 3. tracteur ☐ 4. moissoneuse/batteuse ☐ 5. presse à vin ☐ 6. outils pour cultiver
☐ 7. autres ☐ 8. aucun

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

38. téléphone - Avez-vous accès au téléphone?

○ 1. oui à la maison ○ 2. oui chez le voisin ○ 3. téléphone public collectif ○ 4. téléphone portable ○ 5. non

39. internet - Avez-vous accès à internet?

○ 1. oui à la maison (fixe)
○ 2. oui, collectif village
○ 3. je vais au café internet
○ 4. seulement de temps en temps lorsque je vais à la ville
○ 5. non
○ 6. oui sur mon téléphone portable

40. accès information ondes - Avez vous accès aux moyens d'information type télé ou radio, ou talkie walkie ?

☐ 1. télévision ☐ 2. radio ☐ 3. talkie walkie ☐ 4. aucun

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

R5 - RESSOURCES FINANCIERES

41. activité principale - Quelle est votre activité principale?

○ 1. agriculture
○ 2. élevage
○ 3. commerce
○ 4. artisanat
○ 5. tourisme
○ 6. construction civile
○ 7. employé
○ 8. fonctionnaire
○ 9. exploitant (sable)
○ 10. femme au foyer
○ 11. chômage indemnisé
○ 12. inactif sans revenu
○ 13. retraite
○ 14. petite industrie familiale/à domicile

42. revenu principal - Combien gagnez vous par mois avec cette activité? inscrire si possible un montant (en monnaie locale, on traduira ensuite)

Si impossible : ne rien mettre

43. difficulté principale - Quelles sont les principales difficultés/contraintes/problèmes liées à votre activité principal?

☐ 1. manque de pluie ☐ 2. travail trop physique ☐ 3. horaires difficiles
☐ 4. peu de revenus ☐ 5. manque d'outils performants ☐ 6. relations humaines difficiles
☐ 7. manque de touristes ☐ 8. stress ☐ 9. pas assez de terrain

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

44. activité secondaire - Avez-vous une activité secondaire (vous ou autre membre du foyer)?

○ 1. agriculture
○ 2. élevage
○ 3. commerce
○ 4. artisanat
○ 5. tourisme
○ 6. construction civile
○ 7. employé
○ 8. fonctionnaire
○ 9. exploitant (sable)
○ 10. femme au foyer
○ 11. chômage indemnisé
○ 12. inactif sans revenu
○ 13. retraite
○ 14. petite industrie familiale/à domicile

45. revenu secondaire - Combien gagnez vous par mois avec cette activité? inscrire si possible un montant (en monnaie locale, on traduira ensuite)

Si impossible : ne rien mettre

46. difficulté secondaire - Quelles sont les principales difficultés/contraintes/problèmes liées à cette activité secondaire?

☐ 1. manque de pluie ☐ 2. travail trop physique ☐ 3. horaires difficiles
☐ 4. peu de revenus ☐ 5. manque d'outils performants ☐ 6. relations humaines difficiles
☐ 7. manque de touristes ☐ 8. stress ☐ 9. pas assez de terrain

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

47. activité 3 - Avez vous une activité encore supplémentaire (vous ou un autre membre du foyer) ?

- ○ 1. agriculture
- ○ 2. élevage
- ○ 3. commerce
- ○ 4. artisanat
- ○ 5. tourisme
- ○ 6. construction civile
- ○ 7. employé
- ○ 8. fonctionnaire
- ○ 9. exploitant (sable)
- ○ 10. femme au foyer
- ○ 11. chômage indemnisé
- ○ 12. inactif sans revenu
- ○ 13. retraite
- ○ 14. petite industrie familiale/à domicile

48. revenu 3 - Combien gagnez vous par mois avec cette 3ème activité? inscrire si possible un montant (en monnaie locale, on traduira ensuite)

Si impossible : ne rien mettre

49. difficulté 3 - Quelles sont les principales difficultés/contraintes/problèmes liées à cette 3ème activité ?

- ☐ 1. manque de pluie
- ☐ 2. travail trop physique
- ☐ 3. horaires difficiles
- ☐ 4. peu de revenus
- ☐ 5. manque d'outils performants
- ☐ 6. relations humaines difficiles
- ☐ 7. manque de touristes
- ☐ 8. stress
- ☐ 9. pas assez de terrain

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

50. chômage - Combien de personnes de plus de 18 ans sont sans emploi régulier dans le foyer? (bossent moins de 10 jours par mois)

51. revenus suffisants - Est-ce que les revenus du foyer sont suffisant pour convrir tous les besoins de la famille?

○ 1. oui ○ 2. non ○ 3. pas toujours

52. Epargne - Parvenez-vous à réaliser des économie (épargne)?

○ 1. oui ○ 2. non ○ 3. pas toujours

53. rémittences - Recevez-vous des rémittences venant de votre famille à l'étranger?

○ 1. pas de famille à l'étranger ○ 2. de la famille, mais pas de rémittences ○ 3. oui, de l'argent ○ 4. oui, du matériel
○ 5. oui, de la nourriture ○ 6. autres

54. aides sociales - Est-ce que la famille reçoit des aides sociales du gouvernement?

○ 1. non ○ 2. bourse enfants ○ 3. pension vieux ○ 4. aide en nature

55. montant aides sociales - Combien d'argent par mois

La question n'est pertinente que si aides sociales Parmi "bourse enfants ; pension vieux"

56. caractéristique aide nature - Quelle aide en nature ?

○ 1. riz ○ 2. sucre ○ 3. café ○ 4. semences ○ 5. autres

La question n'est pertinente que si aides sociales = "aide en nature"

57. alimentation - Quels types d'aliments mangez vous régulièrement, chaque semaine ?

☐ 1. légumes ☐ 2. féculents/céréales ☐ 3. viande ☐ 4. poisson ☐ 5. oeufs ☐ 6. fruits

question non ouverte : poser la question pour chaque élément

58. famine - Avez vous déjà subi une famine?

○ 1. oui ○ 2. non

59. CS manque nourriture - Si vous n'avez pas assez à manger, que faites vous?

○ 1. mange moins chez mais peu équilibré ○ 2. fait moins de repas ○ 3. mange en plus petites quantités
○ 4. demande aide à la famille / amis ○ 5. vend un animal ○ 6. tue un animal pour le manger

60. type agriculture - Pratiquez-vous une agriculture vivrière ou commerciale?

○ 1. vivrière ○ 2. commerciale ○ 3. les deux ○ 4. pas d'agriculture

61. plus grande dépense - Quelle est votre plus grande dépense par mois?

○ 1. eau ○ 2. électricité ○ 3. loyer ○ 4. éducation ○ 5. nourriture ○ 6. autre

62. budget eau - Quel est votre budget mensuel pour l'eau?

63. budget électricité - quel est votre budget mensuel pour l'électricité?

R4 - RESSOURCES SOCIALES

64. religion - Quelle est votre religion ?

○ 1. musulman ○ 2. catholique ○ 3. adventiste ○ 4. hindou ○ 5. protestant
○ 6. bouddhiste ○ 7. athé ○ 8. croyance locale ○ 9. Baptist ○ 10. Iglesia ni Kristo

65. soutien religieux - Quel type de soutien peut vous apporter votre communauté religieuse ?

○ 1. soutien moral, prière ○ 2. entraide financière ○ 3. entraide humaine (troc) ○ 4. soutien politique
○ 5. je ne suis pas pratiquant ○ 6. aucun

La question n'est pertinente que si religion # "athé"

66. association - Y-a-til une association ou une coopérative (agriculture, tourisme) au village?

☐ 1. association agricole ☐ 2. coopérative ☐ 3. association tourisme ☐ 4. association de jeunes
☐ 5. association de femmes ☐ 6. aucune

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

67. membre association - Faites-vous partie d'une association/coopérative?

☐ 1. non ☐ 2. oui coopérative ☐ 3. oui association des guides ☐ 4. oui association agricole
☐ 5. association de femmes ☐ 6. association de jeunes ☐ 7. autres

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

68. avantage association - Quels sont les avantages de faire partie d'une association?

☐ 1. plus facile de trouver des débouchés ☐ 2. couverture sociale/sanitaire ☐ 3. entraide
☐ 4. crédits en cas de sécheresse ou autre dégâts ☐ 5. accès au matériel ☐ 6. emprunts d'argent possible

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

69. inconvénients association - Quels sont les contraintes / inconvénients de faire partie d'une association?

☐ 1. pression sociale ☐ 2. pression des dirigeants ☐ 3. qualité minimum des produits donnés à la coopérative
☐ 4. partage des bénéfices ☐ 5. inégalités des membres ☐ 6. perte d'indépendance
☐ 7. prix fixés à l'avance

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

70. entraide communautaire - Pratiquez vous un système d'entraide communautaire?

☐ 1. non ☐ 2. troc ☐ 3. don de nourriture ☐ 4. don d'argent ☐ 5. prêt ☐ 6. crédits dans les boutiques

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

71. problèmes de santé - Quels sont vos principaux problèmes de santé?

☐ 1. maladies pulmonaires ☐ 2. rhume/grippe ☐ 3. problèmes de peau ☐ 4. tuberculose ☐ 5. dengue
☐ 6. paludisme ☐ 7. problèmes intestinaux ☐ 8. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).

72. accès soin - Ou allez-vous lorsque vous êtes malade?

☐ 1. centre de santé local ☐ 2. médecin ambulant ☐ 3. hôpital à la ville la plus proche
☐ 4. plantes médicinales cultivées à la maison ☐ 5. médecines traditionnelles ☐ 6. guérrisseur

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

73. budget santé - Est-ce que la santé représente une grande partie de votre budget?

☐ 1. oui ☐ 2. non ☐ 3. ca dépend des mois ☐ 4. en général non sauf si on a un gros problème et là ca coûte très cher

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

74. aide santé - Existe-t-il des aides du gouvernement pour la santé?

☐ 1. oui ☐ 2. non ☐ 3. ne sait pas

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

75. accès aides santé - Y avez vous accès?

○ 1. oui ○ 2. non

La question n'est pertinente que si aide santé = "oui"

76. raison pas accès aide santé - Si non , pourquoi?

○ 1. illégalité ○ 2. pas demandé ○ 3. pas les papiers

La question n'est pertinente que si aide santé = "oui" et accès aides santé = "non"

R1 - RESSOURCES NATURELLES, volcan

77. Manque précipitations - Globalement, souffrez-vous d'un manque de précipitations?

○ 1. oui tout le temps ○ 2. de temps en temps ○ 3. rarement ○ 4. jamais

78. Trop de précipitations - Vous arrive-t-il de souffrir à cause de précipitations trop abondantes ?

○ 1. jamais ○ 2. tous les ans ○ 3. cela dépend des années ○ 4. rarement

79. évolution précipitations - Avez-vous noté au cours des 10 dernières années un changement dans le régime des précipitations?

○ 1. oui, moins de pluie ○ 2. oui, plus de pluies ○ 3. moins de pluies mais plus intense ○ 4. non, pareil

80. adaptation au changement - Comment vous êtes vous adaptés au changement?

☐ 1. changement du type de culture ☐ 2. moins d'agriculture
☐ 3. plus de difficultés ☐ 4. moins de revenus
☐ 5. changement d'activité ☐ 6. achat de l'eau
☐ 7. mise en place d'un système d'irrigation

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

81. fertilité terrains - Est-ce que vos terrains sont fertiles?

○ 1. oui ○ 2. non ○ 3. pas tous

82. engrais - Utilisez-vous des engrais?

○ 1. oui ○ 2. non ○ 3. de temps en temps

83. evolution engrais - Est-ce que vous utilisez plus d'engrais qu'il y a 10 ans?

○ 1. oui, plus ○ 2. pareil ○ 3. moins

84. représentation volcan - Que représente le volcan pour vous?

☐ 1. un ami ☐ 2. un force de la nature ☐ 3. notre héros ☐ 4. un ennemi ☐ 5. un danger
☐ 6. une source de fertilité ☐ 7. beau

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

85. avantages1 - Quels sont les avantages de vivre sur un volcan?

☐ 1. fertilité des sols ☐ 2. plus de touristes ☐ 3. air frais (climat favorable) ☐ 4. plus de pluie
☐ 5. beau paysage ☐ 6. moins cher d'habiter là ☐ 7. plus calme

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

86. inconvénients volcan - Quels sont les inconvénients de vivre sur un volcan?

☐ 1. éruption qui détruit maisons ☐ 2. risque pour la vie ☐ 3. destruction des cultures
☐ 4. parc naturel et restrictions agriculture

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

87. peur volcan - Avez-vous peur du volcan? si non : jamais peur ?

☐ 1. oui, tout le temps ☐ 2. non, jamais ☐ 3. seulement s'il y a une éruption

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

88. perception cause éruption - Pourquoi le volcan entre-t-il en éruption ?

☐ 1. Dieu ☐ 2. Dieu en colère veut punir les hommes pour leurs fautes
☐ 3. c'est la nature ☐ 4. parce qu'il y a une remontée de magma
☐ 5. c'est cyclique

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

89. autre éruption - Pensez-vous qu'une nouvelle éruption soit envisageable?

○ 1. oui ○ 2. non ○ 3. je sais pas

90. affecté par éruption - Pensez-vous pouvoir être affecté par une prochaine éruption?

○ 1. oui ○ 2. non

91. expérience éruption - Avez-vous déjà vécu une précédente éruption?

○ 1. oui ○ 2. non

92. endommagement subi - Si oui, quels dégâts avez-vous subi?

○ 1. maison détruite
○ 2. proche décédé
○ 3. perte de bétails
○ 4. perte de documents importants (diplômes, titres de propriété)
○ 5. perte d'un véhicule
○ 6. pillage (vols)
○ 7. outils de travail endommagés
○ 8. perte de terrains
○ 9. dommages collectifs
○ 10. relogement
○ 11. logement temporaire dans camps, difficile
○ 12. aucun
○

93. comportement crise - Comment avez-vous réagi lors de cette éruption ? Qu'avez-vous fait ?

☐ 1. j'ai fui avec ma famille sans rien emporté
☐ 2. j'ai fui en prenant quelques affaires précieuses
☐ 3. je suis resté chez moi
☐ 4. je n'ai rien fait de spécial
☐ 5. j'ai attendu que l'aruption soit au max pour partir
☐ 6. j'ai prié
☐ 7. j'ai emmené mes bêtes et ma famille à l'abri
☐ 8. je ne me souviens plus
☐ 9. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

94. raison comportement - Pourquoi n'avez vous pas fui la zone dangereuse ?

○ 1. parce que je n'ai pas peur
○ 2. parce qu'on est en sécurité, on ne risque rien
○ 3. parce que je voulais surveiller ma maison et mes biens
○ 4. peur des pillards
○ 5. parce qu'il fallait bien nourir et traire les bêtes

La question n'est pertinente que si comportement crise Parmi "je suis resté chez moi ; je n'ai rien fait de spécial ; j'ai attendu que l'aruption soit au max pour partir"

95. raison comportement bis - Pourquoi avez-vous fui ?

☐ 1. parceque les autorités l'ont ordonné ☐ 2. parceque j'ai eu peur / danger ☐ 3. pour protéger ma famille

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).
La question n'est pertinente que si comportement crise Parmi "j'ai fui avec ma famille sans rien emporté ; j'ai fui en prenant quelques affaires précieuses ; j'ai emmené mes bêtes et ma famille à l'abri

96. gestion crise passée - Qui a géré la crise localement la dernière fois?

☐ 1. protection civile ☐ 2. croix rouge ☐ 3. associations locales
☐ 4. municipalité ☐ 5. personne, les habitants eux mêmes

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

97. gestion actuelle - Qui est actuellement en charge de la gestion de crise?

☐ 1. protection civile ☐ 2. associations/croix rouge ☐ 3. obervatoire volcan ☐ 4. municipalité ☐ 5. armée
☐ 6. personne ☐ 7. Dieu

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

98. relogement - Vous a-t-on proposé un relogement ailleurs après une éruption ? (demander où)

○ 1. Oui, dans une commune voisine moins exposée ○ 2. Oui, dans une autre île ○ 3. non

99. relogement 2 - L'avez-vous accepté ?

○ 1. oui ○ 2. non

La question n'est pertinente que si relogement = "Oui, dans une commune voisine moins exposée"

100. retour post relogement - Pourquoi êtes vous revenu/resté au village ?

☐ 1. parceque la bas il n'y avait pas de travail ☐ 2. attachement à la terre
☐ 3. ma vie est ici près du volcan ☐ 4. ici ma maison est mieux
☐ 5. ici j'ai du terrain à cultiver ☐ 6. climat meilleur ici pour l'agriculture
☐ 7. parce que j'ai suivi ma famille ☐ 8. la bas la vie était plus chère

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).
La question n'est pertinente que si relogement = "Oui, dans une commune voisine moins exposée"

101. sensibilisation - Avez-vous déjà été sensibilisé au risque volcanique?

○ 1. oui ○ 2. non

102. surveillance efficace - Pensez-vous que le volcan soit bien surveillé?

○ 1. oui ○ 2. non

103. sentiment de sécurité - Vous sentez-vous en sécurité ? Si oui, relance : toujours en sécurité ?

○ 1. oui, toujours ○ 2. non pas vraiment ○ 3. pas du tout

104. préparation prochaine éruption - Comment vous préparez-vous pour la prochaine éruption?

☐ 1. plan évacuation du bétail ☐ 2. éloignement cultures
☐ 3. prière ☐ 4. aucune préparation
☐ 5. il n'y aura pas d'autre éruption ☐ 6. on fait des stocks de nourriture
☐ 7. on épargne de l'argent pour faire face à la crise

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

105. connaissance évacuation - En cas d'éruption ou d'évacuation, connaissez-vous les routes d'évacuation et la localisation des lieux de refuge ?

○ 1. Oui
○ 2. non
○ 3. seulement par où partir
○ 4. il n'y a pas de route
○ 5. la seule route peut etre coupée par une coulée et on doit partir à pieds par la montagne

106. endommagement et perturbation - Quelles sont les perturbations/dommages possibles liées à une éruption? relance : qu'est-ce qu'une éruption peut provoquer ?

☐ 1. maison détruite ☐ 2. perte de terrain
☐ 3. mort ☐ 4. blessés
☐ 5. déplacements de population dans les camps de réfugiés ☐ 6. relocalisations permanentes
☐ 7. arrêt du travail ☐ 8. arrêt de l'école
☐ 9. isolement ☐ 10. blocage des routes
☐ 11. pertes agricoles (production) ☐ 12. perte des animaux

Vous pouvez cocher plusieurs cases (5 au maximum).

107. bienfaits éruption - Quels bienfaits une éruption peut-elle provoquer? quelles sont les choses positives qu'elle peut apporter juste après ?

☐ 1. terrains plus fertiles après ☐ 2. plus de tourisme ☐ 3. afflux d'aide extérieure

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

R6 - RESSOURCES POLITIQUES

108. droit de vote - Avez-vous le droit de vote?

○ 1. oui ○ 2. non ○ 3. ne sait pas

109. raison pas droit de vote - Si non, pourquoi?

☐ 1. illégalité ☐ 2. casier judiciaire ☐ 3. pas d'inscription ☐ 4. ne sait pas

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

110. vote - Allez-vous voter lorsqu'il y a une élection?

☐ 1. oui ☐ 2. non ☐ 3. ca dépend

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

111. raison pas vote - Si non pourquoi?

☐ 1. ca ne m'intéresse pas ☐ 2. je n'y connais rien ☐ 3. ca ne changera rien
☐ 4. il faut descendre à la ville et c'est loin ☐ 5. ne sait pas

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

112. occasions vote - A quelles occasions allez-vous voter?

☐ 1. élections nationales ☐ 2. élections municipales ☐ 3. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

113. clientélisme - Vous a t on déjà proposer de l'aide contre un vote? (par un parti politique)

☐ 1. oui ☐ 2. non ☐ 3. ne se prononce pas

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

114. aide proposée - Quelle aide vous a-ton proposé?

☐ 1. argent ☐ 2. aide matérielle ☐ 3. menace

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).
La question n'est pertinente que si clientélisme = "oui"

115. représentation politique - Vous sentez-vous bien représenté par les politiques?

☐ 1. oui ☐ 2. non ☐ 3. pas vraiment

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

116. représentant si problème - En cas de litige/problème important, à qui vous adressez-vous?

☐ 1. ami ☐ 2. famille
☐ 3. municipalité ☐ 4. représentant mairie au village
☐ 5. justice ☐ 6. médiateur/chef village
☐ 7. chef religieux ☐ 8. à personne : on se débrouille à l'amiable
☐ 9. on se bat

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

117. demande aide gouvernement - Est-ce que c'est possible de demander de l'aide au gouvernement?

☐ 1. oui ☐ 2. non

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

118. procédure aide - Comment procéder pour demander de l'aide au gouvernement?

☐ 1. demande écrite ☐ 2. déplacement à la mairie ☐ 3. demande au chef de village puis respect de la hiérarchie

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

119. expérience demande aide - Avez-vous déjà demandé de l'aide au gouvernement?

☐ 1. oui ☐ 2. non

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

120. quelle aide - Si oui, pour quel type d'aide?

☐ 1. aide sociale ☐ 2. pension ☐ 3. aide nature ☐ 4. crédit
☐ 5. somme de départ pour monter un commerce ☐ 6. aide alimentaire ☐ 7. régler un conflit

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

121. efficace demande aide - Est-ce que cela a fonctionné?

☐ 1. oui ☐ 2. non ☐ 3. pas encore

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

122. concertation1 - En cas de gros projet au village, êtes vous sollicité pour une concertation?

☐ 1. réunion d'information ☐ 2. discussion et concertation réelle ☐ 3. vote ☐ 4. aucune concertation

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

123. souhait concertation - Aimeriez-vous être davantage sollicité?

○ 1. oui ○ 2. non

124. décisions politiques - Quelles décisions politiques pourraient être prises pour améliorer votre quotidien?

125. amélioration personnelles - Qu'est-ce qui pourrait être amélioré dans votre quotidien, qui dépende de votre propre capacité/volonté?

Annexe 4.6. Poème de Dina Alves « Mudje »

Vos di mudje	*Voix de femmes*
Mudje, oji sima tudu dia *Bu sta kansada,* *Bu sta kansada di tantu trabadja.* *Nen oji ki é bo dia bu ta para.* *Para, para pa bu diskansa* *Mas si bu para, kuzé ta kontise, kuzé ta kontise ku kes kriensas ki bu ta bira omi, ku kes omi ki bu ta bira argen.*	*Femme, aujourd'hui comme tous les jours tu es fatiguée.* *Tu es fatiguée de tant travailler.* *Même aujourd'hui qui est ton jour tu ne t'arrêtes pas.* *Arrête, arrête pour te reposer.* *Mais si tu t'arrêtes, que va t'il se passer ?* *Que va t'il se passer avec ces enfants dont tu fais des hommes ?*
Oh mudje, mai, amiga, spoza. *Ku bo suor e lagrima* *Ku bo mon kes ta fra me fraku.* *Fraku ?* *Ma e ka bo mon ke ta pripara y ta construi sustentu des povu.* *Omi ta trabaja na terra, el ta ganha dinheru, el ta faze diki, strada, kaza ma e ka bo ki ta kria omi ?* *Kuze omi sem bou karinhu, sem bu kolu di mai, amiga, spoza.*	*Oh femme, mère, amie, épouse.* *Avec ta sueur et tes larmes* *Avec tes mains qu'ils disent fragiles.* *Fragiles ?* *Mais ce ne sont pas tes mains qui fabriquent la nourriture de ce peuple ?* *L'homme travaille avec la terre, il gagne de l'argent, il fait des terrasses, des routes, des maisons mais ce n'est pas toi, femme, qui élève les hommes ? Qu'est ce que serait l'homme sans ton amour, sans ta tendresse de mère, d'amie, d'épouse ?*
Mudje, e bo ki ta fika sintadu ta diskansa tementi omi ta trabaja ? Na … Bo bu ta sta sempri djuntu kuel, bo nunka bu ka ta dixal el so, ma el txeu bes tementi bo bu ta trabaja el ka ta sta e el ki ta dixabu bo so, di dia y di noti, pel ba djuga y bebe. *Un sta sinti bu lagrima mudje un sta sinti bu rispirason kansadu y frontadu.Un sta obi bu gritu ta faze e ku, gritu ki ta ben di fundo di bu alma.*	*Femme, c'est toi qui reste assise pendant que lui travaille ?* *Non …Toi tu es toujours avec lui. Tu ne le laisses jamais seul.* *Mais lui bien souvent, alors que toi tu travailles, il n'est pas là.* *C'est lui qui te laisse seule, de jour comme de nuit, pour aller se divertir.* *Je sens tes larmes, je sens ta respiration fatiguée, oppressée.* *J'entends tes cris résonner, des cris qui viennent du fond de ton âme.*
Mudje, mudje, mudje … *Bo e bunita, bo e perfeita.* *E tristi pamo maxismu ta tenebu oprimidu, e tristi pamodi omi ta obrigabu a fika kalada, bu vos ta faze milagri, pamo bu ta fala ku amor, e tristi pamo omi ta tenebu preza, bo e skrava di ses vaidadi, di ses orgolhi, di ses iguismu.*	*Femme, femme, femme.* *Tu es belle, tu es parfaite.* *C'est triste car le machisme te retient prisonnière. C'est triste car les hommes t'obligent à rester muette. Tu es esclave de leur vanité, de leur orgueil et de leur égoïsme.* *Ta voix fait des miracles parce que tu parles avec amour.* *C'est triste car les hommes te tiennent prisonnière.*
Liberta mudje, liberta mudje *Fala di bu sonhu, rabenta tudu korrenti, dismara no ki bu tene na garganta* *Abri porta bu sai pa fora des kadia.* *Bu pode mudje* *Akredita* *Tenta* *Faze* *Tudu dia é bo dia.*	*Libère-toi femme, libère-toi femme.* *Parle de tes rêves, casse toutes les chaînes.* *Défais le nœud que tu as dans la gorge.* *Ouvre la porte et sors de cette prison.* *Tu peux le faire.* *Crois-y.* *Essaye.* *Fais-le.* *Tous les jours sont tes jours.*
Liberta *Si bu ten forsa y koragi di pari omi ;* *Pamo ki bu kal konsigi luta pa bu liberdadi* *Liberta mudge* *Liberta*	*Libère-toi !* *Si tu as la force et le courage de mettre des hommes au monde.* *Pourquoi est-ce que tu n'arrives pas à lutter pour tes libertés ?* *Libère-toi femme.* *Libère-toi.*

Annexe 4.7. Questionnaire sur l'éruption de 2014 - 2015 (128 individus)

COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU L'ÉRUPTION ?

Avant l'éruption, vous habitiez à Chã ?

☐ A Chã ☐ Ailleurs

Où d'autre habitiez vous ?

☐ São Filipe ☐ Monte Grande ☐ Achada Furna ☐ Praia
☐ Mosteiros ☐ À l'étranger :

A l'étranger :

Seulement si la réponse est "ailleurs"

Si vous deviez utiliser 3 mots pour d'écrire votre sentiment au moment de l'éruption, lesquels seraient-ils ?

Etiez-vous à Chã quand le volcan est entré en éruption ?

☐ oui ☐ non

Quelle a été votre première réaction quand vous avez vu que le volcan était entré en éruption ?

Seulement si la réponse " Etiez-vous à Chã quand le volcan est entré en éruption ? ?" *est "oui."*

Quelle a été votre première réaction quand vous avez entendu que le volcan était entré en éruption ?

Seulement si la réponse." Etiez-vous à Chã quand le volcan est entré en éruption ?" est "non."

A quel moment avez-vous pu revenir à Chã ?

Seulement si la réponse." Etiez-vous à Chã quand le volcan est entré en éruption ? " est "non."

Qu'est-ce qui vous a le plus marqué pendant cette éruption ?

Vous avez évacué de Chã ?

☐ Oui ☐ **A**ller retour ☐ Non

Seulement pour les personnes qui vivaient à Chã avant l'éruption.

Si oui, pourquoi être parti de Chã ?

☐ Pour obéir à la police
☐ Ma famille m'a dit d'évacuer
☐ Autre :
☐ Ma maison a brulé
☐ J'ai vu que la situation avait empiré

Autre :

Seulement pour les personnes qui vivaient à Chã avant l'éruption.

Si non, pourquoi ne pas avoir évacué ?

- ☐ Je suis d'ici
- ☐ Je ne veux pas perdre ma maison
- ☐ Autre
- ☐ Je dois travailler
- ☐ Je n'ai pas peur du volcan

Autre :

Seulement pour les personnes qui vivaient à Chã avant l'éruption..

Comment avez-vous fait pour partir de Chã ?

- ☐ A pied
- ☐ Avec ma voiture
- ☐ En transport collectif (bus)
- ☐ En moto
- ☐ Avec la voiture d'amis/famille
- ☐ En camion affrété par la mairie

A quel moment êtes-vous parti pour la première fois ?

Seulement pour les personnes qui vivaient à Chã avant l'éruption.

A quel moment vous avez pu évacuer vos biens ?

Qui vous a aidé à partir de Chã ?

- ☐ Les gens de Chã
- ☐ Croix Rouge
- ☐ Des gens d'autres villages
- ☐ Amis
- ☐ Militaires
- ☐ Personne
- ☐ Famille
- ☐ Police
- ☐ Autre :

Autre :

Seulement pour les personnes qui vivaient à Chã avant l'éruption.

Comment c'est passée votre sortie de Chã ?

Vous êtes revenu à Chã après l'éruption ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, combien de fois êtes-vous revenu après le début de l'éruption ?

Plus ou moins, combien de jours avez-vous passé à Chã

Si oui, pourquoi êtes-vous revenu à Chã ?

- ☐ Pour surveiller ma maison
- ☐ Pour récupérer des affaires
- ☐ Autre :
- ☐ Pour surveiller mes champs
- ☐ Parce que des gens viennent voler
- ☐ Pour m'occuper de mes animaux
- ☐ Pour voir l'éruption

Autre :

Si vous n'êtes pas retourner à Chã c'est parce que :

- ☐ Par manque de temps
- ☐ Vous êtes trop loin
- ☐ Vous êtes dégouté de Chã
- ☐ La police ne vous a pas laissé passer
- ☐ Vous avez peur
- ☐ Autre:

Autre :

Avez-vous eu des problèmes de santé pendant l'éruption ?

- [ ] Problème au niveau des yeux
- [ ] Problème pour respirer
- [ ] Fatigue corporelle
- [ ] Auc
- [ ] Autre

Autre :

RELOGEMENT

Où vivez-vous maintenant ?

- ( ) São Filipe
- ( ) Monte Grande
- ( ) Achada Furna
- ( ) Mosteiros
- ( ) Chã das Caldeiras
- ( ) Fonte Leixo
- ( ) Salto
- ( ) Autre :

Autre :

Dans quel type de maison vivez-vous maintenant ?

- [ ] Maison de 95
- [ ] Maison d'amis
- [ ] Maison de famille
- [ ] Camps de réfugiés
- [ ] Cabane
- [ ] Autre :

Autre :

Etes-vous satisfait des conditions de vie en dehors de Chã ?

- ( ) Non
- ( ) Plus ou moins
- ( ) Oui

Pourquoi non ?

Pourquoi plus ou moins ?

Pourquoi oui ?

Recevez-vous de l'aide ?

- ( ) Oui
- ( ) Non

Pourquoi ne recevez-vous pas d'aide ?

D'où vient cette aide ?

- [ ] Croix-Rouge
- [ ] Église
- [ ] Autre :

Autre :

Quel type d'aide vous est donné ?

- [ ] Nourriture
- [ ] Vêtements
- [ ] Médicaments
- [ ] Matériel scolaire
- [ ] Crédit téléphonique
- [ ] Autre

Autre :

L'aide est-elle bien distribuée ?

○ Non ○ Plus ou moins ○ Oui

Pourquoi non ?

Pourquoi plus ou moins ?

Pourquoi oui ?

IMPACTS DE L'ÉRUPTION

Votre maison est-elle en danger à cause de l'éruption du volcan ?

○ Oui ○ Elle est sous la lave ○ Elle n'est pas en danger

○ Elle est entourée de lave, on ne peut plus y vivre

Qu'est-ce que vous avez fait pour sauver vos biens ?

Qui vous a aidé à sauver vos biens ?

☐ Personne de Chã ☐ Amis ☐ Famille

☐ Croix Rouge ☐ Militaire ☐ Police

☐ Personne d'autre village ☐ Autre :

Autre :

Vos champs ont-ils été détruit par la lave ?

○ **O**ui ○ Non

○ Je n'ai pas de champs

Où ont-ils été détruits

La question n'est pertinente que si Vos champs ont-ils été détruit = "Oui"

Si oui, qu'est ce que vous avez fait pour sauver vos produits agricoles ?

Si oui, quel type de plantes a le plus été ensevelie ?

☐ **Raisin** ☐ **Haricots** ☐ Manioc ☐ Patate douce

☐ Cognassier ☐ Pommier ☐ Autre :

Autre :

Quelle quantité de champs vous reste t'il ?

○ Beaucoup ○ La moitié ○ Peu ○ Très peu ○ Rien

Où est-ce qu'il vous reste du terrain ?

Quels animaux aviez-vous avant l'éruption ?

☐ Poule ☐ Chèvre ☐ Porc ☐ Vache
☐ Lapin ☐ Pigeon ☐ Ane ☐ Aucun
☐ Autre

Autre :

Vos animaux étaient en danger avec l'éruption ?

○ **Oui** ○ Non

Si oui, vous avez pu les sauver ?

○ **Oui** ○ Non ○ Pas tous

Pas tous

Qu'est-ce que vous avez fait pour sauver vos animaux ?

Où sont vos animaux maintenant ?

☐ Perdus ☐ Volés ☐ Tués par la lave ☐ Avec moi en dehors de Chã
☐ À Chã ☐ Une personne me les garde ☐ Autre

Autre :

OPINION GÉNÉRALE SUR LA GESTION DE CRISE

Vous avez été alerté avant l'éruption que le volcan allait entrer en éruption ?

○ **Oui** ○ **Non**

Si oui, qui vous a informé ?

Vous êtes satisfait des mesures prises par les autorités (Protection Civile, militaires, police) concernant l'éruption ?

○ Oui ○ Plus ou moins ○ Non

Pourquoi oui ?

Pourquoi plus ou moins ?

Pourquoi non?

Vous êtes satisfait par les informations données par les scientifiques concernant l'éruption ?

○ Oui ○ Plus ou moins ○ Non ○ Je ne sais pas

Pourquoi oui ?

Pourquoi plus ou moins ?

Pourquoi non?

Vous pensez que les gens de Chã se sont bien organisés pendant l'éruption ? ?

○ Oui ○ Plus ou moins ○ Non ○ Je ne sais pas

Pourquoi oui ?

Pourquoi plus ou moins ?

Pourquoi non?

Au moment de l'évacuation, les autorités avec les gens de Chã auraient du s'organiser autrement ?

○ **Oui** ○ Non

Qu'est ce qu'ils pouvaient faire pour être mieux organisé pendant l'évacuation ?

COMMUNICATION SUR L'ÉRUPTION ET LE FUTUR DE CHÃ

Comment faites vous pour connaître la situation actuelle de l'éruption ?

- ☐ Radio
- ☐ Télévision
- ☐ Facebook
- ☐ Discussion avec des gens
- ☐ En allant à Chã
- ☐ Autre

Autre :

Pensez-vous que les informations données dans les médias (télévison et radio) soient bons ?

- ○ Oui
- ○ Plus ou moins
- ○ Non

Pourquoi oui ?

Pourquoi plus ou moins ?

Pourquoi non?

Vous avez assisté à une ou plusieurs réunions sur le futur de Chã ?

- ○ Oui
- ○ Non

Si oui, qu'est ce qui vous a semblé positif dans ces réunions ? Qu'est ce qui vous a semblé négatif ?

Si non, pourquoi ne pas avoir assisté aux réunions ?

- ☐ **Pas le temps**
- ☐ **Pas invité**
- ☐ **Pas intéressé**
- ☐ **Une personne de ma famille y assiste**
- ☐ Autre

Autre :

COMPARAISON ENTRE LES ÉRUPTIONS DE 2014 ET 1995

Etiez-vous présent à Chã lors de l'éruption de 1995 ?

- ○ Oui
- ○ Non

Quelles sont les différences entre ces deux éruptions ?

Si on vous fait une maison en dehors de Chã, vous allez y vivre ?

- ◯ **Oui**
- ◯ **Non**
- **Ca dépend**

Si oui, pourquoi vivre en dehors de Chã ?

Si non, pourquoi ne pas vivre en dehors de Chã ?

Si ça dépend, pourquoi hésitez à vivre en dehors de Chã ?

Vous pouvez vivre en dehors de Chã ?

Pouvez-vous me donner votre nom et prénom ?

Pouvez-vous me donner votre surnom ?

Si on vous fait une maison en dehors de Chã, vous allez y vivre ?

- ◯ **Oui**
- ◯ **Non**
- **Ca dépend**

Si oui, pourquoi vivre en dehors de Chã ?

Si non, pourquoi ne pas vivre en dehors de Chã ?

Si ça dépend, pourquoi hésitez à vivre en dehors de Chã ?

Vous pouvez vivre en dehors de Chã ?

Pouvez-vous me donner votre nom et prénom ?

Pouvez-vous me donner votre surnom ?

Annexe 4.8. Présentation du projet associatif d'accompagnement de la résilience des populations déplacées à Monte Grande *Na Mão de Fogo*

1. Origine du projet et recherche de financement

Ce projet résulte d'une volonté plus profonde de venir en aide aux membres de la population de Chã Das Caldeiras qui, après l'éruption de 2014-2015, ont été nombreux à se retrouver dans une grande précarité suite à la perte de la majorité de leurs biens, ainsi que de leurs terres agricoles. Cela fait plus d'un an que ces conditions de vie précaires persistent pour de nombreux foyers. La majorité de la population étant privée de ses revenus et relogée dans des conditions peu propices à un bon développement, elle ne peut retrouver ses conditions de vie passées.

Le projet a pour but, au départ de venir en aide à ces personnes vulnérables, car elles ont perdu une grande partie de leurs ressources (économiques, matérielles etc.). Ainsi il s'insère dans un projet de résilience. Le projet « *Na Mão De Fogo* » répond à un premier objectif: accompagner la reconstruction de moyens d''existence durable en valorisant un tissu économique et social. Il existe ici, un potentiel de réhabilitation lié au patrimoine naturel riche mais menacé par le changement climatique.

Pour ce faire, il faut promouvoir une dynamique de développement avec une diversification des moyens d'existence, une mise en avant des capacités et des points forts pour une réduction de la vulnérabilité de la population.

Ainsi les étudiants de Master GRCT ont conçu un dossier de financement pour préparer la première mission exploratoire de février 2016. Ce dossier de financement était en quelque sorte une première façon d'imaginer un projet résilience pour ensuite pouvoir démarcher des aides de différentes entreprises et organisations et trouver des partenariats (cf. figure ci-dessous).Ces partenariats sont là pour rendre le projet plus solide et durable dans le temps. Ils ont aussi organisé un financement participatif sur le site internet *KissKissBankBank* pour obtenir des fonds et payer une partie de la mission de terrain.

Les étudiants du CRGT ont réalisé un dossier de financement et dégagé des pistes d'études.

Le projet *Na Mão de Fogo* répond à trois grands objectifs :

- Accompagner la reconstruction de moyens d''existence durables en valorisant les savoirs et les atouts locaux ;
- Aider la reconnexion des personnes les plus vulnérables au tissu économique et social ;
- Sensibiliser les jeunes à l'approche résilience participative face aux risques majeurs et au changement climatique, pour les préparer à adapter leur mode de vie ;
- La réponse à ces trois objectifs s'est articulée lors d'un terrain de 3 semaines en février dernier.

Ce terrain s'est organisé autour (1) de réunions visant à monter un projet avec la population relogée et (2) d'une sensibilisation des jeunes dans les écoles via un jeu de plateau.

2. Projet sensibilisation

La deuxième partie du projet global était de trouver une approche nouvelle pour sensibiliser dès le plus jeune âge à l'approche de résilience, et par la même occasion, de mettre à l'épreuve ces concepts et les appliquer directement. Ainsi le jeu « *Força Na Mão* » a été créé par le groupe de cinq étudiants sous la direction de Pauline Texier-Teixeira, jeu qui constitue une méthode pédagogique et pro-active pour assimiler les concepts de résilience.

➔ **Adaptation au contexte géographique :** l'important était d'adapter le jeu à l'île de Fogo et aux risques qui existent sur cette île. Le jeu permet de parler des risques réels encourus sans provoquer l'anxiété. Le territoire de Fogo est un territoire volcanique touché par la sécheresse et parfois des problèmes sismiques. Le contenu des cartes a été adapté au contexte géographique pour rendre les questions plus pertinentes et donner un aspect pédagogique au jeu.
➔ **Choix ludique et pro-actif :** le jeu, ludique par essence, à l'avantage de rendre les enfants acteurs, avec des défis, des imitations, des jeux de rôles. Pour le concevoir, les étudiants se sont inspirés de « Risqueland », du « Trivial poursuite » et de « Cranium ».
➔ **Objectifs :** L'enfant est mis en situation avec des cartes dans ses mains, il doit faire des choix, avoir des connaissances sur son territoire, comme dans la vie réelle. Le but n'est pas de mettre en échec l'enfant mais de l'accompagner dans son apprentissage. La réponse est donc construite collectivement et la récompense passe par la discussion (elle est symbolisée par la ressource donnée). À travers l'amusement, l'expérimentation, le but premier reste l'intégration de nouveaux concepts.

3. Première mission exploratoire de février 2016

Les trois premières semaines de terrain des étudiants du Master GRCT de Lyon 3 se sont déroulées en deux parties, une phase d'observation de discussion avec les habitants sous forme de porte à porte, puis des réunions collectives pour déterminer les réels besoins et désirs de la population, faire naître des vocations, pour relancer un dynamisme économique local. À cette occasion le terrain fut mieux appréhendé et a permis un premier contact avec la population relogée concernée.
L'objectif était de contribuer au développement (culturel, agricole, sylvicole) des personnes relogées de Chã à Monte Grande :

- Créer un espace de participation civique, de dialogue et de convivialité communautaire ;
- Contribuer à l'autopromotion des membres de l'association, les aider à résoudre leurs problèmes spécifiques ;
- Défendre les intérêts légitimes de tous, individuels ou collectifs ;
- Promouvoir des formations académiques et professionnelles ;
- Promouvoir et participer aux initiatives à caractère économique et social, sans but lucratif, pour le bénéfice de la communauté ;
- Promouvoir une animation touristique et communautaire ;
- Établir et installer des relations de coopération et d'échange avec d'autres associations ;
- Collaborer avec les entités municipales.

4. Mission de suivi de projet au sein d'un stage au Parc naturel d'une étudiante en stage

En 2016, Eléa Rostaing, une étudiante encadrée par Pauline Texier-Teixeira qui avait participé au premier terrain a réalisé un travail de suivi du projet lors de son stage de terrain, qui consistait également à assister le parc naturel dans ses missions quotidiennes.
Dans son mémoire, celle-ci écrit « *Nous avons réussi à créer et légaliser une association, a faire émerger plusieurs projets communautaires, comme la création d'un espace vert afin d'améliorer la cadre de vie des habitants. Le projet d''espace communautaire de l''association a avancé et la construction a commencé. (...). Ils ont presque fini le terrassement où vont être posées les fondations. Le compte a pu enfin être créé et l'argent va pouvoir être versé* » (Rostaing, 2016, p.72).

Annexe 4.9. Invitation publique à la projection-débat du 27 novembre 2015

Traduction du texte sur l'affiche : *« Tous les gens de Chã sont invités le 27 novembre, à 10 heures du matin, au Musée de São Filipe, pour assister à la projection de films sur la vie à Chã das Caldeiras, avant et pendant l'éruption. Les membres de la municipalité, du Parc Naturel, de la Protection Civil, de la Croix-Rouge, la Police sont aussi invités pour créer du débat et du dialogue* ».

Annexe 6.1. Exemples de plantes médicinales particulièrement utilisées à Chã das Caldeiras

	Fièvre, douleur musculaire	Toux, grippe	Moustique	Mal au ventre	Mal d'estomac et douleur intestinale	Constipation
Lorna (plante endémique)		tisane ou infusion, bain	Fumigation			
Fola loro (laurier)					tisane ou infusion	
Eucalyptus preto (eucalyptus noir)	bain					
Teixeirinha (plante endémique)	tisane ou infusion, bain, cataplasme					
Inxofre (soufre)				dilué dans de l'eau		
Scontra (matière poreuse et blanche issue des émanations du volcan)				dilué dans de l'eau		
Ricinu (Huile de ricin)						Boire seule
Arruda (rue des jardins ou rue fétide)	tisane ou infusion			tisane ou infusion		
Eucalyptus branco (eucalyptus blanc)	tisane ou infusion, bain					

Annexe 6.2. Vente du 11 juillet 2013 dans 6 lodjas à Chã das Caldeiras

Ka Fernandinha

Homme	Femme	Enfant	Touriste	Nourriture /Jus	Boissons		Tabac	Hygiène	Total escudos
					Eau	Alcool			
1		1		95		50			145
	1	2		30			50		80
1	1			260			40		300
		1		100				180	280
1		1		30					30
TOTAL									**835**

Homme Femme Enfant Mixte Touriste Homme ou femme avec enfant

Ka Ramiro

Homme	Femme	Enfant	Touriste	Nourriture /Jus	Boissons		Tabac	Hygiène	Total escudos
					Eau	Alcool			
		1		50					50
1							45		45
1								120	120
	1							75	75
1				100		500			600
1						500			500
		1						75	75
1						800	300		1100
1						500			500
			1	100	120		300		520
TOTAL									**3585**

Ka Manuela

	Homme	Femme	Enfant	Touriste	Nourriture /Jus	Boissons		Tabac	Hygiène	Total escudos
						Eau	Alcool			
1	1				250	140			120	510
2		1			130				50	180
3	1		1		130				50	180
4		1			320				50	370
5		1			40				120	160
6					580					580
7			1		200					200
8		1			130					130
9	1				100					100
10			1		30					30
11			1		180				200	380
12	1				100					100
13		1			100					100
14				1	400					400
15	1				120				50	170
16				1	500					500
17	1				100					100
18				1	500					500
19			1		200					200
20	1				300				120	420
21	1				1200					1200
22		1			100				900	1000
23			1		200					200
24				1	1200					1200

25		1			200				300	500
26			1		10					10
27				1	130					130
28		1			300					300
TOTAL										**9850**

Ka Louisa

	Homme	Femme	Enfant	Touriste	Nourriture /Jus	Boissons		Tabac	Hygiène	Total escudos
						Eau	Alcool			
1		1	1		100					100
2			1		25					25
3			1		60					60
4	1		1		200					200
5			1		50					50
6			1		50					50
7	1				50					50
8	1			1	250					250
9	1	1			100				30	130
10			1		25					25
11			1		20					20
12	1				100					100
TOTAL										**1060**

Ka Bertinha

	Homme	Femme	Enfant	Touriste	Nourriture /Jus	Boissons		Tabac	Hygiène	Total escudos
						Eau	Alcool			
	2	1			130		280	130		540
		1			200					200
		1			350					350
	1							130		130
	1						240			240
		1			580					580
TOTAL										**2040**

Ka Nunis

	Homme	Femme	Enfant	Touriste	Nourriture /Jus	Boissons		Tabac	Hygiène	Total escudos
						Eau	Alcool			
	1						100	200		300
		1			70					70
TOTAL										**370**

Annexe 7.1. Déclaration officielle de l'état d'urgence par le Ministère de l'Administration Interne capverdien

Ministério da Administração Interna
GABINETE DA MINISTRA
Rua Pedro Alves Cabral
CP nº 103, Plateau, Praia
República de Cabo Verde
Telf: (+238) 260 40 28/9
www.mai.gov.cv

COMUNICADO

Assunto: DECLARAÇÃO DE CONTINGÊNCIA NA ILHA DO FOGO E BRAVA, POR CIRCUNSTÂNCIA DA ERUPÇÃO VULCÂNICA

Em virtude da erupção vulcânica, iniciada esta noite em Cabo Verde, acontecimento que consubstancia um acidente grave, mensurável na escala 5, cujo grau de perigosidade é susceptível de provocar elevados prejuízos materiais e vítimas, afectando intensamente as condições de vida e o tecido socioeconómico dos Municípios da ilha do Fogo, da Brava e, consequentemente do país, o Ministério da Administração Interna, após contactos prévios e audição dos respectivos Presidentes de Câmara municipal da ilha, vem pela presente, ao abrigo do disposto no nº2 do artigo 17º da Lei de Bases da Protecção Civil, - Lei nº12/VIII/2012, de 7 de Março, **DECLARAR SITUAÇÃO DE CONTINGÊNCIA**, por força da erupção vulcânica em actividade em Cabo Verde.

O âmbito material da presente declaração de contingência circunscreve-se aos Municípios da ilha do Fogo e da Brava, onde procedimentos adequados à coordenação técnica e operacional dos serviços e agentes da protecção civil, bem como dos recursos a utilizar já foram accionados nos termos da Lei (art.º 19º da Lei de Bases da Protecção Civil).

O âmbito territorial desta Declaração de Contingência circunscreve-se aos Municípios das ilhas do Fogo e da Brava e o seu âmbito temporal é neste

A reprodução e a transferência, ainda que parciais, a terceiros(as), que não o(s) mencionado(s) neste documento, são interditas sem prévia autorização do Governo de Cabo Verde.

MINISTÉRIO DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA GABINETE DA MINISTRA

Annexe 7.2. Poster de sensibilisation aux risques volcaniques réalisé par la Protection Civile en collaboration avec le programme MIA-VITA

PREPARE-SE PARA AS ERUPÇÕES VULCÂNICAS

PROTECÇÃO CIVIL
CABO VERDE

O QUE FAZER ANTES:

Manter em reserva e em condições de permanente utilização os seguintes materiais:

- 1 Rádio portátil e pilhas de reserva;
- 1 Lanterna e pilhas de reserva;
- Velas, fósforos ou isqueiro;
- Medicamentos essenciais para toda a família;
- Agasalhos, reserva de roupa e objectos;
- Artigos especiais e alimentação para bebés;
- Água e alimentos para um período de 48 a 72 horas;
- 1 Documento de identificação para cada membro da família;
- 1 Lençol para chamar à atenção dos meios de evacuação.
- Identificar os caminhos para rapidamente atingir um local seguro e bem visível, evitando o percurso através dos vales (perigosos pelo deslocamento de lava) para ser possível efectuar o salvamento.

O QUE FAZER DURANTE:

- Não ser alarmista, não prestar atenção a rumores e nem colaborar na sua difusão;
- Manter-se serena e transmitir serenidade aos outros;
- Manter-se informado através do rádio portátil;
- Seguir com exactidão as directivas transmitidas pelas autoridades;
- Preparar-se para a eventual necessidade de evacuação;
- Não visitar os locais atingidos.

O QUE ESPERAR DOS SERVIÇOS DE PROTECÇÃO CIVIL:

Antes:
1. O Alerta, quanto à possibilidade de ocorrência e em que zona;
2. Indicações apropriadas.

Durante:
1. Instruções sobre a evacuação das pessoas (por terra, mar ou via aérea);
2. A organização da transferência dos animais e de bens para áreas seguras;
3. A mobilização e coordenação dos meios disponíveis e necessários ao Socorro;
4. Organização e montagem de campos de deslocados.

Depois:
1. Reposição da normalidade.

CONTACTOS DE EMERGÊNCIA:

Protecção Civil: 800 11 12
Policia Nacional: 132
Para mais informações consulte o site: www.snpc.cv

MIA VITA

Annexe 8.1. Projet de loi n°IX/2017, Conseil des ministres du 18 mai 2017

CONSELHO DE MINISTROS

PROPOSTA DE LEI Nº /IX /2017

DE DE

ASSUNTO: Procede à primeira alteração à Lei n.º 105/VIII/2016, de 19 de janeiro, que determina a dominialidade do Estado sobre o solo em Chã das Caldeiras, do Conselho de Santa Catarina do Fogo e a concessão de uso privativo de terrenos em Chã das Caldeiras bem como o regime jurídico geral de uso e utilização do mesmo solo.

EXPOSIÇÃO DE MOTIVOS

Após a erupção vulcânica, ocorrida em novembro de 2014, a tendência da população tem sido retornar, progressivamente, a Chã das Caldeiras, de forma desordenada, para ocupar os espaços onde se situavam as edificações anteriores.

Em 2016, o Governo entendeu que era oportuno adotar-se providências sobre o uso de solo em Chã das Caldeiras, visto que o Regulamento do Plano Diretor Municipal de Santa Catarina do Fogo, não impôs nenhumas condicionantes específicos ao uso e ocupação do solo em Chã das Caldeiras, pelo que foi aprovada a Lei n.º 105/VIII/2016, de 19 de janeiro, que declara a titularidade do Estado sobre o solo em Chã das Caldeiras, do Conselho de Santa Catarina do Fogo e a concessão de uso privativo de terrenos em Chã das Caldeiras bem como o regime jurídico geral de uso e utilização do mesmo solo, ou seja, a construção ou a edificação desses terrenos dependerá de licença ou de concessão.

Trata-se de uma zona de risco, em que se exige da sua população essa consciência. Portanto, as edificações ali a ser construídas, nomeadamente edificações habitacionais, devem-se dar num quadro de excecionalidade.

Por conseguinte, a mencionada Lei, no seu artigo 4.º, não admite a tal possibilidade, pelo que importa instituir alguma flexibilidade no que toca à edificações habitacionais, sem descorar das precauções que se impõem.

Nesta conformidade, pretende-se, com a presente Proposta de Lei, operar uma alteração pontual a esse artigo 4.º da Lei n.º 105/VIII/2016, de 19 de janeiro, por forma a serem autorizadas a implantação de equipamentos habitacionais em casos muito excecionais e devidamente fundamentados.

Assim,

Nos termos da alínea b) do n.º 1 do artigo 203.º da Constituição, o Governo submete à Assembleia Nacional a seguinte Proposta de Lei:

Artigo 1.º
Objeto

A presente Lei procede à primeira alteração à Lei n.º 105/VIII/2016, de 19 de janeiro, que determina a dominialidade do Estado sobre o solo em Chã das Caldeiras, do Conselho de Santa Catarina do Fogo e a concessão de uso privativo de terrenos em Chã das Caldeiras bem como o regime jurídico geral de uso e utilização do mesmo solo.

Artigo 2.º
Alteração

É alterado o artigo 4.º da Lei n.º 105/VIII/2016, de 19 de janeiro, que passa a ter a seguinte redação:

"Artigo 4.º
[…]

1. Em Chã das Caldeiras, por ser uma zona de risco de segurança geotécnica, não podem ser implantados equipamentos sociais, incluindo habitacionais, e infraestruturas técnicas públicas, salvo o disposto nos números seguintes.

2. […]

3. Podem ainda, mediante autorização, ser autorizadas a implantação de equipamentos habitacionais em casos muitos excecionais e devidamente fundamentados.

4. [*Anterior n.º 3*]"

Artigo 3.º
Entrada em vigor

A presente Lei entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Aprovada em Conselho de Ministros em 18 de maio de 2017.

José Ulisses de Pina Correia e Silva

Fernando Elísio Leboucher Freire de Andrade

Annexe 8.2. LES 7 PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PLAN DÉTAILLÉ DE CHÃ DAS CALDEIRAS (PDCC) PRÉSENTÉ LE 29 NOVEMBRE A CHÃ DAS CALDEIRAS

- Créer des infrastructures, des ressources et des équipements pour remplacer et améliorer ceux qui ont été perdus lors de la dernière éruption et qui favorisent l'intégration environnementale des activités humaines et agro-pastorales.
- Créer d'espaces publics qui servent de référence pour les itinéraires piétons à la fois à l'intérieur de la zone habitée que dans les sentiers du parc naturel.
- Établir le règlement de l'aménagement de cette agglomération rurale et les déterminations en matière de construction en fonction des besoins d'évacuation et de la réponse aux risques volcaniques.
- Localisation des nouveaux bâtiments de manière ordonnée reposant sur une typologie particulière.
- Établir les conditions et les limites de l'expansion des bâtiments.
- Déterminer l'aménagement de la voirie, afin qu'elle soit adaptée au nouveau schéma de voirie nationale.
- Établir les conditions d'intégration du paysage, tant pour les bâtiments existants que pour les bâtiments nouvellement construits proposés par le PDCC.
- Assurer la protection, la conservation et la mise en valeur des zones d'intérêt paysager, géologique et environnemental ; sols agricoles et éléments patrimoniaux ayant un potentiel touristique, historique et / ou arquitectonique.
- Encourager et améliorer la compatibilité et l'interconnexion entre le logement et les activités agro-pastorales, selon un modèle de développement durable et autosuffisant, qui respecte l'environnement.